CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ONZIÈME LÉGISLATURE

(1914-1919)

TABLE NOMINATIVE

A

ABEL (M. J.-B.), *Député de la 1^{re} circonscription de Toulon [Var], Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale; puis Vice-Président de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de la marine, p. 288); de la Commission de la législation civile (A., S. de 1917, t. unique, p. 1060). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, concernant le traitement annuel des juges suppléants et attachés titulaires du Ministère de la Justice ayant subi avec succès l'examen d'admission dans la magistrature (I., n° 264; an., S. O. de 1914, p. 1981). — Son avis, présenté au nom de la Commission

des crédits, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifiant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (I., n° 265; an., S. O. de 1914, p. 1981). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, tendant à admettre au droit à pension les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908 (I., n° 293; an., S. O. de 1914, p. 2018). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi tendant à allouer une indemnité aux greffiers et commis-greffiers intérimaires des tribunaux pendant la durée de la guerre (I., n° 1456; an., S. de 1915, p. 1275). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1° le

projet de loi concernant la résiliation, par suite de la guerre, des baux à loyer ; 2° le projet de loi concernant les loyers échus pendant la guerre ; 3° les diverses propositions de loi ayant le même objet (I., n° 1674 ; an., S. de 1916, p. 42). — Son second avis sur la même question (I., n° 2011 ; an., S. de 1916, p. 609). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi suspendant la limitation du taux de l'intérêt conventionnel en matière civile (I., n° 2029 ; an., S. de 1916, p. 620). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier le cadre du corps du contrôle de l'Administration de la marine (I., n° 2390 ; an., S. de 1916, p. 1164). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à modifier le cadre du corps de contrôle de l'Administration de la marine (I., n° 2610 ; an., S. de 1916, p. 1518). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (I., n° 3107 ; an., S. de 1917, p. 352). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux déclarations de décès par des témoins mineurs pendant la durée de la guerre (I., n° 3679 ; an., S. de 1917, p. 1145). — Présente un 2° avis, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (I., n° 3414 ; an., S. de 1917, p. 845). — Son avis sur ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (I., n° 4047 ; an., S. de 1917, p. 1854). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Justice] (I., n° 4116 ; an., S. de 1917, p. 2236). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le taux de l'intérêt légal et suspendant temporairement la limitation de l'intérêt conventionnel (I., n° 4529 ; an., S. de 1918, p. 490). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour but d'attribuer à la marine un contingent supplémentaire de croix de la Légion d'honneur (I., n° 4544 ; an., S. de 1918, p. 496) ; son rapport supplémentaire (I., n° 4652 ; an., S. de 1918, p. 610). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux déclarations de décès aux armées par des témoins mineurs pendant

la durée de la guerre (I., n° 4546 ; an., S. de 1918, p. 497). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant création des grades d'aspirant et de mécanicien principal de 3° classe et relatif à l'admission pendant la guerre des enseignes de vaisseau de réserve dans le cadre actif (I., n° 5001 ; an., S. de 1918, p. 1156). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1° le projet de loi relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats (n° 4657) ; 2° le projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire (n° 1606) ; 3° le projet de loi sur l'organisation judiciaire (n° 3906) ; 4° la proposition de loi de M. Emmanuel Brousse sur l'organisation judiciaire (n° 744) ; 5° la proposition de loi de M. Victor Peytral, ayant pour objet la réforme de la magistrature (n° 1397) ; 6° la proposition de loi de M. Paul-Meunier relative à la réforme de la magistrature (n° 1553) ; 7° la proposition de loi de MM. Étienne Rognon, Marius Moutet et Jules Nadi tendant à régler l'avancement des magistrats dans les cours et tribunaux (n° 3030) (I., n° 5284 ; an., S. de 1918, p. 1840). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Justice. — 1^{re} section : Services judiciaires] (1) (I., n° 5410 ; an., S. de 1918, p. 605). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi modifiant les conditions d'obtention du grade d'officier dans la réserve de l'armée de mer par les anciens élèves libres de l'École d'application du génie maritime (I., n° 5949 ; an., S. de 1919, p. 1124). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats (I., n° 6037 ; an., S. de 1919, p. 1272). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Justice : Services judiciaires] (I., n° 6161 ; an., S. de 1919, p. 1523). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet de renforcer temporairement le personnel du tribunal de première instance et des justices de paix de la Seine et du Ministère de la Justice en vue de l'application des lois de guerre (I., n° 6612 ;

(1) Ce document n'a pas été publié.

an., S. de 1919, p. 2290). — Ses rapports, au nom du 11^e Bureau, sur les élections : de M. Verlot par la 1^{re} circonscription de Saint-Dié [Vosges] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 91) ; de M. Schmidt par la 2^e circonscription de Saint-Dié [Vosges] (p. 91) ; de M. Milliaux (Félix) par l'arrondissement d'Auxerre [Yonne] (p. 91).

Est nommé *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* [Décret du 9 juin 1914] (J. O., p. 5110).

Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A. S. de 1915, t. unique, p. 1564 ; A. S. de 1916, t. unique, p. 3). — Préside : la séance du 3 mars 1916 (p. 421) ; la séance du 4 octobre (p. 1904) ; la séance du 15 novembre (p. 2383) ; la séance du 9 décembre 1916 (p. 2577). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Sa motion présentée au nom de la Commission du budget tendant à ce que le Titre II soit réservé*, p. 474. — Exonérations et délais. *Amendement de MM. Lafont, Lapal et Lauche à l'article 14*, p. 816 ; *Observations concernant l'article 16*, p. 850 et suiv. — Juridiction et procédure. *Observations relatives à l'article 29*, p. 912 ; *Ses observations concernant l'article 30*, p. 918 ; *le dernier paragraphe de l'article 25*, p. 1066). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 768) ; dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Article additionnel modifiant la loi sur le contrôle de la marine*, p. 1359 et suiv.) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1389). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A. S. de 1917, t. unique, p. 2). — Préside : la séance du 15 février (p. 392) ; la séance du 2 avril (p. 1025) ; du 25 juillet (p. 2046) ; la 1^{re} séance du 2 août (p. 2323) ; la séance du 5 décembre (p. 3233) ; la 1^{re} séance du 29 décembre (p. 3851) ; la 1^{re} séance du 31 décembre (p. 3893). — Est entendu comme *Rapporteur* dans la discussion du projet de loi tendant à modifier le cadre du corps du contrôle de l'Administration de la marine (p. 313). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1383). — Son rapport sur une pétition (p. 3146). — Est entendu comme *Rapporteur de la Commission du budget* dans la discussion : du projet de loi modifié par le Sénat relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Art. 27, 28, 29 réservés. *Amendement de M. Puech tendant à la disjonction de*

l'article 27, p. 1766, 1773, 1782) ; de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 376, 385, 421, 444). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Préside : la séance du 28 janvier (p. 169) ; les séances du 26 février (p. 529, 548) ; la 1^{re} séance du 28 février (p. 803) ; la 1^{re} séance du 1^{er} mars (p. 646) ; la séance du 12 mars (p. 802) ; la 2^e séance du 27 mars (p. 1017) ; la séance du 13 novembre (p. 2678) ; son allocution, en annonçant à la Chambre le décès de M. Émile Favre, Député de la Haute-Savoie (*ibid.*). Préside : la séance du 20 novembre (p. 2716) ; la séance du 29 novembre (p. 2844) ; la séance du 6 décembre (p. 2910) ; la 1^{re} séance du 12 décembre (p. 2951) ; la 1^{re} séance du 13 décembre (p. 2983) ; la séance du 19 décembre (p. 3089) ; la 1^{re} séance du 20 décembre (p. 3105) ; la 1^{re} séance du 28 décembre (p. 3265) ; la 1^{re} séance du 29 décembre (p. 3305) ; la 1^{re} séance du 31 décembre (p. 3409). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 738) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Commis auxiliaires de la marine*, p. 3287). Son rapport sur une pétition (p. 1694). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). Préside : la 1^{re} séance du 28 janvier (p. 183) ; la 1^{re} séance du 6 février (p. 370) ; la 1^{re} séance du 19 février (p. 609) ; la 1^{re} séance du 21 février (p. 685) ; la 1^{re} séance du 25 février (p. 707) ; la 1^{re} séance du 27 février (p. 771) ; la 1^{re} séance du 4 mars (p. 831) ; la 1^{re} séance du 14 mars (p. 953) ; la 1^{re} séance du 13 mars (p. 1009) ; la 1^{re} séance du 18 mars (p. 1090) ; la 1^{re} séance du 19 mars (p. 1125) ; la 1^{re} séance du 21 mars (p. 1203) ; la 1^{re} séance du 27 mars (p. 1319) ; la 2^e séance du 27 mars (p. 1327) ; la 1^{re} séance du 29 mars (p. 1401) ; la 1^{re} séance du 4 avril (p. 1533) ; la 1^{re} séance du 9 avril (p. 1599) ; la 1^{re} séance du 11 avril (p. 1673) ; la 1^{re} séance du 17 avril (p. 1811) ; la 1^{re} séance du 18 avril (p. 1853) ; Ses observations concernant le procès-verbal de la 2^e séance du 17 avril 1919 (*ibid.*). Préside : la séance du 16 mai (p. 2061) ; la séance du 4 juin (p. 2209) ; la séance du 18 juin (p. 2409) ; la séance du 23 juin (p. 2517) ; la 1^{re} séance du 26 juin (p. 2629) ; la 1^{re} séance du 30 juin (p. 2721) ;

la 1^{re} séance du 3 juillet (p. 2841); la séance du 7 juillet (p. 2919); la 1^{re} séance du 10 juillet (p. 3021); la 1^{re} séance du 16 juillet (p. 3139). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1039); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Écrivains de la marine*, p. 1194); du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Indemnité accordée aux membres des jurys criminels*, p. 2775). — Son opposition au vote sans débat de la proposition de loi tendant à compléter l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions (p. 3379). — Donne sa démission de Vice-Président de la Chambre (p. 3466). — Obtient des congés (A. S. de 1917; t. unique, p. 440; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3513).

ABRAMI (M.). *Député de la 1^{re} circonscription de Boulogne [Pas-de-Calais], Sous-Secrétaire d'État à la Guerre, chargé des effectifs et des pensions.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236). — Sa proposition de loi tendant à modifier le n° 46 du tableau A du Tarif général des douanes relatif aux poissons secs, salés ou fumés [harengs] (I., n° 129, an., S. O. de 1914, p. 1870). — Sa proposition de loi tendant à ajouter un paragraphe à l'article 248 du Code civil [nécessité de signifier les arrêts de rejet de la chambre des requêtes, en matière de divorce et de séparation de corps] (I., n° 130; an., S. O. de 1914, p. 1871). — Sa proposition de loi tendant à supprimer le privilège des bouilleurs de crû (I., n° 623; an., S. de 1915, p. 170). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'établissement d'une amende légale en cas de défaut, faute de comparaître ou de conclure, en matière civile et commerciale (I., n° 662; an., S. de 1915, p. 196). — Sa proposition de loi tendant à interdire l'exploitation d'un bureau de tabac au siège ou à

proximité immédiate d'un débit de boissons alcooliques (I., n° 663; an., S. de 1915, p. 197). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'instituer un recours contre les décisions des prud'hommes pêcheurs (I., n° 689; an., S. de 1915, p. 230). — Sa proposition de résolution concernant les permissions militaires (I., n° 3405; an., S. de 1917, p. 830). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à ajouter un paragraphe à l'article 248 du Code civil [nécessité de signifier les arrêts de rejet de la chambre des requêtes, en matière de divorce et de séparation de corps] (I., n° 284; an., S. O. de 1914, p. 2015). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 506). Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique en Grèce et sur les événements des 1^{er} et 2 décembre 1916, (A., S. de 1917, t. unique, p. 106); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Exonérations et délais, *Amendement de M. Varenne à l'article 12*, p. 1509; *Amendement de M. Laval au même article*, p. 1619).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre, chargé des effectifs et des pensions* [Décret du 17 novembre 1917] (J. O., p. 9218). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (A., S. de 1917, t. unique, p. 3119, 3220, 3223; *Amendement de M. Jobert à l'article premier*, p. 3243. Titre I. Du droit à pension d'infirmité et à gratifications des militaires et marins; *Amendement de M. Goude à l'article 2*, p. 3244; *Article 2 modifié par la Commission*, p. 3258, 3263; *Amendement de M. Gabriel Maunoury au paragraphe 6 de cet article*, p. 3266; *Amendement de M. Jobert au même paragraphe*, p. 3269; *Paragraphe 8 modifié par la Commission*, p. 3312; *Amendement de M. Moutet à ce paragraphe*, p. 3314; *Amendement de M. Moutet à l'article 5 relatif à la concession de la gratification*, p. 3318; *Amendement à l'article 5 relatif à la fixation du taux de la pension et de la gratification*, p. 3320; *Amendement de M. Goude concernant la classification des infirmités d'après leur gra-*

rité, A., S. de 1917, t. unique, p. 3324 ; *Amendement de M. Patureau-Baronnet tendant à l'organisation des recours contentieux*, p. 3327 ; *Article 7 modifié par la Commission*, p. 3329 ; *Disposition additionnelle de M. Even à cet article et concernant le mutilé dont l'état ne s'est pas amélioré par l'appareillage*, p. 3339 ; *Ses observations sur la rédaction du paragraphe 2 de l'article 10*, p. 3341. Chapitre 3 du Titre II. Des enfants naturels reconnus : *Observations concernant l'article 16*, p. 3350 ; *Motion tendant au renvoi de la suite de la discussion*, p. 3352 ; *Ses observations sur le paragraphe premier de l'article 5 (nouveau) concernant le taux des pensions d'invalidité*, p. 3422 ; *Amendement de M. Pressemane y relatif*, p. 3431 ; *Amendement de M. Goude sur le même objet*, p. 3433 ; *Amendement de M. Betouille relatif à la base de fixation des pensions ou gratifications*, p. 3439 ; *Amendement de M. Bérard concernant une indemnité complémentaire en compensation de la perte de revenu civil*, p. 3455. Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chapitre premier. Des droits à la pension : *Observations relatives au paragraphe 2 de l'article 9*, p. 3459 ; *Amendement de M. Pressemane au paragraphe 3*, p. 3461 ; *Amendement de M. Goude au même paragraphe*, p. 3463 ; *Motion tendant au renvoi à la Commission d'un article nouveau concernant la veuve qui se remarie*, p. 3472. Chapitre II. Fixation de la pension : *Amendement de M. Goude à l'article 15 concernant les tableaux X et XI*, p. 3733 ; *Amendement concernant la fusion des paragraphes 1^{er}, 2 et 3 à l'article 15*, p. 3743. Titre III. Droits des ascendants : *Amendement de M. Queuille à l'article 18*, p. 3756 ; *Autres amendements à cet article*, p. 3761. A., S. de 1918, t. unique, p. 63 ; *Amendement tendant à la suppression du paragraphe 3^o de la nouvelle rédaction de cet article*, p. 84 ; *Amendement de M. Peytral au premier paragraphe de l'article 19*, p. 87 ; *Amendements au paragraphe 2 de l'article 19*, p. 89. Titre IV. Voies de recours : *Sous-amendement de M. Merlin à l'amendement de M. Durre concernant l'article 21*, p. 129, 131 ; *Amendement de M. Doizy à cet article*, p. 136 ; *Amendement de M. Gabriel Maunoury à l'article 22*, p. 198. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Amendement de M. Chassaing au paragraphe premier de l'article 28*, p. 202 ; *Amendement de M. Goude à ce paragraphe*, p. 205 ; *Disposition additionnelle de M. Queuille à l'article 28*, p. 207 ; *Amendements relatifs à l'article 29*,

A., S. de 1918, t. unique, p. 210 ; *Disposition additionnelle de M. Cadot*, p. 211 ; *Observations relatives à l'article 52*, p. 217 ; *Article nouveau 52 bis présenté par M. Noël*, p. 226 ; *Disposition additionnelle de M. Angès à l'article 53*, p. 227. *Article nouveau de M. Jobert concernant les infirmières*, p. 228 ; *Amendement de M. Lefas y relatif*, p. 230 ; *Article nouveau de M. Bonnevey relatif au remplacement par un capital d'une petite partie de la pension*, p. 235 ; *Article nouveau de M. Pressemane relatif à la rééducation professionnelle*, p. 238. *Article additionnel concernant les pensionnaires résidant à l'étranger*, p. 275 ; *Observations sur l'ensemble de la loi*, p. 277 et suiv.) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 3022, 3030, 3107, 3113, 3188, 3192, 3212, 3232 et suiv.) ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 329, 349, 458, 492, 523, 591, 667, 908, 914. *Seconde délibération* p. 1060). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (A., S. O. de 1917, t. unique, p. 3361) ; du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1919 (p. 3822). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur l'attribution des permissions au front français et au front d'Orient (A., S. de 1918, t. unique, p. 249, 251 et suiv.). — Répond à une question concernant les sous-officiers à solde mensuelle (p. 622). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 737) ; des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Envoi gratuit de colis par le bureau central militaire*, p. 828. *Blanchisseries militaires*, p. 830) ; du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 904, 931). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 1105) ; de l'interpellation sur la question de l'assurance au décès de toute l'armée et de toute la flotte (p. 1402). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1918 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1567) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1918 [Dé-

penes militaires et dépenses exceptionnelles des services civils (A., S. de 1918, t. unique, p. 1592 et suiv.); d'une interpellation sur le décret du 5 juin 1918 abrogeant celui du 14 avril 1918 portant modification au règlement sur le service intérieur des corps de troupes (p. 1811). — Répond à une question sur la transmission de la correspondance des soldats aux familles et des familles aux soldats et sur les renseignements aux familles en ce qui concerne les soldats disparus (p. 1854). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur la désorganisation des services automobiles à la suite du décret du 18 janvier 1918 (p. 1857); du projet de loi relatif au recensement, à la révision et à l'appel de la classe 1920 (p. 1997, 2016 et suiv.). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2009); dans la discussion d'une proposition de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2180 et suiv.); sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à l'augmentation de la durée des permissions (p. 2274). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2425). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant les conseils de réforme (p. 2560). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant la non-application de la loi qui garantit un pécule minimum de 1.000 francs aux familles des soldats morts pour la France (p. 2598); prend part à cette discussion (p. 2724). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (p. 2613). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi portant suspension de la loi du 10 août 1917 [Loi Mourier] (p. 2719); prend part à cette discussion (*ibid.*). — Répond à une question concernant le renvoi immédiat des réservistes de l'armée territoriale (p. 2761). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations concernant le renvoi des vieilles classes (p. 2767); d'interpellations relatives aux questions de démobilisation (p. 3013); du projet de loi accordant une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux officiers et sous-officiers à solde mensuelle des armées de terre et de mer (p. 3209). — Est entendu dans la dis-

ussion : du projet de loi concernant le pécule aux familles des soldats morts pour la patrie (p. 3209); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Permissions des mobilisés créoles* p. 3267); des crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Prime de démobilisation aux combattants*, p. 3358; *Démobilisation des officiers de complément*, p. 3365; *Création d'un chapitre spécial pour les traitements des légionnaires et des médaillés militaires*, p. 3368). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la situation faite, dans certaines unités, aux militaires originaires des colonies (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 284). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant : le fonctionnement de la démobilisation (p. 574, 516); le décret et l'instruction relatifs à l'application du pécule aux familles des combattants morts pour la patrie (p. 654 et suiv.); de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 764, 787). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1049, 1096). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Attribution du vêtement du démobilisé ou de l'indemnité représentative*, p. 1178; *Organisation de la radiotélégraphie aux colonies*, p. 1180; *Suppression du crédit relatif à la solde de l'armée*, p. 1181; *Incorporation et recensement de certaines catégories de jeunes gens des classes 1915 à 1920*, p. 1187; *Carnet de pécule des militaires décédés ou disparus*, p. 1195). — Prend part à la discussion ; des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 1245); des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Construction d'un câble téléphonique entre Paris, l'Alsace et la Lorraine; Poste de T. S. F. de la Croix-d'Hins*, p. 1433; *Compression du personnel d'officiers*, p. 1434; *Intervention française en Russie*, p. 1444; *Amendement de M. Brousse relatif au matériel du génie*, p. 1458; *Mise en sursis des ouvriers mineurs des classes 1913, 1914, 1915 et 1916*,

A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1459; *Indemnité de vêtements aux sursitaires agricoles* ibid.; *Rapatriement des hommes revenus des pays d'outremer*, p. 1461; *Entretien des troupes d'occupation en pays ennemis*, p. 1465). — Répond à une question concernant la liquidation des pensions militaires (p. 2025); prend part à la discussion de cette question transformée en interpellation (p. 2027). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur les retards apportés au paiement de la prime de démobilisation (p. 2034); au cours de la discussion de ces interpellations (p. 2069); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation au sujet des brimades, délits et crimes dont certains citoyens et sujets français de couleur sont victimes sur le territoire français (p. 2036); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant l'application de la loi des permissions (p. 2336); dans la discussion de cette interpellation et d'une interpellation sur les réparations dues aux victimes civiles de la guerre (p. 2501 et suiv.; 2558 et suiv.); dans la discussion des interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2292, 2381). — Répond à des questions concernant les militaires portés comme disparus (p. 2432). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils [Exercice 1919] (*Prestation de savon à laquelle ont droit les hommes de troupe*, p. 2484; *Personnel des écoles militaires* ibid.; *Frais de déplacement concernant l'expansion de l'aviation française à l'étranger*, p. 2485; *Personnel des établissements de l'intendance, des états-majors et des dépôts*, p. 2487). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires applicables au 2^e semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 2521; *Amendement de M. Lœuche concernant le service automobile*, p. 2574; *Prime d'habillement accordée aux démobilisés*, p. 2580; *Réduction des soldes de l'armée*, p. 2582; *Réquisitions*, p. 2587; *Remonte*, p. 2596; *Cantonement des troupes à l'intérieur*, p. 2598; *Cession de matériel à des Gouvernements étrangers*, p. 2603); du projet de loi relatif à la révision des soldes militaires (p. 3420 et suiv.; p. 3444 et suiv.); du projet de loi relatif à l'achat de jeunes chevaux (p. 3675). —

Répond à des questions relatives : à l'exhumation et au transport des morts de la guerre (p. 3998); au paiement des primes de démobilisation (p. 4360). — Est entendu dans la discussion des crédits applicables au 4^e trimestre de 1919 (p. 4112 et suiv.; p. 4151 et suiv.). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits pour l'aéronautique militaire aux colonies (p. 4799). — Obtient un congé (A., S. de 1916; t. unique, p. 2).

ACCAMBRAY (M.), *Député de la 2^e circonscription de Laon [Aisne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 97). — Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2; p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique; p. 1273). — Sa proposition de loi relative aux obligations en temps de guerre des membres du Parlement (I., n^o 510; an., S. de 1915; p. 18). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à attribuer une allocation supplémentaire aux mobilisés dont les familles sont assistées ou restées dans les régions envahies et à constituer un pécule aux premiers (I., n^o 951; an., S. de 1915; p. 479). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant l'organisation des relations, pendant la guerre, des pouvoirs publics avec le commandement militaire (I., n^o 2241; an., S. de 1916, p. 933). — Sa proposition de résolution tendant à réglementer le droit de vote des membres de la Chambre des Députés rentrant de congé (I., n^o 3118; an., S. de 1917, p. 366). — Sa proposition de loi tendant à la mise en sursis d'appel, en vue de la renaissance des communes reconquises, de certaines catégories de mobilisés originaires de ces communes (I., n^o 3318; an., S. de 1917; p. 694). — Sa proposition de résolution tendant à indemniser de la perte de leurs bagages, les populations libérées par l'avance de nos troupes et évacuées dans l'intérieur (I., n^o 3447; an., S. de 1917, p. 860). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité de fonctions aux maires ou aux délégués municipaux remplissant des fonctions de maire dans les communes qui furent occupées par l'ennemi et que leurs habi-

tants ont dû abandonner (I., n° 5320; an., S. de 1918, p. 1943). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet la mise en sursis immédiate des maires et secrétaires de mairie des communes des régions libérées (I., n° 5545; an., S. de 1919, p. 85). — Sa proposition de résolution tendant à accorder le rappel des allocations de réfugiés aux habitants chassés par l'ennemi, au temps de l'occupation, de leurs communes respectives, et évacués sur le nord de la France et de la Belgique (I., n° 6242; an., S. de 1919, p. 1725). — Son rapport sur : 1° le projet de loi tendant à réserver, dans des conditions spéciales, des emplois aux militaires et marins réformés n° 1 ou retraités, par suite de blessures ou d'infirmités contractées au service pendant la guerre actuelle; 2° la proposition de loi de M. Henri Labroue tendant à réserver des emplois civils aux mutilés de la guerre (I., n° 1333; an., S. de 1915, p. 1023). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à réserver, dans des conditions spéciales, des emplois aux militaires et marins réformés n° 1 par suite de blessures ou d'infirmités contractées au service pendant la guerre actuelle (I., n° 2003; an., S. de 1916, p. 592). — Son rapport sur l'élection de M. Sibuet par l'arrondissement d'Albertville [Savoie] (A., S. O de 1914, t. 2, p. 465). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 505); sur un projet de résolution concernant l'organisation du contrôle des dépenses, prévu par l'article 13 de la loi tendant à ouvrir des crédits exceptionnels pour la Guerre et la Marine (p. 876). — Indique les motifs pour lesquels il demande la discussion immédiate de sa proposition de loi concernant les mobilisés dont les familles sont assistées ou restées dans les régions envahies (A., S. de 1915, t. unique, p. 821). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat d'Etat de la Guerre (p. 857 et suiv.); du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1916 (p. 1112); du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'Etat de la Guerre (p. 1278); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1351). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (p. 1436). — Est entendu dans la discussion des interpellations sur la

constitution du Cabinet, la censure et les déclarations du Gouvernement (p. 1508). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'un projet de loi relatif aux emplois civils à réserver aux militaires et marins mutilés de la guerre (p. 1591, 1602). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les attributions du commandant en chef des armées françaises et sur la conduite générale de la guerre (p. 1789). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1867 et suiv.; *Sa motion tendant à ce que la Chambre se forme en comité secret*, p. 1868; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1913, 1914). — Adresse au Ministre de la Guerre une question sur les attributions des fonctionnaires du corps du contrôle de l'Administration de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 125). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 534 et suiv.; *Soulève un incident en donnant lecture d'une lettre adressée par lui au Président du Conseil, concernant le haut commandement*, p. 538 et suiv.; *la parole lui est retirée*, p. 540). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le fonctionnement des pouvoirs publics en temps de guerre, spécialement dans leur action sur le commandement aux armées (p. 1239). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations développées en comité secret (p. 1294). — Prend part à la discussion de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son contre-projet*, p. 1533 et suiv.; *Son amendement à l'article 2 du nouveau texte de la Commission*, p. 1589). — Sa motion tendant à la mise à l'ordre du jour de sa proposition relative aux obligations militaires des membres du Parlement (p. 1637). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation relative à l'interdiction d'envoi de pain aux prisonniers de guerre (p. 1737). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1763; *Son explication de vote sur l'ensemble*, p. 1821); du projet de loi modifiant les dispositions relatives au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels une position spéciale (p. 1839 et suiv.); des interpellations

tions sur l'utilisation des effectifs militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 2207). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2346 et suiv.; *retrait*, p. 2349). — Est entendu sur le projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918 (p. 2461). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la conduite générale de la guerre (p. 2466). — Explique son vote sur les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (p. 2818). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'attribution, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (p. 2841). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les décrets qui ont nommé le général Joffre maréchal de France (p. 2863); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 316 et suiv.); d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Son texte additionnel*, p. 745); du projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le statut des officiers généraux, colonels et officiers de grades correspondants (p. 1148). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1708); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1717). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la renaissance des régions qui ont été victimes de l'invasion (p. 2167); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de l'Exercice 1917 (p. 2292). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet d'accusations calomnieuses lancées contre un officier membre du Parlement (p. 3038); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion d'interpellations relatives aux réfugiés et rapatriés des pays envahis (p. 3398). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi concernant la constitution de commissions communales chargées temporairement de régler certaines affaires des communes envahies (A., S. de 1918, t. unique, p. 2524). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des

dommages causés par les faits de la guerre (p. 3153); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Reconstitution des régions libérées*, p. 3295); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant la reprise de la vie locale dans les communes libérées*, p. 3344). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 118, 126, 263); du projet de loi concernant l'attribution d'indemnités spéciales aux fonctionnaires des régions libérées (p. 1170); des crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 2524; *Suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2546; *Ses amendements concernant : l'attribution d'allocations aux habitants évacués par l'ennemi dans le nord de la France et en Belgique*, p. 2570; *le paiement des réquisitions opérées en août 1914 dans les régions envahies au début des hostilités*, p. 2571; *l'allocation d'une rétribution aux agents locaux des régions libérées*, p. 2572); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3149); de la proposition de loi relative au paiement des indemnités dues aux habitants des régions envahies (p. 3384); du projet de loi relatif à la revision des soldes militaires (p. 3456); des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre 1919 (p. 4144, 4149); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 4442). — Est entendu pour un fait personnel (p. 4625). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916; t. unique, p. 841, 2230; A., S. de 1917; t. unique, p. 922). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 394; A., S. O. de 1917, t. unique, p. 771, 2408; A., S. de 1918, t. unique, p. 2070).

ADOLPHE DÉFOSSÉ (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Dunkerque [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914,

t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des travaux publics (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 4 janvier 1909, déclarative d'utilité publique d'une voie ferrée d'intérêt local de Cusset à Saint-Germain-Laval, et l'article 3 de la loi du 30 avril 1911, déclarative d'utilité publique d'un embranchement de Juré à Saint-Polgues à ladite voie ferrée (I., n° 4096; an., S. de 1917, p. 2036). — Son rapport sur le projet de loi tendant à suspendre, pendant une période de deux ans, l'application de la loi du 2 avril 1889 et à assimiler, pour l'application de cette loi et de l'article 4 de la loi du 21 septembre 1793, les navires tunisiens et marocains aux bâtiments français (I., n° 6932; an., S. de 1919, p. 2871). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'amélioration et à l'extension du port de Saint-Malo-Saint-Servan (I., n° 7144; an., S. de 1919, p. 3124). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'adoption d'un programme d'amélioration et d'extension du port de Dunkerque (I., n° 7024; an., S. de 1919, p. 2953). = Ses rapports, au nom du 5^e bureau, sur les élections de M. Morin (Ferdinand), par la 2^e circonscription de Tours [Indre-et-Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 35); de M. Faure, par la 3^e circonscription de Tours [Indre-et-Loire] (p. 36). = Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Sa disposition additionnelle au paragraphe premier de l'article 10*, A., S. de 1916, t. unique p. 2169); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. de 1918; t. unique, p. 3150; A., S. de 1919; t. unique, p. 41, 129); du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (A., S. de 1916, t. unique, p. 2395). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures prises pour protéger la ville de Dunkerque contre les incursions des navires ennemis (A., S. de 1917, t. unique, p. 1176). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (*Son amendement relatif à la solde des officiers de la zone des armées*, p. 1447; *retrait*, p. 1452); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1697). —

Demande à interpellier le Gouvernement sur les défenses mobiles de Dunkerque (p. 2183). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1190). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 130, 769, A., S. de 1918, t. unique, p. 2100; A., S. de 1919, t. unique, p. 1873, 3263).

AJAM (M.), *Député de l'arrondissement de Saint-Calais [Sarthe], Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission du budget (A., S. de 1915, t. unique, p. 1575); de la Commission des mines (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique p. 2717). = Sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 5 août 1914 sur les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 696; an., S. de 1915, p. 224). — Sa proposition de loi tendant à allouer une indemnité aux greffiers et commis-greffiers intérimaires des tribunaux pendant la durée de la guerre (I., n° 1226; an., S. de 1915, p. 911). — Sa proposition de loi tendant à la réintégration, sur leur demande, dans les cadres de l'armée active, des officiers en réserve spéciale (I., n° 1332; an., S. de 1915, p. 1022). — Sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 11 avril 1831 sur les pensions militaires (I., n° 1405; an., S. de 1915, p. 1088). — Sa proposition de loi tendant à l'abrogation des articles 4 et 6 de la loi du 19 mai 1866 sur la marine marchande (I., n° 2065; an., S. de 1916, p. 635). — Sa proposition de loi tendant à autoriser le Ministre de la Marine à faire mettre immédiatement en construction 500.000 tonnes de navires sur le chantier français (I., n° 2393; an., S. de 1916, p. 1166). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier, pendant la durée de la guerre, les dispositions de l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895, relatif au timbre des titres étrangers (I., n° 3028; an., S. de 1917, p. 162). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 500.000 francs au Ministre de l'Intérieur pour venir en aide aux communes de l'arrondissement de Saint-Calais (Sarthe), victimes d'un ouragan de grêle (I., n° 3362; an., S. de 1917, p. 775). — Sa proposition de loi

tendant à la répression de l'espionnage industriel et commercial (I., n° 3776; an., S. de 1917, p. 1320). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à l'établissement d'une contribution spéciale sur les bénéfices réalisés par certains propriétaires et locataires d'immeubles à l'occasion des fêtes de la Victoire (I., n° 6459; an., S. de 1919, p. 2061). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution de M. Bouisson (Bouches-du-Rhône) tendant à réquisitionner, pour toute la durée de la guerre, la totalité de la flotte marchande française (I., n° 2321; an., S. de 1916, p. 1086). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Bergeon concernant les récompenses dues aux officiers et marins du commerce morts au champ d'honneur victimes de la guerre (I., n° 2375; an., S. de 1916, p. 1152). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril 1906 et l'article 15 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande (I., n° 2376; an., S. de 1916, p. 1152). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1° le projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles des avances pourront être faites aux armateurs français pour l'achat de navires à propulsion mécanique provenant des pays alliés ou neutres; 2° la proposition de loi de M. Espivent de la Villesboisnet ayant pour objet l'acquisition de navires de commerce et la constitution d'un chantier national de constructions maritimes; 3° la proposition de loi de M. Théo Bretin et plusieurs de ses collègues, déterminant les conditions dans lesquelles l'État français pourra acheter des navires à propulsion mécanique provenant des pays étrangers (I., n° 2688; an., S. de 1916, p. 1646). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables à l'Algérie pour l'Exercice 1918 (I., n° 3852; an., S. de 1917, p. 1429). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre. — Mines et combustibles] (I., n° 4119; an., S. de 1917, p. 2129). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi modifiant la loi du 21 avril 1810 sur les mines en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'État aux bénéfices

(I., n° 5166; an., S. de 1918, p. 1774). — Son rapport sur le projet de loi fixant le budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Armement et fabrications de guerre. — Mines et combustibles] (I., n° 5298; an., S. de 1918, p. 1936). Son rapport supplémentaire (I., n° 6173; an., S. de 1919, p. 1601). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1919 (I., n° 5388; an., S. de 1918, p. 2041). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 30 décembre 1918 autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'Exercice 1919 (I., n° 5739; an., S. de 1919, p. 862). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet d'accorder certaines immunités fiscales aux sociétés de mines dont l'exploitation est située dans les régions envahies ou dévastées par l'ennemi et qui désireraient se transformer en sociétés anonymes (I., n° 6249; an., S. de 1919, p. 1737). — Son rapport sur le projet de loi portant dérogation à diverses dispositions de la loi du 24 juillet 1867 en faveur des sociétés coopératives militaires (I., n° 6923; an., S. de 1919, p. 2863). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un compte de trésorerie pour l'exploitation provisoire des houillères de la Sarre (I., n° 6961; an., S. de 1919, p. 2889). — Son rapport sur le projet de loi investissant de la personnalité civile les écoles de maîtres-mineurs d'Alais et de Douai (I., n° 7121; an., S. de 1919, p. 3095). — Son rapport sur le projet de loi réglant la participation de l'Algérie et de l'État aux charges de la ligne de Tlemcen à Lalla-Maghnia et à la frontière du Maroc (I., n° 7147; an., S. de 1919, p. 3126).

Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande. [Décret du 14 juin 1914]. (J. O., p. 5266).

En qualité de *Député* : Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations relatives à la guerre sous-marine (A., S. de 1917, t. unique, p. 1410). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique économique (p. 2479). — Est nommé membre du Comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne (p. 2808). — Prend part à la discussion des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2931). — Donne

lecture de l'avis de la Commission du budget sur le projet de loi étendant, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents (A., S. de 1918, t. unique, p. 1271). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéfices] (*Ses observations sur l'article 2*, p. 2913). — Est nommé membre du Comité consultatif des mines (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4226). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (p. 4520 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 58; A., S. de 1918, t. unique, p. 1242, 1288, 2439; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2841). = Obtient des congés A., S. de 1917, t. unique, p. 55, 2800).

ALASSEUR (M.), *Député de l'arrondissement de Gien [Loiret]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Président du 8^e bureau (F., n° 3; J. O. de 1914, p. 4964). = Membre de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 209). = Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 1124). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 1190).

ALBERT-FAVRE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Saintes [Charente-Inférieure]*, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'hygiène (A., S. de 1915, t. unique, p. 637); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10962). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant au renouvellement de la Commission du budget (I., n° 1462; an., S. de 1915, p. 1282). — Sa proposition de loi concernant la

création, au Ministère de la Guerre, d'une direction générale des voies de communication et des transports aux armées (I., n° 1937; an., S. de 1916, p. 527). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant au rajeunissement des cadres du haut commandement et du commandement des régiments (I., n° 2043; an., S. de 1916, p. 627). — Sa proposition de loi tendant à compléter le Code de justice militaire en édictant des sanctions contre les officiers généraux et chefs de corps reconnus coupables de fautes lourdes dans l'exercice de leur commandement (I., n° 3342; an., S. de 1917, p. 761). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la création d'un Sous-Secrétariat d'Etat aux armées (I., n° 3402; an., S. de 1917, p. 829). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Laurent Bougère, par l'arrondissement de Segré [Maine-et-Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 46); de M. Boissel-Dombrevail, par l'arrondissement de Coutances [Manche] (p. 46). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. unique, p. 135). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la nomination de deux Sous-Secrétaires d'Etat au Ministère de la Guerre, p. 1000; développe cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (p. 1435); de propositions de résolution concernant la Commission du budget et les grandes Commissions (p. 1654, 1657). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la défense de la région de Verdun (A., S. de 1916, t. unique, p. 1086); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1086, 1191 et suiv.). — Est entendu sur l'ordre du jour motivé, présenté par M. Sibille, comme sanction à la discussion de certaines interpellations développées en comité secret (p. 1297). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918 (p. 2454 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique générale (p. 2630). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 211 et suiv.); des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 468 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour

(p. 600). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 656); le retire pour se rallier à l'ordre du jour de M. F. David (*ibid.*). — Est entendu : pour un rappel au Règlement (p. 671); dans la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 784). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Sa disposition additionnelle relative à l'incorporation dans les unités combattantes*, p. 867; *la retire*, p. 868). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les dernières opérations d'offensive (p. 1176).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur* [Décret du 17 novembre 1917] (J. O., p. 9217). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives aux réfugiés et rapatriés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 3287, 3395); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Allocations*, p. 3517). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Intérieur : *Assistance aux femmes en couches pendant leur repos*, A., S. de 1918, t. unique, p. 692; *Familles nombreuses et veuves privées de ressources*, p. 694; *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*, p. 696; *Protection de la maternité et de l'enfance*, p. 700; *Œuvres de préservation antituberculeuse*, p. 701); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Secours aux familles des militaires condamnés par les conseils de guerre*, p. 831). — Répond à une question relative au payement de l'arriéré des allocations aux femmes de mobilisés retour des pays envahis (p. 899). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés (p. 1243); d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Fixation du régime des réfugiés*, p. 2187); d'interpellations sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2245, 2292, 2332). — Demande la transformation en interpellation d'une question relative à l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2484); prend part à la discussion de cette interpellation

(p. 2491). — Répond à une question relative au retour en France des habitants de la ville de Douai et de la région (p. 2628). — Est entendu dans la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3324). — Prend part à la discussion : de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 763); des crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 (*Attribution d'une allocation aux agents locaux des régions libérées*, p. 2572); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Intérieur : *Discussion générale*, p. 2665; *Subventions aux œuvres [d'assistance maternelle et de protection des enfants du premier âge]* *ibid.*; *Encouragement à la natalité par subventions aux départements et aux communes*, p. 2667); des crédits applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4115).

ALBERT-GRODET (M.), *Député de la de la Guyane.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 126) (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961) (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'énergie hydraulique (A., S. de 1918, t. unique, p. 2791); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de résolution présentée avec de mande de discussion immédiate relative au jugement des affaires contentieuses arriérées pendantes devant le Conseil d'Etat (I., n° 1796; an., S. de 1916, p. 190). — Sa proposition de résolution ayant pour objet la nomination d'une Commission de vingt-deux membres chargée d'examiner les propositions et projets de loi et, en général, toutes les questions se rapportant à l'organisation du contrôle de l'exécution du budget de l'État et à l'emploi des deniers publics (I., n° 2249; an., S. de 1916, p. 935). — Sa proposition de résolution relative à la nomination d'une Commission concernant l'Alsace et la Lorraine, composée de quarante-quatre

membres (I., n° 5784 ; an., S. de 1919, p. 910). — Son rapport sur le projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Barcelonnette [Basses-Alpes] (S. O. de 1914, Fasc. n° 13). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi ayant pour objet de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre (I., n° 1271 ; an., S. de 1915, p. 927). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la création d'emplois et à l'ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1915, au titre du budget général, en vue de l'institution d'un service des émissions de la défense nationale (I., n° 1354 ; an., S. de 1915, p. 1038). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'annulation et l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1915, en vue de l'installation du service des émissions de la défense nationale (I., n° 1502 ; an., S. de 1915, p. 1337). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'annulation et l'ouverture de crédits, au titre du Budget général de l'Exercice 1915, en vue de l'installation du service des émissions de la défense nationale (I., n° 1625 ; an., S. de 1915, p. 1441). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à payer en monnaie grecque la solde des soldats, caporaux et sergents du corps expéditionnaire d'Orient et du corps expéditionnaire des Dardanelles (I., n° 1658 ; an., S. de 1916, p. 14). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi tendant à payer en monnaie grecque, sans perte au change, les mandats postaux, égaux ou inférieurs à 20 francs, adressés à nos troupes de terre et de mer en Orient et à porter de trois à six mois le délai de péremption de tous les mandats postaux à destination des mêmes troupes (I., n° 1690 ; an., S. de 1916, p. 49). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1° la proposition de résolution de MM. Duboys Fresney, Paul Simou et Victor Robic tendant à appeler l'attention du Gouvernement sur les attributions des bureaux de tabac aux veuves ou orphelins des militaires tués à l'ennemi ; 2° la proposition de loi de M. Henri Galli tendant à attribuer les recettes ruralistes et les bureaux de tabacs aux mili-

itaires blessés en campagne et aux veuves d'officiers ou de soldats morts au service de la patrie (I., n° 1759 ; an., S. de 1916, p. 138). — Son second avis (I., n° 1932 ; an., de S. 1916, p. 416). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° approbation de conventions relatives à la construction d'annexes à la « Maison des Douaniers » du Havre ; 2° ouverture sur l'Exercice 1915, d'un crédit supplémentaire aux crédits provisoires de 94.500 francs pour l'exécution de ces conventions (I., n° 1852 ; an., S. de 1916, p. 328). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suites des faits de guerre ; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint ; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités (I., n° 2014 ; an., S. de 1916, p. 614). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à faire supporter par l'Etat, pendant la durée de la guerre, les annuités des emprunts des départements et des communes et les intérêts moratoires de leurs dettes (I., n° 2050 ; an., S. de 1916, p. 631). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (I., n° 2139 ; an., S. de 1916, p. 722). — Son rapport sur le projet de loi ratifiant le décret du 14 août 1914 qui a autorisé les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues (I., n° 2214 ; an., S. de 1916, p. 894). — Son avis, présenté sur le projet de loi relatif à l'exemption de tout droit de timbre sur la mention inscrite par le tiré, lors de la présentation d'un chèque barré à l'encaissement et portant que l'effet sera payable au débit de son compte soit à la Banque de France, soit dans une chambre de compensation (I., n° 2265 ; S. de 1916, p. 949). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi por-

tant application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901 et 27 mars 1906, et des dispositions des règlements d'administration publique qui ont complété ces lois (I., n° 2302; an., S. de 1916, p. 1068). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi relatif à l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les marchés administratifs ayant exclusivement pour objet l'approvisionnement de la population en vivres ou en moyens de chauffage (I., n° 2322; an., S. de 1916, p. 1080) — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi tendant à suspendre, jusqu'à la fin des hostilités, les effets de l'article 59 de la loi de finances du 25 février 1901 [Suppression de l'allocation accordée aux dénaturateurs] (I., n° 2323; an., S. de 1916, p. 1081). — Son avis présenté sur : 1° la proposition de loi de M. Louis Marin tendant à exonérer des droits de timbre et d'enregistrement les mutilés de la guerre qui, ne pouvant signer eux-mêmes, se trouvent obligés de se faire établir procuration; 2° la proposition de loi de M. Paul Pugliesi-Conti (Seine) tendant à établir la gratuité des procurations nécessaires aux blessés de guerre atteints de mutilations ou d'infirmités les mettant dans l'impossibilité de signer (I., n° 2412; S. de 1916, p. 1169). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ratifiant le décret du 14 août 1914 qui autorise les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues (I., n° 2715; an., S. de 1916, p. 1657). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi, modifié par le Sénat, complétant la loi du 14 juin 1865, modifiée par celle du 30 décembre 1911, sur les chèques en ce qui concerne les agents de change et les domiciliations pour paiement (I., n° 2839; an., S. de 1916, p. 1856). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'immatriculation des bateaux de rivières et l'hypothèque fluviale (I., n° 3145; an., S. de 1917, p. 399). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi, adoptée par la

Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités (I., n° 3193; an., S. de 1917, p. 424). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 en vue de nouvelles installations rendues nécessaires par l'extension des services du Ministère des Finances (I., n° 3929; an., S. de 1917, p. 1631). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère des Finances] (I., n° 4113; an., S. de 1917, p. 2050). Son rapport supplémentaire (I., n° 4226; an., S. de 1918, p. 93). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser la cession à la colonie de la Nouvelle-Calédonie: 1° à titre onéreux, d'immeubles de l'État sis à Nouméa; 2° à titre gratuit, d'immeubles de l'État sis à la presqu'île Ducos (I., n° 4241; an., S. de 1918, p. 109). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution tendant à relever de 3 à 5 0/0, l'intérêt de crédit dont sont passibles certains droits que la loi du 15 février 1875 autorise les contribuables à payer en obligations cautionnées ou en obligations d'admission temporaire (I., n° 4283; an., S. de 1918, p. 145). — Son rapport sur le projet de loi étendant aux personnels civils rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies et pays de protectorat relevant du Ministère des Colonies, le bénéfice de l'article 12 de la loi du 4 août 1917 (I., n° 4493; an., S. de 1918, p. 444). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi ayant pour but d'étendre aux sommes ou valeurs trouvées sur les corps des soldats tombés sur le champ de bataille l'exemption d'impôts successoraux prévue par la loi de finances du 26 décembre 1914 (I., n° 4528; an., S. de 1918, p. 490). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet

de loi étendant aux personnels civils rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies ou pays de protectorat relevant du Ministère des Colonies, le bénéfice de l'article 12 de la loi du 4 août 1917 (I., n° 4591 ; an., S. de 1918, p. 536). — Son rapport sur le projet de loi portant application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion de la loi du 15 février 1918 ayant pour objet de reconnaître aux femmes salariées le droit à un congé de durée égale à chacune des permissions de détente de leurs maris (I., n° 4679 ; an., S. de 1918, p. 635). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux bons de la défense nationale l'application de la loi du 30 décembre 1911 sur le chèque barré (I., n° 4712 ; an., S. de 1918, p. 652). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le barrement et la domiciliation des bons de la défense nationale (I., n° 4897 ; an., S. de 1918, p. 952). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à étendre aux comptables de matières des établissements publics, les avantages du cautionnement mutuel (I., n° 4926 ; S. de 1918, p. 958). — Son rapport sur le projet de loi prorogeant le délai de trois ans fixé par la loi du 26 novembre 1915, qui a institué le service des émissions de la défense nationale, créant des emplois à ce service et ouvrant des crédits supplémentaires, sur l'Exercice 1918, au titre du budget ordinaire des services civils (I., n° 5165 ; an., S. de 1918, p. 1799). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Art. 5 : Facilités de paiement aux redevables de droits de succession] (I., n° 5176 ; an., S. de 1918, p. 1776). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Art. 5 : Fixation du montant du cautionnement des percepteurs] (I., n° 5244 ; an., S. de 1918, p. 1825). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant au paiement des bons des pays envahis (I., n° 5304 ; an., S. de 1918, p. 1859). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à faire effectuer, par chèque ou virement de compte, le paiement des soldes et des traitements des officiers et des fonctionnaires qui sont au service de la métropole, hors de la zone des armées, et dont les émoluments atteignent au moins

600 francs par mois (I., n° 5538 ; an., S. de 1919, p. 83). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à autoriser le barrement et la domiciliation des bons de la défense nationale (I., n° 5539 ; an., S. de 1919, p. 83). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'échange des bons de monnaie des régions libérées (I., n° 5576 ; an., S. de 1919, p. 114). — Son rapport sur le projet de loi relatif au fonctionnement de l'office de liquidation des stocks (I., n° 5658 ; an., S. de 1919, p. 623). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet la concession aux commis d'enregistrement et d'hypothèques de certaines garanties de stabilité (I., n° 5680 ; an., S. de 1919, p. 718). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains (I., n° 5682 ; an., S. de 1919, p. 719). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à autoriser l'accession des commis d'enregistrement et d'hypothèques et des agents du cadre auxiliaire de l'Administration de l'enregistrement aux bureaux de 8^e classe (I., n° 5691 ; an., S. de 1919, p. 804). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Finances] (I., n° 5737 ; an., S. de 1919, p. 860). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi modifiant le mode de paiement des arrérages des pensions inscrites au Grand-Livre de la dette viagère (I., n° 5761 ; an., S. de 1919, p. 892). — Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies, sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Colonies de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 pour procéder à la constitution de stocks de bois provenant des colonies françaises (I., n° 5793 ; an., S. de 1919, p. 915). — Son rapport sur la proposition de résolution relative à la nomination d'une Commission concernant l'Alsace et la Lorraine composée de 44 membres (I., n° 5947 ; an., S. de 1919, p. 1124) ; son rapport supplémentaire (I., n° 6104 ; an., S. de 1919, p. 1339). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture d'un compte spécial

pour l'échange de monnaies allemandes appartenant à des Alsaciens et Lorrains, des prisonniers de guerre français et des habitants des régions libérées (I., n° 5993; an., S. de 1919, p. 1197). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la liquidation des stocks (I., n° 6015; an., S. de 1919, p. 1211). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à hâter le règlement des indemnités promises à la suite de la prohibition de l'absinthe et à permettre dès maintenant l'assistance effective aux chômeurs créés par cette prohibition (I., n° 6016; an., S. de 1919, p. 1212). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi accordant aux fonctionnaires coloniaux mobilisés un complément spécial de traitement pendant la durée de leur présence sous les drapeaux (I., n° 6017; an., S. de 1919, p. 1013). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à rendre obligatoire la perception, par voie d'abonnement, des droits de timbre et d'enregistrement sur les contrats d'assurances contre les risques agricoles (I., n° 6038; an., S. de 1919, p. 1272). — Son rapport sur le projet de loi autorisant, au profit de porteurs de régions envahies et de porteurs mobilisés, le versement de coupons russes en libération de la moitié du prix de souscription des obligations à émettre par application de la loi du 16 février 1917 (I., n° 6137; an., S. de 1919, p. 1405). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de M. Emile Constant (Gironde) tendant à rappeler au Gouvernement les engagements pris en vue du remboursement immédiat des avances faites en Alsace-Lorraine et dans les régions libérées pour l'échange au pair des monnaies allemandes (I., n° 6147; an., S. de 1919, p. 1408). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires d'inscription de pensions civiles au titre des fonds communs des veuves et orphelins pour les Exercices 1914 et 1915 (I., n° 6227; an., S. de 1919, p. 1682). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918, au titre du budget ordinaire des services civils; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918, au titre des dépenses exceptionnelles des services civils [Finances: Budget ordinaire, chap. 21: Intérêts de la dette flottante du Trésor] (I., n° 6285; an., S. de 1919, p. 1782). —

Son rapport sur le projet de loi relatif à la réorganisation de la manufacture des tabacs de Lille et à la remise en état des magasins de tabacs en feuilles du Nord et du Pas-de-Calais (I., n° 6499; an., S. de 1919, p. 2087). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi tendant à l'organisation d'une loterie nationale de trente milliards de francs (I., n° 6515; an., S. de 1919, p. 2102). — Son 2° rapport supplémentaire sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Ministère des Finances, Chapitre 95 bis: Personnel spécial chargé de l'établissement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre) (I., n° 6583; an., S. de 1919, p. 2261). — Son rapport sur le projet de loi tendant à accorder des subventions et des avances aux communes directement atteintes par les événements de guerre pour leur permettre d'équilibrer leurs budgets (I., n° 6604; an., S. de 1919, p. 2286). — Son rapport sur: 1° le projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 15.874.202 francs pour l'inscription des pensions civiles en 1919; 2° la proposition de loi de M. Alexandre Varenne tendant à l'ouverture d'un crédit de 2.500.000 francs destiné à assurer la liquidation des pensions des agents et sous-agents de l'Administration des postes et des télégraphes (I., n° 6662; an., S. de 1919, p. 2336). — Son rapport sur le projet de loi étendant aux colonies les dispositions: 1° de la loi du 8 juin 1893 modifiant les articles 89, 90, 91 et 92 du Code civil; 2° de la loi du 3 décembre 1915 relative aux actes de décès des personnes présumées victimes des opérations de guerre (I., n° 6756; an., S. de 1919, p. 2541). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la reconstruction et à l'agrandissement de la manufacture d'allumettes de Trélazé (I., n° 6787; an., S. de 1919, p. 2601). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1919 pour les services du Ministère des Finances (I., n° 6818; an., S. de 1919, p. 2624). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'émission des emprunts municipaux ou départementaux à l'étranger (I., n° 6885; an., S. de 1919, p. 2704). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de l'accord intervenu le 1^{er} août 1919 entre les Etats-Unis d'Amérique et la République française pour la cession des stocks américaines

(I., n° 7004 ; an., S. de 1919, p. 2936). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi relatif au recrutement, aux traitements, à l'avancement et à la discipline des magistrats des colonies (I., n° 7019 ; an., S. de 1919, p. 2944). — Son rapport sur la disposition additionnelle de MM. Pierre Laval, Pierre Rameil et Claussat à la proposition de résolution de M. Vincent Auriol et plusieurs de ses collègues concernant la réparation, par priorité, des dommages de guerre et la réparation des charges entre les puissances alliées et associées [Etablissement d'une masse commune entre alliés pour indemniser les combattants de la grande guerre] (I., n° 7044 ; an., S. de 1919, p. 2990). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un compte spécial relatif à la liquidation, en France, des stocks provenant du Département de la Guerre des Etats-Unis d'Amérique (I., n° 7099 ; an., S. de 1919, p. 3065). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser l'émission d'un nouveau contingent de monnaies de billon en bronze (I., n° 7101 ; an., S. de 1919, p. 3067). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à proroger les effets de la loi du 29 juillet 1916 [Suppression de l'allocation accordée aux dénaturateurs] (I., n° 7146 ; an., S. de 1919, p. 3126). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1919 d'un crédit de 200.000 francs en vue de permettre d'améliorer le fonctionnement du service de la perception dans le département de la Seine ; 2° l'amendement de M. Paul Laffont (Ariège) au projet de loi portant : a) ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils ; b) ouverture de crédits sur l'Exercice 1919, au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils [Chapitre 52 du Ministère des Finances] (I., n° 7148 ; an., S. de 1919, p. 3127). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution de M. Émile Bender (Rhône) et plusieurs de ses collègues tendant à la publication des travaux de la Commission du budget (I., n° 7251 ; an., S. de 1919, p. 3467). — Ses rapports, au nom du 11^e Bureau, sur les élections : de M. Rochereau (Victor), par la 1^{re} circonscription de la Roche-sur-Yon [Vendée] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 88) ; de M. Pacaud, par la 1^{re} circonscription des Sables-d'Olonne [Vendée] (p. 424) ; prend part

à la discussion des conclusions de ce dernier rapport (p. 447, 449). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la prorogation des échéances (*Son amendement concernant les colonies des Antilles, de la Guyane et de la Réunion*, A., 1^{re} S. E. de 1914, t. 2, de 1914, p. 913). — Donne, au nom de la *Commission du budget*, lecture d'un avis sur la proposition de loi tendant à dispenser du timbre et de l'enregistrement, les pièces produites à l'occasion des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite de faits de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1662, 1813). — Son rapport sur une pétition (p. 1732). — Son article additionnel au projet de loi relatif à l'emprunt marocain (A., S. de 1916, t. unique, p. 327). — Ses rapports sur des pétitions (p. 351, 1852). — Son opposition à l'inscription sans débats du projet de loi portant application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane de la loi sur les réquisitions militaires (p. 1015). — Sa motion tendant à ce que la Chambre se forme en comité secret (p. 1289). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations développées en comité secret (p. 1294). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (*Sa déclaration au nom du groupe républicain-socialiste*, p. 1364). — Est entendu dans la discussion : des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Nouveau texte de la Commission*, p. 1582) ; d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1916 (*Ses observations concernant la publication d'un décret relatif à la comptabilité publique au Maroc*, p. 1720) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1916 (*Sa déclaration au nom du groupe républicain-socialiste*, p. 1820). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation financière et l'exécution du Budget (p. 2466). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1917 (*Sa question relative à la discussion des amendements*, p. 2623). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1916 (p. 2801). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Ses observations sur l'article 50*, A., S. de 1917, t. unique, p. 42).

— Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1917 (*Sa déclaration au nom du groupe républicain-socialiste*, p. 845); des interpellations relatives à la relève et aux permissions de l'armée d'Orient (p. 978); d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, au Ministère de l'Intérieur (p. 995); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1389. et suiv.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1656); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (p. 1694). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales : *Ses observations concernant les dépenses qui sont la conséquence de l'exercice du mandat parlementaire*, p. 1892). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant autorisation d'avances à des Gouvernements alliés ou amis (p. 1907); du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (*Ses observations sur l'article 50*, p. 2024). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2042). — Prend part à la discussion : du projet de résolution portant règlement définitif des comptes de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1916 (p. 2085); d'une interpellation concernant l'alimentation des troupes (p. 2240); d'une interpellation relative aux permissions militaires (p. 2251); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2298, 2302; *Son amendement*, p. 2316). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2499; *Situation des militaires de la Guyane française, dans les usines*, p. 2516; *Secours aux soldats sans famille*, p. 2518; *Règlement des comptes de l'Exercice 1914*, p. 2558; *Création d'un compte spécial relatif aux cessions de matériel à des Gouvernements étrangers*, p. 2259, 2561; *Fonds des approvisionnements généraux du service des poudres*, p. 2563; *Contrat passé entre le Gouvernement et la compagnie américaine des titres étrangers*, p. 2569; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 2577); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2899).

— Prend part, comme *Rapporteur du budget des finances*, à la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires du 1^{er} trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Frais de tournée et de bureaux des inspecteurs et des contrôleurs des contributions indirectes*, p. 3518). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux avances à faire aux Gouvernements alliés ou amis (A., S. de 1918, t. unique, p. 222); d'une interpellation sur l'attribution des permissions au front français et au front d'Orient (p. 252); du projet de loi tendant à améliorer la circulation des monnaies d'argent (p. 484); du projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires de l'Exercice 1917 (p. 485). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Report de la discussion générale avant l'examen de la loi de finances*, p. 577; *Discussion générale*, p. 604; Finances, en qualité de *Rapporteur*: *Envoi d'une mission d'inspection générale au Maroc*, p. 678; *Augmentation des achats du tabac en feuilles*, p. 681; *Réduction du nombre des fonctionnaires*, p. 805; *Trésoriers-payeurs généraux*, p. 806; *Receveurs d'enregistrement de province*, p. 807; *Amendement concernant les douaniers*, p. 809; *Observations concernant les employés des manufactures de tabacs*, p. 810; Loi de finances : *Paiement de l'impôt sur les bénéfices de guerre*, p. 1136; *Impôt sur la publicité insérée dans les journaux*, p. 1139; *Exonération des droits de timbre pour les villes et établissements publics*, p. 1183; *Attributions des conseils généraux des colonies*, p. 1189; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1194); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1620). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au second trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Blanchisseries militaires*, p. 830); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 21 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 914). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, au titre du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande (p. 960); d'un projet de loi tendant à l'ouverture de crédits au titre des Exercices 1917 et 1918 pour l'extension des services du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement [Sous-secrétariat

d'État du Ravitaillement] (A., S de 1918, t. unique, p. 962); d'un projet de loi portant ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 1479); d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1551); du projet de loi concernant les crédits provisoires du 3^e trimestre de l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1594; *Son article additionnel* p. 1603 et suiv.). — Est entendu dans la discussion d'un projet de résolution portant règlement définitif des comptes de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1917 (p. 1601). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les revisions périodiques des évaluations foncières (p. 1674); d'un projet et d'une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit destiné à assurer la liquidation des pensions des agents et sous-agents des postes et télégraphes (p. 1784). — Demande le renvoi à une Commission de 44 membres, nommée par les groupes, de l'expédition des arrêts rendus les 6 août 1918, par la Cour de justice, emportant condamnation de M. Malvy (Louis-Jean), Député du Lot (p. 2072). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Discussion générale*, p. 2182; *Fixation du régime des réfugiés*, p. 2187). — Prend part en qualité de *Rapporteur* à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Dotation de la Légion d'honneur*, p. 2465; *Travaux extraordinaires nécessités par l'extension des services de la caisse centrale et du contrôle central du Trésor public*, p. 2465; *Frais relatifs aux rôles des contributions directes*, p. 2466; *Remises des percepteurs et traitements des percepteurs stagiaires*, *ibid.*; *Personnel de l'enregistrement des domaines et du timbre*, p. 2468; *Personnel de l'Administration des douanes*, p. 2469; *Contrôleurs-rédacteurs des directions des douanes*, p. 2471; *Personnel non commissionné des manufactures de l'État*, p. 2474). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (p. 2613); d'une proposition de résolution concernant le paiement des bons des

pays envahis (p. 2943). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Permissions des mobilisés créoles*, p. 3267); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3435); des crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Création d'un chapitre spécial pour les traitements des légionnaires et des médaillés militaires*, p. 3368); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Ses observations concernant : le contrôle des dépenses engagées, les intérêts d'obligations émises en représentation des avances du Gouvernement américain et la dette flottante*, p. 3370; *les chapitres disjoints*, p. 3374; *Conservateurs, employés et commis des hypothèques*, *ibid.*; *Recouvrement de l'impôt sur le revenu*, p. 3390; *Son amendement concernant l'affection des droits de sortie sur les alcools sortant des colonies*, p. 3396). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi concernant l'échange des bons de monnaie des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 257). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'État (p. 373); du projet de loi portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion (p. 375); d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 583). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion : du projet de loi relatif au fonctionnement de l'Office de liquidation des stocks (p. 664); du projet de loi tendant à l'ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (p. 725 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1903). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Amendement concernant la compression des services du Ministère*, p. 1338; *Ouvriers et ouvrières de l'Administration du timbre envoyés en province*, p. 1343; *Publicité dans les journaux, revues, etc.*, p. 1385). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Achat et construction de navires*, p. 1429; *Aéronautique militaire*, p. 1439; *Désarmement de vieux bâti-*

ments de la marine (A., S. O, de 1919, t. unique. p. 1457; *Rapatriement des mobilisés créoles mariés en France pendant la guerre*, p. 1461; *Flotille du Rhin*, p. 1464; *Remise d'impôts à certaines catégories de mobilisés*, p. 1467). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 885). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère des Finances] (*Personnel des trésoreries générales, vérification des perceptions, réduction du nombre des percepteurs*, p. 954; *Suppression de certains bureaux d'enregistrement*, p. 955). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Situation de mobilisés créoles attendant leur départ à Saint-Nazaire; Services commis à l'égard d'un mobilisé guyanais*, p. 1176).; d'une proposition de loi relative aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (p. 1484). — Est entendu pour un fait personnel (p. 1650, 2496). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la liquidation des stocks (p. 1826); du projet de loi autorisant le versement de coupons russes en libération de la moitié du prix de souscription des obligations à émettre par application de la loi du 16 février 1917 (p. 2126). — Est nommé membre du Comité de surveillance et de contrôle de la liquidation des stocks (p. 2311). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2400, 2496). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2464; *Ses observations concernant : le militaire guyanais Ejuliat, du dépôt des isolés de Bordeaux*, p. 2483; *la prestation de savon due aux hommes de troupe*, *ibid.*; *les frais de déplacements de missions d'aviation à l'étranger*, p. 2487; *la solde des troupes aux colonies*, p. 2492; Finances, en qualité de *Rapporteur*: *Discussion générale*, p. 2779 et suiv.; *Intérêts de la dette flottante du Trésor*, p. 2783; *Nomination d'un contrôleur des dépenses engagées*, p. 2784; *Création d'emplois à la Direction générale des douanes*, p. 2785 et suiv.; *Impressions*, p. 2787; *Conservateurs des hypothèques*, p. 2788; *Dépenses ouvertes au titre des dépenses exception-*

nelles, p. 2878). — Parle sur la fixation de la date de la nomination de la Commission de la paix (p. 2536). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires du 2^e semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant la solde des militaires des colonies*, p. 2542); d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits, sur l'Exercice 1918, au titre du budget ordinaire des services civils, et ouverture de crédits, sur l'Exercice 1918, au titre des dépenses exceptionnelles des services civils (*Modification à l'article 1^{er}*, p. 2642; *Intérêts de la dette flottante du Trésor*, p. 2644; *Rapport d'ensemble annuel présenté par le contrôleur des dépenses engagées de chaque Ministère*, *ibid.*); du projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1918 à l'Exercice 1919 (*ibid.*). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 2656); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 3549); sur le procès-verbal de la 2^e séance du 26 juin 1919 (p. 2695). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3397); du projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 (p. 3440). — Ses rapports sur des pétitions (p. 3601). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi accordant des subventions et avances aux communes atteintes par des événements de guerre (p. 3622 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles en 1919 (p. 3624); des crédits applicables au 4^e trimestre 1919 (p. 4155 et suiv.; 4190). — Est entendu, comme *Rapporteur du budget du Ministère des Finances*, dans la discussion du projet de loi portant : 1^o ouverture et annulation de crédits, sur l'Exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils; 2^o ouverture de crédits, sur l'Exercice 1919, au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils (*Discussion générale*, p. 4477; *Amendement tendant à augmenter de 4.600 fr. le crédit du chapitre 52*, p. 4480; *Amendement tendant à reprendre les chapitres 402 bis, ter et quater disjointes par la Commission*, p. 4484; *Ses observations concernant : l'Administration pénitentiaire coloniale; diverses installations ma-*

ritimes à Papeete, p. 4488); du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1919 (p. 4682 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'énergie électrique dans les régions libérées (p. 4790); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux petits commerçants, industriels, fabricants et artisans démobilisés (p. 4793); du projet de loi relatif à l'exploitation du chemin de fer et du port de la Réunion (p. 4801); du projet de loi, modifié par le Sénat, accordant aux fonctionnaires coloniaux mobilisés un complément de traitement pendant la durée de leur présence sous les drapeaux (p. 4802). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de résolution tendant à la publication des travaux de la Commission du budget (p. 4820). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1318; A., S. de 1917, t. unique, p. 183, 3148; A., S. de 1918, t. unique, p. 169).

ALBERT-POULAIN (M.), *Député de la 2^e circonscription de Mézières [Ardennes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (*Guerre : Secours aux familles des militaires décédés à la suite d'accidents* A., S. O. de 1914, t. 2, p. 540). = Obtient un congé (A., S. O. de 1915, t. unique, p. 1255). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 568).

ALBERT THOMAS (M.), *Député de la 2^e circonscription de Sceaux [Seine], Sous-Secrétaire d'Etat de l'Artillerie et des Munitions, puis Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); des affaires extérieures (A., S. O. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission de l'armée (p. 2707); de la Commission chargée d'examiner les pièces

concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de loi tendant à la création d'offices publics d'approvisionnement (I., n° 4938; an., S. de 1918, p. 1201). — Sa proposition de résolution tendant à accorder à tous les prisonniers de guerre le droit au rappel de la solde de présence pendant leur captivité (I., n° 4939; an., S. de 1918, p. 1039). — Sa proposition de résolution tendant à étendre aux territoriaux versés dans le service auxiliaire pour maladie contractée aux armées le bénéfice des dispositions de la circulaire du 11 octobre 1915 (I., n° 4967; an., S. de 1918, p. 1123). — Sa proposition de résolution tendant à ériger un buste de Jean Jaurès dans une salle intérieure du Palais-Bourbon (I., n° 5954; an., S. de 1919, p. 1130). — Sa proposition de loi tendant à l'autonomie financière et industrielle des établissements de l'Etat (I., n° 6045; an., S. de 1919, p. 1274). — Sa proposition de loi tendant à la nationalisation de tous les réseaux de chemins de fer d'intérêt général, secondaire ou local (I., n° 6046; an., S. de 1919, p. 1280). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 28 de la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels (I., n° 6107; an., S. de 1919, p. 1340). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la Loi de finances du 31 décembre 1917 [Taxe sur les paiements] (I., n° 6200; an., S. de 1919, p. 1660). — Sa proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 1^o de l'article 23 du titre III de la loi du 31 juillet 1917 [Impôt sur les pensions et rentes viagères] (I., n° 6437; an., S. de 1919, p. 2042). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'étendre les dispositions de la loi du 31 décembre 1918 aux élèves des différentes écoles normales admis avant le 1^{er} janvier 1915 et d'accorder un traitement civil aux élèves visés par cette loi après leur démobilisation et jusqu'à la fin de leurs études (I., n° 6634; an., S. de 1919, p. 2303). = Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires pour l'Exercice 1914, en vue de réduire la durée du travail dans les établissements industriels relevant du Ministère des Finances et du Ministère de la Guerre (I., n° 300; an., S. O. de 1914, p. 2019). = Son rapport au nom du 2^e Bureau sur l'élection de

M. Lachaud par la 1^{re} circonscription de Brive [Corrèze] (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 18). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (*Discussion générale*, p. 237; *Son contre-projet*, p. 241; *retrait*, p. 241; *Son amendement relatif aux dépenses de l'emprunt*, p. 248, 249; *Amendement de M. Piou relatif au service des intérêts et à la prime d'amortissement*, p. 250; *Sa disposition additionnelle concernant les intérêts et le remboursement des obligations*, p. 251). — Est élu membre de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (p. 284). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914 (p. 326). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la réduction de la durée du travail dans les établissements industriels relevant du Ministère des Finances et du Ministère de la Guerre (p. 531). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Travaux publics : *Application de l'attelage automatique sur certaines lignes du réseau de l'Etat*, p. 554, 557; *Loi de finances : Discussion générale*, p. 607, 609). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'homologation du tarif G. V. 118 relatif au transport des journaux (p. 655). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture et annulations de crédits sur l'Exercice 1914 (*Ses observations concernant une subvention à la Compagnie des Messageries maritimes*, p. 671); du projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'Exercice 1915 (p. 844). — Dépose, en demandant la déclaration et la discussion immédiate, de concert avec M. André Hesse et plusieurs de ses collègues, un projet de résolution concernant l'organisation du contrôle des dépenses prévu par l'article 13 de la loi tendant à ouvrir des crédits exceptionnels pour la Guerre et la Marine (p. 875); est entendu sur ce projet de résolution, (p. 875).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Artillerie et des Munitions* au Ministère de la Guerre [Décret du 18 mai 1915] (J. O., p. 3198). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons (A. S. de 1915, t. unique, p. 1071 et suiv.).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Artillerie et des Munitions* au Ministère de la Guerre

[Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif au traitement du gaz d'éclairage en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs (p. 1594, 1595, 1596). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation sur les causes de l'explosion de la rue de Tolbiac (p. 1800 et suiv.). — Répond à une question relative à l'explosion de la poudrerie belge de Gravelle-le-Havre (A., S. de 1916, t. unique, p. 99). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les hommes mis en sursis d'appel comme manœuvres (p. 357 et suiv.); d'une interpellation sur l'exercice du contrôle militaire dans l'usine Guillet, d'Auxerre [Yonne] (p. 366); d'une interpellation sur l'utilisation de la main-d'œuvre militaire dans les établissements travaillant pour la défense nationale (p. 375 et suiv.); d'une interpellation sur l'explosion d'un dépôt de munitions survenue à Saint-Denis le 4 mars 1916 (p. 492 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1206, 1238); d'une interpellation sur les causes de l'explosion de La Pallice (p. 1228 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Réquisition générale des usines, mines et moyens de transport*, p. 1812); d'une interpellation relative à la revision de tous les sursis d'appel (p. 2036 et suiv.; p. 2202).

Est nommé *Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre* [Décret du 12 décembre 1916] (J. O., p. 10736). — Est entendu : au cours d'un incident soulevé par M. Lacave Laplagne à propos de l'affaire des carbures (A., S. de 1917, t. unique, p. 372); dans la discussion d'une interpellation sur l'inégalité des soldes et salaires octroyés aux mobilisés (p. 430 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 469 et suiv.); de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (*Discussion générale*, p. 482 et suiv.; *Amendement relatif aux mines*, p. 530; *Amendement de M. de Baudry d'Asson à l'article premier*, p. 533; *Observations relatives à l'article 2*, p. 534; *à l'article 4*, p. 558; *Amendement de M. Paul Laffont à l'article 4*, p. 560 et suiv.; *Amendement de M. Jobert à l'article 5*, p. 562; *Observations concernant*

l'article 6, A., S. de 1917, t. unique, p. 563 et suiv.; *Amendement de M. Mistral à l'article 8*, p. 569; *Observations concernant l'article 9*, p. 572 et suiv.; *Sa lettre demandant l'ajournement de la suite de la discussion*, p. 673; *Disposition additionnelle de M. F. Merlin à l'article 16*, p. 1099; *Articles additionnels présentés par M. Valière*, p. 1101; *Motion de M. de Baudry d'Asson tendant au renvoi de la proposition à la Commission*, p. 1106 et suiv.).

Est nommé *Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2255). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Amendement relatif aux services automobiles*, p. 827 et suiv.; *Motion de M. Jean Bon tendant à la création d'un chapitre 11 bis intitulé : « Développement de l'industrie nationale »*, p. 833); de diverses interpellations relatives à des explosions survenues dans les usines travaillant pour le Ministère de la Guerre (p. 1159 et suiv.); d'une interpellation sur la catastrophe qui s'est produite à l'usine Renault, à Billancourt, le mercredi 13 juin 1917 (p. 1801).

En qualité de *Député* : Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2422, 3068); d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 2877); d'une proposition de résolution concernant l'aventurier Goldsoll (p. 3381). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 34). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique générale (p. 794); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour secours aux victimes de diverses explosions (p. 883); du projet de loi concernant le renouvellement du privilège de la Banque de France (*Discussion générale*, p. 1684; *Sa disposition additionnelle à l'article premier concernant la cessation ou la modification du privilège*, p. 1753). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation concernant une concession de terrains pétrolifères en Algérie (p. 2224); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie (p. 2281 et suiv.). — Sa motion tendant à ce que les honneurs de la séance soient accordés aux Députés d'Alsace-Lorraine présents dans

la salle (p. 2660). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à la non application de la loi qui garantit un pécule de 1.000 francs aux familles des soldats morts pour la patrie (p. 2725); du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'État aux bénéficiaires] (*Amendements à l'article 2*, p. 2919 et suiv.; *Ses amendements à cet article, devenu article 3*, p. 2951 et suiv.; *Son article nouveau*, p. 2983; *Amendement de M. Cabrol à l'article 4*, p. 2985; *Ses observations : sur l'article 3*, p. 2988; *sur l'ensemble du projet de loi*, p. 2995). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations concernant la politique des alliés en Russie (p. 2939). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3011); du projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 3021, 3239); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Matériel des chemins de fer*, p. 3276); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendements concernant : la démobilisation*, p. 3349; *la non intervention en Russie*, p. 3354). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant-guerre (p. 3410). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le consortium des métaux et la démobilisation des usines de guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 296, 301, 698); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 633). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant les habitations à bon marché*, p. 1339); [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Habitations à bon marché*, p. 1466). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1804). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1811, 1821, 1831); d'une proposition de résolution sur le rétablissement de la liberté commerciale (p. 1920); des interpellations sur les récents événements de la

Russie et de la mer Noire (p. 2399). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Son amendement concernant les sociétés et unions de sociétés coopératives de consommation* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2646); d'interpellations relatives : aux pensions militaires (p. 2700 et suiv.); à la démobilisation (p. 2913); du projet concernant les fêtes de la Victoire (p. 2714); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2985, 3023); du projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et élevant le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 3006); du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1919 pour nouvelles avances de traitement aux personnels civils de l'Etat (p. 3042 et suiv.); d'interpellations relatives à la vie chère (p. 3135). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3177 et suiv.); du projet de loi concernant le règlement transactionnel des litiges relatifs aux transports militaires sur les grands réseaux (p. 3522); du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3661); du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (p. 4285, 4334). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 394).

ALDY (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Narbonne [Aude]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'assurer le règlement des indemnités de réquisition (I., n° 1696; an., S. de 1916, p. 52). = Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de MM. Bouisson (Bouches-du-Rhône) et Cadenat, ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine (I., n° 1554; an., S. de 1915, p. 815) (1).

(1) Ce document n'a pas été publié.

— Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi concernant les services de l'État susceptibles de faire bénéficier les inscrits maritimes d'un supplément de pension sur la Caisse des invalides de la marine (I., n° 1555; an., S. de 1915, p. 815) (1). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'assurer le règlement des réquisitions arriérées (I., n° 1961; an., S. de 1916, p. 533). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à l'application de l'article 463 du Code pénal aux délits prévus et punis par l'article 597 du Code de commerce (I., n° 2007; an., S. de 1916, p. 596). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Caisse des invalides de la marine] (I., n° 4121; an., S. de 1917, p. 2210). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. William Bertrand ayant pour objet l'attribution d'une allocation temporaire aux inscrits maritimes (et aux veuves d'inscrits) pensionnés de la Caisse des invalides de la marine ou de la Caisse nationale de prévoyance au profit des marins français (I., n° 4410; an., S. de 1918, p. 2048). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Caisse des invalides de la marine] (I., n° 5262; an., S. de 1918, p. 1923). = Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Amodru par l'arrondissement d'Étampes [Seine-et-Oise] (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 81); de M. Delaroue par l'arrondissement de Melun [Seine-et-Marne] (p. 110). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1915, t. unique, p. 346, 347). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les modifications apportées aux baux à loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Son amendement à l'article 21*, A., S. de 1916, t. unique, p. 885. Juridiction et procédure : *Son amendement à l'article 45*, p. 952). — Est entendu comme *Président de la Commission* dans la discussion : de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1589. Résiliations : *Amendement de M. Puech à l'article 10*, p. 1592. Exonérations et délais : *Amendement de M. Levasseur à l'article 12*, p. 1595; *Amendement de M. Varenne au même article*, p. 1598; *Amendement de M. Levasseur à l'article 14*, p. 1602, 1604; *Amen-*

dement de M. Laval à l'article 12 (A., S. de 1917, t. unique, p. 1619; *Nouvel amendement de M. Levasseur à cet article*, p. 1621; *Amendements de M. Levasseur : au paragraphe 6 de l'article 14*, p. 1627; *au paragraphe 13*, p. 1630; *Amendement de M. Levrolle au dernier paragraphe de l'article 14*, p. 1633; *Sa demande de rectification à l'article 18*, p. 1660; *Sa motion tendant à réserver l'article 27*, p. 1661. Juridiction et procédure : *Amendement de M. Lugol à l'article 34*, p. 1665. Dispositions générales : *Amendement de M. Bergeon à l'article 53*, p. 1674. Art. 27, 28, 29 réservés : *Sa motion tendant à la disjonction de l'article 27*, p. 1770; *Amendement de M. Puech tendant au même but*, p. 1777; *Amendement de M. Levasseur à l'article 29*, p. 1778); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 320, 350, 373, 403). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1916, t. unique, p. 150, 2084). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement tendant à la réduction des taxes sur les boissons hygiéniques*, p. 2752 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 1520). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Circulation des piquettes*, p. 2544). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission de la législation civile et criminelle*, à la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (p. 2823) — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3673; *son amendement*, p. 3684). — Prend part, comme *Président de la Commission*, à la discussion : du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3816); de la proposition de loi adoptée par le Sénat concernant la procédure à suivre devant la Haute-Cour de justice (p. 3858). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1152). — Est entendu, comme *Président de la Com-*

mission, dans la discussion : du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers (p. 1730); d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (p. 2309). — Est entendu sur la mise à l'ordre du jour d'une proposition de loi relative à l'amnistie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1886). — Est entendu, comme *Président de la Commission de la législation civile et criminelle* : sur la discussion immédiate du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1923, 1942); sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2109). — Prend part, en cette même qualité, à la discussion : d'une proposition de loi relative aux locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2689 et suiv.); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3140, 3348 et suiv.). — Est entendu, comme *Président de la Commission*, dans la discussion : du projet de loi relatif à la date de la cessation des hostilités (p. 4386); du projet de loi réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par les faits de la guerre (p. 4462). — Est entendu, en qualité de *Président de la Commission de la législation civile et criminelle*, dans la discussion du projet de loi sur l'amnistie (p. 4625, 4695, 4727 et suiv., 4743 et suiv., 4759 et suiv.). — Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 2382).

ALEXANDRE-BLANC (M.), *Député de l'arrondissement d'Orange [Vaucluse]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit extraordinaire de 200.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle dans l'arrondissement d'Orange [Vaucluse] (I., n° 164; an., S. O. de 1914, p. 1894). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la suppression de la censure politique

(I., n° 2866; an., S. de 1917, p. 17). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir aux Ministres de l'Intérieur et des Finances un crédit de 4 millions de francs destiné à secourir les victimes de l'inondation dans les arrondissements d'Apt, d'Avignon, de Carpentras et d'Orange [Vaucluse] (I., n° 5588; an., S. de 1919, p. 121). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. unique, p. 120). — Est entendu pour un fait personnel (p. 1736). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (p. 1871). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'interdiction de réunions organisées par des groupements corporatifs contre la cherté croissante des vivres (A., S. de 1916, t. unique, p. 1086); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1087); développe cette interpellation (p. 1167 et suiv.; *son ordre du jour motivé*, p. 1170). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la possibilité qu'il y aurait de rendre au pays les libertés politiques dont il est privé et, en particulier, la liberté de la presse (p. 2630). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la suppression de la censure politique (A., S. de 1917, t. unique, p. 7); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 7 et suiv.). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution tendant à la suppression de la censure politique (p. 155 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la campagne diffamatoire qui serait menée par une certaine presse contre l'école laïque (p. 185); développe cette interpellation (p. 426 et suiv.; *son ordre du jour motivé*, p. 428). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la politique des alliés et en particulier de la France à l'égard de la Russie (A., S. de 1918, t. unique, p. 2937); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3252). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3085 et suiv.).

ALIEZ (M.), *Directeur du personnel au Ministère de l'Intérieur*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2357); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 2994).

ALOMBERT (M.), le Contrôleur général), *Directeur du contrôle au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de résolution concernant la solde des troupes (A., S. de 1916, t. unique, p. 98); prend part à cette discussion (p. 212, 213). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de résolution concernant les réquisitions immobilières et les fournitures de guerre (p. 146); de la proposition de résolution concernant l'utilisation de la main-d'œuvre féminine dans les bureaux d'état-major, les organisations de l'intendance et les formations sanitaires (p. 166); du projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1915, au titre du budget général pour le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Aéronautique militaire (p. 368); du projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1915, pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre Sous-Secrétariats d'Etat au Ministère de la Guerre (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1915, pour un Sous-Secrétariat d'Etat au Ministère de la Guerre (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1915, pour deux Sous-Secrétariats d'Etat au Ministère de la Guerre (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (p. 528); de la proposition de loi tendant à augmenter la solde journalière des militaires du corps expéditionnaire de Salonique et du Maroc (p. 831); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (p. 1124); prend part à cette discussion (p. 1352). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement*

pour la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur les Exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la Guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1244); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'Exercice 1916, au titre du Budget général et des budgets annexes (p. 1707); de la proposition de loi relative aux secours réguliers à accorder aux militaires réformés n° 2 (p. 1732); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (p. 1752); de la proposition de résolution tendant à étendre aux caporaux, caporaux-fourriers et soldats le bénéfice de la haute paye (p. 2042); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1915, de crédits concernant les services de la Guerre et de la Marine (p. 2431); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1917, de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (p. 2461); est entendu dans cette discussion (p. 2595). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : au projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1916 (p. 2819); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 460); du projet de loi relatif à la constitution de fonds destinés à être versés aux militaires mobilisés lors de leur retour dans leurs foyers (p. 947); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (p. 1238); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*ibid.*); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2008); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1916, de crédits concernant les services de la Guerre, de l'Armement et de la Marine (p. 2008); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (p. 2484); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3127); du projet de loi concernant les crédits provisoires relatifs aux dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils applicables au premier trimestre de 1918 (p. 3128); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1916, de crédits concernant les services de la Guerre et de la Marine (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits con-

cernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (A., S. de 1918, t. unique, p. 529); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils du deuxième trimestre de 1918 (p. 530); du projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 730); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 (p. 898); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1418); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la Guerre, de l'Armement et de la Marine (p. 1825); du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (p. 2132); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au quatrième trimestre de 1918 (*ibid.*); 1° du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918; 2° du projet de loi tendant à relever le taux des allocations; 3° du projet de loi tendant à accorder une indemnité exceptionnelle du temps de guerre pour charges de famille aux personnels civils et militaires (p. 2566); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la Guerre, de l'Armement et de la Marine (p. 2820); du projet de loi ayant pour objet de déterminer les voies et moyens d'exécution de la loi du 19 avril 1918 et portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (p. 2844); du projet de loi tendant à accorder une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux officiers et sous-officiers à solde

mensuelle des armées de terre et de mer (A., S. de 1918, t. unique, p. 2878); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 (p. 3139); du projet de loi tendant à attribuer aux mobilisés une indemnité de sortie de campagne (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 61); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1089); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1090); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2374); des crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils du deuxième semestre de 1919 (*ibid.*).

AMIARD (M.), *Député de la 2^e circonscription de Pontoise [Seine-et-Oise]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes, p. 289). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir aux Ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 350.000 francs, pour venir en aide aux victimes de la grêle et des orages dans l'arrondissement de Pontoise (Seine-et-Oise) (I., n° 378; an., S. O. de 1916, p. 2047). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à charger la Commission des postes et des télégraphes d'étudier le fonctionnement de la télégraphie et de la téléphonie militaires (I., n° 1572; an., S. de 1915, p. 1391). — Sa proposition de résolution tendant à charger la Commission des postes et des télégraphes de présenter à la Chambre un rapport sur le fonctionnement du service postal militaire en Orient (I., n° 1574; an., S. de 1915, p. 1396). — Sa

proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1915 et du 1^{er} janvier 1916, l'envoi gratuit par poste, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies et à l'étranger, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme (I., n° 1584; an., S. de 1915, p. 1407). — Sa proposition de loi tendant à accorder aux familles bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914, ainsi qu'à celles comptant au moins quatre enfants vivants, la gratuité pour l'envoi, par poste, une fois par mois, à chacun de leurs membres mobilisés (mari, père, fils ou frère), d'un paquet recommandé dont le poids ne devra pas excéder un kilogramme (I., n° 1706; an., S. de 1916, p. 56). — Sa proposition de loi sur le recrutement des agents techniques pendant la durée des hostilités (I., n° 1872; an., S. de 1916, p. 340). — Sa proposition de loi tendant à instituer la création d'un service des chèques postaux (I., n° 1969; an., S. de 1916, p. 560). — Sa proposition de loi sur le recrutement des agents techniques des poudres pendant la durée des hostilités (I., n° 2186; an., S. de 1916, p. 876). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder aux militaires appartenant aux unités combattantes, en commençant par les classes les plus anciennes et les pères de familles nombreuses, et en tenant compte de la durée de leur présence effective aux armées, une permission de longue durée (I., n° 2571; an., S. de 1916, p. 1487). — Sa proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1916 et du 1^{er} janvier 1917, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer (I., n° 2598; an., S. de 1916, p. 1515). — Sa proposition de loi ayant pour but de ramener à 0 fr. 10 et 0 fr. 05 la taxe intérieure sur les cartes postales (I., n° 2950; an., S. de 1917, p. 90). — Sa proposition de résolution tendant à la remise aux Archives nationales des dépêches officielles antérieures à 1867 actuellement conservées au poste central des télégraphes, à Paris (I., n° 2969; an., S. de 1917, p. 123). — Sa proposition de loi tendant à augmenter la solde des sous-agents techniques du service des poudres et salpêtres (I., n° 3355; an., S. de 1917,

p. 765). — Sa proposition de résolution tendant à réglementer les coopératives militaires pour en assurer le bon fonctionnement et à créer et organiser à cet effet un service d'inspection générale, directement rattaché au Ministère de la Guerre (I., n° 3589 ; an., S. de 1917, p. 1052). — Sa proposition de résolution tendant à l'assimilation aux facteurs de la Seine des facteurs suburbains en résidence dans le département de Seine-et-Oise (I., n° 3615 ; an., S. de 1917, p. 1068). — Sa proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1917 et du 1^{er} janvier 1918 l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer (I., n° 3937 ; an., S. de 1917, p. 1511). — Sa proposition de loi tendant à augmenter la solde des sous-agents techniques du service des pensions (I., n° 3968 ; an., S. de 1917, p. 1715). — Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier de la déduction prévue aux articles 12 et 13 de la loi du 15 juillet 1914, portant établissement de l'impôt général sur le revenu, les fils majeurs des assujettis lorsqu'ils sont sous les drapeaux ou prisonniers de guerre (I., n° 4057 ; an., S. de 1917, p. 1945). — Sa proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël et du 1^{er} janvier 1919, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer (I., n° 5118 ; an., S. de 1918, p. 1724). — Sa proposition de résolution tendant à la reprise des nominations ou promotions au titre civil dans la Légion d'honneur (I., n° 5283 et 5283 rectifié ; an., S. de 1918, p. 1840). — Sa proposition de résolution tendant au paiement en « œuvres d'art » des indemnités pour les pertes artistiques que l'Allemagne a fait subir à la France (I., n° 5286 ; an., S. de 1918, p. 1842). — Sa proposition de résolution tendant à la démobilisation rationnelle des médecins de complément (I., n° 5390 ; an., S. de 1918, p. 2065). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'apporter certaines modifications à la loi du 7 janvier 1918 portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux (I., n° 5498 ; an., S. de 1918, p. 2929). —

Sa proposition de résolution ayant pour objet d'entreprendre, avec les pays alliés ou neutres, les pourparlers nécessaires à l'organisation d'un service de virements et chèques postaux internationaux (I., n° 5595 ; an., S. de 1919, p. 124). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à instituer la création d'un service des chèques postaux (I., n° 2275 ; an., S. de 1916, p. 696). — Son rapport sur le projet de loi modifiant le maximum du taux d'intérêt prévu par la loi du 13 juillet 1914 autorisant le Gouvernement général de l'Afrique équatoriale française à contracter un emprunt de 171.000.000 de francs pour construction de chemins de fer, travaux d'aménagement et installations (1) (I., n° 3939 ; an., S. de 1917, p. 1659). — Son avis présenté au nom de la Commission des postes et des télégraphes sur la proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à modifier les moyens de trésorerie employés aux armées (I., n° 4031 ; an., S. de 1917, p. 1814). — Son rapport sur le projet de loi portant modification de la loi du 13 juillet 1914 autorisant le Gouvernement général de l'Afrique équatoriale française à contracter un emprunt de 171.000.000 francs pour construction de chemins de fer, travaux d'aménagement et installations (I., n° 4069 ; an., S. de 1917, p. 1962). — Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour objet d'entreprendre, avec les pays alliés ou neutres, les pourparlers nécessaires à l'organisation d'un service de virements et chèques postaux internationaux (I., n° 5831 ; an., S. de 1919, p. 950). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'apporter certaines modifications à la loi du 7 janvier 1918 portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux (I., n° 5875 ; an., S. de 1919, p. 1029). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant l'utilisation des motocyclettes de l'armée américaine (I., n° 6956 ; an., S. de 1919, p. 2887). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant les haux et les loyers pendant la guerre (Juridiction et procédure. *Ses observations sur l'article 30*, A., S. de 1916, t. unique, p. 918). — Est entendu, comme *Vice-Président* de la Commission, dans la discussion du projet de loi concernant les franchises postales accordées aux troupes en campagne

(1) Ce document n'a pas été publié.

(p. 1014). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion de la proposition de loi tendant à instituer la création d'un service de chèques postaux (p. 1827). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Ses observations sur l'article relatif aux taxes postales*, p. 2784; *Son amendement concernant les imprimés*, *ibid.*; *Ses observations sur l'article 25*, p. 2787). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif à la taxe des cartes postales*, A., S. de 1917, t. unique, p. 837; *Son amendement concernant les postes supplémentaires téléphoniques*, p. 838). — Son rapport sur une pétition (p. 1218). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (A., S. de 1918, t. unique, p. 1054). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 992). = Obtient des congés, A., S. de 1915, t. unique, p. 1514; A., S. de 1918, t. unique, p. 2117; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3323, 3381).

AMODRU (M.), *Député de l'arrondissement d'Etampes [Seine-et-Oise]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Président du 8^e Bureau (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307). = Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. de 1916, p. 998). = Ses rapports au nom du 5^e Bureau, sur les élections : de M. Fougère (Henry), par l'arrondissement de la Châtre [Indre] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 34); de M. de La Ferronnays, par l'arrondissement d'Ancenis [Loire-Inférieure] (p. 41). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (*Son article additionnel concernant les indemnités*, A., S. de 1915, t. unique, p. 137). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 967). = Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2541).

ANCEL (M. GEORGES), *Député de la 2^e circonscription du Havre [Seine-Inférieure], Secrétaire de la Chambre*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du budget (A., S. de 1915, t. unique, p. 637); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate tendant à la libération immédiate des réservistes territoriaux agriculteurs du service auxiliaire et à la mise en sursis, jusqu'au 1^{er} novembre 1917, des soldats récupérés et versés dans le service auxiliaire conformément à la loi du 20 février 1917 et appartenant également aux professions agricoles et annexes (I., n° 3334; an., S. de 1917, p. 708). — Sa proposition de loi tendant à accorder une médaille commémorative de reconnaissance nationale et patriotique, dite : « Médaille des maires 1914-1918 », à tous les maires de France, adjoints faisant fonction de maires ou délégués municipaux assimilés, ayant exercé leur mandat pendant trois ans au moins depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'à la fin des hostilités (I., n° 5161; an., S. de 1918, p. 1798). — Sa proposition de loi présentée avec demande de discussion immédiate ayant pour objet de compléter l'article 56 de la loi du 9 mars 1918 sur les baux à loyers (I., n° 6334; an., S. de 1919, p. 1869). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'instituer le vote par correspondance en faveur des marins inscrits maritimes non présents dans leur commune au moment des opérations électorales (I., n° 6841; an., S. de 1919, p. 2646). = Son rapport sur le projet de loi relatif à la cession de lais de mer à la commune de Deauville [Calvados] (I., n° 942; an., S. O. de 1915, p. 471). — Son rapport concernant le projet de loi sur l'assistance et le sauvetage maritimes (I., n° 981; an., S. O. de 1915, p. 503). — Son rapport sur les conditions actuelles de notre commerce maritime et les moyens propres à en favoriser le développement [Influence de la guerre sur le trafic maritime dans le port du Havre] (I., n° 1008; an., S. O. de 1915, p. 574). — Son

rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer et portant modification de la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime (I., n° 1242; an., S. de 1915, p. 940); son rapport supplémentaire (I., n° 1357, :p. 1038); son deuxième rapport supplémentaire (I., n° 1466; an., S. de 1915, p. 1287). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère de la Justice. — 2^e section : Service pénitentiaire] (I., n° 4107; an., S. de 1917, p. 2042). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver la cession, à la Société des voies ferrées des Landes, des lignes concédées à la Société des chemins de fer d'intérêt local des Landes et à la Société des chemins de fer d'intérêt local de Soustons à Léon et l'octroi de la garantie de la Compagnie des chemins de fer du Midi à la première de ces Sociétés (I., n° 4705; an., S. de 1918, p. 650). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Justice. Services pénitentiaires] (I., n° 5295; an., S. de 1918, , p. 2917); son rapport supplémentaire (I., n° 6183; an., S. de 1919, p. 1264). — Ses rapports, au nom du 5^e Bureau, sur les élections : de M. Bénazet, par l'arrondissement du Blanc [Indre] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 34); de M. Patureau-Baronnet, par la 1^{re} circonscription de Châteauroux [Indre] (p. 34); de M. Cosnier, par la 2^e circonscription de Châteauroux [Indre] (p. 34); de M. Guist'hau, par la 1^{re} circonscription de Nantes [Loire-Inférieure] (p. 41); de M. Sibille, par la 2^e circonscription de Nantes [Loire-Inférieure] (p. 42); de M. de Montaigu, par la 2^e circonscription de Saint-Nazaire [Loire-Inférieure] (p. 42). — Adresse au Sous-Secrétaire d'Etat de l'Artillerie et des Munitions une question sur l'explosion de la poudrerie belge de Gravelle-le Havre (A., S. de 1916, t. unique, p. 99). — Adresse au Ministre des Travaux publics une question relative aux communications par voie ferrée entre Paris, Rouen et le Havre (p. 569). — Prend part à la discussion du projet de loi modifié par le Sénat sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1002). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (p. 1420). — Est entendu dans la discussion de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2501).

— Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant certains fils de familles nombreuses*, p. 260, 261); de la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Son amendement*, p. 744 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le décret prohibant toutes les importations commerciales (p. 923); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*) — Demande à transformer en interpellation une question sur le décret du 22 mars 1917 prohibant l'importation de toutes les marchandises d'origine ou de provenance étrangère (p. 1028); développe son interpellation (p. 1111). — Intervient dans la discussion de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1947). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 595). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1806, 2713). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux locations verbales conclues entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2690 et suiv.); du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4238); des propositions de loi relatives au vote par correspondance (p. 4460). — S'excuse de son absence (p. 228, 1428). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1952; A., S. de 1916, t. unique, p. 302, 1872; A., S. de 1917, t. unique, p. 2470; A., S. de 1918, t. unique, p. 1318, 2245, 2259).

ANDRÉ HESSE (M.), *Député de l'arrondissement de la Rochelle [Charente-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de la marine marchande (p. 288); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de loi tendant à réprimer la remise en paiement de chèques sans provision préalable ou avec provision

insuffisante (I., n° 2329; an., S. de 1916, p. 1080). — Sa proposition de résolution tendant à la revision de l'article 5 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 (I., n° 2829; an., S. de 1916, p. 1823). — Sa proposition de résolution concernant la composition des conseils de guerre (I., n° 3404; an., S. de 1917, p. 830). — Sa proposition de loi ayant pour objet la création d'un Office national des sociétés commerciales (I., n° 5031; an., S. de 1918, p. 1214). — Sa proposition de résolution tendant à offrir, au nom de la Chambre des Députés, en témoignage de la reconnaissance nationale, une épée d'honneur au maréchal Foch (I., n° 5199; an., S. de 1918, p. 1809). — Sa proposition de loi tendant à frapper d'un droit de 2 0/0, au profit des artistes, les ventes publiques d'objets d'art (I., n° 5464; an., S. de 1918, p. 2155). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 1^{er} et 3 de la loi du 27 juillet 1917 instituant les pupilles de la nation (I., n° 6100; an., S. de 1919, p. 1328). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier et compléter l'article 113 du Code d'instruction criminelle (I., n° 6310; an., S. de 1919, p. 1824). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant approbation de la convention signée à Bruxelles le 29 décembre 1913, concernant l'établissement d'une statistique internationale commerciale, ainsi que du règlement d'organisation du Bureau international de statistique commercial et du protocole annexé à ces instruments (I., n° 288; an., S. O. de 1914, p. 2017). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Caillaux] (I., n° 402; an., S. O. de 1914, p. 2106). — Son rapport sur le projet de loi tendant à accorder des avances remboursables au budget annexe de l'École centrale des arts et manufactures et portant ouverture, sur l'Exercice 1915, d'un crédit de 250.000 francs applicable à cet objet (I., n° 877; an., S. O. de 1915, p. 361). — Son rapport sur le projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 19 avril 1906 en ce qui concerne le droit à la compensation d'armement des navires construits à l'étranger (I., n° 1218; an., S. de 1915, p. 861). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet de développer les services de l'Office national du commerce extérieur et de créer un Comité consultatif du commerce d'exportation (I. n° 1382; an., S. de 1915,

p. 1076). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine marchande, sur le projet de loi complétant et modifiant les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908, relative aux pensions sur la Caisse des invalides de la marine, l'article 5 de la loi de finances du 26 juin 1909 et l'article 38 de la loi de finances du 28 décembre 1908, et destiné à établir le régime des pensions des inspecteurs de la navigation maritime et des officiers et maîtres de port (I., n° 1768; an., S. de 1916, p. 145). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'abrogation des articles 4 et 6 de la loi du 19 mai 1866 sur la marine marchande (I., n° 2357; an., S. de 1917, p. 13). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Conventions et garanties d'intérêts] (I., n° 4070; an., S. de 1917, p. 1971). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine marchande, sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande : chapitre 28 *ter*] (I., n° 4345; an., S. de 1918, p. 219). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Turmel] (I., n° 4748; an., S. de 1918, p. 788). — Son rapport sur le projet de loi tendant à assurer, pendant la durée des hostilités, l'application immédiate des mesures nécessaires pour la sécurité et le bon fonctionnement des navires (I., n° 5225; an., S. de 1918, p. 1820). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Conventions et garanties d'intérêt] (I., n° 5533; an., S. de 1919, p. 28); son rapport supplémentaire (I., n° 6182; an., S. de 1919, p. 1624). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1919, en vue du règlement transactionnel des litiges relatifs à l'exécution des transports militaires sur les grands réseaux de chemins de fer (I., n° 6556; an., S. de 1919, p. 2174). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet de modifier provisoirement les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'État à la voie ferrée d'intérêt local de Neuilly-en-Sancerre à Vierzon, par Henrichemont [Cher] (I., n° 6817; an., S. de 1919, p. 2623). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, au titre du Ministère des Travaux publics, des Trans-

ports et de la Marine marchande, de crédits applicables au développement de la flotte de pêche et à l'organisation de la pêche maritime (I., n° 7083 ; an., S. de 1919, p. 3044). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi autorisant l'engagement d'une somme de 1.830 millions en vue de la reconstitution industrielle de la flotte commerciale française (I., n° 7188 ; an., S. de 1919, p. 3170). = Prend part à la discussion des projets de résolution concernant les grandes Commissions (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 194 ; *Son amendement relatif à la création d'une Commission de la marine marchande*, p. 194). — Est entendu sur une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission du suffrage universel (p. 625). — Retire son projet de résolution, déposé de concert avec M. Albert Thomas, concernant l'organisation du contrôle prévu par l'article 13 de la loi tendant à ouvrir des crédits exceptionnels pour la guerre et la marine (p. 875). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur un projet de loi concernant le budget de l'École centrale (A., S. de 1915, t. unique, p. 535). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation concernant le décret relatif à la liquidation des opérations restées en suspens à la Bourse de Paris (p. 1333). — Est entendu, comme *Rapporteur* : sur le renvoi de la discussion, à une prochaine séance, du projet de loi modifiant la loi du 19 avril 1906 en ce qui concerne le droit à la compensation d'armement des navires construits à l'étranger (p. 1383) ; au cours de la discussion de ce projet de loi (p. 1390 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1618) ; du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1742, 1746 et suiv., 1752, 1755). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le moratorium des loyers et l'exercice de la saisie gagerie sur les biens des mobilisés (A., S. de 1916, t. unique, p. 21) ; son ordre du jour motivé présenté à la suite de cette discussion (p. 27). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (p. 111 ; *Son addition à cette proposition*, p. 114). — Intervient dans la discussion d'une inter-

pellation relative à la crise des frets (p. 620 et suiv. ; *son ordre du jour motivé*, p. 629). — Est entendu dans la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Juridiction et procédure : *Amendement de M. Levasseur à l'article 43*, p. 949). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les causes de l'explosion de la Pallice (p. 1086) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1088, 1194) ; la développe (p. 1224 et suiv. ; *son ordre du jour motivé*, p. 1232). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1420). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à réquisitionner la totalité de la flotte marchande française (p. 1434 et suiv. ; *Son contre projet*, p. 1443, 1449 et suiv.) ; d'une proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Discussion générale*, p. 1652 et suiv. ; *Son amendement à l'article premier*, p. 1657 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2346 et suiv. ; *le modifie*, p. 2349 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la construction des navires de commerce dans les chantiers français (p. 2448) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*) ; développe cette interpellation (p. 2468 et suiv., 2493 et suiv., 2512). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les fait de guerre (*Amendement de M. Navarre à l'article 50*, A., S. de 1917, t. unique, p. 93 et suiv. ; *Ses observations : sur le nouvel article 50 proposé par la Commission*, p. 134 ; *sur l'article nouveau présenté par la Commission concernant les bateaux armés à la petite pêche*, *ibid.*). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises pour assurer la construction de la flotte marchande nécessaire au pays (p. 250) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1181) ; la développe (p. 1560 et suiv. ; *son ordre du jour motivé*, p. 1582). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 674 et suiv.) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 802). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'insuffisance

de la défense des côtes de l'Atlantique (A., S. O. de 1917, t. unique, p. 1220); développe cette interpellation (p. 1254 et suiv.); est entendu au cours de la discussion des autres interpellations sur la guerre sous-marine (p. 1367, 1402 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la réquisition des foins dans le département de la Charente-Inférieure (p. 2317). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la liaison maritime entre la France et l'Algérie (p. 2374). — Prend part à la discussion : de plusieurs interpellations relatives à la concession de mines de sel (p. 2386); d'interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2625); d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (p. 2819); d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de terre (p. 2827). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (*Sa motion préjudicielle*, p. 3173); d'une proposition de loi adoptée par le Sénat concernant la procédure à suivre devant la Haute-Cour de justice (p. 3862); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 3888). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de son interpellation sur les relations maritimes entre la France, l'Algérie et la Tunisie (A., S. de 1918, t. unique, p. 8). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre IV. Voies de recours : *Amendement de M. Doizy à l'article 21*; p. 138). — Développe son interpellation relative à la liaison maritime entre la France et l'Algérie (p. 145 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 593, 598); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Travaux publics et transports : *Ses observations concernant les éclusiers hors classe des ports*, p. 764. Affaires étrangères : *Changements de poste des agents diplomatiques et consulaires*, p. 774); d'interpellations sur la catastrophe de la Courneuve (p. 889). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une

interpellation sur la répartition des blés et farines en Charente-Inférieure (p. 890). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les saisies gageries ordonnées au mépris de la loi sur les loyers (p. 1349). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1549). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Turmel] (p. 1696). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'exportation des pommes de terre hors de certains départements (p. 2072); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2073); développe cette interpellation (p. 2083). — Est entendu dans la discussion : de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2144); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Discussion générale*, p. 2462; *Ses amendements concernant la taxe sur les bénéfices de guerre*, p. 2479). — Intervient dans la discussion d'un projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2740). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Ses observations concernant les épaves se trouvant sur les côtes de l'Atlantique*, p. 3287); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Traitement des éclusiers hors classe*, p. 3387). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 [Répression de la spéculation] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 397, 425). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant la création de frigorifiques pour les produits de la pêche*, p. 1418; *Achat et construction de navires*, p. 1427); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels au budget annexe des chemins de fer de l'État (p. 1730). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1874). — Est entendu sur l'ajournement de

la discussion de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2112). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Ajournement de la discussion du budget des postes et des télégraphes et du budget des chemins de fer*, p. 2777 ; *Situation financière des chemins de fer*, p. 2811. Transports maritimes et marine marchande : *Discussion générale*, p. 2814 et suiv.) ; du projet de loi sur le régime de l'alcool (p. 3508). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi concernant le règlement transactionnel des litiges relatifs aux transports militaires sur les grands réseaux (p. 3517). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3751). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les retards apportés au paiement de la prime de démobilisation (p. 4067). — Sa question au Ministre de la Guerre au sujet du paiement des primes de démobilisation (p. 4359). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 38, 591, 902, 1377, 2862 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 422, 891, 3212, 3910 ; A., S. de 1918, p. 509, 1001, 1767, 2790 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 113, 1357, 3101). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1772 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 2196 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 843, 1170, 1622 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 707, 1937).

ANDRÉ THOME (M.). *Député de l'arrondissement de Rambouillet [Seine-et-Oise]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Son rapport, au nom du 10^e bureau, sur l'élection de M. Reille-Soult (René), duc de Dalmatie, par la 2^e circonscription de Castres [Tarn] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 85). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 196, 297, 302, 327, 350, 373, 394, 456). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 512, 1294). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 500).

ANDRIEU (M. EDOUARD). *Député de la 1^{re} circonscription d'Albi [Tarn]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914,

t. 2, p. 104). — Président du 7^e Bureau (F., n^o 35 ; J. O. de 1914, p. 307). — Membre : de diverses Commissions (F., n^o 7 ; J. O. de 1914, p. 5126) (F., n^o 21 ; J. O. de 1915, p. 5961) ; de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de la législation fiscale, (p. 289) ; de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026) ; de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). — Son rapport sur le projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Evreux [Eure] (S., O. de 1914 ; Fasc. n^o 10). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant soit la perception soit la prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi : d'Apt [Vaucluse] (S. de 1915 ; Fasc. n^o 191) ; de Bondy [Seine] (Fasc. n^o 192) ; de Concarneau [Finistère] (Fasc. n^o 193) ; de Cransac [Aveyron] (Fasc. n^o 194) ; de Crozon [Finistère] (Fasc. n^o 195) ; de Deauville [Calvados] (Fasc. n^o 196) ; de Douarnenez [Finistère] (Fasc. n^o 197). — Son rapport sur le projet de loi autorisant une modification à l'affectation du produit de la surtaxe sur l'alcool perçu à l'octroi d'Hazebrouck [Nord] (Fasc. n^o 198). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant la prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi : de Lambezellec [Finistère] (Fasc. n^o 199) ; de Locudy [Finistère] (Fasc. n^o 200) ; de Plozevet [Finistère] (Fasc. n^o 201) ; de Pont-Croix [Finistère] (Fasc. n^o 202). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant la prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi : de Cavillon [Vaucluse] (Fasc., n^o 212) ; de Clamecy [Nièvre] (Fasc. n^o 213) ; de Guilvinec [Finistère] (Fasc. n^o 214) ; de Treffiagat [Finistère] (Fasc. n^o 215). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant la perception de surtaxes sur l'alcool à l'octroi : de Châteaudun [Eure-et-Loir] (Fasc. n^o 220) ; de Plabennec [Finistère] (Fasc. n^o 221) ; la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Château-Chinon [Nièvre] (Fasc. n^o 222) ; du Conquet [Finistère] (Fasc. n^o 223) ; la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Quimerc'h [Finistère] (Fasc. n^o 224). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant la prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi : de Camaret [Finistère] (Fasc. n^o 237) ; de Landerneau [Finistère] (Fasc. n^o 238) ; de Tréboul [Finistère] (Fasc. n^o 239) ; de Tréfléz [Finistère]

(Fasc. n° 240). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant la prorogation ou la perception de surtaxes sur l'alcool à l'octroi : de Cholet [Maine-et-Loire] (S. de 1915; Fasc. n° 247); du Faou [Finistère] (Fasc. n° 248); de Lampaul-Ploudalmézeau [Finistère] (Fasc. n° 249); de la Souterraine [Creuse] (Fasc. n° 250); de Lesneven [Finistère] (Fasc. n° 251); de Lorient [Morbihan] (Fasc. n° 252); de Pavillons-sous-Bois [Seine] (Fasc. n° 253); de Pluvigner [Morbihan] (Fasc. n° 254); de Quimper [Finistère] (Fasc. n° 255); de Rostrenen [Côtes-du-Nord] (Fasc. n° 256); de Saint-Calais [Sarthe] (Fasc. n° 257); du Tréhou [Finistère] (Fasc. n° 258). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi : de l'Isle-sur-la-Sorgue [Vaucluse] (Fasc. n° 259); de Keryado [Morbihan] (Fasc. n° 260); de Lanester [Morbihan] (Fasc. n° 261); de Périgueux [Dordogne] (Fasc. n° 262); du Teil [Ardèche] (Fasc. n° 263). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant la perception ou la prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi : d'Aubusson [Creuse] (Fasc. n° 272); de Château-Gontier [Mayenne] (Fasc. n° 273); d'Eu [Seine-Inférieure] (Fasc. n° 274); de l'île de Sein [Finistère] (Fasc. n° 275); de Plouédern [Finistère] (Fasc. n° 276); de Quimperlé [Finistère] (Fasc. n° 277); de Rumilly [Haute-Savoie] (Fasc. n° 278). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant soit la perception soit la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi : de Carmaux [Tarn] (S. de 1916; Fasc. n° 285); d'Épernay [Marne] (Fasc. n° 286); de Fécamp [Seine-Inférieure] (Fasc. n° 287); du Havre [Seine-Inférieure] (Fasc., n° 288); de Moncontour [Côtes-du-Nord] (Fasc. n° 289); de Pontivy [Morbihan] (Fasc. n° 290); de Bailleul [Nord] (Fasc. n° 305); de Juvisy-sur-Orge [Seine-et-Oise] (Fasc. n° 306); de la Gorgue [Nord] (Fasc. n° 307); de Louviers [Eure] (Fasc. n° 308); d'Orthez [Basses-Alpes] (Fasc. n° 309); de Wimereux [Pas-de-Calais] (Fasc. n° 310); d'Alais [Gard] (Fasc. n° 312); de Bourbourg-Ville [Nord] (Fasc. n° 313); de Dinard-Saint-Enogat [Ille-et-Vilaine] (Fasc. n° 314); de la Ciotat [Bouches-du-Rhône] (Fasc. n° 315); de la Côte-Saint-André [Isère] (Fasc. n° 316); de Manosque [Basses-Alpes] (Fasc. n° 317); de Montpellier [Hérault] (Fasc. n° 318); de Rosendaël [Nord] (Fasc. n° 319). — Son rapport sur le projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi ;

du Pré-Saint-Gervais [Seine] (S. de 1916; Fasc. n° 322). — Ses rapports sur les projets de loi tendant à autoriser la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi : d'Annecy [Haute-Savoie] (S. de 1916; Fasc. n° 336); de Bannalec [Finistère] (Fasc. n° 337); de Berrieu [Finistère] (Fasc. n° 338); de Coray [Finistère] (Fasc. n° 339); de Cosne [Nièvre] (Fasc. n° 340); de Matha [Charente-Inférieure] (Fasc. n° 341); de Paris [Seine] (Fasc. n° 342); de Poissy [Seine-et-Oise] (Fasc. n° 343); de Relecq-Kerhuon [Finistère] (Fasc. n° 344); de Roscoff [Finistère] (Fasc. n° 345); de Rosporden [Finistère] (Fasc. n° 346). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi : de Decazeville [Aveyron] (Fasc. n° 350); du Vigan [Gard] (Fasc. n° 351). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Saint-Malo [Ille-et-Vilaine] à percevoir une surtaxe sur la propriété bâtie (Fasc. n° 356). — Ses rapports sur les projets de loi portant prorogation ou autorisation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi : d'Audierne [Finistère] (Fasc. n° 367); de Carantec [Finistère] (Fasc. n° 368); du Mans [Sarthe] (Fasc. n° 369); de Nevers [Nièvre] (Fasc. n° 370); de Beauvais [Oise] (Fasc. n° 371); de Figeac [Lot] (Fasc. n° 372); de Fontenay-le-Comte [Vendée] (Fasc. n° 373); de Gardanne [Bouches-du-Rhône] (Fasc. n° 374); de Meaux [Seine-et-Marne] (Fasc. n° 375); de Melun [Seine-et-Marne] (Fasc. n° 376); de Meudon [Seine-et-Oise] (Fasc. n° 377); de Saint-Tropez [Var] (Fasc. n° 378); de Toulon [Var] (Fasc. n° 379); de Tulle [Corrèze] (Fasc., n° 380); de Boucau [Basses-Pyrénées] (Fasc. n° 386); de Coutances [Manche] (Fasc. n° 387); de Dieppe [Seine-Inférieure] (Fasc. n° 388); de Port-Louis [Morbihan] (Fasc. n° 399); de Villefranche [Aveyron] (Fasc. n° 390). — Ses rapports sur les projets de loi portant prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi : de Bailleul [Nord] (S. de 1917; Fasc. n° 407); de Brignoles [Var] (Fasc. n° 408); d'Étampes [Seine-et-Oise] (Fasc. n° 409); de Magnac-Laval [Haute-Vienne] (Fasc. n° 410); de Paimbœuf [Loire-Inférieure] (Fasc. n° 411); de Plérin [Côtes-du-Nord] (Fasc. n° 412); de Rochefort [Charente-Inférieure] (Fasc. n° 413); de Saint-Raphaël [Var] (Fasc. n° 414); de Voiron [Isère] (Fasc. n° 415); de Bar-le-Duc [Meuse] (Fasc. n° 416); de Bourgoin [Isère] (Fasc. n° 417); de Digne [Basses-Alpes] (Fasc. n° 418); de Malo-les-

Bains [Nord] (Fasc. n° 419); de Saint-Maixent [Deux-Sèvres] (Fasc. n° 420); de Saint-Marcellin [Isère] (Fasc. n° 421); de Tarare [Rhône] (Fasc. n° 422). — Ses rapports sur les projets de loi tendant à la prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi : d'Apt [Vaucluse] (S. de 1917; Fasc. n° 425), de Cavaillon [Vaucluse] (Fasc. n° 426). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant la prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi de : Cléder [Finistère] (Fasc. n° 441); de Cransac [Aveyron] (Fasc. n° 442); d'Elliant [Finistère] (Fasc. n° 443); de Laigle [Orne] (Fasc. n° 444); de Montmorency [Seine-et-Oise] (Fasc. n° 445); de Mortagne [Orne] (Fasc. n° 446); de Nyons [Drôme] (Fasc. n° 447); de Rives [Isère] (Fasc. n° 448); de Rodez [Aveyron] (Fasc. n° 449); de Saint-Malo [Ille-et-Vilaine] (Fasc. n° 450); de Saint-Nazaire [Loire-Inférieure] (Fasc. n° 451); de Vitré [Ille-et-Vilaine] (Fasc. n° 452). — Ses rapports sur les projets de loi concernant la prorogation ou l'autorisation de perception de surtaxes sur l'alcool à l'octroi : d'Albertville [Savoie] (Fasc. n° 474); de Châteauhin [Finistère] (Fasc. n° 475); de Gap [Hautes-Alpes] (Fasc. n° 476); de Guipavas [Finistère] (Fasc. n° 477); de Landivisiau [Finistère] (Fasc. n° 478); de Quintin (Côtes-du-Nord) (Fasc. n° 479); de Saint-Tropez [Var] (Fasc. n° 480); de la Ricamarie [Loire] (Fasc. n° 481); de Plœmeur [Morbihan] (Fasc. n° 482); de Pont-l'Évêque [Calvados] (Fasc. n° 483); de Rambouillet [Seine-et-Oise] (Fasc. n° 484); de Redon [Ille-et-Vilaine] (Fasc. n° 485); de Tarascon [Bouches-du-Rhône] (Fasc. n° 486); de Viduban [Var] (Fasc. n° 487). — Ses rapports sur les projets de loi concernant la perception ou la prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi de : Arcachon [Gironde] (S. de 1918; Fasc. n° 505); Beaumont-sur-Oise [Seine-et-Oise] (Fasc. n° 506); Bezons [Seine-et-Oise] (Fasc. n° 507); Brive [Corrèze] (Fasc. n° 508); Clamecy [Nièvre] (Fasc. n° 509); Creil [Oise] (Fasc. n° 510); Dieppe [Seine-Inférieure] (Fasc. n° 511); Draguignan [Var] (Fasc. n° 512); Hoëdic [Morbihan] (Fasc. n° 513); Honfleur [Calvados] (Fasc. n° 514); Houat [Morbihan] (Fasc. n° 515); Louviers [Eure] (Fasc. n° 516); Neuchâteau [Vosges] (Fasc. n° 517); Saint-Pierre-Quilbignon [Finistère] (Fasc. n° 518); Sauzon [Morbihan] (Fasc. n° 519); Trégunc [Finistère] (Fasc. n° 520); Villeurbanne [Rhône] (Fasc. n° 521); Darnetal [Seine-Inférieure] (Fasc. n° 523); le Havre [Seine-Inférieure]

[Fasc. n° 524]; La Roche-Bernard [Morbihan] (Fasc. n° 525); d'Hyères [Var] (Fasc. n° 526); Lyon [Rhône] (Fasc. n° 527). — Ses rapports sur : le projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer trois centimes cinquante centièmes additionnels au principal des quatre contributions directes pour diverses dépenses annuelles, obligatoires ou facultatives d'assistance (S. de 1918; Fasc. n° 537); le projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à s'imposer, pendant cinq ans, à partir de 1919, de quarante centimes additionnels au principal des quatre contributions directes (Fasc. n° 538). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 27 juin 1901 qui autorise la ville de Lyon à établir à son profit diverses taxes de remplacement des droits d'octroi supprimés (Fasc. n° 540). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Annecy (Haute-Savoie) à supprimer, à partir du 1^{er} janvier 1919, les droits d'octroi autres que ceux sur les viandes et la charcuterie et à établir diverses taxes de remplacement (Fasc. n° 542). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Dunkerque à établir, à partir du 1^{er} janvier 1919, une taxe sur la valeur locative des chambres et logements garnis (Fasc. n° 552). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifiant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (I., n° 251; an., S. O. de 1914, p. 1977). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation fiscale sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'Exercice 1916, au titre du Budget général; 2° l'établissement d'une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés pendant la guerre; 3° certaines dispositions d'ordre fiscal relatives à la législation des patentes et aux déclarations en matière de mutations par décès [Titre II : Contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés pendant la guerre] (I., n° 1751; an., S. de 1916, p. 123). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation fiscale sur la proposition de loi de M. Mistral et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser la production de guerre par la réquisition des mines et des établissements industriels et par la réglementation de l'appel et de l'emploi de la main-d'œuvre militaire (I., n° 1908; an., S. de 1916, p. 404). —

Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation fiscale sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, concernant : 1° l'établissement d'une contribution extraordinaire sur les bénéficiaires exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre; 2° certaines mesures fiscales relatives à la législation des patentes (I., n° 2250; an., S. de 1916, p. 935). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Marché de graines et d'huile de ricin passé dans l'Inde] (I., n° 3866; an., S. de 1917, p. 1493). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1917, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties (I., n° 3923; an., S. de 1917, p. 1509). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification : 1° du décret du 21 mars 1918, modifiant les décrets des 21 juillet et 30 novembre 1917 relatifs au régime et à la réquisition des céréales, ainsi qu'au contrôle de la meunerie; 2° du décret du 2 avril 1918 complétant le décret du 12 février 1918 réglementant la fabrication, la mise en vente et la consommation de certaines denrées alimentaires; 3° du décret du 2 avril 1918 relatif au recensement et à la vérification des quantités de céréales détenues par les particuliers (I., n° 4752; an., S. de 1918, p. 790). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Marchés d'habillement de l'Intendance du Mans] (I., n° 4770; an., S. de 1918, p. 810). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1918, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties (I., n° 5285; an., S. de 1918, p. 1841.) — Son rapport (3°) sur le projet de loi portant ratification : 1° du décret du 13 mai 1918, modifiant l'article 12 du décret du 12 février 1918 en ce qui concerne la consommation du fromage à pâte dure dans les hôtels et restaurants les jours où la consommation de la viande est interdite; 2° du décret du 21 mai 1918, relatif à la déclaration des surfaces ensemencées en céréales, au battage et au prix des céréales de la récolte de 1918; 3° du décret du 21 mai 1918, relatif à la fabrication et au commerce des laits condensés; 4° du décret du 22 mai 1918, réglementant le commerce du bétail à Paris; 5° du décret du 25 mai 1918, réglementant la vente de denrées destinées à la nourriture des chevaux dans les

départements de la Seine et de Seine-et-Oise; 6° du décret du 20 mai 1918, réglementant la vente de la viande sur pied et de la viande abattue; 7° du décret du 28 mai 1918, relatif au recensement du bétail; 8° du décret du 1^{er} juin 1918, fixant les prix de vente des graines oléagineuses d'importation, ainsi que des huiles et tourteaux en provenant; 9° du décret du 4 juin 1918, autorisant pendant les jours sans viande, dans les établissements d'alimentation, la consommation de certains produits interdits par le décret du 12 février 1918 (Décret du 21 mai 1918 relatif aux céréales de la récolte de 1918) (I., n° 5612; an., S. de 1919, p. 238). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant ratification : 1° du décret du 8 juin 1918, fixant le prix de cession de l'orge aux meuniers; 2° du décret du 8 juin 1918, réglementant le prix de vente des mélasses de raffinerie de sucre; 3° du décret du 18 juin 1918, réglementant le régime des pâtes alimentaires et des tapiocas; 4° du décret du 27 juin 1918, relatif à la carte d'alimentation et aux autres cartes ou titres institués pour la répartition, l'obtention ou la circulation de denrées ou substances visées à l'article premier de la loi du 10 février 1918; 5° du décret du 30 juin 1918, relatif à l'affichage des prix de vente des denrées de première nécessité et au contrôle de ces prix; 2° le projet de loi portant ratification : 1° du décret du 16 juillet 1918, abrogeant le décret du 26 avril 1918 réglementant la vente et la consommation de la viande et les décrets des 13 mai et 14 juin 1918 autorisant, pendant les jours sans viande, dans les établissements d'alimentation, la consommation de certains produits interdits; 2° du décret du 22 juillet 1918, relatif au régime des céréales et de la meunerie; 3° le projet de loi portant ratification : 1° du décret du 11 août 1918, relatif aux transports sur route des céréales; 2° du décret du 15 août 1918, réglementant l'industrie brassicole et les industries et commerces annexes; 3° du décret du 14 août 1918, réglementant le commerce des haricots; 4° du décret du 29 août 1918, réglementant la vente du lait et des produits dérivés du lait (Décrets : du 8 juin 1918 relatif au prix de cession de l'orge; du 22 juillet 1918 relatif au régime des céréales et de la meunerie; du 11 août 1918 relatif aux transports sur route des céréales (I., n° 5613; an., S. de 1919, p. 238). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 13 septembre 1918 relatif au prix des céréales de la récolte de 1919 (I.,

n° 5614; an., S. de 1919, p. 383). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 10 octobre 1918 modifiant les dispositions des décrets des 12 février, 21 mars et 12 avril 1918, relatives à la fabrication et à la vente de la farine des pains de fantaisie, des pains de régime et des farines alimentaires (I., n° 5615; an., S. de 1919, p. 383). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification : 1° du décret du 8 juin 1918, fixant le prix de cession de l'orge aux meuniers; 2° du décret du 8 juin 1918, réglementant le prix de vente des mélasses de raffinerie de sucre; 3° du décret du 18 juin 1918, réglementant le régime des pâtes alimentaires et des tapiocas; 4° du décret du 27 juin 1918, relatif à la carte d'alimentation et aux autres cartes ou titres institués pour la répartition, l'obtention ou la circulation de denrées ou substances visées à l'article premier de la loi du 10 février 1918; 5° du décret du 30 juin 1918, relatif à l'affichage des prix de vente des denrées de première nécessité et au contrôle de ces prix [Décret du 27 juin 1918, relatif à la carte d'alimentation et aux autres cartes ou titres institués pour la répartition, l'obtention ou la circulation de denrées ou substances visées à l'article premier de la loi du 10 février 1918] (I., n° 5673; an., S. de 1919, p. 659). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant ratification : 1° du décret du 8 juin 1918, fixant le prix de cession de l'orge aux meuniers; 2° du décret du 8 juin 1918, réglementant le prix de vente des mélasses de raffinerie de sucre; 3° du décret du 18 juin 1918, réglementant le régime des pâtes alimentaires et des tapiocas; 4° du décret du 27 juin 1918 relatif à la carte d'alimentation et aux autres cartes ou titres institués pour la répartition, l'obtention ou la circulation des denrées ou substances visées à l'article premier de la loi du 10 février 1918; 5° du décret du 30 juin 1918, relatif à l'affichage des prix de vente des denrées de première nécessité et au contrôle de ces prix; 2° le projet de loi portant ratification du décret du 19 octobre 1918, réglementant la vente des pâtes alimentaires et du riz et interdisant la fabrication des farines de légumes [Décrets du 18 juin 1918, réglementant le régime des pâtes alimentaires et des tapiocas, et du 19 octobre 1918, réglementant la vente des pâtes alimentaires et du riz et interdisant la fabrication des farines de légumes] (I., n° 5674; an., S. de 1919, p. 660). — Son rap-

port sur les marchés pour la fourniture de baraquements passés par l'Intendance de la 14^e région avec M. Piraudon, camionneur (I., n° 6220; an., S. de 1919, p. 1671). — Son rapport sur les marchés pour la fourniture de couvertures et de draps passés par la section technique de l'Intendance avec M. Barthélemy (I., n° 6221; an., S. de 1919, p. 1674). — Ses rapports, au nom du 4^e Bureau sur les élections : de M. Labroue par la 6^e circonscription de Bordeaux [Gironde] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 31); de M. Mesnard (Félix), par l'arrondissement de Lesparre (*ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à assurer, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils municipaux (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 269). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant des achats de blé pour le ravitaillement de la population civile (p. 669); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage, (p. 1635, 1692) — Prend part, en qualité de *Rapporteur de la Commission de la législation fiscale* à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 213; *Ses amendements à l'article 1*, p. 284; *à l'article 5*, p. 286; *à l'article 10*, p. 287; *à l'article 11*, p. 293; *Son article additionnel 11 bis*, p. 304; *Ses articles 15 bis et 15 ter nouveaux*, p. 305). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1917, t. unique, p. 2042, 3146). — Prend part à la discussion du projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux haux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 495). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 753); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3162); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Subventions aux communes ayant eu des dépenses exceptionnelles occasionnées par la guerre*, p. 3267). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 540, 992, 3127).

ANDRIEUX (M. LOUIS), *Député de l'arrondissement de Forcalquier [Basses-Alpes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). — Président du 2^e Bureau (F., n^o 3; J. O. de 1914, p. 5126); président du 9^e Bureau (F., n^o 35; J. O. de 1915, p. 307). — Membre : de diverses Commissions (F., n^o 21; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des programmes électoraux (F., n^o 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (p. 289); de la Commission de l'Administration générale (A., S. de 1917, t. unique, p. 917); de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre deux membres de la Chambre. [MM. Caillaux et Loustalot] (F., n^o 378; J. O. de 1917, p. 10179); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 742 du Code civil en matière de représentation (I., n^o 1245; an., S. de 1915, p. 942). — Sa proposition de loi tendant à attribuer à l'Etat, à défaut de testament, les successions collatérales (I., n^o 2142; an., S. de 1916, p. 723). — Sa proposition de loi tendant à assurer aux combattants les fonctions civiles devenues vacantes depuis le début des hostilités et attribuées, par des nominations à titre temporaire, à des citoyens antérieurement étrangers à l'Administration publique (I., n^o 2725; an., S. de 1916, p. 1720). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder à tous les agriculteurs mobilisés à l'intérieur, sans autre exception que les jeunes classes non instruites et les hommes punis de prison, des permissions agricoles de durée non déterminée, qui ne devront prendre fin que pour le départ au front du militaire rappelé (I., n^o 3536; an., S. de 1917, p. 982). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité mensuelle de vie chère à tous les retraités de l'Etat dont la pension ne dépasse pas 1.500 francs (I., n^o 3984; an., S. de 1917, p. 1729). — Sa proposition de loi tendant à interdire, jusqu'à la fin de la cinquième année à compter du jour de la cessation des hostilités, l'abatage des mûriers, à moins d'une autorisation spéciale (I., n^o 4814; an., S. de 1918, p. 892). — Sa

proposition de loi ayant pour objet d'accorder aux suppléants de justices de paix qui ont assuré le service de la justice dans leur canton, pendant la guerre et durant plus d'une année, la dispense, pour être titularisés, de l'examen préalable institué par la loi du 14 juillet 1918 et par le décret du 6 août suivant (I., n^o 5730; an., S. de 1919, p. 838, 844). — Sa proposition de loi ayant pour objet de supprimer le second tour de scrutin dans les élections des Députés (I., n^o 5791; an., S. de 1919, p. 915). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à accorder le droit de vote dans les élections politiques, départementales et municipales, aux jeunes gens de moins de 21 ans ayant servi dans les armées de la République au cours de la guerre actuelle (I., n^o 791; an., S. O. de 1915, p. 294). — Son rapport sur la proposition de loi concernant la réorganisation et l'amélioration de l'enseignement public aux colonies (I., n^o 2387; an., S. de 1916, p. 1163). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à déterminer exactement les quantités de céréales et de pommes de terre disponibles pour la consommation nationale (I., n^o 4216; an., S. de 1918, p. 29). — Son rapport sur le projet de loi tendant à retarder l'ouverture de la première session ordinaire des conseils généraux de 1918 (I., n^o 4479; an., S. de 1918, p. 430). — Son rapport sur la proposition de loi relative au décompte, pour le calcul de l'ancienneté, du temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires, agents et sous-agents des administrations de l'Etat et par les ouvriers et employés des établissements de l'Etat (I., n^o 4727; an., S. de 1918, p. 697); son rapport supplémentaire (I., n^o 6333; an., S. de 1919, p. 1868). — Son avis présenté au nom de la Commission de l'Administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Dussaussoy tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans les élections aux conseils municipaux, aux conseils d'arrondissement et aux conseils généraux (I., n^o 5611; an., S. de 1919, p. 239). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution complétant l'article 135 du Règlement de la Chambre [Répartition des sièges dans la salle des séances] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 267, 269). — Est entendu : sur l'urgence d'un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (p. 380, 382); dans la discussion de l'élection de M. Lacotte par la 2^e circonscription de Troyes [Aube] (p. 420). —

Lettre par laquelle, en sa qualité de *Président* de la Commission d'enquête sur les opérations électorales de la 9^e circonscription de Lille, il demande les pouvoirs judiciaires pour cette Commission (p. 559, 602). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. unique, p. 116; *Son amendement au premier paragraphe de l'article premier*, p. 133; *Son amendement au second paragraphe*, p. 136); du projet de loi concernant le fonctionnement des justices de paix pendant la guerre (p. 357). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (*Son amendement concernant les indemnités aux fabricants d'absinthe*, A., S. de 1915, t. unique, p. 895; *le retire*, p. 896). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1386). — Est entendu dans la discussion : des interpellations sur la constitution du Cabinet, la censure et les déclarations du Gouvernement (p. 1507); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (p. 1869 et suiv.). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative au régime de la presse en temps de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 68 et suiv., p. 82; *Sa motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 92). — Prend part à la discussion du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 322). — Parle sur le procès-verbal de la séance du 9 mars 1917 (p. 670). — Est entendu pour un rappel au Règlement (*ibid.*). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures prises pour parer au déficit des prochaines récoltes et sur les taxations (p. 3006). — Est entendu au sujet de la communication anticipée d'un rapport (p. 3529). — Prend part, en qualité de *Président* de la Commission, à la discussion de demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3621). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (A., S. de 1918, t. unique, p. 740); d'une proposition de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité de vie chère aux retraités de l'Etat (p. 1195). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire

des services civils] (p. 1559); de diverses interpellations concernant la crise des transports (p. 2148). — Prend part, comme *Vice-Président de la Commission du suffrage universel*, à la discussion du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (p. 3444). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le retrait des prisonniers de guerre employés aux travaux agricoles de l'intérieur (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 158); développe cette interpellation (p. 442; *son ordre du jour motivé*, p. 647). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1227, 1519, 1587, 1610, 1660, 1779, 1870). — Est entendu sur le procès-verbal de la 2^e séance du 17 avril 1919 (p. 1854). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (*Son contre-projet*, p. 2086). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur les perquisitions opérées chez M. Schœiler, secrétaire général de l'Office national de la presse (p. 2290). — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la démobilisation (p. 2912); de plusieurs propositions de loi relatives à la levée de l'état de siège et à l'abrogation de la censure (p. 2971); du projet de loi relatif à l'achat de jeunes chevaux (p. 3676). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255; A., S. de 1916, t. unique, p. 146.)

ANGLÈS (M. RAOUL), *Député de l'arrondissement de Sisteron [Basses-Alpes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). — Secrétaire : du 6^e Bureau (F., n^o 3; J. O., de 1914, p. 5126); secrétaire : du 1^{er} bureau (F., n^o 35; J. O., de 1915, p. 307). — Membre : de diverses Commissions (F., n^o 35; J. O., de 1915, p. 307); de la Commission des Travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi concernant la relève des unités combattantes (I., n^o 1078; an., S. de 1915, p. 699). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate concernant l'affectation des militaires ayant eu deux fils ou deux frères tués à l'ennemi (I., n^o 2305; an., S. de 1916, p. 1069). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate

concernant les permissions des militaires de l'armée d'Orient (L., n° 2359; an., S. de 1916, p. 1148). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate concernant l'affectation des hommes des classes 1888 et 1889 (L., n° 2619; an., S. de 1916, p. 1561). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à demander les crédits nécessaires pour relever le chiffre de l'indemnité d'habillement allouée aux mobilisés (L., n° 6064; an., S. de 1919, p. 1305). = *Secrétaire d'âge* (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 1). = Ses rapports au nom du 6^e Bureau sur les élections: de M. Gels, par l'arrondissement d'Agen [Lot-et-Garonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 44); de M. Jacques Chaumié, par l'arrondissement de Marmande [Lot-et-Garonne] (p. 44); de M. Espivent de la Villesboisnet, par la 1^{re} circonscription de Pontivy [Morbihan] (p. 397). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1915, t. unique, p. 1). — Son second rapport, au nom du 6^e Bureau sur l'élection de M. de la Villesboisnet par la 1^{re} circonscription de Pontivy [Morbihan] (p. 4). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail-étranger sur pied (A., S. de 1915, t. unique, p. 967); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine, de la population civile (*Contre-projet de M. Compère-Morel* p. 1162); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1874, 1884, 1885, 1886; *Son amendement relatif aux frais de service des officiers généraux et aux suppléments de solde*, p. 1884 et suivante). — Son amendement au projet de loi concernant l'institution à l'administration centrale du Ministère de la Guerre d'un service général des pensions, secours et renseignements aux familles des militaires et à la création d'emplois à l'administration centrale du Ministère des Finances (A., S. de 1916, t. unique, p. 41); le retire (*ibid.*). — Est entendu: sur la fixation de la date de la discussion des interpellations sur l'aviation militaire (p. 59); dans la discussion de la proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (p. 1129). Demande à interpellier le Gouvernement sur la situation actuelle de l'aéronautique militaire (p. 1284). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution concernant les permissions des militaires de l'armée d'Orient (p. 1652). — Prend

part à la discussion: d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (*Discussion générale* p. 2142 et suivantes); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement relatif aux automobiles militaires de la zone de l'intérieur*, p. 2666; *Taxe sur le prix des places des spectacles*, p. 2738; *Son amendement tendant à l'établissement d'une taxe sur tous les commerces de luxe*, p. 2743; *Taxe de guerre et amendement y relatifs*, p. 2809 et suivantes.) — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1917, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion: des interpellations sur le ravitaillement en charbon (p. 204 et suivantes); du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant certains hommes de la classe 1890*, p. 286). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'organisation de l'aéronautique militaire (p. 338); est entendu: sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); sur l'ajournement de cette discussion (p. 549 et suivantes); développe cette interpellation (p. 700 et suivantes; *Sa motion tendant à ce que la Chambre se forme en comité secret*, p. 702; *Son ordre du jour motivé*, p. 703; *le retire et demande l'ordre du jour pur et simple*, *ibid.*). — Prend part à la discussion des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 466). — Est entendu: sur le règlement de l'ordre du jour (p. 623, 625, 626); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif aux services automobiles*, p. 825 et suivantes). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1918, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi; *Article nouveau concernant les infirmières militaires et bénévoles*, A., S. de 1918, t. unique, p. 214; *Sa disposition additionnelle à l'article 35*, p. 227). — Prend part à la discussion: des crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 (*Son amendement concernant la prime d'habillement des démobilisés*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2579); du projet de loi relatif à l'augmentation des soldes militaires (p. 3430). = S'excuse de son absence

(A., S. de 1915, t. unique, p. 236, 1228; A., S. de 1917, t. unique, p. 525, 1701). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1464, 1517, 1952; A., S. de 1916, t. unique, p. 98, 568, 1145, 1691, 2275; A., S. de 1917, t. unique, p. 2408; A., S. de 1918, t. unique, p. 1242, 2016, 2070, 2404, 3231; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1219, 1937, 3135).

ANSELIN (M. le général), *Directeur de la cavalerie au Ministère de la Guerre.*

Est nommé Commissaire du Gouvernement pour la discussion : du projet de loi tendant : 1° à ouvrir au Ministre de la Guerre des crédits sur les Exercices 1913 et 1914; 2° à autoriser le Ministre de la Marine à engager des dépenses non renouvelables; 3° à déterminer les règles financières applicables à ces dépenses (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508); du Budget de l'Exercice 1914 (p. 508).

ARAGO (M. FRANÇOIS), *Député de la 2^e circonscription de Grasse [Alpes-Maritimes].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 144). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de la marine marchande; de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Ses rapports, au nom du 4^e Bureau sur les élections : de M. Molle, par la 3^e circonscription de Montpellier [Hérault] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 33); de M. René Brice, par la 2^e circonscription de Rennes [Ille-et-Vilaine] (p. 33); de M. Guernier, par la 1^{re} circonscription de Saint-Malo [Ille-et-Vilaine] (p. 34).

ARISTIDE BRIAND (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Saint-Etienne [Loire], Ministre de la Justice, puis Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Sa déclaration lue au nom du Conseil des Ministres (I., n° 1400; an., S. de 1915, p. 1088). — Sa déclaration lue au nom du

Conseil des Ministres (I., n° 2478; an., S. de 1916, p. 1427).

Est nommé *Ministre de la Justice* [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7697). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant les décrets de naturalisation (A., S. de 1915, t. unique, p. 46, 49, 63, 65, 67, 68); du projet de loi rectifiant un décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (p. 309); du projet de loi relatif au reculement et au séquestre de tous les biens austro-allemands (p. 505). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrest sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 692); du projet et de la proposition de loi modifiant pendant la durée de la guerre les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice, à l'exercice de la puissance paternelle et à l'émancipation des enfants (p. 950 et suiv.).

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil* [Décrets du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7812). — Sa déclaration au nom du Gouvernement (p. 1494). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant la constitution du Cabinet, la censure et les déclarations du Gouvernement (p. 1503). — Demande l'ajournement à quinzaine de la discussion de diverses interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1649). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Motion préjudicielle de M. Turmel*, p. 1705; *Motion préjudicielle de M. Vincent Auriol*, p. 1708); d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat de l'Aéronautique militaire, ouverture et annulation de crédits pour la nomination de Ministres d'Etat et la suppression de Sous-Secrétaires d'Etat (p. 1777, 1778). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le décret du 2 décembre relatif au haut commandement (p. 1787, 1788). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les marchés de la guerre, (p. 1947, 1948); d'une proposition de résolution concernant le régime douanier entre le canton de Genève et la Haute-Savoie (p. 1957, 1958, 1959). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion : des interpellations relatives à l'aviation militaire (A., S. de 1916, t. unique, p. 9 et suiv., p. 58); d'une interpellation sur le

moratorium des loyers et l'exercice de la saisie-gagerie sur les biens des mobilisés (A., S. de 1916, t. unique, p. 12). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime de la presse en temps de guerre (p. 77 et suiv.). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation de M. Brizon sur les mesures prises ou à prendre au profit de la défense du pays pour conduire la guerre à sa fin la plus rapide et la meilleure possible (p. 134); sur l'ajournement de la discussion d'une interpellation concernant la venue de zeppelins sur Paris dans les soirées des 29 et 30 janvier 1916 (p. 147 et suiv.). — Demande l'ajournement *sine die* de la discussion d'une interpellation « sur les incohérences de la censure » (p. 168). — Est entendu : sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant le contrôle sur toutes les forces nationales mobilisées (p. 276); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à la réunion d'une conférence économique interparlementaire (p. 1070); sur la fixation de la date de la discussion de plusieurs interpellations; notamment des interpellations sur la mise en état de défense de la région de Verdun et sur les causes de l'explosion de la Pallice (p. 1086 et suiv.); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation de M. Charles Bernard sur les mesures prises par la censure (p. 1088 et suiv.). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion de l'interpellation sur la mise en état de défense de la région de Verdun (p. 1190 et suiv.); sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de certaines interpellations en Comité secret (p. 1294). — Prend part à la discussion de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1501, 1504, 1522 et suiv.; *Contre-projet de M. Accambray*, p. 1540; *Contre-projet de M. Briquet*, p. 1548; *Contre-projet de M. Bénazet*, p. 1563 et suiv.; *Contre-projet de M. Dubois au nouveau texte de la Commission*, p. 1587 et suiv.; *Paragraphe additionnel de M. Émile Constans à l'article 5*, p. 1590; *Motion tendant à ce que la Chambre procède à une seconde délibération*, p. 1600; seconde délibération. *Proposition additionnelle de M. Émile Constans*, p. 1649 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à l'insuffisance de certains appro-

visionnements et à l'insuffisance de manœuvres dans certains établissements (p. 1578). — Est entendu : au sujet de l'intervention de la Roumanie dans la guerre contre les puissances centrales de l'Europe (p. 1691); sur l'ordre de discussion de diverses interpellations (p. 1692); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant les mesures à prendre pour la sauvegarde des populations des régions envahies et sur le principe des sanctions ultérieures qu'il appartiendra d'appliquer à tous les criminels allemands (p. 1699). — Sa communication au nom du Gouvernement (p. 1706). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1759, 1762 et suiv. (1)); *Campagne menée par certains journaux contre le général commandant l'armée d'Orient*, p. 1814; *Fonds secrets du Ministère des Affaires étrangères*, p. 1817 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2349 et suiv.); du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918 (p. 2454 et suiv.). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2542 et suiv.)

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil* [Décret du 12 décembre 1916] (J. O., p. 10736). — Sa communication au nom du Gouvernement (A., S. de 1916, t. unique, p. 2627 et suiv.). — Demande l'ajournement de la discussion de certaines interpellations (p. 2630 et suiv.). — Est entendu : sur l'ajournement de l'interpellation relative à la politique du Gouvernement en Grèce (p. 2632); sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2644); sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2677 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion : d'interpellations visant la politique du Gouvernement en Orient (A., S. de 1917, t. unique, p. 106 et suiv.); d'une interpellation relative aux buts de la guerre énumérés dans la réponse des alliés à la note de M. Wilson (p. 108). — Est entendu :

(1) La Chambre a ordonné l'affichage du second discours prononcé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au cours de cette discussion.

sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie à diverses catégories de personnes condamnées par les conseils de guerre (p. 154); sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la suppression de la censure politique (p. 156 et suiv.); sur les ordres du jour motivés présentés à la suite du comité secret relatif aux affaires de Grèce (p. 170, 175). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (*Amendement concernant le ministère de l'Agriculture*, p. 325 et suiv.); d'une interpellation concernant la campagne menée par une certaine presse contre l'école laïque (p. 427 et suiv.); de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 659 et suiv.). — Est entendu : sur l'ordre du jour pur et simple demandé à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur l'aéronautique militaire (p. 704); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la tolérance de la censure à l'égard des attaques dirigées contre les Chambres (p. 708 et suiv.).

En qualité de *Député* prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2360, 2424); d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'œuvre de la justice (p. 2683); d'une interpellation sur le personnel et l'action diplomatiques (p. 2788). — Intervient dans la discussion de demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3616). — Intervient dans la discussion d'interpellations concernant la politique du Gouvernement vis-à-vis de la Russie (p. 3775). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 39); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3248); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3334). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 301); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1144, 1232, 1610, 1859); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat

(p. 2927); d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1841). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (*Contre-projet de M. J. Bon*, p. 2991); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2° à la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 4009); de la proposition de résolution tendant à interpréter l'article 124 du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4349, 4354); de propositions de résolution tendant à la publication des Comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4497 et suiv., p. 4509); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 (*Ses observations sur l'article 7 du ministère la Guerre*, p. 4541); du projet de loi portant fixation de l'ordre des diverses élections (p. 4581 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 1968; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2355, 2819, 2857). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 371; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 347, 2097, 2391, 3290.)

ARMEZ (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Saint-Brieuc [Côtes-du-Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Président : du 6^e Bureau (F., n° 3, J. O. de 1914, p. 5126); (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); du 1^{er} Bureau (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307). — Membre : de la Commission de comptabilité (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission de l'armée; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ajouter deux articles à la loi du 7 août 1913 sur le recrutement de l'armée (I., n° 193; an., S. O. de 1914, p. 1915). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 512, 960; A., S. de 1916, t. unique, p. 75, 1054). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 460, 1612, 2216, 2724; A., S. de 1917, t. unique, p. 209, 1951). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 2428).

AUBIGNY (M. le baron Leret d'), *Député de la 1^{re} circonscription du Mans [Sarthe]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 41, J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre en vue d'assurer le vote personnel (I., n° 62; an., S. O. de 1914, p. 1850). — Sa proposition de loi ayant pour objet la modification de l'article 48 de la loi du 21 mars 1905 (passage des pères de six enfants dans la dernière classe de la réserve de l'armée territoriale) (I., n° 506; an., S. O. de 1915, p. 16). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à compléter l'article 12 du Règlement de la Chambre (I., n° 1514; an., S. de 1915, p. 1344). — Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 15 du Règlement, en ce qui concerne le mode de nomination des membres de la Chambre appelés à exercer le contrôle aux armées (I., n° 2318; an., S. de 1916, p. 1076). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet la modification de l'article 48 de la loi du 21 mars 1905 (passage des pères de six enfants dans la dernière classe de la réserve de l'armée territoriale) (I., n° 588; an., S. O. de 1915, p. 151). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ratification de décrets réglant diverses mesures d'organisation militaire (I., n° 774; an., S. O. de 1915, p. 283). — Son rapport sur les travaux de la Commission de l'armée pendant la guerre 1914-1918 [Armement] (I., n° 6995; an., S. de 1919, p. 2926). — Son rapport sur les travaux de la Commission de l'armée pendant la guerre 1914-1918 [Aéronautique] (I., n° 6999; an., S. de 1919, p. 2963). — Ses rapports, au nom du 8^e Bureau, sur les élections : de M. Ragally, par l'arrondissement de Gray [Haute-Saône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 65); de M. René Renoult, par la 1^{re} circonscription de Lure [Haute-Saône] (p. 65); de M. Edmond Mathis, par la 2^e circonscription de Lure [Haute-Saône] (p. 65); de M. Morel (Paul), par l'arrondissement de Vesoul [Haute-Saône] (p. 65); de M. Germain Périer, par la 1^{re} circonscription d'Autun [Saône-et-Loire] (p. 65); de M. Bras (Georges), par la 2^e circonscription d'Autun [Saône-et-Loire] (p. 65). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de

main-d'œuvre étrangère (p. 304). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu*; *Son amendement relatif à la déclaration*, p. 730, 741; *Son amendement concernant les réclamations relatives aux déclarations*, p. 751; *le retire*, p. 761; *Son amendement relatif aux revenus mobiliers et à ceux des professions libérales*, p. 781, 783). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à instituer une croix dite « croix de guerre » (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 90; *le retire*, ibid.). — Est entendu, comme *Rapporteur*, sur la proposition de loi relative au passage des pères de six enfants dans la dernière classe de la réserve de l'armée territoriale (p. 109). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la crise de l'aviation (A., S. de 1916, t. unique, p. 9 et suiv.); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 59). — Prend part à la discussion des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Contre-projet de M. Bénazet*, p. 565; *Ses observations sur l'article 4 du nouveau texte de la Commission*, p. 1590). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Ses observations concernant les services de l'aéronautique militaire et maritime*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1447). — Est entendu dans la discussion : des ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1741); de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'armée active (*Ses amendements*, p. 2031, 2067, 2090). — Intervient dans la discussion de diverses interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2443). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 302); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 4443); d'une proposition de loi sur divers amendements à la loi électorale (p. 4527). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915; t. unique, p. 2025; A., S. de 1916, t. unique, p. 75, 1184, 1377, 1872,

1904, 1932, 2022, 2650, 2862; A., S. de 1917, t. unique, p. 2449, 3893; A., S. de 1918, t. unique, p. 97; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2629, 4327). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 590, 820, 1483, 2025; A., S. de 1916, t. unique, p. 774, 1330, 2724; A., S. de 1917, t. unique, p. 230, 422, 1811, 2946, 3557; A., S. de 1918, t. unique, p. 729, 865, 898, 1745, 2737, 2844; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 953, 1899).

AUBRIOT (M. PAUL), *Député de la 1^{re} circonscription du 15^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 1586); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n^o 244, J. O. de 1916, p. 10942). — Sa proposition de loi tendant à créer un corps d'officiers ingénieurs-mécaniciens de l'aéronautique militaire (I., n^o 5094; an., S. de 1918, p. 1648). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la publication des comités secrets (I., n^o 6494; an., S. de 1919, p. 2086). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant l'organisation municipale (I., n^o 7002; an., S. de 1919, p. 2936). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture, au Ministre des Finances, de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1914, pour l'aménagement de nouveaux ateliers dans les bâtiments de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention (I., n^o 216; an., S. O. de 1914, p. 1933). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant : 1^o ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils; 2^o annulation, sur l'Exercice 1918; de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (Aéronautique militaire aux colonies) (I., n^o 7051; an., S. de 1919, p. 3010). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture au Ministre des Colonies, au titre de l'Exercice 1919, d'un crédit additionnel applicable à l'aéronau-

tique militaire aux colonies (I., n^o 7241; an., S. de 1919, p. 3191). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau sur l'élection de M. Nibelle par la 1^{re} circonscription de Rouen [Seine-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 79). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (*Discussion générale*, p. 237). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre étrangère (p. 30). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application de la loi du 7 août 1913 en ce qui concerne les allocations aux familles privées de leur soutien par suite de l'incorporation militaire (p. 307). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'un projet de loi concernant l'aménagement de nouveaux ateliers dans les bâtiments de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention (p. 444). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique ouvrière (p. 457). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Intérieur : *Assistance aux femmes en couches*, p. 534; Loi de finances : *Impôt général sur le revenu*, p. 677; *Amendement relatif à la déclaration*, p. 740; *Ses observations concernant la patente*, p. 781). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant des mesures de grâce à prendre envers certains citoyens (p. 822). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 241, 244, 247); d'une proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (p. 264). — Est entendu dans la discussion : de diverses propositions de résolution concernant la Commission du budget et les grandes Commissions (A., S. de 1915, t. unique, p. 1656); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1744). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations relatives à l'aviation militaire (A., S. de 1916, t. unique, p. 11). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéficiaires de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Son amendement à l'article premier*,

p. 235, 236); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916 de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 555). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 768); dans la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonération et délais. *Amendement de MM. Lafont, Laval et Lauche à l'article 14*, p. 814; Juridiction et procédure : *Amendement de M. Levasseur à l'article 30*, p. 916; Dispositions générales : *Article 50 bis nouveau de M. Levasseur*, p. 976). — Intervient dans la discussion de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1546). — Prend part à la discussion des interpellations sur la crise des transports (p. 2333 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 2346; *le retire pour se rallier à l'ordre du jour de M. Rabier*, p. 2351). — Est entendu sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2686). — Intervient dans la discussion de diverses interpellations sur le ravitaillement (A., S. de 1917, t. unique, p. 658). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur l'organisation du repos du samedi pour les ouvrières du vêtement (*Son amendement à l'article premier*, p. 1269 et suiv.; *Son amendement à l'article 2*, p. 1271); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2507). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du conflit survenu entre les compagnies d'assurances l'*Aigle* et le *Soleil* et leurs employés (p. 3003). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire assurer par la justice militaire le respect des règles du droit au bénéfice de tous les inculpés (A., S. de 1918, t. unique, p. 59). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la libération des vieilles classes (p. 2778). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du passage, pour l'industrie nationale, de l'état de guerre à l'état de paix (p. 2820); développe cette interpellation (p. 3122). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2839). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles

des services civils] (*Amendement concernant les crédits de l'aviation*, p. 3364). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 10, 17 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 465); d'interpellations concernant la démobilisation des usines de guerre et le consortium des métaux (p. 704; *son ordre du jour motivé*, p. 821). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Aéronautique militaire*, p. 1441). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique à l'égard de la classe ouvrière (p. 2245); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2245, 2377). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (p. 3579). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique générale (p. 4451). — Est entendu dans la discussion de propositions de résolution tendant à la publication des comités secrets de 1914 à 1918 (p. 4498). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique générale (p. 4618).

AUGAGNEUR (M.), *Député de la 3^e circonscription de Lyon [Rhône], Vice-président de la Chambre puis Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, puis Ministre de la Marine.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique p. 1575); de la Commission de la marine de guerre (ibid.); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de loi tendant à prescrire la publication de la liste des mobilisables en sursis (I., n° 2998; an., S. de

1917, p. 134). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation du *Traité de paix* conclu à Versailles le 28 juin 1919 [Partie X — Pacte de la Société des Nations] (I., n° 6663; an., S. de 1919, p. 385). — Est élu *Vice-président de la Chambre* (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 113). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique générale (p. 146); développe cette interpellation (p. 149, 151).

Est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [Décret du 13 juin 1914] (J. O., p. 5234). — Donne sa démission de *Vice-président de la Chambre* (p. 192).

Est nommé *Ministre de la Marine* [Décret du 3 août 1914] (J. O., p. 711). — [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7698). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification d'un décret relatif aux veuves des officiers et marins des équipages de la flotte (A., S. de 1915, t. unique, p. 106). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat d'Etat de la Marine marchande (p. 559 et suivantes).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Amendement de M. Charles Benoist tendant à la suppression du § 1^{er} de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, (A., S. de 1916, t. unique, p. 1321); d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue le 20 octobre 1915, rue de Tolbiac (p. 1395 et suiv.); d'un projet de loi modifiant les dispositions relatives à l'admission des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels, une position spéciale (p. 1843); du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (Discussion générale : *Sa déclaration au nom du groupe républicain socialiste*, p. 1896). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (p. 2093 et suivantes); du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2392 et suivantes). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les opérations combinées en Orient (p. 2466). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Suppression de la taxe sur les boissons hygiéniques*, p. 2747; *Taxe sur les eaux minérales*, p. 2811).

— Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*Son amendement relatif aux frais de police de l'agglomération Lyonnaise*, A., S. de 1917, t. unique, p. 518; *retrait*, p. 520); de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Amendement relatif aux ouvriers*, p. 531); des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 776); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Discussion générale* p. 798); d'une proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en gage des titres de pensions (p. 1423). — Son opposition au vote sans débat d'un projet de loi ayant pour objet l'approbation de conventions avec certaines compagnies de chemins de fer (p. 1437). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1707); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1709). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi ayant pour objet d'approuver des conventions intervenues entre le Ministre des Travaux publics et des transports et la Société générale des chemins de fer économique, la Compagnie des chemins de fer départementaux, la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France, pour l'attribution d'allocations complémentaires aux agents des lignes d'intérêt général concédées à ces trois compagnies (p. 1833); sa demande de retrait de l'ordre du jour, de ce projet de loi (p. 2217); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 2221; *Son amendement à l'article premier*, p. 2223, *le retire* *ibid.*). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2053). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les conditions dans lesquelles a été constitué le nouveau Ministère et sur la politique générale qu'il entend suivre (p. 2410); développe cette interpellation (p. 2420). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les motifs qui ont amené le départ de M. Ribot du Ministère des Affaires étrangères (p. 2860); développe cette interpellation (p. 2860; *Son ordre du jour motivé* p. 2881, *le retire*, *ibid.*). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution

concernant le cheptel de Madagascar (p. 2882). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2964). — Sa motion tendant à l'ajournement de la discussion du projet de loi tendant à autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 2973). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre I. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : § 8 de l'article 2 modifié par la Commission, A., S. de 1917, t. unique, p. 3315. Titre V. Dispositions relatives à l'application de la loi; Article nouveau de M. Jobert concernant les infirmières, A., S. de 1918, t. unique, p. 231); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 908). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 45); d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée « La part du combattant » (p. 113). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (A., S. de 1918, t. unique, p. 749); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1553). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Son amendement relatif à la durée de la prorogation du privilège* p. 1710). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur le décret du 5 juin 1918 abrogeant celui du 14 avril 1918 concernant le règlement sur le service intérieur des corps de troupes (p. 1814); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt de rentes 4 0/0 (p. 2172); d'un projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Délégations de soldes* p. 2193); d'une interpellation sur la concession de terrains pétrolifères en Algérie (p. 2220); d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 2405); d'un projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de

commerce et des entreprises industrielles (*Seconde délibération* p. 2411); du projet de loi relatif à l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (p. 2649). — Est entendu : pour un fait personnel (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 205); dans la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux (p. 285). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (p. 724); de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 783); du projet de loi concernant la ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 884); d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1028); du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1093). — Adresse au Ministre de l'Intérieur une question relative à une délibération du Conseil municipal de Lyon (p. 1103); prend part à la discussion de cette question transformée en interpellation (p. 1105). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnité d'habillement aux militaires détachés à la terre* p. 1186); d'une proposition de loi relative aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (p. 1490); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1494); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1610, 1660). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le régime à venir des chemins de fer (p. 1984); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2376). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections p. (1993, 2049; *Contre-projet de M. Bon et de M. Louis Andrieux* p. 2087, 2091); sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2110); dans la discussion du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2144, 2153). — Demande l'ordre du jour pur et simple à la suite de la discussion d'interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2395). — Parle sur la demande d'ajournement de la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2418). —

Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 2635); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Instruction publique, *Discussion générale*, p. 2732. Affaires étrangères *Discussion générale*, p. 2832 et suiv.). — Son ordre du jour motivé à la suite d'interpellations sur la démobilisation (p. 2913). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2941, 2979 et suiv., 3022 et suiv.) — Son ordre du jour motivé présenté à la suite d'interpellations sur la vie chère (p. 3255). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4227); d'une proposition de loi sur divers amendements à la loi électorale (p. 4524); du projet de loi relatif à la fixation de l'ordre de diverses élections (p. 4575). = Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 843, 2932; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1203, 2279).

AUGÉ (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Rodez [Aveyron]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des mines (A., S. de 1918, t. unique, p. 26). = Sa proposition de résolution concernant les permissions agricoles (I., n° 3610; an., S. de 1917, p. 1065). = Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. Paulin Dupuy par l'arrondissement de Moissac [Tarn-et-Garonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 86). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions pour les travaux de labours et d'ensemencements (A., S. de 1917, t. unique, p. 77). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 1).

AURIOL (M. VINCENT), *Député de l'arrondissement de Muret [Haute-Garonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2,

p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission des traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 600.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle dans l'arrondissement de Muret [Haute-Garonne] (I., n° 96; an., S. O. de 1914, p. 1860). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 886; an., S. O. de 1915, p. 364). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 1431; an., S. de 1915, p. 1243). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un programme complet de projets fiscaux (I., n° 2809; an., S. de 1916, p. 1806). — Sa proposition de résolution concernant la mobilisation à la terre des agriculteurs (I., n° 3498 et annexe; an., S. de 1917, p. 906). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, un crédit extraordinaire de 3 millions de francs, pour venir en aide aux agriculteurs et habitants des départements de Lot-et-Garonne et de la Haute-Garonne victimes d'un cyclone (I., n° 3774; an., S. de 1917, p. 1320). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la réparation, par priorité, des dommages de guerre et la répartition des charges entre les puissances alliées et associées (I., n° 6789; an., S. de 1919, p. 2603). = Son avis présenté au nom de la Commission de la législation fiscale sur le projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'Exercice 1917 des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics [Art. 5 concernant l'impôt sur le revenu] (I., n° 2740; an., S. de 1916, p. 1742). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'application de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1916 [Contribution extraordinaire sur les bénéfices réalisés pendant la guerre] (I., n° 3059; an., S. de 1917, p. 262). — Son rapport sur les articles 2, 3, 4 et 7 à 38 du projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Art. 2, 3 et 4; Contribution sur les

bénéfiques de guerre] (I., n° 4053; an., S. de 1917, p. 1850). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet le relèvement des tarifs de certaines taxes et le remaniement de divers impôts [Art. 1^{er}: Majoration du taux de l'impôt général sur le revenu] (I., n° 4456; an., S. de 1918, p. 407). — Son rapport sur : 1° le projet de loi ayant pour objet de proroger d'un mois les délais de déclaration en matière d'impôts cédulaires et d'impôt général sur les revenus; 2° la proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à proroger le délai accordé par la loi du 31 juillet 1917 pour la déclaration des bénéficiaires commerciaux et industriels (I., n° 4539; an., S. de 1918, p. 495). — Son rapport sur l'amendement de M. André Hesse et plusieurs de ses collègues, au projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Contribution extraordinaire sur les bénéficiaires de guerre] (I., n° 5456; an., S. de 1918, p. 1682). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. Jules Nadi tendant à exonérer les mobilisés des impôts de la cote personnelle et mobilière; 2° la proposition de loi de M. Lacave La Plagne tendant à des remises d'impôts à certaines catégories de mobilisés; 3° la proposition de loi de M. L. Bonnevey tendant à accorder d'office remise de leur contribution personnelle-mobilière à certaines catégories de mobilisés (I., n° 5458; an., S. de 1918, p. 22); son rapport supplémentaire (I., n° 5886; an., S. de 1919, p. 1065). — Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau, sur les élections : de M. Honorat, par l'arrondissement de Barcelonnette [Basses-Alpes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 8); de M. Jugy, par l'arrondissement de Digne [Basses-Alpes] (p. 8). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (p. 826, 830). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Sa motion préjudicielle*, A., S. de 1915, t. unique, p. 1706, 1707, 1708). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1916, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéficiaires de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, p. 197); d'une proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (p. 330); du

projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale; Sa déclaration au nom du groupe socialiste*, p. 551); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à accorder une allocation journalière aux victimes civiles de la guerre (p. 1023); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement tendant à la disjonction des articles 11 à 16*, p. 1359). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation de soldats ou gradés, aptes au service armé, occupant des fonctions dans les services d'arrière (p. 1692); développe cette interpellation (p. 1962 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Sa déclaration au nom du parti socialiste*, p. 1820); des interpellations relatives à l'utilisation des effectifs militaires (p. 2206). — Est entendu : sur la fixation de la prochaine séance (p. 2548); dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Art. 5 : Impôt sur le revenu en qualité de Rapporteur* de la Commission de la législation fiscale, p. 2706 et suiv.; *Modification de l'article 17 de la loi relative à l'impôt sur le revenu*, p. 2716; *Taxe de guerre*, p. 2803 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application de la loi relative aux bénéficiaires de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 82). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'un projet de loi concernant l'application de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1916 sur les bénéficiaires réalisés pendant la guerre (p. 736). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Son amendement*, p. 751); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2102). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application de la loi relative à la contribution extraordinaire sur les bénéficiaires de guerre (p. 762). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Augmentation des allocations et majorations*, p. 844); du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1043 et suiv.); d'une proposition de résolution sur le relèvement des salaires et la mise en sursis des ouvriers mi-

neurs (A., S. de 1917, t. unique, p. 1688). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Son amendement concernant l'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales*, p. 1846; *Son amendement relatif aux grands établissements de crédit*, p. 1882). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs appartenant aux vieilles classes (p. 2339). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique financière et fiscale (p. 2892). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3510; *Amendement relatif aux bénéfices de guerre*, p. 3526; *Taxe sur les successions*, p. 3543; *Peine à infliger au notaire recevant un acte de vente, d'échange ou de partage et qui ne donne pas lecture de certains articles de la loi en discussion*, p. 3571; *Son amendement tendant à la disjonction des articles concernant les impôts sur les paiements et les dépenses*, p. 3573; *Son amendement relatif à ces impôts*, p. 3581; *Déclaration des ventes*, p. 3643); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3896); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 3911). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre IV : Voies de recours. *Amendement de M. Doizy à l'article 21*, A., S. de 1918, t. unique, p. 138. Titre V : Dispositions diverses relatives à l'application de la loi. *Amendement de M. Ernest Lafont tendant à la suppression de l'article 57*, p. 232). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1056); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Réductions pour charges de famille en ce qui touche l'impôt sur le revenu*, p. 1094; *Amendement de M. Honnorat concernant l'impôt sur le revenu*, p. 1111; *Amendements : de M. Magniaudé*, p. 1113; *de M. Jobert*, p. 1114; *de M. Bouffandeau*, p. 1115). — Prend part à la

discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (A. S. de 1918, t. unique, p. 1451, 1513. *Motion tendant au renvoi, pour examen, de tous les amendements, à une Commission spéciale*, p. 1686; *Passage à la discussion des articles*, p. 1689; *Disposition additionnelle à l'article premier relative à la cessation ou à la modification du privilège*, p. 1757; *Son amendement concernant les bénéfices de guerre*, p. 1768, 1789; *Amendement de M. Magniaudé concernant le même objet*, p. 1801; *Amendement concernant le montant de l'émission fiduciaire affectée au Trésor public*, p. 1830; *Son addition au paragraphe 5 de l'article 3 de la convention*, p. 1845; *Amendement concernant la suppression du paragraphe 5 de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1888; *Son amendement visant le partage des réserves*, p. 1980; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1981). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2831). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la situation financière de la France et sur l'établissement, dès 1919, d'un budget normal et équilibré (p. 2845); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2913). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Sa motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 3245). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la situation faite, dans certaines unités, aux militaires originaires des colonies (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 284). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant la ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 882). — Développe son interpellation sur la situation financière de la France et l'établissement, dès 1919, d'un budget normal et équilibré (p. 930, 934; *Son ordre du jour motivé*, p. 1027). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Attribution du vêtement du démobilisé ou de la prime de remplacement*, p. 1180). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Amendement tendant à n'accorder qu'un douzième*, p. 1331; *Impôts dus par les mobilisés*,

p. 1358; *Impôt sur le revenu*, p. 1367); [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Remise d'impôts à certaines catégories de mobilisés*, p. 1467). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 1680). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les clauses financières préparées par la Conférence des Alliés (p. 1829); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 1854). — Prend part à la discussion : du projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et élevant le chiffre maximum des émis-

sions de billets de cet établissement (p. 1906); d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2131); des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Prix des tabacs*, p. 2367). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation financière de la France (p. 3282); développe cette interpellation (p. 3295; *son ordre du jour motivé*, p. 3331). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3818); de la proposition de résolution concernant la réparation des dommages de guerre et la répartition des charges entre les puissances alliées et associées (p. 4321).

B

BABAUD-LACROZE (M.), *Député de l'arrondissement de Confolens [Charente]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Président : du 10^e Bureau (F., n^o 3; J. O. de 1914, p. 4961); Président du 5^e Bureau (F., n^o 35; J. O. de 1915, p. 307); Président du 6^e Bureau (F., n^o 41; J. O. de 1915, p. 857). = Membre : de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de résolution tendant à charger la Commission des postes et des télégraphes d'étudier le fonctionnement de la poste aux armées (I., n^o 895; an., S. O. de 1915, p. 365). = Son rapport sur une pétition (A., S. de 1916, t. unique, p. 1852). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en comité secret (p. 2540). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 294; A., S. de 1916, t. unique, p. 438). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 820, 1318; A., S. de 1917, t. unique, p. 460, 2323, 2555, A., S. de 1918, t. unique, p. 2227).

BABIN (M.), *Directeur des ports maritimes au Ministère des Travaux publics*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration et l'extension du port de Saint-Malo-Saint-Servan (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4567).

BACHIMONT (M.), *Député de l'arrondissement de Nogent-sur-Seine [Aube]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Président du 9^e Bureau (F.,

n^o 3; J. O. de 1914, p. 4961). = Membre : de diverses Commissions (F., n^o 21; J. O. de 1914, p. 4961); de la Commission de l'hygiène publique (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi concernant les loyers (I., n^o 525; an., S. O. de 1915, p. 42). = Ses rapports au nom du 9^e Bureau sur les élections : de M. Maurice Spronck par la 2^e circonscription du 7^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 71); de M. Denys Cochin par la 1^{re} circonscription du 8^e arrondissement de Paris (*ibid.*); de M. Maurice Binder par la 2^e circonscription du 8^e arrondissement de Paris (*ibid.*); de M. Georges Berry par la 1^{re} circonscription du 9^e arrondissement de Paris (p. 71); de M. Paul Escudier par la 2^e circonscription du 9^e arrondissement de Paris (*ibid.*); de M. Groussier par la 1^{re} circonscription du 10^e arrondissement de Paris (*ibid.*); de M. Poncet par la 1^{re} circonscription de l'arrondissement de Sceaux [Seine] (p. 77); de M. Mayéras par la 3^e circonscription de Sceaux [Seine] (p. 78); de M. Longuet par la 5^e circonscription de Sceaux [Seine] (p. 79); de M. Nectoux par la 6^e circonscription de Sceaux [Seine] (*ibid.*). — Intervient dans la discussion d'un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (*Son addition*, p. 385; *la relire*, p. 386).

BADUEL (M.), *Député de l'arrondissement de Murat [Cantal]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre

M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968).

BAGNEUX (M. le comte de), *Député de la 4^e circonscription de Rouen [Seine-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, p. 103). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126) (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des comptes définitifs (A., S. de 1916, t. unique, p. 998). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 620). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 371, A., S. de 1915, t. unique, p. 394, 866, 250, 2483; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 26).

BALITRAND (M.), *Député de l'arrondissement de Millau [Aveyron]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de la législation fiscale; de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 15, paragraphe 7, de la loi du 22 frimaire an VII, et l'article 7 de la loi du 26 décembre 1908, relatifs à l'évaluation des immeubles dans les mutations à titre gratuit (I., n° 4519; an., S. de 1918, p. 472). — Son rapport supplémentaire sur : 1° le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, relatif aux mesures contre les fraudes fiscales; 2° la proposition de loi de M. Bergeon, tendant à modifier l'article 15, paragraphe 7, de la loi du 22 frimaire an VII, et l'article 7 de la loi du 26 décembre 1908, relatifs à l'évaluation des immeubles dans les mutations à titre gratuit (I., n° 4560; an., S. de 1918, p. 509). = Son rapport au nom du 10^e bureau sur l'élection de M. Dalimier par la 2^e circonscription de Corbeil [Seine-et-Oise] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 81). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux marchés à livrer

conclus avant la guerre (*Son amendement* A., S. de 1917, t. unique, p. 1909); d'une proposition de résolution concernant les permissions agricoles et les sursis spéciaux à accorder aux hommes des régions libérées (p. 2588). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de finances. *Amendement concernant l'impôt sur le revenu* A., S. de 1918, t. unique, p. 1119; *Dispositions sur les fraudes fiscales*, p. 1131; *Ses observations concernant la discussion des articles disjoints*, p. 4192); du projet de loi concernant les mesures contre les fraudes fiscales (*Évaluation des propriétés bâties et non bâties en matière de droits de transmission*, p. 1134). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1196). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'évaluation de la propriété immobilière en matière de successions, donations et échanges (p. 1202). — Donne lecture du rapport de M. Renard sur le projet de loi tendant au relèvement des prix de vente des poudres de chasse (p. 2228). — Prend part à la discussion : 1° du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2° de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4367, 4402).

BALLANDE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Bordeaux [Gironde]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission du règlement (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 2156); de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique p. 968). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à confier au « Secours national » l'organisation de la journée du 20 juin 1915 réservée aux orphelins de la guerre (I., n° 1007; an., S. O. de 1915, p. 580). — Sa proposition de loi tendant à assurer le transport

gratuit, par voies ferrées, jusqu'aux sépultures de militaires inhumés pendant la période des hostilités, aux parents privés de ressources (I., n° 6697; an., S. de 1919, p. 2410). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine marchande sur le projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles la garantie de l'Etat pourra être accordée pour l'achat en Angleterre, par des armateurs français, de navires à vapeur provenant de prises britanniques (I., n° 773; an., S. O. de 1915, p. 282). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine marchande, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, autorisant l'acquisition de viandes frigorifiées (I., n° 1283; an., S. de 1915, p. 1226). — Son rapport relatif à l'étude des divers tarifs douaniers, ainsi que des conventions commerciales et des traités de commerce existants, tant en France qu'à l'étranger [Canada] (I., n° 2607; an., S. de 1916, p. 1912). — Son rapport sur le projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1915 et instituant l'assurance obligatoire contre les risques de guerre pour les corps de navires français de plus de 500 tonneaux de jauge brute (I., n° 3085; an., S. de 1917, p. 288). — Son rapport sur les divers tarifs douaniers, ainsi que les conventions commerciales et les traités de commerce existants, tant en France qu'à l'étranger [Australie] (I., n° 4889; an., S. de 1918, p. 1008). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la cessation immédiate de l'application de la loi du 19 avril 1917, qui a institué l'assurance obligatoire contre les risques de guerre pour les corps de navires français de 500 tonneaux et au-dessus de jauge brute (I., n° 5900; an., S. de 1919, p. 1085). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 19 avril 1917 instituant l'assurance obligatoire contre les risques de guerre pour les corps de navires français de 500 tonneaux et au-dessus de jauge brute (I., n° 6268; an., S. de 1919, p. 1775). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine marchande sur le projet de loi concernant l'autonomie des ports maritimes de commerce et la simplification des formalités relatives à l'exécution des travaux des ports (I., n° 6887; an., S. de 1919, p. 2705). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française (*Son amendement à l'article 6*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2879). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi instituant l'assu-

rance obligatoire pour les navires français (A., S. de 1917, t. unique, p. 681 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant l'achat de navires à l'étranger (p. 2205). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur l'organisation des consortiums (A., S. de 1918, t. unique, p. 1657). — Demande à interpellier sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour remédier à l'état de la marine marchande pendant et après la guerre (p. 1945); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2031, 2042; *Son ordre du jour motivé*, p. 2061; *le retire*, p. 2062). — Intervient dans la discussion: d'une interpellation sur le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 171); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2° de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 4417).

BARABANT (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Dijon [Côte-d'Or]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre: de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission: des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998). — Sa proposition de résolution tendant à accorder des permissions de compensation raisonnables aux hommes des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 convoqués avant la date d'appel de leur classe (I., n° 4193; an., S. de 1918, p. 15). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour porter à 4 francs l'indemnité journalière servie aux permissionnaires, en raison de l'augmentation de la durée des permissions (I., n° 5279; an., S. de 1918, p. 1840). — Sa proposition de loi tendant à la réparation des dommages causés par les torpillages (I., n° 6163; an., S. de 1919, p. 1524). — Sa pro-

position de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à introduire dans le règlement de la Caisse des retraites des Députés une modification dont bénéficieraient les députés élus pour la première fois en 1914 (I., n° 7142; an., S. de 1919, p. 3123). — Son avis, présenté au nom de la Commission de de l'armée sur la proposition de loi de M. Paul-Meunier, tendant à modifier divers articles des Codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (I., n° 2529; an., S. de 1916, p. 1468). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à une meilleure utilisation des hommes mobilisés (I., n° 2636; an., S. de 1916, p. 1600). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention annulant la rétrocession du tramway de Brioude [gare Paris-Lyon-Méditerranée] à Lavoûte-Chilhac et de déclasser cette voie ferrée (I., n° 2886; an., S. de 1917, p. 24). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1° d'approuver l'avenant à la convention du 2 juillet 1917, passé le 1^{er} décembre 1917 entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et les grandes compagnies de chemins de fer, pour accorder au personnel de leurs réseaux des suppléments d'allocations; 2° d'appliquer le même régime aux agents du réseau de l'Etat (I., n° 4035; an., S. de 1917, p. 2016). — Son rapport sur : le projet de loi ayant pour objet : 1° d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et les grandes compagnies de chemins de fer pour accorder au personnel des suppléments d'allocations; 2° d'appliquer le même régime aux agents du réseau de l'Etat [n° 3507]; et le projet de loi ayant pour objet : 1° d'approuver l'avenant à la convention du 2 juillet 1917, passé le 1^{er} décembre 1917 entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et les grandes compagnies de chemins de fer, pour accorder au personnel de leurs réseaux des suppléments d'allocations; 2° d'appliquer le même régime aux agents du réseau de l'Etat [n° 4002] (I., n° 4258; an., S. de 1918, p. 124). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1° d'approuver l'avenant de la convention du 2 juillet 1917, passé le 1^{er} février 1918 entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et les grandes compagnies de chemins de fer pour accorder au personnel de leurs réseaux des suppléments d'allocations; 2° d'appliquer le

même régime aux agents du réseau de l'Etat (I., n° 4480; an., S. de 1918, p. 430). — Son rapport, au nom du 4^e bureau, sur l'élection de M. Marius Valette par la 2^e circonscription d'Alais [Gard] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 28). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations en comité secret (A., S. de 1916, t. unique, p. 1294). — Est entendu : dans la discussion des interpellations relatives à l'utilisation des effectifs militaires (p. 2205); sur le renvoi au lendemain de la suite de la discussion de diverses interpellations relatives à la crise des transports (p. 2294); au cours de la discussion de ces interpellations (p. 2341). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'attribution aux agents des chemins de fer d'allocations complémentaires (p. 2835 et suiv.; *Amendement de M. Bedouce*, p. 2844). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de l'interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 119, 120). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les hommes des classes 1888 et 1889*, p. 289). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 626). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des classes 1888 à 1892 (p. 737); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1906); la développe (p. 2276; *Son ordre du jour motivé*, p. 2338). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 758); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2032); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Augmentation des salaires des cheminots*, p. 820); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 871). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de l'ordre du jour voté par la Chambre le 19 janvier 1917 et sur l'application de l'article 6 de la loi du 20 février 1917 (p. 1176). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Mise à la retraite des employés des chemins de fer*, p. 2574); de propositions de loi sur l'amnistie militaire (p. 2662). — Prend part à la discussion d'une interpellation

sur le régime de censure politique appliquée aux journaux républicains de province (A., S. de 1918, t. unique, p. 10). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 261, 916, 2065). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion des projets de loi relatifs à l'attribution de suppléments d'allocations aux personnels du réseau de l'Etat et des grandes compagnies de chemins de fer (p. 309). — Est entendu : dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Finances : *Ses observations concernant les employés des manufactures de tabacs*, p. 810); sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2427). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les conditions de circulation et de transport sur les voies ferrées (p. 900); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (*Motion d'ajournement*, p. 1025; *Amendement de M. Cazassus*, p. 1058; *Amendement de M. Margaine*, p. 1964; *Son article additionnel*, p. 1068); du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2023); d'interpellations concernant la démobilisation (p. 3007). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant-guerre (p. 3419). — Prend part à la discussion de diverses propositions de lois relatives à une indemnité de démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 763). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifié, par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service, p. 860). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant la démobilisation*, p. 1435); d'interpellations relatives : à la crise des transports (p. 1557); à la démobilisation (p. 2911); de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1760); des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Prix des tabacs*, p. 2639); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans la Légion d'honneur pour récompenser les

titres exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3356); du projet de loi relatif à la revision des soldes militaires (p. 3458); du projet de loi concernant le règlement transactionnel des litiges relatifs aux transports militaires sur les grands réseaux (p. 3526); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création des Chambres d'agriculture (p. 3937); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4753).

BARRÈS (M. MAURICE), *Député du 1^{er} arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'armée (A., S. de 1918, t. unique, p. 2678). — Sa proposition de loi tendant à allouer, sous forme de police d'assurance, une prime à tous les combattants et mobilisés (I., n° 4106; an., S. de 1917, p. 2042). — Est entendu pour un fait personnel (A., S. de 1915, t. unique, p. 1517). — Intervient dans la discussion : des ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (A., S. de 1917, t. unique, p. 1736); d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et aux mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'œuvre de la justice (p. 2690). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3159). — Est entendu pour un fait personnel (A., S. de 1918, t. unique, p. 1119). — Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3659, 4238). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1793). — Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 2).

BARRIER (M. le vétérinaire-inspecteur).

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi autorisant l'admission, dans l'armée active, des vétérinaires aides-majors de 1^{re} et de 2^e classe de réserve (A., S. de 1916, t. unique, p. 161); de la proposition de loi relative à l'admission au grade

de vétérinaire aide-major de 2^e classe des vétérinaires auxiliaires servant dans l'armée, au titre de la réserve depuis le début des hostilités (p. 656).

BARTHE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Béziers [Hérault]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Secrétaire : du 4^e Bureau (F., n° 3; J. O. de 1914, p. 4961); du 2^e Bureau (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); Président du 5^e Bureau (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961) (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307) (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission du règlement (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 2156); de la Commission des boissons (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de loi attribuant à l'Etat le monopole de la fabrication de l'alcool (I., n° 227; an., S. O. de 1914, p. 1935). — Sa proposition de loi concernant la situation militaire des membres du corps médical actuellement sous les drapeaux (I., n° 464; an., 2^e S. de 1914, p. 2182). — Sa proposition de loi attribuant à l'Etat le monopole de la fabrication de l'alcool (I., n° 964; an., S. O. de 1915, p. 556). — Sa proposition de loi relative à l'extension de l'allocation pour charges de famille, aux militaires de carrière de tous grades, de la réserve et de l'armée territoriale (I., n° 982; an., S. O. de 1915, p. 506). — Sa proposition de loi relative à la suppression des places fortes dans la zone de l'intérieur pendant la durée de la guerre (I., n° 1074; an., S. de 1915, p. 797). — Sa proposition de loi portant modification de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention et de la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique (I., n° 1132; an., S. de 1915, p. 800). — Sa proposition de loi ayant pour objet la réorganisation des services administratifs territoriaux de l'intendance et

des corps de troupe (I., n° 1258; an., S. de 1915, p. 1003). — Sa proposition de loi relative à la réforme du régime des entrepôts de douane (I., n° 1315; an., S. de 1915, p. 1013). — Sa proposition de loi relative à la réorganisation des fonctions militaires du territoire et à leur attribution exclusive aux officiers blessés en guerre (I., n° 1352; an., S. de 1915, p. 1040). — Sa proposition de résolution concernant le sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (I., n° 1496; an., S. de 1915, p. 1335). — Sa proposition de résolution tendant à faire bénéficier les hommes mobilisés de la gratuité de voyage pour les permissions agricoles (I., n° 1858; an., S. de 1916, p. 328). — Sa proposition de résolution concernant l'organisation de la main-d'œuvre agricole complémentaire pour les besoins de la viticulture (I., n° 1985; an., S. de 1916, p. 579). — Sa proposition de résolution tendant à la mise en sursis d'appel, pendant la durée des vendanges, des réservistes de l'armée territoriale du service auxiliaire qui exercent des professions agricoles (I., n° 2326; an., S. de 1916, p. 1082). — Sa proposition de loi attribuant à l'Etat le monopole de l'importation et du commerce du pétrole (I., n° 2533; an., S. de 1916, p. 1489). — Sa proposition de résolution concernant l'autorisation d'exportation des tartres et lies de vin (I., n° 2548; an., S. de 1916, p. 1480). — Sa proposition de résolution concernant la surveillance du blocus (I., n° 2567; an., S. de 1916, p. 1486). — Sa proposition de loi relative à la création de stations agricoles d'expérimentation et d'enseignement, notamment pour la culture du coton au Maroc (I., n° 2588; an., S. de 1916, p. 1580). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la réforme administrative (I., n° 2675; an., S. de 1916, p. 1634). — Sa proposition de résolution concernant l'importation et la vente du soufre (I., n° 2699; an., S. de 1916, p. 1652). — Sa proposition de loi tendant à organiser la protection de la maternité et de l'enfance et à assurer la recrudescence de la natalité (I., n° 2882; an., S. de 1917, p. 113). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à placer en sursis d'appel temporaire les patrons et ouvriers foudriers (I., n° 3436; an., S. de 1917, p. 857). — Sa proposition de résolution concernant l'adhésion, à l'Institut international d'agriculture, des colonies et possessions françaises (I., n° 3523; an., S. de 1917, p. 977). — Sa proposition de résolution tendant à procurer

à la viticulture la main-d'œuvre agricole nécessaire pour effectuer les travaux de la vendange (I., n° 3601 ; an., S. de 1917, p. 1063). — Sa proposition de résolution tendant à favoriser la distillation des produits agricoles (I., n° 3667 ; an., S. de 1917, p. 1143). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'organiser rationnellement le commerce d'exportation et de modifier la loi du 4 mars 1898 sur l'Office national du commerce extérieur (I., n° 3796 ; an., S. de 1917, p. 1668). — Sa proposition de loi tendant à mettre à la disposition directe de l'agriculture tous les chevaux réformés de l'armée et à réaliser une meilleure utilisation par l'autorité militaire des ressources en chevaux mises à sa disposition (I., n° 3863 ; an., S. de 1917, p. 1433). — Sa proposition de loi tendant à relever de 3 à 5 0/0 l'intérêt de crédit dont sont passibles certains droits que la loi du 15 février 1875 autorise les contribuables à payer en obligations cautionnées ou en obligations d'admission temporaire (I., n° 3864 ; an., S. de 1917, p. 1411). — Sa proposition de loi portant réorganisation du service de la trésorerie et des postes aux armées et reconstitution des organes financiers de vérification et de contrôle dans les services du territoire (I., n° 3916 ; an., S. de 1917, p. 1599). — Sa proposition de résolution concernant l'emploi des céréales (I., n° 4022 ; an., S. de 1917, p. 1779). — Sa proposition de loi tendant à organiser rationnellement la réquisition et l'exploitation des wagons-réservoirs (I., n° 4050 ; an., S. de 1917, p. 1847). — Sa proposition de résolution tendant à inscrire les négociants en vins au tableau A réglant la mise en sursis des hommes de la classe 1889 (I., n° 4051 ; an., S. de 1917, p. 1849). — Sa proposition de loi relative à la suppression des taxes d'octroi (I., n° 4062 ; an., S. de 1917, p. 1957). — Sa proposition de loi concernant la prorogation du privilège de la Banque de France et les obligations de l'Institut national d'émission vis-à-vis de l'Etat (I., n° 4235 ; an., S. de 1918, p. 98). — Sa proposition de résolution tendant à organiser et à permettre le transport des vins français avant les vins provenant de pays neutres (I., n° 4509 ; an., S. de 1918, p. 453). — Sa proposition de loi tendant à assurer la protection des petits commerçants et des petits industriels mobilisés (I., n° 4644 ; an., S. de 1918, p. 572). — Sa proposition de résolution tendant à généraliser l'utilisation du chèque aux armées et obtenir une réduction de

la circulation fiduciaire (I., n° 4732 ; an., S. de 1918, p. 755). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à organiser la fabrication des fourrages mélassés pour le ravitaillement de la cavalerie agricole et du cheptel français (I., n° 4988 ; an., S. de 1918, p. 1129). — Sa proposition de résolution tendant à renvoyer dans leurs foyers les maires et secrétaires de mairie mobilisés appartenant à la réserve de l'armée territoriale, à l'armée territoriale ou versés dans le service auxiliaire (I., n° 5232 ; an., S. de 1918, p. 1822). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à proposer toutes mesures légales pour surveiller la gestion des grands établissements de crédit et sauvegarder les dépôts confiés à ces établissements (I., n° 5406 ; an., S. de 1918, p. 2092). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à provoquer l'extension du nombre des puissances adhérentes à la convention de Madrid du 14 avril 1891 concernant les fraudes sur les appellations agricoles (I., n° 5439 ; an., S. de 1918, p. 2150). — Sa proposition de résolution tendant à faciliter dans le pays les communications téléphoniques (I., n° 5562 ; an., S. de 1919, p. 106). — Sa proposition de loi portant réorganisation des administrations fiscales par la représentation dans leur conseil central des intérêts économiques et du personnel d'exécution (I., n° 6110 ; an., S. de 1919, p. 1350). — Sa proposition de loi portant exonération, en faveur des mobilisés, du paiement des intérêts des créances moratoriées (I., n° 6154 ; an., S. de 1919, p. 1415). — Sa proposition de résolution tendant à développer notre exportation sur les vins et à modifier le décret du 13 mai 1919 (I., n° 6198 ; an., S. de 1919, p. 1637). — Sa proposition de loi tendant à abroger la loi du 18 avril 1919 sur la liquidation des stocks (I., n° 6222 ; an., S. de 1919, p. 1676). — Sa proposition de loi portant création du Conseil supérieur du Ministère des Finances pour l'étude des questions financières et fiscales qui intéressent l'activité économique de la France (I., n° 6276 ; an., S. de 1919, p. 1776). — Sa proposition de loi tendant à l'institution du monopole de la fabrication, du raffinage, de l'importation et de la vente du sucre (I., n° 6605 ; an., S. de 1919, p. 2287). — Sa proposition de loi réglementant l'exercice de la profession des courtiers en vins (I., n° 6827 ;

an., S. de 1919, p. 2638). = Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article 9 de la loi du 3 mai 1844 [Chasse des petits oiseaux] (I., n° 268; an., S. O. de 1914, p. 1983). — Son rapport sur la proposition de loi destinée à étendre le bénéfice de l'acquit blanc aux liqueurs, vins de liqueurs et apéritifs préparés exclusivement avec de l'alcool de vin, de marc ou de fruits (I., n° 680; an., S. de 1915, p. 227) (1). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant le sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (I., n° 1523; an., S. de 1915, p. 1354). — Son rapport sur : 1° le projet de loi relatif à la réforme du régime des entrepôts; 2° la proposition de loi relative à la réforme du régime des entrepôts de douane (I., n° 1805; an., S. de 1916, p. 353); son rapport supplémentaire (I., n° 2572; an., S. de 1916, p. 1909); son second rapport supplémentaire présenté pour la seconde délibération (I., n° 3212; an., S. de 1917, p. 694). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à faire bénéficier les hommes mobilisés de la gratuité de voyage pour les permissions agricoles (I., n° 1945; an., S. de 1916, p. 518). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet et les propositions de loi concernant le régime de l'alcool (I., n° 2165; an., S. de 1916, p. 960); son 2° avis sur ces projet et propositions (I., n° 3736; an., S. de 1917, p. 1642). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant l'importation et la vente du soufre (I., n° 2948; an., S. de 1917, p. 89). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à procurer à la viticulture la main-d'œuvre agricole nécessaire pour effectuer les travaux de la vendange (I., n° 3698; an., S. de 1917, p. 1151). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à favoriser la distillation des produits agricoles (I., n° 3877; an., S. de 1917, p. 1496). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant l'emploi des céréales (I., n° 4064; an., S. de 1917, p. 1959). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à mettre à la disposition directe de l'agriculture tous les chevaux réformés de l'armée et à réaliser une meilleure utilisation par l'autorité militaire des ressources en chevaux à sa disposition (I., n° 4257; an., S. de 1918, p. 115). — Son avis présenté au nom de la

Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Édouard Barthe et Hubert Rouger tendant à organiser rationnellement la réquisition et l'exploitation des wagons-reservoirs (I., n° 4349; an., S. de 1918, p. 229). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant l'adhésion, à l'Institut national d'agriculture, des colonies et possessions françaises (I., n° 4475; an., S. de 1918, p. 423). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à organiser la fabrication des fourrages mélassés pour le ravitaillement de la cavalerie agricole et du cheptel français (I., n° 5002; an., S. de 1918, p. 1136). — Son rapport modifiant le rapport de la précédente Législature, repris le 25 juin 1914, sur le projet de loi relatif au régime douanier des produits marocains importés en Algérie par la frontière de terre (I., n° 5104; an., S. de 1918, p. 2187). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 28 juillet 1912 sur la répression des fraudes (I., n° 5154; an., S. de 1918, p. 1770). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à faire augmenter le contingentement en métaux attribué au Ministère de l'Agriculture par le Ministère de l'Armement (I., n° 5190; an., S. de 1918, p. 1808). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux pouvoirs du Ministre des Colonies en matière d'entrepôts de douane et aux tarifs des entrepôts réels (I., n° 7178; an., S. de 1919, p. 3167). = Dépose en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, un projet de résolution tendant à la nomination d'une Commission chargée d'étudier tous les projets ayant trait aux lois sur les boissons (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 131). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Taxe frappant les roulotteurs*, p. 618. *Son amendement y relatif*, p. 621). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant des mesures de grâce à prendre envers certains citoyens (p. 823, 825). — Son rapport au nom du 2° Bureau sur l'élection de M. Moutet par la 6° circonscription de Lyon [Rhône] (A., 2° S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 930). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. unique, p. 143); du projet de loi relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-

(1) Ce document n'a pas été publié.

Hongrie [Brevets d'invention] (*Discussion générale*, p. 358, 366; *Ses amendements*, p. 368, 369, 270). — Est entendu dans la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Contre-projet de MM. Turmel et Jobert*, p. 386, 388; *Contre-projet de M. Paul Beauregard*, p. 404; *Contre-projet de M. Tournan*, p. 413, 440; *Ses observations*, p. 568; *Ses articles nouveaux présentés à la suite de l'article 13*, p. 621 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'acquisition de viandes frigorifiées (A., S. de 1915, t. unique, p. 639); de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (p. 968 et suiv.); du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à réglementer l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son amendement concernant la privation du droit de vote et d'éligibilité*, p. 1097; *Article 8 bis nouveau présenté par M. Marc Réville*, p. 1307; *Amendement de M. Schmidt à l'article 11*, p. 1311). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1638, 1683, 1687, 1688). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de résolution concernant le sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (A., S. de 1916, t. unique, p. 102 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (p. 764 et suiv.); du projet de loi modifié par le Sénat sur la taxation des denrées et substances (p. 1002 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Ses observations concernant : le privilège des bouilleurs de cru*, p. 1308; *les syndicats et coopératives en vue de la distillation en commun*, p. 1337; *Amendement de M. Paul Morel au paragraphe 4 de l'article 5*, p. 1340; *Amendement de M. Camuzet*, p. 1344); d'une interpellation sur l'exécution des mesures adoptées en vue de satisfaire aux besoins de la main-d'œuvre agricole (p. 1681); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1782); d'une interpellation sur les réquisitions de vins (p. 1859). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la

crise des transports (p. 2191); développe cette interpellation (p. 2291 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2436); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Réduction des taxes sur les boissons hygiéniques*, p. 2734; *Vins de crus classés*, p. 2755; *Perception des taxes sur les boissons hygiéniques*, p. 2765; *Taxe sur les eaux minérales*, p. 2774; *Spécialités pharmaceutiques*, p. 2777; *Son amendement relatif à ces spécialités*, p. 2780; *Son amendement relatif aux eaux minérales*, p. 2812; *Décret relatif à l'alcool*, p. 2814). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la crise du ravitaillement en fourrage de la région du Midi (A., S. de 1917, t. unique, p. 7); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 8 et suiv.); la développe (p. 589 et suiv., p. 650 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite de modifications apportées à la composition du Gouvernement (*Amendement concernant le Ministère de l'Agriculture*, p. 325 et suiv.). — Est entendu comme *Rapporteur* dans la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la réforme du régime des entrepôts de douane (*Discussion générale*, p. 385 et suiv.; p. 399 et suiv.; p. 407 et suiv.; p. 897 et suiv.; *Sa motion tendant à ce que la Chambre tienne séance le lundi 19 mars 1917 pour continuer la discussion*, p. 692; *Contre-projet de M. Chaumet* p. 927, 930; *Amendement de M. Lémery*, p. 933; *Amendement de M. Serre*, p. 936; *Amendement de M. Bouge à l'article 6*, p. 937; *Motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 938; *Sa motion tendant à ce que la Chambre passe à une seconde délibération*, p. 939, 940); donne lecture de son rapport sur ce projet de loi modifié (p. 965). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs appartenant aux classes 1888 et 1889 (p. 472); le retire (p. 473); son addition à l'ordre du jour de M. Jean Durand (p. 474). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 665). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 739); de cette proposition de loi

modifiée par le Sénat (A., S. de 1917, t. unique, p. 2033, 2112). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 762). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les retards apportés à la liquidation de la retraite des vieux ouvriers mineurs (p. 1092); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu : sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en comité secret, d'une interpellation sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre à l'égard des délégués à la Conférence de Stockholm (p. 1354); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Attribution du 20 0/0 de la taxe de séjour à l'Office national de tourisme*, p. 1477; *Son amendement concernant les stations où le produit net de la taxe de séjour sera inférieur à 20.000 francs*, p. 1480); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1696). — Intervient : dans la discussion des ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur le service de santé (p. 1750); au cours d'une question relative au séjour dans les ports espagnols de sous-marins allemands (p. 2334). — Prend part à la discussion : de plusieurs interpellations relatives à la concession de mines de sel (p. 2397); du projet de loi modifié par le Sénat sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2459): du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2502, 2508; *Son amendement relatif aux frais de voyage et de déplacement du Président de la République*, p. 2519; *Assistance aux vieillards, aux incurables et aux femmes en couches*, p. 2539; *Circulation des piquettes*, p. 2542). — Est entendu dans la discussion : de plusieurs interpellations sur le ravitaillement du pays (p. 2720, 2728, 2739); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2894). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant le ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 3013); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (p. 3108). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur

(p. 3149). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la livraison des semences aux agriculteurs et la répartition des avoines (p. 3311). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3360); d'une motion tendant à modifier une précédente décision de la Chambre renvoyant aux Commissions compétentes un projet de loi relatif au privilège de la Banque de France (p. 3376). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et les boissons hygiéniques (*Sa motion d'ajournement*, p. 3670; *Son contre-projet*, p. 3682; *Ses amendements*, p. 3683, 3718; *Ses observations*, *ibid.*). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le retard mis à l'importation du soufre acheté par les Services de l'agriculture (A., S. de 1918, t. unique, p. 166); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 188); développe cette interpellation en même temps que son interpellation sur la répartition des avoines (p. 189; *Son ordre du jour motivé*, p. 191). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 166, 663, 1284, 2733). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux avances à faire aux Gouvernements alliés ou amis (p. 224); des projets de loi relatifs à l'attribution de suppléments d'allocations aux personnels du réseau de l'Etat et des grandes compagnies de chemins de fer (p. 309); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 574; *Discussion générale*, p. 606; Travail et prévoyance sociale : *Subvention à la caisse de retraite des ouvriers mineurs*, p. 617; Colonies : *Ses observations concernant : l'adhésion des colonies et pays de protectorat français à l'Institut international agricole de Rome*, p. 656; *la culture du coton dans les colonies françaises*, *ibid.* Finances : *Péréquation des traitements de l'administration centrale*, p. 679. Travaux publics et transports : *Ses observations concernant la question des wagons-réservoirs*, p. 765. Loi de finances : *Droit de circulation sur les boissons hygiéniques*, p. 1153; *Droit de consommation sur les eaux naturelles ou artificielles et les eaux gazéifiées*, p. 1157; *Spécialités pharmaceutiques et produits de parfumerie*, p. 1158; *Vente des spécialités pharmaceutiques*, *ibid.*; *Piquettes*, p. 1159; *Ses observations con-*

cernant son amendement relatif aux eaux minérales, A., S. de 1918, t. unique, p. 1183). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 892); d'une proposition de loi relative à la création d'un office central des produits chimiques agricoles (p. 637). — Prend part comme *Rapporteur de la Commission de l'agriculture* à la discussion des projets et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Discussion générale*, p. 717, 836. Titre I^{er}. Monopole de l'alcool industriel : *Son contre-projet*, p. 839; *le retire*, p. 840; *Contre-projet de M. Siegfried*, p. 850; *Amendement de M. Ernest Lafont à l'article premier*, p. 856; *Son amendement à l'article premier*, p. 963; *retrait*, *ibid.*; *Amendement de M. Jobert*, p. 970; *Ses observations sur l'article 2*, p. 1253; *Son amendement au § 2 de l'article 5*, *ibid.*; *Ses amendements à l'article 4*, p. 1255, 1257; *Amendement de M. de La Trémoille au même article*, p. 1258; *Ses observations relatives à la nomination du président du conseil d'administration*, p. 1260; *Sa disposition additionnelle*, p. 1263; *Son amendement au § 2 de l'article 5*, p. 1264; *le retire*, p. 1265; *Son amendement à l'article 6*, p. 1274; *Amendement de M. Delpierre à cet article*, p. 1280; *Son nouvel amendement à cet article concernant la fixation du prix d'achat et l'achat de l'alcool*, p. 2696; *Amendement de M. Laniel à l'article 7, concernant l'alcool d'industrie à livrer à la consommation de bouche*, p. 2704; *Texte de la Commission remplaçant son amendement et celui de M. Bouveri à l'article 6 et relatifs à l'alcool de grains*, p. 2727; *Ses amendements à l'article 7 concernant : le prix de vente de l'alcool dénaturé*, p. 2728; *des impôts à établir sur les pétroles et essences*, *ibid.*; *Amendement de M. Jovelet relatif au prix de l'alcool livré à la consommation de bouche*, p. 2729; *Amendement de M. Jobert sur le même sujet*, p. 2731; *Amendement de M. Ernest Flandin tendant à porter ce prix à 250 francs*, p. 2849; *Son amendement tendant à établir, dans certains cas, une taxe spéciale sur tous les alcools*, p. 2856). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les retards apportés par les compagnies de chemins de fer à la réexpédition des wagons-réservoirs et sur la crise des transports de vin (p. 900). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1044); du projet de loi

portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Discussion générale*, p. 1406, 1418, 1444, 1490, 1508, 1679; *Motion relative au renvoi des amendements, pour examen, à une Commission spéciale*, p. 1688; *Son contre-projet*, p. 1709; *retrait*, p. 1710; *Son amendement à l'article premier concernant la prorogation provisoire du privilège d'émission*, *ibid.*; *Amendement limitant à quinze ans la prorogation du privilège*, p. 1751; *Ses observations sur l'article premier*, p. 1753; *Sa disposition additionnelle concernant la modification ou la cessation du privilège*, *ibid.*; *Amendement de M. Vincent Auriant relatif aux bénéfices de guerre*, p. 1780, 1791; *Amendement de M. Magniaudé concernant le même objet*, p. 1800; *Ses amendements concernant : le montant de l'émission fiduciaire affectée au Trésor public*, p. 1829, 1837; *la suppression du 5^e alinéa de l'article 5 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1839; *retire ce dernier amendement*, p. 1845; *Ses amendements concernant : le portefeuille moratorisé*, p. 1876, 1877; *la grévance du fonds spécial de réserve et d'amortissement*, p. 1878; *la redevance sur les produits de l'escompte*, p. 1880; *retire ce dernier amendement*, p. 1886; *Ses amendements : tendant à la suppression du § 5 de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1886; *concernant les institutions de crédit agricole*, p. 1903; *retire ce dernier*, p. 1904; *Son amendement relatif à la formation d'une banque française d'exportation*, *ibid.*; *le retire*, p. 1905; *Amendement concernant le nombre des succursales*, p. 1915; *Son amendement concernant le règlement des effets par chèque postal*, p. 1928; *retrait*, p. 1929; *Son amendement relatif à l'établissement d'un statut du personnel*, p. 1930; *le retire*, p. 1932; *Amendement concernant les tractations internationales relatives à la valeur libératoire des métaux précieux*, p. 1935; *Retire un amendement relatif aux effets payables à l'étranger et dans les colonies françaises*, p. 1937; *Son amendement concernant l'attribution des fonctions de gouverneur et de sous-gouverneur*, p. 1938; *Article additionnel de M. Labroue tendant à ce qu'aucun régent ne puisse être administrateur de sociétés financières de pays en guerre avec la France*, p. 1973; *Ses observations concernant les régents actuellement administrateurs de sociétés financières de pays en guerre avec la France*, p. 1979; *Sa disposition additionnelle, réservée, relative au superdividende*, *ibid.*; *le retire*, *ibid.*). — Est entendu : sur le renvoi de la séance au mardi

4 juin 1918 (p. 1453); dans la discussion du projet de loi portant ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 1477; *Sa disposition additionnelle*, p. 1479). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à la création d'une Commission de contrôle des essences et carburants pour automobiles (*Sa disposition additionnelle*, p. 1501). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'organisation du matériel employé au transport des denrées alimentaires et particulièrement du matériel des wagons-réservoirs (p. 1869); développe cette interpellation (p. 1860; *Son ordre du jour motivé*, p. 1869). — Intervient dans la discussion d'un projet de loi ayant pour but la création d'une école nationale professionnelle à Epinal (p. 2063). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la crise des transports (p. 2072); développe cette interpellation (p. 2124, 2136; *Son ordre du jour motivé*, p. 2149). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie (p. 2111, 2239, 2264, 2282; *Son amendement*, p. 2356); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (*Discussion générale*, p. 2156; *Son amendement*, p. 2161); d'une interpellation sur une concession de terrains pétrolifères en Algérie (p. 2214, 2222); d'une interpellation sur les mesures à prendre pour atténuer la cherté de la vie (p. 2371); d'un projet de loi concernant la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et entreprises industrielles (p. 2383). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de résolution tendant à organiser la fabrication des fourrages mélassés (p. 2445). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2490); d'une interpellation sur la division de la France en régions économiques (p. 2577); du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéfices] (*Discussion générale*, p. 2888). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la libération des vieilles classes (p. 3000); développe cette interpellation (p. 3004). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le rôle joué pendant la guerre par le consortium des matières grasses (p. 3072). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant prorogation du privilège des banques

coloniales (p. 3135). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des faits révélés au cours des débats de l'affaire des métaux (p. 3206); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Subventions aux communes ayant eu des dépenses exceptionnelles occasionnées par la guerre*, p. 3267; *Matériel des chemins de fer*, p. 3278); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3447). — *Secrétaire d'âge* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de son interpellation sur le consortium des métaux (p. 11); développe cette interpellation (p. 164, 284, 564, 701, 819; *Son ordre du jour motivé*, p. 821). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la vie chère (p. 437, 512, 514, 632); sur le fonctionnement de la démobilisation (p. 612). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (p. 722); du projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 877). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 936, 1005). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1267, 1292, 1295, 1325, 1535, 1599, 2654); d'interpellations relatives à la crise des transports (p. 1558); des projet et propositions de loi relatifs à l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 1607); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'Office national du commerce extérieur, aux attachés et agents commerciaux (p. 1718). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à revenir le plus rapidement possible à la liberté commerciale (p. 1800). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le décret du 21 janvier 1919 autorisant l'importation des mistelles (p. 2167); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2168). — Intervient dans la discussion : d'une interpellation concernant les perquisitions opérées chez M. Schoeller, secrétaire général de l'Office de la Presse (p. 2287), d'une proposition de loi concernant la durée du

travail dans les mines (*Seconde délibération*, A., S. de 1919, t. unique, p. 2305); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2478). — Adresse au Ministre du Commerce et de l'Industrie une question sur la liquidation des dettes moratoriales (p. 2409). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 2521; *Mission française en Palestine, en Syrie et en Arménie*, p. 2544; *Son amendement relatif aux dépenses du commissariat aux essences et combustibles*, *ibid.*; *Réduction des soldes de l'armée*, p. 2583; *Distillation des figues, dattes, caroubes et fruits secs de toute origine*, p. 2604); du projet de loi tendant à fixer à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes employées sur un navire affecté à la navigation maritime (p. 2550). — Est entendu pour un fait personnel (p. 2819). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2465; *Commiss de perception et de trésorerie générale*, p. 2788 et suiv. Reconstitution industrielle. *Discussion générale*, p. 2793 et suiv.; *Remise en état des routes*, p. 2805 et suiv.; *Canal du Rhône à Cette*, p. 2809; *Navires pétroliers de Hambourg*, p. 2812; *Répartition des wagons*, p. 2813); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la réforme de la loi électorale (p. 2927); du projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et élevant le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 3010); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3153, 3228). — Est entendu dans la discussion : de plusieurs interpellations sur la répartition du sucre et sur la question de la vie chère (p. 3241 et suiv.); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3808, 3831). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la crise des transports (p. 3872). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des Chambres d'agriculture (p. 3939); d'une proposition de loi sur divers amendements à la loi électorale (p. 4523 et suiv.), = Obtient des congés (A., de 1917,

t. unique, p. 1762; A., S. de 1918, t. unique, p. 333, 2070).

BARTHOU (M.), *Député de l'arrondissement d'Oloron [Basses-Pyrénées]*, *Ministre d'État*, *membre du Comité de guerre*, puis *Ministre des Affaires étrangères*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission des affaires extérieures (A., S. de 1917, t. unique, p. 2130); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution de M. Émile Constant [Gironde] et plusieurs de ses collègues, tendant à commémorer l'entrée de l'Italie dans la guerre (I., n° 6176; an., S. de 1919, p. 1604). — Son rapport général sur le projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (I., n° 6657; an., S. de 1919, p. 305). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation des traités conclus à Versailles le 28 juin 1919 entre la France et la Grande-Bretagne, concernant l'aide à donner à la France en cas d'agression allemande non provoquée (I., n° 6658; an., S. de 1919, p. 322). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de M. André Lefèvre [Bouches-du-Rhône] tendant à l'ouverture de négociations diplomatiques en vue d'assurer le désarmement de l'Allemagne (I., n° 6987; an., S. de 1919, p. 2917).

Est nommé *Ministre d'État*, *membre du Comité de guerre* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7228).

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [Décret du 23 octobre 1917] (J. O., p. 8421). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 2870); d'une proposition de résolution tendant à envoyer une adresse aux États-Unis du Brésil (p. 2970).

En qualité de *Député* : Son rapport verbal sur une proposition de résolution tendant à commémorer l'entrée de l'Italie dans la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, n° 2125). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur général de la Commission de la paix*, dans la discussion du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3687,

3702, 3921, 3984, 4065, 4094, 4102); dans la discussion d'une proposition de résolution tendant à l'ouverture de négociations diplomatiques en vue d'assurer le désarmement de l'Allemagne (p. 4198 et suiv., 4311). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 350; A., S. de 1915, t. unique, p. 663, 773, 1106, 1836; A., S. de 1916, t. unique, p. 1486; A., S. de 1917, t. unique, p. 633, 1430; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4473). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 58, 1612; A., S. de 1917 t. unique, p. 440; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1717).

BASLY (M.), *Député de la 2^e circonscription de Béthune [Pas-de-Calais]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 161). — Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2741). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 14 juillet 1913 sur l'assistance aux familles nombreuses (I., n° 184; an., S. O. de 1914, p. 1898). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1913 sur l'application de la journée de huit heures dans les mines et minières (I., n° 279; an., S. O. de 1914, p. 2061). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à venir en aide à un certain nombre de familles éprouvées par le manque de combustible (I., n° 2975; an., S. de 1917, p. 125). — Sa proposition de loi relative au relèvement des taux des allocations militaires et des réfugiés (I., n° 4944; an., S. de 1918, p. 1040). — Sa proposition de résolution tendant à la nomination d'un enquêteur sur les bénéfices des compagnies minières pendant la guerre (I., n° 6250; an., S. de 1919, p. 1737). — Sa proposition de loi tendant à appliquer la peine de mort aux accapareurs et spéculateurs (I., n° 6480; an., S. de 1919, p. 2075). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à la nomination d'un enquêteur sur les bénéfices des compagnies minières pendant la guerre (I., n° 6298; an., S. de 1919, p. 1788). — Demande à interpeller le Gouver-

nement sur l'application de la loi de huit heures dans les usines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 451); développe cette interpellation (p. 454). — Sa réponse à une allocution à lui adressée par M. le Président de la Chambre à l'occasion de son retour des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 2408). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation faite aux rapatriés des pays envahis (p. 2714); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2948); développe cette interpellation (p. 3286, 3396). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les poursuites en conseil de guerre contre un réformé n° 1 qui se refuse à travailler à la Compagnie des chemins de fer du Nord (p. 2385). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi. *Ses amendements au § 1^{er} de l'art. 28*, A., S. de 1918, t. unique, p. 201). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2072); développe cette interpellation (p. 2244). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le retour en pays reconquis des populations réfugiées et rapatriées (p. 2820). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'État aux bénéfiques] (p. 2897); du projet de loi concernant la revision des listes électorales (p. 3453). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 17); dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 56, 89). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la liberté à accorder à l'industrie brassicole dans les zones reconquises (p. 2036). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2269). — Est nommé membre du Comité consultatif des mines (p. 4226). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1203, 1854, 4225). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 484; A., S. de 1918, t. unique, p. 126, 1252; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1937, 3889).

BAUDET (M. CHARLES), *Député de la 1^{re} circonscription de Dinan [Côtes-du-Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 3126) ; de la Commission de comptabilité (F., n° 11 ; J. O. de 1914, p. 5370) ; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'hygiène publique (p. 289). = Ses rapports, au nom du 5^e Bureau, sur les élections : de M. Roch par la 3^e circonscription de Nantes [Loire-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 42) ; de M. de Dion par la 4^e circonscription de Nantes [Loire-Inférieure] (p. 42) : — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (A., S. de 1915, t. unique, p. 1686). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 3255 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3139). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 350, 1786 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 169, 2680 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1252, 2070).

BAUDOIN-BUGNET (M.), *Directeur général des contributions directes*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1915 (p. 848, 855, 860). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (A., S. de 1915, t. unique, p. 226) ; prend part à cette discussion (p. 444). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de loi tendant à modifier le point de départ fixé par la Loi de Finances du 29 mars 1914 pour les délais de réclamations des communes et des propriétaires au sujet de l'impôt sur la propriété non bâtie (p. 351) ; du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1916 (A., S. de 1915, t. unique, p. 874) ; prend part à cette discussion (p. 1113). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi

portant modification de l'article 41 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux et de l'article 150 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (p. 875) ; de la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la Loi de Finances du 8 avril 1910 [Evaluation du revenu de la propriété non bâtie] (p. 1295) ; du projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles en 1915, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties (p. 1333) ; du projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1916 au titre du Budget général ; 2° l'établissement d'une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés pendant la guerre ; 3° certaines dispositions d'ordre fiscal relatives à la législation des patentes et aux déclarations en matière de mutation par décès (A., S. de 1916, t. unique, p. 141) ; prend part à cette discussion (p. 259 et suiv. ; p. 282 et suiv.) ; est entendu dans la discussion de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1380, 1383). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (p. 1141) ; prend part à cette discussion (p. 1358). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'Exercice 1917 (p. 1486) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (p. 2556). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : 1° du projet de loi portant prolongation des délais de déclaration pour l'impôt général sur le revenu ; 2° la proposition de loi tendant à augmenter, en 1917, le délai imparté aux contribuables pour la déclaration de leur revenu (A., S. de 1917, t. unique, p. 338) ; du projet de loi portant suppression des contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres (p. 392) ; du projet de loi concernant l'application de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1916 [Contribution extraordinaire sur les bénéfices réalisés pendant la guerre] (*ibid.*) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression de la contribution des patentes et imposition de plusieurs catégories de revenus (*ibid.*) ; prend part à cette discussion (p. 1893). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi sur le remembrement de la propriété rurale, ainsi que sur la

délimitation, le lotissement et le remembrement des propriétés foncières dans les régions dévastées par le fait de la guerre (p. 606); du projet de loi ayant pour objet d'accroître, par des mesures fiscales, les produits de l'exploitation de divers services publics, de limiter les fraudes, de remanier divers impôts existants et d'instituer des impôts sur la dépense et une taxe annuelle sur les capitaux recueillis à titre gratuit (p. 1763); du projet de loi sur la redevance des mines (p. 1926); du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1918 (p. 2348); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (p. 2504); du projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles en 1917, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties (p. 3005); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3284); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 applicables aux services civils (p. 3452); du projet de loi portant modification de l'article 17 de la loi du 31 juillet 1917 relatif à l'assiette de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole (A., S. de 1918, t. unique, p. 308); du projet de loi ayant pour objet le relèvement des tarifs de certaines taxes et le remaniement de divers impôts (p. 880); du projet de loi ayant pour objet de proroger d'un mois les délais de déclarations en matière d'impôts cédulaires et d'impôt général sur les revenus (p. 1050); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1288); de la proposition de loi ayant pour objet d'ajourner le point de départ de l'application de résultats des revisions périodiques des évaluations foncières prévues par la loi du 29 mars 1914 (p. 1600); du projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'Exercice 1919 (p. 1784); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2790); du projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles en 1918, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties (*ibid.*); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3158); du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de

1919, t. unique, p. 256); des propositions de loi tendant à exonérer d'impôts certaines catégories de mobilisés (p. 664); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1238); du projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales (p. 2334); de la proposition de loi relative à l'établissement d'une contribution spéciale sur les bénéfices réalisés par certains propriétaires d'immeubles à Paris, à l'occasion de la fête de la Victoire (p. 2994).

BAUDON (M.), *Député de l'arrondissement de La Palisse [Allier]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Son opposition au vote sans débat d'une proposition de résolution concernant les jeux dans les casinos et établissements ouverts au public (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1979).

BAUDRY D'ASSON (M. le marquis ARMAND DE), *Député de la 2^e circonscription des Sables-d'Olonne [Vendée]*.

Son élection est validée (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission des douanes (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du budget (A. S. de 1915, p. 1575); de la Commission des marchés (p. 2026); de la Commission de l'énergie hydraulique (A. S. O. de 1919, t. unique, p. 2188); de la Commission de la législation fiscale (*ibid.*). = Ses rapports, au nom du 5^e Bureau, sur les élections : de M. Ginoux-Defermon par l'arrondissement de Chateaubriant [Loire-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 41); de M. Leclerc, marquis de Juigné, par l'arrondissement de Paimbœuf [Loire-Inférieure] (p. 42). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur l'utilisation de la main-d'œuvre militaire dans les établissements travaillant pour la défense nationale (A., S. de 1916, t. unique, p. 380; *Son ordre du jour motivé*, *ibid.*); d'une interpellation sur la crise des frets (p. 625 et suiv.); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Discussion générale*, p. 642 et suiv.; *Retire une disposition additionnelle à*

l'article premier, A., S. de 1916, t. unique, p. 1155). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application de la loi relative aux allocations journalières aux familles de mobilisés (p. 1086). — Intervient au cours de la discussion sur la fixation de la date de la discussion de l'interpellation sur la mise en état de défense de Verdun (p. 1192). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'insuffisance et l'exécution de nos programmes de munitions et d'armement d'artillerie (p. 1284). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la main-d'œuvre dans les usines de guerre et l'exécution des programmes de fabrication (p. 2503). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en comité secret (p. 2541). — Est entendu pour une rectification au procès-verbal de la séance du 7 décembre 1916 (p. 2554). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2645). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (*Contre-projet de M. Aristide Jobert*, A., S. de 1917, p. 493 et suiv.; *Son amendement à l'article premier*, p. 532, 533; *Ses observations sur l'ensemble*, p. 1103; *Sa motion tendant au renvoi de la proposition à la Commission*, p. 1106 et suiv.). — Intervient dans la discussion des interpellations : sur le ravitaillement (p. 639, 649); sur la politique générale du Gouvernement (p. 783). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1035); des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1274 et suiv., p. 1331). — Est entendu : sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1915, 1739); au cours de la discussion de diverses interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2433). — Intervient dans la discussion sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à l'ingérence du Gouvernement dans une instruction secrète et encore pendante (p. 2807). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique intérieure et notamment dans l'affaire de *l'Action française* (p. 2947); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 3043). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique générale (p. 3054); retire cette interpellation (p. 3055). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en

accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (*Son amendement*, p. 3185). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Allocations*, p. 3515). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 179). — Intervient dans la discussion : d'interpellations sur le consortium des métaux et la démobilisation des usines de guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 824); d'une interpellation sur la situation financière de la France et l'établissement, dès 1919, d'un budget normal et équilibré (p. 947; *Son ordre du jour motivé*, p. 1029). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 1680). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur les événements du 1^{er} mai 1919 (p. 1971). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi concernant la durée du travail dans les mines (*Seconde délibération*, p. 2303); du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles, le 28 juin 1919 (p. 3738). — S'excuse de son absence (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 922; A., S. de 1915, t. unique, p. 534). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 461; A., S. de 1916, t. unique, p. 1414; A., S. de 1917, t. unique, p. 440).

BAZIN (M.), *Administrateur de l'établissement des invalides de la marine*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils [Caisse des invalides de la marine] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2518).

BEAUREGARD (M. PAUL), *Député de la 1^{re} circonscription du 16^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'armée (A. S. de 1916, t. unique; p. 998). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A., S. O. de 1914, t. 2,

p. 182; *Son addition à l'ordre du jour motivé de M. J.-L. Breton*, p. 184; *la retire*, p. 184). — Intervient dans la discussion d'un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (p. 384). — Prend part à la discussion de l'élection de M. Pacaud par la 1^{re} circonscription des Sables-d'Olonne [Vendée] (p. 450; *Sa motion tendant à l'annulation des opérations électorales*, p. 451). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de finances : *Ses observations concernant la recevabilité d'un amendement à un article non modifié par le Sénat*, p. 735). — Prend part à la discussion du projet de loi ratifiant le décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Auriche-Hongrie (A., S. de 1915, t. unique, p. 321); du projet de loi relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie [Brevets d'invention] (p. 367); du projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (*Son contre-projet*, p. 401 et suiv.; *Ses observations relatives à la discussion des amendements de l'article premier*, p. 441; *Son amendement au paragraphe premier de l'article premier*, p. 446; *Amendement de M. Tournan au paragraphe 2 de l'article premier*, p. 524; *Nouveau texte de la Commission pour le paragraphe 2 de l'article premier*, p. 538; *Reprend comme amendement le texte primitif de la Commission*, p. 539; *Amendement de MM. Tournan et Lugol supprimant le paragraphe 3 de l'article premier*, p. 543; *Son amendement à ce paragraphe*, *ibid.*; *Ses amendements : au paragraphe premier de l'article 5*, p. 546; *au paragraphe 2 de ce même article*, p. 547; *Amendement de M. Lefas tendant à supprimer le paragraphe 6*, p. 552; *Disposition additionnelle de M. Tournan à l'article 6*, p. 553; *Sa disposition additionnelle à l'article 8*, p. 554; *Article nouveau de M. Lairolle présenté à la suite de l'article 8*, p. 571; *Retire un article nouveau présenté à la suite du même article 8*, p. 573; *Son article nouveau à introduire entre l'article 9 et l'article 10*, *ibid.*; *le retire*, *ibid.*; *Son paragraphe additionnel à l'article 11*, p. 621; *Son amendement à l'article 14*, p. 623, 624; *Ses textes additionnels au même article*, p. 626; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 629). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi modifiée par le Sénat relative à la saisie-arrêt sur les petits traitements des employés et ouvriers (*Discussion générale*,

A., S. de 1915, t. unique, p. 687 et suiv.; *Son amendement présenté de concert avec M. Lefas concernant l'article 62*, p. 698); des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (p. 727); du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'État de la Guerre (p. 1205); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1758). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Impôt sur le revenu*, p. 1908-1909); de ce projet de loi modifié par le Sénat (*Impôt sur le revenu*, p. 2035-2036). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Contre-projet de M. Paisant*, p. 2068). — Prend part à la discussion : des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 421 et suiv.; Exonérations et délais. *Amendement de M. Puech à l'article 12*, p. 792; *Ses observations sur l'article 16*, p. 849 et suiv.; *Amendement de M. Puech à l'article 21*, p. 885; *Texte additionnel de M. Caffort à l'article 21*, p. 887; *Ses observations concernant l'article 24*, p. 908; *Amendement de M. Lairolle à l'article 25*, p. 1046 et suiv.); du projet de loi modifié par le Sénat concernant les bénéfices de guerre (p. 1384); d'une proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Amendement de M. André Hesse à l'article premier*, p. 1659); du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par la guerre; (*Sa déclaration au nom de la fédération républicaine*, p. 1897). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1237).

BECAYS (M.). Député de l'arrondissement de Figeac [Lot].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Son rapport sur le projet de loi tendant à assimiler aux placements ou emplois en rentes sur l'Etat, les placements ou emplois en obligations de la défense nationale (I., n° 1071; an., S. de

1915, p. 695). = Donne lecture en le déposant d'un rapport sur un projet de loi tendant à assimiler aux placements ou emplois en rentes sur l'État les placements ou emplois en obligations de la défense nationale (A., S. de 1915, t. unique, p. 954). — Son rapport sur des pétitions (A., S. de 1916, t. unique, p. 2860; A., S. de 1917, t. unique, p. 579, 580; A., S. de 1918, t. unique, p. 1806). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chap. premier. Des droits à la pension : *Article nouveau concernant la veuve qui se remarie*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3472). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918, t. unique, p. 1284). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Traitements du personnel enseignant*, p. 3379). — Son opposition au vote sans débat de la proposition de loi relative à l'institution d'un règlement transactionnel entre les commerçants et leurs créanciers (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1122). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Fixation des prix des tabacs indigènes*, p. 1376) [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnité de vie chère aux retraités proportionnels*, p. 1459). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1629). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié une troisième fois par le Sénat, relatif à un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 3590). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 130; A., S. de 1919, t. unique, p. 2041; A., S. de 1918, t. unique, p. 1496, 1783). = Obtient des congés (A. S. de 1918, t. unique, p. 1496, 1783; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2267).

BEDOUCÉ (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Toulouse [Haute-Garonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la

Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à la publication du compte rendu sténographique du comité secret du 29 juin 1917 (I., n° 4861; an., S. de 1918, p. 932). — Sa proposition de loi pour l'amélioration des traitements du personnel technique des ponts et chaussées (I., n° 6343; an., S. de 1919, p. 1937). = Son rapport sur le projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la transformation en voie normale de la ligne à voie étroite de Souk-Ahras à Tébessa, incorporée au réseau des chemins de fer algériens, de l'Etat du fait du rachat, du réseau Bône-Guelma (I., n° 1130; an., S. de 1915, p. 799). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement général de l'Algérie à contracter un emprunt de 20 millions applicable à des travaux de chemins de fer sur les réseaux rachetés de Bône-Guelma, de l'Est-Algérien et du Groupe oranais (I., n° 2543; an., S. de 1916, p. 1477); son rapport supplémentaire (I., n° 2568; an., S. de 1916, p. 1486). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur la proposition de loi de M. Charles Leboucq, tendant au vote d'un crédit de 1.000.000 francs pour la part contributive de l'État dans l'établissement d'un avant-projet relatif à l'approfondissement de la Seine entre Port-à-l'Anglais et Rouen (I., n° 3055; S. de 1917, p. 251). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère des Travaux publics et des Transports] (I., n° 4129; an., S. de 1917, p. 2517). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, d'une voie ferrée d'intérêt local, destinée au transport des voyageurs et des marchandises, de Loures à Mauléon-Barousse (I., n° 4510; an., S. de 1918, p. 454). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Travaux publics et Transports] (I., n° 5316; an., S. de 1918, p. 605). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet de modifier les conditions de l'allocation partielle

de la subvention de l'Etat à certaines lignes du deuxième réseau des tramways de l'Ain (I., n° 5907; an., S. de 1919, p. 1091). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Travaux publics et Transports]. (I., n° 6199; an., S. de 1919, p. 1638). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur : 1° le projet de loi ayant pour objet la construction, au port de Marseille, d'un nouveau bassin dit « Bassin Mirabeau », ainsi que l'unification des services spéciaux du port gérés par la Chambre de commerce de Marseille et leur extension aux ouvrages de Port-de-Bouc et de l'étang de Berre; 2° la proposition de résolution de M. Auguste Girard (Bouches-du-Rhône) concernant l'aménagement de l'étang de Berre, en vue de son accès à la navigation maritime (I., n° 6304; an., S. de 1919, p. 1813). — Son rapport sur le projet de loi autorisant la création de réseaux de transport d'énergie électrique à haute tension et modifiant la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie (I., n° 6676; an., S. de 1919, p. 2341). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi concernant l'autonomie des ports maritimes de commerce et la simplification des formalités relatives à l'exécution des travaux des ports (I., n° 7066; an., S. de 1919, p. 3031). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi ayant pour objet l'adoption d'un programme d'amélioration et d'extension du port de Dunkerque (I., n° 7095; an., S. de 1919, p. 3062). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi relatif à l'amélioration et à l'extension du port de Saint-Malo-Saint-Servan (I., n° 7159; an., S. de 1919, p. 3158). — Ses rapports au nom du 1^{er} bureau sur les élections : de M. Thivrier (Léon-Martial) par la 1^{re} circonscription de Montluçon [Allier] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 7); de M. Brizon par la 2^e circonscription de Moulins [Allier] (p. 8). — Prend part à la discussion : du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (*Discussion générale*, p. 231, 233, 235; *Sa motion tendant au renvoi du projet à la Commission*, p. 240); du projet de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés (p. 523). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Intérieur : *Assistance aux*

femmes en couches, p. 535. Loi de finances : *Discussion générale*, p. 585, 612, 614, 616; *Employés des conservateurs des hypothèques et des directeurs de l'enregistrement*, p. 647); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (Loi de Finances : *Taxe représentative des droits de cession des fonds de commerce*, p. 839). — Est entendu : sur l'urgence d'une proposition de résolution concernant le dégrèvement des cotes personnelle-mobilière et des portes et fenêtres (p. 843); dans la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1915 (*Discussion générale*, p. 849, 851, 852; *Son amendement concernant la personnelle-mobilière et les portes et fenêtres*, p. 857). — Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'émission d'obligations à court terme (A., S. de 1915, t. unique, p. 32, 36). — Est entendu : sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 708); dans la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins (p. 724, 738, 742, 838; *Son amendement à l'article 4*, p. 743 et suiv.; *Son amendement à l'article 5*, p. 748; *Amendement de M. Honnorat à l'article 11*, p. 754 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (p. 885); de la proposition de résolution concernant les propriétaires de rente française déposés par des faits de guerre (p. 1053); du projet de loi modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (*Marchés passés en France ayant acquis date certaine avant le 5 août 1915*, p. 1176; *Taux de blutage*, p. 1180 et suiv.; *Amendement de M. Gaston Treignier*, p. 1186; *Ensemble de la loi*, p. 1195); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1447 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1352 et suiv.); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1682, 1756, 1768, 1775); du projet de loi concernant le service des émissions de la Défense nationale (p. 1775); d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat d'Etat de l'aéronautique militaire; ouverture et annulation de crédits pour la nomination de Ministres d'Etat et la suppression de Sous-

Secrétaires d'Etat (A., S. de 1915, t. unique, p. 1778). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1893, 1896); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Impôt sur le revenu*, p. 2040, 2042). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre ; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (A., S. de 1916, t. unique, *Discussion générale*, p. 224); d'une proposition de résolution tendant à l'unification du prix des produits agricoles et à la réglementation des réquisitions (p. 347); d'un projet de loi concernant le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (p. 508 et suiv.); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1916 (*Ses observations concernant la solde des G. V. C.*, p. 560); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (p. 763 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 769). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre (p. 873 et suiv.); du projet de loi complétant la loi du 16 octobre 1915 relative au ravitaillement de la population civile en blé et en farine (p. 968). — du projet de loi sur la taxation des beurres et fromages (p. 1007); du projet de loi concernant les franchises postales concédées aux troupes en campagne (p. 1010 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la conférence économique interparlementaire (p. 1069); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1069 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (*Amendement de M. Bouveri concernant l'application du régime de l'alcool à la Corse*, p. 1348). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de résolution tendant à réquisitionner la totalité de la flotte marchande française (p. 1445 et suiv.); d'une proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Disposition additionnelle de M. Viollette*, p. 1673 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant une convention relative à des gise-

ments pétrolifères situés dans la province d'Oran (A., S. de 1916, t. unique, p. 2262 et suiv.); du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2396). — Est entendu : sur le projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918 (p. 2459); dans la discussion de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2493 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2614 et suiv.; *Son amendement concernant les concessions minières inexploitées*, p. 2726; *modifie cet amendement*, p. 2727; *Son amendement relatif aux taxes communales*, ibid.; *Suppression de l'article 12 relatif aux boissons hygiéniques*, p. 2745 et suiv.; *Son amendement concernant les taxes sur les denrées coloniales*, p. 2767 et suiv.; *Taxes sur les eaux minérales*, p. 2775; *Son amendement concernant les surtaxes sur les télégrammes*, p. 2785; *Ses observations sur l'article 23*, p. 2786 et suiv.; *Son amendement concernant la taxe de guerre*, p. 2807; *Ses observations concernant le vote du droit fixe*, p. 2810). — Est entendu : sur la demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 2655); sur le mode de nomination de la Commission à laquelle sera renvoyé le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre toutes mesures commandées par les nécessités de la défense nationale (p. 2669); dans la discussion du projet de loi concernant l'attribution, aux agents de chemins de fer, d'allocations complémentaires (*Son amendement*, p. 2842 et suiv.; *le retire*, p. 2846). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite du Comité secret relatif aux affaires de Grèce (A., S. de 1917, t. unique, p. 170); est entendu sur cet ordre du jour (p. 172 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 297). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives à l'affaire dite « des carbures » (p. 363); de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Amendement relatif aux mines*, p. 527 et suiv.; *Amendement de M. de Wendel à l'art. 1^{er}*, p. 532; *Ses observations sur l'art. 2*, p. 533). — Est entendu dans la discussion du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 680 et suiv.; *Son amendement*, p. 690). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur l'aéronautique militaire

(p. 703 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1917 (*Augmentation des allocations et majorations*) (A., S. de 1917, t. unique, p. 842 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur l'organisation du repos du samedi pour les ouvrières du vêtement (p. 1271); d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1393). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (*Indemnité de vie chère aux fonctionnaires et ouvriers de l'État, temporaires, auxiliaires ou intérimaires*, p. 1468); d'interpellations, de propositions de résolution et d'une proposition de loi concernant les vieilles classes (p. 2333, 2336); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (*Instauration du budget industriel, au Ministère de l'Armement*, p. 2563; *Allocations*, p. 2566). — Intervient dans la discussion d'interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2610). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et aux mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'œuvre de la justice (p. 2691). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la réorganisation économique du pays (p. 2918). — Est entendu sur une motion d'ajournement de la discussion du projet de loi tendant à autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 2977). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôts sur les bénéficiaires de guerre*, p. 3527; *Taxe sur les successions*, p. 3550; *Son amendement concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique*, p. 3554, 3565; *Impôts sur les paiements et les dépenses*, p. 3578, 3598; *Payements par virements en banque*, p. 3636, 3637; *Reçu, décharge, quittance ou acte constatant un paiement*, p. 3639; *Constatation de la perception de la taxe*, p. 3642; *Son amendement relatif à la déclaration des ventes*, p. 3644; *Son amendement concernant la taxe de 10 0/0 sur le paiement des objets de luxe*, p. 3647; *Taxe sur les établissements de luxe ou de premier ordre*, p. 3650; *Son amendement relatif aux magasins à rayons multiples*, p. 3651; *Retrait*, ibid.; *Sa motion tendant à une deuxième lecture des articles 34 à 45*, p. 3653). — Est entendu dans la discussion

du projet de loi portant fixation d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3685, 3721). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre III, Droits des ascendants : *Amendement concernant l'art. 18*, p. 3762 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918, t. unique, p. 502). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Travaux publics et Transports] (*Réorganisation des chemins de fer*, p. 618; en qualité de *Rapporteur* : *Amendement concernant la réduction du nombre des fonctionnaires*, p. 763; *Eclusiers hors classe des ports*, p. 764; Loi de Finances, *Réductions pour charges de famille en ce qui touche l'impôt sur le revenu*, p. 1096; *Impôt sur les transports par chemin de fer*, p. 1174; *Impôt sur les transports de marchandises par chemins de fer*, p. 1176; *Impôts sur les transports par eau*, p. 1179; *Durée d'application de ces impôts*, p. 1180; *Organisation de chèques postaux*, p. 1190). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 739); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (*Ses dispositions additionnelles*, p. 938); du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 988, 1007 et suiv., 1020; *Motion d'ajournement*, p. 1030; *Son contre-projet*, p. 1039; *Ses amendements*, p. 1058 et suiv.; *Amendement de M. Margaine*, p. 1062; *Amendement de M. Bouveri*, p. 1065; *Son article additionnel*, p. 1067). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité de vie chère aux retraités de l'Etat (p. 1195); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'évaluation de la propriété immobilière en matière de successions, donations et échanges (p. 1213). — Parle sur la question préalable opposée à la discussion du projet de loi sur le renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1357); prend

part à la discussion de ce projet de loi (*Discussion générale*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1413, 1424, 1489, 1514, 1527, 1682; *Amendements relatifs : aux bénéfiques de guerre*, p. 1778, 1792; *au montant de l'émission fiduciaire affectée au Trésor public*, p. 1838; *Addition au § 3 de l'art. 5 de la convention présentée par M. Vincent Auriol*, p. 1846; *Amendements relatifs : aux monts-de-piété*, p. 1903; *à l'attribution des fonctions de gouverneur et de sous-gouverneur*, p. 1939; *Ses amendements visant la création d'une monnaie fiduciaire internationale et l'unité d'émission entre la métropole et les colonies*, p. 1955, 1958; *Son article additionnel concernant le portefeuille des banques recevant des dépôts remboursables à vue ou à trois mois*, p. 1973; *Disposition additionnelle visant le partage des réserves*, p. 1980). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 1478); d'une proposition de loi tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat (p. 1482); d'un projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1919 (p. 1826); du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la Guerre, de l'Armement et de la Marine (p. 1827); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (*Sa disposition additionnelle*, p. 2171; *la retire*, p. 2172). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2184). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant l'attribution d'une indemnité aux familles des prisonniers*, p. 2197; *retrait*, p. 2198); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie (p. 2275); du projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et entreprises industrielles (p. 2391); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 2462).

— Prend part à la discussion : d'interpellations sur le consortium des métaux et la démobilisation des usines (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 824); du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Enseignement primaire supérieur*, p. 1110; *Crise des transports*, p. 1113); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Démobilisation de marins servant dans la Mer Noire*, p. 1192). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1295). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Non utilisation des manufactures de l'Etat*, p. 1350; *Impôts dus par les mobilisés*, p. 1361; *Taxe sur le luxe*, p. 1383; *Son amendement concernant le remplacement des centimes additionnels au principal des quatre anciennes contributions*, p. 1392); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Création de frigorifiques pour les produits de la pêche*, p. 1422; *Démobilisation des classes 1907 et plus jeunes*, p. 1438); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 1752). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant les clauses financières préparées par la Conférence des alliés (p. 1856). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur l'échange des monnaies allemandes (p. 1904); du projet de loi tendant à ratifier une convention passée entre le Ministère des Finances et la Banque de France et à élever le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 1907, 1911, 1917); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2223, 2849 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2436, 2468; *Remise en état des routes*, p. 2806 et suiv.; *Réorganisation de l'outillage national*, p. 2809 et suiv. Transports maritimes et Marine marchande, *Discussion générale*, p. 2816); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 (*Services des poudres*, p. 2592); des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Prix des tabacs*, p. 2637); du projet de loi

portant ouverture d'un crédit de 100 milliards en faveur des petits commerçants, artisans démobilisés (p. 3068); d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 3326); du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3758 et suiv.; 3775, 3795).

BELIN (M.), *Directeur de l'enseignement secondaire*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2499); des crédits en vue de l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (p. 3158).

BÉLINGUIER (M.), *Député de l'arrondissement de Villefranche [Haute-Garonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de résolution ayant pour objet de retarder jusqu'au 1^{er} septembre, dans l'intérêt de l'agriculture, l'appel sous les drapeaux des exemptés et ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916 et 1917 déclarés aptes au service par les conseils de revision (I., n° 2178; an., S. de 1916, p. 776). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 500.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle dans l'arrondissement de Villefranche-Lauragais [Haute-Garonne] (I., n° 2236; an., S. de 1916, p. 948). = Son rapport au nom du 1^{er} Bureau sur l'élection de M. Crepel par l'arrondissement de Gex [Ain] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 5). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la taxation du blé (A., S. de 1917, t. unique, p. 1065). — Est entendu dans la discussion : 1° du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2° de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins

de vote et de circulaires aux élections législatives (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4417).

BELLIN (M.), *Directeur de l'enseignement secondaire*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 419).

BENAZET (M.), *Député de l'arrondissement du Blanc [Indre]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du budget (A., S. de 1915, t. unique, p. 1575); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 11 avril 1831 sur les pensions pour blessures de guerre (I., n° 741; an., S. de 1915, p. 274). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier, pendant la durée de la guerre, la loi des cadres en ce qui concerne les effectifs des officiers généraux (I., n° 2028; an., S. de 1916, p. 620). — Sa proposition de loi tendant à instituer des primes à la natalité en faveur des mères et des pères de famille et des impôts supplémentaires sur le revenu des individus, de l'un ou l'autre sexe, mariés ou non, qui n'ont pas eu au moins deux enfants ou n'ont pas assumé la charge d'en élever au moins deux (I., n° 2096; an., S. de 1916, p. 661). — Sa proposition de loi concernant les pères de famille ayant six enfants à leur charge (I., n° 2243; an., S. de 1916, p. 934). — Sa proposition de résolution présentée, avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de faire décerner, dès aujourd'hui, une médaille commémorative de la guerre de 1914 aux officiers, sous-officiers et soldats ayant vingt-quatre mois de présence en première ligne (I., n° 3815; an., S. de 1917, p. 1340). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 1^{er}, 55, 57, 58, 61 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, modifiée par la loi du

1^{er} août 1893, et l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations, pour déterminer la nationalité des actionnaires et des administrateurs de sociétés et des dirigeants d'associations (I., n° 3890 ; an., S. de 1917, p. 1589). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à décerner, sans délai, un insigne commémoratif de la grande guerre à tous les officiers, sous-officiers et soldats (I., n° 5185 ; an., S. de 1918, p. 1777). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir que soit insérée dans le texte du traité de paix une clause stipulant la restitution, par le Gouvernement allemand, des drapeaux français perdus au cours de la guerre de 1870-1871 (I., n° 5195 ; an., S. de 1918, p. 1778). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à attribuer aux veuves de la guerre une pension équivalente à la délégation de solde qu'elles touchent pendant les hostilités (I., n° 5346 ; an., S. de 1918, p. 1947). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'allouer aux travailleurs des chemins de fer départementaux les mêmes indemnités de cherté de vie qu'aux agents des grands réseaux (I., n° 5416 ; an., S. de 1918, p. 2097). — Sa proposition de résolution concernant les sursis (I., n° 5349 ; an., S. de 1919, p. 88). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate concernant les sursis (I., n° 5578 ; an., S. de 1919, p. 115). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Pierre Masse et plusieurs de ses collègues, relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (I., n° 2526 ; an., S. de 1916, p. 1466). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de MM. Patureau-Baronnet et Henri Cosnier, tendant à accorder la solde et l'indemnité représentative de vivres aux militaires envoyés en congé de convalescence à la suite d'accidents survenus ou de maladies contractées dans le service de l'intérieur (I., n° 4367 ; an., S. de 1918, p. 2912). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils [Revision des soldes militaires] (I., n° 6441 ; an., S. de 1919, p. 2052) ; son rapport supplémentaire (I., n° 6489 ; an., S. de 1919, p. 2082). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant

la limite d'âge des colonels et des officiers généraux (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 748). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les événements de Verdun (p. 1204). — Est entendu dans la discussion des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son contre-projet*, p. 1558 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 808) ; du projet de loi modifié, par le Sénat, modifiant le statut des officiers généraux, colonels et autres fonctionnaires de grades correspondants (p. 1145). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la façon dont furent préparées, décidées et conduites les dernières opérations militaires (p. 1176). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1707). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2504) ; d'une proposition de résolution concernant l'attribution de la croix de guerre (p. 2961). — Prend part à la discussion : de diverses interpellations relatives à la crise des transports (A., S. de 1918, t. unique, p. 2146) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2193). — Est entendu, comme *Rapporteur* de la Commission de l'armée, sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à l'augmentation de la durée des permissions (p. 2274). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur les mesures à prendre pour assurer, dans toute l'industrie nationale, le passage de l'état de guerre à l'état de paix (p. 3129) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Solde des prisonniers de guerre*, p. 3268) ; des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3305). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la question des sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 138) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*) ; développe cette interpellation (p. 211 ; *son ordre* 2

du jour motivé, p. 221). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le problème de la vie chère (p. 435) ; développe cette interpellation (p. 476). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au maintien à titre définitif des travaux publics exécutés pendant la guerre (p. 454). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service p. 462). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 622). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la démobilisation des usines et le consortium des métaux (p. 822). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 1406 ; *Attribution des fonds attribués aux œuvres militaires*, p. 1463). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Frais de déplacements relatifs à l'expansion de l'aviation française à l'étranger*, p. 2486 ; *Personnel des établissements de l'intendance, des états-majors et des dépôts*, p. 2488) ; des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 2523 ; *Éducation physique en France*, p. 2533 ; *Service automobile*, p. 2575 ; *Réduction des soldes de l'armée*, p. 2583). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 3276). — Est entendu comme *Rapporteur* dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils [Revision des soldes militaires] (p. 3420 et suiv. ; 3444 et suiv. ; 4540 et suiv.) ; des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4159). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1330, 2074, 4326). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1955 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 230, 1388, 1811 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 2382).

BENDER (M. EMILE), *Député de la 1^{re} circonscription de Villefranche [Rhône]*.

Son élection est validée (A., S. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682) ; de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244 ; J. O. de 1916, p. 10942) ; de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique p. 2707) ; de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919 ; t. unique p. 2717). — Sa proposition de loi destinée à étendre le bénéfice de l'acquit blanc aux liqueurs, vins de liqueurs et apéritifs, préparés exclusivement avec de l'alcool de vin, de marc ou de fruits (I., n° 321 ; an., S. O. de 1914, p. 2031). — Sa proposition de loi relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (I., n° 621 ; an., S. O. de 1915, p. 168). — Sa proposition de loi organisant la liquidation des biens du débiteur non commerçant en état de déconfiture (I., n° 899 ; an., S. de 1915, p. 749). — Sa proposition de loi relative au remboursement de la plus-value résultant des travaux publics (I., n° 980 ; an., S. O. de 1915, p. 501). — Sa proposition de loi tendant à assurer le contrôle et la sincérité des déclarations de récoltes de vins (I., n° 1295 ; an., S. de 1915, p. 982). — Sa proposition de loi relative au fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre (I., n° 2270 ; an., S. 1916, p. 950). — Sa proposition de loi fixant les conditions auxquelles l'article 904 du Code civil sera applicable au testament des mineurs mobilisés décédés antérieurement au 28 octobre 1916 (I., n° 2663 ; an., S. de 1916, p. 1518). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate concernant la répartition de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre entre les différents départements (I., n° 4092 ; an., S. de 1917, p. 333). — Sa proposition de résolution tendant à la mobilisation dans leurs classes de tous les instituteurs appartenant à la réserve de l'armée territoriale et au service auxiliaire (I., n° 3683 ; an., S. de 1917, p. 1147). — Sa propo-

sition de loi tendant à compléter la loi du 19 mars 1917 concernant la procédure pour la liquidation des successions (I., n° 4044; an., S. de 1917, p. 1841). — Sa proposition de loi relative à la reconstitution des actes de l'état civil dressés sur des registres détruits, perdus ou partiellement détériorés (I., n° 5301; an., S. de 1918, p. 1858). — Sa proposition tendant à compléter l'article 175 du Code pénal, en interdisant aux fonctionnaires publics chargés d'un contrôle de prendre aucune participation, par le travail, conseils ou capitaux, dans les entreprises et soumissions ressortissant aux services qu'ils sont chargés de contrôler (I., n° 5683; an., S. de 1919, p. 721). — Sa proposition de loi modifiant les articles 48, 49, 50, 52 et 53 du Code de procédure civile relatifs à la conciliation (I., n° 5728; an., S. de 1919, p. 843). — Sa proposition de loi relative aux concessions perpétuelles collectives et gratuites des militaires et civils morts pour la France (I., n° 5939; an., S. de 1919, p. 1132). — Sa proposition de loi tendant à réduire le contentieux administratif (I., n° 6436; an., S. de 1919, p. 2040). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 300.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs des cantons de Villefranche-sur-Saône, Beaujeu, Belleville et Mousols (Rhône), victimes d'un orage (I., n° 6710; an., S. de 1919, p. 2426). — Sa proposition de loi portant modification de la procédure en matière de flagrants délits (I., n° 6894; an., S. de 1919, p. 2708). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la publication des travaux de la Commission du budget (I., n° 7212; an., S. de 1919, p. 3180). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Benazet] (I., n° 281; an., S. O. de 1914, p. 2014). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrest sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés (I., n° 708 et annexe; an., S. O., p. 240, 380). — Son rapport sur : 1° le projet de loi ordonnant la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies; 2° la proposition de loi de M. Ceccaldi et plusieurs de ses collègues, ayant pour but de procéder au récolement et au séquestre de tous les biens austro-allemands (I., n° 752 et annexe; an., S. de 1915, p. 271, 275). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la modification des articles 985 et 986 du Code civil (I.,

n° 1069; an., S. de 1915, p. 695). — Son rapport sur la proposition de loi suspendant, pendant la guerre, l'article 904 du Code civil en faveur des mineurs mobilisés et donnant à ceux-ci la liberté testamentaire accordée par la loi aux majeurs de vingt et un ans (I., n° 1075; an., S. de 1915, p. 698). — Son rapport sur la proposition de loi relative au remboursement de la plus-value résultant des travaux publics (I., n° 1181; an., S. de 1915, p. 845). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies (I., n° 1539; an., S. de 1915, p. 1360). — Son rapport sur le projet de loi concernant les poursuites intentées par application de la loi du 4 avril 1915 qui interdit les relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie (I., n° 2191; an., S. de 1916, p. 778). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution de MM. Cazassus et Bélinguier tendant à la modification du décret du 30 janvier 1890 sur la comptabilité notariale, de manière à retirer le contrôle aux délégués des chambres de discipline pour l'attribuer à des fonctionnaires de l'administration des finances (I., n° 2269; an., S. de 1916, p. 949). — Son rapport sur : 1° les articles 11 à 16 du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916; 2° la proposition de loi de M. Émile Bender (Rhône) relative au fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre (I., n° 2284; an., S. de 1916, p. 1029). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à compléter l'article 904 du Code civil touchant la capacité testamentaire des mineurs (I., n° 2603; an., S. de 1916, p. 1517). — Son rapport sur la proposition de loi fixant les conditions auxquelles l'article 904 du Code civil sera applicable au testament des mineurs mobilisés décédés antérieurement au 28 octobre 1916 (I., n° 2736; an., S. de 1916, p. 1738). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux mesures à prendre pour protéger contre l'alcoolisme les ouvriers et employés occupés dans les établissements soumis au Code du travail (I., n° 2802; an., S. de 1916, p. 1803). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission d'en-

quête sur les salaires (I., n° 2903 ; an., S. de 1917, p. 39). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions de la loi du 5 août 1914 sur la prorogation des échéances des valeurs négociables en ce qui concerne l'exception de mobilisation (I., n° 2970 ; an., S. de 1917, p. 123 ; son rapport supplémentaire ; I., n° 3358 ; an., S. de 1917, p. 768). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la constatation de l'état des lieux susceptible de donner ouverture à la réparation des dommages de guerre (I., n° 3446 ; an., S. de 1917, p. 860). — Son rapport sur le projet de loi tendant à réglementer la fabrication et la vente des sceaux, timbres et cachets officiels (I., n° 3842 ; an., S. de 1917, p. 1404). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à permettre de remplacer la signature, dans les actes, par l'empreinte digitale, notamment pour les mutilés de la guerre (I., n° 3904 ; an., S. de 1917, p. 1490). — Son rapport sur le projet de loi concernant la réforme de l'organisation judiciaire [Article 11 : compétence du président du tribunal en matière de référé] (I., n° 4045 ; an., S. de 1917, p. 1841). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'assurer le fonctionnement des services judiciaires pendant la durée de la guerre (I., n° 4280 ; an., S. de 1918, p. 142) ; son rapport supplémentaire (I., n° 4336 et annexe ; an., S. de 1918, p. 199). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (I., n° 4287 ; an., S. de 1918, p. 145). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant les articles 15 et 16 de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire (I., n° 4785 ; an., S. de 1918, p. 852). — Son rapport sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à proroger par décret les baux venant à échéance avant le 15 octobre 1918 et complétant les articles 44, 49 et 64 de la loi du 9 mars 1918, relative aux baux à loyers (I., n° 4820 ; an., S. de 1918, p. 903). — Son rapport sur les projet et propositions de loi relatifs à l'organisation judiciaire et à l'avancement des magistrats (I., n° 4859 ; an., S. de 1918, p. 1248) ; son rapport supplémentaire (I., n° 5359 ; an., S. de 1918, p. 1952). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à

abaisser la limite d'âge des commis-greffiers devant les cours et tribunaux (I., n° 4874 ; an., S. de 1918, p. 942). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 175 du Code pénal, en interdisant aux fonctionnaires publics chargés d'un contrôle de prendre aucune participation, par travail, conseils ou capitaux, dans les entreprises et soumissions ressortissant aux services qu'ils sont chargés de contrôler (I., n° 5718 ; an., S. de 1919, p. 827). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi relatif à la situation des sociétés de crédit immobilier et de leurs emprunteurs, ainsi que sur la situation des sociétés d'habitations à bon marché et de leurs locataires acquéreurs (I., n° 5735 ; an., S. de 1919, p. 853). — Son rapport supplémentaire sur : 1° la proposition de loi de M. Adrien Pressemane et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de guerre ; 2° la proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à créer un Office national pour le placement des réformés de la guerre (I., n° 5805 ; an., S. de 1919, p. 921). — Son avis présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'institution d'un règlement transactionnel pour cause générale de guerre entre les commerçants et leurs créanciers (I., n° 5829 ; an., S. de 1919, p. 849). — Son rapport sur la proposition de loi modifiant les articles 48, 49, 50, 52, 53 et 56 du Code de procédure civile relatifs à la conciliation (I., n° 6000 ; an., S. de 1919, p. 1202). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats (I., n° 6032 ; an., S. de 1919, p. 1228). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Travail et prévoyance sociale] (I., n° 6159 ; an., S. de 1919, p. 1522). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à compléter l'article 64 de la loi du 9 mars 1918, relative aux baux à loyers (I., n° 6212 ; an., S. de 1919, p. 1668). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant divers articles de la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes (I., n° 6248 ; an., S. de 1919, p. 1734). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale d'un crédit extra-

ordinaire de 60.000 francs, au titre du budget ordinaire de l'Exercice 1919, pour subvention au Comité des Expositions françaises d'économie sociale chargé de la préparation d'une section d'économie sociale à l'Exposition française de Strasbourg (I., n° 6367; an., S. de 1919, p. 1979). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant le paragraphe premier de l'article unique de la loi du 25 décembre 1915 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (I., n° 7065; an., S. de 1919, p. 3030). = Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. Pierre Dupuy, par l'arrondissement de Blaye [Gironde] (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 30). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet et de la proposition de loi relatifs au récolement et au séquestre de tous les biens austro-allemands (A., S. de 1915, t. unique, p. 507). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés (*Discussion générale*, p. 684 et suiv.; *Amendement de M. Ribeyre à l'article 62*, p. 695 et suiv.; *Amendement de MM. Lefas et Beauregard au même article*, p. 698; *Addition proposée par M. Lefebvre du Prey à cet article*, p. 698 et suiv.; *Amendement de M. Loriot à l'article 65*, p. 700 et suiv.; *Article 67*, p. 701 et suiv.; *Amendement de M. Eynac à l'article 68*, p. 702; *Amendement de M. Loriot à l'article 75*, p. 704; *Article 756*, p. 706; *Article 61*, p. 707; *Amendement de MM. Boisneuf et Lagrosillière*, p. 708). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies (A., S. de 1916, t. unique, p. 32). — Est entendu dans la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, p. 43 et suiv. Exonérations et délais : *Amendement de M. Sibille tendant à la suppression de l'article 5*, p. 890; *Sa disposition additionnelle à l'article 27*, p. 909). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1852, 2531). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de l'allocation familiale en franchise de 10 litres d'alcool refusée à certains exploitants (p. 2160). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Réduction des taxes sur*

les boissons hygiéniques, p. 2755). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1917, t. unique, p. 335, 580, 2042, 3146). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 656, 657). — Est nommé membre de la Commission supérieure du travail (p. 785). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Réforme judiciaire*, p. 831). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la constatation de l'état des lieux susceptibles de donner ouverture à la réparation des dommages de guerre (p. 1615). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2673). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le refus d'allocation familiale, en franchise, de dix litres d'alcool, à certains vigneron exploitants (p. 2947). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918, t. unique, p. 48, 261). — Ses rapports sur des pétitions (p. 267, 1268, 2077, 2713). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 312, 349, 396, 429, 451, 487 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de finances : *Exonération des droits de timbre en ce qui concerne les villes et établissements publics* p. 1182). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative aux saisies gageries ordonnées au mépris de la loi sur les loyers (p. 1350). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers (p. 1729 et suiv.); sa rectification matérielle au texte de ce projet de loi (p. 1767). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (*Ses amendements*, p. 2305 et suiv.). — Son opposition au vote sans débat d'une proposition de loi organisant la liquidation des biens du débiteur non commerçant en état de déconfiture (p. 2421). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Attachés de la Chancellerie et des parquets des cours d'appel*, p. 2476); du projet de loi modifié par

le Sénat sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3161). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 345, p. 3100). — Est entendu, comme *Vice-Président de la Commission de la législation civile et criminelle* dans les discussions des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 708, 746, 962, 984). — Prend part à la discussion du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Enseignement primaire supérieur*, p. 1108; *Crise des transports*, p. 1114). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion de la proposition de loi sur l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre (p. 1260). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2677 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1914; t. 2, p. 701, A., S. de 1916, t. unique, 2431; A., S. de 1917, t. unique, 2154; A., S. O. de 1919; t. unique, p. 3345). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1853, 2800; A., S. de 1918; t. unique, p. 1968, 2242; A., S. O. de 1919; t. unique, p. 1157, 1854, 2887).

BENOIST (M. CHARLES), [*Seine*]. — Voir **CHARLES BENOIST** (M.).

BÉRARD (M. LÉON), *Député de l'arrondissement d'Orthez [Basses-Pyrénées], Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101. = Membre : de diverses Commissions (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10962); de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre deux membres de la Chambre [MM. Caillaux, Loustalot] (F., n° 378; J. O. de 1917, p. 10179); de la Commission de la législation civile (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1916, un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour venir en aide aux victimes d'un cyclone dans les communes de Sauveterre-de-Béarn et d'Au-

fevielle (Basses-Pyrénées) (I., n° 2721; an., S. de 1916, p. 1657). — Sa proposition de loi tendant à proroger, à raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique (I., n° 4602; an., S. de 1918, p. 550). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 1.000.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle dans l'arrondissement d'Orthez [Basses-Pyrénées] (I., n° 6536; an., S. de 1919, p. 2151). = Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (I., n° 2838; an., S. de 1916, p. 289). — Son rapport sur le projet de loi établissant des sanctions aux décrets rendus sur le rapport du Ministre du Ravitaillement général et aux arrêtés pris par lui (I., n° 4083; an., S. de 1917, p. 2029). — Son avis présenté au nom de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts sur la proposition de loi tendant à proroger, à raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique (I., n° 5058; an., S. de 1918, p. 1261). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à frapper d'un droit de 20 0/0, au profit des artistes, les ventes publiques d'objets d'art (I., n° 6794; an., S. de 1914, p. 2605). = Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. Decroze par la 2^e circonscription de Senlis [Oise] (A., S. O., de 1914, t. 2, p. 56); de M. Roulleaux-Dugage par l'arrondissement de Domfront [Orne] (p. 57). — Son rapport supplémentaire sur l'élection de M. Seydoux par la 2^e circonscription de Cambrai [Nord] (p. 186); prend part à la discussion des conclusions de ce rapport (p. 209). — Demande l'affichage du discours prononcé par M. Deschanel au sujet de l'assassinat de M. Jaurès, Député du Tarn (A., 1^{re} S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 907). — Est entendu sur une motion d'ajournement de la discussion des projet et propositions de loi concernant les accidents agricoles (A., S. de 1915, t. unique, p. 331, 335, 406). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables, p. 800, 837); des interpellations concernant les déclarations du Gouvernement (p. 1502). — Prend part à la discussion du projet de loi portant acceptation définitive de la donation consentie à l'Etat par M. Auguste Rodin (p. 1710 et suiv.). — Est entendu sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les me-

sures de défense nationale (p. 2686). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 500, 1521). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (*Discussion générale* p. 1911. Dispositions générales : *Observations concernant l'article premier*, p. 1964 ; *Amendement de M. Lerolle à cet article*, p. 1965 ; *Amendement de M. Lamy*, ibid. ; *Observations relatives à l'article 5*, p. 1966 ; *Amendements : de M. Robic à l'article 6*, p. 1968 ; *de M. de Castelneau à l'article 8*, p. 1969. Des organismes destinés à assurer la protection des pupilles de la nation : *Amendement de M. Piou à l'article 12*, p. 1990 ; *Observations concernant le paragraphe 8 de cet article*, p. 1992 ; *Amendement de M. Groussau au 1^o de l'article 14*, p. 1993 ; *Observations relatives à l'article 15*, p. 1995 ; *Amendement de M. Dutreil à l'article 17*, p. 1998. Des mesures juridiques de protection prises en faveur des pupilles de la nation : *Amendement de M. Lefas à l'article 21*, p. 2000 ; *Amendement de M. Jules Delahaye au paragraphe 5 de l'article 22*, p. 2015, 2019 ; *Amendement de M. de Monti de Rézé au même paragraphe*, p. 2022 ; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 2026). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3139, 3205 ; *Son contre-projet*, p. 3240 ; *retrait*, p. 3241 ; *Son amendement concernant une indemnité complémentaire comprenant la perte de revenu civil* p. 3453) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 2968, 3192, 3194, 3240). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifié par le Sénat relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Exonérations et délais : *Amendement de M. Levasseur tendant à la suppression du dernier paragraphe de l'article 12*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1624). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'un projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3805). — Est nommé membre du Conseil supérieur de l'Office national des pupilles de la nation (A., S. de 1918, t. unique, p. 126). — Ses rapports sur des pétitions (p. 268, 1694, 2077). — Intervient dans la discussion d'interpellations rela-

tives au ravitaillement (p. 1325). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur les mesures à prendre pour remédier à la cherté de la vie (p. 2376). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la création d'un Livre d'or des municipalités françaises (p. 2965). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1736). — Est entendu sur la mise à l'ordre du jour d'une proposition de loi relative à l'amnistie (p. 1886). — Est nommé membre de la Commission spéciale de la reconstitution des édifices civils ou culturels endommagés par les opérations militaires (p. 2154). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi améliorant les traitements des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat (p. 4247) ; du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés et de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 4260).

Est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [Décret du 27 novembre 1919] (J. O., p. 13573).

BERDOULAT (M. le Général), *Directeur des troupes coloniales au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant : 1^o à ouvrir au Ministre de la Guerre des crédits sur les Exercices 1913 et 1914 ; 2^o à autoriser le Ministre de la Marine à engager des dépenses non renouvelables ; 3^o à déterminer les règles financières applicables à ces dépenses (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508) ; du Budget de l'Exercice 1914 (p. 508).

BÉRENGER (M. HENRY), *Sénateur, Commissaire général aux essences et combustibles*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant modification du régime douanier des produits

pétrolifères en France (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2333) ; du projet de loi instituant le monopole d'achat et d'importation des huiles raffinées et des essences de pétrole (p. 2820).

BERGEON (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Marseille [Bouches-du-Rhône]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des pensions (A., S. de 1917, t. unique, p. 185). = Sa proposition de loi tendant à l'institution de zones franches dans les ports maritimes (I., n° 343 ; an., S. O. de 1914, p. 2040). — Sa proposition de loi ayant pour objet de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou payement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre (I., n° 1077 ; an., S. de 1915, p. 699). — Sa proposition de loi relative : 1° à certaines mesures de protection, pendant la guerre, du patrimoine familial ; 2° à une diminution des dépenses budgétaires (I., n° 1225 ; an., S. de 1915, p. 924). — Sa proposition de loi tendant à accorder aux marins de la marine marchande, à leurs veuves et à leurs orphelins ou ascendants le bénéfice de la législation qui régit, en temps de guerre, les marins de la marine nationale en cas de décès ou de blessures résultant d'un fait de guerre (I., n° 1269 ; an., S. de 1915, p. 978). — Sa proposition de loi réglementant à un maximum de douze heures par jour le travail du personnel officier du pont, à bord des navires de commerce (I., n° 1432 ; an., S. de 1915, p. 1244). — Sa proposition de loi tendant à retirer aux officiers supérieurs et généraux privés de leur commandement par suite d'incapacité technique, le bénéfice de leur solde d'activité, sans préjudice des sanctions qui pourront intervenir (I., n° 1439 ; an., S. de 1915, p. 1250). — Sa proposition de loi concernant les récompenses dues aux officiers et marins du commerce morts au champ d'honneur, victimes de faits de guerre (I., n° 2102 ; an., S. de 1916, p. 663.) — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 avril 1916 concernant les grades de certains officiers de la marine du commerce et à

attribuer aux capitaines au cabotage titulaires du brevet supérieur, le grade de premier maître au service de la flotte et le grade d'adjudant au service de l'armée de terre (I., n° 2354 ; an., S. de 1916, p. 1142). — Sa proposition de loi tendant à réserver aux inscrits mobilisés reconnus aptes aux emplois de second maître, maître et premier maître, la totalité des vacances qui se produisent dans ces emplois sur les navires auxiliaires de la flotte, et à conférer aux patrons borneurs, ainsi qu'aux maîtres de pêche au large, sur le vu de leurs diplômes respectifs, le grade de quartier-maître de manœuvre (I., n° 3041 ; an., S. de 1917, p. 166). — Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 17 avril 1907, dite loi de sécurité de la navigation, en vue d'affranchir le corps des inspecteurs de la navigation maritime de la tutelle administrative qui paralyse son action (I., n° 3162 ; an., S. de 1917, p. 407). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder aux marins du commerce, victimes d'événements de guerre, l'insigne spécial des blessés de guerre (I., n° 3595 ; an., S. de 1917, p. 1053). — Sa proposition de loi présentée avec demande de discussion immédiate tendant à étendre aux marins du commerce le bénéfice de la loi du 5 août 1914 concernant les allocations aux familles nécessiteuses (I., n° 3597 ; an., S. de 1917, p. 1054). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 15, paragraphe 7, de la loi du 22 frimaire an VII, et l'article 7 de la loi du 26 décembre 1908, relatifs à l'évaluation des immeubles dans les mutations à titre gratuit (I., n° 4209 ; an., S. de 1918, p. 26). — Sa proposition de loi instituant une nouvelle réglementation du dépôt d'office de la douane (I., n° 4423 ; an., S. de 1918, p. 367). — Sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 31 décembre 1917 portant autorisation de percevoir les impôts et revenus publics pendant les trois premiers mois de 1918 [Taxe sur les paiements] (I., 4734 ; an., S. de 1918, p. 757). — Sa proposition de loi tendant, pendant la durée de la guerre, à interdire aux étrangers et aux naturalisés français originaires des pays ennemis, l'exercice, en France et dans les possessions françaises, de la profession de courtier de commerce et même d'intermédiaire dans les affaires commerciales (I., n° 4757 ; an., S. de 1918, p. 796). — Sa proposition de loi tendant à étendre aux comptables de matières des établissements publics les avantages du cau-

tionnement mutuel (I., n° 4769; an., S. de 1918, p. 1810). — Sa proposition de loi ayant pour objet de reconnaître aux fonctionnaires et employés de l'État, régis au point de vue des pensions par la loi du 9 juin 1853 et dont le statut constitutif permet le recrutement après l'âge de quarante ans, le droit à une pension proportionnelle à l'âge de 65 ans et après 15 années au moins de services administratifs (I., n° 4779; an., S. de 1918, p. 850). — Sa proposition de loi tendant à assurer le vote des marins et des voyageurs de commerce (I., n° 5845; an., S. de 1919, p. 992). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi pour faire déclarer jour de deuil national le 2 novembre de chaque année (I., n° 6092; an., S. de 1919, p. 18). — Sa proposition de loi tendant à relever les taux fixés par les tarifs n°s 1 et 2 annexés à la loi du 14 juillet 1908 sur la Caisse des invalides de la marine (I., n° 6149; an., S. de 1919, p. 1413). — Sa proposition de loi tendant à relever les taux fixés par le tarif annexé à la loi du 29 décembre 1905 sur la Caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession (I., n° 6150; an., S. de 1919, p. 1414). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 18, 28, 30, 31, 32 et 34 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires (I., n° 6757; an., S. de 1919, p. 2541). — Sa proposition de loi autorisant l'exhumation des soldats morts pour la patrie et le transport de leur corps sur le point du territoire désigné par la famille (I., n° 6765; an., S. de 1919, p. 2545). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assimiler aux engagés volontaires les réintégrés (réformés ou libérés de toute obligation militaire) et les auxiliaires versés sur leur demande dans le service armé pendant la période du 2 août au 21 août 1914 (I., n° 6773; an., S. de 1919, p. 2594). — Son rapport sur le projet de loi admettant à compter, dans la durée des services donnant droit à pension sur la Caisse des invalides de la marine, la navigation accomplie par les inscrits maritimes sur des étangs salés non compris dans le domaine public maritime et sur certains cours d'eau qui ne sont plus compris dans les limites de l'inscription maritime (I., n° 613; an., S. de 1915, p. 273). — Son rapport sur le projet de loi concernant la vente des navires de mer pendant la durée des hostilités (I., n° 1029; an., S. de 1915, p. 661). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour

objet de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre (I., n° 1092; an., S. de 1915, p. 701); son rapport supplémentaire (I., n° 1238; an., S. de 1915, p. 937); son deuxième rapport supplémentaire (I., n° 1437; an., S. de 1915, p. 1247). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités (I., n° 1975; an., S. de 1916, p. 573). — Son rapport sur la proposition de loi concernant les récompenses dues aux officiers et marins du commerce morts au champ d'honneur victimes de faits de guerre (I., n° 2274; an., S. de 1916, p. 956). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond : 1° de la proposition de loi de M. Louis Marin tendant à exonérer des droits de timbre et d'enregistrement les mutilés de la guerre qui, ne pouvant signer eux-mêmes, se trouvent obligés de se faire établir procuration; 2° de la proposition de loi de M. Paul Pugliesi-Conti (Seine), tendant à établir la gratuité des procurations nécessaires aux blessés de guerre atteints de mutilations ou d'infirmités les mettant dans l'impossibilité de signer (I., n° 2386 et annexe; an., S. de 1916, p. 1162, 1163). — Son avis présenté au nom de la Commission de la marine marchande sur le projet de loi modifiant les conditions de nomination des capitaines au long cours au grade d'enseigne de vaisseau et créant l'honorariat du grade pour les officiers de réserve et auxiliaires des différents corps de l'armée de mer (I., n° 2963; an., S. de 1917, p. 120). — Son rapport sur la proposition de loi réglementant à un maximum de douze heures par jour le travail du personnel officier du pont, à bord des navires de commerce (I., n° 3154; an., S. de 1917, p. 401). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée une seconde fois par le Sénat, ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enre-

gistroment les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités (I., n° 3173; an., S. de 1917, p. 414). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi de M. Jules Roche et plusieurs de ses collègues ayant pour but d'étendre aux sommes ou valeurs trouvées sur les corps des soldats tombés sur le champ de bataille l'exemption d'impôts successoraux prévue par la loi de finances du 26 décembre 1914 (I., n° 4330; an., S. de 1918, p. 197). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'accroître, par des mesures fiscales, les produits de l'exploitation de divers services publics, de limiter les fraudes, de remanier divers impôts existants, et d'instituer des impôts sur la dépense et une taxe annuelle sur les capitaux recueillis à titre gratuit [Art. 8 à 16. — Droit de quai] (I., n° 4373; an., S. de 1918, p. 254). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de loi ayant pour but d'étendre aux sommes ou valeurs trouvées sur les corps des soldats tombés sur le champ de bataille l'exemption d'impôts successoraux prévue par la loi de finances du 26 décembre 1914. (I., n° 4540; an., S. de 1918, p. 495). — Son rapport sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 15 juillet 1918 relatif à la réquisition de la flotte marchande (I., n° 5065; an., S. de 1918, p. 1609). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier les désignations du tarif n° 1 annexé à la loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la Marine (I., n° 5806; an., S. de 1919, p. 923). — Son rapport sur le projet de loi concernant la perception, au profit de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes, de taxes spéciales sur les navires de pêche et les concessionnaires d'établissements de pêches maritimes (I., n° 7166; an., S. de 1919, p. 3161). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (A., S. de 1915, t. unique, p. 1543). — Est entendu comme *Rapporteur* dans la discussion d'une proposition de loi concernant les

militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre (p. 1663, 1664, 1811). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Dispositions générales : *Art. 50 bis nouveau, présenté par M. Levasseur*, A., S. de 1916, t. unique, p. 974; *Son amendement à l'article 51*, p. 979). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la guerre sous-marine (p. 2461). — Intervient dans la discussion de diverses interpellations relatives à la Marine marchande (p. 2522). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les naturalisés anciens sujets des nations alliées ou neutres* A., S. de 1917, t. unique, p. 266); du projet et de la proposition de loi concernant la réforme du régime des entrepôts de douane (*Discussion générale*, p. 384 et suiv., p. 395 et suiv.; *Son amendement à l'article 9*, p. 938; *Sa motion tendant au renvoi à la Commission* ibid.); des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1412). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Exonérations et délais : *Ses observations sur l'article 12*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1621; Dispositions générales : *Son amendement à l'article 53*, p. 1674). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'évaluation de la propriété immobilière en matière de successions, donations et échanges (*Son amendement*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1212). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la protection à accorder à la Marine marchande contre l'action des sous-marins ennemis (p. 2072). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur*, dans la discussion d'un projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2739, 2802). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 3212). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 964, 983). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 2408, 3338; A., S. de 1918, t. unique, p. 2844, 3105; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 163, 1967).

BERGER (M. PIERRE), *Député de l'arrondissement de Vendôme [Loir-et-Cher]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de loi relative aux commis-greffiers des tribunaux de paix et de simple police (I., n° 925 ; an., S. O. de 1915, p. 466). — Sa proposition de loi instituant en faveur des magistrats, et pour raison de santé seulement, la position de disponibilité (I., n° 2871 ; an., S. de 1917, p. 15). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 800.000 francs au Ministre de l'Intérieur, pour venir en aide aux communes de l'arrondissement de Vendôme [Loir-et-Cher], victimes d'un ouragan de grêle (I., n° 3478 ; an., S. de 1917, p. 889). — Son rapport sur le projet de loi maintenant pour 1915, dans certains départements, la liste du jury criminel dressée pour 1914 (I., n° 524 ; an., S. O. de 1915, p. 42). — Son rapport sur le projet de loi autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire : 1° du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux ; 2° des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile ou commerciale (I., n° 545 ; an., S. O. de 1915, p. 70). — Son rapport sur le projet de loi concernant le fonctionnement des justices de paix pendant la guerre (I., n° 732 ; an., S. O. de 1915, p. 263). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi ayant pour but de modifier le paragraphe 4 de l'article 8 du Code civil visant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France (I., n° 932 ; an., S. O. de 1915, p. 469). — Son rapport sur la proposition de loi relative aux commis-greffiers des tribunaux de paix et de simple police (I., n° 1050 ; an., S. O. de 1915, p. 683). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France (I., n° 3434 ; an., S. de 1917, p. 856). — Son rapport sur la proposition de loi instituant en faveur des magistrats, et pour raison de santé seulement, la position de disponibilité (I., n° 3813 ; an., S. de 1917, p. 1389). — Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les élections : de

M. Judet (Victor) par l'arrondissement de Bous-sac [Creuse] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 22) ; de M. Albert Métin par la 2^e circonscription de Besançon [Doubs] (p. 23). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi relatif à la modification temporaire du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux ; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (A., S. de 1915, t. unique, p. 30). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1882) ; sur la mise à l'ordre du jour d'une proposition de loi relative à l'amnistie (p. 1886). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 150, 196, 394, 456 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 1242). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1628 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 152, 2815, 3081).

BERNARD (M. CHARLES), [*Seine*].
— Voir **CHARLES BERNARD** (M.).

BERNARD (M. le Général), *Directeur de l'aéronautique militaire*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O., de 1914, t. 2, p. 508).

BERNARD (M. LOUIS), *Député de l'arrondissement de Le Vigan [Gard]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 400.000 francs pour venir en aide aux victimes de la gelée et de la grêle dans l'arrondissement du Vigan [Gard] (I., n° 328 ; an., S. O. de 1914, p. 2034). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des patrons filateurs pour qu'une indemnité de cherté de vie de 1 fr. 50 par jour soit accordée aux ouvrières fileuses en soie (I., n° 4005 ; an., S. de 1917, p. 1741). — Sa proposition de loi

tendant à exonérer de tout impôt tous les mobilisés qui ne sont pas soumis à l'impôt sur les bénéfices de guerre et à l'impôt général sur le revenu (I., n° 6125; an., S. de 1919, p. 1396). — Sa proposition de loi tendant à maintenir la totalité de l'allocation militaire aux familles des mobilisés durant une année après la signature de la paix et à reviser les dossiers d'allocation des familles qui n'ont pas touché dès 1914, avec rappel des mois qui n'ont pas été payés (I., n° 6126; an., S. de 1919, p. 1396). — Sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 29 mars 1919 instituant une prime de démobilisation (I., n° 6127; an., S. de 1919, p. 1396). = Ses rapports, au nom du 8^e Bureau, sur les élections : de M. Bouveri par la 1^{re} circonscription de Chalou-sur-Saône [Saône-et-Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 66); de M. Poncet par la 2^e circonscription de Charolles [Saône-et-Loire] (*ibid.*). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1918, t. unique, p. 1). = Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4651).

BERNARD (M. MAURICE), *Député de la 4^e circonscription de Besançon [Doubs]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'armée (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 682). = Son rapport sur : 1^o le projet de loi autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation de sujets de puissances devenues ennemies; 2^o la proposition de loi de M. Emile Constant [Gironde], ayant pour objet de régulariser la situation des Allemands, Austro-Hongrois et Turcs naturalisés français depuis le 1^{er} janvier 1904; 3^o la proposition de loi de M. Georges Berry, relative aux sujets allemands, autrichiens et hongrois; 4^o la proposition de loi de M. Jules Delahaye, concernant les naturalisations accordées depuis vingt ans (I., n° 526; an., S. O. de 1915, p. 42); son rapport sur ce projet de loi modifié par le Sénat (I., n° 785 rectifié; an., S. O. de 1915, p. 291). — Son rapport sur une proposition de loi concernant le recrutement d'une armée indigène (I., n° 1441;

an., S. de 1915, p. 1251). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la transformation des troupes auxiliaires marocaines en corps réguliers, et aux droits à pension des militaires marocains servant dans les corps réguliers, après avoir servi dans les goums mixtes et les troupes auxiliaires marocaines (I., n° 1472; an., S. de 1915, p. 1293). — Son rapport sur le projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles 5, 6, 7, 13 et 14 de la loi du 7 juillet 1900, organisant les troupes coloniales, et des articles 37 et 56 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, modifiée par la loi du 7 août 1913 (I., n° 1486; an., S. de 1915, p. 1330); son rapport sur ce projet de loi modifié par le Sénat (I., n° 2015; an., S. de 1916, p. 614). — Son rapport sur le projet de loi créant l'emploi d'adjudant indigène pour les militaires indigènes des unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord et complétant la loi du 18 juillet 1913 relative aux pensions de ces militaires (I., n° 2109; an., S. de 1916, p. 605); son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 2355; an., S. de 1916, p. 1142). — Son rapport sur le projet de loi modifiant la loi du 7 avril 1915 autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France (I., n° 2291; an., S. de 1916, p. 1055); son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 2454; an., S. de 1916, p. 1322). = Ses rapports au nom du 5^e Bureau, sur les élections : de M. Foucher (Octave) par l'arrondissement de Chinon [Indre-et-Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 35); de M. Alphonse Chautemps par l'arrondissement de Loches [Indre-et-Loire] (*ibid.*). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate du projet et des propositions de loi concernant les décrets de naturalisation (A., S. de 1915, t. unique, p. 39); prend part à la discussion (p. 45, 48, 62, 64, 66, 68). Prend part à la discussion de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 491, 502). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (A., S. de 1915, t. unique, p. 1568). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif aux troupes auxiliaires marocaines (p. 1662). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux

de la classe 1917 (p. 1711). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'un projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions de la loi du 7 juillet 1900 organisant les troupes coloniales (p. 1780). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 443). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi sur la dénaturalisation (p. 1919 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 150). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 512, 1200, 1294, 1786; A., S. de 1916, t. unique, p. 1124, 1428, 1732). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 1992).

BERRY (M. GEORGES), *Député de la 1^{re} circonscription du 9^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de diverses commissions (F., n° 21, J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi relative au vote obligatoire (I., n° 58; an., S. O. de 1914, p. 1850). — Sa proposition de loi tendant à établir un droit de transit de un centime par tonne et par kilomètre sur la navigation intérieure (rivières et canaux) (I., n° 86; an., S. O. de 1914, p. 1857). — Sa proposition de loi tendant à proroger pour trente années les concessions des chemins de fer existant (I., n° 87; an., S. O. de 1914, p. 1857). — Sa proposition de loi tendant à établir une taxe successorale (I., n° 88; an., S. O. de 1914, p. 1857). — Sa proposition de loi tendant à garantir la propriété commerciale (I., n° 162; an., S. O. de 1914, p. 1893). — Sa proposition de loi sur le régime des bouilleurs de cru (I., n° 163; an., S. O. de 1914, p. 1893). — Sa proposition de loi relative aux sujets allemands, autrichiens et hongrois (I., n° 468; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2184). — Sa proposition de loi relative aux loyers (I., n° 469; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2183). — Sa proposition de loi ayant pour but de donner au Ministère de la Guerre la faculté d'accorder l'honorariat du grade aux officiers et assimilés de réserve et de l'armée territoriale (I., n° 504; an., S. O. de 1915, p. 16).

— Sa proposition de loi tendant à créer une caisse de prêts de cinq cents millions destinée à permettre à l'Etat de venir en aide, sous forme de prêts, aux petits commerçants et aux petits industriels victimes de la guerre (I., n° 659; an., S. O. de 1915, p. 195). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juin 1905 sur les enfants assistés (I., n° 706; an., S. O. de 1915, p. 240). — Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 30 de la loi du 15 juillet 1880 [Patentes] (I., n° 738; an., S. O. de 1915, p. 263). — Sa proposition de loi tendant à réserver les quatre cinquièmes des gérances des recettes auxiliaires des postes soit à des mutilés de la guerre, soit à des veuves de soldats tués à l'ennemi ou morts des suites de leurs blessures (I., n° 824; an., S. de 1915, p. 304). = Demande à interpeller le Gouvernement sur la réforme fiscale et les mesures à prendre en vue de réaliser des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 146). — Prend part à la discussion : des projets de résolution concernant les grandes Commissions (p. 193); d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris le 15 juin 1914 (p. 330, 332). — Dépose en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate une proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission chargée d'étudier la répression de la mendicité et du vagabondage (p. 379, 395). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (*Travaux publics : Ses observations concernant les accidents survenus à Paris, le 15 juin 1914* p. 576; *Loi de Finances : Discussion générale*, p. 581; *Son amendement concernant les roulotteurs*, p. 620; *Son amendement relatif à une taxe représentative des droits de cession des fonds de commerce*, p. 621, 623; *Son amendement concernant la suppression de l'impôt de la licence*, p. 641, 649); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (*Loi de Finances : Son amendement concernant les roulotteurs*, p. 838; *Son amendement relatif à la taxe représentative des droits de cession des fonds de commerce*, p. 839); de ce projet de loi modifié une troisième fois par le Sénat (*Loi de Finances : Ses amendements concernant : les roulotteurs*, p. 881; *la taxe représentative des droits de cessions des fonds de commerce*, p. 882); de ce projet de loi modifié une quatrième fois par le Sénat (*Loi de Finances : Son amendement relatif aux roulotteurs*,

p. 885); de ce projet de loi modifié une cinquième fois par le Sénat (Loi de Finances : *Son amendement relatif aux roulottiers*, p. 888). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son article additionnel relatif aux bouilleurs de cru*, A., S. de 1915, t. unique, p. 284, *le retire*, *ibid.*). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 512).

BERTHAULT (M.), *Directeur de l'enseignement agricole.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion d'un projet de loi ayant pour objet d'étendre la législation sur les accidents du travail aux exploitations agricoles (A., S. de 1915, t. unique, p. 260).

BERTHELOT (M. PHILIPPE), *Ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, Directeur des affaires politiques et commerciales au Ministère des Affaires étrangères.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant ratification des stipulations du Traité de paix avec l'Allemagne (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3604).

BERTHON (M. AUGUSTE), *Député de la 2^e circonscription de Toulon [Var].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission de la marine marchande (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission des pensions civiles et militaires (*ibid.*). = Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. Hubert-Rouger par la 2^e circonscription de Nîmes [Gard] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 28). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Ses amendements*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2034, 2113). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la grève du personnel des

raffineries (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2231); d'interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2396).

BERTRAND (M. LUCIEN), *Député de l'arrondissement de Nyons [Drôme].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302; A., S. de 1917, t. unique, p. 1360; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957, 3381).

BERTRAND (M. WILLIAM), [*Charente-Inférieure*]. — Voir : **WILLIAM BERTRAND** (M.).

BESNARD (M. RENÉ), *Député de la 1^{re} circonscription de Tours [Indre-et-Loire], Sous-Secrétaire d'Etat de l'Aéronautique militaire, puis Ministre des Colonies.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998; A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission de la marine marchande (p. 2442); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Son rapport sur le projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 [Partie IV. — Droits et intérêts allemands hors de l'Allemagne. — Section I : Colonies allemandes] (I., n° 6665; an., S. de 1919, p. 413). — Son rapport sur proposition de résolution tendant à interpréter l'article 124 du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (I., n° 7020; an., S. de 1919, p. 2945). = Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Fleuret par l'arrondissement de Melle [Deux-Sèvres] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 83); de M. Ternois par la 1^{re} circonscription d'Abbeville [Somme] (p. 83); de M. Henry Simon par la 1^{re} circonscription de Castres [Tarn] (p. 141). Prend part comme

Rapporteur à la discussion de cette dernière élection (p. 204). — Est élu membre du Comité consultatif des assurances sur la vie et des entreprises de capitalisation (p. 626). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'État de l'Aéronautique militaire* au Ministère de la Guerre [Décret du 14 septembre 1915] (J. O., p. 6559). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'État de l'aéronautique militaire* au Ministère de la Guerre [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion de la proposition de loi relative au recensement des grains et farines (A., S. de 1916, t. unique, p. 1635).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Guerre* [Décret du 28 décembre 1916] (J. O., p. 11168) : Est entendu : sur la date de la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions à accorder aux cultivateurs mobilisés pour les travaux de labour et d'ensemencement (A., S. de 1917, t. unique, p. 31); au cours de la discussion de cette proposition de résolution (p. 63 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1899 et leur maintien sous les drapeaux (p. 116 et suiv.). — Dépose, en demandant la procédure d'urgence, un projet de loi relatif à la visite, par les commissions spéciales de réforme, des exemptés et des réformés (p. 130); prend part à la discussion de ce projet de loi (*Contre-projet de M. Deguise*, p. 215; *Contre-projet de M. Joseph Denais*, p. 216; *Amendement de M. Peyroux à l'article premier*, p. 219; *Amendement concernant les conseils de revision*, p. 221 et suiv.; *Amendement concernant les commissions spéciales de réforme*, p. 233 et suiv.; *Amendement relatif aux attributions de ces commissions*, p. 237; *Amendement concernant les hommes atteint de tuberculose*, p. 237; *Disposition additionnelle relative aux hommes qui demandent à être examinés en dehors de la vue des autres hommes*, p. 238; *Amendements relatifs : aux engagés spéciaux*, p. 240, 242, 252 et suiv.; *aux hommes devant être dispensés de la visite*, p. 255, 256, 258 et suiv.; *Amendement concernant les fonctionnaires, les mobilisés sur place ou mis en sursis d'appel*, p. 266; *Amendements concernant : les hommes de la classe 1888*, p. 283; *la date d'appel des cultivateurs*, p. 286; *les hommes de la classe 1890*, p. 287; *les pères de familles nombreuses et certains veufs*, p. 288; *Dispositions additionnelles visant : les hommes résidant à*

l'étranger, p. 295; *le délai d'incorporation*, *ibid.*, *la date d'application de la loi*, *ibid.*). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant l'organisation de l'aéronautique militaire (p. 338, 549 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'amnistie des condamnations prononcées par les conseils de guerre (p. 374 et suiv.); d'une proposition de résolution tendant à assurer aux populations des campagnes le bénéfice du fonctionnement du bureau central militaire (p. 384); d'une interpellation sur la circulaire du Ministre de la Guerre relative à la suppression des permissions de vingt-quatre heures pour certains militaires (p. 412 et suiv.). — Est entendu dans la discussion des interpellations : sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 461 et suiv.); sur le ravitaillement des coopératives de la zone des armées (p. 542 et suiv.). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les permissions de l'armée d'Orient et les restrictions apportées aux permissions pour Paris (p. 582); dans la discussion d'une interpellation sur l'affectation des employés des postes, des télégraphes et des téléphones des classes 1903 et 1904 (p. 586 et suiv.); dans la discussion d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 715 et suiv.; p. 741 et suiv.); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2028, 2030, 2033, 2048, 2057, 2062, 2070, 2095; *Seconde délibération*, p. 2123).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Guerre* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2255). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 797; *Envoi gratuit des colis aux militaires du front*, p. 818; *Haute paye et indemnité de tranchées*, p. 821; *Traitements des officiers en service à l'arrière*, p. 825); des interpellations relatives à la relève et aux permissions de l'armée d'Orient (p. 979 et suiv.); du projet de loi sur l'organisation du repos du samedi pour les ouvrières du vêtement (p. 1271); d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1393 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (*Allocation supplémentaire aux familles qui ont des soldats prisonniers en*

Allemagne, p. 1440; *Indemnité de vivres aux militaires convalescents de la zone de l'intérieur* p. 1445). — Répond à une question concernant les permissions à accorder aux engagés volontaires du début de la guerre se trouvant dans des formations combattantes (p. 2265).

Est nommé *Ministre des Colonies* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7229). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant le cheptel de Madagascar (p. 2956).

En qualité de *Député*. Intervient dans la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (A., S. de 1918, t. unique, p. 1338). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Personnel de l'Administration de l'enregistrement des domaines et du timbre*, p. 2468; *Laboratoire d'études et de recherches coloniales*, p. 2478); des crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendement concernant les crédits de l'aviation*, p. 3364); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant les conservateurs, employés et commis des hypothèques*, p. 3374); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3439). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 669). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 904; A., S. de 1916, t. unique, p. 228; A., S. de 1918, t. unique, p. 126; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1975, 3381).

BETOULLE (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Limoges [Haute-Vienne]*.

Son élection est validée (A., S. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission du travail; de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi concernant les militaires du service actif ainsi que ceux rappelés sous les drapeaux à l'occasion de la mobilisation générale et qui ont été réformés n° 2 (I., 4^o 783; an., S. de 1915, p. 289). = Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections : de M. Victor Morel par l'arrondissement de Montreuil

[Pas-de-Calais] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 58); de M. Lefebvre du Prey par la 1^{re} circonscription de Saint-Omer [Pas-de-Calais] (p. 58); de M. Lemoine (Julien), par la 2^e circonscription de Saint-Omer [Pas-de-Calais] (p. 59); de M. Roden par l'arrondissement de Saint-Pol [Pas-de-Calais] (p. 59). — Prend part à la discussion de l'élection de M. Seydoux par la 2^e circonscription de Cambrai [Nord] (p. 206. *Sa motion tendant à l'annulation des opérations électorales*, p. 208). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internationale de San Francisco (p. 488, 491). — Est entendu sur la discussion immédiate de sa proposition de loi concernant les militaires réformés n° 2 (A., S. de 1915, t. unique, p. 458); la retire (p. 462). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1828 et suiv.); d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont données les permissions aux hommes du front (p. 1864). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 2310, 2313; *Son amendement concernant les allocations*, p. 2315); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Son amendement concernant le personnel auxiliaire des trésoreries générales, des recettes et autres fonctionnaires ou assimilés du Ministère des Finances*, p. 2525). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, p. 3221. Titre I. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Amendement de M. Goude à l'article 2*, p. 3246; *Article 2 modifié par la Commission*, p. 3260; *Son amendement*, p. 3264; *retrait* (ibid.); *Amendement de M. Puech au § 7*, p. 3274; *Amendement de M. Bonnefoy au même paragraphe*, p. 3278; *§ 8 modifié par la Commission*, p. 3312; *Ses amendements à ce paragraphe*, p. 3315; *Observations relatives au « certificat d'origine »*, p. 3342; *Son amendement tendant à prendre pour base, pour la fixation des pensions et gratifications, le taux maximum prévu pour l'invalidité totale*, p. 3425; *Article 12 nouveau concer-*

nant la veuve qui se remarie, p. 3725; Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chapitre II. Fixation de la pension : *Son amendement concernant les §§ 2 et 5 de l'article 15*, p. 3734, 3739; Titre III. Droit des ascendants : *Amendement à l'article 18*, p. 3760, 3732, 3765; *Paragraphe additionnel à l'article 18 présenté par M. Jean Bon, A., S. de 1918*, t. unique, p. 65; *Son amendement au § 5 de la nouvelle rédaction de cet article*, p. 81; Titre IV. Voies de recours : *Amendement de M. Gabriel Maunoury à l'article 22*, p. 197; Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Amendement de M. Chassaing au § premier de l'article 28*, p. 201; *Amendement de M. Goude au même paragraphe*, p. 205; *Article nouveau de M. Jobert concernant les infirmières*, p. 228; *Article nouveau de M. Pressemane concernant le tarif des honoraires et des médicaments pour les réformés inscrits à l'assistance médicale gratuite*, p. 239; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 279; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 2972, 3029, 3108, 3222 et A., S. O. de 1919, t. unique, p. 331, 354, 495, 527). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Sa motion tendant au renvoi de la discussion*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3599). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 450). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Intérieur. *Familles nombreuses et veuves privées de ressources*, p. 693; *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*, p. 695); du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2005); du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (p. 2609); du projet de loi accordant une indemnité aux personnels civils de l'Etat (p. 2655); du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2682); d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2834); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant les communes ayant eu des dé-*

penses exceptionnelles occasionnées par la guerre, p. 3266). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la circulaire relative aux allocations militaires et majorations aux familles bénéficiaires dont les soutiens sont démobilisés (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 8). — Demande à transformer en interpellation une question relative aux militaires démobilisables condamnés par les conseils de guerre (p. 27). — Prend part à la discussion : du projet de loi relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'Etat (p. 375); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 516, 518, *son ordre du jour motivé*, p. 646); d'une interpellation sur le décret et l'instruction relatifs à l'application du pécule aux familles des combattants morts pour la patrie (p. 659); des interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2359, 2369). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2702) et à la démobilisation (p. 2912); des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4152 et suiv.).

BÈZE (M.), *Chef du Service des Affaires algériennes.*

Est nommé *Commissaire au Gouvernement* pour la discussion du projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1916 (A., S. de 1915, t. unique, p. 1952); prend part à cette discussion (p. 1956). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3026); du projet de loi sur l'accession des indigènes musulmans algériens aux droits politiques (A., S. de 1918, t. unique, p. 2550); du projet de loi concernant le budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1919 (p. 3000).

BIENAIMÉ (M.), l'amiral, *Député du 2^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2., p. 102). — Membre : de la Commission du règlement (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 2156);

de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de la marine; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur, M. Malvy (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 94559); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer et portant modification de la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime (I., n° 1031; an., S. O. de 1915, p. 662). — Sa proposition de loi ayant pour objet de compléter le paragraphe 2 de l'article 40 de la loi du 10 juin 1896 portant organisation du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, de manière à ne permettre d'accorder le bénéfice de guerre en matière d'avancement au choix qu'aux marins ayant effectivement participé aux opérations de guerre (I., n° 1759; an., S. de 1915, p. 831). — Sa proposition de loi ayant pour objet de compléter le Code de justice militaire pour l'armée de mer (I., n° 3325; an., S. de 1917, p. 705). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faire nommer une Commission de 33 membres chargée d'ordonner la publication du rapport fait en 1916 à la Commission de la marine de guerre sur les opérations navales de 1914-1915 (1) (I., n° 4382; an., S. de 1918, p. 2912). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier l'article 12 du Règlement de la Chambre des Députés (I., n° 5376; an., S. de 1918, p. 2038). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'inviter la Commission de la marine de guerre à publier le dossier des opérations navales dans la Méditerranée en 1914-1915 (I., n° 5975; an., S. de 1919, p. 1176). — Son rapport sur le projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles la garantie de l'État pourra être accordée pour l'achat, en Angleterre, par des armateurs français, de navires à vapeur provenant de prises britanniques (I., n° 756; an., S. de 1915,

p. 276). — Son rapport sur le projet de loi attribuant compétence aux conseils de guerre de l'armée de mer pour le délit d'abandon de service en matière de réquisitions maritimes (I., n° 849; an., S. O. de 1915, p. 340); son rapport supplémentaire (I., n° 1276; an., S. de 1915, p. 955). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine (I., n° 1158; an., S. de 1915, p. 831). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 19 avril 1906 en ce qui concerne le droit à la compensation d'armement des navires construits à l'étranger (I., n° 1274; an., S. de 1915, p. 955). — Son rapport sur le projet de loi modifiant le décret-loi du 12 décembre 1806 sur le pilotage (I., n° 1303; an., S. de 1915, p. 984). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer et portant modification de la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime (I., n° 1319; an., S. de 1915, p. 1015). — Son rapport sur le projet de loi relatif au mode d'attribution des prises maritimes et des navires de guerre ennemis capturés (I., n° 1417; an., S. de 1915, p. 1234). — Son rapport sur le projet de loi modifiant la loi du 10 juin 1896 portant organisation du corps des officiers de marine (I., n° 1422; an., S. de 1915, p. 1239). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux conditions d'admission anticipée au cadre de réserve et aux conditions de mise à la retraite d'office des officiers des différents corps de la marine (I., n° 1622; an., S. de 1915, p. 1439). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant la loi du 10 juin 1896 portant organisation du corps des officiers de marine (I., n° 1976; an., S. de 1916, p. 575). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (1) (I., n° 2042; an., S. de 1916, p. 718). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la nomination dans les corps de la marine des élèves sortis de l'École polytechnique en 1914 (I., n° 2276; an., S. de 1916, p. 957). — Son rapport sur le projet de loi concernant

(1) Ce document n'a pas été publié.

(1) Cet avis a été retiré le 13 avril 1916.

les conditions d'avancement, en temps de guerre, des officiers de marine occupant des emplois spéciaux à terre (I., n° 2286 ; an., S. de 1916, p. 1030). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la nomination dans les corps de la marine des élèves ayant terminé leur première année d'études à l'École polytechnique en 1914 (I., n° 2778 ; an., S. de 1916, p. 1783). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'attribution de la Médaille militaire et de la croix de la Légion d'honneur avec traitement au personnel de la marine marchande (I., n° 3370 ; an., S. de 1917, p. 780). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la Marine marchande, sur le projet de loi concernant l'attribution de la Médaille militaire et de la croix de la Légion d'honneur avec traitement au personnel de la marine marchande (I., n° 3391 ; an., S. de 1917, p. 811). — Son rapport sur le projet de loi concernant les conditions d'avancement en temps de guerre des officiers et marins en service à terre (I., n° 3964 ; an., S. de 1916, p. 1713). — Son rapport sur la proposition de loi concernant l'attribution de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire avec traitement au personnel de la marine marchande (I., n° 4261 ; an., S. de 1918, p. 127). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par les militaires et marins en état de désertion (I., n° 4671 ; an., S. de 1918, p. 631). — Son rapport sur le projet de loi tendant à fixer à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes de l'un et de l'autre sexe et de tout âge employées sur un navire affecté à la navigation maritime (I., n° 6309 ; an., S. de 1919, p. 1819). — Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour objet d'inviter la Commission de la marine de guerre à publier le dossier des opérations navales dans la Méditerranée en 1914-1915 (I., n° 6390 ; an., S. de 1919, p. 2003). — Son avis présenté sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, au titre du Ministère des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, de crédits applicables au développement de la flotte de pêche et à l'organisation de la pêche maritime (I., n° 7088 ; an., S. de 1919, p. 3048). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'engagement d'une somme de 1.830 millions en vue de la reconstitution de la flotte commerciale française (I., n° 7108 ; an., S. de 1919, p. 3074). — Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. François-Fournier par la 1^{re} cir-

conscription de Nîmes [Gard] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 28) ; de M. Caffort par l'arrondissement de Saint-Pons [Hérault] (p. 114). — Prend part à la discussion : des projets de résolution concernant les grandes Commissions (p. 195) ; du projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internationale de San-Francisco (p. 491). — Son amendement au projet de loi fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine du commerce rappelés au service de la flotte (A., S. de 1915, t. unique, p. 489) ; le retire (*ibid.*). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, à la discussion du projet de loi relatif au droit à la compensation d'armement des navires construits à l'étranger (p. 1396 et suiv.). — Intervient dans la discussion des interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1939). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (p. 2047, 2048). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la limite d'âge des colonels et des officiers généraux (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 750) ; d'une proposition de loi tendant à avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (p. 936 ; *Samotion tendant au renvoi à la Commission*, p. 942 ; *Son contre-projet* *ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (*Article additionnel modifiant la loi sur le contrôle de la marine*, p. 1359 et suiv.) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1389 et suiv.) ; de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2342). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations développées en Comité secret (p. 2540). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2644). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la période d'été (A. S. de 1917, t. unique, p. 425) ; du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 687) ; du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Ses observations concernant les habitants de Sainte-Marie de Madagascar*, p. 862). — Son rapport sur une pétition (p. 1218). — Est entendu dans la discussion : des interpellations relatives à la guerre sous-

marine (p. 1398 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (*Ses observations relatives à l'aviation maritime*, p. 1480); d'interpellations sur la marine marchande (p. 1581 et suiv.). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2423). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (p. 2822). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. de 1918, t. unique, p. 1591); du projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2799); d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la création d'un Livre d'or des municipalités françaises (p. 2966). — Est entendu dans la discussion d'interpellations concernant la démobilisation (p. 3010). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 286); de propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 873). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1254). — Est entendu : pour un rappel au règlement (p. 1330); sur la discussion immédiate d'un projet de loi autorisant le département de la Seine à s'imposer de 4 centimes additionnels (p. 1375). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur le luxe*, p. 1383). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Création de grands ports de pêche*, p. 1418; *Son amendement concernant l'achat et la construction de navires*, p. 1424); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1611). — Son rapport sur une pétition (p. 2002). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi concernant le port de Marseille et de la proposition de loi relative à l'étang de Berre (p. 2064). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion de propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2104). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion : du projet de loi tendant à fixer à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes employées sur un navire affecté à la navigation maritime (p. 2549); du projet de loi tendant à

diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 4264); de propositions de résolution tendant à la publication des Comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4499); du projet de loi relatif à la reconstitution de la flotte commerciale française (p. 4806). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2684). — Obient des cougés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1414, 2577; A., S. de 1917, t. unique, p. 36, 2154, 2196; A., S. de 1918, t. unique, p. 2131, 2201).

BIENVENU-MARTIN (M.), *Sénateur, Ministre de la Justice*, puis *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*.

Est nommé *Ministre de la Justice* [Décret du 13 juin 1914] (J. O., p. 5234). — Est entendu : sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les mesures de grâce à prendre envers certains citoyens (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 821, 825); dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (p. 826, 828).

Est nommé *Ministre du Travail* [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7698). — Prend part à la discussion : des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Contre-projet de MM. Turmel et Jobert*, A., S. de 1915, t. unique, p. 386; *Contre-projet de M. Paul Beauregard*, p. 392; *Contre-projet de M. Tournan*, p. 439; *Amendement de M. Tournan au § 2 de l'article premier*, p. 524; *Amendement de M. Beauregard au § 2 de l'article 5*, p. 548; *Article nouveau de M. Lairolle présenté à la suite de l'article 8*, p. 572; *Disposition additionnelle de M. Tournan à l'article 10*, p. 580; *Article nouveau de M. Barthe présenté à la suite de l'article 13*, p. 622; *Amendement de M. Beauregard à l'article 14*, p. 625; *Amendement de M. Lairolle au même article*, p. 626); du projet de loi portant régularisation de décrets concernant les subventions du fonds national de chômage (p. 398 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à

la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (*Discussion générale*, p. 691; *Amendement de M. Ribeyre à l'article 62*, p. 697; *Addition à cet article, proposée par M. Lefebvre du Prey*, p. 699; *Amendement de M. Lorient à l'article 65*, p. 701; *Amendement de MM. Boisneuf et Lagrosillière*, p. 708).

BIGNON (M. PAUL), *Député de la 4^e circonscription de Dieppe [Seine-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 103). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126; F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de comptabilité (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission de la marine marchande; de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 288); de la Commission des traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2838). = Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Bouctot, par l'arrondissement de Neufchâtel [Seine-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 79); de M. Sabin, par l'arrondissement de Gaillac [Tarn] (p. 85). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (A., S. O. de 1916, t. unique, p. 4435). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 378, 439, 521, 701, 755; A., S. de 1915, t. unique, p. 820, 986, 1066, 1082, 1106, 1228, 1318, 1952, 2025; A., S. de 1916, t. unique, p. 75; A., S. de 1917, t. unique, p. 163, 771, 1762, 2085, 2196, 3127; A., S. de 1919, t. unique, p. 1854, 2267). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 590, 1372, 2025; A., S. de 1916, t. unique, p. 146, 1377, 2540; A., S. de 1917, t. unique, p. 922, 2469, 2855, 3310; A., S. de 1918, t. unique, p. 1476, 2070; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4495, 4651).

BINDER (M. MAURICE), [Seine]. Voir **MAURICE-BINDER** (M.).

BIZET (M.), *Directeur de la Caisse nationale d'épargne*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi tendant à instituer la création d'un service des chèques postaux (A., S. de 1916, t. unique, p. 1827).

BIZOT (M.), *Contrôleur central du Trésor public*, puis *Inspecteur général des Finances*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés (A., S. de 1915, t. unique, p. 513). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au quatrième trimestre 1919 (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 4125).

BLACAS (M. le duc DE), *Député de la 2^e circonscription de Cholet [Maine-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2613 et suiv.). = Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif aux veuves de militaires ayant opté pour le régime de la pension*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2564). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif à la mise en culture des terres abandonnées (A., S. de 1918, t. unique, p. 1083). — Son rapport sur une pétition (p. 2116). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Agriculture et Ravitaillement. *Discussion générale*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2610). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique,

p. 1793). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1271; A., S. de 1917, p. 296, 771).

BLAISOT (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Caen [Calvados]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'agriculture (A., S. de 1915, t. unique, p. 27). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux ascendants à la charge des soutiens de famille mobilisés le bénéfice des majorations de la loi du 5 août 1914 (I., n° 841; an., S. O. de 1915, p. 338). — Sa proposition de loi tendant à allouer à tous les mobilisés, lors de leur démobilisation, une indemnité de retour de campagne (I., n° 5179; an., S. de 1918, p. 1817). — Sa proposition de loi présentée avec demande de discussion immédiate tendant à rendre insaisissable l'indemnité de démobilisation (I., n° 6190; an., S. de 1919, p. 1628). = Son rapport sur la proposition de loi tendant à accorder la gratuité du voyage aux familles des soldats morts pour la patrie (I., n° 7025; an., S. de 1919, p. 2957). — Son rapport sur : 1° le projet de loi ayant pour objet de modifier temporairement les articles 14, 17, 26 et 27 de la loi du 31 juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local; 2° la proposition de loi de M. Gaffier et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 14 de la loi du 31 juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local (I., n° 7132; an., S. de 1919, p. 3112). = Prend part à la discussion des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 68). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables p. 932); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Répartition des combustibles*, p. 2078). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (A., S. de 1918, t. unique, p. 1340); du projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui con-

cerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 3030). — Prend part à la discussion de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (A., S. O. de 1919, t. nuique, p. 756, 766, 782). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919. [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Construction et achat de navires*, p. 1431); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels au budget annexe des chemins de fer de l'État (p. 1731); d'interpellations sur le retard apporté dans le paiement de la prime de démobilisation (p. 2080); d'un projet de loi ouvrant un crédit de 100 millions en faveur des petits commerçants, artisans démobilisés (p. 3064); du projet de loi relatif à l'achat de jeunes chevaux (p. 3676); du projet de loi relatif aux indemnités de résidence attribuées aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État (p. 4253). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 486; A., S. de 1915, t. unique, p. 1808; A., S. de 1916, t. unique, p. 38, 98, 146, 228; A., S. de 1918, t. unique, p. 1288, 2404, 2864, 2983; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 953.) = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 394; A., S. de 1917, t. unique, p. 36; 2815).

BLANC (M. ALEXANDRE) [*Vaucluse*]. Voir **ALEXANDRE-BLANC** (M.).

BLEY (M.), *Directeur de la Dette inscrite*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 224); du Budget de l'Exercice 1914 p. 508); du projet de loi relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents civils de l'État qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exécution de ce service (A., S. de 1915, t. unique, p. 17); du projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles p. 1484); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer (p. 1648); du projet de loi ayant pour objet : 1° l'institution à l'Administration centrale

du Ministère de la Guerre d'un service général des pensions, secours et renseignements aux familles des militaires; 2° la création d'emplois à l'Administration centrale du Ministère des Finances; 3° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1858); du projet de loi concernant les titres au porteur de rente sur l'Etat déclarés perdus ou volés à la suite de faits de guerre, et de la proposition de loi concernant les valeurs mobilières françaises autres que celles visées par la loi du 4 avril 1915 (A., S. de 1917, t. unique, p. 386); du projet de loi tendant à relever le taux des pensions militaires pour infirmités en cas de cécité absolue ou d'amputation de deux membres (p. 1606); du projet de loi portant modification à la législation des pensions civiles et militaires (p. 3052); du projet de loi relatif à la déchéance du droit à pension de veuve, en matière de pensions militaires de la Guerre et de la Marine (p. 3053); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3284); du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 1288); du projet de loi portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord (*ibid.*); du projet de loi portant modification à la législation des pensions civiles et militaires (*ibid.*); du projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles [Loi du 9 juin 1853] (p. 1746); du projet de loi modifiant le mode de paiement des arrérages des pensions inscrites au Grand-Livre de la dette viagère (p. 2442); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2790); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3158); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3231); du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2140); du projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales (p. 2334); de la proposition de loi relative à la contribution spéciale sur les bénéfices réalisés par certains propriétaires d'immeubles à Paris, à l'occasion de la fête de la Victoire (p. 2994).

BLOCH (M. MAURICE), *Président de la Commission exécutive des achats et transports par mer effectués en vue d'assurer l'alimentation nationale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi concernant la garantie de l'Etat en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime (A. S. de 1717, t. unique, p. 146); du projet de loi relatif à l'assurance contre les risques maritimes de guerre des navires battant pavillon allié ou neutre (p. 185); du projet de loi relatif à la garantie de l'Etat en matière d'assurances contre les risques maritimes de la guerre (p. 392); du projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1915 et instituant l'assurance obligatoire contre les risques de guerre pour les corps de navires français de plus de 500 tonnes de jauge brute (p. 606).

BLUM (M. LÉON), *Chef du cabinet du Ministre des Travaux publics.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet et de la proposition concernant la vente, la répartition et la taxation du charbon (A., S. de 1915, t. unique, p. 1953).

BLUYSEN (M. PAUL), *Député de l'Inde française.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 294). = Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); des traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2838). = Sa proposition de loi portant création, par la fusion des corps actuels, d'un personnel des « Services civils des colonies d'Afrique » (I., n° 187; an., S. O. de 1914, p. 1902). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'accroître les facilités d'accession à la qualité de citoyen français pour certains militaires et anciens militaires de l'Algérie, des colonies et pays de protectorat (I., n° 1005; an., S. O. de 1915, p. 572). — Sa proposition de loi tendant à la création d'un Ministère de l'Afrique du Nord [Algérie, protectorats de la Tunisie et du Maroc] (I., n° 1402; an., S. de 1915, p. 1134). — Sa proposition de loi tendant à la construction par

l'Etat, en régie, de chemins de fer au Maroc (I., n° 3624 ; an., S. de 1917, p. 1070). — Son rapport sur le projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques (I., n° 479 ; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2188). — Son rapport sur le projet de loi relatif au remboursement des billets des banques coloniales (I., n° 480 ; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2189). — Son rapport sur le projet de loi portant affectation d'un reliquat de 605.000 fr. sur les emprunts de 65 et 100 millions de l'Afrique occidentale française (I., n° 733 ; an., S. O. de 1915, p. 263). — Son rapport sur le projet de loi fixant diverses mesures destinées à parer à l'insuffisance éventuelle des recettes du budget général et des budgets annexes des chemins de fer de l'Afrique occidentale française (I., n° 1373 ; an., S. de 1915, p. 1050). — Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies, sur le projet de loi portant affectation d'un crédit de 500.000 francs à la création, à La Mecque et à Médine, de deux hôtelleries destinées aux pèlerins indigents originaires des possessions et protectorats français d'Afrique (I., n° 1616 ; an., S. de 1915, p. 1424). — Son rapport sur le projet de loi tendant à la désignation de conseillers légistes musulmans auprès de la Commission interministérielle des affaires musulmanes (I., n° 2997 ; an., S. de 1917, p. 148). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond, de la proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à proroger le privilège des banques de l'Indochine et de l'Afrique occidentale française (I., n° 3211 ; an., S. de 1917, p. 434). — Son rapport sur le projet de loi rendant applicables aux colonies françaises les dispositions de l'article 19 de la loi du 29 septembre 1917, portant ouverture, sur l'Exercice 1917, des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (I., n° 3995 ; an., S. de 1917, p. 1733). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de faire participer la colonie de la Réunion dans les résultats financiers de l'exploitation du chemin de fer et du port de la Réunion (I., n° 7084 ; an., S. de 1919, p. 3045). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Colonies à mettre en vigueur, sur le chemin de fer et port de la Réunion, des tarifs dépassant les maxima fixés aux cahiers des charges de cette entreprise (I., n° 7086 ;

an., S. de 1919, p. 3047). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de désaffecter une somme de 1 million de francs sur les fonds de l'emprunt de 4.380.000 francs contracté par les établissements français dans l'Inde auprès de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et qui a fait l'objet des lois du 1^{er} avril 1906, du 11 avril 1910 et du 8 avril 1913, et d'autoriser la Colonie à rembourser par anticipation à l'établissement prêteur cette somme de 1 million de francs (I., n° 7087 ; an., S. de 1919, p. 3047). — Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau, sur les élections : de M. Jacques Stern par l'arrondissement de Castellane [Basses-Alpes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 8) ; de M. Raoul Anglès par l'arrondissement de Sisteron [Basses-Alpes] (p. 9). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi relatif à la prorogation du privilège des banques coloniales (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 946). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi relatif au remboursement des billets des banques coloniales (p. 947) ; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 947). — Prend part à la discussion d'un projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (A., S. de 1915, t. unique, p. 1586). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi concernant le budget général et les budgets annexes des chemins de fer de l'Afrique occidentale (p. 1824 et suiv.). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur la distribution des vêtements chauds et du linge aux troupes et le mode de couchage des soldats (p. 1971, 1972). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant le régime de la presse en temps de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 84 ; *Sa motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 85) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxes sur les denrées coloniales*, p. 2768) ; du projet de loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française (p. 2873). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*Retire un amendement concernant les établissements français de l'Inde*, A., S. de 1917, t. unique, p. 521). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la nécessité de remanier le plan de distribution du charbon en ce qui concerne les centres industriels (p. 1176) ; développe cette interpellation (p. 1186 et suiv.). — Demande à interpellier le

Gouvernement sur l'application du décret ministériel réglementant le prix de vente au numéro des journaux (p. 2410). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (A., S. de 1918, t. unique, p. 1338). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2428, 2917). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 461; A., S. de 1916, t. unique, p. 1971; A., S. de 1918, t. unique, p. 843, 1526; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 435, 1090, 2267).

BLUZET (M.), *Directeur du service spécial pour la reconstitution des régions envahies et le règlement des dommages de guerre au Ministère de l'Intérieur.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : des interpellations sur le fonctionnement et les résultats pratiques du Comité interministériel pour la reconstitution des régions envahies et la question des réfugiés (A. S. de 1917, t. unique, p. 2122); du projet de loi sur la réparation des dommages de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2694); du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1919, t. unique, p. 1631); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2518); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus, au titre civil, au cours de la guerre (p. 3101).

BOISNEUF (M.), *Député de la 2^e circonscription de la Guadeloupe.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 599). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission de la marine marchande (A., S. de 1915, t. unique, p. 1382); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). = Sa proposition de loi ayant pour but de créer un régime légal pour les routes coloniales, les chemins vicinaux, les chemins ruraux, les chemins et sentiers d'exploitation de la Guadeloupe (I., n° 661; an., S. O. de 1915, p. 196). — Sa proposition de loi

portant application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion, de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable (I., n° 739; an., S. O. de 1915, p. 263). — Sa proposition de loi portant réforme de la constitution de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion (I., n° 740; an., S. O. de 1915, p. 263). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion de certaines dispositions de la loi du 10 août 1871 sur l'organisation des conseils généraux (I., n° 1178; an., S. de 1915, p. 841). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les relations maritimes entre la France et ses colonies de la Guadeloupe et de la Martinique (I., n° 1499; an., S. de 1915, p. 1336). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le règlement du prix des cannes à sucre à la Guadeloupe et à la Martinique (I., n° 1500; an., S. de 1915, p. 1336). — Sa proposition de loi tendant à garantir la sécurité et la sincérité des opérations électorales dans les colonies où existe le suffrage universel (I., n° 2124; an., S. de 1916, p. 681). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à l'utilisation des troupes de couleur en Europe (I., n° 2881; an., S., de 1917, p. 22). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'application aux colonies de la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles, et de certaines dispositions de la législation métropolitaine sur les sociétés de crédit agricole (I., n° 2915; an., S. de 1917, p. 43). — Sa proposition de loi tendant au renouvellement, pour une période de vingt-cinq années, du privilège des banques de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane (I., n° 3185; an., S. de 1917, p. 580). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'application aux opérations de pesage de cannes à sucre, dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions en vigueur dans la métropole sur le contrôle du pesage des betteraves (I., n° 3306; an., S. de 1917, p. 691). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet l'application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, de certaines dispositions de la loi du 10 août 1871 sur l'organisation des conseils généraux (I., n° 3466; an., S. de

1917, p. 886). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'application aux colonies de la loi du 12 avril 1906 modifiant les articles 62 et 67 du Code pénal (I., n° 3538; an., S. de 1917, p. 977). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative aux chemins vicinaux et ruraux et au dessèchement des marais dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion (I., n° 3638; an., S. de 1917, p. 1126). — Sa proposition de loi tendant à l'application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion des lois du 8 janvier 1905 et du 16 avril 1914, modifiant divers articles de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, et à la modification, en tant qu'elles s'appliquent aux colonies, de certaines dispositions de l'article 133 de la même loi du 5 avril 1884 (I., n° 4161; an., S. de 1917, p. 2241). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la mise en culture des terres abandonnées et à l'organisation du travail agricole aux colonies (I., n° 4237 et annexe; an., S. de 1918, p. 106 et 603). — Sa proposition de loi ayant pour objet de faire avancer, sans intérêts, par la Banque de la Guadeloupe, à la colonie de la Guadeloupe, une somme de 1.104.515 francs destinée à des travaux de vicinalité et à des travaux de dragage dans le port de la Pointe-à-Pitre (I., n° 4242; an., S. de 1918, p. 109). — Sa proposition de loi tendant à l'application, aux colonies, de la loi du 16 mars 1917 sur l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie (I., n° 4251; an., S. de 1918, p. 112). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet l'application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, de certaines dispositions de : 1° la loi du 15 juillet 1893 sur l'organisation de l'assistance médicale gratuite; 2° la loi du 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés; 3° la loi du 28 juin 1904 relative à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux; 4° la loi du 14 juillet 1904 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources (I., n° 5876; an., S. de 1919, p. 1040). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc (I., n° 1099; an., S. O. de 1915, p. 739). — Son rapport, sur la demande

de discussion immédiate, et sur le fond de la proposition de résolution concernant les relations maritimes entre la France et ses colonies de la Guadeloupe et de la Martinique (I., n° 1634; an., S. de 1915, p. 1454). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à examiner les modifications à apporter au régime douanier colonial en vue de favoriser, dans l'avenir, le commerce français au détriment du commerce des puissances en guerre avec la France (I., n° 3353; an., S. de 1917, p. 712). — Son rapport sur le projet de loi portant modification à l'article 6 de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce (I., n° 4190; an., S. de 1918, p. 9). — Son rapport sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 29 décembre 1917, qui a prohibé l'importation à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion des sucres, des mélasses, des sirops de batterie et des alcools étrangers (I., n° 4573; an., S. de 1918, p. 528). — Son avis, présenté au nom de la Commission des douanes sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (I., n° 5885; an., S. de 1919, p. 1064). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 17 avril 1907, dite loi de sécurité de la navigation, en vue d'affranchir le corps des inspecteurs de la navigation maritime de la tutelle administrative, qui paralyse son action (I., n° 6172; an., S. de 1919, p. 1524). — Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Baduel par l'arrondissement de Murat [Cantal] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 15); de M. Hugon par l'arrondissement de Saint-Flour [Cantal] (p. 15). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant les veuves et les orphelins des fonctionnaires des colonies décédés sous les drapeaux (A., S. de 1915, t. unique, p. 683); de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 802; *Son article additionnel*, p. 931). — Est entendu dans la discussion : du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1173); d'un projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions de la loi du 7 juillet 1900 organisant les troupes coloniales (p. 1773); du projet de loi relatif à l'ouverture

de crédits applicables au premier trimestre de 1916 (*Son amendement concernant les délibérations des conseils généraux des colonies en matière financière*, p. 1910, 1911, 1912). — Sa rectification au procès-verbal de la séance du 16 décembre 1915 (p. 1920). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à la loi portant convocation, devant la commission de réforme, des exemptés, des ajournés et des réformés des vieilles colonies (A. S. de 1916, t. unique, p. 599 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2523); déclare se rallier à l'ordre du jour déposé par M. Bouisson (p. 2524). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2579); du projet de loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française (*Ses amendements*, p. 2877 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de son interpellation concernant le régime de prime indirecte accordée dans certaines colonies à la fabrication de l'alcool (A. S. de 1917, t. unique, p. 9 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 690); d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1392); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 1438; *Ses amendements concernant : les allocations*, p. 1475; *les délibérations des conseils généraux des colonies relatives au mode d'assiette ou aux règles de perception des taxes et contributions*, p. 1475; *la Banque de la Guadeloupe*, *ibid.*). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le régime à appliquer aux soldats français originaires des colonies (p. 1500). — Est entendu dans la discussion d'interpellations sur la marine marchande (p. 1572 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (*Son amendement*, p. 3720). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le développement de la production du sucre aux Antilles et à la Réunion et les relations de ces colonies avec la métropole (A., S. de 1918, t. unique, p. 802); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part

à la discussion des projets et propositions de loi concernant le régime de l'alcool (Titre I. Monopole de l'alcool industriel. *Son amendement à l'article premier*, p. 971). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de finances. *Son amendement concernant les attributions des conseils généraux des colonies*, p. 1191). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1266, 1292, 1320, 1533, 1600, 2653); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Création, par les conseils généraux des colonies, de ressources spéciales destinées à certaines dépenses*, p. 1375); de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1736, 1762, 1880, 1882). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1839); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1945). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des brimades, délits et crimes dont sont victimes des citoyens ou sujets français de couleur sur le territoire français (p. 2036); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2036, 2136, 2377); dans la discussion de cette interpellation (p. 3364; *son ordre du jour motivé*, p. 3366). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la grève du personnel des raffineries (p. 2240); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Solde des militaires des colonies*, p. 2543; *Réduction des crédits destinés au ravitaillement*, p. 2585; *Distillation des figes, dattes, caroubes et fruits secs de toute origine*, p. 2604; *Son amendement tendant à la disjonction des articles 15 à 20 concernant l'alcool*, p. 2605). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à fixer à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes employées sur un navire affecté à la navigation maritime (p. 2553). — Est entendu au cours de la discussion : d'une interpellation sur la démobilisation des mobilisés venus de l'Amérique latine (p. 2909); du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 100 millions en faveur des petits commerçants, artisans démobilisés (p. 3071); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique

(p. 3163); du projet de loi sur le régime de l'alcool (p. 3507). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2346).

BOISSEL-DOMBREVAL (M.),
Député de l'arrondissement de Coutances [Manche].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi tendant à la création d'une médaille avec insigne et prime en faveur des soldats du front (I., n° 6105; an., S. de 1919, p. 1339). = Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1916, t. unique, p. 2084). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 302; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1793, 1937).

BOKANOWSKI (M. MAURICE), *Député de la 4^e circonscription de Saint-Denis [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Secrétaire du 9^e bureau (F. n° 35, J. O. de 1915, p. 307). = Membre : de la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 185); de la Commission du budget (A., S. de 1918, t. unique, p. 803) = Sa proposition de loi tendant à instituer au Ministère de la Justice une Commission chargée de dresser un état des créances des Français et protégés français sur les sujets des Etats ennemis, afin d'en faciliter le règlement à l'issue de la guerre (I., n° 599, an., S. de 1915, p. 157). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 731 du Code civil et à attribuer à l'État la qualité et les droits d'un héritier réservataire dans les successions déferées à moins de quatre enfants (I., n° 1062; an., S. de 1915, p. 1353). — Sa proposition de loi tendant à fixer, pour les jugements de séparation de corps qui n'ont pu acquérir force de chose jugée par suite de la guerre, le point de départ du délai de trois ans prévu par l'article 310 du Code civil pour leur conversion en divorce (I., n° 3014; an., S. de 1917, p. 158). — Sa proposition de loi tendant

à réprimer la destruction volontaire des denrées alimentaires (I., n° 3467; an., S. de 1917, p. 887). — Sa proposition de résolution tendant à affermir l'influence française et à préparer le développement de notre commerce d'exportation par la mise en sursis des mobilisés résidant avant la guerre dans les pays d'outre-mer (I., n° 3680; an., S. de 1917, p. 1145). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate tendant à assurer le bénéfice des allocations et majorations de la loi du 5 août 1914 aux familles des militaires non officiers à traitement mensuel (I., n° 4359, an., S. de 1918, p. 234). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à prévenir l'espionnage (I., n° 4594; an., S. de 1918, p. 538). — Sa proposition de loi portant établissement d'une taxe simple sur les paiements effectués à l'occasion de tous actes de commerce et de toutes transactions sur les produits de l'industrie et de l'agriculture, et supprimant certains impôts qui entravent et gênent considérablement l'activité économique nationale (I., n° 4667; an., S. de 1918, p. 1238). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits ou de contraventions qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat (I., n° 4700; an., S. de 1918, p. 636). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate tendant à associer le peuple français et les soldats des armées alliées, le 4 juillet 1918, à la célébration de la fête nationale des États-Unis d'Amérique (I., n° 4790; an., S. de 1918, p. 857). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour permettre aux femmes dont la nationalité d'origine est française, et qui ont contracté mariage avant la guerre avec des sujets allemands d'obtenir la dissolution de ce mariage par consentement mutuel (I., n° 5253; an., S. de 1918, p. 1682) (1). — Sa proposition de loi tendant à accorder l'amnistie aux délits de droit commun et aux délits politiques commis avant le 11 novembre 1918 et n'entraînant pas de peine supérieure à deux années d'emprisonnement (I., n° 5254; an., S. de 1918, p. 1682) (1). — Sa proposition de résolution tendant à ériger dans une salle du Palais-Bourbon le buste d'Abel Ferry, Député des Vosges, mort sur le champ de bataille, dans

(1) Ce document n'a pas été publié.

l'exercice de ses fonctions de délégué de la Commission de l'armée (I., n° 5976; an., S. de 1919, p. 1176). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à se concerter avec les puissances alliées ou associées en vue de la création d'un billet international (I., n° 5977; an., S. de 1919, p. 1176). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter le Gouvernement à constituer une Commission extraparlamentaire chargée d'étudier les méthodes et les résultats économiques et sociaux du bolchevisme (I., n° 6300; an., S. de 1919, p. 1794). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de trois milliards de francs pour faciliter la construction d'habitations à bon marché (I., n° 6467; an., S. de 1919, p. 2067 et 2068). — Son rapport sur : 1° le projet de loi fixant les conditions d'application du décret du 27 septembre 1914, relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, aux brevets d'invention intéressant les ressortissants de ces deux pays; 2° la proposition de loi de MM. André Honnorat et Adrien Dariac, tendant à limiter le bénéfice des mesures prises depuis le début de la guerre en faveur de la propriété industrielle aux ressortissants des pays étrangers qui assurent à nos nationaux un traitement de réciprocité (I., n° 674; an., S. de 1919, p. 208). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à réprimer la remise en paiement de chèques sans provision préalable ou avec provision insuffisante (I., n° 2985; an., S. de 1917, p. 257). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à compléter les lois des 14 juin 1865 et 19 février 1874 sur la législation des chèques (I., n° 3480; an., S. de 1917, p. 890). — Son rapport sur le projet de loi prorogeant la durée des brevets d'invention (I., n° 6311; an., S. de 1919, p. 1825). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. de Gailhard-Bancel par la première circonscription de Tournon (Ardèche) (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 106). — Demande à interpellier sur les décisions que le Gouvernement compte prendre pour rétablir la confiance unanime du Parlement autour d'un Gouvernement de défense nationale (A., S. de 1915, t. unique, p. 1484); développe cette interpellation (p. 1495). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre pour faire rentrer les ouvriers spécialistes encore aux armées dans les usines fabriquant le matériel et les mu-

nitons (p. 2269). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement concernant les spécialités pharmaceutiques*, p. 2777). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de l'affaire dite « des carbures » (A., S. de 1917, t. unique, p. 36); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 37 et suiv.); développe cette interpellation (p. 339 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 803 et suiv.; *Son article nouveau modifiant le régime des successions*, p. 835). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et à l'affaire du *Bonnet rouge* (p. 2700). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'action qu'il entend mener pour déjouer les manœuvres diplomatiques de l'Allemagne (p. 2802). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2842). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'utilisation de l'arme économique dans la lutte contre l'Allemagne (p. 3054). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (*Son amendement*, (A., S. de 1918, t. unique, p. 1054); du projet de loi concernant l'exportation des capitaux et l'importation des titres (p. 1090); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances, *Taxe sur les objets du luxe*, p. 1136). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de loi tendant à prévenir l'espionnage (p. 1365 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur la question de l'assurance au décès de toute l'armée et de toute la flotte (p. 1404); d'une interpellation sur l'organisation des consortiums (p. 1657). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Amendements relatifs à la durée de la prorogation du privilège* p. 1722; *Amendement de M. Vincent Auriol sur les bénéfices de guerre*, p. 1796; *Motion tendant à réserver l'examen de son amendement concernant le superdividende*, p. 1902; *Amendement relatif à la fondation d'une banque française d'exportation* p. 1912; *Son amendement concernant l'escompte des effets ayant pour origine des exportations de marchandises produites en France*, p. 1914; le

retire, ibid.; *Son article additionnel relatif au superdividende*, p. 1979; *retrait*, p. 1980; *Ses observations sur la nouvelle rédaction de l'article 2*, p. 1983); d'une interpellation sur la désorganisation des services automobiles à la suite du décret du 18 janvier 1918 (p. 1860). — Sa motion tendant à mettre à l'ordre du jour de la prochaine séance la proposition de loi votée par le Sénat relative à l'hommage à rendre aux artisans de la victoire (p. 2661). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéficiaires] (*Art. 1 bis nouveau de M. Cabrol*, p. 2902; *Son amendement à l'art. 2*, p. 2915); du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 3226). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 224). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 408, 421); du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1132, 1163, 1206); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2^o à la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 4425). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 422; A., S. de 1918, t. unique, p. 97; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 997). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 880, 1574; A., S. de 1916, t. unique, p. 302; A., S. de 1917, t. unique, p. 854, 1811; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2279).

BOLLEY (M.), *Directeur des affaires commerciales et industrielles au Ministère du Commerce puis Directeur général des douanes au Ministère des Finances.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant

ratification de décrets relatifs à des prohibitions de sortie et à la suspension de droits de douane sur diverses marchandises (A., S. de 1915, t. unique, p. 81); du projet de loi portant approbation de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc (*ibid.*); du projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de réduire les droits d'entrée sur diverses marchandises (p. 394); du projet de loi étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisienne (A., S. de 1915, t. unique, p. 590); de la proposition de loi ayant pour objet de suspendre la totalité du droit de douane sur le papier journal et les pâtes de cellulose (p. 620); du projet de loi relatif à la réforme du régime des entrepôts (p. 960); du projet de loi portant ratification du décret du 26 mai 1915 ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie (*ibid.*); du projet de loi ayant pour objet de développer les services de l'Office national du commerce extérieur et de créer un Comité consultatif du commerce d'exportation (p. 1532); de la proposition de résolution concernant la dénonciation de la convention du 14 juin 1881, relative au régime douanier entre le canton de Genève et le département de la Haute-Savoie (p. 1953); du projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions d'entrée ou d'augmenter les droits de douane sur diverses marchandises (A., S. de 1917, t. unique, p. 121); du projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'augmenter ou de diminuer des droits d'entrée (p. 1763); du projet de loi concernant le droit de douane supplémentaire de 14 francs par 100 kilos frappant les sucres étrangers (p. 2382); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 2456); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2790); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 196); du projet de loi tendant à la saisie, à défaut de production de l'autorisation réglementaire, des marchandises prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916 (p. 308); du projet de loi portant désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 0/0 établie par

l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 (p. 730); du projet de loi portant ratification du décret du 22 mars 1917 qui prohibe l'entrée en France de marchandises d'origine ou de provenance étrangère (p. 1271); du projet de loi relatif au régime douanier des produits marocains importés en Algérie par la frontière de terre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 326); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 450); des projets et de la proposition de loi concernant l'Office national du commerce extérieur (p. 1102); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1238); du projet de loi portant modification du régime douanier des produits pétroliers en France (p. 2280); de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes (p. 2334); du projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales (*ibid.*); du projet de loi instituant le monopole d'achat et d'importation des huiles raffinées et des essences de pétrole (p. 3265).

BON (M. JEAN), *Député de la 5^e circonscription de Saint-Denis [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 2126); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet la nomination d'une commission chargée d'étudier les événements survenus depuis le 4 août jusqu'au 20 décembre 1914 (I., n° 3619; an., S. de 1917, p. 1069). — Sa proposition de loi sur le commerce de la presse (I., n° 3837; an., S. de 1917, p. 1355). — Sa proposition de loi présentée avec demande de discussion immédiate tendant à transporter le commencement de l'année budgétaire du 1^{er} janvier au 1^{er} avril (I., n° 4015; an., S. de 1917, p. 1743). — Sa proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'examiner les documents contenus dans le « Livre Jaune » concernant l'alliance franco-russe (I., n° 4997; an., S. de 1918, p. 1134). — Sa proposition de résolution

tendant à l'érection d'un monument à la ville de Liège (I., n° 5035; an., S. de 1918, p. 1200). — Sa proposition de résolution tendant à la revision des lois constitutionnelles (I., n° 5150; an., S. de 1918, p. 1797). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne (I., n° 5354; an., S. de 1919, p. 145). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la publication des procès-verbaux des comités secrets tenus de 1914 à 1918 (I., n° 5634; an., S. de 1919, p. 475). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant au recensement des profits de guerre (I., n° 5675; an., S. de 1919, p. 661). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à faire ériger sur une place de Paris l'image de Jeanne d'Arc sur le bûcher (I., n° 6131; an., S. de 1919, p. 1399). — Sa proposition de loi tendant à exonérer du paiement du prix de louage d'objets dont l'usage n'a pas été permis par le fait de la présence au drapeau (I., n° 6146; an., S. de 1919, p. 1408). — Sa proposition de loi concernant le sectionnement du département de la Seine pour les élections législatives (I., n° 6633; an., S. de 1919, p. 2301). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Peytral (Victor) par l'arrondissement de Gap [Hautes-Alpes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 9). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Sa disposition additionnelle à l'article 6*, A., S. de 1915, t. unique, p. 250, 251). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (A., S. de 1915, t. unique, p. 745); de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 923). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (p. 1485); sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 1491). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Son amendement concernant les rations allouées aux soldats, sous-officiers et officiers*, A., S. de 1916, t. unique, p. 558; *le retire*, p. 559). — Est entendu dans la discussion des projets et propositions de loi concernant

les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Ses observations sur l'article 16*, p. 848. Juridiction et procédure : *Ses observations sur l'article 51*, p. 918 et suiv.). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion des interpellations en Comité secret (p. 1294). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement concernant les dépenses secrètes du Ministère des Affaires étrangères*, p. 1353 ; *le retire*, p. 1355 ; *Ses observations concernant la création d'un emploi de chef de division à l'administration centrale du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale*, p. 1362). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue le 20 octobre 1915 rue de Tolbiac (p. 1403) ; d'une interpellation sur le fonctionnement du Trésor et Postes, les colis postaux et la correspondance des soldats des pays envahis (p. 1472) ; du projet de loi comportant garantie par l'État des risques de guerre pour les voyages sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique (p. 1617) ; des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (Seconde délibération : *Proposition additionnelle de M. Émile Constant*, p. 1650 et suiv.). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion du projet de loi concernant l'aduction, à Paris, des eaux des sources de la Voulzie, du Durteint et du Dragon (p. 1698) ; dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Son amendement relatif aux fonds secrets du Ministère des Affaires étrangères*, p. 1815 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Ses observations sur l'article 8*, p. 2051 et suiv. ; *Son amendement à cet article*, p. 2053 ; *Ses observations sur le dernier paragraphe de l'article 40*, p. 2183 ; *Amendement de M. Lefas à l'article 55 devenu 52*, A., S. de 1917, t. unique, p. 51 ; *Amendement de M. Navarre à l'article 50*, p. 94 ; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 146) ; d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2102). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la discussion d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs

par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2141) ; au cours de la discussion de cette proposition de loi (p. 2155 et suiv. ; p. 2232 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la saisie des exemplaires de la *Liberté* effectuée le 8 novembre 1916 (p. 2268) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu sur le renvoi de la suite de la discussion des diverses interpellations relatives à la crise des transports (p. 2294, 2339, 2341) ; prend part à la discussion de ces interpellations (p. 2343 et suiv.). — Intervient dans la discussion du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2403 et suiv.). — Est entendu : sur le projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918 (p. 2459) ; sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 2548) ; dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement concernant le personnel de l'administration des Journaux officiels*, p. 2665 ; *le retire*, p. 2666 ; *Son amendement relatif à la perception des taxes sur les boissons hygiéniques*, p. 2764 ; *Taxes sur les denrées coloniales*, p. 2770). — Est entendu : sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2677) ; dans la discussion du projet de loi concernant l'attribution aux agents des chemins de fer d'allocations complémentaires (*Amendement de M. Bedouce* p. 2845 ; *Ses observations sur l'article premier*, p. 2847) ; sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant les décrets qui ont nommé le général Joffre maréchal de France (p. 2864). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la mise en culture des terres abandonnées (p. 2892). — Est entendu : pour un rappel au Règlement (A., S. de 1917, t. unique, p. 157) ; sur les ordres du jour motivés présentés à la suite du Comité secret relatif aux affaires de Grèce (p. 170 et suiv.) ; dans la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Retire un amendement à l'article 5*, p. 255). — Prend part à la discussion du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (p. 323). — Ses observations sur le procès-verbal de la séance du 9 février 1917 (p. 337). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 422, 423). — Prend part à la discussion : d'une interpellation con-

cernant la campagne menée par une certaine presse contre l'école laïque (A., S. de 1917, t. unique, p. 428); de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (*Contre-projet de M. Jobert*, p. 491 et suiv.; *Amendement relatif aux mines*, p. 527 et suiv.; *Observations relatives à l'article 2*, p. 534, 557; à l'article 4, p. 559; *Amendement de M. Paul Laffont à l'article 4*, p. 560, 561; *Ses observations sur l'article 6*, p. 564 et suiv.; *Sur l'article 9*, p. 573 et suiv.; *Disposition additionnelle de M. Merlin sur l'article 16*, p. 1098; *Articles additionnels présentés par M. Valière*, p. 1102; *Motion tendant au renvoi de la proposition de loi à la Commission*, p. 1109). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 673 et suiv.; *Sa motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 686; *Sa motion tendant au renvoi de la suite de la discussion à une autre séance*, p. 689; *Son amendement*, p. 691; *Ses observations sur les articles 4 et 5*, p. 692); d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 721, 737 et suiv.; *Ses amendements*, p. 742 et suiv.; *Ses observations*, p. 749 et suiv.; *Son article additionnel*, p. 760; *le retire*, p. 761); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (*Ses observations*, p. 2028, 2031, 2034, 2059, 2092). — Parle sur le procès-verbal de la séance du 15 mars 1917 (p. 734). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Haute paye et indemnité de tranchées*, p. 824; *Sa motion tendant à la création d'un chapitre 11 bis intitulé « Développement de l'industrie nationale »*, p. 832 et suiv.; *Son amendement relatif aux fonds secrets du Département des Affaires étrangères*, p. 836 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 961 et suiv.); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 866); du projet et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (*Discussion générale*, p. 912; *Sa motion tendant à une seconde délibération*, p. 939); du projet de loi portant ouverture d'un crédit en vue du recensement de la population civile (p. 1123). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le statut des officiers généraux, colonels et fonctionnaires de grades correspondants (p. 1145); sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 1168). — Prend part

à la discussion : d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1278); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Allocation supplémentaire aux familles qui ont des soldats prisonniers en Allemagne*, p. 1440; *Allocations aux femmes de mobilisés*, p. 1443; *Reprend l'amendement de M. Adolphe Défosse relatif à la solde des officiers de la zone des armées*, p. 1452); des interpellations sur le décret du 13 juin 1917 relatif au gaz (p. 1513); d'un projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1562). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (*Discussion générale*, p. 1542; Exonérations et délais. *Amendement de M. Bonnefous à l'article 14*, p. 1605; *Amendement de M. Levasseur à l'article 12*, p. 1620; Juridiction et procédure. *Ses observations sur l'article 52*, p. 1654; *Amendement de M. Levasseur à l'article 59*, p. 1666; *Amendement de M. Ribeyre au même article*, p. 1670; *Son amendement à l'article 56*, p. 1675. Articles 27, 28, 29 réservés : *Motion tendant à la disjonction de l'article 27*, p. 1764; *Amendement de M. Puech tendant au même but*, p. 1769; *Son article additionnel*, p. 1780); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 322, 358, 389, 402, 410, 429, 445, 453, 491 et suiv.). — Est entendu : pour un rappel au Règlement (A., S. de 1917, t. unique, p. 1709, 1743); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1785, 1919). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Son amendement tendant à l'institution d'une contribution civique et d'une taxe d'habitation*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1843; *Amendement de M. Vincent Auriol concernant l'impôt sur les professions industrielles et commerciales*, p. 1855; *Ses observations sur l'article 4*, p. 1864; *Amendement de M. Réville à l'article 14 concernant les grands magasins*, p. 1880; *Amendement de M. Vincent Auriol relatif aux grands établissements de crédit*, p. 1883). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant autorisation d'avances à des Gouvernements alliés ou amis (p. 1908). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, adopté par

le Sénat, instituant des pupilles de la nation (Dispositions générales : *Observations concernant l'article premier*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1955. Des mesures juridiques de protection prises en faveur des pupilles de la nation : *Amendement de M. Jules Delahaye au paragraphe 5 de l'article 22*, p. 2021. Du placement des pupilles de la nation : *Ses observations sur l'article 26*, p. 2023); du projet de loi approuvant des conventions relatives à l'attribution d'allocations complémentaires aux agents de diverses compagnies de chemins de fer (p. 2223; *Reprend un amendement de M. Augagneur à l'article premier*, *ibid.*). — Prend part à la discussion d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2296, 2298). — Est entendu : sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 2402); sur le procès-verbal de la séance du 19 septembre 1917 (p. 2425). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2475); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Blanchissage du linge de corps des hommes de troupe au front, éclairage des soldats, transport gratuit des colis envoyés aux soldats*, p. 2352; *Transports militaires et achats de matériel vis-à-vis des compagnies de chemins de fer*, p. 2352; *Personnel civil de l'intendance, des états-majors et des dépôts*, p. 2533; *Combustibles et ingrédients pour les automobiles*, p. 2535; *Règlement de compte des exercices non réglés*, p. 2556; *Ouverture d'un compte spécial pour les cessions de matériel à des Gouvernements étrangers*, p. 2561; *Taux de l'intérêt payé par la Caisse nationale d'épargne*, p. 2571); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 2641). — Demande la discussion immédiate d'une proposition de résolution relative à la nomination d'une Commission chargée d'étudier les événements survenus du 4 août au 20 décembre 1914 (p. 2591); est entendu dans cette discussion (p. 2666). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives : aux affaires Bolo pacha et du *Bonnet rouge* (p. 2705); au ravitaillement du pays (p. 2752, 2762). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (p. 2821); d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de terre (p. 2831). — Demande l'ordre du jour pur et simple à la suite

de la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2848). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 2879). Demande à interpellier le Gouvernement sur le renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 2918); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); l'interpellation n'est pas maintenue (p. 2920). — Intervient dans la discussion des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2938). — Est entendu sur la date de la prochaine séance (p. 3044). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Article 2 modifié par la Commission*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3260; *Son amendement au paragraphe premier*, p. 3265; *Amendement de M. Jobert au paragraphe 6*, p. 3269; *Ses observations relatives au « certificat d'origine »*, p. 3342; *Observations concernant l'article 12 relatif à la veuve du mobilisé qui se remarie*, p. 3348; *Amendement de M. Betoulle concernant la base de fixation des pensions et gratifications*, p. 3438. Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chap. 1^{er}. Du droit à la pension : *Amendement de M. Goude au paragraphe 5 de l'article 9*, p. 3464; *Amendement tendant à la suppression de l'article 12 relatif aux veuves qui se remarient*, p. 3469; *Article 12 nouveau présenté par la Commission*, p. 3726. Chap. II. Fixation de la pension : *Son amendement tendant à la fusion des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 15*, p. 3736 et suiv. Titre III. Droit des ascendants : *Amendement de M. Queuille à l'article 18*, p. 3757; *Son amendement au paragraphe 5 de l'article 18* A., S. de 1918, t. unique, p. 61; *Amendement de M. Locquin*, p. 62; *Son paragraphe additionnel à l'article 18*, p. 64, 66; *Amendement de M. Betoulle au paragraphe 5 de la nouvelle rédaction de cet article*, p. 82; *Amendement tendant à la suppression de ce paragraphe 5*, p. 84; *Son amendement concernant la mère naturelle*, p. 85; *Ses observations sur le paragraphe 2 de l'article 19*, p. 88. Titre IV. Voies de recours. *Amendement de M. Doizy à l'article 21*, p. 136. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi. *Amendement de M. Chassaing au paragraphe premier de l'article 28*, p. 204; *Son amendement à ce paragraphe*, p. 206; *Amende-*

ments relatifs à l'article 29, A., S. de 1918, t. unique, p. 209; Amendement de M. Lamy au paragraphe 2 de l'article 30, p. 213; Article nouveau concernant les infirmières militaires et bénévoles, p. 214; Amendement de M. Lefas y relatif, p. 229; Remplacement par un capital d'une petite partie de la pension, p. 236; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 2973, 3025, 3029, 3107, 3189, 3196, 3202, 3216, 3222, 3237); de ce projet de loi modifié à nouveau par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 330, 354, 454, 497, 523, 589, 668, 853, 866; *Seconde délibération*, p. 1078). — Parle sur le procès-verbal de la séance du 11 décembre 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3337). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3362). — Sa motion tendant à modifier une précédente décision de la Chambre concernant le renvoi aux commissions compétentes du projet de loi relatif au privilège de la Banque de France (p. 3375). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de loi tendant à transporter le commencement de l'année budgétaire du 1^{er} janvier au 1^{er} avril (p. 3421). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 3501; *Reprend un amendement de M. Brousse relatif au service de santé*, p. 3502); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôt sur les bénéfices de guerre*, p. 3527; *Taxe sur les successions*, p. 3596; *Son amendement y relatif*, p. 3542; *Coffres-forts et compartiments de coffres-forts en location*, p. 3562; *Impôts sur les paiements et les dépenses*, p. 3581, 3596; *Primes aux agents du fisc*, p. 3635; *Constatation de la perception de la taxe*, p. 3641; *Article additionnel relatif à certains employés des chemins de fer*, p. 3657); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3899); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 3914). — Est entendu: pour un rappel au règlement (p. 3599); dans la discussion du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3684); dans la discussion du projet de loi relatif à l'ajournement des élections (*Ses amendements*, p. 3697, 3699, 3701); dans la discus-

sion du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (A., S. de 1917, t. unique, p. 3806; 3814). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi adoptée par le Sénat, concernant la procédure à suivre devant la Haute Cour de justice (p. 3861); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 3885). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le régime de censure politique appliqué aux journaux républicains de province (A., S. de 1918, t. unique, p. 10). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 77); d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée « La part du combattant » (p. 113); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 167, 1245, 1491, 1597, 1894, 2008, 2112, 2129, 2688, 3052). — Prend part à la discussion: d'un projet de loi relatif aux avances à faire aux gouvernements alliés ou amis (p. 225); d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales pour les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (p. 302). — Est entendu dans la discussion: de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 559); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 574, 577; *Discussion générale*, p. 613; Légion d'honneur: *Amendement tendant à réduire le supplément à la dotation*, p. 660. Finances: *Ses observations concernant la constitution des retraites des fonctionnaires*, p. 661. Affaires étrangères: *Ses observations relatives à la lecture faite par le Ministre des Affaires étrangères d'un document diplomatique, au cours d'une cérémonie commémorative*, p. 703; *Publication d'une lettre de l'ancien tsar de Russie au Président de la République*, p. 775. Finances, Chap. réservés: *Rappel des fonctionnaires mobilisés dans d'autres ministères*, p. 806; *Trésoriers-payeurs généraux*, ibid. Loi de Finances: *Réduction pour charges de famille en ce qui touche l'impôt sur le revenu*, p. 1097; *Amendement de M. Bouffandeau concernant l'impôt sur le revenu*, p. 1116; *Impôt sur la publicité insérée dans les journaux*, p. 1141; *Impôt sur les transports par chemins de fer*, p. 1174; *Impôt sur les transports par eau*, p. 1179); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1614). — Parle dans la discussion: de l'interpellation sur les responsabilités gouverne-

mentales et les compromissions révélées par le débat de l'affaire Bolo (A., S. de 1918, t. unique, p. 791). — Est entendu dans la discussion des projets et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (Titre premier, monopole de l'alcool industriel, *Contreprojet de M. Siegfried*, p. 848; *Amendement de M. Barthe à l'article 7 tendant à établir, dans certains cas, une taxe spéciale sur tous les alcools*, p. 2858). — Intervient dans la fixation de la date de la discussion d'interpellation concernant les conditions de circulation et de transports sur les voies ferrées (p. 901). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 21 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 908, 935). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 983, 1008, 1020, 1032; *Son amendement à l'article premier*, p. 1051; *Amendement de M. Bokanowski*, p. 1056); d'un projet de loi approuvant une convention passée entre le Ministère de la Guerre et les grands réseaux de chemins de fer en vue de fixer les conditions de participation de l'Etat à des dépenses d'acquisition de matériel roulant (p. 1085); du projet de loi concernant l'exportation des capitaux et l'importation des titres (p. 1088); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'évaluation de la propriété immobilière en matière de successions, donations et échanges (p. 1206). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1292). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les saisies gageries ordonnées au mépris de la loi sur les loyers (p. 1351). — Demande la question préalable pour la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1352, 1356); prend part à la discussion de ce projet de loi (*Discussion générale*, p. 1370, 1374, 1382, 1412, 1420, 1446, 1485; *Passage à la discussion des articles*, p. 1688; *Amendement concernant la prorogation du privilège*, p. 1719; *Sa motion tendant à l'application de l'article 80 du règlement*, p. 1725; *Amendement limitant à quinze ans la prorogation du privilège*, p. 1752; *Ses observations concernant la question de confiance posée par le Ministre des Finances*, p. 1758; *Demande l'application de l'article 80 du règlement*, p. 1759; *Amendement*

relatif aux bénéfices de guerre, A., S. de 1918, t. unique, p. 1779, 1792; *Amendement de M. Magniaudé concernant le même objet*, p. 1798; *Amendement relatif au montant de l'émission fiduciaire affectée au Trésor public*, p. 1836; *Ses observations sur l'article 2 de la convention*, p. 1839; *Amendement concernant la suppression du 5^e alinéa de l'article 5 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1844; *Addition au § 5 de l'article 5 de la convention présentée par M. Vincent Auriol*, p. 1847; *Amendements de M. Barthe concernant : le portefeuille moratoré*, p. 1878, *la gérance du fonds spécial de réserve et d'amortissement*, p. 1879; *la suppression du § 5 de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1887; *la fondation d'une banque française d'exportation*, p. 1910; *Reprend un amendement concernant l'escompte des effets ayant pour origine l'exportation de marchandises produites en France*, p. 1914, *le retire*, *ibid.* *Reprend un amendement de M. Barthe concernant le nombre des succursales*, p. 1917; *Amendement de M. Lairolle relatif au nombre d'actions nécessaires pour participer aux assemblées générales*, p. 1926; *Reprend un amendement de M. Barthe concernant le règlement des effets par chèque postal*, p. 1929, *le retire*, p. 1930; *Son amendement concernant les tractations internationales relatives à la valeur libératoire des métaux précieux*, p. 1932; *Amendement relatif à l'attribution des fonctions de gouverneur et sous-gouverneur*, p. 1940; *Ses amendements concernant : l'assemblée générale des actionnaires*, p. 1946; *les qualités requises pour être actionnaire de la Banque de France*, p. 1953; *Amendements tendant : à ce qu'aucun régent ne puisse être administrateur de sociétés financières étrangères*, p. 1972; *à ce qu'aucun régent ne puisse être administrateur de sociétés financières de pays en guerre avec la France*, p. 1973; *Article additionnel de M. Jobert relatif au remboursement en espèces des billets de banque*, p. 1977; *Ses observations : sur la nouvelle rédaction de l'article 2*, p. 1980; *sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1984). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 1477); d'une proposition de loi tendant à la création d'une commission de contrôle des essences et carburants pour automobiles (p. 1498); d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services

civils] (A., S. de 1918, t. unique, p. 1552); du projet de loi concernant les crédits provisoires du troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1588, 1604, 1610 et suiv.); du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers (p. 1729). — Parle sur une rectification matérielle au texte de ce projet de loi, demandée par la Commission (p. 1767). — Est entendu : dans la discussion d'une interpellation sur le décret du 5 juin 1918 abrogeant celui du 14 avril 1918 concernant le règlement sur le service intérieur des corps de troupes (p. 1814); dans la discussion d'un projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1919 (p. 1826); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à la marine marchande (p. 1946). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2022); d'un projet de loi tendant à la création d'une école nationale professionnelle à Epinal (p. 2063); sur la date de la prochaine séance (p. 2063); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (*Discussion générale*, p. 2160; *Amendement de M. Barthe à l'article premier*, p. 2161; *Son amendement au § 4 de l'article 5*, p. 2163; *Sa disposition additionnelle à cet article*, p. 2170). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Fixation du régime des réfugiés*, p. 2187; *Délégation de soldes*, p. 2193); du projet de loi concernant les crédits provisoires du quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2201); du projet de loi concernant le relèvement des taxes des colis postaux (p. 2201); d'une interpellation concernant une concession de terrains pétrolifères, en Algérie (p. 2223). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission spéciale chargée d'examiner les documents contenus dans le livre jaune concernant l'alliance franco-russe (p. 2229); modifie sa proposition (p. 2232). Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie (p. 2282, 2352, 2409); d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (p. 2314). — Demande l'ordre du jour

pur et simple comme conclusion à la discussion d'une interpellation sur la cherté de la vie (A., S. de 1918, t. unique, p. 2376). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et des entreprises industrielles (p. 2385; *Seconde délibération*, p. 2410); d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercice clos et d'exercices périmés (p. 2406); du projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de français (p. 2518; *Sa motion tendant au renvoi du projet à la Commission*, p. 2519; *Ses observations*, p. 2534); d'un projet de loi adopté par le Sénat, modifiant la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 2541). — Sa motion tendant à ce que la Chambre tienne séance le jeudi matin 7 novembre pour discuter le projet de loi sur l'accession des indigènes musulmans algériens aux droits politiques (p. 2562). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur la division de la France en régions économiques (p. 2573); d'un projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (p. 2607); du projet de loi relatif à l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (p. 2632); du projet de loi accordant une indemnité aux personnels civils de l'Etat (p. 2654); du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2685); d'une interpellation relative à la non application de la loi qui garantit un pécule de 1.000 francs aux familles des soldats morts pour la patrie (p. 2725); d'un projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2745). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1917 de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (*Sa motion préjudicielle*, p. 2820); d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2825). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les déclarations concernant l'emprunt et sur l'ensemble de la politique financière (p. 2867); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu : dans la discussion d'un projet de loi relatif au classement du personnel des services radiotélégraphique (p. 2870); pour un fait personnel (p. 2873). — Adresse au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale une question

relative à la promulgation de décrets concernant les caisses d'épargnes (A., S. de 1918, t. unique, p. 2878). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéficiaires] (*Amendement de M. Cazassus à l'article premier*, p. 2899; *Son amendement au § 2 de cet article*, p. 2900; *Amendement de M. Ernest Lafont au § 5*, p. 2901; *Amendement concernant l'article 2*, p. 2919, 2923; *cet article devenu article 3*, p. 2953; *Ses observations sur l'article 5*, p. 2987; *Amendement de M. Lafont à cet article*, p. 2994). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion des interpellations visant les questions de démobilisation (p. 2935); dans la discussion d'une proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à la création d'un livre d'or des municipalités françaises (p. 2966). — Demande l'ordre du jour pur et simple à la suite de la discussion d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3014). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3064, 3075, 3154). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales (p. 3135); d'un projet de loi concernant la bibliothèque de l'arsenal (p. 3159, 3206); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3260; *Son amendement relatif à la dette flottante*, p. 3393; *Médailles militaires*, p. 3395; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 3399); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Navigation du Rhin*, p. 3282); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendement concernant la démobilisation*, p. 3353; *Son amendement relatif à la propagande à l'étranger*, p. 3361; *Démobilisation des médecins et infirmières*, p. 3365); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Etablissement du budget de 1919*, p. 3372; *Subvention à la caisse autonome des ouvriers mineurs*, p. 3386; *Recouvrement de l'impôt sur le revenu*, p. 3389; *Compensation entre les sommes dues à titre de réquisition et les sommes à recevoir par les percepteurs*, p. 3390). —

Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3420, 3430); du projet de loi concernant la révision des listes électorales (p. 3454, 3456). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 44, 602, 799, 1560, 2092, 2183, 2261, 2400, 2428, 3591); dans la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre, p. 50, 68, 76, 87, 95, 101 et suiv.; 117, 144, 150, 158, 192, 247, 264, 271 et suiv.; 306 et suiv.); de ce projet de loi, modifié une troisième fois par le Sénat (p. 1638, 1653, 1686, 1699). — Intervient dans la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 226). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion (p. 376); du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 414); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 520, 553). — Est entendu sur le retrait provisoire de l'ordre du jour d'un projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 661, 1160). — Est entendu : sur l'interprétation de l'article 24 du Règlement [Question de la discussion immédiate] (p. 678); dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (p. 725); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1902). — Prend part à la discussion de propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 741, 838, 962, 992). — Son addition à l'ordre du jour de M. Barthe, présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur le consortium des métaux et la démobilisation des usines de guerre (p. 825). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant la ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 882); d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1006; *Sa demande de l'ordre du jour pur et simple*, p. 1028; *la retire*, p. 1029); du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1018, 1048, 1132, 1160, 1209); du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Enseignement primaire supérieur*,

A., S. O., de 1919, t. unique, p. 1110. *Traitements des fonctionnaires de l'enseignement primaire à Bordeaux, Lyon, Marseille et Paris*, p. 1112; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Organisation de la radiotélégraphie aux colonies*, p. 1180. *Rengagements de six mois dans l'armée*, p. 1187). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant les intérêts à payer à la Banque de France et à la Banque d'Algérie*, p. 1336. *Impôt sur le revenu*, p. 1368. *Publicité dans les journaux, revues, etc.*, p. 1387. *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1394); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1491). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Ses amendements concernant : la compression du personnel d'officiers*, p. 1434; *le désarmement d'un certain nombre de vieux bâtiments de la marine*, p. 1456; *Démobilisation des équipages de la flotte*, p. 1458; *Crédits concernant le service des poudres et salpêtres*, p. 1463; *Entretien des troupes d'occupation en pays ennemis*, p. 1464); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1521, 1582, 1612, 1659); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1536); d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1573). — Est entendu dans la discussion : des projet et propositions de loi relatifs à l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 1606, 2213, 2219, 2851, 2989, 3031); d'une proposition de loi concernant les dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1919 (p. 1651); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'Office national du commerce extérieur, aux attachés et agents commerciaux (p. 1727). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix, p. 1787 (*Sa motion tendant à ce que la Chambre se forme en comité secret*, *ibid.*; *Ses observations sur la demande de clôture de la discussion*, *ibid.*; *sur les ordres du jour*, p. 1797). — Est entendu : pour un rappel au Règlement (p. 1830, 2727, 3378, 3596, 4662); dans la discussion du projet de loi tendant à ratifier une

convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et à élever le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1907, 1909); propose la question préalable (p. 2995 et suiv.); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 3011). — Parle sur la demande de discussion immédiate du projet de loi ayant pour objet la protection des appellations d'origine (p. 1923); au cours de la discussion de ce projet de loi (p. 1942). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à accorder à la France les réparations qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne (p. 1932). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les visas de décrets portant nomination à des évêchés (p. 1952); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 1952, 1977, 1983, 2376). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur les événements du 1^{er} mai (p. 1975); d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (p. 2037, 2054; *Son contre-projet*, p. 2083); d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour la protection des monuments historiques endommagés pour faits de guerre (p. 2065). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi portant création d'un office de reconstitution des immeubles détruits par faits de guerre (p. 2123); du projet de loi autorisant le versement de coupons russes en libération de la moitié du prix de souscription des obligations à émettre par application de la loi du 16 février 1917 (p. 2125); du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2143). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de la paix (p. 2158). — Demande l'ordre du jour pur et simple à la suite de la discussion d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2205). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi concernant la durée du travail dans les mines (*Seconde délibération*, p. 2304). — Pose la question préalable au sujet de la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2413); prend part à cette discussion (*Discussion générale*, p. 2465; *Encouragement à la natalité par subventions aux départements et aux communes*, p. 2666; *Refonte de la police générale du territoire*, p. 2667. Instruction publique : *Discussion générale*, p. 2728 et

suiv. ; *Ménagerie des animaux vivants du Muséum d'histoire naturelle*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2741 ; *Observatoire d'astronomie physique de Meudon*, p. 2742 ; *Musée d'ethnographie*, p. 2743 ; *Application de la loi relative au dépôt légal des publications et des livres*, *ibid.* ; *Bibliothèques publiques*, p. 2744 ; *Remises universitaires accordées dans les lycées, collèges et cours secondaires*, p. 2749 ; *Expérimentation des nouveaux systèmes pédagogiques*, p. 2753 ; *Sa demande d'ajournement de la discussion du budget des postes et télégraphes*, p. 2777. Finances : *Discussion générale*, p. 2780 et suiv. ; *Intérêts de la dette flottante du Trésor*, p. 2783 ; *Intérêts servis par les caisses d'épargne*, p. 2804 ; *Remise en état des routes*, p. 2805 ; *Chemins de fer et canaux d'Alsace et Lorraine*, p. 2808. Affaires étrangères : *Discussion générale*, p. 2821 et suiv. Beaux-Arts : *Discussion générale*, p. 2868 et suiv. ; *Abbaye du Mont-Saint-Michel*, p. 2874 ; *Explique son vote*, p. 2882) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3592). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de la transformation en ambassades des légations de la République française en Belgique et au Brésil (p. 2450) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils [Exercice 1919] (*Ses amendements concernant : la suppression du chapitre relatif au personnel des écoles militaires*, p. 2484 ; *les avances au budget annexe des poudres pour bâtiments et outillages*, p. 2489 ; *la villa des Brillants, annexe du musée Rodin*, p. 2492 ; *Ses observations concernant : les distributions d'énergie électrique dans les régions libérées*, p. 2494 ; *les dépenses afférentes au service des travaux de première urgence*, *ibid.* ; *les communes ayant à assurer la prophylaxie des maladies vénériennes*, p. 2495 ; *Son explication de vote*, p. 2497) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 2722). — Parle sur la fixation de la date de la nomination de la Commission de la paix (p. 2536). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 (*Son amendement concernant la mission française en Palestine, en Syrie et en Arménie*, p. 2543 ; *Suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2569 ; *Son amendement réduisant de 50 millions les crédits affectés au service des poudres*, p. 2589 ; *Entretien des troupes d'occupation en pays ennemis*, p. 2601). — Est entendu sur la remise de la discussion d'un projet de loi por-

tant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Intérêts de la dette flottante du Trésor] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2558). — Explique son vote sur les crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 2640). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels provisoires civils pour 1919 (*Discussion générale*, p. 2640) ; d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918, au titre du budget ordinaire des services civils, et ouverture de crédits sur l'Exercice 1918, au titre des dépenses exceptionnelles des services civils (*Intérêts de la dette flottante du Trésor*, p. 2644) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 2728) ; du projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1918 à l'Exercice 1919 (*Œuvres françaises au Maroc*, p. 2645) ; d'une proposition de loi relative aux locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2684) ; du projet de loi concernant les fêtes de la Victoire (p. 2712 et suiv.). — Soulève un incident au sujet d'une question qu'il désire poser au Gouvernement (p. 2920). — Adresse aux Ministres de l'Instruction publique et de l'Intérieur une question sur l'utilisation qui a été faite de l'abbaye du Mont-Saint-Michel pour une cérémonie religieuse (p. 2956). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'établissement d'une contribution spéciale à l'occasion des fêtes de la Victoire (p. 3015) ; du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels pour l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3055, 3086 et suiv. ; 3162 et suiv. ; 3186 et suiv. ; 3206 et suiv.) ; du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 100 millions en faveur des petits commerçants, artisans démobolisés (p. 3169) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 4792). — Pose la question préalable au sujet de la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'Ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3101) ; est entendu dans la discussion de ce projet de loi (p. 3114, 3140, 3143 et suiv. ; 3233, 3263, 3348 et suiv.). — Est entendu pour un rappel au Règlement au sujet d'un projet de loi relatif aux garanties de la liberté individuelle (p. 3217). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la

politique générale du Gouvernement (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3276); demande l'affichage du discours prononcé par M. Franklin-Bouillon au cours de la discussion des ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de cette interpellation (p. 3282). — Demande l'ordre du jour pur et simple comme sanction à la discussion d'une interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour protéger l'industrie française contre l'envahissement des produits manufacturés allemands (p. 3322). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la situation financière de la France (p. 3335); du projet de loi relatif aux contributions directes de l'Exercice 1920 (p. 3362); des crédits applicables au mois d'août 1919 (p. 3390); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel technique du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (p. 3414); du projet de loi relatif à la révision des soldes militaires (p. 3425 et suiv.; 3448); du projet de loi attribuant une partie de la redevance supplémentaire de la Banque de France à une banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France (p. 3433 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 4797); du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (p. 3473 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les conditions dans lesquelles l'Administration des domaines a prêté le Jardin des Tuileries pour donner des fêtes au bénéfice d'intérêts privés (p. 3488); est entendu sur la fixation de la date (p. 3494). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi modifiant l'organisation municipale (p. 3498 et suiv.). — Est entendu sur la demande de congé présentée par M. Abel, député du Var (p. 3513). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant le règlement transactionnel des litiges relatifs aux transports militaires sur les grands réseaux (p. 3523 et suiv.); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements et salaires du personnel des postes et télégraphes (p. 3589). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la fermeture du Jardin des Tuileries, le 22 août au soir (p. 3604). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour l'inscription des pensions civiles en 1919 (p. 3624); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 3625). — Demande l'ajournement du

projet de loi portant ouverture de crédits en vue de l'achat de jeunes chevaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3659, 3668). — Est entendu contre le renvoi à une prochaine séance de la discussion du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3667, 3857); explique son vote relatif à ce projet de loi (p. 4238). — Prend part à la discussion : 1° du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2° de la proposition de loi de M. Alexandre Varègne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 3726, 3867, 4259, 4420); du projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement des actes d'avances sur titres (p. 3748). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les visites dites concordataires qu'auraient reçues le Président de la République et le Président du Conseil, de dignitaires de l'église catholique (p. 3797); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion : des crédits applicables au quatrième trimestre 1919 (p. 4159); du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (p. 4222, 4288, 4332). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la publication des papiers Goncourt (p. 4225); est entendu sur la fixation de la date (*ibid.*). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant le suffrage des femmes (p. 4378). — Est entendu dans la discussion de propositions de loi relatives au vote par correspondance (p. 4455); de propositions de résolution tendant à la publication des comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4496 et suiv.). — Ses questions : au Ministre de la Justice concernant l'entérinement de bulles d'investiture des évêques de Metz et Strasbourg par le Conseil d'Etat; au Ministre de l'Instruction publique, concernant l'interdit de la Faculté de théologie de Strasbourg, lancé par l'évêque de Strasbourg (p. 4545, 4814). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la fixation de l'ordre des diverses élections (p. 4579); d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1919 (p. 4682); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4727 et suiv.; 4743 et suiv.; 4760); du projet de loi relatif au statut des officiers généraux et colonels et fonc-

tionnaires de grade correspondant (p. 4803). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 2439).

BONHOMME (M.), *Contrôleur général de l'Administration de l'armée.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion d'une interpellation sur la situation de soldats et gradés de l'active ou de la réserve de l'active occupant des fonctions administratives (A., S. de 1916, t. unique, p. 2022).

BONNAIL (M.), *Député de l'arrondissement de Limoux [Aude].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 500.000 francs destiné à secourir les victimes des inondations du 20 décembre 1917 dans le département de l'Aude (I., n° 4187; an., S. de 1918, p. 8). — Prend part à la discussion de diverses interpellations concernant la crise des transports (A., S. de 1918, t. unique, p. 2150).

BONNEFOUS (M. GEORGES), *Député de la 2^e circonscription de Versailles [Seine-et-Oise].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 2009); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, p. 2133). — Sa proposition de loi tendant à instituer, pour les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer, une médaille, dite de la « Valeur militaire », destinée à commémorer les citations individuelles à l'ordre de l'armée, du corps d'armée ou de la division (I., n° 487; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2189). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, réglant les conditions d'attribution de la croix de guerre (I., n° 1412; an., S. de 1915, p. 1232). — Sa proposition de loi, présentée avec

demande de discussion immédiate, concernant les actions en justice des sujets des puissances en guerre avec la France (I., n° 2101; an., S. de 1916, p. 663). — Sa proposition de résolution tendant à la revision des lois constitutionnelles (I., n° 2771; an., S. de 1916, p. 1751). — Sa proposition de loi tendant à instituer une médaille, dite de la « Fidélité française » pour les Alsaciens et Lorrains condamnés, au cours des quarante-huit dernières années, pour leur attachement à la France (I., n° 5412; an., S. de 1918, p. 1605). — Sa proposition de loi tendant à ordonner l'érection sur la place de la Concorde, à Paris, d'un monument commémoratif de la victoire et de la concorde de la France et des nations alliées (I., n° 5506; an., S. de 1918, p. 2931). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier l'article 51 du Règlement de la Chambre en ce qui concerne le vote du budget et des crédits (I., n° 5770; an., S. de 1919, p. 895). — Son rapport sur le projet de loi relatif au concours pour la nomination des auditeurs de 2^e classe au Conseil d'État (I., n° 4278; an., S. de 1918, p. 141). — Son rapport sur le projet de loi tendant à assurer plus complètement la répression des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État (I., n° 4499; an., S. de 1918, p. 447). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à proroger, à raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique (I., n° 5017; an., S. de 1918, p. 4197). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à assurer plus complètement la répression des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État (I., n° 5090; an., S. de 1918, p. 1649). — Ses rapports, au nom du 3^e bureau, sur les élections : de M. Camuzet par l'arrondissement de Beaune [Côte-du-Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 19); de M. Gabriel Mounoury par la 1^{re} circonscription de Chartres [Eure-et-Loir] (p. 26). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution complétant l'article 135 du Règlement de la Chambre [Répartition des sièges dans la salle des séances] (*Retire sa disposition additionnelle*, p. 272). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les scènes scandaleuses qui se sont produites à Meudon le 21 juin 1914 (p. 423). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, une proposition de résolution concernant l'organisation et le déplacement des cortèges et manifestations dans les bois et forêts

de l'État de la banlieue de Paris (p. 502); développe les motifs de l'urgence (p. 502); retire ce projet de résolution (p. 504). — Est entendu dans la discussion du projet de loi autorisant l'émission d'obligations à court terme (A., S. de 1915, t. unique, p. 36). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi concernant les décrets de nationalisation (*Son amendement*, p. 62, 63); d'une proposition de loi tendant à créer une croix dite « croix de guerre » (p. 86, 90); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 489). — Est entendu sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (A., S. de 1916, t. unique, p. 2683 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (A., S. de 1917, t. unique, p. 720, 754); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2102); d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 783). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Exonérations et délais : *Son amendement à l'art. 14*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1604 et suiv. Juridiction et procédure. *Son amendement à l'art. 52*, p. 1663; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 1783); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 455). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicable au quatrième semestre de 1917 (*Dépenses secrètes*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2576). — Son addition aux ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion d'interpellations relatives aux affaires Bolo-Pacha et du *Bonnet Rouge* (p. 2700, 2707). — Ses rapports sur des pétitions (p. 3146). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (*Sa motion préjudicielle*, p. 3149, 3177); du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3816). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 124, 1267, 1694); Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917

[Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 933); du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers (*Son article additionnel*, p. 1739); du projet de loi concernant la revision des listes électorales (p. 3458). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant la protection de la liberté commerciale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 988); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1880); des projet et proposition de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives; sa demande de renvoi à la Commission (p. 3719 et suiv.); la retire (p. 3724); est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (p. 4437); des propositions de résolution concernant la publication des comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4519); du projet de loi sur l'amnistie (p. 4759). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 118; A., S. de 1915, t. unique, p. 196, 250, 302, 512, 534, 1160, 1318; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968, 2273). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 590, 937, 1388, 1464, 1678; A., S. de 1917, t. unique, p. 2735).

BONNEVAY (M.), *Député de la 2^e circonscription de Villefranche [Rhône]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de la Commission des boissons (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des décrets (1916, F., n° 244; J. O., p. 10942). = Sa proposition de loi tendant à organiser l'autonomie administrative des départements (I., n° 98; an., S. O. de 1914, p. 1860). — Sa proposition de loi ayant pour objet de suspendre, pendant la durée des hostilités, le droit de douane sur les tulles

de moins de sept mailles (dits gros bobins) indispensables à l'industrie des rideaux brodés [art. 422 du tarif des douanes] (I., n° 959; an., S. de 1915, p. 485). — Sa proposition de loi tendant à donner un statut administratif et financier au personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures et à modifier les attributions budgétaires de l'État et des départements dans les services des aliénés indigents, de la justice et des prisons (I., n° 710; an., S. O. de 1915, p. 510). — Sa proposition de loi tendant : 1° à faciliter l'acquisition d'une maison et d'une petite propriété aux soldats réformés avec pension pour blessures de guerre ou maladies contractées aux armées et aux veuves pensionnées des soldats tués à l'ennemi depuis le 2 août 1914; 2° à faciliter l'acquisition de terres aux fermiers, métayers, ouvriers agricoles ayant fait campagne (I., n° 1798; an., S. de 1916, p. 191). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à allouer la solde et l'indemnité de vivres aux militaires des armées bénéficiant de permissions exceptionnelles à l'occasion de la naissance d'un enfant (I., n° 4233; an., S. de 1918, p. 98). — Sa proposition de loi relative aux associations constituées en vue de faciliter le logement des familles nombreuses (I., n° 4580; an., S. de 1918, p. 529). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à démobiliser, dans le plus bref délai, les classes de la réserve de l'armée territoriale (I., n° 5233; an., S. de 1918, p. 1822). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder d'office remise de leur contribution personnelle-mobilière à certaines catégories de mobilisés (I., n° 5234; an., S. de 1918, p. 1822). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour que les nouveaux emplois à la légion de la Garde républicaine ne soient plus réservés aux célibataires et aux veufs sans enfants (I., n° 5418; an., S. de 1918, p. 2098). — Sa proposition de loi tendant à autoriser la Caisse nationale d'assurances en cas de décès à consentir tous contrats d'assurance en cas de vie, en cas de décès et mixtes, sans limitation du montant du capital assuré (I., n° 5280; an., S. de 1918, p. 2145). — Sa proposition de loi tendant à autoriser les départements à acquérir des terrains et des domaines ruraux, à les lotir et à les revendre, en vue de

faciliter l'accession à la petite propriété des travailleurs et des personnes peu fortunées (I., n° 5572, an., S. de 1919, p. 110). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à mettre fin aux réquisitions militaires des produits agricoles sur le territoire français (I., n° 6187; an., S. de 1919, p. 1627). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 500.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs de l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône (Rhône), victimes d'un orage (I., n° 6661; an., S. de 1919, p. 2336). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à hâter la liquidation des pensions attribuées par la loi du 31 mars 1919 (I., n° 7189; an., S. de 1919, p. 3170). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 75 de la loi municipale du 5 avril 1884 [Création de postes d'adjoints spéciaux] (I., n° 1067 et annexe; an., S. de 1915, p. 695 et 978). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à ce que, dès la fin des hostilités, il soit placé sur la façade de chaque mairie une plaque commémorative, sur laquelle seront gravés les noms des habitants de la commune morts au champ d'honneur (I., n° 1068; an., S. de 1915, p. 1043). — Son rapport sur le projet de loi portant modification de l'article 41 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux, modifié par l'article premier de la loi du 30 juin 1907, et de l'article 150 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (I., n° 1089; an., S. O. de 1915, p. 735). — Son rapport sur le projet de loi fixant, pour la durée de la guerre, la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées alliées, ou à l'agrandissement des cimetières communaux existants (I., n° 1175; an., S. de 1915, p. 839). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les lieux de sépulture à établir pour les soldats des armées françaises et alliées décédés pendant la durée de la guerre (I., n° 1593; an., S. de 1915, p. 1417). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. André Honnorat instituant un fonds spécial de garantie pour les mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail; 2° la proposition de loi de M. André Lebey tendant à compléter pour les seuls blessés ou mutilés de la guerre la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail; 3° l'article 29 du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre

et de mer dans les cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (I., n° 1717; an., S. de 1916, p. 193). — Son rapport supplémentaire sur le même sujet (I., n° 1913; an., S. de 1916, p. 406). — Son rapport sur la proposition de loi sur les marchés de gré à gré et sur les marchés sans autorisation préalable passés pour le compte des communes (I., n° 2303; an., S. de 1916, p. 209). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. E. Nouhaud tendant à la rééducation professionnelle agricole des blessés et mutilés de la guerre et à l'application des lois sur les habitations à bon marché, la petite propriété et le crédit agricole; 2° la proposition de loi de MM. Queuille, Laurent Eynac et Paul Laffont (Ariège), tendant à donner aux mutilés de la guerre les moyens d'acquérir une propriété rurale; 3° la proposition de loi de M. Bonnevey et plusieurs de ses collègues, tendant : 1° à faciliter l'acquisition d'une maison et d'une petite propriété aux soldats réformés avec pension pour blessures de guerre ou maladies contractées aux armées et aux veuves pensionnées des soldats tués à l'ennemi depuis le 2 août 1914; 2° à faciliter l'acquisition de terres aux fermiers, métayers, ouvriers agricoles ayant fait campagne; 4° la proposition de loi de M. Jules Siegfried tendant à faciliter l'application aux mutilés et blessés pensionnés et aux veuves et enfants pensionnés des militaires tués à l'ennemi ou morts des suites de leurs blessures ou de maladies contractées au cours des hostilités des lois sur les habitations à bon marché, la petite propriété, les petites exploitations rurales et le crédit immobilier; 5° la proposition de loi de M. Abel Gardey tendant à faciliter la constitution du bien de famille insaisissable au profit des mutilés et blessés de la guerre (I., n° 2435; an., S. de 1916, p. 2576). — Son rapport supplémentaire sur ces propositions (I., n° 3644; an., S. de 1917, p. 1417). — Son rapport sur le projet de loi tendant à l'ajournement des élections des membres des comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale (I., n° 2621; an., S. de 1916 p. 1562). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail (I., n° 2677; an., S. de 1917, p. 1635). — Son rapport supplémentaire sur : 1° le projet de loi sur les marchés de travaux, de fournitures et de transports passés par les communes et les établissements communaux de

bienfaisance; 2° la proposition de loi de M. Delaroue sur les marchés de gré à gré et sur les marchés sans autorisation préalable passés pour le compte des communes (I., n° 3137; an., S. de 1917, p. 395). — Son deuxième rapport supplémentaire (I., n° 3484; an., S. de 1917, p. 892). — Son rapport sur le projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation, en ce qui concerne la limitation du nombre des tirages au sort (I., n° 3190; an., S. de 1917, p. 586). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'insaisissabilité du mobilier des familles nombreuses (I., n° 3238; an., S. de 1917, p. 444). — Son rapport sur : 1° le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux réquisitions civiles; 2° la proposition de loi de M. Delaroue, relative aux réquisitions civiles; 3° la proposition de loi de M. Sixte-Quenin et plusieurs de ses collègues, organisant la déclaration, la réquisition et la répartition des denrées et du charbon (I., n° 3543; an., S. de 1917, p. 986). — Son rapport sur le projet de loi étendant aux bureaux de bienfaisance et d'assistance, aux hospices et hôpitaux et aux caisses d'épargne les dispositions de l'article 32 de la loi du 23 décembre 1912 sur les habitations à bon marché et de l'article 13 de la loi 14 juillet 1913 sur l'assistance aux familles nombreuses (I., n° 3633; an., S. de 1917, p. 1116). — Son rapport sur la proposition de la résolution tendant à une application plus libérale à l'égard des familles nombreuses dont le soutien est sous les drapaux, de l'assistance instituée par la loi du 14 juillet 1913 (I., n° 3872; an., S. de 1917, p. 1435). — Son rapport sur le projet de loi tendant à réglementer la déclaration et la vente du platine (I., n° 4311; an., S. de 1918, p. 172). — Son rapport sur le projet de loi modifié par le Sénat relatif aux traités de gré à gré et aux achats sans marché passés ou effectués par les communes et par les établissements publics de bienfaisance (I., n° 4656; an., S. de 1918, p. 611). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la création, dans chaque localité, d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un Livre d'or des municipalités françaises (I., n° 5267; an., S. de 1918, p. 1837). — Son avis présenté, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, sur le projet de loi ayant pour objet de déterminer les voies et

moyens d'exécution de la loi du 9 avril 1918 et portant ouverture aux Ministres de la Guerre et de la Marine de crédits sur l'Exercice 1918 (I., n° 5292; an., S. de 1918, p. 1854). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à assurer le logement aux familles nombreuses par un dégrèvement proportionnel d'impôts accordé aux propriétaires des immeubles habités par elles (I., n° 5485; an., S. de 1918, p. 2925). — Son rapport sur la proposition de loi relative aux associations constituées en vue de faciliter le logement des familles nombreuses (I., n° 5486; an., S. de 1918, p. 2925). — Son rapport sur le projet de loi tendant à régler la situation des acquéreurs d'une habitation de famille, par termes échelonnés et par contrats sous condition suspensive ou sous condition résolutoire (I., n° 5625; an., S. de 1919, p. 472). — Son rapport sur le projet de loi sur la situation des sociétés de crédit mobilier et de leurs emprunteurs, ainsi que sur la situation des sociétés d'habitations à bon marché et de leurs locataires-acquéreurs (I., n° 5626; an., S. de 1919, p. 474). — Son rapport sur l'amendement de M. Ernest Flandin (Calvados) à la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la création, dans chaque localité, d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement du Livre d'or des municipalités françaises (I., n° 5705; an., S. de 1919, p. 812). — Son rapport concernant : 1° le rapport de la précédente législature, repris le 25 juin 1914, conformément au dernier paragraphe de l'article 36 du Règlement, sur le projet de loi relatif à la réorganisation des bureaux des préfectures et sous-préfectures et à l'attribution d'un statut au personnel de ces services; 2° la proposition de loi de M. L. Bonnevey, tendant à donner un statut administratif et financier au personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures et à modifier les attributions budgétaires de l'État et les départements dans les services des aliénés indigents, de la justice et des prisons (I., n° 5983; an., S. de 1919, p. 1189); son rapport supplémentaire (I., n° 6359; an., S. de 1919, p. 1966). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 48 de la loi du 29 juin 1918 sur la participation de l'État aux initiatives financières prises par les départements et les communes en faveur du relèvement de la natalité (I., n° 6344; an., S. de 1919, p. 2165). — Son rapport sur la proposition de

loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 9 avril 1918 sur l'acquisition de la petite propriété rurale (I., n° 6695; an., S. de 1919, p. 2409). — Son rapport sur le projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (I., n° 6825; an., S. de 1919, p. 2632). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter les lois des 12 avril 1906 et 23 décembre 1912 sur les habitations à bon marché et la loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché (I., n° 6921; an., S. de 1919, p. 2860). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, relative à la commémoration et à la glorification des morts pour la France au cours de la grande guerre; 2° la proposition de résolution de M. Mons et plusieurs de ses collègues, tendant à perpétuer le souvenir des soldats tombés au cours de la guerre; 3° la proposition de résolution de MM. Bergeon et Pierre Rameil, invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi pour faire déclarer jour de deuil national le 2 novembre de chaque année (I., n° 6964; an., S. de 1919, p. 2890). — Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Jaurès par la 2^e circonscription d'Albi [Tarn] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 85); de M. Magniez par l'arrondissement de Péronne [Somme] (p. 110). — Est élu membre du Conseil supérieur des retraites ouvrières (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 458). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu*, p. 724, 772; *Sa motion tendant à la suppression de l'article 22 [taxation après décès du redevable]*, p. 783); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (Intérieur : *Assistance des femmes en couches*, p. 834). — Prend part à la discussion concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé un projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 594). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion : d'un projet de loi portant modification des lois relatives aux conseils généraux et à l'organisation municipale (p. 1107 et suiv.); du projet de loi concernant la création ou l'agrandissement de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées alliées (p. 1233). — Prend part à la

discussion : de la proposition de loi concernant les actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre (p. 1372); du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1605 et suiv.); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1916 (*Impôt sur le revenu*, p. 2041, 2042); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Répartition des combustibles*, p. 2075; *Son amendement*, p. 2075). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (A., S. de 1916, t. unique, p. 255); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1382). — Est entendu dans la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Amendement de M. Sibille tendant à la suppression de l'article 25*, p. 889 et suiv. Juridiction et procédure : *Article 30 nouveau*, p. 945; *Son amendement à l'article 44*, p. 952 et suiv.; *Ses amendements au nouvel article 30*, p. 970. Dispositions générales : *Son amendement à l'article 53*, p. 1031; *Ses observations concernant : l'article 14 ter nouveau*, p. 1040; *l'article 26 réservé*, p. 1066). — Est entendu pour une rectification au procès-verbal de la séance du 18 mai 1916 (p. 1102). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne (p. 1477); de la proposition de loi relative au recensement des grains et farines (*Motion tendant au renvoi du projet à la Commission*, p. 1636). — Est entendu dans la discussion des projet et propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 3° du nouvel article 9 présenté par la Commission*, p. 2122; *le retire*, p. 2124; *Sa disposition additionnelle à l'article 35 devenu 34*, A., S. de 1917, t. unique, p. 52). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la couverture des emprunts (A., S. de 1916, p. 2466). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2602 et suiv.; *Amendement de M. Bedouce concernant les denrées coloniales*, p. 2767; *Amendement de M. Bedouce relatif à la*

taxe de guerre, p. 2808). — Est entendu sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2679). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la relève des unités de l'armée d'Orient faisant partie du corps expéditionnaire depuis plus d'une année (A., S. de 1917, t. unique, p. 665); demande le maintien de l'ordre du jour pour la discussion de cette interpellation (p. 923, 970); la développe (p. 977 et suiv.; *son ordre du jour motivé*, p. 981; *se rallie à l'ordre du jour de M. Paul Laffont* *ibid.*). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1344). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif aux demandes en revision de l'évaluation des propriétés non bâties*, p. 1473). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Ses observations sur l'article 14 concernant les grands magasins*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1878; *Amendement relatif aux syndicats agricoles et aux sociétés coopératives de consommation*, p. 1886. Impôt sur les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères : *Son amendement concernant les employeurs de domestiques attachés à la personne*, p. 1890. Dispositions diverses : *Son article additionnel concernant les habitations à bon marché*, p. 1897). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2073, 2111); de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2752). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3213. Titre premier. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Amendement de M. Jobert au paragraphe 6 de l'article 2 modifié par la Commission*, p. 3269; *Amendement de M. Goude*

au paragraphe 7, p. 3273; *Son amendement au même paragraphe*, p. 3276, 3278; *Observations concernant l'article 12 relatif aux veuves des mobilisés qui se rémarient*, p. 3345; *Son amendement à cet article*, p. 3349. Titre II. Des droits des veuves et des enfants. Chapitre premier. Des droits à la pension: *Son amendement tendant à la suppression de l'article 12 relatif aux veuves qui se remarient*, p. 3467; *Article nouveau de M. Queuille concernant la veuve qui se remarie*, p. 3471. Titre III. Droit des ascendants: *Son amendement au paragraphe 30 de la nouvelle rédaction de l'article 18*, A., S. de 1918, t. unique, p. 85; *Amendement tendant à la suppression de l'article 19*, p. 88. Titre IV. Voies de recours. *Son amendement au paragraphe premier de l'article 24*, p. 200. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi. *Disposition additionnelle de M. Queuille à l'article 28*, p. 208. *Son amendement à l'article 52*, p. 215; *Ses observations: sur le renvoi de la suite de la discussion à une autre séance*, p. 218; *sur la nouvelle rédaction du paragraphe 4 de l'article 52 présenté par la Commission*, p. 226; *Son article nouveau tendant au remplacement par un capital d'une petite partie de la pension*, p. 233; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 280; de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 457). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion: d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 294); d'un projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux traités de gré à gré et aux achats sans marché passés par les communes et établissements publics de bienfaisance (p. 1481). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1550). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à ériger au Panthéon un monument en l'honneur du soldat français (p. 2845). — Demande le renvoi de la discussion d'une proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à l'établissement d'un Livre d'or des municipalités françaises (p. 2847); prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion de cette proposition de loi (p. 2963). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la démobilisation

des pères de famille (p. 2934); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2935); retire cette interpellation (p. 3004). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'aggravation de la crise des transports dans le département du Rhône (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 206); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de loi relative aux associations constituées en vue de faciliter le logement des familles nombreuses (p. 660). — Est entendu sur le retrait provisoire de l'ordre du jour d'un projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 661). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi ayant pour objet d'accorder des facilités de crédit particulières aux agriculteurs des départements envahis (p. 706). — Prend part à la discussion: du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Crise des transports*, p. 1115; *Son article additionnel concernant la petite propriété et les maisons à bon marché*, p. 1116; *le retire*, *ibid.*); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1621); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'échange des monnaies allemandes (p. 1902). — Est nommé membre de la Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes (p. 2188). — Est entendu dans la discussion d'interpellations relatives à l'application de la loi des pensions (p. 2502). — Prend part à la discussion: du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Ses amendements concernant: l'encouragement à la natalité par subventions aux départements et communes*, p. 2666; *le relèvement des valeurs locatives des maisons d'habitation à bon marché*, p. 2879); 1° du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2° de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 3834, 3869); du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (p. 4216, 4286). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 508, 1345, 2694; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968). — Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 1751).

BONNIARD (M.), *Député de l'arrondissement d'Embrun [Hautes-Alpes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 144). = Membre : de la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de comptabilité (F., n° 397; J. O. de 1918, p. 923); de la Commission de l'agriculture (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur sur l'Exercice 1916, un crédit supplémentaire de 100.000 francs pour venir en aide aux habitants des hameaux de Sainte-Marie et des Escreins, de la commune de Vars (Hautes-Alpes), victimes des incendies des 4 et 27 août 1916 (I., n° 2508; an., S. de 1916, p. 1457). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la mise en sursis des réservistes de l'armée territoriale des classes 1892 et plus anciennes qui ont été incorporées le 2 août 1914 (I., n° 3516; an., S. de 1917, p. 911). = Son rapport sur une pétition (A., S. de 1916, t. unique, p. 1852). — Prend part à la discussion des interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs des vieilles classes (A., S. de 1917, t. unique, p. 2282). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre III. Droit des ascendants. *Retire un amendement à l'article 48*, A., S. de 1918, t. unique, p. 63; *Son amendement à la nouvelle rédaction de l'article 48*, p. 86). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2252, 276 et suiv., 2848 et suiv., 2940) = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 276; A., S. de 1917, t. unique, p. 2374; A., S. de 1918, t. unique, p. 269). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 2408; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 781, 1937).

BORDEREAUX (M.), *Lieutenant-colonel*

de la direction de l'artillerie au Ministère de la Guerre.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant réorganisation du corps des gardiens de batterie (A., S. de 1918, t. unique, p. 1147).

BORET (M. VICTOR) [*Vienne*], voir **VICTOR BORET** (M.).

BORREL (M.), *Député de l'arrondissement de Moutiers (Savoie)*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Secrétaire du 8^e Bureau (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307) (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission des postes et des télégraphes; de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 917; de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission des travaux publics (A., S. de 1918, t. unique p. 2791). = Sa proposition de loi tendant à la création d'une carte nationale d'identité (I., n° 2360; an., S. de 1916, p. 1148). — Sa proposition de loi tendant à accorder une allocation aux mères allaitant leurs enfants (I., n° 2605; an., S. de 1916, p. 1517). — Sa proposition de loi ayant pour objet de reconnaître aux femmes salariées de mobilisés le droit à un congé de durée égale à chacune des permissions de sept jours de leurs maris (I., n° 2855; an., S. de 1917, p. 8). — Sa proposition de loi tendant au maintien, pendant la durée des hostilités, des allocations aux veuves et orphelins de militaires, lorsque ces allocations sont plus avantageuses que les pensions (I., n° 2952; an., S. de 1917, p. 90). — Sa proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de contrôle de l'approvisionnement, de la répartition et de la consommation des essences et carburants pour automobiles dans les zones des armées et de l'intérieur (I., n° 3577; an., S. de 1917, p. 1013). — Sa proposition de résolution concernant l'application intégrale de la loi du 9 novembre 1917 (I., n° 4058; an.,

S. de 1917, p. 1949). — Sa proposition de résolution concernant les permissions militaires (I., n° 4847; an., S. de 1918, p. 926). — Sa proposition de résolution concernant les hommes des vieilles classes mobilisés avant la date d'appel normal de leur classe (I., n° 4925; an., S. de 1918, p. 1037). — Sa proposition de résolution concernant les réserves de voitures automobiles militaires (I., n° 5667; an., S. de 1919, p. 652). — Sa proposition de loi sur la création de maternités-ouvriers (I., n° 5744; an., S. de 1919, p. 866). — Sa proposition de résolution sur l'attribution du pécule des mobilisés aux familles des soldats disparus (I., n° 5757; an., S. de 1919, p. 876). — Sa proposition de résolution sur les majorations de classes pour la démobilisation (I., n° 5781; an., S. de 1910, p. 918). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à déclarer Fête nationale du travail la journée du 1^{er} mai (I., n° 6039; an., S. de 1919, p. 1273). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 200.000 francs pour venir en aide aux victimes de l'incendie de Celliers [Savoie] (I., n° 6396; an., S. de 1919, p. 2005). — Sa proposition de résolution sur l'utilisation des motocyclettes de l'armée américaine (I., n° 6742; an., S. de 1919, p. 2518). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à procéder, avec le concours des Compagnies de chemins de fer, au développement des moyens de communication, en utilisant les camions automobiles de l'armée devenus sans emploi, pour la création de services départementaux de transports (I., n° 6773; an., S. de 1919, p. 2593). — Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Geo-Gérald par la 2^e circonscription d'Angoulême [Charente] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 16). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France à l'exposition universelle et internationale de San-Francisco (p. 500). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins (A., S. de 1915, t. unique, p. 715; *Son paragraphe additionnel à l'article 2*, p. 736; *Ses observations sur l'article 4*, p. 742; *Son amendement à cet article*, p. 743). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique gé-

nérale du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 782). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Attribution du 20 0/0 de la taxe de séjour à l'Office national du tourisme*, p. 1478). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'utilisation des territoriaux et le renvoi des vieilles classes (p. 1500); développe cette interpellation (p. 2271). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux permissions militaires (*Son amendement*, p. 2258). — Ses observations sur l'ensemble du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (A., S. de 1918, t. unique, p. 284); est entendu dans la discussion de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 671,923). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à la création d'une Commission de contrôle des essences et carburants pour automobiles (A., S. de 1918, t. unique, p. 1501). — Intervient dans la discussion: d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2486); de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de mobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 767, 785). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 1309); [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Intervention française en Russie*, p. 1446). — Est entendu dans la discussion: du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2217, 2220, 2252, 2852); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Budget ordinaire des services civils: dépenses militaires et es dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement tendant à inscrire au budget du Ministère de l'Intérieur un chapitre 71 relatif au personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains*, p. 4486). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 856; A., S. de 1916, t. unique, p. 1330; A., S. de 1917, t. unique, p. 2408, 3420; A., S. de 1918, t. unique, p. 353, 3139; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3674, 4305).

BOSQUETTE (M.), *Député de l'arrondissement de Vouziers [Ardennes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98) = Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant l'allocation aux familles des militaires originaires des pays envahis et l'allocation des réfugiés (I., n° 2624; an., S. de 1916, p. 1567). = Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement à l'article 15*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2411 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 350; A., S. de 1916, t. unique, p. 2627). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 790; A., S. de 1916, t. unique, p. 166, 1428; A., S. de 1917, t. unique, p. 169, 1926, 2654, 3310; A., S. de 1948, t. unique, p. 54, 1318, 2598; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 571, 1090).

BOUCHARD (M.), *Directeur de l'exploitation téléphonique*.

Est nommé Commissaire du Gouvernement pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509).

BOUCTOT (M.), *Député de l'arrondissement de Neufchâtel [Seine-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 21; J. O., p. 5961); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des douanes (A., S. de 1917, t. unique, p. 185); de la Commission des décrets (F. n° 244; J. O., de 1916, p. 10942); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission de

contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi ayant pour objet la diminution du tarif postal entre la France et l'Angleterre (I., n° 1115; an., S. O. de 1915, p. 746). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser les départements, les communes et les établissements publics à échanger leurs rentes 3 0/0 contre des rentes 5 0/0 (I., n° 1636; an., S. de 1915, p. 1456). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à organiser le commerce, à réglementer la vente et à établir la taxation des marchandises de première nécessité vendues aux troupes sur le front et dans la zone des armées (I., n° 1903; an., S. de 1916, p. 391). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate et sur le fond d'une proposition de résolution concernant la destruction des denrées alimentaires (I., n° 3717; an., S. de 1917, p. 1164). = Ses rapports au nom du 9^e bureau, sur les élections : de M. Failliot par la première circonscription du 4^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 69); de M. Jeau Lerolle par la 1^{re} circonscription du 7^e arrondissement de Paris (p. 70). — Prend part à la discussion des projets et proposition de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Ses observations concernant l'art. 2*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1105; *Son amendement à l'art. 7*, p. 1135). = Obtient un congé (A., S. de 1915, t. unique, p. 534).

BOUFFANDEAU (M.), *Député de la 2^e circonscription de Beauvais [Oise]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission du règlement (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 2156); de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 682); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique,

p. 2133); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 200.000 francs pour venir en aide aux victimes de l'orage et des intempéries dans l'arrondissement de Beauvais (Oise), et notamment dans certaines communes du canton de Marseille-en-Beauvais (I., n° 386; an., S. O. de 1914, p. 2048). — Sa proposition de loi tendant à faire exécuter une nouvelle frappe des monnaies d'or françaises et à déterminer dans quelles conditions les monnaies d'or auront cours légal à la fin des hostilités (I., n° 2722; an., S. de 1916, p. 1795). — Sa proposition de loi tendant à l'établissement d'un carnet d'identité (I., n° 2758; an., S. de 1916, p. 1932). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 112 de la loi de finances du 13 juillet 1911, qui a fixé les traitements et indemnités des directeurs et directrices d'écoles normales (I., n° 4627; S. de 1918, p. 568). — Sa proposition de loi tendant à venir en aide, par l'ouverture d'un crédit de deux millions de francs au budget général (Ministère de l'Agriculture), aux populations du département de l'Oise, victimes de l'orage et du cyclone du 17 juillet 1918 (I., n° 4917; an., S. de 1918, p. 956). — Son rapport sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements [Exercice 1915] (I., n° 327; an., S. O. de 1914, p. 2034). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur la proposition de loi de MM. André Paisant et Pierre Forgeot tendant à accorder les allocations de la loi du 4 août 1914 aux familles des victimes civiles de la guerre (I., n° 602; an., S. O. de 1915, p. 159). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur la proposition de loi de M. Jules Dansette et plusieurs de ses collègues, tendant à substituer la responsabilité de l'Etat à celle des patrons dans les accidents du travail causés par les hostilités (I., n° 808; an., S. de 1915, p. 299). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur la proposition de loi étendant aux veuves et aux orphelins des militaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 30 décembre 1913 le bénéfice des allocations pour charges de famille (I., n° 947; an., S. de 1915, p. 475). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1915, des crédits provisoires appli-

cables au troisième trimestre de 1915; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période les impôts et revenus publics [Amendement de M. André Honnorat et plusieurs de ses collègues, concernant les militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose] (I., n° 1032; an., S. de 1915, p. 666). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur la proposition de loi tendant à la réparation ou à la reconstruction des chemins départementaux, vicinaux et communaux dégradés ou détruits du fait de la guerre (I., n° 1083; an., S. O. de 1915, p. 698). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi fixant, pour la durée de la guerre, la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées alliées, ou à l'agrandissement des cimetières communaux existants (I., n° 1188; an., S. de 1915, p. 851). — Son rapport sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements [Exercice 1916] (I., n° 1229; an., S. de 1915, p. 912). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit d'assistance aux militaires en instance de réforme pour tuberculose (I., n° 1273; an., S. de 1915, p. 954). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur les diverses propositions de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 1300; an., S. de 1915, p. 988). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les lieux de sépulture à établir pour les soldats des armées françaises et alliées décédés pendant la durée de la guerre (I., n° 1603; an., S. de 1915, p. 1421). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi tendant à accorder une majoration supplémentaire aux femmes en état de grossesse bénéficiant déjà des allocations prévues par la loi du 5 août 1914 (I., n° 1573; an., S. de 1916, p. 125). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Pierre Rameil tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires (I., n° 2036; an., S. de 1916, p. 623). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi ayant pour objet d'avancer

l'heure légale pendant la durée de la guerre (I., n° 2054 ; ann., S. de 1916, p. 632). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à accorder une allocation journalière aux victimes civiles de la guerre (I., n° 2081 ; an., S. de 1916, p. 651). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1916, d'un crédit additionnel de 2.000.000 francs pour la constitution d'un fonds de secours à distribuer aux victimes de l'explosion qui s'est produite, le 20 octobre 1915, dans les ateliers de M. Billant, fournisseur de l'armée, 174, rue de Tolbiac (I., n° 2099 ; an., S. de 1916, p. 719). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts, sur le projet de loi tendant à rétablir l'égalité entre les membres des divers ordres d'enseignement au point de vue du calcul des années devant entrer en compte pour la liquidation de leur pension de retraite (I., n° 2196 ; an., S. de 1916, p. 880). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Amédée Peyroux et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi du 5 août 1914 sur les allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux (I., n° 2200 ; an., S. de 1916, p. 882) ; son second avis présenté sur cette proposition de loi et d'autres propositions relatives aux allocations (I., n° 2991 ; an., S. de 1917, p. 129). — Son rapport sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements [Exercice 1917] (I., n° 2264 ; an., S. de 1916, p. 941). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à rétablir l'égalité entre les membres des divers ordres d'enseignement au point de vue du calcul des années devant entrer en compte pour la liquidation de leur pension de retraite (I., n° 2381 ; an., S. de 1916, p. 1155). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Goude et plusieurs de ses collègues, tendant à rendre applicable aux écrivains du personnel administratif de la marine l'article 31 de la loi sur les pensions du 30 décembre 1913 (I., n° 2640 ; an., S. de 1916, p. 1603). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la période d'été (I., n° 2921 ; an., S. de 1917, p. 45). —

Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Lucien Voilin et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables (I., n° 2922 ; an., S. de 1917, p. 45). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1° le projet de loi sur le régime de l'alcool ; 2° la proposition de loi de M. Édouard Barthe attribuant à l'État le monopole de la fabrication de l'alcool ; 3° la proposition de loi de M. Emmanuel Brousse tendant à instituer le monopole de l'alcool d'industrie en faveur de l'État et à réglementer la consommation des boissons alcooliques (I., n° 2943 ; an., S. de 1917, p. 558). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions de francs au Ministre de l'Intérieur à titre de subvention au Comité de la Journée nationale des orphelins de la guerre (I., n° 3011 ; an., S. de 1917, p. 156). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les étudiants appartenant à la classe 1918 à prendre des inscriptions cumulatives leur permettant de subir leurs examens de fin d'année à une session spéciale qui aura lieu avant leur incorporation (I., n° 3087 ; an., S. de 1917, p. 331). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1° le projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle ; 2° les diverses propositions de loi sur le même objet (I., n° 3140 ; an., S. de 1917, p. 897). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi concernant l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités de l'État (I., n° 3233 ; an., S. de 1917, p. 443). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Pierre Masse et plusieurs de ses collègues, relative à l'interdiction de la mise en gage des titres de pensions et aux avances sur pensions en cours de trimestre (I., n° 3392 ; an., S. de 1917, p. 811). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi concernant les pensions à accorder aux marins du commerce victimes d'événements de guerre ou à leurs familles (I., n° 3449 ; an., S. de 1917, p. 861). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget,

sur le projet de loi tendant à relever le taux des pensions militaires pour infirmités, en cas de cécité absolue ou d'araputation de deux membres (I., n° 3475 ; an., S. de 1917, p. 888). — Son rapport sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements [Exercice 1918] (I., n° 3554 ; an., S. de 1917, p. 1002). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à la création d'une Commission centrale de contrôle (I., n° 3801 ; an., S. de 1917, p. 1331). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution tendant à une application plus libérale, à l'égard des familles nombreuses dont le soutien est sous les drapeaux, de l'assistance instituée par la loi du 14 juillet 1913 (I., n° 4006 ; an., S. de 1917, p. 1741). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Intérieur] (I., n° 4118 ; an., S. de 1917, p. 2490). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Jean Locquin et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'étendre à toutes les veuves et à tous les orphelins des fonctionnaires civils, agents, sous-agents et ouvriers de l'État, décédés sous les drapeaux au cours de la guerre, le bénéfice de la loi du 4 août 1917 instituant des suppléments temporaires de traitements pour cherté de vie et des allocations temporaires pour charges de famille (I., n° 4358 ; an., S. de 1918, p. 242). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour secours aux victimes de diverses explosions (I., n° 4463 ; an., S. de 1918, p. 415). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (I., n° 4531 ; an., S. de 1918, p. 491). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur : 1° la proposition de résolution de M. Goude tendant à la création d'une allocation temporaire de 15 francs par mois aux retraités de toutes catégories dont la pension n'excède pas 1.500 francs, à leurs veuves ou à leurs orphelins ; 2° la proposition de loi de M. Louis Andrieux ayant pour objet d'allouer une indemnité mensuelle de vie chère à tous les retraités de l'Etat dont la pension ne dépasse pas 1.500 francs ; 3° la proposition de loi de M. Mahieu concernant le relèvement de l'allocation temporaire des petits retraités ; 4° la proposition

de loi de M. Molle (Hérault) concernant l'extension aux retraités de la Caisse des invalides de la marine de la loi du 18 octobre 1917 portant attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités de l'Etat (I., n° 4541 ; an., S. de 1918, p. 496). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur la proposition de loi de M. Jules Nadi et plusieurs de ses collègues, tendant à appliquer aux réformés n° 1 et à tous les bénéficiaires de pensions et de gratifications de réforme le bénéfice d'option reconnu aux veuves par la loi du 9 avril 1915 (I., n° 4633 ; an., S. de 1918, p. 602). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à instituer la police d'Etat dans les communes de Toulon et de la Seyne (I., n° 4760 ; an., S. de 1918, p. 798). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre [Art. 7 disjoint] (I., n° 4824 ; an., S. de 1918, p. 909). — Son rapport sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements [Exercice 1919] (I., n° 4909 ; an., S. de 1918, p. 954). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur : 1° la proposition de résolution de M. Goust et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder une allocation temporaire aux petits retraités de l'Administration des chemins de fer de l'Etat ; 2° la proposition de loi de M. Sixte-Quenin et plusieurs de ses collègues, ayant pour but l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités des chemins de fer d'intérêt général (I., n° 5072 ; an., S. de 1918, p. 1262). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 112 de la loi de finances du 13 juillet 1911, qui a fixé les traitements et indemnités des directeurs et directrices d'écoles normales (I., n° 5073 ; an., S. de 1918, p. 1262). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 32 de la loi du 9 juin 1853 [Pensions des préfets et sous-préfets] (I., n° 5261 ; an., S. de 1918, p. 1833). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (1) [Intérieur] (I., n° 5317 ; an., S. de 1919, p. 605). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le

(1) Ce document n'a pas été imprimé.

Sénat, tendant à modifier la législation [des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (I., n° 5392; an., S. de 1918, p. 2066). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1918 et relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'Etat (I., n° 5579; an., S. de 1919, p. 116). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur la proposition de loi de MM. André Honnorat et Fernand Merlin tendant à instituer des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose pulmonaire et à fixer les conditions d'entretien des malades dans ces établissements (I., n° 5580; an., S. de 1919, p. 116). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à obtenir l'inscription à l'ordre du jour du Sénat du projet de loi instituant un prélèvement progressif sur le produit des jeux (I., n° 5596; an., S. de 1919, p. 124). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à autoriser les étudiants mobilisés à prendre les inscriptions cumulatives qui leur permettraient de subir les examens dans les plus brefs délais possibles; 2° à prendre les mesures réparatrices qui s'imposent en faveur des jeunes gens dont les hostilités ont interrompu les études (I., n° 5750; an., S. de 1919, p. 871). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Intérieur] (I., n° 6166; an., S. de 1919, p. 1676). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur : 1° le projet de loi relatif à la réorganisation des bureaux des préfectures et des sous-préfectures et à l'attribution d'un statut au personnel de ces services; 2° la proposition de loi de M. L. Bonnevey tendant à donner un statut administratif et financier au personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures et à modifier les attributions budgétaires de l'Etat et des départements dans les services des aliénés indigents, de la justice et des prisons (I., n° 6336; an., S. de 1919, p. 1870). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord (I., n° 6370; an., S. de 1919, p. 1986). — Son rapport sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné

à venir en aide aux départements [Exercice 1920] (I., n° 6462; an., S. de 1919, p. 2065). — Son rapport sur la proposition de résolution de MM. Louis Deshayes et Decroze invitant le Gouvernement à faire procéder à la revision de la liste des localités dans lesquelles les employés de l'Etat ont bénéficié d'indemnités dites de bombardement (1) (I., n° 6465; an., S. de 1919, p. 2067). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions (I., n° 6532; an., S. de 1919, p. 2148). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, portant création de stations hydrominérales, climatiques et de tourisme, établissant des taxes spéciales dans lesdites stations et réglementant l'Office national du tourisme (I., n° 6803; an., S. de 1919, p. 2613). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 200.000 francs pour venir en aide aux victimes de l'incendie de Celliers [Savoie] (I., n° 6849; an., S. de 1919, p. 2655). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur : 1° la proposition de loi de M. le colonel Girod tendant à accorder aux titulaires de pensions militaires proportionnelles le bénéfice de l'allocation temporaire mensuelle prévue en faveur des petits retraités de l'Etat par les lois des 18 octobre 1917, 27 et 30 avril 1918 et 23 février 1919; 2° la proposition de loi de M. Mahieu concernant la durée de l'allocation temporaire attribuée à certaines catégories de retraités de l'Etat (I., n° 6858; an., S. de 1919, p. 2660). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi portant modifications à la législation des pensions civiles et militaires (I., n° 6951; an., S. de 1919, p. 2884). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1919, de crédits additionnels aux crédits provisoires, en vue d'améliorer les traitements des fonctionnaires et agents des personnels de la police municipale de Paris, des communes du département de la Seine, de l'agglomération lyonnaise, des villes de Marseille, de Toulon et la Seyne (I., n° 7032; an., S. de 1919, p. 2982). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger postérieurement à la cessation des hosti-

(1) Ce document n'a pas été publié.

lités les effets de l'article 5 de la loi du 14 novembre 1918 (I., n° 7106; an., S. de 1919, p. 306^o). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet d'augmenter le taux du secours prévu par le § 7 de l'article 8 de la loi du 14 juillet 1908 (I., n° 7177; an., S. de 1919, p. 3167). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1919 en vue de la reconstitution des services de police dans les départements libérés (I., n° 7219; an., S. de 1919, p. 3182). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Eugène Chanal par l'arrondissement de Nantua [Ain] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 6). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, à la discussion de la proposition de loi tendant à substituer la responsabilité de l'État à celle des patrons dans les accidents du travail causés par les hostilités (A., S. de 1915, t. unique, p. 487). — Présente l'avis de la Commission du budget sur la proposition de loi étendant aux veuves et aux orphelins des militaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 30 décembre 1913, le bénéfice des allocations pour charge de famille (A. S. de 1915, t. unique, p. 673). — Est entendu, comme *Rapporteur*, sur la proposition de loi concernant les militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose (p. 943). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, à la discussion du projet de loi concernant la création ou l'agrandissement de cimetières destinés à l'inhumation des soldats alliés (p. 1233). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Ses observations concernant les prisonniers de guerre*, A., S. de 1916, t. unique, p. 312). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur l'explosion d'un dépôt de munitions survenue à Saint-Denis, le 4 mars 1916 (p. 494). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, dans la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (p. 760); d'une proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre (p. 869); d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue, le

20 octobre 1915, rue de Tolbiac (p. 1394 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant la main-d'œuvre nécessaire aux travaux de la moisson (p. 1680). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions pour les travaux de labours et d'ensemencement (A., S. de 1917, t. unique, p. 61). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions à titre de subvention au Comité des orphelins de la guerre (p. 514). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 861); du projet de loi tendant à accorder aux personnels civils de l'État des allocations temporaires de cherté de vie (p. 1083); des interpellations relatives à des explosions survenues dans des usines travaillant pour le Ministère de la Guerre (p. 1160). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (*Situation des réfugiés*, p. 1446); d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la constatation de l'état des lieux susceptible de donner ouverture à la réparation des dommages de guerre (p. 1617); du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (p. 2025). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (p. 2507). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission du règlement*, dans la discussion d'une proposition de résolution relative à la création d'une Commission centrale de contrôle (p. 2597, 2670). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant l'attribution de la croix de guerre (p. 2963); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, p. 3220; *Amendement de M. Jean Bon au § 1^{er} de l'art. 2, modifié par la Commission*, p. 3265); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 463). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (A., S. de 1917, t. unique, p. 3680, 3717); du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de

la classe 1919 (p. 3840). — Prend part à la discussion d'interpellations : sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 186) ; sur la répartition des avoines (p. 190). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 458). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 548) ; du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Intérieur, en qualité de *Rapporteur* ; *Assistance aux femmes en couches*, p. 692 ; *Familles nombreuses et veuves privées de ressources*, p. 693 ; *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*, p. 695 ; *Protection de la maternité et de l'enfance*, p. 698 ; *Œuvres de préservation antituberculeuse*, p. 701 ; Loi de finances. *Son amendement concernant l'impôt sur le revenu*, p. 1114). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 748) ; des projet et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Discussion générale*, p. 837 ; Titre I. Monopole de l'alcool industriel. *Contre-projet de M. Siegfried*, p. 853 ; *Amendement à l'article premier présenté par M. Ernest Lafont*, p. 858). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour secours aux victimes de diverses explosions (p. 881) ; prend part à la discussion de ce projet de loi (*ibid.*) ; Ses rapports sur des pétitions (p. 924, 2875). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1293). — Intervient dans la discussion : d'interpellations sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2299) ; du projet de loi tendant à relever le taux des allocations (p. 2657). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le ravitaillement en charbon du département de l'Oise (p. 2996). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Traitements du personnel enseignant*, p. 3380) ; des crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Relèvement des allocations aux ascendants*, p. 3393) ; du projet de loi concernant la revision des listes électorales (p. 3461). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la

démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 221) ; d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 619 ; *demande l'ordre du jour pur et simple*, p. 621) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Attribution du vêtement du démobilisé et de l'indemnité de remplacement*, p. 1179). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant l'indemnité de vêtement pour les sursitaires agricoles*, p. 1459). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1563). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1621, 1764). — Est nommé membre de la Commission spéciale de la reconstitution des édifices civils ou culturels endommagés par les opérations militaires (p. 2154). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 2663). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Encouragement de la natalité par subventions aux départements et communes*, p. 2666). — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations relatives à la démobilisation (p. 2911) ; du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3082 et suiv., 3198). — Donne lecture, de son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits en vue de la reconstitution des services de police dans les départements libérés (p. 4757). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1906 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 1801, 1853, 2577 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 280, 2624 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1318, 1600 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 895, 1937, 2187).

M. BOUGE (M. AUGUSTE), *Député de la 3^e circonscription de Marseille [Bouches-du-Rhône]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission de

la marine de guerre (A., S. de 1915, p. 1083); de la Commission des marchés (p. 2026). — Sa proposition de loi tendant à compléter le tableau A du Tarif général des douanes par l'introduction d'un numéro 58 *bis* concernant les huiles de poisson et portant exemption du droit de douane frappant ces huiles lorsqu'elles sont destinées à la stéarinerie (I., n° 194; an., S. O. de 1914, p. 1916). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 1913 en ce qui concerne le transit des conserves de poissons autres que les sardines (I., n° 205; an., S. O. de 1914, p. 1927). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 5.000.000 de francs au Ministre de la Guerre, destiné à élever le prêt quotidien des soldats mobilisés des départements envahis (I., n° 1190; an., S. de 1915, p. 852). — Sa proposition de loi tendant à la création du grade de médecin aide-major de troisième classe en faveur des médecins auxiliaires (I., n° 1713; an., S. de 1916, p. 62). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'affecter à l'armée de mer les inscrits maritimes de la classe 1917 (I., n° 1602; an., S. de 1915, p. 1420). — Prend part à la discussion : du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 244); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (p. 827). — Son rapport au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Paul Laffont par l'arrondissement de Saint-Girons [Ariège] (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (*Son article additionnel concernant les indemnités*, p. 137); du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917 (p. 477); du projet de loi fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine du commerce rappelés au service de la flotte (p. 489). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Ses articles additionnels*, A., S. de 1915, t. unique, p. 930, 931); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 1237); de la proposition de loi relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce et à la création de chèques spéciaux (p. 1016). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur les réquisitions de bateaux de la marine marchande (A., S. de

1916, t. unique, p. 491). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux sursis et permissions concernant la main-d'œuvre agricole (p. 1682); de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2497 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (A., S. de 1917, t. unique, p. 673 et suiv.); du projet et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (*Son amendement*, p. 931; *retrait*, *ibid.*; *Son amendement à l'art. 6*, p. 936). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 699). — Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 2801).

BOUGÈRE (M. FERDINAND), *Député de la 2^e circonscription d'Angers [Maine-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission du règlement (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 2156); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236). — Sa proposition de loi tendant à l'établissement et à la publication de monographie pour chaque rivière du département de la Loire, dans le but d'aider à la lutte contre les inondations (I., n° 396; an., S. O. de 1915, p. 549). — Sa proposition de loi sur le crédit forestier (I., n° 2379; an., S. de 1916, p. 1299). — Sa proposition tendant à la mise en sursis de l'aîné des fils survivants des familles dont le père est mort sous les drapeaux au cours des hostilités (I., n° 5395; an., S. de 1918, p. 2069). — Sa proposition de résolution tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 34 du Règlement de la Chambre des Députés (I., n° 5878; an., S. de 1919, p. 1040). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à charger la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication de procéder à une étude du réseau des routes et chemins (I., n° 1864; an., S. de 1916, p. 335). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 34 du Règlement de la Chambre des Députés (I., n° 6040; S. de 1919, p. 1273). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le

Sénat (Travaux publics : *Ses observations concernant les travaux de la Loire navigable*, A., S. O. de 1914; t. 2, p. 544; Loi de finances : *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 675; *Impôt général sur le revenu*, p. 763). — Son rapport sur l'élection de M. Boisneuf par la 2^e circonscription de la Guadeloupe, p. 562). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant des achats de blé pour le ravitaillement de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 669 et suiv.); de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction du bétail étranger sur pied (p. 970); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (p. 1137, 1192); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1442 et suiv.); d'une proposition de loi sur les allocations aux familles des mobilisés et les cas de recours devant la Commission supérieure des allocations (p. 1469 et suiv.; *Son addition*, p. 1476). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1686, 1773). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant la solde des troupes (A., S. de 1916, t. unique, p. 241); du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (p. 294); de la proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (p. 337); des projets et propositions de loi concernant les baux et loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Ses observations concernant l'art. 15*, p. 830; *Amendement de M. Levasseur à l'art. 19*, p. 882). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi modifié par le Sénat sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1004); du projet de loi tendant à proroger la loi sur les primes à la culture du lin et du chanvre (*Son amendement*, p. 1029); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Amendement de MM. Patureau-Baronnet et Cosnier aux §§ 2 et 5 de l'art. premier*, p. 1153; *Ses observations relatives aux réquisitions*, p. 1155 et suiv.; *Disposition additionnelle de M. de Gailhard Bancel à l'art. 1^{er}*, p. 1156). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture et annulation sur les Exercices 1915-1916 de crédits concernant les services de la guerre (p. 1250, 1267); du projet de

loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A. S. O., de 1916, t. unique, p. 1274). — Est entendu : sur l'amendement de M. Jules Delahaye à l'ordre du jour présenté par M. Sibille à la suite de la discussion de certaines interpellations en comité secret (p. 1295); dans la discussion d'une proposition de loi relative au recensement des grains et farines (p. 1634); d'une interpellation sur la mise en sursis des R. A. T. du service auxiliaire d'origine agricole (p. 1678); d'une proposition de loi relative à la création des syndicats de communes (p. 1696). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture et annulations de crédits sur l'Exercice 1916 au titre du budget général et des budgets annexes (*Ses observations concernant la rédaction du Bulletin des armées*, p. 1719); du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Discussion générale*, p. 1899; *Ses observations relatives à l'art. 5*, p. 1948; *Amendement de M. Bosquette à l'art. 15*, p. 2414). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellation sur la crise des transports (p. 2191); prend part à la discussion de ces interpellations (p. 2290). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 2589, 2612 et suiv.; *Amendements relatifs à la censure*, p. 2664; *Ses observations concernant les taxes sur les billards, cercles, gardes chasses*, p. 2724; *Son amendement relatif à la taxe sur les billards*, p. 2725; *Amendement de M. Laurent Bougère concernant les compartiments de coffres-forts*, p. 2726; *Amendement tendant à l'établissement d'une taxe sur les employés portant un uniforme ou un signe apparent*, p. 2729; *Taxes sur le prix des places des spectacles*, p. 2771 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (A., S. de 1917, t. unique, p. 296). — Est entendu : pour un rappel au Règlement (p. 415); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Ses observations concernant : les supports de poteaux téléphoniques placés sur des monuments classés ; le rationnement des étables, la censure*, p. 830); dans la discussion du projet de loi relatif à la fabrication de la farine de froment et aux pénalités la concernant (p. 1072); dans la discussion du projet de loi tendant à organiser

la production de guerre (A., S. O., de 1917, t. unique, p. 1096). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Allocations aux femmes de mobilisés*, p. 1441; *Son amendement concernant le paiement de la taxe assimilée sur les voitures par les propriétaires d'automobiles*, p. 1473); des ordres du jour motivés, présentés à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur le service de santé (p. 1749). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Seconde délibération*, p. 2123); d'une proposition de résolution relative aux permissions militaires (p. 2258). — Intervient dans la discussion des interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs des vieilles classes (p. 2269). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2309); de plusieurs interpellations relatives à la concession de mines de sel (p. 2379); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2456, 2461). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Sa motion préjudicielle concernant le renvoi de la discussion*, p. 3507; *Amendement relatif à la révision du décret du 26 août 1914*, p. 3511; *Allocations*, p. 3515; *Impôts sur les bénéfices de guerre*, p. 3524; *Taxes sur les successions*, p. 3547; *Son amendement y relatif*, p. 3511; *Impôts sur les paiements et dépenses*, p. 3636; *Son amendement y relatif*, *ibid.*). — Parle sur le procès-verbal de la deuxième séance du 20 décembre 1917 (p. 3535). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918, t. unique, p. 166). — Ses observations sur l'ensemble du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (A., S. de 1918, t. unique, p. 285); de ce projet modifié par le Sénat (p. 3109). — Sa motion tendant au renvoi de la discussion de propositions de loi tendant à organiser la culture du blé (p. 467). — Est entendu

au cours de la discussion de ces propositions de loi (p. 467, 468, 478, 540, 548). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Discussion générale*, p. 615); du projet de loi relatif au recensement, à la révision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2026); d'une interpellation sur les mesures à prendre pour atténuer la cherté de la vie (p. 2372). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'État aux bénéficiaires] (*Son amendement créant un art. 1^{er} ter*, p. 2913). — Prend part à la discussion du projet de loi modifié par le Sénat sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 128). — Sa note concernant le rapport sur le projet de loi relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 1084). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Attribution du vêtement du démobilisé et indemnité de remplacement*, p. 1179); d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1566, 1572); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1613, 1617, 1662, 1763). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la liquidation des stocks (p. 1829); du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1930); d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour la protection des monuments historiques endommagés par les faits de guerre (p. 2065); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2172, 2215, 2757 et suiv., 2842 et suiv., 2940, 2979 et suiv., 3026). — Parle : sur la demande d'ajournement de la discussion du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919 (p. 2416); au cours de cette discussion (*Discussion générale*, p. 2458. Instruction publique : *Discussion générale*, p. 2669. Beaux-Arts : *Discussion générale*, p. 2867). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Frais de déplacements concernant l'expansion de l'aviation française à l'étranger*, p. 2485; *Avances au budget annexe des poudres pour bâtiments et outillages*, p. 2491); des crédits provisoires du deuxième semestre de

1919 (*Réquisitions*, p. 2584); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 (p. 2728); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3807, 3865, 3973, 4362, 4369, 4397, 4418). — Son opposition au vote sans débats de la proposition de loi sur l'utilisation des camions automobiles (p. 3829). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4274); d'une proposition de loi relative à divers amendements sur la loi électorale (p. 4525). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 414, 439, 644; A., S. de 1915, t. unique, p. 2; A., S. de 1917, t. unique, p. 2021, 2694; A., S. de 1918, t. unique, p. 2070). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 771, 2775; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4327).

BOUGÈRE (M. LAURENT), *Député de l'arrondissement de Segré [Maine-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de l'armée; de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à permettre de titulariser dans l'armée active, avec leur grade, les anciens élèves de l'École centrale des arts et manufactures et de l'École nationale supérieure des mines, officiers de réserve (I., n° 1309; an., S. de 1915, p. 1011). — Sa proposition de résolution tendant à accorder d'office un sursis d'arrivée d'un mois aux exemptés et ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916 et 1917, agriculteurs ou viticulteurs ou exerçant des professions connexes à l'agriculture et à la viticulture, qui ont été déclarés bons par les conseils de révision de mai et juin derniers (I., n° 2211; an., S. de 1916, p. 958). — Prend part à la discussion de l'élection de M. Lagrosillière par la 2^e circonscription de la Martinique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 206; *Sa motion tendant à l'ajournement de l'examen de cette élection*, p. 206). — Prend part à la discussion ; du projet

de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Taxe frappant les roulotteurs*, p. 619; *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 649; *Impôt général sur le revenu*, p. 715; *Personnes à la charge du contribuable*, p. 732; *Son amendement concernant les contribuables nouvellement mariés*, p. 732, 734); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (Loi de Finances : *Taxe frappant les roulotteurs*, p. 838; *Impôt général sur le revenu*; *Personnes à la charge du contribuable*, p. 840). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1915 (p. 854). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la révision de la classe 1917 (A., S. de 1915, t. unique, p. 475). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'acquisition de viandes frigorifiées, p. 639); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (p. 1131, 1139); d'une proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1215); d'un projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1587); d'un projet de loi concernant les emplois civils à réserver aux militaires et marins mutilés de la guerre (p. 1591, 1593, 1603). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Amendement de M. Mauger au premier alinéa de l'article premier*, A., S. de 1916, t. unique, p. 738); d'une proposition de loi relative au recensement des blés et farines (*Ses observations concernant les déclarations*, p. 1634; *Sa motion tendant à la suppression de l'article 5*, p. 1634 et suiv.); des interpellations relatives aux sursis et permissions concernant la main-d'œuvre agricole (p. 1683). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Ses amendements concernant les taxes sur les cercles, les gardes-chasses, les compartiments de coffres-forts*, p. 2725 et suiv.; *Son amendement tendant à l'établissement d'une taxe sur les employés portant un uniforme ou un signe distinctif apparent*, p. 2729). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les agriculteurs et vigneron*, A., S. de 1917, t. unique, p. 262 et suiv.); des interpellations

sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 466 ; *Son amendement à l'ordre du jour motivé présenté par M. Jean Durand*, p. 475) ; de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 656 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Indemnités de vie chère aux fonctionnaires et ouvriers de l'Etat temporaires, auxiliaires ou intérimaires*, p. 1470 ; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1485). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur le service de santé (p. 1751). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2077, 2090, 2098) ; d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2312 ; *Son amendement relatif aux allocations*, p. 2315). — Est entendu dans la discussion des interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs des vieilles classes (p. 2342). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 2 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 2021, 2694). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 771, 2775 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 2070).

BOUILLOUX-LAFONT (M.), *Député de la 3^e circonscription de Quimper [Finistère], Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35 ; J. O. de 1915, p. 307) ; de la Commission : de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998). = Sa proposition de loi ayant pour objet de faciliter le rattachement de la propriété rurale (I., n° 3981 ; an., S. de 1917, p. 1727). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'institution et le fonctionnement des chambres de métiers (I., n° 4059 ; an., S. de 1917, p. 1949). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à la création, au Ministère de la Marine, d'un corps militaire d'administrateurs

et de commis d'administration (I., n° 4086 ; an., S. de 1917, p. 2030). — Sa proposition de loi portant réglementation nouvelle de la croix de guerre (I., n° 4227 ; an., S. de 1918, p. 94). — Sa proposition de résolution relative à la création d'une médaille commémorative internationale de la guerre (I., n° 4392 ; an., S. de 1918, p. 289). — Sa proposition de résolution tendant à reprendre dès maintenant l'attribution de la Légion d'honneur aux fonctionnaires civils non mobilisés (I., n° 4619 ; an., S. de 1918, p. 566). — Sa proposition de loi portant attribution de subvention à chacune des citations obtenues pour « faits de guerre » par les militaires décorés de la croix de guerre (I., n° 4894 ; an., S. de 1918, p. 950). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à affecter à la plus vieille classe de la réserve de l'armée territoriale les Français mobilisés résidant aux colonies et à l'étranger, qui, depuis deux ans, n'ont bénéficié d'aucune permission de détente (I., n° 5238 ; an., S. de 1918, p. 1823). — Sa proposition de loi relative à la titularisation des sous-officiers de l'armée active promus officiers à titre temporaire (I., n° 5306 rectifié ; an., S. de 1918, p. 1860). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les sursis (I., n° 5558 ; an., S. de 1919, p. 102). — Sa proposition de loi portant institution de pensions proportionnelles réversibles sur les veuves des titulaires en faveur des officiers et assimilés de tous grades de l'armée (I., n° 5637 ; an., S. de 1919, p. 476). — Sa proposition de résolution tendant à autoriser le port, dans la vie civile, de l'insigne, sous forme réduite, de la fourragère (I., n° 6305 ; an., S. de 1919, p. 1813). — Sa proposition de loi tendant à faciliter le recrutement des capitaines pour la reconstitution des régions dévastées (I., n° 6791 ; an., S. de 1919, p. 2604). — Sa proposition de loi portant modifications à la législation des pensions, en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord, retraités antérieurement à la déclaration de la guerre, ayant ou n'ayant pas repris du service, et ceux retraités ou à retraiter postérieurement au 2 août 1914 (I., n° 6796 ; an., S. de 1919, p. 2609). — Sa proposition de loi concernant les sépultures militaires (I., n° 7030 ; an., S. de 1919, p. 2960). = Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de

résolution de M. Henri Connevot, tendant à accorder aux permissionnaires de la zone des armées la faculté de se rendre dans les localités différentes où résident les membres de leur famille (I., n° 2391; an., S. de 1916, p. 1166). — Son rapport sur les propositions de résolution concernant les permissions militaires (I., n° 3646; an., S. de 1917, 1129). — Son rapport sur les propositions de résolution tendant à autoriser les militaires originaires des régions envahies à venir passer leur permission à Paris, lorsque des parents ou amis s'offrent à les recevoir (I., n° 3972; an., S. de 1917, p. 1325). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à accorder aux engagés volontaires pour la durée de la guerre et appartenant à des classes non mobilisées ou à des catégories non appelées le droit de résilier leur engagement (I., n° 3974; an., S. de 1917, p. 1725). — Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour but de faire accorder aux militaires un supplément de permission en proportion du nombre de brisques (I., n° 4163; an., S. de 1918, p. 560). — Son rapport sur la proposition de loi relative au fonctionnement des services administratifs de l'Administration centrale du Ministère de la Guerre (I., n° 4191; an., S. de 1919, p. 9). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant les sursis d'appel des vétérinaires mobilisés (I., n° 4236; an., S. de 1918, p. 106). — Son rapport sur la proposition de résolution relative aux permissions de détente accordées aux Français mobilisés ayant leur domicile et leur famille en Suisse ou en Espagne (I., n° 4244; an., S. de 1918, p. 110). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article 42 de la loi du 17 août 1913 imposant aux candidats à l'École spéciale militaire et à l'École polytechnique l'obligation d'avoir fait en France les trois dernières années d'études qui ont précédé le concours (I., n° 4969; an., S. de 1918, p. 4084). — Son avis présenté au nom de la Commission de l'armée sur le projet de loi portant modification de la loi du 28 décembre 1888 sur l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (I., n° 5110; an., S. de 1918, p. 1608). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant les permissions militaires (I., n° 5654; an., S. de 1919, p. 493). — Son rapport sur les travaux de la Commission de l'armée pendant la guerre 1914-1918 [*Cantonnements*] (I., n° 7244; an., S. de 1919, p. 3193). — Son rapport sur les travaux de la Commission

de l'armée pendant la guerre 1914-1918 [*Permissions de détente*] (I., n° 7245; an., S. de 1919, p. 3197). = Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections : de M. le marquis de Ludre-Frolois par l'arrondissement de Mortagne [Orne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 57); de M. Albert Tailliandier par la 2^e circonscription d'Arras [Pas-de-Calais] (p. 57). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1915, t. unique, p. 420, 421, 617). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont données les permissions aux hommes du front (A., S. de 1916, t. unique, p. 1865); des interpellations relatives à l'utilisation des effectifs militaires (p. 2202). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 713 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires au 2^e trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 796). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations concernant les permissions militaires (p. 2251); d'une proposition de résolution sur le même sujet en qualité de *Rapporteur* (p. 2256). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 972). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 150; A., S. de 1916, t. unique, p. 2675; A., S. de 1917, t. unique, p. 36, 261, 2654, 3711; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 294, 512, 942, 1294, 1574; A., S. de 1916, t. unique, p. 188; A., S. de 1917, t. unique, p. 2815; A., S. de 1918, t. unique, p. 3021, 3089; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 405, 1717, 3223).

BOUISSON (M.), *Député de la 6^e circonscription de Marseille* [*Bouches-du-Rhône*], *Commissaire aux transports maritime et à la marine marchande*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288);

de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10962); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2188). — Sa proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 4 juillet 1908 concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine (I., n° 779; an., S. O., de 1915, p. 289). — Sa proposition de loi relative aux réquisitions des paquebots de commerce (I., n° 780; an., S. O. de 1915, p. 280). — Sa proposition de résolution avec demande de discussion immédiate tendant à réquisitionner, pour toute la durée de la guerre, la totalité de la flotte marchande française (I., n° 2137; an., S. de 1916, p. 691). — Son rapport sur la proposition de loi relative aux réquisitions des paquebots de commerce (I., n° 804; an., S. O. de 1915, p. 309). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de loi relative aux réquisitions des paquebots de commerce (I., n° 1003; an., S. O. de 1915, p. 737). — Son rapport au nom du 6^e Bureau, sur l'élection de M. de Monzie par l'arrondissement de Cahors [Lot] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 43). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat de la marine marchande (A., S. O. de 1915, t. unique, p. 602). — Est entendu: sur le règlement de l'ordre du jour (p. 841); sur le renvoi de la discussion, à une prochaine séance, du projet de loi modifiant la loi du 19 avril 1906 en ce qui concerne le droit à la compensation d'armement des navires construits à l'étranger (p. 1383); au cours de la discussion de ce projet de loi (p. 1392 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'interdiction faite aux militaires de fréquenter les débits de boissons en dehors de certaines heures et la mesure prise à ce sujet contre deux généraux (A., S. de 1916, t. unique, p. 59); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 60); développe cette interpellation (p. 149 et suiv., *Son ordre du jour motivé*, p. 160). — Prend part à la discussion de l'interpellation relative à la crise des frets (p. 618 et suiv.). — Est entendu dans la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Juridiction et procédure; *Ses observations à l'article 2*, p. 910). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Application à la Corse du*

régime de l'alcool, A. S. de 1916, t. unique, p. 1349; *Ses observations concernant les indemnités de réquisition des navires de commerce*, p. 1351). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1405, 1420). — Est entendu dans la discussion: de sa proposition de résolution tendant à réquisitionner la totalité de la flotte marchande française (p. 1428 et suiv.); d'une proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2219); des interpellations sur la crise des transports (p. 2348). — Prend part à la discussion: de son interpellation sur la marine marchande (p. 2479, 2482, 2488 et suiv., p. 2518; *Son ordre du jour motivé*, p. 2523); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Automobiles militaires de la zone de l'intérieur*, p. 2667). — Prend part à la discussion: du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (A., S. de 1917, t. unique, p. 675 et suiv.); des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1411 et suiv.); des interpellations sur le décret du 13 juin 1917 relatif au gaz (p. 1511); d'interpellations sur la marine marchande (p. 1575 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les missions relatives aux achats de navires à l'étranger (p. 1783); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2139); développe cette interpellation (p. 2185, 2187, 2207; *Son ordre du jour motivé*, p. 2217). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale* p. 3495); du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3807, 3814); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 3879). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation relative à la liaison maritime entre la France et l'Algérie (A., S. de 1918, t. unique, p. 151).

En qualité de *Commissaire aux transports maritimes et à la marine marchande* est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion: de la proposition de loi ayant pour objet l'attribution d'une allocation temporaire aux inscrits maritimes et aux veuves d'inscrits pensionnés de la Caisse des invalides de la marine

ou de la caisse nationale de prévoyance au profit des marins français (A., S. de 1918, t. unique, p. 418); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 419, 648).

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 585); prend part à cette discussion (p. 599). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi tendant à ratifier le décret du 15 février 1918 relatif à la réquisition de la marine marchande (p. 730); prend part à cette discussion (p. 2743 et suiv., 2797); Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 au titre du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande (p. 898); prend part à cette discussion (p. 961). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires [Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918] (p. 1544); de l'interpellation sur l'organisation des consortiums (p. 1600); de l'interpellation sur les mesures à prendre concernant la marine marchande pendant et après la guerre (p. 1992); prend part à la discussion de cette interpellation et de l'interpellation sur les modalités de la réquisition de la flotte française (p. 2050). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 3243); prend part à cette discussion (p. 3275). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3244). Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des dépenses civiles] (*Crédits des transports maritimes*, p. 3383).

En qualité de *Commissaire des transports maritimes et de la marine marchande* est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : d'une interpellation sur le passage de l'état

de guerre à l'état de paix, dans l'industrie nationale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 134); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 1101); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1239). — En cette qualité, prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Organisation des ports de pêche*, p. 1419; *Achats et construction de navires*, p. 1425); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 2233); du projet de loi autorisant l'engagement d'une somme de 1.830.000.000 fr. en vue de la reconstitution de la flotte commerciale française (p. 4805). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 130; A., S. de 1918, t. unique, p. 443).

BOUJU (M.), *Directeur de la Sécurité générale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (A., S. de 1917, t. unique, p. 2450).

BOULANGER (M. NARCISSE), *Député de la 5^e circonscription de Boulogne [Pas-de-Calais].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 131). = Membre : de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du travail (A., S. de 1917, t. unique, p. 1586); de la Commission de la marine marchande (p. 2707); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 303). = Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Son amendement concernant les appareils*

orthopédiques à donner aux mutilés, A., S. de 1916, t. unique, p. 556; *le retire* (ibid.); d'une interpellation sur la crise des transports (p. 694); d'une interpellation sur le fonctionnement du trésor et postes, des colis postaux et la correspondance des soldats des pays envahis (p. 1463); des interpellations relatives aux sursis et permissions concernant la main-d'œuvre agricole (p. 1682); d'une interpellation sur les sursis en faveur des entrepreneurs de battage et des conducteurs de machines à battre (p. 1748). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Perfectionnement des appareils orthopédiques*, p. 1794). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les commissions spéciales de réforme*, A., S. de 1917, t. unique, p. 230); d'une proposition de résolution relative aux permissions des viticulteurs et des agriculteurs (p. 2600). — Intervient dans la discussion de plusieurs interpellations sur le ravitaillement du pays (p. 2720). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives au ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 2995); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôts sur les bénéfices de guerre*, p. 3527). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Intérieur. *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*, A., S. de 1918, t. unique, p. 695. Instruction publique. *Situation des instituteurs et institutrices des communes bombardées*, p. 770). — Parle : sur la question préalable opposée à la discussion du projet de loi sur le renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1357); dans la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement de la population civile (p. 2087). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 510, 514); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Exploitations dans les forêts domaniales pour les besoins résultant de l'état de guerre*, p. 1190). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919. [Budget ordinaire des services civils] (*Non utilisation des usines de l'État*, p. 1248);

d'une interpellation sur les accidents de chemins de fer survenus près de Châteauroux et à Meung-sur-Loire ainsi que sur les mesures concernant la sécurité des trains de permissionnaires (p. 1553). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par la guerre (p. 1632); de la proposition de loi concernant la durée du travail dans les mines (*Seconde délibération*, p. 2297); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils [Exercice 1919] (*Discussion générale*, p. 2481); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 (*Réduction des soldes de l'armée*, p. 2583); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Reconstitution industrielle. *Discussion générale*, p. 2794). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2972); au cours de la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'Ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil, au cours de la guerre (p. 3113). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1865). — Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 1242, 1288; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2097, 2920).

BOULLAY (M.), *Inspecteur des finances, chargé de la comptabilité générale au commissariat des transports maritimes et de la marine marchande.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2476) des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2518).

BOULLOCHE (M. PAUL), *Directeur des Affaires civiles et du sceau.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi autorisant

le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation de sujets de puissances devenues ennemies (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); du projet de loi ratifiant le décret en date du 27 septembre 1914 relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (A., S. de 1915, t. unique, p. 151); de la proposition de loi ayant pour objet de compléter les articles 96 et 101 du Code civil sur les actes de l'état civil (p. 151); du projet de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dont ils sont déposés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (p. 259); de la proposition de loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés (p. 395); du projet de loi ayant pour objet de permettre, en temps de guerre, le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux (p. 457); du projet de loi modifiant les dispositions des articles 244 et 252 du Code civil relatives à la transcription des jugements et arrêts en matière de divorce (*ibid.*); de la proposition de loi tendant à modifier les paragraphes 4 et 5 de l'article 2 et l'article 3 de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription en matière hypothécaire (*ibid.*); de la proposition de loi ayant pour objet de rendre applicables les dispositions de la loi du 6 juin 1908, à la séparation de corps prononcée entre époux remariés après divorce, p. 636); du projet de loi modifiant l'application de l'article 8, paragraphe 3 du Code civil à l'égard des enfants nés en France, de parents belges pendant la durée de la guerre et pendant et dans l'année qui suivra la cessation des hostilités (*ibid.*); du projet de loi complétant la loi du 5 août 1914 relative à la suppléance des officiers publics ou ministériels en cas de guerre (p. 790); de la proposition de loi ayant pour but de modifier le paragraphe 4 de l'article 8 du Code civil visant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France (*ibid.*); de la proposition de loi tendant à étendre le cas d'admission des demandes en cassation contre les décisions des juges de paix (*ibid.*); du projet de loi relatif à la modification administrative des actes de décès des militaires et marins dressés aux armées pendant la durée de la guerre (p. 820); du projet de loi modifiant pendant la durée de la guerre, les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice et à l'exercice de la puissance

paternelle (p. 856); de la proposition de loi ayant pour objet de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre (p. 1319); de la proposition de loi relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre (p. 1372); du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1382); du projet de loi concernant les actions en divorce et en séparation de corps à intenter par les citoyens présents sous les drapeaux (p. 1511).

BOURÉLY (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Prizas [Ardèche], Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillant et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. p. 2717). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 500.000 fr. au Ministre de l'Agriculture en vue de venir en aide aux agriculteurs et viticulteurs du département de l'Ardèche, dont les récoltes ont été compromises par des orages de grêle (I., n° 3632; an., S. de 1917, p. 1124). — Sa proposition de résolution tendant à assurer la participation de l'État aux indemnités de cherté de vie et de charges de famille accordées par les départements, pendant la durée de la guerre, aux cantonniers départementaux (I., n° 4776; an., S. de 1918, p. 848). = Son rapport, au nom du 6^e Bureau, sur l'élection de M. Malvy par l'arrondissement de Gourdon [Lot] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 44). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son contre-projet*, A. S. de 1916, t. unique, p. 1542 et suiv.); du projet de loi concernant l'attribution, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (*Son amendement*, p. 2849; *le retire*, *ibid.*).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7230). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (*Observations concernant la présence dans leurs services des fonctionnaires des ministères*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2557 ; *Règlement de compte des Exercices non réglés*, p. 2559) ; d'une proposition de résolution tendant à établir une carte de poudre de chasse (p. 2971).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer, dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre II, chap. IV. Droits des ayants cause des militaires ou marins disparus. *Ses observations concernant les amendements à l'article 18*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3351. Chap. 1^{er}, Des droits à la pension. *Son article additionnel relatif aux mères veuves dont un fils qui était leur soutien effectif est décédé des suites de la guerre*, p. 3467. Titre III. Droits des ascendants. *Amendement tendant à la suppression des paragraphes 1^{er}, 2^e et 3^e de l'article 18*, p. 3765 ; *Amendement de M. Goude au paragraphe 2*, p. 3766 ; *Son amendement à ce paragraphe*, *ibid.* ; *Son article additionnel à l'article 18*, A., S. de 1918, t. unique, p. 61 ; *Amendement de M. de Castelneau à la nouvelle rédaction de cet article*, p. 80 ; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 282). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 21 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 908) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 1626). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1667) ; dans la discussion de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1759, 1876). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 350, 406). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 744 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1252 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 370).

BOURGEOIS (M. LÉON), *Sénateur, Ministre des Affaires étrangères, puis Ministre d'État, puis Ministre du Travail et de la Pré-*

voyance sociale, puis Ministre d'État, Membre du Comité de guerre.

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [Décret du 9 juin 1914] (J. O., p. 5110). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 148).

Est nommé *Ministre d'État* [Décret du 29 octobre 1914] (J. O., p. 7812). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (A., S. de 1916, t. unique, p. 761 et suiv.).

Est nommé *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* [Décret du 10 mars 1917] (J. O., p. 2255). — Répond à une question sur le fonctionnement du Comité interministériel pour la reconstruction des pays envahis (A., S. de 1917, t. unique, p. 1051). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur l'organisation du repos du samedi pour les ouvrières du vêtement (p. 1265 et suiv.) ; d'une proposition de résolution sur le relèvement des salaires et la mise en sursis d'ouvriers mineurs (p. 1684) ; des interpellations concernant la renaissance des régions qui ont été victimes de l'invasion (p. 2127, 2171). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du 3^e trimestre de 1917 (p. 2290). — Demande la discussion immédiate d'une proposition de loi concernant l'allaitement maternel dans les établissements industriels et commerciaux (p. 2399).

Est nommé *Ministre d'État, Membre du Comité de guerre* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7228).

BOURY (M. de), *Député de l'arrondissement de Louviers [Eure].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi tendant à instituer le vote par correspondance et à modifier l'article 3 de la loi du 29 juillet 1913 et l'article 132 de la loi du 5 avril 1884 (I., n^o 41 ; an., S. O. de 1914, p. 1835). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de

400.000 francs, pour venir en aide aux victimes de la grêle et des inondations dans l'arrondissement de Louviers [Eure] (I., n° 245 ; an., S. O. de 1914, p. 1975). — Sa proposition de loi tendant à accorder des indemnités aux veuves, orphelins et ascendants des militaires décédés à la suite de faits de guerre, ou d'accidents survenus, ou de maladies contractées pendant le service et ayant leur cause directe dans les obligations du service (1) (I., n° 348 ; an., S. O. de 1914, p. 693). = Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Laguerre par l'arrondissement de Belley [Ain] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 5). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Guerre : *Son amendement concernant les indemnités aux familles des militaires décédés à la suite d'accidents survenus ou de maladies contractées à l'occasion du service*, p. 536, 538, 540) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (Guerre : *Réparations pécuniaires des dommages causés aux familles par le décès de leurs enfants morts des suites des épidémies et autres maladies*, p. 835). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 456, 484 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 1190 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1793). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1388 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 230).

BOUSSENOT (M.), *Député de la 2^e circonscription de La Réunion [La Réunion]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 487). = Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du ravitaillement (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3782). = Sa proposition de loi ayant pour objet de régler les conditions d'accession des indigènes civils et militaires de l'Algérie, des colonies et pays de protectorats à la qualité de citoyens français (I., n° 1034 ; an., S. de 1915, p. 667). — Sa proposition de loi tendant à attribuer certains emplois civils dépendant de l'administration coloniale aux anciens militaires indigènes blessés en campagne et libérés (I., n° 1057 ; an., S. de

1915, p. 687). — Sa proposition de loi tendant à faciliter la réhabilitation des faillis simples ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'unité — armée, corps d'armée, division, brigade, régiment — à laquelle ils appartiennent (I., n° 1243 ; an., S. de 1915, p. 941). — Sa proposition de loi tendant à conférer le droit à la pension aux veuves de militaires réformés pour blessures de guerre, alors même que le mariage serait postérieur aux blessures ayant entraîné la mise à la retraite (I., n° 1244 ; an., S. de 1915, p. 941). — Sa proposition de loi tendant à la création d'un fonds spécial dit : « Pécule du soldat » (I., n° 1489 ; an., S. de 1915, p. 1330). — Sa proposition de loi autorisant le Gouvernement à acquérir des viandes frigorifiées de provenance des colonies françaises (I., n° 1715 ; an., S. de 1916, p. 65). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate tendant à inviter le Gouvernement à instituer une Commission qui sera chargée d'examiner les dossiers de ceux des officiers relevés du commandement qu'ils exerçaient dans la zone des armées aux fins de décisions définitives à prendre par le Ministre de la Guerre (I., n° 2366 ; an., S. de 1917, p. 1298). — Sa proposition de loi tendant à astreindre les compagnies d'armement à employer une partie de leurs bénéfices réalisés pendant la guerre à des constructions neuves ou à l'achat de navires étrangers ayant moins de dix ans d'âge (I., n° 2468 ; an., S. de 1916, p. 1421). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate invitant le Gouvernement à mettre en sursis d'appel un certain nombre de mineurs employés sur les gisements aurifères coloniaux (I., n° 3836 ; an., S. de 1917, p. 1386). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à sauvegarder les intérêts des colonies lors de l'organisation prochaine du réseau de télégraphie sans fil (I., n° 4229 ; an., S. de 1918, p. 96). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à instituer un régime de roulement entre certaines catégories du personnel de la marine en service dans les diverses unités combattantes (I., n° 4758 ; an., S. de 1918, p. 796). — Sa proposition de loi tendant à abroger l'article 9 de la loi du 17 août 1915 assurant la juste réparation et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables, ainsi que la loi du 21 mars 1918 modifiant cet article 9 (I., n° 4966 ; an., S. de 1918,

(1) Ce document n'a pas été publié.

p. 1080). — Sa proposition de loi portant renforcement des cadres des officiers du corps de santé de la marine [Médecins et pharmaciens] (I., n° 5107; an., S. de 1918, p. 1756). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi pour faire déclarer fête légale le 11 novembre de chaque année (I., n° 5203; an., S. de 1918, p. 1811). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder le prêt à tous les militaires en traitement dans les formations sanitaires (I., n° 5281; an., S. de 1918, p. 1840). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate invitant le Gouvernement à améliorer la situation des fonctionnaires et agents coloniaux (I., n° 5807; an., S. de 1919, p. 924). — Sa proposition de loi tendant à accorder un secours à l'île de La Réunion victime d'un cyclone (I., n° 6326; an., S. de 1919, p. 1866). — Sa proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission d'enquête chargée d'examiner les opérations effectuées pendant la guerre par les services du Ministère du Ravitaillement (I., n° 6408; an., S. de 1919, p. 2014). — Sa proposition de résolution tendant à fixer définitivement le sort des engagés volontaires pour la durée de la guerre (I., n° 6764; an., S. de 1919, p. 2544). — Son rapport sur le projet de loi accordant aux veuves et, à défaut, aux orphelins des fonctionnaires rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, qui sont décédés sous les drapeaux, la moitié du traitement pendant la durée de la guerre (I., n° 838; an., S. de 1915, p. 337). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à attribuer certains emplois civils dépendant de l'Administration coloniale aux anciens militaires indigènes blessés en campagne et libérés (I., n° 1416; an., S. de 1915, p. 1233). — Son rapport sur la proposition de résolution relative à la réorganisation des services du Ministère des Colonies (I., n° 2333; an., S. de 1916, p. 1403). — Son rapport sur la proposition de loi portant application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable (I., n° 2795; an., S. de 1916, p. 1853). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'appliquer à la Réunion le dernier alinéa de l'article 159 du Code forestier métropolitain, tel qu'il a été modifié par la loi du 18 juin 1859, sur la faculté de transiger (I., n° 2796; an., S.

de 1916, p. 1853). — Son rapport sur le projet de loi portant création des grades d'aspirant et de mécanicien principal de 3^e classe et relatif à l'admission pendant la guerre des enseignes de vaisseau de réserve dans le cadre actif (I., n° 4612; an., S. de 1918, p. 559). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant création des grades d'aspirant et de mécanicien principal de 3^e classe et relatif à l'admission pendant la guerre des enseignes de réserve dans le cadre actif (I., n° 4745; an., S. de 1918, p. 786); son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 4845; an., S. de 1918, p. 925). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à sauvegarder les intérêts des colonies lors de l'organisation prochaine du réseau de télégraphie sans fil (I., n° 4927; an., S. de 1918, p. 1107). — Son rapport sur la proposition de loi portant renforcement des cadres des officiers du corps de santé de la marine [Médecins et pharmaciens] (I., n° 5490; an., S. de 1918, p. 27); son rapport supplémentaire (I., n° 6508; an., S. de 1919, p. 2091); son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 6581; an., S. de 1919, p. 2260). — Son rapport sur le projet de loi relatif au régime forestier de la colonie de la Martinique (I., n° 7085; an., S. de 1919, p. 3047). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, accordant aux fonctionnaires coloniaux mobilisés un complément spécial de traitement pendant la durée de leur présence sous les drapeaux (I., n° 7186; an., S. de 1919, p. 3169). — Prend part à la discussion du projet de loi portant régularisation de décrets concernant les subventions du fonds national de chômage (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 400). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (p. 967); du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'État de la Guerre (p. 1248, 1257); d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits applicables aux services de la Guerre et de la Marine (p. 1588); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (p. 1711). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les réquisitions de bâtiments prélevés sur la marine de commerce (A., S. de 1916, t. unique, p. 349); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 475); la développe (p. 479 et suiv.). — Intervient dans la discussion d'une interpellation

relative à la loi portant convocation devant les commissions de réforme des exemptés, des ajournés et des réformés des vieilles colonies (A., S. de 1916, t. unique, p. 593 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Ses observations concernant certains réformés n° 2*, p. 1350); du projet de loi modifiant les dispositions relatives à l'admission des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels une position spéciale (p. 1841; *Ses amendements*, p. 1842 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2477, 2508 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Théâtres subventionnés*, p. 2667 et suiv.; *Son amendement relatif à une taxe sur les ventes de bijoux, objets d'art, meubles anciens, etc.*, p. 2732). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (A., S. de 1917, t. unique, p. 726); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif au traitement du personnel consulaire et diplomatique*, p. 816; *le retire*, p. 817; *Son amendement concernant le petit personnel du Ministère des Colonies*, p. 818; *Son amendement concernant les traitements des officiers en service à l'arrière*, p. 824 et suiv.; *Son amendement établissant une taxe sur les ventes de bijoux, pièces d'orfèvrerie, objets d'art, etc.*, p. 835). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet des dominages qu'éprouve, du fait de la guerre, notre flotte marchande (p. 1176); développe cette interpellation (p. 1374 et suiv.); est entendu dans la discussion des autres interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1400). — Adresse au Ministre des Affaires étrangères une question relative au séjour, dans les ports espagnols, de sous-marins allemands (p. 2232). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations relatives à l'alimentation des troupes (p. 2242); de diverses interpellations relatives à la concession de mines de sel (p. 2391; *Son ordre du jour motivé*, p. 2399; *le retire*, *ibid.*). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour permettre l'importation en France des produits nécessaires à la défense nationale et qui se trouvent, faute de moyens de transports,

accumulés dans nos colonies (A., S. de 1917, t. unique, p. 2410). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance du 16 octobre 1917 (p. 2814); dans la discussion d'une proposition de résolution concernant le cheptel de Madagascar (p. 2955); dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, p. 3108, 3119. Titre II. Des droits des veuves et des enfants. Chapitre premier. Du droit à la pension : *Son amendement au dernier paragraphe de l'article 9*, p. 3467). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à la liaison maritime entre la France et l'Algérie (A., S. de 1918, t. unique, p. 153, 162). — Son addition à l'ordre du jour motivé présenté par M. Giray à la suite de la discussion d'une interpellation concernant la production de la chaussure nationale (p. 526). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1031, 1069); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Impôt sur les transports par chemins de fer*, p. 1174); d'un projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2741); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3254); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Démobilisation des inscrits maritimes*, p. 3289; *Liquidation des stocks de guerre*, p. 3293); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3326; *Solde des fonctionnaires coloniaux mobilisés*, p. 3359; *Démobilisation des officiers de complément*, p. 3365; *Démobilisation des officiers de réserve de la marine*, p. 3367). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'exclusion de toute délégation des colonies françaises à la Conférence de la paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 8). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la situation faite, dans certaines unités, aux militaires originaires des colonies (p. 284); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 576, 617). — Prend part à la discussion : du projet

de loi relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'État (p. 373) ; du projet de loi portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion (p. 378, 382) ; d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 441, 476, 548, 636). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2136) ; dans la discussion d'une interpellation sur la grève du personnel des raffineries (p. 2235) ; sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant les brimades dont les soldats coloniaux et créoles ont été l'objet (p. 2376) ; dans la discussion : du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus, au titre civil, au cours de la guerre (p. 3151 et suiv., 3229, 3352) ; du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3211) ; du projet de loi, portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État (p. 3582) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au Budget de l'Exercice 1919 (p. 3594). — Son rapport sur une pétition (p. 3601). — Son opposition au vote sans débat des propositions de loi relatives à l'attribution aux départements français du matériel de guerre pris à l'ennemi (p. 3620). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 302). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1514 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 460, 1494 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1252, 1506 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2753, 3381).

BOUTIN (M. LE SOUS-INTENDANT), *Sous-directeur de l'intendance militaire.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 2232) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (p. 2483) ; du projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1918 de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles

des services civils et applicables au premier trimestre de 1918 (p. 3284) ; du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3356) ; du projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 11 avril 1911 créant, pour les officiers, la position dite « en réserve spéciale » (A., S. de 1918, t. unique, p. 6) ; du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 529) ; du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils pour le 2^e trimestre de 1918 (*ibid.*) ; du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 (p. 898) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1418) ; du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*)

BOUTTEVILLE (M.), *Inspecteur général des travaux publics des colonies.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509) ; du projet de loi portant approbation d'un avenant à la convention du 8 mars 1909 relative à la concession du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (A., S. de 1916, t. unique, p. 500) ; du projet de loi relatif à la constitution de stocks de bois provenant des colonies françaises (A., S. O., de 1919, t. unique, p. 1054).

BOUVERI (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Chalon-sur-Saône [Saône-et-Loire].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126) ; de la Commission des comptes définitifs et des économies ; de la Commission des mines. — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de

500.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle dans l'arrondissement de Chalon-sur-Saône [Saône-et-Loire] (I., n° 155; an., S. O. de 1914, p. 1891). — Sa proposition de loi relative au travail dans les mines (I., n° 280; an., S. O. de 1914, p. 2014). — Sa proposition de loi présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à augmenter l'allocation principale et les majorations de vingt-cinq centimes aux familles des mobilisés (I., n° 1968; an., S. de 1916, p. 559). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate concernant la mise en exploitation des concessions de mines de houille (I., n° 2394; an., S. de 1916, p. 1166). — Sa proposition de loi tendant à venir en aide aux agriculteurs, viticulteurs et maraîchers de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône [Saône-et-Loire] (I., n° 3757; an., S. de 1917, p. 1255). — Sa proposition de loi tendant à l'organisation de commissions mixtes ouvrières et patronales dans les bassins miniers de houilles, métalliques et ardoisières, (I., n° 3759; an., S. de 1917, p. 1256). — Sa proposition de loi tendant à augmenter les pensions des ouvriers mineurs retraités et les mensualités aux assistés des deux sexes par application de la loi du 14 juillet 1905 (I., n° 3930; an., S. de 1917, p. 1631). — Sa proposition de loi tendant à augmenter les allocations principales aux femmes des mobilisés et aux veuves dont le fils aîné est l'unique soutien, ainsi que les majorations à leurs enfants (I., n° 4885; an., S. de 1918, p. 846). — Sa proposition de loi tendant à assurer aux soldats, caporaux et sous-officiers ayant été constamment aux armées pendant la durée de la guerre, une rente viagère de 650 francs par an (I., n° 5159 et 5159 rectifié; S. de 1918, p. 1773, 1929). — Sa proposition de résolution portant attribution aux fonctionnaires célibataires mobilisés à l'intérieur en qualité d'officiers, d'assimilés, de fonctionnaires ayant la correspondance de grade et de sous-officiers à solde mensuelle des suppléments de solde militaire ou de traitement de grade établis par la loi du 31 décembre 1917, sans qu'il soit fait application à ces suppléments des règles sur le cumul édictées par la loi du 5 août 1914 (I., n° 5311; an., S. de 1918, p. 1861). — Sa proposition de loi tendant à assurer la stabilité des employés et travailleurs communaux et à instituer des conseils de discipline (I., n° 5941; an., S. de 1919, p. 1115). — Sa proposition de loi tendant à abroger la loi du 21 ventose an IX et à modifier

le § 2 de l'article 61 du Code du travail (I., n° 6108; an., S. de 1919, p. 1340). = Son rapport sur le projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Decazeville [Aveyron] (S. O. de 1914; Fasc., n° 12). — Son rapport sur le projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Lafarre [Ardèche] (S. O. de 1914; Fasc., n° 26). — Son rapport sur le projet de loi relatif à un échange de terrains forestiers entre l'État et M. Meller (S. de 1915; Fasc., n° 120). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à tenir compte de la classe pour fixer les conditions du rappel des anciens mineurs (I., n° 3798; an., S. de 1917, p. 1328). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à la mise à la disposition de la Commission militaire des mines des ouvriers mobilisés des carrières de pierre, dans les mêmes conditions de classe et de durée de travail que les mineurs de houille, des mines métalliques et des ouvriers des carrières d'ardoise (I., n° 3840; an., S. de 1917, p. 1399). = Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Guerre : *Indemnité de déplacement pour les conscrits déclarés douteux par les conseils de revision*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 540; Loi de finances : *Son amendement concernant l'impôt général sur le revenu [Délivrance des extraits des rôles]*, p. 794). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 279); de la proposition de loi tendant à accorder la gratuité des envois postaux aux militaires mobilisés (p. 468); du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917 (*Son amendement*, p. 475 et suiv.); du projet de loi modifiant les dispositions des articles 244 et 252 du Code civil relatives à la transcription des jugements et arrêts en matière de divorce (p. 491). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (A., S. de 1915, t. unique, p. 696); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1363); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Discussion générale*, p. 1989; *Répartition des combustibles*, p. 2077). — Prend part à la discussion : du projet de loi

portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 540 et suiv.); des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais. *Ses observations relatives à l'art. 18*, p. 877; Juridiction et procédure: *Amendement de M. Levasseur à l'art. 43*, p. 950; Dispositions générales: *Retire un article additionnel*, p. 1031). — Est entendu: pour un rappel au Règlement (p. 1171); dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur les Exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre (p. 1267). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (*Art. 5 relatif au régime de l'alcool; Ses observations concernant le privilège de la Corse*, p. 1342; *Son amendement relatif à l'application du régime à la Corse*, p. 1344, 1345 et suiv.). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative au recensement des grains et farines (p. 1635). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution concernant la mise en exploitation des concessions de mines de houille (p. 1724). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les opérations de réquisition de vins (p. 1854 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'interprétation du § 4 de l'article 5 de la loi du 30 juin 1916 relatif aux bouilleurs de cru (p. 2160). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation concernant une convention relative à des gisements pétrolifères situés dans la province d'Oran (p. 2266 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxes sur les eaux minérales*, p. 2775; *Taxe de guerre*, p. 2806). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement à l'art. 1^{er}*, A., S. de 1917, t. unique, p. 219; *Son amendement relatif aux conseils de réforme*, p. 231 et suiv.); de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Amendement relatif aux mines*, p. 528). — Est entendu dans la discussion: d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 725, 746 et suiv.); des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1203 et suiv., 1289 et suiv., 1321 et suiv.). — Prend part à la discus-

sion: du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (*Allocations aux femmes de mobilisés*, p. 1444); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (*Secours aux soldats sans famille*, p. 2517; *Circulation des piquettes*, p. 2543; *Logement des réfugiés*, p. 2568; *Mise à la retraite des employés des chemins de fer*, p. 2573); d'une proposition de résolution relative aux permissions des viticulteurs et des agriculteurs (p. 2599). — Est entendu dans la discussion: d'interpellations sur la situation des réfugiés et rapatriés des pays envahis (p. 3290, 3407); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre I: Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins; *Amendement de M. Moutet à l'art. 5 relatif à la concession de la gratification*, p. 3317; Titre III: Droits des ascendants; *Amendements concernant l'art. 18*, p. 3761; Titre V: Dispositions diverses relatives à l'application de la loi; *Son amendement à l'art. 32*, A., S. de 1918, t. unique, p. 215; *Son amendement relatif au voyage gratuit de certains malades ou blessés réformés*, p. 233, 237; *Article nouveau concernant la rééducation professionnelle des mutilés*, p. 272; *Son amendement au 5^e § de cet article*, p. 274); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3027, 3189); de ce projet de loi, modifié à nouveau par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 505). — Est entendu dans la discussion: d'une interpellation sur l'attribution des permissions sur le front français et sur le front d'Orient (A., S. de 1918, t. unique, p. 232); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Agriculture: *Ses observations concernant: les préposés sédentaires des forêts*, p. 684; *la pêche au filet et la vente du poisson par les adjudicataires des lots de pêche*, p. 686; Intérieur: *Familles nombreuses et veuves privées de ressources*, p. 693; *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*, p. 696; *Relèvement de la natalité*, p. 697; Loi de finances: *Allocations mensuelles aux vieillards, infirmes et incurables secourus à domicile*, p. 1184). — Est entendu dans la discussion des projets et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Discussion générale*, p. 714; *Amendement de M. Delpierre à l'art. 6*, p. 1282; *Son amendement à l'art. 6 relatif aux grains panifiables*, p. 2702).

— Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (*Motion d'ajournement*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1026 ; *Son amendement*, p. 1064) ; du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2003, 2019) ; de diverses interpellations concernant la crise des transports (p. 2150) ; du projet de loi tendant à relever le taux des allocations (p. 2657). — Son addition à l'ordre du jour motivé présenté par M. Guichard à la suite de la discussion d'interpellations sur la libération des vieilles classes (p. 2779). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines. [Durée des concessions et participation de l'État aux bénéficiaires] (*Amendements relatifs à l'art. 2*, p. 2918, 2920 ; *Ses observations concernant le salaire minimum*, p. 2959). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires du 1^{er} trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Allocations*, p. 3515) ; du projet de loi tendant à la constitution d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et à la suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (*Son amendement*, p. 3715) ; du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (p. 3831). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 129) ; du projet de loi relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'État (p. 374) ; du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 424) ; de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 763, 795) ; d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1832). — Est entendu, comme *vice-président de la Commission des mines*, dans la discussion d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2243, 2268 et suiv. ; *Seconde délibération*, p. 2302). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives au conflit minier (p. 2412). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires du 2^e semestre de 1919 (*Réquisitions*, p. 2584) ; des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Prix des tabacs*, p. 2637) ; d'un projet

de loi portant ouverture de crédits additionnels provisoires civils sur l'Exercice 1919 (*Délégués mineurs*, A., S. O., de 1919, t. unique, p. 2641) ; d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2701). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Personnel des ingénieurs des mines*, p. 2794) ; du projet de loi améliorant et unifiant les régimes de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'État (p. 3845) ; de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des Chambres d'agriculture (p. 3906, 3936) ; du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés ; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 3976). — Est nommé membre du Comité consultatif des mines (p. 4226). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux petits commerçants, industriels, artisans démobilisés (p. 4792). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1717). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1276 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 418, 2227).

BOUVIER (M.), *Directeur de l'administration des monnaies et médailles*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 418) ; du projet de loi tendant à améliorer la circulation des monnaies d'argent (*ibid.*) ; du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2790).

BOUYSSOU (M.), *Député de la 2^e circonscription de Mont-de-Marsan [Landes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A.,

S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, député du Lot (A., S. de 1918, t. unique p. 2133). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les pères de famille mobilisés (I., n° 3686; an., S. de 1917, p. 1148). — Sa proposition de loi concernant le payement des pensions et les certificats de vie (I., n° 6448; an., S. de 1919, p. 2057). — Sa proposition de résolution tendant à l'unification des indemnités dites de vie chère attribuées aux fonctionnaires civils ou militaires en activité de service et retraités ou pensionnés (I., n° 7170; an., S. de 1919, p. 3164). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la publication du réquisitoire de M. le procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 146). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre pour assurer la sauvegarde des populations des régions envahies et sur le principe des sanctions ultérieures qu'il appartiendra d'appliquer à tous les criminels allemands (A., S. de 1916, t. unique, p. 1692); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1699 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs appartenant aux vieilles classes (A., S. de 1917, t. unique, p. 2339). — Intervient dans la discussion d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'œuvre de la justice (p. 2684). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 4 juillet 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2919). — Ses questions au Ministre de l'Agriculture relatives : à l'exploitation des forêts domaniales de l'Etat (p. 3359); à la réquisition du maïs (p. 3949). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4746).

BOYER (M.), *Inspecteur des finances.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1919 (A., S. de 1918, t. unique, p. 3231). — Prend part en *qualité de Commissaire du Gouver-*

nement à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1600). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 2629).

BOYSSON (M. le contrôleur général DE), *Directeur du contrôle au Ministère de la Guerre*, puis *Commissaire délégué à la liquidation des stocks.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant : 1^o à ouvrir au Ministre de la Guerre des crédits sur les Exercices 1913 et 1914; 2^o à autoriser le Ministre de la Marine à engager des dépenses non renouvelables; 3^o à déterminer les règles financières applicables à ces dépenses (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508); du Budget de l'Exercice 1914 (p. 508); du projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'Exercice 1916 des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics (A., S. de 1915, t. unique, p. 1858); prend part à cette discussion (p. 1889). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de résolution concernant le relèvement du taux de la prime fixe d'alimentation sur le pied de guerre et l'utilisation des bonis à l'amélioration de l'ordinaire des troupes (p. 2002); du projet de loi relatif au fonctionnement de l'office de liquidation des stocks (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 138).

BRACKE (M. Desrousseaux dit), *Député de la 1^{re} circonscription du 14^e arrondissement de Paris [Seine].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 21., J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission des programmes électoraux (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 2156); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur [M. Malvy] (F. n° 367; J. O. de

1917, p. 9455); de la Commission de l'enseignement (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2717). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la nomination d'une Commission d'enquête sur les salaires (I., n° 2824; an., S. de 1916, p. 1819). — Sa proposition de loi tendant à introduire les militaires non gradés dans les tribunaux militaires (I., n° 3310; an., S. de 1917, p. 693). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la destruction des matières alimentaires (I., n° 3658; an., S. de 1917, p. 1140). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'extension des cultures de céréales au Maroc (I., n° 4706; an., S. de 1918, p. 669). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le suffrage des femmes (I., n° 6970; an., S. de 1919, p. 2906). — Sa proposition de loi tendant à la publication d'un relevé des morts de l'armée française pendant la guerre de 1914-1918 (I., n° 7120; an., S. de 1919, p. 3095). — Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau, sur les élections : de M. Messimy par l'arrondissement de Trévoux [Ain] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 5); de M. Accambray par la 2^e circonscription de Laon [Aisne] (p. 6). — Intervient dans la discussion : des projets de résolution concernant les grandes Commissions (p. 197). — Son rapport sur l'élection de M. Lacotte par la 2^e circonscription de Troyes [Aube] (p. 398); prend part à la discussion des conclusions de ce dernier rapport (p. 418, 420). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (A., S. de 1915, t. unique, p. 92); du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Discussion générale*, p. 159). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1915, t. unique, 823); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Motion préjudicielle de M. Vincent-Auriol*, p. 1709). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (A., S. de 1916, t. unique, p. 288); du projet de loi relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par

l'état de guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 438; Juridiction et procédure : *Ses observations sur l'art. 51*, p. 920 et suiv.; *sur l'art. 52*, p. 921); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (Juridiction et procédure : *Amendement de M. Levasseur à l'art. 45*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1673); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 320, 359, 374, 381, 401, 432, 490). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi tendant à réquisitionner la totalité de la flotte marchande française (A., S. de 1916, t. unique, p. 1449); de la proposition de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Motion relative à l'impression du nouveau texte de la Commission*, p. 1582; *Son amendement concernant la nomination des délégués*, p. 1592 et suiv.). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion de la proposition de loi tendant au renforcement des cadres de l'armée (p. 1694); dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxe sur le prix des places des spectacles*, p. 2772; *Taxe sur les sucres*, p. 2782). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les engagés spéciaux qui seraient incorporés dans le service armé*, A., S. de 1917, t. unique, p. 264; *le retire*, ibid); d'une interpellation concernant la circulaire du Ministre de la Guerre relative à la suppression des permissions de vingt-quatre heures pour certains militaires (p. 414); d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 741 et suiv.); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2114); d'une interpellation sur la cherté et la rareté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 1002 et suiv.). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1102). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la conduite des opérations et l'emploi des engins nouveaux (p. 1176). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'approvisionnement et le ravitaillement de la population civile (p. 1176); développe cette interpellation (p. 1297 et suiv.). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 1784). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions

personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (Impôt sur les bénéfices des professions commerciales : *Ses observations sur l'art. 50*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1891). — Est entendu sur une demande de mise à l'ordre du jour, de la discussion d'un rapport sur diverses propositions de révision de la Constitution (p. 2144). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures prises pour éclaircir les circonstances qui ont accompagné la mort du détenu Miguel Almereyda (p. 2416); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2463, 2470). — Intervient dans la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2459). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (*Envoi en France d'employés de chemins de fer américains*, p. 2574). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 2579). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et aux mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'œuvre de la justice (p. 2698); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à l'ingérence du Gouvernement dans une instruction secrète et encore pendante (p. 2807). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 16 octobre 1917 (p. 2814). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (p. 2820); d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de terre (p. 2830). — Est entendu sur une motion d'ajournement de la discussion d'un projet de loi tendant à autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 2976). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les déclarations du Gouvernement et sur sa politique générale (p. 3037); d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3183); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Son contre-projet*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3235. Titre 1^{er}. Du droit à pension d'infirmité et à la gratification des militaires et marins : *Amende-*

ment de M. Goude au § 7 de l'art. 2 modifié par la Commission, p. 3273; *Amendement de M. Bonnefoy au même paragraphe*, p. 3277; *Amendement de M. Goude à l'art. 3 et concernant la classification des infirmités*, p. 3321; *Sa motion tendant à réserver les articles relatifs aux taux*, p. 3325; *Amendement concernant la base de fixation des pensions ou gratifications*, p. 3436; Titre III. Droits des ascendants. *Amendement concernant l'art. 18*, p. 3763; Titre IV. Voies de recours. *Amendement de M. Doizy, à l'art. 21*, A., S. de 1918, t. unique, p. 438); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 502). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Ses observations concernant les notaires recevant un acte de vente, d'échange ou de partage*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3567). — Prend part à la discussion : de demandes en autorisation de poursuites contre deux députés [MM. Cailiaux et Loustalot] (p. 3620, 3624); du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3681). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'ajournement des élections (p. 3698). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 165). — Est entendu : pour un fait personnel, (p. 436); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1246). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1339); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Amendement tendant à la suppression du § 5 de l'art. 4 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1887, 1892); du projet de loi relatif au recensement, à la révision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2022); du projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et entreprises industrielles (p. 2394). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les déclarations du Gouvernement relatives à l'armistice accordé à l'Autriche (p. 2560). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, de crédits additionnels sur

l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2607; *Son amendement concernant les augmentations de solde accordées aux officiers et sous-officiers*, p. 2611); d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch (p. 2669). — Est entendu sur son amendement à cette proposition de loi, tendant à rendre un hommage solennel au président Wilson (p. 2718). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations visant les questions de démobilisation (p. 2937). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 2945). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3169); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3313). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet des circonstances dans lesquelles s'est produite la mort du tzar démissionnaire de Russie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 8). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 274); du projet de loi portant modification des art. 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 417); de diverses propositions relatives à une indemnité de démobilisation (p. 794). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1467); d'une proposition de loi relative aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (p. 1489). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1519, 1589, 1616, 1762). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1560); dans la discussion d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1782). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (p. 1937; *Contre-projet de M. Jean Bon*, p. 2092); du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2146). — Prend part à la discussion d'interpellations sur les récents événements de Russie et de la Mer Noire (p. 2342, 2388). — Demande

à interpellier le Gouvernement sur les moyens qu'il compte employer pour combattre la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2355); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2377). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2463); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3094, 3187 et suiv.); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ces collègues, ayant pour objet l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (*Sa demande de renvoi à la Commission*, p. 3724); est entendu dans la discussion de ces projet et proposition (p. 3757, 3804, 3810, 3868, 3975, 4364 et suiv., 4397 et suiv., 4422, 4454 et suiv.); prend part à la discussion de cette dernière proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 4659 et suiv.). — Prend part à la discussion : des crédits applicables au 4^e trimestre de 1919 (p. 4157 et suiv.); du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (p. 4221); des conclusions de la Commission du suffrage universel sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant le suffrage des femmes (p. 4379); du projet de loi relatif à la date de la cessation des hostilités (p. 4384); de la proposition de loi relative au vote par correspondance (p. 4455 et suiv.); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4624).

BRAIBANT (M. MAURICE), *Député de l'arrondissement de Rethel [Ardennes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5926); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des décrets (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission des traités de paix (A., S. O. de 1919, p. 2838). — Sa proposition de loi tendant à réprimer le crime

de mutilation volontaire (I., n° 2135; an., S. de 1916, p. 732). — Sa proposition de loi tendant à organiser, pendant la durée de la guerre, la suppléance des conservations des hypothèques qui se trouvent dans les pays envahis (I., n° 2622; an., S. de 1916, p. 1562). — Sa proposition de loi tendant à la modification d'un certain nombre d'articles du Code de justice militaire (I., n° 3048; an., S. de 1917, p. 245). — Sa proposition de résolution tendant : 1° à la remise d'un acompte d'allocation aux rapatriés à leur retour en France; 2° à la remise d'une gratification aux militaires bénéficiant d'une permission à l'occasion du retour de leurs parents rapatriés (I., n° 3731; an., S. de 1917, p. 1935). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à compléter la loi du 19 avril 1918 relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés (I., n° 4835; an., S. de 1918, p. 913). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les juges suppléants près le tribunal civil de la Seine (I., n° 5133; an., S. de 1918, p. 1735). — Sa proposition de loi tendant à la démobilisation des soldats en pays libérés (I., n° 5484; an., S. de 1918, p. 2187). — Sa proposition de résolution concernant les inhumations de soldats dans l'arrondissement de Rethel [Ardenes] (I., n° 5789; an., S. de 1919, p. 913). — Sa proposition de loi tendant à lutter contre la cherté de la vie en prévenant les déperditions de denrées (I., n° 6560; an., S. de 1919, p. 2180). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la reconstitution de la race de chevaux ardennaise (I., n° 6809; an., S. de 1919, p. 2621). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'accorder un congé agricole de quatre mois par an aux militaires des classes 1918, 1919, 1920, originaires des régions dévastées (I., n° 7045; an., S. de 1919, p. 2990). — Sa proposition de loi tendant à rendre justiciables de leurs tribunaux naturels les civils actuellement poursuivis devant les tribunaux militaires (I., n° 7179; an., S. de 1919, p. 3167). — Son rapport sur le projet de loi complétant les articles 621 et 628 du Code d'instruction militaire sur la réhabilitation des condamnés (I., n° 730; an., S. O. de 1915, p. 261). — Son rapport sur le projet de loi mo-

difiant l'application de l'article 8, paragraphe 3 du Code civil à l'égard des enfants nés en France de parents belges pendant la durée de la guerre et dans l'année qui suivra la cessation des hostilités (I., n° 821; an., S. O. de 1915, p. 303). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à faciliter la réhabilitation des faillis simples ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'unité — armée, corps d'armée, division, brigade, régiment — à laquelle ils appartiennent (I., n° 1445; an., S. de 1915, p. 1266). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la répression de l'insoumission et de la désertion dans l'armée de mer (I., n° 1591; an., S. de 1915, p. 1415). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la répression de l'insoumission et de la désertion (I., n° 1592; an., S. de 1915, p. 1416). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil se trouvant en territoire occupé par l'ennemi (I., n° 1617; an., S. de 1915, p. 1431). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi relative au fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance en cas de mobilisation générale (I., n° 1948; an., S. de 1916, p. 524). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la réhabilitation des faillis qui ont fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'unité militaire à laquelle ils appartiennent (I., n° 2398; an., S. de 1916, p. 1168). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de terre (I., n° 3566; an., S. de 1917, p. 1009); son rapport supplémentaire (I., n° 3712; an., S. de 1917, p. 1160); son 2° rapport supplémentaire (I., n° 3829; an., S. de 1917, p. 2014). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, instituant en faveur des magistrats, et pour raison de santé seulement, la position de disponibilité (I., n° 5057; an., S. de 1918, p. 1245). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'audition, dans les procédures civiles, des témoins mobilisés (I., n° 5083; an., S. de 1918, p. 1267). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'inscription au tableau d'avancement des juges de paix des régions libérées (I., n° 5132; an., S. de 1918, p. 1735). — Son rapport sur la proposition de loi concernant les juges suppléants près le tribunal civil de la Seine (I., n° 5152; an., S. de

(1) Ce document n'a pas été publié.

1918, p. 1797). — Son rapport sur le projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de terre (I., n° 5787; an., S. de 1919, p. 911). — Son rapport sur le projet de loi abaissant la limite d'âge des commis-greffiers devant les conseils de guerre de l'armée de terre (I., n° 6582; an., S. de 1919, p. 2261). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la situation des juges de paix des régions libérées (I., n° 7248; an., S. de 1919, p. 3407). = Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Durandy par l'arrondissement de Puget-Théniers [Alpes-Maritimes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 10). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1916, t. unique, p. 2860; A., S. de 1917, t. unique, p. 3146; A., S. de 1918, t. unique, p. 2077, 2503; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1629). — Prend part à la discussion d'une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Turmel] (A., S. de 1918, t. unique, p. 1701). — Est entendu dans la discussion des interpellations sur l'interprétation du statut des réfugiés (p. 2336). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la situation des régions libérées et des populations délivrées (p. 2820). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'achat de jeunes chevaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3677). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 872; A., S. de 1915, t. unique, p. 1160, 1574; A., S. de 1916, t. unique, p. 1668, 2085, 2298; A., S. de 1917, t. unique, p. 946; A., S. de 1918, t. unique, p. 333, 509, 2382, 2692, 3305, 3449; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 555). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255; A., S. de 1916, t. unique, p. 633, 2627; A., S. de 1917, t. unique, p. 2603; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 929).

BRAIVE (M. le Chef de bataillon), *attaché au 1^{er} bureau de l'état-major de l'armée.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de résolution et de la proposition de loi concernant les ingénieurs chimistes militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 2320); de la proposition de loi relative à l'avancement des officiers prisonniers de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 3026).

BRANET (M.), *Directeur général des douanes.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508); du projet de loi portant ratification des décrets pris du 31 juillet au 21 décembre 1914 et ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de suspendre les droits d'entrée sur diverses marchandises (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 928); du projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'Exercice 1915 pour le remboursement des redevances dues au prince de Monaco (A., S. de 1915, t. unique, p. 513); du projet de loi relatif à la répression des infractions aux dispositions réglementaires portant prohibition de sortie ou de réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement ou d'admission temporaire de certains produits ou objets (*ibid.*); du projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de réduire des droits d'entrée sur diverses marchandises (p. 590); du projet de loi étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisienne (*ibid.*); du projet de loi soumettant les marchandises d'origine ou de provenance allemande ou austro-hongroise aux dispositions des lois concernant les marchandises prohibées (p. 1124); du projet de loi portant ratification du décret du 3 juillet 1915 prohibant la sortie, ainsi que la réexportation sous un régime douanier quelconque, de l'or brut, en masses, en lingots, barres, poudre, objets détruits, ainsi que des monnaies d'or (p. 1224); du projet de loi portant ratification du décret du 1^{er} avril 1915 prohibant la sortie et la réexportation, sous un régime douanier quelconque, des monnaies de nickel, de cuivre et de billon (p. 1295); du projet de loi portant ratification du décret du 18 novembre 1915, prohibant la sortie ainsi que la réexportation sous un régime quelconque, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits (p. 1858); du projet de loi portant ratification des décrets du 18 novembre et du 28 décembre 1915 concernant la prohibition de sortie de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits (A., S. de 1916, t. unique, p. 141); du projet de loi concernant la « Maison des douaniers » du Havre (p. 568);

du projet et de la proposition de loi concernant la réforme du régime des entrepôts (p. 984) ; du projet de loi portant ratification de divers décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de suspendre les droits d'entrée sur diverses marchandises (p. 1244) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (p. 2670) ; prend part à cette discussion (p. 2770) ; du projet de loi ayant pour objet d'accroître, par des mesures fiscales, les produits de l'exploitation de divers services publics, de limiter les fraudes, de remanier divers impôts existants et d'instituer des impôts sur la dépense et une taxe annuelle sur les capitaux recueillis à titre gratuit (A., S. de 1917, t. unique, p. 1763) ; du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3284) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 applicables aux services civils (p. 3452).

BRANCHER (M.), *Chef du service de la main-d'œuvre agricole.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1238) ; des propositions de loi concernant l'organisation du marché du travail (p. 1574) ; du Budget de 1919 (p. 2375).

BRAS (M.), *Député de la 2^e circonscription d'Autun [Saône-et-Loire].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Prend part à la discussion des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (A., S. de 1917, t. unique, p. 468). — Explique son vote sur les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. de 1918, t. unique, p. 832). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 136 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 348).

BRENIER (M.), *Député de la 4^e circonscription de Vienne [Isère].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682) ; de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à libérer provisoirement les hommes évacués du front pour blessures ou maladies et versés dans le service auxiliaire (I., n° 1114 ; an., S. de 1915, p. 801). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à organiser la récupération complète, sur le front des armées et à l'intérieur, de tous les déchets utilisables et objets mis au rebut par les troupes (I., n° 1850 ; an., S. de 1916, p. 327). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à retarder jusqu'au 14 août l'incorporation des exemptés et ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916 et 1917 pris « bons » par les derniers conseils de revision (I., n° 2151 ; an., S. de 1916, p. 733). — Sa proposition de loi tendant à la modification de la loi du 14 juillet 1913 et à l'augmentation de l'allocation aux familles nombreuses pendant la durée de la guerre (I., n° 2853 ; an., S. de 1917, p. 7). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faire accorder, en certains cas, des permissions de trente jours aux soldats du front (I., n° 3335 ; an., S. de 1917, p. 704). — Sa proposition de résolution tendant à la mise en sursis illimité des réservistes de l'armée territoriale et territoriaux versés, à la suite de maladies et après avoir fait campagne, du service armé dans le service auxiliaire (I., n° 3903 ; an., S. de 1917, p. 1489). — Sa proposition de loi tendant à instituer l'aide aux familles nombreuses (I., n° 4726 ; an., S. de 1918, p. 749). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les permissions de

détente (I., n° 5521; an., S. de 1919, p. 3). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à une enquête sur les dégâts causés par les inondations dans les vallées du Rhône et de la Saône (I., n° 5740; an., S. de 1919, p. 863). = Son rapport sur la proposition de résolution concernant l'exhibition des films cinématographiques (I., n° 3841; an., S. de 1917, p. 1399). = Son rapport au nom du 4^e bureau sur l'élection de M. Louis Mourier par la 1^{re} circonscription d'Alais [Gard] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 28). — Son amendement à la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1915, t. unique, p. 921). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le développement d'une certaine littérature et certaines représentations cinématographiques (A., S. de 1916, t. unique, p. 1086). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2528). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la répartition des charbons pour les besoins industriels, commerciaux et domestiques (A., S. de 1917, t. unique, p. 1176); demande la jonction de cette interpellation à celles de M. Durafour et de M. Frédéric Brunet (p. 1182); la développe (p. 1204 et suiv.). — Prend part à la discussion: d'une interpellation concernant la production de la chaussure nationale (A., S. de 1918, t. unique, p. 523; *Son addition à l'ordre du jour présentée par M. Giray*, p. 526); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Intérieur: *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*, p. 695); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Amendement tendant à la suppression du paragraphe 5 de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1893).

BRETIN (M.), *Député de la 2^e circonscription de Chalon-sur-Saône [Saône-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre: de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1915, t. unique, p. 1083); de la Commission de la marine marchande

(A., S. de 1916, t. unique, p. 168); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917 t. unique, p. 2236); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi déterminant les conditions dans lesquelles l'État français pourra acheter des navires à propulsion mécanique provenant des pays étrangers (I., n° 1854; an., S. de 1916, p. 329). — Sa proposition de loi tendant à l'interdiction de nouvelles concessions minières, à l'exploitation par l'État du sous-sol minier non aliéné et à la nationalisation des mines concédées (I., n° 2672; an., S. de 1916, p. 1631). — Sa proposition de loi relative au monopole d'État des opérations de réassurances (I., n° 2695; an., S. de 1916, p. 1851). — Sa proposition de loi tendant à assujettir à retenue le supplément de traitement des instituteurs (I., n° 4111; an., S. de 1917, p. 2049). — Sa proposition de résolution tendant à faire appliquer la loi du 31 décembre 1918 étendant aux membres de l'enseignement mobilisés les lois des 5 août 1914 et 4 août 1917 (I., n° 6514; an., S. de 1919, p. 2164). = Son rapport sur la proposition de résolution tendant à accorder de droit des sursis de paiement de leurs contributions aux propriétaires dont les revenus sont supprimés par le moratorium des loyers (I., n° 2716; an., S. de 1917, p. 1852). — Son rapport sur le projet de loi portant imposition de la saccharine et des autres substances édulcorantes artificielles (I., n° 3216; an., S. de 1917, p. 436). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi concernant l'avancement des instituteurs et institutrices (I., n° 3824; an., S. de 1917, p. 1343). — Son rapport supplémentaire (I., n° 4458; an., S. de 1918, p. 413). — Son avis présenté, au nom de la Commission de la marine marchande, sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande. — Chapitre 28 *quater*: Affrètement des navires procurés par le Gouvernement brésilien] (I., n° 4351; an., S. de 1918, p. 232). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet le relèvement des tarifs de certaines taxes et le remaniement de divers impôts [Art. 14: relèvement du droit sur les sucres] (I., n° 4438; an., S. de 1918, p. 387). — Son rapport sur l'amendement de M. Mauger et plusieurs de ses collègues au projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services

civils de l'Exercice 1918, relatif à l'application aux membres de l'enseignement mobilisés des lois des 5 août 1914 et 4 août 1917 (I., n° 4678; an., S. de 1918, p. 634). — Son rapport sur le projet de loi portant dérogation à l'Acte de navigation du 21 septembre 1793 (I., n° 5377; an., S. de 1918, p. 2038). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à l'application aux membres de l'enseignement mobilisés des lois des 5 avril 1914 et 4 août 1917 (I., n° 5513; an., S. de 1918, p. 3023). — Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections: de M. Bonnefous (Georges), par la 2^e circonscription de Versailles [Seine-et-Oise] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 82); de M. Prat (Aristide-Emile), par la 3^e circonscription de Versailles [Seine-et-Oise] (p. 82). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 283); de la proposition de loi tendant à accorder la gratuité des envois postaux aux militaires mobilisés (*Son contre-projet*, p. 467). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 924; *le retire*, *ibid.*). — Adresse au Ministre du Commerce une question sur les sucres (p. 1649 et suiv.). — Intervient dans la discussion de l'interpellation relative à la crise des frets (A., S. de 1916, t. unique, p. 617). — Prend part à la discussion du projet de loi modifié par le Sénat relatif à la taxation des denrées et substances propres à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1001 et suiv.). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1166). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Disjonction de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1281; *Son amendement concernant l'alcool d'industrie*, p. 1324, 1331; *Amendement de M. Paul Morel*, p. 1342). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet des opérations de réquisition de vins (p. 1692); développe cette interpellation (p. 1853 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 1860). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2234); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2559;

Suppression de l'article concernant les sucres, p. 2781; *Son amendement à cet article*, p. 2782; *Amendement de M. Bedouce relatif à la taxe de guerre*, p. 2808). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les instituteurs*, A., S. de 1917, t. unique, p. 257; *le retire*, *ibid.*). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les agissements de certaines grandes compagnies de chemins de fer au sujet du paiement de l'indemnité de cherté de vie (p. 508); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 516). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Amendement relatif aux mines*, p. 528). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 624, 626). — Est entendu dans la discussion: d'une interpellation sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 1010); du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1041). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi relatif à l'imposition de la saccharine et des autres substances édulcorantes artificielles (p. 1062). — Est entendu dans la discussion: des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1318, 1332); du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (p. 2000). — Prend part à la discussion: du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2454; *Sa motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 2455); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Allocations*, p. 2365); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Sa motion tendant au renvoi de la discussion*, p. 3594; *Amendement de M. Lafont instituant divers monopoles d'Etat*, *ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre (Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi: *Amendement relatif à l'article 29*, A., S. de 1918, t. unique, p. 210). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 987; *Sa motion d'ajourne-*

ment du vote du projet, p. 1025) ; du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Droits sur les sucres, la saccharine et autres matières édulcorantes artificielles*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1181 ; *Élèves maîtres admis avant le 1^{er} janvier 1914 dans les écoles normales*, p. 1190). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Son amendement à l'article 3*, p. 1254 ; *Amendement de M. Delpierre à l'article 7 tendant à établir dans certains cas une taxe spéciale sur les alcools de bouche*, p. 2853). — Est entendu dans la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1341 ; *Son addition à l'ordre du jour motivé présenté par M. Renard*, p. 1342). — Dépose et lit son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à l'application aux membres de l'enseignement mobilisés des lois des 5 août 1914 et 4 août 1917 (p. 3462). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1539, 3543) ; d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1616) ; d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1838) ; de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et l'organisation des chambres d'agriculture (p. 3912) ; du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4277). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 854 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 385).

BRETON (M. JULES-LOUIS), *Député de la 2^e circonscription de Bourges [Cher], Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre, puis Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre (Inventions).*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Membre : de la Commission du règlement (F. n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126) ; de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682) ; de la Commission de l'énergie hydraulique (A., S. de 1919, p. 968) ; de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1919, t. unique p. 1273).

— Sa proposition de loi tendant à instituer une assurance nationale pour l'allègement des charges de famille (I., n° 393 ; an., S. O. de 1914, p. 434). — Sa proposition de loi relative au classement et à la conservation des ruines historiques (I., n° 1290 ; an., S. de 1915, p. 980). — Sa proposition de résolution concernant l'institution d'une Commission extraparlamentaire chargée d'étudier les moyens de généraliser l'application du cinématographe dans les différentes branches de l'enseignement (I., n° 1495 ; an., S. de 1915, p. 1334). — Sa proposition de loi tendant à déterminer le nombre et les attributions des Ministres et des Sous-Secrétaires d'Etat (I., n° 2130 ; an., S. de 1916, p. 687). — Sa proposition de loi tendant à généraliser les indemnités familiales prévues par la loi du 30 décembre 1913 et à instituer de nouvelles mesures favorables aux familles nombreuses (I., n° 2130 ; an., S. de 1916, p. 1302). — Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 11 du Règlement en vue de créer, en temps de guerre, une Commission de la défense nationale (1) (I., n° 2437 ; an., S. de 1917, p. 259). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, un projet de résolution tendant à la nomination d'une Commission du règlement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 119). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 180). — Prend part à la discussion d'un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (*Son amendement concernant l'union de la majorité républicaine des deux Chambres*, p. 383). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Postes et télégraphes : *Sa proposition de résolution concernant la répartition des indemnités complémentaires du traitement accordées aux fonctionnaires des différentes administrations de l'Etat*, p. 546 ; Loi de finances : *Son amendement relatif à la suppression de la licence pour les débitants de certaines boissons*, p. 643, 651, 653 ; Impôt général sur le revenu : *Son amendement concernant les familles nombreuses*, p. 736). — Lettre par laquelle, en sa qualité de président de la Commission du suffrage universel, il demande pour cette Commission les pouvoirs d'enquête (p. 623) ; est entendu sur cette de-

(1) Ce document n'a pas été publié.

mande (p. 624); la retire (p. 625). — Demande, comme *Président de la Commission du suffrage universel*, la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Sénateurs (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 948). — Demande, comme *Président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales*, la déclaration de l'urgence d'une proposition de loi tendant à accorder les allocations de la loi du 4 août 1914 aux familles des victimes civiles de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 90). — Est entendu, comme *Président de la Commission du règlement*, dans la discussion des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (A., S. de 1915, t. unique, p. 94). — Donne, en qualité de *Président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales*, l'avis de cette Commission sur le projet de loi relatif à l'octroi des allocations aux familles nécessiteuses des colonies (p. 109). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 227). — Demande, en qualité de *Président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales*, l'ajournement de la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (p. 329, 336); prend part à la discussion de ce projet et de cette proposition de loi (*Contre-projet de M. Brizon*, p. 343; *Contre-projet de MM. Turmel et Jobert*, p. 383, 384, 389; *Contre-projet de M. Paul Beauregard*, p. 408; *Contre-projet de M. Tournan*, p. 433, 438; *Contre-projet de M. Pottevin*, p. 441; *Amendement de M. Queuille au paragraphe 2 de l'article premier*, p. 527 et suiv.; *Article nouveau de M. Lairolle présenté à la suite de l'article 8*, p. 571; *Amendement de M. Beauregard à l'article 14*, p. 624). — Est entendu dans la discussion concernant la Commission à laquelle sera renvoyé un projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 591). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons (p. 1074). — Demande, comme *Président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales*, la remise de la discussion à la prochaine séance des propositions de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (p. 1390). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi concernant les emplois civils à réserver aux militaires et marins mutilés de la guerre (p. 1592, 1603). —

Prend part, comme *Président de la Commission du règlement*, à la discussion de diverses propositions de résolution concernant la Commission du budget et les grandes Commissions (p. 1657 et suiv.). — Intervient dans la discussion d'une proposition de résolution concernant les hommes mis en sursis d'appel comme manœuvres (A., S. de 1916, t. unique, p. 359, 363). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 496). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Son amendement à l'article 14*, p. 829; *Son article 14 bis*, p. 841). — Est entendu, comme *Président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales*, dans la discussion d'une proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre (p. 873). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (p. 944). — Est entendu sur une demande de rappel au Règlement formulée par M. Paul Constans (p. 1272). — Demande le renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant les pupilles de la nation (p. 1450 et suiv.). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1597; Seconde délibération : *Contre-projet de M. Chaumet*, p. 1648; *Sa proposition additionnelle*, ibid.; *la retire*, p. 1649); du projet de loi portant acceptation définitive de la donation consentie par M. Auguste Rodin (p. 1710 et suiv.); de la proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (p. 1837).

Est nommé Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre [Décret du 14 décembre 1916] (J. O., p. 10801).

Est nommé Sous-Secrétaire d'État des Inventions au Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2256).

Est nommé Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Guerre (Inventions) [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7229).

En qualité de *Député* : Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1760); d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (p. 2053);

du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 3593); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 4366). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1967, 3265. = Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 3081).

BRIAND (M. ARISTIDE) [*Loire*]. Voir **ARISTIDE BRIAND** (M.).

BRICE (M. HUBERT), *Directeur des Retraites ouvrières et paysannes*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 521); du projet de loi portant régularisation des décrets relatifs : 1° aux sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises contre les accidents du travail et d'assurances sur la vie; 2° à la situation, au regard de la loi des retraites ouvrières et paysannes, des assurés mobilisés (A., S. de 1915, t. unique, p. 259); du projet de loi tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur mobilisation, les assurés facultatifs et les personnes admises à l'assurance obligatoire dans un délai à courir de la cessation des hostilités (A., S. de 1915, t. unique, p. 1836); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1244); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. de 1917, t. unique, p. 3479); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 308); du projet de loi modifiant la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes (p. 1784); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant le paragraphe premier de l'article unique de la loi du 25 décembre 1915 relative à

la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4519).

BRICE (M. RENÉ), *Député de la 2^e circonscription de Rennes [Ille-et-Vilaine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 512; A., S. de 1917, t. unique, p. 130). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1762; A., S. de 1918, t. unique, p. 958, 1476, 2070; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3290).

BRICOUT (M.), *Directeur des affaires civiles et du sceau*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi sur la réparation des dommages de guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 28); prend part à cette discussion (p. 262). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1632); prend part à cette discussion (p. 1644). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : d'une proposition de loi tendant à proroger les locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2429); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2518); du projet de loi relatif à la liquidation des biens ennemis séquestrés en France (p. 3307); du projet de loi relatif à la date de cessation des hostilités (p. 4804).

BRIQUET (M.), *Député de la 5^e circonscription d'Arras [Pas-de-Calais]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Secrétaire du 6^e Bureau (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857). = Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle; de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). = Sa proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 1385 du Code civil et d'assurer

la réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier (I., n° 119; an., S. O. de 1914, p. 1869). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'instituer, au profit des officiers de complément, la retraite sans solde et l'honorariat du grade (I., n° 1450; an., S. de 1915, p. 1272). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de faire respecter la liberté individuelle des citoyens français (I., n° 1959; an., S. de 1916, p. 530). — Sa proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 6 février 1915 autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire: 1° du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux; 2° des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile et commerciale (I., n° 2140; an., S. de 1916, p. 692). — Sa proposition de loi ayant pour objet de compléter la loi du 24 avril 1916 modifiant, pendant la durée de la guerre, les articles 43 et 57 de la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (I., n° 2154; an., S. de 1916, p. 733). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet la mise en sursis d'appel des magistrats de l'ordre judiciaire mobilisés appartenant au service auxiliaire (I., n° 2306; an., S. de 1916, p. 1070). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le mode d'élection et le fonctionnement des Commissions de l'armée, de la marine et de l'hygiène publique en temps de guerre et complétant les articles 11 et 14 du règlement de la Chambre des Députés (I., n° 2373; an., S. de 1916, p. 1151). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier, pour le temps de guerre, les règles relatives à l'avancement des sous-lieutenants (I., n° 2470; an., S. de 1916, p. 1423). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier pour le temps de guerre les lois du 15 juillet 1893, 14 juillet 1905, 13 juin 1913 et 14 juillet 1913, et à admettre au domicile de secours départemental les réfugiés dont le domicile de secours communal se trouve en région envahie (I., n° 2601; an., S. de 1916, p. 1516). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de faire respecter la liberté individuelle des citoyens appartenant à des nations alliées de la France ou à

des nationalités opprimées par les empires centraux (I., n° 2798; an., S. de 1916, p. 1801). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet la mise en sursis des mobilisés exerçant avant la mobilisation la profession de maréchal ferrant dans des centres agricoles (I., n° 2827; an., S. de 1916, p. 1822). — Sa proposition de loi relative aux opérations de réfection du cadastre, de délimitation et de remembrement nécessitées par les faits de la guerre (I., n° 2901; an., S. de 1917, p. 35). — Son rapport sur: 1° la proposition de loi de M. Georges Berry, ayant pour but de donner au Ministère de la Guerre la faculté d'accorder l'honorariat du grade aux officiers et assimilés de réserve et de l'armée territoriale; 2° la proposition de loi de MM. Raoul Briquet et Henry Paté, ayant pour objet d'instituer, au profit des officiers de complément, la retraite sans solde et l'honorariat du grade (I., n° 1960; an., S. de 1916, p. 531); son rapport supplémentaire (I., n° 2040; an., S. de 1916, p. 626). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 6 février 1915 autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire: 1° du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux; 2° des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile et commerciale (I., n° 2192; an., S. de 1916, p. 778). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'extension de la compétence à fin de poursuites des crimes ou délits commis en territoire envahi (I., n° 2216; an., S. de 1916, p. 897). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi de M. Jovelet tendant à modifier l'article 14 de la loi du 3 juillet 1877 relatif aux dégâts commis aux propriétés par les troupes logées ou cantonnées chez l'habitant (I., n° 2712; an., S. de 1916, p. 1713). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Motion d'ajournement de M. Dansette*, A., S. de 1915, t. unique, p. 158). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (A., S. de 1915, t. unique, p. 1727). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais: *Ses observations relatives à l'article 16*, A., S. de 1916,

t. unique, p. 852). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1510, 2084). — Prend part à la discussion : de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son contre-projet*, p. 1547 et suiv.); du projet de loi, comportant garantie, par l'Etat, des risques de guerre pour les voyages sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique (p. 1631). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement à l'article 5*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1792; *le retire*, p. 1973; *Son amendement à l'article 9 devenu article 8*, p. 2049; *Son amendement au paragraphe 4^o du nouvel article 9 de la Commission*, p. 2127; *Ses observations concernant le paragraphe 2 de l'article 1^o*, p. 2174; *Son amendement à l'article 44 devenu 43*, A., S. de 1917, t. unique, p. 82 et suiv.; *le retire*, p. 85; *Amendement de M. Navarre à l'article 50*, p. 94). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la façon dont est conçu et exécuté le programme d'armement (A., S. de 1916, t. unique, p. 2508). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxe sur le prix des places des spectacles*, p. 2742; *Son amendement concernant le droit de fabrication sur les bières*, p. 2750; *le retire pour se rallier à un amendement de M. Aldy*, p. 2754; *Amendement de M. Bedouce relatif à la taxe de guerre*, p. 2808). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 29). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Amendement relatif aux mines* p. 330; *Ses observations concernant l'article 6*, A., S. de 1917, t. unique, p. 565); de la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Son amendement*, p. 758). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 350). = Obtient un congé (A., S. de 1917; t. unique, p. 708). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 946).

BRISAC (M.), *Directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement*

pour la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de la vente en gros et au détail, ainsi que de la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires (A., S. de 1915, t. unique, p. 82); de la proposition de loi tendant à modifier l'article 2 du décret-loi du 23 prairial an XII [Zone de servitude des cimetières dans les villes] (p. 297); des propositions de loi concernant l'extension et l'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins ainsi que les espaces libres d'intérêt général (p. 328); de la proposition de loi tendant à rendre la vaccination et la revaccination antivarieuses obligatoires à tous les âges (A., S. O. de 1915, t. unique, p. 760); de la proposition de loi tendant à étendre le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine (p. 1736); de la proposition de loi tendant à modifier la loi du 23 juillet 1891 relative au Mont-de-Piété de Paris (A., S. de 1916, t. unique, p. 569); de la proposition de loi tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (p. 746); de la proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires (p. 866); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 372); du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1289); de la proposition de loi tendant à instituer des sanatoria spécialement destinés au traitement de la tuberculose pulmonaire (A., S. de 1919, t. unique, p. 831); prend part à cette discussion (p. 899). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2357).

BRIZON (M.), *Député de la 2^e circonscription de Moulins [Allier].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288; de la Commission des marchés (A., S. de 1915, p. 2026); de la Commission de la législation civile (A., S. de 1917, p. 1586). = Sa proposition de loi sur les fermages et le métayage pendant la guerre (I., n^o 778; an., S. de 1915,

p. 288). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 251). — Est entendu : sur une demande d'ajournement de la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (p. 330); dans la discussion de ce projet et de cette proposition de loi (*Son contre-projet*, p. 343; *contre-projet de M. Tournan*, p. 437; *Ses observations*, p. 581). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1213); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1689, 1690). — Soulève un incident au sujet de trois questions écrites déposées par lui au Secrétariat général de la Présidence (A., S. de 1916, t. unique, p. 114). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises ou à prendre au profit de la défense du pays et pour conduire la guerre à sa fin la plus rapide et la meilleure possible (p. 134); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 135). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1916 [Rentes 5 0/0] (p. 193). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéficiaires de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (p. 308); des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Son amendement à l'article 12*, p. 793; *Amendement de M. Levasseur à l'article 13*, p. 794; *Ses amendements tendant : au renvoi de cet article à la Commission*, p. 795; *à sa suppression*, *ibid.*; *Ses observations concernant l'article 16*, p. 859; *Motion tendant à réserver la discussion de l'article 16*, p. 876). — Est entendu dans la discussion des projets et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Son amendement à l'article 4 bis*, p. 1111 et suiv.; *Son addition à l'article 5*, p. 1118). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les abus de la censure (p. 1243). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1252; *Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1365); du projet de loi portant ouverture de

crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1761 et suiv.); du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918 (p. 2460); soulève un incident à la suite duquel la parole lui est retirée (p. 2461). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2595); sur l'application de la censure avec exclusion temporaire demandée contre lui (p. 2596); la censure avec exclusion temporaire est prononcée (*ibid.*). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation concernant la circulaire du Ministre de la Guerre relative à la suppression des permissions de vingt-quatre heures pour certains militaires (A., S. de 1917; t. unique, p. 414); se rallie à l'ordre du jour motivé de M. Varenne (p. 415). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Ses observations relatives à la reproduction, dans certains journaux, du Journal officiel*, p. 834; *Son amendement tendant à l'augmentation des allocations aux familles des mobilisés et des réfugiés*, p. 840 et suiv.; *Sa déclaration au nom de MM. Alexandre-Blanc, Raffin-Dugens et au sien*, p. 847); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 875; *Son amendement*, p. 878; *le retire*, p. 379; *Sa disposition additionnelle*, p. 882). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en comité secret, d'une interpellation sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre à l'égard des délégués à la conférence de Stockholm (p. 1350). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Ses observations relatives aux réclamations des soldats sur le front*, p. 1448). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de son attitude à l'égard de certains journaux (p. 1689). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Secours aux soldats sans famille*, p. 2518; *Son amendement visant la réduction des effectifs militaires*, p. 2529; *Son amendement relatif à l'organisation d'un référendum secret sur la guerre et la paix*, p. 2539; *Son rappel au Règlement*, p. 2560; *Envoit en France d'employés de chemins de fer américains*, p. 2575; *Ses observations sur l'ensemble*

du projet de loi, p. 2578). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2848). — Demande à interpellier le Gouvernement sur « le défaitisme gouvernemental » (p. 3212); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 3212). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôt sur les bénéfices de guerre*, p. 3526; *son amendement y relatif*, p. 3528; *retrait*, *ibid.*; *Taxe sur les successions*, p. 3540; *son amendement y relatif*, p. 3542; *Explique son vote sur l'ensemble de la loi*, p. 3658). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 187); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2162); du projet de loi concernant les crédits applicables au quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2199); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement*, p. 3359; *le retire*, p. 3360). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les fêtes de la victoire (A., S. O. de 1919, p. 2715). — Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 1992).

BROUSSAIS (M. EMILE) [*Alger*]. Voir **ÉMILE BROUSSAIS** (M.).

BROUSSE (M. EMMANUEL), *Député de l'arrondissement de Prades [Pyrénées-Orientales]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de la Commission des boissons (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2., p. 289). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 2 avril 1914 concernant la garantie des cautionnements des employés et ouvriers (I., n° 397; an., S. O. de 1914, p. 33). — Sa proposition de loi sur l'organisation judiciaire (I., n° 744; an., S. O. de 1915, p. 269). — Sa proposition de loi sur les allocations aux

familles des mobilisés (I., n° 856; an., S. O. de 1915, p. 347). — Sa proposition de loi sur la résiliation des baux pour les locataires mobilisés (I., n° 924; an., S. O. de 1915, p. 466). — Sa proposition de loi tendant à instituer le monopole de l'alcool d'industrie en faveur de l'État, et à réglementer la consommation des boissons alcooliques (I., n° 992; an., S. O. de 1915, p. 571). — Sa proposition de loi tendant à donner une plaquette d'art commémorative aux familles des officiers, sous-officiers et soldats morts pour la patrie et qui n'auront pas eu la croix de guerre (I., n° 1287; an., S. de 1915, p. 980). — Sa proposition de loi sur la vente des revolvers (I., n° 2801; an., S. de 1916, p. 1803). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 33 et 34 du décret-loi du 16-22 mars 1852 sur la Légion d'honneur (I., n° 2825; an., S. de 1916, p. 1878). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à supprimer les droits de douane et les formalités douanières sur tous les objets d'alimentation (I., n° 3319; an., S. de 1917, p. 695). — Sa proposition de loi tendant à la non rééligibilité des députés sortants (I., n° 4110; an., S. de 1917, p. 2048). — Sa proposition de loi sur les incompatibilités parlementaires (I., n° 4202; an., S. de 1918, p. 23). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à perpétuer le souvenir des deux grandes phases de la guerre (I., n° 5271; an., S. de 1918, p. 1838). — Sa proposition de résolution tendant à céder gratuitement aux communes des effets de campagne non utilisés pour l'armée, en vue d'habiller les sapeurs-pompiers dont les effets d'habillement et d'équipement ont été réquisitionnés en 1914 (I., n° 6202; an., S. de 1919, p. 1662). — Sa proposition de loi sur les astreintes légales visant les spéculations des propriétaires et des locataires (I., n° 6631; an., S. de 1919, p. 2298.) — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant conversion en lois de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914 (partie concernant les décrets des 13 août, 10 octobre et 12 novembre 1914, relatifs à la garantie de l'État en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime) (I., n° 542; an., S. O. de 1915, p. 144). — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi prorogeant les dispositions de la loi du 19 avril

1906 sur la marine marchande, en ce qui concerne les primes à la construction des navires (I., n° 939 ; an., S. O. de 1915, p. 470). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi complétant et modifiant les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908, relative aux pensions sur la Caisse des invalides de la marine, l'article 5 de la loi de finances du 26 juin 1909 et l'article 38 de la loi de finances du 28 décembre 1908, et destiné à rétablir le régime des pensions des inspecteurs de la navigation maritime et des officiers et maîtres de port (I., n° 1838 ; an., S. de 1916, p. 323). — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi relatif à l'assurance contre les risques maritimes de guerre des navires battant pavillon allié ou neutre (I., n° 2960 ; an., S. de 1916, p. 800) (1). — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1915 et instituant l'assurance obligatoire contre les risques de guerre pour les corps de navires français de plus de 500 tonneaux de jauge brute (I., n° 3086 ; an., S. de 1917, p. 330). — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution concernant les services postaux entre la France, la Corse et l'Afrique du Nord (I., n° 4049 ; an., S. de 1917, p. 1847). — Son 2^e rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande : chapitres 6, 8 et 28 *ter*] (I., n° 4078 ; an., S. de 1917, p. 1983). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande — 3^e section : Transports maritimes et marine marchande] (I., n° 4120 ; an., S. de 1917, p. 2132). — Son rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'Exercice 1912 [Rapport général] (I., n° 4218 ; an., S. de 1918, p. 30). — Son rapport sur le projet de loi tendant à l'ouverture de crédits, au titre de l'Exercice 1918, pour l'extension des services du Commissariat des transports maritimes et de la marine marchande (I., n° 4401 ; an., S. de 1918, p. 294). — Son rapport sur le projet de loi concernant la procédure exceptionnelle nécessitée par le règlement des comptes de

l'Exercice 1914 (I., n° 4527 ; an., S. de 1918, p. 489). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Transports maritimes et marine marchande] (I., n° 5250 ; an., S. de 1918, p. 1990). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Budget annexe de l'Imprimerie nationale] (I., n° 5299 ; an., S. de 1918, p. 2046). — Son rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1913 [Rapport général] (I., n° 6806 ; an., S. de 1919, p. 2615). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1918, au titre du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, de crédits applicables au développement de la flotte de pêche et à l'organisation de la pêche maritime (I., n° 6897 ; an., S. de 1919, p. 2709). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi autorisant la nomination au grade d'administrateur de l'Inscription maritime des candidats (licenciés en droit, etc., agents et commis de l'Inscription maritime) qui, ayant obtenu, soit au concours d'accès direct au grade d'administrateur de 2^e classe, soit au concours d'entrée à l'École d'administration de l'Inscription maritime, le nombre de points nécessaire pour l'admissibilité, ont, depuis lors, effectivement exercé les fonctions d'administrateur et ont joui, à ce titre, des différentes prérogatives et soldes attachées à ces fonctions (I., n° 6992 ; an., S. de 1919, p. 2925). — Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections de : M. Abrami, par la 1^{re} circonscription de Boulogne [Pas-de-Calais] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 109) ; de M. Salémbier, par la 2^e circonscription de Boulogne [Pas-de-Calais] (p. 109). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique financière (p. 146). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (*Discussion générale*, p. 226, 228). — Son rapport sur l'élection de M. Georges Vandame par la 1^{re} circonscription de Lille [Nord] (p. 371) ; prend part à la discussion des conclusions de ce rapport (p. 392, 394). — Est entendu : dans la discussion d'un projet de loi concernant l'aménagement de nouveaux ateliers dans les bâtiments de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention (p. 444) ; sur le règlement

(1) Ce document n'a pas été publié.

de l'ordre du jour (p. 505). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Travaux publics : *Application de l'attelage automatique sur certaines lignes du réseau de l'Etat*, p. 555; loi de finances : *Discussion générale*, p. 583, 585, 587). — Est entendu : sur une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission du suffrage universel (p. 623); sur le procès-verbal de la 2^e séance du 10 juillet 1914 (p. 636); dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (p. 829). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (A., S. de 1915, t. unique, p. 205); du projet de loi relatif aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisienne (p. 603); du projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 911); d'un projet de loi portant modification aux lois relatives aux conseils généraux et à l'organisation municipale (p. 1108); du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1916 (p. 1109 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1914 (p. 1346 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1577 et suiv.); d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits applicables aux services de la guerre et de la marine (p. 1589); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1686); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (p. 1859, 1860, 1861). — Son addition à une proposition de résolution relative au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (A., S. de 1916; t. unique, p. 114). — Donne lecture de l'avis de la Commission du budget sur le projet de loi relatif au régime des pensions des inspecteurs de la navigation maritime et des officiers et maîtres de port (p. 325). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1752 et suiv.).

— Demande à interpeller le Gouvernement sur la cession, au Ministre de l'Agriculture, de 50.000 tonnes de sucre pour la fabrication des vins de sucre (p. 1846); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion : de diverses interpellations sur la marine marchande (p. 2493); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2557 et suiv.; *Son amendement relatif à la censure*, p. 2663; *Son amendement concernant le personnel de l'administration militaire*, p. 2666). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les donations consenties à l'Etat par M. Auguste Rodin (p. 2653); sur la demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 2654 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les commissions spéciales de réforme*, A., S. de 1917; t. unique, p. 233); du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 686); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 792 et suiv.; *Son amendement concernant la remonte*, p. 824). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises pour assurer la liberté de la navigation sur les côtes de l'Espagne (p. 1176); développe cette interpellation (p. 1239 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Solde des officiers de la zone des armées*, p. 1450); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2484; *Élévation du change français en Espagne*, p. 2539; *Bénéfices réalisés pendant la guerre par la maison Gnome et Rhône*, p. 2537; *Circulation des piquettes*, p. 2545; *Règlement de compte des Exercices non réglés*, p. 2557; *Allocations*, p. 2557). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3356); du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (p. 3373). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Dépenses

militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3479; *Son amendement concernant le Service de santé*, p. 3501). — Prend part à la discussion : d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée « La part du combattant » (*Son addition à l'ordre du jour motivé déposé par M. Paisant A.*, S. de 1918, t. unique, p. 112); d'une interpellation relative à la liaison maritime entre la France et l'Algérie (p. 159); d'un projet de loi relatif aux avances à faire aux Gouvernements alliés ou amis (p. 224). — Est entendu sur une demande de renvoi de la discussion de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 469). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1918 [Services civils ordinaires] (*Sa motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 569; *modifie cette motion*, p. 577; *Intérieur. Protection de la maternité et de l'enfance*, p. 699). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 980); d'un projet de loi portant ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 1478). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'organisation des consortiums (p. 1526); développe cette interpellation (p. 1649). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1546); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1567); du projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1918, de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1578); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2180); du projet de loi relatif aux crédits provisoires du quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2195). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés (p. 2404); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services

civils de l'Exercice 1918 (p. 2457); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3037). — Parle sur une proposition de loi tendant à rendre un hommage solennel au Président Wilson (p. 2717). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations visant les questions de démobilisation (p. 2937); dans la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la création d'un Livre d'or des municipalités françaises (p. 2965). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 184). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la situation des mobilisés habitant l'étranger, au point de vue des sursis et de la démobilisation (p. 206); développe cette interpellation (p. 215). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 672); du projet de loi concernant la ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 881); d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1000, 1022). — Prend part à la discussion du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Ses amendements concernant : l'enseignement primaire supérieur*, p. 1107; *les traitements des fonctionnaires de l'enseignement primaire à Bordeaux, Lyon, Marseille et Paris*, p. 1108). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 1172; *Son amendement concernant la suppression des crédits relatifs à la solde de l'armée*, p. 1181; *Incorporation et recensement de certaines catégories de jeunes gens des classes 1915 à 1920*, p. 1188; *Indemnité d'ordonnances aux officiers de marine*, p. 1189). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Sa motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 1239; *Son amendement concernant la compression des services des ministères*, p. 1337); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'Office national du commerce extérieur aux attachés et agents commerciaux (p. 1725). —

Est entendu dans la discussion d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1822, 1830). — Prend part à la discussion du projet de loi accordant des avances exceptionnelles de traitement aux agents, sous-agents et ouvriers des P. T. T. (p. 1843). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (p. 1954); au cours de la discussion d'interpellations sur l'aggravation de la crise des transports (p. 2010); dans la discussion : du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2149; *Reprend comme article additionnel le projet du Gouvernement*, p. 2151); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant le décret du 21 janvier 1919 autorisant l'importation des mistelles (p. 2169). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2253, 2851). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'attribution aux personnels civils de l'Etat d'avances exceptionnelles de traitement (p. 2280). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les perquisitions opérées chez M. Schœller, secrétaire général de l'Office national de la Presse (p. 2282); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2283). — Est nommé membre du Comité de surveillance et de contrôle de la liquidation des stocks (p. 2311). — Est entendu sur la demande d'ajournement de la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2415). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2426); dans la discussion de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la durée du travail dans les mines (p. 2477). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils [Exercice 1919] (*Discussion générale*, p. 2479; *Frais de déplacements concernant l'expansion de l'aviation française à l'étranger*, p. 2485; *Son amendement concernant le personnel des établissements de l'intendance, des états-majors et des détachés*, p. 2487; *Constitution de grands parcs d'automobiles*, p. 2489; *Son amendement relatif aux équipages de la flotte*, p. 2491); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 (*Service automobile*, p. 2576; *Son amendement tendant à réduire de 10 millions le chapitre des soldes de l'armée*, p. 2582; *Ses amendements*

concernant : le service de remonte, p. 2595; *le chapitre relatif aux fourrages*, p. 2597; *le service des approvisionnements de la flotte*, p. 2599; *Entretien des troupes d'occupation en pays ennemis*, p. 2601). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Agriculture et Ravitaillement. *Discussion générale*, p. 2608; Intérieur. *Discussion générale*, p. 2664; Instruction publique. *Discussion générale*, p. 2671; *Remises universitaires accordées dans les lycées, collèges et cours secondaires*, p. 2725; Affaires étrangères. *Discussion générale*, p. 2830); du projet de loi concernant les fêtes de la Victoire (p. 2715 et suiv.); du projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et élevant le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 2097); d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 3012 et suiv.); d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1919, en vue de l'attribution aux personnels civils de l'Etat de nouvelles avances exceptionnelles de traitement (p. 3039); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3346); du projet de loi relatif aux contributions directes de l'Exercice 1920 (p. 3363 et suiv.); d'une interpellation relative aux services maritimes postaux subventionnés entre la métropole, la Corse et l'Afrique du Nord (p. 3374). — Son opposition au vote sans débats de la proposition de loi portant renforcement des cadres des officiers du corps de santé de la marine (p. 3379). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3383 et suiv.); du projet de loi relatif à la revision des soldes militaires (p. 3424); du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre de crédits additionnels en vue de l'achat de jeunes chevaux (p. 3675, 3678); des projet et propositions de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 3724, 4001); de la proposition de

loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation de chambres d'agriculture (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3936); du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 4072); des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre 1919 (p. 4109, 4118, 4189); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (p. 4176); du projet de loi portant amélioration des traitements des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (p. 4250); du projet de loi concernant les indemnités de résidence et les avantages accessoires attribués aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (p. 4251). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique p. 856). = Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 3139; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2041).

BRUN (M. FERNAND) [*Cantal*]. — Voir **FERNAND BRUN** (M.).

BRUNET (M. FRÉDÉRIC), *Député de la 5^e circonscription du 17^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 21, J. O. de 1914, p. 5961) (F., n° 35, J. O. de 1915, p. 307); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2717). = Sa proposition de loi tendant à organiser les warrants industriels pendant la durée de la guerre (I., n° 709; an., S. O. de 1915, p. 245). — Sa proposition de résolution ayant pour objet de faire affecter les prisonniers de droit commun aux travaux de défense de première ligne (I., n° 2916; an., S. de 1917, p. 43). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'accorder aux

sociétés coopératives de consommation un fonds de dotation de 2.000.000 francs (I., n° 3112; an., S. de 1917, p. 355). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à provoquer, d'accord avec les alliés, l'ouverture du procès des gouvernants responsables de la guerre (I., n° 5206; an., S. de 1918, p. 1811). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'assurer aux mobilisés une indemnité, lors de leur renvoi dans leurs foyers (I., n° 5333; an., S. de 1918, p. 1945). = Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires (I., n° 1915; an., S. de 1916, p. 407); son rapport supplémentaire (I., n° 2030; an., S. de 1916, p. 621). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation (I., n° 3114; an., S. de 1917, p. 354). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'accorder aux sociétés coopératives de consommation un fonds de dotation de 2.000.000 francs (I., n° 3156; an., S. de 1917, p. 403). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant la rééducation professionnelle et l'Office national des mutilés et réformés de la guerre (I., n° 3997; an., S. de 1917, p. 1745). = Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative aux catastrophes survenues à Paris le 15 juin 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 200). — Intervient dans la discussion : sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre étrangère (p. 303); d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris, le 15 juin 1914 (p. 339). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 249, 252). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins (A., S. de 1915, t. unique, p. 729; *Son amendement à l'article 1^{er}*, p. 730; *Ses observations sur l'article 4*, p. 743; *Son amendement à l'article 11*, p. 75; *le retire*, p. 752; *Sa disposition additionnelle à cet article*, p. 756). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 811); dans la discussion du projet de

loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons, (p. 1072, 1074). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 1221). — Intervient dans la discussion des interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1942). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales*, à la discussion de la proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et mutilés de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 868 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Contre-projet de M. Benazet*, p. 1566 ; *Contre-projet de M. Dubois*, p. 1588) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Conditions du travail des ouvrières à domicile*, p. 1804) ; du projet de loi relatif au recensement à la revision de la classe 1918 (p. 2453 et suiv.). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (*Contre-projet de M. Jobert*, A., S. de 1917, t. unique, p. 494 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le ravitaillement du département de la Seine en produits alimentaires et en combustibles (p. 967) ; est entendu sur le renvoi de la discussion de cette interpellation à une séance ultérieure (p. 1001). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte employer en vue d'assurer la constitution des stocks de combustible pour l'hiver prochain (p. 1125) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 1125, 1182) ; développe cette interpellation (p. 1194 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur les conditions de vie de certains régiments (p. 1504). — Prend part à la discussion de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1944). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la note émanant du pape et relative aux conditions éventuelles de la paix (p. 2410) ; demande la jonction aux interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2411) ; développe cette interpellation (p. 2431). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les conditions d'échange des prisonniers de guerre et sur les conditions d'in-

ternement en Suisse des prisonniers malades (p. 2681) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2892, 3192). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 186) ; d'une interpellation sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats de l'affaire Bolo (p. 793) ; du projet de loi tendant à l'ouverture de crédits, au titre des exercices 1917 et 1918, pour l'extension des services du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement [Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement] (p. 962). — Est entendu sur le renvoi de la prochaine séance au mardi 4 juin 1918 (p. 1453). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les conditions dans lesquelles s'est effectué le recul sur l'Aisne et les sanctions prises contre les généraux responsables (p. 1460) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1464). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2017). — Demande l'affichage des allocutions prononcées par MM. le Président de la Chambre, Delory et Ragheboom, députés du Nord (p. 2441). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la démobilisation du personnel occupé dans les usines de guerre (p. 2870). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations concernant la démobilisation (p. 3008) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3079, 3096, 3162 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 49, 98, 130, 244, 270, 308) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1640) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Matériel mis à la disposition des régions libérées*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3294) ; d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 583) ; de propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 743) ; de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 793) ; d'interpellations concernant la démobilisation des usines (p. 813) ; du projet de loi concernant le déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1041, 1214). — Est entendu dans la discussion du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services

civils de l'Exercice 1919 (*Enseignement primaire supérieur*, p. 1107). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 1312; *Son amendement concernant les habitations à bon marché*, p. 1339); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1615). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1797); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1919, en vue de l'attribution aux personnels civils de l'Etat de nouvelles avances exceptionnelles de traitement (p. 3042); du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3646); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 4422). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 456; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2023).

BRUNET (M. JULES), *Député de l'arrondissement de Ribérac [Dordogne], Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Secrétaire du 8^e Bureau (F., n^o 3; J. O. de 1914, p. 4961). — Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission de la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Son avis présenté au nom de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communications sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, portant création de stations hydrominérales,

climatiques et de tourisme, établissant des taxes spéciales dans lesdites stations et réglant l'Office national du tourisme (I., n^o 6567; an., S. de 1919, p. 2252). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à la création de timbres postes français commémoratifs de la victoire (I., n^o 7102; an., S. de 1919, p. 3068). = Ses rapports au nom du 8^e Bureau sur les élections : de M. Delom-Sorbé par la 2^e circonscription de Pau [Basses-Pyrénées] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 61); de M. Lacave-Laplagne par l'arrondissement d'Argelès [Hautes-Pyrénées] (p. 61); de M. Noguès par l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre [Hautes-Pyrénées] (p. 61); de M. Dreyt par la 1^{re} circonscription de Tarbes [Hautes-Pyrénées] (p. 61); de M. Fitte par la 2^e circonscription de Tarbes [Hautes-Pyrénées] (p. 61). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 3; A., S. de 1918, t. unique, p. 3). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 350; A., S. de 1917, t. unique, p. 1494, 1977, 3127).

BUISSET (M.), *Député de l'arrondissement de Saint-Marcellin [Isère].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 1.000.000 de francs, pour venir en aide aux victimes de la grêle et de l'orage dans l'arrondissement de Saint-Marcellin (Isère) (I., n^o 2630; an., S. de 1916, p. 1568). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, un crédit extraordinaire de 1 million de francs, pour venir en aide aux victimes du cyclone du 9 août 1917 dans les cantons de Roybôn, Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, Saint-Marcellin, Vinay, Tullins [Isère] (I., n^o 4007; an., S. de 1917, p. 1742). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit de 500.000 francs pour venir en aide aux habitants de divers communes des cantons de Tullins et de Rives [Isère], victimes de la grêle (I., n^o 6810; an., S. de 1919, p. 2621). = Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. le comte Albert de Mun par la 2^e circonscription de Morlaix [Finistère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 108)

BUREAU (M. GEORGES), *Député de la 5^e circonscription du Havre [Seine-Inférieure], Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des mines (A., S. de 1917, t. unique, p. 185); de la Commission de la marine de guerre (p. 2707). — Sa proposition de loi portant création d'un ordre de chevalerie spécial, dénommé « Mérite maritime » (L., n° 81; an., S. O. de 1914, p. 1855). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier le n° 46 du tableau A du Tarif général des douanes relatif aux poissons secs, salés ou fumés [harengs] (L., n° 200; an., S. O. de 1914, p. 1925). — Sa proposition de loi ayant pour but d'étendre à l'achalandage la reconnaissance de la propriété commerciale (L., n° 377; an., S. O. de 1914, p. 2047). — Sa proposition de loi concernant l'attribution de croix de la Légion d'honneur et de croix de guerre aux officiers et équipages de la marine marchande, à la suite d'événements de guerre (L., n° 3188; an., S. de 1917, p. 418). — Sa proposition de résolution concernant les jeunes soldats de la classe 1918 qui ont déjà un frère sous les drapeaux (L., n° 3213; an., S. de 1917, p. 435). — Sa proposition de résolution tendant à accorder la croix de guerre à tout combattant blessé (L., n° 3390; an., S. de 1917, p. 811). — Sa proposition de résolution tendant à accorder aux propriétaires d'immeubles une remise de contributions proportionnelle à la perte de revenu subie (L., n° 3384; an., S. de 1917, p. 795). — Sa proposition de résolution tendant à augmenter le nombre de jours de permission des mobilisés pères de familles (L., n° 3469; an., S. de 1917, p. 887). — Sa proposition de résolution tendant à créer une médaille spéciale dite « Médaille d'Orient » (L., n° 3470; an., S. de 1917, p. 887). — Sa proposition de résolution tendant à attribuer la médaille militaire à tous les réformés n° 1 (L., n° 3471; an., S. de 1917, p. 887). — Sa proposition de résolution tendant à retarder d'un an par enfant la classe des mobilisés pères de famille (L., n° 3750; an., S. de 1917, p. 1317). — Sa proposition de résolution tendant à l'institution de commissions départementales de la main-d'œuvre industrielle commerciale et maritime (L., n° 4647; an., S. de 1918, p. 575). —

Sa proposition de résolution tendant à la mise en sursis immédiate des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement mobilisés (L., n° 5312; an., S. de 1918, p. 1862). — Sa proposition de loi tendant à l'institution d'un ordre de chevalerie spécial dénommé « Mérite maritime » (L., n° 5394; an., S. de 1918, p. 2069). — Sa proposition de résolution tendant au recrutement de régiments de volontaires (L., n° 6451; an., S. de 1919, p. 2058). — Sa proposition de résolution tendant à accorder des sursis aux inscrits maritimes mobilisés après quatre ans de service (L., n° 6994; an., S. de 1919, p. 2926). — Sa proposition de loi tendant à relever l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'Etat (L., n° 7037; an., S. de 1919, p. 2986). — Est élu membre du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 370).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande* [Décret du 14 mars 1915] (J. O., p. 1337). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat d'Etat de la Marine marchande (A., S. de 1915, t. unique, p. 601). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 811). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au droit à la compensation d'armement des navires achetés à l'étranger (p. 1400 et suiv.).

En qualité de *Député* prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (A., S. de 1917, t. unique, p. 2088). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 492); de diverses propositions de loi relatives à la protection de la propriété commerciale (p. 775, 832, 872). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 843, 958, 1242, 1269, 1968, 2080; A., S. O. de 1919; t. unique, p. 283, 983, 1951, 3715, 3101). — Obtient des congés (A., S. de 1916; t. unique, p. 1691; A., S. de 1917, t. unique, p. 1836; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1983, 2139, 2209).

BUTIN (M.), *Député de l'arrondissement de Compiègne* [Oise].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 201). — Membre de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). — Sa proposition de loi concernant le moratorium en matière de propriété industrielle [brevets d'invention, marques de fabrique, dessins et modèles] (I., n° 1955; an., S. de 1916, p. 716). — Son rapport sur la proposition de loi concernant le moratorium en matière de propriété industrielle [brevets d'invention, marques de fabrique, dessins et modèles] (I., n° 2428; an., S. de 1916, p. 1505). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à assurer la liberté du commerce des armes de chasse (I., n° 6466; an., S. de 1919, p. 2067). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914

modifié par le Sénat (Guerre : *Ses observations concernant l'usine de produits chimiques de Lamotte-Breuil*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 541).

— Prend part à la discussion des interpellations sur le décret du 13 juin 1917 relatif au gaz (A., S. de 1917, t. unique, p. 1512). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la situation actuelle et la reconstitution des régions reconquises (p. 2621). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 44). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1326). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la protection et la conservation des biens et propriétés des habitants des régions évacuées (p. 1578). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2297). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1464; A., S. de 1916, t. unique, p. 2883). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 350; A., S. de 1916, t. unique, p. 322, 699; A., S. de 1917, t. unique, p. 163, 169, 670; A., S. de 1918, t. unique, p. 76; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2373).

C

CABLAT (M.), *Administrateur principal de l'inscription maritime.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française et des interpellations jointes à la discussion de ce projet (A., S. de 1916, t. unique, p. 2452).

CABROL (M.), *Député de la 2^e circonscription de Villefranche [Aveyron].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 25 février 1904 sur les retraites des ouvriers mineurs (I., n° 7225; an., S. de 1919, p. 3185)(1). = Son rapport sur le projet de loi portant suppression des minières (I., n° 2258 et annexe; an., S. de 1916, p. 938, 147). — Son rapport sur le projet de loi tendant à rendre obligatoire la vérification et le contrôle des thermomètres destinés à l'usage médical (I., n° 3861; an., S. de 1917, p. 1425). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier les articles 10 (§ 5) et 36 (§ 6, 1^o) de la loi du 5 avril 1910 modifiée, sur les retraites ouvrières et paysannes, et l'article 4 (avant-dernier paragraphe) de la loi du 25 février 1914, modifiant la loi du 29 juin 1894 et créant une caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs (I., n° 4672; an., S. de 1918, p. 631). — Son rapport sur le projet de loi modifié par le Sénat tendant à rendre obligatoire la vérification et le contrôle des thermomètres médi-

caux (I., n° 4854; an., S. de 1918, p. 929). — Son rapport sur le projet de loi tendant à accorder une allocation supplémentaire aux ouvriers mineurs retraités (I., n° 5619; an., S. de 1919, p. 301). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 11 de la loi du 9 novembre 1915 relative à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (I., n° 6799; an., S. de 1919, p. 2612). = Prend part à la discussion de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Amendement relatif aux mines*, A., S. de 1917, t. unique, p. 528). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement relatif aux produits destinés à la préparation des eaux minérales artificielles*, p. 3653). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Son amendement concernant l'impôt sur les transports par chemins de fer*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1177); du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'État aux bénéfices] (*Discussion générale*, p. 2891; *Ses dispositions additionnelles à l'article premier*, p. 2900; *Son article 1 bis nouveau*, p. 2902; *Ses amendements à l'article 2*, p. 2920, *les retire*, *ibid.*; *Son amendement à l'article 4*, p. 2984; *Retire un amendement à l'article 5*, p. 2986). — Est nommé membre du Comité consultatif des mines (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4226).

CACHIN (M. MARCEL), *Député de la 3^e circonscription du 18^e arrondissement de Paris [Seine].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914,

(1) Ce document n'a pas été publié.

t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission de la législation civile (p. 2707); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). — Son rapport au nom du 8^e Bureau sur l'élection de M. Emmanuel Brousse par l'arrondissement de Prades [Pyrénées-Orientales] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 62). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des revendications des fonctionnaires, des employés et des ouvriers des diverses administrations de l'Etat (p. 224). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 51 et suiv.). — Développe son interpellation, déposée de concert avec M. Ceccaldi, et relative à la crise des transports (p. 677 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 697). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de l'amélioration des salaires des agents des compagnies de chemins de fer (p. 1527). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la crise des transports et la situation des employés des chemins de fer français (p. 2191); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2334); développe cette interpellation (p. 2302 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 2346). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'attribution aux agents des chemins de fer d'allocations complémentaires (p. 2834). — Donne lecture, au nom d'un certain nombre de ses collègues, d'une déclaration relative à la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les buts de la guerre énumérés dans la réponse des alliés à la note de M. Wilson (A., S. de 1917, t. unique, p. 109). — Adresse une question au Ministre du Ravitaillement sur la rareté et la cherté d'un certain nombre de denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 948 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur l'attitude que le Gouvernement prendra à l'égard des délégués à la Conférence internationale de Stockholm (p. 1348). — Demande à interpeller le Gouvernement sur un projet de concession de mine de sel gemme dans le département de

Meurthe-et-Moselle (p. 2223); développe cette interpellation (p. 2377). — Prend part à la discussion d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2356). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique minière (p. 2621); développe cette interpellation (p. 2920). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifié par le Sénat concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (p. 2640); de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2767); des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2920; *Son ordre du jour motivé*, p. 2940). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des négociations engagées entre la ville de Paris et le département de la Seine et les compagnies de transport (p. 3006). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la conduite diplomatique de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 7); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 8); développe cette interpellation (p. 31). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (p. 185); des projets de loi relatifs à l'attribution de suppléments d'allocation aux personnels du réseau de l'Etat et des grandes compagnies de chemins de fer (p. 310). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 353, 376, 382, 402). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation générale (p. 1460); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1461). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (p. 2632). — Demande à interpeller sur les directions de la politique de paix du Gouvernement (p. 2937); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2938). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3247); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3421). Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations concernant la Conférence de la paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 15); dans la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux

(p. 294). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 1240). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la concentration des troupes autour des centres industriels à l'occasion du 1^{er} mai 1919 (p. 1953); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les incidents qui ont marqué la journée du 1^{er} mai (p. 1960); développe cette interpellation (*ibid.*). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la grève des employés de bourse et de banque (p. 2035); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Adresse au Ministre du Travail une question relative à la grève des employés de banque et de bourse de Paris (p. 2061). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les conditions dans lesquelles sont revenues en France les forces navales qu'on voulait employer contre la révolution russe (p. 2120). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les récents événements de la Russie et de la mer Noire (p. 2183); développe cette interpellation (p. 2357, 2398; *Son ordre du jour motivé*, p. 2399). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'attribution aux personnels civils de l'Etat, d'avances exceptionnelles de traitement (p. 2280). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet d'un complot qui aurait été préparé entre certains membres de la Chambre et le Ministère allemand (p. 2499); retire cette interpellation (p. 2500). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la « question de la vie chère » (p. 3096); développe cette interpellation (p. 3124). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la grève des cheminots du réseau breton (p. 3338); est entendu sur la fixation de la date (p. 3339). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le rôle de la France dans les événements récents de Hongrie, en particulier sur le choix de l'archiduc Joseph comme curateur de ce pays (p. 3604). — Prend part à la discussion: de crédits applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4154); de la proposition de résolution tendant à l'ouverture de négociations diplomatiques en vue d'assurer le désarmement de l'Allemagne (p. 4310); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4745). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 992; A., S. de 1918, t. unique, p. 880).

CADENAT (M.), *Député de la 2^e circonscription de Marseille* [Bouches-du-Rhône].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre: de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'assurance des cargaisons des navires dont le corps a été assuré par l'Etat (I., n° 3289; an., S. de 1917, p. 143). = Son rapport sur les conditions actuelles de notre commerce maritime et les moyens propres à en favoriser le développement [Répercussion de la guerre sur le trafic du port de Marseille] (I., n° 990; an., S. O. de 1915, p. 565). = Prend part à la discussion de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1915, t. unique, p. 1236). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la fréquentation des débits de boissons par les permissionnaires de passage à Marseille (A., S. de 1916, t. unique, p. 60). — Est entendu dans la discussion de cette interpellation (p. 159). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 2584). — Intervient dans la discussion: du projet et de la proposition de loi concernant la réforme du régime des entrepôts. (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 406, 410, 899); d'une interpellation concernant la circulaire du Ministre de la Guerre relative à la suppression des permissions de vingt-quatre heures pour certains militaires (p. 414); du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (*Son amendement*, p. 690); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 4165 et suiv.). — Prend part à la discussion: du projet de loi tendant à fixer à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes employées sur un navire affecté à la navigation maritime (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2554); des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Prix des tabacs*, p. 2639).

CADOT (M.), *Député de la 4^e circonscription de Béthune* [Pas-de-Calais].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre: de la Commission des

comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier les dispositions de la loi du 25 février 1914 portant création d'une caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs (I., n° 2726; an., S. de 1916, p. 1720). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 500.000 francs, pour venir en aide aux victimes de l'inondation de Bruay (Pas-de-Calais), survenue les 29-30 décembre 1916 et qui dura jusqu'au 6 janvier 1917 (I., n° 2933; an., S. de 1917, p. 52). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'application de la loi de huit heures dans les mines (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 457). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 866); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (p. 2003, 2004). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à la mise en sursis d'appel de militaires pendant la durée de la fenaison et de la moisson (*Sa disposition additionnelle*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1233); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (*Amendement de M. Paul Morel au § 4 de l'art. 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1340); de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2281). — Prend part à la discussion des interpellations concernant : le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique, p. 199); la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 462); d'une proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Amendement relatif aux mines*, p. 529). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les accusations portées contre les ouvriers mineurs des mines de Bruay et sur l'interdiction de renvoyer des mineurs des mines envahies dans les mines du Pas-de-Calais (p. 1176). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (*Situation des réfugiés*, p. 1447). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la situation des réfugiés et rapatriés des pays envahis (p. 3292, 3294); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement tendant à la révision du décret du 26 août 1914*, p. 3511). —

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi. *Sa disposition additionnelle*, A., S. de 1918, t. unique, p. 211). — Son opposition au vote sans débat de la proposition de loi tendant à l'organisation de commissions mixtes ouvrières et patronales dans les bassins miniers de houilles, métalliques et ardoisières (A., S. de 1918, t. unique, p. 391). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives : au ravitaillement (p. 2087); à la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2323, 2332); du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'État aux bénéficiaires] (p. 2957); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3058; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 64, 72, 272); du projet de loi concernant l'échange des bons de monnaie des régions libérées (p. 257); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 519); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnité d'habillement aux militaires détachés à la terre*, p. 1186). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôts dus par les mobilisés*, p. 1361) [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Retraite d'invalidité des ouvriers mineurs*, p. 1462); d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1821). — Intervient dans la discussion d'interpellations concernant l'aggravation de la crise des transports (p. 2014). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2243, 2272. *Seconde délibération*, p. 2307); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 4365, 4438, 4442) — Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique,

p. 3265; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1533, 2677).

CAFFORT (M.), *Député de l'arrondissement de Saint-Pons [Hérault]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 120). = Membre: de diverses commissions (F. n° 35, J. O., de 1915, p. 307); de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'enseignement (A., S. de 1917, t. unique, p. 917); de la Commission de l'armée (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (p. 2442); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi concernant les pensions et secours alloués aux veuves des militaires tués ou blessés et à leurs orphelins (I., n° 766; an., S. de 1915, p. 279). — Sa proposition de loi relative au renvoi des maires et secrétaires de mairie mobilisés (I., n° 5241; an., S. de 1918, p. 1824). — Sa proposition de loi tendant à faciliter la nomination des instituteurs et institutrices mariés et séparés de leur conjoint dans le département et la résidence de ce dernier (I., n° 5862; an., S. de 1919, p. 1016). — Sa proposition de loi tendant à élever le taux des amendes (I., n° 6453; an., S. de 1919, p. 2059). = Son rapport sur le projet de loi relatif aux pensions à accorder aux ouvriers d'Etat de première classe de l'artillerie et du génie, aux gardiens de batterie et aux adjudants d'administration du génie (I., n° 1987; an., S. de 1916, p. 580). — Son rapport sur la proposition de loi concernant les indemnités de résidence aux instituteurs de Seine-et-Oise (I., n° 3640; an., S. de 1917, p. 1126); son rapport supplémentaire (I., n° 3697; an., S. de 1917, p. 1151). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de décharger de la responsabilité civile les fonctionnaires publics, les membres de l'enseignement public, les professeurs et maîtres de gymnastique des établissements publics et les instructeurs militaires au cours des séances d'éducation physique et de préparation au service militaire (I., n° 4733; an., S. de 1918, p. 756). — Son rapport sur la proposition de loi

tendant à faciliter la nomination des instituteurs et institutrices mariés et séparés de leur conjoint dans le département et la résidence de ce dernier (I., n° 6253; an., S. de 1919, p. 1740). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de donner aux Universités, dans les villes de leur siège, un droit d'occupation sur les terrains et bâtiments militaires susceptibles d'être déclassés ou aliénés (I., n° 6839; an., S. de 1919, p. 2646). — Son avis présenté sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à laisser en l'état actuel un groupe de ruines des régions dévastées en vue d'y organiser le culte du souvenir par des caravanes scolaires (I., n° 6840; an., S. de 1919, p. 2646). = Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. Pierre Bélinguier par l'arrondissement de Villefranche [Haute-Garonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 108). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (A., S. de 1915, t. unique, p. 1688). — Son rapport sur une pétition (p. 1733). — Prend part à la discussion: des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais; *Son texte additionnel à l'art. 21*, A., S. de 1916, t. unique, p. 886); du projet de loi sur la taxation des heures et fromages (p. 1006). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (*Circulation des piquettes*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2544). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2749, 2765). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la catastrophe de la Courneuve (A., S. de 1918, t. unique, p. 889). — Son rapport sur une pétition (p. 924). — Intervient: dans la discussion d'interpellations relatives à l'aggravation de la crise des transports (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 2015); dans la discussion de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la réforme électorale (p. 2892). — Prend part à la discussion de plusieurs interpellations sur la répartition du sucre et la question de la vie chère (p. 3245). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 481; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3021). = Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 1269).

CAHEN (M. GEORGES), *Chef du service des prisonniers de guerre au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de résolution tendant à une répartition normale de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 119) ; de l'interpellation sur l'interdiction de l'envoi de pain aux prisonniers de guerre (p. 1732).

CAILLAUX (M. JOSEPH), *Député de l'arrondissement de Mamers [Sarthe].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique, p. 185). = Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant les pièces produites à l'occasion des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite de faits de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1664, 1666). — Est entendu : pour un fait personnel (A., S. de 1916, t. unique, p. 126, 136) ; dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Ses observations concernant l'article 12*, p. 2365 et suiv.) ; dans la discussion de diverses interpellations sur la marine marchande (p. 2490, 2524). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Institution d'une taxe civique*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1837 ; *Amendement de M. Vincent Aurioi concernant l'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales*, p. 1857, 1862 ; *Ses observations relatives à la marge pour inexactitude dans les déclarations*, p. 1874. Impôt sur les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères : *Amendement relatif aux employeurs de domestiques attachés à la personne*, p. 1890 ; *Observations relatives aux dépenses qui sont la conséquence de l'exercice du mandat parlementaire*, p. 1892. Impôt sur les revenus des créances, dépôts et cautionnements : *Ses observations sur l'article 42 et son amendement y relatif*, p. 1895. Disposi-

tions diversés : *Article additionnel concernant les habitations à bon marché*, p. 1897). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives aux affaires Bolo pacha et du *Bonnet rouge* (p. 2704). — Est entendu : pour un fait personnel (p. 3338) ; dans la discussion de demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3610). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 677, 1751 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 130, 440, 814, 1409, 1449, 1511, 1781). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 534, 820, 1276, 1560 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 902, 1953, 2593 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 2154, 3803).

CAMELLE (M.), *Député de la 5^e circonscription de Bordeaux [Gironde].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier les dispositions de la loi du 17 juin 1913 et de la loi de finances du 30 juillet 1913, sur les femmes en couches (I., n° 206 ; an., S. O. de 1914, p. 1927). — Sa proposition de loi concernant les chemins de fer d'intérêt local et les tramways (I., n° 2004 ; an., S. de 1916, p. 595). = Ses rapports, au nom du 8^e Bureau, sur les élections : de M. Bretin par la 2^e circonscription de Chalon [Saône-et-Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 66) ; de M. Faisant, par la 1^{re} circonscription de Charolles [Saône-et-Loire] (p. 66).

CAMUZET (M.), *Député de l'arrondissement de Beaune [Côte-d'Or].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du suffrage universel (A., S. de 1917, t. unique, p. 185). = Son rapport sur la proposition de loi tendant à parer à l'insuffisance probable de la récolte viticole de 1915 (I., n° 1285 ; an., S. de 1915, p. 1007). = Intervient dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en

blé et farine de la population civile (*Contre-projet de M. Compère-Morel*, A., S. de 1915, t. unique, p. 1155). — Intervient dans une question sur les sucres (p. 1652). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la taxation des beurres et fromages (A., S. de 1916, t. unique, p. 1006 et suiv.) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (*Ses observations concernant le privilège des bouilleurs de cru*, p. 1308 et suiv. ; *Amendement de M. Charles Benoist, tendant à la suppression du § 1^{er} de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1320 ; *Son amendement à cet article*, p. 1343 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la protection des appellations d'origine (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1944) ; de plusieurs interpellations sur la répartition du sucre et sur la question de la vie chère (p. 3245 ; *Son ordre du jour motivé* p. 3254) ; du projet de loi relatif à la révision des soldes militaires (p. 3453) ; du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, instituant un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 3543). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2267). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 633, 175 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 368, 1360, 2449).

CANDACE (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de la Guadeloupe [la Guadeloupe]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 121). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126 ; F., n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des affaires extérieures (A., S. de 1915, t. unique, p. 27) ; de la Commission des décrets (F., n° 244 ; J. O. de 1916, p. 10942), de la Commission de la marine de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130) ; de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de loi sur la réorganisation et l'amélioration de l'enseignement public aux colonies (I., n° 295 ; an., S. O. de 1914, p. 2063). — Sa proposition de résolution ayant pour objet de modifier l'article 14 du règlement de la Chambre des Députés (I., n° 1173 ; an., S. de 1915, p. 839). — Sa proposition de résolu-

tion sur l'organisation du contrôle des maisons d'orthopédie réquisitionnées (I., n° 1179 ; an., S. de 1915, p. 841). — Sa proposition de résolution relative à la réorganisation des services du Ministère des Colonies (I., n° 1784 ; an., S. de 1916, p. 152). — Sa proposition de loi présentée avec demande de discussion immédiate relative à l'admission au grade de vétérinaire aide-major de 2^e classe, des vétérinaires auxiliaires servant dans l'armée, au titre de la réserve, depuis le début des hostilités (I., n° 1905 ; an., S. de 1916, p. 395). — Sa proposition de loi réglant la situation, au point de vue du cumul des pensions et des traitements, de certaines catégories de fonctionnaires coloniaux retraités sous le régime des pensions militaires, qui ont repris du service dans les armées de terre ou de mer à l'occasion de la guerre actuelle (I., n° 2599 ; an., S. de 1916, p. 1515). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Ministre des Finances à préparer des taxes sur la publicité (I., n° 2742 ; an., S. de 1916, p. 1744). — Sa proposition de loi conférant le grade d'aspirant aux interprètes détachés à l'armée britannique (I., n° 2743 ; an., S. de 1916, p. 1744). — Sa proposition de loi relative à l'attribution d'allocations temporaires aux militaires indigènes réformés n° 2 ou licenciés pour inaptitude physique (I., n° 3257 ; an., S. de 1917, p. 601). — Sa proposition de résolution tendant à rétablir les directions de l'intérieur dans les colonies pourvues de conseils généraux (I., n° 3902 ; an., S. de 1917, p. 1489). — Sa proposition de loi tendant à exonérer des droits de douane, les déchets provenant de munitions de guerre (I., 5023 ; an., S. de 1918, p. 1198). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître au pays le régime des prisonniers de guerre et des internés civils en Allemagne et en France pendant la durée des hostilités (I., n° 5329 ; an., S. de 1918, p. 1864). — Sa proposition de loi tendant à l'extension aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion des dispositions des lois ayant pour but l'institution de Caisses locales et de Caisses régionales de crédit agricole et de toutes les lois subséquentes sur le même objet (I., n° 5929 ; an., S. de 1919, p. 1110) = Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 41 de la loi du 16 septembre 1807 concernant la concession de divers objets dépendant du Domaine (I., n° 922 ;

an., S. O. de 1915, p. 463). — Son rapport sur les conditions actuelles de notre commerce maritime et les moyens propres à en favoriser le développement [Transports maritimes aux colonies depuis le début de la guerre. — Place occupée dans nos colonies par le pavillon et le commerce austro-allemands avant la guerre] (I., n° 1014; an., S. O. de 1915, p. 581). — Son rapport au nom de la Commission de la marine marchande sur les conditions actuelles de notre commerce maritime et les moyens propres à en favoriser le développement [*Situation commerciale et économique de l'Afrique équatoriale française. — Place occupée par le pavillon et le commerce austro-allemands avant la guerre. — Développement de notre commerce maritime. — Réformes indispensables*] (I., n° 1391; an., S. de 1915, p. 1055). — Son rapport sur le projet de loi comportant garantie, par l'Etat, des risques de guerre pour les voyages exécutés sur les côtes occidentale et équatoriale d'Afrique jusqu'à la fin des hostilités et remboursement aux budgets généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale des sommes versées pour la garantie desdits risques depuis l'ouverture des hostilités (I., n° 2045; an., S. de 1916, p. 628). — Son avis présenté au nom de la Commission de la marine marchande sur le projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'immatriculation des bateaux de rivière et l'hypothèque fluviale (I., n° 3170; an., S. de 1917, p. 412). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant le droit pour les délégués neutres, de visiter régulièrement tous les camps de prisonniers existant soit en Allemagne, soit en pays envahi (I., n° 3479; an., S. de 1917, p. 889). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet l'application aux colonies de la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles et de certaines dispositions de la législation métropolitaine sur les sociétés de crédit agricole (I., n° 3580; an., S. de 1917, p. 2029). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à accorder aux marins du commerce victimes d'événements de guerre l'insigne spécial des blessés de guerre (I., n° 3659; an., S. de 1917, p. 1140). — Son rapport sur le projet de loi concernant le décompte, parmi les services conduisant à une pension sur la Caisse des invalides de la marine, du temps passé en captivité par les inscrits maritimes faits ou retenus prisonniers au cours d'embarquement sur des bâtiments de commerce

(I., n° 4179; an., S. de 1918, p. 4); son rapport supplémentaire (I., n° 4347; an., S. de 1918, p. 225). — Son rapport sur la proposition de loi relative aux chemins vicinaux et ruraux et au dessèchement des marais dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion (I., n° 4213; an., S. de 1918, p. 28). — Son rapport sur le projet de loi rendant applicables aux colonies de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe les dispositions de la loi du 18 mars 1917 ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement (I., n° 5115; an., S. de 1918, p. 1724). — Son rapport sur le projet de loi tendant à rendre applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, la loi du 20 mars 1917, relative à la tutelle des femmes et leur admission dans les conseils de famille, et la loi du 3 avril 1917, maintenant l'usufruit légal au profit du conjoint survivant en cas de nouveau mariage (I., n° 5117; an., S. de 1918, p. 1724). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître au pays le régime des prisonniers de guerre et des internés civils en Allemagne et en France pendant la durée des hostilités (I., n° 5676; an., S. de 1919, p. 661). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet l'application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion de certaines dispositions de : 1° la loi du 15 juillet 1893 sur l'organisation de l'assistance médicale gratuite; 2° la loi du 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés; 3° la loi du 28 juin 1904 relative à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux; 4° la loi du 14 juillet 1904 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources (I., n° 5945; an., S. de 1919, p. 1116); son rapport supplémentaire (I., n° 6332; an., S. de 1919, p. 1868). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à améliorer la situation des fonctionnaires et agents coloniaux (I., n° 5968; an., S. de 1919, p. 1167). — Son avis présenté au nom de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies sur : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, ayant pour

objet de développer les services de l'Office national du commerce extérieur ; 2° le projet de loi ayant pour objet la réorganisation des services de l'Office national du commerce extérieur, la modification des statuts des attachés commerciaux et la création d'agents commerciaux ; 3° la proposition de loi de M. Édouard Barthe ayant pour objet d'organiser rationnellement le commerce d'exportation et de modifier la loi du 4 mars 1898 sur l'Office national du commerce extérieur (I., n° 5969 ; an., S. de 1919, p. 1169). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'extension aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion des dispositions des lois ayant pour but l'institution de caisses locales et de caisses régionales de crédit agricole et de toutes les lois subséquentes sur le même objet (I., n° 6033 ; an., S. de 1919, p. 1230). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 [Partie VI. — Prisonniers de guerre et sépultures] (I., n° 6668 ; an., S. de 1919, p. 425). — Ses rapports, au nom du 11^e Bureau, sur les élections : de M. Victor Boret par l'arrondissement de Loudun [Vienne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 89) ; de M. de Montplanet par l'arrondissement de Montmorillon [Vienne] (p. 89) ; de M. de Montjou par la 1^{re} circonscription de Poitiers [Vienne] (p. 89). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1915, t. unique, p. 58). — Prend part à la discussion du projet de loi ratiifiant un décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (p. 306, 312). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 1190). — Est entendu sur sa proposition de résolution concernant l'organisation du contrôle des maisons d'orthopédie réquisitionnées (p. 1410) ; la retire (p. 1412). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur la constitution du Cabinet, la censure et les déclarations du Gouvernement (p. 1510) ; se rallie à l'ordre du jour de M. Daniel-Vincent et explique son vote (*ibid.*). — Intervient dans une question sur les sucres (p. 1649). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires [Entretien des prisonniers de guerre] (p. 1738) ; du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits

provisaires applicables au premier trimestre de 1916 (*Ses observations concernant certaines suppressions au budget des colonies*, p. 1900, 1901). — Intervient dans la discussion des interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1931). — Prend part à la discussion de projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre ; certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Ses observations concernant les prisonniers de guerre* A., S. de 1916, t. unique, p. 312). — Son opposition au vote sans débats du projet de loi autorisant l'admission dans l'armée active, des vétérinaires aides-majors de 1^{re} et 2^e classe de réserve (p. 476). — Intervient dans la discussion d'un projet de loi concernant le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (p. 521 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement concernant les rhums et tafias naturels des colonies françaises*, p. 1335 ; *le retire*, *ibid.*). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission des affaires extérieures*, dans la discussion d'un projet de loi comportant garantie, par l'État, des risques de guerre pour les voyages exécutés sur les côtes occidentale et équatoriale d'Afrique (p. 1478 et suiv. ; p. 1614 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Amendement concernant les subventions aux fédérations départementales s'occupant des prisonniers de guerre*, p. 1788). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'état actuel de notre prothèse orthopédique et la distribution des appareils aux mutilés de la guerre (p. 1826). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à la saisie des exemplaires de la *Liberté*, effectuée le 8 novembre 1916 (p. 2269) ; sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2682). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement concernant les taxes sur les denrées coloniales*, p. 2768 et suiv. ; *le retire*, p. 2770) ; du projet de loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française (p. 2872 et suiv.). — Demande la jonction de son interpellation sur l'état

de notre prothèse orthopédique à la discussion de la proposition de loi sur la rééducation des mutilés (A. S. de 1917, t. unique, p. 435). — Prend part, en qualité de *Vice-Président de la Commission de la marine marchande*, à la discussion du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 680 et suiv.). — Son rapport sur une pétition (p. 1217). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Allocations aux femmes des mobilisés*, p. 1443) ; d'interpellations sur la marine marchande (p. 1582). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats, appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Son amendement*, p. 2063 ; *le retire*, p. 2064). — Intervient dans la discussion : des interpellations concernant la renaissance des régions libérées de l'invasion (p. 2136) ; d'une interpellation concernant l'achat de navires à l'étranger (p. 2213) ; d'une interpellation relative aux permissions militaires (p. 2253) ; des interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2644) ; d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 2866). — Prend part à la discussion des interpellations sur le rapatriement des prisonniers de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 22). — Son rapport sur une pétition (p. 266). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances ; *Son amendement concernant l'office colonial*, p. 1189 ; *retrait*, *ibid.*) ; d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1338). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1554) ; du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1676, 1959) ; du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1918 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2182). — Intervient dans la discussion d'un projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2753). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion (A., S. O. de 1919,

t. unique, p. 377) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1265, 1542, 1606, 2660). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Achat et construction de navires*, p. 1429) ; d'une proposition de loi relative aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (p. 1490). — Son opposition au vote sans débats du projet, de loi autorisant certaines nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 1529). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'Office national du commerce extérieur, aux attachés et agents commerciaux (p. 1725). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2533, 2593 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 209, 250). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 790, 1255 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 2611 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 195 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1609).

CARRÉ-BONVALET (M.), *Député de l'arrondissement de Jonzac [Charente-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission de l'Agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des Travaux publics (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130). — Sa proposition de loi sur la résiliation, au profit des employés, des contrats de louage de services, passés antérieurement au 1^{er} janvier 1917 (I., n° 3508 ; an., S. de 1917, p. 910). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la fabrication, la vente et l'emploi de la caséine (I., n° 4599 ; an., S. de 1918, p. 594). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à éviter les fraudes sur le miel (I., n° 6623 ; an., S. de 1919, p. 2295). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à compléter la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (I., n° 6766 ; S. de 1919, p. 2545). — Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. Dariac (Adrien) par l'arrondissement d'Alençon [Orne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 56). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1764 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 771 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 183, 1289,

2023). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 561, 2025; A., S. de 1916, t. unique, p. 655; A., S. de 1917, t. unique, p. 481, 670, 1706; A., S. de 1918, t. unique, p. 2259).

CARRIER (M.), *Chef du Cabinet du Secrétariat du personnel central et de la comptabilité au Ministère de l'Agriculture.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget général de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 655); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 569); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1238); du Budget général de l'Exercice 1919 (p. 2375).

CASTELNAU (M. DE), *Député de l'arrondissement de Saint-Affrique [Aveyron].*

Son élection est validée (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 935). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 41, J. O. de 1915, p. 857); de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi relative à la mise en valeur des forces hydrauliques de France (I., n° 2826; an., S. de 1916, p. 1878). = Son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, tendant à admettre au droit à pension, les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908 (I., n° 292; an., S. O. de 1914, p. 2018). = Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 923; *le retire*, p. 924). — Son opposition au vote sans débats de la proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (p. 956). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (A., S. de 1916, t. unique, p. 2225 et suiv.). — Prend part à la

discussion : d'une interpellation sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (A., S. de 1917, t. unique, p. 1009); du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la Nation (Dispositions générales : *Son amendement à l'article 8*, p. 1968); du projet de loi relatif à l'ajournement des élections (*Son amendement*, p. 3704); du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3812). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre III, Droit des ascendants. *Ses observations sur l'article 18*, A., S. de 1918, t. unique, p. 62, 64; *Son amendement à la nouvelle rédaction de cet article présentée par la Commission*, p. 80); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 669). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur les réquisitions opérées par l'Intendance (A., S. de 1918, t. unique, p. 1870); du projet de loi concernant la révision des listes électorales (p. 3461). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 511). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 960); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1394); d'une proposition de loi relative aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (p. 1490); d'une proposition de loi relative à la réforme électorale (p. 1665, 1732). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2111); dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2180, 2210, 2848). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 3016). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3167); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3832, 4005, 4396 et suiv.). — Demande à

interpeller le Gouvernement sur les scandales marocains (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4376); sur les conditions dans lesquelles a été loué l'arsenal de Fez (p. 4412). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*).

CAZASSUS (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Saint-Gaudens [Haute-Garonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre de diverses Commissions (F., n° 35, J. O. de 1915, p. 307); de la Commission des Pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 1.500.000 francs, pour venir en aide aux victimes de la grêle dans l'arrondissement de Saint-Gaudens [Haute-Garonne] (I., n° 127; an., S. O. de 1914, p. 1870). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate tendant à la modification du décret du 30 janvier 1890 sur la comptabilité notariale, de manière à retirer le contrôle aux délégués des Chambres de discipline pour l'attribuer à des fonctionnaires de l'Administration des finances (I., n° 2104; an., S. de 1916, p. 564). — Sa proposition de loi présentée avec demande de discussion immédiate modifiant l'article 9 de la loi du 20 avril 1916 sur la taxation de denrées et substances (I., n° 4266; an., S. de 1918, p. 128). = Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. Lucien Dumont par l'arrondissement d'Issoudun [Indre] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 35). — Son amendement à la proposition de loi portant modification des articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse (A., S. de 1915, t. unique, p. 155). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'Intendance militaire pendant la durée des hostilités (A., S. de 1916, t. unique, p. 409). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Ses amendements concernant les conseils de réforme*, A., S. de 1917, t. unique, p. 231 et suiv.; *Sa disposition additionnelle relative aux hommes résidant à l'étranger*, p. 294; *la retire*, p. 295); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Son amendement*, p. 880; *le retire*, p. 881); de la proposition de loi tendant à

organiser la production de guerre (p. 1109). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Exonérations et délais : *Son amendement à l'article 25*, p. 1636); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 355, 398, 406, 460, 486). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats, appartenant à l'armée active et à la réserve de l'armée active (*Ses amendements*, A. S. de 1917, t. unique, p. 2032, 2099); d'une proposition de résolution relative aux permissions militaires (*Son amendement*, p. 2258). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur la mise en sursis d'appel, des agriculteurs des vieilles classes (p. 2339). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'affectation de certains ouvriers militaires à l'usine de Mancieux-Roquefort [Haute-Garonne] (p. 2374). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2506; *Son amendement concernant l'indemnité pour logement des réfugiés*, p. 2569); de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2745; *Son ordre du jour motivé*, p. 2748, 2765). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la fixation du taux d'extraction des farines (p. 2984); développe cette interpellation (p. 3017). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le nouveau régime des céréales, des farines et du pain [Décret du 30 novembre 1917] (p. 3285). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (p. 3832). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 165); prend part à la discussion de cette interpellation (p. 177; *Son ordre du jour motivé* p. 187). — Parle sur une demande de modification de l'ordre du jour (p. 170). — Développe son interpellation sur le nouveau régime des céréales, des farines et du pain (p. 188). — Est entendu dans la discussion : de propositions

de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 541, 563, 625); du budget ordinaire des dépenses civiles de l'Exercice 1918 (Justice : *Ses observations concernant les commis-greffiers des tribunaux civils et les commis d'instruction*, p. 657); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1632). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (*Sa motion tendant au renvoi du projet à la Commission*, p. 1025; *Ses amendements*, p. 1058, 1060; *Amendement de M. Margaine*, p. 1064). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi sur les encouragements à la culture mécanique (p. 1084); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 1105); de la proposition de loi concernant les mesures contre les fraudes fiscales (p. 1132); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1322; *Son ordre du jour motivé*, p. 1341). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux traités de gré à gré et aux achats passés sans marché, passés ou effectués par les communes et les établissements publics de bienfaisance (*Son amendement*, p. 1481); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Discussion générale*, p. 1536; *Son sous-amendement concernant les coupures de 2 fr., de 1 fr. et de 50 centimes*, p. 1937; *Son article additionnel relatif aux coupures émises par les chambres de commerce et non rentrées*, p. 1955); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1551); du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1918 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1566); de la proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (*Son amendement à l'article premier*, p. 2304; *Amendement de M. Emile Bender*, p. 2309; *Son amendement à l'article 2*, p. 2314); du projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et entreprises industrielles (p. 2395; *Son article nouveau*, p. 2407; *Sa motion tendant à une seconde délibération*, p. 2408; *Seconde délibération*, p. 2411); d'une proposition de loi concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et des faillis (*Son amendement*, p. 2416). — Est entendu sur la fixation de la

date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (A., S. de 1918, t. unique, p. 2427; *Son ordre du jour motivé à la suite de cette discussion*, p. 2778). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2837); du projet de loi portant modification de la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéficiaires] (*Son amendement à l'article premier*, p. 2899; *Son amendement au § 5*, p. 2901; *Son article additionnel*, p. 2993). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la circulaire relative à la revision des listes électorales (p. 2934); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3013); du projet de loi concernant le pécule aux familles des soldats morts pour la patrie (*Son amendement*, p. 3210); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3255); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Commis-greffiers d'instruction*, p. 3376; *Revision des listes électorales*, p. 3377; *Traitement des fonctionnaires et professeurs des collèges communaux et du personnel de l'enseignement primaire*, p. 3378). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (p. 3449). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 593, 667, 673, 852, 920); de propositions de loi relatives à la propriété commerciale (p. 779, 838); de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 792); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Ses amendements concernant : les postes frontières*, p. 1181; *l'insaisissabilité de certaines allocations*, p. 1194). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le décret rendant aux compagnies de chemins de fer la direction de leurs réseaux (p. 1546); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion

d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1582, 1612, 1760, 1767, 1777, 1869); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2890 et suiv., 2924 et suiv.). — Son opposition au vote sans débats, du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les frais occasionnés par les malades admis dans les hôpitaux (p. 2839). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2943, 2978 et suiv., 3024 et suiv.). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3082 et suiv., 3161 et suiv., 3184 et suiv., 3213 et suiv.); du projet de loi sur les frais de justice criminelle (p. 3875); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4273). — Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 1968).

CAZAUVIEILH (M. RENÉ). *Député de la 5^e circonscription de Bordeaux [Gironde].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre: de la Commission de comptabilité (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de comptabilité (F., n° 397; J. O. de 1918, p. 925). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 744; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1289).

CECCALDI (M.). *Député de la 1^{re} circonscription de Vervins [Aisne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). — Secrétaire du 6^e Bureau (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307). — Membre: de diverses commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi ayant pour but de procéder au recatement et au séquestre de tous les biens austro-allemands (I., n° 518; an., S. O. de 1915, p. 40). — Sa proposition de loi tendant à faciliter la répression des actes imputables aux fournisseurs de l'armée et à garantir

la réparation des dommages causés à l'État, aux soldats et autres citoyens (I., n° 583; an., S. O. de 1915, p. 87). — Sa proposition de loi tendant à faire l'avance aux militaires des territoires envahis d'une partie des allocations et majorations que l'État doit à leurs familles (I., n° 703; an., S. O. de 1915, p. 239). — Sa proposition de loi tendant à la réparation ou à la reconstruction des chemins départementaux, vicinaux et communaux dégradés ou détruits du fait de la guerre (I., n° 742; an., S. O. de 1915, p. 268). — Sa proposition de loi tendant à renforcer les cadres de l'armée et à utiliser dans les unités combattantes tous les officiers et hommes affectés à des services sédentaires (I., n° 1460; an., S. de 1915, p. 1226). — Sa proposition de loi tendant à faire supporter par l'État, pendant la durée de la guerre, les annuités des emprunts des départements et des communes et les intérêts moratoires de leurs dettes, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1722; an., S. de 1916, p. 66). — Sa proposition de résolution tendant à assurer, par voie de réquisition des immeubles, les logements aux réfugiés et rapatriés des pays envahis (I., n° 1737; an., S. de 1916, p. 115). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à rendre effective et quotidienne, par l'institution d'un carnet d'identité, la surveillance des étrangers établis ou circulant sur le territoire de la France, des colonies et des pays de protectorat, et à contrôler, dans les mêmes conditions, pendant les dix années qui suivront leur naturalisation, les déplacements de toutes les personnes admises à la qualité de français (I., n° 2895; an., S. de 1917, p. 33). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à proroger le privilège des banques de l'Indochine et de l'Afrique occidentale française (I., n° 3180; an., S. de 1917, p. 415). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la réorganisation de l'inspection des colonies (I., n° 3328; an., S. de 1917, p. 703). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le salaire minimum des agents des administrations publiques (I., n° 3372; an., S. de 1917, p. 781). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les salariés de l'État (I., n° 3673;

an., S. de 1917, p. 1242). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, sur le recrutement de l'inspection des colonies (I., n° 4325; an., S. de 1918, p. 192). — Son rapport sur le projet de loi portant extension aux colonies françaises de la loi du 5 août 1914 accordant, pendant la durée de la guerre, des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux (I., n° 579; an., S. O. de 1915, p. 86). — Son rapport sur le projet de loi portant application aux colonies de la loi du 5 août 1914 et des décrets des 12 et 17 du même mois sur le cumul de la solde militaire avec les traitements civils et les pensions militaires (I., n° 580; an., S. O. de 1915, p. 86). — Son rapport sur le projet de loi portant réglementation de la situation, au point de vue de la solde, du personnel relevant de l'Administration des colonies, pendant la durée des opérations militaires (I., n° 581; an., S. O. de 1915, p. 86). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'ouverture au Ministre des Colonies, sur l'Exercice 1914, d'un crédit supplémentaire de 1.450.000 fr., destiné à permettre à l'État de faire des avances à la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba (I., n° 762; an., S. O. de 1915, p. 278). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant approbation d'un avenant à la convention du 8 mars 1909 relative à la concession du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (I., n° 872; an., S. O. de 1915, p. 360). — Son annexe au rapport de M. Métin sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 [Chapitre 42 *ter* nouveau : Recrutement de tirailleurs en Afrique occidentale française] (I., n° 1293; an., S. de 1915, p. 958). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi fixant diverses mesures destinées à parer à l'insuffisance éventuelle des recettes du budget général et des budgets annexes des chemins de fer de l'Afrique occidentale française (1) (I., n° 1374; an., S. de 1915, p. 1265). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la régularisation d'un décret du 5 août 1915 ouvrant un crédit additionnel de 256.063 fr. 58 au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion [Exercice clos 1913] (I., n° 1381; an., S. de 1915, p. 1055). — Son

avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi concernant le recrutement d'une armée indigène (I., n° 1513; an., S. de 1915, p. 1341). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au budget du Ministère des Colonies, sur l'Exercice 1915, d'un crédit de 60.000 francs, pour la mise en ligne de trois vapeurs de charge de la Compagnie des Chargeurs réunis sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique (I., n° 1578; an., S. de 1915, p. 1405). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi tendant à attribuer certains emplois civils dépendant de l'Administration coloniale aux anciens militaires indigènes blessés en campagne et libérés (I., n° 1745; an., S. de 1916, p. 121). — Son 2^e avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant approbation d'un avenant à la convention du 8 mars 1909 relative à la concession du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (I., n° 1747; an., S. de 1916, p. 122). — Son rapport sur le projet de loi portant augmentation du fonds de roulement des approvisionnements généraux du chemin de fer et du port de la Réunion et ouverture, sur l'exercice 1915, au titre du budget annexe de cette exploitation, d'un crédit supplémentaire de 325.520 francs (I., n° 1953; an., S. de 1916, p. 526). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901 et 27 mars 1906, et des dispositions des règlements d'administration publique qui ont complété ces lois (I., n° 2084; an., S. de 1916, p. 651). — Son rapport sur le projet de loi concernant les crédits provisoires du 3^e trimestre de 1916 [Budgets locaux des colonies. Section de l'Afrique équatoriale française] (I., n° 2136; an., S. de 1916, p. 1243). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi comportant garantie par l'État des risques de guerre pour les voyages exécutés sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique jusqu'à la fin des hostilités et remboursement aux budgets généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale des sommes versées pour la garantie desdits risques depuis l'ouverture des hostilités (I., n° 2156; an., S. de 1916, p. 734). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi créant

(1) Ce document n'a pas été publié.

L'emploi d'adjudant indigène pour les militaires indigènes des unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord et complétant la loi du 18 juillet 1913 relative aux pensions de ces militaires (I., n° 2157; an., S. de 1916, p. 736). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques (I., n° 2814; an., S. de 1916, p. 1809). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture sur l'Exercice 1917 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics [Budgets locaux des colonies. Section de l'Afrique occidentale française] (I., n° 3438; an., S. de 1917, p. 931). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution relative à la réorganisation des services du Ministère des Finances (I., n° 3476; an., S. de 1917, p. 956). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Ernest Outrey et plusieurs de ses collègues, relative à la fixation, pour les officiers d'infanterie et d'artillerie coloniales, les fonctionnaires de l'intendance et les officiers du corps de santé des troupes coloniales, d'une péréquation de grades égale à celle des officiers des troupes métropolitaines des armées et services correspondants (I., n° 3894; an., S. de 1917, p. 1445). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 [Budgets locaux des colonies. Section de l'Indochine] (I., n° 3926; an., S. de 1917, p. 2536). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [I. Ministère des colonies. II. Budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion] (I., n° 4126; an., S. de 1917, p. 2212). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Budgets locaux des Colonies] (1) (I., n° 4127; an., S. de 1918, p. 1770). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion] (1) (I., n° 4128; an., S. de 1917, p. 2219). — Son avis, présenté au nom de la

Commission du budget, sur le projet de loi portant modification de la loi du 13 juillet 1914 autorisant le Gouvernement général de l'Afrique équatoriale française à contracter un emprunt de 171.000.000 francs pour construction de chemin de fer, travaux d'aménagement et installations (I., n° 4212; an., S. de 1918, p. 28). — Son rapport sur : 1° le projet de loi relatif à la réorganisation d'un décret du 30 janvier 1916 ouvrant un crédit additionnel de 184.688 fr. 16 au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion (Exercice clos 1914); 2° le projet de loi relatif à la régularisation d'un décret du 15 avril 1916 ouvrant un crédit additionnel de 150.000 francs au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion [Exercice 1915] (I., n° 4763; an., S. de 1918, p. 798). — Son rapport sur : 1° le projet de loi relatif à la régularisation d'un décret du 27 mai 1917 ouvrant un crédit supplémentaire de 180.000 francs au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion (Exercice 1916); 2° le projet de loi relatif à la régularisation d'un décret du 5 mai 1918 ouvrant un crédit additionnel de 378.000 francs au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion (I., n° 4764; an., S. de 1918, p. 798). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 [Colonies. — Chapitre 1^{er}] (I., n° 5056; an., S. de 1918, p. 1722). — Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections : de M. Pasqual par la 1^{re} circonscription d'Avesnes [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 52); de M. Daniel-Vincent par la 3^e circonscription d'Avesnes [Nord] (p. 53). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Travaux publics: *Retraites des petits cheminots; règlementation du travail sur les grands réseaux; statut professionnel; indemnités et salaires*, p. 577). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence, une proposition de loi tendant à faciliter la répression des actes imputables aux fournisseurs de l'armée et à garantir la réparation des dommages causés à l'Etat, aux soldats et aux autres citoyens (A., S. de 1915, t. unique, p. 51); développe les motifs de l'urgence (*ibid.*). — Demande, comme *Rapporteur*, l'ajournement de la discussion du projet de loi portant réglementation de la situation, au point de vue

(1) Ce document n'a pas été publié.

de la solde, du personnel relevant de l'Administration des colonies pendant la durée des opérations militaires (A., S. de 1915, t. unique, p. 108); demande la déclaration de l'urgence pour ce projet de loi (p. 204); prend part à la discussion (*ibid.*). — Demande la déclaration de l'urgence du projet de loi relatif à l'octroi des allocations aux familles nécessiteuses des colonies (p. 109). — Demande, en cette même qualité, le renvoi de la discussion d'un projet de loi portant application aux colonies des décrets sur le cumul de la solde militaire avec les traitements civils et les pensions militaires (p. 109); demande la déclaration de l'urgence de ce projet de loi (p. 205). — Prend part à la discussion concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé un projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 593). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission des colonies*, sur une proposition de loi tendant à soumettre aux obligations militaires les Sénégalais des communes de plein exercice (p. 949). — Prend part, comme *Rapporteur du budget des colonies*, à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1340, 1362). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1584, 1586); d'un projet de loi portant dérogation temporaire à la loi du 7 juillet 1900 organisant les troupes coloniales (p. 1779, 1780); d'un projet de loi concernant le budget général et les budgets annexes des chemins de fer de l'Afrique occidentale française (p. 1779, 1825, 1826, 1827, 1829). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du logement des réfugiés dans les locaux laissés vacants par le départ des Austro-Allemands (A. S. de 1916; t. unique, p. 229); retire cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant les engrais minéraux nécessaires à l'agriculture (p. 383). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la crise des transports (p. 495); développe cette interpellation (p. 685 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 697). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, dans la discussion d'un projet de loi concernant le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (p. 503 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1916, de crédits provi-

soires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 532); d'une interpellation relative au projet de loi portant convocation devant les commissions de réforme des exemptés, ajournés et réformés des vieilles colonies (p. 605). — Dépose et lit son rapport sur un projet de loi concernant le chemin de fer et le port de la Réunion, (p. 606.) — Soulève un incident au sujet d'une lettre adressée au Président de la Chambre pour demander à poser une question au Gouvernement (p. 1234). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du respect des droits et de la dignité des réfugiés et des familles de ceux qui combattent (p. 1242); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Amendement de M. Bouveri concernant l'application du régime de l'alcool à la Corse*, p. 1345 et suiv.); du projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue rue de Tolbiac le 20 octobre 1915 (p. 1398 et suiv.); de la proposition de résolution tendant à réquisitionner la totalité de la flotte marchande française (p. 1433). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, dans la discussion d'un projet de loi comportant garantie par l'Etat, des risques de guerre pour les voyages exécutés sur les côtes occidentale et équatoriale d'Afrique (p. 1477 et suiv.; p. 1615 et suiv.). — Est entendu sur une demande d'ajournement de la discussion des propositions de loi tendant à renforcer les cadres de l'armée (p. 1694). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1765); du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement additionnel à l'article 6 déposé de concert avec M. Louis Marin*, p. 2014 et suiv.; *Ses observations : sur le paragraphe 7 de l'article 7*, p. 2046; *sur le mode de discussion de l'article 9*, p. 2055 et suiv.; *sur cet article 9*, p. 2058, 2064 et suiv.; *Son amendement au nouvel article 9 présenté par la Commission*, p. 2117 et suiv.; *Amendement de M. Bonnefoy tendant à la suppression du paragraphe 3 de cet article*, p. 2124; *Amendement de M. E. Lafont à ce paragraphe 3*, p. 2125; *Son amendement à ce para-*

graphe, p. 2126; *Amendement de M. E. Lafont à l'art. 10*, p. 2162; *Son amendement au paragraphe 2 de cet article*, p. 2172 et suiv.; *Sa motion tendant à l'ajournement de la discussion de l'article 12*, p. 2361 et suiv.; *Ses observations sur cet article*, p. 2363 et suiv.; *Retire son amendement à l'article 15*, p. 2376; *Ses observations sur l'article 50*, A., S. de 1917, t. unique, p. 39 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (*Son amendement à l'article 7*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2402). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2578); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'admission des officiers d'administration et des officiers combattants, dans une autre arme que leur arme d'origine et à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active (p. 2694); du projet de loi concernant l'attribution, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (p. 2838 et suiv.; *Amendement de M. Bedouce*, p. 2846; *Amendement de M. Morin*, p. 2847; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 2850). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve, (A., S. de 1917, t. unique, p. 718); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2108) — Sa rectification au procès-verbal de la séance du 4 juin 1917 (p. 1360). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif aux inspecteurs des colonies*, p. 1475). — Expose les motifs pour lesquels il demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution concernant le salaire minimum des agents des administrations publiques (p. 1535). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à l'administration de l'Afrique occidentale et au recrutement colonial (p. 1798). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le fonctionnement du service du recrutement et de la main-d'œuvre indigène dans l'Afrique du Nord (p. 2116); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant la renaissance des régions qui ont été victimes de l'invasion (p. 2174, 2178). — Demande à interpeller le

Gouvernement sur l'application des décrets moratoires aux réfugiés (p. 2463); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Fonctionnaires appartenant aux régions envahies depuis 1914*, p. 2523); d'interpellations relatives aux rapatriés et réfugiés des pays envahis (p. 3406). — Prend part à la discussion des projets de loi relatifs à l'attribution de suppléments d'allocations aux personnels du réseau de l'Etat et des grandes compagnies de chemins de fer (A., S. de 1918, t. unique, p. 310). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la situation financière et administrative en Afrique occidentale française (p. 419); dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Finances : *Situation des douaniers*, p. 809). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 995, 1003, 1018, 1054). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises pour éviter aux habitants de l'Aisne une nouvelle captivité (p. 1437); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1555). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1704; A., S. de 1917, t. unique, p. 230, 1349, 2234, 2917, 2946, 3214; A., S. de 1918, t. unique, p. 18). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 250, 1026, 2815, 3688, 3711). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2565).

CELIER (M.), *Sous-directeur à la Direction générale de la comptabilité publique*; puis *Directeur du mouvement général des fonds*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1913 au titre du Budget général et des budgets annexes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 907); du projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1913 à l'Exercice 1914

(p. 308); du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés (p. 308); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914 (p. 308); du projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel en vue de permettre le règlement des dépenses afférentes à l'expropriation de la forêt d'Eu (p. 439); du projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire à titre de secours aux Français victimes des troubles du Mexique (p. 439); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels applicables au Sous-Secrétariat d'Etat des Affaires étrangères (p. 439); du projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel pour les dépenses de la Commission financière des affaires balkaniques (p. 439); du projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage du Président de la République en Russie, en Suède, en Danemark et en Norvège, p. 440); du projet de loi relatif à la participation de la France à l'exposition universelle et internationale de San-Francisco (p. 486); du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508); du projet de loi relatif aux dépenses non renouvelables de la guerre et de la marine (p. 521); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 575); du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1915 (p. 626); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915 (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 927); du projet de loi concernant : 1^o la régularisation de décrets au titre du Budget général de l'Exercice 1914 et des budgets annexes; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 au titre du Budget général; 3^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 au titre des budgets annexes (p. 928); du projet de loi portant conversion en lois de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914 (p. 928); du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (A., S. de 1915, t. unique, p. 150); du projet de loi prorogeant les dates de clôture de l'Exercice 1914 en ce qui concerne l'exécution des services de la Guerre et de la Marine (p. 350); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 aux titres du Budget général et des

budgets annexes; ainsi que l'ouverture de crédits au titre du compte spécial « Occupation militaire du Maroc » (p. 351); du projet de loi concernant : 1^o l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre du budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires; 2^o l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre des budgets annexes, de crédits additionnels aux crédits provisoires; 3^o l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898 (A., S. de 1915, t. unique, p. 678); du projet de loi portant annulation de crédits sur le Budget général de l'Exercice 1914 en ce qui concerne le Département de la Guerre (p. 760); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 (p. 838); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (p. 874); du projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1914 à l'Exercice 1915 (p. 904); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits applicables aux services de la Guerre et de la Marine (p. 1082); du projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre du Budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1333); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1334); d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits applicables aux services de la Guerre et de la Marine (p. 1550); d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 1550); du projet de loi concernant l'installation du service des émissions de la défense nationale (p. 1649); du projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1915, au titre du budget annexe des monnaies et médailles (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat de l'Aéronautique militaire, ouverture et annulation de crédits pour la nomination de Ministres d'Etat et la suppression de Sous-Secrétaires d'Etat (p. 1764); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (p. 1803); du projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du Budget général et au titre des budgets annexes de l'Exercice 1915 (p. 1858); du projet de loi ayant pour objet : 1^o l'institution à l'Administration centrale au

Ministère de la Guerre d'un service général des pensions, secours et renseignements aux familles des militaires; 2° la création d'emplois à l'Administration centrale du Ministère des Finances; 3° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1858); du projet de loi concernant les loyers échus pendant la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 38); du projet de loi concernant : l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du Budget général sur les Exercices 1915 et 1916; l'ouverture et l'annulation de crédits sur les Exercices 1915 et 1916 au titre des budgets annexes (p. 225); du projet de loi autorisant le Gouvernement chérifien à augmenter le montant d'un emprunt (p. 313); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*ibid.*); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1915 aux titres du Budget général et des budgets annexes (p. 523); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (p. 1141); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1916 aux titres du Budget général et des budgets annexes (*ibid.*); du projet de loi relatif : 1° à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur l'Exercice 1915; 2° au report de crédits de l'Exercice 1915 à l'Exercice 1916 (p. 1243); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur les Exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la Guerre (*ibid.*); de la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (p. 1612); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1916 au titre du Budget général et des budgets annexes (p. 1707); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*ibid.*); du projet de loi tendant à instituer en faveur des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat des allocations pour charges de famille (p. 1768); de la proposition de loi tendant à instituer la création d'un service des chèques postaux (p. 1827); du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (p. 1872); prend part à cette discussion (p. 2071, 2131, 2365 et suiv.). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1915 de crédits concernant les services de la Guerre et de

la Marine (A., S. de 1916, t. unique, p. 2399); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1917, des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*ibid.*); du projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du Budget général et au titre des budgets annexes de l'Exercice 1916 (p. 2486); de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre par la réquisition des mines et des établissements industriels et par la réglementation de l'appel et de l'emploi de la main-d'œuvre militaire (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 2646); du projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1916 (*ibid.*); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3284); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3894); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie et approuvant la modification des statuts de cette banque (A., S. de 1918, t. unique, p. 260); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 270); prend part à cette discussion (p. 1512, 1516, 1830, 1835, 1840, 1910). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant à améliorer la circulation des monnaies d'argent (p. 418); du projet de loi réglementant l'exportation des capitaux et portant ouverture d'un crédit pour le service chargé d'assurer le contrôle de cette réglementation (p. 1080); du projet de loi ratifiant la convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 1170); du projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des finances et la Banque de France (p. 1476); du projet de loi ayant pour objet de déterminer les voies et moyens d'exécution de la loi du 9 avril 1918 et portant ouverture aux Ministres de la Guerre et de la Marine de crédits sur l'Exercice 1918 (p. 1506); du projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des finances et le directeur général de la Banque de l'Algérie et tendant à mettre à la disposition de l'Etat une avance supplémentaire de 100 millions (p. 1507); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses

exceptionnelles des services civils] (A., S. de 1918, p. 1600); du projet de loi tendant à autoriser le barrement et la domiciliation des bous de la défense nationale (p. 1745); du projet de loi concernant l'émission des chèques (p. 2071); du projet de loi autorisant le Ministre des Finances à faire, sur les ressources de la trésorerie, des avances aux Gouvernements alliés et amis (*ibid.*); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2155); du projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le directeur général de la Banque de l'Algérie et tendant à mettre à la disposition de l'Etat une avance supplémentaire de 100 millions (p. 2303); du projet de loi portant modification de la loi du 28 décembre 1888 sur l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (p. 2441); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2790); du projet de loi portant renouvellement du privilège des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion (p. 2878); du projet de loi sur les mesures à prendre et les dépenses à engager pour assurer le rétablissement des voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 2933); du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 138); prend part à cette discussion (p. 721). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 450); du projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 719); d'une proposition de résolution concernant l'entrée des matières premières, de certains objets manufacturés et le retour à la liberté commerciale (p. 1794); du projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et d'élever le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 1887); prend part à cette discussion (p. 1906, 3010). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi autorisant, au profit de porteurs de régions envahies et de porteurs mobilisés, le

versement de coupons russes en libération de la moitié du prix de souscription des obligations à émettre par application de la loi du 16 février 1917 (p. 2037); prend part à cette discussion (p. 2127). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 100 millions de francs en faveur des petits commerçants, des petits industriels, des petits fabricants et artisans démobilisés (p. 2334); prend part à cette discussion (p. 3067). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant attribution d'une partie de la redevance supplémentaire versée par la Banque de France au Trésor, à une banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France (p. 2476); du projet de loi portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 au titre du budget ordinaire des services civils; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 au titre des dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); de la proposition de loi tendant à organiser une loterie nationale au profit des anciens combattants (p. 3730); du projet de loi fixant le maximum des dépenses matérielles et frais d'émission des obligations créées pour les besoins des chemins de fer de l'Etat (p. 3730).

CELLES (M. DE) *Directeur adjoint de la comptabilité publique.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de loi concernant les pièces produites à l'occasion des successions des militaires, des marins et des civils décédés par suite de faits de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1648); du projet de loi ayant pour objet d'assurer le règlement des réquisitions arriérées (A., S. de 1916, t. unique, p. 438); du projet de loi sur les marchés de travaux, de fournitures et de transports passés par les communes et les établissements communaux de bienfaisance (A., S. de 1917 t. unique, p. 606); de la proposition de loi tendant à la résolution facultative, pour les communes, des contrats passés par elles dans le cas où l'augmentation du prix aurait été prononcée par décision de justice (p. 1763); 1° du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, d'un crédit de 200.000 francs en vue de permettre d'améliorer le service de la perception dans

le département de la Seine; 2° de l'amendement de M. Paul Laffont au projet de loi portant : a) ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils; b) ouverture de crédits, sur l'Exercice 1919, au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils (p. 4668); est entendu dans la discussion de ce projet de loi (p. 4682 et suiv.)

CELOS (M.), *Député de l'arrondissement de Bernay [Eure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 3, p. 99). — Président du 11^e Bureau (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126) (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1915, t. unique, p. 637); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. de 1915, t. unique, p. 1083); de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1917, t. unique, p. 1586); de la Commission de la réorganisation économique (p. 2236); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi sur la nationalisation des hôtels (I., n° 6143; an., S. de 1919, p. 1407). — Son avis présenté au nom de la Commission de la législation fiscale sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, portant création de stations hydrominérales, climatiques et de tourisme, établissant des taxes spéciales dans lesdites stations et réglementant l'Office national du tourisme (I., n° 6852; an., S. de 1919, p. 2657). — Ses rapports, au nom du 11^e Bureau, sur les élections : de M. Abel Ferry par la 2^e circonscription d'Epival [Vosges] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 90); de M. Picard (Camille) par l'arrondissement de Neufchâteau [Vosges] (p. 91). — Prend part à la discussion des interpellations sur le ravitaillement (A., S. de 1917, t. unique, p. 591). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1793).

CELS (M.), *Député de l'arrondissement d'Agen [Lot-et-Garonne], Sous-Secrétaire d'Etat de la marine de guerre puis au Ministère des Travaux publics et des Transports*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126) (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle et de l'orage dans l'arrondissement d'Agen (Lot-et-Garonne) (I., n° 356; an., S. O. de 1914, p. 2044). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de compléter le paragraphe 2 de l'article 40 de la loi du 10 juin 1896 portant organisation du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, de manière à ne permettre d'accorder le bénéfice de guerre en matière d'avancement au choix, qu'aux marins ayant effectivement participé aux opérations de guerre (I., n° 1301; an., S. de 1915, p. 1043). — Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur les élections : de M. Cloarec par la 1^{re} circonscription de Morlaix [Finistère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 27); de M. Bouiloux-Lafont par la 3^e circonscription de Quimper [Finistère] (p. 27). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de Finances; *Discussion générale*, p. 587, 589). — Prend part à la discussion des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (A., S. de 1915, t. unique, p. 1526, 1527. *Son amendement à l'article 4 du nouveau texte de la Commission*, p. 1591; *retrait* *ibid.*). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la guerre navale et particulièrement la guerre sous-marine (p. 2483). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en comité secret (p. 2540). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la guerre sous-marine et les mesures prises pour la combattre (A., S. de 1917, t. unique, p. 1018). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations sur la guerre sous-marine (p. 1180). — Développe son interpellation y relative (p. 1225; *Demande la*

formation de la Chambre en comité secret, p. 1228; *Son ordre du jour motte*, p. 1410). — Est nommé membre du Comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne (p. 2808).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Marine (marine de guerre)* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9218).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat du Ministère des Travaux publics et des Transports* [Décret du 19 novembre 1918] (J. O., p. 10018). —

Répond à une question relative à la création du port de Paris et à l'approfondissement de la Seine, de Port-à-l'Anglais à Rouen (A., S. de 1918; t. unique, p. 2911). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Utilisation des voies navigables*, p. 3284); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Crise des transports*, p. 3394. *Auxiliaires des ponts et chaussées*, 3398).

— Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur l'aggravation de la crise des transports dans le département du Rhône (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 206). Prend part à la discussion du projet de loi relatif au maintien à titre définitif des travaux publics exécutés pendant la guerre (p. 451); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 484, 549); du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Crise des transports*, p. 1113).

— Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Réquisition du Nord-Sud et du Métropolitain*, p. 1439); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels au budget annexé des chemins de fer de l'Etat (p. 1731). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2096). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2212, 2250 et suiv.; p. 2755 et suiv.; p. 2843 et suiv.; p. 2938, 2982, 3028). — Est entendu sur la fixation de la date d'une interpellation relative à la grève des cheminots du réseau breton (p. 3339). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1919 [Budget des services civils, dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Attelage*

automatique, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4489); du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4562, 4603 et suiv.; 4653 et suiv.); du projet de loi relatif à l'énergie électrique dans les régions libérées (p. 4788). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 316).

CHAIGNE (M. GEORGES), *Député de l'arrondissement de la Réole [Gironde]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1915, t. unique, p. 27). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 600.000 francs, destiné à venir en aide aux agriculteurs de la Réole (Gironde), victimes des intempéries de l'année 1913 (I., n° 124; an., S. O. de 1914, p. 1870). — *Secrétaire d'âge* (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 1; A., S. de 1915, t. unique, p. 1). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 512).

CHAMBRUN (M. le Marquis DE), *Député de l'arrondissement de Marvejols [Lozère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir, sur l'Exercice 1916, un crédit extraordinaire de 1.500.000 francs pour venir en aide aux victimes des orages de grêle qui ont dévasté, le 4 juillet 1916, une partie de l'arrondissement de Marvejols (Lozère) et diverses communes limitrophes des arrondissements voisins (I., n° 2461; an., S. de 1916, p. 1325). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention signée le 1^{er} juillet 1915 entre la Suisse et la France

pour régler les difficultés survenues entre l'Administration du fisc français et la ville de Genève au sujet des droits de mutations litigieux réclamés en France sur la succession mobilière du duc Charles de Brunswick (I., n° 2380; an., S. de 1916, p. 1154). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 521; A., S. de 1915, t. unique, p. 1115; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3183). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 986, 1122; A., S. de 1917, t. unique, p. 184).

CHAMPETIER (M.), *Député de la 2^e circonscription de Privas [Ardèche]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130). = Son avis présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires sur la proposition de loi ayant pour objet d'instituer, au profit des officiers de complément, la retraite sans solde et l'honorariat du grade (I., n° 1967; an., S. de 1916, p. 559). = Son rapport au nom du 11^e Bureau sur l'élection de M. Candace (Gratien) par la 1^{re} circonscription de la Guadeloupe (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 115). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 259, 1318); A., S. de 1917, t. unique, p. 130; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 512; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2721).

CHANAL (M. EUGÈNE) [*Ain*]. — Voir **EUGÈNE CHANAL (M.)**.

CHAPPEDELAINE (M. DE), *Député de la 2^e circonscription de Dinan [Côtes-du-Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des affaires extérieures (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commis-

sion de contrôle des questions et des projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 503). = Sa proposition de résolution tendant à l'organisation d'un concours d'admission à l'école militaire de Saint-Cyr en 1916 (I., n° 1628; an., S. de 1915, p. 1441). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à augmenter, pendant la durée de la guerre, le nombre des membres de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (I., n° 3341; an., S. de 1917, p. 709). — Sa proposition de résolution tendant à la mise en sursis de tous les agriculteurs appartenant aux classes 1890 à 1895 inclusivement (I., n° 3461; an., S. de 1917, p. 885). — Sa proposition de résolution concernant les récompenses et décorations militaires (I., n° 3462; an., S. de 1917, p. 885). — Sa proposition de résolution tendant à la révision de l'article premier de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 (I., n° 3527; an., S. de 1917, p. 980). — Sa proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission d'enquête concernant les décorations et récompenses militaires (I., n° 3563; an., S. de 1917, p. 1008). — Sa proposition de loi tendant au rétablissement des tours (I., n° 3767; an., S. de 1917, p. 2014). — Sa proposition de loi tendant à abaisser d'un an au moins l'âge de la majorité (I., n° 3769 rectifié; an., S. de 1917, p. 1278). — Sa proposition de loi tendant à abaisser à 20 ans l'âge de la capacité électorale (I., n° 3811; an., S. de 1917, p. 1339). — Sa proposition de loi tendant à assimiler tout homme de troupe ayant légalement plusieurs enfants à sa charge aux pères et veufs dont l'affectation est réglée par l'article 2 de la loi du 10 août 1917 (I., n° 3900; an., S. de 1917, p. 1489). — Sa proposition de résolution concernant les militaires dont un frère a été tué à l'ennemi (I., n° 6793; an., S. de 1919, p. 2605). = Son rapport sur le projet de loi complétant et modifiant les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908, relative aux pensions sur la Caisse des invalides de la marine, l'article 5 de la loi de finances du 26 juin 1909 et l'article 38 de la loi de finances du 28 décembre 1908, et destiné à établir le régime des pensions des inspecteurs de la navigation maritime et des officiers et maîtres de port (I., n° 1469; an., S. de 1915, p. 1288). — Son rapport sur le projet de loi rendant applicable aux colonies de

la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion la loi du 30 mars 1916 concernant les actions en divorce et en séparation de corps intéressant les mobilisés (I., n° 2517; an., S. de 1916, p. 1463). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à relever les taux des pensions des préposés de l'inscription maritime, des syndics des gens de mer et des gardes maritimes (I., n° 4877; an., S. de 1918, p. 1778); son rapport supplémentaire (I., n° 5639; an., S. de 1919, p. 478). — Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. René Besnard par la 1^{re} circonscription de Tours [Indre-et-Loire] (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 35). — Prend part à la discussion des projets de résolution concernant les grandes Commissions (p. 196). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à l'organisation d'un concours d'admission à l'école militaire de Saint-Cyr en 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 191). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre (*Sa motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 571 et suiv.; *Son amendement à l'article premier*, p. 729 et suiv.; *le retire*, p. 791; *Amendement de M. Compère-Morel au même article*, p. 736). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'organisation défensive et les moyens de transport, antérieurement à l'attaque de Verdun (p. 1198). — Sa motion tendant à ce que la Chambre se forme en comité secret (p. 1289). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la réorganisation du haut commandement (p. 2508). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de diverses interpellations, en comité secret (p. 2544). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'aviation de l'armée d'Orient (A., S. de 1917, t. unique, p. 698). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la représentation de la France à l'étranger (p. 1176); soulève un incident au sujet de la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1304). — Son addition à l'ordre du jour de M. René Renoult, présenté à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1708, 1745). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la mise en sursis d'appel des cultivateurs appartenant aux classes R. A. T. de 1890 à 1895 (p. 1870); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 1870, 1906).

— Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant l'achat de navires à l'étranger (A., S. de 1917, t. unique, p. 2214); des interpellations, des propositions de résolution et d'une proposition de loi concernant les vieilles classes (p. 2324). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la manière dont il entend concilier les nécessités de la défense nationale avec les intérêts agricoles du pays (p. 2410). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'affaire Paix-Séailles (p. 2947); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 3042). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (*Sa motion préjudicielle*, p. 3148). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les modalités de la réquisition de la flotte française (A., S. de 1918, t. unique, p. 1968); développe cette interpellation (p. 2044). — Intervient dans la discussion d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2487). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la nécessité de faire connaître aux représentants du pays, avant la réunion du Congrès, les principes de la discussion du traité de paix et les applications que le Gouvernement compte en faire (p. 2860). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 2969, 3024, 3030, 3111, 3192, 3220; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 341; *Seconde délibération*, p. 1068, 1079). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la libération des classes et le rétablissement des sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 7); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 10); développe cette interpellation (p. 207). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 1302). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les lenteurs apportées dans la liquidation des pensions (p. 1960). — Adresse au Ministre de la Guerre une question concernant la liquidation des pensions militaires (p. 2024); demande à transformer cette question en interpellation (p. 2026); développe cette interpellation (*Son ordre du jour motivé*, p. 2027). — Demande à interpeller le Gouvernement sur

l'évacuation d'Odessa (p. 2154); développe cette interpellation; (p. 2345, 2385). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3606 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 500, 866; A., S. de 1917, t. unique, 1979; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 283, 1793). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 510; A., S. de 1915, t. unique, p. 456, 1517; A., S. de 1916, t. unique, p. 2085; A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 1683; A., S. de 1918, t. unique, p. 2070; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1811, 2677, 2937).

CHAPSAL (M.), *Directeur du service du ravitaillement pour l'alimentation de la population civile.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ratification du décret relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (A., S. de 1915, t. unique, p. 130); du projet de loi concernant les avances faites ou à faire aux chambres de commerce (p. 350); du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au Ministre du Commerce et de l'Industrie pour procéder à des opérations d'achat et de vente pour le ravitaillement de la population civile (p. 424); de la proposition de loi tendant à donner aux préfets le droit de réquisition des blés pour le ravitaillement civil (p. 534); du projet de loi concernant des achats de blé pour le ravitaillement de la population civile (p. 664); du projet et des propositions de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1628); de la proposition de loi ayant pour objet la taxation du blé (p. 1612); de la proposition de loi tendant : 1° à la réorganisation des services du ravitaillement civil et militaire; 2° au recensement des ressources alimentaires nationales; 3° à l'institution des mesures générales contre la crise de la vie chère (*ibid.*); de la proposition de loi ayant pour objet l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2140); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 668); des projets de loi concernant les crédits

provisaires applicables au deuxième trimestre de 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique p. 1330); du projet de loi relatif au compte spécial du ravitaillement (p. 2097); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3038).

CHAPUIS (M. EDMOND), *Député de l'arrondissement de Lons-le-Saunier [Jura].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Son rapport, au nom du 11° Bureau, sur l'élection de M. Flayelle par l'arrondissement de Remiremont [Vosges] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 91). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1952).

CHARDON (M.), *Chargé des services du personnel et de la comptabilité au Ministère des Travaux publics.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 348); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 3232); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3320); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1239); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2375); du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1919 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2446); des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 2533).

CHARGUÉRAUD (M.), *Directeur des routes et de la navigation.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522); de l'interpellation de MM. Ceccaldi et Marcel Cachin sur la crise des transports (A., S. de 1916, t. unique, p. 612); du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 1972); de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2275); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 348); du projet de loi portant modification de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 2506); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 3232); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3320); du projet de loi relatif au maintien, à titre définitif, des travaux publics exécutés pendant la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 348); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1239); du projet et de la proposition de loi concernant le port de Marseille et l'étang de Berre (p. 2119); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2375); du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1919 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2446); des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 2630).

CHARLES BENOIST (M.), *Député de la 1^{re} circonscription du 6^e arrondissement de Paris [Seine].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de la Commission des programmes électoraux (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5120); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la

Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de loi portant modification aux lois organiques sur l'élection des députés et tendant à établir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle (I., n° 199; an., S. O. de 1914, p. 1922). — Sa proposition de résolution tendant à instituer une commission spéciale pour l'examen des préliminaires et traités de paix avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie (I., n° 6138; an., S. de 1919, p. 1406). — Son rapport sur le projet de loi portant application du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 [Parties II et III. — Frontières d'Allemagne. — Clauses politiques européennes.] (I., n° 6664; an., S. de 1919, p. 388). — Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les élections : de M. Even (Pierre), par la 1^{re} circonscription de Lannion [Côtes-du-Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 21); de M. Sireyjol (Léon), par l'arrondissement de Nontron [Dordogne] (p. 22); de M. Maurice Long, par l'arrondissement de Die [Drôme] (p. 24); de M. Lorient, par l'arrondissement de Pont-Audemer [Eure] (p. 26). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, un projet de résolution tendant à la nomination d'une commission chargée de réunir et de publier les programmes électoraux présentés par les Députés élus le 26 avril et le 10 mai 1914 (p. 119). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution complétant l'article 135 du Règlement de la Chambre [Répartition des places dans la salle des séances] (p. 272). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence, une proposition de loi relative à la représentation proportionnelle (p. 379); développe les motifs de l'urgence (p. 379). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (p. 380); est entendu dans la discussion de ce projet de résolution (p. 380). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à assurer aux blessés des sorties au grand air (A., S. de 1915, t. unique, p. 457, 458). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 933). — Prend part à la discussion

du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1253; *Ses observations concernant le privilège des bouilleurs de cru*, p. 1309 et suiv.; *Son amendement tendant à la suppression du premier paragraphe de l'article 5*, p. 1314 et suiv.). — Intervient dans la discussion des interpellations sur la crise des transports (p. 2335). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour tirer tout le parti possible des ressources intellectuelles et économiques de la France (p. 2488). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en comité secret (p. 2340). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les événements d'Athènes et sur sa politique en Grèce (p. 2630); est entendu sur l'ajournement de la discussion de cette interpellation (p. 2633); la retire (*ibid.*). — Est entendu sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2682 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : des ordres du jour motivés, présentés à la suite du comité secret relatif aux affaires de Grèce (A., S. de 1917, t. unique, p. 172); des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (p. 202); du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits, par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (p. 319 et suiv.). — Demande l'ordre du jour pur et simple à la suite de la discussion des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1332). — Demande à interpellier le Gouvernement « sur les moyens qu'il compte employer pour garder pleinement et librement exercer, sous sa responsabilité, la direction de la politique française » (p. 1346); retire provisoirement cette demande (*ibid.*). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 2381); des interpellations sur les déclarations du Gouvernement et sur sa politique générale (p. 3036). — Prend part à la discussion d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (A., S. de 1918, t. unique, p. 755). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1519, 1593, 1669, 1778, 1837, 1874). — Est entendu sur la demande

de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de la paix (p. 2159). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Instruction publique : *Discussion générale*, p. 2671; *Publications diverses*, p. 2743; *Répartition, dans les bibliothèques, des ouvrages provenant du dépôt légal*, p. 2744). — Demande que la séance soit levée et une autre séance reprise un quart d'heure après pour la nomination de onze membres de la Commission de la paix (p. 2782). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3638); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4367). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 598). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 424; A., S. de 1915, t. unique, p. 1066, 1628; A., S. de 1916, t. unique, p. 815; A., S. de 1917, t. unique, p. 1726, 2408; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4375). — Donne sa démission de Député (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4756).

CHARLES-BERNARD (M.), *Député de la 2^e circonscription du XVIII^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Membre : de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi portant modification de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la Presse (I., n° 115; an., S. O. de 1914, p. 1864). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate concernant la répartition des fonds à provenir de la journée du 20 juin 1915 organisée au profit des orphelins de la guerre (I., n° 1011; an., S. de 1915, p. 580). — Sa proposition de loi tendant à l'augmentation de l'allocation aux familles nombreuses (I., n° 2547; an., S. de de 1916, p. 1486). — Sa proposition de loi tendant à instituer un diplôme spécial aux pro-

parateurs en pharmacie (I., n° 3886; an., S. de 1917, p. 1588). — Sa proposition de résolution concernant le remboursement par l'Allemagne des loyers échus des mobilisés (I., n° 5334; an., S. de 1918, p. 1865). — Sa proposition de résolution tendant à l'ouverture d'une période exceptionnelle de revision des listes électorales (I., n° 6798; an., S. de 1919, p. 2611). = Son rapport sur la proposition de résolution relative à l'organisation du contrôle des maisons d'orthopédie réquisitionnées (I., n° 1284; an., S. de 1915, p. 956). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne (I., n° 1802; an., S. de 1916, p. 192); son rapport supplémentaire (I., n° 1889; an., S. de 1916, p. 307). — Son rapport sur cette proposition de loi, adoptée par la Chambre et modifiée par le Sénat (I., n° 2251; an., S. de 1916, p. 937). = Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (*Discussion générale*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 237). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre étrangère (p. 302). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de finances : *Discussion générale*, p. 587). — Sa disposition additionnelle à un projet de résolution concernant des mesures de grâce à prendre envers certains citoyens (n. 824); est entendu sur cette disposition (p. 824). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917 (A., S. de 1915, t. unique, p. 473). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'État de la Guerre (p. 1285). — Donne lecture de son rapport sur une proposition de résolution relative à l'organisation du contrôle des maisons d'orthopédie réquisitionnées (p. 1408). — Est entendu dans la discussion : des interpellations sur la constitution du Cabinet, la censure et les déclarations du Gouvernement (p. 1508); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Discussion générale*, p. 1714). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant : ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat de l'Aéronautique militaire; ouverture et annulation de crédits pour la nomination de Ministres d'État et la suppression

de Sous-Secrétaires d'État (p. 1777). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 84). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'une interpellation concernant la venue de zeppelins sur Paris dans les soirées des 29 et 30 janvier 1916 (p. 148). — Soulève un incident à propos d'une demande d'interpellation (p. 1030). — Demande à interpellier le Gouvernement sur certaines mesures prises par la censure (p. 1051); est entendu sur la fixation de la date de cette interpellation (p. 1061, 1068, 1090). — Est entendu sur l'ensemble de l'ordre du jour motivé présenté par M. Sibille comme sanction à la discussion de certaines interpellations en comité secret (p. 1296). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses (p. 1418). — Est entendu pour un fait personnel (p. 1458). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet d'engagements militaires frauduleux révélés à l'occasion de l'arrestation du sieur Rochette (p. 2078); est entendu sur la fixation de la date de cette interpellation (*ibid.*); demande la discussion de cette interpellation (p. 2210). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2242). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre pour rappeler à certains officiers, le respect dû aux représentants du pays (p. 2433); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer la liberté de la Presse (p. 2525). — Explique son vote sur l'ensemble de l'ordre du jour motivé présenté par M. Babaud-Lacroze à la suite de la discussion de diverses interpellations en comité secret (p. 2548). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement relatif à la censure*, p. 2663; *le retire*, p. 2665; *Son amendement tendant à l'établissement d'une taxe sur les distinctions honorifiques ou décorations obtenues au titre civil*, p. 2731; *Spécialités pharmaceutiques*, p. 2779). — Est entendu : dans la discussion des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917; t. unique, p. 205) du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformes (*Son amendement concernant les*

hommes devant être exemptés de la visite, p. 254; *Amendement relatif à la date d'application de la loi*, p. 293); sur la fixation de la date de la discussion de son interpellation concernant les engagements militaires frauduleux révélés à l'occasion de l'arrestation du sieur Rochette (p. 434). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'organisation des services de la prothèse orthopédique (p. 672). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 783); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Allocations aux femmes de mobilisés*, p. 1441); de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2096); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2304). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la façon dont les appareils prothétiques sont délivrés aux mutilés de guerre (p. 2647). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2487; *Bénéfices réalisés pendant la guerre par la maison Gnome et Rhône*, p. 2536). — Est entendu pour un fait personnel (p. 2547); — Est entendu dans la discussion : d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha (p. 2699); de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2748); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (A., S. de 1917; t. unique, p. 3120. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi. *Amendement de M. Chassaing au paragraphe premier de l'article 28*, A., S. de 1918, t. unique, p. 205; *Article nouveau de M. Pressemant concernant le tarif des honoraires et des médicaments pour les réformés inscrits à l'assistance médicale gratuite*, p. 239). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Ses observations concernant la rareté du tabac*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3519); du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés

rendus pour le ravitaillement national (p. 3817). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 178). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Légion d'honneur. Amendement tendant à réduire le supplément à la dotation*, A., S. de 1918, t. unique, p. 660). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 664); dans la discussion d'une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Turmel] (p. 1699); pour un fait personnel (p. 1701). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2487); d'interpellations sur la libération des vieilles classes (p. 2779); d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2829). — Son opposition au vote, sans débat, d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 12 du règlement de la Chambre des Députés (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 429). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 621); des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 739). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur le consortium des métaux et la démobilisation des usines (p. 823). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1586); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Instruction publique. Discussion générale*, p. 2671). — Est entendu dans la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels, au titre civil, au cours de la guerre (p. 3355). — Est entendu pour un fait personnel (p. 4640). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1560; A., S. de 1916, t. unique, p. 2883; A., S. de 1918, t. unique, p. 1220, 1242, 2932). — Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2267).

CHARLES LÉBOUCQ (M.), *Député de la 1^{re} circonscription du 15^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies

de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 1262); de la Commission de la réorganisation économique (p. 2236); de la Commission des douanes (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission de la législation civile (p. 3130); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919 t. unique, p. 948). = Sa proposition de loi ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique un ensemble de travaux destinés à protéger Paris contre le retour des inondations (I., n° 734; an., S. de 1915, p. 263). — Sa proposition de loi tendant au vote d'un crédit de 1 million de francs pour la part contributive de l'État dans l'établissement d'un avant-projet relatif à l'approfondissement de la Seine entre Port-à-l'Anglais et Rouen (I., n° 2819; an., S. de 1916, p. 1813). — Sa proposition de loi tendant à attribuer au combattant une indemnité de sortie de campagne (I., n° 3302; an., S. de 1917, p. 688). — Sa proposition de loi tendant à permettre au sous-traitant dont le marché est postérieur au 1^{er} août 1914 de bénéficier de dispositions analogues à celles qui ont été prévues par la loi du 23 janvier 1918 (I., n° 4299; an., S. de 1918, p. 163). — Sa proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 et de la loi du 24 mars 1918, organisant une taxe sur le luxe (I., n° 4645; an., S. de 1918, p. 572). — Sa proposition de résolution invitant le Ministre de la Guerre à faire procéder, dès maintenant, au recensement des représentants de commerce professionnels parlant couramment des langues étrangères, actuellement présents aux armées (I., n° 4995; an., S. de 1918, p. 1134). — Sa proposition de loi tendant à remplacer la taxe dite « de luxe », instituée par les lois du 31 décembre 1917 et du 24 mars 1918, par une taxe de guerre portant sur toutes les recettes commerciales, industrielles et agricoles, à l'exclusion de celles se rapportant à la fabrication et à la vente du pain (I., n° 5040; an., S. de 1918, p. 1242). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire assurer à tous les prisonniers de guerre français le moyen de faire connaître immédiatement à leur famille le lieu de leur internement (I., n° 5227; an., S. de 1918, p. 1820). — Sa proposition de loi tendant à déclarer libérés : 1° à l'expiration du délai d'armistice, les officiers, sous-officiers et soldats

qui, dégagés de toute obligation militaire, se sont engagés pour la durée de la guerre; 2° en même temps que leur classe d'engagement, les officiers, sous-officiers et soldats engagés volontaires avant l'appel de leur classe d'âge (I., n° 5340; an., S. de 1918, p. 1946). — Sa proposition de loi tendant à supprimer la taxe dite « de luxe » instituée par les lois du 31 décembre 1917 et du 24 mars 1918 et à la remplacer par une taxe nationale portant sur les recettes commerciales et industrielles, à l'exclusion de celles se rapportant à la fabrication et à la vente du pain (I., n° 5527; an., S. de 1919, p. 1272). — Sa proposition de loi tendant à accorder aux mobilisés, commerçants ou non commerçants, pour le paiement des intérêts des engagements contractés par eux avant le 1^{er} août 1914, des délais s'ajoutant à ceux dont ils bénéficieront au moment de la cessation des hostilités (I., n° 5752; an., S. de 1919, p. 875). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Ministre des Finances à inscrire dans le projet de douzièmes provisoires pour le deuxième trimestre de 1919 l'abrogation des articles 27 et 28 de la loi du 31 décembre 1917 instituant une taxe dite « de luxe » (I., n° 5837; an., S. de 1919, p. 953). — Sa proposition de loi tendant à exonérer de la contribution sur les bénéfices de guerre, prévue par la loi du 1^{er} juillet 1916, les bonis de liquidation qui seront réemployés avant l'expiration du douzième mois qui suivra la cessation des hostilités (I., n° 6057; an., S. de 1919, p. 1301). — Sa proposition de loi tendant à attribuer un insigne spécial aux combattants volontaires de la grande guerre (I., n° 6488; an., S. de 1919, p. 2082). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à acquérir, comme propriété publique, le bois de Crépy-en-Laonnois, d'où les berthas tirèrent sur Paris (I., n° 6945; an., S. de 1919, p. 2881). — Sa proposition de loi tendant à accorder un insigne spécial aux combattants volontaires de la guerre (I., n° 7006; an., S. de 1919, p. 2937). — Sa proposition de loi tendant à établir la semaine anglaise dans les écoles et lycées en reportant au samedi le congé du jeudi (I., n° 7001; an., S. de 1919, p. 2936). = Son rapport sur la proposition de résolution concernant l'utilisation immédiate du canal du Midi (I., n° 4932; an., S. de 1918, p. 1048). — Son rapport sur le projet de loi portant modification de la loi du 28 décembre

1888 sur l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (I., n° 5099 ; an., S. de 1918, p. 1564). — Son rapport sur le projet de loi concernant les mesures à prendre et les dépenses à engager pour assurer le rétablissement des voies ferrées dans leur situation d'avant-guerre (I., n° 5467 ; an., S. de 1918, p. 2158). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour le raccordement par voie ferrée de l'entrepôt général de Bercy avec la gare de Bercy-Rapée (I., n° 5799 ; an., S. de 1919, p. 921). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de faciliter la création d'associations d'obligataires dans les sociétés par actions (I., n° 6358 ; an., S. de 1919, p. 1962). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la date de la cessation des hostilités (I., n° 7242 ; an., S. de 1919, p. 3191). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. de La Porte par la 2^e circonscription de Niort [Deux-Sèvres] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 83). — Est élu membre du Comité consultatif des assurances sur la vie et des entreprises de capitalisation (p. 626). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour obtenir une meilleure utilisation de nos ressources nationales (A., S. de 1916, t. unique, p. 2508). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la circulation des bateaux sur la basse Seine (A., S. de 1917, t. unique, p. 163) ; développe cette interpellation (p. 187 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le décret relatif aux prohibitions d'importation (p. 923) ; développe cette interpellation (p. 1112). — Est entendu sur la transformation en interpellation d'une question relative au décret du 22 mars 1917 prohibant l'importation de toutes les marchandises d'origine ou de provenance étrangère (p. 1028). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'organisation du ravitaillement en charbon (p. 1176) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1194) ; développe cette interpellation (p. 1293 et suiv. ; *Son ordre du jour motivé*, p. 1331). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2001). — Est

entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif à l'exploitation des chemins de fer en temps de guerre (p. 2630). — Parle dans la discussion d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2826). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2872). — Adresse au Ministre des Travaux publics une question relative à la création du port de Paris et à l'approfondissement de la Seine de Port-à-l'Anglais à Rouen (p. 2910). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant-guerre (p. 3410 et suiv., 3438 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la protection de Paris contre les inondations (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 7). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 714, 718, 739, 873, 959, 986, 1012). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant la taxe sur le luxe*, p. 1376) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1494). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les raisons qui font maintenir la taxe dite « de luxe » supprimée par la Chambre le 29 mars 1919 et rétablie le 31 mars sous la condition qu'une autre taxe lui serait substituée sans délai (p. 3538) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 3538, 3590). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés ; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4424). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la date la cessation des hostilités (p. 4804). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 4809). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 350 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1388 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 885 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 424 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 1808 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 2832 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 280, 1870, 2449).

CHARLES MEUNIER (M.), *Député de la 2^e circonscription de Saint-Brieuc [Côtes-du-Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'armée (A., S. de 1918, t. unique, p. 2706). = Son rapport sur la proposition de résolution tendant à accorder une prime de 500.000 francs à l'équipage de tout navire qui, attaqué par un sous-marin, l'aura détruit (L., n° 3022; an., S. de 1917, p. 159). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier les lois du 5 novembre 1909 et du 21 novembre 1914 relatives au corps des ingénieurs de l'artillerie navale (L., n° 4260; an., S. de 1918, p. 125). — Son rapport sur le projet de loi portant organisation du corps du commissariat de la marine (L., n° 4717; an., S. de 1918, p. 742). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à accorder aux mobilisés des armées de mer les mêmes avantages pour la démobilisation qu'aux mobilisés des armées de terre (L., n° 5751; an., S. de 1919, p. 875). = Demande à interpeller le Gouvernement sur la nécessité d'abroger le décret du 2 décembre 1915 et de rattacher au Ministère de la Guerre, le corps expéditionnaire d'Orient (A., S. de 1916, t. unique, p. 2461) — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (A., S. de 1917, t. unique, p. 677); des interpellations sur le ravitaillement (p. 1308 et suiv.); des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1366). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'organisation des services de la défense maritime dans le secteur Ouest (p. 2147); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2184). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur les dispositions à prendre pour remédier à l'état de la marine marchande pendant et après la guerre et les modalités de la réquisition de la flotte française (A., S. de 1918, t. unique, p. 2057). — Prend part à la discussion d'interpellations sur les récents événements de la Russie et de la mer Noire (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2340). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 653; A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 922; A., S. de 1915, t. unique, p. 1836). = Obtient des congés (A.,

S. de 1915, t. unique, p. 23, 302, 1372; A., S. de 1916, t. unique, p. 1826; A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 2483, 2815; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3381).

CHARLES PÉRONNET (M.), *Député de l'arrondissement de Gannat [Allier]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, p. 2026); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur : M. Malvy (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 94559); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 2.000.000 fr. pour venir en aide aux agriculteurs et viticulteurs des arrondissements de Gannat et de La Palisse (Allier), victimes du cyclone du 14 juillet 1917 (L., n° 3735; an., S. de 1917, p. 1164). = Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne faire aucune nomination dans l'Ordre national de la Légion d'honneur, au titre militaire, en dehors de la zone des armées (L., n° 914; an., S. O. de 1915, p. 414). — Son avis, présenté, au nom de la Commission de l'armée, sur : 1^o le projet de loi sur la vente et la répartition des charbons; 2^o la proposition de loi sur la taxation du charbon (L., n° 1607; an., S. de 1915, p. 1422). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant l'augmentation de la ration de vin des troupes, dans la zone des armées (L., n° 2332; an., S. de 1916, p. 1083). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Affaires Regagnon. — Litiges en matières de réquisition] (L., n° 3263; an., S. de 1917, p. 613). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Contrats de mouture du camp retranché de Paris] (L., n° 3264; an., S. de 1917, p. 615). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant la surveillance et le contrôle de l'alimentation et du ravitaillement des troupes en campagne (L., n° 3719; an., S. de 1917, p. 1164). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à une nou-

velle augmentation de la ration de vin des troupes dans la zone des armées (I., n° 4742; an., S. de 1918, p. 652). — Est entendu comme *Rapporteur* sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à inviter le Gouvernement à ne faire aucune nomination dans l'Ordre de la Légion d'honneur en dehors de la zone des armées (A., S. de 1915, t. unique, p. 850). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (p. 1983). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission de l'armée*, dans la discussion d'une proposition de résolution tendant à élever à 50 centilitres la ration de vin des militaires dans la zone des armées (A., S. de 1918, t. unique, p. 1684 et suiv.). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1870, 2555).

CHARMEIL (M.), *Directeur du personnel des expositions et des transports au Ministère du Commerce.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi relatif à la participation de la France à l'exposition universelle et internationale de San Francisco en 1915 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 434); du projet de loi fixant les conditions d'application du décret du 27 septembre 1914 relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, aux brevets d'invention intéressant les ressortissants de ces deux pays (A., S. de 1915, t. unique, p. 197); du projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet de compléter la loi du 8 août 1913 relative au warrant hôtelier (*ibid.*); de la proposition de loi relative : 1° à la fixation de la prorogation de l'échéance des effets de commerce souscrits avant le 2 août 1914; 2° la création de chèques spéciaux pour favoriser le crédit commercial et industriel (p. 394); de la proposition de loi tendant à réprimer l'usurpation de la qualification de « Français » par des individus, des sociétés ou des produits étrangers (p. 637); du projet de loi tendant à modifier l'article 8, paragraphe premier, de la loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles (p. 1532); de la proposition de résolution tendant à excepter du moratorium les débiteurs étrangers (p. 1628); des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (A., S. de 1916, t. unique,

p. 38); de la proposition de loi relative aux marchés conclus avant la guerre (p. 1377); du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (p. 1873); du projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce de crédits pour procéder à des opérations d'achat et de cession en vue de la reconstitution industrielle des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 1430); du projet de loi relatif aux réquisitions civiles (p. 1810); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. de 1918, t. unique, p. 3244); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*ibid.*); du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 [Répression de la spéculation] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 387); de propositions de loi relatives à la propriété commerciale (p. 626); du projet de loi relatif à l'Office national du commerce extérieur, aux attachés et agents commerciaux (p. 1718); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2557); du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 100 millions de francs en faveur des petits commerçants démobilisés. (p. 2955); prend part à cette discussion (p. 3069). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (p. 3038).

CHARPENTIER (M.), *Député de l'arrondissement de Sedan [Ardennes].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 26 de la loi du 9 juin 1853 sur les retraites des fonctionnaires civils (I., n° 1100; an., S. O. de 1915, p. 739). — Sa proposition de loi concernant les causes de déchéance relatives aux brevets d'invention (I., n° 1321; an., S. de 1915, p. 1017). — Sa proposition de loi ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'im-

possibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil se trouvant en territoire occupé par l'ennemi (I., n° 1565; an., S. de 1915, p. 1389). — Sa proposition de loi concernant la suppression, pendant un certain temps, des dispositions des articles 2277 et 2279 du Code civil (I., n° 1998; an., S. de 1916, p. 589). — Sa proposition de loi ayant pour objet, à la cessation des hostilités, de verser aux ayants droit restés en pays envahis, les allocations militaires impayées (I., n° 2008; an., S. de 1916, p. 596). — Sa proposition de résolution ayant pour objet de payer les coupons échus des rentes sur l'État français au porteur aux détenteurs des duplicata délivrés par la Dette inscrite (I., n° 2138; an., S. de 1916, p. 625). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, fixant les conditions et délais impartis, pour le paiement des sommes leur revenant, aux bénéficiaires des allocations militaires évacués des régions envahies (I., n° 2307; an., S. de 1916, p. 1070). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à autoriser le cumul des allocations d'Etat aux réfugiés avec les secours de l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables (I., n° 2476; an., S. de 1916, p. 1427). — Sa proposition de loi substituant l'Etat aux communes envahies par l'ennemi pour le paiement de certaines dettes (I., n° 2661; an., S. de 1916, p. 1627). — Sa proposition de résolution ayant pour objet la démétallisation des immeubles dans les régions où des combats ont eu lieu (I., n° 2890; an., S. de 1917, p. 32). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à une application plus libérale, à l'égard des familles nombreuses dont le soutien est sous les drapeaux, de l'assistance instituée par la loi du 14 juillet 1913 (I., n° 3768; an., S. de 1917, p. 1319). — Sa proposition de loi tendant à l'établissement d'un impôt sur le chauffage central (I., n° 4307; an., S. de 1918, p. 169). — Sa proposition de résolution concernant les intérêts des valeurs amorties depuis le début de la guerre (I., n° 5137; an., S. de 1918, p. 1736). — Sa proposition de loi sur l'imposition d'une taxe spéciale d'hébergement aux propriétaires d'immeubles, hôteliers, tenanciers de garnis, etc., logeant, même pour une courte durée, des sujets originaires des pays non alliés ou ayant participé aux hostilités contre la France (I., n° 5646; an., S. de 1919, p. 486). —

Sa proposition de résolution ayant pour objet de simplifier les formalités d'exhumation et de transport de la dépouille mortelle des prisonniers civils et otages décédés, en pays occupés, dans des lazarets dirigés par l'ennemi (I., n° 5679; an., S. de 1919, p. 718). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi de réciprocité entre la Belgique, le Luxembourg et la France (I., n° 6780; an., S. de 1919, p. 2599). — Sa proposition de loi ayant pour objet : 1° d'exonérer les habitants des régions libérées du paiement des sommes dues au titre du ravitaillement remboursable; 2° le remboursement aux intéressés qui le demanderont des sommes versées pour le ravitaillement dont ils ont bénéficié pendant l'occupation (I., n° 6802; an., S. de 1919, p. 2612). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi relative à la création d'un Office national des réfugiés et des prisonniers de guerre (I., n° 1656; an., S. de 1916, p. 13). — Son rapport sur le projet de loi sur le placement des fonds appartenant aux caisses de retraites ouvrières situées en pays envahis (I., n° 2440; an., S. de 1916, p. 1310). — Son rapport sur la proposition de loi concernant les allocations militaires des familles des régions libérées (I., n° 6903; an., S. de 1919, p. 2712). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à maintenir à la disposition du Ministre de la Guerre les hommes de la classe 1888 (A., S. de 1915, t. unique, p. 1373 et suiv.). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Dispositions générales : *Son article additionnel*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1031; *le retire*, p. 1632; *Son amendement à l'article 22 réservé*, p. 1041; *le retire* *ibid.*). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Suppression de la prime accordée aux soldats des régions envahies*, p. 1351); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Réduction des taxes sur les boissons hygiéniques*, p. 2755). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur les réparations des dommages causés par les faits de la guerre (*Son article additionnel*, A., S. de 1917, t. unique, p. 96; *le retire*, *ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires appli-

cables au deuxième trimestre de 1917 (*Son amendement concernant certaines dettes contractées par les communes*, p. 839; *le retire*, *ibid.*). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1784). — Est entendu dans la discussion : de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2747) d'interpellations relatives aux rapatriés et réfugiés des régions envahies (p. 3410). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, sur les modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 351, 501). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Caisse nationale d'épargne. *Augmentation du taux de l'intérêt servi aux déposants*, p. 804; Loi de Finances. *Taxe sur les bières*, p. 1159); du projet de loi relatif au recensement, à la révision et à l'appel de la classe 1920 (*Sa disposition additionnelle à l'article 5*, p. 2024; *la retire*, *ibid.*); des interpellations sur l'interprétation du statut aux réfugiés (p. 2330). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 188 et suiv., 250, 306). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 4664). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 857); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2459); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3346); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4274). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2627; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2627, 3397). — Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 2587; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 571).

CHASSAING (M.), *Député de l'arrondissement d'Ambert [Puy-de-Dôme]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914,

t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 303). — Sa proposition de loi tendant à l'établissement d'un barème, revisable tous les cinq ans, pour l'attribution des subventions aux syndicats d'élevage (I., n° 294; an., S. O. de 1914, p. 2018). — Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 5 août 1914 concernant les allocations aux familles dont le soutien serait appelé sous les drapeaux (I., n° 565; an., S. de 1915, p. 80). — Sa proposition de loi tendant à étendre aux ouvrières en atelier les dispositions de la loi du 10 juillet 1915 sur le minimum de salaire pour les ouvrières des industries du vêtement (I., n° 3485; an., S. de 1917, p. 893). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1717 du Code civil pour faciliter le logement des réfugiés, des rapatriés et de tous ceux qu'un fait de guerre prive momentanément de leur foyer (I., n° 4653; an., S. de 1918, p. 610). — Sa proposition de résolution concernant la démobilisation des officiers de complément (I., n° 5481; an., S. de 1918, p. 2159). — Sa proposition de résolution concernant la recherche et l'organisation rationnelle de champs d'aviation sur l'ensemble du territoire (I., n° 5717; an., S. de 1919, p. 827). — Sa proposition de loi tendant à élever de 3.000 francs à 5.000 francs le maximum des livrets des caisses d'épargne (I., n° 6473; an., S. de 1919, p. 2071). — Sa proposition de loi tendant à substituer à l'école maternelle créée par la loi du 30 octobre 1886 le foyer maternel (I., n° 6570; an., S. de 1919, p. 2254). — Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur les élections : de M. Lafferre, par la 1^{re} circonscription de Béziers [Hérault] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 32); de M. Barthe, par la 2^e circonscription de Béziers [Hérault] (p. 32); de M. Masse (Pierre), par l'arrondissement de Lodève (p. 32). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Agriculture : *Encouragements à l'agriculture*, p. 551); de ce projet de loi, modifié une troisième fois par le Sénat (Agriculture : *Subventions allouées aux syndicats d'élevage*, p. 880). — Est élu membre de la Commission supérieure des Caisses d'épargne (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 559). — Prend part à la discussion d'une proposition de

loi tendant à avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 941). — Prend part à la discussion du projet de loi sur l'organisation du repos du samedi pour les ouvrières du vêtement (*Son amendement à l'article premier*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1268; *Son amendement à l'article 2*, p. 1271). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Exonérations et délais; *Ses amendements à l'article 14*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1629 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Art. 12, relatif à la veuve qui se remarie*, p. 3723; Titre III. Droits des ascendants : *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 20 de l'article 18*, p. 3762; *Son amendement à l'article 18*, A., S. de 1918, t. unique, p. 62; *Amendement tendant à la suppression du paragraphe 3 de la nouvelle rédaction de cet article*, p. 85; Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Son amendement relatif au paragraphe premier de l'article 28*, p. 201; *Disposition additionnelle de M. Cadot*, p. 211; *Article nouveau concernant les infirmières militaires et bénévoles*, p. 214, 230); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3029, 3191, 3233 et suiv.); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 327, 588, 601, 665, 674, 855, 888, 908; *Seconde délibération*, p. 1068, 1078). — Est entendu dans la discussion du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (A., S. de 1917, t. unique, p. 3817). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi relatif aux avances à faire aux Gouvernements alliés ou amis (A., S. de 1918, t. unique, p. 224); de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 552, 563, 632); d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 750); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Postes et télégraphes : *Concours de l'Ecole supérieure des postes*, p. 771; Caisse nationale d'épargne : *Augmentation de l'intérêt à servir aux déposants*, p. 804; Finances : *Gérance des perceptions de province*, p. 807; *Receveurs d'enregistrement de province*, p. 808;

Beaux-Arts : *Situation des théâtres en cas d'alerte et modification de l'horaire des spectacles*, p. 821; Loi de finances : *Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, p. 1155; *Impôt sur les transports par chemins de fer*, p. 1175). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (*Son amendement*, p. 1053); du projet de loi concernant l'exportation des capitaux et l'importation des titres (p. 1091). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le décret du 27 mars 1918 relatif aux indemnités de cherté de vie allouées aux fonctionnaires et agents civils de l'Etat (p. 1110). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés (p. 1243); du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (*Son amendement*, p. 1297); des crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Démobilisation des médecins R. A. T.*, p. 3367); d'une interpellation sur le décret et l'instruction relatifs à l'application du pécule aux familles des combattants morts pour la patrie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 658); d'une proposition de loi tendant à instituer des sanatoriums pour le traitement de la tuberculose pulmonaire (p. 900); du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1130, 1213). — Est entendu dans la discussion d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de 8 heures (p. 1831, 1841). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2220, 2256, 2758 et suiv., 2843 et suiv., 2939, 2944, 2980 et suiv.); d'interpellations concernant l'application de la loi des pensions (p. 2508); du projet de loi tendant à fixer à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes employées sur un navire affecté à la navigation maritime (p. 2554). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires du 2^e semestre de 1919 (*Prime d'habillement accordée aux démobilisés*, p. 2581); d'une proposition de loi relative aux locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2692); du projet de loi concernant les fêtes de la victoire (p. 2715); du projet de loi portant ouverture de crédits en faveur des petits commerçants, arti-

sans démobilisés (p. 3067); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3086 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat, (p. 4181); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture (p. 3934, 3946); du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4607). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 350; A., S. de 1916, t. unique, p. 1330, 2650; A., S. de 1917, t. unique, p. 854, 1796; A., S. de 1918, t. unique, p. 269, 1381, 2355; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 953).

CHAULET (M. GEORGES), *Député de la 1^{re} circonscription de Dax [Landes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Sa proposition de loi ayant pour objet de venir en aide aux populations rurales des arrondissements de Dax et de Saint-Sever [Landes] victimes de la grêle (I., n° 6738; an., S. de 1919, p. 2517). = Son rapport ayant pour objet de modifier le rapport de la précédente législature, repris le 12 mars 1915, sur la proposition de loi de M. Joseph Denais et plusieurs de ses collègues, tendant à réprimer l'usurpation de la qualification de « français » par des individus, des sociétés ou des produits étrangers (I., n° 846; an., S. de 1915, p. 339). = Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Paul Deschanel par l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou [Eure-et-Loir] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 27). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant le battage des grains (A., S. de 1915, t. unique, p. 1213). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant l'attri-

bution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (A., S. de 1916, t. unique, p. 2239); de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2499). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant le ravitaillement du pays (A., S. de 1917, t. unique, p. 2626). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Agriculture : *Déboisement des forêts des Landes de Gascogne*, A., S. de 1918, t. unique, p. 685); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1323, 1337, 2087). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 169); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 509); d'interpellations relatives à l'application de la loi des pensions (p. 2505, 2704 et suiv.); d'un projet de loi portant ouverture de crédits en faveur des petits commerçants, artisans démobilisés (p. 3064); d'une interpellation sur la vie chère (p. 3128). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2756, 3127; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4173). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 790, 1736; A., S. de 1917, t. unique, p. 3557; A., S. de 1918, t. unique, p. 2505; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 338).

CHAULIN-SERVINIÈRE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Mayenne [Mayenne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 120). = Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique, p. 917); de la Commission de la réorganisation économique (p. 2236); de la Commission de la législation fiscale (p. 3071). = Sa proposition de résolution tendant à accorder aux engagés volontaires pendant la durée de la guerre et appartenant à des classes non mobilisées ou à des catégories non appelées, le droit de résilier leur engagement (I., n° 3528; an., S. de 1917, p. 980). — Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (I,

n° 6833 ; an., S. de 1919, p. 2640). — Sa proposition de loi portant ouverture d'un crédit de 6 millions de francs en faveur des petits commerçants, des petits industriels, des petits fabricants et artisans démobilisés résidant aux colonies (I., n° 7235 ; an., S. de 1919, p. 3187). = Son rapport sur le projet de loi concernant le relèvement de l'impôt sur la chicorée (I., n° 4298 ; an., S. de 1918, p. 162). = Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des engagés volontaires appartenant à des classes non mobilisées ou à des catégories non appelées ou mises en sursis (A., S. de 1917, t. unique, p. 2036). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique générale (p. 2410) ; développe cette interpellation (p. 2411 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 2439 ; *le retire*, p. 2444). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Droit de consommation sur la chicorée et autres succédanés du café*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1162). — Prend part à la discussion : de propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 990) ; du projet de loi relatif à la date de la cessation des hostilités (p. 4383) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 4804) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les petits commerçants, industriels, fabricants et artisans démobilisés (p. 4791) ; du projet de loi fixant la date de cessation des hostilités (p. 4823). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 887 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1254 ; 3611 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 418, 2864, 3187 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1237, 2517, 2993, 3223). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 394, 1464, 1517, 1532 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 17, 866, 1330, 2694 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 250, 1193, 3102, 3851 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 169, 898 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1418, 1533, 3265, 4343, 4599).

CHAUMEIL (M.), *Directeur du personnel, des expositions et des transports au Ministère du Commerce.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 730).

CHAUMET (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Bordeaux [Gironde], Ministre de la Marine.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de la marine marchande (A., S. de 1915, t. unique, p. 27 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 3130) ; de la Commission de la marine de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 126). = Sa proposition de loi tendant à instituer, pour la durée de la guerre, un régime spécial de l'industrie des transports maritimes (I., n° 1813 ; an., S. de 1916, p. 206). — Sa proposition de loi tendant à organiser le corps des officiers de réserve de la marine (I., n° 4055 ; an., S. de 1917, p. 2162). — Sa proposition de loi concernant l'attribution de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement au personnel de la marine marchande (I., n° 4060 ; an., S. de 1917, p. 1950). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer leur place légitime, dans le défilé de la Victoire, aux généraux qui ont remporté la première victoire de la Marne (I., n° 6491 ; an., S. de 1919, p. 2085). — Sa proposition de résolution concernant la création d'un organisme juridique international (I., n° 7029 ; an., S. de 1919, p. 2959). = Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (*Son amendement au premier paragraphe de l'article premier*, A., S. de 1915, t. unique, p. 133, 134 ; *Reprend le texte de la Commission du budget concernant les indemnités*, p. 140 ; *le retire*, p. 141). — Adresse au Président du Conseil une question relative à l'ordre du jour adopté à Londres par le congrès des socialistes des nations alliées (p. 152, 153). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 250). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat de la Marine marchande (p. 598 et suiv.). — Intervient dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (p. 1150 ; *Son sous-amendement concernant les marchés passés en France ayant acquis date certaine avant le 5 août 1915*, p. 1175 et suiv.). — Prend part à la discussion : de l'interpellation sur la politique de défense na-

tionale du Gouvernement (A., S. de 1915, t. unique, p. 1428 et suiv.); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant le décret du 2 décembre relatif au haut commandement (p. 1788, 1789). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 91). — Intervient, en qualité de *Président de la Commission de la marine de guerre*, dans la discussion d'une interpellation sur les réquisitions des bateaux de la marine marchande (p. 487). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à la réunion d'une conférence économique interparlementaire (p. 1071 et suiv.); dans la discussion d'une proposition de résolution tendant à réquisitionner la totalité de la flotte marchande française (p. 1432 et suiv.; *Sa proposition de résolution*, p. 1448 et suiv.). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Contre-projet de M. Briquet*, p. 1549; *Ses observations sur l'article 5 relatif à la nomination des délégués*, p. 1599; *Seconde délibération*; *Son contre-projet*, p. 1647 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'amélioration et le développement de l'outillage national (p. 1692). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'organisation et la conduite de l'expédition d'Orient (p. 2466). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2543 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : des ordres du jour motivés présentés à la suite du Comité secret relatif aux affaires de Grèce (A., S. de 1917, t. unique, p. 173); du projet de loi et de la proposition concernant la réforme du régime des entrepôts (*Discussion générale*, p. 402, 899 et suiv.; *Son contre-projet*, p. 923; *en demande le renvoi à la Commission du commerce*, p. 928 et suiv.); du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 686); des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1409).

Est nommé *Ministre de la Marine* [Décret du 10 août 1917] (J. O., p. 6275).

Est nommé *Ministre de la Marine* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7229). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 2438). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion

d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2816). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (p. 2819).

En qualité de *Député* : est entendu sur le projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement relatif aux bénéfices de guerre*, p. 3521; *Taxe relative aux établissements de luxe ou de premier ordre*, p. 3648). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le régime administratif des ports maritimes (A., S. de 1918, t. unique, p. 946). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur l'organisation des consortiums (p. 1666). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à fixer à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes employées sur un navire affecté à la navigation maritime (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2550); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 2662). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 3276 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4417). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 699). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1826; A., S. de 1918, t. unique, p. 269, 2208; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2355).

CHAUMIÉ (M. JACQUES), *Député de l'arrondissement de Marmande* [Lot-et-Garonne].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites

contre deux membres de la Chambre : MM. Cailiaux et Loustalot (F., n° 378; J. O. de 1917, p. 10179). = Son rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention sur l'éducation des Serbes en France, signée à Corfou le 9 novembre 1916, entre la France et la Serbie (L., n° 3220; an., S. de 1917, p. 437). = Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique (A., S. de 1917, t. unique, p. 773); développe cette interpellation p. 776). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le personnel et l'action diplomatique (p. 2780). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 299; A., S. de 1916, t. unique, p. 1080; A., S. de 1917, t. unique, p. 36, 184, 1092, 1706, 2917, 3127, 3688; A., S. de 1918, t. unique, p. 1242, 1968, 2147, 3021; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957).

CHAUTEMPS (M. ALPHONSE), *Député de l'arrondissement de Loches [Indre-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Son rapport sur une pétition (A., S. de 1916, t. unique, p. 1852). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1306; A., S. de 1917, t. unique, p. 130, 769; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 6, 2023).

CHAUTEMPS (M. ÉMILE), *Sénateur, Ministre de la Marine*.

Est nommé *Ministre de la Marine* [Décret du 9 juin 1914] (J. O., p. 5110).

CHAUVY (M.), *Chargé par intérim des fonctions de Sous-Directeur à la direction générale de la comptabilité publique*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la

guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 1174); du projet de loi relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 1175); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils (p. 3311); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3633); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3820); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au premier trimestre de 1918 (*ibid.*). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : des propositions de résolution et propositions de loi concernant les blessés et mutilés de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 260); du projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du Budget général et au titre des budgets annexes de l'Exercice 1917 (p. 418); des propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 467); de la proposition de loi ayant pour objet de créer, au Ministère de l'Agriculture, un Office central des produits chimiques agricoles (p. 530); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande : chap. 6, 8 et 28 *ter*] (*ibid.*); du projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de traitement des personnels civils de l'État et les suppléments temporaires de solde des officiers subalternes et des sous-officiers à solde mensuelle et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 (p. 668); du projet de loi concernant les crédits provisoires du deuxième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*ibid.*); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 880); du projet de loi ayant pour objet le relèvement des tarifs de certaines taxes et le remaniement de divers impôts (p. 881); du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre

de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 (A., S. de 1918, t. unique, p. 881); prend part à cette discussion (p. 941). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 958); du projet de loi concernant les crédits provisoires du deuxième trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 881); du projet de loi concernant le relèvement des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1039); du projet de loi relatif à la mise en culture des terres abandonnées (p. 1080); du projet de loi modifiant les lois des 2 janvier et 7 avril 1917 en ce qui concerne les encouragements à la culture mécanique (*ibid.*); du projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention passée, le 30 novembre 1917, entre le Ministre de la Guerre et les grands réseaux de chemins de fer en vue de la participation de l'État à des dépenses d'achat de matériel roulant (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1648); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*ibid.*); de la proposition de loi tendant à l'intensification de la production agricole pendant et après la guerre (p. 1746); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (p. 1784); du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (p. 2071); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2156); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au quatrième trimestre de l'Exercice 1918 (*ibid.*); d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires alloués sur l'Exercice 1918 pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils [Indemnités exceptionnelles du temps de guerre] (p. 2228); du projet de loi concernant l'ouver-

ture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 2456); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2790); du projet de loi de crédits applicables au développement de la flotte de pêche et à l'organisation de la pêche maritime (p. 2933); du projet de loi sur la situation des sociétés de crédit immobilier et de leurs emprunteurs, ainsi que sur la situation des sociétés d'habitations à bon marché et de leurs locataires acquéreurs (*ibid.*); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 (p. 3158); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 3158); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3231). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi tendant à attribuer aux mobilés une indemnité de sortie de campagne (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 7).

CHAVOIX (M.), *Député de la 2^e circonscription de Périgueux [Dordogne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant l'avancement des instituteurs et institutrices (I., n° 3791; an., S. de 1917, p. 1325). = Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, modifiée par le Sénat, déterminant les conditions dans lesquelles les minutes des actes notariés et des greffes pourront être

déposées dans les archives départementales (I., n° 1103 ; an., S. O. de 1915, p. 741). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, étendant aux militaires et marins prisonniers de guerre les dispositions de la loi du 4 avril 1915 sur le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux (I., n° 1217 ; an., S. de 1915, p. 860). — Son rapport sur le projet de loi portant abrogation de l'article 3 du décret du 1^{er} mars 1852 concernant la mise à la retraite des magistrats (I., n° 1270 ; an., S. de 1915, p. 954). — Son rapport sur : 1° le projet de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre ; 2° la proposition de loi de M. Ernest Lafont et plusieurs de ses collègues, relative aux exonérations et diminutions en matière de loyers pendant la guerre ; 3° de M. Brizon, sur les fermages et le métayage pendant la guerre (I., n° 1480 ; an., S. de 1915, p. 1398) ; son rapport supplémentaire (I., n° 2049 ; an., S. de 1916, p. 629) ; son second rapport supplémentaire (I., n° 2346 ; an., S. de 1916, p. 1296). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à rendre inapplicable aux magistrats atteints par la limite d'âge entre le 2 août 1914 et la date de la signature de la paix, l'article 3 du décret du 1^{er} mars 1852 (I., n° 1507 ; an., S. de 1915, p. 1339). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, ayant pour objet d'autoriser les notaires du canton de Saint-Renan à instrumenter dans le canton d'Ouessant et de conférer au greffier de la justice de paix de ce dernier canton, les attributions des huissiers (I., n° 1871 ; an., S. de 1916, p. 340). — Son rapport sur le projet de loi suspendant la limitation du taux de l'intérêt conventionnel en matière civile (I., n° 1952 ; an., S. de 1916, p. 525) ; son rapport supplémentaire (I., n° 2048 ; an., S. de 1916, p. 629) ; son second rapport supplémentaire (I., n° 2637 ; an., S. de 1916, p. 1602) ; son troisième rapport supplémentaire (I., n° 3076 ; an., S. de 1917, p. 256) ; son quatrième rapport supplémentaire (I., n° 3675 ; an., S. de 1917, p. 1144). — Son rapport sur le projet de loi, modifié pour la seconde fois par le Sénat, portant abrogation de l'article 3 du décret du 1^{er} mars 1852, concernant la mise à la retraite des magistrats (I., n° 2371 ; an., S. de 1916, p. 1151). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la résiliation des baux ruraux par suite de la guerre (I., n° 3661 ; an., S. de

1917, p. 1140). — Son rapport sur le projet de loi complétant et modifiant la loi du 19 août 1915 qui a étendu aux militaires et marins prisonniers de guerre, les dispositions de la loi du 4 avril 1915 sur le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux (I., n°s 3802 et 3802 rectifié ; an., S. de 1917, p. 1331, 1488). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux prisonniers morts en captivité, le bénéfice de l'article premier de la loi du 2 juillet 1915 (I., n° 4011 ; an., S. de 1917, p. 1742). — Son rapport sur la proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 20 avril 1916 sur la taxation de denrées et substances (I., n° 4315 ; an., S. de 1918, p. 173). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le taux de l'intérêt légal et suspendant temporairement la limitation de l'intérêt conventionnel (I., n° 4491 ; an., S. de 1918, p. 444). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour but de donner aux fermiers ou métayers mobilisés ou à leurs veuves, la faculté de faire proroger leurs baux à ferme après la guerre (I., n° 4631 ; an. S. de 1918, p. 600). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'accorder un droit de reprise aux propriétaires d'objets réquisitionnés pendant la guerre (I., n° 4876 ; an., S. de 1918, p. 942). — Son rapport sur la proposition de loi relative aux obligations en temps de guerre des membres du Parlement (I., n° 5790 ; an., S. de 1919, p. 913). — Son rapport sur la proposition de loi sur la participation des membres français élus des commissions municipales de communes mixtes en Algérie à la désignation des délégués sénatoriaux (I., n° 5792 ; an., S. de 1919, p. 915). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la modification des articles 36 et 43, paragraphe 4, de la loi du 25 ventôse an XI, modifiée par la loi du 12 août 1902, au bénéfice des aspirants au notariat, présents, mobilisés ou appelés sous les drapeaux pendant la guerre (I., n° 5839 ; an., S. de 1919, p. 954). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil dont les originaux ont été détruits ou ont disparu par suite de faits de guerre (I., n° 5840 ; an., S. de 1919, p. 954). — Son rapport sur le projet de loi fixant pour l'année 1919 le délai dans lequel doivent être réunies les conditions d'inscription sur les listes

électorales (I., n° 5917; an., S. de 1919, p. 1102). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. de Boury tendant à instituer le vote par correspondance et à modifier l'article 3 de la loi du 29 juillet 1913 et l'article 132 de la loi du 5 avril 1884 ; 2° la proposition de loi de M. Connevoit tendant à instituer le vote par correspondance pour les électeurs absents de leur commune (I., n° 6280 ; an., S. de 1919, p. 1779). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Valière et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer la répartition de la plus-value des terres entre les propriétaires et les fermiers, colons, métayers et ouvriers agricoles ; 2° la proposition de loi de M. Lefas ayant trait à faire bénéficier les fermiers et métayers sortants des travaux de plus-value durable accomplis par eux à leurs frais durant le bail ; 3° l'amendement de M. Magniaudé aux propositions de loi concernant la propriété commerciale (I., n° 6991 ; an., S. de 1919, p. 2925). — Son rapport sur le projet de loi tendant : 1° à faciliter le fonctionnement des bureaux de vote et la formation des conseils municipaux dans certaines communes des régions libérées ; 2° à assurer aux réfugiés l'exercice de leur droit de vote (I., n° 7073 ; an., S. de 1919, p. 3040). — Son rapport sur le projet de loi tendant à accorder de nouvelles facilités aux réfugiés pour l'exercice de leur droit de vote (I., n° 7216 ; an., S. de 1919, p. 3181). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à établir l'obligation d'un congé dans les baux à ferme sans durée limitée (I., n° 7250 ; an., S. de 1919, p. 3407). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'amnistie (I., n° 7253 ; an., S. de 1919, p. 3409). — Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau, sur les élections : de M. Ossola (Jean), par la 1^{re} circonscription de Grasse [Alpes-Maritimes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 105) ; de M. Bonniard, par l'arrondissement d'Embrun [Hautes-Alpes] (p. 136). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1915, t. unique, p. 923) ; de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 1237) ; de la proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1212). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, étendant aux militaires et marins prisonniers de guerre les dispositions de la loi du 4 avril 1915 sur le mariage par

procuration (p. 1232). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi portant abrogation de l'article 3 du décret du 1^{er} mars 1852 concernant la mise à la retraite des magistrats (p. 1312). — Intervient dans la discussion des projets et propositions de lois concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 46, 172). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 533). — Est entendu pour une rectification au procès-verbal de la séance du 18 mai 1916 (p. 1102). — Prend part, en qualité de *Rapporteur de la Commission de la législation civile et criminelle*, à la discussion des projets et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Amendement de M. Jovelet à l'article 2*, p. 1103 ; *Observations concernant cet article*, p. 1105 et suiv. ; *Amendement de M. Turmel au même article*, p. 1106 et suiv. ; *Amendement de M. Le Rouzic*, p. 1107 ; *Amendement de M. Jovelet concernant les paragraphes c et d de cet article*, p. 1109 ; *Texte additionnel de M. Turmel à l'article 4 bis*, p. 1118 ; *Amendement de MM. Jobert et Turmel au paragraphe 2 de l'article 6*, p. 1131 et suiv. ; *Amendement de M. Bouctot à l'article 7*, p. 1135 ; *Amendement de M. Pressemane à l'article 8*, p. 1139 ; *Sa motion concernant le renvoi, à une séance ultérieure, de la suite de la discussion*, p. 1185 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 381 et suiv.) — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1916, t. unique, p. 1510, 1852, 2531 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1218, 2042, 2857, 3667 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1238, 1267, 2116, 2875, 3185 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 346). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission du suffrage universel*, sur une motion tendant à la mise à l'ordre du jour d'une proposition de loi relative aux obligations militaires des membres du Parlement (A., S. de 1916, t. unique, p. 1637). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à élever à 50 centilitres, la ration de vin des militaires dans la zone des armées (p. 1684). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 1382) ; sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 2948). — Prend part à la discus-

sion d'une interpellation sur l'attribution des permissions au front français et au front d'Orient (A., S. de 1918, t. unique, p. 254). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 459, 497). — Appuie, en qualité de *Rapporteur*, la demande de discussion immédiate d'un projet de loi autorisant la modification temporaire du ressort des cours et tribunaux formulée par le Ministre de la Justice (p. 1283). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur l'organisation du matériel de transport des denrées alimentaires et spécialement du matériel des wagons-réservoirs (p. 1869) ; d'une proposition de loi concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et des faillis (*Son amendement*, p. 2417). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3416). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. de 1919, t. unique, p. 457) ; d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 619) ; de propositions de loi relatives à la protection de la propriété commerciale (p. 961). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et à élever le chiffre maximum de l'émission des billets de cet établissement (p. 1917) ; du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Frais de déplacements de missions d'aviation à l'étranger*, p. 2487). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Agriculture et Ravitaillement : *Discussion générale*, p. 2610 ; Instruction publique : *Discussion générale*, p. 2670). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion : de propositions de loi relatives au vote par correspondance (p. 4455 et suiv.) ; du projet de loi concernant le vote des réfugiés (p. 4464) ; de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à établir l'obligation d'un congé dans les baux à ferme sans durée limitée (p. 4818) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à

l'amnistie (p. 4821). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1706).

CHEVALIER (M. le général de division),
Directeur du génie au Ministère de la Guerre.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant : 1° à ouvrir au Ministre de la Guerre des crédits sur les Exercices 1913 et 1914 ; 2° à autoriser le Ministre de la Marine à engager des dépenses non renouvelables ; 3° à déterminer les règles financières applicables à ces dépenses (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508) ; du Budget de l'Exercice 1914 (p. 508) ; de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à donner aux chimistes militaires, pendant la durée de la guerre, l'équivalence entre les grades universitaires et diplômes d'ingénieurs-chimistes et les grades militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 1571).

CHEVILLON (M.), *Député de la 4^e circonscription de Marseille [Bouches-du-Rhône], Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi sur la transformation de l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie de Marseille en faculté mixte de médecine et de pharmacie pourvue d'un enseignement colonial complet. (I., n° 390 ; an., S. O. de 1914, p. 2048). = Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. Constans (Adrien), par l'arrondissement de Montauban [Tarn-et-Garonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 86). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (p. 113). — Est élu *Secrétaire de la Chambre des Députés* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 196).

CIBIEL (M. ALFRED), *Député de la 1^{re} circonscription de Villefranche [Aveyron].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de

a réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 843).

CLAMENT (M. CLÉMENT), *Député de l'arrondissement de Bergerac [Dordogne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Obtient des congés (A. S. de 1916, t. unique, p. 1428, 1971; A., S. de 1917, t. unique, p. 1796, 2154, 2469, 2969, 3127; A., S. de 1918, t. unique, p. 978).

CLAUDE RAJON (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de La Tour-du-Pin [Isère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 298). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle et de l'orage dans l'arrondissement de la Tour-du-Pin (Isère); (I., n° 230; an., S. O. de 1914, p. 1940). — Son rapport sur le projet de loi tendant à mettre en concordance avec la loi sur la journée de huit heures, les encouragements spéciaux accordés à la filature de la soie (I., n° 7059; an., S. de 1919, p. 3028). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Mode d'élection des délégués planteurs à la commission de fixation des prix d'achat des tabacs à la culture française*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2879). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 1968, 2080; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2279). — Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 2694).

CLAUSSAT (M.), *Député de l'arrondissement de Thiers [Puy-de-Dôme]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission

de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288.) — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1915, un crédit extraordinaire de 500.000 francs destiné à venir en aide aux victimes des orages dans le département du Puy-de-Dôme (I., n° 998; an., S. O. de 1915, p. 572). — Sa proposition de résolution tendant à assurer les mesures nécessaires pour le battage des grains (I., n° 1170; an., S. de 1915, p. 837). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate tendant à connaître le chiffre exact de nos pertes en tués et disparus (I., n° 5746; an., S. de 1919, p. 867). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à assurer aux autorités civiles le droit de réquisition pour les travaux agricoles (I., n° 1072; an., S. O. de 1915, p. 695). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917 (A., S. de 1915, t. unique, p. 476). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à autoriser l'acquisition et l'introduction du bétail étranger sur pied (A., S. de 1915, t. unique, p. 978). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1207); prend part à cette discussion (p. 1208 et suiv). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats de la Guerre (p. 1242). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des sursis à accorder aux entrepreneurs de battage et des conducteurs de machines à battre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1692); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1700); la développe (p. 1742 et suiv). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (A., S. de 1917, t. unique, p. 296); d'une interpellation sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 1009); des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1232). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Exonérations et délais : *Amendement de M. Leroille au dernier paragraphe de l'article 14*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1632). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1742); est entendu

sur cet ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 1744). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 329, 889); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 482; *Son ordre du jour motivé*, p. 646). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les instructions relatives aux sursis à accorder aux agriculteurs de la classe 1910 (p. 807); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils]. (*Machines-outils confiées aux petits industriels*, p. 1349); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Démobilisation des classes 1907 et plus jeunes*, p. 1437). — Demande à interpellier le sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour protéger l'industrie française contre l'envahissement des produits manufacturés allemands (p. 2187); développe cette interpellation (p. 3307). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les fêtes de la victoire (p. 2716 et suiv.); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Renseignements météorologiques agricoles*, p. 2742; *Remises universitaires accordées dans les lycées, collèges et cours secondaires*, p. 2745); des propositions de loi relatives au vote par correspondance (p. 4459). — Est entendu dans la discussion de plusieurs interpellations relatives : aux pensions militaires (p. 2866); à la démobilisation (p. 2910); à la vie chère (p. 3130). — Adresse une question au Ministre de l'Agriculture concernant la répartition des sucres de vendanges (p. 4474).

CLAVEILLE (M. ALBERT). *Directeur des chemins de fer de l'État*, puis *Sous-Secrétaire d'État chargé du service des transports au Ministère des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement*; puis *Ministre des Travaux publics et des Transports*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement*

pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État chargé du service des transports au Ministère des Transports au Ministère des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement* [Décret du 14 décembre 1916] (J. O., p. 10.800). — Sa lettre adressée de concert avec le Ministre des Finances au Président de la Commission des travaux publics, et contenant de nouvelles propositions du Gouvernement en ce qui concerne le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (I., n° 4422; an., S. de 1918, p. 366). — Sa lettre adressée au Président de la Commission des travaux publics, de concert avec M. le Ministre des Finances, et contenant de nouvelles propositions du Gouvernement en ce qui concerne le projet de loi ayant pour objet : 1° d'approuver l'avenant à la convention du 2 juillet 1917, passé le 1^{er} février 1918 entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et les grandes compagnies de chemins de fer, pour accorder au personnel de leurs réseaux des suppléments d'allocations; 2° d'appliquer le même régime aux agents du réseau de l'État (I., n° 4453; an., S. de 1918, p. 406).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État des Transports au Ministère des Travaux publics* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2256).

Est nommé *Ministre des Travaux publics et des Transports* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7229). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicable au 4^e trimestre de 1917 (*Transports militaires et conditions d'achats de matériel vis-à-vis des compagnies de chemins de fer*, p. 2534; *Mise à la retraite des employés de chemins de fer*, p. 2572); de ce projet de loi, modifié par le Sénat, p. 2641). — Répond à une question sur l'arrivée en France de techniciens américains pour l'exploitation des chemins de fer (p. 2579). — Est entendu sur une motion d'ajournement de la discussion d'un projet de loi tendant à autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 2974).

Est nommé *Ministre des Travaux publics et des Transports* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9178). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire

des services civils] (*Article additionnel relatif à certains employés des chemins de fer*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3655). — Prend part à la discussion : des projets de loi relatifs à l'attribution de suppléments d'allocations aux personnels du réseau de l'État et des grandes compagnies de chemins de fer (A., S. de 1918, t. unique, p. 310); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Travaux publics et transports; *Réorganisation des chemins de fer*, p. 618; *Éclusiers hors-classe, des ports*, p. 764; *Transport des semences de pommes de terre*, p. 765; *Wagons-réservoirs* ibid.; Loi de finances; *Impôt sur les transports par chemins de fer*, p. 1172). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations concernant les conditions de circulation et de transport sur les voies ferrées (p. 900). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1003; *Motion d'ajournement*, p. 1024; *Contre-projet de M. Jobert*, p. 1026; *Contre-projet de M. Bedouce*, p. 1044; *Amendement de M. Jean Bon à l'article premier*, p. 1052; *Amendements : de M. Bokanowski*, p. 1055; *de M. Cazasus*, p. 1058; *de M. Bedouce*, p. 1059; *de M. Margaine*, p. 1062; *de M. Bouveri*, p. 1065; *Articles additionnels : de M. Bedouce*, p. 1068; *de M. Barabant*, p. 1069); du projet de loi relatif à une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France (p. 1334); de plusieurs interpellations sur la crise des transports (p. 2138). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Solde des prisonniers de guerre*, p. 3273; *Matériel des chemins de fer*, p. 3277; *Utilisation de la flotte commerciale du Rhin*, p. 3283; *Démobilisation des cheminots*, p. 3292); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3410, 3438 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur les accidents de chemins de fer survenus près de Chateauroux et à Meung-sur-Loire (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 1549); d'interpellations sur l'aggravation de la crise des transports (p. 1710 et suiv., p. 2010). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2019, 2472); dans la discussion du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Remise en état des routes*, p. 2805 et suiv.; *Chemins de fer et*

canaux d'Alsace et Lorraine, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2808 et suiv.; *Canal du Rhône à Cette*, p. 2809; *Situation financière des chemins de fer*, p. 2812; *Navires pétroliers de Hambourg*, p. 2812; *Transports par chemins de fer dans la région du Nord*, p. 2813; *Répartition des wagons*, ibid.; Transports maritimes et Marine marchande; *Discussion générale*, p. 2814 et suiv.). — Est entendu : sur la fixation de la date d'interpellations relatives : à la grève des chantiers de construction navale (p. 2957); à la grève du réseau breton (p. 3418); dans la discussion : du projet de loi concernant le règlement transactionnel des litiges relatifs aux transports militaires sur les grands réseaux (p. 3521 et suiv.); d'interpellations relatives aux services maritimes postaux entre la Métropole et l'Afrique du Nord (p. 3553); du projet de loi concernant les chemins de fer du Sud de la France (p. 3903, 4041).

CLEMENCEAU (M. GEORGES), *Sénateur, Président du Conseil, Ministre de la Guerre.*

Est nommé *Ministre de la Guerre, Président du Conseil* [Décrets du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9178). — Sa déclaration lue au nom du Gouvernement (I., n° 3947; an., S. de 1917, p. 1660). — Sa déclaration au nom du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 3053). — Est entendu dans la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 3065). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3171, 3176); de demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3621); du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1919 (p. 3824, 3826). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur le régime de censure politique appliqué aux journaux républicains de province (A., S. de 1918, t. unique, p. 10); d'une interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire assurer par la justice militaire le respect des règles du droit au bénéfice de tous les inculpés (p. 55, 60); d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre, intitulée : « La part du combattant » (p. 111 et suiv.); d'interpellations sur le fonctionnement de la justice militaire (p. 339; *Demande l'ordre du jour pur et simple*, 344). — Parle sur la

fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats du procès Bolo (A., S. de 1918, t. unique, p. 509); au cours de la discussion de cette interpellation (p. 782, 787). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à ses déclarations à une délégation du groupe des Députés de la Seine (p. 884); dans la discussion d'interpellations sur la catastrophe de la Courneuve (p. 889). — Sa communication, au nom du Gouvernement, concernant les demandes d'interpellations sur la situation militaire (p. 1460). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations sur la situation politique générale et militaire (p. 1461). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la révision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2019, 2028). — Son allocution concernant les armées françaises et les assemblées parlementaires (p. 2070). — Son allocution relative à la délimitation des villes de Lille, Douai, Ostende, Bruges, Tourcoing et Roubaix (p. 2424). — Son allocution relative à l'armistice accordée à l'Autriche (p. 2555). — Intervient dans le débat sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le sens précis et concret que le Gouvernement donne à la réponse du Président Wilson, du 23 octobre, au secrétaire d'Etat allemand Solf (p. 2559). — Donne lecture du texte officiel de l'armistice signé par le maréchal Foch, l'amiral Wemyss et les plénipotentiaires de l'Allemagne (p. 2658). — Son allocution à ce sujet (p. 2661). — Son allocution concernant le voyage des parlementaires en Alsace-Lorraine (p. 2932). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3340; *Amendement de M. Renaudel concernant la démobilisation*, p. 3350). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations concernant la Conférence de la paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 8). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur les perquisitions opérées chez M. Schoeller, Secrétaire général de l'Office national de la Presse (p. 2284). — Son allocution en déposant sur le bureau de la Chambre le projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 ainsi que le projet de loi portant approbation des traités conclus à

Versailles le 28 juin 1919 entre la France et les États-Unis d'Amérique et entre la France et la Grande-Bretagne concernant l'aide à donner à la France en cas d'agression allemande non provoquée (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2726). — Son allocution au sujet du défilé sous l'arc de triomphe de l'Étoile des troupes françaises et alliées (p. 3122). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 3277 et suiv.). — Est entendu au sujet du renvoi à une prochaine séance de la suite de la discussion de la loi électorale (p. 4014). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant approbation du traité conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4105, 4127 et suiv.); d'une proposition de résolution tendant à l'ouverture de négociations diplomatiques en vue d'assurer le désarmement de l'Allemagne (p. 4200); du projet de loi portant fixation de la date des diverses élections (p. 4583). — Donne lecture du décret clôturant la Session ordinaire de 1919 du Sénat et de la Chambre des Députés (p. 4824).

CLÉMENTEL (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Riom [Puy-de-Dôme]*. — *Vice-Président de la Chambre*, puis *Ministre des Finances*, puis *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Son rapport sur le projet de loi concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1913 au titre du Budget général; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1913 au titre des budgets annexes (I., n^o 145; an., S. O. de 1914, p. 1877). — Son rapport sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1913 à l'Exercice 1914 [Art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912] (I., n^o 146; an., S. O. de 1914, p. 1877). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1^o ouverture, sur l'Exercice 1914, des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914; 2^o autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics (I., n^o 147; an., S. O. de 1914, p. 1877). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat,

portant fixation du Budget général des dépenses et des recettes de l'Exercice 1914 (I., n° 277 et annexe; an., S. O. de 1914, p. 1985, 2012); son rapport supplémentaire (I., n° 320; an., S. O. de 1914, p. 2031). — Son rapport sur ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (I., n° 401; an., S. O. de 1914, p. 2100). — Son rapport sur ce projet de loi modifié une troisième fois par le Sénat (I., n° 405; an., S. O. de 1914, p. 2106). — Son rapport sur ce projet de loi modifié une quatrième fois par le Sénat (I., n° 407; an., S. O. de 1914, p. 2106). — Son rapport sur ce projet de loi modifié une cinquième fois par le Sénat (I., n° 410; an., S. O. de 1914, p. 2106). — Son rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 au titre du Budget général; 2° l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1914 au titre du budget annexe des monnaies et médailles (I., n° 325; an., S. O. de 1914, p. 2033). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'Exercice 1915 (I., n° 394; an., S. O. de 1914, p. 2048). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour le service des pensions civiles [Loi du 9 juin 1853] (I., n° 403; an., S. O. de 1914, p. 2106). — En qualité de *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande*, adresse de concert avec M. le Ministre des Finances, à M. le Président de la Commission du budget, une lettre contenant une rédaction rectificative du projet de loi n° 4238 portant ouverture de crédit sur l'Exercice 1918, en vue des opérations de réquisition civile prévues par la loi du 3 août 1917 (I., n° 4614; an., S. de 1918, p. 560).

Est élu *Vice-Président provisoire* (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 2). — Préside la séance du 4 juin (p. 111). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 113; A., S. de 1915, t. unique, p. 3).

Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 9 juin 1914] (J. O., p. 5110).

En qualité de *Député* est entendu comme *Rapporteur de la Commission des crédits*, dans la discussion : d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1913 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 318); d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914 de crédits provisoires applicables au mois

de juillet 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 325). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 505, 559). — Prend part en qualité de *Rapporteur général* à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (*Sa motion relative à la discussion générale*, p. 532. Intérieur : *Assistance aux femmes en couches*, 534. Guerre : *Indemnités aux familles des militaires décédés à la suite d'accidents*, p. 537; *Indemnités de déplacement aux conscrits déclarés douteux par les conseils de révision*, p. 541. Travail et Prévoyance sociale : *Retraites des ouvriers mineurs*, p. 549; *Impressions*, p. 549; *Allocations viagères et bonifications des assurés obligatoires et facultatifs*, p. 550. Agriculture : *Encouragements à l'agriculture*, p. 551. Travaux publics : *Application de l'attelage automatique sur certaines lignes du réseau de l'État*, p. 551, 556. Loi de finances : *Discussion générale*, p. 604, 606; *Droits d'enregistrement pour les mutations à titre onéreux des biens meubles corporels, etc.* p. 638; *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 643; *Compte spécial des dépenses de l'occupation militaire du Maroc*, p. 645; *Salaires bruts des conservateurs d'hypothèques*, p. 647; *Motion relative à la disjonction des articles concernant l'impôt général sur le revenu*, p. 676, 679, 682, 685; *Contre-projet de M. Tardieu visant ces articles*, p. 707; *Amendement de M. Jaurès relatif à l'établissement de l'impôt*, p. 713, 715, 717; *Son rapport verbal sur l'article 42 modifié par la Commission relatif à l'établissement de l'impôt*, p. 723; *Ses observations sur cet article*, p. 730; *Personnes à la charge du contribuable*, p. 731; *Ses observations sur la recevabilité d'un amendement de M. Groussier à un article non modifié par le Sénat*, p. 735; *Amendements concernant les réductions*, p. 737; *Amendement relatif à la déclaration*, p. 741; *Amendements concernant : la vérification des déclarations*, p. 756; *la rectification des déclarations*, p. 757; *Observations concernant la déclaration des agriculteurs*, p. 762; *Imposition au contribuable taxé d'office*, p. 769; *Taxation après décès du redevable*, p. 789, 791, 793; *Valeurs mobilières déposées ou existant à l'étranger*, p. 795, 797; *Ses explications relatives à l'équilibre du Budget*, p. 798). — Donne lecture de son rapport sur ce budget modifié une seconde fois par le Sénat, demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 831); prend part à la discussion (Loi de finances : *Taxes frappant les roullottiers*, p. 838; *Taxe représentative des droits de cession des fonds*

de commerce, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 839; *Impôt général sur le revenu; Personnes à la charge du contribuable*, p. 840; *Contrôle au décès du redevable*, p. 840). — Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi modifié une troisième fois par le Sénat et demande la discussion immédiate (p. 879); Prend part à cette discussion (Loi de finances: *Taxe représentative des droits de cession des fonds de commerce*, p. 882; *Impôt général sur le revenu; Contrôle au décès du redevable*, p. 883). — Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi modifié une quatrième fois par le Sénat et demande la discussion immédiate (p. 885); prend part à cette discussion (Loi de finances: *Impôt général sur le revenu; Contrôle au décès du contribuable*, p. 886). — Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi modifié une cinquième fois par le Sénat et demande la discussion immédiate (p. 887); prend part à cette discussion (Loi de finances: *Impôt général sur le revenu; Contrôle au décès du contribuable*, p. 889). — Dépose, en en donnant lecture, un rapport sur un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1914 (p. 669); demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 671). — Prend part en qualité de *Rapporteur général* à la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1915 (p. 844, 849, 852). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour le service des pensions civiles [Loi du 9 juin 1853]; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 872). — Demande, comme *Président de la Commission du budget*, que la Chambre tienne séance le jeudi 24 décembre (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 928). — Prend part en cette même qualité à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915 (p. 935). — Prend part comme *Président de la Commission du budget* à la discussion: de la proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs immobilières déposés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (A., S. de 1915, t. unique, p. 266, 377); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (*Aide aux prisonniers de guerre*, p. 894; *Indemnités aux fabricants d'absinthe*, p. 896); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1356).

Est nommé *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813). — Lettre par laquelle il donne sa démission de *Vice-Président de la Chambre des Députés* (A., S. de 1915, t. unique, p. 1550). — Répond à une question sur les sucres (p. 1651 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1682, 1766, 1768). — Répond à une question de M. Lairolle sur le moratorium des échéances (p. 1921). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi concernant un envoi gratuit, par poste, à destination des militaires et marins (p. 1955). — Prend part à la discussion: du projet de loi complétant la loi du 16 octobre 1915 relative au ravitaillement de la population civile en blé et en farine (A., S. de 1916, t. unique, p. 966 et suiv.); d'une proposition de loi relative au recensement des blés et farines (*Ameudement de M. J.-L. Dumesnil concernant les fabricants d'engrais*, p. 1633; *Motion du même Député tendant au renvoi du projet à la Commission*, p. 1236); d'une proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Disposition additionnelle de M. Viollette à l'art. 1^{er}*, p. 1675); d'une proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2223). — Demande la discussion immédiate du projet de loi tendant à fixer la base des redevances à verser par la Caisse nationale d'épargne, au budget général de l'État et au budget de l'Algérie pour l'exécution du service de cette institution par l'Administration des Postes et des Télégraphes (p. 2452).

Est nommé *Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes* [Décret du 12 décembre 1916] (J. O., p. 10736). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la culture des terres abandonnées (A., S. de 1916, t. unique, p. 2850 et suiv.); dépose, en en donnant lecture, ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 2889); prend part à sa discussion (p. 2890 et suiv.). — Répond à une question relative au relèvement des taxes postales (p. 2889). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions à accorder aux cultivateurs mobilisés, pour les labours et les ensemencements (A., S. de 1917, t. unique, p. 68 et suiv.).

Est nommé *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2255). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (A., S. de 1917, t. unique, p. 925 et suiv.). — Répond à une question sur le décret du 22 mars 1917 prohibant l'importation de toutes les marchandises d'origine ou de provenance étrangère (p. 1028). — Est entendu : dans la discussion des interpellations sur le décret du 22 mars 1917 concernant les prohibitions d'importation (p. 1115 et suiv.); sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier à la crise du charbon (p. 1125); dans la discussion de la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (p. 1167, 1919).

Est nommé *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7229).

Est nommé *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9179). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant la production de la chaussure nationale (A., S. de 1918, t. unique, p. 524); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Caisse nationale d'épargne : *Intérêt à servir aux déposants*, p. 648. Postes et Télégraphes : *Courriers auxiliaires, garçons d'entrepôts et chargeurs auxiliaires*, p. 655). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à réglementer la déclaration et la vente du platine (p. 669); du projet de loi tendant à la saisie, à défaut de production de l'autorisation réglementaire, des marchandises prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916 (p. 672); du projet de loi relatif à la consommation, en temps de guerre, du papier et des matières entrant dans sa fabrication (p. 1225). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires du troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1608); d'une interpellation sur l'organisation des consortiums (p. 1651); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Amendement relatif à la fondation d'une banque française d'exportation*, p. 1906). — Est entendu dans la discussion d'interpellations sur les dispositions à prendre pour remédier à l'état

de la marine marchande pendant et après la guerre et sur les modalités de la réquisition de la flotte française (A., S. de 1918, t. unique, p. 2050, 2059). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi accordant des avances à la Chambre de commerce de Lyon (p. 2062). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la division de la France en régions économiques (p. 2431, 2573); d'un projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2752, 2800 et suiv.). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits concernant les réquisitions civiles et les acquisitions relatives à la chaussure nationale (p. 2756). — Est entendu dans la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Crédits concernant l'aviation*, p. 3363). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Rétablissement des services postaux télégraphiques et téléphoniques dans les régions libérées*, p. 3382; *Facteurs ruraux en service et facteurs retraités*, ibid.; *Personnel de l'enseignement technique*, ibid.; *Rétablissement des relations téléphoniques*, ibid.). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux et la démobilisation des usines (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 174, 288, 818). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 872); du projet de loi modifié par le Sénat relatif à l'Office national du commerce extérieur, aux attachés et agents commerciaux (p. 1723). — Demande la discussion immédiate du projet de loi accordant des avances exceptionnelles de traitements aux agents, sous-agents et ouvriers des P. T. T. (p. 1843); prend part à cette discussion (p. 1843 et suiv.). — Demande la discussion immédiate du projet de loi modifié par le Sénat ayant pour objet la protection des appellations d'origine (p. 1922); est entendu : sur une demande d'ajournement de cette discussion (p. 1923); au cours de cette discussion (p. 1925, 1927, 1942). — Demande la discussion immédiate de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1951). — Répond à une question concernant la liquidation des dettes moratoriées (2410). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Postes et Télégraphes : *Discus-*

sion générale, p. 2802; *Intérêts servis par les caisses d'épargne*, p. 2804); du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 100 millions en faveur des petits commerçants, artisans démobolisés (p. 3063 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 4791). — Répond à une question concernant les dossiers commerciaux constitués pendant la guerre (p. 3075). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 3270 et suiv.); d'une interpellation relative aux moyens que le Gouvernement compte prendre pour protéger l'industrie française contre l'épavilissement des produits manufacturés allemands (p. 3316); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel technique relevant du Ministère du Commerce, des Postes et des Télégraphes (p. 3415 et suiv.); du projet de loi attribuant une partie de la redevance supplémentaire de la banque de France à une banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France (p. 3433 et suiv.); de ce projet modifié par le Sénat (p. 4797); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3884, 3918 et suiv.); du projet de loi concernant les indemnités de résidence et les avantages accessoires tribués aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État (p. 4251); du projet de loi portant ouverture d'un crédit en vue de la préparation d'une exposition internationale des arts décoratifs moderne prévue pour 1922 (p. 4800).

CLOAREC (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Morlaix [Finistère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Disleau par la 1^{re} circonscription de Niort [Deux-Sèvres] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 83); de M. Demellier par l'arrondissement de Parthenay [Deux-Sèvres] (p. 83). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 778).

COCHERY (M. GEORGES), *Député de l'arrondissement de Pithiviers [Loiret]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914,

t. 2, p. 100). — Membre de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission du budget*, à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Travail et prévoyance sociale : *Retraites des ouvriers mineurs*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 549; *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 644; *Salaires bruts des conservateurs d'hypothèques*, p. 648; *Motion relative à la disjonction des articles concernant l'impôt général sur le revenu*, p. 677; *Amendement relatif aux primes d'assurances sur la vie*, p. 731; *Ses observations concernant la recevabilité d'un amendement de M. Groussier à un article non modifié par le Sénat*, p. 735; *Impôt général sur le revenu; imposition du contribuable taxé d'office*, p. 780; *Revenus mobiliers et des professions libérales*, p. 782). — Est entendu sur l'urgence d'une proposition de résolution concernant le dégrèvement des cotes personnelle, mobilière et des portes et fenêtres (p. 843). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 923).

COCHIN (M. CLAUDE), *Député de la 2^e circonscription de Dunkerque [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Secrétaire du 3^e Bureau (F. n^o 21, J. O. de 1914, p. 5961). — Membre : de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour venir en aide aux cultivateurs de l'arrondissement de Dunkerque (Nord), éprouvés par la grêle (L., n^o 315; an., S. O. de 1914, p. 2024). — Sa proposition de résolution tendant à assurer la relève des auxiliaires de place forte de la classe 1889, en service depuis le début de la mobilisation dans le camp retranché de Dunkerque (L., n^o 2247; an., S. de 1916, p. 935). — Sa proposition de résolution concernant les R. A. T. mobilisés avant la date normale d'appel de leur classe (L., n^o 5047; an., S. de 1918, p. 1221). — Son rapport, au nom du 11^e Bureau, sur l'élection de M. Pain par l'arrondissement de Civray [Vienne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 89).

— Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Beaux-Arts. *Ses observations concernant la conservation des monuments atteints par le feu de l'ennemi* A., S. de 1918, t. unique, p. 814). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 3435).

COCHIN (M. DENYS), *Député de la 1^{re} circonscription du VIII^e arrondissement de Paris [Seine], Ministre d'Etat, puis Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de diverses Commissions (F. n^o 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des douanes (A., S. de 1917; t. unique, p. 3130); de la Commission de l'énergie hydraulique (*ibid.*); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de résolution tendant à placer un buste d'Albert de Mun dans une des salles du palais de la Chambre des Députés (I., n^o 5968; an., S. de 1919, p. 1166). — Prend part à la discussion des interpellations : sur la politique générale du Gouvernement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 162); sur les catastrophes survenues à Paris le 15 juin 1914 (p. 334). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu*, p. 715; *Ses observations concernant la déclaration*, p. 726, 728). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'Etat de la Guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1286); d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (p. 1435).

Est nommé *Ministre d'Etat* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7812). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi relative au séjour dans les états-majors (A., S. de 1916, t. unique, p. 169).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères* [Décret du 14 décembre 1916] (J. O., p. 10800).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Minis-*

tere des Affaires étrangères [Décret du 20 mars 1917 (J. O., p. 2255). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur les mesures à prendre pour rendre, en 1917, le blocus de l'Allemagne plus efficace qu'en 1916 (A., S. de 1917, t. unique, p. 973 et suiv.); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2296).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion d'une interpellation sur le personnel et l'action diplomatiques (p. 2794). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (*Service des poudres*, A., S. de 1918, t. unique, p. 2821). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux et la démobilisation des usines (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 173, 692; *Son ordre du jour motivé*, p. 821). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 1409). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 406; A., S. de 1915, t. unique, p. 1228; A., S. de 1918, t. unique, p. 3282). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1428, 2883; A., S. de 1918, t. unique, p. 2100; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3037).

COLLIARD (M.), *Député de la 2^e circonscription de Lyon [Rhône], Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de la Commission du travail; de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission des décrets (F., n^o 244; J. O. de 1916, p. 10962). — Sa proposition de loi tendant à la confiscation des biens des déserteurs à l'étranger depuis le 1^{er} août 1914 et pendant toute la durée des hostilités (I., n^o 1600; an., S. de 1915, p. 1419). — Sa proposition de loi concernant les jeunes gens ayant contracté un engagement volontaire pour la durée de la guerre et appartenant à des classes non encore appelées (I., n^o 2545; an., S. de 1916, p. 1480). — Sa proposition de loi concernant les différends relatifs aux conditions du travail et l'arbitrage obliga-

toire (I., n° 2894; an., S. de 1917, p. 52). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation de l'acte administratif passé entre l'Etat et la ville de Lyon au sujet de la cession, par le Département de la Guerre, de l'usufruit de la caserne Perrache (I., n° 1538; ann., S. de 1915, p. 1360). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la Guerre [Marchés de grenades passés avec divers fournisseurs] (I., n° 3269; an., S. de 1917, p. 623). — Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Ravisa (Ferdinand), par l'arrondissement de Montélimar [Drôme] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 24). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre (*Sa motion d'ajournement*, p. 299). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 922; *le retire*, *ibid.*). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la nomination de deux Sous-Secrétaires d'Etat au Ministère de la Guerre (p. 1004). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons (*Son amendement*, p. 1075). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les conditions dans lesquelles ont été passés certains marchés pour la fourniture de grenades à l'armée (p. 1228); développe cette interpellation (p. 1922 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 1945). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (p. 1432). — Prend part à la discussion: d'une interpellation sur l'utilisation de la main-d'œuvre militaire dans les établissements travaillant pour la défense nationale (A., S. de 1916, t. unique, p. 381); du projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue, le 20 octobre 1915, rue de Tolbiac (p. 1392 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Ses observations sur l'article premier*, p. 2698 et suiv.; *Perception des taxes sur les boissons hygiéniques*, p. 2765; *Son amendement concernant les taxes sur les eaux minérales*, p. 2774, 2811; *Mobilisés employés dans les usines travaillant pour la défense nationale*, p. 2814). — Est entendu sur le règle-

ment de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 297). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Augmentation des allocations et majorations*, p. 843); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 879). — Sa motion tendant à l'affichage et à la lecture, dans toutes écoles de France, des discours prononcés par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, et M. Deschanel, *Président de la Chambre*, à l'occasion de l'entrée en guerre des Etats-Unis (p. 1141). — Est entendu dans la discussion de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1936). — Prend part à la discussion: d'une proposition de résolution relative aux permissions militaires (p. 2258); des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2422).

Est nommé *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9179). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi concernant les placements de fonds des entreprises d'assurances et d'épargne (p. 3129). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3358); d'une proposition de résolution tendant à l'allocation d'une indemnité de cherté de vie aux ouvrières fileuses en soie (p. 3382). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 291); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Travail et prévoyance sociale. *Subvention à la caisse des retraites des ouvriers mineurs*, p. 617). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à l'organisation de l'enseignement technique (p. 779). — Donne lecture, en le déposant, d'un projet de loi établissant l'autorisation préalable de l'Etat pour toutes les opérations d'assurances et de réassurances de risques de bombardement (p. 979); demande de discussion immédiate (*ibid.*). — Prend part à la discussion: du projet de loi étendant, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents (p. 1271); du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1293). — Demande la discus-

sion immédiate du projet de loi relatif aux modifications à apporter à la législation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (A., S. de 1918, t. unique, p. 1960). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant la grève de la couture (p. 2260). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2684 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2688). — Répond à une question relative à la promulgation de décrets concernant les caisses d'épargne (p. 2878). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Caisse autonome des ouvriers mineurs*, p. 3384). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 686); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 3074, 3224 et suiv.); des interpellations concernant la démobilisation des usines (p. 809). — Demande la discussion immédiate de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, supprimant le travail de nuit dans les boulangeries (p. 1301). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Habitations à bon marché*, p. 1339). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Retraite d'invalidité des ouvriers mineurs*, p. 1462). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1767, 1803). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1801, 1823, 1831). — Sur la fixation de la date de la discussion : d'une interpellation sur la politique que le Gouvernement entend suivre à l'égard de la classe ouvrière (p. 2034); d'une interpellation concernant l'incendie survenu à bord de l'*Amiral-Ponty* (p. 2035); d'une interpellation sur la grève des employés de bourse et de banque (*ibid.*). — Répond à une question relative à la grève des employés de banque et de bourse de Paris (p. 2062). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines, (p. 2242, 2276; *Seconde délibération*, p. 2304); dans la discus-

sion de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2478). — Parle sur la fixation de la date de la discussion : d'une interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de la classe ouvrière (p. 2245, 2355); de diverses interpellations (p. 2377); d'interpellations relatives au conflit minier (p. 2411). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels provisoires civils sur l'Exercice 1919 (*Délégués mineurs*, p. 2641); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Sociétés et unions de sociétés coopératives de consommation*, p. 2646; *Bonifications versées par l'Etat en faveur des assurés obligatoires*, p. 2647). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant approbation du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3952); de la proposition de loi relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (p. 4521 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255; A., S. de 1917, t. unique, p. 2860).

COMBES (M. EMILE), *Sénateur, Ministre d'Etat.*

Est nommé *Ministre d'Etat* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O. p. 7812).

COMBROUZE (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Libourne [Gironde].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses commissions (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de la Marine de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 185) = Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5.000.000 francs au Ministre de l'Agriculture, en vue de venir en aide aux viticulteurs et agriculteurs de l'arrondissement de Libourne (Gironde) victimes de la grêle (I., n° 3620; an., S. de 1917, p. 1069). = Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la

discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 163). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations concernant l'accès des militaires dans les cafés, restaurants et débits de boissons (A., S. de 1916, t. unique, p. 160). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1800); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4417). = Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 2131).

COMPÈRE-MOREL (M.), *Député de l'arrondissement d'Uzès [Gard]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre: de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de l'Agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour venir en aide aux victimes des différents orages qui se sont produits dans l'arrondissement d'Uzès (Gard) (I., n° 234; an., S. O. de 1914, p. 1941). — Sa proposition de loi tendant à organiser la production du blé et la mise en culture des terres abandonnées (I., n° 4112; an., S. de 1917, p. 2049). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de six millions de francs pour indemniser les vigneronnes de l'arrondissement d'Uzès (Gard), victimes de la gelée (I., n° 6113; an., S. de 1919, p. 1354). = Son rapport sur la proposition de loi tendant à organiser la production du blé (I., n° 3971; an., S. de 1917, p. 1716); son rapport supplémentaire (I., n° 4175; an., S. de 1918, p. 1); son second rapport supplémentaire (I., n° 4328; an., S. de 1918, p. 195). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Imprimerie nationale] (I., n° 4115;

an., S. de 1917, p. 2452) (1). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la mise en culture des terres abandonnées (I., n° 4482; an., S. de 1918, p. 432). = Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (*Son contre-projet* A., S. de 1915, t. unique, p. 1149, 1160; *Article additionnel de M. Maurice Long*, p. 1173); du projet et des propositions de lois concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1688). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le décret du 2 décembre relatif au haut commandement (p. 1788, 1789). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre (*Motion tendant au renvoi à la Commission*. A., S. de 1916, t. unique, p. 576 et suiv.; *Discussion générale*, p. 636 et suiv.; *Motion tendant à une nouvelle étude du projet*, p. 663; *Ses observations sur l'article premier*, p. 700 et suiv.; *Son amendement à cet article*, p. 734 et suiv.; *Amendement de MM. Patureau-Baronnet et Cosnier aux paragraphes 2 et 3 de l'article premier*, p. 1152; *Amendement de M. Paisant à l'article 3*, p. 1175; *Sa modification à la seconde partie de cet amendement*, p. 1178 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 999); de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (Seconde délibération. *Proposition additionnelle de M. Emile Constant*, p. 1649); d'une interpellation sur l'exécution des mesures adoptées en vue de satisfaire aux besoins de la main-d'œuvre agricole (p. 1681). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la nécessité d'une meilleure utilisation de nos effectifs militaires (p. 1692); développe cette interpellation; prend part à la discussion d'autres interpellations sur le même sujet (p. 1968 et suiv.; p. 2205 et suiv.). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la discussion d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 fr. par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2141); au cours de la discussion de cette proposition de loi (p. 2216 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au

(1) Ce document n'a pas été publié.

recensement et à la révision de la classe 1918 (*Sa demande de comité secret*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2454, 2458). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2541). — Est entendu sur l'ensemble des ordres du jour présentés à la suite de cette discussion (p. 2544). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Enfants des femmes travaillant dans les usines*, p. 2659; *Majoration des allocations des ascendants nécessiteux des mobilisés*, p. 2662). — Est entendu : sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2679); dans la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la mise en culture des terres abandonnées (p. 2853 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les agriculteurs*, A., S. de 1917, t. unique, p. 261; *Son amendement relatif aux hommes des classes 1888 et 1889*, p. 284); des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 465 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 472; *le retire pour se rallier à l'ordre du jour de M. Jean Durand*, p. 473). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la tolérance de la censure à l'égard des attaques dirigées contre les Chambres (p. 708); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 708 et suiv.). — Demande à transformer en interpellation une question relative à la rareté et à la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 954); développe cette interpellation (p. 998 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 1018). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1046 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures prises par le Ministre du Ravitaillement relativement aux objets de première nécessité et aux denrées alimentaires (p. 1176); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1182); la développe (p. 1182 et suiv.). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 1420). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mauvaises conditions de vie dont certains régiments de notre armée ont à se plaindre (p. 1500); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation

(A., S. de 1917, t. unique, p. 1501); la développe (p. 2239). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2354); de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2757). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'augmentation des emblavements et le ravitaillement normal du pays (p. 2947); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. *ibid.*); développe cette interpellation (p. 2992). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer le ravitaillement du pays (p. 3054); développe cette interpellation (p. 3058). — Prend part à la discussion du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3804). — Est entendu, comme *Rapporteur* : sur le renvoi de la discussion de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 468); au cours de la discussion de ces propositions de loi (p. 473, 535, 549, 625); dans la discussion du projet de loi relatif à la mise en culture des terres abandonnées (p. 1081); son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat, (p. 1270). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (A., S. de 1919, t. unique p. 2188). — Sa question au Ministre de l'Agriculture concernant la mise en culture des terres abandonnées (p. 4614). — Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 585, 668).

CONNÉVOT (M.), *Député de l'arrondissement d'Aubusson [Creuse]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission des travaux publics (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459). — Sa proposition de loi tendant à instituer le vote par correspondance pour les électeurs absents de leur commune (I., n° 365; an., S. O. de 1914, p. 2091). — Sa proposition de loi concernant les pensions des veuves, majorations de pensions pour orphelins et allocations aux ascendants de militaires victimes de la guerre (I., n° 596, an.,

S. O. de 1915, p. 154). — Sa proposition de loi concernant la fourniture gratuite par l'État des appareils orthopédiques nécessaires aux mutilés et blessés de la guerre (I., n° 746; an., S. O. de 1915, p. 270). — Sa proposition de loi concernant la gratuité viagère des soins médicaux et des fournitures prothétiques ou orthopédiques aux blessés, mutilés et malades victimes de la guerre (I., n° 803; an., S. O. de 1915, p. 297). — Sa proposition de loi concernant la révision des nominations à des emplois de l'État faites pendant la durée de la guerre (I., n° 850; an., S. O. de 1915, p. 340). — Sa proposition de loi concernant : 1° la révision des marchés de fournitures passés par les administrations publiques pendant la durée de la guerre; 2° un impôt progressif sur le montant global de ces marchés (I., n° 851; an., S. O. de 1915, p. 341). — Sa proposition de loi relative à l'inhumation définitive et au transport gratuit des corps des militaires tués à l'ennemi ou morts dans les hôpitaux ou en captivité (I., n° 1042; an., S. O. de 1915, p. 677). — Sa proposition de loi tendant à accorder la médaille militaire ou la Légion d'honneur à tous les militaires qui auront perdu un ou plusieurs membres ou la vue à la guerre (I., n° 1043; an., S. O. de 1915, p. 677). — Sa proposition de loi établissant une situation militaire spéciale en faveur des chefs de familles nombreuses (I., n° 1220; an., S. de 1915, p. 861). — Sa proposition de résolution concernant l'affectation spéciale en temps de guerre des hommes mobilisés, pères de familles nombreuses présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1326; an., S. de 1915, p. 1018). — Sa proposition de loi concernant la révision des marchés de fournitures passés par les administrations publiques pendant la guerre (I., n° 1569; an., S. de 1915, p. 259) (1). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate concernant le relèvement du taux de la prime fixe d'alimentation sur le pied de guerre et l'utilisation des bonis à l'amélioration de l'ordinaire des troupes (I., n° 1579; an., S. de 1915, p. 1408). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate concernant la réglementation des permissions dans la zone des armées (I., n° 1694; an., S. de 1916, p. 52). — Sa proposition de résolution concernant l'utilisation des

ouvriers boulangers mobilisés, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1695; an., S. 1916, p. 52). — Sa proposition de résolution tendant à suspendre, pendant la période des travaux agricoles, les appels des agriculteurs mobilisables non encore convoqués et à la délivrance de congés à ceux présents sous les drapeaux (I., n° 1916; an., S. de 1916, p. 409). — Sa proposition de résolution concernant l'augmentation de la ration de vin des troupes dans la zone des armées (I., n° 2106; an., S. de 1916, p. 720). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la responsabilité des chefs militaires en temps de guerre (I., n° 2219; an., S. de 1916, p. 898). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate tendant à accorder aux permissionnaires de la zone des armées la faculté de se rendre dans les localités différentes où résident les membres de leur famille (I., n° 2277; an., S. de 1916, p. 1026). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate concernant l'attribution des brisques pour temps de service aux troupes des unités combattantes (I., n° 2474; an., S. de 1916, p. 1426). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la réglementation du port des brisques attribuées pour temps de présence dans la zone des armées (I., n° 2475; an., S. de 1916, p. 1426). — Sa proposition de résolution tendant à accorder une haute paye aux militaires des troupes combattantes ayant accompli plus de cinq ans de services actifs (1) (I., n° 2513; an., S. de 1916, p. 1476). — Sa proposition de loi tendant à accorder une haute paye aux militaires ayant accompli plus de deux ans de services et plus de six mois de présence au front dans une unité combattante (I., n° 2552; an., S. de 1916, p. 1483). — Sa proposition de loi tendant à la création d'un paquet postal militaire à prix réduit (I., n° 2590; an., S. de 1916, p. 1510). — Sa proposition de résolution concernant la solde des militaires prisonniers de guerre (I., n° 2626; an., S. de 1916, p. 1595). — Sa proposition de résolution concernant la distribution du tabac aux troupes (I., n° 2646; an., S. de 1916, p. 1605). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate

(1) Ce document n'a pas été publié.

(1) Ce document n'a pas été imprimé.

concernant la réglementation du commerce de détail dans la zone des armées (I., n° 2718; an., S. de 1916, p. 1716). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la mise à la disposition de l'agriculture, des agriculteurs appartenant : 1° aux classes 1888 et 1889, mobilisés dans les usines de guerre; 2° à la réserve de l'armée territoriale du service auxiliaire (I., n° 2984; an., S. de 1917, p. 128). — Sa proposition de loi concernant la fourniture, à prix réduit et, au besoin, à la taxation et à la réquisition des engrais et produits chimiques nécessaires à la culture (I., n° 3017; an., S. de 1917, p. 159). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faire bénéficier de sursis, les agriculteurs et maraîchers du service armé appartenant à la R. A. T. ou pères de cinq enfants et veufs père de quatre enfants (I., n° 3152; an., S. de 1917, p. 401). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la mise à la disposition de l'agriculture, des agriculteurs du service auxiliaire appartenant à la réserve de l'armée territoriale (I., n° 3153; an., S. de 1917, p. 401). — Sa proposition de résolution concernant la surveillance et le contrôle de l'alimentation et du ravitaillement des troupes en campagne (I., n° 3324; an., S. de 1917, p. 703). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 300.000 francs, pour venir en aide, dans l'arrondissement d'Aubusson (Creuse), aux victimes des récents orages (I., n° 3671; an., S. de 1917, p. 1144). — Sa proposition de loi portant ouverture d'un crédit de 20.000.000 francs au budget du Ministère de l'Intérieur, pour subventions aux départements et aux municipalités, en vue d'un relèvement temporaire de traitement des fonctionnaires départementaux et communaux (I., n° 3746; an., S. de 1917, p. 1317). — Sa proposition de loi concernant les incompatibilités parlementaires (I., n° 3780; an., S. de 1917, p. 1322). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture, au budget du Ministère de l'Agriculture, d'un crédit de 500.000 fr. pour venir en aide, dans le département de la Creuse, aux victimes des récents orages (I., n° 3781; an., S. de 1917, p. 1323). — Sa proposition de loi tendant à l'allocation d'une indemnité de rentrée aux mobilisés (I., n° 3889; an., S. de 1917, p. 1443). — Sa proposition de loi tendant à l'établissement des monopoles du

sucré, de l'alcool et du pétrole (I., n° 4033; an., S. de 1918, p. 1815). — Sa proposition de résolution tendant à une nouvelle augmentation de la ration de vin des troupes dans la zone des armées (I., n° 4370; an., S. de 1918, p. 250). — Sa proposition de résolution relative à l'attribution de la Légion d'honneur aux soldats et sous-officiers des armées combattantes (I., n° 4562; an., S. de 1918, p. 510). — Sa proposition de résolution relative au paiement de la solde et de l'indemnité de vivres pendant les permissions à titre exceptionnel (I., n° 4857; an., S. de 1918, p. 930). — Sa proposition de résolution tendant à réglementer les prix des vins, la répression du trafic des wagons réservoirs et l'établissement d'offices départementaux des vins (I., n° 4983; an., S. de 1918, p. 1127). — Sa proposition de résolution tendant à accorder aux mobilisés, aux frais de l'ennemi, une indemnisation proportionnelle au dommage qu'ils auront subi du fait de leur mobilisation (I., n° 5147; an., S. de 1918, p. 1768). — Sa proposition de loi tendant à accorder le droit de vote aux soldats de la grande guerre qui n'ont pas atteint leur majorité (I., n° 5181; an., S. de 1918, p. 1086). — Sa proposition de résolution tendant à accorder l'aide financière de l'État aux communes pour l'érection de monuments aux héros de la grande guerre (I., n° 5454; an., S. de 1918, p. 2116). — Sa proposition de loi tendant à l'amélioration de la situation du personnel de l'enseignement primaire (I., n° 5497; an., S. de 1918, p. 1272) (1). — Sa proposition de loi tendant à l'attribution d'une indemnité de vêtements aux soldats démobilisés (I., n° 5568; an., S. de 1919, p. 108). — Sa proposition de loi tendant à la modification de l'article 2 de la loi du 22 mars 1919 instituant une prime de démobilisation (I., n° 6050; an., S. de 1919, p. 1284). — Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier de la gratuité des transports en tramways, omnibus publics, chemins de fer ou bateaux, les mutilés des membres inférieurs appelés à se rendre périodiquement pour leur travail ou leurs occupations normales à une distance de moins de vingt kilomètres (I., n° 6052; an., S. de 1919, p. 1299). — Sa proposition de loi concernant la gratuité du voyage en chemin de fer, tramways, omnibus publics, bateaux, etc., pour les aveugles de la guerre et la personne qui les accompagne (I., n° 6325; an., S. de 1919, p. 1865). — Sa

(1) Ce document n'a pas été publié.

proposition de loi tendant à fixer la date de la cessation des pouvoirs de la onzième législative et celle des élections générales (I., n° 6775; an., S. de 1919, p. 2594). = Ses rapports au nom du 4^e bureau sur les élections : de M. Lefas (Alexandre) par l'arrondissement de Fougères [Ille-et-Vilaine] (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 33); de M. du Halgouet par l'arrondissement de Redon (p. 33). — Prend part à la discussion : de sa proposition de résolution concernant l'affectation spéciale en temps de guerre des hommes mobilisés pères de familles nombreuses (A., S. de 1915, t. unique, p. 1466); des interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1943, 1944, 1945). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Son amendement à l'art. 1^{er}*, A., S. de 1916, t. unique, p. 731 et suiv.; *retrait*, p. 734; *Son second amendement au même article, présenté de concert avec M. Deshayes*, p. 1161). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 1639); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4274). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 350; A., S. de 1917, t. unique, p. 2428; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957, 3265). = Obtient des congés (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 929, 3290).

CONSTANS (M. ADRIEN), *Député de l'arrondissement de Montauban [Tarn-et-Garonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des comptes définitifs (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire d'un million de francs, destiné à venir en aide aux victimes des différents orages qui, depuis le 15 mai 1914, ont dévasté diverses communes de l'arrondissement de Montauban [Tarn-et-Garonne] (I., n° 174; an., S. O. de 1914, p. 1895). = Son rapport, au nom du 11^e Bureau, sur l'élection de M. Loup (Henri), par l'arrondissement de Joigny [Yonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 92). = S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 898, 1476,

2100). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 512, 1372; A., S. de 1916, t. unique, p. 2, 1377; A., S. de 1917, t. unique, p. 1, 1462, 1811, 2408; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4173).

CONSTANS (M. PAUL), [*Allier*]. Voir **PAUL CONSTANS** (M.).

CONSTANT (M. EMILE), *Député de l'arrondissement de Bazas [Gironde]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi ayant pour objet de régulariser la situation des Allemands, Austro-Hongrois et Turcs naturalisés Français depuis le 1^{er} janvier 1904 (I., n° 467; an., 2^e S. E. de de 1914, p. 2184). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier l'article 11 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée (I., n° 1213; an., S. de 1915, p. 858). — Sa proposition de loi tendant à imposer le dépôt, à la Caisse des dépôts et consignations, de toutes sommes ou valeurs appartenant à des sujets de puissances ennemies déclarées en vertu de la loi du 22 janvier 1916 (I., n° 1778; an., S. de 1916, p. 150). — Sa proposition de résolution tendant à associer la France au deuil de l'Angleterre (I., n° 2189; an., S. de 1916, p. 877). — Sa proposition de résolution concernant la censure (I., n° 2497; an., S. de 1916, p. 1451). — Sa proposition de résolution concernant les achats de l'Intendance (I., n° 2642; an., S. de 1916, p. 1603). — Sa proposition de résolution concernant la nomination des gouverneurs des colonies (I., n° 3303; an., S. de 1917, p. 688). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'organiser les périodes de repos des troupes et les congés agricoles suivant les conditions nouvelles de la guerre (I., n° 3388; an., S. de 1917, p. 798). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, un crédit extraordinaire de 5 millions de francs pour venir en aide aux agriculteurs de l'arrondissement de Bazas [Gironde], victimes du cyclone du 14 juillet 1917 (I., n° 3593; an., S. de 1917, p. 1059). —

Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à l'emploi et au contrôle des fonds de propagande du Ministère des Affaires étrangères (I., n° 3982; an., S. de 1917, p. 1712). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter le Gouvernement à rechercher et à faire connaître les complices de l'aventurier Goldsoll (I., n° 3993; an., S. de 1917, p. 1732). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à assurer aux blessés de guerre leur permission régulière de détente (I., n° 4476; an., S. de 1918, p. 428). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit de 2 millions de francs pour venir en aide aux agriculteurs des arrondissements de Bazas et de La Réole [Gironde], victimes des inondations (I., n° 4697; an., S. de 1918, p. 645). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à admettre aux promotions de la Légion d'honneur, les officiers du Service de santé qui auront rendu des services exceptionnels (I., n° 4873; an., S. de 1918, p. 941). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter le Gouvernement à faire la lumière sur les conditions dans lesquelles est mort Almereyda (I., n° 4898; an., S. de 1918, p. 952). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à honorer les héros de la grande guerre (I., n° 5236; an., S. de 1918, p. 1823). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à mettre un de nos palais nationaux à la disposition du Président des Etats-Unis pendant son séjour en France (I., n° 5778; an., S. de 1919, p. 904). — Sa proposition de résolution tendant à assurer aux officiers qui ont conduit leurs soldats à la victoire le commandement des nouvelles formations (I., n° 5820; an., S. de 1919, p. 938). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'affirmer à l'Italie l'absolue fidélité de la France à ses alliances et à ses engagements (I., n° 6074; an., S. de 1919, p. 1310). — Sa proposition de résolution tendant à mettre fin au régime de guerre qui interdit l'importation du papier en France (I., n° 6098; an., S. de 1919, p. 1327). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande

de discussion immédiate, tendant à rappeler au Gouvernement les engagements pris en vue du remboursement immédiat des avances faites en Alsace et Lorraine et dans les régions libérées pour l'échange au pair des monnaies allemandes (I., n° 6114; an., S. de 1919, p. 1354). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à commémorer l'entrée de l'Italie dans la guerre (I., n° 6175; an., S. de 1919, p. 1601). = Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi concernant les décrets de naturalisation (*Son contre-projet*, A., S. de 1915, t. unique, p. 47, 50); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 494). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les conditions dans lesquelles s'est constitué le cabinet, sur ses intentions et sur les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin aux agissements dangereux pour le pays, des Austro-Allemands restés en France et de leurs complices (p. 1491); développe cette interpellation (p. 1497 et suiv.). — Adresse au Ministre de l'Agriculture une question concernant une décision relative aux grandes chasses parisiennes (p. 1575). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Son amendement*, p. 1725). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le décret du 2 décembre relatif au haut commandement (p. 1787); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 1787, 1788). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (A. S. de 1916, t. unique, p. 72). — Demande à interpeller le Gouvernement « sur les incohérences de la censure » (p. 168); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Dépose, en demandant la discussion immédiate, une proposition de résolution tendant à associer la Chambre au deuil de l'Angleterre (p. 1217); donne lecture de l'exposé des motifs et du texte de la proposition (p. 1218). — Prend part à la discussion des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son paragraphe additionnel à l'article 5 du nouveau texte de la Commission*, p. 1589 et suiv.); Seconde délibération. *Sa proposition additionnelle*, p. 1649 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la dénaturalisation (*Son amendement*, p. 1923 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des inter-

pellations sur la crise des transports (p. 2346). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les accords qui ont précédé le concours apporté par la Roumanie dans la guerre actuelle (p. 2486). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant autorisation d'avances aux Gouvernements alliés ou amis (A., S. de 1917, t. unique, p. 315). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le décret concernant la distribution du gaz (p. 1462); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1463); développe cette interpellation (p. 1503 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 1514). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1706). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Discussion générale*, p. 2028); de diverses interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2439); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Son amendement concernant les dépenses secrètes du Ministère des Affaires étrangères*, p. 2576). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 2881). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rente 4 0/0 (p. 2895, 2904). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les dernières opérations policières et judiciaires (p. 2947); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 3042). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution relative à l'aventurier Goldsoll (p. 3377); prend part à la discussion de cette proposition de résolution (*ibid.*); la retire (p. 3382). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats du procès Bolo (A., S. de 1918, t. unique, p. 396); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 510); développe cette interpellation (p. 780; *Son ordre du jour motivé*, p. 793). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à la non-application de la loi qui garantit un pécule de 1.000 francs aux

familles des soldats morts pour la patrie (p. 2725). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'absence, dans la convention d'armistice signée le 11 novembre, d'une clause visant la démobilisation en Allemagne (p. 3017); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 3036). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Solde des prisonniers de guerre*, p. 3270; *Ouvriers mobilisés dans les usines de guerre*, p. 3272). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1794). — Prend part à la discussion: du projet de loi, modifié par le Sénat, sur l'échange des monnaies allemandes (p. 1902); du projet de loi tendant à ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et à élever le chiffre maximum des émissions des billets de cet établissement (p. 1911). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution tendant à commémorer l'entrée de l'Italie dans la guerre (p. 2125). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3780). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2815, 3071).

C N STANTIN (M.), *Directeur des chemins de fer.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion: du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. de 1918, t. unique, p. 3232); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3320); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S.

O. de 1919, t. unique, p. 1239) ; du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2375) ; du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1919 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*) ; des crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2446).

CORENTIN-GUYHO (M.), *Député de l'arrondissement de Quimperlé [Finistère]*.

Membre de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Son rapport au nom du 2^e Bureau sur l'élection de M. Favre (Ernest), par la 2^e circonscription de Saintes [Charente-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 17). — Intervient dans la discussion de son élection (p. 412) ; son élection est annulée (p. 414).

CORNUDET (M. le vicomte J.), *Député de la 1^{re} circonscription de Pontoise [Seine-et-Oise]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'enseignement (A., S. de 1917, t. unique, p. 2856) ; de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 400.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle dans l'arrondissement de Pontoise [Seine-et-Oise] (I., n^o 59 ; an., S. O. de 1914, p. 1850). = Son rapport ayant pour objet de compléter le rapport de la précédente législature, repris le 23 juin 1914, sur : 1^o la proposition de loi de M. Charles Beauquier, ayant pour objet d'imposer aux villes l'obligation de dresser des plans d'extension et d'embellissement ; 2^o la

proposition de loi de M. Jules Siegfried, relative aux plans d'aménagement et d'extension des villes ; 3^o la proposition de loi de M. Amédée Chenal [Seine], tendant à l'établissement, dans chaque département, d'un plan de révision et d'extension des routes et chemins, ainsi que des espaces libres d'intérêt général (I., n^o 699 ; an., S. O. de 1915, p. 233). — Son rapport ayant pour objet de compléter le rapport de la précédente législature, repris le 23 juin 1914, sur : 1^o la proposition de loi ayant pour objet d'imposer aux villes l'obligation de dresser des plans d'extension et d'embellissement ; 2^o la proposition de loi relative aux plans d'aménagement et d'extension des villes ; 3^o la proposition de loi tendant à l'établissement, dans chaque département, d'un plan de révision et d'extension des routes et chemins, ainsi que des espaces libres d'intérêt général (I., n^o 868 ; an., S. O. de 1915, p. 2044). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, sur le projet de loi relatif au maintien à titre définitif des travaux exécutés pendant la guerre (I., n^o 5650 ; an., S. de 1919, p. 492). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant les plans d'extension et d'aménagement des villes (I., n^o 5687 ; an., S. de 1919, p. 724). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de M. Géo-Gérald invitant le Gouvernement à étudier les moyens de réaliser un contrôle interallié dans l'exécution des conditions militaires, économiques, financières et autres imposées à l'Allemagne par le traité de paix (I., n^o 6129 ; an., S. de 1919, p. 1624). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à créer une Commission extraparlamentaire pour l'étude de l'organisation des relations intellectuelles de la France avec l'étranger (I., n^o 6892 ; an., S. de 1919, p. 2707). = Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur l'élection de M. Pierre Rameil par l'arrondissement de Céret [Pyrénées-Orientales] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 62). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la révision et l'extension des routes et chemins (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 715 et suiv. ; *Amendement de M. Pollepin à l'article 1^{er}*, p. 730 ; *Amendement de M. Siegf-*

fried à l'article 2, p. 735; *Article 3*, p. 739; *Article 4*, p. 741 et suiv.; *Amendement de M. Bedouce à l'article 3*, p. 748; *Ses observations relatives à l'article 9*, p. 751; *Amendement de M. Honnorat à l'article 11*, p. 755). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1974 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les méthodes employées par l'autorité militaire pour exproprier ou occuper temporairement les terrains nécessaires à la défense nationale (p. 2486). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant : le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique, p. 206); du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (p. 266); des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 782). — Est entendu sur une demande de transformation en interpellation d'une question relative à la rareté et à la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 955). — Adresse une question au Ministre du Travail sur le fonctionnement du Comité interministériel pour la reconstruction des pays envahis (p. 1049). — Prend part à la discussion des interpellations relatives : au ravitaillement (p. 1309 et suiv.); au décret du 13 juin 1917 concernant l'emploi du gaz (p. 1511). — Intervient dans la discussion de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1947). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la renaissance des régions qui ont été victimes de l'invasion (p. 2165); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur les successions*, p. 3540). — Est entendu dans la discussion d'interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 29). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de résolution concernant les plans d'extension et d'aménagement des villes (p. 844). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 2537); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3315). — Prend part à la discussion : du projet de loi re-

latif au maintien à titre définitif des travaux publics exécutés pendant la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 450); du projet de loi concernant le déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1040, 1096); d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1798). — Son rapport sur une pétition (p. 2096). — Est nommé membre de la Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes (p. 2488). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2850 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 699; A., S. de 1917, t. unique, p. 1977, 2046; A., S. de 1918, t. unique, p. 2932).

COSNIER (M.), *Député de la 2^e circonscription de Châteauroux [Indre]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membres : de diverses commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission de réorganisation économique (p. 2236). — Sa proposition de loi concernant les allocations aux veuves et aux enfants des mobilisés (I., n° 574; an., S. de 1915, p. 83). — Sa proposition de loi concernant la situation des pères de famille ayant un ou plusieurs enfants à la guerre (I., n° 630; an., S. de 1915, p. 176). — Sa proposition de loi concernant la situation militaire des pères de famille de cinq enfants (I., n° 631; an., S. de 1915, p. 176). — Sa proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (I., n° 957; an., S. de 1915, p. 484). — Sa proposition de loi tendant à ravitailler les troupes en légumes et fruits préparés (I., n° 1022; an., S. O. de 1915, p. 638). — Sa proposition de loi tendant à la création de compagnies agricoles scolaires (I., n° 1041; an., S. O. de 1915, p. 676). — Sa proposition de loi réglementant le paiement des loyers (I., n° 1125; an., S. O. de 1915, p. 749). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet la taxation du blé (I., n° 2240; an., S. de 1916,

p. 933). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet le paiement des réquisitions, des marchés passés avec l'Etat, des créances sur l'Etat et des traitements, soldes, allocations et indemnités (I., n° 2280; an., S. de 1916, p. 1028). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (I., n° 2524; an., S. de 1916, p. 1465). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à accorder deux permissions de vingt jours, du 1^{er} octobre au 31 décembre 1916, aux cultivateurs mobilisés dans la zone de l'intérieur et dans les services de l'arrière de la zone des armées, pour les travaux de labours et d'ensemencements (I., n° 2525; an., S. de 1916, p. 1466). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate invitant le Gouvernement à prendre les mesures immédiates pour le transport des engrais nécessaires pour les semences d'automne (I., n° 2536; an., S. de 1916, p. 1471). — Sa proposition de résolution tendant à relever des unités combattantes les militaires de la réserve de l'armée territoriale des plus anciennes classes (I., n° 2536; an., S. de 1916, p. 1509). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet l'emploi, exclusivement dans la zone de l'intérieur et dans les usines travaillant pour la guerre, des hommes âgés de plus de quarante-cinq ans, c'est-à-dire ceux des classes 1887, 1888, 1889 et 1890 (I., n° 2594; an., S. de 1916, p. 1511). — Sa proposition de loi ayant pour objet : 1° la création d'écoles d'apprentissage pour conducteurs de tracteurs mécaniques pour l'agriculture; 2° l'ouverture d'un crédit de 12.000.000 de francs au Ministre de l'Agriculture, destiné à allouer une subvention de 50 0/0 aux départements qui feront l'acquisition de batteries de tracteurs mécaniques destinés à la culture des terres (I., n° 2668; an., S. de 1916, p. 1629). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate invitant le Gouvernement à accorder deux permissions de vingt jours aux cultivateurs mobilisés dans la zone de l'intérieur, pour les travaux de labours et d'ensemencements (I., n° 2702; an., S. de 1916, p. 1653). — Sa proposition de loi tendant à assurer le ravitaillement de la population en maintenant le prix du pain à 0 fr. 45 le kilo (I., n° 3116; an., S.

de 1917, p. 362). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate concernant les permissions des viticulteurs et des agriculteurs (I., n° 3772; an., S. de 1917, p. 1290). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate tendant à restituer à la vie économique de la nation les plus vieilles classes mobilisées (I., n° 3804; an., S. de 1917, p. 1332). — Sa proposition de loi tendant à encourager la repopulation par la création d'allocations spéciales et de rentes viagères pour les mères de familles nombreuses (I., n° 3868; an., S. de 1917, p. 1272)(1). — Son rapport sur la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction du bétail étranger sur pied (I., n° 975; an., S. O. de 1915, p. 496). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, autorisant l'acquisition de viandes frigorifiées (I., n° 1282; an., S. de 1915, p. 1174). — Son rapport sur la proposition de loi autorisant le Gouvernement à acquérir des viandes frigorifiées provenant des colonies françaises (I., n° 1928; an., S. de 1916, p. 693). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (I., n° 2587; an., S. de 1916, p. 1537). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de MM. Henri Cosnier et Patureau-Baronnet ayant pour objet la création d'écoles d'apprentissage pour conducteurs de tracteurs mécaniques pour l'agriculture et l'ouverture d'un crédit de 12.000.000 de francs au Ministre de l'Agriculture, destiné à allouer une subvention de 50 0/0 aux départements qui feront l'acquisition de batteries de tracteurs mécaniques destinés à la culture des terres; 2° le projet de loi tendant à la mise en culture des terres abandonnées (I., n° 2822; an., S. de 1916, p. 1817). — Son rapport sur : 1° le projet de loi relatif aux encouragements à la culture du blé; 2° la proposition de loi tendant à modifier le paragraphe premier de l'article premier de la loi du 30 janvier 1917 ayant pour objet l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France (I., n° 3020; an., S. de 1917, p. 313). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Marchés passés par l'Inspection générale du ravitaillement avec des fournisseurs américains pour la fourniture de foin] (I., n° 3265; an., S. de 1917, p. 617). — Son rapport sur le marché passé par

(1) Ce document n'a pas été publié.

l'Inspection générale du ravitaillement avec M. Kinziger pour la fourniture de foin (I., n° 3266; an., S. de 1917, p. 1260). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'acquisition de certaines denrées de première nécessité (I., n° 4063; an., S. de 1917, p. 1959); son rapport supplémentaire (I., n° 4109; an., S. de 1917, p. 2048). — Ses rapports, au nom du 9^e Bureau, sur les élections : de M. Dejeante, par la 1^{re} circonscription du 20^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 75); de M. Vaillant, par la 2^e circonscription du 20^e arrondissement de Paris (p. 75). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*, à la discussion de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (A., S. de 1915, t. unique, p. 961 et suiv.). — Est entendu comme *Vice-Président* de cette Commission dans la discussion : du projet de loi relatif au ravitaillement en blé et en farine de la population civile (*Contre-projet de M. Compère-Morel*, p. 1147; *Vaux de blutage*, p. 1181; *Taxation du pain*, p. 1191; *Agents de réception dans les ports*, p. 1192; *Vote de l'ensemble de la loi*, p. 1195); d'une proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1213). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (A., S. de 1916, t. unique, p. 329 et suiv.); d'une proposition de résolution concernant les engrais minéraux nécessaires à l'agriculture (p. 384 et suiv.; *Son texte additionnel*, p. 390); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 550). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 768); dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la taxation de l'avoine, du seigle, de l'orge, du son et des issues (p. 774 et suiv.). — Est entendu, comme *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*, dans la discussion : du projet de loi complétant la loi du 16 octobre 1915 relative au ravitaillement de la population civile en blé et en farine (p. 969); du projet de loi sur la taxation des beurres et fromages (p. 1006; *Son amendement concernant les tourteaux alimentaires*, p. 1007); du projet de loi tendant à proroger la loi sur les primes à la culture du lin et du chanvre (p. 1030).

Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Amendement aux §§ 2 et 3 de l'art. 1^{er}*,

A., S. de 1916, t. unique, p. 1148 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à la mise en sursis d'appel de militaires pendant la durée de la fenaison et de la moisson (p. 1233); d'un projet de loi portant ouverture et annulation sur les Exercices 1915 et 1916 de crédits concernant les services de la guerre (*Ses observations concernant l'alimentation de l'armée*, p. 1248 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (*Ses observations relatives au ravitaillement en fourrage*, p. 1350). — Est entendu, comme *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*, dans la discussion de la proposition de loi relative au recensement des grains et des farines (*Amendement de M. J.-L. Dumesnil concernant les fabricants d'engrais*, p. 1632; *Motion du même Député tendant au renvoi du projet à la Commission*, p. 1636). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la main-d'œuvre nécessaire aux travaux de la moisson (p. 1677); développe cette interpellation (p. 1678 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1777, 1780 et suiv.; *Usines hydrauliques*, p. 1807); d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (p. 2098). — Est entendu, comme *Rapporteur* : sur la demande d'ajournement de la discussion d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2142); au cours de la discussion de cette proposition de loi (p. 2145 et suiv.; p. 2222 et suiv.). — Intervient dans la discussion de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2294, 2333 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891, 1892 de la zone des armées (p. 2356); prend part à cette discussion (p. 2437 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures prises et à prendre pour le ravitaillement de la population civile et militaire et pour remédier à la cherté de la vie (p. 2525). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2766). — Est entendu comme *Rapporteur* dans la discussion : du projet et de la proposition de loi concernant la mise en culture des terres abandonnées (p. 2854); de ce projet de loi,

modifié par le Sénat (p. 2890). — Demande l'ajournement de la discussion de sa proposition de résolution concernant les permissions à accorder aux cultivateurs mobilisés pour les travaux de labour et d'ensemencement (p. 2880). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion de sa proposition de résolution relative aux permissions à accorder aux cultivateurs mobilisés pour les travaux de labour et d'ensemencement (A., S. de 1917, t. unique, p. 30); demande la discussion immédiate (p. 60); prend part à cette discussion (p. 60 et suiv.). — Intervient dans le discussion de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 612, 646). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1034 et suiv., p. 1065); du projet de loi relatif à la fabrication de la farine de froment et aux pénalités qui la concernent (p. 1070). — Est entendu dans la discussion des interpellations, des propositions de résolution et d'une proposition de loi concernant les vieilles classes (p. 2326). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'exécution des décisions concernant les hommes appartenant aux vieilles classes et les spécialistes de l'agriculture (p. 2410); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2769, 2808). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions agricoles et les sursis spéciaux à accorder aux hommes des régions libérées (p. 2587). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution concernant les permissions des viticulteurs et des agriculteurs (p. 2598); prend part à cette discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion d'interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2620, 2716, 2727, 2749, 2766). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations relatives au ravitaillement (p. 2949). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission de l'agriculture*, à la discussion d'une proposition de résolution concernant le cheptel de Madagascar (p. 2958). — Est entendu dans la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 2993, 3003). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la question des vieilles classes et des spécialistes de l'agriculture (p. 3054). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3676,

3681, 3683). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 633; A., S. de 1917, t. unique, p. 698, 1174, 3803).

COTTEZ (M. le général), *Directeur de l'Infanterie au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de loi relative à l'admission des officiers de complément dans l'armée active (A., S. de 1917, t. unique, p. 1175); de la proposition de loi ayant pour objet de modifier, pour le temps de guerre, les règles relatives à l'avancement des sous-lieutenants (p. 1462); du projet de loi modifiant la loi du 13 mars 1875 relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale et de la proposition de loi ayant pour objet de permettre en temps de guerre, aux officiers et assimilés de la réserve et de la territoriale, de toutes origine, l'accession à tous les grades de la hiérarchie militaire (p. 2046); de la proposition de loi relative à l'ancienneté des officiers de réserve admis dans l'armée active antérieurement au 21 décembre 1913 (*ibid.*); du projet de loi modifiant les limites d'âge de radiation des cadres des officiers de complément (p. 3284); de la proposition de loi relative à l'avancement des sous-lieutenants inaptes définitifs (A., S. de 1918, t. unique, p. 1252); de la proposition de loi tendant à modifier les lois des 21 mars 1905 et 7 avril 1913 en ce qui concerne les commissions de réforme (p. 1968), prend part à cette discussion (p. 2554).

COUDERT (M.), *Directeur des affaires criminelles et des grâces.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi relative à la réhabilitation des condamnés et aux effets des jugements par contumace (A., S. de 1917, t. unique, p. 1175); du projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de français (A., S. de 1918, t. unique, p. 2506).

COUESNON (M. AMÉDÉE), *Député de l'arrondissement de Château-Thierry [Aisne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission des

douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, p. 2026). = Son rapport sur le projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des matières de cuivre de toute nature (I., n° 3079; an., S. de 1917, p. 282). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Marchés de laitou] (I., n° 3267; an., S. de 1917, p. 817). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Marchés de douilles de canons. Participation de l'État pour des achats de matériel] (I., n° 3268; an., S. de 1917, p. 613). = Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 218 et suiv.). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1205). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2599). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2190; A., S. de 1918, t. unique, p. 2040). = Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1937).

COURTIN (M.), *Directeur des affaires criminelles et des grâces.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 77 du Code pénal (A., S. de 1915, t. unique, p. 151); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, portant modification des articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse (p. 151); du projet de loi complétant les articles 621 et 628 du Code d'instruction criminelle sur la réhabilitation des condamnés (p. 351); du projet de loi ordonnant la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies (p. 484); du projet de loi sur le recel (A., S. de 1915, t. unique, p. 635); du projet de loi modifiant la loi du 23 janvier 1873 tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme (p. 960); de la proposition de loi tendant à faciliter la répression des actes imputables aux fournisseurs de l'armée et à garantir la réparation des dommages causés à

l'État, aux soldats et aux autres citoyens (p. 1388).

COUSTOLLE (M.), *Chef du service central des travaux hydrauliques au Ministère de la Marine.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif aux dépenses non renouvelables de la Guerre et de la Marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522).

COUTANT (M.) HENRI, *Député la 4^e circonscription de Sceaux [Seine].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 105). = Membre : de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des pensions (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission des postes et des télégraphes (*ibid.*). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1914, en addition aux crédits provisoires, un crédit extraordinaire de 8.900 francs pour venir en aide aux familles des victimes de l'orage du 15 juin 1914, à Choisy-le-Roi [Seine] (I., n° 224; A., S. O. de 1914, p. 1934). — Sa proposition de loi présentée avec demande de discussion immédiate ayant pour but l'unification des pensions aux veuves et orphelins des militaires tués à l'ennemi, sans distinction de grade ni d'ancienneté (I., n° 1627; an., S. de 1915, p. 1434). — Sa proposition de loi présentée avec demande de discussion immédiate tendant à modifier la loi du 28 décembre 1910, concernant la réglementation, la fabrication, la vente et la détention des appareils amorcés ou préparés de manière à pouvoir s'enflammer ou produire du feu par tout moyen autre que le contact direct avec une matière en combustion (I., n° 1757; an., S. de 1916, p. 129). — Sa proposition de loi tendant à accorder le paiement des primes mensuelles au personnel des poudreries et usines de produits chimiques mis en sursis pour coopérer à l'œuvre de la défense nationale (I., n° 6476; an., S. de 1919, p. 2073). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate tendant à accorder aux familles nécessiteuses de prisonniers, bénéficiaires de l'allocation militaire ou

de l'allocation aux réfugiés, une indemnité pour compenser une partie des pertes sensibles supportées par ces familles pour subvenir aux besoins de leurs parents au cours de leur captivité dans les pays ennemis (I., n° 6608 ; an., S. de 1919, p. 2289, 2285). — Sa proposition de loi tendant à accorder le payement du complément de pécule aux ayants droit des militaires morts pour la France, soit en France, soit à l'étranger, à la suite de blessures ou de maladies contractées au cours et à l'occasion de la guerre (I., n° 6828 ; an., S. de 1919, p. 2638). = Sa réponse à l'allocation à lui adressée, par M. le Président de la Chambre, à l'occasion de son retour à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2865). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 274 ; A. S. O. de 1919, t. unique, p. 1039).

COUYBA (M.), *Sénateur, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

Est nommé *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* [Décret du 13 juin 1914] (J. O., p. 5234). — Est entendu : sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre étrangère (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 300) ; dans la discussion des interpellations sur l'application de la loi de huit heures dans les mines (p. 454, 456). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Travail et prévoyance sociale : *Retraites des ouvriers mineurs*, p. 548 ; *Impressions*, p. 549 ; *Allocations viagères et bonifications des assurés obligatoires et facultatifs*, p. 550) ; de ce projet de loi modifié une troisième fois par le Sénat (Travail et prévoyance sociale : *Allocations viagères et bonifications des assurés obligatoires et facultatifs*, p. 880). — Répond à une question de M. Métin sur l'application de la loi des retraites ouvrières et paysannes (p. 593).

COVILLE (M.), *Directeur de l'enseignement supérieur.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 419) ; du Budget de l'Exer-

cice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2499) ; des crédits en vue de l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (p. 3158).

COYRARD (M.), *Député de l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angely [Charente-Inférieure].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission de l'administration générale (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707) ; de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour venir en aide aux victimes d'un orage qui a ravagé, le 22 mai 1914, la commune des Touches-de-Périgny [Charente-Inférieure] (I., n° 314 ; an., S. O. de 1914, p. 2024). = Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les frais occasionnés par les malades admis d'urgence dans les hôpitaux (I., n° 6340 ; an., S. de 1919, p. 1935). = Ses rapports sur des pétitions (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1981). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 266 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 620, 1082, 1574, 1952 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 2, 1080, 1184, 1377, 1414, 1691 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 2555 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1301 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 47, 571, 1937). = Obtient des congés (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 47, 2279.).

CREPEL (M.), *Député de l'arrondissement de Geu [Ain].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 136 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 1388 ; A., S. de 1916, t. unique,

p. 2064, 2298; A., S. de 1917, t. unique, p. 2408; A., S. de 1918, t. unique, p. 529, 1968).

CROLARD (M.), *Député de l'arrondissement d'Annecy [Haute-Savoie]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et télégraphes (A., S. de 1917, t. unique, p. 1586); de la Commission de la réorganisation économique (p. 2236). = Sa proposition de loi tendant à faire passer dans la dernière classe de la réserve de l'armée territoriale, les hommes de sa réserve appartenant au service auxiliaire pères d'au moins quatre enfants vivants ou veufs pères d'au moins trois enfants vivants (I., n° 1440; an., S. de 1915, p. 1251). — Sa proposition de résolution tendant à charger la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication de présenter un rapport sur le fonctionnement des ports de commerce français et de préparer un programme d'amélioration de l'outillage national (I., n° 1785; an., S. de 1916, p. 155). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faire passer dans les plus anciennes classes de la réserve de l'armée territoriale, en tenant compte du nombre des enfants, les pères de famille appartenant aux services auxiliaires (I., n° 1833; an., S. de 1916, p. 319). = Son rapport sur le fonctionnement des ports de commerce français (I., n° 6076; an., S. de 1919, p. 3378). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'autonomie des ports maritimes de commerce et la simplification des formalités relatives à l'exécution des travaux des ports (I., n° 6707; an., S. de 1919, p. 2421). = Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à suspendre la totalité du droit de douane sur le papier journal et la pâte de cellulose (A., S. de 1915, t. unique, p. 649 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement à l'article premier*, A., S. de 1917, t. unique, p. 220; *le retire, ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt

général (A., S. de 1918, t. unique, p. 1024); du projet de loi relatif à la consommation, en temps de guerre, du papier et des matières entrant dans sa fabrication (p. 1223). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1857, 1868); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2178, 2216, 2251, 2754 et suiv., 2843, 2938, 2981 et suiv., 3033); du projet de loi relatif à la frappe de monnaies de billon de bronze de nickel (p. 3783); du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4606). = Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 508).

CRUPPI (M.), *Député de la 5^e circonscription de Toulouse [Haute-Garonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. de 1919, t. unique, p. 2717). = Est entendu, comme *Président de la Commission de la réforme judiciaire* : sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les mesures de grâce à prendre envers certains citoyens (A., S. de 1914, t. 2, p. 823); dans la discussion d'un projet de loi, modifié par le Sénat, sur la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (p. 829). — Prend part à la discussion concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé le projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 592). — Intervient, en qualité de *Président de la Commission*, dans la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les

loyers pendant la guerre (*Observations relatives à la présomption de décès*, A., S. de 1916, t. unique, p. 471; *Amendement de M. Denzis à l'article 6*, p. 472; *Amendement de M. Sibille à l'article 40*, p. 474; *Sa motion tendant à ce que la suite de débat soit renvoyée à une prochaine séance*, p. 474; Exonérations et délais : *Ses observations concernant la discussion de l'article 15*, p. 812; *Amendement de MM. Lafont, Laval et Lauche à l'article 14*, p. 817 et suiv.; *Article 14 bis présenté par MM. J.-L. Breton et Mauger*, p. 841; *Sa motion tendant à réserver la discussion de l'article 16*, p. 875; *Texte additionnel de M. Caffort à l'article 21*, p. 886. Juridiction et procédure : *Observations relatives : à l'article 29*, p. 911; *à l'article 51*, p. 919; *Amendement de M. Levasseur à l'article 43*, p. 948 et suiv.; *Amendement de M. Sibille à l'article 50*, p. 970; *Sa motion concernant l'ajournement de la suite de la discussion*, p. 1007; *Observations concernant l'article 14 ter nouveau*, p. 1033 et suiv.). — Prend part, en cette même qualité, à la discussion : des projets et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de méayage par suite de la guerre (*Amendement de M. Jovelet à l'article 2*, p. 1104; *Amendement de M. Turmel à cet article*, p. 1106; *amendement de M. Brizon à l'article 4 bis*, p. 1113; *Observations concernant cet article*, p. 1115 et suiv.; *Article 7 bis nouveau présenté par M. Turmel*, p. 1137); d'une proposition de résolution relative à la création des conseils de revision aux armées (p. 1198). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4417). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 633, p. 2408; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2267).

CUTTOLI (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Constantine [Algérie]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914,

t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi ayant pour objet de rétablir, en faveur des interprètes militaires, le bénéfice de campagne en Afrique (I., n° 260; an., S. O. de 1914, p. 226). — Sa proposition de loi sur les conditions de nomination aux fonctions de conseiller rapporteur et de conseiller rapporteur adjoint près le conseil de Gouvernement de l'Algérie (I., n° 5324; an., S. de 1918, p. 1864). — Sa proposition de loi sur la participation des membres français élus des commissions municipales de communes mixtes en Algérie, à la désignation des délégués sénatoriaux (I., n° 5325; an., S. de 1918, p. 1864). — Sa proposition de loi sur l'immatriculation de la propriété foncière en Algérie (I., n° 6418; an., S. de 1919, p. 2017). = Son rapport sur le projet de loi portant application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901 et 27 mars 1906, et des dispositions des règlements d'administration publique qui ont complété ces lois (I., n° 2055; an., S. de 1916, p. 633). — Son avis présenté au nom de la Commission de la marine marchande sur la proposition de résolution concernant les services postaux entre la France, la Corse et l'Afrique du Nord (I., n° 3949; an., S. de 1917, p. 1664). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser l'Algérie à contracter un emprunt de 55 millions, en vue de l'achèvement des chemins de fer d'intérêt général inscrits au programme de l'emprunt de 175 millions approuvé par la loi du 28 février 1908 (I., n° 4214; an., S. de 1918, p. 29). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention relative à l'admission des Serbes dans les écoles techniques et professionnelles de France, signée à Paris, le 27 novembre 1917, entre la France et la Serbie (I., n° 6895; an., S. de 1919, p. 2708). = Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3089, 3092). — Prend part à la discussion : d'une interpellation relative à la liaison maritime entre la France et l'Algérie (A., S. de 1918, t. unique, p. 150); d'interpellations concernant : le fonctionnement de la démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 582, 613); la crise de la vie chère (p. 639). — Est entendu dans la discussion : du budget

ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Postes et Télégraphes : *Discussion générale*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2801 et suiv. Transports maritimes et marine marchande : *Discussion générale*, p. 2815 et suiv.); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3143, 3227 et suiv.); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3162 et suiv.,

3189). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 3331). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations concernant les services maritimes postaux entre la métropole et l'Afrique du Nord (p. 3549) ; du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (p. 3574). = Obtient un congé (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 744)

D

DABAT (M.), *Directeur général des eaux et forêts.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi sur la répartition des dommages causés par les faits de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1872); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 569); 1° d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour objet de faciliter le remembrement de la propriété rurale; 2° du projet de loi sur le remembrement de la propriété rurale (p. 2762); du projet de loi relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1170, 1743); prend part à cette discussion (p. 2216, 2254, 2759 et suiv., 2853, 2941, 2980). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1238); du Budget de 1919 (p. 2375).

DALBIEZ (M.), *Député de la 2^e circonscription de Perpignan [Pyénées-Orientales].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de la Commission des boissons (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9453); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot

(A., de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission d'enquête de la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de résolution tendant à créer une Commission chargée d'établir les réparations dues aux départements envahis (I., n° 529; an., S. O. de 1915, p. 57). — Sa proposition de loi tendant à réprimer l'exportation frauduleuse de produits ou objets dont la sortie a été prohibée, comme contraire aux intérêts de la défense nationale (I., n° 714; an., S. O. de 1915, p. 246). — Sa proposition de loi tendant à assurer la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables (1) (I., n° 835; an., S. O. de 1915, p. 335). — Sa proposition de loi tendant à venir en aide aux habitants du département des Pyrénées-Orientales victimes de l'inondation du 26 octobre 1915, (I., n° 1461; an., S. de 1915 p. 1282). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à faciliter aux sous-officiers qui ont prouvé leur aptitude au commandement dans les formations combattantes l'accès au grade de sous-lieutenant (I., n° 1990; an., S. de 1916, p. 583). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à n'affecter les hommes de la classe 1888 dans les usines qu'après que les pères des familles les plus nombreuses y auront été appelés et à retarder, en conséquence, l'appel de la classe 1888 (I., n° 1991; an., S. de 1916, p. 583). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à ne plus rayer de la liste d'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, ceux qui sont admis au

(1) Présentée avec demande de discussion immédiate

bénéfice de la loi du 5 août 1914 sur les allocations (I., n° 1993 ; an., S. de 1916, p. 586). — Sa proposition de résolution invitant le Ministre de la Guerre à prescrire la présentation devant les commissions de réforme, des convalescents ou permissionnaires du front susceptibles d'être réformés ou versés dans le service auxiliaire (I., n° 2813 ; an., S. de 1916, p. 1808). — Sa proposition de loi tendant à ordonner la levée de l'état de siège sur tout le territoire français (I., n° 3348 ; an., S. de 1918, p. 1947). — Sa proposition de loi tendant à abroger la loi du 5 août 1914 réprimant les indiscretions de la Presse en temps de guerre (I., n° 5351 ; an., S. de 1918, p. 1948). — Sa proposition de loi tendant à assurer la démobilisation des armées de terre et de mer (I., n° 5353 ; an., S. de 1918, p. 1948). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder aux mobilisés des armées de mer les mêmes avantages pour la démobilisation qu'aux mobilisés des armées de terre (I., n° 5724 ; an., S. de 1919, p. 840). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à supprimer l'organisation militaire des brigades du service actif des douanes (I., n° 5852 ; an., S. de 1919, p. 997). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de MM. Paul-Meunier, Victor Dalbiez et Georges Ponsot, tendant à assurer aux militaires blessés des sorties régulières au grand air (I., n° 805 ; an., S. O. de 1915, p. 297). — Son rapport sur la proposition de résolution de MM. Dalbiez, Pierre Rameil et André Hesse, tendant à supprimer l'organisation militaire des brigades du service actif des douanes (I., n° 7239 ; an., S. de 1919, p. 3188). — Son rapport sur les travaux de la Commission de l'armée pendant la guerre 1914-1918 [Rapport général] (I., n° 7259 ; an., S. de 1919, p. 3411). — Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. Eymond par la 2^e circonscription de l'arrondissement de Libourne [Gironde] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 31). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917 (*Son contre-projet* A., S. O. de 1914, t. unique, p. 473). — Son rapport verbal sur la proposition de résolution tendant à assurer aux militaires blessés des sorties régulières au grand air (p. 485). — Prend part à la discussion de sa proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes

mobilisés et mobilisables (*Discussion générale* ; A., S. de 1915, t. unique, p. 785, 825 ; *Article 8*, p. 929 ; *Ensemble de la loi*, p. 933). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons (p. 1070) ; du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (p. 1728). — Son opposition à l'inscription, sans débats, de la proposition de résolution et de la proposition de loi concernant l'attribution des recettes buralistes et des bureaux de tabac (A., S. de 1916, t. unique, p. 653). — Est entendu dans la discussion des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Ses observations concernant l'article 4 et l'article 5*, p. 1590 et suiv. ; *Ses observations concernant l'article 5*, p. 1599). — Son addition à l'ordre du jour motivé présenté par MM. Lauche et Voilin comme sanction à leur interpellation sur les conditions auxquelles sont accordées les permissions aux hommes du front (p. 1869). — Adresse une question au Ministre de la Guerre sur la crise du transport des vins (p. 2022 et suiv.). — Intervient dans la discussion d'une proposition de résolution relative à l'amnistie des condamnations prononcées par les conseils de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 378). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 715) ; de cette proposition modifiée par le Sénat (p. 2114). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la politique de guerre que commandent les récents événements politiques et militaires (p. 1176) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1181). — Parle : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1384) ; sur la fixation de la date de la discussion des interpellations sur les opérations militaires et le service de santé (p. 1453, 1637). — Est entendu sur les ordres du jour présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1712). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 46) ; d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée « La part du combattant » (*Son addition à l'ordre du jour de M. Faisant*, p. 111) ; d'une interpellation sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats de

l'affaire Bolo (p. 785); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de finances, *Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, p. 1156); du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2004); d'une interpellation sur la crise des transports (p. 2128, 2134); d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Fixation du régime des réfugiés*, p. 2187). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch (p. 2669). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion: d'une interpellation sur la libération des vieilles classes (p. 2934); des interpellations visant les questions de démobilisation (p. 2935); prend part à la discussion de ces interpellations (p. 3009; *Son ordre du jour motivé*, p. 3014). — Prend part à la discussion: d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 212, 222); d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 611; *Son addition à l'ordre du jour motivé de M. Paucard*, p. 621); d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1006, 1027; *Son ordre du jour motivé*, p. 1028); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Rengagements de six mois dans l'armée*, p. 1188); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1497). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 1844); sur le procès-verbal de la 2^e séance du 17 avril 1919 (p. 1853); dans la discussion de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1882). — Prend part à la discussion: du projet de loi modifié par le Sénat relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1914); du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2149). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative au décret du 21 janvier 1919 autorisant l'importation des mistelles (p. 2170). — Intervient dans la discussion des interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2316). — Demande à interpeller le

Gouvernement sur la démobilisation des armées de terre et de mer (A., S. O. de 1919, p. 2631); développe cette interpellation (p. 2904. *Son ordre du jour motivé*, p. 2913). — Est entendu dans la discussion: d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2703); de plusieurs propositions de loi relatives à la levée de l'état de siège et à l'abrogation de la censure (p. 2971). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la vie chère (p. 3254). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 3276). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la nécessité de démobiliser toutes les classes de la réserve, afin de procéder sans retard aux élections (p. 3282); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*).

DALIMIER [M.], *Député de la 1^{re} circonscription de Corbeil [Seine-et-Oise], Sous-Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, puis Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, puis Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre: de la Commission de l'enseignement (A., S. de 1918, p. 803); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission de la législation civile et criminelle (p. 2442); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission des régions libérées (p. 1273). — Sa proposition de loi tendant au transfert au Panthéon, des cendres de Rouget de Lisle (l., n^o 5210; an., S. de 1918, p. 1812). — Son rapport sur le projet de loi tendant à la répression du trafic des billets de théâtre (L., n^o 4782; an., S. de 1918, p. 851). — Son rapport sur le projet de loi modifié par le Sénat tendant à la répression du trafic des billets de théâtre (L., n^o 6324; an., S. de 1919, p. 1865). — Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections: de M. Lorimy par l'arrondissement de Coulommiers [Seine-et-Marne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 80); de M. Jacques-Louis Duménil par l'arrondissement de Fontainebleau [Seine-et-Marne] (p. 80). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique

générale du Gouvernement (p. 152; *Son ordre du jour motivé*, p. 163).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts* [Décret du 14 juin 1914] (J. O., p. 5266).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts* [Décret du 27 août 1914] (J. O., p. 7722).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7814). Est entendu dans la discussion du projet de loi portant acceptation définitive d'une donation consentie à l'État par M. Auguste Rodin (A., S. de 1916, t. unique, p. 1716 et suiv.).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [Décret du 14 décembre 1916] (J. O., p. 10800). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Théâtres subventionnés*, p. 2668).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts* [Décrets du 20 mars 1917] (J. O., p. 2256).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7230).

Prend part, en qualité de *Député*, à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Intérieur : *Protection de la maternité et de l'enfance*, A., S. de 1918, t. unique, p. 699. Beaux-Arts : *Discussion générale*, p. 815; *Suppression du bureau des théâtres*, p. 820; *Situation des théâtres en cas d'alerte*, p. 821); d'un projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2190). — Adresse au Ministre des Finances, une question relative au paiement des contributions par les démobilisés (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 895). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1005). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1401, 1957, 2267).

DAMOUR (M. MAURICE) [*Landes*]. Voir **MAURICE DAMOUR** (M.).

DANIEL-VINCENT (M.), *Député de la 3^e circonscription d'Avesnes [Nord]*, *Sous-Secrétaire d'État de l'aéronautique militaire*, puis

Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Secrétaire du 1^{er} Bureau (F., n° 3; J. O. de 1919, p. 4951). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 21, J. O. de 1914, p. 5961; F., n° 41, J. O. de 1915, p. 357); de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'enseignement (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2717). = Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 75 du Règlement de la Chambre concernant le pointage des scrutins (I., n° 1827; an., S. de 1916, p. 313). — Sa proposition de résolution tendant à instituer une Commission extraordinaire de 33 membres chargée de contrôler la réorganisation administrative et économique des départements libérés (I., n° 5347; an., S. de 1918, p. 1947). = Son rapport, au nom de la Commission d'enquête, sur les opérations électorales de l'arrondissement de Saint-Affrique [Aveyron] (I., n° 462; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2181). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 [Partie XI : Navigation aérienne] (I., n° 6671; an., S. de 1919, p. 453). = Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau sur les élections : de M. Baudon par l'arrondissement de La Palisse [Allier] (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 7); de M. Defos par la 1^{re} circonscription de Moulins [Allier] (p. 8). = Est entendu sur l'ensemble du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915 (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 938). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur la constitution du Cabinet, la censure et les déclarations du Gouvernement (A., S. de 1915, t. unique, p. 1506); sa déclaration au nom du parti radical-socialiste (*ibid.*). — Prend part à la discussion de diverses propositions de résolution concernant la Commission du budget et les grandes Commissions (p. 1659). — Demande

le renvoi à la Commission de l'enseignement du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant les pupilles de la nation (A., S. de 1916, t. unique, p. 1450 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Lebrun au § 1^{er} de l'art. 2*, p. 1942; *se rallie à un amendement de M. Marin relatif à l'art. 30*, A., S. de 1917, t. unique, p. 44).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État de l'aéronautique militaire au Ministère de la Guerre* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2256).

Est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7229). — Intervient dans la discussion de diverses interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 2442). Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Instituteurs placés dans le service auxiliaire à la suite de maladies contractées ou aggravées dans le service*, p. 2524, 2527).

En qualité de *Député* prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2005). — Prend part à la discussion du projet de loi modifié par le Sénat sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1919, t. unique, p. 143); du projet de crédits additionnels au budget ordinaire de l'Exercice 1919 (*Enseignement primaire supérieur*, p. 1108); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1619). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 568; A., S. de 1917, t. unique, p. 440; A., S. de 1918, t. unique, p. 3121; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1418, 1957).

DANSETTE (M. JULES), *Député de la 4^e circonscription de Lille [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des mines (A. S. de 1916, t. unique, p. 2467). = Sa proposition de loi tendant à substituer la responsabilité de l'Etat à

celle des patrons dans les accidents du travail causés par les hostilités (I., n° 616; an., S. O. de 1915, p. 167). — Sa proposition de résolution concernant l'affectation du dernier survivant des familles qui comptent deux frères tués à l'ennemi (I., n° 2382; an., S. de 1916, p. 1242). = Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (*Loi de Finances : Suppression de l'impôt de la licence*, p. 642). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Sa motion d'ajournement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 156); de la proposition de loi tendant à substituer la responsabilité de l'Etat à celle des patrons dans les accidents du travail causés par les hostilités (p. 486). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Gardey au 6^e alinéa de l'article 5*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1985). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 236; A., S. de 1917, t. unique, p. 338). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1917, t. unique, p. 992).

DARIAC (M. ADRIEN), *Député de l'arrondissement d'Alençon [Orne]. Ministre de l'Agriculture*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Sa proposition de résolution invitant le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement à instituer un Institut de recherches expérimentales agronomiques (I., n° 4310; an., S. de 1918, p. 171). — Sa proposition de résolution tendant à faire citer à l'ordre du régiment tous les militaires tombés au champ d'honneur (I., n° 4576; an., S. de 1918, p. 528). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1918, un crédit extraordinaire de 3 millions de francs pour venir en aide aux agriculteurs de l'arrondissement d'Argentan [Orne]

et communes limitrophes, victimes d'un cyclone (I., n° 4903; an., S. de 1918, p. 954). — Sa proposition de résolution relative à la création de coopératives militaires dans la zone de l'intérieur (I., n° 4965; an., S. de 1918, p. 1078). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires, en vue de permettre le règlement des dépenses afférentes à l'expropriation de la forêt d'Eu (I., n° 228; an., S. O. de 1914, p. 1938). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 4.564.368 fr., pour venir en aide aux agriculteurs victimes des intempéries (I., n° 369; an., S. O. de 1914, p. 2044). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur : 1° le projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles, la législation sur les accidents du travail; 2° la proposition de loi de M. Paul Beauregard [Seine] sur la responsabilité des accidents agricoles (I., n° 637; an., S. O. de 1915, p. 179). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'acquisition de viandes frigorifiées (I., n° 930; an., S. O. de 1915, p. 468). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (I., n° 996; an., S. O. de 1915, p. 528). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, en addition aux crédits provisoires ouverts au titre de l'Exercice 1915, de crédits applicables à la remonte des haras (I., n° 1059; an., S. O. de 1915, p. 930). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'établissement d'un barème révisable tous les cinq ans pour l'attribution des subventions aux syndicats d'élevage (I., n° 1076; an., S. O. de 1915, p. 698). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, autorisant l'acquisition de viandes frigorifiées (I., n° 1343; an., S. de 1915, p. 1173). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'exécution des travaux agricoles pendant la guerre (I., n° 1377; an., S. de 1915, p. 1091). — Son rapport sur le projet de loi concernant la mise en culture de terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre (I., n° 1783; an., S. de 1916, p. 183). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse et concernant la durée des permis

de chasse (I., n° 1879; an., S. de 1916, p. 342). — Son rapport sur le projet de loi modifiant le maximum des avances accordées aux caisses régionales de crédit agricole mutuel (I., n° 1893; an., S. de 1916, p. 378). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution tendant à faire bénéficier les hommes mobilisés de la gratuité de voyage pour les permissions agricoles (I., n° 2020; an., S. de 1916, p. 616). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet de proroger pour une durée de six ans, la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre (I., n° 2082; an., S. de 1916, p. 651). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi complétant la loi du 16 octobre 1915 relative au ravitaillement de la population civile en blé et en farine (I., n° 2083; an., S. de 1916, p. 651). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi autorisant le Gouvernement à acquérir des viandes frigorifiées de provenance des colonies françaises (I., n° 2163; an., S. de 1916, p. 762). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur l'amendement de M. Ferdinand Bougère au projet de loi ayant pour objet de proroger pour une durée de six ans, la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre (I., n° 2283; an., S. de 1916, p. 1029). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre (I., n° 2489; an., S. de 1916, p. 1446). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi ayant pour objet l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (I., n° 2611; an., S. de 1916, p. 1558). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant la répartition de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre entre les différents départements (I., n° 3166; an., S. de 1917, p. 408). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, sur la mise en culture des terres abandonnées (I., n° 3167; an., S. de 1917, p. 409). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi relatif à la taxation du blé (I., n° 3214; an., S. de 1917, p. 615). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre de l'Agriculture, de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exer-

cice 1917, pour procéder à des opérations d'achat et de cession en vue de la reconstitution agricole des régions envahies (I., n° 3225; an., S. de 1917, p. 682). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, d'un crédit extraordinaire de 20.000.000 de francs pour secours aux agriculteurs éprouvés par la grêle, les orages, les ouragans et les inondations de 1917 (I., n° 3725; an., S. de 1917, p. 1164). — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution relative à la domanialisation du personnel forestier communal (I., n° 3833; an., S. de 1917, p. 1386). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Agriculture et Ravitaillement] (I., n° 4092; an., S. de 1918, p. 2271). — Son 3^e rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Agriculture. — Chapitres 15, 16, 26 *quater* et 87 *ter*] (I., n° 4093; an., S. de 1917, p. 2035). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur diverses propositions de loi et propositions de résolution concernant les blessés et mutilés de la guerre (I., n° 4221; an., S. de 1918, p. 90). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi ayant pour objet de créer au Ministère de l'Agriculture un Office central des produits chimiques agricoles (I., n° 4222; an., S. de 1918, p. 91). — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur : 1^o la proposition de loi sur la création d'un « certificat d'autorisation » pour les reproducteurs bovins; 2^o le projet de loi relatif au choix et à la surveillance des taureaux employés à la reproduction (I., n° 4223; an., S. de 1918, p. 92). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur : 1^o la proposition de loi de M. Jean Locquin et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser la production du blé; 2^o la proposition de loi de MM. Compère-Morel, Rontin et Jean Loequin, tendant à organiser la production du blé et la mise en culture des terres abandonnées (I., n° 4335; an., S. de 1918, p. 199). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi modifiant les lois des 2 janvier et 7 avril 1917 en ce qui concerne les encouragements à la culture mécanique (I., n° 4521; an., S. de 1918, p. 476). — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi relatif à la mise en culture

des terres abandonnées (I., n° 4522; an., S. de 1918, p. 476). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Agriculture et Ravitaillement. — 1^{re} section : Agriculture, chap. 5] (I., n° 4548; an., S. de 1918, p. 501). — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Fernand David et plusieurs de ses collègues, tendant à créer au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement des emplois de chef de bureau (I., n° 4825; an., S. de 1918, p. 909). — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi tendant à l'intensification de la production agricole pendant et après la guerre (I., n° 4862; an., S. de 1918, p. 932). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement. — 2^e section : Ravitaillement général. — Chap. 1^{er}, 2, 3 et 4] (I., n° 5171; an., S. de 1918, p. 1776). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Agriculture et Ravitaillement. — 1^{re} section : Agriculture] (1) (I., n° 5487; an., S. de 1918, p. 605). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement. — 2^e section : Ravitaillement général] (I., n° 5496; an., S. de 1918, p. 2929). — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à faire des avances pour l'organisation de restaurants populaires (I., n° 5714; an., S. de 1919, p. 826). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, pour la première section de son Ministère (I., n° 5898; an., S. de 1919, p. 1084). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet la protection des appellations d'origine (I., n° 5973; an., S. de 1919, p. 1169); son rapport supplémentaire (I., n° 6059; an., S. de 1919, p. 1302). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Agriculture] (I., n° 6164; an., S. de 1919, p. 1527). — Son avis, présenté, au

(1) Ce document n'a pas été publié.

nom de la Commission du budget, sur le projet de loi relatif à l'achèvement du canal d'irrigation de Ventavon [Hautes-Alpes] (I., n° 6446 ; an., S. de 1919, p. 2057). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à la réorganisation du service forestier (I., n° 6475 ; an., S. de 1919, p. 2071). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels au Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement pour l'application de la loi du 6 mai 1919 ayant pour objet la protection des appellations d'origine (I., n° 6574 ; an., S. de 1919, p. 2258). — Son avis, présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet la domanialisation des préposés forestiers communaux (I., n° 6675 ; an., S. de 1919, p. 2343). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre de la Guerre, de crédits additionnels sur l'Exercice 1919, en vue de l'achat de jeunes chevaux (I., n° 6767 ; an., S. de 1919, p. 2546). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à la reconstitution de la race de chevaux ardennaise (I., n° 6873 ; an., S. de 1919, p. 2688). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant codification des lois sur le crédit mutuel et la coopération agricoles ; 2° la proposition de loi de MM. Tournan, Adrien Dariac et Fernand David, relative à la création d'un Office national de crédit agricole (I., n° 7068 ; an., S. de 1919, p. 3034). — Ses rapports, au nom du 9^e bureau, sur les élections : de M. Denais, par la 2^e circonscription du 17^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 74) ; de M. Charles Bernard, par la 2^e circonscription du 18^e arrondissement de Paris (p. 74).

Est nommé *Ministre de l'Agriculture* [Décret du 9 juin 1914] (J. O., p. 5110).

En qualité de *Député*, donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi concernant l'acquisition de viandes frigorifiées (A., S. de 1915, t. unique, p. 637). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à autoriser l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (p. 976 et suiv.) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (p. 1190). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Motion tendant au renvoi à la Commission*, A., S. de 1916, t. unique, p. 587 ; *Contre-projet de MM. Jobert et Turmel*, p. 658 et suiv. ; *Amendement de M. Tissier à l'article*

premier, p. 714 ; *Amendements au même article, présentés par : M. Paisant*, p. 728 ; *MM. Connevot et Deshayes*, p. 734 ; *Dispositions additionnelles : de M. Le Rouzic*, p. 1154 ; *de M. Paisant*, p. 1158). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la taxation de l'avoine, de l'orge, du seigle, des sons et issues (p. 782). — Ses amendements à la proposition de loi tendant à la taxation du blé (p. 1631 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au recensement des blés et farines (*Ses amendements : à l'article 4*, p. 1633, 1634 ; *à l'article 5*, p. 1634). — Est entendu comme *Rapporteur de la Commission du budget* : sur la proposition de résolution tendant à élever à 50 centilitres la ration de vin des militaires dans la zone des armées (p. 1684) ; dans la discussion de la proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2237). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la mise en culture des terres abandonnées (p. 2854). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (A., S. de 1917, t. unique, p. 2748, 2756, 2765). — Est entendu dans la discussion du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3815). — Dépose et donne lecture de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement] (p. 3437). — Est entendu, comme *Rapporteur*, sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la protection des appellations d'origine (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1924) ; au cours de la discussion : de ce projet de loi (p. 1926) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1952). — Est nommé Membre du Comité de surveillance et de contrôle de la liquidation des stocks (p. 2311). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif à l'achat de jeunes chevaux (p. 3675). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 350 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 252, 1020, 1872 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1269, 1300 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4327). — Obtient des congés (A., S. de 1917,

t. unique, p. 1977 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1577 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 26, 953).

DARTIGUENAVE (M.), *Directeur de la comptabilité générale au Ministère de la Marine.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1102) ; prend part à cette discussion (p. 1189). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1102) ; prend part à cette discussion. — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord (p. 1102) ; du projet de loi portant modification à la législation des pensions civiles et militaires (p. 1102) ; du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2476) ; du projet de loi relatif aux crédits provisoires du 2^e trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2518) ; prend part à cette discussion (p. 2599). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1918 de crédits concernant les services de la Guerre, de l'Armement et de la Marine (p. 2122) ; du projet de loi relatif à l'amélioration des traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (p. 3538).

DAVID (M.) FERNAND, *Député de l'arrondissement de Saint-Julien [Haute-Savoie], Ministre de l'Agriculture.*

Son élection est validée (A., S. O., de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission de l'Agriculture (A., S. de 1915 et de 1917,

p. 1575, 3130) ; de la Commission des décrets (F., n° 244 ; J. O. de 1916, p. 10942) ; de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, p. 303) ; de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, p. 2133) ; de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de résolution déposée avec demande de discussion immédiate, concernant la dénonciation de la convention du 14 juin 1881 relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie (I., n° 1552 ; an., S. de 1915, p. 1365). — Sa proposition de loi relative à la création d'un office national de la main-d'œuvre agricole (I., n° 1682 ; an., S. de 1916, p. 82). — Sa proposition de résolution invitant le Ministre de la Guerre à réaliser la mobilisation agricole en accordant des sursis sans limite de durée aux agriculteurs appartenant aux classes du service armé 1888, 1889, 1890, 1891, aux classes du service auxiliaire de la réserve de l'armée territoriale, ainsi qu'aux agriculteurs pères de cinq enfants, qui devront être uniquement employés aux travaux des champs (I., n° 2683 ; an., S. de 1916, p. 1641). — Sa proposition de loi ayant pour objet de créer au Ministère de l'Agriculture un office central des produits chimiques agricoles (I., n° 3951 ; an., S. de 1917, p. 1662). — Sa proposition de loi tendant à créer au Ministère de l'Agriculture et du ravitaillement, des emplois de chef de bureau (I., n° 4045 ; an., S. de 1918, p. 304.) — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à comprendre dans le total des sursis maintenus et accordés les agriculteurs et les spécialistes des industries agricoles proportionnellement à leur nombre dans l'effectif des armées (I., n° 5531 ; an., S. de 1919, p. 9). = Son avis présenté au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (I., n° 4630 ; an., S. de 1918, p. 598).

Est nommé *Ministre de l'Agriculture* [Décret du 13 juin 1914] (J. O., p. 5234). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié une troisième fois par le Sénat (Agriculture : *Subventions aux syndicats d'élevage*, p. 880).

Est nommé *Ministre de l'Agriculture* [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7698). — Est entendu : sur une motion d'ajournement de la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (A., S. de 1915, t. unique, p. 335); dans la discussion de ce projet et de cette proposition de loi (*Contre-projet de M. Paul Beauregard*, p. 409; *Amendement de M. Tournan au paragraphe 2 de l'article premier*, A., S. de 1915, t. unique, p. 519; *Amendement de M. de Beauregard au paragraphe 3 de l'article premier*, p. 544; *Amendement de M. Lefas tendant à la suppression du paragraphe 2 de l'article 6*, p. 551; *Amendement de M. Lairolle : à l'article 10*, p. 577; à l'article 14, p. 626). — Dépose, en demandant la discussion immédiate, un projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la régularisation de décrets au titre du Budget général de l'Exercice 1914 et des budgets annexes (A., S. O. de 1915, t. unique, p. 448). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'acquisition de viandes frigorifiques (A., S. de 1915, t. unique, p. 638 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 910); de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (p. 967 et suiv.); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (p. 1132 et suiv.; *Fixation du prix de la farine*, p. 1164; *Article additionnel de M. Maurice Long*, p. 1173 et suiv.; *Taux de blutage*, p. 1184; *Amendement de M. Gaston Treignier*, p. 1186; *Prix maximum des denrées entrant dans le mélange des farines*, p. 1190; *Prix minimum pour le blé et les céréales*, p. 1191; *Taxation du pain*, *ibid.*); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1458 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1211 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1359 et suiv.).

En qualité de *Député*, est entendu dans la discussion de sa proposition de résolution concernant le régime douanier entre le canton de Genève et le département de la Haute-Savoie (p. 1958 et suiv.). — Est entendu, comme *Président de la Commission de l'agriculture*, dans la discussion d'une proposition de résolution relative

au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (A., S. de 1916, t. unique, p. 111). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'obtention des permissions par les Français sous les drapeaux (p. 169). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le ravitaillement en vivres et en fourrages dans la zone de l'armée et dans celle de l'intérieur (p. 167). — Prend part, comme *Président de la Commission de l'agriculture*, à la discussion : d'une proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (p. 338 et suiv.); d'une proposition de résolution tendant à l'unification du prix des produits agricoles et à la réglementation des réquisitions (p. 347); d'une proposition de résolution concernant les engrais minéraux nécessaires à l'agriculture (p. 389 et suiv.); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Motion tendant à une nouvelle étude du projet*, p. 663; *Ses observations concernant l'article premier*, p. 703; *Amendement de M. de Chappedelaine à l'article premier*, p. 731; *Amendement de M. Compère-Morel au même article*, p. 735; *Texte additionnel au premier alinéa présenté par M. Lefas*; p. 738; *Disposition additionnelle de M. de Gailhard-Bancel à l'article premier*, p. 1156; *Disposition additionnelle de M. Reboul*, p. 1161; *Observations concernant l'article 2*, p. 1172; *Son amendement à cet article*, p. 1173; *Amendement de M. Paisant à l'article 3*, p. 1175; *Ses observations sur cet article modifié* p. 1178). — Est entendu, en qualité de *Président de la Commission de l'agriculture*, dans la discussion des projets et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Amendement de M. Jovelet à l'article 2*, p. 1104; *Amendement de M. Turmel à cet article*, p. 1107; *Amendement de M. Pressemane à l'article 3*, p. 1110; *Amendement de M. Brizon à l'article 4 bis*, p. 1114; *Son amendement au même article*, p. 1115 et suiv.; *Amendement de M. Bouctot à l'article 7*, p. 1135). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Motion tendant à la disjonction de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1279 et suiv.; *Sa motion relative à la publication de circulaires définissant le nouveau régime de l'alcool*, p. 1356); des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son amendement à l'article 5*, p. 1596; *le retire* *ibid.*). — Demande à inter-

pellier le Gouvernement au sujet des permissions à accorder aux mobilisés des frontières de l'Est et des mobilisés permissionnaires, habitant la Suisse (A., S. de 1916, t. unique, p. 1692). — Prend part à la discussion : d'une interpellation relative à l'interdiction de l'envoi de pain aux prisonniers de guerre (p. 1734); d'une interpellation sur les sursis en faveur des entrepreneurs de battage et des conducteurs de machines à battre (p. 1744). — Est entendu, comme *Président de la Commission de l'agriculture*, sur la demande d'ajournement de la discussion d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2140 et suiv.). — Sa motion tendant à ce que la Chambre tienne séance le samedi 28 octobre pour continuer la discussion de cette proposition (p. 2156). — Prend part à la discussion de cette proposition de loi (p. 2226 et suiv.). — Intervient dans la discussion : d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2445 et suiv.); de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2477). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'urgence de mettre en sursis les cultivateurs appartenant aux plus vieilles classes mobilisées et les cultivateurs pères de familles nombreuses afin de réaliser la mobilisation agricole nécessaire à la production nationale (p. 2488). — Est entendu : sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2680); dans la discussion : du projet et de la proposition de loi concernant la mise en culture des terres abandonnées (p. 2853 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 2890). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 7). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux permissions à accorder aux cultivateurs mobilisés, pour les labours et les ensemencements (p. 65 et suiv.); du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant certaines catégories d'hommes appartenant aux classes 1890, et 1891*, p. 284 et suiv.). — Est entendu, comme *Président de la Commission de l'agriculture*, dans la discussion du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouver-

nement (*Amendement relatif au Ministère de l'Agriculture*, A., S. de 1917, t. unique, p. 326). — Prend part à la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la période d'été (*Son amendement*, p. 426). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 470 et suiv.); de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 618 et suiv., p. 646; *Son ordre du jour motivé*, p. 656 et suiv.).

Est nommé *Ministre de l'Agriculture* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2255). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 781); du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1030 et suiv.); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1310, 2721, 2737); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Attribution du 20 0/0 de la taxe de séjour à l'Office national du tourisme*, p. 1479); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1695). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1650, 1653); d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 20 millions pour secours aux agriculteurs, (p. 2350).

Est nommé *Ministre de l'Agriculture* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7229). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2608, 2624, 2757). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 2995).

Est entendu comme *Député* dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre I. Du droit à pension et à gratification des militaires et marins : *Amendement de M. Bonnefoy à l'article 12 concernant la veuve du mobilisé qui se remarie*, p. 3349). — Prend part, comme *Président de la Commission de l'agriculture*, à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 301; *Sa disposition additionnelle*, p. 302). — Est entendu en cette même qualité : sur le renvoi de la discussion de propositions

de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 468); au cours de la discussion de ces propositions de loi (p. 476, 538, 549, 561, 629); dans la discussion d'une proposition de loi relative à la création d'un Office central des produits chimiques agricoles (p. 638). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (Titre I^{er} : Monopole de l'alcool industriel. *Contre-projet de M. Siegfried*, p. 853). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives aux sursis et à la démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 138). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les sursis maintenus ou accordés aux agriculteurs et aux spécialistes des industries agricoles (p. 158); développe cette interpellation (p. 213). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification des articles 419, et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 418). — Son opposition au vote sans débats, d'un projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre civil (p. 870). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur le luxe*, p. 1390); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel de l'enseignement technique relevant du Ministère du Commerce, des Postes et des Télégraphes (p. 3415); du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4600 et suiv., 4652 et suiv.) = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 183; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968). = Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 2080).

DEBAUNE (M. LOUIS), *Député de la 1^{re} circonscription de Bourges [Cher]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Président du 4^e Bureau (F. n^o 3; J. O. de 1914, p. 4961). = Membre de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Obtient des

congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1080, 1306; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 6, 3345).

DECHARME (M.), *Chef du service des crédits, de la coopération et de la mutualité agricoles*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'étendre la législation sur les accidents du travail aux exploitations agricoles (A., S. de 1915, t. unique, p. 260); de diverses propositions de loi concernant les blessés et mutilés de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 76, 270); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 569).

DECROZE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Sentis [Oise]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à centraliser dans le plus bref délai la reconstitution sylvestre et fruitière des régions dévastées (I., n^o 5762; an., S. de 1919, p. 892). — Sa proposition de loi établissant des dispenses de paiement des intérêts moratoires (I., n^o 5849; an., S. de 1919, p. 995). — Sa proposition de loi établissant des dispenses de paiement des intérêts moratoires et des délais de remboursement des créances moratoires (I., n^o 6140; an., S. de 1919, p. 1406). = Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'institution d'un règlement transactionnel, pour cause générale de guerre entre, les commerçants et leurs créanciers (I., n^o 5628; an., S. de 1919, p. 481); son rapport supplémentaire (I., n^o 5851; an., S. de 1919, p. 997); son deuxième rapport supplémentaire (I., n^o 5909; an., S. de 1919, p. 1091). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à l'institution d'un règlement transactionnel pour cause générale de guerre entre les commerçants et leurs créanciers (I., n^o 6251; an., S. de 1919, p. 1737). — Son

rapport sur : 1° le projet de loi tendant au règlement des sommes demeurées impayées par application des décrets relatifs à la prorogation des échéances en ce qui concerne les débiteurs qui sont ou ont été mobilisés, ainsi que les débiteurs domiciliés dans les régions précédemment envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités ; 2° la proposition de loi de M. Sixte-Quenin et plusieurs de ses collègues, tendant à fixer les conditions d'application du décret du 29 août 1914 relatif à la prorogation des échéances et au retrait des dépôts-espèces dans les banques et les établissements de crédit ; 3° la proposition de loi de M. Charles Leboucq et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder aux mobilisés, commerçants ou non commerçants, pour le paiement des intérêts des engagements contractés par eux avant le 1^{er} août 1914, des délais s'ajoutant à ceux dont ils bénéficieront au moment de la cessation des hostilités ; 4° la proposition de loi de M. Decroze et plusieurs de ses collègues, établissant des dispenses de paiement des intérêts moratoires ; 5° la proposition de loi de M. Camille Reboul, tendant à exonérer des intérêts moratoires les démobilisés dont les affaires ont complètement été arrêtées pendant le temps de leur mobilisation ; 6° la proposition de loi de M. Georges Decroze établissant des dispenses de paiement des intérêts moratoires et des délais de remboursement des créances moratoires ; 7° la proposition de loi de MM. Édouard Barthe, Pierre Laval et Paul Poncet (Seine), portant exonération, en faveur des mobilités, du paiement des intérêts des créances moratoires (I., n° 7053 ; an., S. de 1919, p. 3014). = Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Charles Benoist par la 1^{re} circonscription du 6^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 70). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1289 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 280, 422 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 111). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 456 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 568, 1414 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 2483).

DEFAIT (M. l'intendant général), *Directeur de l'intendance au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant :

1° à ouvrir au Ministre de Guerre des crédits sur les Exercices 1913 et 1914 ; 2° à autoriser le Ministre de la Marine à engager des dépenses non renouvelables ; 3° à déterminer les règles financières applicables à ces dépenses (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508) ; du Budget de l'Exercice 1914 (p. 508).

DEFLINE (M. le lieutenant-colonel), *Directeur des mines.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de l'interpellation concernant une demande de concession de terrains pétrolières en Algérie (A., S. de 1918, t. unique, p. 2100) ; de la proposition de loi concernant la durée du travail dans les mines (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2297) ; prend part à cette discussion (*Seconde délibération*, p. 2304). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2772).

DEFONTAINE (M.), *Député de la 2^e circonscription d'Avènes [Nord].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi concernant les réfugiés des pays envahis (I., n° 3183 ; an., S. de 1917, p. 415). — Sa proposition de loi tendant à l'augmentation de l'indemnité des réfugiés (I., n° 3544 ; an., S. de 1917, p. 991). = Sa réponse à M. Deschanel, *Président de la Chambre*, le félicitant de son retour des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 130). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'application des circulaires relatives à l'allocation des réfugiés des régions envahies (p. 2736) ; développe cette interpellation (p. 3293) ; prend part à la discussion des autres interpellations concernant les rapatriés et réfugiés des pays envahis (p. 3399 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 3414). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2428). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 3420 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 290). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 582).

DEFOS (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Moulins [Allier]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du travail (A., S. de 1918, p. 2442). = S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 222, 308). = Obtient les congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 585, 695; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2209). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 3466).

DÉFOSSÉ (M.) [Nord]. — Voir : **ADOLPHE DÉFOSSÉ (M.)**.

DEGOURNAY (M.), *Cassier payeur central du Trésor*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3284); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2790).

DEGUISE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Saint-Quentin [Aisne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'hygiène (A., S. de 1916, p. 168); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de résolution tendant à maintenir les droits des fonctionnaires à l'avancement (I., n° 983; an., S. de 1915, p. 507). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate tendant à l'extension, au profit des réfugiés et rapatriés des régions envahies, du droit de réquisition des immeubles (I., n° 1325 rectifié; an., S. de 1915, p. 1018, 1173). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à la création d'un Office national des

réfugiés et des prisonniers de guerre (I., n° 1506; an., S. de 1915, p. 1338). — Sa proposition de loi tendant à la meilleure utilisation, pour la défense nationale, des exclus et des hommes des groupes spéciaux, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1790; an., S. de 1916, p. 187). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier, pour le paiement des réquisitions militaires, les décrets relatifs au règlement des intérêts dus par l'Etat (I., n° 2653; an., S. de 1916, p. 1609). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à modifier le régime des permissions militaires (I., n° 3493; an., S. de 1917, p. 903). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à accorder des permissions agricoles et des sursis spéciaux aux hommes des régions libérées (I., n° 3604; an., S. de 1917, p. 1067). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter le Gouvernement à créer, au profit des sinistrés de guerre, une caisse d'assurances (I., n° 4464; an., S. de 1918, p. 416). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder aux populations évacuées des avances d'urgence pour la restitution des mobiliers et objets les plus indispensables (I., n° 4330; an., S. de 1918, p. 490). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'augmentation de la durée des permissions (I., n° 4999; an., S. de 1918, p. 1135). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant au paiement des bofs des pays envahis (I., n° 5223; an., S. de 1918, p. 1820). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la nomination d'une Commission chargée d'étudier les questions relatives aux régions libérées (I., n° 5300; an., S. de 1918, p. 1858). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, visant la démobilisation des hommes des régions libérées (I., n° 5609; an., S. de 1919, p. 219). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la relève rapide et totale des troupes d'Orient et des colonies (I., n° 5786; an., S. de 1919, p. 911). — Sa proposition de loi, présentée avec

demande de discussion immédiate, tendant à organiser, pour les réfugiés, le vote par correspondance (I., n° 6379; an., S. de 1919, p. 1995). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les allocations militaires des familles des régions libérées (I., n° 6417; an., S. de 1919, p. 2017, 2018). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la libération, après trois mois de service, de tous les hommes appartenant aux régions qui ont été envahies (I., n° 6795; an., S. de 1919, p. 2609). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'accorder des congés spéciaux de quatre mois par an, avec rappel, aux soldats des régions libérées (I., n° 7249; an., S. de 1919, p. 3407). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Son article additionnel*, A., S. de 1915, t. unique, p. 929); du projet de loi tendant à maintenir à la disposition du Ministre de la Guerre les hommes de la classe 1888 (p. 1374). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la distribution des vêtements chauds, du linge, et le mode de couchage des soldats, et est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 1836); développe cette interpellation (p. 1968 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 1974). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 941); du projet de loi concernant les franchises postales concédées aux troupes en campagne (p. 1011 et suiv.); des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonération et délais. *Ses observations concernant l'article 1^{er} ter nouveau*, p. 1038). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement concernant les prisonniers français en Suisse*, p. 1352; *retrait*, p. 1353). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le fonctionnement du Trésor et postes, les colis postaux et la correspondance des soldats des pays envahis (p. 1378); développe cette interpellation (p. 1460 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les obstacles apportés à la circulation des Députés dans la zone des armées (p. 1692). — Prend part à la discussion : de l'interpellation relative à l'interdiction d'envoi de pain aux prisonniers de guerre (p. 1736); du projet de loi

portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Amendement relatif à la solde de l'armée*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1797; *Transfert du crédit voté en faveur des soldats des régions envahies*, p. 1803; *Ouvriers du front rappelés dans les usines et soldats en instance de réforme*, *ibid.*). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les logements de réfugiés (p. 2378). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918 (p. 2459). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le ravitaillement des régions envahies (p. 2486). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du logement des réfugiés (p. 2695). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 2862). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le rétablissement du maréchalat (p. 2863); est entendu sur la fixation de la date de cette interpellation (p. 2864 et suiv.). — Développe son interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 17 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (p. 116); du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son contre-projet*, p. 214; *Son amendement concernant les engagements spéciaux*, p. 240; *le retire*, *ibid.*). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les restrictions apportées à la venue des permissionnaires à Paris (p. 411). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur le ravitaillement des coopératives dans la zone des armées (p. 546). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les permissions de l'armée d'Orient et les restrictions apportées aux permissions pour Paris (p. 582); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 975 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Son amendement*, p. 726; *Articles de la proposition de loi*, p. 743); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 2034; *Ses amendements*, p. 2055, 2058; *Ses observations*, p. 2067); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918, (p. 863; *Son contre-projet*, p. 867). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 947). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la réorganisation des régions libérées et la récep-

tion des populations évacuées ou réfugiées (A., S. de 1917, t. unique, p. 1176) ; développe cette interpellation (p. 2136). — Adresse au Ministre de la Guerre une question concernant les permissions et la relève de l'armée d'Orient, ainsi que les permissions pour ces deux destinations (p. 1496). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les restrictions alimentaires imposées à nos soldats (p. 1500) ; développe cette interpellation (p. 2241). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la constatation de l'état des lieux susceptible de donner ouverture à la réparation des dommages de guerre (p. 1616). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives à la renaissance des régions qui ont été victimes de l'invasion (p. 2177) ; d'une interpellation concernant les permissions militaires (p. 2254). — Est entendu dans la discussion des interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs des vieilles classes, ainsi que dans la discussion des propositions de résolution et d'une proposition de loi sur le même objet (p. 2271, 2338 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 2339). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'attribution des permissions au front français et au front d'Orient (p. 2410). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la réorganisation des régions libérées, la réception et l'installation des réfugiés et rapatriés (p. 2410). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2460) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Ses amendements concernant : le Bulletin des armées* p. 2521 ; *certaines fonctionnaires appartenant aux régions envahies depuis 1914*, p. 2522 ; *Logement des réfugiés*, p. 2568). — Est entendu dans la discussion de sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des permissions et des sursis spéciaux aux hommes des régions libérées (p. 2585). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique d'effectifs (p. 2836). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations concernant le rapatriement ou l'échange des prisonniers de guerre (p. 3192). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant les réfugiés et rapatriés des pays envahis (p. 3392) ; du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Allocations*, p. 3515) ; du

projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (p. 3825, 3834). — Prend part à la discussion des interpellations sur le rapatriement des prisonniers de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 26). — Développe son interpellation sur l'attribution des permissions au front français et au front d'Orient (p. 246 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 254). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour secours aux victimes de diverses explosions (p. 882) ; d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 21 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 906). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les conditions d'évacuation des populations à nouveau envahies (p. 960) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 1106) ; du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances. *Droit de consommation sur la chicorée et autres succédanés du café*, p. 1162) ; de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés (p. 1244) ; du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (*Son amendement*, p. 1297). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation politique générale et militaire depuis le 20 mars, et ses responsabilités (p. 1460) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1465). — Adresse au Ministre de la Guerre une question relative à la transmission des correspondances des soldats aux familles et des familles aux soldats ; ainsi qu'aux renseignements aux familles en ce qui concerne les soldats disparus (p. 1853). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 1992 ; *Ses observations*, p. 2023). — Demande à interpeller le Gouvernement sur son attitude à l'égard des réfugiés (p. 2472) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*) ; développe cette interpellation (p. 2292 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 2342). — Prend part à la discussion de diverses interpellations concernant la crise des transports (p. 2146). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de loi tendant à l'augmentation de la durée des permissions

(A., S. de 1918, t. unique, p. 2274); retire cette demande (p. 2275). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant la libération des vieilles classes (p. 2777). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'organisation générale de la reconstitution de la France libérée (p. 2820). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les déclarations concernant l'emprunt et sur la politique financière (p. 2867); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2868). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant le paiement des bons des pays envahis (p. 2941). — Demande à interpeller : sur les facilités données aux ennemis pour revenir en France occuper leurs immeubles séquestrés (p. 3178); sur l'abandon dans lequel le Gouvernement laisse, depuis la libération, les régions reconquises au point de vue général et notamment à celui du ravitaillement (p. 3244). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3258). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Solde des prisonniers de guerre*, p. 3269; *Crédits pour les prisonniers civils*, p. 3284; *Liquidation des stocks de guerre*, p. 3292). — Adresse au Ministre de l'Intérieur une question concernant certaines réclamations adressées aux Départements ministériels (p. 3305). — Est entendu dans la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3325; *Ses amendements concernant : une indemnité à accorder aux réfugiés dépossédés des appartements séquestrés*, p. 3355; *la démobilisation des hommes des régions envahies*, p. 3361; *Démobilisation des officiers de complément* p. 3365). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Rétablissement des services postaux, télégraphiques et téléphoniques dans les régions libérées*, p. 3381). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 185, 315); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1635). — Son ordre du jour

motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 222). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'échange des bons de monnaie des régions libérées (p. 256); d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 578). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant les prisonniers rapatriés*, p. 1422; *Démobilisation des classes 1907 et plus jeunes*, p. 1436; *Son amendement relatif au ravitaillement des régions libérées*, p. 1454). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'approvisionnement en malt des brasseries des régions libérées, p. 1960. — Prend part à la discussion des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919. (*Son amendement concernant la suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2545, 2566; *Paiement des réquisitions opérées en août 1914 dans les régions envahies au début des hostilités*, p. 2571). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le « gâchis » administratif et la fâcheuse situation qui menace les populations pour la mauvaise saison (p. 3236). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au paiement des indemnités dues aux habitants des régions envahies (p. 3383); des crédits applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4111 et suiv., 4143); du projet et des propositions de loi relatifs à la revision des listes électorales (p. 4191); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 4441); des propositions de loi relatives au vote par correspondance (p. 4459); du projet de loi relatif au vote des réfugiés (p. 4464). — Sa question au Ministre des Régions libérées concernant l'installation, dans certaines localités, de camps de travailleurs exotiques (p. 4786). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1106; A., S. de 1918, t. unique, p. 6; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 475). — Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2023).

DEJEANTE (M.), Député de la 2^e circonscription du 20^e arrondissement de Paris [Seine].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914

t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la venue de zeppelins sur Paris dans les soirées des 29 et 30 janvier 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 147); est entendu sur la demande d'ajournement de la discussion de cette interpellation (p. 148). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 867); d'une proposition de résolution tendant à l'allocation d'une indemnité de cherté de vie aux ouvrières fileuses en soie (p. 3382). — Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3629 et suiv.)

DELAFOSSE (M. JULES), *Député de l'arrondissement de Vire [Calvados]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 146).

DELAHAYE (JULES), *Député de la 1^{re} circonscription de Cholet [Maine-et-Loire]*.

Son élection est validé (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures (A., S. de 1915, t. unique, p. 1575); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236). — Sa proposition de loi concernant les naturalisations accordées depuis vingt ans (I., n° 471; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2185). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'emploi de 3.000 agents de la police parisienne pour la fabrication des munitions de guerre (I., n° 1063; an., S. de 1915, p. 1037) (1). — Sa proposition de loi tendant à donner aux contribuables le droit de calculer le bénéfice normal de la loi du 1^{er} juillet 1916 sur les bénéfices de guerre, en

prenant la moyenne des bénéficiaires, soit des trois exercices antérieurs à la guerre, soit des trois exercices précédant cette période (I., n° 3587; an., S. de 1917, p. 1049). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 août 1914 et à réprimer les campagnes, soit occultes, soit publiques, de nature à nuire à la bonne conduite de la guerre et à mettre obstacle à ses nécessités (I., n° 3950; an., S. de 1917, p. 1662). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les responsabilités des compagnies de chemins de fer (I., n° 4559; an., S. de 1918, p. 509). — Sa proposition de résolution concernant les militaires qui ont eu deux frères tués à l'ennemi (I., n° 5592; an., S. de 1919, p. 123). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 500.000 francs au budget du Ministère de l'Agriculture pour venir en aide aux populations du département de Maine-et-Loire victimes des orages et cyclones de juillet 1919 (I., n° 6938; an., S. de 1919, p. 2873). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à faire rembourser par l'ennemi les frais engagés par les familles des prisonniers français en Allemagne pour leur nourriture et leur entretien (I., n° 5457; an., S. de 1918, p. 2110). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant l'organisation et le déplacement des cortèges et manifestations dans les bois et forêts de l'État de la banlieue de Paris (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 504). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Guerre : *Observations concernant l'usine de produits chimiques de Lamotte-Breuil*, p. 542). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant les décrets de naturalisation (*Sa motion d'ajournement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 38; *Son contre-projet*, p. 39, 45; *Ses observations relatives à l'article 2*, p. 67). — Demande, avec un certain nombre de ses collègues, le retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi sur les allocations aux familles des mobilisés (A., S. de 1915, t. unique, p. 901). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Son amendement*, p. 928; *Article additionnel de M. Bouge*, p. 930; *Ensemble de la loi*, p. 933). — Son opposition à l'inscription sans débats de la proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (p. 956). — Prend

(1) Ce document n'a pas été publié

part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (*Contre-projet de M. Com-père-Morel*, A., S. de 1915, t. unique, p. 1162). — Son opposition à l'inscription sans débats de la proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (p. 1314). — Prend part à la discussion : de l'interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (p. 1423 et suiv.); d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1584); des interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1842). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfiques de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Son amendement relatif au calcul du bénéfice normal moyen*, A., S. de 1916, t. unique, p. 281; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 310). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur l'explosion d'un dépôt de munitions survenue à Saint-Denis, le 14 mars 1916 (p. 493). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Discussion générale*, p. 648; *Amendement de M. Tissier à l'art. 4^{er}*, p. 714). — Son amendement à l'ordre du jour motivé présenté par M. Sibille à la suite de la discussion de certaines interpellations en comité secret (p. 1295); le retire (*ibid.*). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son amendement relatif aux députés mobilisés*, p. 1599; seconde délibération : *Retire une disposition additionnelle*, p. 1651); du projet de loi portant acceptation définitive de la donation consentie à l'État par M. Auguste Rodin (p. 1711 et suiv.; *Son contre-projet*, p. 1712 et suiv.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat, (p. 2650 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en comité secret (p. 2541). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant : le ravitaillement en charbon A., S. de 1917, t. unique, p. 203 et suiv.); la politique générale du Gouvernement (p. 785). — Intervient dans la discussion : d'une interpellation sur les mesures prises par le Ministre du Ravitaillement relativement aux objets de première nécessité et aux denrées alimentaires [(p. 1184); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1215,

1314). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (*Son amendement au § 5 de l'art. 22*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2011). — Demande à interpeller le Gouvernement sur son ingérence dans une instruction secrète et encore pendante (p. 2802); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la procédure concernant diverses accusations dirigées contre un ancien Ministre de l'Intérieur, dans l'exercice de ses fonctions (p. 2947); est entendu sur la date de la discussion (p. 3042). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (*Sa motion préjudicielle*, p. 3149, 3163; *Son amendement*, p. 3186). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée « La part du combattant » (A., S. de 1918, t. unique, p. 106, 112; *Son ordre du jour motivé*, p. 111). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'impuissance de l'administration de M. le Ministre des Travaux publics à se faire obéir de ses subordonnés et la paralysie qui en résulte dans les principaux centres de ravitaillement (p. 900). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif à la mise en culture des terres abandonnées (p. 1082); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de finances. *Son amendement concernant le paiement des frais de succession*, p. 1135). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des réquisitions opérées par l'Intendance (p. 1847); développe cette interpellation (p. 1869). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch (p. 2670); d'interpellations sur la libération des vieilles classes (p. 2779; *Son addition à l'ordre du jour motivé présenté par M. Jean Durand*, p. 2781); d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3010; *Son ordre du jour motivé*, p. 3014). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 480, 487, 513); d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 579, 612; *Son addition à l'ordre du jour motivé de M. Pacaud*, p. 621). — Prend part à la discussion : du projet de loi,

modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 676); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 166, 1883); d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1796). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'impunité dont jouissent certains journaux dans leur appel à l'émeute et à la révolution sociale (p. 1960); développe cette interpellation (p. 1969; *Son ordre du jour motivé*, p. 1976). — Parle sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de la paix (p. 2159). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Russie et de la mer Noire (p. 2397); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles, le 28 juin 1919 (p. 3786, 4270); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3972, 3977, 4368). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 371; A., S. de 1916, t. unique, p. 998, 1377; A., S. de 1917, t. unique, p. 130; A., S. de 1918, t. unique, p. 2291).

DELAHAYE (M. MARIUS), *Député de la 2^e circonscription d'Abbeville [Somme]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Secrétaire du 3^e Bureau (F. n° 3; J. O. de 1914, p. 4961). = Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Adolphe Girod par l'arrondissement de Pontarlier [Doubs] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 24). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 701; A., S. de 1916, t. unique, p. 1080). = Obtient un congé (A., S. de 1916,

t. unique, p. 2737). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2305).

DELAMOTTE (M.), *Directeur de la comptabilité au Ministère des Affaires étrangères*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion des projets de loi portant ouverture : 1^o d'un crédit extraordinaire, à titre de secours aux Français victimes des troubles du Mexique; 2^o d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour les dépenses de la Commission financière des affaires balkaniques; 3^o de crédits additionnels aux crédits provisoires applicables au Sous-Secrétariat d'État des Affaires étrangères; 4^o d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages du Président de la République en Russie, en Suède, en Danemark et en Norvège (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 440).

DELAROCHE-VERNET (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Saint-Nazaire [Loire-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 135). = Membre de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). = Sa proposition de loi tendant à déclarer que le 11 novembre sera jour de fête nationale (I., n° 5201; an., S. de 1918, p. 1809). = Ses rapports, au nom du 11^e Bureau, sur les élections : de M. Raoul Péret par la 2^e circonscription de Poitiers [Vienne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 89); de M. Valière par l'arrondissement de Bellac [Haute-Vienne] (p. 89); de M. Betoulle par la 1^{re} circonscription de Limoges [Haute-Vienne] (p. 90); de M. Pressemann par la 2^e circonscription de Limoges [Haute-Vienne] (p. 90). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à la mise en sursis d'appel de militaires, pendant la durée de la fenaison et de la moisson (A., S. de 1916, t. unique, p. 1233). — Est entendu dans la discussion des interpellations relatives à la guerre sous-marine (A., S. de 1917, t. unique, p. 1257). — Demande l'affichage des discours de M. Ribot, *Président du Conseil*, et de M. Viviani, *Ministre de la Justice*, sur l'action des alliés en Grèce et le séjour de la mission française aux États-Unis (p. 1437). — Prend part à la discussion de plusieurs interpellations relatives à la concession de mines de sel (p. 2390, 2397; *Son ordre du jour motivé*,

p. 2399 ; *le retire*, *ibid.*) = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 3355 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1170).

DELAROUÉ (M.), *Député de l'arrondissement de Melun [Seine-et-Marne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des décrets (F. n° 244 ; J. O. de 1916, p. 10962) ; de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707). = Sa proposition de loi ayant pour objet le rétablissement de la licence sur les débits de boissons qui ne vendent ni spiritueux, ni liqueurs alcooliques (I., n° 1264 ; an., S. de 1915, p. 951). — Sa proposition de loi sur les marchés de gré à gré et sur les marchés sans autorisation préalable passés pour le compte des communes (I., n° 1314 ; an., S. de 1915, p. 1055). — Sa proposition de loi relative aux réquisitions civiles (I., n° 1390 ; an., S. de 1915, p. 1081). — Sa proposition de loi sur les impôts et revenus publics à percevoir pendant l'année 1917 (I., n° 2145 ; an., S. de 1916, p. 725). — Sa proposition de loi tendant à établir le plein droit d'octroi sur les vermouths, vins de liqueur et d'imitation (I., n° 2221 ; an., S. de 1916, p. 899). — Sa proposition de loi tendant à la résolution facultative, pour les communes, des contrats passés par elles dans le cas où l'augmentation du prix aurait été prononcée par décision de justice (I., n° 2300 ; an., S. de 1916, p. 1064). — Sa proposition de loi tendant à frapper d'une amende quiconque n'aura pas cultivé ses terres cultivables (I., n° 3565 ; an., S. de 1917, p. 1009). — Sa proposition de loi sur le prix du pain (I., n° 3844 ; an., de 1917, p. 1388). — Sa proposition de loi tendant à la reconstitution des biens communaux et à l'expropriation des terrains indispensables pour établir des maisons à bon marché, des jardins ouvriers et de petites exploitations rurales (I., n° 6210 ; an., S. de 1919, p. 1668) : = Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à assurer, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils municipaux (I., n° 871 ; an., S. de 1915, p. 359). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant addition à l'article 4 de la loi du 23 janvier 1873 tendant à réprimer l'ivresse publique et à com-

battre les progrès de l'alcoolisme ; 2° l'amendement de M. Aristide Jobert au projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons, tendant à modifier l'article 6 de ladite loi du 23 janvier 1873 (I., n° 963 ; an., S. de 1915, p. 485). — Son rapport sommaire sur la discussion immédiate d'une proposition de loi ayant pour objet de reconnaître aux membres du Parlement le droit permanent d'enquête sur les services de la nation et de contrôle des dépenses publiques (I., n° 1012 ; an., S. de 1915, p. 580). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 79 de la loi du 5 avril 1884 concernant l'élection des maires et adjoints (I., n° 1061 ; an., S. O. de 1915, p. 690). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, sur le projet de loi ayant pour objet, pendant la durée des hostilités et pour des considérations de défense nationale, d'apporter des restrictions à la vente et à la consommation de l'alcool et des boissons alcooliques (I., n° 1189 ; an., S. de 1915, p. 851). — Son rapport sur : 1° le projet de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage ; 2° la proposition de loi de M. Mahieu, concernant la taxation des denrées alimentaires de première nécessité ; 3° la proposition de loi de M. Mistral et plusieurs de ses collègues, tendant à enrayer l'augmentation du coût de la vie par la fixation de tarifs maxima et par le contrôle de la vente des denrées et produits de première nécessité ; 4° la proposition de loi de MM. Aristide Jobert et Turmel ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement, les préfets et les communes à taxer le prix de tous les objets et denrées de première nécessité (I., n° 1447 et annexe ; an., S. de 1915, p. 1267, 1270). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant addition à l'article 4 de la loi du 23 janvier 1873 tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme [Article 10 réservé] (I., n° 1769 ; an., S. de 1916, p. 146). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, sur le projet de loi tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1916 ; 2° à proroger les pouvoirs des conseils municipaux ; 3° à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la première série ; 4° à ajour-

ner les élections législatives, départementales, communales et consulaires (I., n° 1770; an., S. de 1916, p. 148). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, sur la taxation des denrées et substances (I., n° 2079; an., S. de 1916, p. 646). — Son rapport sur la proposition de loi concernant la taxation du vin (I., n° 2160; an., S. de 1916, p. 761). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (I., n° 2888; an., S. de 1917, p. 24); son rapport supplémentaire (I., n° 3229; an., S. de 1917, p. 902). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à la résolution facultative pour les communes des contrats passés par elles dans le cas où l'augmentation du prix aurait été prononcée par décision de justice (I., n° 2938; an., S. de 1917, p. 70); son rapport supplémentaire (I., n° 3038; an., S. de 1917, p. 164); son second rapport supplémentaire (I., n° 3399; an., S. de 1917, p. 817); son troisième rapport supplémentaire (I., n° 3564; an., S. de 1917, p. 1098). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à supprimer les taxes maxima sur les denrées alimentaires et à rétablir la liberté commerciale (I., n° 5663; an., S. de 1919, p. 633). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à autoriser les départements à acquérir des terrains et des domaines ruraux, à les lotir et à les revendre, en vue de faciliter l'accession à la petite propriété des travailleurs et des personnes peu fortunées (I., n° 6260; an., S. de 1919, p. 1761). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger, au delà de la date de la cessation des hostilités, la législation et la jurisprudence en vigueur pendant la durée de la guerre pour l'administration des communes (I., n° 7162; an., S. de 1919, p. 3159). — Son rapport sur : 1° le projet de loi tendant à compléter l'article 88 de la loi du 5 avril 1884 en vue de donner aux employés communaux des garanties de stabilité; 2° la proposition de loi de M. Bouveri et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer la stabilité des employés et travailleurs communaux et à instituer des conseils de discipline (I., n° 7163; an., S. de 1919, p. 3159). — Son rapport sur le projet de loi tendant à annexer à la ville du Havre la commune de Gravelle-Sainte-Honorine [Seine-Inférieure] (S. de 1919; Fasc., n° 560). — Ses rapports sur : le projet de loi tendant à distraire de la commune de Pouldergat [Finistère], la section de Poul-

david pour l'ériger en municipalité distincte (S. de 1919; Fasc., n° 562); le projet de loi tendant à ériger en municipalité distincte la section de Locmiquélie dépendant de la commune de Riantec [Manche] (Fasc., n° 563); le projet de loi tendant à distraire de la commune de Gérardmer [Vosges] les sections de Xonrupt et des Fies pour les ériger en une municipalité distincte (Fasc., n° 564); le projet de loi tendant à créer, dans l'arrondissement de Corbeil [Seine-et-Oise], un nouveau canton avec Villeneuve-Saint-Georges pour chef-lieu (Fasc., n° 565); le projet de loi tendant à autoriser la ville de Mantes [Seine-et-Oise], à établir, à partir du 1^{er} janvier 1920, en remplacement des droits d'octroi supprimés, une taxe sur les propriétés bâties et sur les locaux servant à l'exercice d'une profession (Fasc., n° 566). — Ses rapports au nom du 4^e Bureau, sur les élections de M. Chaumet par la 1^{re} circonscription de Bordeaux [Gironde] (A., S. de 1914, t. 2, p. 30); de M. Camelle par la 3^e circonscription de Bordeaux [Gironde] (p. 31). — Son amendement à la proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant la zone de servitude des cimetières dans les villes (A., S. de 1915, t. unique, p. 769). — Est entendu, comme *Rapporteur*, sur la demande de discussion immédiate, d'une proposition de loi ayant pour objet de reconnaître aux membres du Parlement le droit d'enquête sur les services de la nation (p. 945). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse et à réglementer l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 1089; *Amendement de M. Lefas*, p. 1096; *Amendements de M. Lefas et de M. Barthe à l'article*, 5 p. 1097 et suiv.; *Amendement de M. Sibille à l'article* 4, p. 1302; *Amendement de M. Jobert à l'article* 8, p. 1304; *Article* 8 bis nouveau présenté par M. Réville, p. 1306; *Amendement de M. Lefas à l'article* 9, p. 1309; *Amendement de M. Schmidt à l'article* 11 p. 1311). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1634, 1635 et suiv., 1681, 1741, 1744, 1765). — Son rapport sur une pétition (p. 2021). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (A., S. de 1916,

t. unique, p. 1000 et suiv.). — Son rapport sur une pétition (p. 1165). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement à l'article 3 relatif au régime de l'alcool*, p. 1339; *le retire*, ibid.); de la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Son amendement à l'article premier*, p. 1669 et suiv.). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif à l'adduction à Paris des eaux des sources de la Voulzie, du Durteint et du Dragon (p. 1698). — Est entendu sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2682). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion de la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 1167); dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2099). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2455, 2471). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le prix du pain en France (p. 2621); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2771). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 406).

DELATOUR (M.), *Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 224); du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508); du projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (A., S. de 1915, t. unique, p. 226); prend part à cette discus-

sion (p. 444). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* par la discussion : du projet de loi portant création d'un livret d'assurances sociales et modification de la législation de la Caisse nationale d'assurances en cas de décès (A., S. de 1915, t. unique, p. 712); du projet de loi étendant aux agents des administrations publiques départementales, communales et coloniales, aux agents des établissements publics et de certains établissements d'utilité publique, et à leurs conjoints, le bénéfice des dispositions de la loi du 27 mars 1911 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (p. 1106); des propositions de loi concernant les blessés ou mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail (A., S. de 1916, t. unique, p. 523); du projet de loi tendant à la modification de l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne (p. 774); de la proposition de loi relative à la réglementation des contrats d'assurances-vie dont les titulaires sont morts à l'ennemi, ou morts ou mutilés à la suite de blessures de guerre, ou décédés sous les drapeaux par suite de maladie ou d'accident, ainsi qu'au paiement des primes dues par les mobilisés à la fin des moratoires (p. 2132); des propositions de résolution et propositions de loi concernant les blessés et mutilés de la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 2654); du projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel relatif à l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 3052); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3284); du projet de loi concernant la constitution du fonds spécial créé en vue de faciliter la négociation des emprunts de la défense nationale (A., S. de 1918, t. unique, p. 76); du projet de loi étendant, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents (p. 1271); du projet de loi ayant pour objet de déterminer les voies et moyens d'exécution de la loi du 9 avril 1918 et portant ouverture aux Ministres de la Guerre et de la Marine de crédits sur l'Exercice 1918 (p. 1506); du projet de loi relatif aux modifications à apporter à la législation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (p. 1746); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2790); du projet de loi portant modification des articles 11, 16 et 23 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes (p. 2844); du projet de loi portant modification

à la législation de la Caisse nationale d'assurances en cas de décès (A., S. de 1919, t. unique, p. 7); du projet de loi tendant à attribuer aux mobiliés une indemnité de sortie de campagne (*ibid.*); de la proposition de loi relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (p. 4511); est entendu dans la discussion de cette proposition de loi (p. 4521 et suiv., 4817).

DELCASSÉ (M.), *Député de l'arrondissement de Foix [Ariège], Ministre de la Guerre, puis Ministre des Affaires étrangères.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288).

Est nommé *Ministre de la Guerre* [Décret du 9 juin 1914] (J. O., p. 5110).

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7698).

En qualité de *Député* s'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2860). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1483; A., S. de 1917, t. unique, p. 771, 1614; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4197).

DELEGLISE (M.), *Député de l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne [Savoie].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'administration générale, départementale et commerciale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur l'élection de M. Ajam par l'arrondissement de Saint-Calais [Sarthe] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 68). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à assurer, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils municipaux (*Son paragraphe additionnel à l'article 50 de la loi du 5 avril 1884*; A., S. de 1915, t. unique, p. 566). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 755). = Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 2410). = Son décès est

annoncé à la Chambre (A., S. de 1917, t. unique, p. 2408).

DELELIS FANIEN (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Béthune [Pas-de-Calais].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289).

DELETÈTE (M.), *Directeur de l'exploitation postale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi concernant le relèvement des taxes des colis postaux (A., S. de 1918, t. unique, p. 2156); des projets de loi concernant : 1^o les crédits provisoires pour les services civils du premier trimestre de 1919; 2^o des crédits au titre du budget ordinaire des services civils pour l'Exercice 1918; 3^o des crédits pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils de l'Exercice 1918; 4^o les crédits provisoires pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils du premier trimestre 1919 (p. 3232); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2630, 2696).

DELIGNE (M.), *Directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 308); du budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508); du projet de loi relatif à la subdivision des conservations d'hypothèques de Paris (A., S. de 1915, t. unique, p. 151); de la proposition de loi relative à la saisie-arrest sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés (A., S. de 1915, t. unique, p. 513); du projet de loi ayant pour objet de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre

(p. 1318); prend part à cette discussion (p. 1666). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1016); du projet de loi relatif à l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les marchés administratifs ayant exclusivement pour objet l'approvisionnement de la population en vivres ou en moyens de chauffage (A., S. de 1916, t. unique, p. 1081); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (p. 1141); des projets de loi concernant les chèques barrés (p. 2461); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (p. 2556); du projet de loi sur le remembrement de la propriété rurale ainsi que sur la délimitation, le lotissement et le remembrement des propriétés foncières dans les régions dévastées par le fait de la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 606); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (p. 773); du projet de loi ayant pour objet d'accroître, par des mesures fiscales, les produits de l'exploitation de divers services publics, de limiter les fraudes, de remanier divers impôts existants et d'instituer des impôts sur la dépense et une taxe annuelle sur les capitaux recueillis à titre gratuit (A., S. de 1917, t. unique, p. 1763); de la proposition de loi tendant à réprimer la remise en paiement de chèques sans provision préalable ou avec provision insuffisante (p. 2085); de la proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi du 14 juin 1865 et l'article 6 de la loi du 19 février 1874 sur la législation des chèques (*ibid.*); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (p. 2470); du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 en vue de nouvelles installations rendues nécessaires par l'extension des services du Ministère des Finances (p. 3053); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3284); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 applicables aux services civils (p. 3452); prend part à cette discussion (p. 3545, 3546, 3549, 3562, 3639). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi ayant pour objet la concession

aux commis d'enregistrement et d'hypothèques, de certaines garanties de stabilité (A., S. de 1918, t. unique, p. 308); du projet de loi tendant à autoriser l'accession des commis d'enregistrement et d'hypothèques et les agents du cadre auxiliaire de l'Administration de l'enregistrement aux bureaux de 6^e classe (p. 308); du projet de loi portant désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques commis à la taxe de 10 0/0 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 (p. 418); du projet de loi concernant les crédits provisoires du deuxième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 668); du projet de loi ayant pour objet le relèvement de certaines taxes et le remaniement de divers impôts (p. 880). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'évaluation de la propriété mobilière en matière de succession, donation et échanges (p. 1209). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 2148 du Code civil (p. 1442). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, portant fixation du budget des services civils de l'Exercice 1918 (p. 1636). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi relative à l'application de la loi du 27 mai 1918 sur l'évaluation des biens immobiliers en matière de succession (p. 1875); du projet de loi concernant les monts-de-piété (p. 2071); du projet de loi relatif à l'émission des chèques (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*ibid.*); de la proposition de loi ayant pour but d'accorder un droit de reprise aux propriétaires d'objets réquisitionnés pendant la guerre (p. 2180); du projet de loi tendant à rendre obligatoire la perception, par voie d'abonnement, des droits de timbre et d'enregistrement sur les contrats d'assurances contre les risques agricoles (p. 2566); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Art. 5. — Facilités de paiement aux redevables de droits de successions] (p. 2653); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2790); du projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement des actes d'avances sur titres (p. 2878); du projet de loi ayant pour objet d'accorder certaines immunités fiscales aux so-

ciétés civiles de mines dont l'exploitation est située dans les régions envahies ou dévastées par l'ennemi et qui désireraient se transformer en sociétés anonymes (p. 2933); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3158); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); du projet de loi tendant à modifier les tableaux annexés à la loi du 22 mars 1918 concernant la taxe de luxe (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 137); du projet de loi relatif au fonctionnement de l'Office de liquidation des stocks (p. 138); du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 571); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1238); prend part à cette discussion (p. 1343). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales (p. 2334); du projet de loi portant attribution d'une partie de la redévance supplémentaire versée par la Banque de France au Trésor, à une banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France (p. 2476). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2788); du projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement des actes d'avances sur titres (p. 3730).

DELMAS (M. le lieutenant-colonel), *chef de la section d'Afrique à l'état-major de l'armée, au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi ouvrant aux militaires indigènes de l'Afrique du Nord, l'accession à tous les grades (A., S. de 1918, t. unique, p. 1252).

DELOM-SORBÉ (M.), *Député de la 2^e circonscription de Pau [Basses-Pyrénées].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission des boissons (Fasc. n° 11; J. O. de 1914), p. 5370; de la Commission d'assurance et de

prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1916, un crédit extraordinaire de 600.000 francs, pour venir en aide aux victimes de la grêle et des orages dans l'arrondissement de Pau [Basses-Pyrénées] (I., n° 2245; an., S. de 1916, p. 935). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, en vue de venir en aide aux agriculteurs de l'arrondissement de Pau [Basses-Pyrénées] victimes de la grêle, un crédit de 800.000 francs (I., n° 3614; an., S. de 1917, p. 1068). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un nouveau crédit de 100.000 fr. au Ministre de l'Intérieur, pour venir en aide aux agriculteurs de l'arrondissement de Pau [Basses-Pyrénées], victimes de la grêle (I., n° 3816; an., S. de 1917, p. 1341). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'hygiène publique, sur le projet de loi relatif à l'examen des ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916, 1917 et des exemptés des classes 1915, 1916, 1917 (I., n° 1996; an., S. de 1916, p. 589). — Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les élections : de M. Charles Baudet par la 1^{re} circonscription de Dinan [Côtes-du-Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 20); de M. Celos par l'arrondissement de Bernay [Eure], (p. 25). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1916, t. unique, p. 2529; A., S. de 1918, t. unique, p. 122). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. 1, p. 81; A., S. de 1916, t. unique, p. 2862). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 790; A., S. de 1916, t. unique, p. 302, 677; A., S. de 1918, t. unique, p. 97, 1968).

DELORY (M.), *Député de la 5^e circonscription de Lille [Nord].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique p. 1273); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2741). — Intervient au cours de la discussion de l'élection de M. Grousseau par la 9^e circonscription de Lille [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 369). — Prend part à la discussion de l'élection de M. Vandame par la 1^{re} circonscription de Lille [Nord],

(p. 390, 392, 394 ; *Sa motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 390, 394). — Son allocution en remerciement de celle prononcée par M. le Président de la Chambre à l'occasion de son retour à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2440.) — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2687) ; dans la discussion d'une proposition de résolution concernant le paiement des bons des pays envahis (p. 2940). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 17) ; dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 31, 40, 100, 105). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 518) ; d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1615) ; du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2220). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2455 ; *Remise en état des routes*, p. 2805 et suiv.). — Motive sa démission de membre de la Commission chargée d'examiner les divers traités (p. 2741). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés ; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4419). = Obtient un congé A., S. de 1915, t. unique, 484).

DELPIERRE (M.), *Député de l'arrondissement de Clermont [Oise]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914 ; t. 2, p. 287) ; de la Commission de l'hygiène (A., S. de 1915, t. unique, p. 27) ; de la Commission de l'agriculture (A., S. de 1917, t. unique, p. 1060) ; de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier la désignation des grades et d'unifier les appella-

tions de tous les officiers de l'armée métropolitaine et de l'armée coloniale (I., n° 1962 ; an., S. de 1916, p. 534). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la libération des hommes de la réserve de l'armée active versés dans le service auxiliaire pour blessures de guerre (I., n° 5381 ; an., S. de 1918, p. 2040). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant l'octroi de sursis aux mobilisés de l'armée territoriale et de la réserve de l'armée active domiciliés avant 1914 dans les départements envahis ou évacués pour raisons militaires (I., n° 5450 ; an., S. de 1918, p. 2110). — Sa proposition de loi interdisant la distillation des boissons hygiéniques (I., n° 6829 ; an., S. de 1919, p. 2639). = Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à centraliser dans le plus bref délai la reconstitution sylvestre et fruitière des régions dévastées (I., n° 5911 ; an., S. de 1919, p. 1099). — Son rapport, sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution, tendant à la fixation du prix de vente de l'alcool (I., n° 6337 ; an., S. de 1919, p. 1872). — Son rapport sur le projet de loi prorogeant la loi du 7 avril 1917 qui autorise l'emploi de saccharine et autres substances édulcorantes artificielles pour la préparation de certains produits de consommation (I., n° 7222 ; an., S. de 1919, p. 3183). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier le tableau A annexé à la loi du 11 janvier 1892 [Produits chimiques] (I., n° 7230 ; an., S. de 1919, p. 3185). = Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les élections : de M. Le Troadec par la 2^e circonscription de Lannion [Côtes-du-Nord] (A., S., O. de 1914, t. 2, p. 21) ; de M. Saumande par la 1^{re} circonscription de Périgueux [Dordogne] (p. 22). — Intervient dans une question sur les sucres (A., S. de 1915, t. unique, p. 1650). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le régime des réquisitions (A., S. de 1917, t. unique, p. 582). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Discussion générale*, A., S. de 1918, t. unique, p. 724, 835. Titre 1^{er}. Monopole de l'alcool industriel. *Amendement à l'article premier présenté par M. Ernest Lafont*, p. 853 ; *Son amendement à l'article 6*, p. 1279 ; *Amendement de M. Barthe*

au même article, p. 2700; *Amendement de M. Bourcéri relatif aux grains panifiables*, p. 2702; *Amendements relatifs aux prix de l'alcool livré à la consommation de bouche*, p. 2729; *Son amendement à l'article 7 tendant à établir dans certains cas une taxe supplémentaire sur l'alcool de bouche*, p. 2849; *Sous-amendement de M. Barthe à cet amendement*, p. 2859). — Est entendu dans la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Monopole de l'alcool*, p. 3397). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 51). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1262); au cours de cette discussion (p. 1296, 1319). — Donne lecture, comme *Rapporteur*, de son rapport sur le projet de loi prorogeant la loi du 7 avril 1917 autorisant l'emploi de la saccharine (p. 4758). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 370, 2993). = Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 1001, 1269, 1671).

DELURE (M. GASTON), *Directeur général des travaux publics du protectorat marocain*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi autorisant le Gouvernement chérifien à augmenter le montant de l'emprunt autorisé par la loi du 16 mars 1914 pour exécution de travaux publics et remboursement du passif maghzen (A., S. de 1916, t. unique, p. 229); du projet de loi portant approbation d'une convention conclue pour la concession d'un réseau de chemins de fer au Maroc (A., S. de 1917, t. unique, p. 1388).

DEMELLIER (M.), *Député de l'arrondissement de Parthenay [Deux-Sèvres]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale, communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commis-

sion des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289).

DEMEUNYNCK (M.), *Contrôleur général de l'administration de l'armée*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double à tous les militaires des armées de terre et de mer combattant dans la zone des opérations actives (A., S. de 1916, t. unique, p. 2320).

DEMOULIN (M. ALBERT), *Député de l'arrondissement de Rocroi [Ardennes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de la Commission des postes et télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. de 1916, t. unique, p. 998). = Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais. *Amendement de MM. Lafont, Laval et Lauche à l'art. 14*, A., S. de 1916, t. unique, p. 821). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Prime accordée aux soldats des régions envahies*, p. 1351); des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son texte additionnel à l'art. 5*, p. 1598); du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Ses observations concernant l'art. 5*, p. 1976); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 3098, 3152; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 127); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1636, 1705); d'un projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 7653); des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2936). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3360). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié

une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyers par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 382); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 934); du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2019); des interpellations sur l'interprétation du statut des réfugiés (p. 2326). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2428). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'État aux bénéficiaires] (*Amendement concernant l'art. 2*, p. 2924; *Amendement de M. Cabrol à l'art. 4*, p. 2985). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Prisonniers civils travaillant derrière le front*, p. 3284); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3325). — Est entendu: sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1919, t. unique, p. 1561); dans la discussion du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2146). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les fêtes de la victoire (p. 2715). — S'excuse de son absence (A., S. O., de 1914, t. 2, p. 655; A., S. de 1916, t. unique, p. 2627).

DENAI (M. JOSEPH), *Député de la 2^e circonscription du 17^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre: de la Commission du règlement (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du budget (A., S. de 1915, t. unique, p. 942); de la Commission des marchés (p. 2026); de la Commission du suffrage universel (A., S. de 1917, p. 1586); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916,

p. 10942); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de loi organisant la police des étrangers et instituant une taxe municipale de police (I., n° 176; an., S. O. de 1914, p. 1264). — Sa proposition de loi allouant une indemnité aux contribuables inculpés poursuivis par l'Administration de l'enregistrement (I., n° 370; an., S. O. de 1914, p. 32). — Sa proposition de loi fixant en quelles conditions les voyageurs et représentants de commerce sont soumis à la patente (I., n° 371; an., S. O. de 1914, p. 32). — Sa proposition de loi relative aux droits politiques des naturalisés et fils de naturalisés (I., n° 472; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2186). — Sa proposition de loi tendant à priver du bénéfice de la nationalité française, les étrangères naturalisées par mariage (I., n° 633; an., S. de 1915, p. 177). — Sa proposition de loi tendant à créer un fonds d'avance aux propriétaires privés de leurs loyers (I., n° 672; an., S. de 1915, p. 260). — Sa proposition de loi tendant à réglementer les conditions dans lesquelles des poursuites pourront être dirigées contre les contribuables en instance de dégrèvement (I., n° 712; an., S. de 1915, p. 246). — Sa proposition de loi tendant à mettre à la charge de l'État la fourniture des appareils nécessaires aux militaires amputés (I., n° 811; an., S. de 1915, p. 334). — Sa proposition de loi tendant à frapper d'une taxe extraordinaire les permis de séjour (I., n° 1265; an., S. de 1915, p. 1088). — Sa proposition de loi concernant la résiliation, par suite de la guerre, des baux à loyer et le paiement des loyers échus pendant la guerre (I., n° 1632; an., S. de 1916, p. 3). — Sa proposition de résolution relative à l'affichage en la mairie du lieu de leur résidence, du nom des hommes mobilisés dans les usines (I., n° 1726; an., S. de 1916, p. 310). — Sa proposition de résolution concernant la création, en vue de satisfaire aux exigences de la défense nationale, d'un registre national de la main-d'œuvre (I., n° 1727; an., S. de 1916, p. 68). — Sa proposition de résolution tendant à la libération des blessés ou malades chroniques (I., n° 2654; an., S. de 1916, p. 1609). — Sa proposition de loi instituant un droit proportionnel de 10/0 sur tous les paiements libéra-

toires (I., n° 2696 ; an., S. de 1916, p. 1650). — Sa proposition de loi conférant le grade d'aspirant, aux interprètes détachés à l'armée britannique (I., n° 2700 ; an., S. de 1916, p. 1653). — Sa proposition de loi concernant le concours qui peut être prêté à la défense nationale par les mobilisables actuellement non utilisés (I., n° 2719 ; an., S. de 1916, p. 1717). — Sa proposition de résolution concernant l'allocation militaire aux familles des gendarmes et des sous-officiers à solde mensuelle (I., n° 2731 ; an., S. de 1916, p. 1736). — Sa proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre pour l'examen des projets de loi déposés par le Gouvernement avec demande d'urgence (I., n° 2787 ; an., S. de 1916, p. 1786). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, réservant aux seules personnes qualifiées les autorisations accordées pour le transport des denrées destinées au ravitaillement de la population et des usines (I., n° 3090 ; an., S. de 1917, p. 333). — Sa proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 31 mars 1917 touchant le délai imparti pour la déclaration prescrite par les lois des 15 juillet 1914 et 30 décembre 1916, concernant l'impôt sur le revenu (I., n° 3314 ; an., S. de 1917, p. 694). — Sa proposition de loi fixant le statut des hommes des classes 1888, 1889 et 1890 et des hommes appartenant au service auxiliaire jusqu'à la classe 1898 inclusivement (I., n° 3363 ; an., S. de 1917, p. 775). — Sa proposition de loi fixant les règles applicables, pendant les hostilités, aux transactions commerciales sur les objets de première nécessité (I., n° 3398 ; an., S. de 1917, p. 816). — Sa proposition de résolution relative à la réglementation des permissions militaires (I., n° 3483 ; an., S. de 1917, p. 892). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder aux officiers et assimilés une allocation de vie chère et une indemnité pour charges de famille (I., n° 3777 ; an., S. de 1917, p. 1321). — Sa proposition de résolution de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à relever l'indemnité accordée aux engagés spéciaux et aux militaires isolés (I., n° 3778 ; an., S. de 1917, p. 1321). — Sa proposition de résolution tendant à relever le taux de la somme allouée à titre de prêt franc (I., n° 3795 ; an., S. de 1917, p. 1326). — Sa proposition de résolution tendant à accorder une permission de treize jours

aux réservistes de l'armée territoriale non agriculteurs (I., n° 3825 ; an., S. de 1917, p. 1344). — Sa proposition de résolution tendant à accorder aux officiers de complément appartenant par leur classe de mobilisation à la réserve de l'armée territoriale, qui en font la demande, certains avantages accordés aux sous-officiers et hommes de troupe (I., n° 3986 ; an., S. de 1917, p. 1672). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à exonérer de toute pénalité les employeurs qui auront effectué avant le 10 mars 1918 les déclarations prévues par la loi du 31 juillet 1917 (I., n° 4361 ; an., S. de 1918, p. 243). — Sa proposition de résolution relative aux mutations des comptables militaires (I., n° 4362 ; an., S. de 1918, p. 243). — Sa proposition de loi tendant à proroger le délai accordé par la loi du 31 juillet 1917 pour la déclaration des bénéficiaires commerciaux et industriels (I., n° 4473 ; an., S. de 1918, p. 422). — Sa proposition de loi accordant une indemnité journalière à tous les sous-officiers, caporaux, brigadiers, soldats et marins ne bénéficiant pas de la solde mensuelle et une indemnité proportionnelle aux charges de famille (I., n° 4684 ; an., S. de 1918, p. 636). — Sa proposition de loi tendant à modifier les lois du 1^{er} juillet 1916 et 31 décembre 1917 en ce qui concerne le mode d'évaluation des bénéficiaires de guerre (I., n° 5106 ; an., S. de 1918, p. 1664). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à faire connaître ses projets pour l'éventualité de la démobilisation (I., n° 5116 ; an., S. de 1918, p. 1724). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à attribuer à chaque sous-officier et soldat, lors de la démobilisation, en don commémoratif, son casque de combattant (I., n° 5163 ; an., S. de 1918, p. 1773). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour établir l'histoire documentaire de la guerre et rendre hommage aux « morts pour la patrie » (I., n° 5189 ; an., S. de 1918, p. 1807). — Sa proposition de loi tendant à attribuer à tout mobilisé un titre de rente compensatoire de l'impossibilité où il a été mis de faire œuvre de prévoyance (I., n° 5248 ; an., S. de 1918, p. 1826). — Sa proposition de loi tendant à attribuer aux sous-officiers et soldats libérés une double collection de sous-vêtements et de chaussures (I., n° 5249 ; an., S. de 1918,

p. 1826). — Sa proposition de loi relative à la prise en charge par l'État des intérêts dus par les petits commerçants et artisans démobilisés sur les effets moratoriés (1) (I., n° 5982 ; an., S. de 1919, p. 1683). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à créer une Commission d'enquête sur les attentats commis par l'Allemagne contre le droit des gens en Alsace et en Lorraine (I., n° 6044 ; an., S. de 1919, p. 1274). — Sa proposition de résolution tendant à exiger des Allemands la complète restitution du bétail qu'ils ont volé (I., n° 6083 ; an., S. de 1919, p. 1312). — Sa proposition de loi tendant à la création d'une taxe extraordinaire sur les employeurs de main-d'œuvre étrangère (I., n° 6122 ; an., S. de 1919, p. 1365). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à étudier la coopération que la richesse immobilière peut apporter au crédit public et aux besoins de la trésorerie (I., n° 6283 ; an., S. de 1919, p. 1781). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à préparer le remaniement de la loi militaire de 1913 (I., n° 6501 ; an., S. de 1919, p. 2088). — Sa proposition de loi tendant à frapper les marchandises d'origine ennemie d'une taxe correctrice de la dépréciation du change (I., n° 6584 ; an., S. de 1919, p. 2265). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à étudier la création d'un livret personnel d'assurance-retraite pour tous les Français (I., n° 7191 ; an., S. de 1919, p. 3171). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à remanier les cadres du personnel des administrations centrales (I., n° 7192 ; an., S. de 1919, p. 3171). — Son rapport sur les marchés passés par le Ministère de la Guerre [Direction générale de l'Intendance] avec MM. Alavoine et Cie (I., n° 3349 ; an., S. de 1917, p. 237). — Son rapport sur les articles 2, 3, 4 et 7 à 38 du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Art. 30 à 38. — Taxe sur les paiements] (I., n° 4061 ; an., S. de 1917, p. 1950). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Budget annexe de la Légion d'honneur] (I., n° 4117 ; an., S. de 1917, p. 2057). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de

l'Exercice 1918 [Budget annexe de la Caisse nationale d'épargne] (I., n° 4132 ; an., S. de 1917, p. 2163). — Son rapport sur le projet de loi portant désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 0/0 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 (I., n° 4327 ; an., S. de 1918, p. 194). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi portant désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 0/0 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 (I., n° 4355 ; an., S. de 1919, p. 242). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à modifier le tableau B de la loi du 22 mars 1918 portant désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 0/0 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 (I., n° 4855 ; an., S. de 1918). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet d'ajourner le point de départ de l'application des résultats des revisions périodiques des évaluations foncières prévues par la loi du 29 mars 1914 (I., n° 4883 ; an., S. de 1918, p. 946). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Tournade ayant pour but de permettre la nomination, dans la Légion d'honneur, des officiers proposés avant leur radiation et renvoyés dans leurs foyers comme atteints par la limite d'âge (I., n° 5011 ; an., S. de 1918, p. 1195) ; second avis (I., n° 5809 ; an., S. de 1919, p. 925). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Caisse nationale d'épargne] (1) (I., n° 5296 ; an., S. de 1919, p. 605). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Légion d'honneur] (I., n° 5297 ; an., S. de 1919, p. 605). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Articles 8, 9 et 10 disjoints] (I., n° 5453 ; an., S. de 1918, p. 2114). — Son rapport sur le projet de loi prorogeant les délais fixés par le décret du 2 février 1852 pour la revision des listes électorales (I., n° 5482 ; an., S. de 1918, p. 2160). —

(1) Ce document n'a pas été publié.

(1) Ce document n'a pas été publié.

Son rapport sur la proposition de résolution tendant à modifier l'article 12 du Règlement de la Chambre des Députés (I., n° 5594; an., S. de 1919, p. 123); son rapport supplémentaire (I., n° 5713; an., S. de 1919, p. 826). — Son rapport sur le projet de loi tendant à rendre obligatoire la perception, par voie d'abonnement, des droits de timbre et d'enregistrement sur les contrats d'assurances contre les risques agricoles (I., n° 5808; an., S. de 1919, p. 925). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris, à l'annexion de la zone militaire et au desserrement du casernement et portant approbation des conventions intervenues à cet effet entre l'Etat et la ville de Paris (I., n° 5810; an., S. de 1919, p. 925). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier les tableaux A et B annexés à la loi du 22 mars 1918, qui énumèrent les marchandises, déprées, fournitures ou objets quelconques classés comme étant de luxe et soumis à la taxe de 10 0/0 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 (I., n° 5884; an., S. de 1919, p. 1682). — Son rapport sur l'amendement de M. Charles Leboucq au projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919, de crédits provisoires applicables aux mois d'avril, de mai et de juin 1918; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics (Taxe de luxe) (I., n° 5974; an., S. de 1919, p. 1172). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre (1) [Entrepôt d'habillement de Lyon] (I., n° 6375; an., S. de 1919, p. 2063). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Budget annexe de la Caisse nationale d'épargne] (I., n° 6411; an., S. de 1919, p. 2015). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Budget annexe de la Légion d'honneur] (I., n° 6412; an., S. de 1919, p. 2015). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'inscription sur les listes électorales, des militaires disparus (I., n° 6761; an., S. de 1919, p. 2543). — Son avis, présenté au nom de la Commission du suffrage universel, sur le projet de loi relatif

au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (I., n° 6907; an., S. de 1919, p. 2716). — Son rapport sur : 1° le projet de loi tendant à accorder un délai supplémentaire à certaines catégories d'électeurs pour leur inscription sur les listes électorales; 2° les propositions de loi : a) de M. Ernest Lafont (Loire), tendant à modifier les délais fixés par le décret du 2 février 1852 et la loi du 15 janvier 1919 pour la revision des listes électorales; b) de M. Jean Locquin, tendant à modifier la loi du 15 janvier 1919 sur la revision des listes électorales; c) de M. Paul Escudier prorogeant les délais fixés par le décret du 2 février 1852 et par la loi du 15 janvier 1919 pour la revision des listes électorales (I., n° 6946; an., S. de 1919, p. 2881). — Son rapport sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la vente ou à la location de l'atelier de chargement de Montluçon (I., n° 7160; an., S. de 1919, p. 3158). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Goust, par l'arrondissement de Mantes [Seine-et-Oise] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 81); de M. Leredu, par la 3^e circonscription de Pontoise [Seine-et-Oise] (p. 82). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la concurrence étrangère et de l'outillage économique de la France (p. 146). — Prend part à la discussion des élections : de M. Henry Simon, par la 1^{re} circonscription de Castres [Tarn] (p. 202); de M. Le Bail-Maignan, par la 2^e circonscription de Quimper [Finistère] (p. 204; *Sa motion tendant à une enquête sur les opérations électorales*, p. 205). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (p. 249); d'un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (p. 383); de l'élection de M. Lacotte, par la 2^e circonscription de Troyes [Aube] (p. 419, 421). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié une quatrième fois par le Sénat (Loi de finances : *Taxe sur les roulotteurs*, p. 885). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant les décrets de naturalisation (*Son amendement*, A., S. O. de 1915, t. unique, p. 62; *Son second amendement*, p. 66; *retrait*, *ibid.*; *Ses observations relatives à l'article 2*, p. 67). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les pièces produites à l'occasion des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils

(1) Ce document n'a pas été publié.

décédés par suite des faits de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1665); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (p. 1864, 1865, 1866, 1867). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Son contre-projet*, A., S. de 1916, t. unique, p. 463 et suiv.; *le retire*, p. 471; *Ses observations concernant la présomption de décès*, *ibid.*; *Son amendement à l'article 6*, p. 472; *Ses observations relatives à la rédaction de l'article 9*, p. 473; *Son paragraphe additionnel à l'article 11*, p. 474. — Exonérations et délais: *Son amendement à l'article 12*, p. 791; *le retire*, *ibid.* — Juridiction et procédure: *Ses observations sur l'article 30*, p. 917; *Son amendement à cet article*, *ibid.*; *Amendement de M. Lugol à l'article 25 réservé*, p. 1059 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*sa motion tendant à la disjonction des articles 5 à 26 concernant certaines dispositions fiscales*, p. 2701; *la retire*, p. 2705; *Suppression de la taxe sur les boissons hygiéniques*, p. 2747). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son contre-projet*, A., S. de 1917, t. unique, p. 215; *retrait*, p. 216; *Ses dispositions additionnelles concernant: les hommes atteints de tuberculose*, p. 237; *l'examen, hors de la vue des autres hommes, des hommes qui en feront la demande*, p. 238); d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 784); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif à la déclaration concernant l'impôt général sur le revenu*, p. 838). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en gage des titres de pension (p. 1421). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'industrialisation des services militaires de l'arrière et de l'intérieur en vue de la mise en sursis des classes les plus anciennes (p. 2078). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement relatif à la taxe sur les successions*, p. 3550; *Son amendement tendant à la suppression de l'article 16 concernant les collatéraux au delà du 4^e degré*, p. 3552; *Impôt sur les paiements et les dépenses*, p. 3580; 3590). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la

discussion du projet de loi portant désignation des marchandises, denrées, fournitures et objets quelconques soumis à la taxe de 10 0/0 en vertu de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 (A., S. de 1918, t. unique, p. 732). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (p. 3440). — Est entendu dans la discussion: d'une interpellation sur la situation financière de la France (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1029); du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1016, 1162, 1207). — Prend part à la discussion: des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur le luxe*, p. 1384); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements et salaires du personnel des postes et télégraphes (p. 3589); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 4179); du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (p. 4191); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (p. 4816).

DENIS (M. le contrôleur), *Adjoint au Directeur du contrôle au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi sur la réquisition des usines, des établissements industriels et l'emploi de la main-d'œuvre militaire (p. 440).

DENOIX (M.), *Directeur adjoint de la comptabilité publique.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion: du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1476); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2280; du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget ordi-

naire des services civils de l'Exercice 1919, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2374); du projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1918 à l'Exercice 1919 (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 (*ibid.*); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*ibid.*); des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils](p. 2630); du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 2993); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 2994); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 3207); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du Ministère du Commerce (p. 2994); d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage du Président de la République en Belgique (p. 3038); du projet de loi concernant l'attribution aux personnels civils de l'Etat de nouvelles avances exceptionnelles de traitement (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (*ibid.*); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3730); du projet de loi concernant les indemnités de résidence et de séjour attribuées aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (p. 3890).

DEPEYSTER (M.), *Chargé du service d'Alsace et de Lorraine au Ministère des Finances.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi concernant l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains (A., S. de 1918, t. unique, p. 691); du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange de ces monnaies (p. 1899); du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (p. 3890).

DERANGÈRE (M.), *Député de l'arrondissement de Château-Chinon [Nièvre].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Braibant par l'arrondissement de Rethel [Ardennes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 10).

DEROGNAT (M.), *Député de la 2^e circonscription de Bourg [Ain].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi tendant à accorder des majorations supplémentaires aux familles ayant plusieurs soutiens sous les drapeaux, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1531; an., S. de 1915, p. 1337). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la mobilisation dans leurs foyers de tous les militaires cultivateurs pères de cinq enfants vivants (I., n° 3215; an., S. de 1917, p. 589). — Sa proposition de loi concernant la suppression des receveurs des finances et la réduction des émoluments des trésoriers-payeurs généraux (I., n° 4305; an., S. de 1918, p. 167). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à mettre en sursis illimité tous les cultivateurs de la classe 1892 et les militaires de toutes professions appartenant aux classes 1889, 1890, 1891 et 1892 (I., n° 4851; an., S. de 1918, p. 128). = Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Meunier-Surcouf, par la 2^e circonscription de Saint-Brieuc [Côtes-du-Nord] (A., O. de 1914, t. 2, p. 21). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la mobilisation, dans leurs foyers, de tous les cultivateurs pères de cinq enfants vivants, sans exception (A., S. de 1917, t. unique, p. 1614); développe cette interpellation (p. 2284; *Son ordre du jour motivé*, p. 2338). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (A., S. de 1918, t. unique, p. 1994). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la mise en sursis des

vieilles classes (p. 2445); est entendu sur la fixation de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2771). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1117); du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2452).

DERVELOY (M.), *Député de l'arrondissement de Provins [Seine-et-Marne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, un crédit extraordinaire de 5 millions de francs pour venir en aide aux agriculteurs de l'arrondissement de Provins [Seine-et-Marne], victimes du cyclone du 29 juillet 1917 (I., n° 3728; an., S. de 1917, p. 852). = Prend part à la discussion du projet de loi concernant les travaux à exécuter par la ville de Paris pour le captage des eaux de la Voulzie, du Durteint et du Dragon (A., S. de 1916, t. unique, p. 1904 et suiv.). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 20 millions pour secours aux agriculteurs (p. 2349). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 284; A., S. de 1917, t. unique, p. 2483; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2167). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1036, 1415, 2002).

DESCHAMPS (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Rennes [Ille-et-Vilaine], Sous-Secrétaire d'Etat chargé du service de la démobilisation, puis Sous-Secrétaire d'Etat des Postes, Télégraphes et Téléphones.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du travail (A., S. de 1915, p. 27); de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, p. 2707). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'empêcher, pendant la guerre, la rupture des contrats de louage d'ouvrage (I.,

n° 3416; an., S. de 1917, p. 846). — Sa proposition de loi ayant pour objet de faire appliquer la participation aux bénéfices dans les entreprises de l'Etat et dans les concessions accordées par l'Etat, les départements et les communes (I., n° 3463; an., S. de 1917, p. 885). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le cheptel de Madagascar (I., n° 3785 rectifié; an., S. de 1917, p. 1323). — Sa proposition de loi relative à l'avancement des sous-lieutenants inaptes définitifs (I., n° 3822; an., S. de 1917, p. 1343). — Sa proposition de résolution ayant pour but de décider que l'application du décret du 11 mai 1907 sera suspendue pendant les hostilités dans les établissements militaires, en ce qui concerne les conditions d'ancienneté exigées pour l'avancement des employés (I., n° 4009; an., S. de 1917, p. 1739). — Sa proposition de résolution tendant à la relève des militaires de la réserve de l'armée territoriale qui sont au Maroc depuis plus de trois ans (I., n° 4165; an., S. de 1917, p. 2243). — Sa proposition de loi ayant pour but d'accorder un droit de reprise aux propriétaires d'objets réquisitionnés pendant la guerre (I., n° 4809; an., S. de 1918, p. 874). — Sa proposition de loi ayant pour objet de créer, pendant la guerre et pendant l'année qui suivra la fin des hostilités, une cour de justice militaire chargée de statuer sur les fautes commises dans l'exercice de leur commandement ou de leurs fonctions par les officiers, chefs de corps ou de services ayant rang ou faisant fonction d'officiers généraux (I., n° 4849; an., S. de 1918, p. 926). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à l'avancement des sous-lieutenants inaptes (I., n° 5128; an., S. de 1918, p. 1732). = Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur les sociétés anonymes à participation ouvrière (I., n° 3207; an., S. de 1917, p. 428). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de reconnaître aux femmes salariées de mobilisés le droit à un congé de durée égale à chacune des permissions de sept jours de leurs maris (I., n° 3999; an., S. de 1917, p. 1738). — Son rapport sur le projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1919 (I., n° 4067; an., S. de 1917, p. 1961). — Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour but de décider que l'application du décret du 11 mai 1907 sera suspendue pendant les hos-

tilités dans les établissements militaires, en ce qui concerne les conditions d'ancienneté exigées pour l'avancement des employés (I., n° 4164; an., S. de 1917, p. 2242). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier la loi des 21 mars 1905 et 7 août 1913 en ce qui concerne les commissions de réforme (I., n° 4239; an., S. de 1918, p. 108); son rapport supplémentaire (I., n° 4390; an., S. de 1918, p. 287). — Son rapport sur le projet de loi ouvrant aux militaires indigènes musulmans de l'Afrique du Nord l'accès à tous les grades (I., n° 4407; an., S. de 1918, p. 305). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (I., n° 4349; an., S. de 1918, p. 501). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à déterminer des affectations spéciales au profit des jeunes gens de la classe 1919 appartenant aux familles éprouvées par la guerre (I., n° 4675; an., S. de 1918, p. 633). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à interpréter l'article premier et l'article 2 de la loi du 10 avril 1917 (I., n° 4746; an., S. de 1918, p. 787). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à compléter les articles 14, 25 et 26 de la loi du 3 juillet 1877; relativement aux dégâts et dommages commis aux propriétés par les troupes logées et cantonnées chez l'habitant et au règlement des indemnités de réquisition (I., n° 4747; S. de 1918, p. 787). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder un insigne spécial aux engagés pour la durée de la guerre (I., n° 4992; an., S. de 1918, p. 1132). — Son rapport sur la proposition de résolution relative à la création de coopératives militaires dans la zone de l'intérieur (I., n° 5016; an., S. de 1918, p. 1197). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi relative à l'avancement des sous-lieutenants inaptes (I., n° 5155; an., S. de 1918, p. 1771). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la constitution de notre matériel d'artillerie A., S. de 1916, t. unique (p. 2508). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet du ravitaillement des coopératives de la zone des armées (p. 2676). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative au ravitaillement en charbon de la population parisienne (A., S. de 1917, t. unique, p. 132); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 535). — Développe son interpellation sur le ravitaillement des coopé-

tives de la zone des armées (p. 540 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 549). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'usage du cheptel colonial pour aider à l'approvisionnement du pays (p. 1262). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant le cheptel de Madagascar (p. 2950). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi concernant le recensement, la révision et l'appel de la classe 1919 (p. 3827). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet des indemnités allouées au personnel temporaire du magasin central d'habillement de Rennes (A., S. de 1918, t. unique, p. 222). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 1106). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Son amendement concernant la durée de la prorogation du privilège*, p. 1721). — Son opposition à l'inscription sans débats d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à modifier l'organisation des coopératives militaires (p. 2114). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi concernant les commissions de réforme (p. 2551).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat chargé des mesures de démobilisation* [Décret du 6 décembre 1918] (J. O., p. 10548). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations visant les questions de démobilisation (p. 2934); prend part à la discussion de ces interpellations (p. 3000, 3005). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Solde des prisonniers de guerre*, p. 3269); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendements concernant la démobilisation*, p. 3319; *la démobilisation des hommes des régions envahies*, p. 3361). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le renvoi des territoriaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 21); dans la discussion des interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 217). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 610); du projet de loi portant ouverture

et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Rengagements de six mois dans l'armée*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 810). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Démobilisation des classes 1907 et plus jeunes*, p. 1436); d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1566). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur la suspension de la démobilisation et l'envoi de soldats français en Russie (p. 1844); au cours de la discussion de ces interpellations (p. 2910). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* [Décret du 28 novembre 1919] (J. O., p. 13630). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 424; A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 1517; A., S. de 1916, t. unique, p. 38; A., S. de 1917, t. unique, p. 184; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 569, 827).

DESCHANEL (M. PAUL), *Président de la Chambre, Député de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou [Eure-et-Loir]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Ses allocutions en qualité de *Président* (I., n° 2; an., S. O. de 1914, p. 1831; I., n° 3, p. 1831.) — Son allocution prononcée lors de l'ouverture de la 2^e session extraordinaire de 1914 (I., n° 432; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2114). — Son allocution en prenant place au fauteuil (I., n° 489; an., S. O. de 1915, p. 1). — Son allocution relative à la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche-Hongrie (I., n° 952; an., S. O. de 1915, p. 480). — Son allocution relative à l'anniversaire de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France (I., n° 1166; an., S. de 1915, p. 836). — Son allocution en prenant place au fauteuil (I., n° 1549; an., S. de 1916, p. 1). — Son allocution concernant l'entrée de la Roumanie dans la guerre contre les puissances de l'Europe centrale (I., n° 2444; an., S. de 1916, p. 1310). — Ses allocutions en prenant place au fauteuil (I., n° 2048; an., S. de 1917, p. 1; I., n° 4174; an., S. de 1918, p. 1; I., n° 5516; an., S. de 1919, p. 1).

Est élu *Président provisoire* (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 2); son allocution en prenant place au fauteuil (p. 3). — Donne lecture : d'une lettre par laquelle M. Messimy, *Vice-Président provisoire* déclare se démettre de ses fonctions (p. 96); d'une lettre de M. Lagrosillière, Député non proclamé de la 2^e circonscription de la Martinique par laquelle il demande à la Chambre l'autorisation de siéger provisoirement (p. 96).

Est élu *Président de la Chambre* (p. 113); Son allocution (p. 118). — Son allocution relative à l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche et de la duchesse sa femme (p. 350). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Félix Mesnard, Député de la Gironde (p. 433). — Ses observations concernant la recevabilité d'un amendement à un article de la Loi de finances, non modifié par le Sénat, présenté par M. Groussier (p. 735). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de M. Cloarec, Député du Morbihan (p. 778); de M. Alfred Cibiel, Député de l'Aveyron (p. 843). — Donne lecture du décret convoquant les Chambres en session extraordinaire (A., 1^{re} S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 906). — Son allocution relative à l'assassinat de M. Jaurès, Député du Tarn (p. 906). — Donne connaissance d'une dépêche émanant de la Skoupchtina nationale serbe (p. 910). — Son allocution en demandant à la Chambre de s'ajourner en laissant à son Président le soin de la convoquer s'il y a lieu (p. 916). — Donne lecture du décret portant ouverture de la 2^e session extraordinaire de 1914 (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 922); son allocution à ce sujet et en annonçant à la Chambre le décès : de M. Georges Cochery, Député du Loiret; de M. Pierre Goujon, Député de l'Ain; de M. Hippolyte Laroche, Député de la Sarthe; de M. le comte Albert de Mun, Député du Finistère; de M. Soubigou, Député du Finistère; de M. Paul Proust, Député de la Savoie; de M. Disleau, Député des Deux-Sèvres; de M. Edouard Nortier, Député de la Seine; de M. Charles Schneider, Député du Haut-Rhin [Territoire de Belfort] (p. 923, 925).

Est élu *Président de la Chambre des Députés* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 6). — Donne lecture de sa dépêche au Président de la Chambre des Députés d'Italie et de la réponse de ce dernier, à l'occasion du tremblement de terre qui vient d'avoir lieu en Italie (A., S.

de 1915, t. unique, p. 16). — Ses allocutions en annonçant à la Chambre : le décès de M. Chevillon, Député des Bouches-du-Rhône (p. 196); le décès de M. Ragally, Député de la Haute-Saône (p. 236); les décès de M. Georges Chaigne, Député de la Gironde, de M. Georges Berry, Député de la Seine (A., S. de 1915, t. unique, p. 512); de M. le comte Ferri de Ludre, Député de Meurthe-et-Moselle (p. 664). — Son discours relatif à la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche-Hongrie (p. 677). — Sa communication relative à un échange de radiotélégrammes entre le Président de la Douma d'Empire à Pétrograd et le Président de la Chambre des Députés de France (p. 820). — Son discours relatif à l'anniversaire de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France (p. 1122). — Donne communication d'une dépêche de la Douma d'Empire (p. 1255). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Albin Rozet, Député de la Haute-Marne (p. 1294). — Donne communication d'une lettre de MM. les Ministres des Colonies et des Finances concernant le budget général de l'Afrique occidentale française (p. 1365). — Donne communication d'une dépêche du Président de la Skoupechtina serbe et du télégramme qu'il a adressé, en réponse, au nom de la Chambre (p. 1464). — Ses observations concernant le dépôt, par M. Adrien Veber, d'une proposition de résolution tendant à la nomination d'autant de Commissions permanentes de contrôle qu'il y a de Ministères et de Sous-Secrétariats d'Etat (p. 1822). — Son allocution en annonçant à la Chambre les décès de M. Edmond Chapuis, Député du Jura, et de M. Edouard Vaillant, Député de la Seine (p. 1952). — Son allocution de fin d'année (p. 2084).

Est élu *Président de la Chambre des Députés* (A., S. de 1916, t. unique, p. 3). — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 6); sa seconde allocution (p. 7). — Est entendu au cours d'un incident soulevé par M. Brizon au sujet de trois questions écrites déposées par ce Député au Secrétariat général de la Présidence (p. 115). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de M. Jules Delafosse, Député du Calvados (p. 146); de M. Roblin, Député de la Nièvre (p. 188). — Sa communication concernant l'incendie du Parlement canadien (p. 189). — Sa communication concernant la Skoupechtina serbe (A., S. de 1916, t. uni-

que, p. 228). — Donne communication d'une dépêche du Président de la Chambre des Communes du Canada (p. 252). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Marcel Rauline, Député de la Manche (p. 276). — Donne communication : d'une dépêche de la Douma de l'Empire russe (p. 372); d'une dépêche de la Chambre des Députés d'Italie et de la réponse faite à cette dépêche (p. 394). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. André Thome, Député de Seine-et-Oise (p. 500). — Est entendu à propos d'un incident soulevé par M. Accambray au cours de la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (p. 538 et suiv.). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Albert Poulain, Député des Ardennes (p. 568). — Donne communication d'une dépêche de la Chambre des Députés de la République portugaise (*ibid.*). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. le lieutenant-colonel Driant, Député de Meurthe-et-Moselle (p. 746). — Est entendu sur une demande de rappel au règlement formulée par M. Raffin-Dugens (p. 802). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Arthur Legrand, Député de la Manche et de M. Joseph Ribet, Député de la Haute-Garonne (p. 1080). — Donne communication d'une résolution de la Douma de l'Empire russe relative à la perte du *Portugal*, bateau-hôpital de la Croix-Rouge torpillé dans la mer Noire (*ibid.*). — Intervient au cours de la discussion sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation « sur les discours qui, ces temps derniers, ont été prononcés au nom de la France » (p. 1170, 1171). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Alasseur, Député du Loiret, et de M. Fernand Dubief, Député de Saône-et-Loire (p. 1190); de M. de Folleville, Député de la Seine-Intérieure (p. 1242). — Ses observations relatives à une demande de rappel au règlement formulée par M. Paul Constans (p. 1272). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de M. Jouancoux, Député de la Somme (p. 1294) de M. le duc de Rohan, Député du Morbihan (p. 1486); de M. Germain Périer, Député de Saône-et-Loire (p. 1514). — Donne communication d'une lettre de la Douma de l'Empire russe relative à la visite en France d'une délégation de cette Assemblée (p. 1532). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Dubled, Député du Nord (A., S.

de 1916, t. unique, p. 1691). — Son allocution relative à l'intervention de la Roumanie dans la guerre contre les empires du centre de l'Europe (*ibid.*). — Donne communication d'une dépêche du Président de la Skoupchtina serbe (p. 1692). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1785). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Maurice Bernard, Député du Doubs (p. 1992). — Son allocution à M. Lamendin, Député du Pas-de-Calais, à l'occasion de son retour des régions envahies (p. 2884).

Est élu *Président de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 2). — Ses allocutions en prenant place au fauteuil (p. 6) ; son allocution à M. Defontaine, député du Nord, à propos de son retour des régions envahies (p. 130). — Ses observations présentées au cours de la discussion d'une proposition de résolution relative à l'annuïtie des condamnations prononcées par les conseils de guerre (p. 377 et suiv.). — Est entendu : au cours d'un incident soulevé par M. F. Bougère au sujet de la rédaction de l'article premier de la loi sur les exemptés et réformés (p. 415 et suiv.) ; sur un rappel au règlement de M. Jean Bon (p. 423). — Ses observations concernant le vote des membres de la Chambre en congé (p. 671). — Son adresse à la nation russe (p. 772). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de MM. Raoul Briquet et Albert Tailliandier, Députés du Pas-de-Calais (p. 946) ; de M. Dansette, Député du Nord (p. 992). — Son allocution relative à l'entrée en guerre des Etats-Unis (p. 1141). — Donne communication d'une adresse de la Chambre des Représentants de la République de Cuba (p. 1174). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de M. Marc Mathis, Député des Vosges, *Questeur* de la Chambre des Députés (p. 1420) ; de M. Reille-Soult, duc de Dalmatie, Député du Tarn (p. 1559). — Ses observations concernant : une motion motivée présentée au cours de la discussion générale du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 1591) ; un amendement présenté par M. Levasseur à l'article 12 de ce projet de loi (p. 1619). — Donne communication d'une dépêche du Président de la Chambre des Députés de la République du Brésil (p. 1706). — Explique son refus de communi-

quer à la Chambre : un ordre du jour présenté par MM. Alexandre Blanc, Brizon et Raffin-Dugens à la suite de la discussion, en comité secret, d'interpellations sur les opérations militaires (A., S. de 1917, t. unique, p. 1708) ; un ordre du jour présenté par M. Jean Bon (p. 1709) ; un ordre du jour présenté par MM. Poncet et Mayéras (p. 1744). Intervient au cours d'un incident soulevé par M. Accambray pendant la discussion des ordres du jour motivés présentés comme sanctions de ces interpellations (p. 1718). — Donne communication d'une dépêche du Président de la Chambre des Députés du Bré-til (p. 1810). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Deléglise, Député de la Savoie (p. 2408). — Son allocution à M. Basly, Député du Pas-de-Calais, de retour des régions envahies (*ibid.*). — Donne communication d'une lettre adressée à M. Noulens, ambassadeur de France à Pétrograd, par M. le Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire russe (*ibid.*). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Armez, Député des Côtes-du-Nord (p. 2428). — Ses observations au sujet d'un rappel au règlement de M. Bracke (p. 2579). — Est entendu sur une proposition de résolution concernant le petit personnel de la Chambre (p. 2680). — Ses observations relatives à la nomination d'une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3096). — Donne lecture de la proposition de résolution présentée par la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation, pour crimes commis dans l'exercice de ses fonctions, M. Malvy, ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3148). — Ses explications au sujet d'une observation faite sur le procès-verbal de la séance du 14 décembre 1917 (p. 3420). — Communique à la Chambre une lettre de M. L.-L. Klotz, *Ministre des Finances*, à M. Raoul Péret, *Président de la Commission du budget* (p. 3440). — Ses observations relatives à la communication anticipée d'un rapport (p. 3529).

Est élu *Président de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 6). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de M. le comte de Hercé, Député de la Mayenne (*ibid.*) ; de M. Felix Poullan, Député des Alpes-Maritimes (p. 371) ; de M. Defontaine, Député du Nord (p. 583) ; de M. Roden, Député du Pas-de-

Calais (A., S. de 1918, t. unique, p. 899); de M. Lucien Millevoye, Député de la Seine (p. 978). — Son allocution concernant l'héroïsme de nos soldats et de nos alliés (p. 1164). — Donne communication d'une dépêche du Président de la Skoupchina serbe et du télégramme envoyé en réponse (p. 1170). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de M. Lefol, Député de la Côte-d'Or (p. 1252); de M. le baron de Mackau, Député de l'Orne (p. 1288); Ses observations concernant le renvoi de la séance au mardi 4 juin 1918 (p. 1453). — Donne connaissance d'une communication du Ministre des Affaires étrangères concernant une adresse envoyée par l'Assemblée législative de la République du Guatemala (p. 1459). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Georges Le Bail Maignan, Député du Finistère (p. 1577). — Son allocution relative à la célébration, en France, de la fête nationale des Etats-Unis (p. 1649). — Communique à la Chambre des adresses de M. le Président de la Chambre des Députés des Etats-Unis du Brésil et de M. le Président de la Chambre des Députés de la République Argentine (p. 1783). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de MM. Soriaux, Député du Pas-de-Calais, Albert Métin, Député du Doubs, Laurent Bougère, Député de Maine-et-Loire (p. 2070). — Son allocution concernant les armées françaises et les alliés (*ibid.*). — Communique à la Chambre : une dépêche de M. le Président de la Chambre des Députés du Portugal (p. 2071); une expédition adressée par M. le Président du Sénat des arrêts rendus le 6 août 1918 par la Cour de justice, emportant condamnation de M. Malvy (Louis-Jean), Député du Lot (*ibid.*). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de M. Gaston Dumesnil, Député de Maine-et-Loire (p. 2100); de M. Abel Ferry, Député des Vosges (p. 2131); de M. Joseph Thierry, Député des Bouches-du-Rhône (p. 2208); de M. Albert Seydoux, Député du Nord et de M. Molle, député de l'Hérault (p. 2259). — Son allocution concernant la délivrance des villes de Lille, Douai, Ostende et Bruges (p. 2423). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de MM. Ghesquières, Député du Nord, et Rontin, Député du Lot-et-Garonne (p. 2439). — Son allocution à MM. Delory et Ragheboom, Députés du Nord, à l'occasion de leur retour parmi leurs collègues (p. 2440). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de

MM. Marius Delahaye, Député de la Somme, et Durre, Député du Nord (A., S. de 1918, t. unique, p. 2506). — Intervient au cours de la discussion sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant le rapatriement des prisonniers, des otages et des habitants des régions libérées (p. 2507). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Poirier de Narçay, Député de la Seine (p. 2549). — Son allocution relative à l'armistice accordé à l'Autriche-Hongrie (p. 2555). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Pascal Ceccaldi, Député de l'Aisne (p. 2565). — Communique à la Chambre une dépêche de M. le Président de la Chambre des Députés du Pérou (p. 2627). — Son allocution relative à l'armistice accordé à l'Allemagne (p. 2660). — Communique une dépêche annonçant la délivrance de M. Inghels, Député du Nord, interné à la prison de Coblenz (p. 2664); Son allocution à l'occasion du retour de ce député à la Chambre (p. 2692). Communique une lettre de M. le Ministre des Affaires étrangères ainsi que deux dépêches des Présidents des Républiques de l'Uruguay et de Bolivie (p. 2694). — Son allocution relative à le rentrée des souverains belges à Bruxelles (p. 2760). — Communique des dépêches de M. le Président de la Chambre des Députés d'Italie, de M. le Président du Sénat du Brésil et de M. le Président de la Chambre des Députés de la République de Chine (*ibid.*). — Communique une dépêche de M. le Président de la Chambre des Députés du grand duché de Luxembourg (p. 2790). — Son allocution à M. Henry Coutant, Député de la Seine à l'occasion de son retour à la Chambre (p. 2864). — Communique une dépêche reçue de Strasbourg et émanant des étudiants anciens et jeunes Alsaciens et Lorrains (p. 2866). — Son allocution concernant le voyage des parlementaires en Alsace-Lorraine (p. 2932). — Communique des dépêches de M. le Président de la Chambre des Députés du Portugal et de M. le Président de la Chambre des Représentants de Belgique (p. 3035). — Donne lecture d'une communication de M. le Président du Congrès de la République de Costa-Rica (p. 3052). — Communique une adresse de la Chambre des Députés du Nicaragua (p. 3158). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Claude Cochin, Député du Nord (p. 3434).

Est élu *Président de la Chambre des Députés* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Son allocu-

tion en prenant place au fauteuil (p. 6). — Communique : une dépêche du Président de la Chambre des Députés du Portugal (p. 84) ; une lettre du Ministre de l'Intérieur réclamant certains documents concernant l'élection de M. Vandame, Député de la 1^{re} circonscription de Lille (*ibid.*). — Sa communication relative à l'état de santé de M. Clemenceau, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (p. 663). — Est entendu sur l'interprétation de l'article 24 du Règlement [question de la discussion immédiate] (p. 678). — Communique un télégramme de la Chambre des Députés d'Uruguay (p. 967). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de M. Walter, Député de la Seine (p. 1053) ; de M. Paul Beaugard, Député de la Seine (p. 1237). — Est entendu : à propos d'une rectification au procès-verbal de la 2^e séance du 26 mars 1919 réclamée par M. Marius Moutet (p. 1330). ; sur un rappel au Règlement formulé par M. l'amiral Bienaimé (*ibid.*). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. le lieutenant-colonel du Halgouët, Député d'Ille-et-Vilaine (p. 1507). — Ses observations relatives à une demande de modification de l'ordre du jour présentée par M. Raynaud en faveur de sa proposition de résolution concernant le désarmement de l'Allemagne (p. 1526). — Donne communication d'une adresse de la Diète polonaise (p. 1577) ; son allocution à ce sujet (*ibid.*). — Communique à la Chambre : une lettre de l'ambassadeur d'Italie (p. 2138) ; une dépêche de M. le Président de la Chambre des Députés d'Italie (p. 2187). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès : de M. Dufrière, Député du Gers (p. 2279) ; de M. Salembier, Député du Pas-de-Calais (p. 2333). — Son allocution relative à la signature du traité de paix (p. 2726). — Communique à la Chambre une dépêche de la Chambre des Députés de la République Argentine (p. 2955). — Communique une dépêche du Président de la Chambre des Représentants de Belgique (p. 3077) ; son allocution à ce sujet (p. 3078). — Communique des dépêches des Parlements espagnol, hellénique, luxembourgeois et tchéco-slovaque (p. 3121). ; son allocution à ce sujet (p. 3122). — Son allocution au sujet du défilé sous l'arc de triomphe de l'Étoile des troupes françaises et alliées (*ibid.*). — Communique à la Chambre une dépêche du Président de la Chambre des Députés du Chili (p. 3205). — Est entendu pour un rappel au Règlement au sujet d'un

projet de loi relatif aux garanties de la liberté industrielle (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3217). — Ses allocutions en annonçant à la Chambre les décès : de M. Méquillet, Député de Meurthe-et-Moselle ; de M. Dejos, Député de l'Allier (p. 3465) ; de M. Morin, Député du Cher (p. 3538) ; de M. Eugène Treignier, Député de Loir-et-Cher (p. 3917). — Communique à la Chambre une résolution votée par la Chambre des Représentants des Etats-Unis, le jour de notre fête nationale (p. 4012). — Son allocution en annonçant le décès de M. Magniez, Député de la Somme (p. 4818). — Son allocution en clôturant les travaux de la 11^e législature (p. 4823).

DESFORGES (M.), *Directeur de la comptabilité générale au Ministère de la Marine.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses non renouvelables de la guerre et de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522) ; du projet et des propositions de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer (A., S. de 1917, t. unique, p. 605) ; prend part à cette discussion (p. 3474). Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi tendant à attribuer aux mobilisés une indemnité de sortie de campagne (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 663).

DESHAYES (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Beauvais [Oise].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des décrets (F., n° 243 ; J. O. de 1916, p. 10962) ; de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2856) ; de la Commission du travail (A., S. de 1918, t. unique, p. 126) ; de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803) ; de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133) ; de la Commission

d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission de l'enseignement (A., S. O. de 1919, t. unique p. 968). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'ouverture d'un crédit national destiné à accorder, au nom de l'Etat, des avances remboursables aux départements et aux communes éprouvés par l'état de guerre, leur permettant de répondre à leurs obligations budgétaires (I., n° 576; an., S. O. de 1915, p. 83). — Sa proposition de loi tendant à l'extension, au profit des pupilles de l'assistance publique, des dispositions de la loi du 22 juin 1915 sur la gratuité d'envoi des paquets postaux (I., n° 1123; an., S. O. de 1915, p. 749). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'étendre les dispositions de la loi du 18 juillet 1901 (articles 25 à 28 du Code de travail) aux patrons, employés et ouvriers atteints par la mobilisation générale (I., n° 1230; an., S. de 1915, p. 925). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 17 août 1915, relatif au remplacement temporaire des fonctionnaires agents ou sous-agents incorporés en vertu de l'article premier de cette loi (I., n° 1590; an., S. de 1915, p. 1415). — Sa proposition de loi ayant pour but d'établir une taxe uniforme de 0 fr. 10 pour les correspondances remises par la poste restante (I., n° 3012; an., S. de 1917, p. 139). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate tendant à assurer la mise en affectation spéciale, dans les services actifs des compagnies, de tous les agents commissionnés des réseaux de chemins de fer (I., n° 3065; an., S. de 1917, p. 253). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate invitant le Gouvernement à procéder, dans le plus bref délai possible, à la mise en exploitation des tourbières, par voie de réquisition (I., n° 3122; an., S. de 1917, p. 372). — Sa proposition de résolution tendant à la création d'un office spécial pour la vérification des transports de guerre (I., n° 4141; an., S. de 1917, p. 2169). — Sa proposition de loi relative au décompte, pour le calcul de l'ancienneté, du temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires, agents et sous-agents des administrations de l'Etat et par les ouvriers et employés des établissements de l'Etat (I., n° 4595; an., S. de 1918, p. 538). — Sa proposition de résolution concernant les hommes des vieilles classes, mobilisés par mesure spéciale et par anticipation à la fin du

mois d'août 1914 (I., n° 5019; an., S. de 1918, p. 1198). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à faire procéder à la révision de la liste des localités dans lesquelles les employés de l'Etat ont bénéficié d'indemnités dites de bombardement (I., n° 5777; an., S. de 1919, p. 902). — Sa proposition de résolution tendant à instituer des commissions médicales au profit des blessés et malades de guerre rentrant de captivité (I., n° 5992; an., S. de 1919, p. 1197). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à faire bénéficier d'un échelon de démobilisation les originaires des régions libérées, afin de hâter la reconstitution desdites régions (I., n° 6034; an., S. de 1919, p. 1230). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à faire profiter les élèves des écoles de chimie des bénéfices de démobilisation accordés aux élèves des grandes écoles techniques (I., n° 6035; an., S. de 1919, p. 1231). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la réduction de délai de prescription des paquets postaux adressés aux militaires et marins (I., n° 819; an., S. O. de 1915, p. 302). — Son rapport, au nom de la Commission des postes et des télégraphes, sur le fonctionnement de la poste aux armées et les améliorations qu'il convient d'introduire dans ce service (I., n° 1017; an., S. O. de 1915, p. 702). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'extension, au profit des pupilles de l'assistance publique, des dispositions de la loi du 22 juin 1915 sur la gratuité d'envoi des paquets postaux (I., n° 1151; an., S. de 1915, p. 827). — Son rapport sur le projet de loi tendant à apporter certaines modifications dans l'exercice des franchises postales concédées aux troupes en campagne (I., n° 1720; an., S. de 1916, p. 96); Son rapport supplémentaire (I., n° 2086; an., S. de 1916, p. 651). — Son avis présenté au nom de la Commission des postes et des télégraphes sur le projet de loi tendant à instituer, en faveur des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, des allocations pour charges de famille (I., n° 2849; an., S. de 1917, p. 1). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à procéder au classement et à la centralisation de tous les périodiques français et étrangers, ainsi que de tous les extraits et traductions de ces périodiques pouvant servir à l'histoire de la guerre (I., n° 3273; an., S. de 1917, p. 920). — Son rapport sur le fonctionnement des services télégraphique

et téléphonique militaires [Première partie. Télégraphie et téléphonie aux armées] (I., n° 3581; an., S. de 1917, p. 1193). — Son avis présenté au nom de la Commission des postes et des télégraphes sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (I., n° 3828; an., S. de 1917, p. 1348). — Son avis présenté sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (I., n° 4525; an., S. de 1918, p. 488). — Son rapport sur le projet de loi concernant le relèvement des taxes des colis postaux (I., n° 4963; an., S. de 1918, p. 1054). — Son rapport sur: 1° le projet de loi ayant pour objet de garantir leur travail ou leur emploi aux ouvriers et employés atteints par la mobilisation générale; 2° la proposition de loi de M. Louis Deshayes ayant pour objet d'étendre les dispositions de la loi du 18 juillet 1901 (articles 25 à 28 du Code du travail) aux patrons, employés et ouvriers atteints par la mobilisation générale; 3° la proposition de loi de M. Ernest Lairolle sur le maintien du contrat de louage de services pendant la guerre; 4° la proposition de loi de MM. Louis Deschamps et Henri Lémery, ayant pour objet d'empêcher, pendant la guerre, la rupture des contrats de louage d'ouvrage; 5° la proposition de loi de M. Carré-Bonvalet sur la résiliation, au profit des employés, des contrats de louage de services passés antérieurement au 1^{er} janvier 1917; 6° la proposition de loi de M. Marius Moutet ayant pour objet de garantir leur emploi aux mobilisés (I., n° 5042; an., S. de 1918, p. 1589). — Son rapport sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à faire des avances pour l'organisation de restaurants populaires (I., n° 5282; an., S. de 1918, p. 1999). — Son rapport sur: 1° la proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour objet de modifier la loi sur les associations ouvrières en faveur des mutilés et réformés de la guerre; 2° la proposition de loi de MM. Queuille et Laurent Eynac, ayant pour objet de faciliter aux réformés de guerre la reprise du travail et l'accession au petit patronat (I., n° 5863; an., S. de 1919, p. 1017). — Son avis présenté au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de loi tendant à la création d'offices publics d'approvisionnements (I., n° 5910; an., S. de 1919, p. 1092). — Son avis présenté au nom de la Commission

de la réorganisation économique sur la proposition de résolution de M. le duc de La Trémoille et plusieurs de ses collègues, invitant le Gouvernement à laisser pénétrer librement les matières premières, les objets manufacturés nécessaires à notre exportation, ainsi que les machines agricoles, et à revenir le plus rapidement possible à la liberté commerciale (I., n° 6128; an., S. de 1919, p. 1397). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. Alasseur par l'arrondissement de Gien [Loiret] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 42). — Son amendement au projet de loi concernant la régularisation de décrets relatifs aux subventions du fonds national de chômage (A., S. de 1915, t. unique, p. 397). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder la gratuité des envois postaux aux militaires mobilisés (p. 465). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 874); d'une interpellation sur la fourniture du gaz aux communes de la banlieue parisienne (p. 1057); d'une proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1215). — Sa motion tendant à l'insertion dans le *Bulletin des armées de la République* du discours prononcé par M. Viviani, *Président du Conseil* (p. 1278). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (p. 1485). — Intervient dans la discussion: du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de l'exercice 1916 (p. 1866); d'une interpellation sur la distribution de vêtements chauds, du linge et sur le mode de couchage des soldats (p. 1972). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de l'interpellation sur le moratorium des loyers (A., S. de 1916, t. unique, p. 27, 28). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Son amendement à l'article premier présenté de concert avec M. Connetot*, p. 733; *Disposition additionnelle de M. Paisant à l'article premier*, p. 1158; *Sa disposition additionnelle au même article, présentée de concert avec M. Connetot*, p. 1161). — Prend part à la discussion: des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais. *Son amendement à l'article 20 présenté de concert avec M. Puech*, p. 884; Juridiction et procédure

Ses observations concernant l'article 50, p. 917) ; de ces projet et propositions modifiés une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 448). — En qualité de *Rapporteur*, est entendu : sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi concernant les franchises postales concédées aux troupes en campagne (A., de 1916, t. unique, p. 999) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Discussion générale*, p. 1008 et suiv. ; *Amendements* : de M. Mistral à l'article premier, p. 1013 ; de M. Goust, au même article, p. 1014). — Est entendu sur le point de savoir à quelle Commission doit être renvoyé le projet de loi instituant les pupilles de la nation (p. 1452). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le fonctionnement du Trésor et postes ; les colis postaux et la correspondance des soldats des pays envahis (p. 1465 et suiv.) ; des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Nouveau texte de la Commission*, p. 1582 ; *Son amendement à l'article 2*, p. 1589) ; d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont données les permissions aux hommes du front (p. 1867 et suiv.) ; du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Ses observations sur l'article 2*, p. 1937). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 120) ; d'une interpellation concernant la circulaire du Ministre de la Guerre sur la suppression des permissions de vingt-quatre heures pour certains militaires (p. 413) ; des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs appartenant aux classes 1888 et 1889 (p. 475). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'organisation et le fonctionnement de la télégraphie sans fil dans l'aviation militaire (p. 517) ; est entendu sur l'ajournement de la discussion de cette interpellation (p. 550). — Est entendu : dans la discussion d'une interpellation concernant l'affectation des employés des postes, télégraphes et téléphones des classes 1902, 1903, 1904 (p. 586 et suiv.) ; sur le règlement de l'ordre du jour (p. 626, 1334). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 739 et suiv., *Ses amendements*, p. 743 et suiv., p. 754) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième tri-

mestre 1917 (*Taxe des cartes postales*, A., S. de 1917, t. unique, p. 838) ; du projet de loi tendant à accorder aux personnels civils de l'Etat des allocations temporaires de cherté de vie (p. 1082 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1307 et suiv.) ; d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1395) ; d'un projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Solde des officiers de la zone des armées*, p. 1451) ; des interpellations sur le décret du 13 juin 1917 relatif au gaz (p. 1510). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les défauts d'organisation de la T. S. F. dans la marine (p. 2183). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le recensement, la révision et l'appel de la classe 1919 (p. 3840). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le régime de censure politique appliqué aux journaux républicains de province (A., S. de 1918, t. unique, p. 12). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre (p. 44). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre IV. Voies de recours. *Amendement de M. Doizy à l'article 21* ; A., S. de 1918, t. unique, p. 137). — Est entendu dans la discussion d'interpellations : sur le rationnement de la consommation du pain (p. 187) ; sur la relève des vieilles classes de la territoriale encore aux armées (p. 258). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi tendant à organiser la production du blé (p. 558) ; du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 932). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 985, 1011, 1058) ; du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1296) ; d'une interpellation sur la réquisition du bétail dans les campagnes (p. 1309). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Discussion générale*, p. 1516 ;

Explique son vote, A., S. de 1918, t. unique, p. 1985; du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2027). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la ration de pain (p. 2072); développe cette interpellation (p. 2082). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi concernant le relèvement des taxes de colis postaux (p. 2201). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (p. 2314); d'un projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et des entreprises industrielles (p. 2386). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2426). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (p. 2688); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch (p. 2670). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi et des propositions ayant pour objet de garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2679). — Parle dans la discussion : d'interpellations relatives aux questions de démobilisation (p. 3013); de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2285 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 2346); du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2395 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2560 et suiv.); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la mise en culture des terres abandonnées (p. 2892). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique p. 78); d'interpellations sur la démobilisation des usines de guerre (p. 820); des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 960, 985, 993); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Organisation de la radiotélégraphie aux colonies*, p. 1180). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919

[Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant la construction d'un câble téléphonique entre Paris, l'Alsace et la Lorraine ainsi que le poste de T. S. F. de la Croix-d'Hins*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1432; *Intervention française en Russie*; p. 1454). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'envoi de renforts aux troupes françaises en Crimée (p. 1830). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution sur le rétablissement de la liberté commerciale (p. 1920); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Beaux-Arts. *Discussion générale*, p. 2868 et suiv.); de crédits provisoires applicables aux mois d'août 1919 (p. 3392). — Son rapport sur une pétition (p. 4326). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la date de cessation des hostilités (p. 4386). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2 p. 487, 701; A., S. de 1915, t. unique, p. 394; A., S. de 1916, t. unique, p. 774; A., S. de 1917, t. unique, p. 280, 1026). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1732; A. S. de 1917, t. unique, p. 2483, 3289; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2409, 2721).

DESPLAS (M.), *Député de la 2^e circonscription du 5^e arrondissement de Paris [Seine], Ministre des Travaux publics.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission des travaux publics (p. 2708); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur, M. Malvy (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717); de la Commission du budget (p. 3782). = Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi sur les réparations aux victimes civiles de la guerre atteintes dans leur personne ou à leurs ayants droit (I., n° 1786; an., S. de

1916, p. 155). — Sa proposition de loi relative à la reconnaissance des enfants naturels (I. n° 5033; an., S. de 1918, p. 1216). — Son avis, présenté au nom de la Commission des dommages de guerre, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi sur les réparations aux victimes civiles de la guerre atteintes dans leur personne ou à leurs ayants droit (I., n° 1835; an., S. de 1916, p. 321). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution de M. André Paisant et plusieurs de ses collègues, tendant à faire délivrer des acomptes réguliers et uniformes sur le montant des indemnités dues en raison des dommages de guerre (I., n° 2159; an., S. de 1916, p. 760). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi de M. Jules Roche et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la modification de l'article 94 du Code civil par l'établissement d'un « Livre d'or de la guerre de 1914 déclarée par l'Allemagne à la France » (I., n° 2181; an., S. de 1916, p. 776). — Son rapport sur le projet et les propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (I., n° 2345 et annexes; an., S. de 1916, p. 1175, 1505, 1809). — Ses rapports, au nom du 9^e Bureau, sur les élections: de M. Croillard par l'arrondissement d'Annecy [Haute-Savoie] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 68); de M. Emile Favre par l'arrondissement de Bonneville [Haute-Savoie] (p. 69); de M. Fernand David par l'arrondissement de Saint-Julien [Haute-Savoie] (p. 69); de M. Jacquier (Paul) par l'arrondissement de Thonon [Haute-Savoie] (p. 69); de M. Maurice Barrès par le 1^{er} arrondissement de Paris [Seine] (p. 69); de M. Bienaimé par le 2^e arrondissement de Paris (p. 69); de M. Puech par le 3^e arrondissement de Paris (p. 69). — Est entendu dans la discussion des interpellations sur la constitution du Cabinet, la censure et les déclarations du Gouvernement (A., S. de 1915, t. unique, p. 1508). — Prend part à la discussion: d'un projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt en rentes 3 0/0 (p. 1561); d'un projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1886, 1887). — Est entendu: sur le retrait de l'ordre du jour de sa proposition de résolution concernant les réparations aux victimes civiles de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 402);

dans la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais; *Ses observations sur l'article 18*, p. 878). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1510, 1511, 2530). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Discussion générale*, p. 1882 et suiv.; *Amendement de M. Forgeot à l'article premier*, p. 1936; *Disposition additionnelle de M. Lebrun au paragraphe premier de l'article 2*, p. 1939; *Observations relatives au paragraphe 5 de l'article 2*, p. 1943; *Observations de M. Lefas sur la rédaction de l'article 2*, p. 1945; *Observations concernant les bateliers fluviaux*, p. 1946; *Amendement de M. Ernest Lafont au 2^e paragraphe de l'article 5*, p. 1948; *Amendement de M. Tissier au paragraphe 5 de l'article 5*, p. 1950; *Application du paragraphe 5 de l'article 5*, p. 1951; *Amendement de M. Louis Dubois à la première partie de l'article 4*, p. 1952; *Amendement de M. Briquet à l'article 5*, p. 1973; *Observations concernant cet article*, p. 1976; *Amendement de M. Ernest Lafont à l'article 6*, p. 1997; *Amendement de M. Marin au 2^e paragraphe de l'article 6*, p. 1998; *Amendement de M. Paisant tendant à la suppression des paragraphes 3 et 4 de l'article 6*, p. 2000; *Amendement additionnel de M. Tournan à l'article 6*, p. 2007; *Amendement additionnel de M. Louis Marin au même article*, p. 2015; *Observations concernant l'article 7*, p. 2044; *Amendement de M. Forgeot au paragraphe 5 de cet article*, p. 2045; *Observations relatives: au paragraphe 6*, p. 2046; *au paragraphe 7*, *ibid.*; *Amendement de M. Jean Bon à l'article 8*, p. 2053; *Observations relatives à l'article 9*, p. 2058, 2072; *Ses explications au sujet du nouveau texte de la Commission remplaçant les anciens articles 10, 11, 12 et 13*, p. 2110; *Amendement de M. Ceccaldi au nouvel article 9 présenté par la Commission*, p. 2120; *Amendement de M. Lafont au paragraphe 5^e*, p. 2125; *Amendement de M. Durre au même paragraphe*, p. 2126; *Amendement de M. Briquet au paragraphe 4^e*, p. 2127; *Amendement de M. Lafont à l'article 10*, p. 2163; *Amendement de M. Lefebvre du Prey au paragraphe premier de l'article 10*, p. 2168; *Observations relatives au paragraphe 2*, p. 2169; *Amendement de M. Noël à ce paragraphe*, *ibid.*; *Amendement de M. Louis Marin au même paragraphe*, p. 2171; *Amendement de M. Ceccaldi*, p. 2173; *Amendement de*

*M. Forgeot tendant à la suppression du dernier paragraphe de l'article 10, A., S. de 1916, t. unique, p. 2181 et suiv.; Amendement additionnel de M. Noël à l'article 10, p. 2183; Observations concernant: l'article 11, p. 2360 et suiv.; l'article 12, p. 2366; Amendement de M. Lebrun à l'article 14, p. 2368; Observations relatives à l'article 15, p. 2373; Amendement de M. Marin à cet article, p. 2376; Amendement de M. Lefebvre du Prey au même article, p. 2376; Amendement de M. Bosquette, p. 2413; Observations concernant l'article 19, p. 2416; Amendements de M. Tailliandier: à l'article 21, p. 2419; à l'article 26, p. 2421; Article 39, A., S. de 1917, t. unique, p. 45; Amendement de M. Tailliandier à l'article 52 devenu 51, p. 47; Amendement de M. de Wendel à l'alinéa 6° de cet article, p. 48; Amendement de M. Tailliandier à l'article 55 devenu 52, p. 49; Amendement additionnel de M. Lefas à cet article, p. 50 et suiv.; Amendement de M. Briquet à l'article 44 devenu 43, p. 84; Amendement de M. Margaine au même article, p. 87; Amendement de M. Tournan à l'article 46 nouveau, p. 90; Amendement de M. Lugol à l'article 49 nouveau, p. 91; Ses observations sur l'article 50, p. 95; Texte additionnel de M. Charpentier, p. 96; Article additionnel de M. Margaine, p. 97; Amendement de M. Haudos, ibid.; Observations relatives à l'article 51, ibid.; Ses explications relatives: au nouvel article 50 présenté par la Commission, p. 133; à l'article nouveau, présenté par la Commission, concernant les bateaux armés à la petite pêche, p. 134, 135; donne lecture d'une note tendant à la coordination des textes, p. 135). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission*, à la discussion: de ces projet et propositions de loi modifiés par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 3065, 3093, 3100, 3146, 3162; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 38, 56, 62, 67, 77, 91, 99, 122, 141, 184, 235, 263, 306); de ces projet et propositions de loi modifiés une seconde fois par le Sénat (p. 1633, 1652, 1673, 1697). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique, p. 206 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations relatives à l'affaire dite « des carbures » (p. 363); est entendu sur cet ordre du jour (p. 365). — Est entendu, comme *Président de la Commission*, dans la discussion du projet et des propositions de loi*

concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 383). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 498, 3144). — Ses rapports sur des pétitions (p. 579).

Est nommé *Ministre des Travaux publics et des Transports* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2255). — Prend part à la discussion des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1318 et suiv.). — Répond à une question sur la mise en sursis d'appel, des mineurs appartenant aux jeunes classes (p. 2155). — Répond à une question concernant les familles des mineurs rapatriées (p. 2156). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant l'achat de navires à l'étranger (p. 2186). — Prend part à la discussion: du projet de loi ayant pour objet d'approuver les conventions intervenues entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et la Société générale des chemins de fer économiques, la Compagnie des chemins de fer départementaux, la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France, pour l'attribution d'allocations complémentaires aux agents des lignes d'intérêt général concédées à ces trois compagnies (p. 2221); de plusieurs interpellations relatives à la concession de mines de sel (p. 2394).

En qualité de *Député*: prend part à la discussion des interpellations sur le problème du charbon et la politique minière du Gouvernement (p. 2936). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la catastrophe de la Courneuve (A., S. de 1918, t. unique, p. 889). — Est entendu: sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2686); dans la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéfiques] (p. 2995). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels au Budget annexe des chemins de fer de l'Etat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1731); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3169). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1915 t. unique, p. 350; A., S. de 1918, t. unique, p. 887, 942; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 347, 1777). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 461; A., S. de 1917, t. unique, p. 2449; A., S. de 1918, t. unique, p. 371; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2097, 3263, 3290).

DESFORGES (M.), *Directeur de la comptabilité au Ministère de la Marine.*

Prend part, en qualité de *Commissaire au Gouvernement*, à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (A., S. de 1918, t. unique, p. 213). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1918 (p. 803); du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 (p. 827); de la proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les veuves et à tous les orphelins des fonctionnaires civils, agents, sous-agents et ouvriers de l'Etat, décédés sous les drapeaux au cours de la guerre, le bénéfice de la loi du 4 août 1917, instituant des suppléments temporaires de traitement pour cherté de vie et des allocations temporaires pour charges de famille (p. 926); du projet de loi tendant à modifier les lois du 5 novembre 1909 et du 21 avril 1914 relatives au corps des ingénieurs de l'artillerie navale (p. 958); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1381); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*ibid.*); du projet de loi ayant pour objet de déterminer les voies et moyens d'exécution de la loi du 9 avril 1918 et portant ouverture aux Ministres de la Guerre et de la Marine de crédits sur l'Exercice 1918 (p. 1526); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (p. 1825); du projet de loi portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord (p. 2100); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2132); du projet de loi portant ouverture,

sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au quatrième trimestre de 1918 (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (*ibid.*); prend part à cette discussion (p. 2604). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires alloués sur l'Exercice 1918 pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils [Indemnités exceptionnelles du temps de guerre] (p. 2243); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre de l'Exercice 1917 (p. 2716); du projet de loi tendant à accorder une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux officiers et sous-officiers à solde mensuelle des armées de terre et de mer (p. 2820); prend part à cette discussion (p. 3207). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant modification à la législation des pensions civiles et militaires (p. 2864); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 (p. 3140); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*).

DESSEIN (M.), *Député de l'arrondissement de Langres [Haute-Marne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre de diverses Commissions (F. n° 35., J. O. de 1915, p. 307); de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'administration générale (A., S. de 1915, t. unique p. 27); de la Commission des pensions (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre en vue d'établir, dans certains cas, le vote personnel des Députés (I., n° 367; an., S. O. de 1914, p. 2044). — Sa proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 575; an., S. O. de 1915, p. 83). — Sa proposition de résolution

concernant les hommes des vieilles classes (I., n° 3571; an., S. de 1917, p. 281). — Sa proposition de loi relative à la promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur, sous forme d'admission au traitement des officiers de complément mobilisés et déjà décorés au titre de la réserve de l'armée active ou de la territoriale (I., n° 7040; an., S. de 1919, p. 2988). = Ses rapports, au nom du 9^e Bureau, sur les élections : de M. Lajarrige, par la 1^{re} circonscription du XIX^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 75); de M. Rozier (Arthur) par la 2^e circonscription du XIX^e arrondissement de Paris (p. 75). — Prend part à la discussion : de diverses propositions de loi relatives à une prime de démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 790); des crédits applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4150 et suiv.). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 512, 1574; A., S. de 1916, t. unique, p. 1377, 1836, 2694; A., S. de 1917, t. unique, p. 1906, 2654, 3102; A., S. de 1918, t. unique, p. 6, 2423).

DESSOYE (M.), *Député de l'arrondissement de Chaumont [Haute-Marne], Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. de 1915, t. unique, p. 637). = Son rapport sur le projet de loi portant prorogation des pouvoirs des membres des conseils départementaux de l'enseignement primaire (I., n° 2823; an., S. de 1916, p. 1818). — Son rapport sur la proposition de loi portant modification aux lois organiques sur l'élection des Députés et tendant à établir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle (I., n° 4102; an., S. de 1917, p. 2037); son rapport supplémentaire (I., n° 5621; an., S. de 1919, p. 303); son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 5987; an., S. de 1919, p. 1193). — Son rapport sur le projet de loi tendant : 1^o à ajourner les élections partielles départementales et communales; 2^o à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant

à la deuxième série (I., n° 6186; an., S. de 1919, p. 1627). -- Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer la prochaine consultation électorale (I., n° 6241; an., S. de 1919, p. 1725). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, des bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (I., n° 6415; an., S. de 1919, p. 2016). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, portant modification aux lois organiques sur l'élection des Députés et tendant à établir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle (I., n° 6433 rectifié; an., S. de 1919, p. 2038). — Son rapport sur : 1^o le projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2^o la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (I., n° 6684; an., S. de 1919, p. 2392); son rapport supplémentaire (I., n° 6879; an., S. de 1919, p. 2701); son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 6906 rectifié; an., S. de 1919, p. 2716); son 3^e rapport supplémentaire (I., n° 7018; an., S. de 1919, p. 2943). — Son rapport sur le projet de loi sur l'éducation des adolescents (I., n° 6848; an., S. de 1919, p. 2653). — Son rapport sur les amendements : 1^o de MM. Edouard Barthe et Paul Aubriot; 2^o de M. Vandame, au projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (I., n° 6912; an., S. de 1919, p. 2849). — Son rapport sur le projet de loi tendant à fixer l'ordre et les dates des élections au Sénat, à la Chambre des Députés, aux Conseils généraux et d'arrondissement et aux Conseils municipaux (I., n° 7091; an., S. de 1919, p. 3050). — Son rapport sur le projet de loi tendant à rendre applicable au territoire de Belfort la loi du 12 juillet 1919 relative à l'élection des Députés (I., n° 7123; an., S. de 1919, p. 3096). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant l'envoi et la distribution des bulletins de vote et circulaires électorales (I., n° 7169; an., S. de 1919, p. 3163). — Son rap-

port sur le projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à fixer l'ordre et la date des élections au Conseil général et aux Conseils d'arrondissement de la Seine (I., n° 7208; an., S. de 1919, p. 3179). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant la participation des citoyens français membres des commissions municipales des communes mixtes en Algérie à la désignation des délégués sénatoriaux (I., n° 7209; an., S. de 1919, p. 3179). = Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les élections de M. de Moustier par l'arrondissement de Baune-les-Dames [Doubs] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 23); de M. Josse par l'arrondissement des Andelys [Eure] (p. 25).

Est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [Décret du 9 juin 1914] (J. O., p. 5110).

En qualité de *Député*, donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant prorogation des pouvoirs des membres des conseils départementaux de l'enseignement primaire (A., S. de 1916, t. unique, p. 2819). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion : de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1152, 1513, 1579, 1612, 1662, 1732, 1758, 1857, 1868); de cette proposition, modifiée par le Sénat (p. 2892 et suiv., 2921 et suiv.). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1803). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion : 1^o du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2^o de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3754 et suiv.; 3807 et suiv.; 3831 et suiv.; 3872, 3971 et suiv.; 4005; 4258 et suiv.; 4396 et suiv. 4416 et suiv. 4434 et suiv.); de cette dernière proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 4657); d'une proposition de loi sur divers amendements à la loi électorale (p. 4523 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 16, 1255; A., S. de 1917, t. unique, p. 184; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957. = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2832; A., S. de 1917, t. unique, p. 2946; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2937).

DESOUCHES (M.), *Chef du service de la motoculture.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1238); du budget de 1919 (p. 2375).

DESTREMEAU (M. le colonel), *Directeur de la cavalerie au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de résolution concernant les militaires de la Garde républicaine restés dans le camp retranché de Paris (A., S. de 1916, t. unique, p. 739).

DEYRIS (M.), *Député de l'arrondissement de Saint-Sever [Landes], Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2488). = Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à instituer un diplôme à remettre aux familles des officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer morts pour la patrie depuis le début des hostilités (I., n° 1119; an., S. de 1915, p. 747). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer aux blessés de guerre la gratuité des transports, des opérations et des soins pouvant devenir nécessaires dans l'avenir par suite de leurs blessures (I., n° 2218; an., S. de 1916, p. 917). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'ajourner le point de départ de l'application des résultats des revii-

sions périodiques des évaluations foncières prévues par la loi du 29 mars 1914 (I., n° 4617; an., S. de 1918, p. 565). — Son rapport sur le projet de loi portant prorogation des pouvoirs des membres du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels (I., n° 1112; an., S. de 1915, p. 746). — Son rapport sur le projet de loi tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1917; 2° à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires (I., n° 2880; an., S. de 1917, p. 22); son rapport supplémentaire (I., n° 2928; an., S. de 1917, p. 48). — Son rapport sur le projet de loi tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales; 2° à proroger les pouvoirs des Sénateurs appartenant à la série C et les pouvoirs des membres de la Chambre des Députés; 3° à ajourner les élections départementales, communales, consulaires et de prud'hommes (I., n° 4065; an., S. de 1917, p. 1960). — Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Cabrol par la 2^e circonscription de Villefranche [Aveyron] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 12). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés (p. 523). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt sur le revenu*, p. 760). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 247). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'acquisition de viandes frigorifiées (A., S. de 1915, t. unique, p. 639, 641); du projet de loi concernant des achats de blé pour le ravitaillement de la population civile (p. 668); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Contre-projet de M. Compère-Morel*, p. 1162). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1360); d'une proposition de résolution concernant l'affectation spéciale en temps de guerre des hommes mobilisés, pères de familles nombreuses (p. 1469). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les permissions octroyées aux officiers et soldats du front, sur la circulaire concernant les recommandations et le fonctionnement du service des renseignements aux familles des combattants (p. 1836);

est entendu sur la fixation de la date de la discussion (A., S. de 1915, t. unique, p. 1836); développe cette interpellation (p. 1962 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 1962). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1916, t. unique, p. 119, 1166, 2528). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Son amendement concernant la création d'un diplôme pour les familles des morts pour la patrie*, p. 556; *le retire*, p. 557); du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1917 (p. 1568); des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son amendement à l'article 5 relatif à la nomination des délégués*, p. 1596 et suiv.; *Son addition à cet amendement*, p. 1598). — Est entendu : dans la discussion d'interpellations concernant l'utilisation des effectifs (p. 2039); sur le renvoi, au lendemain, de la suite de la discussion de diverses interpellations relatives à la crise des transports (p. 2294); au cours de la discussion de ces interpellations (p. 2301 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2608; *Son amendement tendant à augmenter de 10.000 francs les crédits inscrits à l'article premier*, p. 2662; *le retire*, *ibid.*; *Automobiles militaires de la zone de l'intérieur*, p. 2667; *Amendement de M. Honnorat concernant l'impôt sur le revenu*, p. 2711). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1916 (p. 2800). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Sa disposition additionnelle visant les hommes ayant une infirmité apparente et notoire*, A., S. de 1917, t. unique, p. 238); d'une interpellation sur la circulaire du Ministre de la Guerre relative à la suppression des permissions de vingt-quatre heures pour certains militaires (p. 413); de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 648). — Parle sur le procès-verbal de la séance du 9 mars 1917 (p. 670). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés de l'armée active et de sa réserve (*Ses amendements*, p. 725, 744, 753; *Ses observations*, p. 761); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (*Ses amendements*, p. 2049, 2050, 2070; *Ses observations*, p. 2101).

— Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 847). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Juridiction et procédure: *Amendement de M. Ribeyre à l'article 59*, p. 1670). — Son ordre du jour motivé présenté, à la suite de la discussion, en comité secret des interpellations sur les opérations militaires (p. 1708); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1730). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (Dispositions diverses: *Article additionnel relatif aux habitations à bon marché*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1899); des interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs des vieilles classes (p. 2270). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Son amendement concernant certains instituteurs placés dans le service auxiliaire*, p. 2524; *le retire*, p. 2525; *Son amendement concernant le petit personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes particulières*, *ibid.*); de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2750). — Est entendu sur la demande de mise à l'ordre du jour d'une proposition de loi concernant les allocations aux mobilisés de retour dans leurs foyers (p. 2912). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre I^{er}. Du droit à pension d'infirmité et à gratification, des militaires et marins: *Amendement de M. Bonnefoy au paragraphe 7 de l'article 2 modifié par la Commission*, p. 3277; *Ses observations concernant la discussion de la loi*, p. 3889). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Frâis de tournée et de bureaux des inspecteurs et des contrôleurs*, p. 3518; *Taxe sur les successions*, p. 3543). — Ses rapports sur des pétitions (p. 3667). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi relatif à l'ajourne-

ment des élections (A., S. de 1917, t. unique, p. 3689, 3696 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3810). — Prend part à la discussion: d'interpellations sur la relève des vieilles classes de la territoriale encore aux armées (A., S. de 1918, t. unique, p. 259); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 21 de la loi du 21 mai 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 910); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances. *Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, p. 1157). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'évaluation de la propriété mobilière en matière de successions, donations et échanges (p. 1210); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1329, 2088); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1613). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion: d'interpellations visant les questions de démobilisation (p. 2936); du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 3236). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Recouvrement des contributions directes*, p. 3390); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3427). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion: du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 316); d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 487, 581, 2911); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Ministère des Finances] (*Ses observations relatives au personnel des trésoreries et des recettes des finances*, p. 954; *Suppression de bureaux d'enregistrement*, p. 955); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et

dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1175); de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1234, 1521, 1588, 1614); de cette proposition, modifiée par le Sénat (p. 2888 et suiv., 2894, 2921 et suiv.). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant le recouvrement des impôts en ce qui concerne les familles des disparus*, p. 1467); du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2153); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2460. Instruction publique : *Discussion générale*, p. 2735; *Création d'emplois à la direction générale des douanes*, p. 2784). — Parle sur le procès-verbal de la 2^e séance du 22 juillet (p. 3289). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi prorogeant les effets de l'article 5 de la loi du 14 novembre 1918 (p. 4551); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant l'envoi et la distribution des bulletins de vote et circulaires électorales (p. 4658). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 3102; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1557, 1673, 1793, 2187). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 820; A., S. de 1916, t. unique, p. 720; A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 1174, 3212; A., S. de 1918, t. unique, p. 396, 1671; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 435, 3241, 3381).

DHÉ (M. le colonel), *Directeur de l'aéronautique au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1396); prend part à cette discussion (p. 1441).

DIAGNE (M. BLAISE), *Député du Sénégal.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 488). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 35, J. O. de 1915, p. 307); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission

des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des douanes (A., S. de 1915; t. unique, p. 1575). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à soumettre aux obligations militaires prévues par les lois de 1905 et de 1913, les Sénégalais des communes de plein exercice de la colonie (I., n° 941; an., S. O. de 1915, p. 470). — Sa proposition de loi étendant aux descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal, les dispositions de la loi militaire du 19 octobre 1915, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1794; an., S. de 1916, p. 160). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à autoriser les indigènes et sujets français, de l'Algérie, du Maroc et des colonies françaises à contracter des engagements volontaires, en temps de paix comme en temps de guerre, dans les corps français de l'armée métropolitaine et coloniale et dans l'armée de mer (I., n° 1795; an., S. de 1916, p. 160). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à créer une grande Commission permanente des colonies et pays de protectorat (I., n° 3272; an., S. de 1917, p. 631). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires sur le projet de loi créant l'emploi d'adjudant indigène pour les militaires indigènes des unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord et complétant la loi du 18 juillet 1913 relative aux pensions de ces militaires (I., n° 2119; an., S. de 1916, p. 680). — Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Giordan par l'arrondissement de Sartène [Corse] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 216). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917 (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 474); de sa proposition de loi tendant à soumettre aux obligations militaires, les Sénégalais des communes de plein exercice (A., S. de 1915, t. unique, p. 947, 990). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la cessation du service de navigation sur la côte d'Afrique par la compagnie des Chargeurs réunis (A., S. de 1916, t. unique, p. 1428). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les conditions d'emploi, en hiver, des militaires d'origine coloniale dans les armées en campagne en France et en Orient (p. 2508). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits

provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2577 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'utilisation des troupes de couleur en Europe (A. S. de 1917, t. unique, p. 98); d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'active et à sa réserve (*Son amendement*, p. 760; *Ses observations*, p. 761); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (*Son amendement*, p. 2064); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Son amendement*, p. 964). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les injustices dont seraient victimes certains militaires indigènes (p. 1175). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les conditions d'emploi des tirailleurs sénégalais au cours des opérations offensives dernières (p. 1176). — Est entendu : dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1392 et suiv.); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur l'administration de l'Afrique occidentale et le recrutement colonial (p. 1798). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique militaire (p. 2946). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les déclarations du Président du Conseil (p. 3029); développe cette interpellation (p. 3032). — Est entendu dans la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendement concernant la démobilisation*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3347). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 1). — Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 126).

DION (M. le marquis DE), *Député de la 4^e circonscription de Nantes [Loire-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682). — Sa proposition de loi suspendant pendant vingt ans les effets de la loi de natura-

lisation à l'égard des Allemands et Austro-Hongrois (I., n° 664; an., S. O. de 1915, p. 197). — Sa proposition de loi tendant à l'établissement d'un impôt unique à taux plural sur les diverses sources de revenus en remplacement des impôts directs existants (1) (I., n° 5383; an., S. de 1918, p. 605). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'unification des circonscriptions électorales (I., n° 5725; an., S. de 1919, p. 840). — Sa proposition de loi tendant au remaniement général des impôts (I., n° 6299; an., S. de 1919, p. 1788). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. Andrieu (Edouard), par la 1^{re} circonscription d'Albi [Tarn] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 85). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 865 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, A. S. de 1916, t. unique, p. 216 et suiv.; *Amendements de M. Lamy et de M. Puech à l'article premier*, p. 238; *Ses observations sur l'article 2 relatif au calcul de la contribution*, p. 257; *Son amendement au premier paragraphe de cet article*, p. 258; *Ses observations sur ce premier paragraphe*, p. 259; *Amendement de M. Landry aux alinéas 1^o et 2^o*, p. 261, 263; *à l'alinéa 6^o*, p. 265; *Ses observations concernant l'article 3*, p. 280; *Amendement de M. Renard au paragraphe 3 de l'article 4*, p. 285; *Sa disposition additionnelle à l'article 11*, p. 293; *la retire*, p. 294; *Retire sa disposition additionnelle à l'article 14 pour reprendre un amendement non soutenu par M. Failliot à l'article 12*, p. 304). — Est entendu sur l'amendement de M. J. Delahaye à l'ordre du jour motivé présenté par M. Sibille comme sanction à la discussion de certaines interpellations en Comité secret (p. 1295). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Sa motion tendant à l'ajournement de la discussion à quarante-huit heures*, A., S. de 1917, t. unique, p. 482; *Discussion générale*, p. 489; *Sa motion tendant au renvoi de la proposition à la Commission du budget*, p. 490). — Intervient dans la discussion d'interpellations

(1) Ce document n'a pas été publié.

sur le fonctionnement de la justice militaire (A., S. de 1918, t. unique, p. 338). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2737; A., S. de 1919, t. , p. 6).

DIOR (M.), *Député de l'arrondissement d'Avranches [Manche]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du travail (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission des marchés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2467); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236). — Sa proposition de loi portant création d'un impôt sur les transports par chemins de fer en grande et petite vitesse (I., n° 3307; an., S. de 1917, p. 691). — Sa proposition de résolution tendant à la création d'une caisse de prêts pour les mobilisés (I., n° 5200; an., S. de 1918, p. 1809). = Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Jean Hennessy par l'arrondissement de Barbezieux [Charente] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 16). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux emplois civils à réserver aux militaires et marins mutilés de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1604); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1684, 1689, 1690); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Répartition des combustibles*, p. 2074). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies (A., S. de 1916, t. unique, p. 31); d'une proposition de résolution relative au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (p. 113); du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (p. 233, 254; *Amendement de M. Landry au 2° de l'article 2*, p. 263; *Disposition additionnelle de M. de Dion à l'article 11*, p. 293). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les ouvriers français (A., S. de 1917, t. unique, p. 688). — Est entendu dans la discussion d'in-

terpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2618). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (A., S. de 1918, t. unique, p. 1014). Prend part à la discussion du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 [répression de la spéculation] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 396). — Demande l'ajournement de la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime de l'alcool (p. 1260, 3544). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur la politique agricole du Gouvernement (p. 2189); du projet de loi sur le régime de l'alcool (p. 3508) = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 424, 456, 584, 620, 712, 773, 799, 1228-1405, 2002; A., S. de 1916, t. unique, p. 302, 322, 568, 746, 839, 934, 998, 1668; A., S. de 1917, t. unique, p. 556, 581, 633, 1237, 1614, 1836, 3008, 2694; A., S. de 1918, t. unique, p. 2760; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 685, 4327). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1146, 1255; A., S. de 1916, t. unique, p. 2650; A., S. de 1917, t. unique, p. 3669; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1373, 1777).

DISLEAU (M), *Député de la 1^{re} circonscription de Niort [Deux-Sèvres]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Obtient un congé (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 274). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. E. de 1914, t. 2, p. 924).

DOIZY (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Mézières [Ardennes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2,

p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 2 de la loi du 5 avril 1910, sur les retraites ouvrières et paysannes (I., n° 335; an., S. O. de 1914, p. 2036). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14, 15 et 16 de la loi du 9 juin 1853, en ce qui concerne les pensions des veuves et des orphelins de fonctionnaires (I., n° 336; an., S. O. de 1914, p. 2036). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi des 9 avril 1898 et 31 mars 1905 sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, en ce qui concerne la fourniture des appareils permettant à la victime de se servir du membre mutilé (I., n° 338; an., S. O. de 1914, p. 2038). — Sa proposition de loi tendant à modifier les paragraphes 3 et suivants de l'article 20 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, en ce qui concerne les conseils d'hygiène départementaux et les commissions sanitaires (I., n° 339; an., S. O. de 1914, p. 2038). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 3 de la loi du 17 août 1915 assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables (I., n° 1227; an., S. de 1915, p. 911). — Sa proposition de loi tendant à accorder aux sujets français musulmans d'Algérie la naturalisation dans le statut personnel au titre local (I., n° 2091; an., S. de 1916, p. 653). — Sa proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 9 de l'article 3 de la loi du 17 août 1915 sur l'utilisation des effectifs (I., n° 2666; an., S. de 1916, p. 210). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi sur l'hygiène publique du 15 février 1902 en ce qui concerne la prophylaxie du paludisme (I., n° 2681; an., S. de 1916, p. 1638). — Sa proposition de loi tendant à modifier les lois des 21 mars 1905 et 7 août 1913 en ce qui concerne les commissions de réforme (I., n° 2732; an., S. de 1916, p. 1736). — Sa proposition de loi tendant à assurer aux femmes occupées dans les établissements industriels ou commerciaux la possibilité d'allaiter leurs enfants (I., n° 3019; an., S. de 1917, p. 244). — Sa proposition de loi sur la naturalisation des étrangers ayant

appartenu aux armées alliées et mariés à des françaises (I., n° 3742; an., S. de 1917, p. 1252).

— Sa proposition de loi instituant le livret national de caisses d'épargne du nouveau-né (I., n° 3743; an., S. de 1917, p. 1419). — Sa proposition de loi instituant des allocations de gestation et d'allaitement (I., n° 3788; an., S. de 1917, p. 1492). — Sa proposition de loi tendant à éviter les fraudes sur le miel (I., n° 4866; an., S. de 1918, p. 935). — Sa proposition de résolution concernant une catégorie particulière d'hommes des vieilles classes (I., n° 4913; an., S. de 1918, p. 956). — Sa proposition de loi tendant à proroger le délai des déclarations de succession des personnes domiciliées en pays envahi avant leur décès (I., n° 6317; an., S. de 1919, p. 1831). — Sa proposition de loi tendant à modifier le chapitre II du titre III et le chapitre II du titre IV du Code du travail et de la prévoyance sociale [Inspection du travail] (I., n° 6511; an., S. de 1919, p. 2094). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à instituer les correspondants des recrues (I., n° 6577; an., S. de 1919, p. 2259). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 23 décembre 1912 sur les habitations à bon marché (I., n° 6599; an., S. de 1919, p. 2272). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à activer le transport du mobilier des réfugiés (I., n° 6616; an., S. de 1919, p. 2291). — Sa proposition de loi concernant les archivistes départementaux (I., n° 6715; an., S. de 1919, p. 2433). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 14 juillet 1913, relative à l'assistance aux familles nombreuses (I., n° 6741; an., S. de 1919, p. 2518). — Sa proposition de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles continuent à servir les militaires indigènes algériens admis à jouir des droits de citoyen français (I., n° 6792; an., S. de 1919, p. 2605). = Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 2 du décret-loi du 23 prairial an XII (Zone de servitude des cimetières dans les villes) (I., n° 669; an., S. O. de 1915, p. 198). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à rendre la vaccination et la revaccination anti-variologique obligatoires à tous les âges (I., n° 863 et annexe; an., S. O. de 1915, p. 349, 464). — Son rapport sur le projet de loi tendant

à proroger exceptionnellement les délais fixés pour la liquidation et l'imputation des dépenses de la santé publique par la loi du 22 juin 1906 (I., n° 1030; an., S. O. de 1915, p. 661). — Son rapport sur le projet de loi tendant à l'ajournement des élections des membres de la Commission supérieure des caisses d'épargne (I., n° 2406; an., S. de 1916, p. 1168). — Son rapport, sur la demande de discussion immédiate et sur le fond, de la proposition de loi tendant à modifier, pour le temps de guerre, les lois du 15 juillet 1893, 14 juillet 1905, 17 juin 1913 et 14 juillet 1913, et d'admettre au domicile de secours départemental, les réfugiés dont le domicile de secours communal se trouve en région envahie (I., n° 2772; an., S. de 1916, p. 1773). — Son avis présenté, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, sur : 1° le projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans les cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle; 2° les diverses propositions de loi sur le même objet (I., n° 3144; an., S. de 1917, p. 748). — Son rapport sur le projet de loi modifiant le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents du travail (I., n° 5618; an., S. de 1919, p. 300). — Son rapport sur les propositions de loi ayant pour objet d'encourager la maternité et de favoriser les naissances (I., n° 5881; an., S. de 1919, p. 1041). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de décider que, par modification à l'article 3, paragraphe premier, de la loi du 31 mars 1905 sur les accidents du travail, les frais médicaux et pharmaceutiques seront, dans tous les cas, et quelle que soit l'incapacité occasionnée par l'accident, à la charge du chef d'entreprise (I., n° 6147, an., S. de 1915, p. 1408). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1918, modifié par les lois des 31 mars 1905 et 5 mars 1917, concernant les responsabilités des accidents du travail (I., n° 6375; an., S. de 1919, p. 1988). — Son rapport sur l'amendement de MM. Honorat et Landry au projet de loi portant : 1° ouverture au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919 de crédits provisoires applicables aux mois d'avril, de mai et de juin 1919; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus

publics (Protection des femmes allaitant leurs enfants) (I., n° 6403; an., S. de 1919, p. 2007). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier la loi sur l'hygiène publique du 15 février 1902 en ce qui concerne la prophylaxie du paludisme (I., n° 6860; an., S. de 1919, p. 2661). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la prophylaxie de la lèpre (I., n° 7151; an., S. de 1919, p. 3129). — Est élu membre du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 370). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A. S. de 1915, t. unique, p. 143); du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons. (*Son amendement à l'article 2*, p. 212; *Sa disposition additionnelle à l'article 6*, p. 237; *en demande la discussion après le vote du titre II de la loi* *ibid.*; *Ses articles additionnels*, p. 277, 278, 379, 281, 284). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917; (*Son amendement*, p. 475; *le retire* *ibid.*; *Son paragraphe additionnel à l'article 5*, p. 478; *le retire* *ibid.* *Son article 7 nouveau*, p. 479). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant les accidents agricoles (A., S. de 1915, t. unique, p. 570). — Est entendu dans la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (*Ses observations sur l'article 2*, A., S. de 1915, t. unique, p. 734; *Son paragraphe additionnel à cet article*, p. 735). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission de l'hygiène publique*, à la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant la zone de servitude des cimetières dans les villes (p. 764 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 770). — Intervient comme *Président de la Commission de l'hygiène publique* dans la discussion : de la proposition de résolution sur l'organisation du contrôle des maisons d'orthopédie réquisitionnées (p. 1411); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Discussion générale*, p. 1719 et suiv.). — Prend part, *en qualité de Président de la Commission*, à la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (A., S. de 1916, t. unique, p. 765); du

projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par des faits de la guerre (*Ses observations concernant l'article 5*, p. 1974 ; *l'article 14*, p. 2369 ; *Son amendement à l'article 15*, p. 2378 ; *le retire*, *ibid.*). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (p. 2103) ; le retire pour se rallier à l'ordre du jour de M. Guiraud (p. 2104). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Enfants des femmes travaillant dans les usines*, p. 2658 ; *Son amendement relatif à l'assistance aux femmes en couches*, p. 2660 ; *Son amendement concernant le traitement des maladies vénériennes*, *ibid.*). — Développe son interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 19 et suiv.) — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemplés et réformés (*Son amendement concernant les commissions spéciales de réforme*, p. 230 ; *Son paragraphe additionnel relatif à la constitution d'un dossier médical*, p. 239) ; d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Ses amendements*, p. 726, 755 ; *Articles de la proposition de loi*, p. 738 et suiv.) ; de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat ; (*Ses amendements*, p. 2051 ; *Ses observations*, p. 2104). — Est entendu, en qualité de *Président de la Commission de l'hygiène publique*, dans la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 858 et suiv.) — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la renaissance des régions qui ont été victimes de l'invasion (p. 2181). — Est entendu, comme *Président de la Commission de l'hygiène*, dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, p. 3134, 3206). Titre I. Du droit à pension d'infirmité et à gratification de militaires et marins : *Amendement de M. Jobert au paragraphe 6 de l'article 2*, modifié par la Commission, p. 3270 ; *Amendement de M. Bonnevay au paragraphe 7*, p. 3276 ; *Amendement de M. Moutet à l'article 3 concernant la concession de la gratification*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3316 ; *Observations rela-*

tives au « certificat d'origine », p. 3342. Titre III. Droits des ascendants. *Ses observations sur le paragraphe 2 de l'article 19*, A., S. de 1918, t. unique, p. 88. Titre IV. Voies de recours. *Amendement au paragraphe 6 de l'article 21*, p. 89. *Sous-amendement de M. Merlin à cet amendement*, p. 130 ; *Son amendement*, p. 135 ; *modifie cet amendement*, p. 139. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi. *Article nouveau concernant les infirmières militaires et bénévoles*, p. 214 ; *Ses observations sur l'article 51*, p. 215. *Article 58 bis nouveau présenté par la Commission*, p. 239 ; *Gratuité de voyage à accorder à certains malades ou blessés réformés*, p. 233.) — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives aux rapatriés et réfugiés des pays envahis (A., S. de 1917, t. unique, p. 3402) ; du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (n. 3832). — Ses rapports sur des pétitions (A. S. de 1918, t. unique, p. 267, 1238, 2077). — Prend part, comme *Président de la Commission de l'hygiène publique*, à la discussion : du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 4103) ; du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (*Discussion générale*, p. 1999 ; *Son amendement à l'article 5*, p. 2020 ; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 2029). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2255) ; d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2490). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2498) — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les commissions de réforme (p. 2552) ; du projet de loi sur l'accession des indigènes de l'Algérie aux droits politiques (p. 2590). — Demande à interpellier sur les mesures que le Gouvernement entend employer pour ramener la vie normale dans les régions récemment libérées (p. 2912). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (A., S. O. de 1919, t. unique p. 313). — Ses rapports sur des pétitions (p. 829, 1628). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (p. 1989). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 701 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 98,

2320, 2577; A., S. de 1917, t. unique, p. 1283, 1494, 2814, 3669; A., S. de 1918, t. unique, p. 333, 509, 1783, 1955, 2692; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 370, 871, 1865). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1532; A., S. de 1918, t. unique, p. 1318, 2692; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3948).

DOUMER (M. PAUL), *Sénateur, Ministre d'Etat, membre du Comité de guerre.*

Est nommé *Ministre d'Etat, membre du Comité de guerre* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7228). — Est entendu, en qualité de *Ministre de la Guerre par intérim*, dans la discussion d'une proposition de résolution concernant l'attribution de la croix de guerre (p. 2961).

DOUMERGUE (M. GASTON), *Sénateur, Ministre des Affaires étrangères, puis Ministre des Colonies.*

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [Décret du 3 août 1914] (J. O., p. 7101).

Est nommé *Ministre des Colonies* [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7698). — Est entendu sur le renvoi de la discussion du projet de loi portant réglementation de la situation, au point de vue de la solde, du personnel relevant de l'Administration des colonies pendant la durée des opérations militaires (A., S. de 1915, t. unique, p. 108). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les veuves et les orphelins des fonctionnaires des colonies décédés sous les drapeaux (A. S. de 1915, t. unique, p. 683); de la proposition de loi tendant à soumettre aux obligations militaires les Sénégalais des communes de plein exercice (p. 948 et suiv.)

Est nommé *Ministre des Colonies* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813). — Est entendu dans la discussion : du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1773); du projet de loi concernant le budget général et les budgets annexes des chemins de fer de l'Afrique occidentale française (p. 1827, 1828); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Situation des producteurs de sucre coloniaux*, p. 1906; *Délibération des conseils généraux des colonies en matière financière*, A., S. de 1915,

t. unique, p. 1912). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant l'Indochine (A., S. de 1916, t. unique, p. 39). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (p. 512 et suiv.); d'une interpellation relative à la loi portant convocation devant les Commissions de réforme des ajournés, exemptés et réformés des vieilles colonies (p. 600 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant la compagnie des Chargeurs réunis (p. 1428). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi comportant garantie par l'Etat des risques de guerre pour les voyages exécutés sur les côtes orientale et équatoriale d'Afrique (p. 1477 et suiv.; p. 1623 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1766).

Est nommé *Ministre des Colonies* [Décret du 12 décembre 1916] (J. O., p. 10736). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant le régime de prime indirecte accordée, dans certaines colonies, à la fabrication de l'alcool (A., S. de 1917, t. unique, p. 9).

DRELON (M.), *Député de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne [Marne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 41, J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des décrets (F. n° 244, J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 77 du Code pénal (F., n° 541; au., S. O. de 1915, p. 68). — Son rapport sur le projet de loi complétant la loi du 5 août 1914 relative à la suppléance des officiers publics ou ministériels en cas de guerre (F., n° 970 et an-

nexe; an., S. O. de 1915, p. 492, 493). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à faciliter la répression des actes imputables aux fournisseurs de l'armée et à garantir la réparation des dommages causés à l'Etat, aux soldats et aux autres citoyens (L., n° 1221; an., S. de 1915, p. 909). — Prend part à la discussion de l'élection de M. Corentin-Guyho par l'arrondissement de Quimperlé [Finistère] (*Sa motion tendant à une enquête* A., S. O. de 1914, t. 2, p. 406, 408). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de finances : *Son amendement relatif à l'impôt général sur le revenu [taxation après décès du redevable]*, p. 791). — Est entendu comme *Vice-Président de la Commission de la réforme judiciaire* dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant les décrets de naturalisation (*Motion d'ajournement de M. Jules Delahaye*, A., S. de 1915, t. unique, p. 39). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (p. 263, 265). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Ses amendements*, A., S. de 1915, t. unique, p. 928, 929). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1413). — Prend part, comme *Vice-Président de la Commission de la législation civile et criminelle*, à la discussion du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1540, 1608 et suiv.). — Prend part, en qualité de *Vice-Président de la Commission de la législation civile et criminelle*, à la discussion d'une proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 89). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement additionnel de MM. Marin et Ceccaldi à l'article 6*, p. 2015). Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1917, t. unique, p. 3146; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 346). — Prend part à la discussion : du projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures re-

ques et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. de 1917, t. unique, p. 2971); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 463); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 3100, 3166); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1706); du projet de loi tendant à l'ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 733); du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Transports vers les régions libérées*, p. 1115).

DREYFUS (M. SILVAIN), *chargé des services de la navigation intérieure.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 348); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 3232); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3320); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1239); du projet de loi tendant à instituer un régime provisoire d'exploitation des voies de navigation intérieure (p. 4268).

DREYT (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Tarbes [Hautes-Pyrénées].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau, sur les élections : de M. Hauet par la 2^e circonscription de Vervins [Aisne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 7); de M. Péronnet par l'arrondissement de Gannat [Allier] (p. 7). — Prend part à la discussion de diverses interpellations sur la crise des transports (A., S. de 1916, t. unique, p. 2339). —

Prend part à la discussion d'une interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 28). — Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 2408). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2).

DRIANT (M. le lieutenant-colonel), *Député de la 3^e circonscription de Nancy [Meurthe-et-Moselle]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi tendant à confirmer dans le grade dont ils étaient pourvus par intérim les officiers tués à l'ennemi dans l'exercice du commandement correspondant à ce grade (I., n° 648 ; an., S. O. de 1915, p. 185). — Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance royale du 11 avril 1831 sur les pensions pour blessures de guerre (I., n° 651 ; an., S. O. de 1915, p. 188). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à instituer, pour les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer, une médaille dite de la « valeur militaire » destinée à commémorer les citations individuelles à l'ordre de l'armée, du corps d'armée ou de la division (I., n° 547 ; an., S. O. de 1915, p. 71). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (I., n° 1494 ; an., S. de 1915, p. 1334). — Ses rapports, au nom du 11^e Bureau, sur les élections : de M. Perreau-Pradier par l'arrondissement de Tonnerre [Yonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 92) ; de M. Houbé par la 1^{re} circonscription d'Alger (p. 110). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 184) ; de l'élection de M. Picaud par la 1^{re} circonscription des Sables-d'Olonne [Vendée] (p. 446, 450). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (*Ses observations sur l'ensemble*, p. 803). — Est entendu sur un projet de résolution concernant l'organisation du contrôle des dépenses prévu par l'article 13 de la loi tendant à ouvrir des crédits exceptionnels pour la Guerre et la Marine (p. 876). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une pro-

position de loi tendant à instituer une croix dite « croix de guerre » (A., S. de 1915, t. unique, p. 87). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (A., S. de 1915, t. unique, p. 1434 et suiv.). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Motion préjudicielle de M. Turmel*, p. 1706 ; *Discussion générale*, p. 1716, 1717, 1718). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 746).

DRIVET (M.), *Député de la 2^e circonscription de Montbrison [Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 100.000 francs, pour venir en aide aux victimes d'orages dans les communes du canton de Feurs, arrondissement de Montbrison [Loire] (I., n° 387 ; an., S. O. de 1914, p. 2048). — Sa proposition de loi tendant à accorder une prime de retour à tous les soldats, caporaux, sous-officiers des armées de terre et de mer, à leur libération (I., n° 5167 ; an., S. de 1918, p. 1775). — Sa proposition de loi tendant à l'inscription d'un crédit pour indemniser les cultivateurs du canton de Feurs, arrondissement de Montbrison [Loire], des dommages causés par un ouragan (I., n° 5168 ; an., S. de 1918, p. 1776). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à l'assimilation aux facteurs de la Seine des facteurs suburbains en résidence dans le département de Seine-et-Oise (I., n° 4077 ; an., S. de 1917, p. 1980). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'accorder certaines immunités fiscales aux sociétés civiles de mines dont l'exploitation est située dans les régions envahies ou dévastées par l'ennemi et qui désiraient se transformer en sociétés anonymes (I., n° 6018 ; an., S. de 1919, p. 1213). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 et 164 du

Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, relatifs à la durée du travail dans les mines (I., n° 6206 et annexe; an., S. de 1919, p. 1665, 1667). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la durée du travail dans les mines (I., n° 6351; an., S. de 1919, p. 1945). = Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Réquisition générale des usines, mines et moyens de transport*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1812); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2560; *Suppression de l'article 12 relatif aux boissons hygiéniques*, p. 2744; *Taxes sur les eaux minérales*, p. 2775). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur l'inégalité des soldes et salaires octroyés aux mobilisés (A., S. de 1917, t. unique, p. 431); d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1108); des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1205); d'une proposition de résolution relative aux permissions militaires (p. 2259). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Indemnité représentative de vivres aux permissionnaires*, p. 2536); d'une proposition de résolution relative aux permissions des viticulteurs et des agriculteurs (p. 2599). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2936); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre II. Des droits des veuves et des enfants. Chap. I^{er}. Des droits à la pension : *Observations concernant l'article 12 relatif à la veuve du mobilisé qui se remarie*, p. 3346; *Amendement tendant à la suppression de cet article*, p. 3470); de ce projet de loi, modifié par le Sénat, (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 356). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (A., S. de 1918, t. unique, p. 752); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Instruction publique : *Situation des élèves-maîtres sortis de l'École normale non titularisés*, p. 770); de plusieurs interpellations sur la crise des transports (p. 2133; *Sa*

demande d'enquête, A., S. O. de 1918, t. unique, p. 2149; *retrait*, p. 2150). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéficiaires] (p. 2990); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3309; *Prime de démobilisation aux combattants*, p. 3355); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Reprise des communications téléphoniques*, p. 3382; *Subvention à la caisse autonome des ouvriers mineurs*, p. 3386); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Crise des transports*, p. 3394); de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 760); d'interpellations concernant le consortium des métaux et la démobilisation des usines (p. 820); d'une proposition de résolution sur le rétablissement de la liberté commerciale (p. 1922). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion de la proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2268; *Seconde délibération* p. 2298 et suiv.); son rapport verbal sur cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2477). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2694; A., S. de 1917, t. unique, p. 2654). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 371; A., S. de 1915, t. unique, p. 394; A., S. de 1916, t. unique, p. 228, 1826, 2593; A., S. de 1917, t. unique, p. 130, 209, 440, 1237, 1762; A., S. de 1918, t. unique, p. 169, 585; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 183, 2083, 2772).

DROUETS (M.), *Directeur de l'Office national de la propriété industrielle.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi ayant pour objet la protection des appellations d'origine (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1938).

DUBIEF (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Mâcon [Saône-et-Loire].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Président du 10^e Bureau (F.,

n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1916, t. unique, p. 998). — Est élu membre de la Commission supérieure du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 307). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur l'application de la loi de huit heures dans les mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 457). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (A., S. de 1916, t. unique, p. 108). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 1190).

DUBLED (M.), *Député de la 6^e circonscription de Lille [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1691).

DUBOIS (M. LOUIS), *Député de la 7^e circonscription de Saint-Denis [Seine], Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192) ; de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des lois constitutionnelles (F., n° 244, J. O. de 1916, p. 10942) ; de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236) ; de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273) ; de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de loi ayant pour objet la modification des articles 110 et suivants du Code de commerce, concernant la lettre de change (I., n° 82 ; an., S. de 1914, p. 1397). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur : 1° le projet de loi sur la vente et la répartition des charbons, 2° la proposition de loi

sur la taxation du charbon (I., n° 1604 ; an., S. de 1915, p. 1421). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser des avances à faire aux chambres de commerce de Charleville, de Dunkerque et de Bar-le-Duc pour le ravitaillement de la population civile (I., n° 1762 ; an., S. de 1916, p. 1140). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, sur la taxation des charbons et la limitation des frets pour le transport de charbons sous pavillon français (I., n° 2087 ; an., S. de 1916, p. 653). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser des avances à faire aux chambres de commerce de Saint-Quentin et de Dunkerque pour le ravitaillement de la population civile (I., n° 2527 ; an., S. de 1916, p. 1467). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (I., n° 2647 ; an., S. de 1916, p. 1605). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser une avance supplémentaire de 1 million de francs au profit de la chambre de commerce de Bar-le-Duc, pour le ravitaillement de la population civile (I., n° 2982 ; an., S. de 1917, p. 127). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet de développer les services de l'Office national du commerce extérieur (I., n° 3032 ; an., S. de 1917, p. 162) ; son 2^e avis (I., n° 5990 ; an., S. de 1919, p. 1195). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie (I., n° 3033 ; an., S. de 1917, p. 163). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1917, pour procéder à des opérations d'achat et de cession en vue de la reconstitution industrielle des régions envahies (I., n° 3226 ; an., S. de 1917, p. 752). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi portant modification de l'article 46 de la loi de finances du 31 décembre 1907 relatif à l'inspection de l'enseignement technique (I., n° 3240 ; an., S. de 1917, p. 445). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Com-

merce et industrie] (I., n° 4124; an., S. de 1917, p. 2515). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ecole centrale des arts et manufactures] (I., n° 4125; an., S. de 1917, p. 2517). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet le relèvement des tarifs de certaines taxes et le remaniement de divers impôts [Art. 3 et 4. — Remaniement des taxes de vérification de poids et mesures] (I., n° 4413; an., S. de 1918, p. 314). — Son rapport sur le projet de loi tendant à accorder des avances à la chambre de commerce de Lyon pour l'exécution de l'arrangement interallié du 9 juin 1917 relatif aux soies (I., n° 4526; an., S. de 1918, p. 489). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1918, en vue des opérations de réquisition civile prévues par la loi du 3 août 1917 [Crédits pour la réquisition civile et pour la chaussure nationale (I., n° 4797; an., S. de 1918, p. 863)]. — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour but la création d'une école nationale professionnelle d'industrie et de commerce à Epinal (I., n° 4912; an., S. de 1918, p. 955). — Son rapport sur le projet de loi relatif à une avance complémentaire à la chambre de commerce de Saint-Quentin (I., n° 5421; an., S. de 1918, p. 2099). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (I., n° 5432; an., S. de 1918, p. 2996). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1° le projet de loi relatif à l'enseignement technique, industriel et commercial et les diverses propositions de loi ayant le même objet; 2° la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial (I., n° 6267; an., S. de 1919, p. 1772). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande (I., n° 6354; an., S. de 1919, p. 1958). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Commerce et Indus-

trie] (I., n° 6376; an., S. de 1919, p. 1991). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Ecole centrale des arts et manufactures (I., n° 6401; an., S. de 1919, p. 2006)]. — Son rapport sur le projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 [Parties VIII et IX. — Réparations et clauses financières] (I., n° 6669; an., S. de 1919, p. 426). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi sur la réparation des dommages occasionnés aux tiers par des accidents survenus dans les établissements de l'Etat ou dans les établissements industriels privés travaillant pour la défense nationale (I., n° 6805; an., S. de 1919, p. 2614). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet la réorganisation des cadres de l'administration centrale du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande [Section : Commerce et industrie] (I., n° 6966; an., S. de 1919, p. 2892). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture des crédits nécessaires, pour un semestre, au relèvement des traitements des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (I., n° 6993; an., S. de 1919, p. 2926). — Son rapport sur la proposition de loi concernant la réparation, par priorité, des dommages de guerre et la répartition des charges entre les puissances alliées et associées (I., n° 7000; an., S. de 1919, p. 2935). — Son avis, sur la proposition de loi de M. Marius Valette et plusieurs de ses collègues, concernant la nationalisation des fonctions des contremaîtres et des maîtresses d'atelier des écoles pratiques d'industrie (I., n° 7137; an., S. de 1919, p. 3120). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (*Discussion générale*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 228, 230). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1913 (p. 317). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Sa motion tendant à la disjonction des articles concernant l'impôt général sur le revenu*, p. 675, 677, 679, 681 ; *Ses observations concernant les personnes à la charge du contri-*

buable, A., S. de 1914, t. 2, p. 731; *Vérification des déclarations*, p. 760; *Imposition du contribuable taxé d'office*, p. 767). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant des achats de blé pour le ravitaillement de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 668; de la proposition de loi relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce et à la création de chèques spéciaux (p. 995, 1021, 1028). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (*Article additionnel de M. Maurice Long*, p. 1170 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1543); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1743, 1745). — Est entendu en qualité de *Rapporteur de la Commission du budget* dans la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation du charbon (*Discussion générale*, p. 2048 et suiv.; *Répartition des combustibles, fixation des prix*, p. 2081; *Dispositions générales*, p. 2083). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (A., S. de 1916, t. unique, p. 238; *Amendement de M. Landry à l'alinéa 6° de l'article 2*, p. 264; *Son amendement à cet alinéa*, p. 265; *Amendement de M. Sixte-Quenin au paragraphe 7 de cet article*, p. 268, 269; *Sa disposition additionnelle à cet article*, p. 269; *Ses observations relatives à l'article 3*, p. 280; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 312); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1379). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 425 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur la crise des transports (p. 680 et suiv.); d'un projet de loi relatif à l'émission des valeurs mobilières pendant la durée des hostilités (*Discussion générale*, p. 1083; *Son amendement*, p. 1085); des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Contre-projet de M. Benazet*, p. 1562 et suiv.; *Son contre-projet*, p. 1582 et suiv.). — Demande l'ajournement de la discussion d'un projet de loi relatif à l'adduction à

Paris des eaux des sources de la Voulzie, du Durteint et du Dragon (A., S. de 1916, t. unique, p. 4697); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 1910 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1779); du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement à la première partie de l'article 4*, p. 1951 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : de diverses interpellations relatives à la crise des transports (p. 2305 et suiv.); du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2397; *Son amendement à l'article 10*, p. 2402 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'application des règlements militaires (p. 2508). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement tendant à diminuer de 100.000 francs les crédits inscrits à l'article premier en vue de la suppression des fonctions de chef d'état major général et d'inspecteur général des services de l'arrière*, p. 2667, 2695). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 315 et suiv.); d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 741). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'organisation et la conduite générale de la guerre (p. 773); développe cette interpellation (p. 773 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (p. 993). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'organisation du haut commandement, de l'état-major général et du ministère de la Guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 1176). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1311 et suiv.); du décret du 13 juin 1917 concernant l'emploi du gaz (p. 1514; *Demande l'ordre du jour pur et simple*, *ibid.*). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les raisons qui ont fait confier au Sous-Secrétaire d'Etat des Fabrications de guerre une partie essentielle des attributions du Ministère du Ravitaillement général et des Transports maritimes

(A., S. de 1917, t. unique, p. 1532); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la marine marchande (p. 1574); des ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1729). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1826; *Amendement de M. Revillout tendant à l'institution d'une taxe civique*, p. 1843; *Amendement de M. Vincent Aurioi concernant l'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales*, p. 1853, 1864). — Est entendu dans la discussion : de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1937); du projet de loi tendant à l'ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de l'Exercice 1917 (p. 2288). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la conduite générale de la guerre (p. 2410); développe cette interpellation (p. 2416). — Prend part à la discussion : de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2714); du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Amendement relatif aux bénéfices de guerre*, p. 3522). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant la production de la chaussure nationale (A., S. de 1918, t. unique, p. 517); d'une proposition de loi relative à la création d'un office central des produits chimiques agricoles (p. 638); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Impôt sur la publicité insérée dans les journaux*, p. 1140). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Discussion générale*, p. 1359, 1369, 1383, 1411. *Amendement de M. Augagneur concernant la durée de la prorogation du privilège*, p. 1719). — Donne lecture de son rapport sur un projet de loi accordant des avances à la Chambre de commerce de Lyon (p. 2062). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2162); du projet de loi relatif à l'exploitation des chemins de fer pendant la

guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2632). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'un projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à des crédits concernant les réquisitions civiles et les acquisitions relatives à la chaussure nationale (p. 2756). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3089, 3173; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 70, 106, 153, 238); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1658, 1674); du projet de loi ayant pour objet la ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 877). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 969). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils]. (*Publicité dans les journaux, revues, etc.*, p. 1385); d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1820); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'échange des monnaies allemandes (p. 1901). — Est nommé membre du Comité de surveillance et du contrôle de la liquidation des stocks (p. 2311). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2419, 2455). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi concernant les améliorations de traitement du personnel de l'enseignement technique relevant du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (3415 et suiv.). — Prend part, en qualité de *Rapporteur des réparations et clauses financières*, à la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3784 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuite, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4423).

Est nommé *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* [Décret du 27 novembre 1919] (J. O., p. 13573).

DUBOYS-FRESNEY (M.), *Député de l'arrondissement de Château-Gontier [Mayenne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 41, J. O. de 1915, p. 857); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 3, p. 289). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes (I., n° 208; an., S. O. de 1914, p. 651). — Sa proposition de résolution tendant à appeler l'attention du Gouvernement sur les attributions des bureaux de tabac aux veuves ou orphelins des militaires tués à l'ennemi (I., n° 793; an., S. de 1915, p. 295). — Sa proposition de loi tendant à attribuer des emplois civils aux victimes de la guerre de 1914-1915 (I., n° 832; an., S. de 1915, p. 335). — Sa proposition de loi tendant à nommer dans le grade qu'ils exercent réellement les officiers des unités combattantes qui remplissent depuis au moins six mois les attributions de ce grade (I., n° 1657; an., S. de 1916, p. 14). — Sa proposition de loi tendant à incorporer dans les unités combattantes les « exclus de l'armée » (I., n° 1741; an., S. de 1916, p. 119). — Sa proposition de loi tendant à orner d'un insigne spécial les rubans de l'ordre de la Légion d'honneur et de la médaille militaire des soldats décorés de ces ordres pour leur belle conduite devant l'ennemi (I., n° 1742; an., S. de 1916, p. 119). — Sa proposition de résolution tendant à faire distribuer dans les écoles, lycées et collèges de France un recueil des rapports officiels sur les atrocités allemandes (I., n° 2466; an., S. de 1916, p. 1421). — Sa proposition de résolution tendant à faire accorder aux familles nombreuses des billets de chemins de fer à prix réduit (I., n° 2479; an., S. de 1916, p. 1427). — Sa proposition de loi tendant à opérer, pendant la durée des hostilités et pour les besoins de la défense nationale, un prélèvement sur les indemnités des membres du Parlement et sur les traitements de certains fonctionnaires de l'Etat (I., n° 2493; an., S. de 1916, p. 1449). — Sa proposition de loi tendant à réduire les émoluments de certains comptables directs du Trésor et à fixer les conditions d'admission à ces emplois (I., n° 2656; an., S. de 1916, p. 1624). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discus-

sion immédiate, concernant les marchés de la guerre (I., n° 2746; an., S. de 1916, p. 1745). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'attribution d'une prime de 2 francs par 100 kilos de pommes de terre récoltées en France en 1917 (I., n° 2805; an., S. de 1916, p. 1805). — Sa proposition de loi tendant à permettre aux jeunes soldats de la classe 1918 qui ont eu deux frères tués à l'ennemi de choisir leur arme (I., n° 2860; an., S. de 1917, p. 10). — Sa proposition de loi tendant à modifier le paragraphe premier de l'article premier de la loi du 30 janvier 1917 ayant pour objet l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France (I., n° 2988; an., S. de 1917, p. 128). — Sa proposition de loi tendant à affecter, pendant une période de trois mois, à leur dépôt divisionnaire ou à une formation stationnée dans la zone des étapes, les hommes de troupe qui ont passé vingt-quatre mois consécutifs dans la zone de feu (I., n° 3301; an., S. de 1917, p. 688). — Sa proposition de résolution tendant à encourager le développement, en France, de la culture du blé, et à porter à 50 francs le prix du quintal métrique de cette céréale (I., n° 3421; an., S. de 1917, p. 848). — Sa proposition de loi tendant à fixer le prix du blé à 50 francs le quintal métrique pendant les six premiers mois qui suivront la récolte de 1917 et à instituer un tarif décroissant pendant les périodes trimestrielles suivantes (I., n° 3520; an., S. de 1917, p. 972). — Sa proposition de résolution tendant à placer dans une formation de l'arrière les militaires aînés de famille de sept enfants comptant quatre de ses membres mobilisés dans les unités combattantes (I., n° 3805; an., S. de 1917, p. 1333). — Sa proposition de loi tendant à la réorganisation du service des comptables directs du Trésor et à la fixation des conditions d'admission et des émoluments attachés à chaque emploi (I., n° 4352; an., S. de 1918, p. 235). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 942; A., S. de 1917, t. unique, p. 1; 605, 789, 1532, 3081).

DUCLAUX-MONTEIL (M.), *Député de l'arrondissement de Largentière [Ardèche]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Président du 3^e Bureau (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7, J. O. de 1914, p. 5126), de la Commission de comptabilité (F., n° 11;

J. O. de 1914, p. 5370; F., n° 397, J. O. de 1918, p. 923); de la Commission du suffrage universel (A., S. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour venir en aide aux victimes des orages et de la grêle dans l'arrondissement de Largentière [Ardèche] (I., n° 388; an., S. de 1914, p. 2048). — Sa proposition de résolution tendant à modifier la résolution du 17 janvier 1917 concernant la procédure exceptionnellé des projets de loi urgents qui intéressent la défense nationale (I., n° 2059; an., S. de 1917, p. 119). = Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre V. Dispositions relatives à l'application de la loi. *Article nouveau de M. Jobert concernant les infirmières*, A., S. de 1918, t. unique, p. 231). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3864). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1915, t. unique, p. 424, 1878; A., S. de 1916, t. unique, p. 438). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1294; A., S. de 1916, t. unique, p. 2042; A., S. de 1917, t. unique, p. 992).

DUCOS (M. le médecin inspecteur), *Président de la Commission consultative du service de santé.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant modification à la législation des pensions civiles et militaires (A., S. de 1917, t. unique, p. 3102).

DUFRECHE (M.), *Député de l'arrondissement de Condom [Gers].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de

l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O., p. 10942). = Son rapport sur la proposition de loi tendant à autoriser l'ouverture de la chasse (I., n° 1792; an., S. de 1916, p. 187). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur : 1° le projet de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre; 2° la proposition de loi de M. Ernest Lafont et plusieurs de ses collègues, relative aux exonérations et diminutions en matière de loyers pendant la guerre; 3° la proposition de loi de M. Brizon, sur les fermages et le métayagé pendant la guerre (I., n° 1793; an., S. de 1916, p. 188). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur : 1° le projet de loi relatif à la réforme du régime des entrepôts; 2° la proposition de loi relative à la réforme des entrepôts de douane (I., n° 2902; an., S. de 1917, p. 36). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant la fabrication et la vente du sulfate de cuivre (I., n° 3034; an., S. de 1917, p. 163). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour but d'organiser la production et la répartition des céréales panifiables (I., n° 4921; an., S. de 1918, p. 1123). — Son rapport sur le projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (I., n° 5742; an., S. de 1919, p. 382, 865); son rapport supplémentaire (I., n° 5850; an., S. de 1919, p. 996); son 2° rapport supplémentaire (I., n° 6011; an., S. de 1919, p. 1208). = Ses rapports, au nom du 5° Bureau, sur l'élection : de M. Raffin-Dugens par la 1^{re} circonscription de Grenoble [Isère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 36); de M. Delaroche-Vernet par la 1^{re} circonscription de Saint-Nazaire (p. 132). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son amendement tendant à la suppression du 7^e alinéa de l'article premier*, A., S. de 1915, t. unique, p. 210); du projet de loi ratifiant un décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (p. 319). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (A., S. de 1916, t. unique, p. 110); des projet et propositions

de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (En qualité de *Rapporteur de la Commission de l'agriculture : Discussion générale*, p. 1091 et suiv. ; *Ses observations concernant l'article 4 bis*, p. 1116 ; *Amendement de M. Bouctot à l'article 7*, p. 1135) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Amendement de M. Charles Benoist tendant à la suppression du paragraphe premier de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1317 ; *Conditions d'application de cet article*, p. 1339 ; *Son amendement relatif aux dégrèvements sur les contributions foncières et des portes et fenêtres*, p. 1357). — Est entendu dans la discussion de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2341). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les permissions pour les travaux de labours et d'ensemencements (A., S. de 1917, t. unique, p. 75) ; du projet de loi et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (*Discussion générale*, p. 904 et suiv. ; *Son amendement à l'article 6*, p. 936) ; d'une interpellation relative aux permissions militaires (p. 2254) ; d'interpellations, de propositions de résolution et d'une proposition de loi concernant les vieilles classes (p. 2329). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3152). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (A., S. de 1918, t. unique, p. 1992). — Prend part à la discussion des interpellations concernant la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 627). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 327, 790 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 2070). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1360, 3310 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2139). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 2279).

DUMAS (M. ÉMILE) [*Député du Cher*], Voir **ÉMILE-DUMAS** (M.).

DUMESNIL (M. GASTON), *Député de la 1^{re} circonscription d'Angers [Maine-et-Loire], Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de

la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 2009) ; de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur, M. Malvy (F., n° 367 ; J. O. de 1917, p. 9455). = Sa proposition de loi tendant à faire entrer en ligne, pour les annuités nécessaires à la Légion d'honneur, à la médaille militaire ou à la pension de retraite, les citations d'un degré inférieur à l'ordre de l'armée (I., n° 4834 ; an., S. de 1918, p. 913). = Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1916, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion de la proposition de loi fixant les affectations, aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (A., S. de 1917, t. unique, p. 725, 749). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 3071) ; du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Contre-projet de M. Léon Bérard*, p. 3240). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2540 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 771, 2122). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2100).

DUMESNIL (M. JACQUES-LOUIS), *Député de l'arrondissement de Fontainebleau [Seine-et-Marne], Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande, puis Sous-Secrétaire d'Etat de l'Aéronautique militaire.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de la Commission des programmes électoraux (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126) ; de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192) ; de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 1.704.000 francs destiné à assurer la liquidation des pensions en souffrance des agents et sous-agents de l'administration des postes et des télégraphes (I., n° 2673 ; an., S. de 1916, p. 1633). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande

de discussion immédiate, tendant à la mise en sursis des réservistes de l'armée territoriale des classes 1892 et plus anciennes et à accorder des permissions spéciales aux combattants ayant plus de deux ans consécutifs de présence au front (I., n° 3382; an., S. de 1917, p. 794). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, un crédit extraordinaire de 1.000.000 francs, pour venir en aide aux agriculteurs et habitants de l'arrondissement de Fontainebleau [Seine-et-Marne], victimes d'un cyclone (I., n° 3722; an., S. de 1917, p. 1153). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi autorisant l'acquisition de viandes frigorifiées (I., n° 931; an., S. de 1915, p. 468). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de MM. Camille Picard, Amiard et Louis Deshayes, tendant à accorder à tous les mobilisés la gratuité pour la réexpédition à leur famille ou à leur correspondant, pendant les mois de juin et de novembre, de linge et sous-vêtements par paquets postaux d'un kilogramme au maximum (I., n° 2164; an., S. de 1916, p. 762). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi tendant à instituer la création d'un service de chèques postaux (I., n° 2520; an., S. de 1916, p. 1463). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Amiard et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1916 et du 1^{er} janvier 1917, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer (I., n° 2650; an., S. de 1916, p. 1608). — Son rapport sur le projet de loi tendant à fixer la base des redevances à verser par la Caisse nationale d'épargne au budget général de l'Etat et au budget de l'Algérie pour l'exécution du service de cette institution par l'Administration des postes et des télégraphes (I., n° 2678; an., S. de 1916, p. 1635). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, chargée d'examiner le projet de loi tendant à autoriser les militaires russes et serbes combattant avec les troupes françaises à recevoir gratuitement, une fois par mois, un paquet postal recommandé (I., n° 2942; an., S. de 1917,

p. 52). — Son rapport sur : 1^o le projet de loi modifié par le Sénat, portant suppression de la contribution des patentes et impositions de plusieurs catégories de revenus; 2^o le projet de loi portant suppression des contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres (I., n° 3044 et annexe; an., S. de 1917, p. 450, 568); son rapport supplémentaire (I., n° 3423; an., S. de 1917, p. 848). — Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur l'élection : de M. Bedouce par la 1^{re} circonscription de Toulouse [Haute-Garonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 29); de M. Ellen Prevost par la 2^e circonscription de Toulouse [Haute-Garonne] (p. 29); de M. Cruppi par la 3^e circonscription de Toulouse [Haute-Garonne] (p. 29); de M. Gardey par l'arrondissement d'Auch [Gers] (p. 114). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Postes et télégraphes, en qualité de *Rapporteur : Répartition des indemnités complémentaires du traitement accordées aux fonctionnaires des différentes administrations de l'Etat*, p. 546). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à instituer une croix dite « croix de guerre » (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 89); du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 248). — Donne lecture de l'avis de la Commission du budget sur le projet de loi concernant l'achat de viandes frigorifiées (A., S. de 1915, t. unique, p. 638); prend part à la discussion de ce projet de loi en qualité de *Rapporteur de la Commission du budget* (p. 641). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine, de la population civile (*Contre-projet de M. Compère-Morel*, p. 1162). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits applicables aux services de la guerre et de la marine (p. 1588); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (p. 1862, 1863, 1864). — Donne l'avis de la Commission du budget sur une proposition de loi concernant un envoi gratuit, par poste, à destination des militaires et marins (p. 1954). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur la distribution de vêtements chauds, de linge et le mode de couchage des soldats (p. 1972). — Prend part à la discussion : d'une proposition

de résolution concernant les engrais minéraux nécessaires à l'agriculture (A. S. de 1916, t. unique, p. 385 et suiv.); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Motion tendant à une nouvelle étude du projet*, p. 676). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur les Exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre (*Ses observations concernant l'alimentation de la troupe*, p. 1263 et suiv.); de la proposition de loi relative au recensement des grains et farines (*Son amendement concernant les fabricants d'engrais*, p. 1632 et suiv.; *Sa motion tendant au renvoi du projet à la Commission*, p. 1635); du projet de loi concernant les travaux à exécuter par la ville de Paris pour le captage des eaux de la Voulzie, du Durteint et du Dragon (p. 1915; *Sa motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 1918; *Ses amendements*, ibid.); d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2152 et suiv.). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant : le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique, p. 207); l'affaire dite « des carbures » (p. 363); le ravitaillement des coopératives de la zone des armées (p. 541 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les ouvriers français (p. 677 et suiv.); de la proposition de loi fixant les affectations, aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 738). — Est entendu sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (p. 1181, 1456, 1520). — Intervient dans la discussion : d'une interpellation sur la distribution du charbon dans les centres industriels (p. 1187 et suiv.); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (p. 1693). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1811; *Amendement de M. Réville tendant à l'institution d'une taxe civique*, p. 1841; *Amendement de M. Jean Bon concernant l'institution d'une contribution civique et d'une taxe d'habitation*, p. 1845; *Amendement de M. Vincent*

Auriol concernant l'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales, p. 1859; *Observations relatives à l'article 14 concernant les grands magasins*, p. 1879; *Amendement de M. Marc Réville à cet article*, p. 1880; *Motion tendant à la disjonction de l'article*, p. 1882; *Amendement de M. Vincent Auriol relatif aux grands établissements de crédit*, p. 1883; Impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole : *Observations concernant les exploitations par métayage*, p. 1887; *l'article 21*, ibid. Impôt sur les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères : *Amendement de M. Lafont à l'article 25*, p. 1889; *Observations relatives à l'article 24*, p. 1890; *Employeurs de domestiques attachés à la personne*, p. 1891. Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales : *Observations relatives : à l'article 30*, p. 1891; *à l'article 35*, p. 1894. Impôt sur les revenus des créances, dépôts et cautionnements : *Observations à l'article 38*, p. 1895; *sur l'ensemble de ce projet de loi*, p. 1899). — Est entendu dans la discussion d'interpellations, de propositions de résolution et d'une proposition de loi concernant les vieilles classes (p. 2329; *Son ordre du jour motivé*, p. 2339).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Marine* [Décret du 10 août 1917] (J. O. p. 6276).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre (aéronautique militaire et maritime)* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7230). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à perpétuer la mémoire du capitaine Guynemer (p. 2839).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre (aéronautique militaire et maritime)* [Décret du 17 novembre 1917] (J. O., p. 9218). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les relations maritimes entre la France, l'Algérie et la Tunisie (A., S. de 1918, t. unique, p. 8).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1664, 1884); du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1925, 1948); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2461). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 3218); dans la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits additionnels aux crédits

provisoires en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3577); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 4371); du projet de loi prorogeant les lois concernant le ravitaillement national (p. 4680.) = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 350, 424; A., S. de 1916, t. unique, p. 479; A., S. de 1917, t. unique, p. 422, 556, 1409, 1586, 1796, 2122; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957, 2333). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255, 1294; A., S. de 1916, t. unique, p. 2, 774, 1992; A., S. de 1917, t. unique, p. 1092; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 6, 1951, 2753).

DUMONT (M. CHARLES), *Député de l'arrondissement de Poligny [Jura]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). Membre: de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 289); de la Commission du budget (A., S. de 1915, t. unique, p. 27). = Son rapport, au nom des Commissions de l'armée et du budget exceptionnellement réunies (1), sur la demande de discussion immédiate (2) et sur le fond de la proposition de résolution de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à fournir à la Chambre des explications sur les rapports qui lui ont été communiqués par les Commissions du budget et de l'armée en ce qui touche l'Administration de la guerre (I., n° 1266; an., S. de 1915, p. 953). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations

agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (I., n° 6728; an., S. de 1919, p. 2504). = Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2584). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, d'une interpellation sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre à l'égard des délégués à la conférence de Stockholm (A., S. de 1917, t. unique, p. 1349). — Est entendu dans la discussion: des interpellations relatives aux affaires Bolo pacha et du *Bonnet rouge* (p. 2703); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur les successions*, p. 3550; *Impôts sur les paiements et les dépenses*, p. 3590, 3598; *Son amendement concernant les paiements par chèques*, p. 3634; *Taxe de 10 0/0 sur les objets de luxe*, p. 3646). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3676). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie (A., S. de 1918, t. unique, p. 2110); du projet de loi concernant la revision des listes électorales (p. 3454). — Prend part à la discussion: des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur le luxe*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1390); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3166 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 4179); de la proposition de loi concernant la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (p. 4521); d'une proposition de loi sur divers amendements à la loi électorale (p. 4526); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 (*Ses observations à propos du chapitre 7 du Ministère de la Guerre*, p. 4543 et suiv.); du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4554, 4606 et suiv.). — Est entendu pour

(1) Décision de la Chambre du 26 août 1915.

(2) Application de l'article 26 du Règlement.

un fait personnel (p. 4599). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 169; 670; A., S. de 1918, t. unique, p. 1269; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4143). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 2232; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4651).

DUMONT (M. LUCIEN), *Député de l'arrondissement d'Issoudun [Indre]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7, J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2708); de la Commission des marchés (p. 3130); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). = Sa proposition de loi relative au paiement des loyers dus pendant la période de guerre (I., n° 707; an., S. O. de 1915, p. 240). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 300.000 francs, pour venir en aide aux victimes de la grêle et des orages dans l'arrondissement de Moissac [Tarn-et-Garonne] (I., n° 134; an., S. O. de 1914, p. 1872). — Sa proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre (I., n° 735; an., S. de 1915, p. 263). = Son rapport sur la proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre (I., n° 753; an., S. O. de 1919, p. 272). = Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion de la proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 842 et suiv.). — Sa motion tendant à l'affichage du discours prononcé par M. Viviani, *Président du Conseil* (p. 1278). — Son rapport sur une pétition (p. 1487). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les ravages que causerait dans l'armée la fièvre typhoïde (p. 1786). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations en Comité secret (A., S. de 1916, t. unique, p. 1294). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises pour éviter la fièvre typhoïde dans l'ar-

mée (p. 2466). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2540). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le fonctionnement du service de santé pendant la dernière offensive (A., S. de 1917, t. unique, p. 1176); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1454). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur le Service de santé (p. 1745); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1749). — Prend part à la discussion : de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2763; *Son ordre du jour motivé* p. 2765); d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2843; *Son ordre du jour motivé* p. 2848). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 2869; *Son ordre du jour motivé* p. 2881); des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2940). — Est entendu : sur le renvoi de la discussion des propositions de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 467, 499); dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritime et marine marchande] (p. 596); dans la discussion d'une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Turmel] (p. 1697). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2006, 2030). — Sa question au Ministre de l'Intérieur relative à l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2484); est entendu dans la discussion de cette question transformée en interpellation (p. 2495). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la démobilisation et les sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 222). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 613). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la crise de la vie chère (p. 646). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur le consortium des métaux et la démobilisation des usines (p. 823); de propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 986); d'une interpellation sur la grève du personnel des raffineries (p. 2234 et suiv.).

== Obtient un congé (A., S. 1917, t. unique, p. 3052).

DUPONT (M. GASTON), *chargé des fonctions de sous-directeur à la direction de l'assurance et de la prévoyance sociales.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1244); du projet de loi tendant à la modification de l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne (p. 1415); du projet de loi tendant à l'ajournement des élections des membres de la Commission supérieure des caisses d'épargne (p. 1663); du projet de loi étendant aux bureaux de bienfaisance et d'assistance, aux hospices et hôpitaux et aux caisses d'épargne, certaines dispositions des lois sur les habitations à bon marché et sur l'assistance aux familles nombreuses (A., S. de 1917, t. unique, p. 2154); de diverses propositions de loi concernant les blessés et mutilés de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 54, 270); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 308); de la proposition de loi relative aux associations constituées en vue de faciliter le logement des familles nombreuses (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 653); prend part à cette discussion (p. 660). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi sur la situation des sociétés de crédit immobilier et de leurs emprunteurs, ainsi que sur la situation des sociétés d'habitation à bon marché et de leurs locataires acquéreurs (p. 751).

DUPONTEIL (M.), *Directeur de l'Administration départementale et communale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget général de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522); de la proposition de loi tendant à modifier l'article 2 du décret-loi du 23 prairial an XII [Zone de servitude des cimetières dans les villes] (A., S. de 1915, t. unique, p. 298); des propositions de loi concernant l'extension et l'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins, ainsi que les espaces libres d'intérêt général (p. 328); de la proposition de loi ten-

dant à modifier l'article 169 de la loi municipale du 5 avril 1884 (A., S. de 1915, t. unique, p. 986); de la proposition de loi tendant à modifier l'article 169 de la loi municipale du 5 avril 1884 [Création des syndicats de communes] (p. 1036); du projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1916 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 et de 1913 (p. 2026); de la proposition de loi tendant à faire supporter par l'Etat, pendant la durée de la guerre, les annuités des emprunts des départements et des communes, et les intérêts moratoires de leurs dettes (A., S. de 1916, t. unique, p. 902); du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (p. 1872); du projet de loi concernant la commune de Saint-Martin-le-Beau [Indre-et-Loire] (p. 2085); de la proposition de loi tendant à l'application à la ville de Paris de la loi sur l'organisation municipale (A., S. de 1917, t. unique, p. 440); de proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (p. 482); de la proposition de loi tendant à la résolution facultative pour les communes des contrats passés par elles, dans le cas où l'augmentation aura été prononcée par décision de justice (p. 1333); de la proposition de loi tendant à modifier la loi sur les syndicats de communes (p. 2815); du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 372); du projet de loi relatif aux traités de gré à gré et aux achats sans marché passés ou effectués par les communes et par les établissements publics de bienfaisance (p. 1442).

DUPORT (M. le général de division), *chef d'état-major général au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (A., S. de 1917, t. unique, p. 184); de la proposition de loi relative à l'avancement des officiers prisonniers de guerre (p. 1175).

DUPUY (M. JEAN), *Sénateur, Ministre des Travaux publics, puis Ministre d'État.*

Est nommé *Ministre des Travaux publics* [Décret du 9 juin 1914] (J. O., p. 5110).

Est nommé *Ministre d'Etat, membre du Comité de guerre* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7228).

DUPUY (M. PAULIN), *Député de l'arrondissement de Moissac [Tarn-et-Garonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs et viticulteurs de l'arrondissement de Moissac [Tarn-et-Garonne], victimes de la grêle et de diverses intempéries (I., n° 3649; an., S. de 1917, p. 1133). = Ses rapports, au nom du 5^e Bureau, sur les élections : de M. Loustalot par la 2^e circonscription de Dax [Landes] (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 38); de M. Le Brecq (René), par l'arrondissement de Montargis [Loiret], (p. 43). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 2). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 612; A., S. de 1917, t. unique, p. 36; A., S. de 1918, t. unique, p. 1; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1).

DUPUY (M. PIERRE), *Député de l'arrondissement de Blaye [Gironde], Commissaire aux Transports maritimes et à la Marine marchande*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 716, 773). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1511, 1883). — En qualité de *Commissaire aux Transports maritimes et à la Marine marchande*, est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi tendant à fixer à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes de l'un et l'autre sexe et de tout âge employées sur un navire affecté à la navigation maritime

(p. 2375); prend part à cette discussion (p. 2551). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant à modifier la loi du 19 avril 1917 instituant l'assurance obligatoire contre les risques de guerre pour les corps des navires de 500 tonneaux et au-dessus de jauge brute (p. 2429); du projet de loi relatif au placement des marins (p. 2430); de l'interpellation concernant l'incendie qui a eu lieu, le 25 avril 1919, à bord de l'*Amiral-Ponty* (ibid.); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Transports maritimes et marine marchande, et Caisse des invalides de la marine] (p. 2445); prend part à cette discussion (p. 2815). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2476); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2518)]; de l'interpellation relative aux services maritimes postaux entre la métropole, la Corse et l'Afrique du Nord (p. 2887, 3551); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus, au titre civil, au cours de la guerre (p. 3122, 3184, 3233).

DURAFOUR (M.), *Député de la 2^e circonscription de Saint-Etienne [Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de loi tendant à protéger les mobilisés contre l'effet de l'expiration de certains contrats ou la prolongation de certains autres par tacite reconduction (I., n° 776; an., S. O. de 1915, p. 283). — Sa proposition de loi tendant au relèvement de la solde des soldats, caporaux, caporaux-fourriers et sergents (I., n° 960; an., S. O. de 1915, p. 485). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la mise en sursis d'appel des ouvriers mineurs (I.,

n° 1746 ; an., S. de 1916, p. 122). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à instituer une croix dite « croix du mérite militaire » en faveur des officiers, sous-officiers, caporaux et soldats justifiant de dix mois au moins de présence dans la zone des opérations et des mariés ayant passé le même temps dans les unités de la flotte en service de guerre (I., n° 1777 ; an., S. de 1916, p. 150). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 345, 346, 350 et 359 du Code civil relatifs à l'adoption (I., n° 2472 ; an., S. de 1916, p. 1424). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à étendre aux caporaux, caporaux-fourriers et soldats le bénéfice de la haute paye (I., n° 2502 ; an., S. de 1916, p. 1452). — Sa proposition de résolution relative à l'attribution de la médaille militaire aux engagés volontaires réalisant certaines conditions d'âge et de service (I., n° 4636 ; an., S. de 1918, p. 603). — Sa proposition de loi tendant à instituer la prise en charge par l'Etat de tous les frais d'exhumation et de transfert des corps des soldats morts pour la Patrie et réclamés par les familles (I., n° 5522 ; an., S. de 1919, p. 22). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 23 de la loi du 31 juillet 1917, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (I., n° 5847 ; an., S. de 1919, p. 994). — Sa proposition de loi concernant les distinctions honorifiques à accorder au corps des surveillants militaires des établissements pénitentiaires (I., n° 5953 ; an., S. de 1919, p. 1130). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 et 164 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, relatifs à la durée du travail dans les mines (I., n° 6013 ; an., S. de 1919, p. 1209). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant au paiement immédiat de la prime de démobilisation (I., n° 6088 ; an., S. de 1919, p. 1314). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer la liberté du commerce des armes de chasse (I., n° 6195 ; an., S. de 1919, p. 1636). — Sa proposition de loi tendant à entourer de garanties spéciales les poursuites exercées contre les présidents ou secrétaires de syndicats professionnels pour les actes relatifs à

l'exercice de leurs fonctions, dans les termes de la loi du 21 mars 1884 (I., n° 6256 ; an., S. de 1919, p. 1759). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant modification des titres III et V du Livre I du Code du travail et de la prévoyance sociale [Salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement] (I., n° 1037 ; an., S. de 1915, p. 669). — Son rapport sur : 1° le projet de loi sur la vente et la répartition des charbons ; 2° la proposition de loi sur la taxation du charbon (I., n° 1482 ; an., S. de 1915, p. 1303). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1° la régularisation du décret du 11 décembre 1914 relatif à l'ajournement des élections des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ; 2° l'ajournement des élections des membres des conseils d'administration des sociétés de secours des ouvriers mineurs (I., n° 2046 ; an., S. de 1916, p. 629). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, sur la taxation des charbons et la limitation des frets pour le transport de charbons sous pavillon français (I., n° 2077 ; an., S. de 1916, p. 643). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Adrien Pressemane et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de guerre ; 2° la proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à créer un Office national pour le placement des réformés de la guerre (I., n° 2486 ; an., S. de 1916, p. 1429). — Son rapport sur le projet de loi concernant la taxation des charbons domestiques (I., n° 2623 ; an., S. de 1916, p. 1562). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application de la loi de huit heures dans les mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 451) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 451) ; la développe (p. 452, 454). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1915, t. unique, p. 798, 924) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1351). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [Relèvement de la solde des soldats] (p. 1376). — Est entendu, dans la discussion du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1887, 1888, 1889). — Prend part en qualité de *Rapporteur* à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxa-

tion du charbon, (*Discussion générale*, p. 1985, 2004 et suiv.; *Contre-projet de M. Paisant*, p. 2067, 2068; *Répartition des combustibles*, p. 2073; *Fixation des prix*, p. 2080). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant la solde des troupes (A., S. de 1916, t. unique, p. 211). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de résolution concernant l'approvisionnement en charbons français des usines fournissant aux communes l'eau, le gaz et l'électricité (p. 1028). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'exécution des décisions prises au sujet de la mise en sursis d'appel des ouvriers mineurs appartenant aux classes de recrutement 1899, 1900 et 1901 (p. 1416). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1756 et suiv.). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2384 et suiv.; p. 2402; *Amendement de M. Louis Dubois à l'article 10*, p. 2403 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2571 et suiv.; *Mobilisés employés dans les usines travaillant pour la défense nationale*, p. 2814 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 119); des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (p. 203); d'une interpellation sur l'inégalité des soldes et salaires octroyés aux mobilisés (p. 433). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (*Contre-projet de M. Jobert*, p. 493; *Amendement de M. François Lefebvre concernant les mines*, p. 524 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Haute-paye et indemnité de tranchées* p. 820 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (*Son amendement*, p. 957 et suiv.). — Son opposition à l'inscription sans débats du projet de loi relatif à la constitution de fonds destinés à être versés aux militaires mobilisés lors de leur retour dans leurs foyers (p. 849). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la crise du charbon (p. 1125); est entendu sur

la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 1197). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant l'impôt sur le revenu*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1366). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la grève générale des ouvriers mineurs (p. 2411); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la durée du travail dans les mines (p. 2478). — Est nommé membre du Comité consultatif des mines (p. 4226). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 1349).

DURAND (M. EMILE), *Directeur de la Mutualité*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 521); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1244); du projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 308).

DURAND (M. JEAN), *Questeur de la Chambre, Député de l'arrondissement de Castelnaudary [Aude]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission des programmes électoraux (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 303). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement, au cas où la classe 1888 serait appelée en partie, à n'appeler les agriculteurs qu'en dernier lieu (I., n° 1911; an., S. de 1916, p. 405). — Sa proposition de loi tendant à créer des chambres d'agriculture et à assurer leur fonctionnement (1) (I., n° 2213; an., S. de

(1) Ce document n'a pas été publié.

1916, p. 712). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1916, un crédit extraordinaire de 600.000 fr., pour venir en aide aux agriculteurs victimes de la grêle et des orages dans l'arrondissement de Castelnaudary (I., n° 2363; an., S. de 1916, p. 1150). — Sa proposition de loi tendant à modifier les règles édictées par les articles 913 et suivants du Code civil relatives à la réserve (I., n° 2374; an., S. de 1916, p. 1151). — Sa proposition de loi tendant à créer un insigne spécial pour les parents de ceux qui sont morts pour la France (I., n° 2713; an., S. de 1916, p. 1657). — Sa proposition de loi tendant à faciliter l'exercice des droits des victimes d'accidents causés par les véhicules de toute sorte (I., n° 2971; an., S. de 1917, p. 124). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à mettre à la disposition du Ministre de l'Agriculture les agriculteurs des classes 1890, 1891, 1892, et à accorder des sursis de deux mois, pour les emblavures, aux agriculteurs des classes 1893, 1894, 1895 (I., n° 3497; an., S. de 1917, p. 906). — Sa proposition de résolution tendant à fixer un prix minimum pour les pommes de terre et à supprimer la taxe (I., n° 4472; an., S. de 1918, p. 422). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant au renvoi immédiat dans leurs foyers, des réservistes de l'armée territoriale (I., n° 5196; an., S. de 1918, p. 1809). — Sa proposition de loi tendant à supprimer les taxes maxima sur les denrées alimentaires et à rétablir la liberté commerciale (I., n° 5475; an., S. de 1918, p. 2922). — Sa proposition de loi tendant à faciliter, par des prêts sans intérêts, l'acquisition de petites propriétés rurales par les anciens combattants de la grande guerre (I., n° 5996; an., S. de 1919, p. 1200). — Son rapport sur le projet de loi portant modification des conditions de cession par l'Etat, à l'Association syndicale du canal de submersion de Raonel [Aude], de la propriété de ce canal (I., n° 4231; an., S. de 1918, p. 98). — Son rapport sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'Etat et M. Labric (S. de 1918, F. n° 528). — Son rapport sur le projet de loi modifiant les lois des 2 janvier et 7 avril 1917 en ce qui concerne les encouragements à la culture mécanique (I., n° 4483; an., S. de 1918, p. 434). — Son rapport sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'Etat et M. Cante (S. de 1918, F. n° 532). — Son avis, présenté au nom de la

Commission de l'agriculture, sur la proposition de résolution de M. Edouard Barthe et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser la fabrication des fourrages mélassés pour le ravitaillement de la cavalerie agricole et du cheptel français (I., n° 5003; an., S. de 1918, p. 1137). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif au régime douanier des produits marocains importés en Algérie par la frontière de terre (I., n° 5928; an., S. de 1919, p. 1110). — Son rapport sur le projet de loi prorogeant les lois concernant le ravitaillement national (I., n° 7164; an., S. de 1919, p. 3160). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 113). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, une proposition de résolution concernant le dégrèvement des cotes personnelle, mobilière et des portes et fenêtres (p. 843); développe les motifs de l'urgence (p. 843). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 1863; *Son amendement relatif au taux de l'impôt sur le revenu et à la suppression de l'impôt des portes et fenêtres et de la cote personnelle-mobilière*, p. 1907, 1908). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. de 1916, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Retire son amendement relatif à l'appel des agriculteurs de la classe 1888*, p. 709). — Est entendu sur le point de savoir à quelle Commission doit être renvoyé le projet de loi instituant les pupilles de la nation (p. 1453). — Prend part à la discussion : de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1489); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement relatif à la suppression de la contribution personnelle-mobilière et de la contribution des portes et fenêtres*, p. 2699 et suiv.). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 3). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la mise à la disposition de l'agriculture, des hommes mobilisés des classes 1888 et 1889 (p. 460); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*); est entendu dans la discussion d'interpellations sur le même objet (p. 472; *Son ordre du jour motivé*,

p. 473). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 782); du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1049, 1069). — Adresse au Ministre de la Guerre une question concernant la mobilisation à la terre des vieilles classes (p. 1498). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la mise en sursis d'appel des cultivateurs des classes R. A. T. de 1890 à 1895 (p. 1873). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3493); du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Instructions données aux commissions pour les allocations*, p. 3514; *Taxe sur les successions*, p. 3546). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant constitution d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3679); du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3807, 3810, 3812); du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1919 (p. 3821). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (p. 301); de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 470, 536, 550); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Intérieur. *Assistance aux femmes en couches*, p. 692). — Est entendu dans la discussion de projet et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Discussion générale*, p. 837; *Amendement de M. Laniel à l'article 7*, p. 2705). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1332; *Son ordre du jour motivé*, p. 1341). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2425); son ordre du jour motivé présenté à la suite de cette discussion (p. 2778). — Adresse au Ministre de la Guerre une question au sujet du renvoi immédiat des réservistes de l'armée territoriale (p. 2761). — Est entendu sur la fixation de la date de la dis-

cussion d'interpellations visant les questions de démobilisation (p. 2935). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 208, 224); du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 427); du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1129); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1543). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations concernant la suspension de la démobilisation et l'envoi de soldats français en Russie (p. 1845); dans la discussion d'une interpellation sur la politique agricole du Gouvernement (p. 2191); sur la fixation de la date de la nomination de la Commission de la paix (p. 2536). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la nécessité de hâter la démobilisation (p. 2651); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2652, 2772); la développe (p. 2902; *Son ordre du jour motivé*, p. 2913). — Parlé sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2796). — Est entendu dans la discussion : du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 3024 et suiv.); du projet de loi ouvrant un crédit de 100 millions en faveur des petits commerçants, fabricants et artisans démobilisés (p. 3063 et suiv.); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil, au cours de la guerre (p. 3227); d'interpellations sur la répartition du sucre et la question de la vie chère (p. 3248); du projet de loi prorogeant les lois concernant le ravitaillement national (p. 4680). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2323). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 106, 2654; A., S. de 1918, t. unique, p. 1079, 1875).

DURANDY (M.), *Député de l'arrondissement de Puget-Théniers [Alpes-Maritimes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies

de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. de 1917, t. unique, p. 2702). — Sa proposition de loi ayant pour objet la suppression des droits d'octroi sur les essences de pétrole et les benzols (I., n° 255; an., S. O. de 1914, p. 1979). — Sa proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 530; an., S. O. de 1915, p. 57). — Sa proposition de loi sur les contributions des patentes pendant la durée de la guerre (I., n° 601; an., S. O. de 1915, p. 159). — Sa proposition de loi sur les loyers, les prêts et intérêts pendant la guerre afférents aux immeubles à destination d'exploitation commerciale et industrielle (I., n° 997; an., S. O. de 1915, p. 528). — Sa proposition de loi pour la réglementation et le contrôle des sommes déposées en compte courant dans les établissements financiers et chez les banquiers (I., n° 1101 rectifié; an., S. O. de 1915, p. 740, 1265). — Sa proposition de loi relative à l'établissement d'un impôt complémentaire sur les bénéfices réalisés par les sociétés par actions pendant ou à la suite de la guerre (I., n° 1516; an., S. de 1915, p. 1345). — Sa proposition de résolution relative aux avances à long terme sur gages hypothécaires au commerce et à l'industrie (I., n° 2335; an., S. de 1916, p. 1084). — Sa proposition de loi relative au service militaire des naturalisés provenant de nations alliées de la France (I., n° 2425; an., S. de 1916, p. 1174). — Sa proposition de résolution tendant à la relève des militaires de la réserve territoriale qui sont au Maroc depuis plus de trois ans (I., n° 3887; an., S. de 1917, p. 1588). — Sa proposition de résolution ayant pour but de faire accorder aux militaires un supplément de permission en proportion du nombre de brisques (I., n° 4319; an., S. de 1918, p. 187). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique diverses modifications au tracé et au profil du tramway de Caen à Falaise et d'approuver un avenant passé entre le département du Calvados et la Société anonyme des chemins de fer du Calvados (I., n° 561; an., S. O. de 1915, p. 79). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation d'un protocole additionnel, signé le 4 juin 1914, entre la France et l'Italie, à la convention franco-italienne du 6 juin 1904, relative à l'établissement de communications par voie ferrée entre Coni et Nice, d'une part, Coni et Vintimille, d'autre part,

ainsi que pour le doublement de la voie ferrée entre Menton et Vintimille (I., n° 2416; an., S. de 1916, p. 1171). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'approbation, par simple décret, des accords conclus entre les concessionnaires de voies ferrées d'intérêt local et l'autorité concédante, pour la modification des contrats de concession, pendant la durée de la guerre et une période consécutive d'un an au maximum (I., n° 2582; an., S. de 1916, p. 1503). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'étendre aux réseaux secondaires d'intérêt général les effets de la loi du 30 novembre 1916, concernant l'approbation, par simple décret, des accords conclus entre les concessionnaires de voies ferrées d'intérêt local et l'autorité concédante, pour la modification des contrats de concession, pendant la durée de la guerre et une période consécutive d'un an au maximum (I., n° 4034; an., S. de 1917, p. 1830). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention passée, le 30 novembre 1917, entre le Ministre de la Guerre et les grands réseaux de chemins de fer, en vue de la participation de l'Etat à des dépenses d'achat de matériel roulant (I., n° 4439; an., S. de 1918, p. 387). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu; Imposition du contribuable taxé d'office*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 766). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son amendement à l'article premier*, A., S. de 1915, t. unique, p. 210, 211; *Disposition additionnelle de M. Levasseur à l'article 6*, p. 242; *Son article additionnel*, p. 276; *le retire*, p. 277). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi concernant la prorogation de l'échéance des effets de commerce et la création de chèques spéciaux (A., S. de 1915, t. unique, p. 955); dans la discussion de cette proposition de loi (p. 1011). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique (*Amendement de M. Réville*, p. 1307; *Son amendement à l'article 8*, *ibid.*); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (p. 1995, 1996). — Prend part à la discussion : de l'interpellation relative à la crise des frets (A., S. de 1916, t. unique, p. 617 et suiv.); du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques

(p. 2393). — Est entendu dans la discussion des interpellations relatives au ravitaillement (A., S. de 1917, t. unique, p. 1277 et suiv.; 1320). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2724; A., S. de 1918, t. unique, p. 2100; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3323).

DURRE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Valenciennes [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. de Grandmaison, par l'arrondissement de Saurmur [Maine-et-Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 46); de M. Lucien Dior, par l'arrondissement d'Avranches (*ibid.*); de M. Mahieu, par l'arrondissement de Cherbourg [Manche] (*ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 652). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Motion d'ajournement de M. Dansette*, A., S. de 1915, t. unique, p. 157); du projet de loi portant régularisation de décrets concernant les subventions du fonds national de chômage (p. 398); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (*Aide aux prisonniers de guerre*, p. 895); de la proposition de loi relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce et à la création de chèques spéciaux (p. 1029); du projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons (p. 1074); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (p. 1728). — Est entendu dans la discussion des projet et propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1774). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur l'utilisation de la

main-d'œuvre militaire dans les établissements travaillant pour la défense nationale (A., S. de 1916, t. unique, p. 379); d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (p. 763); d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1235); d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont données les permissions aux hommes du front (p. 1866 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Observations sur l'article 9*, p. 2074; *Son amendement au paragraphe 3^e du nouvel article 9 présenté par la Commission*, p. 2126; *le retire*, *ibid.*; *Son article additionnel*, A., S. de 1917, t. unique, p. 96). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la question du ravitaillement des régions envahies (A., S. de 1916, t. unique, p. 2503). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'attribution, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (p. 2847). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 23 et suiv.); d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions, à titre de subvention, au Comité des orphelins de la guerre (p. 515); — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Amendement concernant les mines*, p. 525; *Ses observations sur l'article 6*, p. 565). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives à la relève et aux permissions de l'armée d'Orient (p. 979); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Ses observations relatives à la situation des réfugiés*, p. 1446); d'une proposition de résolution sur le relèvement des salaires et la mise en sursis des ouvriers mineurs (p. 1687). — Est entendu dans la discussion d'interpellations sur la situation des réfugiés et rapatriés des régions envahies (p. 3304). — Prend part à la discussion des interpellations sur le rapatriement des prisonniers de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 26). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre IV. Voies de recours. *Son amendement au*

paragraphe 6 de l'article 21, A., S. de 1918, t. unique, p. 89). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (p. 178) ; du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Instruction publique : *Ses observations concernant : le paiement des appointements des instituteurs et institutrices, réfugiés des départements du Nord*, p. 769 ; *la situation des membres du corps enseignant revenant des régions envahies*, ibid. Loi de Finances ; *Droits de consommation sur la chicorée et autres succédanés du café*, p. 1162) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Situation des prisonniers de guerre des régions envahies*, p. 829). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1060) ; du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (*Son amendement*, p. 1297) ; des interpellations sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2323). = Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 670). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2506).

DUTREIL (M. MAURICE), *Député de la 2^e circonscription de Laval [Mayenne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2838). = Sa proposition de loi tendant à augmenter, en 1917, le délai imparti aux contribuables pour la déclaration de leur revenu (I., n° 2885 ; an., S. de 1916, p. 23). = Son rapport sur : 1° le projet de loi portant prolongation des délais de déclaration pour l'impôt général sur le revenu ; 2° la proposition de loi de M. Maurice Dutreil tendant à augmenter, en 1917, le délai imparti aux contribuables pour la déclaration de leur revenu (I., n° 2962 ; an., S. de 1917, p. 120). = Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Gaborit,

par la 1^{re} circonscription de Meaux [Seine-et-Marne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 80) ; de M. Lugol, par la 2^e circonscription de Meaux [Seine-et-Marne] (p. 80). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Motion tendant à la disjonction des articles concernant l'impôt général sur le revenu*, p. 685, 687 ; *Impôt général sur le revenu ; Ses amendements concernant la vérification des déclarations*, p. 756, 760) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Art. 5. Impôt sur le revenu*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2714) ; du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (Des divers organismes destinés à assurer la protection des pupilles de la nation : *Son amendement à l'art. 17*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1998 ; *retrait*, p. 1999) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant la taxe sur les successions*, p. 3550) ; d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (*Son texte additionnel à l'ordre du jour*, p. 2882) ; d'une interpellation sur la situation financière de la France (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 976) ; d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1764). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2374 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2677, 3139). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 760, 1122, 1372, 1786 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 146, 1306, 1546, 1794, 2320 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 708, 2122, 3669 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 6, 1506, 2737).

DUVAL (M. le général), *Directeur de l'aéronautique au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2374) ; de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au deuxième semestre de 1919 (*ibid.*).

DUVILLER (M.), *Sous-Directeur à la dette inscrite.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer (A., S. de 1917, t. unique, p. 1978) ; du projet de loi portant modification à la législation des pensions civiles et militaires (p. 3052) ; du projet de loi relatif à la déchéance du droit à pension de veuve, en matière de pensions militaires de la guerre et de la marine (*ibid.*) ; du projet de loi sur les réparations à

accorder aux victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 1288) ; du projet de loi portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord (*ibid.*) ; du projet de loi portant modification à la législation des pensions civiles et militaires (*ibid.*) ; du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires d'inscription de pensions civiles au titre des fonds communs des veuves et orphelins pour les Exercices 1914 et 1915 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2174).

E

EBENER (M. le général de division),
Deuxième sous-chef d'état-major de l'armée.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508).

ELLEN PRÉVOT (M.), *Député de la*
2^e circonscription de Toulouse [Haute-Garonne].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 35 ; J. O. de 1915, p. 307) ; de la Commission du règlement (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126) ; de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des décrets (F., n° 244 ; J. O. de 1916, p. 10962) ; de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, p. 2717). — Sa proposition de loi tendant à porter à 1.080 francs l'allocation temporaire de 720 francs et à incorporer cette allocation dans le montant de la retraite (I., n° 6573 ; an., S. de 1919, p. 2258). — Son opposition à l'inscription sans débat du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif : 1° à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupe et des officiers combattants dans une arme autre que dans leur arme d'origine ; 2° à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active (A., S. de 1916, t. unique, p. 2484). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des salaires du personnel féminin temporaire du magasin central d'habillement et d'équipement de Toulouse (A., S. de 1917, t. unique, p. 1220). — Est entendu

dans la discussion des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1242 et suiv.). — Prend part, en qualité de *Vice-Président de la Commission de l'enseignement*, à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (Dispositions générales : *Observations concernant l'article premier*, p. 1957). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application, aux membres de l'enseignement appartenant aux vieilles classes du service auxiliaire et du service armé, des mesures prises ou à prendre à l'égard des agriculteurs (p. 2002) ; développe cette interpellation (p. 2278). — Adresse, au Ministre de la Guerre, une question relative aux permissions à accorder aux engagés volontaires du début de la guerre se trouvant dans des formations combattantes (p. 2265). — Sa motion tendant au renvoi de la discussion des projets d'impôts (p. 3581). — Soulève un incident au sujet du nombre de Députés présents à la 3^e séance du 21 décembre 1917 (p. 3587) ; sa motion tendant au renvoi de la discussion (p. 3588). — Intervient dans la discussion de demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3614). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le rapatriement des prisonniers de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 25) ; d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 et concernant les dépenses militaires ainsi que les dépenses exceptionnelles des services civils (*Ses observations concernant les petits retraités de l'État*, p. 732) ; d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 738) ; du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Affaires étrangères : *Nomination d'une Commission extraparlamentaire pour l'étude*

de la réorganisation des services diplomatiques et consulaires, A., S. de 1918, t. unique, p. 774). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Prisonniers de guerre*, p. 3274); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3309); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des dépenses civiles] (*Traitements du personnel enseignant*, p. 3378); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Indemnités de licenciement*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1349); de la proposition de loi relative aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (p. 1482 et suiv.). — Est entendu : pour un rappel au Règlement (p. 1577); au sujet d'une demande d'affichage des discours prononcés par M. le Président de la Chambre et M. le Président du Conseil, dans la 2^e séance du 30 juin 1919 (p. 2774). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les améliorations des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3082 et suiv., 3167 et suiv., 3187 et suiv., 3195, 3209); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 4178); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Budget ordinaire des services civils, dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant les directeurs de l'enseignement au Ministère*, p. 4492). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1574; A., S. de 1916, t. unique, p. 1080, 1414; A., S. de 1917, t. unique, p. 6, 2946; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 283).

ÉMILE-BROUSSAIS (M.), *Député de la 2^e circonscription d'Alger [Algérie]*.

Son élection est validée (A., S. O., de 1914, t. 2, p. 406). = Président du 1^{er} Bureau (F., n^o 41; J. O. de 1915, p. 857). = Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des

colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); des décrets (F., n^o 244; J. O. de 1916, p. 10962). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à atténuer la crise agricole au double point de vue de la main-d'œuvre et des transports (I., n^o 3169; an., S. de 1917, p. 411). — Sa proposition de résolution concernant les services postaux entre la France, la Corse et l'Afrique du Nord (I., n^o 3689; an., S. de 1917, p. 1149). — Sa proposition de loi relative à l'immatriculation de la propriété foncière en Algérie (I., n^o 6307; an., S. de 1919, p. 1814). = Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 31 décembre 1914 fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine de commerce rappelés au service de la flotte (I., n^o 645; an., S. O. de 1915, p. 181). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant ratification du décret du 31 décembre 1914 fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine de commerce rappelés au service de la flotte (I., n^o 775; an., S. O. de 1915, p. 283). — Son avis présenté au nom de la commission de la marine de guerre sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer et portant modification de la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime (I., n^o 1298; an., S. de 1915, p. 983). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ratification du décret du 31 décembre 1914 fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine du commerce rappelés au service de la flotte (I., n^o 1621; an., S. de 1915, p. 1437). — Son rapport sur le projet de loi modifiant les conditions de nomination des capitaines au long cours au grade d'enseigne de vaisseau et créant l'honorariat du grade pour les officiers de réserve et auxiliaires des différents corps de l'armée de mer (I., n^o 2930; an., S. de 1917, p. 49). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant la réorganisation de l'inspection des colonies (I., n^o 3482; an., S. de 1917, p. 890). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la nomination immédiate au grade de premier-maître élève officier des officiers marinières admis en 1914 à l'École des élèves officiers (I., n^o 3656; an., S. O. de 1915, p. 193). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouverne-

ment à présenter un projet de loi pour fixer les attributions et les cadres des officiers du corps du commissariat de la marine (I., n° 3992; an., S. de 1917, p. 1731.) = Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. de M. Albert Thomas par la 2^e circonscription de Sceaux [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 77). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi relatif à la nomination immédiate au grade de premier-maître élève officier des officiers marinières admis en 1914 à l'École des élèves officiers A., S. de 1915, t. unique, p. 204) — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son article additionnel*, p. 284; *le retire*, *ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à autoriser la perception des droits produits et revenus du budget de l'Algérie pour 1916 (A., S. de 1915, t. unique, p. 1956). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la liquidation partielle du moratorium ordonnée par les départements algériens (A., S. O. de 1916, t. unique, p. 1378). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation politique et militaire de l'Algérie (p. 2483). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'insécurité des communications maritimes entre la France, la Corse et les possessions françaises du Nord de l'Afrique (A., S. de 1917, t. unique, p. 1177); développe cette interpellation (p. 1248); prend part à la discussion d'autres interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1363, 1413). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi relatif au budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1918 (p. 3083). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à la liaison maritime entre la France et l'Algérie (A., S. de 1918, t. unique, p. 154). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie (p. 2260; *Ses amendements*, p. 2358, 2408); du projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2798). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des services maritimes postaux subventionnés entre la métropole, la Corse et l'Afrique du Nord (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2188); développe cette interpellation (p. 3666; *Son ordre du jour motivé*, p. 3555). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi tendant à fixer à huit heures par jour la durée de travail

effectif des personnes employées sur un navire affecté à la navigation maritime (p. 2552); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3163 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 534; A., S. de 1916, t. unique, p. 699; A., S. de 1918, t. unique, p. 2587). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1483; A., S. de 1916, t. unique, p. 1080; A., S. de 1918, t. unique, p. 1252).

ÉMILE-DUMAS (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Saint-Amand-Montrond [Cher]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Secrétaire du 10^e Bureau (F., n° 3; J. O. de 1914, p. 4961). = Membre: de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126; F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307; F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 4 de l'article 2 de la loi du 14 juillet 1913 sur l'assistance aux familles nombreuses (I., n° 42; an., S. O. de 1914, p. 1837). — Sa proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 5 de l'article 2 de la loi du 14 juillet 1913 sur l'assistance aux familles nombreuses (I., n° 43; an., S. O. de 1914, p. 1838). — Sa proposition de loi ayant pour objet de supprimer le couchage à la paille dans les établissements agricoles (I., n° 4087; an., S. de 1917, p. 2032). — Sa proposition de loi relative à la sécurité des travailleurs employés aux machines agricoles (I., n° 5536; an., S. de 1919, p. 78). = Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (I., n° 217; an., S. O. de 1914, p. 1933). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de proroger le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement du réseau des tramways de la Haute-Vienne (I., n° 282; an., S. O. de 1914, p. 2015). — Son rapport sur le projet de loi tendant à

autoriser la ville d'Aix [Bouches-du-Rhône] à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts (S. O. de 1914; Fasc., n° 24). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la commune de Vanves [Seine] à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts (Fasc., n° 25). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver la désaffectation d'une partie des fonds provenant d'un emprunt de 200 millions du département de la Seine, autorisé par la loi du 12 février 1904 (S. O. de 1915; Fasc., n° 119). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant des prorogations de surtaxes sur l'alcool à Poctroi : d'Argentan [Orne] (S. O. de 1915; Fasc., n° 166); de Brest [Finistère] (Fasc., n° 167); de Chambon-Feugerolles [Loire] (Fasc., n° 168); de l'Île-de-Batz [Finistère] (Fasc., n° 169); de Locquénolé [Finistère] (Fasc., n° 170); de Mézières [Ardennes] (Fasc., n° 171); de Plounéour-Trez [Finistère] (Fasc., n° 172); de Privas [Ardèche] (Fasc., n° 173); de Quiberon [Morbihan] (Fasc., n° 174); de Rennes [Ille-et-Vilaine] (Fasc., n° 175); de Vire [Calvados] (Fasc., n° 176). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier provisoirement les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à la voie ferrée d'intérêt local de Neuilly-en-Sancerre à Vierzon, par Henrichemont [Cher] (L., n° 6690; an., S. de 1919, p. 2391). — Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Fourment par l'arrondissement de Draguignan [Var] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 86); de M. Renaudel par la 3^e circonscription de Toulon [Var] (p. 87). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat [Travail et prévoyance sociale : *Son amendement concernant les impressions du Ministère du Travail*, p. 549). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (A., S. de 1915, t. unique, p. 330, 334); au cours de la discussion de ce projet et de cette proposition de loi (*Contre-projet de M. Tournan*, p. 438, 440). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1915, t. unique, p. 921). — Est entendu sur le renvoi de la séance au lendemain (p. 1485). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes

5 0/0 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1709); d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont données les permissions aux hommes du front (p. 1869). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2273). — Prend part à la discussion de plusieurs interpellations sur le ravitaillement du pays (A., S. de 1917, t. unique, p. 2719). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Habitations à bon marché*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1311); d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1823, 1832); des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3388). — Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 2641).

ÉMILE-FAVRE (M.), *Député de l'arrondissement de Bonneville [Haute-Savoie]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir, aux Ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur, un crédit extraordinaire de 300.000 fr. pour venir en aide aux victimes des avalanches dans l'arrondissement de Bonneville [Haute-Savoie] (L., n° 118; an., S. O. de 1914, p. 1869). — Sa proposition de loi modifiant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés de l'Etat (L., n° 4144; an., S. de 1917, p. 2169). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain, d'un nouveau réseau de voies ferrées d'intérêt local (L., n° 286; an., S. O. de 1914, p. 2017). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation de cinq conventions relatives à la gare internationale de Vallorbe (L., n° 499; an., S. de 1915, p. 4). — Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection : de M. Défossé par la 1^{re} circonscription de Dunkerque [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 53); de M. Cochia (Claude) par la 2^e circonscription de Dunkerque [Nord] (p. 54); de M. Lemire par la 1^{re} circonscription d'Hazebrouek [Nord] (p. 54); de M. Plichon (Jean) par la 2^e circonscription d'Hazebrouek [Nord] (p. 54). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi relatif à l'établissement d'un nou-

veau réseau de voies ferrées dans les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 500); demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 501). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les accaparements et le ravitaillement (A., S. de 1917, t. unique, p. 3054); développe cette interpellation (p. 3063). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 1372; A., S. de 1916, t. unique, p. 146, 1080; A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 1174; A., S. de 1918, t. unique, p. 2070). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 2678).

ENGERAND (M. FERNAND), *Député de la 2^e circonscription de Caen [Calvados]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1917, t. unique, p. 2678); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi portant application des articles 23, 25, 27, 28, 44, 46, 47 des conventions internationales, signées à La Haye les 27 juillet 1899 et 18 octobre 1907, concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, et des articles 1 et 2 de la convention internationale, signée à La Haye le 18 octobre 1907, concernant les droits et devoirs des puissances et des personnes neutres en temps de guerre sur terre (I., n° 515; an., S. O. de 1915, p. 34). — Sa proposition de loi tendant à exempter des droits d'enregistrement et de timbre les successions des militaires morts pendant la guerre (I., n° 825; an., S. O. de 1915, p. 334). — Sa proposition de résolution ayant pour objet de modifier l'article 14 du Règlement de la Chambre des Députés (I., n° 956; an., S. O. de 1915, p. 484). — Sa proposition de loi complétant les articles 1 et 2 de la loi du 8 août 1893 concernant le séjour des étrangers en France (I., n° 1394; an., S. de 1915, p. 1083). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à intensifier, pour les besoins de la défense nationale, l'exploitation des mines de fer du Calvados (I., n° 2153; an., S. de 1916, p. 737). — Sa proposition de loi,

présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de suspendre, pendant la durée de la guerre, les droits d'entrée sur les fontes, fers et aciers (I., n° 2749; an., S. de 1916, p. 1746). — Sa proposition de loi tendant à modifier, pendant la durée de la guerre, le régime des reprises de dot (I., n° 4230; an., S. de 1918, p. 97). — Sa proposition de résolution tendant à conférer le droit à la croix de guerre avec palme à tout militaire titulaire de la Légion d'honneur pour faits de guerre (I., n° 4301; an., S. de 1918, p. 165). = Son rapport sur le rôle et la situation de la métallurgie en France [Question de Briey. — 1^{re} partie : Concentration de la métallurgie française sur la frontière de l'Est] (I., n° 6026; an., S. de 1919, p. 225); son rapport supplémentaire (I., n° 6362; an., S. de 1919, p. 237). = Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections : de M. Deshayes, par la 1^{re} circonscription de Beauvais [Oise] (A., S. de 1914, t. 2, p. 56); de M. Delpierre, par l'arrondissement de Clermont [Oise] (p. 56). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant les décrets de naturalisation (*Son amendement*, A., S. de 1915, p. 63). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les obstacles apportés, depuis la guerre, à l'exploitation des mines de fer et à la production de la houille en France (A., S. de 1916, t. unique, p. 2508). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéficiaires] (*Ses observations sur l'article 2*, p. 2903). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 295). — Est entendu pour un fait personnel (p. 2819). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 294, 406, 429; A., S. de 1915, t. unique, p. 986, 1200; A., S. de 1916, t. unique, p. 842; A., S. de 1917, t. unique, p. 338; A., S. de 1918, t. unique, p. 2382; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2279). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1423, 2764; A., S. de 1917, t. unique, p. 2469; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3290, 4316).

ERNEST OUTREY (M.), *Député de la Cochinchine française*.

Son élection est validée (A., S. de 1914, t. 2, p. 599). = Membre : de la Commission des

affaires extérieures (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission des pensions (A., S. de 1916, t. unique, p. 168); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission des douanes (p. 2188). — Sa proposition de loi relative à la fixation, pour les officiers d'infanterie et d'artillerie coloniales, les fonctionnaires de l'intendance et les officiers du corps de santé des troupes coloniales, d'une péréquation de grades égale à celle des officiers des troupes métropolitaines des armées et services correspondants (I., n° 2347; an., S. de 1916, p. 1297). — Sa proposition de loi tendant à exclure, dans l'avenir, les sujets de nationalités ou d'origines allemande et austro-hongroise, des sociétés agricoles, commerciales, industrielles et financières, constituées ou à constituer en France, en Algérie, dans les colonies et pays de protectorat (I., n° 5091; an., S. de 1918, p. 1817). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à nommer, à titre définitif, dans le grade dont ils seront pourvus au moment de leur démobilisation, les officiers appartenant aux armes et services de l'armée active et des cadres de complément, qui auront demandé et obtenu leur réintégration dans l'armée au moment de la mobilisation (I., n° 5368; an., S. de 1918, p. 2090). — Sa proposition de loi relative à l'organisation d'une exposition coloniale interalliée à Paris en 1921, comportant la création d'un musée permanent des colonies (I., n° 5560; an., S. de 1919, p. 102). — Sa proposition de loi tendant à instituer un droit de 1 fr. 50 par kilogramme sur les caoutchoucs d'origine étrangère introduits en France (I., n° 6225; an., S. de 1919, p. 1677). — Son avis présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires sur le projet de loi modifiant la limite d'âge des colonels et des officiers généraux (I., n° 1837; an., S. de 1916, p. 322). — Son rapport sur le projet de loi accordant aux fonctionnaires coloniaux mobilisés un complément spécial de traitement pendant la durée de leur présence sous les drapeaux (I., n° 5958; an., S. de 1919, p. 1131). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'organisation d'une exposition coloniale interalliée à Paris, en 1921, comportant la création d'un musée permanent

des colonies (I., n° 6061; an., S. de 1919, p. 1304). — Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies sur le projet de loi relatif au recrutement, aux traitements, à l'avancement et à la discipline des magistrats des colonies (I., n° 6868; an., S. de 1919, p. 2586). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de suspendre les droits d'entrée sur diverses marchandises (*Ses observations concernant les riz*, A., S. de 1915, t. unique, p. 85). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (*Panification au moyen de la farine de riz*, A., S. de 1915, t. unique, p. 1187, 1190); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1445 et suiv.). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif au droit à la compensation d'armement des navires construits à l'étranger (p. 1396 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1578); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (p. 1710); du projet de loi concernant le budget général et les budgets annexes des chemins de fer de l'Afrique occidentale française (p. 1824). — Intervient dans la discussion d'une interpellation concernant la distribution des vêtements chauds, du linge, et le mode de couchage des soldats (p. 1969). — Adresse une question au Ministre de la Marine sur le torpillage de la *Ville-de-la-Ciotat* (p. 2063). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la suppression du service de navigation de Saïgon à Bangkok et divers autres sujets concernant l'Indochine (A., S. de 1916, t. unique, p. 39); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (p. 85). — Soulève un incident au cours d'une question adressée au Ministre de la Guerre au sujet du corps du contrôle de l'administration de l'armée (p. 126). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi concernant le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abbeba (p. 505 et suiv.). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applica-

bles au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A. S. de 1916, t. unique, p. 549 et suiv.); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses (p. 1417). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi comportant garantie par l'Etat, des risques de guerre pour les voyages exécutés sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique (p. 1478), du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1764 et suiv., p. 177); du projet de loi portant modification des dispositions relatives au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels une position spéciale (p. 1839); d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont données les permissions aux hommes du front (p. 1867). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur l'utilisation des effectifs militaires (p. 2207); le retire (*ibid.*). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet d'une convention relative à des gisements pétrolifères situés dans la province d'Oran (p. 2253); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2257); la développe (p. 2257 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 2266; *le retire pour se rallier à l'ordre du jour pur et simple*, p. 2268). — Intervient dans la discussion des interpellations sur la crise des transports (p. 2335). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2578; *Ses observations sur l'article premier*, p. 2696; *Taxes sur les denrées coloniales*, p. 2769; *Taxe sur les thés*, p. 2770); du projet de loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française (p. 2873). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (A. S. de 1918, t. unique, p. 1562); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1571); du projet et de la proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit destiné à assurer la liquidation des pensions des agents et sous-agents des postes et des télégraphes (p. 1785). — Est entendu : sur la fixation de la

date de la discussion d'une interpellation relative à la marine marchande (A. S. de 1918, t. unique, p. 1946); dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Articles additionnels concernant : l'assemblée des actionnaires*, p. 1952; *l'extension de l'émission et la circulation des billets de la Banque de France au domaine colonial de la France*, p. 1959; *reprend ce dernier amendement retiré par M. Bedouce*, *ibid.* *Amendement tendant à ce qu'aucun régent ne puisse être administrateur de sociétés étrangères*, p. 1971). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2009, 2173). — Prend part à la discussion d'interpellations sur les dispositions à prendre concernant la marine marchande pendant et après la guerre et les modalités de la réquisition de la flotte française (p. 2055). — Demande à interpellier le Gouvernement sur une demande de concession de terrains pétrolifères en Algérie (p. 2072); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2073); la développe (p. 2211; *Son ordre du jour motivé*, p. 2224). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie (p. 2108, 2262, 2269 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnité de vol des aviateurs*, p. 2198); d'un projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2742); du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Décret des concessions et participation de l'État aux bénéficiaires] (*Amendement de M. Cazassus à l'article premier*, p. 2899; *Ses observations sur le paragraphe 3 de cet article*, p. 2901; *Amendements concernant : l'article 2*, p. 2924; *cet article devenu article 5*, p. 2955; *Sa disposition additionnelle*, p. 2960); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3039). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3253; *Droit de douane sur les caoutchoucs de provenance étrangère*, p. 3397); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Personnel de l'arsenal de Saigon*, p. 3286); des crédits provisoires appli-

cables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3226 ; *Son amendement concernant la solde des fonctionnaires coloniaux mobilisés*, p. 3358 ; *le retire*, *ibid.* *Démobilisation des officiers de complément*, p. 3365) ; du projet de loi concernant la révision des listes électorales (p. 3441, 3457). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives : à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 207, 225) ; à la crise de la vie chère (p. 634) ; de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 784). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1028). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'attribution d'indemnités spéciales aux fonctionnaires des régions libérées (p. 1171). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Administrations des services civils de l'Indochine*, p. 1344 ; *Français originaires de l'Inde résidant en Indochine*, *ibid.* ; *Naturalisation des Annamites*, p. 1345) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1494). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles] (*Achat et construction de navires*, p. 1430 ; *Personnel civil de l'arsenal de Saïgon*, p. 1461). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de l'incendie survenu à bord de l'*Amiral-Ponty* le 25 avril 1917 (p. 2034) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2035). — Parle sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de la paix (p. 2158). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1880) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats (p. 1919) ; d'une proposition de résolution tendant à assurer à la France les réparations qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne (p. 1933). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur les événements du 1^{er} mai 1919 (p. 1976). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2261). — Prend part à la discussion du

projet de loi concernant l'attribution aux personnels civils de l'État, d'avances exceptionnelles de traitements (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2281). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur les perquisitions opérées chez M. Schœller, secrétaire général de l'Office national de la presse (p. 2290). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2452, 2460) ; du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels pour le personnel scientifique et enseignant (p. 3056) ; du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3353 et suiv.) ; du projet de loi relatif à la révision des soldes militaires (p. 3449) ; du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, instituant un régime temporaire de l'alcool, (p. 3543) ; du projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1919 de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État (p. 3579) ; du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3987). — Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 422).

ESCUDIER (M. PAUL), *Député de la 2^e circonscription du 9^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 11 ; J. O. de 1914, p. 5370) ; de la Commission des programmes électoraux (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126) ; de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'administration générale (A., S. de 1915, t. unique, p. 27) ; de la Commission des marchés (p. 2026) ; de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de loi tendant à l'institution du mémorial de la guerre (I., n° 1501 ; an., S. de 1915, p. 1336). — Sa proposition de résolution concernant les permissions périodiques (I.,

n° 3350; an., S. de 1917, p. 711). — Sa proposition de loi concernant la vente, après réquisition, du matériel de voie étroite (I., n° 4309; an., S. de 1918, p. 170). — Sa proposition de loi prorogeant les délais fixés par le décret du 2 février 1852 et par la loi du 15 janvier 1919 pour la revision des listes électorales (I., n° 6755; an., S. de 1919, p. 2541). — Sa proposition de résolution tendant à assurer la revision et l'augmentation des amendes en matière répressive (I., n° 6820; an., S. de 1919, p. 2628). — Sa proposition de résolution concernant le paiement immédiat de la prime de démobilisation instituée par la loi du 22 mars 1919 (I., n° 7027; an., S. de 1919, p. 2958). — Son rapport sur le projet de loi tendant à compléter l'article 4 du décret-loi du 26 mars 1852, sur les rues de Paris, par une disposition destinée à permettre d'ordonner la discontinuation des travaux entrepris en infraction aux prescriptions du paragraphe premier de cet article (I., n° 2516; an., S. de 1916, p. 1461); Son rapport supplémentaire et son rapport supplémentaire rectifié sur le projet de loi (I., n° 2872 et 2872 rectifié; an., S. de 1917, p. 16). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à obtenir l'application des engagements assurant à la France les indemnités qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne en violation de ses obligations et de ses engagements (I., n° 6028; an., S. de 1919, p. 1218). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser les hospices civils de Vichy à contracter deux emprunts : l'un de 100.000 francs et l'autre de 200.000 francs (S. de 1919; Fasc. n° 550). — Son rapport sur le projet de loi relatif au séjour et à l'établissement des étrangers en France (I., n° 6927; an., S. de 1919, p. 2866). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la possession d'immeubles en France par des étrangers (I., n° 7046; an., S. de 1919, p. 2990). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à compléter l'article 88 de la loi du 5 avril 1884, en vue de donner aux employés communaux des garanties de stabilité (I., n° 7253; an., S. de 1919, p. 3408). — Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. Chaulet par la 1^{re} circonscription de Dax [Landes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 38). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions

de loi concernant les décrets de naturalisation (*Sa disposition additionnelle*, A., S. de 1915, t. unique, p. 66; *Retrait*, *ibid*; *Ses observations relatives à l'article 2*, p. 67); des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (A., S. de 1915, t. unique, p. 752 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la consommation, en temps de guerre, du papier et des matières entrant dans sa fabrication (A., S. de 1918, t. unique, p. 1224). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4191). — Prend part en qualité de *Rapporteur* à la discussion du projet de loi concernant les employés et travailleurs communaux (p. 4820). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2764). — Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 2800).

ESPIVENT DE LA VILLES-BOISNET (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Pontivy [Morbihan]*.

Son élection est validée (A., S. de 1915, t. unique, p. 7). — Membre : de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 août 1914, concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 1051; an., S. O. de 1915, p. 683). — Sa proposition de loi tendant à la création de coupures de 25 francs des bons et obligations de la Défense nationale destinées à faciliter, pour les petites bourses, l'achat de ces bons et obligations (I., n° 1095; an., S. de 1915, p. 702). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'acquisition de navires de commerce et la constitution d'un chantier national de constructions maritimes (I., n° 1820; an., S. de 1916, p. 234). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à organiser le commerce, à réglementer la vente et à établir la taxation des marchandises de première nécessité vendues aux troupes sur le front et dans la zone des armées (I., n° 1829; an., S. de 1916, p. 313). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à nommer une Commission d'enquête chargée de rechercher la meilleure utilisation du matériel des automobiles militaires (I., n° 3709; an., S. de 1917, p. 1159). — Sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 22 novembre 1918 ayant pour objet de garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (I., n° 5624; an., S. de 1919, p. 472). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de la convention de Londres pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (I., n° 6051; an., S. de 1919, p. 1295). — Ses rapports, au nom du 11^e Bureau, sur les élections : de M. Gasparin, par la 1^{re} circonscription de la Réunion (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 461); de M. Boussenet, par la 2^e circonscription de la Réunion (p. 462). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'utilisation qui fut faite des ressources du pays en vue de la Défense nationale (A., S. de 1916, t. unique, p. 1239). — Prend part à la discussion de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2516 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures à prendre pour remédier aux dangers que courent les navires marchands du fait de la guerre sous-marine (A., S. de 1917, t. unique; p. 1176); développé cette interpellation (p. 1246 et suiv.). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation relative aux permissions militaires (p. 2253). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique générale (p. 3054). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 1587); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3724). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 169, 330, 637; A., S. de 1915, t. unique, p. 1419; A., S. de 1917, t. unique, p. 2801; A., S. de 1918; t. unique, p. 1968).

ESTOURBEILLON (M. le marquis de);
Député de la 1^{re} circonscription de Vannes
[Morbihan].

Sa élection est validée (A., S. O. de 1914,

t. 2, p. 100). — Président du 10^e bureau (F. n° 35; J. O. de 1915, p. 307). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307; F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1915, t. unique, p. 942); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique; p. 2236); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 303); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de loi tendant à restreindre et réglementer l'émigration des mineurs et à instituer pour eux le livret de minorité (I., n° 92; an., S. O. de 1914, p. 1858). — Sa proposition de loi tendant à fortifier et assurer la répression de l'espionnage étranger en France et dans les colonies (I., n° 632; an., S. O. de 1915, p. 177). — Sa proposition de loi tendant à réprimer les bruits calomnieux et tendancieux destinés à tromper ou affaiblir la confiance nationale (I., n° 635; an., S. O. de 1915, p. 178). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'assurer l'envoi régulier en sursis d'appel, selon les besoins de la terre, des auxiliaires agriculteurs pères de trois enfants et plus (I., n° 3060; an., S. de 1917, p. 252). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'institution et le fonctionnement de commissions régionales des arts français (I., n° 3517; an., S. de 1917, p. 969). — Sa proposition de loi tendant à fortifier et assurer la répression de l'espionnage étranger en France et dans les colonies (I., n° 3953; an., S. de 1917, p. 1663). — Sa proposition de loi tendant à la création de métiers (I., n° 4303; an., S. de 1918, p. 165). — Sa proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'honorariat du grade supérieur aux capitaines, commandants et lieutenants-colonels de l'armée active atteints par la limite d'âge dans le cours des hostilités et dans certaines conditions (I., n° 4318; an., S. de 1918, p. 186). — Sa proposition de loi tendant à la réorganisation des chambres de commerce et à la créa-

tion d'assemblées régionales des chambres de commerce (I., n° 4432 ; an., S. de 1918, p. 372). — Sa proposition de résolution tendant à la mise en sursis immédiate des maires et secrétaires de mairie mobilisés (I., n° 5245 ; an., S. de 1918, p. 1825). — Sa proposition de loi tendant à accorder aux soldats prisonniers retour de captivité un congé de deux mois et à les affecter d'office, au bout de ce congé, au dépôt le plus rapproché de leur domicile (I., n° 5287 ; an., S. de 1918, p. 1842). — Sa proposition de loi tendant à libérer définitivement de toute obligation militaire les hommes aujourd'hui réformés temporairement, qui ont été examinés trois fois ou plus par les conseils de revision et commissions de réforme (I., n° 5380 ; an., S. de 1918, p. 2040). — Sa proposition de loi tendant à accorder l'indemnité de vie chère de 60 francs par mois aux veuves de capitaines au long cours, capitaines au cabotage, marins et matelots et orphelines filles de marins, ne touchant actuellement qu'un secours annuel de l'État (I., n° 6335 ; an. S. de 1919, p. 1870). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit extraordinaire de 1.000.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs du canton de Granchamp (Morbihan) dont les récoltes de blé noir et de pommes de terre ont été presque totalement anéanties par la gelée exceptionnelle survenue dans la nuit du 13 au 14 juillet (I., n° 6652 ; an., S. de 1919, p. 2170). — Son rapport fait au nom de la Commission de la marine marchande chargée d'étudier les conditions actuelles de notre commerce maritime et les moyens propres à en favoriser le développement [Situation des ports bretons depuis le début de la mobilisation jusqu'au 1^{er} février 1915] (I., n° 999 ; an., S. de 1915, p. 530). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond, de la proposition de résolution concernant les permissions des militaires de l'armée d'Orient (I., n° 2492 ; an., S. de 1916, p. 1449). — Son rapport sur : 1^o la proposition de résolution de MM. Henry Fougère et Victor Rochereau tendant à ce que les militaires qui ont eu deux frères tués à l'ennemi ou dont la situation de famille est particulièrement intéressante soient affectés aux services de l'arrière ; 2^o la proposition de résolution de M. Raoul Anglès concernant l'affectation des militaires ayant eu deux fils ou deux frères tués à l'ennemi ; 3^o la proposition de résolution de M. Jules Dansette et plusieurs de

ses collègues concernant l'affectation du dernier survivant des familles qui comptent deux frères tués à l'ennemi ; 4^o la proposition de résolution de MM. Patureau-Baronnet et Henri Cosnier, tendant à affecter à la dernière classe mobilisable l'ainé des familles d'au moins six enfants mineurs dont le père est mort ou incapable de venir en aide aux siens (I., n° 2585 ; an., S. de 1916, p. 1504) ; son rapport supplémentaire (I., n° 2627 ; an., S. de 1916, p. 1567). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à ce que les frères mobilisés de militaires disparus depuis un an obtiennent les mêmes faveurs que celles des frères des tués à l'ennemi (I., n° 3699 ; an., S. de 1917, p. 1243). — Son rapport sur : 1^o la proposition de loi de M. Paul-Laffont [Ariège] et plusieurs de ses collègues, tendant à distribuer à tous les départements de la France le matériel de guerre pris à l'ennemi ; 2^o la proposition de résolution de M. Henry Roulleaux Dugage tendant à attribuer à chaque chef-lieu d'arrondissement de France des trophées d'armes pris à l'ennemi (I., n° 5442 ; an., S. de 1918, p. 2107). — Ses rapports, au nom du 11^e bureau, sur les élections : de M. Périer, par la 2^e circonscription de Fontenay-le-Comte [Vendée] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 88) ; de M. de Lavrignais, par la 2^e circonscription de la Roche-sur-Yon [Vendée] (p. 88) ; de M. de Baudry d'Asson, pour la 2^e circonscription des Sables-d'Olonne [Vendée] (p. 88). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (A. S. de 1915, t. unique, p. 745 ; *Son amendement à l'article 4*, p. 746) ; du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1916 (p. 1114). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les circulaires relatives à l'accès des militaires dans les cafés, restaurants et débits de boissons (A., S. de 1916, t. unique, p. 157). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 581). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate : de deux propositions de résolution concernant les militaires qui ont eu deux frères tués à l'ennemi (p. 165) ; d'une proposition de résolution concernant les permissions des militaires de l'armée d'Orient (p. 1652) ; d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont données les permissions aux hommes du front (p. 1864). —

Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 119); du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les membres de l'enseignement*, p. 257; *Son explication de vote*, p. 296); de la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 717, 745); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Son amendement*, p. 878); du projet de loi relatif à la fabrication de la farine de froment et aux pénalités qui la concernent (*Son amendement*, p. 1073). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Art. 2, modifié par la Commission*, p. 3264). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3811); du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (p. 3831). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant les questions de démobilisation (A., S. de 1918, t. unique, p. 3012). — Prend part à la discussion : de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 793); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Attribution des vêtements de démobilisation, de l'indemnité de remplacement*, p. 1179); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture (p. 3911). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1836; A., S. de 1918, t. unique, p. 469).

ESTOURNELLES DE CONSTANT

(M. D'), *Chef de la division de l'enseignement et des travaux d'art.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918 t. unique, p. 419).

ÉTIENNE (M.), *Député de la 2^e circonscription d'Oran [Algérie].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 124). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Prend part à la discussion d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (A., S. de 1915, t. unique, p. 1435). = Obtient un congé (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 691).

EUGÈNE CHANAL (M.), *Député de l'arrondissement de Nantua [Ain].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F. n° 244, J. O. de 1916, p. 10942). = Sa proposition de résolution concernant le rétablissement des relations téléphoniques sur l'ensemble du territoire métropolitain (I., n° 5468; an., S. de 1918, p. 2921). — Sa proposition de résolution tendant à obtenir l'inscription à l'ordre du jour du Sénat du projet de loi instituant un prélèvement progressif sur le produit des jeux (I., n° 5469; an., S. de 1918, p. 2921). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, d'une voie ferrée d'intérêt local d'un mètre de largeur formant prolongement, vers Sugny et Pussemange, de la ligne vicinale belge de Bouillon à Corbion (I., n° 558; an., S. O. de 1915, p. 78). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un deuxième avenant à la convention du 23 février 1906 passé, le 25 octobre 1913, entre le département de l'Ain et la Compagnie des tramways de l'Ain, en vue de l'achèvement des travaux de construction et de mise en exploitation du réseau de tramways déclaré d'utilité publique par décret du 20 avril 1906 (I., n° 622; an., S. O. de 1915, p. 170). — Son rapport sur le projet de loi soumettant les marchandises d'origine ou de provenance allemande ou austro-hongroise aux dispositions des lois de douane concernant les marchandises prohibées

(I., n° 1131; an., S. O. de 1915, p. 799). — Son avis, présenté au nom de la Commission des douanes sur : 1° le projet de loi relatif à la répression des infractions aux dispositions réglementaires portant prohibition de sortie ou de réexportation en suite d'entrepôt, de transit, de transbordement ou d'admission temporaire de certains produits ou objets; 2° la proposition de loi de M. Dalbiez et plusieurs de ses collègues, tendant à réprimer l'exportation frauduleuse de produits ou objets dont la sortie a été prohibée comme contraire aux intérêts de la défense nationale (I., n° 1147; an., S. de 1915, p. 824). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution concernant la dénonciation de la convention du 14 juin 1881 relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie (I., n° 1567; an., S. de 1915, p. 1390). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification à la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (I., n° 4455; an., S. de 1918, p. 605); son rapport supplémentaire (I., n° 5089 et annexe; an., S. de 1918, p. 1604); son 2° rapport supplémentaire (I., n° 5130; an., S. de 1918, p. 1733). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à certaines lignes du deuxième réseau des tramways de l'Ain (I., n° 5722; an., S. de 1919, p. 840). — Son rapport sur le projet de loi portant modification à la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée par les lois des 21 avril 1914 et 6 novembre 1918 (I., n° 6481; an., S. de 1919, p. 2075). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier le tableau A annexé à la loi du 11 janvier 1892 [Produits chimiques] (I., n° 6723; an., S. de 1919, p. 2459). — Son rapport, au nom du 3° Bureau, sur l'élection de M. Viollette par l'arrondissement de Dreux [Eure-et-Loir] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 26). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence d'un projet de loi relatif aux tramways du département de l'Ain (A., S. de 1915, t. unique, p. 153). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi soumettant les marchandises d'origine ou de provenance allemande ou austro-hongroise aux dispositions des lois de douane concernant les marchandises prohibées (A., S. de 1915, t. unique, p. 1124). — Ses rapports sur des pétitions

(p. 1386, 1733; A., S. de 1916, t. unique p. 609, 1852; A., S. de 1917, t. unique, p. 334). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'application de la loi concernant la taxation des denrées alimentaires (p. 522); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (A., S. de 1918, t. unique, p. 2536). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2848 et suiv.). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi modifiant la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 3502 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4609, 4652). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 439). — Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2023).

EULLER (M. le lieutenant-colonel), *Chef du bureau des sursis à l'état-major de l'armée, au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de l'interpellation concernant les entrepreneurs de battage et les conducteurs de machines à battre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1702); d'une interpellation concernant la révision de tous les sursis d'appel (p. 1956); de la proposition de résolution tendant à accorder des sursis d'appel aux cultivateurs pères de cinq enfants, renvoyés à l'arrière (p. 2022).

EVEN (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Lannion [Côtes-du-Nord].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Secrétaire du 7^e Bureau (F., n° 35; J. O., de 1915, p. 307). — Membre : de la

Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 1914); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3782). = Sa proposition de loi tendant à imputer à la charge de l'Etat la fourniture de l'appareillage de prothèse complémentaire nécessaire aux cultivateurs mutilés de la guerre pour reprendre le travail de la terre (I., n° 5386; an., S. de 1918, p. 2041). — Sa proposition de résolution tendant à la fixation du délai de prorogation des baux ruraux (I., n° 6167; an., S. de 1919, p. 1600). — Sa proposition de résolution tendant à l'amélioration des conditions de traitement des instituteurs tuberculeux (I., n° 6344; an., S. de 1919, t. 1939). = Son rapport sur la proposition de résolution tendant à transformer les enseignements complémentaires d'oto-rhinolaryngologie et d'urologie de la Faculté de médecine de l'Université de Lyon en chaires magistrales (I., n° 6926; an., S. de 1919, p. 2864). = Prend part à la discussion: d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (A., S. de 1917, t. unique, p. 761); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, p. 3224. Titre I^{er}. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins: *Son amendement à l'article 7 relatif aux mutilés dont l'état n'est pas amélioré par l'appareillage*, p. 3339; *retrait*, *ibid.*); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 888, 923); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*École d'agriculture de Rennes*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2611. Instruction publique: *Discussion générale*, p. 2669); d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2696, 2858); du projet de loi concernant les fêtes de la victoire (p. 2713 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 532; A. S., de 1915, t. unique, p. 27, 424; A., S. de 1916, t. unique, p. 1414; A., S. de 1917, t. unique, p. 470, 2408; A., S. de 1918, t. unique, p. 2089; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1762, 1957, 2245, 2887). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 620, 1200; A., S. de 1916, t. unique, p. 500, 2602; A., S. de 1917, t. unique, p. 1683, 3420; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1130).

EYMOND (M.), *Député de la 2^e circonscription de Libourne [Gironde]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre: de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des dommages de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des marchés (p. 2026); de la Commission des traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2838). = Sa proposition de loi tendant à protéger les bénéficiaires de polices d'assurances sur la vie, à ordre et au porteur, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés (I., n° 679; an., S. de 1915, p. 226). — Sa proposition de loi tendant à fixer l'origine du droit à pension lorsque les veuves et orphelins des militaires et marins décédés sous les drapeaux ont invoqué le bénéfice des décrets du 9 octobre et du 17 décembre 1914 pour profiter de la délégation de solde jusqu'à la fin des hostilités (I., n° 759; an., S. de 1915, p. 277). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, un crédit extraordinaire de 5 millions de francs, pour venir en aide aux agriculteurs de l'arrondissement de Libourne [Gironde], victimes de la grêle (I., n° 3524; an., S. de 1917, p. 978). = Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur: 1° le projet de loi portant conversion en lois et décrets pris en matière financière (Partie concernant le décret du 24 octobre 1914 accordant aux veuves des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat décédés sous les drapeaux, la moitié du traitement ou du salaire pendant la durée de la guerre); 2° le projet de loi portant ratification du décret du 17 décembre 1914 accordant aux veuves des officiers des différents corps de la marine et des officiers marinières, quartiers-maîtres et marins des équipages de la flotte, décédés sous les drapeaux, la moitié des allocations de solde et, s'il y a lieu, de hautes payes d'ancienneté de leurs maris (I., n° 607; an., S. de 1915, p. 162). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur le projet de loi portant conversion en lois de décrets pris en matière financière (Partie concernant les décrets des 12 et 29 août 1914 relatifs au cumul des

soldes, et le décret du 30 août 1914 relatif au cumul de la solde militaire et des pensions de l'armée de mer (I., n° 609; an., S. de 1915, p. 163). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur : 1° le projet de loi portant réglementation de la situation, au point de vue de la solde, du du personnel relevant de l'Administration des colonies, pendant la durée des opérations militaires; 2° le projet de loi portant application aux colonies de la loi du 5 août 1914 et des décrets des 12 et 17 du même mois sur le cumul de la solde militaire avec les traitements civils et les pensions militaires (I., n° 649; an., S. O. de 1915, p. 186). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à fixer l'origine du droit à pension dans le cas où les veuves et orphelins des militaires et marins décédés sous les drapeaux ont invoqué le bénéfice des décrets du 9 octobre et du 17 décembre 1914 pour profiter de la délégation de solde jusqu'à la fin des hostilités (I., n° 769; an., S. de 1915, p. 281). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (I., n° 3241; an., S. de 1917, p. 911); son rapport supplémentaire (I., n° 4632; an., S. de 1918, p. 601). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur la proposition de loi instituant en faveur des magistrats, et pour raison de santé seulement, la position de disponibilité (I., n° 3970; an., S. de 1917, p. 1716). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à accorder aux populations évacuées des avances d'urgence pour la restitution des mobiliers et objets les plus indispensables (I., n° 4561; an., S. de 1918, p. 510). — Son rapport sur l'article 7 du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (I., n° 4772; an., S. de 1918, p. 845). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de compléter la loi du 2 avril 1918, en vue de rendre provisoirement applicable aux dommages résultant des accidents visés par cette loi la procédure de constatation et d'évaluation des dommages de guerre (I., n° 5818; an., S. de 1918, p. 1197). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (I., n° 5021; an., S. de 1918, p. 1681); son rapport supplémentaire (I., n° 5375; an., S. de 1918, p. 1969); son second rapport supplémentaire (I., n° 5446;

an., S. de 1918, p. 2107). — Son rapport sur le projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (I., n° 5946; an., S. de 1919, p. 1116). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (I., n° 6133; an., S. de 1919, p. 1399). — Son rapport sur le projet de loi sur la réparation des dommages occasionnés aux tiers par des accidents survenus dans les établissements de l'État ou dans les établissements industriels privés travaillant pour la défense nationale (I., n° 6226; an., S. de 1919, p. 1680). — Son rapport sur le projet de loi tendant à attribuer au Ministère de l'Intérieur le service des réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (I., n° 6538; an., S. de 1919, p. 2163). — Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les élections : de M. Barabant (Henri), par la 1^{re} circonscription de Dijon [Côte-d'Or] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 20); de M. Armez, par la 1^{re} circonscription de Saint-Brieuc [Côtes-du-Nord] (p. 21); de M. Brunet (Jules-Silvère), par l'arrondissement de Ribérac [Dordogne] (p. 23); de M. Roux-Costadau, par la 1^{re} circonscription de Valence [Drôme] (p. 25); de M. Mignot-Bozérián, par l'arrondissement de Châteaudun [Eure-et-Loir] (p. 26). — Donne lecture, en qualité de *Rapporteur de la Commission des pensions civiles et militaires*, d'un avis de cette Commission sur le projet de loi portant conversion en lois, de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914 (A., S. de 1915, t. unique, p. 101). — Prend part, en cette même qualité, à la discussion d'un projet de loi portant ratification d'un décret relatif aux veuves des officiers et marins des équipages de la flotte (p. 106). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission des pensions*, à la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, du maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre III. Droits des ascendants : *Nouveau texte présenté par la Commission pour le paragraphe 2 de l'article 49*, A., S. de 1918, t. unique, p. 88. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Disposition additionnelle de M. Cadot*, p. 211; *Article nouveau concernant les infirmières militaires, et bénévoles*, p. 214; *Suppression de l'article 57*, p. 232; *Ses observa-*

tions sur l'ensemble de la loi, p. 275); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3201; 3240); de ce projet de loi, modifié à nouveau par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 348 et suiv.). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur*, sur la discussion du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes de la guerre (A. S. de 1918, t. unique, p. 1289). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3041, 3100, 3150, 3160).; A., S. O.

de 1919, t. unique, p. 29, 35, 52, 72, 85, 90 et suiv., 114 et suiv., 144 et suiv., 183 et suiv., 232 et suiv., 303 et suiv.); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1632, 1696). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1751; A., S. de 1918, t. unique, p. 2259; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3674).

EYNAC (M. LAURENT), voir **LAURENT EYNAC (M.)**.

F

FABRE (M. ANTOINE), *Député de la 2^e circonscription de Clermont-Ferrand [Puy-de-Dôme]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. François Arago par la 2^e circonscription de Grasse [Alpes-Maritimes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 136).

FABRY (M. DE), *Directeur général des finances du protectorat marocain*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement chérifien à augmenter le montant de l'emprunt autorisé par la loi du 14 mars 1914 pour exécution de travaux publics et remboursement du passif maghzen (A., S. de 1916, t. unique, p. 229).

FAILLIOT (M.), *Député de la 4^e circonscription du IV^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Président du 2^e Bureau (F. n° 21, J. O. de 1914, p. 5961). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 7, J. O. de 1914, p. 5126; F. n° 21, J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission des programmes électoraux (F. n° 7, J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi tendant à instituer et à garantir la propriété commerciale

et professionnelle (I., n° 881; an., S. de 1915, p. 464). — Sa proposition de loi ayant pour but d'instituer une juridiction arbitrale en matière de marchés à livrer passés avant la guerre (I., n° 1215; an., S. de 1915, p. 934). — Sa proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (I., n° 1834; an., S. de 1916, p. 320). = Son rapport sur le projet de loi ratifiant le décret, en date du 27 septembre 1914, relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (I., n° 533 et annexes; an., S. de 1915, p. 142, 175). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article 8, paragraphe premier de la loi du 1^{er} juillet 1909 sur les dessins et modèles (I., n° 1375; an., S. de 1915, p. 1052). — Son rapport sur la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (I., n° 1917 et annexe; an., S. de 1916, p. 561, 958); son rapport supplémentaire (I., n° 2918; an., S. de 1917, p. 82). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ratifiant le décret, en date du 27 septembre 1914, relatif à l'interdiction des relations d'ordre économique avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (I., n° 3223; an., S. de 1917, p. 813); son rapport supplémentaire (I., n° 5126; an., S. de 1918, p. 1791). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative aux marchés à livrer et autres contrats commerciaux conclus avant la guerre (I., n° 4137; an., S. de 1917, p. 2168). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux sociétés commerciales ayant leur siège en régions envahies (I., n° 4989; an., S. de 1918, p. 1131). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (I., n° 6069; an., S. de 1919, p. 1306). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat,

relatif aux sociétés commerciales ayant leur siège en régions envahies (I., n° 6395; an., S. de 1919, p. 2005). — Ses rapports, au nom du 8^e Bureau, sur les élections : de M. Proust (Paul), par la 1^{re} circonscription de Chambéry [Savoie] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 68); de M. Girard-Madoux par la 2^e circonscription de Chambéry [Savoie] (p. 68). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission du commerce*, à la discussion du projet de loi ratifiant un décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (A., S. de 1915, t. unique, p. 314, 318, 320). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une proposition de loi tendant à la suppression totale des droits de douane sur le papier journal et les pâtes de cellulose (A., S. de 1915, t. unique, p. 620); au cours de la discussion de cette proposition de loi (p. 643 et suiv.). — Son rapport sur une pétition (p. 1732). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion de la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1916; t. unique, p. 1656; *Amendement de M. André Hesse à l'article premier*, p. 1657; *Disposition additionnelle de M. Viollette à cet article*, p. 1671). — Est entendu, comme *Rapporteur*, sur le renvoi, à une séance ultérieure, de la suite de la discussion de la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 1425); prend part à cette discussion (p. 1909). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3472).

FAISANT (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Charolles [Saône-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2708). — Sa proposition de résolution concernant les relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie, spécialement en ce qui concerne l'introduction, sous le cou-

vert des neutres, de marchandises d'origine allemande et austro-hongroise, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1585; an., S. de 1915, p. 1408). — Sa proposition de loi tendant à instituer le service auxiliaire patriotique de défense nationale (I., n° 2835; an., S. de 1916, p. 1854). — Sa proposition de résolution tendant à l'établissement, par les soins du Ministre du Commerce, d'un répertoire en vue de l'organisation d'une exposition nationale destinée à montrer, après la guerre, les efforts de la nation dans l'ordre agricole, commercial, industriel, artistique et militaire (I., n° 3130; an., S. de 1917, p. 389). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit de 3 millions de francs pour venir en aide aux viticulteurs et agriculteurs de diverses communes de l'arrondissement de Charolles [Saône-et-Loire], victimes de la grêle (I., n° 5175; an., S. de 1918, p. 1776). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à charger la Commission des postes et télégraphes d'étudier le fonctionnement de la télégraphie et de la téléphonie militaires (I., n° 1598, an., S. de 1915, p. 1419). — Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. Renard (André), par l'arrondissement de Clamecy [Nièvre] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 52). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son contre-projet*, A., S. de 1917, t. unique, p. 217; *Son amendement concernant les conseils de revision*, p. 220). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée : « La part du combattant » (A., S. de 1918, t. unique, p. 111). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 150).

FAMIN (M. le général de division), *Directeur des troupes coloniales au Ministère de la guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant dérogation à la loi organisant les troupes coloniales et à divers articles de la loi de 1905 sur le recrutement (A., S. de 1915, t. unique, p. 1764); du projet de loi relatif à la convocation devant une commission de réforme, dans les colonies de la

Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, des hommes qui ont été réformés, ajournés, exemptés ou classés dans les services auxiliaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 58); de l'interpellation sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour rendre cette loi efficace et opérante (p. 205); de la proposition de loi étendant aux descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal les dispositions de la loi militaire du 19 octobre 1915 (p. 630); de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder d'urgence un insigne spécial aux militaires réformés pour blessure de guerre ou maladies contractées au service (p. 1571).

FAURE (M. ÉMILE), *Député de la 5^e circonscription de Tours [Indre-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961; F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du de l'Administration générale (A., S. de 1915, t. unique, p. 1575); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442); de la Commission du travail (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3782). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 août 1914 concernant les allocations des mobilisés (I., n° 884; an., S. de 1915, p. 338). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit spécial de 5.000.000 francs pour secours aux agriculteurs d'Indre-et-Loire éprouvés par la grêle et l'ouragan dans la première semaine de juillet 1919 (I., n° 6510; an., S. de 1919, p. 2094). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre IV : voies de recours; *Son amendement additionnel à l'article 22*, A., S. de 1918, t. unique, p. 199; *Son article 24 bis nouveau*, p. 200); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3187); de ce projet de loi modifié à nouveau par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 343, 464). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918; t. unique, p. 261). — Prend

part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Intérieur : *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*, p. 695; Finances : *Paiement des réquisitions*, p. 805; Loi de Finances : *Droit de consommation sur la chicorée et autres succédanés du café*, p. 1162); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 21 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (*Ses amendements*, p. 912, 931, 942); du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1056, 1060). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 1106); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1764). — Explique son vote sur le projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1985). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (*Son contre-projet*, p. 2018; *Sa disposition additionnelle à l'article 5*, p. 2020; *Son article nouveau*, p. 2024); du projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et entreprises industrielles (p. 2393). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2423). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2683); des crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Prime de démobilisation aux combattants*, p. 3357; *Médecins mobilisés dans les communes pour soigner la population civile*, p. 3366); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Facteurs ruraux et facteurs retraités*, p. 3382; *Employés des chemins de fer économiques et départementaux*, p. 3389); du projet de loi concernant la revision des listes électorales (p. 3440, 3456); du projet de loi relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'Etat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 372); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Attribution du vêtement du démobilisé ou de l'indemnité de remplacement*,

p. 1180). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1800). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1878); de cette proposition modifiée par le Sénat (p. 2925 et suiv., 4561); d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2243). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant la solution du conflit minier (p. 2356). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Frais de déplacements relatifs à l'expansion de l'aviation française à l'étranger*, p. 2487); des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Prix des tabacs*, p. 2637); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Rétablissement des communications d'intérieur*, p. 2809). — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations relatives à la démobilisation (p. 2912); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3148, 3228, 3350); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture (p. 3906). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 512).

FAVRE (M. ÉMILE), Voir **ÉMILE-FAVRE**. (M.).

FAYOLLE (M.), *Député de l'arrondissement de Brioude [Haute-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 100). = Membre de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'enseignement (A., S. de 1918, t. unique, p. 126). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1916, un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour venir en

aide aux agriculteurs victimes de la grêle et des orages dans le département de la Haute-Loire (L., n° 2420; an., S. de 1916, p. 1173). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1919, un crédit extraordinaire d'un million de francs pour venir en aide aux cultivateurs du département de la Haute-Loire, victimes des orages de grêle (L., n° 6822; an., S. de 1919, p. 2629). = Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur l'élection de M. Augagneur, par la 3^e circonscription de Lyon [Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 63). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1918, t. unique, p. 1806). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 302). = Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 1193).

FÉRAUD (M.), *Chef du service du personnel militaire de la flotte au Ministère de la Marine*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant création des grades d'aspirant et de mécanicien principal de 3^e classe et relatif à l'admission, pendant la guerre, des enseignes de vaisseau de réserve dans le cadre actif (A., S. de 1918, t. unique, p. 2208); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2476); du projet de loi concernant les crédits provisoire du 2^e semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2518); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils [Revision des soldes militaires] (p. 2994).

FÉRET DU LONGBOIS (M.), *Directeur du mouvement général des fonds*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 224); du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508).

FERNAND-BRUN (M.), *Député de l'arrondissement de Mauriac [Cantal]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de résolution tendant à provoquer un aménagement plus commode et plus pratique des locaux où le public est admis pour consulter les collections du *Journal officiel* (I., n° 3036; an., S. de 1917, p. 260). — Sa proposition de loi tendant à accorder aux propriétaires d'immeubles, qui ont subi des pertes de loyers, termes et délais pour se libérer de leurs dettes envers leurs fournisseurs et entrepreneurs (I., n° 6308; an., S. de 1919, p. 1819). = Son rapport sur le projet de loi autorisant la réquisition de matériaux courants de construction provenant d'immeubles totalement ou partiellement détruits dans les régions atteintes par les faits de guerre (I., n° 4501; an., S. de 1918, p. 448). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la construction, au port de Marseille, d'un nouveau bassin dit « Bassin Mirabeau », ainsi que l'unification des services spéciaux du port gérés par la Chambre de commerce de Marseille et leur extension aux ouvrages de Port-de-Bouc et de l'étang de Berre (I., n° 4502; an., S. de 1918, p. 450); son rapport supplémentaire (I., n° 6021; an., S. de 1919, p. 1216). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 6 avril 1915 sur le rattachement des justices de paix et l'article 24 (§ 2, 2°) de la loi du 12 juillet 1905 sur l'organisation des justices de paix (I., n° 4670; an., S. de 1918, p. 631). = Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi relatifs au récolement et au séquestre de tous les biens austro-allemands (A., S. de 1915, t. unique, p. 504). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de l'exercice des réquisitions militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 9); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 12). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Exonérations et délais : *Ses observations concernant l'article 14 ter*, p. 1033 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat

(A., S. de 1918, t. unique, p. 424); des projets et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Amendement de MM. Jobert et Turmel au paragraphe 2 de l'article 6*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1133; *Amendement de M. Pressemane à l'article 8*, p. 1138 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'attitude et le rôle de certains officiers d'état-major (p. 2533). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2567, 2600, 2619 et suiv.). — Est entendu sur la demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 2654). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la mise en sursis des agriculteurs appartenant aux classes 1888 et 1889 (A., S. de 1917, t. unique, p. 460); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 461); la développe (p. 471 et suiv.); *Son ordre du jour motivé*, p. 472; *le retire pour se rallier à l'ordre du jour de M. Jean Durand*, p. 473). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 718); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3361); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés (A., S. de 1918, t. unique, p. 1244); d'interpellations relatives au ravitaillement de la population civile (p. 2093); d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (p. 2308). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 10; *Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de cette interpellation*, p. 222). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux (p. 179). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi relatif au maintien à titre définitif des travaux publics exécutés pendant la guerre (p. 253); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 452). — Est entendu dans la discussion d'interpellations concernant : le fonctionnement de la démobilisation (p. 614); la crise de la vie chère (p. 628; *son ordre du jour motivé*, p. 646). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion

d'une interpellation, sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1794, 1799). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2178, 2221, 2246). — Son opposition au vote sans débat d'une proposition de loi concernant les locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2353); prend part à la discussion de cette proposition de loi (p. 2434, 2677 et suiv.). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 3274 et suiv.). — Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3290).

FERRY (M. ABEL), *Député de la 2^e circonscription d'Épinal [Vosges], Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de l'armée (A., S. de 1915, t. unique, p. 1575); de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur, M. Malvy (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le contrôle sur toutes les forces nationales mobilisées (I., n° 1789; an., S. de 1916, p. 159). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la coopération des effectifs (I., n° 2775; an., S. de 1916, p. 1782). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les effectifs (I., n° 3396; an., S. de 1917, p. 812). — Sa proposition de résolution concernant l'organisation des travaux de la zone des armées (I., n° 3668; an., S. de 1917, p. 1144). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative au contrôle général du Parlement aux armées (I., n° 3779; an., S. de 1917, p. 1300). — Sa proposition de loi relative à l'avancement des officiers (I., n° 3905; an., S. de 1917, p. 1501). — Son rapport sur la demande de

discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi concernant le contrôle sur toutes les forces nationales mobilisées (I., n° 1799; an., S. de 1916, p. 389). — Son rapport sur le projet de loi relatif au recensement et à la révision de la classe 1918 (I., n° 2615; an., S. de 1916, p. 1559). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (I., n° 3089; an., S. de 1917, p. 332).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères* [Décret du 14 juin 1914] (J. O., p. 5265). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre étrangère (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 29, 305).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État des Affaires étrangères* [Décret du 27 août 1914] (J. O., p. 7722).

En qualité de *Député* : est entendu, comme *Rapporteur*, sur la demande de discussion immédiate de sa proposition de résolution concernant le contrôle de toutes les forces nationales mobilisées (A., S. de 1916, t. unique, p. 278). — Intervient dans la discussion sur la fixation de la date de la discussion de l'interpellation sur la mise en état de défense de la région de Verdun (p. 1194). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'état de la défense de Verdun avant le 21 février 1916 (p. 1218). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la révision de la classe 1918 (p. 2453 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la question des effectifs (p. 2466). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la situation actuelle du corps expéditionnaire en Macédoine (A., S. de 1917, t. unique, p. 106). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 857 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la coopération des effectifs (p. 1238). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations concernant les opérations militaires (p. 1706); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1711). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2627, 2752). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la politique de défense intérieure contre les menées de l'ennemi, sur la politique d'effectifs et sur sa politique de guerre (p. 2947). — Demande à interpellier le Gouvernement sur ses déclarations

(p. 3029); développe cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Intérieur : *Son amendement relatif au relèvement de la natalité*, A., S. de 1918, t. unique, p. 697). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1330; A., S. de 1917, t. unique, p. 130, 633, 2815). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1982; A., S. de 1916, t. unique, p. 633; A., S. de 1917, t. unique, p. 209, 440, 946, 1762, 3355; A., S. de 1918, t. unique, p. 126, 802). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2131).

FIGHIÈRA (M.), *Directeur des affaires commerciales et industrielles.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 730); des crédits provisoires du 2^e semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2518); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2558).

FITTE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Tarbes [Hautes-Pyrénées].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101) = Membre de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1915, t. unique, 1, p. 2).

FLANDIN (M. ERNEST), *Député de l'arrondissement de Pont-l'Évêque [Calvados].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. de 1918, p. 2791); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de loi concernant les réservistes et territoriaux pères de quatre et de six enfants (I., n° 507; an., S. de 1915, p. 16). — Sa proposition de résolution

tendant au rajeunissement des cadres de l'armée (I., n° 3515; an., S. de 1917, p. 911). — Sa proposition de résolution relative à la Presse (I., n° 3639; an., S. de 1917, p. 1126). — Sa proposition de loi tendant à accorder un supplément de pension aux officiers retraités des armées de terre et de mer, ainsi qu'aux veuves des officiers (I., n° 4593; an., S. de 1918, p. 537). = Son rapport sur le projet de loi relatif à la nomination, dans les différents corps de la marine, des élèves de l'École polytechnique titulaires d'un grade d'officier dans l'armée de terre à leur sortie de l'École (I., n° 6801; an., S. de 1919, p. 2612). = Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Connevot, par l'arrondissement d'Aubusson [Creuse] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 21). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux dépenses renouvelables de la Guerre et de la Marine (p. 527). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant les permissions des soldats (A., S. de 1917, t. unique, p. 2246); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3363). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 14 décembre 1917 (p. 3420). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (Discussion générale, p. 3500). — Son opposition à l'inscription sans débats du projet de loi modifiant les limites d'âge de radiation des cadres des officiers de complément (p. 3531). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la constitution d'un fonds commun de contributions indirectes en faveur des communes et à la suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (*Son amendement*, p. 3716). — Est entendu : dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de finances : *Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1156); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1283). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet des compositions données au baccalauréat ès lettres (1^{re} partie), de l'Académie de Paris (p. 2074); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés

et des faillis (A., S. de 1918, t. unique, p. 2446) ; d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2835). — Est entendu sur le renvoi de la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à l'établissement d'un Livre d'or des municipalités françaises (p. 2847). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant le régime de l'alcool (*Son amendement à l'article 7 tendant à élever à 250 francs le prix minimum de l'alcool d'industrie destiné à la consommation de bouche*, p. 2847). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la création d'un Livre d'or des municipalités françaises (p. 2966) ; du projet de loi portant ouverture et annulation des crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Démobilisation des inscrits maritimes*, p. 3288). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 299, 565, 824) ; d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1783). — Son opposition au vote sans débat, de la proposition de résolution concernant les jeux dans les casinos et établissements ouverts au public (p. 1979). — Son rapport sur une pétition (p. 2001). — Prend part à la discussion : des projets de loi concernant les fêtes de la victoire (p. 2716) ; le régime de l'alcool (p. 3506) ; du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, instituant un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 3542) ; du projet de loi relatif à l'achat de jeunes chevaux (p. 3678). — S'excuse de son absence (A., S. de 1913, t. unique, p. 111, 986 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1870). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2, 17, 2724 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 2154, 2449, 3803).

FLANDIN (M. PIERRE-ÉTIENNE), *Député de l'arrondissement d'Avallon [Yonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Secrétaire du 11^e bureau (F., n^o 35 ; J. O. de 1915, p. 5370). — Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des marchés (A., S.

de 1915, t. unique, p. 2026) ; de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707). — Sa proposition de loi tendant : 1^o à apporter, pendant la durée de la guerre, dans l'intérêt public, diverses modifications aux clauses de certains contrats de location d'immeubles ; 2^o à accorder, à certains bailleurs d'immeubles lésés, des indemnités (I., n^o 723 ; an., S. O. de 1915, p. 305). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier et à compléter le Règlement de la Chambre en vue de donner aux grandes Commissions permanentes le droit d'élire annuellement les membres de la Commission du budget (I., n^o 1356 ; an., S. de 1915, p. 1038). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Moteurs « Le Rhône »] (I., n^o 3270 ; an., S. de 1917, p. 628). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Considérations générales sur les marchés de l'Aéronautique] (I., n^o 3271 ; an., S. de 1917, p. 634). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Marchés de moteurs et d'avions] (I., n^o 3417 ; an., S. de 1917, p. 926). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Marchés passés avec la Société des moteurs Gnome-le Rhône et la Société des moteurs Salmson] (I., n^o 4411 ; an., S. de 1918, p. 306). — Son rapport ayant pour objet de compléter le rapport de la précédente législature, repris le 16 juin 1914, sur la proposition de loi de M. Dussaussoy tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans les élections aux conseils municipaux, aux conseils d'arrondissement et aux conseils généraux (I., n^o 5095 ; an., S. de 1918, p. 1783). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond, de la proposition de résolution concernant le suffrage des femmes (I., n^o 7013 ; an., S. de 1919, p. 2940). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Marchés de moteurs Hispano-Suiza] (I., n^o 7070 ; an., S. de 1919, p. 2988). — *Secrétaire d'âge* (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 1). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1915, t. unique, p. 1). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1916, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant une convention relative à des gisements pétrolifères situés dans la province d'Oran (p. 2267). — Prend part à la discussion du projet de loi portant annulation et

ouverture de crédits, par suite de modifications apportées à la composition du Gouvernement (*Amendement relatif au Ministère de l'Agriculture*, A., S. de 1917, t. unique, p. 325). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (*Sa disposition additionnelle à l'article 5*, A., S. de 1918, t. unique, p. 2020). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la perception de sommes destinées à assurer le fonctionnement des services départementaux de main-d'œuvre agricole (p. 2225). — Sa question au Ministre de l'Agriculture au sujet de la perception de sommes dont le versement est imposé aux agriculteurs mobilisés à la terre (p. 2365). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant l'aéronautique militaire*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1439). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1977). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (p. 1985, 2049; *Contre-projet de M. Jean Bon et de M. Louis Andrieux*, p. 2089). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 2664). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission du suffrage universel*, sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution concernant le suffrage des femmes (p. 4378). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation de l'ordre des diverses élections (p. 4577). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 3187; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2753). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 188; A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 3669; A., S. de 1918, t. unique, p. 308).

FLAYELLE (M.), *Député de l'arrondissement de Remiremont [Vosges]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 198); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation fiscale (A., S. de 1914, t. 2, p. 288);

de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 23 de la loi du 31 juillet 1917 établissant un impôt sur diverses catégories de revenus (I., n° 6121; an., S. de 1919, p. 1394). — Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. Cochery (Georges), par l'arrondissement de Pithiviers [Loiret] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 43). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1918, t. unique, p. 924). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1952; A., S. de 1915, t. unique, p. 1414, 1428; A., S. de 1917, t. unique, p. 2654, 2860; A., S. de 1918, t. unique, p. 529; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2187, 2517, 3381. — Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 831).

FLEURET (M.), *Député de l'arrondissement de Melle [Deux-Sèvres]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur les élections : de M. Defontaine (Paul) par la 2^e circonscription d'Avesnes [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 53); de M. Seydoux par la 2^e circonscription de Cambrai [Nord] (p. 53); de M. Goniaux par la 1^{re} circonscription de Douai [Nord] (p. 53). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1917, t. unique, p. 3146. — Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 2593).

FOLLEVILLE (M. DANIEL DE), *Député de la 2^e circonscription de Dieppe [Seine-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 11, J. O. de 1914, p. 5370; F. n° 21, J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Son rapport, au nom du 11^e Bureau, sur l'élection de M. Etienne (Eugène) par la 2^e circonscription d'Oran [Algérie] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 93). — Donne connaissance des conclu-

sions du 11^e Bureau tendant à ce que M. Lagrosillière, Député, non proclamé, de la 2^e circonscription de la Martinique, soit autorisé à siéger provisoirement (p. 97); son rapport sur cette élection (p. 139). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 677, 1372). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1242).

FONTAINE (M. ARTHUR), *Directeur du travail.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 521); du projet de loi portant régularisation des décrets fixant les conditions à remplir par les fonds municipaux et départementaux de chômage pour bénéficier des subventions du fonds national de chômage (A., S. de 1915, t. unique, p. 259); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés (p. 395); du projet de loi, modifié par le Sénat, portant modification des titres III et V du livre premier du Code du travail et de la prévoyance sociale [Salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement] (A., S. de 1915, t. unique, p. 1008); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur les sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit au travail (p. 1879); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1244); du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 1873); des propositions de loi concernant l'emploi des mutilés de la guerre et le placement des réformés de la guerre (p. 2043); du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 36); des propositions de loi concernant le placement et l'emploi des mutilés et réformés de la guerre (p. 184); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur les sociétés anonymes à participation ouvrière (p. 1142); du projet de loi tendant à organiser, pour les femmes, le repos de l'après-midi du samedi dans les industries du vêtement (p. 1262); prend part à cette discussion (p. 1268). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi

concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3479); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 308); du projet et des propositions de loi ayant pour objet de garantir leur travail ou leur emploi aux ouvriers et employés atteints par la mobilisation (p. 2678); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant les bureaux de placement et offices départementaux (*ibid.*); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2841).

FONTAINES (M. DE), *Député de la 1^{re} circonscription de Fontenay-le-Comte [Vendée].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre: de diverses Commissions (F., n^o 85; J. O. de 1914, p. 307); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707). = Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur les élections de M. Porteu (André) par l'arrondissement de Montfort [Ille-et-Vilaine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 33); de M. Robert Surcouf par la 2^e circonscription de Saint-Malo [Ille-et-Vilaine] p. (34) = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 620; A., S. de 1917, t. unique, p. 1060, 1836; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1793). = Obtient des congés, A., S. de 1917, t. unique, p. 1092, 1283; A., S. de 1918, t. unique, p. 333, 898).

FONTANEILLES, *Directeur des chemins de fer.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (A., S. de 1915, t. unique, p. 1879); du projet de loi ayant pour objet l'attribution aux agents des chemins de fer d'allocations complémentaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 2832).

FORGEOT (M.), *Député de la 5^e circonscription de Reims [Marne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 264; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur [M. Malvy] (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'assurer le règlement des réquisitions irrégulières et de suspendre les délais de la loi du 3 juillet 1877 (I., n° 1883; an., S. de 1916, p. 345). — Sa proposition de loi tendant à la suppression absolue de la vente de l'alcool en France pendant la guerre (I., n° 2770; an., S. de 1916, p. 1751). — Sa proposition de résolution tendant à la revision des lois constitutionnelles (I., n° 2815; an., S. de 1916, p. 1809). — Sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 9 mars 1918 relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (I., n° 6384; an., S. de 1919, p. 2001). — Son rapport au nom de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation, pour crime commis dans l'exercice de ses fonctions, un ancien Ministre de l'Intérieur (I., n° 3979 et annexe; an., S. de 1917, p. 1603). — *Secrétaire d'âge* (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 1). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1915, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement à l'article premier* A., S. de 1916, t. unique, p. 1932; *le retire*, p. 1936; *Son amendement à l'article 5*, p. 1974; *Retire un amendement au paragraphe 4 de l'article 6*, p. 2004; *Amendement additionnel de M. Louis Marin à cet article*, p. 2009 et suiv.; *Son amendement au paragraphe 5 de l'article 7*, p. 2045; *Amendement de M. E. Lafont à l'article 10*, p. 2167; *Amendement de M. Louis Marin au paragraphe 2 de cet article*, p. 2172; *Son amendement tendant à la suppression du dernier paragraphe de l'article 10*, p. 2174 et suiv.). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1917, t. unique,

p. 1). — Intervient au cours d'un incident soulevé par M. Lacave La Plagne à propos de l'affaire des carbures (p. 372). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la composition du nouveau Ministère et la politique générale qu'il entend suivre (p. 3054); développe cette interpellation (p. 3060). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3149, 3153). — Est entendu : sur la fixation de la date d'interpellations sur la situation politique générale et militaire (A., S. de 1918, t. unique, p. 1468); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2686). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3078, 3095, 3164); du projet de loi concernant la revision des listes électorales (p. 3456). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 74, 93, 97, 100, 153); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1641, 1656, 1685). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 (*Allocations aux habitants évacués par l'ennemi dans le nord de la France et en Belgique*, p. 2770); d'une proposition de loi relative aux locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2693); de propositions de résolution tendant à la publication des comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4500).

FOUCAUD (M.), *Directeur du service de l'intendance militaire au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi concernant la constitution de fonds destinés à être versés aux militaires mobilisés lors de leur retour dans leurs foyers (A., S. de 1917, t. unique, p. 947); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (p. 1430).

FOUCHER (M.), *Député de l'arrondissement de Chinon [Indre-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. de 1914, t. 2,

p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 44 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur les élections : de M. Laniel (Henri) par l'arrondissement de Lisieux [Calvados] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 14) ; de M. Ernest Flandin par l'arrondissement de Pont-l'Évêque [Calvados] (p. 15) ; de M. Jules Delafosse par l'arrondissement de Vire [Calvados] (p. 15) ; de M. Rigal (Justin) par l'arrondissement d'Aurillac [Cantal] (p. 15) ; de M. Fernand-Brun par l'arrondissement de Mauriac [Cantal] (p. 15). = S'excuse de son absence (A. S. de 1915, t. unique, p. 2002 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 184 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2209). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1419 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2409).

FOUGÈRE (M. HENRY), *Député de l'arrondissement de la Châtre [Indre]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35 ; J. O. de 1915, p. 307 ; F., n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'enseignement (A., S. de 1915, t. unique, p. 27) ; de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803) ; de la Commission centrale de contrôle (p. 2791). = Sa proposition de loi tendant à majorer de 0 fr. 20 la solde des soldats, caporaux et sergents dans la zone des armées (I., n° 1163 ; an., S. de 1915, p. 834). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à ce que les militaires qui ont eu deux frères tués à l'ennemi ou dont la situation de famille est particulièrement intéressante soient affectés aux services de l'arrière (I., n° 2296 ; an., S. de 1916, p. 1031). — Sa proposition de résolution tendant à la mise en sursis des agriculteurs pères de cinq enfants et des agriculteurs appartenant aux classes 1890, 1891 et 1892 (I., n° 3428 ; an., S. de 1917, p. 853). — Sa proposition de résolution, pré-

sentée avec demande de discussion immédiate, tendant : 1° à accorder aux prisonniers rapatriés le rappel de leur prêt ; 2° à autoriser les soldats, caporaux et sous-officiers prisonniers à déléguer à leur famille tout ou partie de leur prêt (I., n° 3451 ; an., S. de 1917, p. 864). — Sa proposition de loi tendant à combattre la dépopulation par la répression des avortements criminels (I., n° 4487 ; an., S. de 1918, p. 437). = Son rapport sur : 1° le projet de loi sur le remembrement de la propriété rurale, ainsi que sur la délimitation, le lotissement et le remembrement des propriétés foncières dans les régions dévastées par le fait de la guerre ; 2° la proposition de loi de M. Paul Ribeyre [Haute-Loire], ayant pour but de faciliter le remembrement de la propriété foncière ; 3° la proposition de loi de MM. Margaine, Louis Marin et Revault, ayant pour objet de faciliter un nouveau lotissement des propriétés non bâties entre les habitants des communes détruites ; 4° la proposition de loi de M. Raoul Briquet et plusieurs de ses collègues, relative aux opérations de réfection du cadastre, de délimitation et de remembrement nécessitées par les faits de la guerre ; 5° la proposition de loi de M. Louis Marin, modifiant la loi du 21 juin 1863 et facilitant les remembrements urbains et ruraux ; 6° la proposition de loi de M. Jules Siegfried, concernant la reconstitution des propriétés foncières entre les habitants des communes ravagées par la guerre (I., n° 3534 ; an., S. de 1917, p. 1268) ; son 1^{er} rapport supplémentaire (I., n° 3954 ; an., S. de 1917, p. 1676) ; son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 3956 ; an., S. de 1917, p. 1677) ; son 3^e rapport supplémentaire (I., n° 5140 ; an., S. de 1918, p. 1765). = Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. André Lefèvre par la 1^{re} circonscription d'Aix [Bouches-du-Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 13). — Son opposition à l'inscription sans débats de la proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (A., S. de 1915, t. unique, p. 956). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [Relèvement de la solde des soldats] (p. 1376). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés de l'armée active et de sa réserve (*Son amendement*, A., S. de 1917, t. unique, p. 750 ; *le retire*, p. 751) ; du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Son amendement*, p. 880 ; *le retire*, *ibid.*). — Demande à interpeller le

Gouvernement sur les réquisitions de blé et de bétail (p. 1176); développe cette interpellation (p. 1292). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif à une allocation supplémentaire aux familles qui ont des soldats prisonniers en Allemagne*, p. 1439; *retrait*, p. 1441; *Sa disposition additionnelle ayant le même but*, p. 1465). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les accidents de chemins de fer qui viennent d'avoir lieu près de Châteauroux et à Meung-sur-Loire (A., S. de 1918, t. unique, p. 2934); développe cette interpellation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1546). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1528).

FOURMENT (M.), *Député de l'arrondissement de Draguignan [Var]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre: de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1915, un crédit extraordinaire de 200.000 francs destiné à venir en aide aux victimes des orages dans les communes du Luc et de Bargemon [Var] (I., n° 1128; an., S. de 1915, p. 806). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention provisoire passée entre le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France (I., n° 6562; an., S. de 1919, p. 2181). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant passé entre le département du Var et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France, pour la modification du régime d'exploitation des voies ferrées d'intérêt local concédées à cette Compagnie dans ledit département (I., n° 6563; an., S. de 1919, p. 2181). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver deux avenants passés entre le département des Alpes-Maritimes et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France, pour la modification des

tarifs du cahier des charges, ainsi que des conditions de construction et d'exploitation du réseau de tramways déclaré d'utilité publique par le décret du 10 février 1906 (I., n° 6564; an., S. de 1919, p. 2252). — Ses rapports, au nom du 5^e Bureau, sur les élections: de M. Mistral par la 2^e circonscription de Grenoble [Isère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 36); de M. Léon Perrier par la 3^e circonscription de Grenoble [Isère] (p. 36). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'approuver les conventions intervenues entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et la Société générale des chemins de fer économiques, la Compagnie de chemins de fer départementaux, la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France, pour l'attribution d'allocations complémentaires aux agents des lignes d'intérêt général concédées à ces trois compagnies (A., S. de 1917, t. unique, p. 2219). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif à une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France (A., S. de 1918, t. unique, p. 1233; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3903, 4037). — Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 1968).

FRANÇOIS-FOURNIER (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Nîmes [Gard]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre: de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la législation civile (A., S. de 1917, t. unique, p. 917); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur [M. Malvy] (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). — Sa proposition de loi tendant à instituer la distinction de l'ordre national du mérite civil (I., n° 1194; an., S. de 1915, p. 853). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, en vue de libérer les classes les plus anciennes de la réserve de

l'armée territoriale (I., n° 3559 ; an., S. de 1917, p. 1005). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier les articles 185 et 186 du Code d'instruction criminelle (I., n° 3920 ; an., S. de 1917, p. 1508). — Sa proposition de loi tendant à autoriser le divorce en cas d'aliénation mentale de l'un des époux (I., n° 6075 ; an., S. de 1919, p. 1310). — Sa proposition de loi tendant à l'érection, à Paris, d'un monument commémoratif de la grande guerre 1914-1918 et de la victoire des alliés (I., n° 5314 ; an., S. de 1918, p. 1862). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à proposer, dans le Congrès de la paix, des mesures de législation internationale en vue d'éviter le retour des conflits armés (I., n° 5315 ; an., S. de 1918, p. 1863). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 mars 1919 instituant une prime de démobilisation (I., n° 5994 ; an., S. de 1919, p. 1199). — Sa proposition de loi tendant à la prorogation des permis de chasse pris en 1914 (I., n° 6614 ; an., S. de 1919, p. 2291). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à interdire, jusqu'à la fin de la cinquième année à compter du jour de la cessation des hostilités, l'abatage des mûriers, à moins d'une autorisation spéciale (I., n° 5264 ; an., S. de 1918, p. 1835). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière Suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (I., n° 7028 ; an., S. de 1919, p. 2958). — Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections : de M. Laurent (Eugène), par l'arrondissement de Cosne [Nièvre] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 52) ; de M. Locquin, par la 1^{re} circonscription de Nevers [Nièvre] (p. 52). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu*, p. 738) ; du projet et des propositions de loi concernant les décrets de naturalisation (A., S. de 1915, t. unique, p. 65, 66, 67) ; du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (p. 119). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son contre-projet*, p. 180 ; *Ses observations : sur l'article 12*, p. 271 ; *sur un article*

additionnel de M. Doizy, A., S. de 1915, t. unique, p. 280). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1915, t. unique, p. 923 et suiv.). — Est entendu : sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 1300) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Ses observations concernant la réquisition des vins*, p. 1902). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la consigne mise en vigueur dans la 13^e région et relative à la fréquentation des débits de boissons par les militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 59) ; développe cette interpellation (p. 153 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 322 et suiv.) ; des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs appartenant aux classes 1888 et 1889 (p. 473) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Services automobiles*, p. 828). — Est entendu dans la discussion : des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1234) ; du projet de loi sur l'organisation du repos du samedi pour les ouvrières du vêtement (p. 1266, 1272). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Ses observations concernant : les agents de police auxiliaires et les secrétaires de conseils de prud'hommes*, p. 1472 ; *les stations hydrominérales et climatiques*, p. 1480 ; *l'ensemble du projet de loi*, p. 1482) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1696). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Juridiction et procédure : *Son amendement à l'article 51*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1662) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 408). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la mise en sursis d'appel des cultivateurs des classes R. A. T. de 1890 à 1895 (A., S. de 1917, t. unique, p. 1872). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1919). — Sa déclaration au nom du parti républicain socialiste

sur l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (A., S. de 1917, t. unique, p. 2026). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2034, 2100). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2042, 2858). — Est entendu dans la discussion : des interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs des vieilles classes ainsi que dans la discussion des propositions de résolution et d'une proposition de loi sur le même objet (p. 2275, 2285, 2330, 2336); des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2351). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2453; *Ses amendements*, p. 2460, 2462, 2470); d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3151). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3525). — Intervient dans la discussion de demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3621, 3633). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3681); du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (p. 3836). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 124, 567, 1268). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à la liaison maritime entre la France et l'Aigérie (p. 162). — Est entendu dans la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 561); d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 600); d'un projet de loi tendant à la saisie, à défaut de la production de l'autorisation réglementaire, des marchandises prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916 (p. 669; *Ses amendements*, p. 670); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de

la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 945). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (*Discussion générale*, A., S. de 1918, t. unique, p. 2002; *Son contre-projet*, p. 2019; *Ses observations*, p. 2024). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur les mesures à prendre pour atténuer la cherté de la vie (p. 2370; *Son ordre du jour motivé*, p. 2376); d'un projet de loi concernant la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et entreprises industrielles (p. 2389); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Remises des percepteurs et traitements des percepteurs stagiaires*, p. 2466). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la libération des vieilles classes (p. 2522); développe cette interpellation (p. 2773). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant le régime de l'alcool (Titre I^{er}. Monopole de l'alcool industriel : *Amendement de M. Bouveri à l'article 6 concernant les grains panifiables*, p. 2702). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la libération des vieilles classes (p. 2934); développe cette interpellation (p. 3003). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 722); du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Crise des transports*, p. 1114); de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1147, 1580, 1732, 1759, 1873, 1883); de cette proposition, modifiée par le Sénat (p. 2891, 2894). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1767); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1780); au cours de la discussion de cette interpellation (p. 1782). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1831); d'interpellations relatives au retard apporté dans le paiement de la prime de démobilisation (p. 2079); du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2149). — Intervient au cours de la discussion de plusieurs inter-

pellations sur la démobilisation (p. 2911 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 2914). — Sa proposition concernant la levée de la séance [Séance du 15 juillet] en signe de glorification de la victoire (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3123). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique générale (p. 3266) ; développe cette interpellation (p. 3266 et suiv. ; *Son ordre du jour motivé*, p. 3277). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3397) ; du projet de loi relatif à la revision des soldes militaires (p. 3430) ; du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3616, 4274) ; du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4560). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 424 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 1255, 1464 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 2508 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957).

FRANKLIN-BOUILLON (M.), *Député de la 2^e circonscription de Corbeil [Seine-et-Oise], Ministre d'État.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission du budget (A., S. de 1915, t. unique, p. 1083) ; de la Commission des affaires extérieures (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130) ; de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de loi concernant les indemnités de résidence aux instituteurs de Seine-et-Oise (I., n° 108 ; an., S. O. de 1914, p. 1862). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant au vote d'une adresse à la Russie à l'occasion de l'offensive victorieuse de ses armées (I., n° 3558 ; an., S. de 1917, p. 1005). = Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à asso-

cier le peuple français et les soldats des armées alliées, le 4 juillet 1918, à la célébration de la fête nationale des États-Unis d'Amérique (I., n° 4796 ; an., S. de 1918, p. 863). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir le désarmement de l'Allemagne (I., n° 5935 ; an., S. de 1919, p. 1113). = Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 183). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'État de la Guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1271) ; d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (p. 1436). — Demande à interpeller le Gouvernement « sur le danger, pour la défense nationale, du retard dans la désignation d'un Ministre des Affaires étrangères » (p. 1484). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*) ; retire cette interpellation (p. 1495). — Est entendu : au cours d'un incident soulevé par M. Accambray à propos de l'exercice du haut commandement (A., S. de 1916, t. unique, p. 539) ; dans la discussion de la proposition de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Contre-projet de M. Briquet*, p. 1550 et suiv.).

Est nommé *Ministre d'État* [Décret du 27 septembre 1917] (J. O., p. 7651).

En qualité de *Député*, présente une motion tendant à ce que la Chambre lève la séance pour recevoir des représentants de la République des États-Unis (A., S. de 1918, t. unique, p. 1314). — En qualité de *Président de la Commission des affaires extérieures*, donne lecture de son rapport sur la proposition de résolution concernant la célébration, en France, de la fête nationale des États-Unis (p. 1648). — En cette même qualité, prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission spéciale chargée d'examiner les documents contenus dans le Livre Jaune concernant l'alliance franco-russe (p. 2230). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations concernant la politique des Alliés en Russie (p. 2940). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicable au 1^{er} trimestre de 1919 (Budget ordinaire des services civils) (*Discussion générale*, p. 3250) ; des crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3328). — Prend part à la discussion

des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1241, 1250, 1280). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Intervention française en Russie*, p. 1452). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1527, 1978); dans la discussion d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1784). — Est entendu : dans la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 3280 et suiv.); sur une motion tendant à l'affichage de son discours (p. 3282). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles, le 28 juin 1919 (p. 3708 et suiv., 3774, 3789, 4101, 4230); de la proposition de résolution tendant à l'ouverture de négociations diplomatiques en vue d'assurer le désarmement de l'Allemagne (p. 4307); de propositions de résolution tendant à la publication des comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4497). — Obtient des congés (A., S. O. de 1916, t. unique, p. 2862; A., S. de 1917, t. unique, p. 13, 422, 854; A., S. de 1918, t. unique, p. 1875, 2641; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2023, 3290).

FREYCINET (M. de), *Sénateur, Ministre d'État*.

Est nommé *Ministre d'État* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7812).

FRINGANT (M.), *Député de l'arrondissement de Toul [Meurthe-et-Moselle]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100) = Membre : de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'agriculture (A., S. de 1917,

t. unique, p. 1586). = Sa proposition de résolution tendant à accorder, de droit, des sursis de paiement de leurs contributions, aux propriétaires dont les revenus sont supprimés par le moratorium des loyers (I., n° 2561; an., S. de 1916, p. 1485). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder des sursis d'appel aux cultivateurs, pères de cinq enfants, renvoyés à l'arrière (I., n° 2562; an., S. de 1916, p. 1485). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le renvoi dans leurs foyers ou la mise en sursis d'appel des agriculteurs faisant partie des classes 1890 ou 1891, ou réservistes territoriaux incorporés dans les G. V. C. (I., n° 3245; an., S. de 1917, p. 445). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à faire libérer, avant tous autres, les hommes R. A. T. des régions qui ont été envahies et de celles qui ont subi des dégâts causés par les combats de première ligne (I., n° 5169; an., S. de 1918, p. 1800). = Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Malavialle, par l'arrondissement de Carcassonne [Aude] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 11). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1318; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1983). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1532; A., S. de 1916, t. unique, p. 2; A., S. de 1917, t. unique, p. 36, 209; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1401).

FROMAGEOT (M.), *Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant ratification des stipulations du traité de paix avec l'Allemagne (p. 3604).

FROUIN (M.), *Directeur de l'exploitation télégraphique*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509).

G

GABORIT (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Meaux [Seine-et-Marne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 41, J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 168); de la Commission du suffrage universel (p. 1459); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Sa proposition de loi tendant à la création d'une caisse nationale d'assurance contre les risques de surestaries (I., n° 2669; an., S. de 1916, p. 1630). — Sa proposition de résolution tendant à attribuer un insigne aux pères et mères de ceux qui sont morts pour la patrie (I., n° 5339; an., S. de 1918, p. 1929). = Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des communes en difficultés avec les compagnies d'éclairage au gaz et sur le cas spécial de la ville de Chelles (A., S. de 1916, t. unique, p. 1692). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1080); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4626). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 439; A., S. O. de 1915, t. unique, p. 250, 773, 880, 904, 937, 1106, 1146, 1294, 1318, 1388, 1678). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 353, 1306, 1691; A., S. de 1917, t. unique, p. 2603; A., S. de 1918, t. unique, p. 2016; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2139, 4197).

GAFFIER (M.), *Député de la 2^e circonscription de Rodez [Aveyron].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 120). = Membre : de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F. n° 244, J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission du ravitaillement (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). = Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi du 31 juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local (I., n° 5914; an., S. de 1919, p. 1101). = Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1915 (*Son amendement relatif à la revision de l'évaluation du revenu de la propriété bâtie*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 860). — Prend part à la discussion des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 (*Son amendement relatif à la réquisition des foins*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2583).

GAILHARD-BANCEL (M. DE), *Député la 1^{re} circonscription de Tournon [Ardèche].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de diverses commissions (F. n° 21, J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de comptabilité (F. n° 11, J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Com-

mission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission du travail (A., S. de 1918, t. unique p. 803); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (p. 803). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer aux cultivateurs le charbon qui leur est indispensable pour le battage des céréales (I., n° 2409; an., S. de 1916, p. 1169). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le paiement des produits réquisitionnés aux cultivateurs (I., n° 2427; an., S. de 1916, p. 1175). — Sa proposition de loi relative à l'avancement des officiers de complément provenant de l'armée active et ayant repris du service pendant la guerre (I., n° 4248; an., S. de 1918, p. 111). = Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Mons par la 1^{re} circonscription de Tulle [Corrèze] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 18). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu; Son amendement concernant la déclaration*, p. 743; *Reprend comme amendement le dernier paragraphe de l'article 19 rédigé primitivement par la Commission*, p. 763; *le retire*, p. 763). — Prend part à la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 337). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 530 et suiv.); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Sa disposition additionnelle à l'article premier*, p. 1156; *la retire*, *ibid.*; *Amendement de M. Paisant à l'article 3*, p. 1177); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1275). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution tendant à assurer, aux cultivateurs, du charbon pour le battage des céréales (p. 1693); du projet de loi portant acceptation définitive de la donation consentie à l'Etat par M. Auguste Rodin (p. 1718). — Intervient dans la discussion des interpellations relatives au ravitaillement (A.,

S. de 1917, t. unique, p. 1212). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3681); du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3811). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales pour les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 298); de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 475, 533); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Travaux publics et transports : *Ses observations concernant le transport des semences de pommes de terre*, p. 765). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 536, 668); d'une proposition de résolution tendant à assurer à la France les réparations qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne (p. 1932). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2112). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2195); d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la durée du travail dans les mines (p. 2478); du projet de loi portant ouverture de crédits en faveur des petits commerçants, artisans démobilisés (p. 3066); d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels (p. 3074); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3143); des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3395); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3644). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 276, 633, 2862; A., S. de 1917, t. unique, p. 508, 1494, 2046; A., S. de 1918, t. unique, p. 548; A., S. O. de 1919; t. unique, p. 2517).

GALLI (M.), *Député de la 1^{re} circonscription du 1^{er} arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur [M. Malvy] (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455). = Sa proposition de loi tendant à attribuer les recettes buralistes et les bureaux de tabac aux militaires blessés en campagne et aux veuves d'officiers ou de soldats morts au service de la patrie (I., n° 636; an., S. de 1915, p. 178). — Sa proposition de loi relative à l'éducation et à l'instruction des orphelins de la guerre assurées aux frais de la nation (I., n° 795; an., S. de 1915, t. p. 295). — Sa proposition de loi relative à la naturalisation de droit des Alsaciens-Lorrains (I., n° 1406; an., S. de 1915 t. p. 1135). — Sa proposition de loi tendant à dispenser de la taxe de paiement, les œuvres des prisonniers de guerre (I., n° 4707; an., S. de 1918, t. p. 650). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'honorer les morts pour la patrie (I., n° 5212; an., S. de 1918, p. 1813). — Sa proposition de résolution tendant à ce qu'aucun impôt nouveau ne soit proposé avant l'évaluation de la dette de l'ennemi vis-à-vis de la France (I., n° 5766; an., S. de 1919, p. 893). — Sa proposition de loi relative à la création d'une direction de l'artillerie d'assaut au Ministère de la Guerre (I., n° 6101; an., S. de 1919, p. 1329). = Son rapport sur la proposition de résolution tendant à la modification des règlements ou usages en vertu desquels la croix de la Légion d'honneur ne peut être conférée à un militaire décédé (I., n° 2628; an., S. de 1916, p. 1567). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'avancement des officiers prisonniers de guerre (I., n° 3070; an., S. de 1917, p. 255). — Son rapport sur le projet de loi concernant les obligations militaires des nationaux des pays alliés résidant en France (I. n° 3670; an., S. de 1917, p. 1144). — Son rapport sur les propositions de résolution: 1° de M. Henri Connevot et plusieurs de ses collègues, concernant la solde des militaires prisonniers de

guerre; 2° de M. Jovelet invitant le Gouvernement à verser aux familles le prêt des soldats prisonniers; 3° de MM. le lieutenant-colonel Girod, Jean Peyret et Pays, tendant à faire payer leur prêt aux militaires prisonniers de guerre; 4° de M. Henry Fougère tendant: 1° à accorder aux prisonniers rapatriés le rappel de leur prêt; 2° à autoriser les soldats, caporaux et sous-officiers prisonniers à déléguer à leur famille tout ou partie de leur prêt (I., n° 3700; an., S. de 1917, p. 1244). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à accorder la croix de guerre à tout combattant blessé (I., n° 3710; an., S. de 1917, p. 815) (1). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour but de permettre la nomination, dans la Légion d'honneur, des officiers proposés avant leur radiation et renvoyés dans leurs foyers comme atteints par la limite d'âge (I., n° 4506; an., S. de 1918, p. 451); son rapport supplémentaire (I., n° 4836; an., S. de 1918, p. 913); son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 5573; an., S. de 1919, p. 111). — Son rapport sur le projet de loi tendant à suspendre l'application de la loi du 16 août 1915 relative aux engagements depuis le 1^{er} août 1914, dans l'armée française, au titre de légion étrangère, des sujets non naturalisés appartenant à des nations en état de guerre avec la France et ses alliés (I., n° 5574; an., S. de 1919, p. 111). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux militaires des armées les conditions suffisantes d'alimentation (I., n° 6347; an., S. de 1919, p. 1942) (1). = Ses rapports, au nom du 11^e Bureau, sur les élections: de M. Gaston Thomson par la 2^e circonscription de Constantine [Algérie] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 92); de M. Lémercy par la 1^{re} circonscription de la Martinique (p. 134). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris le 15 juin 1914 (p. 336, 338). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (*Ses observations sur l'ensemble du budget*, p. 803). — Est entendu sur un projet de résolution concernant l'organisation du contrôle des dépenses prévues par l'article 13 de la loi tendant à ouvrir des crédits exceptionnels pour la Guerre et la Marine (p. 876). — Prend part à la discussion du

(1) Ce document n'a pas été publié

projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux décrets de naturalisation (A., S. de 1915, t. unique, p. 499). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (*Son amendement concernant l'aide aux prisonniers de guerre*, p. 894). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (p. 1485). — Intervient dans la discussion de l'interpellation concernant les déclarations du Gouvernement (p. 1502). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les pièces produites à l'occasion des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite de faits de guerre (p. 1667, 1668); d'un projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1915 de crédits additionnels aux crédits provisoires [Entretien des prisonniers de guerre] (p. 1737, 1739). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la limite d'âge des colonels et des officiers généraux (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 750 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le régime des étrangers en France pendant la guerre et sur les exportations en pays neutres (p. 1268). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation relative à l'interdiction d'envoi de pain aux prisonniers de guerre (p. 1737 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Amendement concernant les subventions aux fédérations départementales s'occupant des prisonniers de guerre*, p. 1788); du projet de loi concernant la dénaturalisation (*Son amendement*, p. 1922; *le retire*, *ibid.*; *Amendement de M. Émile Constant*, p. 1924); d'interpellations sur l'utilisation des effectifs militaires (p. 2035, 2208). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2642); *le retire* (p. 265). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (A., S. de 1917; t. unique, p. 714, 743); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Son amendement*, p. 883; *le retire*, *ibid.*). — Son rapport sur une pétition, (p. 1217). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion en comité secret des interpellations sur les opérations mi-

litaires (A., S. de 1917, t. unique, p. 1741). — Intervient dans la discussion d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et aux mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'œuvre de la justice (p. 2700; *Son ordre du jour motivé*, *ibid.*). — Son addition aux ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 2882). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le rapatriement des prisonniers de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 23); du projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de Français (p. 2518); d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2775); d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2832, 2838; *Son ordre du jour motivé*, p. 2840). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1028). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les retards apportés au paiement de la prime de démobilisation (p. 2034); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2077). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2391); de la proposition de résolution tendant à l'ouverture de négociations diplomatiques en vue d'obtenir le désarmement de l'Allemagne (p. 4318); de propositions de résolution tendant à la publication des comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4504, 4512). — Obtient des congés (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1157, 2517).

GALLIENI (M. le général de division),
Ministre de la Guerre.

Est nommé *Ministre de la Guerre* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813). — Répond à une question sur sa circulaire relative aux recommandations (A., S. de 1915, t. unique, p. 1535). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits applicables aux services de la guerre et de la marine (p. 1588); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Discussion générale*, p. 1718; *Amendement de M. Vaillant*, p. 1726). — Est en-

tendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la distribution des vêtements chauds, du linge et le mode de couchage des soldats (A., S. de 1915, t. unique, p. 1837); au cours de la discussion de cette interpellation (p. 1855); dans la discussion des interpellations : sur les marchés de la guerre (p. 1939, 1940); sur les permissions octroyées aux officiers et soldats du front, sur la circulaire concernant les recommandations et le fonctionnement du service des renseignements aux familles des combattants (p. 1967); sur divers abus de pouvoir de l'autorité militaire de l'intérieur et l'application de l'article 4 de la loi du 17 août 1915 (p. 1975 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur l'exercice des réquisitions militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 12). — Répond à une question sur les attributions des fonctionnaires du corps du contrôle de l'administration de l'armée (p. 131). — Demande l'ajournement de la discussion d'une interpellation concernant la venue de zeppelins sur Paris dans les soirées des 29 et 30 janvier 1916 (p. 147). — Prend part à la discussion des interpellations concernant les circulaires relatives à l'accès des militaires dans les cafés, restaurants et débits de boissons (p. 156 et suiv.). — Son allocution relative à une dépêche de la Chambre des Députés d'Italie (p. 394). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi déterminant les conditions de nomination aux grades de colonel et de général de brigade (p. 396).

GALPIN (M.), *Député de la 2^e circonscription du Mans [Sarthe]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Président du 11^e Bureau (F., n^o 3; J. O. de 1914, p. 496)1. — Président du 6^e Bureau (F., n^o 35; J. O. de 1915, p. 307). — Membre : de la Commission des boissons (F., n^o 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des marchés (p. 2026); de la

Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 303). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de proroger pour une durée de six ans la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre (I., n^o 2013; an., S. de 1916, p. 611). — Son rapport sur l'amendement de M. Ferdinand Bougère au projet de loi ayant pour objet de proroger pour une durée de six ans la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre (I., n^o 2202; an., S. de 1916, p. 883). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet de proroger pour une durée de trois ans la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre (I., n^o 2414; an., S. de 1916, p. 1170). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1915, t. unique, p. 226). — Prend part à la discussion de sa proposition de loi sur les allocations aux familles des mobilisés et les cas de recours devant la Commission supérieure des allocations (A., S. de 1915, t. unique, p. 1476). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (A., S. de 1916, t. unique, p. 347). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la taxation de l'avoine, du seigle, de l'orge, du son et des issues (p. 781). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (A., S. de 1917, t. unique, p. 1016). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (A., S. de 1918, t. unique, p. 1334). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3868). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255; A., S. de 1916, t. unique, p. 746, 1054, 1124, 2252, 2675; A., S. de 1917, t. unique, p. 2694). — Obtient un congé (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 424).

GANAULT (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Laon [Aisne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 1; A., S. de 1916, t. unique, p. 699; A., S. de 1918, t. unique, p. 2040). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1628, 1704; A., S. de 1916, t. unique, p. 2883; A., S. de 1917, t. unique, p. 1532, 2855, 3148, 3669; A., S. de 1918, t. unique, p. 802).

GARAT (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Bayonne [Basses-Pyrénées]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2838). = Sa proposition de loi tendant à punir la provocation à la désertion des soldats des armées alliées (I., n° 3296; an., S. de 1917, p. 642). = Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 30 novembre 1914 suspendant, en ce qui concerne le Ministère de la Marine, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils d'enquête, conseils de discipline et commissions d'enquête (I., n° 614; an., S. O. de 1915, p. 166). = Son rapport, au nom du 11^e Bureau, sur l'élection de M. Simonet par la 1^{re} circonscription d'Épinal [Vosges] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 90). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence d'un projet de loi portant ratification du décret du 30 novembre 1914 suspendant, en ce qui concerne le Ministère de la Marine, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils d'enquête, conseils de discipline et commissions d'enquête (A., S. de 1915, t. unique, p. 204). — Demande à interpeller le Gouverne-

ment sur le torpillage du *Danton* et la guerre sous-marine (A., S. de 1917, t. unique, p. 947); développe cette interpellation (p. 1220 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Son amendement visant l'attribution du 20 0/0 de la taxe de séjour perçue par les stations hydrominérales et climatiques à l'Office national de tourisme*, p. 1476). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation du corps expéditionnaire d'Orient et sur la dernière offensive (p. 1614). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 521). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1294; A., S. de 1916, t. unique, p. 1306; A., S. de 1917, t. unique, p. 2855; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 807).

GARBIT (M.), *Gouverneur des colonies, délégué auprès du Ministre dans les fonctions de Secrétaire général*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509).

GARDEY (M.), *Député de l'arrondissement d'Auch [Gers]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 120). = Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et télégraphes (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur [M. Malvy] (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2717). = Sa proposition de loi tendant à faciliter la constitution du bien de famille insaisissable au profit des mutilés et blessés de la guerre (I., n° 2146; an., S. de 1916, p. 727). — Sa proposition de loi tendant

à l'intensification de la culture des céréales panifiables par une augmentation de l'attribution en nature réservée aux producteurs (I., n° 4891 ; an., S. de 1918, p. 948). — Sa proposition de loi tendant à l'intensification de la culture de l'avoine par une augmentation de l'attribution réservée aux producteurs pour la nourriture des chevaux et mulets affectés à l'exploitation agricole (I., n° 4924 ; an., S. de 1918, p. 957). — Sa proposition de résolution tendant à transformer progressivement les écoles de rééducation professionnelle des mutilés et réformés de la guerre en établissements d'enseignement agricole, commercial ou industriel destinés aux pupilles de la nation (I., n° 5860 ; an., S. de 1919, p. 1013). — Son avis, présenté au nom de la Commission des postes et télégraphes, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet de développer les services de l'Office national du commerce extérieur (I., n° 3195 ; an., S. de 1917, p. 588). — Son second avis sur le même projet de loi (I., n° 3983 ; an., S. de 1917, p. 1729). — Son rapport sur l'amendement de M. Lefas au projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1917, des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917, ayant pour objet l'abrogation de l'article 6 de la loi du 29 novembre 1850 en ce qui concerne les télégrammes ordinaires (I., n° 3198 ; an., S. de 1917, p. 588). — Son avis, présenté au nom de la Commission des postes et télégraphes, sur la proposition de loi ayant pour but de ramener à 0 fr. 10 et à 0 fr. 05 la taxe intérieure sur les cartes postales (I., n° 3711 ; an., S. de 1917, p. 1248). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi sur les frais de justice criminelle (I., n° 6846 ; an., S. de 1919, p. 2653). — Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. Lancien par la 2^e circonscription de Châteaulin [Finistère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 27). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement au 6^e alinéa de l'article 5*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1977 et suiv. ; *le retire*, p. 1988). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 790 et suiv.) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Installation d'un poste de télé-*

graphie sans fil à grande puissance dans la Basse-Loire, A., S. de 1917, t. unique, p. 2531). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique financière (p. 2546). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur les déclarations du Gouvernement et sur sa politique générale (p. 3037). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 293) ; du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Discussion générale*, p. 579) ; du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (*Son amendement*, p. 2172) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3049, 3166 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 71) ; d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 998). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 378 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 350, 1082 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 75, 302 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 481, 2654 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 761). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 633, 774 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1695 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2373).

GASPARIN (M.), Député de la 1^{re} circonscription de la Réunion.

Son élection est validée (A., S. de 1914, t. 2, p. 87). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 11 ; J. O. de 1914, p. 5370) ; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des affaires extérieures (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707). — Sa proposition de loi ayant pour but de modifier le paragraphe 4 de l'article 8 du Code civil visant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France (I., n° 879 ; an., S. O. de 1915, p. 362). — Sa proposition de loi relative à l'extension, en temps de guerre, de la loi du 28 juin 1904 [Sursis à l'exécution de la peine] (I., n° 1237 ; an., S. de 1915, p. 937). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine marchande, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 2 et 8 et à compléter les dispositions transitoires de la loi du 14 juillet 1908, concernant

les pensions de la Caisse des invalides de la marine (I., n° 1806; an., S. de 1916, p. 203). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (A., S. de 1915, t. unique, p. 1769). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 551). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant le cheptel de Madagascar (A., S. de 1917, t. unique, p. 2952). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 582).

GASSOUIN (M. le colonel), *Chef du 4^e Bureau de l'état-major de l'armée*, puis *général*, *Directeur général des transports militaires*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (A., S. de 1915, t. unique, p. 1879); prend part à cette discussion (p. 1906). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de loi concernant un envoi gratuit, par poste, à destination des militaires et marins (p. 1953); de la proposition de résolution tendant à charger la Commission des postes et des télégraphes de présenter à la Chambre des Députés un rapport sur le fonctionnement du service postal militaire en Orient (p. 2023); de la proposition de résolution tendant à charger la Commission des postes et des télégraphes d'étudier le fonctionnement de la télégraphie et de la téléphonie militaires (p. 2025); de la proposition de loi tendant à élargir la loi du 22 juin 1915 relative à l'envoi gratuit de colis aux militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 147); du projet de loi tendant à apporter certaines modifications dans l'exercice des franchises postales concédées aux troupes en campagne (p. 161); de la proposition de résolution tendant à charger la Commission des postes et des télégraphes d'étudier le fonctionnement de la télégraphie et de la téléphonie militaires (p. 568); de l'interpellation de MM. Ceccaldi et Marcel Cachin sur la crise des transports (p. 612); est entendu dans

cette discussion (A., S. de 1916, t. unique, p. 689 et suiv.). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi tendant à accorder à tous les mobilisés la gratuité pour la réexpédition à leur famille ou à leur correspondant, pendant les mois de juin et de novembre, de linge et sous-vêtements par paquets postaux de 1 kilogramme au maximum (p. 1199); de de l'interpellation sur le fonctionnement du Trésor et postes, les colis postaux et la correspondance des soldats des pays envahis (p. 1415); prend part à cette discussion (p. 1468 et suiv.). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de résolution tendant à accorder aux permissionnaires de la zone des armées la faculté de se rendre dans les localités différentes où résident les membres de leur famille (p. 1505); des interpellations relatives à la crise des transports par chemins de fer (p. 2132); de diverses interpellations sur le même sujet (p. 2210); prend part à la discussion de ces interpellations (p. 2313 et suiv.). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : d'une interpellation sur l'affectation des employés des P. T. T. des classes 1902, 1903 et 1904 aux services télégraphiques et postaux des armées (p. 2210); des interpellations concernant la crise des transports et la situation des employés des chemins de fer français (p. 2253); prend part à la discussion de ces interpellations (p. 2313 et suiv., 2322 et suiv.). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de résolution tendant à assurer la gratuité du transport aux permissionnaires exceptionnels (p. 2317); de la proposition de loi relative au transport des engins nécessaires pour les semailles d'automne (p. 2399); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2375); des crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils pour le deuxième trimestre de 1919 (p. 2376); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 2630); de crédits en vue du règlement transactionnel des litiges relatifs à l'exécution des transports militaires sur les grands réseaux de chemins de fer (p. 3323).

GASTON TREIGNIER (M.), *Député de l'arrondissement de Guéret [Creuse]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre: de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de résolution concernant le détachement à la terre des R. A. T. auxiliaires et des pères de familles nombreuses (1) (I., n° 3168; an., S. de 1917, p. 1203). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 85 et 102 du Livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale et concernant l'organisation du marché du travail (I., n° 3518; an., S. de 1917, p. 970). — Sa proposition de résolution tendant à favoriser l'emploi des engrais chimiques (I., n° 3561; an., S. de 1917, p. 1007). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures pour la mise en sursis illimité de certaines catégories d'ouvriers, avant la démobilisation (1) (I., n° 5198; an., S. de 1918, p. 721). — Sa proposition de loi concernant les tombes des soldats morts pour la patrie (I., n° 5349; an., S. de 1918, p. 2069). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à la création de compagnies agricoles scolaires (I., n° 1152; an., S. de 1915, p. 237). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur: 1° le projet de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage; 2° la proposition de loi de M. Mahieu, concernant la taxation des denrées alimentaires de première nécessité; 3° la proposition de loi de M. Mistral et plusieurs de ses collègues, tendant à enrayer l'augmentation du coût de la vie par la fixation de tarifs maxima et par le contrôle de la vente des denrées et produits de première nécessité; 4° la proposition de loi de MM. Aristide Jobert et Turmel, ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement, les préfets et les communes à taxer le prix de tous les objets et denrées de première nécessité (I., n° 1473; an., S. de 1915, p. 1297). — Son rapport sur la proposition de loi relative à la création d'un office national de la main-d'œuvre agricole (I., n° 1935; an., S. de 1916, p. 508). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet de loi, modifié par

le Sénat, sur la taxation de denrées et substances (I., n° 2093; an., S. de 1916, p. 659). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 85 du Livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, concernant les bureaux de placement et offices départementaux (I., n° 3537; an., S. de 1917, p. 983). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur: 1° la proposition de résolution de M. E. Nouhaud tendant à la rééducation professionnelle agricole des blessés et mutilés de la guerre et à l'application des lois sur les habitations à bon marché, la petite propriété et le crédit agricole; 2° la proposition de loi de MM. Queuille, Laurent Eynac et Paul Laffont [Ariège], tendant à donner aux mutilés de la guerre les moyens d'acquérir une propriété rurale; 3° la proposition de loi de M. Bonnevey et plusieurs de ses collègues, tendant: 1° à faciliter l'acquisition d'une maison et d'une petite propriété aux soldats réformés avec pension pour blessures de guerre ou maladies contractées aux armées et aux veuves pensionnées des soldats tués à l'ennemi depuis le 2 août 1914; 2° à faciliter l'acquisition de terres aux fermiers, métayers, ouvriers agricoles ayant fait campagne; 4° la proposition de loi de M. Jules Siegfried tendant à faciliter l'application aux mutilés et blessés pensionnés et aux veuves et enfants pensionnés des militaires tués à l'ennemi ou morts des suites de leurs blessures ou de maladies contractées au cours des hostilités des lois sur les habitations à bon marché, la petite propriété, les petites exploitations rurales et le crédit immobilier; 5° la proposition de loi de M. Abel Gardey tendant à faciliter la constitution du bien de famille insaisissable au profit des mutilés et blessés de la guerre (I., n° 3988; an., S. de 1917, p. 1730). — Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Morin (J.-B.), par l'arrondissement de Sancerre [Cher] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 107). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (A., S. de 1915, t. unique, p. 970); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (*Amendement de M. Victor Boret*, p. 1179 et suiv.; *Son amendement à l'article additionnel de M. Long*, p. 1186; *le retire*, *ibid.*); d'une proposition de résolution concernant le

(1) Ce document n'a pas été publié.

battage des grains (A., S. de 1915, t. unique, p. 1214). — Est entendu, comme *Vice-Président de la Commission de l'armée*, dans la discussion d'un projet de loi concernant les emplois civils à réserver aux militaires et marins mutilés de la guerre (p. 1592, 1593). — En qualité de *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*, donne lecture d'un avis sur le projet de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1630); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 1696, 1771). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (A., S. de 1916, t. unique, p. 340); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 579 et suiv.; *Amendement de M. Compère-Morel à l'article premier*, p. 737). — Donne lecture de l'avis de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la taxation des denrées et substances (p. 999). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur la taxation des beurres et fromages (p. 1007); des interpellations relatives aux sursis et permissions concernant la main-d'œuvre agricole (p. 1682); de la proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (p. 1836); d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (*Discussion générale*, p. 2148). — Son addition à l'ordre du jour motivé de M. Cachin déposé à la suite de la discussion des interpellations sur la crise des transports (p. 2346). — Intervient dans la discussion d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2438 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions pour les travaux de labours et d'ensemencements (A., S. de 1917, t. unique, p. 69 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date et au cours de la discussion des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 460, 468); son addition à l'ordre du jour motivé présenté par M. Pacaud à la suite de la discussion de ces interpellations (p. 472); son addition à l'ordre du jour motivé de M. Jean Durand (p. 475). — Prend part à la discussion des : interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2630); les déclara-

tions du Gouvernement et sa politique générale (A., S. de 1917, t. unique, p. 3037); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (p. 3106); d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (*Ses amendements*, A., S. de 1918, t. unique, p. 298); de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 535, 558); d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 740); d'une interpellation sur la réquisition du bétail dans les campagnes (p. 1308); d'une interpellation sur la division de la France en régions économiques (p. 2580); d'interpellations sur le renvoi des vieilles classes (p. 2770); d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3016); d'une interpellation sur les mesures à prendre pour assurer, dans toute l'industrie nationale, le passage de l'état de guerre à l'état de paix (p. 3126); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Mutations des ouvriers des anciennes usines de guerre*, p. 3284); d'interpellations relatives à la démobilisation des usines (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 809); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Attribution du vêtement du démobilisé ou de l'indemnité de remplacement*, p. 1179; *Indemnité d'habillement aux militaires détachés à la terre*, p. 1184); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1764). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1768). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations concernant certains accidents de chemins de fer et l'aggravation de la crise des transports (p. 2018). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2203). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 760, 1419; A., S. de 1916, t. unique, p. 438). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302; A., S. de 1917, t. unique, p. 338, 508, 633, 854, 1173; A., S. de 1918, t. unique, p. 54, 1875; A., S.

concessions
à l'Exercice
Tzeignier

O. de 1919, t. unique, p. 2267). = Donne sa démission de Député (p. 3595).

GAUDIN (M. le Général), *Directeur des poudres et salpêtres au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant : 1° à ouvrir au Ministre de la Guerre des crédits sur les Exercices 1913 et 1914 ; 2° à autoriser le Ministre de la Marine à engager des dépenses non renouvelables ; 3° à déterminer les règles financières applicables à ces dépenses (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508) ; du Budget de l'Exercice 1914 (*ibid.*).

GAUTHIER (M.), *Sénateur, Ministre de Marine.*

Est nommé *Ministre de la Marine* [Décret du 13 juin 1914] (J. O., p. 5234).

GAUTHIER (M. PAUL-JOSEPH-EDMOND), *Sous-Directeur d'Amérique au Ministère des Affaires étrangères.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (A., S. de 1918, t. unique, p. 444) ; prend part à cette discussion (p. 589).

GELMET (M.), *Chef du cabinet du Ministre des Colonies.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509).

GÉO-GÉRALD (M.), *Député de la 2^e circonscription d'Angoulême [Charente].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition

de résolution concernant la cérémonie de la rentrée dans Paris des troupes victorieuses (1) (I., n° 5303 ; an., S. de 1918, p. 1272). — Sa proposition de résolution concernant les cheminots (1) (I., n° 5323 ; an., S. de 1918, p. 382). — Sa proposition de loi relative aux créances hypothécaires sur les biens ruraux (I., n° 5838 ; an., S. de 1919, p. 954). — Sa proposition de loi portant établissement d'un impôt de liquidation de la guerre, réalisé au moyen d'avances remboursables par le Trésor (I., n° 5891 ; an., S. de 1919, p. 2062). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à étudier les moyens de réaliser un contrôle interallié dans l'exécution des conditions militaires, économiques, financières et autres imposées à l'Allemagne par le traité de paix (I., n° 6066 ; an., S. de 1919, p. 1305). — Sa proposition de loi tendant à l'organisation financière des services diplomatiques et à la création d'attachés financiers auprès des ambassades (I., n° 6135 ; an., S. de 1919, t. 1401). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à récompenser le personnel des chemins de fer et, en particulier, les cheminots de leur conduite au cours des hostilités (I., n° 6419 ; an., S. de 1919, p. 2019). — Sa proposition de loi tendant à établir une taxe sur les places susceptibles d'être offertes au public à l'occasion de la rentrée triomphale des troupes dans la capitale (I., n° 6420 ; an., S. de 1919, p. 2020). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à soumettre à la Chambre un projet de loi visant la création d'un organisme de liaison interministériel relatif aux questions économiques (I., n° 6456 ; an., S. de 1919, p. 2060). — Sa proposition de loi tendant à l'unification des droits de timbre (I., n° 6680 ; an., S. de 1919, p. 2353). — Sa proposition de résolution tendant à l'envoi d'une délégation à la cérémonie du monument commémoratif de l'intervention américaine (I., n° 6735 ; an., S. de 1919, p. 2514). — Sa proposition de loi tendant à créer auprès du Président du Conseil des Ministres un Commissariat général de l'expansion française à l'étranger (I., n° 6947 ; an., S. de 1919, p. 2882). = Son avis, au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, sur le projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internatio-

(1) Ce document n'a pas été publié.

nale de San-Francisco (I., n° 243 ; an., S. O. de 1914, p. 1946). — Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Cornudet, par la 1^{re} circonscription de Pontoise [Seine-et-Oise] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 81) ; de M. Amiard, par la 2^e circonscription de Pontoise [Seine-et-Oise] (p. 82) ; de M. André Thome, par l'arrondissement de Rambouillet [Seine-et-Oise] (p. 82). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de 1914, modifié par le Sénat (Postes et Télégraphes : *Répartition des indemnités complémentaires du traitement accordées aux fonctionnaires des différentes administrations de l'État*, p. 547). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les principes directeurs de sa politique des transports maritimes et terrestres (A., S. de 1918, t. unique, p. 900) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1969) ; d'une interpellation sur la division de la France en régions économiques (p. 2580) ; d'interpellations relatives : à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 213) ; au fonctionnement de la démobilisation (p. 618 ; *Son addition à l'ordre du jour motivé par M. Pacaud*, p. 621) ; du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Enseignement primaire supérieur*, p. 1107) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Écrivains de la marine*, p. 1193) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1948). — Est entendu : dans la discussion des crédits provisoires du deuxième semestre 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 2523 ; *Réquisitions*, p. 2584) ; sur la fixation de la date de la nomination de la Commission de la paix (p. 2537). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Agriculture et Ravitaillement : *Discussion générale*, p. 2608) ; du projet de loi concernant les fêtes de la victoire (p. 2713 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la démobilisation des mobilisés venus de l'Amérique latine (p. 2867) ; développe cette interpellation (p. 2908). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi

relatives à l'utilisation de l'énergie hydraulique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3034). — Adresse au Ministre du Commerce une question relative aux dossiers commerciaux constitués pendant la guerre (p. 3074, 3075). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3166) ; des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4154 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 701 ; A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 922 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 2). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 6 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1649).

GÉRARD (M. le baron), *Député de l'arrondissement de Bayeux [Calvados]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Lasies par la 2^e circonscription du VI^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 70). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 636 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1599). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 461 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 2654, 2946).

GERMAIN PÉRIER (M.), *Député de la 1^{re} circonscription d'Autun [Saône-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; de la Commission de comptabilité (F., n° 11 ; J. O. de 1914, p. 5376) ; de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Son rapport, au nom du 11^e Bureau, sur l'élection de M. Flandin par l'arrondissement d'Avallon [Yonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 92). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution complétant l'article 135 du Règlement de la Chambre [Répartition des places dans la salle des séances] (*Discussion générale*,

p. 266; *Son amendement*, p. 272). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1514).

GHEQUIÈRE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Lille [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Guerre : *Secours aux familles de militaires décédés à la suite d'accidents*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 539); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (Guerre : *Réparations pécuniaires des dommages causés aux familles par suite du décès de leurs enfants morts des suites des épidémies et autres maladies*, p. 835). = Obtient un congé (A., S. de 1915, t. unique, p. 484) = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2439).

GIACOBBI (M.), *Député de l'arrondissement de Corte [Corse]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 100 millions pour permettre aux municipalités soit de constituer aux employés municipaux des indemnités de vie chère, soit d'augmenter ces indemnités (I., n° 4986; an., S. de 1918, p. 1128). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 699). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 929, 2482; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1631, 1854).

GILBERT LAURENT (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Roanne [Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de diverses Commis-

sions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (p. 289); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). = Sa proposition de loi tendant à faire accorder des indemnités et des exonérations d'impôts aux petits propriétaires privés de leurs revenus locatifs pendant les hostilités (I., n° 6589; an., S. de 1919, p. 2268). = Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour objet de faciliter les donations au profit des œuvres d'assistance publique ou privée et de celles ayant plus spécialement pour objet le développement de la natalité, la protection de l'enfance et des orphelins de la guerre (I., n° 5620 rectifié; an., S. de 1919, p. 302). = Ses rapports. au nom du 1^{er} Bureau, sur les élections : de M. Champetier par la 2^e circonscription de Privas [Ardèche] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 106); de M. Doizy par la 1^{re} circonscription de Mézières [Ardennes] (p. 106). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie [Brevets d'invention] (A., S. de 1915, t. unique, p. 363). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'Etat à la Guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1285). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 204; *Sa disposition additionnelle à l'article 2*, p. 270; *Son amendement à l'article 10*, p. 292). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Ses observations relatives à la construction de l'arsenal de Roanne*, A., S. de 1917, t. unique, p. 846); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 963). — Son rapport sur une pétition (p. 1344). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'une interpellation concernant un militaire ayant pu exercer impunément et illégalement les fonctions de médecin militaire (A., S. de 1918, t. unique, p. 246). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès surv-

nus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. de 1918, t. unique, p. 3192); de ce projet de loi, modifié une 2^e fois par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 458, 886); d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 583); des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 984); d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1567); de la proposition de loi relative à la réforme de la législation électorale (p. 1759). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Instruction publique, *Discussion générale*, p. 2731). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 591; A., S. de 1917, t. unique, p. 2449; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3290).

GINOUX-DEFERMON (M.), *Député de l'arrondissement de Châteaubriant [Loire-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). — Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. de Chappedelaine par la 2^e circonscription de Dinan [Côtes-du-Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 20). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 534, 1388; A., S. de 1916, t. unique, p. 1306).

GIORDAN (M.), *Député de l'arrondissement de Sartène [Corse]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 224). — Membre des Commissions : d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); des pensions (A., S. de 1915, t. unique, p. 1575). — Son rapport sur la proposition de loi relative à la résiliation des contrats d'assurances dont les titulaires sont morts à l'ennemi ou décédés à la suite de blessures ou maladies contractées en service (I., n° 1728; ann., S. de 1916, p. 68). — Son rapport sur la

proposition de loi relative à la réglementation des contrats d'assurance-vie dont les titulaires sont morts à l'ennemi ou morts ou mutilés à la suite de blessures de guerre, ou décédés sous les drapeaux par suite de maladie ou d'accident, ainsi qu'au paiement des primes dues par les mobilisés à la fin des moratoires (I., n° 2009; an., S. de 1916, p. 870); son rapport supplémentaire (I., n° 5382; an., S. de 1918, p. 2051); son second rapport supplémentaire (I., n° 5906; an., S. de 1919, p. 1089). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, relative à la résiliation des contrats d'assurances dont les titulaires sont morts à l'ennemi ou décédés à la suite de blessures ou maladies contractées en service (I., n° 2334; an., S. de 1916, p. 1084). — Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Modeste Leroy par la 2^e circonscription d'Evreux [Eure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 25). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à une meilleure utilisation des effectifs militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 2029 et suiv.).

GIRARD (M. AUGUSTE), *Député de la 2^e circonscription d'Aix Bouches-du-Rhône*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de résolution concernant l'aménagement de l'étang de Berre en vue de son accès à la navigation maritime (I., n° 2232; an., S. de 1916, p. 912). — Sa proposition de résolution ayant pour but le rétablissement du bénéfice de la loi du 5 août 1914 sur les allocations aux familles des militaires condamnés (I., n° 4354; an., S. de 1918, p. 233). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit de 200.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs d'Arles et d'Istres (Bouches-du-Rhône), victimes d'une invasion de sauterelles (I., n° 6526; an., S. de 1919, p. 2131). — Sa proposition de loi, présentée

avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder la gratuité de voyage aux familles des soldats morts pour la patrie (I., n° 6893 ; an., S. de 1919, p. 2708). — Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Godart (Justin) par la 1^{re} circonscription de Lyon [Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 63). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1915, t. unique, p. 918). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de finances : *Son amendement concernant l'impôt sur le revenu*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1119). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1373). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 394 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1926, 3611 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 222, 1039, 1442, 1647, 3105 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2677, 4651).

GIRARD-MADOUX (M.), *Député de la 2^e circonscription de Chambéry [Savoie]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682) ; de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459). — Sa proposition de loi portant ouverture au Ministre de l'Agriculture d'un crédit additionnel de 1.000.000 de francs pour venir en aide aux victimes de la grêle et des orages dans l'arrondissement de Chambéry [Savoie] (I., n° 2459 ; an., S. de 1916, p. 1325). — Sa proposition de loi tendant à étendre, rétroactivement, l'application de l'article 41 de la loi du 27 juin 1904 aux successions des pupilles de l'Assistance publique majeurs, décédés *ab intestat* et sans héritiers dès le 2 août 1914 (I., n° 4379 ; an., S. de 1918, p. 271). — Sa proposition de résolution tendant à ouvrir un crédit de 1.000.000 de francs pour venir en aide aux agriculteurs de l'arrondissement de Chambéry (Savoie) victimes de la grêle (I., n° 6498) ; an., S. de 1919, p. 2087). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, sur le recel (J., n° 909 ; an., S. O. de

1915, p. 408). — Son rapport sur : 1° le projet de loi relatif à la répression des infractions aux dispositions réglementaires portant prohibition de sortie ou de réexportation en suite d'entrepôt, de transit, de transbordement ou d'admission temporaire de certains produits ou objets ; 2° la proposition de loi tendant à réprimer l'exportation frauduleuse de produits ou objets dont la sortie a été prohibée, comme contraire aux intérêts de la défense nationale (I., n° 1129 ; an., S. de 1915, p. 806). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond : 1° de la proposition de loi de MM. André Paisant et Lugol, tendant à réprimer le trafic de la monnaie de cuivre, de nickel et de billon ; 2° de la proposition de loi de M. Camille Picard, tendant à renforcer la législation actuelle pour réprimer le commerce et l'accaparement des espèces et monnaies nationales (I., n° 1493 ; an., S. de 1915, p. 1333). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de MM. Pierre Rameil et André Hesse, tendant à encourager les engagements volontaires des condamnés à l'emprisonnement ; 2° la proposition de loi de M. Lagrosillière tendant à organiser l'emploi de la main-d'œuvre pénale pour des travaux concernant la défense nationale ; 3° la proposition de résolution de M. Frédéric Brunet (Seine), ayant pour objet de faire affecter les prisonniers de droit commun aux travaux de défense de première ligne (I., n° 3039 et 3039 rectifié ; an., S. de 1917, p. 165, 219). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article 3, § 2, de la loi du 5 août 1899 relative au casier judiciaire et à la réhabilitation de droit, modifiée par la loi du 11 juillet 1900 (I., n° 4743 ; an., S. de 1918, p. 1192). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à ajouter un paragraphe à l'article 1558 du Code civil (I., n° 4744 ; an., S. de 1918, p. 1193). — Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. Le Bail (Georges) par la 1^{re} circonscription de Quimper [Finistère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 108). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1915, t. unique, p. 935, 1386). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Ses observations concernant la taxation des eaux minérales*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1350). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1510, 1511, 2273). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'attribution, aux agents des chemins de fer,

d'allocations complémentaires (A., S. de 1929, t. unique, p. 2846). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 116); du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les pères de familles nombreuses et certains veufs*, p. 287; *le retire*, p. 289). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1853, 2593, 2877; A., S. de 1917, t. unique, p. 2654, 2917; A., S. de 1918, t. unique, p. 880, 1254, 1779; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2267). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2110; A., S. de 1917, t. unique, p. 562, 1796; A., S. de 1918, t. unique, p. 2790).

GIRAUD (M. le Colonel), *Chef du 4^e bureau de l'état-major de l'armée.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2., p. 508); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (A., S. de 1915, t. unique, p. 1704); de la proposition de loi tendant à permettre la titularisation dans l'armée active, avec leur grade, des anciens élèves de l'École centrale et de l'École des mines, officiers de réserve (p. 1879); du projet de loi concernant les officiers d'administration des services d'état-major, d'intendance et de santé (p. 2025); de la proposition de loi relative au séjour dans les états-majors (A., S. de 1916, t. unique, p. 98); de la proposition de résolution concernant la réglementation des permissions dans la zone des armées (*ibid.*); de la proposition de résolution concernant l'application de la loi du 17 août 1915 (p. 147); de la proposition de résolution sur le remplacement des professionnels (tailleurs, cordonniers, selliers) présents dans les dépôts par des R. A. T. de même spécialité (p. 161); du projet de loi complétant, en ce qui concerne les omis, les dispositifs de la loi du 21 mars 1905 (p. 166); de la proposition de loi déterminant les conditions de nomination aux grades de colonel et de général de brigade (p. 313); du projet de loi tendant à modifier, pendant la durée de la guerre, les articles 43 et 57 de la loi du 13 mars 1875 relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de

l'armée territoriale (A., S. de 1916, t. unique, p. 322); de la proposition de loi tendant à la meilleure utilisation, pour la défense nationale, des exclus et des hommes des groupes spéciaux (p. 372); de la proposition de loi tendant à une meilleure utilisation des hommes mobilisés (p. 438); de la proposition de loi tendant à faire passer dans les plus anciennes classes de la réserve de l'armée territoriale, en tenant compte du nombre des enfants, les pères de famille appartenant aux services auxiliaires (p. 475); de la proposition de résolution tendant à la mise en sursis d'appel, pendant la durée de la fenaison et de la moisson, des réservistes de l'armée territoriale du service auxiliaire qui exercent des professions agricoles (p. 1184); prend part à cette discussion (p. 1233 et suiv.) — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de résolution tendant à retarder jusqu'au 14 août l'incorporation des exemptés et ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916, 1917 pris « bons » par les derniers conseils de revision (p. 1284); de la proposition de loi tendant à libérer les pères de famille qui ont un fils incorporé (*ibid.*); d'une proposition de résolution tendant à la création d'une publication bimensuelle dans laquelle seront insérées toutes les demandes de permutation des hommes de l'armée auxiliaire (p. 1298); de la proposition de résolution tendant à organiser la relève générale de tous les hommes de la classe 1889 appartenant aux services des gardes des voies de communication stationnés dans la zone des armées (*ibid.*); des projets et propositions de loi ci-après : 1° du projet de loi relatif à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupe et des officiers combattants dans une arme autre que leur arme d'origine; 2° du projet de loi tendant à modifier l'article premier du décret du 12 novembre 1914 relatif à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active, ratifié par la loi du 30 mars 1915; 2° de la proposition de loi de M. Ceccaldi et plusieurs de ses collègues, tendant à renforcer les cadres de l'armée et à utiliser dans les unités combattantes tous les officiers et hommes affectés à des services sédentaires; 4° de la proposition de loi de MM. J. Noulens et Abel Gardey, tendant à assurer le renforcement des cadres des unités combattantes par une meilleure utilisation des officiers des services; 5° de la proposition de loi de MM. Arthur Levasseur, Paul Aubriot et

Jules Cabrol, tendant à restituer à leur arme d'origine les officiers des armes combattantes versés dans les services administratifs et à remplacer par des « officiers auxiliaires » les officiers aptes à faire campagne actuellement immobilisés dans les services sédentaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 1377); de la proposition de résolution tendant à diminuer le nombre des officiers en service dans la zone de l'intérieur (p. 1377); de la proposition de résolution tendant à ce que des permissions agricoles soient accordées aux troupes d'étapes et aux formations non combattantes de la zone des armées (p. 1415); des propositions de résolution concernant l'affectation des militaires ayant eu deux fils ou deux frères tués à l'ennemi (p. 1505); de la proposition de résolution ayant pour objet la mise en sursis d'appel des magistrats de l'ordre judiciaire mobilisés, appartenant au service auxiliaire (p. 1528); de la proposition de résolution ayant pour objet de retarder jusqu'au 1^{er} septembre, dans l'intérêt de l'agriculture, l'appel sous les drapeaux des exemptés et ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916 et 1917 déclarés aptes au service par les conseils de revision (p. 1571); de la proposition de résolution tendant à accorder d'office un sursis d'arrivée d'un mois aux exemptés et ajournés des classes 1913 à 1917, agriculteurs ou viticulteurs, ou exerçant des professions connexes à l'agriculture et à la viticulture, qui ont été déclarés bons par les conseils de revision de mai et de juin dernier (p. 1613); de la proposition de résolution concernant l'ainé des familles d'au moins six enfants mineurs dont le père est mort ou incapable de venir en aide aux siens (p. 1701); de l'interpellation relative aux soldats et gradés, aptes au service armé, occupant des fonctions administratives ou autres dans les services d'arrière des armées (p. 1702); de l'interpellation concernant la visite collective de certaines catégories d'auxiliaires (p. 1708); de l'interpellation sur la nécessité d'une meilleure utilisation de nos effectifs militaires (p. 1752); de la proposition de résolution tendant au renvoi dans leurs foyers des hommes de la classe 1889 (p. 1873); de la proposition de résolution relative aux permissions à accorder pour les travaux de labours et d'ensemencements (p. 1932); du projet de loi ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 24 avril 1916, relative à la nomination, au grade de sous-lieutenant, des candidats admis aux Écoles : Polytechnique,

Spéciale militaire, Nationale supérieure des mines, Nationale des ponts et chaussées, Centrale des arts et manufactures, Nationale des mines de Saint-Étienne, et des candidats admissibles en 1914 à l'École polytechnique (A., S. de 1916, t. unique, p. 2042); de la proposition de résolution ayant pour objet d'assurer, pendant la guerre, l'existence et le développement économique et agricole de la nation (p. 2042); de la proposition de résolution concernant l'affectation du dernier survivant des familles qui comptent deux frères tués sous les drapeaux (p. 2132); de la proposition de loi ayant pour objet l'emploi, exclusivement dans la zone de l'intérieur et dans les usines travaillant pour la guerre, des hommes des classes 1887, 1888, 1889 et 1890 (*ibid.*); de la proposition de résolution concernant les hommes des classes 1887 et 1888 qui sont encore présents sous les drapeaux (*ibid.*); de la proposition de résolution relative aux chimistes militaires (p. 2156); du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918 (p. 2252); de la proposition de loi relative à la création d'un cadre d'ingénieurs chimistes militaires (*ibid.*); de la proposition de résolution concernant l'affectation des hommes des classes 1888 et 1889 (*ibid.*); du projet et de la proposition de loi concernant le recrutement des officiers d'administration du cadre actif des services de l'intendance et de santé (p. 2863); de la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers, caporaux et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (A., S. de 1917, t. unique, p. 184); du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*ibid.*); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 692); de la proposition de loi tendant à compléter la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement en faveur des veufs pères de famille (p. 1614); du budget ordinaire des services civils [Transports maritimes et marine marchande] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2518).

GIRAY (M.), Député de la 2^e circonscription de la Tour-du-Pin [Isère].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 397); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission

des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des marchés de la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 1586). = Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à augmenter la solde journalière des militaires du corps expéditionnaire de Salonique et du Maroc (I., n° 1988; an., S. de 1916, p. 583). — Sa proposition de loi d'amnistie militaire, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 2828; an., S. de 1916, p. 1822). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, un crédit extraordinaire de 500.000 francs, pour venir en aide aux agriculteurs de l'arrondissement de la Tour-du-Pin [Isère], victimes de la grêle (I., n° 3655; an., S. de 1917, p. 1136). — Sa proposition de loi tendant à charger l'État du monopole de la vente du papier à cigarettes (I., n° 4009; an., S. de 1917, p. 1777). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1918, un crédit extraordinaire de 100.000 francs, pour venir en aide aux agriculteurs de l'arrondissement de la Tour-du-Pin [Isère], victimes de la grêle (I., n° 4886; an., S. de 1918, p. 947). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 1 million de francs, en vue d'accorder des secours aux victimes de la grêle dans le département de l'Isère (I., n° 6812; an., S. de 1919, p. 2622). = Son rapport sur le marché passé par l'intendance de Lyon avec M^{me} Helena Oddon (I., n° 6301; an., S. de 1919, p. 1810). — Son rapport sur le marché, pour la fourniture de chaussures, passé par l'intendance de la 10^e région avec M. Goossens (I., n° 6356; an., S. de 1919, p. 1960). = Demande à interpellier le Gouvernement au sujet des hommes du service des automobiles des classes 1888, maintenus sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 1176); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1798); la développe (p. 2273; *Son ordre du jour motivé*, p. 2274, 2339). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de terre (p. 2227). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'échelle des salaires payés aux ouvriers dans les ateliers ou usines travaillant pour la défense nationale (p. 2410). — Prend part à la discussion de propositions de loi sur l'amnistie militaire (p. 2658). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à

modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre III. Droit des ascendants: *Son amendement au dernier paragraphe de l'article 18*, A., S. de 1918, t. unique, p. 63). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 77). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour intensifier la production de la chaussure nationale (p. 325); est entendu sur la mise à l'ordre du jour de cette interpellation (p. 502); la développe (p. 512; *Son ordre du jour motivé*, p. 526). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Finances: *Son amendement concernant l'achat du tabac en feuilles*, p. 681). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le ravitaillement en farines du département de l'Isère (p. 1269). — Prend part à la discussion: d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1337); d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2498); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3414). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la démobilisation de l'armée territoriale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 8); parle sur la fixation de la date de la discussion (p. 21); développe cette interpellation (p. 210). — Prend part à la discussion: des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Fixation des prix des tabacs indigènes*, p. 1376); d'interpellations relatives à l'aggravation de la crise des transports (p. 2009); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 (*Son amendement concernant la fabrication de la chaussure nationale*, p. 2574); des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant la fabrication de la chaussure nationale*, p. 2632; *Prix des tabacs*, p. 2637). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer rapidement la démobilisation (p. 2651); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2652); développe cette interpellation (p. 2903). — Prend part à la discussion: du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Service des tabacs*, p. 2789 et suiv.); des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919

(A., S. de 1919, t. unique, p. 3396). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la vie chère, la hausse constante des prix des machines et outils agricoles, des vêtements et de la chaussure (p. 3604).

GIROD (M. ADOLPHE), *Député de l'arrondissement de Pontarlier [Doubs], Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi concernant la répression des infractions douanières (I., n° 40; an., S. O. de 1914, p. 1833). — Sa proposition de loi tendant à la création d'un insigne dit « insigne des blessés de guerre » (I., n° 1111; an., S. de 1915, p. 746). — Sa proposition de loi tendant à autoriser la réintégration dans l'armée active des officiers en position dite « de réserve spéciale » (I., n° 1168; an., S. de 1915, p. 836). — Sa proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double à tous les militaires des armées de terre et de mer combattant dans la zone des opérations actives (I., n° 2153; an., S. de 1916, p. 734). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 8 août 1890 en faveur des familles nombreuses (I., n° 2259; an., S. de 1916, p. 939). — Sa proposition de résolution tendant à réglementer le port des chevrons et de la fourragère (I., n° 2413; an., S. de 1916, p. 1170). — Sa proposition de loi relative aux pensions allouées aux veuves de militaires décédés des suites de maladies contagieuses et endémiques contractées en campagne (I., n° 2456; an., S. de 1916, p. 1323). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à réglementer le port des brisques (I., n° 2501; an., S. de 1916, p. 1451). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faire examiner les titres à la médaille militaire ou à la Légion d'honneur, des militaires réformés (I., n° 2542; an., S. de 1916, p. 1477). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer la gratuité du transport aux permissionnaires exceptionnels (I., n° 2625; an., S. de 1916, p. 1595). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à l'avancement

des officiers prisonniers de guerre (I., n° 2793; an., S. de 1916, p. 1787). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative aux études entreprises par les étudiants français prisonniers de guerre internés en Suisse (I., n° 2929; an., S. de 1917, p. 48). — Sa proposition de résolution tendant à faire payer leur prêt aux militaires prisonniers de guerre (I., n° 3236; an., S. de 1917, p. 444). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à compléter la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement en faveur des veufs pères de famille (I., n° 3437; an., S. de 1917, p. 858). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative aux permissions accordées aux militaires évacués ou rapatriés d'Orient (I., n° 3519; an., S. de 1917, p. 972). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative aux indemnités allouées aux permissionnaires du front (I., n° 3531; an., S. de 1917, p. 981). — Sa proposition de résolution tendant à exclure des troupes destinées aux expéditions lointaines, les militaires appartenant à des familles éprouvées (I., n° 3591; an., S. de 1917, p. 1051). — Sa proposition de résolution ayant pour objet l'attribution de la médaille coloniale aux personnels engagés en Orient (I., n° 3622; an., S. de 1917, p. 1070). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la remise de la croix de guerre avec palme aux familles des morts pour la patrie (I., n° 3869; an., S. de 1917, p. 1412). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative aux permissions de détente accordées aux Français mobilisés ayant leur domicile et leur famille en Suisse ou en Espagne (I., n° 3943; an., S. de 1917, p. 1659). — Sa proposition de résolution tendant à la revision du décret du 14 août 1917 et de l'instruction du même jour, relatifs à la solde des prisonniers de guerre (I., n° 4016; an., S. de 1917, p. 1744). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'unification des appellations des officiers dans l'armée (I., n° 4017; an., S. de 1917, p. 1744). — Sa proposition de loi tendant à l'attribution du diplôme d'honneur institué par la loi du 27 avril 1916 aux familles des victimes civiles de la guerre visées par la loi du 2 juillet 1915 sur les actes de l'état civil (I., n° 4388; an., S. de 1918, p. 287). — Sa

proposition de résolution tendant à l'attribution de l'insigne spécial des blessés de guerre aux civils blessés au cours d'événements de guerre (I., n° 4389; an., S. de 1918, p. 287). — Sa proposition de résolution tendant à la publication, au *Journal officiel*, des plus remarquables entre les citations à l'ordre du régiment, de la division, du corps d'armée (I., n° 4680; an., S. de 1918, p. 635). — Sa proposition de résolution tendant à reprendre l'attribution des décorations, distinctions honorifiques, etc., destinées à récompenser les services civils (I., n° 4681; an., S. de 1918, p. 636). — Sa proposition de résolution tendant à l'organisation d'un régime de secours en faveur des femmes divorcées non remariées, qui avaient obtenu une pension alimentaire, conformément à l'article 301 du Code civil, sur les biens de leur ex-conjoint, lorsque celui-ci aura été tué à l'ennemi (I., n° 4819; an., S. de 1918, p. 898). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faire bénéficier les militaires libérés du tarif militaire sur les chemins de fer et compagnies maritimes, pendant la période de six mois qui suivra leur démobilisation, en vue d'éviter le chômage et de faciliter la reprise du travail (I., n° 5228; an., S. de 1918, p. 1821). — Sa proposition de résolution tendant à la réunion, dans un Livre d'or, qui serait déposé à la Bibliothèque nationale, de toutes les citations (I., n° 5229; an., S. de 1918, p. 1821). — Sa proposition de résolution tendant à la réparation des oublis et omissions qui ont pu se produire dans l'attribution des citations à l'ordre (I., n° 5230; an., S. de 1918, p. 1821). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour l'affectation en Alsace et en Lorraine libérées des militaires de tous grades originaires des provinces désannexées (I., n° 5384; an., S. de 1918, p. 2041). — Sa proposition de résolution tendant à l'attribution d'une permission exceptionnelle aux mobilisés alsaciens et lorrains à l'occasion du retour à la France des provinces perdues momentanément (I., n° 5385; an., S. de 1918, p. 2041). — Sa proposition de résolution tendant à mettre à la charge de l'Etat les frais de transport des dépouilles mortelles des militaires morts pour la France (I., n° 5422; an., S. de 1918, p. 2099). — Sa proposition de loi tendant à suspendre jusqu'au 1^{er} janvier 1924 l'application de l'article 2 de la loi du 31 mars 1914 portant modi-

fication des articles 1^{er}, 3, 4, 5 et 11 de la loi du 29 juillet 1913 ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales (I., n° 5423; an., S. de 1918, p. 2099). — Sa proposition de loi tendant à accorder aux titulaires de pensions militaires proportionnelles le bénéfice de l'allocation temporaire mensuelle prévue en faveur des petits retraités de l'Etat par les lois des 18 octobre 1917, 27 et 30 avril 1918 et 23 février 1919 (I., n° 5815; an., S. de 1919, p. 937). — Sa proposition de loi tendant à modifier la dénomination des adjudants d'administration du génie (I., n° 5956; an., S. de 1919, p. 1131). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à hâter le règlement des indemnités promises à la suite de la prohibition de l'absinthe et à permettre dès maintenant l'assistance effective aux chômeurs créés par cette prohibition (I., n° 5962; an., S. de 1919, p. 1162). — Sa proposition de résolution tendant à l'attribution du pécule de 1.000 francs, prévu par la loi du 29 décembre 1918, aux familles des militaires disparus au cours d'opérations de guerre (I., n° 6084; an., S. de 1919, p. 1312). — Sa proposition de résolution tendant à modifier la réglementation relative au port de la fourragère (I., n° 6259; an., S. de 1919, p. 1761). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, portant relèvement du taux de l'allocation journalière et des majorations prévues par l'article 12 de la loi du 7 août 1913 sur le recrutement et étendant le bénéfice des allocations journalières aux familles des engagés volontaires (I., n° 7043; an., S. de 1919, p. 2990). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 1). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet des actes de cruauté commis au cours des guerres (p. 146). — Est élu *Secrétaire de la Chambre des Députés* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant approbation de cinq conventions relatives à la gare internationale de Vallorbe (p. 17); du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (p. 112, 123, 124; *Son amendement au premier paragraphe de l'article premier*, p. 130; *retrait*, p. 133; *Son article additionnel relatif aux indemnités*, p. 137, 141, 143). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet la restitution des droits perçus sur les absinthes (p. 143). — Est élu membre de la Commission supérieure

de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (p. 302). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1916, t. unique, p. 3). — Demande à interpeller le Gouvernement sur ce que l'on a appelé la crise de l'aviation militaire (p. 8); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 9, 59). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation faite aux soldats permissionnaires à destination des cantons frontières (p. 1692). — Son addition aux ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur l'aéronautique militaire (A., S. de 1917, t. unique, p. 703). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (*Ses amendements*, A., S. de 1918, t. unique, p. 930, 940). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation de l'industrie horlogère résultant du décret du 13 juillet 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3282). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation relative aux mesures que le Gouvernement compte prendre pour lutter contre l'envahissement des produits manufacturés allemands (p. 3312; *Son ordre du jour motivé* p. 3321); du projet de loi relatif à la révision des soldes militaires (p. 3457). — Demande à interpeller le Gouvernement : sur la délivrance des passeports de sortie, par la Préfecture de police (p. 3604); sur les raisons qui ont décidé le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes à faire acheminer sur les gares de Delle, Vallorbe et Bellegarde tous les colis postaux et les messageries France-Angleterre qui, depuis trente ans, étaient acheminés par la gare de Pontarlier (p. 4125). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 350). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 254, 628; A., S. de 1917, t. unique, p. 1345).

GODART (M. JUSTIN), *Député de la 1^{re} circonscription de Lyon [Rhône], Vice-Président de la Chambre, puis Sous-Secrétaire d'Etat du service de santé militaire.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Secrétaire du 10^e Bureau (F., n^o 85; J. O. de 1915, p. 307); Président du 8^e Bureau (F., n^o 41; J. O. de 1915, p. 857).

— Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du travail (A. S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1918, t. unique, p. 2678); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de résolution tendant à donner mandat à la Commission du travail de déposer à bref délai un rapport sur une législation internationale du travail (I., n^o 5038; an., S. de 1918, p. 1219). — Sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1897, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (I., n^o 5053; an., S. de 1918, p. 1261). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les autorisations d'ouverture ou de reprise des jeux dans les casinos et établissements ouverts au public (I., n^o 5756; an., S. de 1919, p. 876). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits additionnels aux crédits provisoires (I., n^o 290; an., S. O. de 1914, p. 2017). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 17 décembre 1914 accordant aux veuves des officiers des différents corps de la marine et des officiers mariniers, quartiers-maitres et marins des équipages de la flotte, décédés sous les drapeaux, la moitié des allocations de solde et, s'il y a lieu, de hautes payes d'ancienneté de leurs maris (I., n^o 560; an., S. de 1915, p. 79). — Son rapport sur : 1^o le projet de loi ayant pour objet la régularisation du décret du 24 novembre 1914, fixant les conditions à remplir par les fonds municipaux et départementaux pour bénéficier des subventions du fonds national de chômage; 2^o le projet de loi ayant pour objet la régularisation du décret du 9 janvier 1915 portant modification du décret du 24 novembre 1914 fixant les conditions à remplir par les fonds municipaux et départementaux de chômage pour bénéficier des subventions du fonds national de chômage (I., n^o 684; an., S. O. de 1915, p. 214). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine, sur l'Exercice 1915, d'un crédit extraordinaire pour le paiement de la valeur de cargaisons appartenant à

des neutres et dont l'achat est reconnu nécessaire (L., n° 892; an., S. O. de 1915, p. 384). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à donner mandat à la Commission du travail de déposer à bref délai un rapport sur la législation internationale du travail (L., n° 5050); an., S. de 1918, p. 1244). — Son rapport concernant une législation internationale du travail dont les principes pourraient être insérés dans le traité de paix (L., n° 5305; an., S. de 1918, p. 2181). — Son rapport sur le projet de loi modifiant le Livre II, chapitre IV du Code du travail et de la prévoyance sociale [Repos hebdomadaire et des jours fériés] (L., n° 5788; an., S. de 1919, p. 913). — Son rapport sur la proposition de loi concernant l'application généralisée à l'industrie et au commerce de la journée de huit heures et de la semaine anglaise (1) (L., n° 5924; an., S. de 1919, p. 1107); son rapport supplémentaire (L., n° 5980; an., S. de 1919, p. 1183). — Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur les élections : de M. Ballande (André) par la 2^e circonscription de Bordeaux [Gironde] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 30); de M. le duc de La Trémoille par la 4^e circonscription de Bordeaux [Gironde] (p. 31). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (p. 113); préside : la 1^{re} séance du 10 juillet (p. 575); la 1^{re} séance du 13 juillet (p. 610). — Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. Coirentin-Guyho par l'arrondissement de Quimperlé [Finistère] (p. 276); prend part à la discussion des conclusions de ce rapport (p. 409, 411, 413). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (*Son amendement*, p. 827). — Est élu *Vice-Président* de la Chambre des Députés (A., S. de 1915, t. unique, p. 3); préside une partie de la séance du 24 juin (p. 856). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence d'un projet de loi portant ratification d'un décret relatif aux veuves des officiers et marins des équipages de la flotte (A., S. de 1915, t. unique, p. 106). — Est nommé membre du Conseil du travail (p. 302). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi portant régularisation de décrets concernant les subventions du fonds national de chômage (p. 399).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat du service de santé au Ministère de la Guerre*. [Décret du 1^{er} juillet 1915] (J. O., p. 4462). — Donne sa démission de *Vice-Président* de la Chambre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1030). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux *Sous-Secrétariats d'Etat* de la Guerre (p. 1244). — Est entendu sur la proposition de résolution concernant l'organisation du contrôle des maisons d'orthopédie réquisitionnées (p. 1412).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat du service de santé militaire au Ministère de la Guerre* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les ravages que causerait dans l'armée la fièvre typhoïde (p. 1787). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (A., S. de 1916, t. unique, p. 702 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Observations concernant certains réformés n° 2*, p. 1350); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1774 et suiv. *Amendement relatif au perfectionnement des appareils orthopédiques*, p. 1795). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (p. 2090 et suiv.).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat du service de santé militaire au Ministère de la Guerre* [Décret du 14 décembre 1916] (J. O., p. 10800).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat de service de santé militaire au Ministère de la Guerre* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2255). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (A., S. de 1917, t. unique, p. 2054).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre (Service de santé)* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7229); [Décret du 17 novembre 1917] (J. O., p. 9218). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Dis-*

(1) Ce document n'a pas été publié et a été remplacé par le rapport supplémentaire n° 5980 du même député.

discussion générale, (A., S. de 1917, t. unique, p. 3493); *Amendement de M. Brousse relatif au service de santé*, p. 3501). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant un militaire ayant pu exercer impunément et illégalement les fonctions de médecin militaire (A., S. de 1918, t. unique, p. 8); demande l'ajournement de cette discussion (p. 245).

En qualité de Député, prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1819 et suiv.; 1831 et suiv.). — Son opposition au vote sans débats du projet de loi portant augmentation du personnel du tribunal et des justices de paix de la Seine (p. 3304). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi renforçant le personnel du tribunal de première instance de la Seine (p. 3470); de propositions de résolution tendant à la publication des comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4508). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 378). — Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 1252).

GODET (M. FRÉDÉRIC), *Député de l'arrondissement de Châtellerault [Vienne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de comptabilité (F., n° 397; J. O., de 1918, p. 925); de la Commission de l'agriculture (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2680). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1514, 1751; A., S. de 1917, t. unique, p. 556, 2469; A., S. de 1918, t. unique, p. 169, 1288, 1968, 2117; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 953, 2726).

GONIAUX (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Douai [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des

régions libérées A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273. — Sa proposition de loi tendant à créer des bourses d'affrètement des bateaux de la navigation intérieure (I., n° 84; an., S. O. de 1914, p. 1855). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 25.000 francs, destiné à venir en aide aux cultivateurs et maraichers du canton nord de Douai, victimes de l'ouragan de grêle du 30 avril dernier (I., n° 85; an., S. O. de 1914, p. 1856). — Sa proposition de loi concernant le Code fluvial (I., n° 116; an., S. O. de 1914, p. 1865). — Sa proposition de loi tendant à la création de délégués adjoints à l'inspection du travail (I., n° 183; an., S. O. de 1914, p. 1896). — Sa proposition de loi tendant à accorder une avance sur l'indemnité à leur revenir aux habitants des pays envahis, rapatriés ou délivrés (I., n° 3161; an., S. de 1917, p. 407). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 9 avril 1918 sur les responsabilités des accidents du travail (I., n° 6720; an., S. de 1919, p. 2452). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier les articles 61 et 64 du Code du travail sur la saisie-arrière et la cession des salaires et petits traitements (I., n° 6721; an., S. de 1919, p. 2453). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 865); du projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons (p. 1072); de la proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1126 et suiv.); d'une proposition de résolution tendant à la mise en sursis d'appel de militaires, pendant la durée de la fenaison et de la moisson (p. 1233); du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Ses observations concernant le paragraphe 2 de l'article 10*, p. 2169). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxe de guerre*, p. 2806 et suiv.). — Prend part à la discussion : de l'interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 29); des inter-

pellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 473 et suiv.); d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 746). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Envoi gratuit des colis aux militaires du front*, p. 818). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'interprétation de la loi instituant la caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs (p. 1126). — Son allocution concernant la délivrance de la ville de Lille (A., S. de 1918, t. unique, p. 2424). — Adresse au Ministre de l'Intérieur une question relative au retour en France des habitants de la ville de Douai et de la région (p. 2627). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3068, 3101; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 99, 123, 152, 319). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le rapatriement de la population du Nord évacuée en Belgique et en Hollande (A., S. de 1918, t. unique, p. 3178). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3257). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Solde des prisonniers de guerre*, p. 3271); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3325); du projet de loi concernant la révision des listes électorales (p. 3461). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 17). — Prend part à la discussion : du projet de loi relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'État (p. 374); de la proposition de loi concernant la durée du travail dans les mines (*Seconde délibération*, p. 2300); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 (*Suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2564; *Attribution d'allocations aux habitants évacués par l'ennemi dans le nord de la France et en Belgique*, p. 2570; *Agents locaux des régions libérées*, p. 2573); du budget ordinaire des services civils

de l'Exercice 1919 (*Ecole des industries agricoles de Douai*, p. 2611; *Transports par chemins de fer dans la région du Nord*, p. 2813); d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels provisoires civils sur l'Exercice 1919 (*Délégués mineurs*, p. 2642); du projet de loi concernant les fêtes de la victoire (p. 2712); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la réforme électorale (p. 2894); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3756, 3803, 4440). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 3587; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1899). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2694; A., S. de 1917, t. unique, p. 1193, 2408; A., S. de 1918, t. unique, p. 126; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1157, 2920).

GOUBET (M. le lieutenant-colonel), *chef de 4^e bureau de l'état-major de l'armée.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de l'interpellation concernant l'obtention des permissions par les mobilisés des frontières de l'Est et les mobilisés permissionnaires habitant la Suisse (A., S. de 1916, t. unique, p. 1702); de l'interpellation sur la situation faite aux soldats permissionnaires à destination des cantons-frontières (p. 1752); de la proposition de résolution concernant la censure (p. 2461). — Décret portant annulation de cette dernière nomination (p. 2525).

GOUDE (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Brest [Finistère].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. de 1915, t. unique, p. 637). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'abroger toutes dispositions existantes relatives aux pensions pour cause de blessures, maladies ou infirmités, ancienneté de services dans les armées de terre et de mer et d'instituer une assurance nationale spéciale aux

services militaires (I., n° 894 ; an., S. de 1915, p. 385). — Sa proposition de loi ayant pour but de fixer le mode de règlement des réquisitions de navires opérées par les divers Départements ministériels (I., n° 1070 ; an., S. de 1915, p. 793). — Sa proposition de loi tendant à rendre applicable aux écrivains du personnel administratif de la marine l'article 31 de la loi sur les pensions du 30 décembre 1913 (I., n° 1848 ; an., S. de 1916, p. 326). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant l'organisation de la guerre sous-marine offensive et défensive (I., n° 2862 ; an., S. de 1917, p. 10). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'utiliser le port de Brest au mieux des intérêts de la défense nationale et de réaliser, le cas échéant, une entente avec la République des Etats-Unis pour en faire le port d'attache de cette puissance en Europe (I., n° 3192 ; an., S. de 1917, p. 423). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la création d'une allocation temporaire de 15 francs par mois aux retraités de toutes catégories dont la pension n'excède pas 1.500 francs, à leurs veuves ou à leurs orphelins (I., n° 3258 ; an., S. de 1917, p. 601). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à présenter un projet de loi pour fixer les attributions et les cadres des officiers du corps du commissariat de la marine (I., n° 3432 ; an., S. de 1917, p. 855). — Sa proposition de loi ayant pour but d'attribuer à la marine un contingent supplémentaire de croix de la Légion d'honneur (I., n° 4240 ; an., S. de 1918, p. 108). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à unifier les augmentations temporaires de traitements des militaires de l'armée de mer (I., n° 4661 ; an., S. de 1918, p. 615). — Sa proposition de résolution tendant à unifier l'indemnité de résidence des fonctionnaires de la marine en service à Paris (I., n° 5491 ; an., S. de 1918, p. 2926). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à proposer l'abrogation des dispositions législatives qui prévoient le maintien obligatoire sous les drapeaux, après le renvoi de leur classe de mobilisation, des militaires de l'armée de mer signataires d'engagements de longue durée (I., n° 5763 ; an., S. de 1919, p. 893). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à présenter un projet de

loi portant organisation d'un corps d'officiers d'administration de la marine et de l'inscription maritime (I., n° 6062 ; an., S. de 1919, p. 1315). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à rendre applicable aux écrivains du personnel administratif de la marine l'article 31 de la loi sur les pensions du 30 décembre 1913 (I., n° 2569 ; an., S. de 1916, p. 1486) ; son rapport supplémentaire (I., n° 2639 ; an., S. de 1916, p. 1603). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'accorder le droit à la revision de la pension aux officiers mécaniciens de la marine retraités et rappelés à l'activité pour le temps de guerre (I., n° 2937 ; an., S. de 1917, p. 84). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur le projet de loi portant modification aux grades et aux effectifs du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, ainsi qu'aux règles d'admission anticipée dans la 2^e section ou à la retraite prévues par la loi du 10 juin 1896 (I., n° 3217 ; an., S. de 1917, p. 582) (1). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur la proposition de résolution de M. Pouzet et plusieurs de ses collègues, invitant le Ministre de la Marine à réorganiser le personnel des écrivains administratifs des ports et établissements maritimes (I., n° 4551 ; an., S. de 1918, p. 503). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à unifier les augmentations temporaires de traitements des militaires de l'armée de mer (I., n° 4815 ; an., S. de 1918, p. 893) ; son rapport supplémentaire (I., n° 5041 ; an., S. de 1918, p. 1260). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à la création du grade de maître-guetteur et à la suppression des classes dans les différents grades pour les guetteurs des électro-sémaphores de la marine (I., n° 4816 ; an., S. de 1918, p. 895). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur la proposition de résolution de M. Paul-Laffont (Ariège) tendant à accorder une pension de retraite aux courriers auxiliaires, gardiens d'entrepôts et chargeurs auxiliaires des postes et télégraphes (I., n° 5123 ; an., S. de 1918, p. 1730). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine marchande, sur la proposition de loi de M. Ernest Lamy et plusieurs de ses collègues, tendant à relever les

(1) Ce document n'a pas été publié.

taux des pensions des préposés à l'inscription maritime, des syndics des gens de mer et des gardes maritimes (I., n° 5548; an., S. de 1919, p. 87). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'augmenter le taux du secours prévu par le paragraphe 7 de l'article 8 de la loi du 14 juillet 1908 (I., n° 6003; an., S. de 1919, p. 1205). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à présenter un projet de loi portant organisation d'un corps d'officiers d'administration de la marine et de l'inscription maritime (I., n° 6399; an., S. 1919, p. 2006) (1). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions (I., n° 6506; an., S. de 1919, p. 2090); son rapport supplémentaire (I., n° 6586; an., S. de 1919, p. 2266). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à améliorer et à unifier les régimes des retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat (I., n° 7218; an., S. de 1919, p. 3181). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à compléter l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions (I., n° 7221; an., S. de 1919, p. 3183). — Son rapport, au nom du 6^e Bureau, sur l'élection de M. Villault-Duchesnois par l'arrondissement de Valognes [Manche] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 47). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents civils de l'Etat qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exécution de ce service (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 19). — Ses amendements au projet de loi fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine du commerce rappelés au service de la flotte (p. 489, 490). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1915, t. unique, p. 816). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Ses amendements*, p. 926 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Article additionnel modifiant la loi sur le contrôle de la marine*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1361); des interpellations relatives à l'utilisation des effec-

tifs militaires (p. 2209). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'inorganisation de la défense nationale en matière navale (p. 2466). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les dangers que fait courir à la France et à la République la politique personnelle de M. Briand (p. 2631); développe cette interpellation (p. 2640 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Amendements relatifs à la censure*, p. 2665; *Taxes de guerre*, p. 2810). — Est entendu sur le mode de nomination de la Commission à laquelle sera renvoyé le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre toutes mesures commandées par les nécessités de la défense nationale (p. 2669). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite du Comité secret relatif aux affaires de Grèce (A., S. de 1917, t. unique, p. 170); le retire pour se rallier à l'ordre du jour de M. Bedouce (p. 174). — Son rapport sur une pétition (p. 1218). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1221, 1401 et suiv.; *Son ordre du jour motivé* p. 1410). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'organisation de la guerre sous-marine dans la région de Brest (p. 2147). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (p. 2823). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle. (Titre premier. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Son amendement à l'article 2*, p. 3244; *Son amendement au paragraphe 7 de l'article 2 modifié par la Commission*, p. 3270; *Son amendement à l'article 5 et concernant la classification des infirmités d'après leur gravité*, p. 3321; *Ses observations sur l'article 10*, p. 3341; *Observations concernant l'article 12 relatif à la veuve du mobilisé qui se remarie*, p. 3347; *Sa motion tendant au renvoi de la discussion*, p. 3352; *Son amendement relatif aux taux des pensions*, p. 3433; *Retire un amendement au paragraphe 2 de l'article 5 réservé*, p. 3453; *Son amendement concernant les militaires non professionnels et certains corps*, p. 3455. Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chapitre premier. Des droits à la pension : *Ses observations relatives au*

(1) Ce document n'a pas été publié.

*paragraphe 2 de l'article 9, A., S. de 1917, t. unique, p. 3458; Son amendement au paragraphe 5 de cet article, p. 3463. Chapitre II. Fixation des pensions : Sa motion tendant au renvoi de l'article 13 à la Commission, p. 3472; Retire un amendement à cet article, p. 3474; Son amendement concernant les tableaux X et XI, p. 3732; Motion tendant à réserver cet article, p. 3754. Titre III. Droits des ascendants : Reprend un amendement de M. Daniel-Vincent à l'alinéa 2° de l'article 18, p. 3766. Titre IV. Voies de recours : Amendement de M. Doizy à l'article 21; A., S. de 1918, t. unique, p. 135; Son amendement, p. 196; Son amendement au paragraphe 7 de l'article 22, p. 198; Ses observations : sur l'ensemble de l'article, p. 200; sur l'article 23 *ibid.* Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : Ses observations sur l'article 27 *ibid.*; Ses amendements au paragraphe premier de l'article 28, p. 205; Disposition additionnelle de M. Pacaud à l'article 54, p. 232; Ses observations sur l'ensemble de la loi, p. 276; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3239); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 349, 454, 464, 911; Seconde délibération, p. 1073, 1078). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3358). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (A., S. de 1918, t. unique, p. 734, 747); du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 (Instruction publique. Reclassement des instituteurs pour les années 1914, 1915, 1916, p. 769; Finances. Son amendement concernant les douaniers, p. 808). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1268, 3185). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (*Ses amendements*, p. 2604; *les retire*, p. 2605). — Intervient dans la discussion d'un projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2754). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à accorder une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux officiers et sous-officiers à solde mensuelle des armées de terre et de mer et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires alloués, sur*

l'Exercice 1918, pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Son amendement*, A. S. de 1918, t. unique, p. 3207; *le retire*, p. 3208); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Ses observations concernant : certains agents du Ministère de la Marine*, p. 3285; *les commis auxiliaires de la marine*, p. 3286; *Restaurant coopératif de Brest*, p. 3288). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la réforme électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1151, 1521, 1593, 1615, 1620, 1661, 1767, 1857). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2002, 3602). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les conditions dans lesquelles sont revenues en France les forces navales qu'on voulait employer contre la révolution russe (p. 2120); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*); la développe (p. 2337, 2363, 2397). — Est entendu dans la discussion : des projet et proposition de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; sur la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (*Demande de renvoi à la Commission*, p. 3724; *Discussion des articles*, p. 4416); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3736); du projet de loi portant déclassement de diverses enceintes fortifiées (p. 4681). — Donne lecture de ses rapports : sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au régime des retraites dans les établissements industriels de l'Etat (p. 4756); sur une proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à compléter l'article 33 de la loi sur les pensions du 30 décembre 1913 (p. 4758).

GOUJON (M. PIERRE) [*Ain*]. Voir **PIERRE GOUJON (M.)**.

GOURD (M.), *Député de la 2° circonscription de Lyon* [*Rhône*].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Président du 1^{er} Bureau (F.,

n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2041, 2082, 2139).

GOUST (M.), *Député de l'arrondissement de Mantes [Seine-et-Oise]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 3, p. 103). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35 ; J. O. de 1915, p. 307 ; F., n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission de l'administration générale (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459) ; de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 1 000.006 francs, à titre de secours immédiats, pour venir en aide aux victimes du cyclone du 14 mai dans le département de Seine-et-Oise (I., n° 3315 ; an., S. de 1917, p. 688). — Sa proposition de résolution tendant à accorder une allocation temporaire aux petits retraités de l'administration des chemins de fer de l'Etat (I., n° 4068 ; an., S. de 1917, p. 1962). = Ses rapports sur les projets de loi autorisant : la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Amboise [Indre-et-Loire] (A., S. de 1915 ; Fasc. n° 122) ; des Andelys [Eure] (Fasc. n° 123) ; la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Angoulême [Charente] (Fasc. n° 124) ; la prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi de Bayeux [Calvados] (Fasc. n° 125) ; de Castelsarrasin [Tarn-et-Garonne] (Fasc. n° 126) ; de Caudebec-lès-Elbeuf [Seine-Inférieure] (Fasc. n° 127) ; de Craon [Mayenne] (Fasc. n° 128) ; de Dinan [Côtes-du-Nord] (Fasc. n° 129) ; d'Etampes [Seine-et-Oise] (Fasc. n° 130) ; de Flers [Orne] (Fasc. n° 131) ; de Forcalquier [Basses-Alpes] (Fasc. n° 132) ; de Groix [Morbihan] (Fasc. n° 133) ; de Juilers [Finistère] (Fasc. n° 134) ; de la Ferté-sous-Jouarre [Seine-et-Marne] (Fasc. n° 135) ; de la Roche-Maurice [Finistère] (Fasc. n° 136) ; de la Seyne [Var] (Fasc. n° 137) ; la perception d'une surtaxe sur

l'alcool à l'octroi de Limeil-Brévannes [Seine-et-Oise] (Fasc. n° 138) ; la prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi de Loperhet [Finistère] (Fasc. n° 139) ; de Lorient [Morbihan] (Fasc. n° 140) ; de Luçon [Vendée] (Fasc. n° 141) ; de Mirecourt [Vosges] (Fasc. n° 142) ; de Moutiers [Savoie] (Fasc. n° 143) ; de Nyons [Drôme] (Fasc. n° 144) ; d'Ouessant [Finistère] (Fasc. n° 145) ; de Partenay [Deux-Sèvres] (Fasc. n° 146) ; de Ploaré [Finistère] (Fasc. n° 147) ; de Plogastel Saint-Germain [Finistère] (Fasc. n° 148) ; de Plouigneau [Finistère] (Fasc. n° 149) ; de Pont-l'Abbé [Finistère] (Fasc. n° 150) ; de Rezé [Loire-Inférieure] (Fasc. n° 151) ; de Roscanvel [Finistère] (Fasc. n° 152) ; de Rugles [Eure] (Fasc. n° 153) ; de Saint-Brieuc [Côtes-du-Nord] (Fasc. n° 154) ; de Saint-Chinon [Hérault] (Fasc. n° 155) ; de Saint-Dizier [Haute-Marne] (Fasc. n° 156) ; de Saint-Marc [Finistère] (Fasc. n° 157) ; de Saint-Pol-de-Léon [Finistère] (Fasc. n° 158) ; de Saint-Servan [Ille-et-Vilaine] (Fasc. n° 159) ; de Sanvic [Seine-Inférieure] (Fasc. n° 160) ; de Sisteron [Basses-Alpes] (Fasc. n° 161) ; de Steenvoorde [Nord] (Fasc. n° 162) ; de Sucy-en-Brie [Seine-et-Oise] (Fasc. n° 163) ; de Tarascon [Bouches-du-Rhône] (Fasc. n° 164) ; de Verneuil [Eure] (Fasc. n° 165). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à charger la Commission des postes et des télégraphes de présenter à la Chambre un rapport sur le fonctionnement du service postal militaire en Orient (I., n° 1594 ; an., S. de 1915, p. 1417). — Son rapport sur le projet de loi abaissant la limite d'âge déterminée pour la nomination de certains agents assermentés (I., n° 2436 ; an., S. de 1916, p. 1308). = Ses rapports, au nom du 5^e Bureau, sur les élections : de M. Rabier (Fernand) par la 1^{re} circonscription d'Orléans [Loiret] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 43) ; de M. Henri Roy par la 2^e circonscription d'Orléans [Loiret] (p. 43) ; de M. Joubert-Peyrot par l'arrondissement d'Yssingeaux (p. 138). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de résolution tendant à charger la Commission des postes et des télégraphes de présenter un rapport sur le fonctionnement du service postal militaire en Orient (A., S. de 1915, t. unique, p. 2030). — Son amendement à l'article premier du projet de loi concernant les franchises postales accordées aux troupes en campagne (A., S. de 1916, t. unique, p. 1014).

GOUT (M.), *Sous-directeur des affaires d'Asie au Ministère des Affaires étrangères.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi tendant à la nomination de conseillers légistes musulmans auprès de la Commission interministérielle des affaires musulmanes et du projet de loi portant affectation d'un crédit de 500.000 francs à la création, à la Mecque et à Médine, de deux hôtelleries destinées aux pèlerins indigents originaires des possessions et protectorats français d'Afrique (A., S. de 1915, t. unique, p. 1802, 2025).

GOUYON (M. FRANÇOIS), *Député de la 2^e circonscription de Brive [Corrèze].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission du Travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit spécial de 3.000.000 francs pour secours aux agriculteurs de la Corrèze éprouvés par la grêle et l'ouragan du 17 juillet 1918 (I., n° 4895; an., S. de 1918, p. 951). — Sa proposition de loi tendant à modifier le mode d'évaluation des cheptels (I., n° 6275; an., S. de 1919, p. 1776). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1080, 2694; A., S. de 1917, t. unique, p. 6).

GOUYON (M. le comte de), *Député de la 2^e circonscription de Vannes [Morbihan].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des travaux publics (A., S. de 1918, t. unique, p. 126); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (p. 303); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (p. 2133). = Sa proposition de résolution invi-

tant le Gouvernement à remettre immédiatement en vigueur l'article 377 du décret du 25 août 1913 sur le service intérieur et à étendre son bénéfice aux sous-officiers non rengagés remplissant certaines conditions (I., n° 6178; an., S. de 1919, p. 1623). = Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la mise en culture des terres abandonnées (A., S. de 1916, t. unique, p. 2854). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 479, 630); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1323, 2088). — Prend part à la discussion : de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 793); de diverses interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2366; *Son ordre du jour motivé*, p. 2393); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4937). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 3506; A., S. de 1918, t. unique, p. 865, 3000).

GRALL (M.), *Inspecteur général du service de santé des colonies.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509).

GRANDMAISON (M. de), *Député de l'arrondissement de Saumur [Maine-et-Loire].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de diverses commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, un crédit extraordinaire de 1.000.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs des communes des cantons de Montreuil-Bellay, Saumur-Sud et Saumur-Nord-Est, dans le département de Maine-et-Loire, victimes d'un orage de grêle qui a anéanti leurs récoltes (I., n° 3316; an., S. de 1917, p. 694). — Sa proposition de loi tendant à

ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1917, un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour venir en aide aux habitants des communes de Montreuil-Bellay, Saumur-Sud et Saumur-Nord-Est [département de Maine-et-Loire], victimes d'un orage de grêle qui a défoncé toutes les toitures, brisé toutes les vitres et saccagé le matériel de travail de toute la population (I., n° 3317 ; an., S. de 1917, p. 694). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit de 150.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs de diverses communes de l'arrondissement de Saumur [Maine-et-Loire], victimes d'un cyclone de grêle (I., n° 3609 ; an., S. de 1917, p. 1066). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 150.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs de diverses communes de l'arrondissement de Saumur [Maine-et-Loire], victimes d'un cyclone de grêle (I., n° 3611 ; an., S. de 1917, p. 1066). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Arthur Legrand, par l'arrondissement de Mortain [Manche] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 46) ; de M. de Gouyon, par la 2^e circonscription de Vannes [Morbihan] (p. 51). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 180 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 181). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures susceptibles d'empêcher les indiscrétions nuisibles aux intérêts de la défense nationale (A., S. de 1917, t. unique, p. 1176). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les permissions agricoles et les sursis spéciaux à accorder aux hommes des régions libérées (p. 2588) ; d'une interpellation sur le personnel et l'action diplomatiques (p. 2787) ; d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (p. 2821). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918, t. unique, p. 1246) ; dans la discussion d'un projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés de maisons de commerce et entreprises industrielles (p. 2407). — Adresse au Ministre de la Reconstitution industrielle une question relative à certaines affirmations apportées au cours de la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 556). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat,

relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1947). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet du matériel amené en France par les alliés et des travaux d'art exécutés pendant la guerre sur le territoire français (p. 2376). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4269) ; du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4751). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1271 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 280, 2694). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1751, 2694).

GRAZIANI (M. le général de division),
Chef d'état-major général de l'armée.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion, du projet de loi relatif à la transformation des troupes auxiliaires marocaines en corps réguliers (A., S. de 1915, t. unique, p. 1648) ; du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (p. 1704).

GRIMPRET (M.), *Chargé du service des transports maritimes au Commissariat des transports maritimes de la marine marchande.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils [Transports maritimes et marine marchande] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2518) ; d'interpellations relatives à la cessation des services maritimes postaux subventionnés entre la France, l'Algérie et la Tunisie (p. 2897).

GRODET (M. ALBERT), [*Guyane*]. Voir **ALBERT GRODET**.

GROUSSAU (M.), *Député de la 9^e circonscription de Lille [Nord]*.

Son élection est validée (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 935). = Membre ; de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Com-

mission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par des faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10962); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2717). — Ses rapports, au nom du 8^e Bureau, sur les élections: de M. Colliard par la 7^e circonscription de Lyon [Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 64); de M. Bender (Emile), par la 1^{re} circonscription de Villefranche [Rhône] (p. 64). — Est entendu dans la discussion de son élection par la 9^e circonscription de Lille [Nord] (p. 368). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (A., S. de 1915, t. unique, p. 262). — Est entendu dans la discussion du projet de loi prolongeant les dates de clôture de l'Exercice 1914 en ce qui concerne la Guerre et la Marine (*Son amendement*, p. 356, 357). — Prend part à la discussion: du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 1222); du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1479, 1538). — Est entendu sur le renvoi de la séance au lendemain p. (1486). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant: 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Amendement de M. Landry à l'alinéa 7^o de l'article 2*; A., S. de 1916, t. unique, p. 266, 267); du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Ses observations sur le paragraphe 3 de l'article 2*, p. 1942; *Observations relatives à l'article 8*, p. 2052; *Ses observations concernant l'article 9*, p. 2071 et suiv.; *Amendement de M. Lefebvre du Prey au paragraphe premier de l'article 10*, p. 2168 et suiv.; *Observations concernant l'article 12*, p. 2367; *Son amendement à l'article 14*, p. 2368; *Son amendement à l'article 15*, p. 2411; *Son amendement additionnel à l'article 33 devenu*

article 32, A., S. de 1917, t. unique, p. 50; *Amendement de M. Lefas à cet article*, p. 51; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 144); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 31, 102, 124, 143, 186); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1641, 1674, 1683, 1699). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son sous-amendement concernant les élèves ecclésiastiques*, A., S. de 1917, t. unique, p. 291); d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions à titre de subvention au Comité des orphelins de la guerre (p. 512 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Orphelins nécessiteux de la guerre*, p. 829). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (*Discussion générale*, p. 1915. Dispositions générales: *Ses observations sur l'article premier*, p. 1952. Des organismes destinés à assurer la protection des pupilles de la nation: *Amendement de M. Lenoir à l'article 12*, p. 1988; *Son amendement au 1^o de l'article 14*, p. 1993; *Ses observations sur l'article 15*, p. 1998. Des mesures juridiques de protection prises en faveur des pupilles de la nation: *Son amendement à l'article 21*, p. 2001; *Ses observations sur l'article 25*, p. 2022; *sur l'ensemble de la loi*, p. 2026). — Intervient dans la discussion de diverses interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2432). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Logement des réfugiés*, p. 2567); d'interpellations relatives aux rapatriés et réfugiés des régions envahies (p. 3399); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 (*Affirmation sous serment*, p. 3564). — Prend part à la discussion: des interpellations sur le rapatriement des prisonniers de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 25); d'une interpellation sur l'attribution des permissions au front d'Orient et au front français (p. 249); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Loi de Finances. Amendement de M. Bouffandeau concernant l'impôt sur le revenu*, p. 1115); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux traités et achats de gré à gré sans marché passés par les communes et établissements publics de bienfaisance (p. 1481); d'un projet

de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1918 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Fixation du régime des réfugiés*, A., S. de 1918, t. unique, p. 2186). — Est entendu dans la discussion d'interpellations sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2298 ; *Sa demande d'enquête*, p. 2341). — Son allocution concernant la délivrance de la ville de Lille (p. 2424). — Intervient dans la discussion d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 3 mars 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 2539). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la division de la France en régions économiques (p. 2584). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2687). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la réorganisation de la vie locale dans l'arrondissement de Lille (p. 2820). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant le paiement des bons des pays envahis (p. 2940) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3046, 3098, 3152, 3168). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919. [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Prisonniers civils rapatriés*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1424) ; d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1621). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2095). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre pour assurer aux victimes civiles de la guerre les réparations qui leur sont dues (p. 2355) ; développe cette interpellation (p. 2510). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Affaires étrangères ; *Discussion générale*, p. 2828 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1704 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 3454 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1490).

GROUSSIER (M.), *Député de la 1^{re} circonscription du 10^e arrondissement de Paris [Seine] ; Vice-Président de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, (p. 102). — Président du 3^e Bureau (F.,

n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857). — Membre : de la Commission du règlement (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126) ; de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission du budget (A., S. de 1915, t. unique, p. 27). — Sa proposition de résolution ayant pour objet de compléter l'article 135 du Règlement de la Chambre [Répartition des places dans la salle des séances] (I., n° 70 ; an., S. O. de 1914, p. 1853). — Sa proposition de résolution tendant à déterminer le mode de nomination des Députés qui doivent être désignés par la Chambre pour faire partie des Commissions extraparlimentaires (I., n° 639 ; an., S. de 1915, p. 179). — Sa proposition de loi relative aux contrats qui tiennent à la fois du louage de service et du bail à loyer (I., n° 6882 ; an., S. de 1919, p. 2702, 2703). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la régularisation : 1^o du décret du 24 novembre 1914 relatif à l'ajournement des élections des membres des conseils de prud'hommes ; 2^o du décret du 9 janvier 1915 relatif à l'ajournement des élections des présidents généraux, présidents et vice-présidents des conseils de prud'hommes (I., n° 572 ; an., S. de 1915, p. 82). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, sur les sociétés coopératives ouvrières de production et le crédit au travail (I., n° 1540 ; an., S. de 1915, p. 1361). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur mobilisation, les assurés facultatifs et les personnes admises à l'assurance obligatoire dans un délai à courir de la cessation des hostilités (I., n° 1561 ; an., S. de 1915, p. 1338). — Son avis, présenté au nom de la Commission du travail, sur la proposition de résolution de M. Queuille et plusieurs de ses collègues, invitant le Gouvernement à utiliser la main-d'œuvre féminine, en remplacement du plus grand nombre possible de militaires dans les bureaux d'état-major, les organisations de l'intendance et les formations sanitaires (I., n° 1843 ; an., S. de 1916, p. 324). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1^o la proposition de loi de M. André Honnorat instituant un fonds spécial de garantie pour les mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail ; 2^o la proposition de loi de M. André Lebey tendant à compléter pour les seuls blessés ou mutilés de guerre la loi du 9 avril 1898 sur

les accidents du travail; 3^e l'article 29 du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans les cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (I., n^o 1882; an., S. de 1916, p. 344). — Son avis, présenté au nom de la Commission du travail, sur la proposition de loi relative à la création d'un Office national de la main-d'œuvre agricole (I., n^o 2393; an., S. de 1916, p. 1511). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1^o la proposition de loi de M. Adrien Pressemane et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de guerre; 2^o la proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à créer un office national pour le placement des réformés de la guerre (I., n^o 2917; an., S. de 1917, p. 44). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant un titre et un article du titre II du livre 1^{er} du Code du travail (I., n^o 6306; an., S. de 1919, p. 1814). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 940). — Préside les séances : du 27 juin (p. 1614); du 18 juillet (p. 1870); du 28 juillet (p. 2154); du 25 septembre (p. 2512); ses observations relatives à la non-recevabilité d'un amendement de M. Brizon (p. 2539). — Préside : les séances du 30 novembre (p. 3191); du 19 décembre (p. 3452); la 2^e séance du 21 décembre (p. 3557); la 2^e séance du 26 décembre (p. 3731). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Préside la séance : du 6 février (p. 289); la 2^e séance du 27 février (p. 585); la 2^e séance du 6 mars (p. 707); la séance du 25 mars (p. 958); la séance du 13 juin (p. 1496); la séance du 2 juillet (p. 1671); la séance du 9 juillet (p. 1708); la séance du 10 juillet (p. 1727); la séance du 17 juillet (p. 1807); la séance du 26 septembre (p. 2227); la séance du 9 octobre (p. 2321); la séance du 15 octobre (p. 2382); la séance du 31 octobre (p. 2528); la séance du 27 novembre (p. 2819); la séance du 4 décembre (p. 2877); la 2^e séance du 13 décembre (p. 3000); la 2^e séance du 18 décembre (p. 3071); la 2^e séance du 20 décembre (p. 3121); la 1^{re} séance du 24 décembre (p. 3139). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Préside : la séance du 22 janvier (p. 113); la séance du 5 février (p. 347); la 2^e séance du 12 février (p. 491); la 1^{re} séance du 20 février (p. 653); la 2^e séance du

26 février (p. 751); la 1^{re} séance du 6 mars (p. 895); la 2^e séance du 12 mars (p. 997); la 1^{re} séance du 25 mars (p. 1259); la 2^e séance du 28 mars (p. 1373); la 1^{re} séance du 8 avril (p. 1563); la 2^e séance du 9 avril (p. 1609); la séance du 14 avril (p. 1717); la 1^{re} séance du 15 avril (p. 1743); la 1^{re} séance du 19 avril (p. 1899); la 1^{re} séance du 24 avril (p. 1937); la 2^e séance du 24 avril (p. 1951); la séance du 28 mai (p. 2167); la 1^{re} séance du 5 juin (p. 2231); la 2^e séance du 5 juin (p. 2245); la 1^{re} séance du 19 juin (p. 2429); la 2^e séance du 20 juin (p. 2499); la 1^{re} séance du 24 juin (p. 2541); la 2^e séance du 25 juin (p. 2595); la 2^e séance du 27 juin (p. 2695); la 1^{re} séance du 1^{er} juillet (p. 2753); la 2^e séance du 3 juillet (p. 2857); la 1^{re} séance du 8 juillet (p. 2937); la 2^e séance du 9 juillet (p. 2993); la 1^{re} séance du 15 juillet (p. 3101); la 2^e séance du 16 juillet (p. 3158); la 2^e séance du 18 juillet (p. 3241); la séance du 23 juillet (p. 3289); la 1^{re} séance du 24 juillet (p. 3307); la séance du 30 juillet (p. 3412); la 1^{re} septembre (p. 3831); la 1^{re} séance du 16 septembre (p. 3889); la 1^{re} séance du 18 septembre (p. 3969); la 1^{re} séance du 23 septembre (p. 4033); la 1^{re} séance du 25 septembre (p. 4109); la 1^{re} séance du 30 septembre (p. 4173); la 1^{re} séance du 20 octobre (p. 4243); la 1^{re} séance du 7 octobre (p. 4359); la 1^{re} séance du 9 octobre (p. 4433); la 1^{re} séance du 14 octobre (p. 4519); la 1^{re} séance du 16 octobre (p. 4599); la 2^e séance du 16 octobre (p. 4617). — Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Folleville (Daniel), par la 2^e circonscription de Dieppe [Seine-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 79); de M. Siegfried (Jules), par la 1^{re} circonscription du Havre [Seine-Inférieure] (p. 79). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution complétant l'article 135 du Règlement de la Chambre [Répartition des places dans la salle des séances] (p. 271, 273); d'un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (p. 382, 384). — Est entendu sur une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission du suffrage universel (p. 624). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de finances : *Ses observations concernant la recevabilité d'un amendement à un article non modifié par le Sénat relatif à l'impôt général sur le revenu*, p. 734; *Son amendement concernant les réductions d'impôt*, p. 736). — Demande,

comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi ayant pour objet la régularisation de décrets sur les conseils de prud'hommes (A., S. de 1915, t. unique, p. 108). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (p. 265). — Est nommé membre du Conseil supérieur du travail (p. 302). — Est entendu, comme *Vice-Président de la Commission du travail*, sur une motion d'ajournement de la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (p. 333). — Intervient dans la discussion concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé un projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 595). — Prend part, en qualité de *Vice-Président de la Commission*, à la discussion d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des employés et ouvriers (*Amendement de M. Ribeyre à l'article 62*, p. 696 et suiv.; *Article 61*, p. 706 et suiv.; *Amendements: de MM. Boisneuf et Lagrosillière*, p. 708; *de M. Lauche*, ibid.). — Est entendu dans la discussion: d'un projet de loi concernant les emplois civils à réserver aux militaires et marins mutilés de la guerre (p. 1592); de diverses propositions de résolution concernant la Commission du budget et les grandes Commissions (p. 1658, 1659). Est entendu: dans la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Juridiction et procédure. *Ses observations sur l'article 29*, A., S. de 1916, t. unique, p. 912); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à la réunion d'une conférence économique interparlementaire (p. 1071). — Prend part, en qualité de *Vice-Président de la Commission du travail*, à la discussion du projet de loi sur l'organisation du repos du samedi pour les ouvrières du vêtement (A., S. de 1917, t. unique, p. 1267). — Est entendu, comme *Président de la Commission du règlement*, dans la discussion d'une proposition de résolution concernant la création d'une commission centrale de contrôle (p. 2597). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1760); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2892). — Est entendu, comme *Président de la Commission*, dans la discussion d'une proposition et d'un projet de loi

sur la journée de huit heures (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1822, 1834). — Demande le renvoi à la Commission d'une proposition de loi concernant l'impression et la distribution gratuites, par l'administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 2930). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, modifiée une seconde fois par le Sénat, sur l'extention de la capacité civile des syndicats professionnels (p. 3072 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 41, 791, 2264, 3243; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 19, 372, 405, 1273).

GRUET (M. PAUL-LOUIS), *Député de la 2^e circonscription de Dijon [Côte-d'Or]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre: de diverses Commissions (F. n° 41, J. O. de 1915, p. 857); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des Postes et des Télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre deux membres de la Chambre « MM. Caillaux et Loustalot » (F. n° 378, J. O. de 1917, p. 10179). = Sa proposition de loi tendant à abroger l'article 8, paragraphe 4. du Code civil [Application de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité] (I., n° 548; an., S. O. de 1915, p. 72). — Sa proposition de loi concernant les allocations journalières aux familles des militaires mobilisés (I., n° 715; an., S. de 1915, p. 246). — Sa proposition de loi relative à une relève des hommes des jeunes classes affectés au service automobile de l'armée et à l'avancement dans ce service (I., n° 3109; an., S. de 1917, p. 353). — Sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 21 décembre 1916 relative à l'admission des officiers d'administration dans une arme autre que leur arme d'origine (I., n° 3512; an., S. de 1917, p. 967). — Sa proposition de loi tendant à permettre aux femmes d'être nommées aux fonctions de greffier, commis-greffier et greffier expéditionnaire près les cours et tribunaux (I., n° 3718; an., S. de 1917, p. 1248). — Sa proposition de loi tendant à inviter le Gouvernement à décerner la croix de guerre aux prisonniers français évadés des pays ennemis (I., n° 4979; an., S. de 1918, p. 1093). — Sa proposition de loi ayant pour

objet l'abolition de la vénalité des offices ministériels et l'établissement de l'authenticité obligatoire pour les actes civils (I., n° 4830; an., S. de 1918, p. 1203). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (I., n° 5625; an., S. de 1918, p. 144). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate invitant le Gouvernement à assurer une application plus rapide de la loi du 31 mars 1919 modifiant la législation des armées de terre et de mer (I., n° 6811; an., S. de 1919, p. 2621). — Son rapport sur la proposition de résolution de MM. Duboys-Fresney, Paul Simon et Victor Robic, tendant à appeler l'attention du Gouvernement sur les attributions des bureaux de tabac aux veuves ou orphelins des militaires tués à l'ennemi, et son avis sur la proposition de loi de M. Henri Galli tendant à attribuer les recettes buralistes et les bureaux de tabac aux militaires blessés en campagne et aux veuves d'officiers ou de soldats morts au service de la patrie (I., n° 1028; an., S. O. de 1915, p. 659); son rapport supplémentaire (I., n° 1733; an., S. de 1916, p. 115); son second rapport supplémentaire (I., n° 1868; an., S. de 1916, p. 336). — Son rapport, au nom 6^e Bureau, sur l'élection de M. Marcel Rauline par l'arrondissement de Saint-Lô [Manche] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 47). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les accidents agricoles (*Contre-projet de M. Tournan*, A., S. de 1915, t. unique, p. 429, 439; *Retire son amendement au paragraphe 2 de l'article premier*, p. 525). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (p. 707). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son article nouveau relatif à une taxe sur les pianos*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2729). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés de l'armée active et de sa réserve (p. 742; *Son amendement*, A., S. de 1917; t. unique, p. 753); de cette proposition modifiée par le Sénat (*Sa disposition additionnelle*, p. 2047); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux, de la classe 1918 (*Son amendement*, p. 877 et suiv.). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1918; t. unique, p. 1). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les campagnes qui se pour-

suivent relativement aux instructions ouvertes contre des citoyens inculpés de crimes prévus et réprimés par les articles 76 à 81 du Code pénal; 64 et 205 du Code de justice militaire (p. 54); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Demande à interpeller le Gouvernement sur certains agissements de nature à troubler le fonctionnement de la justice militaire (p. 270); développe cette interpellation (p. 340; *Son ordre du jour motivé*, p. 344). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la non révocation d'un juge de paix de la Côte-d'Or (p. 348); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — *Secrétaire d'âge* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Livraison à l'agriculture des engrais provenant des poudreries nationales*, p. 1350). — Est entendu : pour un rappel au Règlement (p. 2891); sur l'ordre du jour (p. 3966). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 1269; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1717). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1174, 2408; A., S. de 1918, t. unique, p. 2208).

GUERNIER (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Saint-Malo [Ille-et-Vilaine], Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de résolution tendant à charger la Commission de la marine marchande de faire une étude en vue de préparer le développement de notre commerce maritime (I., n° 834; an., S. O. de 1915, p. 305). — Sa proposition de résolution tendant à compléter le Règlement de la Chambre en ce qui concerne l'examen des projets de loi relatifs à la défense nationale (I., n° 2786; an., S. de 1916, p. 1786). — Sa proposition de résolution tendant à envoyer une adresse de condoléances à la Chambre des Députés du Guatemala à l'occasion de la destruction de la capitale de cette

République par un tremblement de terre (I., n° 4185; an., S. de 1918, p. 8). — Sa proposition de loi tendant à rattacher les îles Saint-Pierre et Miquelon et leurs dépendances au territoire continental de la France (I., n° 5500; an., S. de 1918, p. 27). — Sa proposition de loi tendant à prévenir les retards apportés au paiement de l'indemnité de démobilisation et des primes annexées (I., n° 6804; an., S. de 1919, p. 2614). — Son rapport sur le projet de loi portant conversion en lois de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914 [Partie concernant les décrets des 13 août, 10 octobre et 12 novembre 1914, relatifs à la garantie de l'Etat en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime] (I., n° 540; an., S. de 1915, p. 64). — Son avis présenté, au nom de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies, sur le projet de loi ratifiant le décret, en date du 27 septembre 1914, relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (I., n° 717; an., S. de 1915, p. 247). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à charger la Commission de la marine marchande de faire une étude en vue de préparer le développement de notre commerce maritime (I., n° 840; an., S. de 1915, p. 463). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, instituant l'assurance obligatoire contre les risques de guerre pour les corps de navires français de 500 tonneaux de jauge brute (I., n° 3286; an., S. de 1917, p. 635). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à envoyer une adresse de condoléances à la Chambre des Députés du Guatemala à l'occasion de la destruction de la capitale de cette République par un tremblement de terre (I., n° 4207; an., S. de 1918, p. 26).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande* [Décret du 10 juin 1914] (J. O., p. 5146).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion des projets de résolution concernant les grandes Commissions (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 197). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi portant conversion en lois, des décrets relatifs à la garantie de l'Etat en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime (A., S. de 1915, t. unique, p. 112). — Prend part à la discussion du projet de loi ratifiant un décret relatif à l'interdiction des relations com-

merciales avec l'Autriche-Hongrie (p. 302; *Ses amendements*, A., S. de 1915, t. unique, p. 313, 317, 319). — Est entendu, comme *Président de la Commission de la marine marchande*, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat d'Etat de la Marine marchande (A., S. de 1915, t. unique, p. 602). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'acquisition de viandes frigorifiées (p. 640, 641). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 811). — Demande, au nom de la *Commission de la marine marchande*, le retrait de la proposition de loi relative aux réquisitions des paquebots de commerce (p. 816). — Prend part à la discussion de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (p. 970). — Est entendu, comme *Président de la Commission de la marine marchande*, dans la discussion du projet de loi relatif au droit à la compensation d'armement des navires achetés à l'étranger (p. 1398 et suiv.). — Adresse une question au Ministre de la Marine au sujet des réparations à accorder aux marins victimes de coups portés par l'ennemi en temps de guerre (p. 2065). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la crise du fret (A., S. de 1916, t. unique, p. 349); est entendu sur une demande de renvoi à quinzaine de la discussion de cette interpellation (p. 475); développe cette interpellation (p. 613 et suiv.). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission de la marine marchande*, à la discussion d'une interpellation sur les réquisitions de bâtiments de la marine marchande (p. 486). — Intervient, en cette même qualité, dans la discussion d'une proposition de résolution tendant à réquisitionner la totalité de la flotte marchande française (p. 1432 et suiv.); du projet de loi comportant garantie par l'Etat des risques de guerre pour les voyages sur les côtes occidentale et équatoriale d'Afrique (p. 1615). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2404 et suiv.). — Intervient, comme *Président de la Commission*, dans la discussion de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2502 et suiv., p. 2510 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'attribution, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (*Amendement de M. Beudoux*, p. 2846). — Prend part, comme *Président de la Commission*, à la discussion du projet de

loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française (*Ses observations relatives à la navigation coloniale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2879). — Est entendu, comme *Président de la Commission de la marine marchande*, dans la discussion : d'un projet de loi concernant la garantie de l'État en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime [coques] (A., S. de 1917, t. unique, p. 147); du projet de loi tendant à modifier le cadre du corps de contrôle de l'administration de la marine (p. 313); d'un projet de loi relatif à la garantie de l'État en matière d'assurance contre les risques maritimes de la guerre [cargaisons] (p. 394). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 1165); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 1166). — Est entendu, comme *Président de la Commission de la marine marchande*, dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 3871). — Est entendu, comme *Vice-Président de la Commission des affaires extérieures*, dans la discussion d'une proposition de résolution tendant à envoyer une adresse de condoléances à la Chambre des Députés du Guatemala, à l'occasion de la destruction de la capitale de cette République par un tremblement de terre (A., S. de 1918, t. unique, p. 144). — Prend part, comme *Président de la Commission de la marine marchande*, à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 586, 597). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, au titre des Ministères du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande (p. 961). — Intervient, comme *Président de la Commission de la marine marchande* dans la discussion : d'interpellations sur les dispositions à prendre pour remédier à l'état de la marine marchande pendant et après la guerre et sur les modalités de la réquisition de la flotte française (p. 2060); d'un projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2745, 2792). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Création de*

frigorifiques pour les produits de la pêche; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1422; *Achat et construction de navires*, p. 1430); d'une proposition de loi concernant les dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1919 (p. 1651); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1662); du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1929). — Est entendu, en qualité de *Président de la Commission de la marine marchande*, dans la discussion du projet de loi tendant à fixer à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes employées sur un navire affecté à la navigation maritime (p. 2552). — Est entendu dans la discussion du projet de loi améliorant les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État (p. 3577). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission*, à la discussion du projet de loi relatif à la reconstitution de la flotte commerciale française (p. 4807). — Obtient des congés (A., S. de 1915; t. unique, p. 1982; A., S. de 1917, t. unique, p. 481; A., S. de 1918, t. unique, p. 802, 2439; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 781, 2753).

GUESDE (M. JULES), *Député de la 7^e circonscription de Lille [Nord], Ministre sans portefeuille.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288).

Est nommé *Ministre sans portefeuille* [décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7698).

Est nommé *Ministre d'État* [décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7812).

Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1, 230; A., S. de 1918, t. unique, p. 269).

GUIBOURG (M. LÉON), *Chef du Cabinet du Garde des Sceaux.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi modifiant la loi du 9 avril 1915 autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France (A., S. de 1916, t. unique, p. 1873).

GUICHARD (M.), *Député de l'arrondissement de Carpentras [Vaucluse]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de diverses Commissions (F.. n° 35 ; J. O. de 1915, p. 307 ; F., n° 41, J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2708). — Sa proposition de résolution tendant à créer un insigne pour les évadés et rapatriés (I., n° 3879 ; an., S. de 1917, p. 1415). — Sa proposition de loi concernant la vérification des compteurs à gaz, à eau et à électricité (I., n° 4279 ; an., S. de 1918, p. 132). — Sa proposition de loi concernant les déserteurs à l'étranger (I., n° 4498 ; an., S. de 1918, p. 447). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'interdiction d'abatage des oliviers (I., n° 4024 ; an., S. de 1917, p. 1779). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 12 février 1918 réglementant la fabrication, la mise en vente et la consommation de certaines denrées alimentaires (I., n° 4485 ; an., S. de 1918, p. 435). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'attribution des terrains, bâtiments et annexes de l'ancien pénitencier agricole de Castelluccio, entre l'École pratique d'agriculture d'Ajaccio, d'une part, et la commune d'Ajaccio, d'autre part (I., n° 6119 ; an., S. de 1919, p. 1394). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet de loi tendant à modifier la législation algérienne relative à la lutte contre le phylloxéra (I., n° 6240 ; an., S. de 1919, p. 1725). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Ernest Lairolle par la 2^e circonscription de Nice [Alpes-Maritimes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 9). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1915, t. unique, p. 346, 421, 422, 618). — Intervient dans la discussion : du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, concernant l'achat et la vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile (p. 1458) ; d'une interpellation sur la distribution de vêtements chauds, de linge, et le mode de couchage des soldats (p. 1974). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les circulaires relatives à l'accès des militaires dans les cafés, restaurants et débits de boissons (A., S. de 1916, t. unique, p. 159). — Est entendu sur le renvoi à quinzaine de la discussion d'une proposition de loi concernant

les conditions de nomination aux grades de colonel et de général de brigade (p. 397). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 583 et suiv.). — Est entendu : sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution relative aux nominations d'officier à titre temporaire (p. 1022) ; dans la discussion d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (*Discussion générale*, p. 2152). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2448). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les affectations et le maintien sous les drapeaux des hommes de la classe 1889 (p. 2486) ; développe cette interpellation (A., S. de 1917, t. unique, p. 110 et suiv. ; *Son ordre du jour motivé*, p. 119). — Est entendu pour un rappel au Règlement (A., S. de 1916, t. unique, p. 2862). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions pour les travaux de labours et d'ensemencements (A., S. de 1917, t. unique, p. 73 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les hommes des classes 1888 et 1889*, p. 280 et suiv.) ; de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 622 et suiv., p. 640) ; du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Son amendement*, p. 868 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la taxation du blé (p. 1065). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la relève des régiments territoriaux qui sont sur le front, en première ligne, depuis le début des hostilités (p. 1176) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1503) ; la développe (p. 2275 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 2339). — Prend part à la discussion des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1317 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le renvoi intégral dans leurs foyers des hommes appartenant aux classes 1888 et 1889 (p. 1614). — Est entendu : sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion en Comité secret des interpellations sur les opérations militaires (p. 1722) ; dans la discussion d'interpellations concernant le ravitaille-

ment du pays (A., S. de 1917, t. unique, p. 2644). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le renvoi des hommes des classes 1888 et 1889 (p. 2707); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2808). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 3018); du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (p. 3834). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Amendements concernant le paragraphe premier de l'article 28*, A., S. de 1918, t. unique, p. 206); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3234; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 888, 919). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la création d'un Office central des produits chimiques agricoles (A., S. de 1918, t. unique, p. 637); d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 750); du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 1106). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la ration de pain allouée aux travailleurs des villes et de la campagne (p. 1318); développe cette interpellation (p. 1333). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (*Discussion générale*, p. 1994; *Son contre-projet*, p. 2016). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations relatives au ravitaillement de la population civile (p. 2096). — Est entendu dans la discussion de plusieurs interpellations sur la crise des transports (p. 2134). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la mise en sursis et la libération des hommes des vieilles classes (p. 2425); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*); la développe (p. 2270; *Son ordre du jour motivé*, p. 2778). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3010); d'un projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3410); du projet de loi relevant l'in-

demnité temporaire accordée aux petits retraités de l'Etat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 371); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 628, 3253); de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 765); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnité d'habillement aux militaires détachés à la terre*, p. 1185); des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Remise d'impôts à certaines catégories de mobilisés*, p. 1467); de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1762); d'interpellations : sur la liquidation des pensions militaires (p. 2028); sur le retard apporté dans le paiement de la prime de démobilisation (p. 2079). — Adresse au Ministre de la Guerre une question concernant un soldat porté comme disparu (p. 2434). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Agriculture et Ravitaillement : *Discussion générale*, p. 2608); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3215). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les causes qui entravent la vente sur les grands marchés, des produits maraîchers de la région méridionale (p. 3604); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 3873). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 130). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 628; A., S. de 1915, t. unique, p. 682; A., S. de 1916, t. unique, p. 252, 633, 2800; A., S. de 1917, t. unique, p. 1419, 3310; A., S. de 1918, t. unique, p. 97, 2565; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 791, 1507, 2267).

GUICHENNÉ (M.), *Député de la 2^e circonscription de Bayonne [Basses-Pyrénées]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des dommages de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 1586). — Son rapport sur la proposi-

tion de loi relative à la liquidation provisoire des pensions dues aux veuves et des secours annuels dus aux orphelins de militaires décédés en captivité (I., n° 2143; an., S. de 1916, p. 692). = Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 268). = S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 1969).

GUILLEMIN (M. le Général), *Chargé des services de l'aéronautique.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion des interpellations concernant l'aéronautique (A., S. de 1917, t. unique, p. 540).

GUILLEMONT (M.), *Sous-chef de bureau au service des pêches maritimes.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2518).

GUIRAUD (M.), *Député de l'arrondissement de Lavaur [Tarn].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission du règlement (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1916, un crédit extraordinaire de 600.000 francs, pour venir en aide aux victimes de la grêle dans l'arrondissement de Lavaur [Tarn] (I., n° 2239; an., S. de 1916, p. 933). — Sa proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission du ravitaillement (I., n° 3834; an., S. de 1917, p. 1493).

= Son rapport sur le projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Carcassonne [Aude] (S. O. de 1914; Fasc., n° 15). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées d'intérêt local dans les départements du Tarn et de la Haute-Garonne et d'autoriser la Compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à l'entreprise (I., n° 229; an., S. O. de 1914, p. 1938). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission du ravitaillement (I., n° 4317; an., S. de 1918, p. 174). = Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. Georges Ponsot par l'arrondissement de Dôle [Jura] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 37). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2103). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Retire son amendement relatif aux réformés n° 2*, p. 2660). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le fonctionnement du service de santé au cours de la dernière offensive (A., S. de 1917, t. unique, p. 1176); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1454). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur le service de santé (p. 1746); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1750). — Prend part à la discussion des interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2625). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 290); du projet de loi relatif au recensement, à la révision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2028). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à instituer des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose pulmonaire (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 902); du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 917). = Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 2070).

GUISLAIN (M. LOUIS), *Député de la 2^e circonscription de Douai [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des douanes; de la Commission du travail (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi tendant à supprimer les inégalités fiscales occasionnées par les bouilleurs de cru (I., n^o 537; an., S. O. de 1915, p. 63). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la sélection des betteraves (I., n^o 2563; an., S. de 1916, p. 1485). — Sa proposition de loi tendant à ramener au taux de 15 francs les 100 kilogrammes de sucre raffiné les droits sur les sucres bruts et raffinés de toute origine, fixés à 25 francs par les deux paragraphes de l'article premier de la loi du 28 janvier 1903 (I., n^o 2698; an., S. de 1916, p. 1651). — Sa proposition de loi tendant à l'émission d'une loterie dont le produit servira au paiement immédiat des indemnités dues pour dommages de guerre aux populations des départements envahis (I., n^o 6427; an., S. de 1919, p. 2022). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'émission d'une loterie nationale dont le produit servira au paiement immédiat des indemnités dues pour dommages de guerre aux populations des départements libérés (I., n^o 6959; an., S. de 1919, p. 2888). = Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution concernant la sélection des betteraves (A., S. de 1916, t. unique, p. 2241 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement concernant la taxe sur les sucres*, p. 2782; *le retire*, *ibid.*). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Finances : *Allocations aux femmes des douaniers*, A., S. de 1918, t. unique, p. 809). — Intervient dans la discussion des interpellations

sur l'interprétation du statut des réfugiés (p. 2333). — Son allocution concernant la délivrance de la ville de Lille (p. 2424). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1566); d'interpellations sur l'aggravation de la crise des transports (p. 2013); d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2191). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Agriculture et Ravitaillement : *Discussion générale*, p. 2608); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4364, 4440). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255; A., S. de 1917, t. unique, p. 460; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1357). = Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2061).

GUISTHAU (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Nantes [Loire-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre de diverses Commissions (F., n^o 7; J. O. de 1914, p. 5126). = Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur les élections : de M. Augé, par la 1^{re} circonscription de Rodez [Aveyron] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 12); de M. Gaffier, par la 2^e circonscription de Rodez [Aveyron] (p. 114). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur les réquisitions des bateaux de la marine marchande (A., S. de 1916, t. unique, p. 491). = Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3290).

H

HAARBLEICHER (M.), *Chargé de la direction des services des constructions navales et du matériel au Commissariat des transports maritimes et de la marine marchande.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils [Transports maritimes et marine et marine marchande] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2518) ; d'interpellations relatives à la cessation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie et la Tunisie (p. 2897).

HALGOUET (M. le lieutenant-colonel DU), *Député de l'arrondissement de Redon [Ille-et-Vilaine].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Président du 3^e Bureau (F., n^o 3 ; J. O. de 1914, p. 4961). = Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission de l'armée (A. S. de 1916, t. unique, p. 998). = Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la taxation du blé (A., S. de 1917, t. unique, p. 1066) ; de plusieurs interpellations sur le ravitaillement du pays (p. 2722) ; du projet de loi tendant à la constitution d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et à la suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3719). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 150 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 746, 2577 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 55, 130, 250, 1026, 2008 ; A., S. de 1918, t. unique,

p. 1968, 2070). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1294 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 252 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1174 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 2201, 2641). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1507).

HAMELIN (M. le Colonel), *Chef de la section d'Afrique à l'état-major de l'armée.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi relatif au corps des interprètes militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 161) ; du projet de loi créant l'emploi d'adjudant indigène pour les militaires indigènes des unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord (p. 1081) ; du projet de loi ouvrant aux militaires indigènes de l'Afrique du Nord l'accession à tous les grades (A., S. de 1918, t. unique, p. 898).

HAUDOS (M.), *Député de l'arrondissement de Vitry-le-François [Marne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682) ; de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236) ; de la Commission de comptabilité (F., n^o 397 ; J. O. de 1918, p. 925). = Sa proposition de loi tendant

à modifier le n° 537 au tarif général des douanes en ce qui concerne les outils de mécaniciens [Mèches américaines] (I., n° 161 ; an., S. O. de 1914, p. 1892). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à établir sur tous les points d'entrée de Suisse, dans les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, des postes de surveillance avec pouvoirs d'expertise légale (I., n° 2092 ; an., S. de 1916, p. 659). — Sa proposition de loi tendant à autoriser, pendant la durée des hostilités et dans les six mois qui suivront la conclusion de la paix, l'entrée en France des bouteilles vides dites « champenoises » et « bordelaises » moyennant le paiement d'un droit réduit de 0 fr. 50 par 100 kilogrammes (I., n° 2350 ; an., S. de 1916, p. 1089). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à autoriser les agriculteurs des départements de la zone des armées, dont les blés ont été gelés au cours de l'hiver, à conserver, sur les stocks qu'ils détiennent encore, les quantités nécessaires à l'ensemencement de leurs terres, à concurrence de 150 kilos par hectare (I., n° 3553 ; an., S. de 1917, p. 1002). — Sa proposition de loi tendant à augmenter, pendant toute la durée des hostilités et jusqu'au vote d'une loi établissant un nouveau tarif, les émoluments de tous les huissiers de France (I., n° 4918 ; an., S. de 1918, p. 956). — Sa proposition de résolution tendant à faire étudier et exécuter d'urgence les travaux nécessaires à la remise en état de navigabilité de certains canaux de la région de l'Est, à reconstituer sans délai, dans cette région, les divers services techniques de navigation et à placer la direction de ces travaux sous le contrôle du Ministère du Blocus et des Régions libérées (I., n° 5260 ; an., S. de 1918, p. 1832). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à autoriser, pendant la durée des hostilités et dans les six mois qui suivront la conclusion de la paix, l'entrée en France des bouteilles vides dites « champenoises » et « bordelaises » moyennant le paiement d'un droit réduit de 0 fr. 50 par 100 kilogrammes (I., n° 2424 ; an., S. de 1916, p. 1174). — Son rapport sur le projet de loi suspendant jusqu'à la date de la levée de la prohibition de l'importation des sucres étrangers pour compte particulier l'application de la disposition additionnelle au n° 91 du tarif des douanes qui autorise la perception d'un droit de douane supplémentaire de 14 francs par 100 kilos (I.,

n° 5054 ; an., S. de 1918, p. 1244). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de M. le duc de La Trémoille et plusieurs de ses collègues, invitant le Gouvernement à laisser pénétrer librement les matières premières, les objets manufacturés nécessaires à notre exportation, ainsi que les machines agricoles, et à revenir le plus rapidement possible à la liberté commerciale (I., n° 5997 ; an., S. de 1919, p. 1202). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le projet d'émission d'un nouvel emprunt brésilien en France (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 820). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son article additionnel*, A., S. de 1917, t. unique, p. 97). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant fixation du budget des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 1635). — Prend part, comme *Rapporteur* de la Commission des douanes, à la discussion d'une proposition de résolution sur le rétablissement de la liberté commerciale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1920). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Revision des tarifs des officiers ministériels*, p. 2776) ; du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (p. 3486). — Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 2540).

HAUET (M.), *Député de la 2^e circonscription de Vervins [Aisne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). — Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 99 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (I., n° 250 ; an., S. de 1914, p. 1977). — Sa proposition de loi tendant à établir un droit de douane sur les poudres de lait (I., n° 252 ; an., S. O. de 1914, p. 225). — Sa proposition de loi concernant les marques collectives de fabrique

ét de commerce (I., n° 566; an., S. O. de 1915, p. 183). — Sa proposition de loi portant modification de la loi du 16 avril 1917 accordant des dégrèvements aux familles des militaires morts sous les drapeaux au cours de la présente guerre (I., n° 3454; an., S. de 1917, p. 956). — Son rapport sur le projet de loi prorogeant la validité de lois relatives à l'importation, à la taxation et à la réquisition des combustibles minéraux (I., n° 7010; an., S. de 1919, p. 2939). — Est nommé membre du Comité consultatif des mines (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4226). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 4442). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 3139; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1349, 2373, 3101). — Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 3669).

HECKER (M.), *Directeur adjoint des chemins de fer.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. de 1919, t. unique, p. 2630).

HENDLÉ (M.), *Directeur du personnel au Ministère de l'Intérieur* puis *Directeur de l'Administration départementale et communale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 372); d'une proposition de loi concernant les municipalités désireuses de constituer aux employés municipaux des indemnités de vie chère (p. 2228); du projet de loi portant modification de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 2506); du projet et des propositions de loi ayant pour objet de garantir leur travail ou leur emploi aux ouvriers et employés atteints par la mobilisation (p. 2678); discussion du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1039); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2357).

HENNESSY (M. JAMES), *Député de l'arrondissement de Cognac [Charente].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'avancement en temps de guerre dans les corps d'officiers de la marine (I., n° 484; an., 2° S. E. de 1914, p. 2189). — Son avis, présenté au nom de la Commission du commerce et de l'Industrie, sur le projet de loi tendant à autoriser le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes à ordonner des restrictions dans la consommation, en temps de guerre, du papier et des matières entrant dans sa fabrication (I., n° 4048; an., S. de 1917, p. 2613). — Son rapport sur le projet de loi concernant les conditions d'avancement en temps de guerre, des officiers des différents corps de la marine occupant des emplois spéciaux à terre (I., n° 5025; an., S. de 1918, p. 1199). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu; impositions du contribuable taxé d'office*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 765). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi relatif à l'avancement dans les corps d'officiers de la marine (A., 2° S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 948). — Est entendu dans la discussion des interpellations sur la constitution du Cabinet, la censure et les déclarations du Gouvernement (A., S. de 1915, t. unique, p. 1509). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 939); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1250). — Est entendu : sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (A., S. de 1917, t. unique, p. 1743); dans la discussion d'une interpellation concernant l'achat de navires à l'étranger (p. 2204). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2310); d'interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2634). — Est

entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations relatives au ravitaillement (A., S. de 1917, t. unique, p. 2947). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 632). — Ses observations sur l'ensemble du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1983). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2803). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la démobilisation des navires et le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 822). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Construction et achat de navires*, p. 1431); d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1823); du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1928); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1919 pour le personnel scientifique et enseignant (p. 3051). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 486; A., S. de 1915, t. unique, p. 734; A. S. O. de 1919, t. unique, p. 2097, 2187, 2409). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 294, 1294, 1491; A., S. de 1916, t. unique, p. 38, 998, 1826; A., S. de 1917, t. unique, p. 3711; A., S. de 1918, t. unique, p. 802; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 183, 555).

HENNESSY (M. JEAN), *Député de l'arrondissement de Barbezieux [Charente]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). — Sa proposition de loi tendant à la décentralisation administrative et à la représentation des intérêts économiques par la suppression des départements, la constitution de régions et l'élection

d'assemblées régionales (I., n° 847; an., S. de 1915, p. 366). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la création de quatre Sous-Secrétariats d'Etat au Ministère de la Guerre (I., n° 1045; an., S. de 1915, p. 678). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la création de conseils consultatifs économiques par région militaire (I., n° 1127; an., S. de 1915, p. 805). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la création de conseils économiques régionaux (I., n° 1855; an., S. de 1916, p. 329). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la création du contrôle aux armées (I., n° 2128; an., S. de 1916, p. 686). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à améliorer la composition et le fonctionnement des comités consultatifs d'action économique (I., n° 2172; an., S. de 1916, p. 764). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la création du contrôle aux armées et dans la zone de l'intérieur (I., n° 2255; an., S. de 1916, p. 937). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à étudier la constitution d'un état-major interallié (I., n° 2779; an., S. de 1916, p. 1784). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à compléter le Code de justice militaire pour l'armée de terre en y introduisant des sanctions contre les chefs de corps et les officiers généraux coupables de fautes professionnelles commises volontairement, par négligence ou impéritie (I., n° 3300; an., S. de 1917, p. 689). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à restaurer la liberté de discussion (I., n° 3450; an., S. de 1917, p. 862). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution concernant la création de conseils consultatifs économiques par région militaire (I., n° 1155; an., S. de 1915, p. 829). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de sa proposition de résolution tendant à améliorer la composition et le fonctionnement des comités consultatifs d'action économique (I., n° 2400; an., S. de 1916, p. 1415). — Son rapport sommaire sur la de-

mande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Ceccaldi tendant à rendre effective et quotidienne, par l'institution d'un carnet d'identité, la surveillance des étrangers établis ou circulant sur le territoire de la France, des colonies et des pays de protectorat, et à contrôler, dans les mêmes conditions, pendant les dix années qui suivront leur naturalisation, les déplacements de toutes les personnes admises à la qualité de Français (I., n° 3046; an., S. de 1917, p. 238). — Son rapport sur : 1° la proposition de M. Antoine Borrel (Savoie), tendant à la création d'une carte nationale d'identité; 2° la proposition de loi de MM. Bouffandeau, Louis Puech et Ajam, tendant à l'établissement d'un carnet d'identité; 3° la proposition de loi de M. Ceccaldi, tendant à rendre effective et quotidienne, par l'institution d'un carnet d'identité, la surveillance des étrangers établis ou circulant sur le territoire de la France, des colonies et des pays de protectorat, et à contrôler, dans les mêmes conditions, pendant les dix années qui suivront leur naturalisation, les déplacements de toutes les personnes admises à la qualité de Français (I., n° 3784; an., S. de 1917, p. 1376); son rapport supplémentaire (I., n° 6444; an., S. de 1919, p. 2056); son 2° rapport supplémentaire (I., n° 6624; an., S. de 1919, p. 2295). — Son rapport sur les propositions de loi et de résolution concernant la réorganisation administrative de la France (I., n° 4285; an., S. de 1918, p. 817). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'accroître, par des mesures fiscales, les produits de l'exploitation de divers services publics, de limiter les fraudes, de remanier divers impôts existants et d'instituer des impôts sur la dépense et une taxe annuelle sur les capitaux recueillis à titre gratuit. [Art. 25. — Droits d'entrée dans les musées et de reproduction des objets d'art appartenant à l'Etat.] (I., n° 4391; an., S. de 1918, p. 288). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'accroître, par des mesures fiscales, les produits de l'exploitation de divers services publics, de limiter les fraudes, de remanier divers impôts existants et d'instituer des impôts sur la dépense et une taxe annuelle sur les capitaux recueillis à titre gratuit. [Art. 1 à 7. — Impôts et droits sur les transports.] (I., n° 4494; an., S. de 1918, p. 445). — Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Delahaye (Marius), par la 2^e circonscription d'Abbeville [Somme] (A., S. O. de 1914,

t. 2, p. 84); de M. Lecointe, par la 1^{re} circonscription d'Amiens [Somme] (p. 84); de M. Jouancoux par la 2^e circonscription d'Amiens [Somme] (p. 84); de M. Jovelet, par l'arrondissement de Doullens [Somme] (p. 84); de M. L.-L. Klotz, par l'arrondissement de Montdidier [Somme] (p. 84). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour la création de deux Sous-Secrétaires d'Etat à la Guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1262). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion de sa proposition de résolution concernant la création de conseils consultatifs économiques par région militaire (p. 1296). — Prend part à la discussion de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (A., S. de 1916, t. unique, p. 1514 et suiv.; *Amendement de M. Varenne à l'article 5 du nouveau texte de la Commission*, p. 1595). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'organisation du commandement interalliés et la mise en commun de leurs ressources militaires (p. 2466). — Son rapport sur une pétition (p. 2528). — Explique son vote sur l'ensemble de l'ordre du jour motivé de M. Bahaud-Lacroze, présenté à la suite de la discussion de diverses interpellation en Comité secret (p. 2548). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la nécessité de déférer à un conseil de guerre, les officiers généraux commandant devant l'ennemi, lorsqu'ils sont relevés de leur commandement (A., S. de 1917, t. unique, p. 1176); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1454). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion en Comité secret d'une interpellation sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre à l'égard des délégués à la conférence de Stockholm (p. 1352). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion en Comité secret des interpellations concernant les opérations militaires (p. 1706); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1730). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'unité de direction interalliée (p. 3054); développe cette interpellation (p. 3069). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1918, t. unique, p. 566). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Impôt sur les transports par chemin de fer*, p. 1173; *Impôt sur les transports par eau*, p. 1179); d'une interpellation sur la division

de la France en régions économiques (A., S. de 1918, t. unique, p. 2571). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1083, 1868). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1054, 2452; A., S. de 1917, t. unique, p. 1586, 1811, 2654, 2917; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968, 3187; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1, 2097, 2651). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 424; A., S. de 1915, t. unique, p. 23, 302, 1491, 1517; A., S. de 1916, t. unique, p. 2160, 2556; A., S. de 1917, t. unique, p. 280, 2085, 2694, 3310, 3711; A., S. de 1918, t. unique, p. 54, 348, 843, 1252, 1767, 2070, 2641; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957, 2209).

HENRI PONCET (M.), *Député de la 2^e circonscription de Charolles [Saône-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. Merlin de la 2^e circonscription de Roanne [Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 40). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1915, t. unique, p. 419). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la taxation du blé (A., S. de 1917, t. unique, p. 1068).

HENRI ROY (M.), *Député de la 2^e circonscription d'Orléans [Loiret]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre de la Commission des Travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de comptabilité (F. n° 297, J. O. de 1917, p. 925); de la Commission des marchés (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant aux actes de concession de la partie du tramway de Ligny-le-Ribault à Neung-sur-Beuvron,

comprise dans le département de Loir-et-Cher (I., n° 497; an., S. de 1915, p. 3). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de convertir en loi le décret du 8 décembre 1914 qui a prorogé le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'exécution du réseau de tramways dont l'établissement, dans les départements de Loir-et-Cher, d'Eure-et-Loir, d'Indre-et-Loire et du Loiret, a été déclaré d'utilité publique par le décret du 31 octobre 1910 (I., n° 915; an., S. de 1915, p. 414). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver les conventions intervenues entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et la Société générale des Chemins de fer économiques, la Compagnie des Chemins de fer départementaux, la Compagnie des Chemins de fer du Sud de la France, pour l'attribution d'allocations complémentaires aux agents des lignes d'intérêt général concédées à ces trois Compagnies (I., n° 3343; an., S. de 1917, p. 741); son rapport supplémentaire (I., n° 3458; an., S. de 1917, p. 741); son second rapport supplémentaire (I., n° 3576; an., S. de 1917, p. 1013). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (I., n° 3569; S. de 1917, p. 1014). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'adoption d'un programme d'amélioration et d'extension du port du Havre (I., n° 4433; an., S. de 1918, p. 387). — Son rapport sur le projet de loi relatif au maintien à titre définitif, des travaux publics exécutés pendant la guerre (I., n° 5438; an., de 1918, p. 2104); son rapport supplémentaire (I., n° 5607; an., S. de 1919, p. 218); son second rapport supplémentaire (I., n° 5669; an., S. de 1919, p. 657). — Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les élections : de M. Clément Clament par l'arrondissement de Bergerac [Dordogne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 22); de M. Louis Turmel par l'arrondissement de Guingamp [Côtes-du-Nord] (p. 343); prend part à la discussion des conclusions de ce dernier rapport (p. 414, 416). — Prend part en qualité de *Rapporteur* à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'approuver les conventions intervenues entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et la Société générale des chemins de fer économiques, la Compagnie des chemins de fer départementaux, la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France, pour l'attribution d'allocations supplémentaires

aux agents des lignes d'intérêt général concédées à ces trois compagnies (A., S. de 1917, t. unique, p. 2220). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi relatif au maintien à titre définitif des travaux publics exécutés pendant la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 451). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637; A., S. de 1915, t. unique, p. 27, 81, 904; A., S. de 1916, t. unique, p. 591, 655, 1020, 1190, 2466; A., S. de 1918, t. unique, p. 3265). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1276; A., S. de 1917, t. unique, p. 1060, 2984, 3851).

HENRY-PATÉ (M.), *Député de la 1^{re} circonscription du XI^e arrondissement de Paris [Seine], Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'enseignement (A., S. de 1919, p. 2188); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2717). — Sa proposition de loi concernant la résiliation des baux (I., n° 593; an., S. de 1915, p. 154). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à accorder d'urgence un insigne spécial aux militaires de tous grades, mis hors cadres, ou réformés, ou versés dans le service auxiliaire pour blessures de guerre ou maladie contractée au service (I., n° 2238; an., S. de 1916, p. 932). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à donner aux chimistes militaires, pendant la durée de la guerre, l'équivalence entre les grades universitaires et diplômes d'ingénieurs chimistes et les grades militaires (I., n° 2343; an., S. de 1916, p. 1088). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'assurer l'assimilation, pendant la durée de la guerre, des officiers et assimilés de la réserve et de l'armée territoriale aux officiers et assimilés de l'armée active, en ce qui concerne le droit à l'avancement et aux décorations (I., n° 2471; an., S. de 1916, p. 1423). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate,

relative à la création d'un cadre d'ingénieurs-chimistes militaires (I., n° 2617; an., S. de 1916, p. 1560). — Sa proposition de loi relative au fonctionnement des services administratifs de l'Administration centrale du Ministère de la Guerre (I., n° 3000; an., S. de 1917, p. 135). — Sa proposition de loi ayant pour objet de permettre la titularisation des officiers qui se sont engagés volontairement pour la durée de la guerre (I., n° 3274; an., S. de 1917, p. 633). — Sa proposition de loi tendant à accorder la demi-solde aux officiers mis hors cadres pour blessure ou maladie contractée au service, mais appartenant à une classe mobilisable (I., n° 3275; an., S. de 1917, p. 633). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'insigne spécial institué pour les blessés de guerre ou les réformés aux militaires versés dans le service auxiliaire pour maladies contractées ou aggravées au service (I., n° 3276; an., S. de 1917, p. 633). — Sa proposition de résolution tendant à réaliser la réorganisation du Service de l'intendance (I., n° 3378; an., S. de 1917, p. 781). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier, pour le temps de guerre, les règles relatives à l'avancement des officiers (I., n° 3921; an., S. de 1917, p. 2016). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à modifier, en ce qui concerne les fils d'étrangers nés en France, le décret du 10 août 1914 (I., n° 4234; an., S. de 1918, p. 98). — Sa proposition de loi ayant pour objet de permettre aux officiers et assimilés de complément placés dans la position d'officiers honoraires, s'ils ont été l'objet d'une ou de plusieurs propositions pour la croix de la Légion d'honneur avant leur radiation des cadres, de faire valoir leurs droits à cette récompense (I., n° 4357; an., S. de 1918, p. 242). — Sa proposition de loi ayant pour objet de décharger de la responsabilité civile, les fonctionnaires publics, les membres de l'enseignement public, les professeurs et maîtres de gymnastique des établissements publics et les instructeurs militaires, au cours des séances d'éducation physique et de préparation au service militaire (I., n° 4426; an., S. de 1918, p. 370). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'autoriser la nomination dans l'armée active des officiers ou sous-officiers retraités ou réformés par suite de blessure de guerre ou de maladie contractée au service, à des emplois militaires correspondant à leur grade (I., n° 4626; an., S. de 1918, p. 568). — Sa propo-

sition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à accorder un insigne spécial aux engagés volontaires pour la durée de la guerre (I., n° 4908; an., S. de 1918, p. 954). — Sa proposition de loi tendant à accorder des exemptions d'impôts aux associations reconnues d'utilité publique et qui ont pour objet exclusif l'éducation physique, la préparation militaire ou l'hygiène sociale (I., n° 4940; an., S. de 1918, p. 1213). — Sa proposition de résolution relative à la création d'un Ministère de la Santé publique (I., n° 5759; an., S. de 1919, p. 885). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 avril 1916 sur l'honorariat du grade des officiers de complément (I., n° 5848; an., S. de 1919, p. 995). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la liste des professions soumises à la taxe instituée par la constitution du fonds de garantie en matière d'accidents du travail d'après le taux réduit applicable aux exploitations commerciales (I., n° 5864; an., S. de 1919, p. 1018). — Sa proposition de loi tendant à abroger l'article 2 de la loi du 30 novembre 1875 et l'article 9 de la loi du 21 mars 1905 (I., n° 5866; an., S. de 1919, p. 1019). — Sa proposition de résolution relative à l'allocation d'une indemnité de fonction aux gardiens de bureaux des postes et des télégraphes (I., n° 6008; an., S. de 1919, p. 1207). — Sa proposition de loi sur le délaicongé en ce qui concerne les concierges (I., n° 6009; an., S. de 1919, p. 1208). — Sa proposition de loi tendant à abroger l'article 7 de la loi du 30 novembre 1875 et l'article 5 de la loi du 9 décembre 1884, et à modifier l'article 8 de la loi du 10 août 1871, l'article 21 de la loi du 2 août 1875, l'article 12 de la loi du 30 novembre 1875, les articles 31 et 33 de la loi du 5 avril 1884 et l'article premier de la loi du 23 juillet 1891 [Éligibilité des militaires des armées de terre et de mer] (I., n° 6096; an., S. de 1919, p. 1325). — Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'éducation physique de la jeunesse (I., n° 6184; an., S. de 1919, p. 1625). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de modifier la loi du 9 mars 1918 portant règlement des loyers en ce qui concerne les sociétés, associations, fédérations d'éducation physique, de sports et de préparation au service militaire (I., n° 6185; an., S. de 1919, p. 1626). — Sa proposition de loi, présentée

avec demande de discussion immédiate, tendant à faire porter intérêt à l'indemnité de démobilisation et aux primes mensuelles non payées aux démobilisés dans les délais voulus (I., n° 6294; an., S. de 1919, p. 1787). — Sa proposition de loi relative à une promotion spéciale dans la Légion d'honneur, la médaille militaire et la croix de guerre (I., n° 6881; an., S. de 1919, p. 2701). — Sa proposition de loi portant organisation de l'armée (I., n° 7021; an., S. de 1919, p. 2946). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à instituer une croix, dite « croix de guerre », destinée à commémorer les citations individuelles pour faits de guerre à l'ordre des armées de terre et de mer des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments (I., n° 823; an., S. O. de 1915, p. 304). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond, d'une proposition de loi tendant à assurer la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (I., n° 936; an., S. O. de 1915, p. 417). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de loi tendant à assurer la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables (I., n° 1026; an., S. O. de 1919, p. 655). — Son rapport sur le projet de loi portant modification à l'article 3 de la loi du 20 mars 1880 sur le service d'état-major (I., n° 1196; an., S. de 1915, p. 853). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à assurer la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables (I., n° 1210; an., S. de 1915, p. 857). — Son rapport sur la proposition de loi réglementant les conditions d'attribution de la croix de guerre (I., n° 1487; an., S. de 1915, p. 1330). — Son rapport sur la proposition de loi concernant les nominations et promotions dans la Légion d'honneur pour faits de guerre (I., n° 1672; an., S. de 1916, p. 42) (1). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à l'organisation d'un concours d'admission à l'École militaire de Saint-Cyr en 1916 (I., n° 1673; an., S. de 1916, p. 42). — Son rapport sur le projet de loi complétant, en ce qui concerne les omis, les dispositions de la loi du 21 mai 1905 (I., n° 1712; an., S. de 1916, p. 61). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant des can-

1) Ce document n'a pas été publié.

didats admis à l'École polytechnique et à l'École spéciale militaire et des candidats admissibles à l'École polytechnique en 1914 (I., n° 1771 ; an., S. de 1916, p. 148). — Son rapport sur la proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (I., n° 1772 ; an., S. de 1916, p. 310). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier, pendant la durée de la guerre, les articles 43 et 57 de la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (I., n° 1811 ; an., S. de 1916, p. 205). — Son rapport sur le projet de loi modifiant la limite d'âge des colonels et des officiers généraux (I., n° 1830 ; an., S. de 1916, p. 313). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'admission dans l'armée active des vétérinaires aides-majors de 1^{re} et de 2^e classe de réserve (I., n° 1831 ; an., S. de 1916, p. 316). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à instituer un diplôme à remettre aux familles des officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer, morts pour la patrie depuis le début des hostilités (I., n° 1979 ; an., S. de 1916, p. 577). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'examen des ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916, 1917 et des exemptés des classes 1915, 1916, 1917 (I., n° 1995 ; an., S. de 1916, p. 587). — Son rapport sur le projet de loi tendant à abroger la loi du 7 avril 1914 qui fixe les limites d'âge d'admission à l'École polytechnique (I., n° 2018 ; an., S. de 1916, p. 616). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi relative à l'admission au grade de vétérinaires aides-majors de 2^e classe des vétérinaires auxiliaires servant dans l'armée, au titre de la réserve, depuis le début des hostilités (I., n° 2019 et annexes ; an., S. de 1916, p. 616). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder d'urgence un insigne spécial aux militaires de tous grades mis hors cadres, ou réformés, ou versés dans le service auxiliaire pour blessures de guerre ou maladie contractée au service (I., n° 2363 ; an., S. de 1916, p. 1149). — Son rapport sur le projet de loi modifiant les dispositions actuelles relatives au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels une position spéciale (I.,

n° 2504 ; an., S. de 1916, p. 1452). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double à tous les militaires des armées de terre et de mer combattant dans la zone des opérations actives (I., n° 2555 ; an., de 1916, p. 1483). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 24 avril 1916, relative à la nomination, au grade de sous-lieutenant, des candidats admis aux Ecoles : Polytechnique, Spéciale militaire, Nationale Supérieure des Mines, Nationale des Ponts et Chaussées, Centrale des Arts et Manufactures, Nationale des Mines de Saint-Etienne, et des candidats admissibles en 1914 à l'École Polytechnique (I., n° 2556 ; an., S. de 1916, p. 1484) ; son rapport supplémentaire (I., n° 2589 ; an., S. de 1916, p. 1509). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à donner aux chimistes militaires, pendant la durée de la guerre, l'équivalence entre les grades universitaires et diplômes d'ingénieurs chimistes et les grades militaires (I., n° 2557 ; an., S. de 1916, p. 1484). — Son rapport sur : 1^o la proposition de loi de MM. Raoul Briquet et Etienne Rognon, ayant pour objet de modifier, pour le temps de guerre, les règles relatives à l'avancement des sous-lieutenants ; 2^o la proposition de résolution de MM. Henry Paté et Bouilloux-Laffont, ayant pour objet d'assurer l'assimilation, pendant la durée de la guerre, des officiers et assimilés de la réserve et de l'armée territoriale aux officiers et assimilés de l'armée active, en ce qui concerne le droit à l'avancement et aux décorations (I., n° 2558 ; an., S. de 1916, p. 1501) ; son rapport supplémentaire (I., n° 2609 ; an., S. de 1916, p. 1517) ; son second rapport supplémentaire (I., n° 2864 ; an., S. de 1916, p. 13). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la nomination au grade de vétérinaire aide-major de 2^e classe, à titre temporaire et pour la durée de la guerre, des vétérinaires auxiliaires diplômés (I., n° 2807 ; an., S. de 1916, p. 1806). — Son rapport sur la proposition de loi concernant les jeunes gens ayant contracté un engagement volontaire pour la durée de la guerre et appartenant à des classes non encore appelées (I., n° 2961 ; an., S. de 1917, p. 119). — Son rapport sur la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes

des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (I., n° 3082 ; an., S. de 1917, p. 220). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant, pendant la durée de la guerre, le statut des officiers généraux, colonels et fonctionnaires de grades correspondants, tel qu'il résulte des lois des 19 mai 1834, 13 mars 1875 et 16 février 1912 et de la décision impériale du 29 juin 1863 (I., n° 3255 ; an., S. de 1917, p. 449). — Son rapport sur la proposition de loi relative à la création d'un cadre d'ingénieurs-chimistes militaires (I., n° 3333 ; an., S. de 1917, p. 708). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'admission des officiers de complément dans l'armée active (I., n° 3546 ; an., S. de 1917, p. 992). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (I., n° 3547 ; an., S. de 1917, p. 992). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet de modifier, pour le temps de guerre, les règles relatives à l'avancement des sous-lieutenants (I., n° 3550 ; an., S. de 1917, p. 998). — Son rapport sur : 1° le projet de loi tendant à modifier l'article 43 de la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale ; 2° la proposition de loi de M. le commandant Josse ayant pour objet de permettre, en temps de guerre, aux officiers et assimilés de la réserve et de l'armée territoriale de toutes origines l'accession à tous les grades de la hiérarchie militaire (I., n° 3588 ; an., S. de 1917, p. 1050). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de permettre la titularisation des officiers qui se sont engagés volontairement pour la durée de la guerre (I., n° 3678 ; an., S. de 1917, p. 1145). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée une seconde fois par le Sénat, ayant pour objet de modifier, pour le temps de guerre, les règles relatives à l'avancement des sous-lieutenants (I., n° 3729 ; an., S. de 1917, p. 1165). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond d'une proposition de résolution tendant à perpétuer la mémoire du capitaine Guynemer (I., n° 3851 ; an., S. de 1917, p. 1406). — Son rapport sur le projet de loi

modifiant les limites d'âge de radiation des cadres des officiers de complément (I., n° 3962 ; an., S. de 1917, p. 1711) ; son rapport supplémentaire (I., n° 4097 ; an., de 1917, p. 2036). — Son rapport tendant à modifier l'article 9 de la loi du 17 août 1915 assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables (I., n° 3963 ; an., S. de 1917, p. 1712). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'avancement des sous-lieutenants inaptes définitifs (I., n° 4536 ; an., S. de 1918, p. 494). — Son rapport sur le projet de loi relatif au recensement, à la révision et à l'appel de la classe 1920 (I., n° 4892 ; an., S. de 1918, p. 949). — Son rapport sur la proposition de résolution relative à la création d'une médaille commémorative internationale de la guerre (I., n° 5355 ; an., S. de 1918, p. 2016). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Charles Caffort, relative au renvoi des maires et secrétaires de mairie mobilisés ; 2° la proposition de résolution de M. Aristide Prat, tendant à libérer les maires des communes qui ont été envahies par l'ennemi ou qui ont eu à souffrir des bombardements ; 3° la proposition de résolution de M. Édouard Barthe tendant à renvoyer dans leurs foyers les maires et secrétaires de mairie mobilisés appartenant à la réserve de l'armée territoriale, à l'armée territoriale ou versés dans le service auxiliaire ; 4° la proposition de résolution de M. de l'Estourbeillon tendant à la mise en sursis immédiate des maires et secrétaires de mairie mobilisés ; 5° la proposition de résolution de M. Albert Noel et plusieurs de ses collègues, concernant les municipalités des régions libérées ; 6° la proposition de résolution de M. Jean Ossola concernant la libération des maires et adjoints (I., n° 5471 ; an., S. de 1918, p. 2921) ; son rapport supplémentaire (I., n° 5706 ; an., S. de 1919, p. 812). — Son rapport sur : 1° les propositions de loi : de M. Charles Leboucq, tendant à déclarer libérés : 1° à l'expiration du délai d'armistice, les officiers, sous-officiers et soldats qui, dégagés de toute obligation militaire, se sont engagés pour la durée de la guerre ; 2° en même temps que leur classe d'engagement, les officiers, sous-officiers et soldats engagés volontaires avant l'appel de leur classe d'âge (n° 5340) ; de MM. Dalbiez, Georges Ponsot et Chavoix, tendant à assurer la démobilisation des armées de terre et de mer (n° 5363) ; de M. de l'Estourbeillon, tendant à

libérer définitivement de toute obligation militaire les hommes aujourd'hui réformés temporairement, qui ont été examinés trois fois ou plus par les conseils de revision et commissions de réforme (n° 5380); de M. Maurice Braibant, tendant à la démobilisation des soldats en pays libérés (n° 5484); 2° les propositions de résolution de M. J. Brenier, tendant à la mise en sursis illimité des réservistes de l'armée territoriale et territoriaux versés, à la suite de maladies et après avoir fait campagne, du service armé dans le service auxiliaire (n° 3903); de M. Albert Thomas, tendant à étendre aux territoriaux versés dans le service auxiliaire pour maladie contractée aux armées le bénéfice des dispositions de la circulaire du 11 octobre 1915 (n° 4967); de MM. Louis Deshayes, Bouffandeau et Lecointe, concernant les hommes des vieilles classes, mobilisés par mesure spéciale et par anticipation à la fin du mois d'août 1914 (n° 5019); de M. Jules Nadi, tendant au renvoi dans leurs foyers des R. A. T. évacués du front pour maladie contractée ou aggravée dans le service et versés dans le service auxiliaire (n° 5036); de MM. Claude Cochin (Nord) et le lieutenant-colonel Plichon, concernant les R. A. T. mobilisés avant la date normale d'appel de leur classe (n° 5047); de M. Camille Reboul, concernant la mise en sursis immédiate des pères de famille mobilisés avec deux de leurs fils (n° 5071); de M. Landry et plusieurs de ses collègues, tendant à avancer de deux classes par enfant, pour la démobilisation, les mobilisés père de famille (n° 5134); de M. Fringant et plusieurs de ses collègues, invitant le Gouvernement à faire libérer, avant tous autres, les hommes R. A. T. des régions qui ont été envahies et de celles qui ont subi des dégâts causés par les combats de première ligne (n° 5169); de M. André Honnorat et plusieurs de ses collègues, invitant le Gouvernement à renvoyer dans leurs foyers, dans le plus bref délai, tous les mobilisés qui étaient établis, avant la guerre, à l'étranger (n° 5188); de M. Jean Durand et plusieurs de ses collègues, tendant au renvoi immédiat dans leurs foyers des réservistes de l'armée territoriale (n° 5196); de M. Lacave La Plagne, tendant à rassembler d'urgence tous les militaires originaires des colonies dans les formations coloniales actuellement dans le midi de la France, en vue de leur prochain rapatriement (n° 5204); de M. Henry Roulleaux-Dugage, tendant à la mise

en sursis immédiate des mobilisés originaires de villes et régions envahies (n° 5208); de M. Bonneval, tendant à inviter le Gouvernement à démobiliser, dans le plus bref délai, les classes de la réserve de l'armée territoriale (n° 5233); de M. Bouilloux-Lafont, tendant à affecter à la plus vieille classe de la réserve de l'armée territoriale les Français mobilisés résidant aux colonies et à l'étranger, qui, depuis deux ans, n'ont bénéficié d'aucune permission de détente (n° 5238); de M. Paul Constans (Allier) et plusieurs de ses collègues, tendant à la démobilisation rapide des classes 1890 à 1897 (n° 5242); de MM. Marc Réville, Méquillet et Ravisa, invitant le Gouvernement à ordonner le renvoi dans leurs foyers, en sursis illimité, des hommes de la réserve de l'armée territoriale, mobilisés au début des hostilités, avant l'appel général de leur classe (n° 5247); de MM. Patureau-Baronnet et Henri Cosnier, tendant à la démobilisation des plus vieilles classes de l'armée (n° 5259); de M. Ernest Lamy et plusieurs de ses collègues, tendant à libérer, sur leur demande, les engagés volontaires pour la durée de la guerre (n° 5288); de M. Aristide Prat, tendant à libérer, en même temps que les classes 1887, 1888 et 1889, les portions des classes 1890, 1891 et 1892 enrégimentées avant la date fixée pour l'ensemble de chaque classe (n° 5302); de MM. Georges Bureau et Adrien Dariac, tendant à la mise en sursis immédiate des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement mobilisés (n° 5312); de M. Aristide Jobert et plusieurs de ses collègues, tendant à la libération immédiate de tous les hommes appartenant aux classes de la réserve de l'armée territoriale (n° 5343); de M. Delpierre, concernant la libération des hommes de la réserve de l'armée active versés dans le service auxiliaire pour blessures de guerre (n° 5381); de M. Amiard, tendant à la démobilisation rationnelle des médecins de complément (n° 5390); de M. Ferdinand Bougère et plusieurs de ses collègues, tendant à la mise en sursis de l'aîné des fils survivants des familles dont le père est mort sous les drapeaux au cours des hostilités (n° 5395); de MM. Delpierre, Butin et André Paisant, concernant l'octroi de sursis aux mobilisés de l'armée territoriale et de la réserve de l'armée active domiciliés avant 1914 dans les départements envahis ou évacués pour raisons militaires (n° 5450); de M. Chassaing et plusieurs de ses collègues, concernant la démobilisation

des officiers de complément (n° 5481); de MM. Bouilloux-Lafont, Henry Paté et Mignot-Bozérien, concernant les sursis (n° 5558) (I., n° 5659; an., S. de 1919, p. 625). — Son rapport sur le projet de loi portant déclassement de l'enceinte de la place de Lille (I., n° 5795; an., S. de 1919, p. 918); son rapport supplémentaire (I., n° 6627; an., S. de 1919, p. 2297). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à procéder d'urgence à l'examen des états de service des officiers de complément, des sous-officiers et soldats de la réserve et de l'armée territoriale qui ont passé plus de deux ans sur le front, en vue de promotions spéciales des cadres de la Légion d'honneur, de la médaille militaire et de la croix de guerre (I., n° 5970; S. de 1919, p. 1167). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à décider que les otages français emmenés en Allemagne soient cités à l'ordre de la nation (I., n° 5971; an., S. de 1919, p. 1169). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant les majorations de classes pour la démobilisation (I., n° 5972; an., S. de 1919, p. 1169). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles, le 28 juin 1919 [Partie V. Clauses militaires, navales et aériennes] (I., n° 6667; an., S. de 1919, p. 422). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant les militaires dont un frère a été tué à l'ennemi (I., n° 7009; an., S. de 1919, p. 2939). — Son rapport sur les travaux de la Commission de l'armée pendant la guerre 1914-1918 [Effectifs] (I., n° 7128; an., S. de 1919, p. 3099). — Son rapport sur la proposition de loi relative à la titularisation des officiers de l'armée active et de complément promu à titre temporaire (I., n° 7182; an., S. de 1919, p. 3168). — Son rapport sur la proposition de loi relative à une promotion spéciale dans la Légion d'honneur, la médaille militaire et la croix de guerre (I., n° 7183; an., S. de 1919, p. 3169). — Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour objet le transfert solennel au Panthéon d'un soldat anonyme Français tombé pour sa patrie (I., n° 7184; an., S. de 1919, p. 3169). — Ses rapports, au nom du 8^e Bureau sur les élections : de M. Dubief par la 1^{re} circonscription de Mâcon [Saône-et-Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 67); de M. Simyan par la 2^e circonscription de Mâcon [Saône-et-Loire] (p. 67); de M. Laroche par l'arrondissement de La Flèche

[Sarthe] (p. 67); de M. Caillaux par l'arrondissement de Mamers [Sarthe] (p. 67); de M. Lèret d'Aubigny par la 1^{re} circonscription du Mans [Sarthe] (p. 67); de M. Galpin par la 2^e circonscription du Mans [Sarthe] (p. 68). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (p. 113). — Est élu membre du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 213). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application de la loi réglementant la fabrication et la vente des briquets (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 457). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Prend part, en qualité de *Rapporteur de la Commission de l'armée*, à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 774, 797, 837, 865. *Articles de la proposition de loi et amendements*, p. 915 et suiv.). Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1233); prend part à la discussion (p. 1236 et suiv.). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1916, t. unique, p. 3). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi modifiant la limite d'âge des colonels et des officiers généraux (*Discussion générale*, p. 748). — Dépose et lit son rapport sur un projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant des candidats aux grandes écoles (p. 1073). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion de la proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (p. 1126 et suiv.). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi modifiant les dispositions relatives au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve créant pour les colonels une position spéciale (p. 1839 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement « sur les effectifs et leur utilisation » (p. 2508). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du ravitaillement en charbon de la population parisienne (A., S. de 1917, t. unique, p. 132); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*); la développe (p. 186; *Son ordre du jour motivé*, p. 204; *se rallie à l'ordre du jour pur et simple*, p. 207). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement à*

l'article premier, p. 220). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 626). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 718 et suiv. ; 738 et suiv.) ; de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2030, 2031, 2035, 2048, 2050, 2052, 2056, 2087 et suiv.) ; *Son rapport présenté entre la première et la seconde délibération*, p. 2123) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le statut des officiers généraux colonels et fonctionnaires de grades correspondants (p. 1144). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de résolution tendant à perpétuer la mémoire du capitaine Guynemer (p. 2838). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Son amendement concernant le tarif des pensions d'invalidité* p. 3429). — Adresse au Ministre de la Guerre une question relative aux sous-officiers à solde mensuelle (A., S. de 1918, t. unique, p. 621). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la révision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2002, 2016 et suiv.). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi portant suspension de la loi du 10 août 1917 [Loi Mourier] p. 2719). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la libération des vieilles classes (p. 2780). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives : à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 219) ; au fonctionnement de la démobilisation (p. 623) ; au retard apporté dans le paiement de la prime de démobilisation (p. 2678) ; à l'application de la loi des pensions (p. 2504). — Est entendu dans la discussion des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant l'éducation physique en France*, p. 2533). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 4808). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord (p. 3017). — Est entendu, en qualité de *Rap-*

porteur, dans la discussion du projet de loi relatif à l'avancement au choix des officiers de l'armée active (p. 4803). — Soulève un incident au sujet du projet de loi relatif à la révision des pensions des militaires qui ont repris du service pendant la durée de la guerre (p. 4823). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 177, 327, 841, 960, 1082, 1169 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 839, 1320, 2764) ; A., S. de 1917, t. unique, p. 261, 1237 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1365, 1953, 2719, 3158 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 372, 405, 521, 1499, 1611, 3183). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 136 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 1318 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 2449, 3893 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 827, 1252, 1783 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1533, 2391).

HERBETTE (M.), *Directeur des affaires administratives et techniques au Ministère des Affaires étrangères.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2977).

HERCÉ (M. DE), *Député de la 1^{re} circonscription de Mayenne [Mayenne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des travaux publics (A., S. de 1916, t. unique, p. 2467). — Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau, sur les élections : de M. Plissonnier, par la 2^e circonscription de Vienne [Isère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 37) ; de M. Edmond Chapuis, par l'arrondissement de Lons-le-Saunier [Jura] (p. 38). — S'excuse de son absence (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 922 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 1704). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1458 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 2735). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 6).

HERMANN (M. le sous-intendant militaire), *Sous-Directeur à la direction de l'intendance militaire.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 3132); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au quatrième trimestre de 1918 (*ibid.*); 1° du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918; 2° du projet de loi tendant à relever le taux des allocations; 3° du projet de loi tendant à accorder une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux personnels civils de l'État et un supplément du temps de guerre pour charges de famille aux personnels civils et militaires (p. 2566); du projet de loi ayant pour objet de déterminer les voies et moyens d'exécution de la loi du 9 avril 1918 et portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (p. 2844); du projet de loi tendant à accorder une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux sous-officiers à solde mensuelle des armées de terre et de mer (p. 2878); du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 (p. 3140); du projet de loi tendant à attribuer aux démobilisés une indemnité de sortie de campagne (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 61); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1089); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1090); du projet de loi

portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2374); des crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils pour le deuxième semestre de 1919 (*ibid.*).

HERRIOT (M.), *Sénateur, Ministre des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement.*

Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement* [Décret du 12 décembre 1916] (J. O., p. 10736). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'attribution aux agents des chemins de fer d'allocations complémentaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 2836 et suiv.; *Amendement de M. Bedouce*, p. 2844 et suiv.; *Amendement de M. Morin*, p. 2848; *Amendement de M. Landry*, p. 2849; *Observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 2850). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant la crise du ravitaillement en fourrages de la région du Midi (A., S. de 1917, t. unique, p. 9). — Répond à une question relative aux conditions dans lesquelles pourra s'exercer le commerce d'exportation et d'importation (p. 56 et suiv.). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative au ravitaillement, en charbon, de la population parisienne (p. 132); dans la discussion des interpellations sur le ravitaillement en charbon (p. 196 et suiv.); dans la discussion d'une interpellation concernant la circulaire du Ministre de la Guerre relative à la suppression des permissions de vingt-quatre heures pour certains militaires (p. 413 et suiv.); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative aux vœux émis par la Chambre de commerce de Lyon, le 1^{er} février 1917 et sur la politique économique par laquelle le Gouvernement entend répondre à la guerre sous-marine (p. 424, 553); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les agissements de certaines grandes compagnies de chemins de fer au sujet du paiement de l'indemnité de cherté de vie (p. 516, 517); sur la fixation de la date de la discussion d'une

interpellation relative à l'application de la loi sur la taxation des denrées alimentaires (A. S. de 1917, t. unique, p. 522). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Amen- dement relatif aux mines*, p. 525 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le régime des réquisitions (p. 582). — Prend part à la discussion de diverses interpellations relatives au ravitaillement (p. 592 et suiv., 613 et suiv., 641 et suiv.). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 601); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le ravitaillement en charbon de la région parisienne par camions automobiles (p. 601). — Demande la discussion immédiate de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la période d'été (p. 762).

HESSE (M. ANDRÉ), [*Charente-Inférieure*] voir **ANDRÉ HESSE** (M.).

HONNORAT (M. ANDRÉ), *Député de l'arrondissement de Barcelonnette* [*Basses-Alpes*].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). — Membre : de la Commission du règlement (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 2156); de la Commission des boissons (F. n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O., de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission de la marine de guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3782). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 60.000 francs au budget du Ministère de l'Agriculture de l'Exercice 1914, pour venir en aide aux victimes de la grêle dans le département des

Basses-Alpes (I., n° 323; an., S. O. de 1914, p. 2032). — Sa proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 41 de la loi du 16 septembre 1807 concernant la concession de divers objets dépendant du Domaine (I., n° 324; an., S. O. de 1914, p. 2032). — Sa proposition de loi ayant pour objet la restitution des droits perçus sur les absinthes contre justification de l'exportation de ces spiritueux (I., n° 538; an., S. O. de 1915, p. 63). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'autoriser la prorogation des sociétés commerciales dont le terme vient à échéance pendant la période des hostilités (I., n° 603; an., S. O. de 1915, p. 159). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'accorder une prorogation de délai pour le payement des termes des emprunts hypothécaires remboursables d'après un tableau d'amortissement (I., n° 604; an., S. O. de 1915, p. 160). — Sa proposition de loi tendant à limiter le bénéfice des mesures prises depuis le début de la guerre en faveur de la propriété industrielle aux ressortissants des pays étrangers qui assurent à nos nationaux un traitement de réciprocité (I., n° 640; an., S. O. de 1915, p. 179). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'autoriser les Français portant un nom patronymique d'origine étrangère à le modifier en un nom à forme française (I., n° 687; an., S. de 1915, p. 229). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à assurer des soins aux militaires tuberculeux avant leur renvoi dans leurs foyers (I., n° 800; an., S. O. de 1915, p. 297). — Sa proposition de loi concernant l'exportation des objets présentant un intérêt artistique ou historique (I., n° 976; an., S. de 1915, p. 500). — Sa proposition de loi concernant l'administration de la trésorerie de l'établissement des invalides de la marine (I., n° 1036; an., S. de 1915, p. 687). — Sa proposition de loi constituant un fonds spécial de garantie pour les mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail (I., n° 1066; an., S. de 1915, p. 694). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'autoriser les départements, les communes et les établissements publics à échanger leurs rentes 3 0/0 contre des rentes 5 0/0 (I., n° 1477; an., S. de 1915, p. 1298). — Sa proposition de loi ayant pour objet la création d'un répertoire national des œuvres d'art. (I., n° 1744; an., S. de 1916, p. 120). — Sa proposition de résolution ayant pour objet de confier à la Commission des

affaires extérieures, des protectorats et des colonies le soin d'étudier toutes les mesures prises par le Gouvernement pour utiliser en France, pendant la guerre, la main-d'œuvre indigène de l'Afrique du Nord, des colonies ou des pays d'Extrême-Orient (I., n° 1801; an., S. de 1916, p. 201). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (I., n° 1940; an., S. de 1916, p. 517). — Sa proposition de loi tendant à garantir le bénéfice de l'assurance contre le risque d'invalidité et contre le risque de maladie aux militaires, marins et assimilés ayant été réformés pour blessures, infirmités ou maladies contractées ou aggravées au service de la France depuis le 2 août 1914 jusqu'à la fin des hostilités, ainsi qu'aux victimes civiles de la guerre (1) (I., n° 2312; an., S. de 1916, p. 1071). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la période d'été (I., n° 2784; an., S. de 1916, p. 1785). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à organiser un enseignement pratique de recherches bactériologiques (I., n° 2804; an., S. de 1916, p. 1804). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à procéder au classement et à la centralisation de tous les périodiques français et étrangers, ainsi que de tous les extraits et traductions de ces périodiques pouvant servir à l'histoire de la guerre (I., n° 2817; an., S. de 1916, p. 1810). — Sa proposition de loi tendant à réglementer la vente, la détention et le port des armes (I., n° 2845; an., S. de 1916, p. 2011). — Sa proposition de loi ayant pour but d'instituer une procédure expéditive en matière de preuve de nationalité (I., n° 3053; an., S. de 1917, p. 240). — Sa proposition de loi tendant à instituer des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose pulmonaire et à fixer les conditions d'entretien des malades dans ces établissements (I., n° 3119; an., S. de 1917, p. 366). — Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 15 juillet 1914, modifiée par la loi du 30 décembre 1916, établissant un impôt général sur le revenu (I., n° 3243; an., S. de 1917, p. 599).

(1) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales et à la Commission des pensions civiles et militaires, les deux Commissions étant exceptionnellement réunies pour délibérer en commun (Décision de la Chambre du 7 juillet 1916).

— Sa proposition de loi ayant pour objet d'établir, pendant la durée de la guerre, une collaboration entre le contrôle de l'Administration de l'armée et le contrôle de l'Administration de la marine (I., n° 3244; an., S. de 1917, p. 591). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à modifier l'organisation des coopératives militaires (I., n° 3278; an., S. de 1917, p. 634). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à organiser, au profit et avec le concours des officiers et soldats convalescents, un enseignement réciproque des diverses langues des pays alliés (I., n° 3578; an., S. de 1917, p. 1039). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'étendre aux bons de la défense nationale l'application de la loi du 30 décembre 1911 sur le chèque barré (I., n° 4669; an., S. de 1918, p. 631). — Sa proposition de loi ayant pour objet : 1° de modifier les dispositions de l'article 28 de la loi du 31 décembre 1917 instituant une taxe de luxe sur les dépenses afférentes au logement et à la consommation sur place de boissons et denrées alimentaires quelconques; 2° de créer un fonds de propagande touristique et de publicité nationale à l'étranger (I., n° 4735; an., S. de 1918, p. 757). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier les dispositions des articles 8, 19 et 57 du Code civil concernant la nationalité de la femme qui épouse en France un étranger et celle des enfants qui naissent en France de ce mariage, ainsi que les énonciations devant figurer sur les actes de naissance de ceux-ci (I., n° 4904; an., S. de 1918, p. 2143). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à organiser, dans les écoles relevant du Ministère de l'Instruction publique et du Ministère du Commerce, des enseignements techniques en rapport avec les besoins de l'après-guerre immédiate (I., n° 5086; an., S. de 1918, p. 1267). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à faire effectuer par chèque ou virement de compte le paiement des soldes et des traitements des officiers et fonctionnaires qui sont au service de la métropole, hors de la zone des armées, et dont les émoluments atteignent au moins six cents francs par mois (I., n° 5139; an., S. de 1918, p. 1764). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à demander aux universités d'élaborer un programme commun d'action universitaire à l'étranger par le développement et la création

d'instituts français (I., n° 5164 ; an., S. de 1918, p. 1773). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à renvoyer dans leurs foyers, dans le plus bref délai, tous les mobilisés qui étaient établis, avant la guerre, à l'étranger (I., n° 5188 ; an., S. de 1918, p. 1807). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à s'entremettre auprès des gouvernements de l'Entente, pour organiser, de concert avec eux, des conférences destinées à déterminer les mesures propres à aider, dans tous les ordres d'enseignement, à la diffusion des langues des pays alliés en France et du français dans ces pays (I., n° 5222 ; an., S. de 1918, p. 1819). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à donner des instructions pour que les hommes reçoivent, au moment de leur libération, des effets d'habillement à leur usage et des objets du petit matériel de campagne pouvant être utilisés pour les besoins de la culture (I., n° 5275 ; an., S. de 1918, p. 1839). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à mettre à la disposition des États étrangers, pour l'organisation des services internationaux qu'ils auront à créer après la guerre, les bâtiments qui peuvent être rendus disponibles à Versailles et à faire bénéficier ces États, dans ces bâtiments, du régime de l'exterritorialité (I., n° 5370 ; an., S. de 1918, p. 2037). — Sa proposition de loi ayant pour objet la création d'un service d'étude de presse étrangère au Ministère des Affaires étrangères (I., n° 5381 ; an., S. de 1919, p. 118). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'autoriser, pendant une période de cinq ans, l'utilisation des crédits inscrits au budget du Ministère de l'Intérieur pour l'application de la loi du 12 mars 1880, à subventionner des travaux de remise en état des chemins de grande et de petite vicinalité (I., n° 5800 ; an., S. de 1919, p. 921). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à engager des négociations avec les gouvernements des pays alliés et des pays neutres pour établir une entente internationale, sur le modèle de l'arrangement conclu en 1907 entre la France et l'Angleterre, en vue d'empêcher la fraude en matière de droits de succession (I., n° 5908 ; an., S. de 1919, p. 1091). — Sa proposition de loi ayant pour objet de donner aux universités, dans les villes de leur siège, un droit d'occupation sur les terrains et bâtiments militaires susceptibles d'être déclassés

ou aliénés (I., n° 6002 ; an., S. de 1919, p. 1204). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer (I., n° 6454 ; an., S. de 1919, p. 2059). — Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 48 de la loi du 29 juin 1918 sur la participation de l'Etat aux initiatives financières prises par les départements et les communes en faveur du relèvement de la natalité (I., n° 6525 ; an., S. de 1919, p. 2131). — Sa proposition de loi ayant pour objet la création d'un Office national des œuvres françaises à l'étranger (I., n° 6691 ; an., S. de 1919, p. 2391). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à créer, à l'Administration des Beaux-Arts, un Conservatoire national de la production cinématographique (I., n° 6851 ; an., S. de 1919, p. 2657). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à mettre le château de Vincennes à la disposition du Ministère de l'Instruction publique pour y installer la bibliothèque et le musée de la guerre (I., n° 6890 ; an., S. de 1919, p. 2706). — Sa proposition de loi ayant pour objet de constituer un réseau de routes nationales secondaires à l'aide des chemins de grande vicinalité (I., n° 6933 ; an., S. de 1919, p. 2872). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la régularisation : 1° du décret du 29 septembre 1914, relatif aux sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises d'assurances contre les accidents du travail et d'assurances sur la vie ; 2° du décret du 18 novembre 1914, relatif à la situation, au regard de la loi des retraites ouvrières et paysannes, des assurés mobilisés (I., n° 501 ; an., S. de 1915, p. 5). — Son avis, présenté au nom de la Commission des boissons, sur : 1° le projet de loi relatif à l'interdiction de la vente en gros et au détail, ainsi que de la circulation, de l'absinthe et des liqueurs similaires ; 2° la proposition de loi de M. Henri Schmidt tendant à l'interdiction de la fabrication et de la vente de l'absinthe (I., n° 573 ; an., S. de 1915, p. 82). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation d'un avenant à la convention du 8 mars 1909 relative à la concession du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (I., n° 683 ; an., S. de 1915, p. 228) ; son rapport supplémentaire (I., n° 1904 ; an., S. de 1916, p. 395). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, portant création d'un livret d'assurances sociales et modification de la législation de la Caisse

nationale d'assurance en cas de décès (I., n° 912 ; an., S. de 1915, p. 411). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond : 1° de la proposition de résolution de M. Maurice Viollette tendant à compléter l'article 12 du Règlement de la Chambre, en vue d'augmenter, pendant la durée de la guerre, le nombre des membres des Commissions du budget, de l'armée, de la marine et des affaires extérieures ; 2° de la proposition de résolution de M. Pierre-Étienne Flandin et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier et à compléter le Règlement de la Chambre en vue de donner aux grandes Commissions permanentes le droit d'élire annuellement les membres de la Commission du budget (I., n° 1452 ; an., S. de 1915, p. 1273). — Son rapport supplémentaire sur la demande de discussion immédiate et sur le fond : 1° de la proposition de résolution de M. Maurice Viollette tendant à compléter l'article 12 du Règlement de la Chambre en vue d'augmenter, pendant la durée de la guerre, le nombre des membres des Commissions du budget, de l'armée, de la marine et des affaires extérieures ; 2° de la proposition de résolution de M. Pierre-Étienne Flandin et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier et à compléter le Règlement de la Chambre en vue de donner aux grandes Commissions permanentes le droit d'élire annuellement les membres de la Commission du budget ; 3° de la proposition de résolution de M. Albert-Favre [Charente-Inférieure] tendant au renouvellement de la Commission du budget (I., n° 1478 ; an., S. de 1915, p. 1302) ; son second rapport supplémentaire (I., n° 1942 ; an., S. de 1916, p. 517). — Son rapport sur le projet de loi tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur mobilisation, les assurés facultatifs et les personnes admises à l'assurance obligatoire, dans un délai à courir de la cessation des hostilités (I., n° 1510 ; an., S. de 1915, p. 1339). — Son rapport sur l'amendement de MM. Arthur Groussier et Pierre-Étienne Flandin [Yonne], tendant à compléter l'article 28 du Règlement (I., n° 1522 ; an., S. de 1915, p. 1353) ; son rapport supplémentaire (I., n° 1705 ; an., S. de 1916, p. 55). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à charger la Commission d'assurance et de prévoyance sociales d'étudier toutes les mesures prises par le Gouvernement pour sauvegarder l'intérêt et l'avenir des familles nou-

breuses pendant la guerre (I., n° 1732 ; an., S. de 1916, p. 115). — Son rapport (1) sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (I., n° 1863 ; an., S. de 1916, p. 417). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution de M. Lucien Voilin et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 12 du Règlement (I., n° 2317 ; an., S. de 1916, p. 1075). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la surveillance et au contrôle des opérations de réassurances (I., n° 2442 ; an., S. de 1916, p. 1518) ; son rapport supplémentaire (I., 2680 ; an., S. de 1916, p. 1636). — Son rapport sur : 1° le projet de loi tendant à instituer, en faveur des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'État, des allocations pour charges de famille ; 2° la proposition de loi de M. Jules-Louis Breton et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser les indemnités familiales prévues par la loi du 30 décembre 1913 et à instituer de nouvelles mesures favorables aux familles nombreuses (I., n° 2711 ; an., S. de 1916, p. 1757). — Son rapport sur le projet de loi portant résiliation des traités de réassurance conclus avec des sociétés ennemies (I., n° 3061 ; an., S. de 1917, p. 746). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Jules-Louis Breton et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une assurance nationale pour l'allègement des charges de famille ; 2° la proposition de loi de MM. Paul Benazet et Paul Aubriot tendant à instituer des primes à la natalité en faveur des mères et des pères de famille et des impôts supplémentaires sur le revenu des individus, de l'un ou l'autre sexe, mariés ou non, qui n'ont pas eu au moins deux enfants ou n'ont pas assumé la charge d'en élever au moins deux (2) (I., n° 3242 ; an., S. O. de 1919, p. 1682). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires : 1° pour empêcher les spoliations dont sont actuellement victimes, de la part de l'Allemagne, les Alsaciens-Lorrains venus ou restés en

(1) Ce rapport a été présenté, au nom des Commissions de l'hygiène publique et d'assurance et de prévoyance sociales, exceptionnellement autorisées à se réunir pour examiner cette proposition. (Décision de la Chambre du 2 décembre 1915.)

(2) Ce document n'a pas été publié.

France; 2° pour protéger contre toutes suspicions les Alsaciens-Lorrains dont les noms à consonnance germanique sont souvent mal interprétés; 3° pour maintenir parmi les Alsaciens-Lorrains restés dans les provinces annexées et demeurés fidèles à la France, la confiance dans l'avenir (I., n° 3486; an., S. de 1917, p. 392). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à instituer des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose pulmonaire et à fixer les conditions d'entretien des malades dans ces établissements (I., n° 3653; an., S. de 1917, p. 698). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation d'une convention conclue pour la concession d'un réseau de chemins de fer au Maroc (1) (I., n° 3741; an., S. de 1917, p. 2143). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à instituer des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose et à fixer les conditions d'entretien des malades dans ces établissements (I., n° 6677; an., S. O. de 1919, p. 2343). — Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Vincent par l'arrondissement de Châtillon-sur-Seine [Côte-d'Or] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 20). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 643; *Impôt général sur le revenu; son amendement relatif aux primes d'assurance sur la vie*, p. 730). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission des boissons*, à la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. unique, p. 135). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet la restitution des droits perçus sur les absinthes (p. 144). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence d'un projet de loi portant régularisation de décrets relatifs : 1° aux sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises d'assurances; 2° à la situation, au regard de la loi des retraites, des assurés mobilisés (p. 269). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 276); du projet de loi portant régularisation de décrets concernant les subventions du fonds national de chô-

mage (A., S. de 1915, t. unique, p. 398 et suiv.). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (p. 699); des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (*Son amendement à l'article 11*, p. 753 et suiv.); de la proposition de loi relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce et à la création de chèques spéciaux (p. 1011, 1027). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission du règlement*, dans la discussion de diverses propositions de résolution concernant la Commission du budget et les grandes Commissions (p. 1655, 1659, 1660). — Prend part, en qualité de *Rapporteur de la Commission des affaires extérieures*, à la discussion d'un projet de loi concernant le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (A., S. de 1916, t. unique, p. 507 et suiv.). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (p. 757 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement à l'article 5 concernant l'impôt sur le revenu*, p. 2710). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur le décret du 22 mars 1917 relatif aux prohibitions d'importation des marchandises étrangères (A., S. de 1917, t. unique, p. 1121). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les conditions de mise en réforme des militaires tuberculeux (p. 1149). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 1899). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2007). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget

(1) Ce document n'a pas été publié.

ordinaire des services civils] (*Son amendement relatif à la création d'une bibliothèque des publications sur la guerre*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3512; *Ses amendements concernant la taxe sur les successions*, p. 3548, 3561; *Titres ou valeurs remis aux héritiers moins de six mois avant le décès du de cujus*, p. 3569; *Son amendement concernant les successions constituées par la participation du de cujus à une société autre qu'une société par actions*, p. 3571; *Son amendement concernant la taxe de 10 0/0 sur le paiement des objets de luxe*, p. 3647; *Son article additionnel relatif au calcul de la valeur du centime servant à déterminer la participation de l'Etat, des départements et des communes aux divers services d'assistance*, p. 3658). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Son amendement concernant l'impôt sur le revenu*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1111; *Son article additionnel concernant les orphelins de guerre et fils de Français résidant à l'étranger*, p. 1188); du projet de loi relatif à une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France (p. 1229); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1572). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant l'enseignement des langues des pays alliés aux armées*, p. 1592); du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2022). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 864). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi tendant à instituer des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose (p. 897). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1125, 1212); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur les spiri-*

teux, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1390; *Secours aux femmes allaitant elles-mêmes leur enfant*, p. 1392; *Modification au deuxième alinéa de l'article 1525 du Code civil*, p. 1393). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement relatif aux chemins vicinaux*, p. 1424; *Subventions aux départements et aux communes pour charges exceptionnelles résultant de l'état de guerre*, p. 1461; *Rapatriement des hommes revenus des pays d'outre-mer*, ibid.); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2258, 2762 et suiv.; 2951, 3028; des crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant la remise de frais d'études à certains étudiants étrangers*, p. 2535). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant l'organisation de maisons d'étudiants*, p. 2631); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Création et fonctionnement de maisons d'étudiants*, p. 2738; *Expansion universitaire et scientifique à l'étranger*, p. 2739 et suiv.; *Bibliothèque et musée de la guerre*, p. 2744); du projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1919 de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (p. 3577): — Parle sur le procès-verbal de la séance du 29 août 1919 (p. 3673). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1080; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3037). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 2408; A., S. de 1918, t. unique, p. 269, 2070; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 953, 1731, 1957, 3290, 4033).

HORTON (M. le sous-directeur), *Chef du service de la comptabilité au Ministère des Colonies*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 586); du budget ordinaire des

services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2425).

HOUBÉ (M.), *Député de la 1^{re} circonscription d'Alger [Algérie]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'enseignement (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2188). = Son rapport sur les conditions actuelles de notre commerce maritime et les moyens propres à en favoriser le développement [L'Algérie et la crise des transports] (I., n° 1013; an., S. de 1915, p. 920). = Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Lefol par l'arrondissement de Semur [Côte-d'Or] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 20). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 (Loi de Finances : *Discussion générale*, p. 612). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la protection des richesses du sous-sol de l'Algérie (p. 804). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 43). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à la liaison maritime entre la France et l'Algérie (p. 161). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1618, 1881); d'une interpellation relative aux services maritimes postaux subventionnés entre la métropole, la Corse et l'Afrique du Nord (p. 3376). — Ses rapports sur des pétitions (p. 4326). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la date de cessation des hostilités (p. 4385). = Obtient un congé (A. S. de 1915, t. unique, p. 228).

HUBERT ROUGER (M.), *Député de la 2^e circonscription de Nîmes [Gard], Secrétaire de la Chambre*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la

Commission des boissons (F. n° 11, J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la marine de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1914, un crédit extraordinaire de un million de francs destiné à venir en aide aux victimes de la gelée et des orages dans l'arrondissement de Nîmes [Gard] (I., n° 99; an., S. O. de 1914, p. 1861). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate concernant la solde des troupes (I., n° 1599; an., S. de 1915, p. 1419). — Sa proposition de résolution concernant la fabrication et la vente du sulfate de cuivre (I., n° 2709; an., S. de 1916, p. 1656). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture de un million de francs pour secours aux sinistrés des inondations du Rhône et de ses affluents (I., n° 3510; an., S. de 1917, p. 910). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 5.000.000 de francs pour secours aux populations éprouvées par les inondations du Rhône (I., n° 5677; an., S. de 1919, p. 717). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de dix millions de francs en vue d'indemniser les vigneron et propriétaires cultivateurs victimes de la gelée dans l'arrondissement de Nîmes [Gard] (I., n° 6106; an., S. de 1919, p. 1339). = Son avis présenté au nom de la Commission des boissons sur : 1^o le projet de loi sur le régime de l'alcool; 2^o la proposition de loi de M. Edouard Barthe attribuant à l'Etat le monopole de la fabrication de l'alcool; 3^o la proposition de loi de M. Emmanuel Brousse tendant à instituer le monopole de l'alcool d'industrie en faveur de l'Etat et à réglementer la consommation des boissons alcooliques (I., n° 2210; an., S. de 1916, p. 891); son second avis (I., n° 4430; an., S. de 1918, p. 372). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau sur les élections : de M. Dalou (Félix) par l'arrondissement de Châlons-sur-Marne [Marne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 47); de M. Péchadre par l'arrondissement d'Épernay [Marne] (p. 47). — Est entendu sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915 (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 937). — Prend part à la discussion : d'une proposition de réso-

lution concernant la solde des troupes (A., S. de 1916, t. unique, p. 209); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Sa déclaration au nom du parti socialiste*, p. 1363). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la meilleure utilisation des effectifs militaires (p. 1701); prend part à la discussion de cette interpellation (p. 2031 et suiv.). — Intervient dans la discussion : d'une interpellation sur les réquisitions de vins (p. 1858); des interpellations concernant l'utilisation des effectifs militaires (p. 2203). — Demande à interpeller le Gouvernement « sur l'utilisation des effectifs » (p. 2508). — Demande la formation de la Chambre en Comité secret (p. 2535). — Demande de la formation de la Chambre en Comité secret (A., S. de 1917, t. unique, p. 703, 1348). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2354); du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3678, 3682). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 48); dans la discussion des projets et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Discussion générale*, p. 835; Titre premier : Monopole de l'alcool industriel; *Contre-projet de M. Siegfried*, p. 852; *Amendement de M. Jobert, à l'article premier*, p. 967). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (A., S.

de 1918, t. unique, p. 2017). — Sa motion tendant à ce que les insignes de Député, marquent la place de M. Sorriaux comme mort à l'ennemi (p. 2100). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations concernant : le fonctionnement de la démobilisation (p. 614); l'aggravation de la crise des transports (p. 2014); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4275); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Budget ordinaire des services civils, dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendement tendant à reprendre les chapitres 102 bis, ter, quater disjoints par la Commission*, p. 4484); du projet de loi approuvant le programme d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4561). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 3305). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 854; A., S. de 1918, t. unique, p. 1252).

HUGON (M.), *Député de l'arrondissement de Saint-Flour [Cantal]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289).

I

IGNACE (M. EDOUARD), *Député de la 2^e circonscription du XI^e arrondissement de Paris, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre (Justice militaire).*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 124). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine (A., S. O. 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi sur les loyers pendant la durée de la guerre (I., n° 463; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2181). — Sa proposition de loi sur l'interdiction de pratiquer, à l'encontre des citoyens présents sous les drapeaux, des saisies arrêts et des saisies conservatoires (I., n° 1205; an., S. de 1915, p. 855). — Sa proposition de loi relative à l'interdiction des poursuites de saisie immobilière pendant la durée de la guerre et les cinq années qui suivront la cessation des hostilités (I., n° 2512; an., S. de 1916, p. 1460). — Sa proposition de résolution tendant à instituer une Haute-Cour de justice des alliés (I., n° 3163; an., S. de 1917, p. 408). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'étendre les pouvoirs des juges d'instruction en matière d'accaparement et de spéculation illicite [Articles 419 du Code pénal et 10 de la loi du 20 avril 1916] (I., n° 3305; an., S. de 1917, p. 690). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de modifier l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 sur la taxation des denrées et substances et d'aggraver les peines édictées en

matière de délits de spéculation illicite (I., n° 3465; an., S. de 1917, p. 885). = Son rapport sur : 1° le projet de loi concernant la résiliation, par suite de la guerre, des baux à loyer; 2° le projet de loi concernant les loyers échus pendant la guerre; 3° les diverses propositions de loi ayant le même objet (I., n° 1212; an., S. de 1915, p. 990); son rapport supplémentaire (I., n° 1647 et annexe; S. de 1915, p. 1461, 254); son 2° rapport supplémentaire (I., n° 2010 et annexe; an., S. de 1916, p. 596, 608). — Son avis présenté, au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur : 1° le projet de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage; 2° la proposition de loi de M. Mahieu, concernant la taxation des denrées alimentaires de première nécessité; 3° la proposition de loi de M. Mistral et plusieurs de ses collègues, tendant à enrayer l'augmentation du coût de la vie par la fixation de tarifs maxima et par le contrôle de la vente des denrées et produits de première nécessité; 4° la proposition de loi de MM. Aristide Jobert et Turmel, ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement, les préfets et les communes à taxer le prix de tous les objets et denrées de première nécessité (I., n° 1515; an., S. de 1915, p. 1347). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de suspendre, pendant la durée de la guerre, l'application de l'article 1752 du Code civil, concernant l'expulsion des locataires (I., n° 1797; an., S. de 1916, p. 190). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution de M. Arthur Levasseur ayant pour objet l'application du moratorium des loyers aux locations

contractées depuis la mobilisation (I., n° 2362; an., S. de 1916, p. 1149). — Son rapport sur la proposition de loi sur les baux et les loyers dans les sociétés coopératives d'habitations à bon marché (1) (I., n° 2421; an., S. de 1916, p. 1203). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (I., n° 2832; an., S. de 1916, p. 1880); son rapport sur ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (I., n° 3865; an., S. de 1917, p. 1560). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'étendre les pouvoirs des juges d'instruction en matière d'accaparement et de spéculation illicite [Art. 419 du Code pénal et 10 de la loi du 20 avril 1916] (I., n° 3413; an., S. de 1917, p. 844). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 sur la taxation de denrées et substances et d'aggraver les peines édictées en matière de délits de spéculation illicite (I., n° 3539; an., S. de 1917, p. 984). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur le projet de loi tendant à réprimer les opérations de spéculation et d'accaparement sur les charbons (I., n° 3540; an., S. de 1917, p. 984). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (I., n° 3556; an., S. de 1917, p. 1003). — Est entendu dans la discussion de son élection (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 122). — Son élection est validée (p. 124). — Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur les élections : de M. Thierry-Cazes, par l'arrondissement de Lectoure [Gers] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 30); de M. Noulens, par l'arrondissement de Mirande [Gers] (p. 30); de M. Constant, par l'arrondissement de Bazas [Gironde] (p. 30). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (A., S. de 1915, t. unique, p. 1617, 1619). — En qualité de *Rapporteur* de la Commission de la législation civile et criminelle, donne connaissance d'un avis sur le projet de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1631, p. 1746); prend part à la discussion de ce projet de loi

(A., S. de 1915, t. unique, p. 1752, 1753, 1754). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le moratorium des loyers et l'exercice de la saisie-gagerie sur les biens des mobilisés (A., S. de 1916, t. unique p. 12, 20, 21); prend part à cette discussion (p. 28). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à suspendre, pendant la durée de la guerre, l'application de l'article 1751 du Code civil concernant l'expulsion des locataires (p. 62). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 177, 410 et suiv.; *Contre-projet de M. Lauche*, p. 452; *Contre-projet de M. Jobert*, p. 463; *Contre-projet de M. Denais*, p. 469; *Observations concernant le locataire n'étant plus en état physique d'exercer la profession pour laquelle il avait conclu le bail*, p. 472; *Observations de M. Denais relatives à la rédaction de l'article 9*, p. 473; *Amendement de M. Sibille à l'article 10*, p. 474; *Amendement de M. Denais à l'article 11*, *ibid.* Exonération et délais. *Observations concernant la rédaction de l'art. 12*, p. 787 et suiv.; *Observations relatives aux mots : « exonération totale »*, p. 793; *Amendement de M. Brizon à l'article 12*, *ibid.*; *Amendement de MM. Lafont, Laval et Lauche, à l'article 14*, p. 818; *Amendement de MM. Lecauteur et Aubriot au même article*, p. 826 et suiv.; *Observations concernant l'article 13*, p. 830; *Sous-amendement de M. Rozier à l'article 14 bis*, p. 842; *Observations concernant l'article 16*, p. 847 et suiv.; *Motion tendant à réserver la discussion de l'article 16*, p. 876; *Disposition additionnelle de M. Turmel à l'article 17*, p. 877; *Observations relatives à l'article 18*, p. 878; *Amendement de M. Jobert à l'article 19*, p. 879 et suiv.; *Amendement de M. Lecauteur au même article*, p. 881 et suiv.; *Amendement de MM. Puech et Deshayes à l'article 20*, p. 883; *Amendement de M. Puech à l'article 21*, p. 885; *Amendement de M. Aldy au même article*, p. 886; *Disposition additionnelle de M. Caffort à cet article*, *ibid.*; *Motion de M. Sibille tendant à la suppression de l'article 25*, p. 888, 892; *Nouveau texte présenté par M. Lecauteur pour cet article*, p. 905; *Texte présenté par M. Lerolle pour l'article 25*, p. 906; *Amendement de M. Lafferre à l'article 24*, p. 907; *Observations concernant cet article*, p. 908; *Article nouveau*

(1) Ce document n'a pas été publié.

présenté par M. Puech, A., S. de 1916, t. unique, p. 909. Juridiction et procédure. *Observations concernant l'article 29*, p. 910 et suiv.; *l'art. 30*, p. 917; *l'article 31*, p. 920; *l'art. 32*, p. 921; *Amendement de M. Nectoux à l'article 32*, p. 922; *Amendement de M. Levasseur au même article*, *ibid.*; *Article 30 nouveau*, p. 945; *Amendement de M. Levasseur à l'article 43*, p. 949 et suiv.; *Amendement de M. Bonnefoy à l'article 44*, p. 954; *Amendement de M. Ernest Lamy à l'article 43*, p. 955; *Article 44 bis nouveau présenté par M. Levasseur*, p. 956. Dispositions générales. *Article 50 bis nouveau de M. Levasseur*, p. 975 et suiv.; *Amendement de M. Bergeon à l'article 51*, p. 979; *Disposition additionnelle de M. Lauche au § 2 de cet article*, p. 981 et suiv.; *Article additionnel de M. Charpenier*, p. 1032; *Article additionnel de M. Eugène Laurent*, *ibid.*; *Article 44 ter nouveau*, p. 1040; *Amendement de M. Jules Roche tendant à la suppression du § 5 de l'article 25 réservé*, p. 1063 et suiv.; *Amendement de M. Patureau-Baronnet à l'article 25*, p. 1065; *Observations relatives à l'article 28*, p. 1067; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1535 et suiv., p. 1590. Résiliations: *Amendement et observations de M. Puech aux articles 10 et 11*, p. 1592, 1593. Exonérations et délais: *Amendement de M. Varenne à l'article 12*, p. 1506 et suiv.; *Amendement de M. Levasseur à l'article 15*; p. 1600; *Observations relatives à l'article 14*, p. 1601; *Amendement de M. Bonnefous à cet article*, p. 1605; *Amendement de M. Laval à l'article 12*, p. 1618; *Nouvel amendement de M. Levasseur à cet article*, p. 1620; *Observations relatives à l'article 12*, p. 1622; *Amendement de M. Levasseur tendant à la suppression du dernier paragraphe de cet article*, p. 1624; *Observations concernant le dernier paragraphe de l'article 14*, p. 1632; *Amendement de M. Lerolle au dernier paragraphe de l'article 14*, p. 1633; *Amendement de M. Levasseur à l'article 15*, p. 1634; à *l'article 25*, p. 1636; *Amendement de M. Cazassus à l'article 25 et de M. Lugol à l'article 26*, *ibid.* Juridiction et procédure: *Amendements de M. Levasseur: à l'article 51*, p. 1661; à *l'article 52*, p. 1663; *Amendement de M. Levasseur à l'article 59*, p. 1666. Art. 27, 28, 29 réservés: *Amendement de M. Puech tendant à la disjonction de l'article 27*, p. 1772; *Observations relatives: à l'article 29*, p. 1781; à *l'ensemble de la loi*, p. 1782). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour

(A., S. de 1916, t. unique, p. 768). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1852, 2860). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique, p. 206). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les engagés spéciaux*, p. 240 et suiv.). — Ses rapports sur des pétitions (p. 335, 1218, 1530, 2042, 2858, 3667, A., S. de 1918, t. unique, p. 267). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les agissements de la spéculation relatifs à la hausse des pommes de terre (A., S. de 1917, t. unique, p. 2963); développe cette interpellation (p. 3007).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre (Justice militaire)* [Décret du 17 novembre 1917] (J. O., p. 9218). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations concernant le rapatriement ou l'échange des prisonniers de guerre (p. 3192). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant l'aventurier Goldsoll (p. 3379). — Demande la discussion immédiate de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à modifier plusieurs articles du Code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire (p. 3338); prend part à cette discussion (p. 3389 et suiv.). — Est entendu dans la discussion de demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3630). — Prend part à la discussion: des interpellations sur le rapatriement des prisonniers de guerre (A. S. de 1918, t. unique, p. 22); d'une interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire assurer par la justice militaire le respect des règles du droit au bénéfice de tous les inculpés (p. 56). — Est entendu: dans la discussion d'interpellations sur le fonctionnement de la justice militaire (p. 341); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats du procès Bolo (p. 396). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à faciliter la réhabilitation des condamnés militaires (p. 845). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à prévenir l'espionnage (p. 1368). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant les crédits provisoires du troisième trimestre de l'Exercice 1918 [Dépenses militaires

et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. de 1918, t. unique, p. 1613); d'une proposition de loi concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et des faillis (p. 2414). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers, des otages et des habitants des régions libérées (p. 2506); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2774); au cours de la discussion de cette dernière interpellation (p. 2130). — Répond à une question sur la situation faite aux militaires démobilisables condamnés par les conseils de guerre, actuellement en sursis, en état de suspension de peine ou même en état de détention (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 26); est entendu sur la demande tendant à transformer cette question en interpellation (p. 28). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le consortium des métaux (p. 166); du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 415). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour d'une proposition de loi relative à l'amnistie (p. 1885); sur l'ajournement de la discussion de propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2104). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant les perquisitions opérées chez M. Schœller, secrétaire général de l'Office national de la presse (p. 2282); au cours de cette discussion (p. 2283). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant : l'évacuation d'Odessa, la politique diplomatique, navale et militaire du Gouvernement en Orient (p. 2311); la démobilisation (p. 2912); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4634 et suiv.; 4662 et suiv.; 4696, 4728, 4744 et suiv.; 4751; 4759 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique p. 1904). = Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 36).

INGHELS (M.), *Député de la 8^e circonscription de Lille [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi tendant à mo-

difier la loi du 9 mars 1918 en ce qui concerne les baux à loyers dans les régions envahies (I., n° 6630; an., S. de 1919, p. 2298). — Sa proposition de loi portant modification à la loi du 30 juin 1881, modifiée par la loi du 28 mars 1907 en ce qui concerne les réunions sur la voie publique (I., n° 6650; an., S. de 1919, p. 2314). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 28 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer (I., n° 6843; an., S. de 1919, p. 2647). = Son rapport sur le contrôle de l'hygiène dans les régions libérées et de l'assainissement des champs de bataille (I., n° 6844; an., S. de 1919, p. 2647). = Sa délivrance de la prison de Coblenz est annoncée à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2664); son allocution en remerciement de celle prononcée par M. le Président de la Chambre, à l'occasion de son retour parmi ses collègues (p. 2692). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 30, 94); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 (*Suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2565); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Instruction publique, (*Discussion générale*, p. 2671). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de loi relative aux locations verbales conclues entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2679); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3146); du projet de loi réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par faits de guerre (p. 4462); du projet de loi, adopté par le Sénat, réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par faits de guerre ou situés dans les localités évacuées ou envahies (p. 4769). = Obient un congé (A., S. de 1915, t. unique, p. 484).

IRIART D'ETCHEPARE (M. D'), *Député de la 1^{re} circonscription de Pau [Basses Pyrénées]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Président du 11^e Bureau (F. n° 35, J. O. de 1915, p. 307). — Membre : de

diverses Commissions (F. n° 21, J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission du règlement (F. n° 7, J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de comptabilité (F. n° 11, J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des travaux publics (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission des marchés (p. 2026); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F. n° 244, J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de comptabilité (F. n° 397, J. O. de 1918, p. 925); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Marché de chaussettes passé par la sous-intendance B du camp retranché de Paris avec M. Guilmoto] (L., n° 3262; an., S. de 1917, p. 612). = Ses rapports, au nom du 8^e Bureau, sur les élections : de M. Chassaing par l'arrondissement d'Ambert [Puy-de-Dôme] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 59); de M. Marrou par la 1^{re} circonscription de Clermont-Ferrand [Puy-de-Dôme] (p. 59); de M. Fabre par la 2^e circonscription de Clermont-Ferrand [Puy-de-Dôme] (p. 59), de M. Reynouard par l'arrondissement d'Issoire [Puy-de-Dôme] (p. 59); de M. Clémentel

par la 1^{re} circonscription de Riom [Puy-de-Dôme] (A., S. de 1914, t. 2, p. 60), de M. Varenne par la 2^e circonscription de Riom [Puy-de-Dôme] (p. 60), de M. Claussat par l'arrondissement de Thiers [Puy-de-Dôme] (p. 60). — Est élu membre de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 273). — Prend part à la discussion de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (A., S. de 1915, t. unique, p. 967). — Sa demande de formation de la Chambre en Comité secret (A., S. de 1917, t. unique, p. 164). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Sa disposition additionnelle visant les hommes résidant hors d'Europe*, p. 294). — Est entendu dans la discussion des interpellations relatives à l'affaire dite « des carbures » (p. 343). — Est nommé membre de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (p. 1494). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915 t. unique, p. 603, 1294, 1415; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1884, 2819, 3290). = Obtient des congés (A. S. de 1916, t. unique, p. 1414, 1971; A., S. de 1917, t. unique, p. 2555; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968, 2070; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3657).

J

JACOMET (M.), *Procureur général près la Cour d'appel de Douai.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1873).

JACQUIER (M.), *Député de l'arrondissement de Thonon-les-Bains [Haute-Savoie], Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre de la Commission des affaires extérieures (A., S. de 1916, t. unique, p. 459). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de régler les conditions d'établissement des voies ferrées dans les colonies (I., n° 4994; an., S. de 1918, p. 1133); son rapport supplémentaire (I., n° 5149; an., S. de 1918, p. 1770). — Son rapport sur les propositions de résolution : 1° de M. Jean Bon; 2° de M. Paul Aubriot et plusieurs de ses collègues; 3° de M. le lieutenant-colonel Josse, tendant à la publication des Comités secrets tenus de 1914 à 1918 (I., n° 6929; an., S. de 1919, p. 2870).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur* [Décret du 14 juin 1914] (J. O., p. 5265). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié une seconde fois par le Sénat (Intérieur : *Assistance des femmes en couches*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 834); de ce projet de loi, modifié une troisième fois par le Sénat (Intérieur : *Assistance des femmes en couches*, p. 880).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère*

de l'Intérieur [Décret du 27 août 1914] (J. O., p. 7722). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la revision des routes et chemins (A., S. de 1915, t. unique, p. 721 et suiv., 736 et suiv.). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 770); dans la discussion d'une proposition de résolution sur les allocations aux familles des mobilisés et les cas de recours devant la Commission supérieure des allocations (p. 1475). — Demande le renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance, du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes en temps de guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1479). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2694; A., S. de 1918, t. unique, p. 529, 779; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2297, 2355). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1532; A., S. de 1916, t. unique, p. 2593; A., S. de 1917, t. unique, p. 1262, 2154; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 6, 1957, 3183).

JAUBERT (M.), *Chef du service des allocations militaires.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2517); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*).

JAURÈS (M.), *Député de la 2^e circonscription d'Albi [Tarn]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (p. 289). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique générale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 171); développe cette interpellation (p. 172, 182). — Prend part à la discussion : du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (p. 245); d'un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (p. 385); du projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages du Président de la République en Russie, en Suède, en Danemark et en Norvège (p. 444). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 505, 558). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux dépenses non renouvelables de la guerre et de la marine (p. 524, 527); du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Postes et Télégraphes : *Répartition des indemnités complémentaires du traitement accordées aux fonctionnaires des différentes administrations de l'État*, p. 547. Travail et Prévoyance sociale : *Retraites des ouvriers mineurs*, p. 548. Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu; son amendement à l'article 12 relatif à l'établissement de l'impôt*, p. 709, 711, 713, 715; *Article 12 modifié par la Commission*, p. 724, 729; *Son amendement à l'article concernant les personnes à la charge du contribuable*, p. 731; *Vérification des déclarations*, p. 758; *Son amendement relatif à l'imposition du contribuable taxé d'office*, p. 768, 770, 772); de ce projet de loi, modifié une cinquième fois par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu; Contrôle au décès du redevable*, p. 889). — Est entendu : sur une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission du suffrage universel (p. 623); dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1914 (*Retraites des ouvriers mineurs*, p. 672); sur un projet de résolution concernant l'organisation du contrôle des dépenses prévu par l'article 13 de la loi tendant à ouvrir des crédits exceptionnels pour la guerre et la marine (p. 878). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., 1^{re}, S. E. de 1914, t. 2; p. 906).

JEAN LONGUET (M.), *Député de la 5^e circonscription de Sceaux [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (*ibid.*); de la Commission du suffrage universel (A., S. de 1915, t. unique, p. 1083). — Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Piou, par l'arrondissement de Mende [Lozère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 45); de M. Lenoir (Camille) par la 2^e circonscription de l'arrondissement de Reims [Marne] (p. 47). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. 1, p. 120). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1917, t. unique, p. 3146). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'interpellations, concernant la politique du Gouvernement vis-à-vis de la Russie (p. 3799). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée : « La part du combattant » (A., S. de 1918, t. unique, p. 105, 109). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de l'expulsion d'un journaliste anglais, M. Robert Dell, correspondant parisien du *Manchester Guardian* (p. 1417). — Intervient dans la discussion : des interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2361); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3981). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2593; A., S. de 1917, t. unique, p. 1026).

JEANNENEY (M.), *Sénateur, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Guerre* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9179). — Est entendu : sur le renvoi de la discussion d'interpellations (A., S. de 1918, t. unique, p. 1702); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant la convention d'armistice signée le 11 novembre avec l'Allemagne (p. 3036). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant les perqui-

sitions opérées chez M. Schœller, secrétaire général de l'Office national de la presse (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2282); au cours de cette discussion (*ibid.*); dans la discussion de plusieurs propositions de loi relatives à la levée de l'état de siège et à l'abrogation de la censure (p. 2963).

JOBERT (M. ARISTIDE), *Député de l'arrondissement de Sens [Yonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre: de diverses Commissions (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des boissons (F. n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. de 1915, t. unique, p. 1083). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 84 du Règlement de la Chambre tendant à l'interdiction du vote par procuration (I., n° 83; an., S. O. de 1914, p. 1855). — Sa proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 552; an., S. O. de 1915, p. 72). — Sa proposition de loi relative aux pensions de retraites accordées aux officiers placés dans le cadre de réserve (I., n° 585; an., S. O. de 1915, p. 88). — Sa proposition de loi concernant les loyers en temps de guerre (I., n° 657; an., S. O. de 1915, p. 193). — Sa proposition de loi concernant le taux des pensions et des secours alloués aux veuves et aux orphelins des militaires décédés pendant la guerre (I., n° 698; an., S. O. de 1915, p. 224). — Sa proposition de loi présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de reconnaître aux membres du Parlement le droit permanent d'enquête sur les services de la nation et de contrôle des dépenses publiques (I., n° 933; an., S. O. de 1915, p. 470). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, sur l'exercice immédiat de la réquisition générale par les Ministères de la Guerre, de la Marine et des Colonies (I., n° 1073; an., S. O. de 1915, p. 697). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement, les préfets et les communes à taxer le prix de tous les objets et denrées de première nécessité (I., n° 1367; an., S.

de 1915, p. 1075). — Sa proposition de loi relative aux traitements des Ministres sans portefeuille (I., n° 1392; an., S. de 1915, p. 1083). — Sa proposition de résolution, ayant pour objet d'assurer le contrôle efficace de toutes les dépenses publiques, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1468; an., S. de 1915, p. 1288). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (I., n° 1562; an., S. de 1915, p. 1388). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet: 1° de faire remise, pendant la durée de la guerre, aux sociétés de pêche amodiataires de l'État, d'une partie de leur fermage; 2° de proroger la durée de ces amodiations et baux d'un temps égal à celui de la guerre (I., n° 1857; an., S. de 1916, p. 333). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'établir une taxe sur les entrées dans les établissements publics de réjouissances et d'amusement (I., n° 1866; an., S. de 1916, p. 336). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, modifiant la limite d'âge des officiers et les conditions d'accessibilité aux divers grades dans l'armée française (I., n° 1886; S. de 1916, p. 345). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer aux populations des campagnes le bénéfice du fonctionnement du bureau central militaire (I., n° 2094; an., S. de 1916, p. 660). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à établir, pendant la durée de la guerre, une solde unique pour tous les militaires de tous grades de l'armée française (I., n° 2308; an., S. de 1916, p. 1070). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de modifier et de régler pour le temps de guerre les indemnités allouées aux militaires (I., n° 2410; an., S. de 1916, p. 1169). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'accorder une allocation journalière aux permissionnaires du front (I., n° 2564; an., S. de 1916, p. 1486). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'assurer pendant la guerre l'existence et le développement de la vie économique et agricole de la nation (I., n° 2573; an., S. de 1916, p. 1488). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour

objet de fixer des prix maxima de vente des vins (I., n° 2670 ; an., S. de 1916, p. 1630). — Sa proposition de résolution sur l'exercice immédiat de la réquisition générale par les Ministères de la Guerre, de la Marine et des Colonies (I., n° 2687 ; an., S. de 1916, p. 1643). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer aux populations des campagnes le bénéfice du fonctionnement du bureau central militaire (I., n° 2836 ; an., S. de 1917, p. 8). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de faciliter aux militaires réformés de la guerre et âgés de moins de vingt-cinq ans l'obtention des postes de gardes champêtres (I., n° 3104 ; an., S. de 1917, p. 351). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les crimes et délits militaires (I., n° 3532 ; an., S. de 1917, p. 981). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à établir une carte de poudre de chasse (I., n° 3871 ; an. S. de 1917, p. 1412). — Sa proposition de résolution ayant pour but la nomination permanente chargée de s'assurer, pendant la guerre, du bien-être des hommes de troupe (I., n° 4507 ; an., S. de 1918, p. 432). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à payer, dès leur retour en France, l'arriéré de leur solde aux soldats français prisonniers de guerre (I., n° 5313 ; an., S. de 1918, p. 1862). — Sa proposition de résolution, avec demande de discussion immédiate, tendant à la libération immédiate de tous les hommes appartenant aux classes de la réserve de l'armée territoriale (I., n° 5343 ; an., S. de 1918, p. 1946). — Sa proposition de loi, avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier l'article 5 de la loi du 7 juillet 1874 sur la confection des listes électorales et à conférer l'électorat aux jeunes gens âgés de moins de vingt et un ans ayant été mobilisés au cours de la guerre 1914-1918 (I., n° 5397 ; an., S. de 1919, p. 2171). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer la prochaine consultation électorale (I., n° 6086 ; an., S. de 1919, p. 1313). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Andrieux (Louis) par l'arrondissement de Forcalquier [Basses-Alpes] (A., S.

O. de 1914, t. 2, p. 9). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (*Discussion générale*, p. 236). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914 (p. 326). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 641) ; d'un projet de loi modifié une quatrième fois par le Sénat (Loi de Finances : *Taxe sur les roulotteurs*, p. 885) ; de ce projet de loi modifié une cinquième fois par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu ; contrôle au décès du redevable*, p. 889). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, une proposition de résolution relative à la réorganisation des services administratifs de la France (p. 655) ; développe les motifs de l'urgence (p. 689) ; retire cette proposition (p. 690). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (A., S. de 1915, t. unique, p. 73) ; du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (p. 119) ; du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 281 ; *Son article additionnel*, p. 282). — Est entendu dans la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Son contre-projet, déposé de concert avec M. Turmel*, p. 380, 384, 387 ; *Son contre-projet*, p. 409 et suiv. ; *articles du projet de loi*, p. 627). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 916 ; *retrait*, p. 917 ; *Retire un autre amendement*, p. 929 ; *Son article additionnel*, p. 930) ; de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 1236). — Est entendu sur la discussion immédiate : de sa proposition de loi ayant pour objet de reconnaître aux membres du Parlement le droit permanent d'enquête sur les services de la nation (p. 943) ; de sa proposition de résolution relative à l'exercice immédiat de la réquisition générale par les Ministères de la Guerre, de la Marine et des Colonies (p. 1068). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à réglementer l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 1085 ; *Ses amendements à l'article 8*, p. 1304 ; à l'ar-

article 9, A., S. de 1915, t. unique, p. 1310; à l'article 10, ibid.); du projet de loi relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (*Contre-projet de M. Compère-Morel*, p. 1151); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1445). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1350 et suiv.); d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (p. 1435); d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1582, 1585); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1631). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Discussion générale*, p. 1712); d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Aéronautique militaire et ouverture et annulation de crédits pour la nomination de Ministres d'Etat et la suppression de Sous-Secrétaires d'Etat (p. 1776, 1777, 1778); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1889, 1890; *Son amendement concernant l'envoi d'habillement aux prisonniers de guerre en Allemagne*, p. 1896). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le moratorium des loyers et l'exercice de la saisie-gagerie des biens des mobilisés (A., S. de 1916, t. unique, p. 9); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 12, 18 et suiv.); développe cette interpellation (p. 22 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'exercice du contrôle militaire dans l'usine Guillet, d'Auxerre [Yonne] (p. 99); développe cette interpellation (p. 363 et suiv.). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, p. 171; *son contre-projet*, p. 462; Exonérations et délais : *Ses observations concernant l'article 16*, p. 849; *Son amendement à l'article 19*, p. 879 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Ses observations concernant les prisonniers de guerre*, p. 311). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs

(A., S. de 1916, t. unique, p. 333). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur l'utilisation de la main-d'œuvre militaire dans les établissements travaillant pour la défense nationale (p. 381). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 533 et suiv.; *Son amendement concernant les secours aux réformés ou aux soldats en instance de réforme pour tuberculose*, p. 556; *le retire*, ibid.); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Discussion générale*, p. 641 et suiv.; *Son contre-projet, déposé de concert avec M. Turmel*, p. 663 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la taxation de l'avoine, de l'orge, du seigle, du son et des issues (p. 780); d'une proposition de loi tendant à avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (p. 938); du projet de loi concernant les franchises postales concédées aux troupes en campagne (p. 1012). — Prend part à la discussion : des projets et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Discussion générale*, p. 1090; *Amendement de M. Jovelet concernant les paragraphes c et d de l'article 2*, p. 1109; *Ses observations concernant l'article 4 bis*, p. 1115; *Son amendement au paragraphe 2 de l'article 6*, p. 1131 et suiv.; *Son amendement à l'article 17*, A., S. de 1917, t. unique, p. 383; *le retire*, ibid.; *Retire une disposition additionnelle*, ibid.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement à l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, A., S. de 1916; t. unique, p. 1332 et suiv.; *Son amendement concernant l'entretien des prisonniers de guerre internés en Allemagne*, p. 1353; *le retire*, ibid.; *Son amendement relatif aux frais de voyage du Président de la République et aux traitements des Ministres d'Etat*, ibid.; *Son amendement concernant les dépenses secrètes du Ministère des Affaires étrangères*, ibid.; *Son amendement concernant la police et la garde républicaine*, p. 1355; *Son amendement relatif aux indemnités de service des officiers*, ibid.; *le retire*, p. 1356; *Retire son amendement concernant la garde républicaine*, ibid.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1386 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur le fonctionnement du Trésor et Postes, les colis postaux et

la correspondance des soldats des pays envahis (p. 1472 et suiv.; *Son addition à l'ordre du jour motivé présenté par M. Nadi*, p. 1474; *la retire*, *ibid.*); du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1917 (*Son amendement relatif aux familles nombreuses*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1566 et suiv.); des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Nouveau texte de la Commission*, p. 1582; *Son amendement à l'article premier*, p. 1589). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les obstacles apportés au contrôle parlementaire (p. 1692); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1701). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de loi ayant pour objet de modifier et de régler pour le temps de guerre les indemnités allouées aux militaires (p. 1722 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Son amendement relatif au perfectionnement des appareils orthopédiques*, p. 1794; *le retire*, p. 1795; *Son amendement concernant la solde de l'armée*, p. 1795; *Son amendement concernant la réquisition générale des usines, mines et moyens de transport*, p. 1810 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (p. 1834); d'un projet de loi modifiant les dispositions relatives au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels une position spéciale (p. 1838 et suiv.; *Son amendement*, p. 1842); d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2145, 2228 et suiv.). — Son addition à l'ordre du jour motivé de M. Mourier, présenté à la suite de la discussion des interpellations sur l'utilisation des effectifs militaires (p. 2206). — Prend part à la discussion de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2309). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution ayant pour objet de fixer des prix maxima de vente des vins (p. 2433). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2445); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2569, 2594 et suiv.; *Retire un amendement relatif aux Minis-*

tres d'Etat, p. 2663; *Son amendement concernant les théâtres subventionnés*, p. 2667; *le retire*, p. 2669; *Ses observations sur l'article premier*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2697; *Son amendement relatif à une taxe sur les annonces et réclames insérées dans les journaux*, p. 2732; *Publicité sur les boîtes d'allumettes*, p. 2733; *Taxe sur le prix des places des spectacles*, p. 2734, 2738, 2774; *Retire un amendement concernant les allocations aux femmes de mobilisés*, p. 2814; *Son article nouveau relatif aux mobilisés employés dans les usines travaillant pour la défense nationale*, p. 2814 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la mise en culture des terres abandonnées (p. 2890). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'inégalité des soldes et salaires octroyés aux mobilisés (A., S. de 1917, t. unique, p. 109); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 109, 121); développe cette interpellation (p. 428 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 432; *Se rallie à l'ordre du jour de M. Pressemane*, p. 433; *Son addition à cet ordre du jour*, p. 434). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 160). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Ses amendements concernant : certains sous-officiers retraités*, p. 266; *les titulaires de permis de chasse*, *ibid.*; *les fonctionnaires, les mobilisés sur place ou mis en sursis d'appel*, *ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (*Discussion générale*, p. 321; *Son amendement concernant le Ministère de l'Agriculture et le Sous-Secrétariat d'Etat des Beaux-Arts*, p. 324 et suiv.); de la proposition de résolution relative à l'amnistie des condamnations prononcées par les conseils de guerre (p. 376). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution tendant à assurer aux populations des campagnes le bénéfice du fonctionnement du bureau central militaire (p. 380); prend part à la discussion de cette proposition de résolution (p. 380). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (*Son contre-projet*, p. 491; *Ses observations sur l'article 4*, p. 558; *Son amendement à l'article 5*, p. 561 et suiv.; *Motion tendant au renvoi de la proposition à la Commission*, p. 1107). — Son opposition à l'inscrip-

tion sans débats de la proposition de résolution concernant la procédure exceptionnelle des projets de loi urgents qui intéressent la défense nationale (A., S. de 1917, t. unique, p. 577). — Prend part à la discussion : de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 623); d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à la réserve (*Ses amendements*, p. 722, 746); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (*Ses amendements*, p. 2064 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique agricole (p. 773); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 776). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 782); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif à la régularité du blanchissage et de la distribution du linge de corps aux hommes du front*, p. 817; *le retire*, p. 818; *Son amendement relatif à l'envoi gratuit des colis aux militaires du front*, *ibid.*; *le retire*, *ibid.*; *Haute paye et indemnité de tranchée*, p. 821; *Son article nouveau relatif aux allocations aux familles des militaires mobilisés*, p. 840; *le retire*, *ibid.*); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 956 et suiv.); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1006); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Sa disposition additionnelle*, p. 875; *le retire*, *ibid.*; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 883). — Prend part à la discussion : de l'interpellation sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 1001); du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1031 et suiv., 1065); du projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le statut des officiers généraux, colonels et fonctionnaires de grades correspondants (p. 1114). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour donner à notre armée nationale les moyens de hâter la victoire (p. 1176). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur l'organisation du repos du samedi pour les ouvrières du vêtement (*Son amendement*, p. 1270); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1389); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1653). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Son amendement concernant les allocat-*

tions aux femmes de mobilisés, (A., S. de 1917, t. unique, p. 1441); *Son amendement relatif à la solde des militaires en traitement dans les hôpitaux ou en convalescence dans leurs foyers*, p. 1446; *retrait*, *ibid.*); *Son amendement relatif au traitement des fonctionnaires mobilisés*, p. 1470; *retrait*, p. 1472; *Son amendement concernant l'allocation aux personnes à la charge des hommes de troupe à solde mensuelle ou journalière*, *ibid.*; *retrait*, *ibid.*). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la constatation de l'état des lieux susceptible de donner ouverture à la réparation des dommages de guerre (p. 1615). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1706); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1714). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2293 et suiv.; *Ses amendements*, p. 2301 et 2303); d'une proposition de loi, modifiant pour le temps de guerre, les règles relatives à l'avancement des sous-lieutenants (p. 2376). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'application des lois concernant la distillation, par les propriétaires récoltants, des fruits et marcs provenant de leur récolte (p. 2410). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique générale (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2414). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (*Son amendement concernant le blanchissage du linge de corps des hommes de troupe du front, l'éclairage des soldats et le transport gratuit des colis envoyés aux soldats*, p. 2514; *Son amendement relatif au taux de l'intérêt payé par la Caisse nationale d'épargne*, p. 2569). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion de sa proposition de loi sur l'amnistie militaire (p. 2585); dans la discussion de cette proposition de loi (p. 2655, 2656 et suiv.); *Son amendement au texte proposé par la Commission*, p. 2661). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de plusieurs interpellations sur le ravitaillement du pays (p. 2748; *Son texte additionnel à l'ordre du jour de M. Dariac*, p. 2765). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, d'interpellations relatives à une déclaration faite par le Ministre des Affaires étrangères le 12 octobre 1917 et à la politique extérieure du Gou-

vernement, ainsi qu'à l'action que le Gouvernement entend mener pour déjouer les manœuvres diplomatiques de l'Allemagne (A., S. de 1917, t. unique, p. 2803). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique en matière d'effectifs militaires (p. 2815). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2841). — Demande à interpeller le Gouvernement remanié, sur sa politique (p. 2860); développe cette interpellation (p. 2869). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2904). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution tendant à établir une carte de poudre de chasse (p. 2970); est entendu dans la discussion de cette proposition (p. 2972); la retire (*ibid.*). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (*Sa motion préjudicielle*, p. 3149, 3176). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Son amendement à l'article premier*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3241; *retrait*, p. 3242; Titre I. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins: *Son amendement au paragraphe 4 de l'article 2 modifié par la Commission*, p. 3268; *Son amendement à l'article 5 relatif à la fixation du taux de la pension ou de la gratification*, p. 3318; *Son amendement concernant l'application de l'article*, p. 3325; *le retire*, p. 3326; *Son amendement rectifié à l'article 5, concernant le taux des pensions d'invalidité*, p. 3427. Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chap. 1^{er}. Des droits à la pension: *Ses observations sur le paragraphe 5 de l'article 9*, p. 3464. Titre III. Droits des ascendants: *Son amendement tendant à supprimer le 4^e de l'article 18*, p. 3765; *Son amendement au paragraphe 1^{er} de l'article 19*; A. S. de 1918, t. unique, p. 88. Titre IV. Voies de recours. *Article 24 bis nouveau, proposé par M. Émile Faure*, p. 200. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi: *Son amendement à l'article 29*, p. 209; *Son article nouveau concernant les infirmières militaires et bénévoles*, p. 213, 229); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3027, 3221, 3232); de ce projet de loi modifié à nouveau par le Sénat (A., S. O. de

1919, t. unique, p. 331, 350, 464, 497, 535, 598, 677). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3363); du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits, par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (*Son amendement*, p. 3374; *retrait*, *ibid.*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du 1^{er} trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement relatif au traitement du grand chancelier de la Légion d'honneur*, p. 3520; *le retire*, p. 3521; *Taxe sur les successions*, p. 3540; *Son amendement concernant les primes aux agents du fisc*, p. 3640; *Son article additionnel relatif au régime des bouilleurs de cru*, p. 3651; *retrait*, p. 3653). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi relatif à l'ajournement des élections (*Son contre-projet*, p. 3694); du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (p. 3829). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le régime de censure politique appliqué aux journaux républicains de province (A., S. de 1918, t. unique, p. 7); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 8); développe cette interpellation (p. 9). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application de la carte de pain aux populations rurales (p. 126); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 144); développe cette interpellation (p. 174). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 261). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 312, 496). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application de la loi du 19 août 1916 relative aux baux ruraux (p. 325); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion: de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 551, 634); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 575; Caisse nationale d'épargne: *Son amendement relatif à l'intérêt à servir aux déposants*, p. 648; Instruction publique: *Ses observations concernant les maîtres surveillants des lycées*, p. 651; Légion d'honneur: *Son amendement tendant à réduire le supplément à la*

dotation, A., S. de 1918, t. unique, p. 658 ; Finances : *Son amendement concernant les frais de maison du Président de la République*, p. 662 ; *Remises accordées aux établissements de crédit et aux receveurs des finances*, p. 679 ; Agriculture : *Ses observations relatives à la destruction des animaux nuisibles*, p. 686 ; Intérieur : *Assistance aux femmes en couches*, p. 692 ; *Ses amendements relatifs : aux familles nombreuses et aux veuves privées de ressources*, p. 693 ; *aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*, p. 695 ; *Ses observations concernant l'augmentation du budget de la police*, p. 702 ; Affaires étrangères : *Ses observations concernant les dépenses secrètes*, p. 703 ; Travaux publics : *Son amendement relatif à la réduction du nombre des fonctionnaires*, p. 763 ; *Retrait*, *ibid.* ; Finances Chap. réservés : *Son amendement tendant à réduire le nombre des fonctionnaires*, p. 805 ; *Paiement des réquisitions*, p. 806 ; Loi de finances : *Ses amendements concernant l'impôt sur le revenu*, p. 1113 ; *l'impôt sur les transports par chemin de fer*, p. 1173 ; *Allocations aux vieillards infirmes et incurables secourus à domicile*, p. 1184) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1629). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 736) ; des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Ses amendements concernant : l'envoi gratuit de colis par le bureau central militaire*, p. 829 ; *les blanchisseries militaires*, p. 830 ; *l'allocation aux familles des condamnés par les conseils de guerre*, p. 831 ; *Sa déclaration au nom de quelques-uns de ses collègues*, p. 832). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 908 ; *Son contre-projet*, p. 912 ; *Ses amendements*, p. 931). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi sur le régime de l'alcool (Titre 1^{er}. Monopole de l'alcool industriel : *Son amendement à l'article premier*, p. 986 ; *Son amendement à l'article 4*, p. 1261 ; *Son amendement à l'article 7 concernant le prix de l'alcool livré à la consommation de bouche*, p. 2729). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 981) ; du projet de loi concernant le relèvement tem-

poraire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (*Son contre-projet*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1031) ; du projet de loi concernant l'exportation des capitaux et l'importation des titres (p. 1087). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 1105). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la réquisition du bétail dans les campagnes (p. 1289) ; développe cette interpellation (p. 1304 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 1341). — Est entendu sur le renvoi de la séance (p. 1453). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation militaire (p. 1460) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à la création d'une commission de contrôle des essences et carburants pour automobiles (p. 1501). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le décret du 5 juin 1918 abrogeant le décret portant modification au Règlement sur le service intérieur des corps de troupes (p. 1506) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 1538, 1702, 1764) ; développe cette interpellation (p. 1808 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 1813). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1550) ; du projet de loi portant modification de la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers (*Son amendement au 2^e alinéa de l'article 2*, p. 1736) ; d'un projet et d'une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit destiné à assurer la liquidation des pensions des agents et sous-agents des postes et télégraphes (*Sa disposition additionnelle visant certains agents des ponts et chaussées*, p. 1787) ; d'un projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1919 (p. 1826) ; d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la Guerre, de l'Armement et de la Marine (p. 1828) ; d'une interpellation sur l'organisation du matériel de transport des denrées alimentaires et spécialement du matériel des wagons-réservoirs (p. 1865). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des sursis et permissions et sur l'affectation dans les formations d'avant, des vieux R. A. T. et des pères de famille (p. 1873). — Prend part à la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la

Banque de France (*Son amendement concernant l'encaissement des contributions directes et autres revenus publics*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1936; *Retrait*, *ibid.*; *Son amendement relatif à l'émission des coupures de un franc et de cinquante centimes*, p. 1937; *Retrait*, p. 1938; *Son article additionnel concernant le remboursement en espèces des billets de banque*, p. 1977; *Retrait*, p. 1978). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (*Sa motion préjudicielle*, p. 2007); d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Délégations de soldes*, p. 2192); d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 2405); d'une proposition de loi concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et des faillis (p. 2413); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du Budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Propriétaires ne payant pas leurs contributions*, p. 2466). — Est entendu dans la discussion: d'une proposition de loi concernant les conseils de réforme (*Son amendement*, p. 2560); d'un projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (*Son amendement concernant le relèvement de la solde des caporaux et soldats*, p. 2602; *Ses amendements relatifs: au payement du prêt aux soldats malades*, p. 2610; *au rappel pour les sommes versées à la caisse d'épargne*, p. 2611; *Ses observations concernant l'application de la loi*, p. 2612); du projet de loi relatif à l'exploitation du chemin de fer pendant la guerre (p. 2650); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à rendre un hommage national aux armées, au Président Georges Clemenceau et au maréchal Foch (p. 2670); d'une interpellation relative à la non-application de la loi qui garantit un pécule de 1.000 francs aux familles des soldats morts pour la patrie (p. 2724); d'interpellations concernant la libération des vieilles classes (p. 2775); d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2836); d'une interpellation concernant la démobilisation (p. 3006). — Prend part à la discussion: du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3151); du projet de loi tendant à accorder indemnité exceptionnelle du temps de

guerre aux officiers et sous-officiers à solde mensuelle des armées de terre et de mer (A., S. de 1918, t. unique, p. 3208); du projet de loi concernant le pécule aux familles des soldats morts pour la patrie (*Son amendement*, p. 3209); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement relatif à la solde des prisonniers de guerre*, p. 3268); des crédits provisoires applicables au premier trimestre 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Ses amendements concernant: une prime de démobilisation aux combattants*, p. 3355; *la démobilisation des officiers de complément*, p. 3365); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Recouvrement de l'impôt sur le revenu*, p. 3389; *Recouvrement des contributions directes*, p. 3390); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Ses amendements concernant: les pupilles de la nation*, p. 3392; *les remises de frais d'études dans les collèges et dans les lycées*, p. 3393; *les crédits relatifs aux médailles militaires*, p. 3395; *Ses articles additionnels concernant: les auxiliaires des ponts et chaussées*, p. 3398; *une dotation nationale des enfants de France*, *ibid.*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la revision des listes électorales (p. 3459). — Adresse une question au Ministre de la Guerre sur la situation des militaires démobilisables condamnés par les conseils de guerre, actuellement en sursis, en état de suspension de peine ou même en état de détention (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 26). — Prend part à la discussion: d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 220); du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et l'abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 [Répression de la spéculation] (p. 396). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le décret et l'instruction relatifs à l'application du pécule aux familles des combattants morts pour la patrie (p. 467); développe cette interpellation (p. 653; *Son ordre du jour motivé*, p. 660). — Prend part à la discussion: d'un projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre de l'Exercice 1918, pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 556); du projet de

loi tendant à l'ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (A., S. de 1919, t. unique, p. 721 et suiv.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1902); de diverses propositions relatives à une indemnité de démobilisation (p. 764, 797). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les méfaits causés en France par les troupes (B. I.) cantonnées chez les habitants (p. 905). — Est entendu dans la discussion : du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Crise des transports*, p. 1112); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant le carnet de pécule des militaires décédés ou disparus*, p. 1183, 1195). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement tendant à n'accorder qu'un douzième*, p. 1331; *Ses amendements concernant : les impôts dus par les mobilisés*, p. 1357; *l'impôt sur le revenu*, p. 1363). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 1352). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1919 (p. 1650); d'une proposition de résolution tendant à assurer à la France les réparations qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne (p. 1933). — Demande à interpeller le Gouvernement sur ses méthodes à l'égard de la classe ouvrière (p. 1960); développe cette interpellation (p. 1967). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur la liquidation des pensions militaires (p. 2032). — Adresse au Sous-Secrétaire d'État du Service de santé une question concernant les hôpitaux militaires de la région de Sens (p. 2041). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions relatives à l'annistie (p. 2102). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (*Son contre-projet*, p. 2151); d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2190); du projet de loi concernant l'attribution aux personnels de l'État d'avances exceptionnelles de traitement (p. 2281); des crédits provisoires du deuxième semestre

de 1919 (*Cantonement des troupes à l'intérieur*, A., S. de 1919, t. unique, p. 2597); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 2723); du budget ordinaire des services civils pour l'Exercice 1919 (Agriculture et Ravitaillement : *Discussion générale*, p. 2608; *Gardes forestiers communaux*, p. 2613; *Remises universitaires accordées dans les lycées, collèges et cours secondaires*, p. 2745 et suiv.; *Surveillants d'internat et agents de service des lycées*, p. 2748; *Pupilles de la nation*, p. 2768; *Procès-verbal dressé par un garde chasse contre M. Pamier, conseiller municipal de Soucy [Yonne]* (p. 2774, 2775; *Dotations nationales des enfants de France*, p. 2879). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Frais de déplacements relatifs à l'expansion de l'aviation française à l'étranger*, p. 2486); des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Prix des tabacs*, p. 2636); d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2696 et suiv.); du projet de loi concernant les fêtes de la victoire (p. 2716). — Prend part à la discussion : du projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et élevant le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 3011); d'un projet de loi portant ouverture de crédits en faveur des petits commerçants, artisans démobilisés (p. 3066); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3176 et suiv.); des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3396); du projet de loi relatif à la revision des soldes militaires (p. 3443); du projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1919 de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État (p. 3575); du projet de loi relatif à l'achat de jeunes chevaux (p. 3675); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4237); du projet de loi portant amélioration des traitements des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'État (p. 4250); du projet de loi relatif à la date de la cessation des hostilités (p. 4380). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1204; A., S. de 1917, t. unique, p. 481).

JOLY (M. DE), *Chargé du service des ports maritimes au Ministère des Travaux publics.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 348).

JONNART (M.), *Sénateur, Ministre du Blocus et des Régions libérées; puis Gouverneur général de l'Algérie.*

Est nommé *Ministre du Blocus et des Régions libérées* [Décret du 16 novembre 1917 (J. O., p. 9179)].

En qualité de *Gouverneur général de l'Algérie*, est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi sur l'accession des indigènes musulmans algériens aux droits politiques (A., S. de 1918, t. unique, p. 2550); est entendu sur la fixation de la date de cette discussion (p. 2562); y prend part (p. 2593 et suiv.).

JOSSE (M.), *Député de l'arrondissement des Andelys [Eure].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine (p. 288). — Sa proposition de loi ayant pour objet de permettre, en temps de guerre, aux officiers et assimilés de la réserve et de l'armée territoriale de toutes origines l'accession à tous les grades de la hiérarchie militaire (I., n° 3381; an., S. de 1917, p. 794). — Sa proposition de loi tendant à accorder une pension annuelle et viagère aux militaires qui ont obtenu des citations au cours de la guerre 1914-1919 (I., n° 6087; an., S. de 1919, p. 1313). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à procéder, avec le concours des compagnies de chemins de fer, au développement des moyens de communication, en utilisant les camions automobiles de l'armée devenus sans emploi pour la création de services départementaux de transports (I., n° 6479; an., S. de 1919, p. 2074). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la publication des Comités secrets (I., n° 6708; an., S. de 1919, p. 2423). — Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les élections : de M. Pu-

gliési-Conti (Dominique) par l'arrondissement d'Ajaccio [Corse] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 19); de M. Viviani par l'arrondissement de Bourgneuf [Creuse] (p. 22); de M. Maurice Bernard par la 1^{re} circonscription de Besançon [Doubs] (p. 23). — Prend part à la discussion du projet de loi, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu*, p. 723). — Prend part à la discussion des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (*Son amendement concernant les grandes commissions permanentes*, A., S. de 1915, t. unique, p. 69). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (A., S. de 1916, t. unique, p. 2540). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations relatives au ravitaillement (A., S. de 1917, t. unique, p. 1332). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1707). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 3064). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 548); de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilitation (p. 795); d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1031). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Habitations à bon marché*, p. 1467); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1616). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1804). — Prend part à la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1833); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur l'échange des monnaies allemandes (p. 1905); du projet de loi tendant à ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et à élever le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 1909, 3000). — Est entendu : sur l'ajournement de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2103, 2112); dans la discussion d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2276); dans la discussion d'interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire

(p. 2343). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2462; Instruction publique : *Discussion générale*, p. 2672). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2761, 2944); du projet de loi relatif à la revision des soldes militaires (p. 3451); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3741); de propositions de résolution tendant à la publication des Comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4496). — S'excuse de son absence (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 922; A., S. de 1915, t. unique, p. 250). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1294; A., S. de 1917, t. unique, p. 771, 1419, 1762, 2815, 3081; A., S. de 1918, t. unique, p. 2040).

JOUANCOUX (M.), *Député de la 2^e circonscription d'Amiens [Somme]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de la Commission des boissons (F., n^o 11; J. O. de 1914); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse, afin de permettre aux cultivateurs de défendre leurs récoltes contre les lapins (I., n^o 95; an., S. O. de 1914, p. 1860). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 200.000 fr. pour venir en aide aux victimes des orages et de la grêle qui ont ravagé, les 14 et 20 juin 1914, de nombreuses communes de l'arrondissement d'Amiens [Somme] (I., n^o 341; an., S. O. de 1914, p. 2040). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse et concernant la durée des permis de chasse (I., n^o 1320; an., S. de 1915, p. 1017). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 701). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1294).

JOUSSET (M.), *Inspecteur des finances*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la

guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2695). — Prend part, en cette qualité, à la discussion : du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 63, 104, 195, 267); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1653, 1697). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de résolution tendant à interpréter l'article 124 du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4306).

JOUBERT-PEYROT (M.), *Député de l'arrondissement d'Yssingaux [Haute-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 144). — Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes (p. 289). — Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Ignace par la 2^e circonscription du 11^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 72). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement tendant à la suppression de la taxe sur les boissons hygiéniques*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2747). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de l'interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 120). — Sa motion tendant à ce que la Chambre se forme en Comité secret (p. 1690). — Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 880).

JOURDAIN (M. PAUL), *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*.

Est nommé *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* [Décret du 2 décembre 1919] (J. O., p. 13830).

JOVELET (M.), *Député de l'arrondissement de Doullens [Somme]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de diverses Commissions (F., n^o 41; J. O. de 1915, p. 857); de la

Commission des boissons (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du commerce et de l'industrie (p. 289); de la Commission des dommages de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 1586). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 442 du Code civil, relatifs à la composition des conseils de famille (J., n° 1650; an., S. de 1916, p. 1). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier les articles 101 du Code civil et 857 du Code de procédure civile, relatifs à la transcription des jugements de rectification d'actes de l'état civil (I., n° 1876; an., S. de 1916, p. 505). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier l'article 14 de la loi du 3 juillet 1877 relatif aux dégâts commis aux propriétés par les troupes logées ou cantonnées chez l'habitant (I., n° 1954; an., S. de 1916, p. 526). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à mettre en sursis les hommes des classes 1889 à 1892, y compris les spécialistes, pendant une période égale au temps supplémentaire qu'ils ont passé sous les drapeaux (I., n° 2741; an., S. de 1916, p. 1740). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à verser aux familles le prêt des soldats prisonniers (I., n° 2869; an., S. de 1917, p. 15). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à supprimer le Sous-Secrétariat des Beaux-Arts et à créer le Ministère de la Rénovation nationale (I., n° 3157; an., S. de 1917, p. 403). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'Agriculture, sur l'Exercice 1918, un crédit extraordinaire de 10 millions de francs, pour venir en aide aux agriculteurs et aux populations rurales de la Somme, victimes d'un cyclone (I., n° 4910; an., S. de 1918, p. 955). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de compléter l'article 5 de la loi du 19 avril 1918, relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés (I., n° 4998; an., S. de 1918, p. 1135). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 23 de la loi du 31 juillet 1917 établissant un impôt sur diverses catégories de revenus (I., n° 6360; an., S. de

1919, p. 1966). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à prendre toutes mesures pour lutter contre la vie chère (I., n° 6460; an., S. de 1919, p. 206). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faire bénéficier d'une majoration de trois classes tous les soldats de la réserve active qui avaient leur domicile dans un département totalement ou même partiellement envahi (I., n° 6474; an., S. de 1919, p. 2071). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement : 1° à expérimenter les gaz chlorés à densité élevée pour la destruction des campagnols; 2° à mettre gratuitement à la disposition des agriculteurs des régions libérées, dont les récoltes furent détruites par ces rongeurs, les semences d'automne et de printemps qui leur sont nécessaires (I., n° 6763; an., S. de 1919, p. 2544). — Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur l'élection de M. Nérel (Léon) par la 1^{re} circonscription de Perpignan [Pyrénées-Orientales] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 62). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Son amendement à l'article 2*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1103; *Son amendement concernant les paragraphes c et d*, p. 1108; *Son amendement à l'article 4*, p. 1110; *le retire*, p. 1111). — Est entendu dans la discussion de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2283 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 2346). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la circulation dans la zone des armées (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant le régime de l'alcool (*Son amendement à l'article 7 concernant le prix des alcools livrés pour la consommation de bouche*, A., S. de 1918, t. unique, p. 2729; *retrait*, *ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3153). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 701).

JUDET (M. VICTOR), *Député de l'arrondissement de Boussac [Creuse]*.

- Son élection est validée (A., S. O. de 1914,

t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'allocation, par sections de lignes, de la subvention de l'Etat relative aux voies ferrées d'intérêt local de Chatellerault à Bouresse et de Lenclôtre à Lusignan (Vienne) (I., n° 5936 ; an., S. de 1919, p. 1114). = Son rapport sur l'élection de M. Emile Broussais par la 2^e circonscription d'Alger (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 397). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (*Loi de finances ; Impôt général sur le revenu*, p. 762, 765, 767). — Prend part à la discussion de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (A., S. de 1915, t. unique, p. 966 ; *Son amendement*, p. 980). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Amendement de M. Compère-Morel à l'article premier*, A., S. de 1916, t. unique, p. 737). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 799). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 633). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1341). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique agricole (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 8) ; développe cette interpellation (p. 445). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 218 ; *Son addition à l'ordre du jour motivé présenté par M. Bénazet*, p. 224). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1200, 1532, 1836 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 1932, 2160, 2862 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1388, 1762, 3355 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 76, 926, 3305). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1430 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 926, 1345).

JUGY (M.), *Député de l'arrondissement de Digne [Basses-Alpes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission des

douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289) ; de la Commission de l'agriculture (A., S. de 1915, t. unique, p. 637). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir, au budget du Ministère de l'Intérieur, un crédit de 30.000 fr. pour indemnité à accorder aux victimes de l'éboulement de Courbons, hameau de la ville de Digne (Basses-Alpes) (I., n° 3199 ; an., S. de 1917, p. 426). = Son rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention, signée à Bruxelles le 29 décembre 1913, concernant l'établissement d'une statistique commerciale internationale, ainsi que du règlement d'organisation du bureau international de statistique commerciale et du protocole annexé à ces instruments (I., n° 283 ; an., S. O. de 1914, p. 2015). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'achèvement du canal d'irrigation de Ventavon [Hautes-Alpes] (I., n° 6378 ; an., S. de 1919, p. 1995). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Forgeot par la 3^e circonscription de Reims [Marne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 47) ; de M. Haudos par l'arrondissement de Vitry-le-François [Marne] (p. 48). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant des achats de blé pour le ravitaillement de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 668 et suiv.) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Article additionnel de M. Maurice Long*, p. 1174 ; *Taux de blutage*, p. 1177, 1183). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la discussion d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (A., S. de 1916, t. unique, p. 2142) ; au cours de la discussion de cette proposition de loi (p. 2219 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (A., S. de 1917, t. unique, p. 1018). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1068) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (p. 1696) ; des interpellations sur le ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 3014). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 81, 1255). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1066, 1338 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 655 ; A., S. de 1917,

t. unique, p. 152, 2483; A., S. de 1918,
t. unique, p. 1923; A., S. O. de 1919,
t. unique, p. 1673, 3381, 3863).

JUIGNÉ (M. le marquis DE), *Député de l'arrondissement de Paimbœuf* [Loire-Inférieure].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2188); de la Commission de l'enquête sur la métallurgie (p. 2188). = Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur les élections : de M. James Hennessy par l'arrondissement de Cognac [Charente] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 16); de M. Carré (René) par l'arrondissement de Jonzac [Charente-Inférieure] (p. 16); de M. Bertrand (William) par l'arrondissement de Marennes [Charente-Inférieure] (p. 17). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 1532; A., S. de 1916, t. unique, p. 38, 1428, 2832; A., S. de 1917, t. unique, p. 209, 854, 1494, 1762, 2474, 2815, 3282).

JULES GAMBON (M.), *Ambassadeur, Plénipotentiaire français à la Conférence de la paix.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant ratification des stipulations du traité de paix avec l'Allemagne (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3604).

JULLIEN (M. le général), *Directeur du génie au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2374); du projet de loi relatif aux crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au deuxième trimestre de 1919 (*ibid.*).

K

KERGUÉZEC (M. DE), *Député de la 1^{re} circonscription de Guingamp [Côtes-du-Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de la marine marchande (p. 288); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). — Sa proposition de loi portant remise de la défense des côtes, à la marine (I., n° 3525; an., S. 1917, p. 978). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour améliorer la nourriture des armées navales (I., n° 3687; an., S. de 1917, p. 1149). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Ministre de la Marine à prendre les mesures nécessaires pour que le contrôle s'exerce d'une façon plus efficace (I., n° 3693; an., S. de 1917, p. 1150). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Ministre de la Marine à prendre les mesures nécessaires pour régler d'une façon plus équitable le régime des permissions (I., n° 3694; an., S. de 1917, p. 1150). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour but de remplacer, pendant la durée de la guerre, les lois et règlements concernant actuellement le sauvetage des épaves (I., n° 3927; an., S. de 1917, p. 1657). — Sa proposition de loi ayant pour but d'améliorer la situation des officiers commandant des compagnies d'infanterie (I., n° 4200; an., S. de 1918, p. 2912). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour but de modifier la loi du 18 juin 1917, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre

avec la France (I., n° 4255; an., S. de 1918, p. 115). — Sa proposition de loi ayant pour objet de rendre applicables aux divers corps du Département de la Marine, autres que les officiers de marine, les dispositions de la loi du 10 avril 1917, modifiant, pendant la durée de la guerre, le statut des officiers généraux et fonctionnaires des grades correspondants de l'armée (I., n° 4709; an., S. de 1918, p. 1272) (1). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour réprimer le désordre dans la démobilisation des équipages de la flotte et assurer aux marins de tous grades la délivrance des sommes qui leur sont dues par la Marine (I., n° 6678; an., S. de 1919, p. 2346). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à donner immédiatement des instructions formelles et précises pour l'application des articles 2, 28 et 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires (I., n° 7126; an., S. de 1919, p. 3097). — Sa proposition de loi tendant à rétribuer l'assistance judiciaire accordée aux indigents (I., n° 7127; an., S. de 1919, p. 3097). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1915 (I., n° 476; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2187). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi modifiant la limite d'âge des officiers de marine (I., n° 1755; an., S. de 1916, p. 127). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution tendant à régler l'avancement des réservistes des équipages de la flotte (I., n° 1910; an., S. de 1916,

(1) Ce document n'a pas été publié.

p. 405). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution de M. André Lefèvre [Bouches-du-Rhône] et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder une prime de 500.000 francs à l'équipage de tout navire qui, attaqué par un sous-marin, l'aura détruit (I, n° 3068; an., S. de 1917, p. 255). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine de crédits destinés à favoriser la défense contre les sous-marins (I., n° 3143; an., S. de 1917, p. 399). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution concernant l'organisation de la guerre sous-marine offensive et défensive (I., n° 3221; an., S. de 1917, p. 438). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant modification aux grades et aux effectifs du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, ainsi qu'aux règles d'admission anticipée dans la 2^e section ou à la retraite prévues par la loi du 10 juin 1896 (I., n° 3230; an., S. de 1917, p. 441). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi concernant l'attribution de la médaille militaire et de la croix de la Légion d'honneur avec traitement au personnel de la marine marchande (I., n° 3412; an., S. de 1917, p. 844). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à modifier les lois du 5 novembre 1909 et du 21 avril 1914 relatives au corps des ingénieurs de l'artillerie navale (I., n° 4424; an., S. de 1918, p. 368). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour objet d'abroger, dans l'intérêt des veuves nécessiteuses et non remariées des inscrits maritimes morts à l'ennemi ou décédés des suites de blessures reçues ou de maladies contractées devant l'ennemi, la condition insérée aux dernières lignes du 7^e paragraphe de l'article 8 de la loi du 14 juillet 1908 (I., n° 4710; an., S. de 1918, p. 741). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant organisation du corps du commissariat de la marine (I., n° 4880; an., S. de 1918, p. 943). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi portant renforcement du cadre des officiers du corps de santé de la marine [médecins et pharmaciens] (I., n° 6502; an., S. de 1919, p. 2088). — Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Piérangeli, par l'arrondissement de Bastia

[Corse] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 19). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1915 (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 943); demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 943). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (*Son article additionnel modifiant la loi sur le contrôle de la marine*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1359). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à l'affaire « des carbures » (A., S. de 1917, t. unique, p. 352); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 801); des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1406); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (*Aviation maritime*, p. 1480); de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modification par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2115). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les fautes commises dans l'organisation et la conduite de la guerre (p. 2147); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2184). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (*Son amendement*, A., S. de 1918, t. unique, p. 937); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2583); du projet de loi concernant les crédits provisoires au 4^e trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnité de vol des aviateurs*, p. 2198). — Adresse, au Ministre de la Marine, une question sur l'état sanitaire dans certains de nos ports de guerre (p. 2208). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2499). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (p. 2821, 2838); d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2838);

du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Restaurants coopératifs de Brest, Rochefort, Lorient*, p. 3288; *Démobilisation maritime*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3290). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique diplomatique, militaire et navale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2119); développe cette interpellation (p. 2311, 2395; *Son ordre du jour motivé*, p. 2399). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2262). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires du 2^e trimestre de 1919 (*Approvisionnement de la flotte*, p. 2600); du projet de loi relatif à la revision des soldes militaires (p. 3453); des crédits applicables au 4^e trimestre de 1919 (p. 4120 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 3409). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255, 1294; A., S. de 1916, t. unique, p. 1458; A., S. de 1917, t. unique, p. 2348, 2917; A., S. de 1918, t. unique, p. 418, 2080; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 325, 1009, 3290).

KERNIER (M. le marquis DE), *Député de l'arrondissement de Vitré [Ille-et-Vilaine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre de diverses Commissions (F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la réforme judiciaire (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 682); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1916, t. unique, p. 2467). = Sa proposition de loi sur les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 910; S. O. de 1915, p. 410). = Intervient dans la discussion d'une interpellation sur les sursis en faveur des entrepreneurs de battage et les conducteurs de machines à battre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1746 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2238); d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2445). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'emploi des prisonniers de

guerre dans les travaux agricoles (A., S. de 1916, t. unique, p. 2508). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite du Comité secret relatif aux affaires de Grèce (A., S. de 1917, t. unique, p. 174). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les hommes atteints de tuberculose*, p. 237); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1917 (*Augmentation des allocations et majorations*, p. 844). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, d'une interpellation sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre à l'égard des délégués de la conférence de Stockholm (p. 1351). — Prend part à la discussion d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*Son amendement relatif aux allocations*, p. 2315). — Prend part à la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Son amendement concernant la création de bureaux auxiliaires*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1918; *le retire*, *ibid.*).

KERZONCUF (M.), *Chef du service des pêches maritimes*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils [Transports maritimes et marine marchande] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2518).

KLOTZ (M. L.-L.), *Député de l'arrondissement de Montdidier [Somme], Ministre des Finances*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission du règlement (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission des douanes (p. 287); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à envoyer une adresse aux populations libérées de l'ennemi (I., n° 3146; an., S. de 1917,

p. 399). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour la célébration, aux frais de l'État, des funérailles de M. le général Galliéni, ancien Ministre de la Guerre (I., n° 2148; an., S. de 1916, p. 727). — Son rapport, sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution de M. L.-L. Klotz et plusieurs de ses collègues, tendant à envoyer une adresse aux populations libérées de l'ennemi (I., n° 3155; an., S. de 1917, p. 626). — Sa lettre, adressée à M. le Président de la Commission du budget, en qualité de *Ministre des Finances*, contenant de nouvelles propositions du Gouvernement en ce qui concerne le projet de loi portant ouverture, pour le premier trimestre de 1918, de crédits provisoires applicables aux dépenses militaires et aux dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 4094; an., S. de 1917, p. 2035). — Sa lettre, adressée, en cette même qualité, à M. le Président de la Commission du budget, contenant de nouvelles propositions du Gouvernement en ce qui concerne le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (I., n° 4243; an., S. de 1918, p. 109). — Sa lettre, adressée en qualité de *Ministre des Finances*, à M. le Président de la Commission du budget, contenant un exposé rectificatif du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (I., n° 4296; an., S. de 1918, p. 154). — Sa lettre, adressée en qualité de *Ministre des Finances*, à M. le Président de la Commission du budget, contenant de nouvelles propositions du Gouvernement au sujet du compte spécial des transports maritimes dont la création est prévue par les articles 21 et 22 du projet de loi n° 3895, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (I., n° 4323; an., S. de 1918, p. 188). — Sa lettre, adressée en qualité de *Ministre des Finances*, au Président de la Commission du budget, contenant un exposé rectificatif du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (I., n° 6029; an., S. de 1919, p. 1219). — Sa lettre, adressée à M. le Président de la Commission du budget, en qualité de *Ministre des Finances*, contenant l'exposé de modifications à apporter au projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention avec la Banque de France et d'élever le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (I., n° 6077; an., S. de 1919, p. 1311). — Parle sur le règlement de l'ordre

du jour [Relèvement de la solde des soldats] (A., S. de 1915, t. unique, p. 1377). — Demande, après l'audition des déclarations du Gouvernement sur la situation diplomatique, la remise de la séance au lendemain (p. 1416). — Demande, comme *Président de la Commission du budget*, la discussion d'un projet de loi concernant l'institution d'un service des émissions de la défense nationale (p. 1560). — Demande l'affichage du discours prononcé par M. Ribot, *Ministre des Finances*, au cours de la discussion d'un projet de loi tendant à autoriser l'émission d'un emprunt en rente 5 0/0 (p. 1563). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission du budget*, à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits applicables aux services de la guerre et de la marine (p. 1588); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1874; *Frais de service des officiers généraux et suppléments de solde*, p. 1897; *Impôt sur le revenu*, p. 1908; *Délibérations des conseils généraux des colonies en matière financière*, p. 1912); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Impôt sur le revenu*, p. 2036 et suiv.). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à augmenter la solde journalière des sergents-majors et maréchaux des logis (p. 1883, 1896). — Sa rectification au procès-verbal de la séance du 16 décembre 1915 (p. 1919). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion des interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1949). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission du budget*, à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéficiaires de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 225; *Amendement de M. Aubriot à l'article premier relatif à l'établissement de la contribution*, p. 235; *Amendement de M. Lairolle au même article*, p. 241; *Dispositions additionnelles à cet article présentées par M. Pays*, p. 243; *MM. Mistral et Molle*, p. 244; *M. Sibille*, p. 245; *Article 2. Calcul de la contribution*, p. 256; *Amendement de M. Dubois à l'alinéa 6° de cet article*, p. 265; *Amendement de M. Landry à l'alinéa 7°*, p. 266, 267; à l'alinéa 8°, p. 268; *Amendement de M. Jules Delahaye relatif au calcul du bénéfice*

normal moyen, A., S. de 1916, t. unique, p. 282; *Amendement de M. Edouard Andrieu à l'article 10*, p. 288 et suiv.; *Ses observations concernant l'article 11*, p. 294; *Disposition additionnelle de M. de Dion à l'article 14*, p. 305; *Article additionnel au projet de loi présenté par M. Merlin*, p. 308; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 310). — Intervient, en cette même qualité, dans la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 554; *Amendement concernant les indemnités accordées à certains officiers supérieurs et généraux*, p. 558). — Lettre par laquelle il annonce que M. l'amiral Bienaimé a donné sa démission de rapporteur pour avis de la proposition de loi concernant l'heure légale (p. 860). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'émission des valeurs mobilières pendant la durée des hostilités (p. 1083). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi relatif aux funérailles du général Gallieni, ancien *Ministre de la Guerre*, (p. 1184). — Est entendu, en qualité de *Président de la Commission du budget*, dans la discussion : d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur les Exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre (p. 1252); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Sa motion tendant à réserver les articles premier, 2, 3 et 4 pour commencer la discussion de l'article 5 visant le régime de l'alcool*, p. 1276; *Sa motion tendant au renvoi de la discussion*, p. 1283; *Ses observations relatives à l'article 5 concernant le régime de l'alcool*, p. 1311; *Amendement de M. Charles Benoist tendant à la suppression du paragraphe premier de cet article*, p. 1319 et suiv.; *Amendement de M. Perreau-Pradier relatif aux paragraphes 4 et 5*, p. 1324; *Sa motion relative à une suspension de séance*, ibid.; *Amendement de M. Bretin au paragraphe 3 de l'article*, p. 1332; *Amendement de M. Lorient concernant le minimum de prise en charge*, p. 1339; *Amendement de M. Bouveri concernant l'application à la Corse du régime de l'alcool*, p. 1346, 1348 et suiv.; *Sa motion tendant à la disjonction de l'article 4 relatif aux dégrèvements des contributions foncières et des portes et fenêtres*, p. 1358; *Article additionnel modifiant la loi sur le contrôle de la marine*, p. 1362). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit

pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue rue de Tolbiac le 20 octobre 1915 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1394 et suiv.). — Est entendu, comme *Président de la Commission du budget*, dans la discussion : de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Discussion générale*, p. 1494 et suiv.; *Ses observations concernant l'article 4 du nouveau texte de la Commission*, p. 1590); du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1917 (*Amendement de M. Aristide Jobert relatif aux familles nombreuses*, p. 1567 et suiv.). — Prend part en cette même qualité à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1763, 1786; *Usines hydrauliques*, p. 1808). — Est entendu comme *Président de la Commission des dommages de guerre* dans la discussion des projet et propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Gardey au 6^e alinéa de l'article 5*, p. 1981 et suiv.; *Amendement de M. Paisant tendant à la suppression des paragraphes 3 et 4 de l'article 6*, p. 2002 et suiv.; *Amendement additionnel de M. Louis Marin à l'article 6*, p. 2014; *Amendement de M. Jean Bon à l'article 8*, p. 2052 et suiv.; *Ses observations relatives au paragraphe 5 de cet article*, p. 2055; *Ses propositions concernant le mode de discussion de l'article 9*, p. 2055 et suiv.; *Amendement de M. Ceccaldi au nouvel article 9 présenté par la Commission*, p. 2120 et suiv.; *Amendement de M. Bonnevay tendant à la suppression du paragraphe 3 de cet article*, p. 2123 et suiv.; *Amendement de M. Durre à ce paragraphe*, p. 2126; *Amendement de M. Marin au paragraphe 4*, p. 2130; *Amendement de M. Lafont à l'article 10*, p. 2165 et suiv.; *Amendement de M. Louis Marin au paragraphe 2 de cet article*, p. 2172; *Amendement de M. Ceccaldi à ce même paragraphe*, p. 2173; *Amendement de M. Forgeot tendant à la suppression du dernier paragraphe de l'article 10*, p. 2179; *Amendement additionnel de M. Noël à l'article 10*, p. 2183; *Ses observations relatives à trois articles additionnels pouvant prendre place entre les articles 10 et 11*, p. 2356; *Motion de M. Ceccaldi tendant à l'ajournement de la discussion de l'article 12*, p. 2361; *Observations concernant cet article*, p. 2362 et suiv.; *Amendement de M. Marin à l'article 14*, p. 2369; *Ses observations concernant la discussion des amendements*, p. 2371; *Amen-*

dement de M. Lefebvre du Prey à l'article 15, p. 2376; Amendement de M. Revault au même article, p. 2378; Ses observations sur l'article 28, p. 2421. Ses observations relatives à la rédaction de l'article 30, A., S. de 1917, t. unique, p. 39; Ses observations concernant : l'annexe au rapport, p. 41 et suiv.; l'article 30, p. 42 et suiv.; Sa motion concernant l'article 54 devenu 33, p. 51; Ses observations concernant le numérotage des articles votés, p. 53; Amendement de M. Briquet à l'article 44 devenu 45, p. 82, 83; Amendement de M. Margaine au même article, p. 82, 87; Article 44 nouveau présenté par la Commission, p. 88; Article additionnel 45 bis de M. Louis Marin, *ibid.*; Amendement de M. Navarre à l'article 50, p. 94 et suiv.; Amendement de M. Turmel au même article, p. 95; Sa motion tendant au renvoi du projet pour coordination et révision des textes, p. 135; Ses observations concernant un article additionnel déposé par MM. Revault et Margaine, p. 136; Ses explications sur l'ensemble du projet de loi, p. 137 et suiv.). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1916, t. unique, p. 2077, 2379); sur la fixation de la prochaine séance (p. 2548). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission du budget*, à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2605; *Question relative à la discussion des amendements*, p. 2623; *Sa lettre au Ministre des Finances concernant les remaniements apportés dans la distribution des services publics*, p. 2656; *Amendements relatifs à la censure*, p. 2664; *Automobiles militaires de la zone de l'intérieur*, p. 2667; Amendement de M. Tournan, repris par M. Magnaudie et concernant l'impôt sur le revenu, p. 2713; *Taxe sur les annonces et réclames insérées dans les journaux*, p. 2733; *Publicité sur les boîtes d'allumettes*, *ibid.*; *Taxe sur les prix des places des spectacles*, p. 2735, 2740; *Suppression de la taxe sur les boissons hygiéniques*, p. 2748; Amendement de M. Bedouce concernant les denrées coloniales, p. 2767; *Disjonction de l'article relatif aux spécialités pharmaceutiques*, p. 2779; *Mobilisés employés dans les usines travaillant pour la défense nationale*, p. 2814; Ses observations sur l'ensemble du projet de loi, p. 2818). — Sa motion tendant au renvoi à une Commission spéciale, nommée dans les bureaux, du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre toutes les mesures commandées par les nécessités de la défense nationale (p. 2669); est entendu sur la

nomination de la Commission chargée d'examiner ce projet de loi (p. 2678); retire cette motion, (p. 2683). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 10). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative au ravitaillement en charbon de la population parisienne (A., S. de 1917, t. unique, p. 132); dans la discussion des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (p. 200). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant les agissement de certaines grandes compagnies de chemins de fer au sujet du paiement de l'indemnité de cherté de vie (p. 517); dans la discussion de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 609, 658 et suiv.). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à envoyer une adresse aux populations libérées de l'ennemi (p. 785). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission du budget*, à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Augmentation des salaires des cheminots, haute paye et indemnité de tranchée, aviation*, p. 819 et suiv.; *Augmentation des allocations et majorations*, p. 844; *Construction de l'arsenal de Roanne*, p. 847; *Ses observations relatives aux ressources nouvelles à créer*, *ibid.*); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 1438; *Crédits affectés aux offices départementaux*, p. 1439; *Allocations aux femmes de mobilisés*, p. 1442; *Indemnité de vivres aux militaires convalescents de la zone de l'intérieur*, p. 1446; *Solde des officiers de la zone des armées*, p. 1451); d'un projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1652). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les lenteurs apportées à la renaissance des régions qui ont été victimes de l'invasion (p. 1753); développe cette interpellation (p. 2125; *Son ordre du jour motivé*, p. 2182). — Prend part à la discussion de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1946). — Est entendu comme *Président de la Commission du budget* dans la discussion d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2312). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique générale du

Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 2352).
 Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7228). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2508; *Prime fixe d'alimentation des hommes de troupe*, p. 2514; *Aide aux soldats sans famille*, p. 2517; *Frais de voyage et de déplacement du Président de la République*, p. 2520; *Subventions aux œuvres locales luttant contre la tuberculose*, p. 2521; *Petit personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances*, p. 2525; *Personnel auxiliaire des trésoreries générales des recettes et autres fonctionnaires ou assimilés du Ministère des Finances*, p. 2526; *Création de bourses aux écoles professionnelles et aux écoles pratiques d'industrie*, p. 2528; *Réduction des effectifs militaires*, p. 2529; *Élévation du change français en Espagne*, p. 2531; *Perception des contributions*, *ibid.*; *Ouverture de lettres adressées aux parlementaires*, p. 2535; *Ses observations relatives à la non-recetabilité d'un amendement de M. Brizon*, p. 2540; *Circulation des piquettes*, p. 2544; *Création d'un compte spécial relatif aux cessions de matériel à des gouvernements étrangers*, p. 2561; *Mise en régie intéressée des établissements travaillant pour la guerre*, p. 2562; *Allocations*, p. 2565; *Logement des réfugiés*, p. 2567; *Taux de l'intérêt payé par la Caisse nationale d'épargne*, p. 2570; *Mise à la retraite des employés de chemins de fer*, p. 2573; *Envoi en France d'employés de chemins de fer américains*, p. 2575). Dépose sur le bureau de la Chambre ce projet de loi, modifié par le Sénat, et en demande la discussion immédiate (p. 2640); prend part à cette discussion (p. 2642). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 2680). — Demande la discussion immédiate du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rente 4 0/0 (p. 2894); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 2896). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 2918).

Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9178). — Demande la discussion immédiate du projet de loi portant ouverture et annulation, sur

l'Exercice 1916, de crédits concernant les services de la guerre et de la marine (A., S. de 1917, t. unique, p. 3128). — Est entendu sur une motion tendant à modifier une précédente décision de la Chambre relative au renvoi aux Commissions compétentes d'un projet de loi concernant le privilège de la Banque de France (p. 3375). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles civiles] (p. 3498); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Receveurs et contrôleurs des contributions indirectes*, p. 3512; *Frais de tournée et de bureau des inspecteurs et des contrôleurs des contributions directes*, p. 3518; *Observations relatives au manque de tabac*, p. 3519; *Amendement de M. Chaumet relatif aux bénéfices de guerre*, p. 3522; *Articles relatifs à l'impôt sur les bénéfices de guerre*, p. 3526; *Taxe sur les successions. Parents collatéraux au delà du quatrième degré*, p. 3554, 3559; *Biens possédés par un Français dans certains pays étrangers*, p. 3561; *Affirmation sous serment*, p. 3563; *Rétroactivité en matière fiscale et en matière pénale en ce qui concerne les successions*, p. 3567; *Apports en société*, p. 3571; *Impôts sur les paiements et les dépenses*, p. 3572; *Amendement de M. Vincent Aurioi concernant ces impôts*, p. 3577, 3589; *Amendement de M. Valette*, p. 3634; *Payements par virements en banque*, p. 3637; *Contratations aux articles concernant ces impôts*, p. 3639; *Primes aux agents du fisc*, p. 3640; *Constatation de la perception de la taxe*, p. 3642; *Taxe de 10 0/0 sur le paiement des objets de luxe*, p. 3646; *Taxe sur les établissements de luxe et de premier ordre*, p. 3648, 3651; *Article additionnel relatif au régime des bouilleurs de cru*, p. 3654); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3898); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 3914). — Sa motion tendant à ce que la Chambre tienne une séance du soir pour la discussion des projets d'impôts (p. 3581). Motion de M. Betoulle tendant au renvoi de cette discussion (p. 3599). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et les boissons hygiéniques (p. 3671, 3677, 3682, 3714). — Sa communica-

tion sur les résultats d'ensemble du troisième emprunt de la défense nationale (A., S. de 1917, t. unique, p. 3821). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3894). — Donne lecture, en le déposant, d'un projet de loi concernant l'augmentation du prix des tabacs (A., S. de 1918, t. unique, p. 76); en demande la discussion immédiate (p. 77); prend part à cette discussion (p. 78). — Sa communication relative à l'envoi d'une lettre au Président de la Commission du budget concernant le projet de loi n° 3895 portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 169). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux avances à faire aux Gouvernements alliés ou amis (p. 223). — Sa communication relative à l'envoi d'une lettre au Président de la Commission du budget, contenant un exposé rectificatif du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 309). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 373, 379, 387, 424, 446). — Sa communication relative à l'envoi d'une lettre au Président de la Commission du budget, concernant de nouvelles propositions du Gouvernement au sujet du compte spécial des transports maritimes dont la création est prévue par les articles 21 et 22 du projet de loi n° 3895, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 412). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires de l'Exercice 1917 (p. 485); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Motions tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 575; *Report de la discussion générale avant l'examen de la Loi de Finances*, p. 578; *Discussion générale*, p. 610. Finances : *Envoi d'une mission d'inspection générale au Maroc*, p. 678; *Situation des contrôleurs des contributions indirectes et des agents des douanes*, p. 679; *Péréquation des traitements de l'Administration centrale*, *ibid.*; *Augmentation des achats de tabacs en feuilles*, p. 683. Instruction publique : *Création d'une commission interministérielle chargée d'étudier les indemnités de bombardement ou de zone de feu*, p. 771. Caisse nationale d'épargne : *Augmentation de l'intérêt à servir aux déposants*, p. 803. Finances. Chapitres réservés : *Réduction du nombre des fonctionnaires*, p. 805; *Rappel des*

fonctionnaires mobilisés dans d'autres Ministères, A., S. de 1918, t. unique, p. 805; *Trésoriers-payeurs généraux*, p. 806; *Paiement des réquisitions*, p. 807; *Gérance des perceptions de province*, *ibid.*; *Receveurs d'enregistrement de province*, p. 808; *Amendement concernant les douaniers*, p. 809; *Ouvriers des manufactures de tabacs*, p. 811. Imprimerie nationale : *Observations concernant les salaires, les congés et la représentation dans le conseil d'administration des ouvriers*, p. 814. Loi de Finances : *Réductions pour charges de famille en ce qui touche l'impôt sur le revenu*, p. 1095; *Amendements relatifs à l'impôt sur le revenu*, p. 1112 et suiv.; *Associations sportives civiles, militaires ou scolaires*, p. 1130; *Sa motion tendant à la disjonction des articles concernant les mesures contre les fraudes fiscales, pour en former un projet de loi spécial*, p. 1131; *Paiement des frais de succession*, p. 1135; *Paiement de l'impôt sur les bénéfices de guerre*, p. 1136; *Taxe sur les objets de luxe*, p. 1137; *Sa motion tendant à faire un projet de loi spécial d'une proposition de la Commission du budget, relative à la taxe sur les objets de luxe*, p. 1138; *Impôt sur la publicité insérée dans les journaux*, p. 1140; *Établissements de luxe*, p. 1152; *Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, p. 1154; *Droit de consommation sur les eaux naturelles ou artificielles et les eaux gazeifiées*, p. 1157; *Amendements concernant les spécialités pharmaceutiques*, p. 1158; *Taxe sur les bières*, p. 1159; *Droit de consommation sur la chicorée et autres succédanés du café*, p. 1163; *Impôt sur les transports par chemins de fer*, p. 1173; *Impôt sur les transports de marchandises par chemins de fer*, p. 1175; *Impôt sur les transports par eau*, p. 1179; *Durée d'application des impôts sur les transports par chemins de fer*, p. 1181; *Droits sur les sucres, la saccharine et autres matières édulcorantes artificielles*, p. 1182; *Exonération des droits de timbre en ce qui touche les villes et établissements publics*, p. 1183; *Amendement de M. Barthe relatif aux eaux minérales*, *ibid.*; *Allocation mensuelle attribuée aux vieillards, infirmes et incurables secourus à domicile*, p. 1184; *Allocation journalière accordée aux victimes civiles de la guerre*, p. 1188; *Orphelins de guerre et fils de Français résidant à l'étranger*, p. 1189; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1194); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1617). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 663, 972, 1120, 1195, 1314, 1396, 1454, 1764, 1894, 2065, 2113, 2613, 2671, 2872); dans la discus-

sion du projet de loi tendant à la saisie, à défaut de production de l'autorisation réglementaire, des marchandises prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916 (A., S. de 1918, t. unique, p. 673); dans la discussion du projet de loi portant désignation des marchandises, denrées, fournitures et objets quelconques soumis à la taxe de 10 0/0 en vertu de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 (p. 732); dans la discussion d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 737). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Assistance aux prisonniers de guerre*, p. 829). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant le régime de l'alcool (*Discussion générale*, p. 837. Titre I^{er}. Monopole de l'alcool industriel : *Amendement de M. Jobert à l'article premier*, p. 970 ; *Amendements de M. Lairolle : au dernier alinéa de l'article 2*, p. 1253 ; *aux deuxième et troisième alinéas de l'article 5*, p. 1254 ; *Amendement de M. Barthe à l'article 4*, p. 1257 ; *Amendement de M. Lairolle au paragraphe 2 de cet article*, *ibid.* ; *Amendements : de M. de La Trémoille*, p. 1258 ; *de M. Lairolle*, p. 1260 ; *Observations relatives à la nomination du président du conseil d'administration*, *ibid.* ; *Amendement de M. Lairolle au dernier alinéa de l'article*, p. 1263 ; *Amendement de M. Barthe au paragraphe 2 de l'article 5*, p. 1264 ; *Amendement de M. Barthe à l'article 6*, p. 1279 ; *Amendement de M. Delpierre au même article*, p. 1282 ; *Nouvel amendement de M. Barthe relatif au prix d'achat et à l'achat de l'alcool*, p. 2697, 2700 ; *Amendement de M. Bouveri concernant les graines panifiables*, p. 2702 ; *Amendement de M. Laniel concernant l'alcool d'industrie à livrer à la consommation de bouche*, p. 2705 ; *Amendement de M. Jobert relatif au prix de l'alcool livré à la consommation de bouche*, p. 2731 ; *Amendement de M. Ernest Flandin tendant à porter ce prix à 250 francs*, p. 2848 ; *Amendement de M. Delpierre tendant à établir dans certains cas une taxe supplémentaire sur les alcools de bouche*, p. 2852 ; *Sous-amendements de M. Barthe et de M. Lauraine à cet amendement*, p. 2858). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour secours aux victimes de diverses explosions (p. 882) ; d'interpellations sur la catastrophe de la Courneuve (p. 889) ;

du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 21 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (A., S. de 1918, t. unique, p. 909). — Demande la discussion immédiate du projet de loi ayant pour objet d'autoriser des avances à des tiers victimes de calamités publiques (p. 978). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1024). — Donne lecture, en le déposant, d'un projet de loi concernant l'exportation des capitaux et l'importation des titres (p. 1085) ; demande la discussion immédiate (*ibid.*) ; prend part à cette discussion (p. 1088). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le décret du 27 mars 1918, relatif aux indemnités pour cherté de vie et pour charges de famille allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat (p. 1110). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les mesures contre les fraudes fiscales (p. 1133 ; *Ses observations concernant l'évaluation des propriétés bâties et non bâties en matière de droits de transmission*, p. 1134). — Dépose, en demandant la discussion immédiate, un projet de loi ayant pour objet d'autoriser des avances à des tiers victimes de calamités publiques (p. 1163). — Dépose un projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 1170) ; en donne lecture et demande la discussion immédiate (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'évaluation de la propriété immobilière en matière de successions, donations et échanges (p. 1207). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1299) ; sur la question préalable opposée à la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1353 et suiv.) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Discussion générale*, p. 1374, 1412, 1419 et suiv. ; 1446, 1489, 1513, 1531 ; *Passage à la discussion des articles*, p. 1688 ; *Amendement de M. Augagneur relatif à la durée de la prorogation du privilège*, p. 1712 ; *Motion tendant à l'application de l'article 80 du Règlement*, p. 1725 ; *Amendement de M. Magnicudé limitant à quinze ans la prorogation du privilège*, p. 1751 ; *Disposition additionnelle à l'article premier concernant la cessation ou la modification du privilège*,

A., S. de 1918, t. unique, p. 1756; *Amendement de M. Vincent Auriol relatif aux bénéfiques de guerre*, p. 1780, 1790; *Amendement de M. Magniaudé concernant le même objet*, p. 1801; *Amendements relatifs : au montant de l'émission fiduciaire affectée au Trésor*, p. 1833, 1837; *à la suppression de l'alinéa 3 de l'article 3 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1843; *Addition au paragraphe 3 de l'article 3 de la convention, présentée par M. Vincent Auriol*, p. 1846; *Amendements concernant : la gérance du fonds spécial de réserve et d'amortissement*, p. 1880; *la redevance sur les produits de l'es-compte*, p. 1884; *la suppression du paragraphe 3 de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1887; *Motion tendant à réserver l'examen d'un amendement de M. Bohanowski concernant le superdividende*, p. 1902; *Amendements concernant : les monts de piété*, p. 1903; *les institutions de crédit agricole*, p. 1904; *le nombre des succursales*, p. 1917; *la création de certains bureaux auxiliaires*, p. 1918; *le règlement des effets par chèque postal*, p. 1929; *Amendement de M. Nouhand concernant le crédit agricole*, p. 1930; *Amendements relatifs : à l'établissement d'un statut du personnel*, p. 1932; *aux tractations internationales concernant la valeur libératoire des métaux précieux*, p. 1934; *à l'encaissement des contributions directes et autres revenus publics*, p. 1936; *Amendement de M. Tournan concernant le crédit agricole et autres œuvres de crédit*, p. 1937; *Amendement concernant l'attribution des fonctions de gouverneur et de sous-gouverneur*, p. 1939; *Articles additionnels relatifs : à l'assemblée générale des actionnaires*, p. 1951; *aux qualités à remplir pour être actionnaire de la Banque de France*, p. 1954; *à la création d'une monnaie fiduciaire internationale et à l'unité d'émission entre la métropole et les colonies*, p. 1956; *Articles additionnels de M. Labroue tendant à ce qu'aucun régent ne puisse être administrateur : de sociétés financières étrangères*, p. 1972; *de sociétés financières de pays en guerre avec la France*, p. 1973; *Articles additionnels : de M. Bedouce concernant le portefeuille des banques recevant des dépôts remboursables à vue ou à trois mois*, p. 1976; *de M. Jobert concernant le remboursement en espèces des billets de banque*, p. 1977; *de M. Barthe relatif au superdividende*, p. 1979; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1982). — Est entendu sur le renvoi de la prochaine séance au mardi 4 juin 1918 (p. 1453). — Donne lecture et demande la discussion immédiate

d'un projet de loi portant ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (A., S. de 1918, t. unique, p. 1476); prend part à la discussion (p. 1479). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1549 et suiv.); dépose ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1660). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1918 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1567 et suiv.); dépose ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1663). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires du troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1605 et suiv.); d'une proposition de loi concernant les revisions périodiques des évaluations foncières (p. 1675); d'un projet et d'une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit destiné à assurer la liquidation des pensions des agents et sous-agents des postes et des télégraphes (p. 1785; *Disposition additionnelle visant certains agents des ponts et chaussées*, p. 1789); d'un projet de loi relatif aux contributions directes et taxes assimilées de l'Exercice 1919 (p. 1826); d'un projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la Guerre, de l'armement et de la Marine (p. 1828). — Demande l'ajournement de la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la banque de l'Algérie (*Discussion générale*, p. 2030; *Motion préjudicielle de M. Moutet*, p. 2267; *Amendement de ce député*, p. 2275, 2280; *Sa motion relative à la discussion de l'article 2*, p. 2283; *Amendements : de M. Moutet*, p. 2348; *de M. Barthe*, p. 2357; *de M. Emile Broussais*, p. 2358, 2408). — Demande la discussion immédiate du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rente 4 0/0 (p. 2157); prend part à cette discussion (p. 2160 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi portant ouverture et annulations sur l'Exercice 1918 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2191 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils

(*Attribution d'une indemnité aux familles de prisonniers*, A., S. de 1918, t. unique, p. 2197; *Indemnité de vol des aviateurs*, p. 2198; *Majoration temporaire des retraites des ouvriers mineurs*, p. 2199); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Discussion générale*, p. 2462; *Paiement de l'impôt sur le revenu pour l'Exercice 1918*, p. 2466; *Remises des percepteurs et traitements des percepteurs stagiaires*, p. 2467; *Personnel de l'enregistrement des domaines et du timbre*, p. 2469; *Personnel de l'administration des douanes*, p. 2472; *Contrôleurs rédacteurs des directions des douanes*, p. 2473; *Indemnité au personnel des contributions indirectes*, p. 2474; *Amendements concernant la taxe sur les bénéfices de guerre*, p. 2479). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la non-application de la loi qui garantit un pécule minimum de 1.000 francs aux familles des soldats morts pour la France (p. 2598); prend part à cette discussion (p. 2723). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (*Relèvement de la solde des caporaux et soldats*, p. 2603; *Suppression de l'article 2*, p. 2606; *Rappel des sommes versées à la Caisse d'épargne*, p. 2610; *Augmentations de solde accordées aux officiers et sous-officiers*, p. 2612); du projet de loi accordant une indemnité aux personnels civils de l'Etat (p. 2654); d'un projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (*Motion préjudicielle concernant les services des poudres*, p. 2821). — Est entendu sur le renvoi à la Commission, d'une proposition de résolution tendant à ériger au Panthéon un monument en l'honneur du soldat français (p. 2846). — Communique à la Chambre le résultat des opérations relatives au 4^e emprunt de la défense nationale (p. 2866). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur ses déclarations concernant l'emprunt et sur l'ensemble de sa politique financière (p. 2868). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant le pécule aux familles des soldats morts pour la patrie (p. 3210); du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui con-

cerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. de 1918, t. unique, p. 3214, 3216, 3224, 3238 et suiv.). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 3245; *Remises de frais d'études dans les lycées et les collèges*, p. 3393; *Amendements concernant: la dette flottante*, p. 3393; *les médaillés militaires*, p. 3395; *Droits de sortie sur les alcools des colonies*, p. 3396; *Droit de douane sur les caoutchoucs de provenance étrangère*, p. 3397; *Auxiliaires des ponts et chaussées*, p. 3398; *Dotation nationale des enfants de France*, *ibid.*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Crédits relatifs à l'application de la loi sur les loyers*, p. 3268; *Crédits pour les prisonniers civils*, p. 3284; *Commis-auxiliaires de la marine*, p. 3286; *Liquidation des stocks de guerre*, p. 3292). — Sa communication relative au résultat de l'emprunt de la libération (p. 3317). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3337; *Démobilisation*, p. 3349; *Prime de démobilisation aux combattants*, p. 3355; *Ses observations concernant les crédits du Ministère des Finances*, p. 3367; *Employés et ouvriers des établissements de l'artillerie et des poudres*, p. 3369). — Est entendu dans la discussion de projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Intérêts d'obligations émises en représentation des avances du Gouvernement américain et dette flottante*, p. 3372; *Traitements du personnel enseignant*, p. 3379; *Subvention à la caisse autonome des ouvriers mineurs*, p. 3385; *Recouvrement de l'impôt sur le revenu*, p. 3389; *Recouvrement des contributions directes*, p. 3390). Demande, en le déposant, la discussion immédiate de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3447); prend part à cette discussion (*ibid.*). — Est entendu: sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur la question des sursis et la démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 138); dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits

de la guerre (A., S. de 1919, t. unique, p. 142, 144, 146, 238); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1674). — Prend part à la discussion : du projet de loi relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'Etat (p. 373); de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 765, 785); du projet de loi ayant pour objet la ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 878). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la situation financière de la France et l'établissement, dès 1919, d'un budget normal et équilibré (p. 1006, 1020); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendement relatif à l'attribution du rêtement du démobilisé ou de l'indemnité de remplacement*, p. 1183; *Indemnité d'habillement aux militaires détachés à la terre*, p. 1186; *Payement des réquisitions*, p. 1191). — Est entendu sur une demande d'interpellation concernant le vote, par le Sénat, de l'indemnité de démobilisation (p. 1197). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 1240; *Amendement tendant à n'accorder qu'un douzième*, p. 1332; *Compression des services des Ministères*, p. 1338; *Habitations à bon marché*, p. 1339; *Titularisation des commis de perception*, p. 1342; *Ouvriers et ouvrières de l'Administration du timbre envoyés en province*, p. 1343; *Impôts dus par les mobilisés*, p. 1358; *Taxe sur le luxe*, p. 1386; *Publicité dans les journaux et revues*, p. 1385). Dépose, en demandant la discussion immédiate, ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1490); prend part à sa discussion (p. 1491 et suiv.). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1197, 1234, 2426, 2496). — Demande la discussion immédiate : du projet de loi autorisant le département de la Seine à s'imposer de 4 centimes additionnels (p. 1375); du projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'Exercice 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1401). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Prisonniers civils rapatriés*, p. 1423; *Chemins vicinaux*, p. 1425; *Ses obser-*

vations concernant la discussion de certains amendements de M. Brousse, A., S. de 1919, t. unique, p. 1458; Mise en sursis des ouvriers mineurs des classes 1913, 1914, 1915 et 1916, p. 1459; *Personnel civil de l'arsenal de Saïgon*, p. 1461; *Entretien des troupes d'occupation en pays ennemi*, p. 1464).

— Demande la discussion immédiate d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (p. 1468). — Parle sur la fixation de la date de la discussion de l'interpellation concernant les clauses financières préparées par la Conférence des alliés (p. 1854). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur l'échange des monnaies allemandes (p. 1903). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et élevant le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 1906); prend part à la discussion d'une motion tendant à l'ajournement (p. 1907); retire cette demande (p. 1917); est entendu sur la question préalable proposée par M. Bon (p. 2296, 3002); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 3011 et suiv.). — Demande la discussion immédiate du projet de loi, modifié par le Sénat, autorisant l'Algérie à demander à la Banque de l'Algérie une avance de 15 millions (p. 1922). — Donne lecture, en le déposant, d'un projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales (p. 2140). — Donne lecture, en le déposant, d'un projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs et en demande la discussion immédiate (p. 2143). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi concernant l'attribution aux personnels civils de l'Etat d'avances exceptionnelles de traitement (p. 2281 et suiv.); sur la question préalable posée relativement au vote du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2418). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2420, 2455; Finances : *Discussion générale*, p. 2779 et suiv.; *Création d'emplois à la Direction générale des douanes*, p. 2787); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3560). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires du 2^e semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Education physique de la jeunesse*, p. 2434; *Remise de frais d'études à certains étu-*

dians étrangers, A., S. de 1919, t. unique, p. 2536; *Paiement des réquisitions opérées en août 1914 dans les régions envahies au début des hostilités*, p. 2571; *Prime d'habillement accordée aux mobilisés*, p. 2581; *Approvisionnements de la flotte*, p. 2599; *Disjonction des articles 13 à 20 concernant l'alcool*, p. 2604; des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Organisation de maisons d'étudiants*, p. 2631; *Fabrication de la chaussure nationale*, p. 2634; *Prix des tabacs*, p. 2636). — Dépose, avec demande de discussion immédiate, un projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 (p. 2727). — Demande la discussion immédiate d'une proposition de loi relative à l'établissement d'une contribution spéciale à l'occasion des fêtes de la victoire (p. 3014); prend part à la discussion de cette proposition de loi (p. 3015 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la situation financière de la France (p. 3298, 3334); de la proposition de loi relative au paiement des indemnités dues aux habitants des régions envahies (p. 3384); des crédits provisoires applicables : au mois d'août 1919 (p. 3398 et suiv.); au 4^e trimestre de 1919 (p. 4110). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1919 de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (p. 3576 et suiv.); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements et salaires du personnel des postes et télégraphes (p. 3589 et suiv.); du projet de loi, modifié une troisième fois par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 3590, 3595,

3625); du projet de loi accordant des subventions et avances aux communes atteintes par des événements de guerre (p. 3622); du projet de loi relatif à l'achat de jeunes chevaux (p. 3668); du projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement des actes d'avances sur titres (p. 3748); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3764 et suiv., 3789, 3820, 3921); du projet de loi relatif à la frappe de monnaies de billon en bronze de nickel (p. 3784); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3837 et suiv., 3865 et suiv., 3870, 3970 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits applicables au 4^e trimestre de 1919 (p. 4147 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 4189 et suiv.); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils et au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils (*Amendement de M. Paul Laffont tendant à augmenter le crédit du chapitre 52 du Ministère des Finances*, p. 4481; *Amendement tendant à reprendre les chapitres 102 bis, ter et quater, disjoints par la Commission*, p. 4485); du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1919 (p. 4682 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 406, 701).

L

LABROUE (M.), *Député de la 6^e circonscription de Bordeaux [Gironde]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des décrets (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission des affaires extérieures (A., S. de 1917, t. unique, p. 2856); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de loi tendant à réserver des emplois civils aux mutilés de la guerre (I., n° 1044; an., S. de 1915, p. 678). — Sa proposition de loi tendant à supprimer les droits d'entrée sur tous les légumes secs alimentaires (I., n° 1589; an., S. de 1915, p. 1414). — Sa proposition de résolution tendant à assurer le contrôle de l'emploi des marchandises françaises bénéficiaires de dérogations aux prohibitions de sorties (I., n° 1609; an., S. de 1915, p. 1430). — Sa proposition de loi tendant à autoriser la vente des piquettes jusqu'à la fin de la deuxième année qui suivra le traité de paix (I., n° 2597; an., S. de 1916, p. 1512). — Sa proposition de loi tendant à la création de bons transmissibles de la défense nationale, effets de France, à quatre ans, à 4 0/0 (I., n° 3489; an., S. de 1917, p. 1184). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les rapports des membres de la Chambre avec le pouvoir exécutif (I., n° 3690; an., S. de 1917, p. 1146). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 2.000.000 francs, en vue d'indemniser les victimes de la grêle dans deux cantons du département de la Gironde (I., n° 3696; an., S.

de 1917, p. 1151). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 16 de la loi du 1^{er} juillet 1916 concernant l'établissement d'une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels et supplémentaires réalisés pendant la guerre (I., n° 3817; an., S. de 1917, p. 1341). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit de 300.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs des cantons de Cadillac et de Créon (Gironde), victimes des inondations (I., n° 4846; an., S. de 1918, p. 925). — Sa proposition de résolution tendant à créer deux postes de professeurs de carrières au Ministère de l'Instruction publique (I., n° 5880; an., S. de 1919, p. 1041). — Sa proposition de loi tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 5 de la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des Députés (I., n° 5920; an., S. de 1919, p. 1103). — Sa proposition de loi tendant à relever le traitement de certains magistrats (I., n° 6327; an., S. de 1919, p. 1866). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'organisation d'une loterie nationale de trente milliards de francs (I., n° 6455; an., S. de 1919, p. 2060). — Son rapport sur la proposition de loi concernant la titularisation des admissibles aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (I., n° 5532; an., S. de 1919, p. 9). — Son rapport sur le projet de loi portant reconnaissance d'utilité publique de l'Institut d'optique théorique et appliquée (I., n° 7135; an., S. de 1919, p. 3116). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour but la reconnaissance d'utilité publique d'un Institut de céramique française (I., n° 7136; an., S. de 1919, p. 3118). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à soumettre aux obligations militaires les

Sénégalais des communes de plein exercice (A., S. de 1915, t. unique, p. 987 et suiv.; *Son amendement*, p. 992). — Prend part à la discussion d'un projet de loi concernant les emplois civils à réserver aux militaires et marins mutilés de la guerre (p. 1592). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (A., S. de 1916, t. unique, p. 109); d'une proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (p. 331); d'une interpellation sur l'exercice du contrôle militaire dans l'usine Guillet, d'Auxerre [Yonne] (p. 365); d'une interpellation sur les causes de l'explosion de la Pallice (p. 1232).

Est entendu dans la discussion : des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Ses observations sur l'art. 4 du nouveau texte de la Commission*, p. 1590); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Ses observations relatives à l'utilisation des bons de la défense nationale comme moyen de paiement*, p. 1797 et suiv.); du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Motion de M. Ceccaldi tendant à l'ajournement de la discussion de l'art. 12*, p. 2362). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918 (p. 2459); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2598; *Son amendement concernant la publicité sur les boîtes d'allumettes*, p. 2733). — Sa motion concernant l'ajournement du renvoi à une Commission du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2681); la retire (*ibid.*). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Amendement relatif aux mines*, A., S. de 1917, t. unique, p. 528); d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 783); du projet et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (*Discussion générale*, p. 901). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Petit personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances*, p. 2525; *Son article nouveau relatif à la circulation des piquettes*,

A., S. de 1916, t. unique, p. 2542). — Est entendu : sur la demande de discussion immédiate d'un projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 2680); dans la discussion de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2710); dans la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2850). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations relatives au ravitaillement (p. 2948). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la relève des vieilles classes de la territoriale encore aux armées (A., S. de 1918, t. unique, p. 259). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Loi de finances. Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, p. 1153; *Piquettes*, p. 1158; *Droit de consommation sur les chicorées et autres succédanés du café*, p. 1161). — Parle sur la question préalable opposée à la discussion du projet de loi sur le renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1354); est entendu dans la discussion de ce projet de loi (*Discussion générale*, p. 1427, 1445. *Ses amendements tendant à ce qu'aucun régent ne puisse être administrateur : de sociétés financières étrangères*, p. 1969; *de sociétés financières de pays en guerre avec la France*, p. 1972; *Article additionnel de M. Jobert concernant le remboursement, en espèces, de billets de banque*, p. 1978; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1984). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 (Budget ordinaire des services civils] (*Ses observations concernant la création de professeurs de carrières*; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1344; *Taxe sur les paiements*, p. 1391). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1471). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de loi relative aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (p. 1484). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1944). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3095, 3170 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918,

t. unique, p. 2778; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1982; A., S. de 1917, t. unique, p. 1388; A., S. de 1918, t. unique, p. 1459, 2070).

LABUSSIÈRE (M.), *Directeur de la Sécurité générale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2357).

LACAVE LA PLAGNE (M.), *Député de l'arrondissement d'Argelès [Hautes-Pyrénées].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Secrétaire du 2^e Bureau (F., n^o 41; J. O. de 1915, p. 857). — Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des douanes (A., S. de 1915, t. unique, p. 1083); de la Commission des mines (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, modifiant l'article 7 de la loi du 27 mai 1915 sur la propriété industrielle (I., n^o 2581; an., S. de 1916, p. 1503). — Sa proposition de résolution tendant à une meilleure utilisation des contingents militaires fournis par la Nouvelle-Calédonie et dépendances (I., n^o 3907; an., S. de 1917, p. 1503). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à examiner les moyens de sauvegarder les intérêts des porteurs français de fonds russes (I., n^o 4136; an., S. de 1917, p. 2168). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre certaines mesures de sécurité en Indochine (I., n^o 4259; an., S. de 1918, p. 112). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à régulariser la relève des officiers et sous-officiers des troupes coloniales aux colonies par le rétablissement du tableau du tour de départ (I., n^o 4262; an., S. de 1918, p. 115). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à s'inspirer d'urgence, dans la conduite de la politique française en Extrême-Orient, à la fois des circonstances actuelles et de la situation de la France dans ces régions (I., n^o 4425;

an., S. de 1918, p. 370). — Sa proposition de résolution concernant la reprise de l'activité industrielle par les évacués des départements envahis (I., n^o 4890; an., S. de 1918, p. 948). — Sa proposition de résolution tendant à faire augmenter le contingentement en métaux attribué au Ministère de l'Agriculture par le Ministère de l'Armement (I., n^o 5124; an., S. de 1918, p. 1731). — Sa proposition de résolution tendant à rassembler d'urgence tous les militaires originaires des colonies dans les formations coloniales actuellement dans le midi de la France, en vue de leur prochain rapatriement (I., n^o 5204; an., S. de 1918, p. 1811). — Sa proposition de loi tendant à des remises d'impôts à certaines catégories de mobilisés (I., n^o 5205; an., S. de 1918, p. 1811). — Sa proposition de loi tendant à régler les différends entre les compagnies d'assurances et leurs assurés (I., n^o 5419; an., S. de 1918, p. 2098). — Sa proposition de loi tendant à abaisser l'âge de la majorité (I., n^o 6807; an., S. de 1919, p. 2620). — Sa proposition de résolution invitant la Chambre à envoyer son salut aux nations alliées (I., n^o 6872; an., S. de 1919, p. 2688). — Sa proposition de loi relative à la restauration de la ville de Barèges [Hautes-Pyrénées] (I., n^o 7080; an., S. de 1919, p. 3044). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la création d'un avant-port et d'un arrière-port à Bougie et la concession à la Chambre de commerce de cette ville d'une partie des terre-pleins dudit port (I., n^o 352; an., S. O. de 1914, p. 2043). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à la réparation ou à la reconstruction des chemins départementaux, vicinaux et communaux dégradés ou détruits du fait de la guerre (I., n^o 829; an., S. de 1915, p. 304). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver diverses modifications à l'avant-projet et aux actes de concession des lignes de tramways de Lourdes à Bagnères-de-Bigorre et de Bagnères-de-Bigorre à Gripp (I., n^o 874; an., S. de 1915, p. 360). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 5 du décret du 16 septembre 1910 déclaratif d'utilité publique des voies ferrées d'intérêt local de Lourdes à Bagnères-de-Bigorre et de Bagnères-de-Bigorre à Gripp (plateau d'Artigue) et d'approuver un avenant au traité de rétrocession desdites lignes (I., n^o 3164; an., S. de 1917, p. 408). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre

de la Chambre [M. Brizon] (I., n° 4686; an., S. de 1918, p. 646). = Ses rapports, au nom du 5^e Bureau, sur les élections : de M. Buisset, par l'arrondissement de Saint-Marcellin [Isère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 36); de M. Rajon, par la 1^{re} circonscription de La Tour-du-Pin [Isère] (p. 37); de M. Giray, par la 2^e circonscription de La Tour-du-Pin [Isère] (p. 37); de M. Charles Dumont, par l'arrondissement Poligny [Jura] (p. 38); de M. Lissac, par l'arrondissement de Saint-Claude [Jura] (*ibid.*). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 91; *Son second amendement*, p. 92); du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Contre-projet de M. Sibille*, p. 187); du projet de loi relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie [Brevets d'invention] (p. 359). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce et à la création de chèques spéciaux (p. 1045); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Contre-projet de M. Paisant*, p. 2069; *Dispositions générales*, p. 2082). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1916, t. unique, p. 609). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Usines hydrauliques*, p. 1810); du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Gardey au 6^e alinéa de l'article 5*, p. 1988). — Intervient dans la discussion des interpellations sur la crise des transports (p. 2336). — Est entendu pour un fait personnel (A., S. de 1917, t. unique, p. 368 et suiv.). — Son ordre du jour motivé à la suite d'interpellations sur la question de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3255). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1, 3753; A., S. de 1918, p. 1577, 2016, 2790; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 163, 4125).

LACAZE (M. le contre amiral), *Ministre de la Marine*.

Est nommé *Ministre de la Marine* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813). = Répond : à

une question sur le torpillage de la *Ville-de-la-Ciotat* (A., S. de 1915, t. unique, p. 2064, 2065); à une question concernant les marins victimes de coups portés par l'ennemi, en temps de guerre (p. 2065). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les réquisitions de bateaux de la marine marchande (A., S. de 1915, t. unique, p. 487 et suiv.); d'une proposition de résolution tendant à réquisitionner la totalité de la flotte marchande française (p. 1446 et suiv.); d'une proposition de loi tendant à modifier certains articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (p. 1878 et suiv.).

En qualité de *Ministre de la Guerre par intérim* : prend part à la discussion : d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2441 et suiv.); du projet de loi relatif au recensement et à la révision de la classe 1918 (p. 2452 et suiv.).

Est nommé *Ministre de la Marine* [Décret du 12 décembre 1916] (J. O., p. 10736). — Est chargé de l'intérim du Ministère de la Guerre [Décret du 12 décembre 1916] (J. O., p. 10736). — Prend part à la discussion de l'interpellation sur les circonstances qui ont précédé et suivi la perte du *Suffren* (p. 2885). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*Inscrits maritimes exemptés et réformés n° 2*, A., S. de 1917, t. unique, p. 518).

Est nommé *Ministre de la Marine* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2254). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant modification aux grades et effectifs du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte (p. 1153); des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1221, 1228 et suiv.; p. 1361 et suiv.).

LACHAUD (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Brive [Corrèze]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (p. 289). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour venir en aide aux communes et au département de la Corrèze qui ont

eu de nombreux chemins de grande communication et de vicinalité ordinaire emportés par les orages des mois de mars et avril (I., n° 189; an., S. O. de 1914, p. 1914). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1914, un crédit extraordinaire de 200.000 francs pour venir en aide aux victimes des différents ouragans qui se sont produits dans le département de la Corrèze (I., n° 190; an., S. O. de 1914, p. 1915). — Sa proposition de loi instituant l'obligation de l'éducation physique, de la préparation au service militaire et organisant leur fonctionnement (I., n° 2728; an., S. de 1916, p. 1721). — Sa proposition de loi ayant pour but de nommer, à titre provisoire et pour la durée de la guerre : 1° aides-majors de première classe, tous les docteurs en médecine en service dans l'armée; 2° aides-majors de 2° classe les médecins auxiliaires munis au moins de 12 inscriptions; 3° aspirants aides-majors tous les médecins auxiliaires munis d'au moins 8 inscriptions; 4° médecins auxiliaires tous les étudiants en médecine munis au moins du P. C. N. et qui ont passé avec succès l'examen de médecin auxiliaire (I., n° 2745; an., S. de 1916, p. 1745). — Sa proposition de loi ayant pour but de donner aux départements et aux communes la faculté d'exercer un droit de préférence pour l'achat du matériel remis, à la fin des hostilités, au Domaine, par le Ministre de la Guerre et celui de la Marine (I., n° 2777; an., S. de 1916, p. 1782). — Sa proposition de loi tendant à assurer l'augmentation de la population française par la protection plus efficace de la mère et de l'enfant (I., n° 2989; an., S. de 1917, p. 191). — Sa proposition de loi relative à l'avancement des officiers (I., n° 3504; an., S. de 1917, p. 910). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à procéder d'urgence à l'examen des états de service des officiers de complément, des sous-officiers et soldats de la réserve et de l'armée territoriale qui ont passé plus de deux ans de service sur le front, en vue de promotions spéciales des cadres de la Légion d'honneur, de la médaille militaire et de la croix de guerre (I., n° 5449; an., S. de 1919, p. 2857). = Son rapport supplémentaire sur le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée (I., n° 3996; an., S. de 1917, p. 1733). = Est entendu, comme *Président de la Commission de l'hygiène publique* dans la discussion : du

projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. unique, p. 136); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1916 (p. 328). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1773). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Comités chargés de l'entretien des prisonniers de guerre en Allemagne*, A., S. de 1917, t. unique, p. 829); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3495; *Sa disposition additionnelle concernant le prix de la journée d'hospitalisation*, p. 3502). — Demande à interpeller le Gouvernement à propos de différents faits reprochés à M. Annez, vice-consul à Saint-Sébastien pendant son séjour en Espagne (A., S. de 1918, t. unique, p. 7). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 3193). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôts dus par les démobilisés*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1361); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3139 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 663). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 2408; A., S. de 1918, t. unique, p. 1459).

LACOTTE (*Député de la 2^e circonscription de Troyes [Aube]*).

Son rapport, au nom du 1^{er} bureau, sur l'élection de M. Bosquette par l'arrondissement de Vouziers [Ardennes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 10). — Prend part à la discussion de son élection par la 2^e circonscription de Troyes [Aube] (p. 417, 419, 421). — Son élection est annulée (p. 441).

LA FERRONNAYS (M. le marquis DE), *Député de l'arrondissement d'Ançenis [Loire-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission chargée d'examiner les divers traités (p. 2717). — Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur les élections : de M. Alexandre Dufrèche par l'arrondissement de Condom [Gers] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 29); de M. Tournan (Isidore) par l'arrondissement de Lombez [Gers] (p. 30). — Est entendu dans la discussion, en comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (A., S. de 1917, t. unique, p. 1741). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant une accusation lancée contre un officier, membre du Parlement (p. 3040). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1793). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 294; A., S. de 1916, t. unique, p. 38, 1428, 2577; A., S. de 1917, t. unique, p. 130, 1762, 2456, 2801; A., S. de 1918, t. unique, p. 126).

LAFFERRE (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Béziers [Hérault]. Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission des boissons (F. n° 11; J. O. de 1914); de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (*ibid*); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 6 août 1914 relatif au cumul de la solde militaire avec les traitements civils dans le cas de mobilisation (I., n° 1894; an., S. de 1916, p. 378). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1916, un crédit extraordinaire de 1.000.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle dans certaines communes du département de l'Hérault (I., n° 2498; an. S. de 1916, p. 1451). — Sa pro-

position de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à régler la situation des fonctionnaires appelés des classes 1911, 1912 et suivantes (I., n° 3393; an., S. de 1917, p. 812). — Son avis, présenté au nom de la Commission des boissons, sur le projet de loi ayant pour objet, pendant la durée des hostilités et pour des considérations de défense nationale, d'apporter des restrictions à la vente et à la consommation de l'alcool et des boissons alcooliques (I., n° 1281; an., S. de 1915, p. 979). — Son rapport sur le projet de loi relatif au recensement industriel (I., n° 3290; an., S. de 1917, p. 637). — Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Bon (Jean) par la 5^e circonscription de Saint-Denis [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 76). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (A., S. de 1915, t. unique, p. 1437). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 85; *Sa motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 85 et suiv.); d'une proposition de résolution relative au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (p. 107). — Son rapport sur une pétition (p. 351). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les hommes mis en sursis d'appel comme manœuvres (p. 360); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 532); d'une interpellation sur la crise des transports (p. 693); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (p. 708; *Amendement de M. Paisant à l'article premier*, p. 728; *Son sous-amendement à une disposition additionnelle de M. Le Rouzic à cet article*, p. 1153). — Prend part à la discussion : de projet et propositions de loi concernant les haux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Ses observations sur l'article 12*, p. 790; *Retire son amendement à l'article 14*, p. 807; *Son amendement à l'article 24*, p. 907; *le retire*, p. 909); de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1500 et suiv., p. 1521). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les actes qu'il a accomplis et les résolutions qu'il a prises pour se conformer à l'ordre du jour du 7 décembre (p. 2630); retire cette interpellation (p. 2640).

— Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Suppression de l'article 12 relatif aux boissons hygiéniques*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2746 et suiv.; *Perception des taxes sur les boissons hygiéniques*, p. 2763). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les permissions pour les travaux de labours et d'ensemencements (A., S. de 1917, t. unique, p. 78); du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les conseils de revision*, p. 220 et suiv.; *Son amendement concernant certains naturalisés*, p. 267; *retrait*, *ibid.*); de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Discussion générale*, p. 490). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 780 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Allocations aux femmes de mobilisés*, p. 1442; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1484); des interpellations sur le décret du 13 juin 1917 sur le gaz (p. 1514). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1706); est entendu sur cet ordre du jour, p. 1722). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2773, 2857).

Est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9178). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Exposition des arts décoratifs du pavillon de Marsan*, p. 3513). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Instruction publique : *Maîtres surveillants de lycées*, A., S. de 1918, t. unique, p. 650; *Application de la loi instituant des pupilles de la nation*, p. 653; *Répartition du crédit des orphelins de la guerre*, *ibid.*; *Accession des instituteurs à la première classe*; *Reclassement des instituteurs pour les années 1914, 1915, 1916*; *Suppléants départementaux*, p. 768; *Paiement des appointements des instituteurs réfugiés du Nord*; *Placement des instituteurs de retour des pays envahis*, p. 769; *Situation des élèves-maîtres sortis des écoles normales et non titularisés*, p. 771. Beaux-Arts : *Discussion générale*, p. 817; *Rétablissement au crédit relatif au chef de bureau des théâtres, des palais nationaux et du mobilier national*, p. 819;

Création d'un théâtre d'art populaire, A., S. de 1918, t. unique, p. 821; *Situation des théâtres en cas d'alerte et modification de l'horaire des spectacles*, *ibid.*; *Situation des enfants fréquentant les cours de l'Opéra*, p. 822). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1557); d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2189); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du Budget des services civils de l'Exercice 1918 (p. 2462); d'un projet de loi concernant la bibliothèque de l'Arsenal (p. 3206); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Traitement du personnel enseignant*, p. 3378; *Allocation de bourses aux enfants des régions libérées. Personnel enseignant de ces régions*, p. 3380); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Remises de frais d'études dans les lycées et collèges*, p. 3393). — Prend part à la discussion du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Enseignement primaire supérieur*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1109; *Réorganisation de l'enseignement national*, p. 1110); du projet de loi concernant le déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1215). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Professeurs de carrière*, p. 1344). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1471). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi relative aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (p. 1481); d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1567); d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour la protection des monuments historiques endommagés par faits de guerre (p. 2065). — Dépose un projet de loi concernant les fêtes de la victoire (p. 2712); en donne lecture et demande la discussion immédiate (*ibid.*); prend part à cette discussion (p. 2713 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Instruction publique : *Discussion générale*, p. 2730 et suiv.

Création d'une chaire de langue et de littérature provençales à l'Université d'Aix-en-Provence, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2737; *Création et fonctionnement de maisons d'étudiants*, p. 2738; *Ménagerie des animaux vivants du Muséum d'histoire naturelle*, p. 2742; *Renseignements météorologiques agricoles*, *ibid.*; *Rémises universitaires accordées dans les lycées, collèges et cours secondaires*, p. 2745; *Surveillants d'internat et agents de service des lycées*; *Indemnités de trousseaux et fournitures scolaires*; *Congés aux instituteurs tuberculeux*; *Enseignement cinématographique*; *Œuvres complémentaires de l'école*. *Beaux-Arts*: *Discussion générale*, p. 2869 et suiv.; *Ouverture de la digue du Mont Saint-Michel*, p. 2874). — Répond à une question sur l'utilisation qui a été faite de l'abbaye du Mont Saint-Michel pour une cérémonie religieuse, sans affectation régulière (p. 2956). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels pour l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3055, 3080 et suiv.; 3162 et suiv.; 318½ et suiv.; 3216 et suiv.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 4176 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date d'interpellations relatives aux conditions dans lesquelles le jardin des Tuileries a été prêté pour donner des fêtes au bénéfice d'intérêts privés (p. 3494). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1122, 1574; A., S. de 1917, t. unique, p. 922, 2122).

LAFFONT (M. PAUL) [*Ariège*]. Voir **PAUL LAFFONT** (M.).

LAFONT (M. ERNEST), *Député de la 4^e circonscription de Saint-Étienne* [*Loire*].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 682); de la Commission de la législation fiscale (p. 942); de la Commission des marchés (p. 2026); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commis-

sion chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur, M. Malvy (F. n° 367; J. O. de 1917, p. 94559); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2717). — Sa proposition de loi relative aux exonérations et diminutions en matière de loyers pendant la guerre (I., n° 567; an., S. de 1915, p. 257). — Sa proposition de loi relative à la prorogation des délais en matière de paiement des loyers (I., n° 568; an., S. de 1915, p. 968). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, portant abrogation de la loi du 30 mars 1915, en tant qu'elle ratifie le décret du 6 septembre 1914 relatif au fonctionnement des conseils de guerre (I., n° 1327; an., S. de 1915, p. 1037). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à envoyer une adresse à la Douma de l'Empire russe (I., n° 1844; an., S. de 1916, p. 325). — Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 438 du Code d'instruction criminelle relatif aux pourvois en cassation (I., n° 3072; an., S. de 1917, p. 255). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection des ouvriers des usines travaillant pour la guerre contre les hausses scandaleuses des loyers et les expulsions (1) (I., n° 3165; an., S. de 1917, p. 712). — Sa proposition de loi tendant à fixer les règles légales suivant lesquelles devront être établis les bilans des sociétés (1) (I., n° 3745; an., S. de 1917, p. 1935). — Sa proposition de loi tendant à la levée de l'état de siège, à la suppression de la censure et au rétablissement des libertés publiques (I., n° 5194; an., S. de 1918, p. 1818). — Sa proposition de loi sur l'amnistie (I., n° 5197; an., S. de 1918, p. 144). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à l'organisation des conseils de guerre aux armées siégeant sur le territoire d'Alsace-Lorraine (I., n° 5391; an., S. de 1918, p. 2066). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à instituer un examen d'ensemble de la crise du ravitaillement et des res-

(1) Ce document n'a pas été publié.

ponsabilités engagées (I., n° 5653; an., S. de 1919, p. 493). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 12 et 19 du Code civil en tant qu'ils déterminent la nationalité de la femme mariée (I., n° 5716; an., S. O. de 1919, p. 1935). — Sa proposition de résolution concernant les conclusions de la Commission des marchés de la guerre sur les affaires Louis Dreyfus (I., n° 5769; an., S. de 1919, p. 894). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à demander au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en attendant l'amnistie, pour assurer aux militaires condamnés l'exercice de leurs droits électoraux (I., n° 5811; an., S. de 1919, p. 935). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 8 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902, sur les accidents du travail (I., n° 5883; an., S. de 1919, p. 1064). — Sa proposition de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer (I., n° 6578; an., S. de 1919, p. 2260). — Sa proposition de loi tendant à modifier les délais fixés par le décret du 2 février 1852 et la loi du 15 janvier 1919 pour la revision des listes électorales (I., n° 6579; an., S. de 1919, p. 2260). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier partiellement le guide-barème des invalidités (I., n° 7131; an., S. de 1919, p. 3112). — Sa proposition de loi tendant à augmenter les rentes des victimes des accidents du travail (1) (I., n° 7226; an., S. de 1919, p. 3185). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur le projet de loi ratifiant le décret, en date du 27 septembre 1914, relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (I., n° 724; an., S. de 1915, p. 254). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Victor Peytral relative au renouvellement des baux et des contrats ; 2° la proposition de loi de M. Durafour tendant à protéger les mobilisés contre l'effet de l'expiration de certains contrats ou la prolongation de certains autres par tacite reconduction (1) (I., n° 1433; an., S. de 1919, p. 1934). — Son avis présenté, au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur la proposition de loi de M. Mistral et plu-

sieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article premier de la loi du 16 mars 1915 concernant la fabrication, la vente et la circulation de l'absinthe (1) (I., n° 2443; an., S. de 1916, p. 815). — Son rapport sur les articles 2, 3, 4 et 7 à 38 du projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Art. 11 à 28 — Mesures contre les fraudes fiscales.] (I., n° 4054; an., S. de 1917, p. 1856). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'accroître, par des mesures fiscales, les produits de l'exploitation de divers services publics, de limiter les fraudes, de remanier divers impôts existants et d'instituer des impôts sur la dépense et une taxe annuelle sur les capitaux recueillis à titre gratuit [Art. 66. — Modifications au droit de licence et taxes additionnelles à ce droit.] (I., n° 4514; an., S. de 1918, p. 457). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux mesures contre les fraudes fiscales (I., n° 4515; an., S. de 1918, p. 458). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet le relèvement des tarifs de certaines taxes et le remaniement de divers impôts [Art. 5 à 12. — Taxe de timbre et d'enregistrement] (I., n° 4516; an., S. de 1918, p. 459). — Son rapport sur la proposition de loi de M. de Monzie tendant à l'institution d'une régie intéressée pour l'importation des cafés verts en France (1) (I., n° 4517; an., S. de 1918, p. 1935). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur le projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (I., n° 6519; an., S. de 1919, p. 2111). — Son rapport sur le projet de loi relatif au concours pour la nomination des auditeurs de deuxième classe au Conseil d'État (I., n° 6554; an., S. de 1919, p. 2174). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Revision des marchés] (I., n° 7056 rectifié; an., S. de 1919, p. 3024). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de MM. André Honnorat et Landry, ayant pour objet de modifier les dispositions des articles 8, 19 et 57 du Code civil concernant la nationalité de la femme qui épouse en France un étranger et celle des enfants qui naissent en France de ce mariage, ainsi que les énonciations devant figurer sur les actes de naissance de ceux-ci ; 2° la proposition de loi de M. Ernest Lafont [Loire],

(1) Ce document n'a pas été publié.

(1) Ce rapport n'a pas été publié.

tendant à modifier les articles 12 et 19 du Code civil, en tant qu'ils déterminent la nationalité de la femme mariée (1) (I., n° 7227; an., session de 1919, p. 147). — Intervient dans la discussion de l'élection de M. Seydoux, par la 2^e circonscription de Cambrai [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 210). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application de la loi de 8 heures dans les mines (p. 451); prend part à la discussion d'interpellations sur le même sujet (p. 457). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de finances : *Suppression de l'impôt sur la licence*, p. 643, 651). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 91); du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (p. 134; *Son article additionnel relatif aux indemnités*, p. 137, 138). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi ayant pour objet le remboursement des droits perçus sur les absinthes (p. 144); du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Motion d'ajournement de M. Dansette*, p. 157; *Amendement de M. Pottevin à l'article 1^{er}*, p. 211; *Son amendement à l'article 4*, p. 213; *Amendement de M. Lefas à l'article 6*, p. 222; *Suppression du paragraphe 2 de l'article 11*, p. 245; *Sa disposition additionnelle à cet article*, p. 247; *retrait*, p. 247; *Article additionnel de M. Durandy*, p. 277; *Son article additionnel*, p. 278; *le retire*, p. 280; *Ses articles additionnels sur la police des débits de boissons*, *ibid.*; *Sa motion tendant à la disjonction des amendements visant cette matière*, p. 281; *Son article additionnel concernant la constatation des infractions à la loi*, p. 282, de ce projet de loi, modifié par le Sénat; *Amendement de M. Sibille à l'article 5*, p. 1218; *Amendement de M. Puech à l'article 10*, p. 1219). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission de la législation civile et criminelle*, dans la discussion du projet de loi ratifiant un décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (p. 309, 314, 317, 319). — Intervient dans la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Amendements de M. Beauregard : au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}*, p. 447, au para-

graphe 2 de l'article 5, p. 548). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux décrets de naturalisation (A., S. de 1915, t. unique, p. 499 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (p. 701 et suiv.); du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à réglementer l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 1094, 1305; *Son amendement à l'article 8, présenté de concert avec M. Durandy*, p. 1307 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1526, 1541, 1545). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des fonctionnaires de l'Intendance, responsables dans l'affaire de la « Morue française », et au sujet des instructions insuffisantes et des non-lieu intempestifs (p. 1575). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1582); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1693, 1696, 1741, 1748); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Discussion générale*, p. 1715; *Amendement de M. Poirier de Narçay*, p. 1725); de la proposition de loi relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre (p. 1820). — Est entendu : sur le renvoi de la suite de la discussion des interpellations relatives aux marchés de la Guerre (p. 1855); dans la discussion de ces interpellations (p. 1933 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (A., S. 1916, t. unique, p. 90); du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Amendement de M. Aubriot à l'article 1^{er}*, p. 235, 237; *Amendement de M. Landry au 2^o de l'article 2*, p. 262; *Amendement de M. Sixte-Quenin au paragraphe 7*, p. 268; *Amendement de M. Édouard Andrieux à l'article 10*, p. 289; *Article additionnel au projet de loi présenté par M. Tissier*, p. 309); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1383). — Donne

(1) Ce document n'a pas été publié.

lecture de sa proposition de résolution tendant à envoyer une adresse à la Douma de l'Empire russe (A., S. de 1916, t. unique, p. 348). — Intervient dans la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Observations relatives à la présomption de décès*, p. 471; *Exonérations et délais. Ses observations sur l'article 12*, p. 786; *Son amendement à cet article, présenté de concert avec un grand nombre de ses collègues*, p. 791; *Ses observations sur l'ensemble de l'article*, p. 793; *Son amendement à l'article 14, présenté de concert avec MM. Laval et Louche*, p. 807 et suiv.; *Amendement de MM. Levasseur et Aubriot au même article*, p. 825; *Ses observations relatives à l'article 16*, p. 859; *Motion tendant à réserver la discussion de cet article*, p. 876; *Ses observations concernant son texte additionnel à l'article 17*, p. 877; *Son amendement à l'article 25*, p. 906; *Ses observations concernant l'article 24*, p. 908; *Juridiction et procédure. Ses observations concernant l'article 30*, p. 917; *Son amendement à l'article 37*, p. 946; *Retire un amendement à l'article 38*, p. 947; *Amendement de M. Lamy à l'article 45*, p. 956; *Dispositions générales. Son paragraphe additionnel à l'article 54*, p. 983; *Son article 54 bis nouveau*, p. 1033; *Retire un amendement à l'article 14 ter nouveau*, p. 1040; *Son amendement à l'article 25 réservé*, p. 1047 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1208); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (*Disjonction de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1281 et suiv.; *Amendement de M. Charles Benoist tendant à la suppression du paragraphe 1^{er} de l'article 3*, p. 1318 et suiv.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1388). — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Delahaye à l'ordre du jour motivé présenté par M. Sibille, comme sanctions à la discussion de certaines interpellations en Comité secret (p. 1295). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue rue de Tolbiac, le 20 octobre 1915 (p. 1401 et suiv.); d'une proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Amendement de M. André Hesse à l'article 1^{er}*, p. 1639; *Disposition additionnelle de M. Violette à cet article*, p. 1672). — Prend part à la discussion du projet et des proposi-

tions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Ses observations sur l'article 1^{er}, A., S. de 1916*, t. unique, p. 1936; *Son amendement au paragraphe 2 de l'article 3*, p. 1947; *le retire*, p. 1948; *Son amendement à l'article 6*, p. 1997; *le retire*, p. 1998; *Retire ses amendements : au paragraphe 4 de l'article 7*, p. 2045; *au paragraphe 3 de l'article 8*, p. 2055; *Ses observations sur le nouveau texte, présenté par la Commission, en remplacement des anciens articles 10, 11, 12, 13*, p. 2113; *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 3^e du nouvel article 9*, p. 2122 et suiv.; *Son amendement à ce paragraphe 3^e*, p. 2125; *le retire*, p. 2126; *Son amendement à l'article 10*, p. 2160 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 3099, 3148, 3164; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 63, 119, 196, 260); de ce projet de loi, modifié à nouveau par le Sénat (p. 1639, 1651, 1686, 1701). — Intervient dans la discussion des interpellations sur l'utilisation des effectifs (A., S. de 1916, t. unique, p. 2209). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique financière (p. 2508). — Est entendu : sur la fixation de la prochaine séance (p. 2549); sur l'ajournement de la discussion d'une interpellation relative à la politique du Gouvernement en Grèce (p. 2632). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1917 (*Enfants des femmes travaillant dans les usines*, p. 2659; *Taxes sur les eaux minérales*, p. 2775; *Spécialités pharmaceutiques*, p. 2779; *Taxe de guerre*, p. 2803; *Son article nouveau concernant l'alcool*, p. 2812 et suiv.). — Est entendu : sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2681); dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1916 (p. 2801). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 454; *Ses observations sur l'article 6*, p. 564; *Sur l'article 9*, p. 570 et suiv.; *Son amendement à ce dernier article*, p. 575). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions à titre de subvention au Comité des orphelins de la guerre (p. 515). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les restrictions nécessaires du ravitaillement et l'institution de la carte de pain et des autres cartes dont la créa-

tion pourrait être jugée indispensable (A., S. de 1917, t. unique, p. 553). — Est entendu dans la discussion : de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 646, 657); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1917 (*Réforme judiciaire*, p. 831; *Augmentation des allocations aux familles des mobilisés et des réfugiés*, p. 842). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Juridiction et procédure. *Son sous-amendement à l'amendement de M. Levasseur concernant l'article 59*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1669; Art. 27, 28, 29, réservés. *Amendement de M. Puech, tendant à la disjonction de l'article 27*, p. 1777); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 433). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (A., S. de 1917, t. unique, p. 1743). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Amendement de M. Vincent Auriol concernant l'impôt sur les professions industrielles et commerciales*, p. 1845; *Ses observations sur l'article 14 relatif aux grands magasins*, p. 1875; *Ses amendements relatifs : aux sociétés coopératives de consommation*, p. 1884; *aux syndicats agricoles et sociétés coopératives de consommation*, p. 1878. Impôt sur les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères : *Son amendement à l'article 23*, p. 1888). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation concernant l'achat de navire à l'étranger (p. 2216); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2455); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Secours aux soldats sans famille*, p. 2518; *Subventions aux œuvres locales combattant la tuberculose* p. 2520; *Son amendement concernant la création de bourses aux écoles professionnelles et aux écoles pratiques d'industrie*, p. 2528; *le retire*, p. 2529; *Bénéfices réalisés pendant la guerre par la maison Gnôme et Rhône*, p. 2537; *Logement des réfugiés* p. 2569). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives aux affaires Bolo pacha et

du Bonnet Rouge (A., S. de 1917, t. unique, p. 2701). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'application de la loi du 10 août 1917 [Loi Mourier] (p. 2797). — Prend part à la discussion des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2941). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre pour que l'augmentation du prix du blé n'entraîne pas l'augmentation du prix du pain (p. 2969); développe cette interpellation (p. 3016). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3142; *Article 2 modifié par la Commission*, p. 3262; *Son amendement à l'article 3 relatif à la concession de la gratification*, p. 3315; *Amendements à l'article 3 concernant la fixation du taux de la pension et de la gratification*, p. 3319; *Amendement de M. Goude relatif à la classification des infirmités*, p. 3341; *Sa motion tendant à modifier la rédaction du paragraphe 2 de l'article 10 concernant les ayants cause des militaires et marins qui ne se considéreront pas comme guéris*, p. 3341; *Observations relatives à la rédaction du paragraphe 2*, p. 3342; *Ses observations concernant l'article 11, relatives à la répartition ultérieure de la pension de la veuve*, p. 3343. Chapitre III du Titre II. Des enfants naturels reconnus : *Ses observations concernant l'article 16*, p. 3352; *Amendement de M. Pressmane relatif au taux des pensions d'invalidité*, p. 3432; *Article 12 nouveau relatif à la veuve qui se remarie*, p. 3723. Titre III. Droit des ascendants : *Son amendement à l'article 18*, p. 3758; *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe premier de cet article*, p. 3764; *Amendement de M. Giray à l'article 18*, A., S. de 1918, t. unique, p. 63, 65; *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 2 de l'article 19*, p. 88; *le retire*, *ibid.*; *Son amendement à ce paragraphe 99*. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi. *Amendements concernant l'article 52*, p. 216; *Son amendement tendant à la suppression de l'article 37*, p. 232; *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 2 de l'article 53*, *ibid.*); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3032, 3099, 3111, 3114, 3193); de ce projet de loi, modifié à nouveau par le Sénat (A., S. O. de 1919,

t. 1, p. 331, 353, 457, 498, 522, 589, 671). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur les successions*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3551; *Parents collatéraux au delà du 4^e degré*, p. 3555; *Coffres-forts et compartiments de coffres-forts en location*, p. 3562; *Affirmation sous serment*, p. 3563; *Titres et valeurs remis aux héritiers moins de six mois avant le décès du de cujus*, p. 3569; *Son amendement instituant plusieurs monopoles d'Etat*, p. 3572; *Impôts sur les paiements et les dépenses*, p. 3580, 3634; *Paiement par chèques*, p. 3635; *Ses amendements concernant: les paiements par virements en banque*, *ibid.*; *les contraventions*, p. 3639; *retire ce dernier*, *ibid.*; *Perception de la taxe*, p. 3641; *Son amendement relatif à la taxe de 10 0/0 sur le paiement des objets de luxe*, p. 3647; *Taxe sur les établissements de luxe ou de premier ordre*, p. 3649; *Son amendement concernant les débits de boissons, restaurants*, p. 3651); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 391b). — Est entendu dans la discussion du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3813). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le décret et l'arrêté créant la carte de pain localisée et facultative (p. 3842). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour faire assurer par la justice militaire le respect des règles du droit au bénéfice de tous les inculpés (A., S. de 1918, t. unique, p. 55); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (*ibid.*). — Développe son interpellation sur le rationnement de la consommation du pain (p. 172). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 591). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la manière dont il aurait favorisé dans la Presse une propagande réactionnaire destinée à discréditer l'action des populations ouvrières de toute une région (p. 780); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant le régime de l'alcool (Titre premier. Monopole de l'alcool industriel. *Contre-projet de M. Siegfried*, p. 853; *Son amendement à l'article premier*, p. 854; *retrait*,

A., S. de 1918, t. unique, p. 860; *Observations relatives à la nomination du président du conseil d'administration*, p. 1260; *Amendement de M.M. Jobert et Lauche à l'article 4*, p. 1262). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (*Motion d'ajournement*, p. 1028); d'un projet de loi autorisant le Ministère des Finances à faire des avances aux gouvernements alliés ou amis (p. 1102); du projet de loi concernant les mesures contre les fraudes fiscales (*Évaluation des propriétés bâties et non bâties en matière de droits de transmission*, p. 1135); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Droit de timbre*, p. 1150; *Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, p. 1155; *Durée d'application des impôts sur les transports par chemins de fer*, p. 1180); du projet de loi concernant la répression des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat (p. 1225). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1245). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'institution du régime des jours sans viande (p. 1289); développe cette interpellation (p. 1304; *Son ordre du jour motivé*, p. 1341). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les saisies-gageries ordonnées au mépris de la loi sur les loyers (p. 1350). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le fonctionnement des conseils de guerre (p. 1347). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur l'organisation des consortiums (p. 1667); du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers (p. 1730). — Sou opposition au vote sans débats du projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de Français ainsi qu'aux déclarations souscrites au profit des enfants des sujets ennemis (p. 1765). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur le décret du 5 juin 1918 abrogeant celui du 14 avril 1918 relatif au règlement sur le service intérieur des corps de troupe (p. 1816). — Son opposition au vote sans débats du projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et des entreprises industrielles avec lesquelles ils sont en relation d'affaires (p. 2344). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les mesures à prendre pour atténuer la cherté de la vie (p. 2370); d'un projet de loi concernant la répression des rému-

néralions occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et entreprises industrielles (A., S. de 1918, t. unique, p. 2382; *Ses amendements*, p. 2387 et suiv.; *Ses articles additionnels*, p. 2391, 2407); d'une proposition de loi concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et des faillis (p. 2414; *Son amendement*, p. 2417). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de Français (p. 2507; *Ses amendements*, p. 2520 et suiv.); d'une interpellation sur la division de la France en régions économiques (p. 2578); du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (p. 2613). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch (p. 2664); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les déclarations concernant l'emprunt et sur l'ensemble de la politique financière (p. 2868). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participations de l'Etat aux bénéfiques] (*Ses amendements à l'article premier*, p. 2901 et suiv.; à l'article 2, p. 2915 et suiv.; au paragraphe 40 de l'article 2 devenu article 3, p. 2959, 2971; *Ses dispositions additionnelles à cet article*, p. 2983; *Ses observations sur l'article 3*, p. 2986 et suiv.; *Ses amendements à cet article*, p. 2988 et suiv.; *Son article additionnel* p. 2994). — Son opposition au vote sans débats du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire (p. 3086). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la politique des alliés en Russie (p. 2937); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2938). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3260); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3425). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3338; *Son amendement relatif à une non-intervention en Russie*, p. 3354); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur

l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Augmentation des traitements des magistrats*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3376). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet des divergences de vues qui se manifestent entre les gouvernements anglais et français relativement à l'attitude à prendre à l'égard de la Russie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 8). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 222); le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux (p. 289). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 361, 2092, 2972). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 [Répression de la spéculation] (p. 394); du projet de loi relatif au maintien à titre définitif des travaux publics exécutés pendant la guerre (p. 452). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à l'ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (p. 730); d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1032); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Rengagements de six mois dans l'armée*, p. 1187). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 1245, 1297, 1305; *Impôt sur le revenu*, p. 1363). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1297, 1321, 1605). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Démobilisation des classes 1907 et plus jeunes*, p. 1437); d'une proposition de loi concernant les dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1919 (p. 1650); d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1794); d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à revenir le plus promptement possible à la liberté commerciale (*Sa motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 1801). — Est entendu dans la discus-

sion d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1881). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les conditions dans lesquelles a été nommé procureur de la République à Saint-Étienne le procureur de la République de Lyon (p. 1884); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu sur la mise à l'ordre du jour d'une proposition de loi sur l'amnistie (p. 1885); dans la discussion du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1926); d'une proposition de résolution tendant à assurer à la France les indemnités qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne (p. 1930). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le maintien de la censure (p. 1952); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1953). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur les événements du 1^{er} mai (p. 1968, 1972). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (p. 2055). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion de propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2102). — Son opposition au vote sans débats du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (p. 2114). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les conditions dans lesquelles Odessa a été évacuée par les troupes françaises et par la population civile (p. 2119); développe cette interpellation (p. 2320, 2346, 2393). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2144). — Est entendu sur la fixation de la date de la nomination de la Commission de la paix (p. 2536). — Parle sur la nomination de la commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2717 et suiv.). — Est entendu dans la discussion: du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Affaires étrangères: *Discussion générale*, p. 2833); de plusieurs propositions de loi relatives à la levée de l'état de siège et à l'abrogation de la censure (p. 2965); du projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et élevant le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 2999); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels pour l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Minis-

tère de l'Instruction publique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3034, 3215). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures qu'il a dû prendre pour faire bénéficier les consommateurs français du matériel et des stocks accumulés dans notre pays par l'armée américaine (p. 3123); développe cette interpellation (p. 3125). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3147 et suiv., 3231, 3352 et suiv.); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels (p. 3227); d'une interpellation relative aux moyens que le Gouvernement compte prendre pour lutter contre l'envahissement des produits manufacturés allemands (p. 3321); des crédits applicables au mois d'août 1919 (p. 3390 et suiv.). — Est entendu sur le renvoi à la Commission de la paix du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (p. 3404). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (p. 3472); du projet de loi concernant le règlement des litiges relatifs aux transports militaires sur les grands réseaux (p. 3527). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la levée du blocus de la Russie, ancienne alliée, qui devrait tout au moins être considérée comme pays neutre (p. 3604). — Est entendu sur une demande d'ajournement de la discussion du projet de loi relatif à l'achat de jeunes chevaux (p. 3668). — Prend part à la discussion: 1^o du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2^o de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3839, 4262). — Son opposition au vote sans débats du projet de loi tendant à prolonger les pouvoirs accordés au Gouvernement par la loi du 6 mai 1916 (p. 4107). — Prend part à la discussion des crédits applicables au quatrième trimestre 1919 (p. 4149 et suiv.). — Est entendu comme *Rapporteur de la Commission de la législation civile* dans la discussion du projet de loi relatif au régime transi-

toire de l'Alsace et de la Lorraine, A., S. O. de 1919, t. unique, (p. 4215 et suiv., 4284, 4327). — Est entendu au cours de la discussion : du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4275); du projet de loi relatif à la date de cessation des hostilités (p. 4381 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la crise du chômage et sur la baisse de la production charbonnière (p. 4390). — Son opposition au vote sans débats : du projet de loi portant ratification du décret relatif aux prohibitions d'entrée (p. 4302); du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4557); du projet de loi portant fixation de l'ordre des diverses élections (p. 4579, 4589); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4622, 4663 et suiv., 4696, 4736, 4748). — Sa question au Ministre de la Reconstitution industrielle au sujet du régime de l'Alsace et de la Lorraine (p. 4668). — Est nommé membre de la Commission de liquidation des biens séquestrés (p. 4813).

LAGARDE (M.), *Contrôleur de 1^{re} classe de l'Administration de l'armée, chef du service central des réquisitions.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant à assurer le règlement des réquisitions arriérées (A., S. de 1916, t. unique, p. 739); de la proposition de loi tendant à modifier pour le paiement des réquisitions militaires les décrets relatifs au règlement des intérêts dus par l'État (p. 2556).

LAGROSILLIÈRE (M.), *Député de la 2^e circonscription de La Martinique.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 206). — Membre : de diverses Commissions (l. n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O., de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (*ibid.*);

de la Commission du budget (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459). — Sa proposition de loi ayant pour objet de déterminer les conditions d'acquisition, par les indigènes de l'Algérie, des colonies et pays de protectorat, des droits civils et politiques ou de la qualité d'électeurs au titre indigène (L., n° 935; an., S. de 1915, p. 481). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à organiser l'emploi de la main-d'œuvre pénale pour des travaux concernant la défense nationale (L., n° 2490; an., S. de 1916, p. 1447). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'accorder : 1° le dégrèvement intégral ou partiel des sommes restant dues par les contribuables appelés aux armées à l'occasion de la guerre, au titre des contributions directes et de taxes y assimilées; 2° un dégrèvement sur la contribution mobilière, la contribution des patentes et les taxes y assimilées proportionnel aux réductions de loyer obtenues par application de la loi du 9 mars 1918 (L., n° 5622; an., S. de 1919, p. 468). — Son rapport sur le projet de loi portant extension aux colonies françaises de la loi du 5 août 1914 relative à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée française (L., n° 481; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2189). — Son rapport sur le projet de loi portant suppression à la Martinique des deux cantons de Saint-Pierre-Fort et Saint-Pierre-Mouillage et création d'un nouveau canton ayant pour chef-lieu le Carbet (L., n° 610; an., S. de 1915, p. 164). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de compléter les articles 96 et 101 du Code civil sur les actes de l'état civil (L., n° 611; an., S. de 1915, p. 164). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet de compléter, en ce qui concerne les actes de décès de militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre, les articles du Code civil sur les actes de l'état civil (L., n° 961; an., S. de 1915, p. 485). — Son rapport sur le projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques (L., n° 2794; an., S. de 1916, p. 1787). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'application aux opérations de pesage de cannes à sucre, dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions en vigueur dans la métropole sur le contrôle du pesage des betteraves (L., n° 3439; an., S. de 1917, p. 857). — Son rapport sur le projet de loi portant renouvellement

du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion (I., n° 5369; an., S. de 1918, p. 1957); son rapport supplémentaire (I., n° 5610; an., S. de 1919, p. 219). — Son rapport sur le projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques (I., n° 5445; an., S. de 1918, p. 2107). = Lettre par laquelle il demande l'autorisation de siéger provisoirement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 96); cette autorisation lui est accordée (p. 97). — Son élection est validée (p. 206). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi concernant l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (A., 2° S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 947). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence : d'un projet de loi portant suppression de deux cantons et création d'un nouveau canton à la Martinique (A., S. de 1915, t. unique, p. 154); d'une proposition de loi ayant pour objet de compléter les articles 96 et 101 du Code civil (*ibid.*); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1916 (*Son amendement*, p. 329; *le relire*, *ibid.*). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Son amendement à l'article 45*, p. 627). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Son article additionnel*, p. 932); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Son amendement*, p. 1726); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1773). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'application de la loi portant convocation, devant les commissions de réforme, des exemptés, ajournés et réformés des vieilles colonies (A., S. de 1916, t. unique, p. 136); développe cette interpellation (p. 593 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations concernant l'accès des militaires dans les cafés, restaurants et débits de boissons (p. 160). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française (*Ses amendements présentés de concert avec M. Boisneuf*, p. 2877 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 863;

Son amendement, p. 883). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le ravitaillement de la métropole par les colonies et le ravitaillement de ces dernières par les colonies et les pays alliés qui les avoisinent (p. 1176); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1182). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à la prorogation, pour un an, du privilège des banques coloniales (A., S. de 1918, t. unique, p. 3135); prend part à la discussion de ce projet de loi (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendement concernant la mobilisation*, p. 3347). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi portant renouvellement des privilèges des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 376). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1254); pour un rappel au Règlement (p. 1260); sur l'ajournement de la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1262, 1289, 1319). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1570).

LAGUERRE (M.), *Député de l'arrondissement de Belley [Ain]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, p. 289); de la Commission du suffrage universel (*ibid.*). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 800.000 francs destiné à venir en aide aux habitants des Granges-Montagnieu [Ain], victimes du glissement de montagne du 6 mai 1919 (I., n° 6342; an., S. de 1919, p. 1937). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Monestier par l'arrondissement de Florac [Lozère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 45); de M. Bertrand de Mun par la 1^{re} circonscription de Reims [Marne] (p. 114). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1080). = Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 1695).

LAIROLLE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Nice [Alpes-Maritimes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission de la réforme judiciaire (A., S. de 1915, t. unique, p. 27) ; de la Commission des dommages de guerre (p. 1083) ; de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F., n° 367 ; J. O. de 1917, p. 9455) ; de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). — Sa proposition de loi relative aux modifications à apporter à la législation sur les caisses d'épargne (I., n° 185 ; an., S. O. de 1914, p. 1899). — Sa proposition de loi tendant à la modification de l'article 1722 du Code civil [Question des loyers pendant la guerre] (I., n° 465 ; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2183). — Sa proposition de loi sur le maintien du contrat de louage des services pendant la guerre (I., n° 3159 ; an., S. de 1917, p. 405). — Sa proposition de loi ayant pour objet de mettre à la charge de l'Etat les surprimes de guerre établies par le décret du 7 septembre 1914 pour les assurances collectives au décès contractées à la Caisse nationale d'assurance au décès par les mutualités militaires des armées de terre et de mer (I., n° 4271 ; an., S. de 1918, p. 131). — Sa proposition de loi tendant à la modification des articles 3, 4, 16, 23 et 36 de la loi du 5 avril 1910 et de la loi du 11 juillet 1912 sur les retraites ouvrières et paysannes (I., n° 5148 ; an., S. de 1918, p. 1769). — Sa proposition de loi relative à la création et au fonctionnement d'un Institut national de la natalité et aux mesures à prendre pour le relèvement de la natalité et la répression de l'avortement (I., n° 5577 ; an., S. de 1918, p. 113). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'établissement de l'assurance maladie et invalidité (I., n° 5623 ; an., S. de 1919, p. 469). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux syndicats agricoles le principe consacré par les articles 9 à 17 de la loi des 21-26 juin 1865 sur les associations syndicales (I., n° 5695 ; an., S. de 1919, p. 808). — Sa proposition de résolution tendant

à la revision des lois constitutionnelles (I., n° 5758 ; an., S. de 1919, p. 877). — Sa proposition de loi ayant pour objet la situation des conseillers de préfecture (I., n° 6157 ; an., S. de 1919, p. 1416). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à protéger les bénéficiaires de polices d'assurances sur la vie, à ordre et au porteur, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés (I., n° 1136 ; an., S. de 1915, p. 809). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de loi tendant à protéger les bénéficiaires de polices d'assurances sur la vie, à ordre ou au porteur dont les titres ont été égarés, détruits ou volés (I., n° 1676 ; an., S. de 1916, p. 44). — Son rapport sur le projet de loi tendant à la modification de l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne (I., n° 2224 ; an., S. de 1916, p. 998) ; son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 2338 ; an., S. de 1916, p. 1086). — Son rapport au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (conformément au dernier paragraphe de l'art. 36 du Règlement), ayant pour objet de compléter le rapport de la précédente législature, repris le 10 janvier 1918, sur le projet de loi portant approbation d'un arrangement conclu le 9 août 1918, entre la France et l'Italie, relatif à l'application des dispositions inscrites à l'article premier, paragraphe b, de la convention signée à Rome, le 15 avril 1904, par la France et l'Italie, et ayant notamment pour objet de faciliter aux nationaux des deux pays, travaillant à l'étranger, le bénéfice des assurances sociales (I., n° 4269 ; an., S. de 1918, p. 130). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à protéger les bénéficiaires des polices d'assurances sur la vie, à ordre et au porteur, des bons de capitalisation et d'épargne, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés (I., n° 2231 ; an., S. de 1916, p. 911). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de mettre à la charge de l'Etat les surprimes de guerre établies par le décret du 7 septembre 1914 pour les assurances collectives au décès contractées à la Caisse nationale d'assurance au décès par les mutualités militaires des armées de terre et de mer (I., n° 4326 ; an., S. de 1918, p. 193). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux modifications à apporter à la législation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (I., n° 4879 ; an., S. de 1918, p. 943). — Son rapport sur : 1^o la proposition de loi de M. Jules

Nadi tendant à l'institution du monopole des assurances par l'État; 2° la proposition de loi de M. Théo-Bretin relative au monopole d'État des opérations de réassurances (I., n° 5657; an., S. de 1919, p. 608). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à régler les différends entre les compagnies d'assurances et leurs assurés (I., n° 6523; an., S. de 1919, p. 2124). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne (I., n° 6535; an., S. de 1919, p. 2150). — Son rapport sur : 1° le projet de loi tendant à la modification de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne; 2° le projet de loi tendant à la modification de l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne; 3° la proposition de résolution de M. Chassaing et plusieurs de ses collègues tendant à élever de 3.000 francs à 5.000 francs le maximum des livrets des caisses d'épargne (I., n° 6771; an., S. de 1919, p. 2593). — Son rapport sur le projet de loi portant à 2 francs l'indemnité de gestion aux caisses de retraites ouvrières (I., n° 7079; an., S. de 1919, p. 3044). — Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur les élections : de M. Bouisson (Fernand) par la 6^e circonscription de Marseille [Bouches-du-Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 14); de M. Engerand par la 2^e circonscription de Caen [Calvados] (p. 14). — Est élu membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 559). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son amendement concernant l'alinéa 4^o de l'article premier*, A., S. de 1915, t. unique, p. 208; *Son amendement à l'article 2*, p. 212; *Son amendement à l'article 4*, p. 214); de la proposition de loi ayant pour objet d'interpréter la loi du 5 août 1914 en matière hypothécaire (p. 260). — Est élu membre de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (p. 302). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les accidents agricoles; (*Amendement de M. Beauregard au paragraphe 2 de l'article 5*, p. 548; *Amendement de M. Lefas tendant à la suppression du paragraphe 2 de l'article 6*, p. 551; *Son article nouveau faisant suite à l'article 8*, p. 567 et suiv.; *Son amendement à l'article 10*, p. 574; *le retire*, p. 579; *retire un amendement à l'article 14*, p. 625; *Son*

second amendement au même article, A., S. de 1915, t. unique, p. 625, 626). — Est entendu : dans la discussion des propositions concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (p. 750 et suiv.); sur l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi concernant la prorogation des échéances des effets de commerce et la création de chèques spéciaux (p. 955); dans la discussion de cette proposition de loi (p. 992, 1028). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les propriétaires de rente française déposés par des faits de guerre (p. 1051); d'un projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1915); d'une proposition de loi concernant les pièces produites à l'occasion des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite de faits de guerre (p. 1667); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1681). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur un projet de loi concernant la constitution de rentes viagères à la Caisse des retraites pour la vieillesse (p. 1808). — Adresse, au Ministre du Commerce, une question sur le moratorium des échéances (p. 1920). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 46 et suiv. Exonération et délais : *Son amendement à l'article 25 réservé*, p. 1041 et suiv.; *Amendement de M. Patureau-Baronnet au même article*, p. 1065; *Son second amendement*, *ibid.*; *le retire*, *ibid.*; *Sa disposition additionnelle à l'article 28*, p. 1067). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, p. 220 et suiv.; *Son amendement à l'article premier*, p. 238 et suiv.; *Sa disposition additionnelle à cet article*, p. 243; *Son amendement au premier alinéa de l'article 2*, p. 261; *le retire*, p. 262). — Prend part à la discussion : du projet de loi ratifiant un décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (p. 305); des projet et proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (*Contre-projet*

de M. Paul Beauregard, A., S. de 1916, t. unique, p. 405). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1273); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1754 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la constitution nouvelle du haut commandement et du Comité de guerre (p. 2630); développe cette interpellation (p. 2636 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation faite à la France par la carence du front russe (A., S. de 1917, t. unique, p. 3310); développe cette interpellation (p. 3786). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 923). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi sur le régime de l'alcool (Titre 1^{er}. Monopole de l'alcool industriel : *Ses observations sur l'article premier*, p. 963; *Ses amendements : au dernier alinéa de l'article 2*, p. 1253; *aux deuxième et troisième alinéas de l'article 3*, p. 1254; *au paragraphe 2 de l'article 4*, p. 1255; *retire ce dernier amendement*, p. 1257; *Ses autres amendements à cet article*, p. 1259; *Son amendement à l'article 5*, p. 1265; *le retire*, *ibid.*). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la question de l'assurance au décès de toute l'armée et de toute la flotte (p. 981); développe cette interpellation (p. 1401; *Son ordre du jour motivé*, p. 1404). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement du privilège de la Banque de France (*Discussion générale*, p. 1392, 1404; *Amendements relatifs aux monts-de-piété*, p. 1903; *Son amendement concernant l'application de la loi sur les sociétés anonymes à participation ouvrière et le nombre des actions nécessaires pour participer aux assemblées générales*, p. 1924). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 2536); du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéfices] (p. 2955). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 863, 885); de la proposi-

tion de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1118, 1141); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2217, 2220). — Ses rapports sur des pétitions (p. 4326).

LAJARRIGE (M.), *Député de la 1^{re} circonscription du 19^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1917, t. unique, p. 185); de la Commission des dommages de guerre (*ibid.*); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). — Sa proposition de loi concernant les quêtes publiques, dites « journées », organisées au profit d'œuvres de solidarité (I., n° 1024; an., S. O. de 1915, p. 650). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à ouvrir un crédit de 5 millions de francs au Ministre de l'Intérieur à titre de subvention au Comité de la Journée nationale des orphelins de la guerre (I., n° 2865; an., S. de 1917, p. 17). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit provisoire de 12 millions de francs au Ministre de l'Intérieur pour subventions aux œuvres qui assistent les orphelins de la guerre nécessiteux (I., n° 4056; an., S. de 1917, p. 1945). — Sa proposition de loi tendant à assurer un congé annuel de trente jours consécutifs aux ouvriers et employés de l'industrie et du commerce (I., n° 5775; an., S. de 1919, p. 900). — Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les élections : de M. de Kerguézec par la 1^{re} circonscription de Guingamp [Côtes-du-Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 21); de M. Gaston Treignier par l'arrondissement de Guéret [Creuse] (p. 22). — Est entendu dans la discussion : des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique, p. 206); d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions de francs à titre de subvention au Comité des orphelins de la guerre (p. 516). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 216, 461; A., S. de 1915, t. unique, p. 1704;

A., S. de 1916, t. unique, p. 1080; A., S. de 1917, t. unique, p. 1345).

LAMARCHE (M. le chef de bataillon du génie), *Attaché à la direction des études et du matériel spécial du génie.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi concernant la constitution d'un fonds de secours à distribuer aux victimes de l'explosion qui s'est produite le 20 octobre 1915, dans les ateliers de M. Brillant, fournisseur de l'armée, 174, rue de Tolbiac, à Paris (A., S. de 1916, t. unique, p. 1306).

LAMENDIN (M.), *Député de la 3^e circonscription de Béthune [Pas-de-Calais].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Est entendu sur la transformation en interpellation d'une question relative à la cherté et à la rareté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (A., S. de 1917, t. unique, p. 935).

LAMY (M.), *Député de la 2^e circonscription de Lorient [Morbihan].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine marchande (*ibid.*); de la Commission de la marine de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 2467). = Sa proposition de loi tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 767 du Code civil et à maintenir l'usufruit légal au profit du conjoint survivant en cas de nouveau mariage (I., n° 157; an., S. O. de 1914, p. 1891). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 août 1913 réglementant les taxes d'octroi sur les poissons de mer (I., n° 210; an., S. O. de 1914, p. 1932). — Sa proposition de loi relative aux loyers et fermages pendant la durée de la guerre (I., n° 577; an., S. de 1915, p. 150). — Sa proposition de loi tendant à accorder aux marins des équipages de

la flotte servant, pendant la durée de la guerre, dans les différents corps de troupe de l'armée des pensions équivalentes à celles qui reviennent aux militaires de l'armée de mer (I., n° 883; an., S. O. de 1915, p. 465). — Sa proposition de loi tendant à la réversibilité des pensions proportionnelles sur les veuves et les orphelins des sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats de l'armée de terre et de mer qui auront pris volontairement du service pendant la guerre (I., n° 1133; an., S. de 1913, p. 806). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'affecter à l'armée de mer les inscrits maritimes de la classe 1917 (I., n° 1566; an., S. de 1915, p. 1389). — Sa proposition de résolution tendant à assimiler à des risques de guerre les pertes des navires de commerce et de pêche occasionnées par des engins de guerre (I., n° 2066; an., S. de 1916, p. 636). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'accorder le droit à la revision de la pension aux officiers mécaniciens de la marine retraités et rappelés à l'activité pour le temps de guerre (I., n° 2426; an., S. de 1916, p. 1302). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'exempter de la déclaration à l'enregistrement, les locations verbales et les baux dont la prorogation résulte des décrets sur le moratorium, lorsque les loyers et fermages n'ont pas été perçus (I., n° 2424; an., S. de 1917, p. 46). — Sa proposition de loi relative à la récupération volontaire des engagés spéciaux (I., n° 3088; an., S. de 1917, p. 332). — Sa proposition de loi tendant à relever les taux des pensions des préposés de l'inscription maritime, des syndics des gens de mer et des gardes-maritimes (I., n° 3786; an., S. de 1917, p. 1323). — Sa proposition de loi tendant à la création du grade de maître guetteur et à la suppression des classes dans les différents grades pour les guetteurs des électro sémaphores de la marine (I., n° 4263; an., S. de 1918, p. 127). — Sa proposition de loi tendant à abaisser la limite d'âge des commis greffiers devant les cours et tribunaux (I., n° 4635; an., S. de 1918, p. 602). — Sa proposition de loi tendant à accorder des sursis pour le paiement des droits de mutation (I., n° 4941; an., S. de 1918, p. 1057). — Sa proposition de loi ayant pour but d'abaisser la limite d'âge pour la retraite des officiers mécaniciens de la marine de guerre (I., n° 5067; an., S. de 1918, p. 1788). — Sa proposition de résolution tendant à libérer, sur leur demande, les engagés volontaires pour la durée de la guerre (I., n° 5288; an., S. de

1918, p. 1842). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'accorder aux agents des chemins de fer départementaux une indemnité de cherté de vie (I., n° 5328; an., S. de 1918, p. 1945). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à créer un insigne spécial pour les Alsaciens-Lorrains engagés volontaires pendant la guerre (I., n° 5364; an., S. de 1918, p. 1956). — Sa proposition de résolution tendant à faire établir par une loi des cadres l'organisation du corps des administrateurs de l'Inscription maritime (I., n° 6156; an., S. de 1919, p. 1415). — Sa proposition de résolution tendant à l'envoi en congé illimité des inscrits maritimes des classes 1914-1915-1916-1917 (I., n° 6746; an., S. de 1919, p. 2539). — Sa proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 37 du Code civil (I., n° 6747; an., S. de 1919, p. 2539). — Son rapport sur les conditions actuelles de notre commerce maritime et les moyens propres à en favoriser le développement [Répercussion de la guerre sur le commerce maritime et la pêche des ports de la Vendée et de la Charente-Inférieure, depuis le 4 août 1914 jusqu'au 30 septembre 1915] (I., n° 1358; an., S. de 1915, p. 1058). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 767 du Code civil et à maintenir l'usufruit légal au profit du conjoint survivant en cas de nouveau mariage (I., n° 2532; an., S. de 1916, p. 1476). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à réserver aux inscrits mobilisés reconnus aptes aux emplois de second maître, maître et premier-maître, la totalité des vacances qui se produisent dans ces emplois sur les navires auxiliaires de la flotte, et à conférer aux patrons borneurs, ainsi qu'aux maîtres de pêche au large, sur le vu de leurs diplômes respectifs, le grade de quartier-maître de manœuvre (I., n° 3419; an., S. de 1917, p. 846). — Son rapport sur la proposition de résolution relative à la Presse (I., n° 4442; an., S. de 1918, p. 389). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 185 et 186 du Code d'instruction criminelle (I., n° 4466; an., S. de 1918, p. 416). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier, pendant la durée de la guerre, le régime des reprises de dot (I., n° 4565; an., S. de 1918, p. 511). — Son rapport, ayant pour objet de compléter le rapport de la précédente législature, repris le 18 juin 1914, sur la proposition de loi de M. Ernest Lamy et plusieurs de

ses collègues, tendant à établir l'obligation d'un congé dans les baux à ferme sans durée limitée (I., n° 5434; an., S. de 1918, p. 2103). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à modifier, pendant la durée de la guerre, le régime des reprises de dot (I., n° 5652; an., S. de 1919, p. 493). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour but d'abaisser la limite d'âge pour la retraite des officiers mécaniciens de la marine de guerre (I., n° 5923; an., S. de 1919, p. 1104). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à faire établir par une loi des cadres l'organisation du corps des administrateurs de l'Inscription maritime (I., n° 6389; an., S. de 1919, p. 2003). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour réprimer le désordre dans la démobilisation des équipages de la flotte et assurer aux marins de tous grades la délivrance des sommes qui leur sont dues par la marine (I., n° 6902; an., S. de 1910, p. 2712). — Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Derveloy, par l'arrondissement de Provins [Seine-et-Marne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 81); de M. Franklin-Bouillon, par la 2^e circonscription de Corbeil [Seine-et-Oise] (p. 81). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (*Fixation du prix de la farine*, A., S. de 1915, t. unique, p. 1164); des propositions de loi concernant la légitimation des enfants et les mariages par procuration (p. 1796, 1797); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Paiement des impôts*, p. 1907). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Son amendement à l'article 1^{er}*, A., S. de 1916, t. unique, p. 237). — Est entendu dans la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais. *Ses observations concernant l'article 12*, p. 792; *l'article 16*, p. 847 et suiv.; *Amendement de M. Lerolle à l'article 23*, p. 906. Juridiction et procédure. *Amendement de M. Levasseur à l'article 43*, p. 951; *Son amendement à l'article 45*, p. 954 et suiv.) de ce projet de loi modifié par le Sénat (Art. 27, 28, 29 réservés :

Ses observations sur l'article 29, A., S. de 1917, t. unique, p. 1780); de ce projet de loi, modifié à nouveau par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 487). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Son amendement concernant les caserniers du génie, p. 1810*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (A., S. de 1917, t. unique, p. 218; *Son amendement concernant les membres de l'enseignement, p. 258; le retire, ibid.*; *Son amendement concernant les engagés spéciaux non soumis à révision, p. 265*). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*Ses observations concernant les inscrits maritimes exemptés et réformés n° 2, p. 517*); de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 618; *Son ordre du jour motivé, p. 656*); d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Ses amendements, p. 750 et suiv.*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Amendement de M. de l'Estourbeillon, p. 878*). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la Nation (Dispositions générales. *Son amendement à l'article 4^{er}, A., S. de 1917, t. unique, p. 1965*); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (*Son article nouveau concernant certaines locations verbales et baux échus postérieurement à la loi du 5 août 1914, p. 2541*). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi. *Son amendement au paragraphe 2 de l'article 50, A., S. de 1918, t. unique, p. 212*); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 915). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 1239; 1268, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 345, 2009). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 1010); des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils]

(*Réparation et reconstruction des bateaux de pêche, p. 1422*).

LANCIEN (M.), *Député de la 2^e circonscription de Châteaulin [Finistère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'hygiène publique (*ibid.*); de la Commission des mines (*ibid.*); de la Commission des pensions (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459); de la Commission des marchés (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la création, par les soins du Ministre de la Guerre, d'une publication bimensuelle, dans laquelle seront insérées toutes les demandes de permutation des hommes de l'armée auxiliaire (I., n° 2207; au., S. de 1916, p. 886). — Sa proposition de résolution concernant les engagés volontaires promus officiers (I., n° 5824; an., S. O. de 1919, p. 946). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'hygiène publique, sur la proposition de loi de M. Amédée Peyroux et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi du 5 août 1914 sur les allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux (I., n° 2168; an., S. de 1916, p. 763). — Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. Cazassus par la 1^{re} circonscription de Saint-Gaudens [Haute-Garonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 29). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la taxation des beurres et fromages (A., S. de 1916, t. unique, p. 1007). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives à la guerre sous-marine (A., S. de 1917, t. unique, p. 1408); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (p. 1695). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1743); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1743). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, modifiée

par le Sénat, concernant l'allaitement maternel dans les établissements industriels et commerciaux (A., S. de 1916, t. unique, p. 2400); de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2748, 2759). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2029); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Démobilisation du matériel des Ministères*, p. 3366; *Dentistes militaires*, p. 3367); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant les fournitures scolaires*, p. 3378); du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (p. 3444). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la liquidation des pensions militaires (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2032); du projet de loi concernant l'attribution, aux personnels civils de l'Etat, d'avances exceptionnelles de traitement (p. 2281); d'interpellations concernant l'application de la loi des pensions (p. 2505); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1919 pour avances exceptionnelles de traitement aux personnels civils de l'Etat (p. 3050). — Est entendu sur la fixation de la date d'une interpellation relative à la grève des cheminots du réseau breton (p. 3339). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la grève du réseau breton et le renouvellement par l'Ouest-Etat du contrat d'exploitation de ce réseau (p. 3417); est entendu sur la fixation de la date de cette interpellation (*ibid.*). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. 1, p. 81, 1952; A., S. de 1916, t. unique, p. 720; A., S. de 1918, t. unique, p. 443, 1017). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 341; A., S. de 1915, t. unique, p. 534, 1464; A., S. de 1916, t. unique, p. 1691, 1772, 2252; A., S. de 1917, t. unique, p. 2408; A., S. de 1918, t. unique, p. 2100, 2528; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 625, 2041, 2373, 3889).

LANGRET (M.), *Directeur central de l'artillerie navale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi tendant à

modifier les lois du 5 novembre 1909 et du 21 avril 1914 relatives au corps des ingénieurs de l'artillerie navale (A., S. de 1918, t. unique, p. 958).

LANDRY (M.), *Député de l'arrondissement de Calvi [Corse].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 121). — Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission du budget (p. 2707). — Sa proposition de loi relative aux œuvres qui font appel à la générosité publique (I., n° 1093; an., S. de 1915, p. 737). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'établir une taxe spéciale sur les bénéfices industriels et commerciaux extraordinaires du temps de guerre (I., n° 1595; an., S. de 1915, p. 1418). — Sa proposition de loi relative au recrutement de la main-d'œuvre étrangère et coloniale et au régime des étrangers en France (I., n° 1632; an., S. de 1915, p. 1443). — Sa proposition de loi concernant l'activité économique des étrangers en France (I., n° 1890; an., S. de 1916, p. 307). — Sa proposition de loi concernant le timbre des reçus délivrés par les banques aux titulaires de comptes de dépôts pour les versements effectués par eux à leur propre compte (I., n° 2256; an., S. de 1916, p. 938). — Sa proposition de loi tendant à la création d'une caisse nationale de prêts aux officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer (I., n° 3347; an., S. de 1917, p. 762). — Sa proposition de résolution tendant à avancer de deux classes par enfants, pour la démobilisation, les mobilisés pères de famille (I., n° 5134; S. de 1918, p. 1763). — Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions du Code civil concernant les successions déferées aux descendants et les partages d'ascendants (I., n° 5528; an., S. de 1919, p. 8). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux veuves et, en cas de décès de celles-ci, aux enfants le bénéfice des indemnités pour charges de famille instituées au profit des personnels militaires et civils au service de l'Etat (I., n° 5567,

an., S. de 1919, p. 107). — Son rapport supplémentaire sur : 1° le projet de loi fixant les conditions d'application du décret du 27 septembre 1914, relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, aux brevets d'invention intéressant les ressortissants de ces deux pays; 2° la proposition de loi de MM. André Honnorat et Adrien Dariac, tendant à limiter le bénéfice des mesures prises depuis le début de la guerre en faveur de la propriété industrielle aux ressortissants des pays étrangers qui assurent à nos nationaux un traitement de réciprocité (I., n° 731; an., S. de 1915, p. 262). — Son rapport : 1° sur les conditions actuelles de notre commerce d'exportation et les moyens propres à en favoriser le développement; 2° sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 4 mars 1898 sur l'Office national du commerce extérieur (I., n° 1081; an., S. de 1915, p. 756). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'autoriser la prorogation des sociétés commerciales dont le terme vient à échéance pendant la période des hostilités (I., n° 1171; an., S. de 1915, p. 837). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de développer les services de l'Office national du commerce extérieur et de créer un Comité consultatif du commerce d'exportation (I., n° 1346; an., S. de 1915, p. 1035). — Son avis, présenté au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, sur : 1° le projet de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage; 2° la proposition de loi de M. Mahieu, concernant la taxation des denrées alimentaires de première nécessité; 3° la proposition de loi de M. Mistral et plusieurs de ses collègues, tendant à enrayer l'augmentation du coût de la vie par la fixation de tarifs maxima et par le contrôle de la vente des denrées et produits de première nécessité; 4° la proposition de loi de MM. Aristide Jobert et Turmel, ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement, les préfets et les communes à taxer le prix de tous les objets et denrées de première nécessité (I., n° 1491; an., S. de 1915, p. 1331). — Son rapport sur le projet de loi établissant un droit de licence obligatoire en faveur de l'État sur les inventions brevetées intéressant la défense nationale (I., n° 1518; an., S. de 1915, p. 1347); son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (I., n° 1947; an., S. de 1916, p. 521). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention franco-suédoise, signée

à Paris, le 31 janvier 1916, pour la protection réciproque, en Chine, des marques de fabrique, brevets, dessins et droits d'auteur (I., n° 2212; an., S. de 1916, p. 893). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'exemption de tout droit de timbre sur la mention inscrite par le tiré, lors de la présentation d'un chèque barré à l'encaissement, et portant que l'effet sera payable au débit de son compte soit à la Banque de France, soit dans une Chambre de compensation (I., n° 2229; an., S. de 1916, p. 907); son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 2369; an., S. de 1916, p. 1150). — Son rapport sur le projet de loi étendant aux agents de change la loi du 30 décembre 1911 sur les chèques barrés (I., n° 2341; an., S. de 1916, p. 1310). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, complétant la loi du 14 juin 1865, modifiée par celle du 30 décembre 1911, sur les chèques en ce qui concerne les agents de change et les domiciliations pour paiement (I., n° 2811; an., S. de 1916, p. 1807). — Son avis, présenté au nom de la Commission de législation fiscale, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, complétant la loi du 14 juin 1865, modifiée par celle du 30 décembre 1911, sur les chèques en ce qui concerne les agents de change et les domiciliations pour paiement (I., n° 2812; an., S. de 1916, p. 1808). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet de développer les services de l'Office national du commerce extérieur (I., n° 2992; an., S. de 1917, p. 130); son rapport supplémentaire (I., n° 3124; an., S. de 1917, p. 373). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie (I., n° 2993; an., S. de 1917, p. 130). — Son rapport sur le projet de loi tendant à instituer un répertoire des opérations de change (I., n° 3621; an., S. de 1917, p. 1069). — Son rapport sur les articles 2, 3, 4 et 7 à 38 du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Art. 7 à 10 : Successions et donations] (I., n° 4025; an., S. de 1917, p. 1780); son rapport supplémentaire (I., n° 4073; an., S. de 1917, p. 1976). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale] (I., n° 4028; an., S. de 1917, p. 2452). — Son avis, présenté

au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur séjour dans les régions envahies, les assurés de la loi des retraites ouvrières et paysannes, ainsi que les ouvriers mineurs mobilisés ou restés en pays envahis (I., n° 4384 ; an., S. de 1918, p. 273). — Son rapport sur le projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (I., n° 4429 ; an., S. de 1918, p. 59) ; son rapport supplémentaire (I., n° 4826 ; an., S. de 1918, p. 909). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi étendant, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents (I., n° 4629 ; an., S. de 1918, p. 569). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à modifier les articles 10 (§ 5) et 36 (§ 6, 1^o) de la loi du 5 avril 1910 modifiée, sur les retraites ouvrières et paysannes, et l'article 4 (avant-dernier paragraphe) de la loi du 25 février 1914, modifiant la loi du 29 juin 1894 et créant une caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs (I., n° 4781 ; an., S. de 1918, p. 851). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à modifier les articles 10 (§ 5) et 36 (§ 6, 1^o) de la loi du 5 avril 1910 modifiée, sur les retraites ouvrières et paysannes, et l'article 4 (avant-dernier paragraphe) de la loi du 25 février 1914, modifiant la loi du 29 juin 1894 et créant une caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs [Art. 1^{er} et 2 disjoints] (I., n° 4850 ; an., S. de 1918, p. 927). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale] (I., n° 5192 ; an., S. de 1918, p. 1979). — Son rapport sur la proposition de loi pour la réglementation et le contrôle des sommes déposées en compte courant et en dépôt dans les établissements financiers et chez les banquiers (I., n° 5338 ; an., S. de 1918, p. 2002). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion (I., n° 5405 ; an., S. de 1918, p. 2091). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services de l'Exercice 1919 [Colonies. — Budget annexe du chemin de fer et du port de de la Réunion] (I.,

n° 5447 ; an., S. de 1918, p. 2844) ; son rapport supplémentaire (I., n° 6160 ; an., S. de 1919, p. 1522). — Son rapport sur le projet de loi étendant à toutes les veuves et à tous les orphelins des fonctionnaires rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies décédés sous les drapeaux au cours de la guerre actuelle le bénéfice des règlements instituant des suppléments temporaires de traitements ou indemnités de cherté de vie et des allocations pour charges de famille (I., n° 5514 ; an., S. de 1918, p. 3024). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 15 juillet 1914 modifiée par la loi du 30 décembre 1916 établissant un impôt général sur le revenu (I., n° 5526 ; an., S. de 1919, p. 4). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Colonies de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 pour procéder à la constitution de stocks de bois provenant des colonies françaises (I., n° 5599 ; an., S. de 1919, p. 126). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi tendant au recensement des profits de guerre (I., n° 5699 ; an., S. de 1919, p. 810). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la régularisation d'un décret du 1^{er} mars 1919, ouvrant un crédit additionnel de 60.000 francs au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion (I., n° 5981 ; an., S. de 1919, p. 1189). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 100 millions de francs en faveur des petits commerçants, des petits industriels, des petits fabricants et artisans démobilisés (I., n° 6364 ; an., S. de 1919, p. 1974). — Son avis, présenté au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 100 millions de francs en faveur des petits commerçants, des petits industriels, des petits fabricants et artisans démobilisés (I., n° 6365 ; an., S. de 1919, p. 1978). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à la suppression des restrictions réglementaires sur le marché des valeurs et à l'élaboration d'un nouveau statut financier (I., n° 6524 ; an., S. de 1919, p. 3124). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'attribution d'une partie de la redevance supplémentaire versée par la Banque de France au Trésor, en vertu de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, à une banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la

France (L., n° 6537; an., S. de 1919, p. 2151). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet l'attribution d'une partie de la redevance supplémentaire versée par la Banque de France au Trésor, en vertu de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, à une banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France (L., n° 6539; an., S. de 1919, p. 2151). — Son rapport sur la projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet l'attribution d'une partie de la redevance supplémentaire versée par la Banque de France au Trésor, en vertu de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, à une banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France (L., n° 7103 rectifié; an., S. de 1919, p. 3068). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, ayant pour objet l'attribution d'une partie de la redevance supplémentaire versée par la Banque de France au Trésor, en vertu de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, à une banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France (L., n° 7104; an., S. de 1919, p. 3069). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet de faire participer la colonie de la Réunion dans les résultats financiers de l'exploitation du chemin de fer et du port de la Réunion (L., n° 7181; an., S. de 1919, p. 3167). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, accordant aux fonctionnaires coloniaux mobilisés un complément spécial de traitement pendant la durée de leur présence sous les drapeaux (L., n° 7187; an., S. de 1919, p. 3170). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédit, sur l'exercice 1919, en vue du relèvement des traitements du personnel du chemin de fer et du port de la Réunion (L., n° 7195; an., S. de 1919, p. 3173). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture d'un crédit de 50 millions de francs en faveur des petits commerçants, des petits fabricants et artisans démobilisés (L., n° 7234; an., S. de 1919, p. 3186). — Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Lefèvre (Abel), par la 1^{re} circonscription d'Evreux [Eure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 25). — Demande à interpeller le Gouvernement sur

sa politique financière (p. 722). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Postes et Télégraphes: *Répartition des indemnités complémentaires du traitement accordées aux fonctionnaires des différentes administrations de l'Etat*, p. 547. Loi de Finances: *Discussion générale*, p. 578; *Taxe frappant les roulotiers*, p. 618; *Taxe représentative des droits de cession des fonds de commerce*, p. 621; *Son amendement relatif aux droits d'enregistrement pour les mutations à titre onéreux des biens meubles corporels*, p. 637, 639; *Compte des dépenses de l'occupation militaire du Maroc*, p. 645; *Impôt général sur le revenu, réductions d'impôts*, p. 736; *Son amendement relatif aux réductions pour charges de famille*, p. 742; *Taxation au décès du redevable*, p. 785; *Valeurs mobilières déposées ou existant à l'étranger*, p. 797). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le programme militaire qu'il entend suivre au Maroc (p. 722). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie [Brevets d'invention] (A., S. de 1915, t. unique, p. 359, 363, 368, 369, 370). — Est entendu sur la demande de renvoi à une Commission spéciale, d'une proposition de loi tendant à organiser la liquidation des engagements en cours sur le marché financier de Paris (p. 1076). — Prend part à la discussion: du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1695); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies (A., S. de 1916, t. unique, p. 29 et suiv.); du projet de loi concernant: 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéficiaires de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Amendement de M. Lairolle à l'article premier*, p. 240; *Son amendement à cet article*, p. 242; *Son amendement au premier paragraphe de l'article 2*, p. 258; *Son amendement à l'alinéa 1^o de cet article*, p. 260; *Amendement de M. Lairolle relatif à cet alinéa*, p. 261; *Son amendement à l'alinéa 2^o*, p. 262; *Modifie cet amendement*, p. 263; *Ses amendements: à l'alinéa 5^o*, p. 264; *à l'alinéa 6^o*, *ibid.*; *Ses amendements: à l'alinéa 7^o*, p. 265; *à l'alinéa 8^o*, p. 267; *Ses observations sur l'article 5 relatif au calcul du bénéfice*, p. 279;

Son amendement à l'article 4, p. 284 ; *le retire*, *ibid.* ; *Ses observations relatives à l'assemblée générale des chambres de commerce*, p. 287 ; *Son amendement à l'article 10*, p. 291 ; *Son article additionnel 11 ter*, p. 304 ; des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Son amendement à l'article 12*, p. 791). Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à la réunion d'une conférence économique interparlementaire (p. 1071). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'émission des valeurs mobilières pendant la durée des hostilités (p. 1086) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Amendement de M. Paul Morel au paragraphe 4 de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1341 ; *Amendement de M. Bouveri concernant l'application du régime à la Corse*, p. 1344). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1420, 1421). — Intervient dans la discussion de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1547). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1917 (*Son amendement concernant les familles nombreuses*, p. 1570) ; d'une proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Disposition additionnelle de M. Viollette*, p. 1673) ; d'une interpellation sur l'exécution des mesures adoptées en vue de satisfaire aux besoins de la main-d'œuvre agricole (p. 1681) ; d'une interpellation sur l'utilisation des effectifs militaires (p. 2030). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2541). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'attribution, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (*Son amendement*, p. 2849 ; *le retire*, *ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les pères de familles nombreuses*, A., S. de 1917, t. unique, p. 258 et 259) ; du projet et de la proposition de loi concernant la réforme du régime des entrepôts (*Discussion générale*, p. 404 et suiv. ; *Contre-projet de M. Chaumet*, p. 930). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 777) ; du projet de loi tendant à accorder aux personnels civils de l'Etat une indemnité

temporaire de cherté de vie (A., S. de 1917, t. unique, p. 1082) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits en vue d'accorder aux personnels civils de l'Etat des allocations de cherté de vie (p. 1163). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Discussion générale*, p. 1824 ; *Amendement relatif aux syndicats agricoles et aux sociétés coopératives de consommation*, p. 1886). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la préparation de la réorganisation économique du pays (p. 2410). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur les successions*, p. 3537, 3544, 3547 et suiv., 3558) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3900). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918, t. unique, p. 501). — Développe son interpellation sur la réorganisation économique du pays (p. 867). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Réductions pour charges de famille en ce qui touche l'impôt sur le revenu*, p. 1093). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Discussion générale*, p. 1373, 1423 et suiv. ; 1442, 1483, 1510 ; *Amendement de M. Vincent Aurriot relatif aux bénéfices de guerre*, p. 1772 ; *Amendement de M. Magniaudé sur le même sujet*, p. 1797, 1800 ; *Amendement concernant le montant de l'émission fiduciaire affectée au Trésor*, p. 1834 ; *Amendement de M. Barthe concernant : le portefeuille moratoré*, p. 1876, 1877 ; *la gérance du fonds spécial de réserve et d'amortissement*, p. 1879 ; *la suppression du paragraphe 5 de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1887 ; *les institutions de crédit agricole*, p. 1904 ; *Amendements relatifs : à la création de succursales*, p. 1915 ; *à l'application de la loi sur les sociétés anonymes à participation ouvrière et le nombre des actions nécessaires pour participer aux assemblées générales*, p. 1925 ; *au règlement des effets par chèque postal*, p. 1928 ; *aux tractations internationales relatives à la valeur libératoire des métaux précieux*, p. 1933 ; *Amendement de M. Tournan concernant le crédit agricole et autres œuvres de crédit*, p. 1937 ; *Amende-*

ments relatifs : à l'émission des coupures de un franc et de cinquante centimes, *ibid.* ; à l'attribution des fonctions de gouverneur et de sous-gouverneur, A., S. de 1918, t. unique, p. 1939 ; à l'assemblée générale des actionnaires, p. 1950 ; aux qualités à remplir pour être actionnaire de la Banque de France, p. 1954 ; aux petites coupures émises par les chambres de commerce et non rentrées à l'expiration du délai de remboursement, p. 1955 ; Amendements : de M. Labroue tendant à ce qu'aucun régent ne puisse être administrateur de sociétés étrangères, p. 1971 ; de M. Bedouce concernant le portefeuille des banques recevant des dépôts remboursables à vue ou à trois mois, p. 1976 ; de M. Jobert concernant le remboursement en espèces des billets de banque, p. 1978 ; Donne lecture de la convention additionnelle signée le 26 juillet 1918, p. 1980). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 1479). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1276). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 1404) ; d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (p. 2052). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2451). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1919 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Solde des troupes aux colonies*, p. 2493) ; pour un fait personnel (p. 2496) ; dans la discussion de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la réforme électorale (p. 2891). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 100 millions de francs en faveur des petits commerçants, fabricants et artisans démobilisés (p. 3061 et suiv.). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux petits commerçants, industriels, fabricants et artisans démobilisés (p. 4791). — Donne lecture du rapport fait par M. Lugol concernant une proposition de loi relative à l'allocation tempo-

raire aux militaires retraités proportionnels (A., S. 1919, t. unique, p. 4796). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France (p. 4797). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2862 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1484). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1691 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 2100 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1717, 2083).

LANIEL (M. HENRI), *Député de l'arrondissement de Lisieux [Calvados]*,

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi concernant les nominations et promotions dans la Légion d'honneur pour faits de guerre (I., n° 1372 ; an., S. de 1915, p. 1049). — Sa proposition de résolution concernant les permissions des prisonniers rapatriés (I., n° 5272 ; an., S. de 1918, p. 1839). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Ballande] (I., n° 5586 ; an., S. de 1919, p. 121). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de faits de pression administrative qui se seraient produits dans l'arrondissement de Lisieux au cours de la dernière campagne électorale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 146). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 944) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1257 et suiv. ; *Amendement de M. Lorient à l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1338 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux permissions militaires (*Son amendement*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2257). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant le régime de l'alcool (Titre 1^{er}. Monopole de l'alcool industriel : *Son amendement à l'article 7 concernant l'alcool d'industrie à livrer pour la consommation de bouche*, A., S. de 1918, t. unique, p. 2703). — Prend part à la discussion ; du projet de loi, modifié par le Sénat,

relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1292); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2° de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4000, 4404). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 81, 1419; A., S. de 1916, t. unique, p. 998; A., S. de 1917, t. unique, p. 854; A., S. de 1918, t. unique, p. 646, 1968). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 2408, 3420; A., S. de 1918, t. unique, p. 958).

LAPIE (M.), *Directeur de l'enseignement primaire.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 419); du budget de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2499); des crédits en vue de l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (p. 3158).

LA PORTE (M. DE), *Député de la 2° circonscription de Niort [Deux-Sèvres].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre de la Commission du règlement (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 2156); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (*ibid.*). = Son rapport sur une proposition de résolution tendant à la distribution aux Chambres du texte complet du traité préparé par la conférence de la paix (I., n° 6302; an., S. de 1919, p. 1811). = Ses rapports, au nom du 6° Bureau, sur les élections : de M. de Chambrun par l'arrondissement de Marvejols [Lozère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 45); de M. Margaine

(Alfred) par l'arrondissement de Sainte-Menehould [Marne] (p. 47). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Travaux publics : *Son amendement concernant l'attelage automatique sur certaines lignes du réseau de l'Etat*, p. 552, 554). — Prend part à la discussion de plusieurs interpellations sur le ravitaillement en charbon de la population civile (A., S. de 1917, t. unique, p. 1946). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le renvoi des vieilles classes, l'organisation des permissions et sursis utiles à l'agriculture et l'utilisation des territoriaux (p. 2196). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (A., S. de 1918, t. unique, p. 1067). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1120). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1569); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3412). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant : la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 547); l'aggravation de la crise des transports (p. 1713). — Parle sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de la paix (p. 2157). — Est entendu : dans la discussion d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2196, 2203); sur la fixation de la date de la nomination de la Commission de la paix (p. 2536). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 au titre du budget ordinaire des services civils et au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils (*Son amendement tendant à augmenter le crédit de l'article 1^{er} du Ministère des Travaux publics*, p. 4489). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 96, 406; A., S. de 1915, t. unique, p. 150, 152, 534, 1464; A., S. de 1916, t. unique, p. 121, 1271; A., S. de 1917, t. unique, p. 130, 338, 1762; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 113, 1330, 2629). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 252, 1414; A., S. de 1917, t. unique, p. 2408, 3669; A., S. de 1918, t. unique, p. 6, 2131).

LAROCHE (M. HIPPOLYTE), *Député de l'arrondissement de la Flèche [Sarthe]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 923).

LARROQUE (M. le colonel), *Directeur des troupes coloniales au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1919 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2374); des crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils pour le deuxième semestre de 1919 (*ibid.*).

LASIES (M.), *Député de la 2^e circonscription du 6^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre de diverses Commissions (F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi portant établissement de l'impôt automatique sur le revenu par extension du timbre proportionnel aux paiements de toute nature supérieurs à dix francs (L., n° 350; an., S. O. de 1914, p. 2042). — Sa proposition de loi ayant pour but de transformer en cinquième arme les services de l'aéronautique (L., n° 3083; an., S. de 1917, p. 2085). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à perpétuer la mémoire du capitaine Guynemer (L., n° 3812; an., S. de 1917, p. 1339). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la révision des lois constitutionnelles de 1875 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 146). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris le 15 juin 1914 (p. 200); dans la discussion de cette interpellation (p. 333). — Prend part à la discussion : du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (p. 238, 238);

d'une proposition de résolution complétant l'article 135 du Règlement de la Chambre [Répartition des sièges dans la salle des séances] (p. 272). — Est entendu dans la discussion d'un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (p. 385). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence, une proposition de loi portant établissement de l'impôt automatique sur le revenu par l'extension du timbre proportionnel aux paiements de toute nature supérieurs à 10 francs (p. 598); demande le renvoi au lendemain de la lecture de sa proposition (p. 625); expose les motifs de l'urgence (p. 655). — Demande la parole pour un rappel au règlement (p. 763). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu*, p. 783). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (A., S. de 1916, t. unique, p. 2541). — Est entendu pour un rappel au Règlement (A., S. de 1917, t. unique, p. 672). — Prend part à la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (p. 2020, 2022, 2027); de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'armée active (*Ses amendements*, p. 2029 et suiv.; *Ses observations*, p. 2078, 2095, 2098, 2103). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la réorganisation politique et administrative du pays (p. 2547). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2832). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à perpétuer la mémoire du capitaine Guynemer (p. 2837). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3363); du projet de loi concernant les crédits provisoires du deuxième trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôts sur les paiements et les dépenses*, p. 3592; *Son amendement y relatif*, p. 3641). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le régime de censure politique appliqué aux journaux républicains de province (A., S. de 1918, t. unique, p. 12); d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée « La part du combattant » (p. 112); d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites

propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 297). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 1836). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2548, 2556, 2650, 2865 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1303, 1419, 1494, 2196, 2860, 3420, 3669 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 126, 898, 2565 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4599).

LA TRÉMOILLE (M. le duc DE),
Député de la 4^e circonscription de Bordeaux
[Gironde].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission des boissons (F. n° 11 ; J. O. de 1914, p. 5370) ; de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission des décrets (F. n° 244 ; J. O. de 1916, p. 10342) ; de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803) ; de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles (I., n° 267 ; an., S. O. de 1914, p. 1981). — Sa proposition de loi tendant à accorder le droit de vote dans les élections politiques, départementales et municipales, aux jeunes gens de moins de 21 ans ayant servi dans les armées de la République au cours de la guerre actuelle (I., n° 638 ; an., S. de 1915, p. 179). — Sa proposition de loi tendant à modifier les deux premiers paragraphes de l'article 13 de la loi du 29 mars 1914, relatif à l'évaluation des propriétés non bâties (I., n° 1902 ; an., S. de 1916, p. 390). — Sa proposition de loi tendant à établir une taxe sur les effets moratoriés souscrits par des négociants non mobilisés (I., n° 1923 ; an., S. de 1916, p. 413). — Sa proposition de loi étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux minerais, mottes et scories de plomb d'origine et de provenance tunisiennes contenant plus de 30 0/0 de métal (I., n° 2606 ; an., S. de 1916, p. 1556). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le paiement de la solde marine due aux inscrits maritimes versés dans l'armée de terre (I., n° 2995 ; an., S. de 1917, p. 147). — Sa propo-

sition de loi tendant à ouvrir un crédit de 2.000.000 francs au Ministre de l'Agriculture, en vue de venir en aide aux viticulteurs de la Gironde dont les récoltes ont été compromises par la grêle (I., n° 3535 ; an., S. de 1917, p. 982). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate tendant à permettre la consommation de la viande, le jour où elle est interdite, à certaines catégories de travailleurs (I., n° 4622 ; an., S. de 1918, p. 567). — Sa proposition de loi, présenté avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier le tableau B de la loi du 22 mars 1918, portant désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 0/0 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 (I., n° 4811 ; an., S. de 1918, p. 875). — Sa proposition de résolution tendant à augmenter le relèvement temporaire de solde des sous-agents techniques des poudres, mariés ou pères de famille (I., n° 4842 ; an., S. de 1918, p. 922). — Sa proposition de loi tendant à réglementer l'apposition de marques, en France, sur les produits d'importation étrangère (I., n° 5396 ; an., S. de 1918, p. 2070). — Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes (I., n° 5550 ; an., S. de 1919, p. 88). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate invitant le Gouvernement à laisser pénétrer librement les matières premières, les objets manufacturés nécessaires à notre exportation, ainsi que les machines agricoles, et à revenir le plus rapidement possible à la liberté commerciale (I., n° 5979 ; an., S. de 1919, p. 1183). — Sa proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 29 juin 1907 [Déclarations de récoltes de vins] (I., n° 6328 ; an., S. de 1919, p. 1866). — Sa proposition de résolution présentée avec demande de discussion immédiate tendant à inviter le Gouvernement à livrer, au prix de revient, aux huiliers français les graines oléagineuses qu'il possède et à interdire la sortie des produits oléagineux (I., n° 6329 ; an., S. de 1919, p. 1867). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc (I., n° 555 ; an., S. de 1915, p. 73). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets pris du 31 juillet au

3 décembre 1914 et ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de suspendre les droits d'entrée sur diverses marchandises (I., n° 556 ; an., S. de 1915, p. 74). — Son rapport sur le projet de loi tendant à approuver le décret du 22 août 1914 qui a autorisé les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à suspendre les droits applicables aux denrées d'alimentation et de première nécessité à l'entrée et à la sortie de leurs colonies respectives (I., n° 654 ; an., S. de 1915, p. 192). — Son rapport ayant pour objet de modifier le rapport de la précédente législature, repris le 7 juillet 1914, sur le projet de loi étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisiennes et habitant les officiers du service des affaires indigènes en Tunisie à délivrer les certificats d'origine dans les territoires du Sud où ils font l'office de contrôleurs civils (I., n° 831 ; an., S. de 1915, p. 335). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de réduire les droits d'entrée sur diverses marchandises (I., n° 869 ; an., S. de 1915, p. 354). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de suspendre la totalité du droit de douane sur le papier journal et les pâtes de cellulose jusqu'à la fin des hostilités (I., n° 913 ; an., S. de 1915, p. 413). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 26 mai 1915 ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie (I., n° 1117 ; an., S. de 1915, p. 747). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet de réduire les droits d'entrée sur le papier destiné à l'impression des journaux et sur les pâtes de cellulose destinées à la fabrication de ce même papier (I., n° 1198 ; an., S. de 1915, p. 854). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à charger la Commission des douanes d'étudier les divers tarifs douaniers ainsi que les conventions commerciales et les traités de commerce existant tant en France qu'à l'étranger (I., n° 1199 ; an., S. de 1915, p. 854). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant ratification du décret du 3 juillet 1915 prohibant la sortie ainsi que la réexportation, sous un régime douanier quelconque, de l'or brut en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits, ainsi que des monnaies d'or ; 2° le projet de loi portant ratification du décret du 1^{er} avril 1915 prohibant la sortie et la réexportation, sous un

régime quelconque, des monnaies de nickel, de cuivre et de billon (I., n° 1234 ; an., S. de 1915, p. 927). — Son premier rapport sur les divers tarifs douaniers ainsi que les conventions commerciales et les traités de commerce existants, tant en France qu'à l'étranger [Observations préliminaires] (I., n° 1323 ; an., S. de 1915, p. 1165). — Son rapport concernant l'étude des divers tarifs douaniers ainsi que les conventions commerciales et les traités de commerce existants, tant en France qu'à l'étranger [Russie] (I., n° 1324 ; an., S. de 1915, p. 265). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant ratification du décret du 10 septembre 1915, prohibant la sortie de l'Algérie, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement, des tabacs en feuilles ou en côtes ; 2° le projet de loi portant ratification du décret du 18 novembre 1915 prohibant la sortie, ainsi que la réexportation, sous un régime douanier quelconque, de l'argent brut, en masses, en lingots, barres, poudre, objets détruits (I., n° 1577 ; an., S. de 1915, p. 1404). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant ratification du décret du 10 septembre 1915, prohibant la sortie de l'Algérie, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement, des tabacs en feuilles ou en côtes (I., n° 1763 ; an., S. de 1916, p. 142). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification : 1° du décret du 18 novembre 1915 prohibant la sortie, ainsi que la réexportation, sous un régime douanier quelconque, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits ; 2° du décret du 28 décembre 1915, autorisant des dérogations aux dispositions du décret précité du 18 novembre 1915 (I., n° 1764 ; an., S. de 1916, p. 142). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de suspendre les droits de douane sur les charbons de bois de Tunisie importés en France (I., n° 1765 ; an., S. de 1916, p. 142). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant ratification du décret du 20 juin 1915 prohibant divers produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc ; 2° le projet de loi portant ratification de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc (I., n° 1766 ; an., S. de 1916, p. 143). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter les

droits de douane (I., n° 2024 ; an., S. de 1916, p. 616). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de divers décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de suspendre les droits d'entrée sur diverses marchandises (I., n° 2222 ; an., S. de 1916, p. 899). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 3 décembre 1915 prohibant la sortie et la réexportation des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, sous un régime douanier quelconque, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits (I., n° 2349 ; an., S. de 1916, p. 1089). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions d'entrée ou d'augmenter les droits de douane sur diverses marchandises (I., n° 2510 ; an., S. de 1916, p. 1458). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de divers décrets ayant pour objet de prohiber la sortie ou la réexportation des colonies et protectorats, autres que la Tunisie et le Maroc, de certains produits (I., n° 2534 ; an., S. de 1916, p. 1468). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 7 août 1916 prohibant la sortie, ainsi que la réexportation, en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement, des tabacs de toute espèce (I., n° 2679 ; an., S. de 1916, p. 1636). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant la surveillance du blocus (I., n° 2754 ; an., S. de 1916, p. 1747). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant l'autorisation d'exportation des tartres et lies de vin (I., n° 2756 ; an., S. de 1916, p. 1796). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 18 décembre 1916, qui a majoré les droits d'importation afférents aux tabacs fabriqués, autres que pour la régie (I., n° 3075 ; an., S. de 1917, p. 255). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de divers décrets ayant pour objet de prohiber la sortie ou la réexportation des colonies ou protectorats autres que la Tunisie et le Maroc, de certains produits (I., n° 3077 ; an., S. de 1917, p. 282). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie et des prohibitions d'entrée sur diverses marchandises (I., n° 3078 ; an., S. de 1917, p. 282). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 22 décembre 1916 qui a prohibé l'importation en France et en Algérie, sous un régime douanier quelconque,

des alcools (eaux-de-vie et alcools autres) et des liqueurs d'origine et de provenance étrangère (I., n° 3128 ; an., S. de 1917, p. 388). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie et des droits de sortie sur diverses marchandises (I., n° 3348 ; an., S. de 1917, p. 763). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'augmenter ou de diminuer des droits d'entrée (I., n° 3514 ; an., S. de 1917, p. 968). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 21 juin 1917, qui a majoré les droits d'importation des tabacs en Corse (I., n° 3650 ; an., S. de 1917, p. 1133). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 22 mars 1917 qui prohibe l'entrée en France des marchandises d'origine ou de provenance étrangère (I., n° 3730 ; an., S. de 1917, p. 1841). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc (I., n° 4256 ; an., S. de 1918, p. 115). — Son rapport sur le projet de loi tendant à la saisie, à défaut de production de l'autorisation réglementaire, des marchandises prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916 (I., n° 4300 ; an., S. de 1918, p. 163). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 17 janvier 1918 qui a majoré les droits d'importation afférents aux tabacs fabriqués, autres que pour la Régie (I., n° 4306 ; an., S. de 1918, p. 169). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie sur diverses marchandises (I., n° 4465 ; an., S. de 1918, p. 416). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 29 avril 1918 qui a majoré les droits d'importation des tabacs en Corse (I., n° 4789 ; an., S. de 1918, p. 857). — Son rapport sur la proposition de loi instituant une nouvelle réglementation du dépôt d'office de la douane (I., n° 4881 ; an., S. de 1918, p. 945). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 26 avril 1918 réglementant la vente et la consommation de la viande (I., n° 5007 ; an., S. de 1918, p. 1194). — Son premier rapport sur le projet de loi portant ratification : 1° du décret du 13 mai 1918, modifiant l'article 12 du décret du 12 février 1918 en ce qui concerne la consommation du fromage à pâte dure dans les hôtels et restaurants les jours où la consommu-

tion de la viande est interdite ; 2° du décret du 21 mai 1918, relatif à la déclaration des surfaces ensemencées en céréales, au battage et au prix des céréales de la récolte 1918 ; 3° du décret du 21 mai 1918, relatif à la fabrication et au commerce des laits condensés ; 4° du décret du 22 mai 1918, réglementant le commerce du bétail à Paris ; 5° du décret du 25 mai 1918, réglementant la vente des denrées destinées à la nourriture des chevaux dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise ; 6° du décret du 28 mai 1918, réglementant la vente de la viande sur pied et de la viande abattue ; 7° du décret du 28 mai 1918, relatif au recensement du bétail ; 8° du décret du 1^{er} juin 1918, fixant les prix de vente des graines oléagineuses d'importation, ainsi que des huiles et tourteaux en provenant ; 9° du décret du 4 juin 1918, autorisant pendant les jours sans viande, dans les établissements d'alimentation, la consommation de certains produits interdits par le décret du 12 février 1918 [Décrets des 13 mai 1918 et 4 juin 1918] (I., n° 5008 ; an., S. de 1918, p. 1195). — Son premier rapport sur le projet de loi portant ratification : 1° du décret du 16 juillet 1918, abrogeant le décret du 26 avril 1918 réglementant la vente et la consommation de la viande et les décrets des 13 mai et 14 juin 1918 autorisant, pendant les jours sans viande, dans les établissements d'alimentation, la consommation de certains produits interdits ; 2° du décret du 22 juillet 1918, relatif au régime des céréales et de la meunerie [Décret du 16 juillet 1918] (I., n° 5009 ; an., S. de 1918, p. 1137). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc (I., n° 5156 ; an., S. de 1918, p. 1772). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie sur diverses marchandises (I., n° 5157 ; an., S. de 1918, p. 1772). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification d'un décret ayant pour objet d'augmenter des droits d'entrée (I., n° 5158 ; an., S. de 1918, p. 1773). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 8 février 1918 prohibant, dans les colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des sucres à destination de la métropole et des colonies et pays de protectorat (I., n° 5308 ; an., S. de 1918, p. 1860). — Son 2^e rapport sur le projet de loi

portant ratification : 1° du décret du 13 mai 1918, modifiant l'article 12 du décret du 12 février 1918 en ce qui concerne la consommation du fromage à pâte dure dans les hôtels et restaurants les jours où la consommation de la viande est interdite ; 2° du décret du 21 mai 1918, relatif à la déclaration des surfaces ensemencées en céréales, au battage et au prix des céréales de la récolte de 1918 ; 3° du décret du 21 mai 1918, relatif à la fabrication et au commerce des laits condensés ; 4° du décret du 22 mai 1918, réglementant le commerce du bétail à Paris ; 5° du décret du 25 mai 1918, réglementant la vente de denrées destinées à la nourriture des chevaux dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise ; 6° du décret du 28 mai 1918, réglementant la vente de la viande sur pied et de la viande abattue ; 7° du décret du 28 mai 1918, relatif au recensement du bétail ; 8° du décret du 1^{er} juin 1918, fixant les prix de vente des graines oléagineuses d'importation, ainsi que des huiles et tourteaux en provenant ; 9° du décret du 4 juin 1918, autorisant pendant les jours sans viande, dans les établissements d'alimentation, la consommation de certains produits interdits par le décret du 12 février 1918 [Décret du 28 mai 1918 relatif au recensement du bétail] (I., n° 5465 ; an., S. de 1918, p. 2921). — Son rapport sur le projet de loi ratifiant le décret du 4 janvier 1919 abrogeant diverses dispositions relatives à la fabrication et à la consommation des denrées alimentaires (I., n° 5783 ; an., S. de 1919, p. 910). — Son rapport sur les projets de loi portant ratification : 1° du décret du 1^{er} juin 1918, fixant les prix de vente des graines oléagineuses d'importation, ainsi que des huiles et tourteaux en provenant ; 2° du décret du 6 juin 1918, fixant les prix maxima de vente des graisses végétales alimentaires et industrielles ; 3° du décret du 10 septembre 1918, fixant le prix de vente maximum des coques broyées d'arachides, dites repasses ; 4° du décret du 29 octobre 1918, réglementant la vente des huiles d'olive ; 5° du décret du 2 décembre 1918, fixant les prix de vente maxima des graines et fruits oléagineux et des produits qui en dérivent (1) (I., n° 5803 ; an., S. de 1919, p. 921). — Son rapport sur le projet de loi fixant les conditions dans lesquelles le Gouvernement est autorisé à négocier les conventions de commerce (I., n° 5872 ; an., S. de 1919, p. 1021). —

(1) Ce document n'a pas été publié.

Son rapport sur le projet de loi portant modification du régime douanier des produits pétroliers en France (I., n° 5873 ; an., S. de 1919, p. 1022). — Son rapport sur la proposition de loi modifiant la loi du 20 janvier 1919 sur les marchandises d'origine ou de provenance étrangères (I., n° 5942 ; an., S. de 1919, p. 1115). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes (I., n° 6215 ; an., S. de 1919, p. 1670). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à mettre fin au régime de guerre qui interdit l'importation du papier en France (I., n° 6229 ; an., S. de 1919, p. 1702). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à développer notre exportation sur les vins et à modifier le décret du 13 mai 1919 (I., n° 6258 ; an., S. de 1919, p. 1761). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, fixant les conditions dans lesquelles le Gouvernement est autorisé à négocier les conventions de commerce (I., n° 6430 ; an., S. de 1919, p. 2023). — Son rapport, sur la demande de discussion immédiate et sur le fond, de la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à livrer au prix de revient, aux huiliers français, les graines oléagineuses qu'il possède et à interdire la sortie des produits oléagineux (I., n° 6445 ; an., S. de 1919, p. 2057). — Son rapport sur le rôle et la situation de la métallurgie en France (I., n° 6553 ; an., S. de 1919, p. 2170). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 20 janvier 1919 relatif à la revision des prohibitions de sortie (I., n° 6557 ; an., S. de 1919, p. 2180). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 13 mai 1919, réduisant le nombre des marchandises pour lesquelles la prohibition d'exportation reste provisoirement nécessaire (I., n° 6558 ; an., S. de 1919, p. 2180, 2660). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission d'enquête chargée d'examiner les opérations effectuées pendant la guerre par les services du Ministère du Ravitaillement (I., n° 6571 ; an., S. de 1919, p. 2255). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification des décrets du 28 mai et du 9 juillet 1919, qui ont modifié les droits d'importation afférents aux tabacs fabriqués autres que pour la Régie (I., n° 6814 ; an., S. de 1919, p. 2623). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 13 juin 1919

fixant la liste des marchandises qui demeurent provisoirement prohibées à l'importation (I., n° 6830 ; an., S. de 1919, p. 2639). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 8 juillet 1919 qui a substitué aux surtaxes ad valorem des coefficients de majoration des droits spécifiques (I., n° 6866 ; an., S. de 1919, p. 2680). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 14 juin 1919 qui a établi des surtaxes ad valorem à percevoir sur les marchandises d'origine étrangère en sus des droits spécifiques résultant de la loi du 11 janvier 1892 et des lois subséquentes (I., n° 6883 ; an., S. de 1919, p. 2703) ; son rapport supplémentaire (I., n° 7014 ; an., S. de 1919, p. 2940) ; son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 7129 ; an., S. de 1919, p. 3111). — Son rapport sur le projet de loi tendant à prolonger les pouvoirs accordés au Gouvernement par la loi du 6 mai 1916 (I., n° 6884 ; an., S. de 1919, p. 2703) ; son rapport supplémentaire (I., n° 7015 ; an., S. de 1919, p. 2940) ; son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 7140 ; an., S. de 1919, p. 3122). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 7 juillet 1919 relatif aux prohibitions d'entrée (I., n° 6960 ; an., S. de 1919, p. 2889). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 12 juillet 1919, fixant une liste de marchandises prohibées à l'exportation (I., n° 6996 ; an., S. de 1919, p. 2934). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification des décrets des 26 et 28 août 1919, relatifs à la prohibition de sortie de diverses marchandises (I., n° 7016 ; an., S. de 1919, p. 2941). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant ratification du décret du 7 juillet 1919 relatif aux prohibitions d'entrée (I., n° 7078 ; an., S. de 1919, p. 3043). — Son rapport concernant l'étude des divers tarifs douaniers, ainsi que des conventions commerciales et des traités de commerce existants, tant en France qu'à l'étranger [Conclusions générales] (I., n° 7141 ; an., S. de 1919, p. 3122). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Raiberti par la 1^{re} circonscription de Nice [Alpes-Maritimes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 9). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de suspendre les droits d'entrée sur diverses mar-

chandises (A., S. de 1915, t. unique, p. 83); prend part à la discussion (p. 85). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi portant approbation de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc (p. 86). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi tendant à approuver le décret du 22 août 1914 concernant la suspension des droits applicables aux denrées d'alimentation et de première nécessité à l'entrée et à la sortie des colonies (p. 261). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de réduire les droits d'entrée sur diverses marchandises (p. 604). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion : de la proposition de loi tendant à suspendre la totalité du droit de douane sur le papier-journal et les pâtes de cellulose (p. 644 et suiv.); d'un projet de loi concernant la prohibition de sortie de l'or, du nickel et du cuivre (p. 1319). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les restrictions apportées au transport des charbons (p. 2191); développe cette interpellation (p. 2300 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi et de la proposition de loi concernant la réforme du régime des entrepôts (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 398 et suiv.; *Amendement de M. Bouge à l'article 6*, p. 937). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet des explosions qui se sont produites à l'usine Rollet, à Mérignac (p. 915); développe cette interpellation (p. 1157). — Est entendu dans la discussion : des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1319); du projet de loi tendant à la constitution d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et à la suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3716); du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3803). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures prises pour assurer aux viticulteurs le soufre qui leur est nécessaire (A., S. de 1918, t. unique, p. 143); développe cette interpellation (p. 190). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la création d'un office central des produits chimiques agricoles (p. 637). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi tendant à la saisie, à défaut

de production de l'autorisation réglementaire, des marchandises prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916 (A., S. de 1918, t. unique, p. 670). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures prises pour assurer aux ouvriers agricoles la ration de pain qui leur a été promise (p. 866). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Son amendement à l'article 4*, p. 1258). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre pour assurer l'alimentation de la population ouvrière les jours sans viande (p. 1302); développe cette interpellation (p. 1319 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le maintien de prohibitions d'importation empêchant la diminution du prix de la vie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 347, 401, 405); développe cette interpellation (p. 436). — Prend part à la discussion : de sa proposition de résolution sur le rétablissement de la liberté commerciale (p. 1921); du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1928). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 1968). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 744; A., S. de 1916, t. unique, p. 6; A., S. O. de 1919, t. unique p. 2083).

LATTES (M.), *Chargé de la direction du service temporaire créé à l'Administration centrale des transports maritimes et de la marine marchande, en vue d'assurer les relations du commissariat avec les organisations interalliées des transports maritimes.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion d'interpellations relatives à la cessation des services maritimes postaux subventionnés, entre la France, l'Algérie et la Tunisie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2897).

LAUCHE (M.), *Député de la 3^e circonscription du 11^e arrondissement de Paris [Seine].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (p. 289); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. de 1918, t. unique, p. 2678); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O.

de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de loi portant protection de la propriété commerciale (I., n° 55; an., S. O. de 1914, p. 1846). — Sa proposition de loi portant taxation des loyers (I., n° 56; an., S. O. de 1914, p. 1847). — Sa proposition de loi tendant à réglementer les conditions de circulation des véhicules servant au transport en commun des personnes ou au transport des matériaux et des marchandises et à assurer la sécurité du public, tout en évitant à nos routes l'usure rapide (I., n° 1184; an., S. de 1915, p. 849). — Sa proposition de loi tendant à organiser le placement des ouvriers, employés et domestiques et les statistiques concernant le travail et le chômage (I., n° 1701; an., S. de 1916, p. 144). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la réduction et au remplacement des officiers commissaires des gares par des officiers inaptes après blessures de guerre (I., n° 2073; an., S. de 1916, p. 640). — Son rapport sur le projet de loi tendant à organiser pour les femmes le repos de l'après-midi du samedi dans les industries du vêtement (I., n° 3322; an., S. de 1917, p. 698). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels (I., n° 4945; an., S. de 1918, p. 1898); son rapport supplémentaire (I., n° 5538; an., S. de 1919, p. 476). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels (I., n° 5261; an., S. de 1919, p. 1761). — Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Blaisot (Camille), par la 1^{re} circonscription de Caen [Calvados] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 14). — Prend part à la discussion de l'élection de M. Ignacé, par la 2^e circonscription du 11^e arrondissement de Paris (p. 121; *Ses motions tendant : au renvoi au Bureau*, p. 121; *à une enquête*, p. 122; *à l'annulation des opérations électorales*, p. 124). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris, le 15 juin 1914 (p. 200). — Est élu membre de la Commission supérieure du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 307). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Guerre : *Indemnités aux familles des militaires décédés à la suite d'accidents*, p. 537, 540). — Est entendu : sur la fixation de la discussion d'une interpellation

sur l'application de la loi réglementant la fabrication et la vente des briquets (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 654); sur l'urgence d'un projet de résolution concernant des mesures de grâce à prendre envers certains citoyens (p. 825). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 239); des projet et propositions de loi concernant les accidents agricoles (*Contre-projet de MM. Turmel et Jobert*, p. 389). — Prend part à la discussion : concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé un projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 592); de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 778, 872); du projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons (p. 1069; *Ses amendements*, p. 4072 et suiv.); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (p. 1137; *Contre-projet de M. Compère-Morel*, p. 1156 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à maintenir à la disposition du Ministre de la Guerre les hommes de la classe 1888 (p. 1374 et suiv.). — Intervient dans la discussion : de l'interpellation sur les conditions dans lesquelles s'est constitué le Cabinet et sur ses intentions (p. 1497); des interpellations sur les marchés de la Guerre (p. 1842, 1942). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la discussion d'une interpellation concernant la venue de zeppelins sur Paris dans les soirées des 29 et 30 janvier 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 149); dans la discussion d'une interpellation sur l'utilisation de la main-d'œuvre militaire dans les établissements travaillant pour la défense nationale (p. 378 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 380); dans la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 426 et suiv.; *Son contre-projet*, p. 447 et suiv.; Exonérations et délais. *Son amendement à l'article 14, présenté de concert avec MM. Lafont et Laval*, p. 818 et suiv.; Dispositions générales. *Ses amendements à l'article 51*, p. 979 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les conditions dans lesquelles sont données les permissions aux hommes du front (p. 1692); développe cette interpellation (p. 1860 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*

A., S. de 1916, t. unique, p. 1869). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement concernant les diamants taillés et les pierres fines*, p. 2776). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le ravitaillement en charbon de la population parisienne (A., S. de 1917, t. unique, p. 132); dans la discussion des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (p. 186 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les hommes de la classe 1888*, p. 283; *le retire*, *ibid.*); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 870 et suiv.; *Son amendement*, p. 874; *le retire*, *ibid.*). — Adresse, au Ministre de l'Intérieur, une question relative à la grève des ouvrières du vêtement (p. 1188). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi sur l'organisation du repos du samedi pour les ouvrières du vêtement (p. 1263 et suiv.). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1279). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la non-application des règles fixées pour les permissions des soldats (p. 1500); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1503); la développe (p. 2245). — Prend part à la discussion des interpellations sur le décret du 13 juin 1917, relatif au gaz (p. 1514). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur les modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1540 et suiv., p. 1587. Exonération et délais : *Amendement de M. Levasseur à l'article 14*, p. 1604; *Amendement de M. Levasseur tendant à la suppression du dernier paragraphe de l'article 12*, p. 1621; *Amendement de M. Levasseur au paragraphe 6 de l'article 14*, p. 1629. Juridiction et procédure : *Amendement de M. Levasseur à l'article 51*, p. 1661; *Son amendement à l'article 51*, p. 1664); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 323, 351, 399, 445, 489). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures prises pour assurer le ravitaillement en pain de la population (A., S. de 1917, t. unique, p. 2947); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2987). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations sur le rapatriement ou l'échange des prisonniers de guerre

(A., S. de 1917, t. unique, p. 3201 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les poursuites en conseil de guerre contre un réformé n° 1 qui se refuse à travailler à la compagnie des chemins de fer du Nord (p. 3284); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le recensement, la révision et l'appel de la classe 1919 (p. 3827). — Prend part à la discussion des interpellations concernant la relève des vieilles classes de la territoriale encore aux armées (A., S. de 1918, t. unique, p. 254). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 260, 2688). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (*Son amendement*, A., S. de 1918, t. unique, p. 750); d'une proposition de loi tendant à faciliter la réhabilitation des condamnés militaires (p. 847). — Est entendu dans la discussion des projet et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Son amendement à l'article 4*, p. 1261). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (p. 2310). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour atténuer les effets de la cherté de la vie (p. 2367); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2367; *Son ordre du jour motivé*, p. 2376; *le retire*, *ibid.*). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la question de la libération des vieilles classes (p. 2425); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2771). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du Budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Personnel de l'enregistrement des domaines et du timbre*, p. 2469). — Intervient dans la discussion d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2492). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2679); d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2836). — Soulève un incident au sujet du dépôt d'une demande d'interpellation (p. 2912). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la libération de la classe

1890 et de la libération des R. A. T. (A., S. de 1918, t. unique, p. 2927); développe cette interpellation (p. 3005). — Prend part à la discussion; d'une interpellation sur les mesures à prendre pour assurer dans toute l'industrie nationale le passage de l'état de guerre à l'état de paix (p. 3131); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3336). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les conditions dans lesquelles sont transportés les démobilisés et permissionnaires d'Alsace et des pays ennemis occupés (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 7); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 11, 284); développe cette interpellation (p. 1550). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels (p. 687); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 3072 et suiv., 3224 et suiv.). — Est entendu dans la discussion: de propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 711); d'interpellations sur le consortium des métaux et la démobilisation des usines de guerre (p. 826). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Ouvriers et ouvrières de l'Administration du timbre envoyés en province*, p. 1342). — Est entendu: sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1527, 3218, 4463); dans la discussion d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de 8 heures (p. 1820, 1832); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant la concentration de troupes à l'occasion du 1^{er} mai (p. 1954); dans la discussion d'interpellations sur l'aggravation de la crise des transports (p. 2013, 2019). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2437, 2681 et suiv.). — Est entendu dans la discussion: des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 2522; *Son amendement concernant le service automobile*, p. 2574); du projet de loi portant ouverture de crédits en faveur des petits commerçants, artisans démobilisés (p. 3066 et suiv.); du projet de loi concernant l'amélioration des

traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3214). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la politique de ravitaillement de la nation (p. 3604). — Est entendu au cours de la discussion: du projet de loi portant approbation du traité conclu à Versailles, le 28 juin 1919 (p. 3990); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 au titre du budget ordinaire des services civils et au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils (*Sa proposition tendant à reprendre les chapitres 102 bis, 102 ter et 102 quater du budget du Ministère des Finances, disjointes par la Commission*, p. 4483); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4755). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 2528).

LAURAINÉ (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Saintes [Charente-Inférieure], Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre: de la Commission de l'armée (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission de la législation civile (A., S. de 1916, t. unique, p. 2467); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à libérer provisoirement les hommes évacués du front pour blessures ou maladies et versés dans le service auxiliaire (I., n° 1292; an., S. de 1915, p. 958). — Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. Louis Guislain, par la 2^e circonscription de Douai [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 108).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre* [Décret du 14 juin 1914] (J. O., p. 5266). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant des mesures de grâce à prendre envers certains citoyens (p. 824). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié une seconde fois par le Sénat (Guerre: *Réparations pécuniaires des dommages causés aux familles par le décès de leurs enfants*

morts des suites des épidémies et autres maladies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 835).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2614); du projet et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (*Son amendement à l'article 11*, A., S. de 1917, t. unique, p. 939); des projet et propositions de loi concernant le régime de l'alcool (*Amendement à l'article 7 présenté par M. Jobert concernant le prix de l'alcool livré à la consommation de bouche*, A., S. de 1918, t. unique, p. 2731; *Amendement de M. Delpierre tendant à établir, dans certains cas une taxe supplémentaire sur les alcools de bouche*, p. 2851; *Son sous-amendement à cet amendement*, p. 2856). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1321); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la protection des appellations d'origine (p. 1938, 1941). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2; A., S. de 1917, t. unique, p. 2860; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3061). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 6, 1080; A., S. de 1918, t. unique, p. 76; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 183).

LAURENT (M. l'Intendant militaire), *Inspecteur général de l'habillement*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1271).

LAURENT (M. EUGÈNE), *Député de l'arrondissement de Cosne [Nièvre]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre deux membres de la Chambre [MM. Caillaux et Loustalot] (F., n° 378; J. O. de 1917, p. 10179); de la Commission d'enquête sur la métallurgie

(A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de loi tendant à intensifier la culture du blé en France (I., n° 612; an., S. de 1915, p. 164). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles afin d'intensifier la culture du blé en France, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1289; an., S. de 1915, p. 957). — Sa proposition de loi tendant à élargir la loi du 22 juin 1915 relative à l'envoi gratuit de colis aux militaires (I., n° 1702; an., S. de 1916, p. 54). — Sa proposition de résolution concernant les militaires qui ont eu des frères tués à l'ennemi (I., n° 5565; an., S. de 1919, p. 107). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Jean Hennessy] (I., n° 4018; an., S. de 1917, p. 1778). — Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur l'élection de M. Pays, par la 8^e circonscription de Lyon [Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 64). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son amendement à l'article 5*, A., S. de 1915, t. unique, p. 242; *Disposition additionnelle à l'article 11*, p. 249); d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés (*Discussion générale*, p. 691); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1358); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 640); des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Dispositions générales: *Son article additionnel*, p. 1032). — Demande l'ajournement de la discussion de la proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2140); retire cette demande (p. 2142); prend part à la discussion de cette proposition de loi (p. 2218 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement tendant à l'établissement d'une taxe sur les domestiques*, p. 2728). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (*Son amendement*, p. 3683; *Ses*

observations (A., S. de 1916, t. unique, p. 3719); du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (A., S. de 1918, t. unique, p. 78); du projet de loi concernant les crédits provisoires du troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1612); d'une interpellation sur les mesures à prendre pour atténuer la cherté de vie (p. 2368); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Traitements du personnel enseignant*, p. 3380); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Crise des transports*, p. 3394); du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 424); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1875). — Est entendu sur la discussion immédiate du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1923). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations concernant certains accidents de chemins de fer et l'aggravation de la crise des transports (p. 2004). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer une juste répartition du sucre (p. 3058); développe cette interpellation (p. 3123, 3138). — Est entendu sur la demande d'ajournement de la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus, au titre civil, au cours de la guerre (p. 3106, 3113). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter le droit syndical que semblent ignorer certaines compagnies de chemins de fer (p. 3484). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2675).

LAURENT (M. FÉLIX), *Directeur de l'Agriculture*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion: des projet et propositions de loi sur le régime de l'alcool (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2098); du Budget de 1919, (p. 2375).

LAURENT (M. GILBERT). Voir **GILBERT LAURENT** (M.) [*Loire*].

LAURENT EYNAC (M.), *Député de la 2^e circonscription du Puy* [*Haute-Loire*].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 144). — Secrétaire du 9^e bureau (F., n° 3; J. O. de 1914, p. 4961); Secrétaire du 3^e bureau (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); Secrétaire du 8^e bureau (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); Secrétaire du 4^e bureau (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857). — Membre: de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307; F., n° 41, J. O. de 1915, p. 857); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du travail (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission de la législation fiscale (p. 637); de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 917); de la Commission du budget (A., S. de 1918, t. unique, p. 126); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2717). — Sa proposition de loi tendant à modifier, pendant la durée des hostilités, le mode de recrutement des officiers d'administration du cadre actif des services de l'Intendance et de Santé (I., n° 2035; an., S. de 1916, p. 622). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à ce que des permissions agricoles soient accordées aux troupes d'étapes et aux formations non combattantes de la zone des armées (I., n° 2233; an., S. de 1916, p. 912). — Sa proposition de loi tendant à donner le grade d'adjudant aux hommes du service auxiliaire ou de la réserve de l'armée territoriale qui exercent depuis plus de trois mois les fonctions de gestionnaire des hôpitaux (I., n° 2457; an., S. de 1916, p. 1324). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Imprimerie nationale] (I., n° 4364; an., S. de 1918, p. 244). — Son rapport sur la proposition de loi concernant le paiement des indemnités dues aux habitants des régions envahies à raison des réquisitions opérées par les autorités militaires françaises (I., n° 6424; an., S. de 1919, p. 2021). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention

conclue entre le Ministre des Finances et les fondateurs du Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre (I., n° 6913 ; an., S. de 1919, p. 2850). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet d'approuver la convention conclue entre le Ministre des Finances et les fondateurs du Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre (I., n° 7089 ; an., S. de 1919, p. 3049). = Ses rapports, au nom du 9^e Bureau, sur les élections : de M. Navarre, par la 2^e circonscription du 13^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 73) ; de M. Petitjean, par la 2^e circonscription du 12^e arrondissement de Paris (p. 109) ; de M. Charles Leboucq, par la 1^{re} circonscription du 13^e arrondissement de Paris (p. 110). = Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (*Son amendement à l'article 68*, A., S. de 1915, t. unique, p. 702) ; d'un projet de loi concernant le règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1621). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1916, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'intendance pendant la durée des hostilités (*Ses amendements à l'article 2*, p. 406 et suiv.). — Son rapport sur une pétition (p. 1304). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son article nouveau relatif à une taxe sur les pianos, harmoniums et orgues*, p. 2730 ; *Taxe sur le prix des places des spectacles*, p. 2773). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1917, t. unique, p. 1). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'aviation de bombardement, (p. 373) ; est entendu sur l'ajournement de la discussion de cette interpellation (p. 549 et suiv.) ; son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de cette interpellation en Comité secret (p. 703) ; le retire et demande l'ordre du jour pur et simple (*ibid.*). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la fixation de la taxe sur les orges (p. 423) ; développe cette interpellation (p. 552). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 626). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affec-

tations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (A., S. de 1917, t. unique, p. 2055). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1918, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Droit de consommation sur la chicorée et autres succédanés du café*, p. 1163). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant la démobilisation des usines et le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 561). — Est entendu pour un fait personnel (p. 1054). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Réorganisation des pays libérés*, p. 1455). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 (*Paiement des réquisitions opérées en août 1914 dans les régions envahies au début des hostilités*, p. 2571 ; *Agents locaux des régions libérées*, p. 2574) ; de la proposition de loi relative au paiement des indemnités dues aux habitants des régions envahies (p. 3382) ; des crédits applicables au quatrième trimestre 1919 (p. 4144 et suiv.). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant le Crédit national (p. 4475). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1082, 1294 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 866, 2800 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 6, 440, 1870 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 779 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957).

LAVAL (M. PIERRE), *Député de la 2^e circonscription de Saint-Denis [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 11 ; J. O. de 1914, p. 5370 ; F., n° 21, J. O. de 1914, p. 5961) ; de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de la marine marchande (p. 288) ; de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998) ; de la Commission des décrets (F., n° 244 ; J. O. de 1916, p. 10962) ; de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur, M. Malvy (F., n° 367 ;

J. O. de 1917, p. 9455) ; de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre deux membres de la Chambre [MM. Caillaux et Loustalot] (F., n° 378 ; J. O. de 1917, p. 10179). = Sa proposition de résolution concernant les sursis d'appel (I., n° 3664 ; an., S. de 1917, p. 1142). — Sa proposition de résolution concernant l'affectation des hommes des vieilles classes (I., n° 3665 ; an., S. de 1917, p. 1142). = Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre, M. Lagrosillière (I., n° 132 ; an., S. O. de 1914, p. 1872). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (I., n° 384 ; an., S. O. de 1914, p. 2047). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre, M. Turmel, Député des Côtes-du-Nord (I., n° 3775 ; an., S. de 1917, p. 1320). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur le projet de loi tendant à régler la situation des acquéreurs d'une habitation de famille, par termes échelonnés et par contrats sous condition suspensive ou sous condition résolutoire (I., n° 5834 ; an., S. de 1919, p. 953). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant des mesures de grâce à prendre envers certains citoyens (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 823). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (p. 827, 829). — Prend part à la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Contre-projet de MM. Turmel et Jobert*, A., S. de 1915, t. unique, p. 386). — Est entendu dans la discussion du projet et de la proposition de loi relatifs au récolement et au séquestre de tous les biens austro-allemands (p. 506). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la fourniture du gaz aux communes de la banlieue parisienne (p. 1029) ; développe cette interpellation (p. 1055). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1638, 1641 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le moratorium des loyers et l'exercice de la saisie-gagerie sur les

biens des mobilisés (A., S. de 1916, t. unique, p. 21) ; prend part à cette discussion (p. 23 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 27). — Prend part à la discussion : des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, p. 172. Exonérations et délais : *Ses observations sur l'article 16*, p. 844 et suiv.) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat, (Exonérations et délais : *Son amendement à l'article 12*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1618 ; *Son amendement additionnel à cet article*, p. 1627. Juridiction et procédure : *Amendement de M. Levasseur à l'article 59*, p. 1668. Art. 27, 28, 29 réservés : *Amendement de M. Puech tendant à la disjonction de l'article 27*, p. 1770) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 362, 377, 383, 423) ; du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A. S. de 1916, t. unique, p. 551) ; du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement relatif aux zoniers*, p. 1946). — Est entendu : dans la discussion d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2444) ; sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2683). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique, p. 195 et suiv.) ; des interpellations relatives à l'affaire dite « des carbures » (p. 360 et suiv.) ; d'une proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Ses observations sur l'article 6*, p. 564 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1382, 1519). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises pour assurer le ravitaillement en charbon de l'agglomération parisienne et particulièrement des communes de la banlieue (A., S. de 1917, t. unique, p. 1865) ; développe cette interpellation (p. 1930, 1945). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (Impôt sur les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères : *Son amendement à*

l'article 23, A., S. de 1917, t. unique, p. 1888 ; *le retire pour se rallier à un amendement de M. Leredu*, p. 1893). — Donne lecture de son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre, M. Turmel, Député des Côtes-du-Nord (p. 2462). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Ouverture de lettres adressées aux parlementaires*, p. 2536) ; d'interpellations relatives aux affaires Bolo pacha et du *Bonnet Rouge* (p. 2701). — Prend part à la discussion : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à l'ingérence du Gouvernement dans une instruction secrète et encore pendante (p. 2806) ; d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2848). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur le fonctionnement de la justice militaire (A., S. de 1918, t. unique, p. 337) ; du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour secours aux victimes de diverses explosions (*Son amendement*, p. 881). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la catastrophe de la Courneuve (p. 885) ; développe cette interpellation (p. 885 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 889). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les saisies-gageries ordonnées au mépris de la loi sur les loyers (p. 1349) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion d'une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre, M. Turmel (p. 1700). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 273, 317) ; du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 [Répression de la spéculation] (p. 390). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la crise de la vie chère (p. 401) ; développe cette interpellation (p. 437, 645, 3249). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer, en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 922) ; du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1098). — Est entendu ; sur la fixation de la date de la

discussion d'une interpellation concernant les conditions dans lesquelles a été nommé procureur de la République, à Saint-Étienne, le procureur de la République de Lyon (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1885) ; sur la mise à l'ordre du jour d'une proposition de loi relative à l'amnistie (p. 1887) ; sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2107). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la grève du personnel des raffineries (p. 2205) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*) ; développe cette interpellation (p. 2231, 2238 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 2240). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la nouvelle explosion qui vient de se produire au Bourget et sur les conséquences désastreuses de l'incurie de l'Administration militaire (p. 3259) ; retire provisoirement cette demande (*ibid.*). — Prend part à la discussion : 1° du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés ; 2° de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3728, 3756, 4012) ; du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4729, 4751, 4767) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 4821).

LAVOINNE (M.), *Député de l'arrondissement d'Yvetot [Seine-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 163). — Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'intensifier en France la production des céréales panifiables (I., n° 4166 ; an., S. de 1917, p. 2243). — Sa proposition de loi ayant pour but de donner aux fermiers ou métayers mobilisés ou à leurs veuves la faculté de faire proroger leurs baux à ferme après la guerre (I., n° 4259 ; an., S. de 1918, p. 125). — Sa proposition de résolution concernant les sursis des maréchaux, charrons et bourreliers travaillant pour l'agriculture (I., n° 5477 ; an., S. de 1918, p. 2923). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion

immédiate, concernant la production de la viande et du lait (L., n° 5672; an., S. de 1919, p. 657). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution concernant la production de la viande et du lait (L., n° 5703; an., S. de 1919, p. 811). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son article additionnel*, A., S. de 1915, t. unique, p. 275; *le retire*, p. 276). — Est entendu dans la discussion: de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (p. 974); d'une interpellation concernant la fourniture du gaz aux communes de la banlieue parisienne (p. 1057); d'une proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1214); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1362); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1757). — Intervient dans la discussion des interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1949). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (A., S. de 1916, t. unique, p. 346); d'un projet de loi relatif au recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités (*Amendement de M. Eynac à l'article 2*, p. 407); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la taxation des denrées et substances (p. 1005); du projet de loi sur la taxation des beurres et fromages (p. 1007). — Est entendu dans la discussion: d'une interpellation sur les sursis en faveur des entrepreneurs de battage et les conducteurs de machines à battre (p. 1747); d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont données les permissions aux hommes du front (p. 1868); d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (*Discussion générale*, p. 2154). — Prend part à la discussion: des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1838 et 1889 (A., S. de 1917, t. unique, p. 472); des interpellations sur le ravitaillement (p. 1313 et suiv.); des interpellations sur le ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1946); d'interpellations sur le ravitaillement du pays (p. 2642); de propositions de loi ten-

dant à organiser la production du blé (*Son contre-projet*, A., S. de 1918, t. unique, p. 539, 563). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la libération des vieilles classes (p. 2778). — Est entendu dans la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3312). — Prend part à la discussion: d'interpellations concernant la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 552; *Son ordre du jour motivé*, p. 647); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et l'organisation des chambres d'agriculture (p. 3912). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637, 820; A., S. de 1915, t. unique, p. 456, 484, 512, 760, 1255; A., S. de 1917, t. unique, p. 3127; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 188; A., S. de 1917, t. unique, p. 130, 209, 581; A., S. de 1918, t. unique, p. 978, 2070).

LAVRIGNAIS (M. DE), *Député de la 2^e circonscription de La Roche-sur-Yon [Vendée]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre: de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961; F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de la marine; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Lettre par laquelle, en sa qualité de *Président*, il demande les pouvoirs judiciaires pour la Commission d'enquête sur les opérations électorales de l'arrondissement de Saint-Affrique [Aveyron] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 804). — Est entendu: dans la discussion des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (A., S. de 1916, t. unique, p. 1600); sur les ordres du jour motivés présentés à la suite du Comité secret relatif aux affaires de Grèce (A., S. de 1917, t. unique, p. 173). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 2025; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1563). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 510; A., S. de 1915, t. unique, p. 620, 734; A., S. de 1917, t. unique, p. 562, 1702, 2860; A., S. de 1918, t. unique, p. 54, 802, 2259).

LE BAIL (M. GEORGES-AUGUSTE), *Député de la 1^{re} circonscription de Quimper [Finistère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1918, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à régler l'avancement des réservistes des équipages de la flotte (I., n° 1812; an., S. de 1916, p. 206). — Sa proposition de loi portant modification au paragraphe 5 de l'article 5 de la loi du 29 décembre 1905, qui a institué une caisse de prévoyance des marins français (I., n° 1836; an., S. de 1913, p. 321). — Sa proposition de loi tendant à accorder l'indemnité de patrouille ou de combat aux officiers, officiers mariniers, quartiers-maitres et matelots faisant partie des forces de patrouilles affectées à la protection des convois et à la lutte contre les sous-marins (I., n° 4264; an., S. de 1918, p. 128). — Son rapport sur le projet de loi modifiant la limite d'âge des officiers de marine (I., n° 1710; an., S. de 1916, p. 57). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à régler l'avancement des réservistes des équipages de la flotte (I., n° 1841; an., S. de 1916, p. 324). — Son rapport sur le projet de loi portant modification aux grades et aux effectifs du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, ainsi qu'aux règles d'admission anticipée dans la 2^e section ou à la retraite, prévues par la loi du 10 juin 1896 (I., n° 2955; an., S. de 1917, p. 106); son rapport supplémentaire (I., n° 3191; an., S. de 1917, p. 421). — Son rapport sur la proposition de loi portant modification au paragraphe 5 de la loi du 29 décembre 1905, qui a institué une Caisse de prévoyance des marins français (I., n° 3888; an., S. de 1917, p. 1442). — Son rapport sur le projet de loi relatif au classement du personnel du service radioélectrique au point de vue de l'application des lois sur la Caisse des invalides de la marine et sur la Caisse de prévoyance des marins français (I., n° 4341; an., S. de 1918, p. 217). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au clas-

sement du personnel du service radiotélégraphique, au point de vue de l'application des lois sur la Caisse des invalides de la marine et sur la Caisse de prévoyance des marins français (I., n° 4980; an., S. de 1918, p. 1093). — Intervient dans la discussion des interpellations sur les marchés de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1939). — Prend part à la discussion de diverses interpellations relatives à la marine marchande (A., S. de 1916, t. unique, p. 2480). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission de la marine de guerre*, à la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (A., S. de 1917, t. unique, p. 2823). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution de pécule] (A., S. de 1918, t. unique, p. 936). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Organisation de ports de pêche*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1421). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 699, 2800). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1691; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3381).

LE BAIL-MAIGNAN (M. GEORGES), *Député de la 2^e circonscription de Quimper [Finistère]. Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 206). — Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'agriculture (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459). — Sa proposition de résolution tendant à faire mettre en sursis d'appel les mobilisés appartenant à l'armée auxiliaire, les réservistes de l'armée territoriale et les pères de familles nombreuses qui exerçaient la profession de sabotiers avant les hostilités (I., n° 2782; an., S. de 1916, p. 1785). — Sa proposition de loi tendant à la réintégration, dans l'armée de mer, des inscrits maritimes de toutes classes versés dans

l'armée de terre (1) (I., n° 3732; an., S. de 1918, p. 1192). — Sa proposition de résolution concernant les permissions des agriculteurs fabricants de cidre, mobilisés dans la zone des armées (I., n° 3845; an., S. de 1917, p. 1388). — Son rapport sur : 1° le projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles des avances pourront être faites aux armateurs français pour l'achat de navires à propulsion mécanique provenant des pays alliés ou neutres; 2° la proposition de loi de M. Espivent de la Villesboisnet, ayant pour objet l'acquisition de navires de commerce et la constitution d'un chantier national de constructions maritimes; 3° la proposition de loi de M. Théo-Bretin et plusieurs de ses collègues, déterminant les conditions dans lesquelles l'Etat français pourra acheter des navires à propulsion mécanique provenant des pays étrangers (I., n° 2400; an., S. de 1916, p. 1127); son rapport supplémentaire (I., n° 2648; an., S. de 1916, p. 1606). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à réquisitionner, pour toute la durée de la guerre, la totalité de la flotte marchande française (I., n° 2316; an., S. de 1916, p. 1075). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'accorder des indemnités aux propriétaires de bateaux de pêche qui ont subi des pertes de matériel du fait de la mobilisation (I., n° 2859; an., S. de 1917, p. 303). — *Secrétaire d'âge* (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 1). — Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. Boulanger (Narcisse) par la 3^e circonscription de Boulogne-sur-Mer [Pas-de-Calais] (p. 127). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1915, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de suspendre les droits d'entrée sur diverses marchandises (*Ses observations concernant l'iode*, p. 85). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1916, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 532); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Disposition additionnelle de M. Le Rouzic à l'article premier*, p. 1154); d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1207). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la lec-

ture, au cours d'un procès, d'un document émanant du Sous-Secrétaire d'Etat au Service de santé et sur l'obligation imposée à des blessés de subir certains traitements (A., S. de 1916, t. unique, p. 1692). — Est entendu dans la discussion : de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2308); de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2518; *Son ordre du jour motivé*, p. 2523). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles des avances pourront être faites aux armateurs français pour l'achat de navires à propulsion mécanique provenant des pays alliés ou neutres (*Sa motion tendant au renvoi de la discussion à une prochaine séance*, p. 2524; *Discussion générale*, p. 2866 et suiv.; *Amendements de MM. Boisneuf et Lagrosillière*, p. 2877, 2878; *Amendement de M. de Monzie à l'article 7*, p. 2879). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1917, t. unique, p. 1). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (p. 3). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'attitude qu'il compte prendre à l'égard des délégués à la conférence internationale de Stockholm (p. 1176); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1180). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 1577). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 841, 1574; A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 1193, 2046, 3026).

LÈBE-GIGUN (M.), *Directeur du contrôle des administrations financières et de l'ordonnement*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'accroître, par des mesures fiscales, les produits de l'exploitation de divers services publics, de limiter les fraudes, de remanier divers impôts existants et d'instituer des impôts sur la dépense et une taxe annuelle sur les capitaux recueillis à titre gratuit (A., S. de 1917, t. unique, p. 1763); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3284); du projet de loi ayant pour objet le relèvement des tarifs de certaines taxes et le remaniement de divers impôts (A., S. de 1918, t. unique, p. 880); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des

(1) Ce document n'a pas été publié.

services civils de l'Exercice 1918 (p. 2456); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2790); du projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2334); de la proposition de loi relative à l'établissement d'une contribution spéciale sur les bénéfices réalisés par certains propriétaires d'immeubles à Paris, à l'occasion de la fête de la Victoire (p. 2994); du projet de loi instituant le monopole d'achat et d'importation des huiles raffinées et des essences de pétrole (p. 3265).

LEBEY (M. ANDRÉ), *Député de la 1^{re} circonscription de Versailles [Seine-et-Oise]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Secrétaire du 7^e Bureau (F., n° 3; J. O. de 1914, p. 4961). — Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682). — Sa proposition de loi tendant à la création d'un service national de reconstruction des habitations et locaux privés dans les départements dévastés par la guerre (I., n° 578; an., S. O. de 1915, p. 84). — Sa proposition de loi tendant à compléter pour les seuls blessés ou mutilés de la guerre la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (I., n° 1126; an., S. de 1915, p. 803). — Sa proposition de loi concernant la création d'un office central de l'art régional dans la construction et le mobilier (I., n° 1808; an., S. de 1916, p. 204). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à envoyer une adresse à la Chambre des Députés de la République portugaise (I., n° 1926; an., S. de 1916, p. 415). — Sa proposition de loi tendant à régler plus nettement les propositions d'embauchage au cours d'une grève, afin d'éviter les abus (I., n° 2868; an., S. de 1917, p. 15). — Sa proposition de loi tendant à exempter de la taxe sur les objets de luxe les œuvres d'art originales vendues par leur auteur (I., n° 4291; an., S. de 1918, p. 148). — Sa proposition de loi concernant le transfert des cendres de La Fayette au Panthéon (I., n° 5237; an., S. de 1918, p. 1823). — Sa proposition de loi tendant à la nomination d'une Commission des cérémonies et monuments de la guerre (I.,

n° 5341; an., S. de 1918, p. 1946). — Sa proposition de résolution tendant à faire frapper par la Monnaie une médaille de la victoire (I., n° 5417; an., S. de 1918, p. 2097). — Sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 22 mars 1918 relative à la taxe sur les objets de luxe (I., n° 5426; an., S. de 1918, p. 2102). — Sa proposition de loi tendant à la constitution d'une caisse nationale littéraire (I., n° 5437; an., S. de 1918, p. 2148). — Sa proposition de résolution relative à l'organisation d'un service public de visites médicales (I., n° 5547; an., S. de 1919, p. 87). — Sa proposition de résolution tendant à faire édifier, au rond-point de la Défense, le monument aux morts pour la Patrie, des fêtes de la Victoire (I., n° 6540; an., S. de 1919, p. 2163). — Sa proposition de loi tendant au retour à l'Etat des œuvres littéraires par l'organisation des droits à percevoir par lui quand elles sont tombées dans le domaine public (I., n° 6541; an., S. de 1919, p. 2164). — Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. Bouffandeau par la 2^e circonscription de Beauvais [Oise] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 56). — Prend part à la discussion concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé le projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 595). — Est entendu dans la discussion : des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la révision et l'extension des routes et chemins (p. 723; *Son amendement à l'article 4*, p. 744 et suiv.); d'une proposition de résolution concernant les propriétaires de rente française dépossédés par des faits de guerre (p. 1043); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires [Entretien des prisonniers de guerre] (p. 1739). — Sa proposition de résolution, présentée avec un grand nombre de ses collègues, tendant à envoyer une adresse à la Chambre des Députés de la République portugaise (A., S. de 1916, t. unique, p. 541); donne lecture de l'exposé des motifs et du texte de sa proposition (*ibid.*). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2542). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les donations consenties à l'Etat par M. Auguste Rodin (p. 2653). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite du Comité secret, relatif aux affaires

de Grèce (A., S. de 1917, t. unique, p. 170). — Est entendu dans la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2361). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'affaire Almereyda (p. 2410). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de l'exposition du pavillon de Marsan (p. 3255). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Ses observations sur l'exposition des arts décoratifs du pavillon de Marsan*, p. 3512). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 451); d'une interpellation sur le décret du 5 juin 1918, abrogeant celui du 14 avril 1918, concernant le règlement sur le service intérieur des corps de troupe (p. 1815); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Amendement concernant la redevance sur les produits de l'escompte*, p. 1885); d'une proposition de résolution concernant le Livre jaune relatif à l'alliance franco-russe (p. 2232). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2428). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Discussion générale*, p. 2462; *Fabrication des allumettes*, p. 2476). — Prend part à la discussion d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 2539). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la reconstruction des départements envahis (p. 2820). — Est entendu sur le renvoi à la Commission d'une proposition de résolution tendant à ériger au Panthéon un monument en l'honneur du soldat français (p. 2846). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la création d'un Livre d'or des municipalités françaises (p. 2964); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3065). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi concernant la bibliothèque de l'Arsenal (p. 3207); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Mobi-*

liers destinés aux régions libérées, A., S. de 1918, t. unique p. 3293); du projet de loi concernant la revision des listes électorales (p. 3450). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant une délibération du Conseil municipal de Lyon (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1105). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1768). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les moyens que le Président du Conseil compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1779); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 1780; *Son ordre du jour motivé*, p. 1794). — Intervient dans la discussion d'interpellations : sur les événements du 1^{er} mai (p. 1973); sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2361). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Beaux-Arts : *Discussion générale*, p. 2869 et suiv.).

LEBON (M.), *Directeur des chèques postaux et articles d'argent.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2630, 2696).

LEBOUCQ (M. CHARLES) [*Seine*] voir **CHARLES LEBOUCQ** (M.).

LE BRECQ (M.), *Député de l'arrondissement de Montargis [Loiret].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission de l'armée (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). = Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à créer au Ministère de la Guerre une Commission d'appel des demandes de récompenses militaires (I., n° 4773; an., S. de 1918, p. 841). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1919, un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle dans le canton de Lorris (Loiret) (I., n° 6543; an., S.

de 1919, p. 2165). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, relatif: 1° à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupe et des officiers combattants dans une arme autre que dans leur arme d'origine; 2° l'admission des officiers de réserve dans l'armée active (I., n° 2757; an., S. de 1916, p. 1747). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires sur le projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 11 avril 1911 créant pour les officiers la position dite « en réserve spéciale » (I., n° 4578; an., S. de 1918, p. 528). — Son rapport sur le projet de loi portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord (I., n° 4911; an., S. de 1918, p. 1041); son rapport supplémentaire (I., n° 5668; an., S. de 1919, p. 652); son deuxième rapport supplémentaire (I., n° 6464; an., S. de 1919, p. 2065); son troisième rapport supplémentaire (I., n° 6487; an., S. de 1919, p. 2082). — Son rapport sur le projet de loi portant modification à la législation des pensions civiles et militaires (I., n° 6516; an., S. de 1919, p. 2102); son rapport supplémentaire (I., n° 6733; an., S. de 1919, p. 2514). — Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections: de M. Jules Guesde par la 7^e circonscription de Lille [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 55); de M. Inghels par la 8^e circonscription de Lille [Nord] (p. 55); de M. Mélin par la 1^{re} circonscription de Valenciennes [Nord] (p. 55); de M. Durre par la 2^e circonscription de Valenciennes [Nord] (p. 55). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 924, 2116; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 829). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2577; A., S. de 1917, t. unique, p. 2512; A., S. de 1918, t. unique, p. 2100, 2259). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 255, 986, 1294, 1574; A., S. de 1916, t. unique, p. 1080, 2110; A., S. de 1917, t. unique, p. 1494, 1706, 2855; A., S. de 1918, t. unique, p. 1, 509).

LEBRUN (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Briey [Meurthe-et-Moselle], Ministre du Blocus et des Régions libérées.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914,

t. 2, p. 100). — Membre: de la Commission des crédits (A., O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de la marine; de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à modifier diverses réglementations relatives à la mise en sursis et à relever, dans les unités du front, les hommes de la réserve de l'armée territoriale y étant en service depuis le début de la guerre (I., n° 2591; an., S. de 1916, p. 1510). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi du 17 août 1915 assurant la juste réparation et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables (I., n° 2920; an., S. de 1917, p. 45). — Sa proposition de loi relative à l'ancienneté des officiers de réserve admis dans l'armée active antérieurement au 21 décembre 1916 (I., n° 2976; an., S. de 1917, p. 125). — Sa proposition de loi tendant à assurer le bénéfice de la loi du 9 avril 1898 aux ouvriers victimes, au cours de leur travail en usine, d'accidents résultant de faits de guerre (I., n° 3908; an., S. de 1917, p. 1503). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur: 1° le projet de loi tendant à réserver, dans des conditions spéciales, des emplois aux militaires et marins réformés n° 1 ou retraités par suite de blessures ou d'infirmités contractées au service pendant la guerre actuelle; 2° la proposition de loi de M. Henri Labroue tendant à réserver des emplois civils aux mutilés de la guerre (I., n° 1442; an., S. de 1915, p. 1266). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi relatif au corps des interprètes militaires (I., n° 1814; an., S. de 1916, p. 207). — Son avis, présenté au nom de la Commission des dommages de guerre, sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1917, pour procéder à des opérations d'achat et de cession en vue de la reconstitution industrielle des régions envahies (I., n° 3360; an., S. de 1917, p. 775). — Son avis, présenté au nom de la Commission des dommages de guerre, sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Agriculture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1917, pour

procéder à des opérations d'achat et de cession en vue de la reconstitution agricole des régions envahies (L., n° 3361 ; an., S. de 1917, p. 775). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1915, t. unique, p. 1386). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement au paragraphe premier de l'article 2*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1939 ; *le retire*, p. 1942 ; *Ses observations sur le nouveau texte présenté par la Commission en remplacement des anciens articles 10, 11, 12 et 13*, p. 2115 ; *Amendement de M. E. Lafont au paragraphe 3 de l'article 9 nouveau*, p. 2125 ; *Son amendement à l'article 14*, p. 2368 ; *le retire*, *ibid.*). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives à l'utilisation des effectifs militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 2194) ; du projet de loi concernant l'attribution, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (*Amendement de M. Morin*, p. 2847 ; *Son amendement*, p. 2848 ; *le retire*, *ibid.*). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 8). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (p. 15 et suiv.) ; d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (p. 120). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le refus, aux femmes de mobilisés rapatriées des régions envahies, des allocations militaires (p. 1126). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Solde des officiers de la zone des armées*, p. 1452). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Son amendement*, p. 2089) ; des interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs des vieilles classes (p. 2282). — Est entendu, en qualité de *Président de la Commission du budget*, dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2508 ; *Publication des prix de revient des matériels et fournitures fabriqués par l'Etat*, p. 2539 ; *Fonds des approvisionnements*

généraux du service des poudres ; p. 2563) ; du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2895). — Est entendu sur une motion d'ajournement de la discussion du projet de loi tendant à autoriser le relèvement temporaire des tarifs de chemins de fer sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 2976).

Est nommé *Ministre des Blocus et des Régions libérées* [Décret du 23 novembre 1917] (J. o., p. 9462). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives : au ravitaillement (A., S. de 1918, t. unique, p. 1318) ; à la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2297, 2327, 2337). — Est entendu : dans la discussion d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 2540) ; sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2686). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3058, 3068, 3097, 3148, 3162 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 34, 51, 94, 103, 106, 120, 127, 156, 184, 235, 261, 311) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1637, 1656, 1688, 1698). — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Matériel et mobiliers mis à la disposition des régions libérées*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3293). — Répond à une question sur l'organisation des secours dans les régions dévastées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 60). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1022). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Réorganisation des régions libérées*, p. 1455). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant création d'un office de reconstitution des immeubles détruits par faits de guerre (p. 2122) ; du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et le service des dépenses exceptionnelles des services civils (*Frais d'administration des services de reconstitution des régions libérées*, p. 2494 ; *Service des travaux de première urgence*, *ibid.*) ; de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 (*Suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2559 ; *Attributions d'allocations aux habitants évacués par l'ennemi dans le nord de la France*

et en Belgique, p. 2570; *Attribution d'indemnités aux agents locaux des régions libérées*, p. 2572); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (A., S. de 1919, t. unique, p. 3235). — Est entendu sur la fixation de la date d'une interpellation relative aux régions libérées (p. 3236). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4145). — Répond à une question concernant l'installation dans certaines localités des régions libérées de camps de travailleurs exotiques (p. 4787). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 701; A., S. de 1915, t. unique, p. 81, 101, 150, 677, 856, 1036, 1294; A., S. de 1916, t. unique, p. 479). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 456; A., S. de 1916, t. unique, p. 774; A. S. de 1917, t. unique, p. 460).

LE CHERPY (M.), *Député de l'arrondissement de Falaise [Calvados], Secrétaire de la Chambre puis Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du commerce et de l'industrie (p. 289); de la Commission de révision des lois constitutionnelles (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). = Son rapport sur le projet de loi conférant la personnalité civile à l'Ecole des arts et manufactures (I., n° 916; an., S. O. de 1914, p. 414). = Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. J.-L. Breton par la 2^e circonscription de Bourges [Cher] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 107). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (p. 113).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*. [Décret du 10 juin 1914] (J. O., p. 5146).

Est élu *Secrétaire de la Chambre des Députés* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3; A., S. de 1916, t. unique, p. 3). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 316, 439, 655, 872; A., S. de 1915, t. unique, p. 1372, 1415; A., S. de 1916, t. unique, p. 500, 774; A., S. de 1917, t. unique, p. 1494, 1559, 3212, 3420). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 280, 769, 789, 2713, 2891).

LECLERC (M. JAMES), *Inspecteur des finances, Chef du service du contrôle des assurances privées.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 521).

LECOINTE (M.), *Député de la 1^{re} circonscription d'Amiens [Somme].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission du règlement (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation; de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi tendant à modifier l'article premier du 15 novembre 1918 relevant le taux des allocations prévues par la loi du 5 août 1914 (I., n° 5802; an., S. de 1919, p. 921). = Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Talon par l'arrondissement d'Espalion [Aveyron] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 114). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la circulation des trains sur le réseau du Nord et sa répercussion sur la crise du charbon (A., S. de 1916, t. unique, p. 2039); développe cette interpellation (p. 2280 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'appel, sous les drapeaux, de la classe 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 883); de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2066). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 3193). — Prend part à la discussion des interpellations : sur le rapatriement des prisonniers de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 27); sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2301). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3163). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 424; A., S. de 1918, p. 3305; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3183).

= Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1483; A., S. de 1917, t. unique, p. 250, 1702; A., S. de 1918, t. unique, p. 169, 269, 978, 1496, 1708; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1599).

LEFAS (M.), *Député de l'arrondissement de Foujères [Ille-et-Vilaine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Président du 5^e Bureau (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission du règlement (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 2156); de la Commission des boissons (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10962); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 94559); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 303). = Sa proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission des mines et d'une Commission des pensions (I., n° 72; an., S. O. de 1914, p. 1853). — Sa proposition de loi tendant à compléter les articles 50 et 84 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (I., n° 644; an., S. de 1915, p. 180). — Sa proposition de loi relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre (I., n° 770; an., S. de 1915, p. 281). — Sa proposition de loi concernant les mariages par procuration dont la célébration est nulle ou empêchée au dernier moment par le décès de l'un des futurs conjoints (I., n° 1349; an., S. de 1915, p. 1037). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de modifier l'article 54 du Règlement de la Chambre concernant la procédure du Comité secret (I., n° 1587; an., S. de 1915, p. 1414). — Sa proposition de loi sur la liquidation provisoire des pensions dues aux veuves et des secours annuels dus aux orphelins de militaires décédés en captivité (I., n° 1800; an., S. de 1916, p. 161). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 4 août 1913 portant retrait des monnaies de billon en circulation et leur

remplacement par des monnaies de nickel perdue de discussion immédiate, tendant à l'établissement obligatoire d'une marque pour les films cinématographiques inflammables et ininflammables (I., n° 2123; an., S. de 1916, p. 815) (1). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à compléter l'article 54 du Règlement de la Chambre (I., n° 2242; an., S. de 1916, p. 934). — Sa proposition de loi tendant à permettre de remplacer la signature dans les actes par l'empreinte digitale, notamment pour les mutilés de la guerre (I., n° 2694; an., S. de 1916, p. 1648). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à compléter les articles 54 et 62 du Règlement de la Chambre (I., n° 2724; an., S. de 1916, p. 1658). — Sa proposition de résolution tendant à compléter l'article 24 du Règlement de la Chambre en vue de la discussion, pendant la la guerre, des projets de loi urgents relatifs à la défense nationale (I., n° 2785; an., S. de 1916, p. 1785). — Sa proposition de résolution concernant les permissions militaires (I., n° 3081; an., S. de 1917, p. 330). — Sa proposition de résolution tendant à faciliter l'octroi de concessions coloniales aux mutilés et anciens militaires ou marins (I., n° 3232; an., S. de 1917, p. 600). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier les articles 302 et 317 du Code pénal (I., n° 3397; an., S. de 1917, p. 813). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la situation des instituteurs (I., n° 3821; an., S. de 1917, p. 1343). — Sa proposition de résolution concernant la fabrication du pain composé d'orge et de succédanés pour la nourriture des chiens et autres animaux domestiques (I., n° 3855; an., S. de 1917, p. 1408). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à l'application de la loi du 27 mai 1918, sur l'évaluation des biens immobiliers en matière de succession (I., n° 4808; an., S. de 1918, p. 874). — Sa proposition de résolution relative aux certificats d'origine de blessure (I., n° 4848; an., S. de 1918, p. 926). — Sa proposition de résolution tendant à autoriser le port d'une brisque au bras gauche pour les hommes qui, ayant passé l'âge de la mobilisation, se sont engagés pour la durée de la guerre (I., n° 4853; an., S. de 1918, p. 929). — Sa proposition de

(1) Ce document n'a pas été publié.

forées (I., n° 2061; an., S. de 1916, p. 815) (1). — Sa proposition de loi, présentée avec demande loi tendant à instituer la peine de la réclusion perpétuelle, avec possibilité de la substituer à la peine de mort (I., n° 6020; an., S. de 1919, p. 1215). — Sa proposition de loi ayant trait à faire bénéficier les fermiers et métayers sortants des travaux de plus-value durable accomplis par eux à leurs frais durant le bail (I., n° 6047; an., S. de 1919, p. 1288). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant la loi de 1853 sur les pensions civiles (I., n° 6048; an., S. de 1919, p. 1288). — Sa proposition de résolution relative aux avances à faire aux ayants droit pendant la liquidation des pensions (I., n° 6115; an., S. de 1919, p. 1354). — Sa proposition de loi tendant à établir l'inspection médicale des enfants en âge scolaire (I., n° 6148; an., S. de 1919, p. 1413). — Sa proposition de résolution tendant à l'ouverture d'un crédit pour augmenter les retraites des militaires et marins admis à pension antérieurement aux lois qui ont augmenté le chiffre des pensions militaires (I., n° 6888; an., S. de 1919, p. 2705). — Son rapport sur le projet de loi concernant les promotions de la deuxième à la première classe pour le personnel des instituteurs et institutrices primaires de France et d'Algérie (I., n° 274; an., S. O. de 1914, p. 1984). Son rapport sur ce projet de loi modifié par le Sénat (I., n° 346; an., S. O. de 1914, p. 2042). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. Lefas tendant à compléter l'article 24 du Règlement de la Chambre en vue de la discussion, pendant la guerre, des projets de loi urgents relatifs à la défense nationale; 2° la proposition de résolution de M. Guernier tendant à compléter le Règlement de la Chambre en ce qui concerne l'examen des projets de loi relatifs à la défense nationale; 3° la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à modifier le Règlement de la Chambre pour l'examen des projets de loi déposés par le Gouvernement avec demande d'urgence (I., n° 2818 et annexes; an., S. de 1916, p. 1811, 1854, 1878). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à modifier la résolution du 17 janvier 1917 concernant la procédure exceptionnelle des projets de loi urgents qui intéressent la défense nationale (I., n° 3018; an., S. de 1917, p. 214); son rapport supplémentaire (I., n° 3100; an., S. de 1917, p. 346). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à suspendre,

pendant la durée des hostilités, l'application du premier paragraphe de l'article 80 du Règlement de la Chambre concernant le quorum nécessaire pour la validité des votes (I., n° 3292; an., S. de 1917, p. 639). — Son rapport sur la proposition de résolution de M. le lieutenant-colonel Girod et plusieurs de ses collègues, relative aux études entreprises par les étudiants français prisonniers de guerre internés en Suisse (I., n° 3490; an., S. de 1917, p. 1934) (1). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur diverses propositions de loi et propositions de résolution concernant les blessés et les mutilés de la guerre (I., n° 4082; an., S. de 1917, p. 2027). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur la proposition de loi de M. Louis Deshayes relative au décompte, pour le calcul de l'ancienneté, du temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires, agents et sous-agents des administrations de l'Etat et par les ouvriers et employés des établissements de l'Etat (I., n° 4828; an., S. de 1918, p. 912). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur le projet de loi portant création des grades d'aspirant et de mécanicien principal de 3^e classe et relatif à l'admission, pendant la guerre, des enseignes de vaisseau de réserve dans le cadre actif (I., n° 5032; an., S. de 1918, p. 1200). — Son rapport sur l'amendement de M. Bonnevay au projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Conversion en capital d'une partie de la pension) (I., n° 5087; an., S. de 1918, p. 1788); son rapport supplémentaire (I., n° 5681; an., S. de 1919, p. 718). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution tendant à ériger, au Panthéon, un monument en l'honneur du soldat français (I., n° 5321; an., S. de 1918, p. 1863). — Son rapport sur le projet de loi modifiant le mode de paiement des arrérages des pensions inscrites au Grand-Livre de la Dette viagère (I., n° 5402; an., S. de 1918, p. 2086); son rapport supplémentaire (I., n° 5727; an., S. de 1919, p. 842); son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 6014; an., S. de 1919, p. 1209). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant le paiement des

(1) Ce document n'a pas été publié.

pensions et les certificats de vie (1) (I., n° 6632; an., S. de 1919, p. 2301). — Son rapport sur : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifiant le mode de paiement des arrérages des pensions inscrites au Grand-Livre de la Dette viagère; 2° la proposition de résolution de MM. Bouysson (Landes) et Jean Durand concernant le paiement des pensions et les certificats de vie (I., n° 6714; an., S. de 1919, p. 2432). — Son avis, présenté au nom de la commission de l'enseignement et des beaux-arts, sur le projet de loi portant approbation de la convention relative à l'admission des Serbes dans les écoles techniques et professionnelles de France, signée à Paris, le 27 novembre 1917, entre la France et la Serbie (I., n° 6898; an., S. de 1919, p. 2711). — Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Pugliesi-Conti (Paul) par la 1^{re} circonscription du 17^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 74). — Prend part à la discussion : de l'élection de M. Ignace par la 2^e circonscription du 11^e arrondissement de Paris (p. 121); d'une proposition de résolution complétant l'article 135 du Règlement de la Chambre [Répartition des places dans la salle des séances] (*Sa motion préjudicielle*, p. 269, 271; *retrait*, p. 272). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914 (p. 325). — Intervient dans la discussion d'un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (*Son addition*, p. 383; *la retire*, p. 386). — Dépose, en en donnant lecture, son rapport sur le projet de loi concernant les promotions de la 2^e à la 1^{re} classe pour le personnel des instituteurs et institutrices primaires de France et d'Algérie; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 457). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 623). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Droits d'enregistrement pour les mutations à titre onéreux des biens meubles corporels, etc.*, p. 638; *Impôt général sur le revenu; Personnes à la charge du contribuable*, p. 732; *Taxation après*

décès du redevable, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 790). — Prend part, comme *Président de la Commission*, à la discussion du projet de loi relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents civils de l'Etat qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont atteints de blessures ou d'infirmités à l'occasion de ce service (A., S. de 1915, t. unique, p. 19). — En cette même qualité, demande le renvoi à la Commission des pensions, pour avis, d'une proposition de loi tendant à accorder les allocations de la loi du 4 août 1914 aux familles des victimes civiles de la guerre (p. 90). — Demande l'ajournement de la discussion du projet de loi tendant à faciliter l'exécution des travaux publics pendant les hostilités (p. 107; *son amendement à ce projet de loi*, p. 205). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Motion d'ajournement de M. Dansette*, p. 157; *Ses observations concernant l'article 4*, p. 213; *Son amendement concernant l'alinéa 5 de l'article 6*, p. 219; *Disposition additionnelle de M. Léon Perrier à ce paragraphe*, p. 237; *Amendement de M. Léon Perrier au paragraphe 4 de l'article 11*, p. 246; *Amendement de M. Lenoir au paragraphe premier de l'article 12*, p. 270; *Retire un amendement*, p. 271). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à assurer, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils municipaux (*Son amendement*, p. 269). — Est entendu sur la discussion immédiate d'une proposition de loi concernant les militaires réformés n° 2 (p. 461). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917 (*Sa disposition additionnelle*, p. 478; *la retire*, *ibid.*). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Nouveau texte de la Commission pour le paragraphe 2 de l'article premier*, p. 538; *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 2 de l'article 6*, p. 549 et suiv.; *Sa disposition additionnelle à l'article 6*, p. 553). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant l'acquisition de viandes frigorifiées (p. 641). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant des achats de blé pour le ravitaillement de la population civile (p. 667); des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins (p. 715, 753); de la proposition de loi,

(1) Ce document n'a pas été publié.

adoptée par le Sénat, concernant la zone de servitude des cimetières dans les villes (p. 762 et suiv.; *Son contre-projet*, A., S. de 1915, t. unique, p. 767; *le retire*, *ibid.*; *Sa disposition additionnelle*, *ibid.*; *Son amendement*, p. 770). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre (*Sa motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 842; *Son contre-projet*, p. 843). — Son amendement au projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (*Traitements afférents à l'Exercice 1914 et non encore payés par l'Etat aux fonctionnaires mobilisés*, p. 897). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 920); de la proposition de loi tendant à autoriser l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (p. 981). — Son amendement au projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons (p. 1072). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à réglementer l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son amendement relatif aux moyens de répression*, p. 1094 et suiv.; *Son amendement concernant la suppression du droit de vote et d'éligibilité*, p. 1097; *Son amendement relatif à l'emploi des femmes dans les débits de boissons*, p. 1309; *Amendement de M. Schmidt à l'art. 11*, p. 1311). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1212); du projet de loi tendant à maintenir à la disposition du Ministre de la Guerre les hommes de la classe 1888 (p. 1374); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1644, 1649); d'une proposition de loi concernant les pièces produites à l'occasion des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite de faits de guerre (p. 1668). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant la légitimation des enfants et les mariages par procuration (p. 1796 et suiv.); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits applicables au premier trimestre de 1916 (*Crise des transports*, p. 1906); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Répartition des combustibles*, p. 2074). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'éta-

blissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (A., S. de 1916, t. unique, p. 256). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 496); dans la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 582; *Ses observations concernant l'article premier*, p. 704 et suiv.; *Amendement de M. Compère-Morel à l'article premier*, p. 736; *Amendement de M. Mauger au premier alinéa de cet article*, p. 738; *Son texte additionnel à ce même alinéa*, *ibid.*; *le retire*, *ibid.*; *Amendement de MM. Patureau-Baronnet et Cosnier aux paragraphes 2 et 5 de l'article premier*, p. 1150 et suiv.; *Sa disposition additionnelle*, p. 1155; *Disposition additionnelle de M. Paisant*, p. 1158); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1845). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (p. 760 et suiv.); des projet et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métagage par suite de la guerre (*Ses observations sur l'article 2*, p. 1104; *Amendement de M. Jovelet concernant les § c et d de cet article*, p. 1109; *Sa disposition additionnelle à l'article 9*, A., S. de 1917, t. unique, p. 381). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1916, t. unique, p. 1166). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement relatif au genièvre*, p. 1323; *le retire*, p. 1324; *Amendement de M. Paul-Meurier tendant à la suppression du § 4 de l'article 5 concernant le régime de l'alcool*, p. 1337); des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Amendement de M. Bracke relatif à la nomination des délégués*, p. 1593); d'une interpellation sur l'exécution des mesures prises en vue de satisfaire aux besoins de la main-d'œuvre agricole (p. 1681); d'un projet de loi portant acceptation définitive d'une donation consentie à l'Etat par M. Auguste Rodin (p. 1717 et suiv.). — Prend part, comme *Président de la Commission des pensions*, à la discussion de la proposition de loi relative aux secours à attribuer aux militaires réformés n° 2 (p. 1830 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles des codes de la justice

militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (A., S. de 1917, t. unique, p. 1875 et suiv.); du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Ses observations : sur la rédaction de l'article 2*, p. 1943 et suiv.; *sur l'article 5*, p. 1973; *Son amendement au paragraphe 3 de l'article 6*, p. 2003; *Ses observations sur l'article 7*, p. 2044; *Observations relatives à l'article 8*, p. 2052 et suiv.; *Son amendement à l'article 55 devenu 52*, A., S. de 1917, t. unique, p. 50 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 87, 248, 261). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la crise des transports par chemins de fer (A., S. de 1916, t. unique, p. 2039); développe cette interpellation (p. 2276 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 2346 et suiv.; *Se rallie à l'ordre du jour de M. Rabier*, p. 2349). — Intervient dans la discussion d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2448). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2578 et suiv.; *Concessions minières inexploitées*, p. 2727; *Amendement tendant à la réduction des taxes sur les boissons hygiéniques*, p. 2755; *Son amendement concernant la taxe sur les thés*, p. 2770, *Son amendement concernant la clause d'irresponsabilité conférée à l'Administration des télégraphes par la loi de 1850*, p. 2786; *Son paragraphe additionnel à l'article concernant la taxe de guerre*, p. 2810). — Est entendu : sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2677); dans la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la mise en culture des terres abandonnées (p. 2855 et suiv.). — Adresse une question au Ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes au sujet du relèvement des taxes postales (p. 2889). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions pour les travaux de labours et d'ensemencements (A., S. de 1917, t. unique, p. 77; *Son addition à cette proposition de résolution*, p. 79). — Son opposition à l'inscription sans débats du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 160). — Prend part à la discussion :

du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les conseils de réforme*, A., S. de 1917, t. unique, p. 233; *Son texte additionnel*, p. 234; *le retire*, ibid.; *Son amendement concernant les engagés spéciaux reconnus aptes au service armé*, p. 264; *le retire*, ibid.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 798); du projet de loi portant imposition de la saccharine et des autres substances édulcorantes artificielles (p. 1062); du projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le statut des officiers généraux, colonels et fonctionnaires de grades correspondants (p. 1149); du projet de loi portant modification aux grades et aux effectifs du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte (p. 1152). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Son amendement concernant le doublement de la taxe sur les voitures automobiles*, p. 1474). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1521, 1783, 1917). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (Des organismes destinés à assurer la protection des pupilles de la nation : *Ses observations sur le § 8 de l'article 12*, p. 1992. Des mesures juridiques de protection prises en faveur des pupilles de la nation : *Son amendement à l'article 21*, p. 1999; *retrait*, p. 2001; *Ses observations sur l'article 22*, p. 2020. Du placement des pupilles de la nation : *Son amendement à l'article 26*, p. 2023; *retrait*, ibid.); de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'armée active (p. 2103). — Son opposition au vote sans débats de la proposition de loi concernant les indemnités de résidence aux instituteurs de Seine-et-Oise (p. 2227). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant l'alimentation des troupes (p. 2240); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2310); d'interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des vieilles classes (p. 2339). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (*Ses amendements*,

A., S. de 1917, t. unique, p. 2456); de plusieurs interpellations sur le ravitaillement du pays (p. 2721); d'une interpellation sur le personnel et l'action diplomatiques (p. 2790); des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2925). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission*, à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3110, 3143, 3193, 3228; *Contre-projet de M. Léon Bérard*, p. 3241; *Amendement de M. Jobert à l'article premier*, p. 3242. Titre premier. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Amendement de M. Goude à l'article 2*, p. 3247; *Amendement de M. Bonnevay au paragraphe 7 de l'article 2 modifié par la Commission*, p. 3277; *Paragraphe 8 modifié par la Commission*, p. 3313; *Amendement de M. Moutet à l'article 5 relatif à la concession de la gratification*, p. 3317; *Amendement à l'article 5 concernant la fixation du taux de la pension et de la gratification*, p. 3318; *Amendement de M. Jobert à l'article 5 et concernant l'application de cet article*, p. 3319; *Amendement de M. Patureau-Baronnet tendant à l'organisation des recours contentieux*, p. 3328; *Amendement de M. Peyroux à l'article 10 concernant le délai de présomption accordé au militaire mort après son renvoi définitif dans ses foyers*, p. 3340; *Ses observations sur l'article 12 relatif à la veuve du mobilisé qui se remarie*, p. 3343; *Motion tendant au renvoi de cet article à la Commission*, p. 3349; Chapitre III du Titre II. Des enfants naturels reconnus : *Observations concernant l'article 46*, p. 3350. Chapitre premier du Titre II. Des droits à la pension : *Son amendement tendant à remplacer la réversibilité par une assurance-vie*, p. 3460; *Article nouveau de M. Queuille concernant la veuve qui se remarie*, p. 3471; Chapitre II. Fixation de la pension : *Amendements concernant l'article 15*, p. 3722, 3741; *Motion tendant à réserver cet article*, p. 3753. Titre III. Droits des ascendants : *Amendement de M. Locquin à l'article 18*, p. 3756; *Autres amendements concernant cet article*, p. 3763. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Article nouveau de M. Jobert concernant les infirmières*, A., S. de 1918, t. unique, p. 229; *Son amendement à cet article*, p. 230; *Remplacement par un capital, d'une petite*

partie de la pension, A., S. de 1918, t. unique, p. 235; *Article nouveau concernant la rééducation professionnelle des mutilés*, p. 273); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3025, 3111, 3188, 3202, 3235); de ce projet de loi, modifié à nouveau par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 861, 890, 916; *Seconde délibération*, p. 1071). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (*Sa motion préjudicielle*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3177); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Ses observations relatives aux bénéfices de guerre*, p. 3523; *son amendement y relatif*, p. 3528; *Taxe sur les successions*, p. 3540; *Son amendement y relatif*, p. 3541; *Ses observations sur les autres articles concernant cette taxe*, p. 3547; *Coffres-forts ou compartiments de coffres-forts en location*, p. 3562; *Son amendement relatif à l'affirmation sous serment*, p. 3563; *Payements par chèques*, p. 3635; *Déclaration des ventes*, p. 3644); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3900). — Ses rapports sur des pétitions (p. 3667). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à la constitution d'un fonds commun de contributions indirectes en faveur des communes et à la suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3719). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation concernant la production de la chaussure nationale (A., S. de 1918, t. unique, p. 519); de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 533, 541); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Discussion générale*, p. 614; Loi de Finances : *Son article nouveau concernant les constructions neuves*, p. 1092; *Droits de timbre*, p. 1149; *Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, p. 1154). — Son opposition au vote sans débats du projet de loi relatif au choix et à la surveillance des taureaux employés à la reproduction (p. 918). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1001, 1060); du projet de loi relatif à la mise en culture des terres abandonnées (p. 1080); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1271); du projet de loi sur les mesures contre les fraudes fiscales (*Évaluation des propriétés bâties et non bâties en matière de droits de transmission*, p. 1135); du projet

de loi, modifié par le Sénat, concernant l'évaluation de la propriété immobilière en matière de successions, donations et échanges (A., S. de 1918, t. unique, p. 1201); du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1299). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers (p. 1727); d'un projet et d'une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit destiné à assurer la liquidation des pensions des agents et sous-agents des postes et télégraphes (p. 1785). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des départements producteurs de céréales panifiables (p. 2008). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (p. 2304; *Sa disposition additionnelle*, p. 2316; *la retire*, p. 2317). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 2538); d'une interpellation sur la division de la France en régions économiques (p. 2577); du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2683). — Donne lecture de son rapport sur une proposition de résolution tendant à ériger au Panthéon un monument en l'honneur des soldats français (p. 2845); est entendu au sujet de la discussion immédiate de cette proposition (p. 2846). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéfices] (p. 2926). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la création d'un Livre d'or des municipalités françaises (p. 2965); du projet de loi concernant le pécule aux familles des soldats morts pour la patrie (*Son amendement*, p. 3211); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Carnets de timbres allemands rapportés par les prisonniers*, p. 3285); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3426). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 220); du projet de loi concernant l'échange des bons de monnaie des régions libérées (p. 258). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'interpel-

lations sur la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 646). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur le décret et l'instruction relatifs à l'application du pécule aux familles des combattants morts pour la patrie (p. 657); de propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 713, 740, 957, 986, 991, 1012); d'un projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (p. 722). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1033). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1480); d'une proposition de loi relative aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (p. 1488); d'une proposition de loi concernant la réforme de la loi électorale (p. 1514, 1867). — Est entendu dans la discussion d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1825); d'une interpellation sur la liquidation des pensions militaires (p. 2030). — Son opposition au vote sans débats d'une proposition de loi concernant les locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2353). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi modifiant la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 3502); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3827); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3833, 3977, 4403). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1751; A., S. de 1917, t. unique, p. 814, 854, 2512, 3820).

LEFEBVRE (M. FRANÇOIS), *Député de la 5^e circonscription de Valenciennes [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les familles de réfugiés français des dispositions de la loi du 27 avril 1916 sur la gratuité des colis postaux aux militaires (I., n° 2608; an., S. de 1916, p. 1517). — Sa proposition de loi, pré-

sentée avec demande de discussion immédiate, sur l'incorporation des hommes appartenant aux classes 1915 à 1920 restées en pays envahis (I., n° 5782 ; an., S. O. de 1919, p. 910). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1215 et suiv.) ; du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2410 et suiv.) ; de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Son amendement concernant les mines*, A., S. de 1917, t. unique, p. 523) ; des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1325) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Ses observations sur l'ensemble*, p. 1485). — Adresse au Ministre des Travaux publics une question relative aux familles des mineurs rapatriés (p. 2157). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la situation et le logement des rapatriés des pays envahis (p. 2752) ; développe cette interpellation (p. 3304). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le recensement, la révision et l'appel de la classe 1919 (p. 3841) ; des interpellations sur l'interprétation du statut des réfugiés (A., S. de 1918, t. unique, p. 2325). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les lenteurs de la réorganisation dans les pays reconquis (p. 2820). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi du 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéfices] (*Son amendement à l'article 2 devenu 3*, p. 2957, 2959) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3078) ; des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3257) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Allocation de bourses aux enfants des régions libérées ; Personnel enseignant de ces régions*, p. 3380). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'incorporation des jeunes gens des classes 1915 à 1920 restés en pays envahis pendant l'occupation ennemie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 7). — Parle sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (p. 18). — Est entendu : dans la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1396) ; sur la fixation de

la date de la discussion de son interpellation (déposée de concert avec M. Deguise sur l'approvisionnement en malt des brasseries des régions libérées (A., S. de 1919, t. unique, p. 2003) ; dans la discussion : d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2276) ; des crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 (*Agents locaux des régions libérées*, p. 2573) ; du projet de loi concernant les fêtes de la victoire (p. 2713). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les lenteurs de la reconstitution des régions libérées et la situation faite aux populations de ces régions (p. 3236) ; est entendu sur la fixation de la date de cette interpellation (*ibid.*).

LEFEBVRE DU PREY (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Saint-Omer [Pas-de-Calais]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O., de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des mines (*ibid.*) ; de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1914, un crédit extraordinaire de 400.000 francs pour venir en aide aux victimes des orages, notamment de celui du 14 juin, qui se sont produits dans l'arrondissement de Saint-Omer [Pas-de-Calais] (I., n° 322 ; an., S. O. de 1914, p. 2032). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 345, 346 et 353 et à abroger les articles 357 et 358 du Code civil relatifs à l'adoption (I., n° 2399 ; an., S. de 1916, p. 1300). — Prend part à la discussion : de l'élection de M. de Castelnau, par l'arrondissement de Saint-Affrique [Aveyron] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 357, 359, 361) ; de la proposition de loi tendant à la suspension totale du droit de douane sur le papier journal et les pâtes de cellulose (A., S. de 1915, t. unique, p. 654 et suiv.) ; d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés (*Discussion générale*, p. 687 et suiv. ; *Retire son contre-projet*, p. 693 ; *Amendement de M. Ribeyre à l'article 62*, p. 695 ; *Son addition à cet article*, p. 698) ; du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages

causés par les faits de la guerre (*Son amendement au paragraphe premier de l'article 10*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2168; *Ses observations concernant l'article 15*, p. 2371; *Son amendement à cet article*, p. 2376 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 3062, 3168; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 28, 48, 100, 106, 133, 144, 186, 198, 274); de ce projet de loi modifié à nouveau par le Sénat (p. 1641, 1702). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la crise des transports dans la région d'Amiens (A., S. de 1916, t. unique, p. 2191); développe cette interpellation (p. 2290 et suiv.). — Est entendu dans la discussion de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (A., S. de 1917, t. unique, p. 1943). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Discussion générale*, A., S. de 1918, t. unique, p. 833; *Amendement de M. Barthe à l'article 6 relatif au prix d'achat et à l'achat de l'alcool*, p. 2698). — Est entendu dans la discussion: des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 773, 1011); d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1563). — Est entendu dans la discussion: d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (p. 2043); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 4438, 4442). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 118, 169, 487; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968).

LEFÈVRE (M. ABEL), *Député de la 1^{re} circonscription d'Évreux [Eure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre: de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (p. 289); des postes et télégraphes (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459). = Sa proposition de loi tendant à intensifier la production des denrées alimentaires par le développement des

cultures potagères (I., n° 3186; an., S. de 1917, p. 416). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à mettre sans délai à la disposition de l'agriculture, jusqu'à la fin de la moisson, le quart des effectifs non combattants, par l'octroi de permissions agricoles (I., n° 3472; an., S. de 1917, p. 888). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à négocier avec les Gouvernements alliés et associés en vue de l'institution d'une fête interalliée, le 11 novembre, pour glorifier l'issue victorieuse de la guerre du droit et commémorer la libération des peuples (I., n° 5251; an., S. de 1918, p. 1998). — Sa proposition de résolution tendant à compléter le Règlement de la Chambre des Députés par l'adjonction d'un article 102 *bis* concernant la procédure des amendements qui augmentent les dépenses de l'Etat (I., n° 5828; an., S. de 1919, p. 946, 948). = Son rapport sur la proposition de résolution tendant à accorder une pension de retraite aux ouvriers auxiliaires, gardiens d'entrepôts et chargeurs auxiliaires des postes et télégraphes (I., n° 3062; an., S. de 1917, p. 266). — Son rapport sur: 1° la proposition de loi de M. Delaroché-Vernet, tendant à déclarer que le 11 novembre sera « jour de fête nationale »; 2° la proposition de résolution de M. Georges Bousset, invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi pour faire déclarer fête légale le 11 novembre de chaque année; 3° la proposition de résolution de M. Abel Lefèvre [Eure] et plusieurs de ses collègues, invitant le Gouvernement à négocier avec les Gouvernements alliés et associés en vue de l'institution d'une fête interalliée le 11 novembre pour glorifier l'issue victorieuse de la guerre du droit et commémorer la libération des peuples (I., n° 5435; an., S. de 1918, p. 2103). = Prend part à la discussion du projet de loi portant conversion en lois, de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914 (A., S. de 1915, t. unique, p. 104). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion diverses interpellations en Comité secret (A., S. de 1916, t. unique, p. 2541). — Est entendu dans la discussion: d'une interpellation sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (A. S. de 1917, t. unique, p. 1011 et suiv.); d'un projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1048, 1067); du projet de loi relatif à la fabrication de la farine de froment et aux pénalités qui la

concernent (*Ses amendements*, p. 1070 et suiv.); du projet de loi tendant à accorder aux personnels civils de l'État des allocations temporaires de cherté de vie (A., S. de 1917, t. unique, p. 1083). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier à la crise du charbon (p. 1125). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises pour donner satisfaction aux besoins en essence de la population civile (p. 1301). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Son amendement*, p. 2092). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les réquisitions de fourrages (p. 2401). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application des décrets concernant la répartition des céréales et sur les mesures qu'il juge indispensables pour assurer le ravitaillement du pays (p. 2444); développe cette interpellation (p. 2613, 2631). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2017); de plusieurs interpellations relatives à la crise des transports (p. 2119, 2138, 2147); du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. de 1918, t. unique, p. 3187; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 860); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3087, 3195). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 624, 1793). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 760; A., S. de 1916, t. unique, p. 75).

LEFÈVRE (M. ANDRÉ), *Député de la 1^{re} circonscription d'Aix [Bouches-du-Rhône]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission des

crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission du suffrage universel (p. 289); de la Commission de l'énergie hydraulique (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130); de la Commission des comptes définitifs (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). — Son rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, tendant : 1° à ouvrir au Ministre de la Guerre des crédits sur les exercices 1913 et 1914; 2° à autoriser le Ministre de la Marine à engager des dépenses non renouvelables; 3° à déterminer les règles financières applicables à ces dépenses (I., n° 242; an., S. O. de 1914, p. 1942). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder une prime de 500.000 francs à l'équipage de tout navire qui, attaqué par un sous-marin, l'aura détruit (I., n° 2999; an., S. de 1917, p. 134). — Sa proposition de loi tendant à créer une chaire de langue et de littérature provençales à l'Université d'Aix-Marseille (I., n° 6217; an., S. de 1919, p. 1671). — Sa proposition de loi relative à la perception de l'impôt global sur le revenu (I., n° 6635; an., S. de 1919, p. 2303). — Sa proposition de loi tendant à organiser le prêt sans intérêt à la France par l'émission d'obligations remboursables avec primes par voie de tirage (I., n° 6744; an., S. de 1919, p. 2519). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'ouverture de négociations diplomatiques en vue d'assurer le désarmement de l'Allemagne (I., n° 6963; an., de 1919, p. 2890). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à organiser le prêt sans intérêt à la France par l'émission d'obligations remboursables avec primes par voie de tirage (I., n° 7119; an., S. de 1919, p. 3092). — Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Bussat par la 3^e circonscription du 18^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 74). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 632). — Est entendu sur un projet de résolution concernant l'organisation du contrôle des dépenses prévu par l'article 13 de la loi tendant à ouvrir des crédits exceptionnels pour la Guerre et la Marine (p. 877). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'une interpellation relative à la politique du Gouvernement en Grèce (A., S. de 1916, t. unique, p. 2632). —

Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (A., S. de 1917, t. unique, p. 758). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des Services civils (*Utilisation de la flotte commerciale du Rhin pour le ravitaillement*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3282)]. — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 125, 149); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1680); d'interpellations sur la démobilisation des usines de guerre et le consortium des métaux (p. 696); du projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 877, 883); d'une interpellation sur la situation financière de la France et l'établissement, dès 1919, d'un budget normal et équilibré (p. 943). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Amendement tendant à n'accorder qu'un douzième*, p. 1334; *Impôt sur le revenu*, p. 1368; *Taxe sur le luxe*, p. 1382). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 1411); d'une proposition de résolution sur le rétablissement de la liberté commerciale (p. 1920). — Est entendu : sur la demande de discussion immédiate du projet de loi ayant pour objet la protection des appellations d'origine (p. 1923); au cours de la discussion de ce projet de loi (p. 1929); dans la discussion du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2148). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2242). — Est entendu sur la demande d'ajournement de la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2415); prend part à la discussion de ce projet de loi (*Création d'une chaire de langue et de littérature provençales à l'Université d'Aix-en-Provence*, p. 2737). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919,

de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Avances au budget annexe des poudres, pour bâtiments et outillages*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2489); des crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 (*Service des poudres*, p. 2588); du projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et élevant le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 3004); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1919, en vue de l'attribution aux personnels civils de l'Etat, de nouvelles avances exceptionnelles de traitement (p. 3040); d'interpellations sur la situation financière de la France (p. 3333); du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, sur le régime temporaire de l'alcool (p. 3532, 3596). — Parle sur le procès-verbal de la première séance du 10 septembre (p. 3813). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3858, 3875); des crédits applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4158); de sa proposition de résolution tendant à l'ouverture de négociations diplomatiques en vue d'assurer le désarmement de l'Allemagne (p. 4191 et suiv., 4306); de propositions de résolution tendant à la publication des Comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4498); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Budget ordinaire des services civils; dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Ses observations sur l'article 7, solde de l'armée*, p. 4535); du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1919 (p. 4683); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4750). — Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 3127).

LEFOL (M.), Député de l'arrondissement de Semur [Côte-d'Or].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission

de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission du travail (p. 3130). = Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, ayant pour objet de compléter la loi du 8 août 1913 relative au warrant hôtelier (L., n° 653; an., S. de 1915, p. 182). = Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur les élections : de M. Balitrand, par l'arrondissement de Millau [Aveyron] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 12); de M. de Castelnau, par l'arrondissement de Saint-Affrique [Aveyron] (p. 254); prend part à la discussion de cette dernière élection (p. 352). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 1252).

LE GRAIN (M.), *Directeur des chemins de fer de l'État.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 348); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 3232); des crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 3320); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 967); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier trimestre de 1919 au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État (p. 1103); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1239); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2375); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2446); des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 2630).

LEGRAND (M. ARTHUR), *Député de l'arrondissement de Mortain [Manche].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t., 2, p. 100). = Président du 4^e Bureau (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307). = Membre : de la Commission des boissons (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur l'élection de M. Edouard Dessein par l'arrondissement de Langres [Haute-Marne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 49); de M. Duboys Fresney, par l'arrondissement de Château-Gontier [Mayenne] (p. 49). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 350). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1080).

LEGRAND (M.), *Directeur du cabinet et du personnel central du commissariat des transports maritimes et de la marine marchande.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus, au titre civil, au cours de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3122, 3184).

LEGROS (M.), *Député de la 2^e circonscription de Blois [Loir-et-Cher].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 224). = Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des pensions (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission des douanes (p. 3130). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 75.000 francs pour acheter l'habitation de l'entomologiste Henri Fabre, à Sérignan [Vaucluse], dans un but d'intérêt public (L., n° 398; an., S. O. de 1914, p. 141). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Dessoie, par l'arrondissement de Chaumont [Haute-

Marne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 48); de M. de Monti, par la première circonscription de Laval [Mayenne] (p. 49). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'amnistie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4736). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1563). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 512, 1294; A., S. de 1916, t. unique, p. 322, 2650; A., S. de 1917, t. unique, p. 708, 2196, 2555, 2815, 2855; A., S. de 1918, t. unique, p. 348, 1506, 2070; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 370, 1289).

LÉMERY (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de la Martinique, Sous-Secrétaire d'État des Transports maritimes et de la Marine marchande.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 135). = Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication; de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2708); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1919, p. 1273). = Sa proposition de loi ayant pour objet la réparation des dommages immobiliers résultant des hostilités (I., n° 878; an., S. O. de 1915, p. 361). — Sa proposition de résolution concernant le rétablissement du contrôle mobile colonial (I., n° 1711; an., S. de 1916, p. 61). — Sa proposition de loi tendant à faciliter le mariage des mineurs de trente ans dont les ascendants sont demeurés en territoire occupé par l'ennemi (I., n° 1729, an., S. de 1916, p. 69). — Sa proposition de loi ayant pour objet la protection des produits d'origine française : 1° sur le territoire national; 2° sur les marchés étrangers (I., n° 1758; an., S. de 1916, p. 129). — Sa proposition de loi relative à l'application de la loi du 30 décembre 1915 concernant la légitimation des enfants adultérins (I., n° 2026; an., S. de 1916, p. 618). — Sa proposition de loi relative aux transcriptions d'actes de l'état civil qui doivent être faites à Paris (I., n° 2027; an.,

S. de 1916, p. 619). — Sa proposition de loi ayant pour objet la réforme de l'organisation des consulats (I., n° 2234; an., S. de 1916, p. 912). — Sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 30 septembre 1915, relative à la rectification des actes de décès des militaires et marins (I., n° 2690; an., S. de 1916, p. 1646). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la création d'une Commission des affaires coloniales (I., n° 3250; an., S. de 1917, p. 446). — Sa proposition de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer (I., n° 3826; an., S. de 1917, p. 1344). — Sa proposition de loi tendant à transformer en départements français les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion (I., n° 6683; an., S. 1919, p. 2703). = Son rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, ayant pour objet de compléter les deux lois en date du 29 avril 1902 déclarant d'utilité publique les chemins de fer d'intérêt local de Don à Fromelles et d'Hondschoote à Bray-Dunes (I., n° 553; an., S. de 1915, p. 72). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à étendre le cas d'admission des demandes en cassation contre les décisions des juges de paix (I., n° 918 et annexes; an., S. de 1915, p. 415, 512, 556). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur la proposition de loi de M. Diagne et plusieurs de ses collègues, étendant aux descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal les dispositions de la loi militaire du 19 octobre 1915 (I., n° 2162; an., S. de 1916, p. 761). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (I., n° 2215; an., S. de 1916, p. 895). — Son rapport sur la proposition de loi relative aux transcriptions d'actes de l'état civil qui doivent être faites à Paris (I., n° 2899; an., S. de 1917, p. 34). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'immatriculation des bateaux de rivière et l'hypothèque fluviale (I., n° 3063; an., S. de 1917, p. 267). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur la proposition de loi de MM. Delaroue et Maurice Viollette, tendant à la résolution facultative pour les communes des contrats passés par elles dans le cas

où l'augmentation du prix aurait été prononcée par décision de justice (I., n°3346; an., S. de 1917, p. 709). — Son rapport ayant pour objet de modifier le rapport de la précédente législature, repris le 13 juillet 1914 (2^e séance), sur le projet de loi, adopté par le Sénat, sur le recrutement de la magistrature coloniale et les garanties conférées aux magistrats coloniaux (I., n° 3389; an., S. de 1917, p. 798). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention provisoire passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France (I., n° 3857; an., S. de 1917, p. 1421). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention provisoire passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France (I., n° 3857 bis; an., S. de 1917, p. 1421). — Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur les élections : de M. Debaune, par la première circonscription de Bourges [Cher] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 107); de M. Mauger, par la 2^e circonscription de Saint-Amand [Cher] (p. 107). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement les successions des militaires et marins (A., S. de 1915, t. unique, p. 1609, 1610, 1611). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à la loi portant convocation devant les commissions de réforme des ajournés, exemptés et réformés des vieilles colonies (A., S. de 1916, t. unique, p. 602). — Son opposition à l'inscription sans débat du projet de loi modifiant la loi du 7 avril 1915, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France (A., S. de 1916, t. unique, p. 1574). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission de la législation civile*, dans la discussion de la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Amendement de M. André Hesse à l'article premier*, p. 1657 et suiv.; *Amendement de M. Delaroue*, p. 1669; *Disposition additionnelle de M. Delaroue à cet article*, p. 1670). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite du Comité secret, relatif aux affaires de Grèce (A., S. de 1917, t. unique, p. 170). — Prend part à la discussion du projet de loi et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (*Son amendement*, p. 932 et

suiv.). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (A., S. de 1917, t. unique, p. 1727). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la conduite rationnelle de la guerre et la définition de la victoire et de la paix (p. 2410); développe cette interpellation (p. 2428). — Demande à interpellier le Gouvernement sur ses déclarations et sur sa politique générale (p. 3029); développe cette interpellation (p. 3030; *Son ordre du jour motivé*, p. 3037).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes et de la Marine marchande (Transports maritimes et Marine marchande)* [Décret du 17 novembre 1917] (J. O., p. 9218). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*Ses observations concernant la disjonction de certains crédits*, p. 3376); du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3813); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 3873). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à la liaison maritime entre la France et l'Algérie (A., S. de 1918, t. unique, p. 156). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 302; A., S. de 1917, t. unique, p. 1345, 2860). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 228; A., S. de 1917, t. unique, p. 946; A., S. de 1918, t. unique, p. 3231).

LEMIRE (M.), *Député de la 4^e circonscription d'Hazebrouck [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels (I., n° 140; an., S. O. de 1914, p. 1873). — Sa proposition de loi tendant à

faire compter pour la retraite des fonctionnaires toutes leurs années de service actif (I., n° 141 ; an., S. O. de 1914, p. 1876). — Sa proposition de loi tendant à subordonner l'exercice du droit de vote à l'accomplissement du service militaire (I., n° 142 ; an., S. O. de 1914, p. 1876). — Sa proposition de loi tendant à assurer à la famille des droits électoraux (I., n° 342 ; an., S. O. de 1914, p. 2068). — Sa proposition de loi sur les plus-values résultant d'expropriation pour cause d'utilité publique (1) (I., n° 360 ; an., S. de 1914, p. 414). — Sa proposition de loi tendant à la réduction pendant les hostilités du nombre des Ministères (I., n° 2750 ; an., S. de 1916, p. 1747). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (A., S. de 1915, t. unique, p. 739 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (A., S. de 1916, t. unique, p. 2542). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la situation des réfugiés et rapatriés des pays envahis (A., S. de 1917, t. unique, p. 3288) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 3057, 3153, 3165 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 30, 34, 47, 86, 237 et suiv., 251 et suiv., 262, 309) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1656, 1676). — Adresse au Ministre des Régions libérées une question sur l'organisation des secours dans les régions dévastées (p. 59). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1090, 1164) ; d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1220, 1522, 1617) ; d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2193) ; des projet et propositions de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés ; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3724 et suiv., 3753, 4363, 4440) ; du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (p. 4337).

LEMOINE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Saint-Omer [Pas-de-Calais]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des mines (p. 289) ; de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130) ; de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4437).

LENOIR (M.), *Député de la 2^e circonscription de Reims [Marne], Questeur de la Chambre*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission de comptabilité (F., n° 11 ; J. O., de 1914, p. 5370) ; de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 289) ; de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682) ; de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés (I., n° 180 ; an., S. O. de 1914, p. 1895). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à accorder une majoration supplémentaire aux femmes en état de grossesse bénéficiant déjà des allocations prévues par la loi du 5 août 1914 (I., n° 1660 ; an., S. de 1916, p. 15) ; son rapport supplémentaire (I., n° 1752 ; an., S. de 1916, p. 125). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi sur les réparations aux victimes civiles de la guerre atteintes dans leur personne ou à leurs ayants droit (I., n° 1826 ; an., S. de 1916, p. 234). — Son rapport sur le projet de loi tendant à faciliter le fonctionnement des offices publics d'habitations à bon marché et des

(1) Ce document n'a pas été publié.

sociétés d'habitations à bon marché dans les régions dévastées (I., n° 7100; an., S. de 1919, p. 3066). — Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Giacobbi (Marius), par l'arrondissement de Corte [Corse] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 19). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence, une proposition de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés (p. 352); développe les motifs de l'urgence (p. 352). — Est élu membre du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail (p. 370). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés (p. 523). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Intérieur: *Assistance aux femmes en couches*, p. 535. Loi de Finances: *Taxe représentative des droits de cession des fonds de commerce*, p. 622; *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 641); de ce projet de loi, modifié une troisième fois par le Sénat (Loi de Finances: *Taxe sur les roulotteurs*, p. 881); du projet de loi portant ouverture de crédits pour le service des pensions civiles [Loi du 9 juin 1853] (p. 872); des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (A., S. de 1915, t. unique, p. 71, 74). — Est entendu: sur la proposition de loi relative au passage des pères de six enfants dans la dernière classe de la réserve de l'armée territoriale (p. 109); dans la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Motion d'ajournement de M. Dansette*, p. 158; *Amendement de M. Lefas à l'article 6*, p. 224; *Amendement de la Commission des boissons au même article*, p. 225; *Suppression du paragraphe 2 de l'article 11*, p. 245; *Son amendement au paragraphe premier de l'article 12*, p. 270; *le retire*, p. 271). — Est nommé membre du Conseil supérieur du travail (p. 302). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les accidents agricoles (*Contre-projet de M. Pottevin*, A., S. de 1915, t. 1, p. 441; *Nouveau texte de la Commission pour le paragraphe 2 de l'article premier*, p. 539). — Est entendu dans la discussion: d'une proposition de loi tendant à accorder la gratuité des envois postaux aux militaires mobilisés (A., S. de 1915, t. unique, p. 468); de la proposition de loi tendant à

substituer la responsabilité de l'Etat à celle des patrons dans les accidents du travail causés par les hostilités (A., S. de 1915, t. unique, p. 487). — Prend part à la discussion concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé un projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 594). — Est entendu dans la discussion: de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 931); d'une proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1215 et suiv.); du projet de loi concernant la création ou l'agrandissement de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées alliées (p. 1233); du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à régler l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 1309); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1695); d'une proposition de résolution concernant le régime douanier entre le canton de Genève et le département de la Haute-Savoie (p. 1960). — Est entendu: sur l'ajournement de la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à accorder une majoration d'allocation aux femmes en état de grossesse (A., S. de 1916, t. unique, p. 102); dans la discussion de cette proposition, en qualité de *Rapporteur* (p. 191). — Demande, comme *Rapporteur*, le retrait de l'ordre du jour d'une proposition de résolution concernant les réparations aux victimes civiles de la guerre (p. 402). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (p. 763). — Est entendu dans la discussion: des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais: *Amendement de M. J.-L. Breton à l'article 14*, p. 830); des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1599; *Seconde délibération. Proposition additionnelle de M. Emile Constant*, p. 1649). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1851, 2529). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Ses amendements à l'article 5*, p. 1973 et suiv.; *Amendement de M. Ceccaldi au nouvel article 9 présenté par la Commission*, p. 2121; *Amendement de*

M. Bonnevey tendant à la suppression du paragraphe 3° de cet article, A., S. de 1916, t. unique; p. 2123; *Ses observations concernant le paragraphe 2 de l'article 40*, p. 2174; *Son amendement à l'article 14 présenté de concert avec M. Forgeot*, p. 2370; *Texte additionnel de M. Charpentier*, A., S. de 1917, t. unique, p. 96; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 144; de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 89, 104, 237, 312, 318); de ce projet de loi modifié à nouveau par le Sénat (p. 1657, 1706). — Est entendu pour une rectification au procès-verbal de la séance du 7 décembre 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 2556). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 27 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté, avec demande de priorité, à la suite du Comité secret relatif aux affaires de Grèce (p. 169); transfère sa demande de priorité à l'ordre du jour de M. Bedouce (p. 175). — Est entendu, comme *Président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales*, dans la discussion d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions à titre de subvention au Comité des orphelins de la guerre (p. 516). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 627). — Est entendu au sujet d'un rappel au Règlement de M. Albert-Favre (p. 671). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 867). — Sa motion tendant à ce que les sièges de MM. Briquet et Tailliandier, décédés à Bapaume, soient ornés des écharpes aux couleurs nationales (p. 946). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture d'un crédit en vue du recensement de la population civile (p. 1122 et suiv.); des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1221). — Sa motion tendant à ce que la Chambre siège le mercredi 20 juin 1917 (p. 1522). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la constatation de l'état des lieux susceptible de donner ouverture à la réparation des dommages de guerre (p. 1617). — Est élu *Questeur de la Chambre* (p. 1660). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée

active et à la réserve de l'active (A., S. de 1917, t. unique, p. 2048). — En qualité de *Questeur*, est entendu dans la discussion du projet de résolution portant règlement définitif des comptes de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1916 (p. 2086). — En qualité de *Député*, prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Perception des contributions*, p. 2531; *Ouverture de lettres adressées aux parlementaires*, p. 2535); d'interpellations concernant les réfugiés et rapatriés des pays envahis (p. 3412); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement complétant l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905*, p. 3653); du projet de loi tendant à la constitution d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et à la suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3716). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Intérieur : *Familles nombreuses et veuves privées de ressources*, p. 693; *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*, p. 695. Finances : *Ouvriers des manufactures de tabacs*, p. 811. Loi de Finances : *Son amendement concernant l'allocation mensuelle aux vieillards, infirmes et incurables secourus à domicile*, p. 1184). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1246). — Est entendu, comme *Président de la Commission*, dans la discussion du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1294 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur la situation politique générale et militaire (p. 1467). — Prend part, en qualité de *Questeur délégué*, à la discussion d'une proposition de résolution portant règlement définitif des comptes de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1917 (p. 1601). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Amendements relatifs aux monts de piété*, p. 1903); d'interpellations sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 3202). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Personnel non commissionné des manufactures de*

l'État, A., S. de 1918, t. unique, p. 2474). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2671). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la libération des vieilles classes (p. 2781). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Est entendu, comme *Président de la Commission*, dans la discussion de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 761 et suiv., 782 et suiv.). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales*, à la discussion d'une proposition de loi tendant à instituer des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose pulmonaire (p. 897, 901). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 400, 4034). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant le déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1214). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Réorganisation des pays libérés*, p. 1453); du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2144); du projet de loi concernant l'attribution, aux personnels civils de l'État, d'avances exceptionnelles de traitement (p. 2280); des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant le prix des tabacs*, p. 2635). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus, au titre civil, au cours de la guerre (p. 3107); dans la discussion de ce projet de loi (p. 3115, 3117, 3139). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 3276). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3973, 4444); des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4147 et suiv.); du projet de loi réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles

atteints par faits de guerre (A., S. O., de 1919, t. unique, p. 4462); d'un projet de loi concernant le vote des réfugiés (p. 4464); d'une proposition de loi sur les divers amendements à la loi électorale (p. 4525 et suiv.); du projet de loi portant fixation de l'ordre des diverses élections (p. 4589); du projet de loi, adopté par le Sénat, réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par faits de guerre ou situés dans les localités évacuées ou envahies (p. 4769). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 701; A. S. de 1918, t. unique, p. 269; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1401). — Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 2932).

LÉON (M. PAUL), *Chef de la division des services d'architecture au Ministère de l'Instruction et des Beaux-Arts*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 419); du budget de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2499).

LEREDU (M.), *Député de la 3^e circonscription de Pontoise [Seine-et-Oise]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission des douanes (A., S. de 1917, t. unique, p. 1586); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (p. 2707); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission de la marine de guerre (p. 2442); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la rectification administrative des actes de décès des militaires et marins dressés aux armées pendant la durée de la guerre (I., n° 979; an., S. O. de 1915, p. 501). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la

rectification administrative des actes de décès des militaires et marins dressés aux armées pendant la durée de la guerre (I., n° 1232; an., S. de 1915, p. 926). — Son rapport sur la proposition de loi relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre (I., n° 1233; an., S. de 1915, p. 928). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement (I., n° 1677; an., S. de 1916, p. 45). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant la loi du 7 avril 1915 autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France (I., n° 3079; an., S. de 1917, p. 345). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'insaisissabilité du mobilier des familles nombreuses (I., n° 3251; an., S. de 1917, p. 447). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. André Honnorat et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'autoriser les Français portant un nom patronymique d'origine étrangère à le modifier en un nom à forme française; 2° la proposition de loi de M. Lazare Weiller et plusieurs de ses collègues, concernant la faculté pour les Alsaciens-Lorrains de franciser leur nom patronymique (I., n° 3753; an., S. de 1917, p. 1254). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, établissant la procédure à suivre, conformément au dernier paragraphe de l'article 12 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, en matière de mise en accusation, d'instruction, de jugement du Président de la République et des Ministres devant le Sénat constitué en Cour de justice, pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions (I., n° 4105; an., S. de 1917, p. 2040). — Son rapport sur la proposition de loi organisant la liquidation des biens du débiteur non commerçant en état de déconfiture (I., n° 4176; an., S. de 1918, p. 2); Son rapport supplémentaire (I., n° 5108; an., S. de 1918, p. 1568). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à relever de 3 à 5 0/0 l'intérêt de crédit dont sont passibles certains droits que la loi du 15 février 1875 autorise les contribuables à

payer en obligations cautionnées ou en obligations d'admission temporaire (I., n° 4215; an., S. de 1918, p. 29). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à compléter la loi du 30 septembre 1915 relative à la rectification des actes de décès des militaires et marins (I., n° 4254; an., S. de 1918, p. 113). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour objet de modifier les articles 69, 73, 75, 168 et 173 du Code civil (I., n° 4403; an., S. de 1918, p. 297); son rapport supplémentaire (I., n° 4606; an., S. de 1918, p. 557); son 2° rapport supplémentaire (I., n° 4703; an., S. de 1918, p. 647). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de compléter la loi du 2 juillet 1915 sur les actes de l'état civil (I., n° 4545; an., S. de 1918, p. 497). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de Français, ainsi qu'aux déclarations souscrites au profit des enfants des sujets ennemis (I., n° 4708; an., S. de 1918, p. 650); son rapport supplémentaire (I., n° 4786; an., S. de 1918, p. 856); son 2° rapport supplémentaire (I., n° 4858; an., S. de 1918, p. 930). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à l'organisation d'un régime de secours en faveur des femmes divorcées non remariées, qui avaient obtenu une pension alimentaire, conformément à l'article 301 du Code civil, sur les biens de leur ex-conjoint, lorsque celui-ci aura été tué à l'ennemi (I., n° 5170; an., S. de 1918, p. 1800). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la déclaration d'absence des individus disparus pendant la durée des hostilités (I., n° 5278; an., S. de 1918, p. 1927); son rapport supplémentaire (I., n° 5741; an., S. de 1919, p. 863). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à modifier les articles 45, 63, 64, 69, 73, 75, 76, 151, 168, 173, 206, 228 et 296 du Code civil [dispositions légales relatives au mariage] (I., n° 5690; an., S. de 1919, p. 800). — Son rapport sur : 1° le projet portant modification à la législation de la caisse nationale d'assurance en cas de décès; 2° la proposition de loi de M. Bonnevey tendant à autoriser la caisse nationale d'assurance en cas de décès à consentir tous contrats d'assurance en cas de vie, en cas de décès et mixtes, sans limitation du montant du capital assuré (I., n° 6201; an., S. de 1919, p. 1661). — Son avis présenté, au nom de la Commission de la légis-

lation civile et criminelle sur la proposition de loi de M. Tournan et plusieurs de ses collègues tendant à instituer la progressivité des amendes suivant le revenu des délinquants (I., n° 6341 ; an., S. de 1919, p. 1936). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée une seconde fois par le Sénat, tendant à modifier les articles 43, 63, 64, 69, 73, 75, 76, 151, 154, 168, 173, 206, 228 et 296 du Code civil concernant le mariage et ses obligations (I., n° 6381 ; an., S. de 1919, p. 1996). — Son avis présenté, au nom de la Commission de la législation civile et criminelle sur le projet de loi portant modification à la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée par les lois des 21 avril 1914 et 6 novembre 1918 (I., n° 6628 ; an., S. de 1919, p. 2297). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à combattre la dépopulation par la répression des avortements criminels (I., n° 6679 ; an., S. de 1919, p. 2347). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la date de la cessation des hostilités (I., n° 6706 ; an., S. de 1919, p. 2420). — Son rapport (3^e rapport supplémentaire) sur le projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'Ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre [Présenté pour la seconde délibération] (I., n° 6819 ; an., S. de 1919, p. 2627). — Son rapport supplémentaire sur : 1^o le rapport de la précédente législature, repris le 13 juillet 1914 (2^e séance), sur le projet de loi, adopté par le Sénat, concernant le recrutement de la magistrature coloniale et les garanties conférées aux magistrats coloniaux ; 2^o le projet de loi relatif au recrutement, aux traitements, à l'avancement et à la discipline des magistrats des colonies (I., n° 6865 ; an., S. de 1919, p. 2680). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 37 du Code civil (I., n° 6914 ; an., S. de 1919, p. 2857). — Son rapport sur les propositions de loi : 1^o de M. Raoul Péret, concernant la rectification des actes de l'état civil ; 2^o de M. Jovelet, tendant à modifier les articles 101 du Code civil et 857 du Code de procédure civile, relatifs à la transcription des jugements de rectification d'actes de l'état civil (I., n° 6939 ; an., S. de 1919, p. 2873). — Son rapport sur le projet de loi tendant à maintenir en vigueur, après la cessation de l'état de guerre, les dispositions de la loi du 12 février 1916 réprimant le trafic des monnaies

et espèces nationales (I., n° 6968 ; an., S. de 1919, p. 2899). — Son rapport sur l'élection de M. Blaise Diagne par le Sénégal (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 463). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi concernant les actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1373). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2095). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2530 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 580, 2043, 3667). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la situation faite au département de Seine-et-Oise par suite du nouveau décret sur le gaz (p. 1462) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1463) ; développe cette interpellation (p. 1506). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1541 et suiv. Exonérations et délais : *Ses observations sur l'article 14*, p. 1601 et suiv. ; *Ses observations relatives au dernier paragraphe de cet article*, p. 1621. Juridiction et procédure : *Son amendement à l'article 51*, p. 1661 ; *Ses observations sur l'article 43*, p. 1663 ; *Son amendement à l'article 56*, p. 1665. Articles 27, 28, 29 réservés : *Amendement de M. Puech tendant à la disjonction de l'article 27*, p. 1775) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 319, 350, 429). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (Impôt sur les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères ; *Son amendement à l'article 23*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1888. Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales : *Son amendement à l'article 51*, p. 1893 ; *Ses observations concernant l'article 25 relatives au respect du secret professionnel*, *ibid.*). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Ses amende-*

ments, A., S. de 1917, t. unique, p. 2054, 2076, 2105); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Droit à l'allocation pour les femmes de gendarmes de la région de Seine-et-Oise*, p. 2566); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur les successions*, p. 3560). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant la procédure à suivre devant la Haute-Cour de justice (p. 3856, 3861). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 123, 1239). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (p. 303). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de Français (p. 2511, 2520, 2533). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur* de la Commission de la législation civile, dans la discussion d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 2537). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la création d'un Livre d'or des municipalités françaises (p. 2967); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3169); du projet de loi concernant la révision des listes électorales (p. 3454). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 414). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 588); du projet de loi tendant à l'ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (p. 729); de la proposition de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 771, 962, 991, 994, 1010); du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1158, 1204). — Son opposition au vote sans débat de la proposition de résolution relative à la nomination d'une Com-

mission concernant l'Alsace et la Lorraine, composée de 44 membres (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1772, 2184). — Son opposition au vote sans débat de la proposition de loi modifiant des articles du Code de procédure civile relatifs à la conciliation (p. 2265). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux locations verbales conclues entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2690). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur*, sur la demande d'ajournement de la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus, au titre civil, au cours de la guerre (p. 3102, 3112); au cours de la discussion de ce projet de loi (p. 3117, 3143 et suiv.; 3229 et suiv.; 3345 et suiv.); au cours de la 2^e délibération sur ce projet de loi (p. 4463). — Prend part à la discussion : du projet de loi reuforçant le personnel du tribunal de 1^{re} instance de la Seine (p. 3471); du projet de loi relatif à la date de la cessation des hostilités (p. 4381); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 7436).

LEROLLE (M. JEAN), *Député de la 1^{re} circonscription du VII^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Secrétaire du 5^e bureau (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857). — Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des travaux publics (A., S. de 1916, t. unique, p. 2467); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). — Sa proposition de loi tendant à modifier les conditions de la naturalisation (I., n° 511; an., S. de 1915, p. 21). — Sa proposition de loi relative à la modification

de certaines dispositions de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité (I., n° 2511 ; an., S. de 1916, p. 1459). — Sa proposition de loi tendant à autoriser l'autorité administrative à promulguer par voie d'arrêté et à rendre obligatoires les accords collectifs passés entre les organisations patronales et ouvrières (I., n° 5243 ; an., S. de 1918, p. 1824). — Son rapport sur le projet de loi étendant aux agents des administrations publiques départementales, communales et coloniales, aux agents des établissements publics et de certains établissements d'utilité publique, et à leurs conjoints, le bénéfice des dispositions de la loi du 27 mars 1911 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (I., n° 1142 ; an., S. de 1915, p. 816). — Son rapport sur la proposition de loi de M. Victor Boret (Vienne) et plusieurs de ses collègues, tendant à interdire la vente du pain frais et établissant la suppression du travail de nuit dans les boulangeries (I., n° 3321 ; an., S. de 1917, p. 697). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, tendant à la suppression du travail de nuit dans les boulangeries (I., n° 5899 ; an., S. de 1919, p. 1084). — Son avis, présenté au nom de la Commission du travail, sur : 1° le projet de loi relatif à l'enseignement technique, industriel et commercial, et les diverses propositions de loi ayant le même objet ; 2° la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial (I., n° 6288 ; an., S. de 1919, p. 1784). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'organisation de l'apprentissage (I., n° 6509 ; an., S. de 1919, p. 2091). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de proroger les lois des 30 novembre 1916 et 23 février 1918, relatives à l'approbation des conventions modifiant temporairement les contrats de concessions des voies ferrées d'intérêt local et des réseaux secondaires d'intérêt général (I., n° 6859 ; an., S. de 1919, p. 2661). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. le colonel de Puineuf par l'arrondissement de Bressuire [Deux-Sèvres] (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 930). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 281). — Est nommé membre du Conseil supérieur du travail (p. 302). — Est entendu dans la discussion ; d'une proposition

de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (A., S. de 1915, t. unique, p. 702) ; d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant la zone de servitude des cimetières dans les villes (p. 766 et suiv.) ; du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à réglementer l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 1305) ; du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1683). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant la légitimation des enfants et les mariages par procuration (p. 1795, 1796) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les douzièmes provisoires du premier trimestre de 1916 (*Impôt sur le revenu*, p. 2033) ; du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Répartition des combustibles*, p. 2070). — Prend part à la discussion : des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais. *Son nouveau texte pour l'article 23*, A., S. de 1916, t. unique, p. 905, 906 ; *Ses observations concernant l'article 14 ter nouveau*, p. 1040) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (Exonérations et délais : *Amendement de M. Varenne à l'article 12*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1597 ; *Amendement de M. Levasseur au paragraphe 6 de l'article 14*, p. 1622 ; *Son amendement au dernier paragraphe de cet article*, p. 1635 ; *retrait*, p. 1636 ; *Son amendement à l'article 16*, p. 1637 ; *Amendement de M. Levasseur à l'article 25*, *ibid.* ; Articles 27, 28, 29, réservés : *Amendement de M. Puech tendant à la disjonction de l'article 27*, p. 1767) ; de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 357, 382, 434). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1837) ; du projet de loi sur la dénaturalisation (*Son amendement à l'article premier*, p. 1919) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Enfants des femmes travaillant dans les usines*, p. 2658 ; *Article 5, Impôt sur le revenu*, p. 2715). — Prend part à la discussion du projet de loi sur l'organisation du repos du samedi pour les ouvrières du vêtement (A., S. de 1917, t. unique, p. 1265 et suiv.). — Prend part à la discus-

sion : du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (*Son amendement à l'article premier*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1963; *Son amendement à l'article 28*, p. 2023); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur les successions*, p. 3547; *Parents collatéraux au delà du 4^e degré*, p. 3554). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chap. II. Fixation de la pension. *Amendements concernant l'article 15*, p. 3741). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant la procédure à suivre devant la Haute-Cour de justice (p. 3860). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1918, t. unique, p. 567). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances. *Droit de timbre*, p. 1151). — Est entendu dans la discussion : du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2682); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3176); du projet de loi concernant la révision des listes électorales (p. 3750). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 426); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur l'extension et la capacité civile des syndicats professionnels (p. 686 et suiv.); de diverses propositions de loi relatives à la protection de la propriété commerciale (p. 780, 964); de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1145). — Dépose et lit son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, supprimant le travail de nuit dans les boulangeries (p. 1301). — Prend part à la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1837); d'une proposition de loi relative aux locations verbales conclues entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2681); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'amélioration des traitements du per-

sonnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4187).

LEROUX (M. EUGÈNE), *Directeur du personnel et de la comptabilité au Ministère de la Justice*, puis *Directeur des affaires criminelles et des grâces*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi concernant le fonctionnement des justices de paix pendant la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 351); du projet de loi ayant pour objet : 1^o de proroger et modifier l'article 10 de la loi du 20 avril 1916; 2^o de proroger et d'étendre les dispositions du décret du 13 août 1919 relatif à l'affichage des prix de vente; 3^o de réprimer la spéculation illicite sur les loyers (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4668).

LE ROUZIC (M.), *Député de la 3^e circonscription de Lorient [Morbihan]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Secrétaire du 2^e Bureau (F., n^o 35; J. O. de 1915, p. 307). = Membre : de la Commission de l'agriculture; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi tendant à réaliser plus d'équité dans la répartition des droits de mutation à titre gratuit et de la contribution foncière de la propriété bâtie (I., n^o 253; an., S. O. de 1914, p. 2055). — Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 1778 du Code civil [Baux à ferme] (I., n^o 254; an., S. O. de 1914, p. 2057). — Sa proposition de résolution concernant les engrais minéraux nécessaires à l'agriculture (I., n^o 1521; an., S. de 1915, p. 1353). — Sa proposition de loi tendant à obtenir le bénéfice d'une libération anticipée en faveur des fils aînés de veuves de guerre appelés par la conscription (I., n^o 5995; an., S. de 1919, p. 1200). — Sa proposition de loi tendant à proroger la durée des baux à ferme, à métayage et à domaine congéable et à établir un prix de base pour le calcul de la rente conventionnelle pour la période d'interventionnisme dans la fixation des cours des céréales (I., n^o 6073; an., S. de 1919, p. 1310). = Son rap-

port sur le projet de loi tendant à distraire la commune de Saint-Martin-le-Beau (Indre-et-Loire), du canton d'Amboise, pour la rattacher au canton de Bléré (S. O. de 1914, Fasc. n° 23). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant les engrais minéraux nécessaires à l'agriculture (I., n° 1654; an., S. de 1916, p. 6). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre les mesures immédiates pour le transport des engrais nécessaires pour les semailles d'automne (I., n° 2578; an., S. de 1916, p. 1508). — Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur l'élection de M. Maître par l'arrondissement de Louhans [Saône-et-Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 66). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder des allocations aux familles des victimes civiles de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 111). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Sa disposition additionnelle à l'article 8*, A., S. de 1915, t. unique, p. 554). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de résolution concernant les engrais minéraux nécessaires à l'agriculture (A., S. de 1916, t. unique, p. 381 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : des projet et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Son amendement à l'article 2*, p. 1107; *le retire*, *ibid.*); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Sa disposition additionnelle à l'article premier*, p. 1153; *Disposition additionnelle de M. Reboul à l'article premier*, p. 1160). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2237 et suiv.). — Demande que la Chambre se forme de nouveau en Comité secret (p. 2537). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (A., S. de 1917, t. unique, p. 1015); de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2742); d'interpellations concernant le ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 3013). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur

les boissons hygiéniques (A., S. de 1917, t. unique, p. 3684). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. 1, p. 81, 790; A., S. de 1916, t. unique, p. 545, A., S. de 1918, t. unique, p. 509, 603, 761). — Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 1360).

LE ROY (M. ALFRED), *Député de la 1^{re} circonscription de Cambrai [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (p. 289); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1914, d'un crédit extraordinaire tendant à venir en aide aux victimes du cyclone du 30 avril 1914, dans la région du Cambrésis (I., n° 368; an., S. O. de 1914, p. 2044). — Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur les élections : de M. Paul Simon par la 2^e circonscription de Brest [Finistère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 27); de M. Louis Soubigou par la 3^e circonscription de Brest [Finistère] (p. 27). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2916). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3228); du projet de loi accordant des subventions et des avances aux communes atteintes par des événements de guerre (*Son amendement*, p. 3622). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 456; A., S. de 1916, t. unique, p. 2216; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968). — Obtient des congés (A. S. de 1915, t. unique, p. 682, 1294, 1517; A., S. de 1916, t. unique, p. 1414, 2611; (A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 1360, 1762, 2654, 3081; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957, 2355).

LEROY (M. MODESTE), *Député de la 1^{re} circonscription d'Evreux [Eure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission du

commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 1968). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 510; A., S. de 1915, t. unique, p. 512; A., S. de 1916, t. unique, p. 1377).

LESAGE (M.), *Directeur de la comptabilité au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 419); du budget de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2499); des crédits en vue de l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (p. 3158); des projet et propositions de loi concernant le régime de l'alcool (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1985).

LE TROADEC (M.), *Député de la 2^e circonscription de Lannion [Côtes-du-Nord].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de la marine; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 1811).

LE TROCQUER (M. YVES), *Directeur de la navigation intérieure par intérim, puis Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t., unique, p. 2268); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2375); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2446); des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2630); du pro-

jet de loi tendant à instituer un régime provisoire d'exploitation des voies de navigation intérieure (p. 4268).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances* [Décret du 27 novembre 1919] (J. O., p. 13574).

LEVASSEUR (M.), *Député de la 2^e circonscription du XV^e arrondissement de Paris [Seine].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 120). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35, J. O. de 1915, p. 307); de la Commission du commerce et de l'industrie; de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la législation civile (A., S. de 1916, t. unique, p. 998). = Sa proposition de loi tendant à annuler les augmentations de loyers fixées par les baux commerciaux et industriels (I., n° 923; an., S. de 1915, p. 648). — Sa proposition de loi relative à la réglementation de la vente de la margarine et de l'oléo-margarine (I., n° 1548; an., S. de 1915, p. 1364). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de suspendre, pendant la durée de la guerre, l'application de l'article 1752 du Code civil, concernant l'expulsion des locataires (I., n° 1661; an., S. de 1916, p. 16). — Sa proposition de loi tendant à restituer à leur arme d'origine les officiers des armes combattantes versés dans les services administratifs et à remplacer par des « officiers auxiliaires » les officiers aptes à faire campagne actuellement immobilisés dans les services sédentaires (I., n° 1685; an., S. de 1916, p. 47). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le moratorium des loyers (I., n° 1760; an., S. de 1916, p. 139). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faire bénéficier du moratorium les baux sans congé (I., n° 1819; an., S. de 1916, p. 234). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet l'application du moratorium des loyers aux locations contractées depuis la mobilisation (I., n° 2298; an., S. de 1916, p. 1063). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer l'application de la loi du

5 août 1914, même en matière de référés (I., n° 2583; an., S. de 1916, p. 1504). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer le respect de la procédure prescrite par les décrets et circulaires dans les départements soumis aux moratoria en matière de paiement des loyers (I., n° 2584; an., S. de 1916, p. 1504). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour réprimer la spéculation sur les cotons (I., n° 3351; an., S. de 1917, p. 711). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant : 1° à étendre le bénéfice de l'allocation militaire aux ascendants des femmes de mobilisés dans les mêmes conditions qu'aux ascendants des mobilisés; 2° à majorer de 0 fr. 50 par enfant l'allocation donnée aux femmes dont le mari et un ou plusieurs enfants sont mobilisés (I., n° 3427; an., S. de 1917, p. 853). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter le Gouvernement à empêcher la violation de la loi du 9 mars 1918, relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (I., n° 4618; an., S. O. de 1918, p. 566). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de rendre applicable à tous les baux et locations verbales, la loi du 9 mars 1918 (I., n° 4694; an., S. de 1918, p. 644). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant l'effet des congés en matière de loyers (I., n° 4759; an., S. de 1918, p. 798). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (I., n° 4946; an., S. de 1918, p. 1049). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à proroger les locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (I., n° 5938; an., S. de 1919, p. 1114). — Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire la déclaration des locaux vacants à l'usage d'habitation, commerce, industrie et professions diverses, dans les communes où existent des offices de logement ou bureaux municipaux de location (I., n° 6497; an., S. de 1919, p. 2086). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 11 de la loi du 9 novembre 1915 relative à la réglementation de l'ouverture

de nouveaux débits de boissons (I., n° 6542; an., S. de 1919, p. 2164). — Sa proposition de loi tendant à proroger les locations contractées après la déclaration de guerre (I., n° 6950; an., S. de 1919, p. 2883). — Son avis, présenté au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, sur : 1° le projet de loi concernant la résiliation, par suite de la guerre, des baux à loyer; 2° le projet de loi concernant les loyers échus pendant la guerre; 3° les diverses propositions de loi ayant le même objet (I., n° 1408; an., S. de 1915, p. 1136). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour réprimer la spéculation sur les cotons (I., n° 3410; an., S. de 1917, p. 842). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier la loi sur les loyers (I., n° 4985; an., S. de 1918, p. 1199); son rapport supplémentaire (I., n° 5026; an., S. de 1918, p. 1199). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Lauche et plusieurs de ses collègues, portant protection de la propriété commerciale; 2° la proposition de loi de M. Georges Berry tendant à garantir la propriété commerciale; 3° la proposition de loi de M. Georges Bureau ayant pour objet d'étendre à l'achalandage la reconnaissance de la propriété commerciale; 4° la proposition de loi de M. Failliot tendant à instituer et à garantir la propriété commerciale et professionnelle (I., n° 5100 et annexe; an., S. de 1918, p. 143, 1652); son rapport supplémentaire (I., n° 5772; an., S. de 1919, p. 899); son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 5813; an., S. de 1919, p. 935); son 3^e rapport supplémentaire (I., n° 5822; an., S. de 1919, p. 945). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à proroger les locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (I., n° 6174; an., S. de 1919, p. 1526). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à rendre obligatoire la déclaration des locaux vacants à l'usage d'habitation, commerce, industrie et professions diverses, dans les communes où existent des offices de logement ou bureaux municipaux de location (I., n° 6823; an., S. de 1919, p. 2630). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 mars 1918 portant règlement des loyers en ce qui concerne les sociétés, associations, fédérations d'éducation physique, de sports et de préparation au service militaire (I., n° 6831 et annexe; an., S. de 1919, p. 2639, 2640). — Son rapport

sur le projet de loi, adopté par le Sénat, réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par faits de guerre ou situés dans les localités évacuées ou envahies (I., n° 6861; an., S. de 1919, p. 2676). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à proroger les locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 9 mars 1918 (I., n° 6943; an., S. de 1919, p. 2880; son rapport supplémentaire (I., n° 6969 et annexe; an., S. de 1919, p. 2899, 2900). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à proroger les locations contractées après la déclaration de guerre (I., n° 6982; an., S. de 1919, p. 2911). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, ayant pour objet : 1° de proroger et de modifier l'article 10 de la loi du 20 avril 1916; 2° de proroger et d'étendre les dispositions du décret du 13 août 1919, relatif à l'affichage des prix de vente; 3° de réprimer la spéculation illicite sur les loyers (I., n° 7026; an., S. de 1919, p. 2957). — Son rapport sur : la proposition de loi de M. Lauche et plusieurs de ses collègues, portant taxation des loyers (1) (I., n° 7211; an., S. de 1919, p. 3179). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Sa disposition additionnelle à l'article 6, A, S. de 1915, t. unique, p. 237*); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1218, 1306). — Ses rapports sur des pétitions (p. 346, 422). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre (p. 842); de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Ses amendements, p. 917 et suiv.*). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi concernant la prorogation des échéances des effets de commerce et la création de chèques spéciaux (p. 955); prend part à la discussion de cette proposition de loi (p. 1015, 1022). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Discussion générale, p. 1714*); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1770). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'organisation du travail à l'Imprimerie nationale (p. 1780). — Prend part à la discussion de l'interpellation sur le moratorium

des loyers et l'exercice de la saisie-gagerie sur les biens des mobilisés (A., S. de 1916, t. unique, p. 22). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de loi tendant à suspendre, pendant la durée de la guerre, l'application de l'article 1751 du Code civil, concernant l'expulsion des locataires (p. 61 et suiv.). — Développe son interpellation sur l'organisation du travail à l'Imprimerie nationale (p. 136 et suiv.). — Prend part à la discussion : des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale, p. 175. Exonérations et délais: Ses observations sur l'article 12, p. 785 et suiv.; Son amendement concernant cet article, p. 791; Son amendement au même article, présenté de concert avec M. Ernest Lafont et un grand nombre de ses collègues, p. 791; Son amendement à l'article 15, p. 793 et suiv.; Son amendement à l'article 14, présenté de concert avec M. Aubriet, p. 821 et suiv.; Article 14 bis nouveau, p. 842; Motion tendant à réserver l'article 16, p. 876; Ses observations concernant l'article 18, p. 878; Amendement de M. Jobert à l'article 19, p. 880; Son amendement au même article, p. 881 et suiv.; Son amendement à l'article 20, p. 883; Amendement de M. Sibille tendant à la suppression de l'article 25, p. 891; Sa nouvelle rédaction de l'article 25, p. 903; la retire pour se rallier à celle de M. Lerolle, p. 906; Amendement de M. Lafferre à l'article 24, p. 907. Juridiction et procédure: Ses observations sur l'article 29, p. 912; Ses amendements à l'article 29, p. 913 et suiv.; Son amendement à l'article 50, p. 914 et suiv.; Ses amendements à l'article 52, p. 922; Ses observations sur l'article 57, p. 945 et suiv.; Son amendement à l'article 45, p. 948 et suiv.; Son article 44 bis nouveau, p. 956. Dispositions générales: Son article 50 bis nouveau, p. 971 et suiv.; Son amendement à l'article 25 réserve, p. 1062; le retire, *ibid.*); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Discussion générale, A, S. de 1917, t. unique, p. 1546 et suiv. Exonérations et délais: Son amendement à l'article 12, p. 1593; Ses amendements: à l'article 15, p. 1600; à l'article 14, p. 1602; Amendement de M. Laval à l'article 12, p. 1618; Son nouvel amendement au même article, p. 1619; Son amendement tendant à la suppression du dernier paragraphe de cet article, p. 1621; Son amendement au paragraphe 6 de l'article 14, p. 1627; Son amendement au paragraphe 15, p. 1630; Amendement de M. Lerolle au dernier paragraphe**

(1) Ce document n'a pas été publié

de l'article 14, A., S. de 1917, t. unique, p. 1632; Ses amendements : à l'article 15, p. 1633, 1634; à l'article 25, p. 1635; Motion tendant à réserver l'article 27, p. 1660. Juridiction et procédure : Ses amendements : à l'article 54, p. 1661; à l'article 52, p. 1663; Ses observations concernant ce dernier article, p. 1663; Son amendement à l'article 59, p. 1666; Ses amendements : à l'article 45, p. 1671; à l'article 46, p. 1674. Dispositions générales : Son amendement à l'article 55, *ibid.*; Retire une disposition additionnelle à cet article, p. 1675. Article 27, 28, 29 réservés : Amendement de M. Puech tendant à la disjonction de l'article 27, p. 1765, 1774; Son amendement à l'article 29, p. 1778; Sa déclaration, au nom du parti socialiste, visant l'ensemble de la loi, p. 1782; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 315; Ses amendements, p. 349 et suiv., 374, 381, 396, 409, 425, 447, 455, 489); du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (Amendement de M. Aubriot à l'article premier, A., S. de 1916, t. unique, p. 236); du projet de loi relatif au recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités (p. 403 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 524, 768). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre (Discussion générale, p. 529 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'interdiction de l'envoi de pain aux prisonniers de guerre (p. 1692); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1700); la développe (p. 1732 et suiv.). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion des propositions de loi tendant au renforcement des cadres de l'armée (p. 1694); dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (Son amendement relatif aux subventions à la fédération départementale s'occupant des prisonniers de guerre, p. 1787 et suiv.). — Ses rapports sur pétitions (p. 2530, 2531). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (Discussion générale, p. 2567; Son amendement concernant les enfants des femmes travaillant dans les usines, p. 2657; Son amende-

ment relatif aux subventions accordées aux fédérations départementales, A., S. de 1916, t. unique, p. 2661; Son amendement tendant à augmenter de 4 millions de francs les crédits inscrits à l'article premier, p. 2662); de l'interpellation relative au logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 23 et suiv.). — Son opposition à l'inscription sans débat du projet de loi tendant à modifier la loi du 5 août 1914 sur la prorogation des échéances des valeurs négociables en ce qui concerne l'exception de mobilisation (p. 457). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 476, 497, 1517). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le ravitaillement des coopératives de la zone des armées (p. 547 et suiv.); d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 748; Son amendement, p. 749; le retire, p. 750; Ses observations, p. 761); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (Son amendement, p. 2048; Ses observations, p. 2058); du projet de loi tendant à accorder aux personnels civils de l'État des allocations temporaires de cherté de vie (p. 1083). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du ravitaillement de nos prisonniers de guerre (p. 1176). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la répartition du charbon et la réglementation de la vente du lait (p. 1176); développe cette interpellation (p. 1185 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (Discussion générale, p. 1437 et suiv.; Son amendement concernant les crédits affectés aux offices départementaux, p. 1439). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la catastrophe qui s'est produite à l'usine Renault, à Billancourt, le 13 juin 1917 (p. 1456); développe cette interpellation (p. 1799). — Intervient dans la discussion d'une interpellation concernant l'achat de navires à l'étranger (A., S. de 1917, t. unique, p. 2212, 2216). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2454, 2479); de plusieurs interpellations sur le ravitaillement du pays (p. 2724). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918, t. unique, p. 47); sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain

(A., S. de 1918, t. unique, p. 165); dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Imprimerie nationale : *Observations concernant les salaires, les congés et la représentation, dans le conseil d'administration, des ouvriers*, p. 813); dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au deuxième trimestre de 1918 (*Son amendement relatif aux fédérations d'assistance aux prisonniers de guerre*, p. 828). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les agissements des compagnies d'assurances à Paris et dans la région parisienne, à la suite des bombardements aériens (p. 885); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 932). — Demande la discussion immédiate : de sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à empêcher la violation de la loi sur les modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 1343); de sa proposition de loi ayant pour objet de rendre applicable à tous les baux et locations verbales, la loi du 9 mars 1918 (p. 1496); retire cette proposition de loi (p. 1498); de sa proposition de résolution concernant l'effet des congés en matière de loyers (p. 1672). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers (p. 1730; *Son amendement tendant à la disjonction de l'article 2*, p. 1732; *Son amendement à cet article*, p. 1736; *retrait*, *ibid.*; *Sa disposition additionnelle*, *ibid.*; *retrait*, p. 1737; *Ses articles additionnels*, p. 1737, 1738). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (p. 2305 et suiv.). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2873); dans la discussion du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (p. 3444). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 260, 270). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 708, 744 et suiv., 775, 832, 872, 872, 956, 984, 1610).

— Adresse au Ministre de la Justice, une question relative à l'application de la loi des loyers (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 843). — Prend part à la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1831); de diverses interpellations sur les événements du 1^{er} mai (p. 1963). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le retard apporté au paiement de la prime de démobilisation (p. 2034); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2074). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion : d'une proposition de loi relative aux locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2436, 2677 et suiv.); d'un projet de loi réglant les droits et obligations résultant de baux d'immeubles atteints par faits de guerre (p. 4462).

LEYGUES (M. GEORGES), *Député de l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot [Lot-et-Garonne], Ministre de la Marine.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de résolution tendant à envoyer une adresse aux Etats-Unis du Brésil (I., n° 3914; an., S. de 1917, p. 43). — Son rapport, sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à envoyer une adresse à la Douma de l'Empire russe (I., n° 1845; an., S. de 1916, p. 325). — Son rapport, sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à envoyer une adresse à la Chambre des Députés de la République portugaise (I., n° 1927; an., S. de 1916, p. 415). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à associer la France au deuil de l'Angleterre (I., n° 2190; an., S. de 1916, p. 778). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. Jules Nadi et plusieurs de ses collègues, tendant au vote d'une adresse à l'armée révolutionnaire de Russie; 2° la proposition de résolution de M. Franklin-Bouillon et plusieurs de ses collègues, tendant au vote d'une adresse à la Russie à l'occasion de l'offensive victorieuse de ses armées (I., n° 3562; an., S. de 1917, p. 1007). — Son rapport sur la proposition de

résolution tendant à envoyer une adresse aux Etats-Unis du Brésil (I., n° 3915 : an., S. de 1917, p. 1507). — Sa lettre adressée, en qualité de *Ministre de la Marine*, à M. le Président de la Commission de la législation civile et criminelle et concernant le projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (I., n° 5636 ; an., S. de 1919, p. 476). = Ses rapports, en qualité de *Président de la Commission des affaires extérieures* : sur la proposition de résolution tendant à envoyer une adresse à la Douma de l'Empire russe (A., S. de 1916, t. unique, p. 348) ; sur la proposition de résolution tendant à envoyer une adresse à la Chambre des Députés de la République portugaise (p. 541) ; sur la proposition de résolution tendant à associer la Chambre au deuil de l'Angleterre (p. 1218). — Est entendu sur la demande d'ajournement de la discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Grèce (p. 2630). — Est entendu comme *Président de la Commission des affaires extérieures* : sur la discussion immédiate d'une proposition de résolution relative à l'utilisation des troupes de couleur en Europe (A., S. de 1917, t. unique, p. 98) ; sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations visant la politique du Gouvernement en Orient (. 107). — Dépose et lit son rapport sur les propositions de résolution tendant au vote d'une adresse à la Russie (p. 1810). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le personnel et l'action diplomatique (p. 2374) ; demande le renvoi à quinzaine de la discussion de cette interpellation (p. 2470) ; est entendu à nouveau sur la fixation de la date de la discussion (p. 2708) ; développe cette interpellation (p. 2775 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 2796). — Dépose et donne lecture, en qualité de *Président de la Commission des affaires extérieures*, d'une proposition de résolution tendant à envoyer une adresse aux Etats-Unis du Brésil (p. 2969) ; demande la discussion immédiate (p. 2970) ; donne lecture de son rapport sur cette proposition de résolution (*ibid.*).

Est nommé *Ministre de la Marine* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9178). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A.,

S. de 1918, t. unique, p. 1588). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2173) ; dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2188). — Répond à une question sur l'état sanitaire dans certains de nos ports de guerre (p. 2210). — Sa communication, au nom du Gouvernement, concernant la conclusion d'un armistice entre la Turquie et les alliés (p. 2533). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Personnel de l'arsenal de Saïgon*, p. 3286 ; *Epaves se trouvant sur les côtes de l'Atlantique*, p. 3287 ; *Démobilisation des inscrits maritimes*, p. 3289 ; *Matériel mis à la disposition des régions libérées*, p. 3290 ; *Démobilisation des officiers de réserve de la marine*, p. 3367). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 208). — Son allocution concernant l'attentat dont a été victime M. Georges Clemenceau, *Ministre de la Guerre, Président du Conseil* (p. 626). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnité d'ordonnances des officiers de marine*, p. 1191 ; *Démobilisation de marins servant dans la mer Noire*, p. 1192). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Désarmement de vieux bâtiments de la marine*, p. 1456 ; *Rétablissement de crédits concernant des matières nécessaires à la flotte*, p. 1458 ; *Démobilisation des équipages de la flotte*, p. 1458 ; *Flottille du Rhin*, p. 1464). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur la politique diplomatique militaire et navale du Gouvernement en Orient (p. 2120) ; au cours de la discussion de ces interpellations (p. 2319, 2344, 2361 et suiv.) ; sur une proposition de résolution tendant à commémorer l'entrée de l'Italie dans la guerre (p. 2125). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Equi-*

pages de la flotte, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2492); du projet de loi concernant la revision des soldes militaires (p. 3428, 3445); des crédits applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4119); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4629, 4746). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637). = Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 481).

LEYMARIE (M.), *Directeur de la Sécurité générale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi concernant la police des débits de boissons et la répression de l'ivresse publique (A., S. de 1917, t. unique, p. 1978).

LHEURE (M.), *Inspecteur général des poudres.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2541); prend part à cette discussion (p. 2591).

LISSAC (M.), *Député de l'arrondissement de Saint-Claude [Jura].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287). = Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. Le Roy par la 1^{re} circonscription de Cambrai [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 53). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 3506; A., S. de 1918, t. unique, p. 3089).

LOCQUIN (M. JEAN), *Député de la 1^{re} circonscription de Nevers [Nièvre].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126; F., n° 35, J. O. de 1915, p. 307; F., n° 41 J. O.

de 1915, p. 857); de la Commission de la marine; de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). = Sa proposition de résolution tendant à étendre le bénéfice du moratorium aux locataires réformés pour blessure reçue, maladie ou infirmité contractée sous les drapeaux depuis la mobilisation (I., n° 1492; an., S. de 1915, p. 1332). — Sa proposition de loi ayant pour objet de fixer à 5 0/0, pendant la durée de la guerre, le taux maximum de l'intérêt des prêts sur titres consentis avant la mobilisation (I., n° 1779; an., S. de 1916, p. 151). — Sa proposition de loi ayant pour but d'autoriser les sociétés coopératives à retirer, en une seule fois et jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes, les sommes qu'elles ont placées avant et depuis la mobilisation dans les caisses d'épargne (I., n° 2441; an., S. de 1916, p. 1310). — Sa proposition de résolution tendant à la mise en sursis immédiate des membres de l'enseignement public appartenant à la fois au service auxiliaire et à la réserve de l'armée territoriale (I., n° 2884; an., S. de 1917, p. 23). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour but d'accorder à chacun des ascendants nécessaires non bénéficiaires de l'allocation principale prévue par la loi du 5 août 1914 et dont les soutiens sont mobilisés, une allocation spéciale de 0 fr. 50 par jour (I., n° 2983; an., S. de 1917, p. 128). — Sa proposition de loi tendant à la suppression des commissaires militaires de gare sur le réseau de l'intérieur (I., n° 3448; an., S. de 1917, p. 861). — Sa proposition de loi tendant à ordonner l'inscription de la mention « Mort pour la France » en marge des actes de naissance des militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre (I., n° 3168; an., S. de 1917, p. 887). — Sa proposition de loi ayant pour but de garantir contre les abus d'autorité l'indépendance des membres des conseils de guerre ou de revision (I., n° 3511; an., S. de 1917, p. 910). — Sa proposition de loi ayant pour objet de concentrer entre les mains du Ministre de la Marine l'ensemble des éléments concourant à la défense de notre frontière maritime (I., n° 3557; an., S. de 1917, p. 1005). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'accorder aux bénéficiaires de l'allocation militaire une majoration journalière de 1 franc par soutien de famille mobilisé en sus de

celui qui aura ouvert le droit à l'allocation principale (I., n° 3726; an., S. de 1917, p. 1165). — Sa proposition de loi tendant à organiser la production du blé (I., n° 3846; an., S. de 1917, p. 1404). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les veuves et à tous les orphelins des fonctionnaires civils, agents, sous-agents et ouvriers de l'État, décédés sous les drapeaux au cours de la guerre, le bénéfice de la loi du 4 août 1917 instituant des suppléments temporaires de traitements pour cherté de vie et des allocations temporaires pour charge de famille (I., n° 4019; an., S. de 1917, p. 1778). — Sa proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du cumul de la haute paye de guerre et de l'allocation journalière spéciale aux militaires en instance de réforme (I., n° 4592; an., S. de 1917, p. 537). — Sa proposition de loi ayant pour but d'organiser la production et la répartition des céréales panifiables (I., n° 4605; an., S. de 1918, p. 554). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'affecter aux équipages de la flotte les ouvriers des arsenaux maritimes (I., n° 4713; an., S. de 1918, p. 652). — Sa proposition de loi tendant à ordonner l'érection d'un arc de triomphe à la gloire des combattants français et alliés morts pour la défense du droit et pour l'affranchissement des peuples (I., n° 5214; an., S. de 1918, p. 1923). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder immédiatement une permission de deux mois aux réservistes de l'armée territoriale et aux pères de quatre enfants vivants (I., n° 5360; an., S. de 1918, p. 2037). — Sa proposition de résolution ayant pour but d'assimiler aux hommes de la plus jeune classe de la réserve de l'armée territoriale, les aînés de quatre frères mobilisés (I., n° 5537; an., S. de 1919, p. 83). — Sa proposition de résolution tendant à l'établissement d'un ticket spécial de farine (I., n° 5669; an., S. de 1919, p. 109). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 3 avril 1918 réglementant l'exportation des capitaux et l'importation des valeurs mobilières (I., n° 5670; an., S. de 1919, p. 658). — Sa proposition de résolution tendant à la titularisation des commis de perception (I., n° 5868; an., S. de 1919, p. 1019). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 janvier 1919 sur la revision des listes électorales (I., n° 6620 rectifié; an., S. de 1919, p. 2292). — Sa proposition de loi ayant pour but de compléter les lois des 9 avril et 29 décembre 1918 relatives à l'attribution d'un pécule

aux familles des militaires morts pour la France (I., n° 6774; an., S. de 1919, p. 2594). — Sa proposition de résolution tendant à confier à des commissions régionales le soin de déterminer les indemnités de résidence et de séjour et les avantages accessoires à attribuer aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services de l'État (I., n° 7096; an., S. de 1919, p. 3063). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à autoriser l'incorporation, en sur-nombre, dans les cadres des commis de l'administration centrale, de trois employés en service au Ministère de la Marine (I., n° 968; S. de 1915, p. 491). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine de guerre sur la proposition de M. Paul-Meunier tendant à modifier divers articles des Codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (I., n° 2521; an., S. de 1916, p. 1464). — Son rapport sur le projet de loi relatif à un échange entre le musée du Louvre et la Commission italienne d'archéologie sacrée (I., n° 2844; an., S. de 1916, p. 1880). — Son rapport sur le projet de loi modifiant la composition des membres du Conseil de la réunion des musées nationaux (I., n° 3464; an., S. de 1917, p. 885). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à organiser, au profit et avec le concours des officiers et soldats convalescents, un enseignement réciproque des diverses langues des pays alliés (I., n° 4277; an., S. de 1918, p. 140). — Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Henri Coutant, par la 4^e circonscription de Sceaux [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 78). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1915, t. unique, p. 419, 420, 421, 422, 935). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (*Son amendement à l'article 4*, A., S. de 1915, t. unique, p. 745). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1916, t. unique, p. 119). — Son opposition à l'inscription, sans débat, de la proposition de loi ayant pour objet la modification de l'article 93 du Code civil par l'établissement d'un « livre d'or de la guerre de 1914 déclarée par l'Allemagne à la France » (p. 1408). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement concernant les ascendants nécessaires des mobilisés*, p. 2662; *Taxe de guerre*, p. 2804; *Son amendement y relatif*, p. 2809). — Prend part à la dis-

discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les pères de cinq enfants vivants*, A., S. de 1917, t. unique, p. 258). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la mise en état de défense de nos côtes et de nos eaux territoriales (p. 1177). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modification par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Ses amendements*, p. 2077). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'organisation de la défense de nos eaux territoriales (p. 2183). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif aux commissaires militaires des gares*, p. 2523); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre III. Droits des ascendants : *Son amendement à l'article 18*, p. 3755; A., S. de 1918, t. unique, p. 62). — Est entendu dans la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 469, 624); d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 749); du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 (Beaux-Arts. *Discussion générale*, p. 816; *Son amendement concernant l'action artistique à l'étranger*, p. 822; du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 942). — Prend part à la discussion : de diverses interpellations relatives à la crise des transports (p. 2145); du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (*Son amendement*, p. 2613). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la création d'un livre d'or des municipalités françaises (p. 2966). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 621); d'une interpellation sur le décret et l'instruction relatifs à l'application du pécule aux familles des combattants morts pour la patrie (p. 659). — Prend part à la

discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Titularisation des commis de perception*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1341); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels concernant les monuments historiques endommagés par faits de guerre (p. 2064); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Beaux-Arts. *Discussion générale*, p. 2867 et suiv.; *Ouverture de la digue du Mont-Saint-Michel*, p. 2874); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1919 pour avances exceptionnelles de traitement aux personnels civils de l'Etat (p. 3049); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3084 et suiv., 3192); d'interpellations sur la vie chère (p. 3132); du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (p. 3481); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils et au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils (*Amendement tendant à reprendre les articles 102 bis, ter et quater du budget du Ministère des Finances*, p. 4483).

LONG (M. MAURICE), *Député de l'arrondissement de Die [Drôme], Ministre du Ravitaillement général.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (p. 288); de la Commission de la marine de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission du budget (p. 2791); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Son rapport sur le projet de loi autorisant le Gouvernement chérifien à augmenter le montant d'un emprunt autorisé par la loi du 16 mars 1914 pour exécution de travaux publics et remboursement du passif maghzen (I., n° 1774; an., S. de 1916,

p. 162). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 [Partie IV : Droits et intérêts allemands, hors de l'Allemagne. Sections II à VIII : Chine, Siam, Libéria, Maroc, Egypte, Turquie et Bulgarie, Chantoung] (I., n° 6666 ; an., S. de 1919, p. 419, 2682). — Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur les élections : de M. Girard (Auguste), par la circonscription d'Aix [Bouches-du-Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 13) ; de M. Sixte-Quenin, par l'arrondissement d'Arles [Bouches-du-Rhône] (p. 13). — Demandé à interpeller le Gouvernement sur l'action politique et militaire de la France au Maroc (p. 378) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 379). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Compte spécial des dépenses de l'occupation militaire du Maroc*, p. 646). — Est entendu sur le renvoi de la discussion, à la prochaine séance, du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 1117) ; prend part à la discussion : de ce projet de loi (p. 1127 ; *Pénalités*, p. 1164 ; *Son article additionnel*, p. 1169 et suiv. ; *Sous-amendement de M. Chaumet à cet article additionnel*, p. 1175 et suiv. ; *Taux de blutage*, p. 1178 et suiv.) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1450 et suiv.). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, à la discussion du projet de loi relatif aux troupes auxiliaires marocaines (p. 1662). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1744). — Prend part à la discussion : du projet de loi complétant la loi du 16 octobre 1915 relative au ravitaillement de la population civile en blé et en farine (A., S. de 1916, t. unique, p. 967) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Amendement de M. Charles Benoist, tendant à la suppression du paragraphe premier de l'article 5 relatif au régime des alcools*, p. 1318) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son article additionnel concernant les bénéfices de guerre*, p. 2728 ; *Mobilisés employés dans les usines travaillant pour la défense nationale*, p. 2815). —

Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation de notre production et nos approvisionnements en blé (A., S. de 1917, p. 310) ; demande l'ajournement de la discussion au mercredi 7 mars 1917 (p. 552) ; développe cette interpellation (p. 594 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 1004 et suiv.) ; du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1068) ; du projet de loi relatif à la fabrication de la farine de froment et aux pénalités qui la concernent (p. 1071). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la coordination des besoins d'importation et les moyens de transport maritime (p. 2401).

Est nommé *Ministre du Ravitaillement général* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7229). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2635, 2642, 2715, 2760, 2765). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations relatives au ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 2947) ; au cours de la discussion de ces interpellations (p. 2985, 2990) ; dans la discussion d'une proposition de résolution concernant le cheptel de Madagascar (p. 2956). — Donne lecture du dispositif de deux projets de loi : le premier, autorisant l'acquisition de certaines denrées de première nécessité ; le second, établissant des sanctions aux décrets rendus sur le rapport du Ministre du Ravitaillement général et aux arrêtés pris par lui ; demande le renvoi du premier à la Commission de l'agriculture et du second à la Commission de la législation civile et criminelle (p. 3006).

• En qualité de *Député*, prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 3884). — Demande à interpeller le Gouvernement sur certaines dérogations aux prohibitions générales d'exportation (A., S. de 1918, t. unique, p. 396). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 561) ; d'une interpellation sur l'organisation des consortiums (p. 1660) ; du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2027) ; d'une interpellation sur une concession de terrains pétrolifères en Algérie (p. 2217). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255 ; A., S. de 1916, t. unique,

p. 1932; A., S. de 1918, t. unique, p. 1708; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1854, 2267).

LONGUET (M. JEAN) [Seine]. Voir **JEAN LONGUET (M.)**.

LORAIN (M.), *Directeur de l'exploitation téléphonique*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2630, 2696).

LORIMY (M.), *Député de l'arrondissement de Coulommiers [Seine-et-Marne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à assurer des soins aux militaires tuberculeux avant leur renvoi dans leurs foyers (I., n° 830; an., S. O. de 1915, p. 305). — Son rapport sur le projet de loi tendant à la création d'officiers dentistes dans le cadre complémentaire du service de santé militaire (I., n° 4751; an., S. de 1918, p. 789). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'organisation provisoire du service de santé militaire après la cessation des hostilités (I., n° 7153; an., S. de 1919, p. 3155). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1917, t. unique, p. 1530).

LORIoT (M.), *Député de l'arrondissement de Pont-Audemer [Eure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de loi relative à l'administration provisoire des biens des militaires disparus et à la tutelle provisoire de leurs enfants (I., n° 1922; an., S. de 1916, p. 412). — Son rapport, au nom du 9^e Bureau,

sur l'élection de M. Nortier par la 6^e circonscription de Saint-Denis [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 76). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son amendement au paragraphe premier de l'article 8*, A., S. de 1915, t. unique, p. 243). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la saisie-arrest sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (*Son amendement à l'article 65*; A., S. de 1915, t. unique, p. 700; *Son amendement à l'article 75*, p. 704; *Retire un autre amendement au même article*, p. 705). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1916 (*Son amendement à l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1338; *le retire*, p. 1339). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (Titre premier : Monopole de l'alcool industriel. *Contre-projet de M. Siegfried*, A., S. de 1918, t. unique, p. 851). — Adresse ses éloges à M. Henri Coutant, Député de la Seine, sur la façon dont il s'est conduit pendant sa captivité en Allemagne (p. 2866). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2656). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 820; A., S. de 1916, t. unique, p. 1558; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1793). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 3127; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1937).

LOUCHEUR (M. LOUIS), *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre*, puis *Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre*, puis *Ministre de la Reconstitution industrielle*.

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre* [Décret du 14 décembre 1916] (J. O., p. 10801).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat des fabrications de guerre au Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2256). — Est entendu dans la discussion de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (A., S. de 1917, t. unique, p. 1939).

Est nommé *Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7229). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Combustibles et ingrédients pour les automobiles*, p. 2535; *Publication des prix de revient des matériels et fournitures fabriqués par l'Etat*, p. 2548; *Mise en régie intéressée des établissements travaillant pour la guerre*, p. 2563; *Instauration du budget industriel au Ministère de l'Armement*, p. 2564). — Prend part à la discussion des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2927).

Est nommé *Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9179). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1919 (p. 3824). — Est entendu dans la discussion d'interpellations concernant : la relève des vieilles classes de la territoriale encore aux armées (A., S. de 1918, t. unique, p. 256); la catastrophe de la Couronne (p. 888); une concession de terrains pétrolifères en Algérie (p. 2219). — Décret transformant le Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre en Ministère de la Reconstitution industrielle [29 novembre 1918] (J. O., p. 10232). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation aux bénéfices] (*Discussion générale*, p. 2891; *Contre-projet de M. Margaine*, p. 2897; *Observations concernant l'article premier*, p. 2898; *Amendement de M. Cazassus à cet article*, p. 2899; *Amendement de M. Bon au paragraphe 2 de cet article*, p. 2900; *Amendement de M. Ernest Lafont au paragraphe 3*, p. 2902; *Observations concernant l'article 2*, p. 2904; *Amendement concernant : l'article 2*, p. 2915 et suiv.; *cet article devenu article 3*, p. 2932; *Amendement de M. Cabrol à l'article 4*, p. 2984; *Observations relatives à l'article 5*, p. 2988; *Articles additionnels : de M. Valette*, p. 2993; *de M. Ernest Lafont*, p. 2994). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Commandes de matériel de chemins de fer*, p. 3278; *Renvoi aux dépôts, d'ouvriers mobilisés dans les usines de guerre*, p. 3280); des crédits provisoires appli-

cables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendement relatif aux crédits concernant l'aviation*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3362). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant le consortium des métaux (A. S. O. de 1919, t. unique, p. 11); prend part à la discussion de cette interpellation et des interpellations relatives à la démobilisation des usines (p. 176, 288, 292, 557 et suiv.; 696, 818, 820). — Répond à une question concernant certaines affirmations apportées au cours de la discussion de l'interpellation sur le consortium des métaux (p. 557). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Non utilisation des manufactures de l'Etat*, p. 1347). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 1414); d'une proposition de résolution tendant à assurer à la France, les réparations qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne (p. 1932); d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2269; *Seconde délibération*, p. 2300); dépose, avec demande de discussion immédiate, cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 2477); prend part à sa discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1919 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Remise en état du Claridge's Hôtel*, p. 2488; *Constitution de grands parcs d'automobiles*, p. 2489); du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919 (Reconstitution industrielle. *Discussion générale*, p. 2792 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 3272 et suiv.); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3774, 3822, 3849 et suiv.; 4050); de crédits applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4144); du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 462 et suiv.).

LOUIS LOUSTALOT (M.), *Député de la 2^e circonscription de Dax [Landes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de loi tendant à la saisie ou la mise sous séquestre des biens des déserteurs (I., n° 900; an., S. O. de 1915, p. 366). — Sa proposition de loi relative aux dépôts délaissés, en espèces, titres ou valeurs, aux titres amortis non présentés au remboursement, et à leurs intérêts, dividendes, arrérages ou lots non réclamés (I., n° 2816; an., S. de 1916, p. 1877). = Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 5 août 1914 relative au cumul de la solde militaire avec les traitements civils dans le cas de mobilisation (I., n° 2808; an., S. de 1917, p. 1853). = Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Dérognat par la 2^e circonscription de Bourg [Ain] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 5). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives à l'affaire dite « des carbures » (A., S. de 1917, t. unique, p. 363 et suiv.); des conclusions de la Commission chargée d'examiner des demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3610). = Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 3669).

LOUP (M. HENRI), *Député de l'arrondissement de Joigny [Yonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289).

LOUPPE (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Châteaulin [Finistère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 170). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission des travaux publics, des chemins

de fer et des voies de communication; de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des comptes définitifs (A., S. de 1917, t. unique, p. 185); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Son rapport sur : 1° le projet de loi portant déclaration d'utilité publique des travaux destinés à la protection de Paris contre les inondations; 2° la proposition de loi ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique un ensemble de travaux destinés à protéger Paris contre le retour des inondations (I., n° 2309; an., S. de 1916, p. 1569). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur la proposition de loi de M. Jules Nadi et plusieurs de ses collègues, relative à la réglementation des contrats d'assurance-vie dont les titulaires sont morts à l'ennemi, ou morts ou mutilés à la suite de blessures de guerre, ou décédés sous les drapeaux par suite de maladie ou d'accident, ainsi qu'au paiement des primes dues par les mobilisés à la fin des moratoires (I., n° 2652; an., S. de 1916, p. 1609). — Son rapport sur la proposition de loi tendant au vote d'un crédit de 1 million de francs pour la part contributive de l'Etat dans l'établissement d'un avant-projet relatif à l'approfondissement de la Seine entre Port-à-l'Anglais et Rouen (I., n° 2931; an., S. de 1917, p. 50); son rapport supplémentaire (I., n° 3320; an., S. de 1917, p. 695). — Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour objet d'utiliser le port de Brest au mieux des intérêts de la défense nationale et de réaliser, le cas échéant, une entente avec la République des Etats-Unis pour en faire le port d'attache de cette puissance en Europe (I., n° 3495; an., S. de 1917, p. 903); son rapport supplémentaire (I., n° 5459; an., S. de 1918, p. 2116). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'exécution des travaux urgents après la guerre (I., n° 6197; an., S. de 1919, p. 1637). = Son rapport, au nom du 11^e Bureau, sur l'élection de M. Cuttoli par la 1^{re} circonscription de Constantine [Algérie] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 92). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1917, t. unique, p. 1218). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 424; A., S. de 1915, t. unique, p. 1036; A., S. de 1916, t. unique, p. 774, 1377, 2764; A., S. de 1917, t. unique, p. 1762; A., S. de 1918, t. unique, p. 509; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2937).

LOURTIES (M.), *Sénateur, Président de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des Dépôts et Consignations.*

Dépose le rapport fait par cette Commission sur les opérations de l'année 1913 et sur la situation au 31 décembre 1913 de ces deux établissements (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 294). — Dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1914 et sur la situation au 31 décembre 1914 de ces deux établissements (A., S. de 1915, t. unique, p. 1574). — Dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations sur les opérations de l'exercice de l'année 1915 et sur la situation au 31 décembre 1915 de ces deux établissements (A., S. de 1916, t. unique, p. 2160). — Dépose sur le bureau de la Chambre le rapport fait par la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1916 et sur la situation au 31 décembre 1916 de ces deux établissements (A., S. de 1917, t. unique, p. 2946). — Dépose sur le bureau de la Chambre des Députés le rapport fait par cette Commission sur les opérations de l'année 1917 et sur la situation au 31 décembre 1917 de ces deux établissements (A., S. de 1918, t. unique, p. 2910).

LOUSTALOT (M. LOUIS) [Landes]. Voir **LOUIS LOUSTALOT** (M.).

LUCIANI (M.), *Directeur du service des affaires indigènes au Gouvernement général de l'Algérie.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi sur l'accèsion des indigènes musulmans algériens aux droits politiques (A., S. de 1918, t. unique, p. 2550).

LUDRE (M. le comte de FERRI DE), *Député de la 2^e circonscription de Nancy [Meurthe-et-Moselle].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de diverses Com-

missions (F. n° 41, J. O. de 1915, p. 857); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des Postes et des Télégraphes (p. 289); de la Commission du Budget (A., S. de 1915, t. unique, p. 27). = Sa proposition de loi étendant aux veuves et aux orphelins des militaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 30 décembre 1913 le bénéfice des allocations pour charges de famille (I., n° 792; an., S. de 1915, p. 294). = Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Marc Réville par l'arrondissement de Montbéliard [Doubs] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 24). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1915, t. unique, p. 664).

LUDRE-FROLOIS (M. le marquis DE), *Député de l'arrondissement de Mortagne [Orne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission de la Marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289); de la Commission du Budget (A., S. de 1915, t. unique, p. 27). = Sa proposition de loi concernant les emplois à réserver aux soldats mutilés ou à leur famille (I., n° 1436; an., S. de 1915, p. 1247). = Son rapport sur la proposition de loi relative aux pensions de retraites accordées aux officiers placés dans le cadre de réserve (I., n° 901; an., S. de 1915, p. 366). = Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. de Bagneux par la quatrième circonscription de Rouen [Seine-Inférieure] (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 80); de M. Pottevin par l'arrondissement de Castelsarrazin [Tarn-et-Garonne] (p. 85); de M. Peyroux par la troisième circonscription de Rouen [Seine-Inférieure] (p. 110). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Ses observations relatives au privilège des bouilleurs de cru*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1308). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 81, 373). = Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 1428).

LUGOL (M.), *Député de la 2^e circonscription de Meaux [Seine-et-Marne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Secrétaire du 8^e Bureau (F.

n° 41; J. O. de 1915, p. 857). = Membre : de la Commission des programmes électoraux (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289); de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission des marchés (p. 2026); de la Commission des mines (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459); de la Commission de la législation civile (p. 2467); de la Commission des dommages de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 1060); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2708); de la Commission des dommages de guerre; de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission de l'armée (p. 2442). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les réquisitions de blé (I., n° 1097; an., S. de 1915, p. 702). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer l'égalité de traitement entre les divers militaires détachés pendant les hostilités dans l'industrie ou dans l'agriculture (I., n° 1157; an., S. de 1915, p. 831). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer l'approvisionnement en charbons français des usines municipales et privées fournissant aux communes le gaz, l'eau et l'électricité (I., n° 2060; an., S. de 1916, p. 635). — Sa proposition de résolution tendant à attribuer une allocation provisoire aux hommes réformés temporaires, réformés n° 2 ou classés dans le service auxiliaire (I., n° 6019; an., S. de 1919, p. 1215). — Sa proposition de loi tendant à la suppression de la retenue de 5 0/0 sur la solde budgétaire des officiers de complément et au remboursement des retenues effectuées pendant la guerre (1) (I., n° 7112; an., S. de 1919, p. 3082). = Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur la proposition de loi tendant à accorder les allocations de la loi du 5 août 1914 aux familles des victimes civiles de la guerre (I., n° 615; an., S. de 1915, p. 166). — Son avis, présenté au nom de la

Commission des pensions civiles et militaires, sur la proposition de loi de M. l'amiral Bienaimé et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de modifier la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer et portant modification de la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime (I., n° 1350; an., S. de 1915, p. 1037). — Son rapport sur le projet de loi concernant le jugement par le Conseil d'Etat des recours contentieux en matière de pensions (I., n° 1925; an., S. de 1916, p. 414). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les marchés administratifs ayant exclusivement pour objet l'approvisionnement de la population en vivres ou en moyens de chauffage (I., n° 2278; an., S. de 1916, p. 1027). — Son rapport sur la proposition de loi concernant l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités de l'Etat (I., n° 3054; an., S. de 1917, p. 250). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Blés des Magasins généraux de la Plaine-Saint-Denis. — Répartition entre la meunerie civile et la meunerie militaire] (I., n° 3260; an., S. de 1917, p. 604). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Marché de couvertures passé par la sous-intendance B du camp retranché de Paris avec M. Payen] (I., n° 3261; an., S. de 1917, p. 769). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de loi concernant l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités de l'Etat (I., n° 3403; an., S. de 1917, p. 830). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la déchéance du droit à pension de veuve, en matière de pensions militaires de la Guerre et de la Marine (I., n° 4013; an., S. de 1917, p. 1742). — Son 2^e rapport supplémentaire sur : 1^o le projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans les cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle; 2^o les diverses propositions de loi sur le même objet (I., n° 4081; an., S. de 1917, p. 2017); son 3^e rapport supplémentaire sur le même projet de loi (I., n° 4142; an., S. de 1917, p. 2170); son 4^e rapport supplémentaire (I., n° 4146; an., S. de 1917, p. 2171); son 5^e rapport supplémentaire et annexe (I., n° 4201; an., S. de 1918, p. 19, 23). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par

(1) Ce document n'a pas été publié.

le Sénat, concernant le jugement des recours contentieux en matière de pensions (I., n° 4139 ; an., S. de 1917, p. 1203). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. Goude tendant à la création d'une allocation temporaire de quinze francs par mois aux retraités de toutes catégories dont la pension n'excède pas 1.500 francs, à leurs veuves ou à leurs orphelins ; 2° la proposition de loi de M. Louis Andrieux ayant pour objet d'allouer une indemnité mensuelle de vie chère à tous les retraités de l'Etat dont la pension ne dépasse 1.500 fr. ; 3° la proposition de loi de M. Mahieu concernant le relèvement de l'allocation temporaire des petits retraités ; 4° la proposition de loi de M. Molle (Hérault) concernant l'extension aux retraités de la Caisse des invalides de la marine de la loi du 18 octobre 1917 portant attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités de l'Etat (I., n° 4474 ; an., S. de 1918, p. 422). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Fonctionnement des coopératives aux armées] (1) (I., n° 4574 ; an., S. de 1919, p. 1935). — Son rapport sur le projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et des entreprises industrielles avec lesquelles ils sont en relations d'affaires (I., n° 4984 ; an., S. de 1918, p. 1127) ; son rapport supplémentaire (I., n° 5064 ; an., S. de 1918, p. 1248) ; son 2° rapport supplémentaire (I., n° 5085 ; an., S. de 1918, p. 1562). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. Goust et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder une allocation temporaire aux petits retraités de l'Administration des chemins de fer de l'Etat ; 2° la proposition de loi de M. Sixte-Quenin et plusieurs de ses collègues, ayant pour but l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités des chemins de fer d'intérêt général (I., n° 4996 ; an., S. de 1918, p. 1134) ; son rapport supplémentaire (I., n° 5160 ; an., S. de 1918, p. 1773). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 32 de la loi du 9 juin 1853 [Pensions des préfets et sous-préfets] (I., n° 5114 ; an., S. de 1918, p. 1667) ; son rapport supplémentaire (I., n° 5897 ; an., S. de 1919, p. 1084). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier

la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (I., n° 5141 ; an., S. de 1918, p. 1865) ; son rapport supplémentaire (I., n° 5436 ; an., S. de 1918, p. 11) ; son second rapport supplémentaire (I., n° 5704 ; an., S. de 1919, p. 811) ; son 3° rapport supplémentaire (I., n° 5726 ; an., S. de 1919, p. 841) ; son 4° rapport supplémentaire (I., n° 5736 ; an., S. de 1919, p. 854) ; son 5° rapport supplémentaire (I., n° 5819 ; an., S. de 1919, p. 933). — Son rapport sur le projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1918 et relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'Etat (I., n° 5350 ; an., S. de 1918, p. 2147) ; son rapport supplémentaire (I., n° 5605 ; an., S. de 1919, p. 217). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser certaines juridictions à statuer sur les affaires portées devant elles en vertu de la loi du 6 février 1915 (I., n° 5963 ; an., S. de 1919, p. 1163, 2890). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à attribuer une allocation provisoire aux hommes réformés temporaires, réformés n° 2 ou classés dans le service auxiliaire (I., n° 6058 ; an., S. de 1919, p. 1302). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre (1) (Marchés passés par la sous-intendance B du camp retranché de Paris avec la Société des établissements A. Rousseau pour la fourniture de chemises) (I., n° 6313, an., S. de 1919, p. 1935). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre (1) (I., n° 6439 ; an., S. de 1919, p. 2042). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la valeur à attribuer aux anciennes classifications des infirmités en faveur des militaires et marins victimes de la guerre actuelle (I., n° 6590 ; an., de 1919, p. 2268). — Ses rapports sur : 1° la proposition de loi de M. le colonel Girod tendant à accorder aux titulaires de pensions militaires proportionnelles, le bénéfice de l'allocation temporaire mensuelle prévue en faveur des petits retraités de l'Etat, par les lois des 18 octobre 1917, 27 et 30 avril 1918 et 23 février 1919 ; 2° la proposition de loi de M. Mahieu concernant la durée de l'allocation temporaire attribuée à certaines catégories de retraités de l'Etat (I., n° 6591, an., S. de 1919, p. 2269). —

(1) Ce document n'a pas été publié.

Ce document n'a pas été publié.

Son rapport sur le projet de loi réglant les formalités de revision et de concession des pensions liquidées par le Ministre de la Guerre, le Ministre de la Marine, le Ministre des Colonies (I., n° 7113; an., S. de 1919, p. 3082). — Son rapport sur le projet de loi réglant le point de départ des délais prévus par la loi du 31 mars 1919, lorsque les dispositions de cette loi fixaient le point de départ au jour de sa promulgation (I., n° 7114; an., S. de 1919, p. 3083). — Son rapport sur la proposition de résolution de M. Paul Gruet et plusieurs de ses collègues, invitant le Gouvernement à assurer une application plus rapide de la loi du 31 mars 1919 modifiant la législation des pensions des armées de terre et de mer (I., n° 7118; an., S. de 1919, p. 3090). — Son rapport sur le projet de loi tendant à attribuer des majorations aux titulaires de pensions civiles ou de pensions militaires d'ancienneté liquidées ou à liquider (I., n° 7204; an., S. de 1919, p. 3176, 3177). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, fixant la durée d'application de la loi du 23 février 1919 et accordant l'allocation temporaire aux militaires retraités proportionnels (I., n° 7236; an., S. de 1919, p. 3187). — Ses rapports, au nom du 11^e Bureau, sur les élections de : M. Noulhaud (Louis), par l'arrondissement de Saint-Yrieix [Haute-Vienne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 90); de M. Mathis (Marc), par l'arrondissement de Mirecourt [Vosges] (p. 91). — Donne lecture, comme *Rapporteur de la Commission des pensions civiles et militaires*, d'un avis de cette Commission sur la proposition de loi tendant à accorder des allocations aux familles des victimes civiles de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 110). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Sa disposition additionnelle à l'article 11*, p. 253). — Prend part à la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Son amendement portant suppression du paragraphe 5 de l'article premier*, A. S. O. de 1915, t. unique, p. 541). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi concernant la tutelle et l'administration provisoire des successions (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 953). — Son amendement au projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière et à la réforme du régime hypothécaire [1^{re} partie : revision de la loi du 23 mars 1855] (p. 1037 et

suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 1134); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 1238 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1360); du projet de loi relatif aux successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1523 et suiv., 1538, 1541, 1605, 1616, 1620); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1773). — Prend part à la discussion du projet de loi complétant la loi du 16 octobre 1915 relative au ravitaillement de la population civile en blé et en farine (A., S. de 1916, t. unique, p. 966 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la taxation des denrées et substances (p. 1004). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution concernant l'approvisionnement en charbon français, des usines fournissant aux communes le gaz, l'eau et l'électricité (p. 1024); prend part à cette discussion (p. 1024 et suiv.). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Son amendement à l'article 25*, p. 1054 et suiv.; *ses observations concernant l'article 28*, p. 1066 et suiv.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1588 et suiv.; *Son amendement à l'article 26*, p. 1637; *retrait*, *ibid.*; *Motion tendant à réserver l'article 27*, p. 1660; Juridiction et procédure : *Son amendement à l'article 51*, p. 1661; *Ses amendements : à l'article 53*, p. 1663; *à l'article 34*, p. 1664; *à l'article 55*, p. 1665; *à l'article 56*, *ibid.*; *à l'article 59*, p. 1666; *à l'article 45*, p. 1671. Articles 27, 28 et 29 réservés : *Amendement de M. Puech tendant à la disjonction de l'article 27*, p. 1771; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 1783); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 420). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Ses observations concernant l'article 5 modifié*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1178; *Son amendement*, p. 1179); du projet de loi concernant les travaux à exécuter par la ville de Paris pour le captage

des eaux de la Voulzie, du Durteint et du Dragon (*Son amendement*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1919; *le retire*, *ibid.*); du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son paragraphe additionnel à l'article 7*, p. 2046 et suiv., *Son amendement à l'article 49 nouveau*, A., S. de 1917, t. unique, p. 90; *le retire*, p. 91); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 103, 132, 189). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (*Discussion générale*, A., S. de 1916; t. unique, p. 2143). — Adresse au Ministre de la Guerre une question relative à la réglementation de la circulation dans la zone des armées (p. 2190). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le fonctionnement et l'approvisionnement des groupements charbonniers (A., S. de 1917, t. unique, p. 176); développe cette interpellation (p. 190 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures à prendre pour assurer l'approvisionnement en charbon et la péréquation des prix (p. 1176); est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations sur le charbon (p. 1182); développe son interpellation (p. 1284 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 1332). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'approvisionnement en charbon de la consommation domestique (A., S. de 1917, t. unique, p. 1900); développe cette interpellation (p. 1933). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2857, 3146). — Prend part à la discussion des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2934; *Son ordre du jour motivé*, p. 2940). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet et des propositions de loi tendant à modifier la législation des pensions militaires (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3094, 3104, 3139, 3229; *Contre-projet de M. Rognon*, p. 3235; *Contre-projet de M. Bracke*, p. 3238. Titre premier. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Amendement de M. Goude à l'article 2*, p. 3244; *Article 2, modifié par la Commission*, p. 3257; *Amendement de M. Gabriel Maunoury, repris par M. Voilin, au paragraphe 6 de cet article*, p. 3268; *Amendement de M. Jobert au même paragraphe*, p. 3269; *Amendement de M. Goude au paragraphe 7*, p. 3271; *Amendement de M. Bonnevay au même paragraphe*, p. 3276; *Paragra-*

phe 8, modifié par la Commission, A., S. de 1917, t. unique, p. 3311; *Amendement de M. Jobert à l'article 6 concernant la fixation du taux de la pension ou de la gratification*, p. 3319; *Amendement de M. Pressemann au même article*, p. 3319; *Amendement de M. Goude relatif à la classification des infirmités*, p. 3322; *Motion de M. Bracke tendant à réserver les articles relatifs au taux*, p. 3227; *Article 7, modifié par la Commission*, p. 3229; *Amendement de M. Ernest Lafont au paragraphe 2 de l'article 10 concernant « les ayants cause » des militaires et marins qui ne se considèrent pas comme guéris*, p. 3341; *Observations relatives à la rédaction de ce paragraphe 2*, *ibid.*; *Motion tendant au renvoi de la suite de la discussion*, p. 3352; *Observations sur le paragraphe premier de l'article 5 (nouveau) concernant le taux des pensions d'invalidité*, p. 3426; *Amendements de M. Jobert et de M. F. Morin relatifs à la fixation des taux*, p. 3428; *Amendement de M. Goude visant le même but*, p. 3434; *Amendement de M. Betoulle concernant la base de fixation des pensions ou gratifications*, p. 3436; *Amendement de M. Goude concernant les militaires non professionnels et certains corps*, p. 3456. Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chapitre premier. Des droits à la pension : *Observations concernant le paragraphe 2 de l'article 9*, p. 3457; *Amendement de M. Lejas tendant à remplacer la réversibilité par une assurance-vie*, p. 3461; *Amendement de M. Pressemann au paragraphe 5 de l'article 9*, p. 3463; *Amendement de M. Goude à ce paragraphe*, p. 3464; *Amendement de M. Nonhaud*, p. 3466; *Article nouveau de M. Queuille concernant la veuve qui se remarie*, p. 3471; *Motion tendant au renvoi de cet article à la Commission*, p. 3473. Chapitre II. Fixation de la pension : *Motion tendant au renvoi de l'article 15 à la Commission*, p. 3475; *Ses observations sur l'article 12 réservé et modifié par la Commission*, p. 3722; *Amendement de M. Goude à l'article 15*, p. 3732; *Amendements de MM. Puech et Betoulle concernant les paragraphes 2 et 3 de l'article*, p. 3734; *Sa motion tendant à réserver l'article 15*, p. 3753. Titre III. Droits des ascendants : *Ses explications sur l'article 18 modifié par la Commission*, p. 3755; *Amendement de M. Queuille à l'article 18*, p. 3757; *Amendement de M. Ernest Lafont*, p. 3759; *Ses observations concernant : l'article 15 réservé*, p. 3888; *l'article 16 relatif aux enfants naturels*, p. 3889; *Ses observations sur le paragraphe 2^e de l'article 18*, A., S. de

1918, t. unique, p. 60; *Amendement de M. Jean Bon au paragraphe 5^o*, p. 61; *Amendements : de M. Loquin*, p. 62; *de M. Giray*, p. 63; *Observations relatives au dernier paragraphe de l'article*, p. 64; *Paragraphe additionnel présenté par M. Jean Bon*, p. 65; *Amendement de M. de Castelnau à la nouvelle rédaction de cet article*, p. 80; *Amendement de M. Betoulle au paragraphe 5^o*, p. 82; *Amendement tendant à la suppression de ce paragraphe 5^o*, p. 85; *Amendement de M. Jean Bon concernant la mère naturelle*, *ibid.*; *Amendement concernant le père ou la mère ayant perdu plusieurs enfants*, p. 86; *Amendement de M. Victor Peytral au premier paragraphe de l'article 49*, p. 87; *Nouveau texte présenté par la Commission pour le paragraphe 2 de l'article 49*, p. 89. Titre IV. Voies de recours : *Sous-amendement de M. Merlin à l'amendement de M. Durre concernant l'article 21*, p. 131; *Amendement de M. Doizy à cet article*, p. 136; *Amendement de M. Gabriel Maunoury à l'article 22*, p. 196; *Paragraphe additionnel à cet article proposé par M. Peyroux*, p. 199. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Amendement de M. Chassaing au paragraphe premier de l'article 28*, p. 201; *Amendements de M. Goude au même paragraphe*, p. 206; *Disposition additionnelle de M. Queuille à cet article*, p. 207; *Amendements relatifs à l'article 29*, p. 209; *Disposition additionnelle de M. Cadot*, p. 212; *Article nouveau concernant les infirmières militaires et bénévoles*, p. 213; *Observations relatives à l'article 51*, p. 215; *Amendement concernant l'article 52*, *ibid.*; *Nouvelle rédaction du paragraphe 4 de l'article 52 présentée par la Commission*, p. 216; *Article nouveau 52 bis présenté par M. Noël*, p. 227; *Disposition additionnelle de M. Anglès à l'article 55*, *ibid.*; *Article nouveau de M. Jobert concernant les infirmières*, p. 228; *Ses observations sur les articles : 54*, p. 231; *55*, *ibid.*; *Article 58 bis nouveau présenté par la Commission*, p. 232; *Article nouveau de M. Bonneray tendant à remplacer par un capital une petite partie de la pension*, p. 234; *Articles nouveaux : de M. Pressemane relatif à la rééducation professionnelle*, p. 238; *de M. Fa-caud concernant le tarif des honoraires et des médicaments pour les réformés inscrits à l'assistance médicale gratuite*, p. 239; *Texte de la Commission remplaçant l'article de M. Pressemane relatif à la rééducation professionnelle*, p. 271; *Observations sur l'ensemble de la loi*, p. 280; ses rectifications au texte (p. 333). — Prend

part, comme *Rapporteur*, à la discussion de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 2945, 2972, 3024, 3028, 3105, 3188, 3194, 3212 et suiv., 3233 et suiv.; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 327, 349, 455, 493, 522, 588, 667, 846, 887, 906; *Seconde délibération*, p. 1055). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 3440; A., S. de 1918, t. unique, p. 167, 3463). — Est entendu dans la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 541, 549, 626); d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 741). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité de vie chère aux retraités de l'État (p. 1195). — Son opposition à l'inscription sans débat de la proposition de résolution tendant à modifier l'organisation des coopératives militaires (p. 2114). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi concernant la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et entreprises industrielles (p. 2384). Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi soumis à une seconde délibération (p. 2409); prend part à sa discussion (p. 2411) — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3429). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 20, 361, 1034). — Donne lecture de son rapport supplémentaire sur un projet de loi relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'État (p. 370); prend part à la discussion des conclusions de ce rapport (p. 372). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi modifiant le mode de paiement des arrérages des pensions inscrites au Grand Livre de la dette viagère (p. 893). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la liquidation des stocks (p. 1829); d'une interpellation concernant la liquidation des pensions militaires (p. 2027; *Son ordre du jour motivé*, p. 2033). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de l'application de la loi des pensions (p. 2336); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2500, 2698; *Son ordre du jour motivé*, p. 2858 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la

date de cessation des hostilités (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4386). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 701; A., S. de 1915, t. unique, p. 259, 734, 1836; A., S. de 1916, t. unique, p. 460, 699, 2298; A., S. de 1917, t. unique, p. 130, 280, 3820; A., S. de 1918, t. unique, p. 630, 942). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1486, 1558; A., S. de 1917, t. unique, p. 1951; A., S. de 1918, t. unique, p. 1417, 1968; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2050, 2920).

LUQUET (M.), *Directeur du contrôle des administrations financières et de l'ordonnancement*, puis *Directeur du mouvement général des fonds*; puis *Sous-gouverneur de la Banque de France*, *Président de la Commission des changes*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508); du projet de loi portant autorisation d'avances à des Gouvernements alliés ou amis (A., S. de 1917, t. unique, p. 1906); du projet de loi tendant à instituer un répertoire du change (p. 1978); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (p. 2420); du projet de loi relatif aux avances à faire sur les ressources de la Trésorerie aux Gouvernements alliés ou amis (p. 2512); du projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 2680); du projet de loi suspendant la limitation du taux de l'intérêt conventionnel en matière civile (p. 2801); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2892); du projet de loi concernant l'ouverture d'un crédit additionnel relatif à l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 3052); du projet de loi tendant à améliorer la circulation des monnaies d'argent (p. 3256); du projet de loi portant

fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3284); du projet de loi relatif à la constitution du fonds spécial créé en vue de faciliter la négociation des emprunts de la défense nationale (A., S. de 1918, t. unique, p. 76); du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes appartenant à des Alsaciens et Lorrains, des prisonniers de guerre français et des habitants des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1856).

LUTAUD (M.), *Gouverneur général de l'Algérie*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi réglementant le régime de l'indigénat en Algérie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522).

LYAUTEY (M.) le général de division), *Ministre de la Guerre*.

Est nommé *Ministre de la Guerre* [Décret du 12 décembre 1916] (J. O., p. 10736). = Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les décrets qui ont nommé le général Joffre maréchal de France (A., S. de 1916, t. unique, p. 2865). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 211; *Amendements concernant : les instituteurs*, p. 257; *les agriculteurs*, p. 262; *Amendements relatifs : aux hommes des classes 1888 et 1889*, p. 281, 282; *aux hommes des classes 1890 et 1891*, p. 285; *aux élèves ecclésiastiques*, p. 289); sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur l'aéronautique militaire (p. 703).

M

MACHARD (M.), *Chef du service financier du Sous-Secrétariat du Ravitaillement.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Agriculture et ravitaillement : 2^e section : ravitaillement général. — Chapitres 1^{er}, 2, 3 et 4] (A., S. de 1918, t. unique, p. 2762); du projet de loi relatif à une avance complémentaire à la Chambre de Commerce de Saint-Quentin (p. 3071).

MACKAU (M. le baron DE), *Député de l'arrondissement d'Argentan [Orne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Président : du 7^e Bureau (F., n^o 21; J. O. de 1914, p. 5961); du 4^e Bureau (F., n^o 41; J. O. de 1915, p. 857). = Ses allocutions comme *Président d'âge* : (I., n^o 1; an., S. O. de 1914, p. 1831; I., n^o 488; an., S. de 1915, p. 2189; I., n^o 1648; an., S. de 1916, p. 1461; I., n^o 2847; an., S. de 1917, p. 1997). — Préside, comme *Doyen d'âge*, une partie de la séance du 1^{er} juin 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 1); son allocution en prenant place au fauteuil (p. 2). — Préside, comme *Doyen d'âge*, la séance du 12 janvier 1915 (A., S. de 1915, t. unique, p. 1); ses allocutions : en prenant place au fauteuil (p. 2); en annonçant à la Chambre le décès de M. Fitte, *Député des Hautes-Pyrénées* (ibid.). — Préside, comme *Doyen d'âge*, la séance du 11 janvier 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1); son allocution en prenant place au fauteuil (p. 2). — Préside, comme *Doyen d'âge*, la séance du 9 janvier 1917

(A., S. de 1917, t. unique, p. 1); son allocution en prenant place au fauteuil (p. 2). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 6; A., S. de 1916, t. unique, p. 1204). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 1288).

MAGINOT (M.), *Député de l'arrondissement de Bar-le-Duc [Meuse], Ministre des Colonies.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (p. 289); de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique, p. 3311); de la Commission de l'armée (A., S. de 1918, t. unique, p. 126); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (I., n^o 1564; an., S. de 1915, p. 1389). — Sa proposition de résolution tendant à inviter la Commission de l'armée à présenter à la Chambre un résumé de ses travaux pendant la guerre (I., n^o 6263; an., S. de 1919, p. 1771). = Son rapport sur la proposition de résolution tendant à inviter la Commission de l'armée à présenter à la Chambre un résumé de ses travaux pendant la guerre (I., n^o 6944; an., S. de 1919, p. 2881). = Intervient dans la discussion de l'interpellation concernant les déclarations du Gouvernement (A., S. de 1915, t. unique, p. 1502). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission d'admi-*

nistration générale, à la discussion du projet de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (A., S. de 1915, t. unique p. 1691). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la limite d'âge des colonels et officiers généraux (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 747 et suiv.); de la proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (*Ses amendements : à l'article 2*, p. 1129 ; *à l'article 3*, p. 1131). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les directions et les méthodes par lesquelles le Gouvernement compte assurer la victoire (p. 1204). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (p. 1876 et suiv.). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Marin au paragraphe 4^o du nouvel article 9 de la Commission*, p. 2130). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant l'utilisation des effectifs militaires (p. 2203 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des permissions agricoles des R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2356); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*); la développe (p. 2434 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2642). — Est entendu sur la nomination d'une Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2684). — Est entendu, en qualité de *Président de la Commission de l'armée*: sur la procédure d'urgence réclamée pour le projet de loi relatif à la visite, par les commissions spéciales de réforme, des exemptés et des réformés (A., S. de 1917, t. unique, p. 131); dans la discussion de ce projet de loi (*Discussion générale*, p. 213 et suiv.; *Amendements relatifs aux commissions spéciales de réforme*, p. 231 et suiv.; *Amendements et dispositions additionnelles concernant : les engagés spéciaux*, p. 252 et suiv.; *les hommes devant être dispensés de la visite*, p. 254 et suiv.; *Amendement concernant certains sous-officiers retraités*, p. 266 ; *Amendements relatifs : aux hommes des classes 1888 et 1889*, p. 281 et suiv.; *aux pères de familles nombreuses*

et certains veufs (A., S. de 1917, t. unique, p. 288, 289; *Présente le nouveau texte de l'article 6*, *ibid.*; *Amendements concernant les élèves ecclésiastiques*, p. 290, 291 ; *Dispositions additionnelles : de MM. Valière et Vincent Aurriol*, p. 293 ; *de M. Paul Poncet*, p. 293, 294). — Est entendu sur un incident soulevé par M. F. Bougère concernant la rédaction de l'article premier de la loi sur les exemptés et réformés (p. 415). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission de l'armée*, à la discussion d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 710, 748).

Est nommé *Ministre des Colonies* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2255). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 863). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2316).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion d'interpellations relatives : à l'affaire Bolo-Pacha et aux mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'œuvre de la justice dans le calme et la sérénité nécessaires (p. 2682); à la politique extérieure du Gouvernement (p. 2866). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. de 1918, t. unique, p. 3024, 3107, 3111, 3196; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 341, 497, 534, 923); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3327). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la nécessité de rétablir les sursis dans les régions qui ont été occupées par l'ennemi ou évacuées devant lui (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 206); développe cette interpellation (p. 216; *Son ordre du jour motivé*, p. 222). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux (p. 295). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4272); de propositions de résolution tendant à la publication des Comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4498). — S'excuse de son absence (A.,

2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 922; A., S. de 1916, t. unique, p. 1706; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4327, 3537). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1836; A., S. de 1918, t. unique, p. 269, 2070).

MAGNIAUDÉ (M.), *Député de l'arrondissement de Soissons [Aisne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'établir une contribution de guerre par un impôt sur la fortune acquise pour couvrir les dépenses de premier établissement de la loi militaire du 7 août 1913 (I., n° 154; an., S. O. de 1914, p. 1890). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'établir un impôt sur la fortune acquise pour gager les retraites aux veuves, orphelins, blessés et victimes de la guerre (I., n° 1723; an., S. de 1916, p. 66). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'établir une augmentation provisoire sur les droits de succession (I., n° 2760; an., S. de 1916, p. 1749). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier le taux de l'impôt sur le revenu établi par la loi du 29 juin 1918 (I., n° 4882; an., S. de 1918, p. 944). = Son rapport sur le projet de loi relatif à la reconstitution des registres des actes de l'état civil détruits par suite d'événements de guerre (I., n° 1570; an., S. de 1915, p. 1590). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'exempter de la déclaration à l'enregistrement, les locations verbales et les baux dont la prorogation résulte des décrets sur le moratorium, lorsque les loyers et fermages n'ont pas été perçus (I., n° 3892; an., S. de 1917, p. 1499). — Son rapport sur les articles 2, 3, 4 et 7 à 38 du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Art. 29. — Apports en société] (1) (I., n° 4038; an., S. de 1917, p. 2452). — Son rapport, au nom de la Commission de la législation fiscale, sur les articles 2, 3, 4 et 7 à 38 du projet de loi portant fixation

du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Art. 29. — Apports en société] (I., n° 4332; an., S. de 1918, p. 197). = Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Intérieur : *Assistance aux femmes en couches* (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 535. Loi de Finances : *Discussion générale*, p. 583; *Son amendement relatif à la licence des liqueurs alcooliques supportant une surtaxe*, p. 675; *Motion tendant à la disjonction des articles concernant l'impôt général sur le revenu*, p. 689). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce et à la création de chèques spéciaux (A., S. de 1915, t. unique, p. 1029). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (*Son amendement à l'article premier*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1127 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement relatif au droit de consommation sur l'alcool*, p. 1323); de la proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (p. 1833); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2599; *Reprend un amendement de M. Tournan relatif à l'impôt sur le revenu*, p. 2713; *Son amendement tendant à la suppression de l'article 12 visant les boissons hygiéniques*, p. 2743 et suiv.; *Son amendement tendant à la suppression de l'article concernant les sucres*, p. 2781). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 27 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Sa motion tendant à la disjonction de l'article 14 concernant les grands magasins*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1880, 1882). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives aux réfugiés et rapatriés des pays envahis (p. 3408, 3413); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement relatif à la taxe sur les successions*, p. 3543; *Son amendement relatif aux apports en société*, p. 3571). — Prend

(1) Ce document n'a pas été publié.

part à la discussion du projet de loi tendant à la saisie, à défaut de production de l'autorisation réglementaire, des marchandises prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916 (*Son amendement*, A., S. de 1918, t. unique, p. 674). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Amendement de M. Honnorat concernant l'impôt sur le revenu*, p. 1112 ; *Ses amendements relatifs à cet impôt*, p. 1113 ; *Taxe sur les objets de luxe*, p. 1138 ; *Impôt sur la publicité insérée dans les journaux*, p. 1139 ; *Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, p. 1154 ; *Amendements concernant les spécialités pharmaceutiques*, p. 1158 ; *Droit de consommation sur la chicorée et autres succédanés du café*, p. 1162 ; *Impôt sur les transports par chemins de fer*, p. 1174 ; *Droit sur les sucres, la saccharine et autres matières édulcorantes artificielles*, p. 1182) ; du projet de loi concernant les mesures contre les fraudes fiscales (p. 1133) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'évaluation de la propriété mobilière en matière de successions, donations et échanges (p. 1215). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1421 ; *Sa motion tendant au renvoi, pour examen, de tous les amendements à une Commission spéciale*, p. 1686 ; *Modifie cette motion*, p. 1687 ; *Son amendement tendant à limiter à quinze ans la prorogation du privilège*, p. 1750 ; *Amendement de M. Vincent Auriol relatif aux bénéfiques de guerre*, p. 1797 ; *Son amendement sur le même sujet*, p. 1797 ; *Amendement concernant le portefeuille moratorisé*, p. 1878 ; *Son amendement relatif à la création de succursales*, p. 1915 ; *Revire différents amendements*, p. 1930). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3140, 3167 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 103, 114, 118, 155, 261, 277, 309) ; de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1632, 1697) ; du projet de loi concernant l'échange des bons de monnaie des régions libérées (p. 258) ; d'interpellations relatives à la démobilisation des usines (p. 811) ; du projet de loi concernant l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 884) ; des propositions de loi relatives à la protection de la propriété commerciale (p. 963, 992) ; d'une interpellation sur

la situation financière de la France (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 999) ; des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Publicité dans les journaux, revues, etc.*, p. 1387) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France (*Son amendement concernant les baux ruraux dont les terres se trouvent situées dans les régions libérées*, p. 4799) ; de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à établir l'obligation d'un congé dans les baux à ferme sans durée limitée (p. 4818). = S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 2273, 2505).

MAGNIEZ (M.), Député de l'arrondissement de Péronne [Somme].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des dommages de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707) ; de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant des acomptes à accorder aux sinistrés (I., n° 3936 ; an., S. de 1917, p. 1658). — Sa proposition de loi concernant le vote des femmes (I., n° 4228 ; an., S. de 1918, p. 96). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la délimitation de la partie dévastée du département de la Somme (I., n° 6739 ; an., S. de 1919, p. 2511). = Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Landry (Adolphe) par l'arrondissement de Calvi [Corse] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 19). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant les réfugiés et rapatriés des pays envahis (A., S. de 1917, t. unique, p. 3393). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 3073, 3165 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 62, 98, 121, 154, 275). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 4818).

MAHIEU (M. MARIE-CHARLES-ALBERT),
Député de l'arrondissement de Ckerbourg [Manche].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 7, J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de la Marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate concernant la taxation des denrées alimentaires de première nécessité (I., n° 1365; an., S. de 1915, p. 1045). — Sa proposition de loi concernant l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités de l'Etat (I., n° 2616; an., S. de 1916, p. 1559). — Sa proposition de loi concernant le relèvement de l'allocation temporaire aux petits retraités (I., n° 4304; an., S. de 1918, p. 166). — Sa proposition de loi réglant en matière de retraite la situation du personnel mobilisé des départements et des communes (I., n° 5633; an., S. de 1919, p. 384). — Sa proposition de loi tendant à accorder aux sous-officiers rengagés, passés officiers à titre temporaire, les mêmes avantages qu'aux sous-officiers rengagés (I., n° 6072; an., S. de 1919, p. 1312). — Sa proposition de loi visant l'attribution d'une allocation temporaire : 1° aux bénéficiaires de secours de l'Etat; 2° aux bénéficiaires des retraites ouvrières et paysannes; 3° aux assistés au titre de vieillards, infirmes ou incurables (I., n° 6085; an., S. de 1919, p. 1312). — Sa proposition de loi concernant la durée de l'allocation temporaire attribuée à certaines catégories de retraités de l'Etat (I., n° 6134; an., S. de 1919, p. 1401). — Son rapport sur l'amendement de M. Goude et plusieurs de ses collègues, au projet de loi relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents civils de l'Etat, qui accomplissant, en temps de guerre, un service militaire, sont atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exécution de ce service (sous-agents, ouvriers et autres travailleurs civils de l'Etat) (I., n° 969; an., S. de 1915, p. 491). — Son rapport sur le projet de loi concernant les services de l'Etat susceptibles de faire bénéficier les inscrits maritimes d'un supplément de pension sur la Caisse des invalides de la marine (I., n° 1393; an., S. de 1915, p. 1124). — Son avis présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires sur le projet de loi modifiant la limite d'âge des officiers de marine (I.,

n° 1791; an., S. de 1916, p. 159). — Son rapport sur le projet de loi concernant les pensions à accorder aux marins du commerce victimes d'événements de guerre ou à leurs familles (I., n° 3115; an., S. de 1917, p. 361); son rapport supplémentaire (I., n° 3691; an., S. de 1917, p. 1149). — Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. Brenier par la 1^{re} circonscription de Vienne [Isère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 37). — Est entendu dans la discussion : des interpellations sur la constitution du Cabinet, la censure et la déclaration du Gouvernement (A., S. de 1915, t. unique, p. 1509); du projet de loi relatif au recrutement de l'intendance (*Son amendement*, A., S. de 1916, t. unique, p. 406). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 636; A. S. de 1916, t. unique, p. 699, 1306, 2577; A., S. de 1917, t. unique, p. 169, 1702; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968). — Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 587).

MAHIEU (M.), *Directeur du personnel et de la comptabilité au Ministère des Travaux publics*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (A., S. de 1915, t. unique, p. 1879); du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1872); du projet de loi relatif au maintien, à titre définitif, des travaux publics exécutés pendant la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 348); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 1103); prend part à cette discussion (p. 2251, 2754 et suiv., 2843 et suiv., 2938, 2978, 3028). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1239); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2375); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 348); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 3232);

des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. de 1918, t. unique, p. 3320); du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1919 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (A., S. O. de 1919, t. 1, p. 2375); des crédits supplémentaires du deuxième trimestre de l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2446); des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 2630); du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles et créant les ressources financières correspondantes (p. 4567); est entendu au cours de la discussion de ce projet de loi (p. 4606, 4654).

MAITRE (M.), *Député de l'arrondissement de Louhans [Saône-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des mines (*ibid.*); de la Commission des comptes définitifs (A., S. de 1917, t. unique, p. 917). = Sa proposition de loi tendant à accorder une allocation aux familles de mobilisés pendant la durée de la guerre (I., n° 854; an., S. de 1915, p. 381). = Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisables (*Ses amendements*, A., S. de 1915, t. unique, p. 917, 922; *les retire*, *ibid.*). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 224). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 335). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1146, 1294, 1574; A., S. de 1916, t. unique, p. 460; A., S. de 1917, t. unique, p. 481, 556;

A., S. de 1918, t. unique, p. 1968, 3187; A., S. de 1919, t. unique, p. 2097).

MALAVIALLE (M.), *Député de l'arrondissement de Carcassonne [Aude]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (*ibid.*); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10962); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (I., n° 2000; an., S. de 1916, p. 590); son rapport supplémentaire (I., n° 2052; an., S. de 1916, p. 632). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, ayant pour objet d'avancer l'heure légale (I., n° 2188; an., S. de 1916, p. 778). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la période d'été (I., n° 2892; an., S. de 1917, p. 92); son rapport supplémentaire (I., n° 3013; an., S. de 1917, p. 139). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la période d'été (I., n° 3134; an., S. de 1917, p. 394). = Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. Lavoigne, par l'arrondissement d'Yvetot [Seine-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 80). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (A., S. de 1915, t. unique, p. 1685). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'heure légale (A., S. de 1916, t. unique, p. 1217).

MALHERBE (M.), *Directeur administratif des travaux de la ville de Paris à la préfecture de la Seine*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif au dé

classement de l'enceinte fortifiée de Paris (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1090); prend part à cette discussion (p. 1099, 1134).

MALVY (M.), *Député de l'arrondissement de Gourdon [Lot], Ministre de l'Intérieur.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Sa proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation, pour crimes commis dans l'exercice de ses fonctions, un ancien Ministre de l'Intérieur (I., n° 3965; an., S. de 1917, p. 1672).

Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 13 juin 1914] (J. O., p. 5234). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant l'organisation et le déploiement des cortèges et manifestations dans les bois et forêts de l'Etat de la banlieue de Paris (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 503). — Donne lecture du décret portant clôture de la Session ordinaire de 1914 (p. 890).

Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7698). = Est entendu : dans la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder des allocations aux familles des victimes civiles de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 111); sur une motion d'ajournement de la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 157). — Donne lecture, en le déposant, d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1915 (p. 169). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Contre-projet de M. Sibille*, p. 187; *Amendement de M. Léon Perrier tendant à la suppression de l'article 6*, p. 219; *Amendement de la Commission des boissons à cet article*, p. 225; *Disposition additionnelle de M. Levasseur au même article*, p. 241; *Disposition additionnelle de MM. Rozier, Aubriot et autres députés à l'article 11*, p. 249; *Disposition additionnelle de M. Jean Bon à l'article 6*, p. 250, 252; *Article additionnel de M. Durandy*, p. 276, 277; *Police des débits*, p. 281; *Article additionnel de M. Jobert*, p. 283; *Articles additionnels relatifs à l'application de la loi en Algérie*, p. 284); de ce projet de loi modifié par le Sénat, (p. 1222). — Est entendu : sur la discussion immédiate

d'une proposition de loi concernant les militaires réformés n° 2 (A., S. de 1915, t. unique, p. 462); dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France (p. 495). — Donne lecture, en le déposant, du projet de loi ayant pour objet, pendant la durée des hostilités, et pour des considérations de défense nationale, d'apporter des restrictions à la vente et à la consommation de l'alcool et des boissons alcooliques (A., S. de 1915, t. unique, p. 1040). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant la fourniture du gaz aux communes de la banlieue parisienne (p. 1057); du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à réglementer l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 1098, 1303 et suiv.).

Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7812). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation; au chauffage et à l'éclairage (p. 1639 et suiv., 1682, 1683, 1694, 1742, 1745, 1752, 1774); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. de 1916, t. unique, p. 999). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1915, t. unique, p. 1696). — Est entendu sur une demande d'interpellation concernant le logement des réfugiés dans les locaux laissés vacants par le départ des Austro-Allemands (A., S. de 1916, t. unique, p. 229). — En le déposant, donne lecture d'un projet de loi sur la taxation des beurres et fromages (p. 1005); demande la discussion immédiate (p. 1006); prend part à cette discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation concernant l'interdiction de réunions organisées par des groupements corporatifs (p. 1168). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (p. 1832 et suiv.); d'une interpellation sur l'application de la résolution votée par la Chambre concernant la revision de tous les sursis d'appel (p. 2027).

Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 12 décembre 1916] (J. O., p. 10736). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 24 et suiv.); d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de

5.000.000 francs à titre de subvention au Comité des orphelins de la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 514 et suiv.).

Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2254). — Répond à une question relative à la grève des ouvrières du vêtement (p. 1188). — Est entendu dans la discussion : des ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1734); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2303).

En qualité de *Député*, demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer l'œuvre de la justice dans le calme et la sérénité nécessaires à la défense nationale (p. 2681); développe cette interpellation (*ibid.*). — Dépose une proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3096); parle sur la fixation de la date de la nomination de cette Commission (*ibid.*). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3182). — Communication à la Chambre des arrêts rendus le 6 août 1918, par la Cour de justice, emportant sa condamnation à cinq années de bannissement, avec dispense de la dégradation civique et dispense de l'interdiction édictée par l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2071). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 2860, 3557).

MANDO (M.), *Député de l'arrondissement de Loudéac [Côtes-du-Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Disposition additionnelle de M. Reboult à l'article premier*, p. 1179). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'attribution, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (*Son amendement*, p. 2849; *le retire*, p. 2850). — Prend

part à la discussion du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (A., S. de 1917, t. unique, p. 3811). — Prend part à la discussion : des propositions de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 530); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Travaux publics et transports : *Ses observations concernant le transport du cidre, des animaux de boucherie, des engrais*, p. 765). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Agriculture et Ravitaillement : *Discussion générale*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2605); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2° de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4416). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 228). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255, 1878; A., S. de 1916, t. unique, p. 568, 966; A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 708, 1262; A., S. de 1918, t. unique, p. 1577; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 255, 1090, 4683).

MANUS (M.), *Député de la 5^e circonscription de Lyon [Rhône]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287). — Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 1381).

MARCH (M. LUCIEN), *Directeur de la statistique générale de la France*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 521); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1244); des propositions de loi concernant l'emploi des mutilés de la guerre et le placement des réformés de la guerre

(p. 2043); des propositions de loi concernant le placement et l'emploi des mutilés et réformés de la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 184); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A.; S. de 1918, t. unique, p. 308).

MARESCAUX (M.), *Chef du service des allocations militaires au Ministère de l'Intérieur.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils pour le deuxième trimestre de 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 529); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils pour le troisième trimestre de 1918 (p. 1496); du projet de loi tendant à relever le taux des allocations (p. 2484); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 3159); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 (p. 3159).

MARET (M.), *Chef du service de l'inspection générale des finances.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2425, 3265).

MARGAINE (M.); *Député de l'arrondissement de Sainte-Menehould [Marne], Sous-Secrétaire d'État à la Guerre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des affaires extérieures (A., S. de 1915, t. unique, p. 1382); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de

paix (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 2717). — Sa proposition de loi relative à l'avancement des officiers employés dans les état-majors (I., n° 1681; an., S. de 1916, p. 46). — Sa proposition de loi relative aux usines hydrauliques (I., n° 2328; an., S. de 1916, p. 1267). — Sa proposition de loi ayant pour objet de faciliter un nouveau lotissement des propriétés non bâties entre les habitants des communes détruites (I., n° 2900; an., S. de 1917, p. 35). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet la modification de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, en ce qui concerne les gisements pétrolifères (I., n° 3760; an., S. de 1917, p. 1256). — Sa proposition de loi ayant pour objet de réserver à l'État l'importation du platine et du minerai de platine (I., n° 4395; an., S. de 1918, p. 290). — Sa proposition de résolution ayant pour objet de modifier le Règlement de la Chambre des Députés en vue d'obtenir le vote personnel (I., n° 5566; an., S. de 1919, p. 107). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, en Algérie, du chemin de fer d'intérêt général d'Ournache à Tolga (I., n° 590; an., S. de 1915, p. 152). — Son rapport sur le projet de loi autorisant le Ministre des Travaux publics à accorder un secours extraordinaire à la commune de Soulere-sur-Mer, pour travaux à sa charge en vue de la défense de son littoral (I., n° 1307; an., S. de 1915, p. 1011). — Son avis, présenté au nom de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication sur l'article 13 du projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1916 des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 [Participation financière de l'État à l'établissement d'usines hydrauliques] (I., n° 2488; an., S. de 1916, p. 1445). — Son avis, présenté au nom de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication, sur le projet de loi relatif à la taxation des charbons domestiques (I., n° 2657; an., S. de 1916, p. 1626). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1° d'approuver la convention intervenue entre le Ministre des Travaux publics, d'une part, et les grandes compagnies de chemin de fer, d'autre part, pour l'attribution aux agents de ces réseaux d'allocations complémentaires; 2° d'appliquer le même régime aux agents du réseau de l'État (I., n° 2727; an., S. de 1916, p. 1658). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant

le Gouvernement à créer, le plus rapidement possible, en particulier dans le Massif central, des usines hydro-électrique (I., n° 2945; an., S. de 1917, p. 87). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de concession des voies ferrées d'intérêt local du Mans à Alençon, de Foulletourte à la Flèche et du Mans à Château-du-Loir, et de modifier les conditions de l'allocation partielle auxdites lignes de la subvention de l'État (I., n° 3575; an., S. de 1917, p. 1013). — Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies, sur le projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie et approuvant la modification des statuts de cette banque (I., n° 4943; an., S. de 1918, p. 1039). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention intervenue entre le département de l'Ain et la Compagnie du chemin de fer d'intérêt local de Bellegarde à Chézery, pour la fourniture, par cette compagnie, de l'énergie électrique à l'usine Bertolus, à Arlod [Ain] (I., n° 4958; an., S. de 1918, p. 1052); son rapport supplémentaire (I., n° 5215; an., S. de 1918, p. 1815). — Son rapport sur le Livre jaune relatif à l'alliance franco-russe (I., n° 6036, an., S. de 1919, p. 1231). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'augmentation du capital garanti par la Compagnie des chemins de fer du Midi à la Société des voies ferrées départementales du Midi (I., n° 7035; an., S. de 1919, p. 2984). — Son rapport sur le projet de loi portant modification à la loi du 23 décembre 1913 autorisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française à contracter un emprunt de 167 millions pour construire de nouvelles lignes de chemins de fer et pour travaux d'aménagement des ports (I., n° 7154; an., S. de 1919, p. 3156). — Son rapport sur le projet de loi portant modification des lois des 26 décembre 1912 (art. 1^{er}), 23 décembre 1913 (art. 1^{er}) et 13 juillet 1914 (art. 1^{er}) autorisant les gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française à contracter des emprunts pour l'exécution de travaux publics (I., n° 7155; an., S. de 1919, p. 3156). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'approbation, par simple décret, des accords conclus entre les concessionnaires de voies ferrées coloniales et le Ministre des Colonies pour la modification

des contrats de concession pendant une période expirant cinq ans au maximum après la cessation des hostilités (I., n° 7165; an., S. de 1919, p. 3161). — Son rapport sur le projet de loi autorisant les travaux d'établissement par l'État d'un réseau de transport d'énergie électrique à haute tension dans les régions libérées et fixant les règles éventuelles d'exploitation de ce réseau (I., n° 7214; an., S. de 1919, p. 3180). — Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. Octave Vigne par l'arrondissement de Brignoles [Var] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 86); de M. Abel (J.-B.) par la 1^{re} circonscription de Toulon [Var] (p. 86); de M. Berthon par la 2^e circonscription de Toulon [Var] (p. 86).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre* [Décret du 10 juin 1914] (J. O., p. 5143).

En qualité de *Député*, est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les avances aux pays alliés ou amis (A., S. de 1915, t. unique, p. 355). — Est entendu sur le projet de loi autorisant le Gouvernement chérifien à augmenter le montant de l'emprunt autorisé par la loi du 16 mars 1914 pour exécution de travaux publics et remboursement du passif maghzen (A., S. de 1916, t. unique, p. 326). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le refus qui lui est opposé de le laisser circuler librement dans toute l'étendue de sa circonscription (p. 1171). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2384 et suiv.). — Son rapport sur une pétition (p. 2531). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi concernant l'attribution aux agents des chemins de fer d'allocations complémentaires (p. 2840 et suiv.; *Amendement de M. Bedouce*, p. 2844; *Observations sur l'article premier*, p. 2849). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement à l'article 44 devenu 43* A., S. de 1917, t. unique, p. 85 et suiv.; *Son article nouveau relatif au déblaiement des immeubles*, p. 88; *Son article additionnel*, p. 96). — Est entendu dans la discussion : des interpellations relatives à l'affaire dite « des carbures » (p. 356 et suiv.); d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 745); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au

deuxième trimestre de 1917 (*Son sous-amendement concernant le régime des successions*, A., S. de 1917, t. unique, p. 835). — Prend part à la discussion des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2922). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'aide qu'il peut demander aux alliés en vue de ramener la Russie à rentrer plus complètement dans le concert de l'Entente (p. 3329); développe cette interpellation (p. 3788). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement relatif à la taxe sur les successions*, p. 3544). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réglementer la déclaration et la vente du platine (*Son amendement*, A., S. de 1918, t. unique, p. 668; *retrait*, *ibid.*). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 916). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 981. *Son amendement*, p. 1061; *Son article additionnel*, p. 1068). — Son opposition à la discussion sans débat du projet de loi sur le port de Marseille (p. 1379). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Amendement tendant à la suppression du paragraphe 3 de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1893). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur une concession de terrains pétrolifères en Algérie (p. 2222). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi ayant pour objet de régler les conditions d'établissement des voies ferrées dans les colonies (p. 2480). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi relatif à l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (p. 2688, 2643); au projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéfices] (*Discussion générale*, p. 2886; *Son contre-projet*, p. 2896). — Prend part à la discussion: du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 250); du projet de loi relatif au maintien à titre définitif des travaux publics exécutés pendant la guerre (p. 452); du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (p. 720 et suiv.); de

ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1899). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1033, 2056). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de l'acquisition, par des capitalistes français, des mines et usines de la Gelsenkischener Gesellschaft situées au Luxembourg (p. 1593). — Prend part à la discussion: d'interpellations concernant certains accidents de chemins de fer et l'aggravation de la crise des transports (p. 2008); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2176, 2217, 2255; 2754 et suiv.; 2844 et suiv.; 2940 et suiv.; 2980 et suiv.; 3021 et suiv.); du projet de loi concernant le règlement transactionnel des litiges relatifs aux transports militaires sur les grands réseaux (p. 3518 et suiv.); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3633); du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4554). — Donne lecture, comme *Rapporteur de la Commission des travaux publics*, de son rapport sur le projet de loi relatif à l'énergie électrique dans les régions libérées (p. 4789). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 118, 316, 575, 655; A., S. de 1915, t. unique, p. 394, 1906; A., S. de 1916, t. unique, p. 1271, 1794, 2298, 2883; A., S. de 1917, t. unique, p. 392, 508, 922, 1811, 1951, 2154, 2469, 2603; A., S. de 1918, t. unique, p. 335, 467, 1079, 1345, 1381, 1526, 1783, 1807, 2131, 2259, 2303, 2900, 2983, 3231, 3265; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 137, 370, 509, 571, 739, 875, 3101, 3223, 3381, 3537). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, 534, 1628; A., S. de 1917, t. unique p. 540; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2097, 2267).

MARGERIE (M. JACQUIN DE), *Directeur des affaires politiques et commerciales au Ministère des Affaires étrangères.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion des projets de loi portant ouverture: 1° d'un crédit extraordinaire à titre de secours aux Français victimes des troubles du Mexique; 2° d'un crédit additionnel aux cré-

dits provisoires pour les dépenses de la Commission financière des affaires balkaniques; 3° de crédits additionnels aux crédits provisoires applicables au Sous-Secrétariat d'Etat des Affaires étrangères; 4° d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages du Président de la République en Russie, en Suède, en Danemark et en Norvège (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 440).

MARGOT (M. le colonel puis général), *Directeur de l'infanterie au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de résolution tendant à l'organisation d'un concours d'admission à l'École militaire de Saint-Cyr, en 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 161); prend part à cette discussion (p. 192). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 17 août 1915 relatif au remplacement temporaire des fonctionnaires, agents ou sous-agents incorporés en vertu de l'article premier de cette loi (p. 166); des propositions concernant la croix de guerre (p. 189); de la proposition de loi concernant les nominations et promotions dans la Légion d'honneur pour faits de guerre (*ibid.*); d'une proposition de loi tendant à une meilleure utilisation des hommes mobilisés (p. 500); de la proposition de loi ayant pour but de donner au Ministre de la Guerre la faculté d'accorder l'honorariat du grade aux officiers et assimilés de réserve et de l'armée territoriale et de la proposition de loi ayant pour objet d'instituer au profit des officiers de complément la retraite sans solde et l'honorariat du grade (p. 831); de l'interpellation sur l'octroi des permissions aux soldats du front (p. 1752); de la proposition de résolution concernant les permissions des militaires de l'armée d'Orient (p. 1846); de propositions de résolution concernant le port et l'attribution des brisques (*ibid.*); de la proposition de résolution concernant l'assimilation, pendant la durée de la guerre des officiers assimilés et sous-officiers de la réserve et de l'armée territoriale aux officiers assimilés et sous-officiers de l'armée active, en ce qui concerne le droit à l'avancement et aux décorations (p. 1873); de la proposition de résolution tendant à faire examiner les titres à la médaille militaire ou à la Légion d'honneur;

des militaires réformés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2343); de la proposition de résolution tendant à la modification des règlements en usage en vertu desquels la croix de la Légion d'honneur ne peut être concédée à un militaire décédé (p. 2253); de la proposition de loi tendant à conférer la médaille militaire aux militaires décédés qui ont été proposés pour cette décoration postérieurement au décès (*ibid.*). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi relative à l'admission des officiers de complément dans l'armée active (A., S. de 1917, t. unique, p. 922).

MARIETTON (M.), *Député de la 6^e circonscription de Lyon [Rhône]*:

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 102).

MARIN (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Nancy [Meurthe-et-Moselle]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 2156); (F. n° 33; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission du Règlement (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 2156); de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273); de la Commission des traités de paix (p. 2838). — Sa proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre en vue d'assurer effectivement le vote personnel (I., n° 53; an., S. O. de 1914, p. 89). — Sa proposition de loi tendant à confier aux sous-officiers comptant plus de quinze ans de service les emplois de comptables des corps de troupe et d'agents d'exécution des divers services de l'armée (I., n° 54; an., S. O. de 1914, p. 1840). — Sa proposition de résolution concernant la nomination d'une Commission des cré-

aits (I., n° 71; an., S. O. de 1914, p. 1853). — Sa proposition de loi tendant à la protection des forêts de France (I., n° 75; an., S. O. de 1914, p. 107). — Sa proposition de loi tendant à étendre le cas d'admission des demandes en cassation contre les décisions des juges de paix (I., n° 76; an., S. O. de 1914, p. 1854). — Sa proposition de loi tendant à établir la représentation proportionnelle dans les élections municipales (I., n° 165; S. O. de 1914, p. 117). — Sa proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement entre les membres de l'enseignement public de même classe (1) (I., n° 166; an., S. de 1914, p. 745). — Sa proposition de loi tendant à établir la responsabilité de l'Etat à raison du service de la correspondance privée par la voie télégraphique et l'abrogation de l'article 6 de la loi du 29 novembre 1850 (I., n° 167; an., S. de 1914, p. 799). — Sa proposition de loi tendant à la réforme et à la réorganisation des administrations centrales des Ministères (1) (I., n° 225; an., S. de 1914, p. 799). — Sa proposition de loi tendant à l'unification des services géographiques disséminés dans les divers ministères (1) (I., n° 226; an., S. de 1914, p. 745). — Sa proposition de loi relative à l'établissement des listes des livres reconnus propres à être mis en usage dans les écoles primaires publiques (1) (I., n° 256; an., S. de 1914, p. 799). — Sa proposition de loi tendant à l'établissement d'une indemnité spéciale de cherté de vie pour les fonctionnaires et employés de l'Etat dans la région militaire de l'Est (1) (I., n° 257; an., S. de 1914, p. 745). — Sa proposition de loi tendant à assurer la clarté, la sincérité et l'unité des écritures budgétaires (1) (I., n° 258; an., S. de 1914, p. 745). — Sa proposition de loi tendant à réglementer le port des décorations, à organiser leur surveillance et à modifier l'article 259 du Code pénal (1) (I., n° 310; an., S. de 1914, p. 2019). — Sa proposition de loi tendant à réorganiser, dans les ministères, le contrôle des dépenses engagées (1) (I., n° 395; an., S. de 1914, p. 746). — Sa proposition de loi concernant la réparation des dommages causés par la guerre dans les forêts (1) (I., n° 1009; an., S. de 1915, p. 530). — Sa proposition de loi sur les baux et les loyers dans les sociétés coopératives d'habitations à bon marché (I., n° 1448; an., S. de 1915, p. 1271). — Sa proposition de résolution ayant

pour objet d'inviter le Gouvernement à inscrire en vue de la réorganisation du service du Trésor et Postes aux armées, au budget du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, un crédit de 1.150.000 francs pour le troisième trimestre de l'année 1916 (1) (I., n° 1941; an., S. de 1916, p. 799). — Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 54 du Règlement afin que son application ne puisse aboutir à de véritables sessions secrètes (I., n° 2225; an., S. de 1916, p. 906). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à exonérer des droits de timbre et d'enregistrement, les mutilés de la guerre qui, ne pouvant signer eux-mêmes, se trouvent obligés de se faire établir procuration (I., n° 2257; an., S. de 1916, p. 938). — Sa proposition de loi tendant à fixer un traitement spécial pour les titres de pays neutres qui pouvaient être mis à la disposition du Trésor et ne l'ont pas été avant le 1^{er} octobre 1916 (I., n° 2372; an., S. de 1916, p. 800) (1). — Sa proposition de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre aux offices publics et ministériels (I., n° 3058; an., S. de 1917, p. 568). — Sa proposition de loi modifiant la loi du 21 juin 1865 et facilitant les remembrements urbains et ruraux (I., n° 3103 et annexe; an., S. de 1917, p. 570). — Sa proposition de loi tendant à la reconstitution foncière des régions éprouvées par les faits de la guerre (I., n° 3329; an., S. de 1917, p. 756). — Sa proposition de loi tendant à la création d'un service administratif permanent et d'une dotation spéciale attachés à la présidence du Conseil des Ministres (I., n° 3330; an., S. de 1917, p. 922). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à compenser, en faveur des agents du Département des Affaires étrangères, les pertes au change subies hors de France pendant la guerre (I., n° 3858; an., S. de 1917, p. 1408). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à créer, pour les mutilés de la guerre, un cadre de secrétaires archivistes chargés d'un service nouveau du chiffre au Département des Affaires étrangères et un cadre complémentaire au service des archives (I., n° 3859; an., S. de 1917, p. 1408). — Sa proposition de loi tendant à régler les conditions de recrutement des indigènes en

1) Ce document n'a pas été publié.

(1) Ce document n'a pas été publié.

Algérie, colonies et pays de protectorat (I., n° 3942; an., S. de 1917, p. 800) (1). — Sa proposition de loi tendant à la reconstitution des forêts ruinées dans la zone de guerre et à la protection des tombes de nos soldats inhumés dans ces forêts (I., n° 4010; an., S. de 1917, p. 1775). — Sa proposition de loi tendant à répartir en zones administratives nos postes et agents diplomatiques ou consulaires et à organiser, sur cette spécialisation, les services des Affaires étrangères (I., n° 4607; an., S. de 1918, p. 712). — Sa proposition de loi tendant à régulariser la situation des cotisants pour les retraites ouvrières et paysannes en retard dans leurs versements par suite de la guerre (I., n° 4640; an., S. de 1918, p. 570). — Sa proposition de résolution tendant à accorder des secours aux ascendants des militaires morts sous les drapeaux sans être bénéficiaires d'une délégation de solde ou de l'allocation aux familles des mobilisés (I., n° 4650; an., S. de 1918, p. 577). — Sa proposition de loi d'amnistie en faveur de certaines catégories de condamnés militaires (I., n° 5246; an., S. de 1918, p. 2036). — Sa proposition de loi sur le paiement des indemnités dues aux habitants des régions envahies à raison des réquisitions opérées par les autorités militaires françaises (I., n° 5331; an., S. de 1918, p. 2001). — Sa proposition de loi tendant à la création, à l'Université de Paris, d'un enseignement de géologie appliquée (I., n° 5366; an., S. de 1918, p. 1935) (1). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, en vue d'une réforme administrative urgente, à reviser sans délai les innombrables organes parasites de l'Administration régulière et responsable (comités, commissions, conseils, offices, consortiums, commissariats, etc.) (I., n° 5499; an., S. de 1918, p. 800) (1). — Sa proposition de loi tendant à favoriser les sociétés coopératives civiles de reconstruction des maisons détruites par les faits de la guerre (I., n° 5753; an., S. de 1919, p. 875). — Sa proposition de loi tendant à la réparation des dommages causés par les faits de la guerre dans les bois et forêts (I., n° 5861; an., S. de 1919, p. 1014). — Sa proposition de loi tendant à la réorganisation du service forestier (I., n° 6109; an., S. de 1919, p. 1340). — Sa proposition de loi tendant à l'application de la loi du 17 avril 1919 sur les dommages de guerre en cas de

dommages matériels et directs causés aux biens immobiliers ou mobiliers par l'incendie (I., n° 7097; an., S. de 1919, p. 3064). — Son rapport ayant pour objet de modifier le rapport de la précédente Législature, repris le 5 juin 1914, sur les propositions de résolution : 1° de M. J.-L. Breton, tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés; 2° de M. Emmanuel Brousse, tendant à modifier l'article 11 *bis* du Règlement, relatif aux grandes Commissions permanentes; 3° de M. L.-L. Klotz et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le premier paragraphe de l'article 49 et le troisième paragraphe de l'article 70 du Règlement, concernant les questions orales et la procédure de l'urgence; 4° de M. Jean Javal, portant modification des articles 59 et 75 du Règlement de la Chambre des Députés; 5° de M. Tournan et plusieurs de ses collègues, tendant à établir la publicité des débats dans les Commissions; 6° de M. Louis Marin, tendant à préciser les délais dans lesquels doivent être transmis aux bureaux ou aux Commissions les projets ou propositions déposés sur le bureau de la Chambre; 7° de M. Louis Marin, tendant à modifier le mode de nomination de la Commission du budget et à la rendre permanente; 8° de M. Charles Beauquier, ayant pour objet d'abrégier la discussion des projets et propositions de loi soumis au vote de la Chambre (Art. 11 *bis* concernant le nombre des grandes Commissions permanentes) (I., n° 61; an., S. O. de 1914, p. 1850). Son 2° rapport sur ces propositions (I., n° 94; an., S. O. de 1914, p. 1859). Son 3° rapport sur ces propositions (I., n° 168 et annexe; an., S. O. de 1914, p. 1894 et 22). — Son rapport sur la proposition de résolution de M. Louis Marin concernant la nomination d'une Commission des crédits (I., n° 93; an., S. O. de 1914, p. 1859). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission des mines et d'une Commission des pensions (I., n° 97; an., S. O. de 1914, p. 1860). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire, à titre de secours, aux Français victimes des troubles du Mexique (I., n° 219; an., S. O. de 1914, p. 1934). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour les dépenses de la Commission financière des affaires balkaniques (I., n° 220; an., S. O. de 1914, p. 1934). —

(1, Ce document n'a pas été publié.

Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages du Président de la République en Russie, en Suède, en Danemark et en Norvège (I., n° 221; an., S. O. de 1914, p. 1934). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, de crédits additionnels aux crédits provisoires applicables au Sous-Secrétariat d'Etat des Affaires étrangères (I., n° 222; an., S. O. de 1914, p. 1934). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour achat d'un hôtel diplomatique à Athènes (I., n° 223; an., S. O. de 1914, p. 1934). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit spécial pour la délégation française à la Commission internationale de délimitation de l'Albanie septentrionale (I., n° 344; an., S. O. de 1914, p. 2041). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire au Ministre des Affaires étrangères pour les opérations de délimitation de la frontière entre la Libye, d'une part, et l'Algérie, l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française, d'autre part (I., n° 375; an., S. O. de 1914, p. 2045). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour dépenses afférentes aux œuvres scolaires françaises à Tanger (I., n° 376; an., S. O. de 1914, p. 2047). — Son rapport, au nom de la Commission d'enquête, sur les opérations électorales de la 9^e circonscription de l'arrondissement de Lille [Nord] (I., n° 461; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2181). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à déterminer le mode de nomination des Députés qui doivent être désignés par la Chambre pour faire partie de Commissions extraparlimentaires (I., n° 642; an., S. de 1915, p. 180). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'Exercice 1915 pour le remboursement des redevances dues au prince de Monaco (I., n° 1001; an., S. de 1912, p. 1528). — Son rapport sur le projet de loi autorisant le Ministre des Finances à faire une avance remboursable de 400.000 francs à la Commission européenne du Danube (I., n° 1154; an., S. de 1915, p. 828). — Son

rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1912 (Ministère des Affaires étrangères) (I., n° 1387; an., S. de 1915, p. 2306). — Son rapport sur le projet de loi portant affectation d'un crédit de 500.000 francs à la création, à La Mecque et à Médine, de deux hôtelleries destinées aux pèlerins indigents originaires des possessions et protectorats français d'Afrique (I., n° 1557; an., S. de 1915, p. 1367). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture d'un crédit au titre du Budget général de l'Exercice 1915 pour le remboursement des redevances dues au prince de Monaco (I., n° 1644; an., S. de 1915, p. 1458). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à compléter l'article 12 du Règlement de la Chambre (I., n° 1699; an., S. de 1916, p. 143). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi autorisant le gouvernement chérifien à augmenter jusqu'à concurrence de 242.000.000 francs le montant de l'emprunt de 170.250.000 francs autorisé par la loi du 16 mars 1914 pour exécution de travaux publics et remboursement du passif Maghzen (I., n° 1807; an., S. de 1916, p. 203). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit extraordinaire pour frais de réception et de séjour en France, du prince régent de Serbie (I., n° 1984; an., S. de 1916, p. 579). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond d'une proposition de résolution ayant pour objet de modifier l'article 54 du Règlement de la Chambre, concernant la procédure du Comité secret (I., n° 2108; an., S. de 1916, p. 728). — Son rapport sur le projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses pour la construction de deux écoles primaires françaises à Tanger et ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 300.000 francs sur l'exercice 1916 (I., n° 2272; an., S. de 1916, p. 952). — Son rapport sur : 1^o la proposition de résolution de M. Paul Pugliesi-Conti (Seine), concernant la procédure du Comité secret; 2^o la proposition de résolution de M. Louis Marin, tendant à modifier l'article 54 du Règlement, afin que son application ne puisse aboutir à de véritables sessions secrètes; 3^o la proposition de résolution de M. Lefas, tendant à compléter l'article 54 du

Règlement de la Chambre (I., n° 2314; an., S. de 1916, p. 800 (1)). — Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour objet la nomination d'une Commission de vingt-deux membres chargée d'examiner les propositions et projets de loi et, en général, toutes les questions se rapportant à l'organisation du contrôle de l'Etat et à l'emploi des deniers publics (I., n° 2315; an., S. de 1916, p. 800) (1). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 450.000 francs pour achat d'un hôtel diplomatique à Bucarest (I., n° 2385; an., S. de 1916, p. 1155). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 3.500.000 francs pour frais d'une mission en Arabie (I., n° 2554; an., S. de 1916, p. 499). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant approbation de la convention sur l'éducation des Serbes en France, signée à Corfou, le 9 novembre 1916, entre la France et la Serbie (I., n° 3371; an., S. de 1917, p. 1169). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. Henry Lémery tendant à la création d'une Commission des affaires coloniales; 2° la proposition de résolution de M. Diagne et plusieurs de ses collègues tendant à créer une grande Commission permanente des colonies et pays de protectorat; 3° la proposition de résolution de M. de Chappedelaine tendant à augmenter, pendant la durée de la guerre, le nombre des membres de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies; 4° l'amendement de M. Josse aux propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (I., n° 3657; an., S. de 1917, p. 1389). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'Exercice 1917, des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics (I., n° 3771; an., S. de 1917, p. 1278); son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (I., n° 3808; an., S. de 1917, p. 1333). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (I., n° 3797; an., S. de 1917, p. 1326). —

Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (I., n° 3799; an., S. de 1917, p. 1329). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (I., n° 3820; an., S. de 1917, p. 1342). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (I., n° 3883; an., S. de 1917, p. 1415). — Son rapport sur le projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (I., n° 3911; an., S. de 1917, p. 1647). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à modifier l'article 75 du Règlement de la Chambre, concernant le pointage des scrutins (I., n° 3918; an., S. de 1916, p. 1507). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au titre du budget du Ministère des Finances, d'un crédit additionnel de 120 millions, en vue de l'exécution de l'article 5 de la loi du 26 octobre 1917 concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (I., n° 3925; an., S. de 1917, p. 1510). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1917, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties (I., n° 3945; an., S. de 1917, p. 1660). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1916, de crédits concernant les services de la Guerre et de la Marine (I., n° 3973; an., S. de 1917, p. 1724). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (I., n° 4008; an., S. de 1917, p. 1746). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics; 2° le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au premier trimestre de 1918, et de donner un avis sur les articles 2, 3, 4 et 7 à 38 du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (I., n° 4080 et

(1) Ce document n'a pas été publié.

annexe, p. 2006; an., S. de 1917, p. 1983.) — Son rapport sur le projet de loi portant annulation et ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, par suite de modifications apportées à la composition du Gouvernement (I., n° 4091; an., S. de 1917, p. 2197). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Rapport général] (I., n° 4133; an., S. de 1917, p. 2059). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1918 (I., n° 4156; an., S. de 1917, p. 2192). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (I., n° 4158; an., S. de 1917, p. 2192). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant : 1° ouverture au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics (I., n° 4160; an., S. de 1917, p. 2192); Son rapport sur ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (I., n° 4168; an., S. de 1917, p. 2244). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° augmentation des versements mensuels destinés à la constitution du fonds spécial créé par la loi du 26 octobre 1917, article 5, en vue de faciliter la négociation des emprunts de la défense nationale; 2° ouverture d'un crédit additionnel de 180 millions applicable au premier trimestre de 1918 (I., n° 4210; an., S. de 1918, p. 26). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux avances à faire sur les ressources de la Trésorerie aux Gouvernements alliés ou amis (I., n° 4220; an., S. de 1917, p. 89). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet : 1° d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et les grandes compagnies de chemins de fer pour accorder au personnel des suppléments d'allocations; 2° d'appliquer le même régime aux agents du réseau de l'État (n° 3507); et le projet de loi ayant pour objet : 1° d'approuver l'avenant à la convention du 2 juillet 1917, passé le 1^{er} décembre 1917 entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et les grandes compagnies de chemins de fer, pour accorder au personnel de leurs réseaux des suppléments d'allocations; 2° d'ap-

pliquer le même régime aux agents du réseau de l'État (n° 4002) (I., n° 4276; an., S. de 1918, p. 140). — Son rapport sur le projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1917 (I., n° 4294; an., S. de 1918, p. 149). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à autoriser l'Algérie à contracter un emprunt de 17 millions pour l'acquisition de cargos destinés au ravitaillement en combustible des chemins de fer algériens de l'État (I., n° 4338; an., S. de 1918, p. 216). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à autoriser l'Algérie à contracter un emprunt de 55 millions, en vue de l'achèvement des chemins de fer d'intérêt général inscrits au programme de l'emprunt de 175 millions approuvé par la loi du 28 février 1908 (I., n° 4339; an., S. de 1918, p. 216). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et Marine marchande : chapitres 6, 8 et 28^{ter}] (I., n° 4337; an., S. de 1918, p. 200). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au deuxième trimestre de 1918 (I., n° 4378; an., S. de 1918, p. 264); son rapport supplémentaire (I., n° 4427; an., S. de 1918, p. 371). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 4385; an., S. de 1918, p. 273). — Son rapport sur le projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de traitement des personnels civils de l'État et les suppléments temporaires de solde des officiers subalternes et sous officiers à solde mensuelle, et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés pour le premier trimestre de 1918 : 1° au titre du budget ordinaire des services civils; 2° pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 4386; an., S. de 1918, p. 282). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917 (I., n° 4451; an., S. de 1918, p. 396); son rapport supplémentaire [ouverture sur l'Exercice 1919, au Ministre de l'Instruc-

tion publique et des Beaux-Arts, d'un crédit supplémentaire de 36.850 francs, au titre de la deuxième section : Beaux-Arts] (I., n° 6486; an., S. de 1919, p. 2081). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (I., n° 4452; an., S. de 1918, p. 1221). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1917, au titre du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes [3^e Section: Transports maritimes et Marine marchande] (I., n° 4459; an., S. de 1918, p. 414). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le relèvement temporaire de tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (I., n° 4488; an., S. de 1918, p. 441). — Son rapport sur le projet de loi tendant à l'ouverture de crédits au titre des Exercices 1917 et 1918 pour l'extension des services du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement [Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement] (I., n° 4489; an., S. de 1918, p. 443). Son 2^e rapport (1) [Installation des services du Ravitaillement] (I., n° 4555; an., S. de 1918, p. 505). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant annulation et ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (I., n° 4490; an., S. de 1918, p. 443). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918, et son avis, au nom de la Commission du budget : 1^o sur le projet de loi ayant pour objet le relèvement des tarifs de certaines taxes et le remaniement de divers impôts; 2^o sur le projet de loi ayant pour objet d'accroître, par des mesures fiscales, les produits de l'exploitation de divers services publics, de limiter les fraudes, de remanier divers impôts existants et d'instituer des impôts sur la dépense et une taxe annuelle sur les capitaux recueillis à titre gratuit [Loi de finances] (I., n° 4518 et annexé, p. 470; an., S. de 1918, p. 462). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à transporter le commencement de l'année budgétaire du 1^{er} janvier au 1^{er} avril (I., n° 4523; an., S. de 1918, p. 476). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1^o ouverture au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 de crédits pro-

visaires applicables aux mois d'avril, de mai et de juin 1918; 2^o autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics (I., n° 4524; an., S. de 1918, p. 487). — Son rapport sur le projet de loi autorisant le Ministre des Finances à faire, sur les ressources de la Trésorerie, des avances aux Gouvernements alliés ou amis (I., n° 4550; an., S. de 1918, p. 502). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit de 325.000 francs pour achat d'un immeuble consulaire à Genève (I., n° 4554; an., S. de 1918, p. 505). — Son rapport sur le projet de loi réglementant l'exportation des capitaux et l'importation des valeurs mobilières et portant ouverture d'un crédit pour le service chargé d'assurer le contrôle de cette réglementation (I., n° 4558; an., S. de 1918, p. 506). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à créer, pour les mutilés de la guerre, un cadre de secrétaires archivistes chargés d'un service nouveau du chiffre au Département des Affaires étrangères et un cadre complémentaire au service des archives (I., n° 4569; an., S. de 1918, p. 512). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à l'ouverture de crédits, au titre de l'Exercice 1918, pour l'extension des services du commissariat des transports maritimes et de la marine marchande (I., n° 4570; an., S. de 1918, p. 512). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (I., n° 4572; an., S. de 1918, p. 526). — Son rapport sur : 1^o le projet de loi tendant à l'ouverture de crédits au titre des Exercices 1917 et 1918 pour l'extension des services du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement [Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement]; 2^o le projet de loi portant ouverture de crédits, au titre de l'Exercice 1918, en vue de la réinstallation de divers services (I., n° 4682; an., S. de 1918, p. 513). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 4689; an., S. de 1918, p. 676). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (I., n° 4721; an., S. de 1918, p. 671). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires

(1) Ce document, retiré le 17 mai 1918, n'a pas été publié.

accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (I., n° 4737; an., S. de 1918, p. 739). — Son rapport sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1917 à l'Exercice 1918 [art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912] (I., n° 4738; an., S. de 1918, p. 774). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (I., n° 4739; an., S. de 1918, p. 776). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au troisième trimestre de 1918 (I., n° 4740; an., S. de 1918, p. 778). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (I., n° 4767; an., S. de 1918, p. 799). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (I., n° 4768; an., S. de 1918, p. 890). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (I., n° 4787; an., S. de 1918, p. 885). — Son rapport sur le projet de loi relatif au compte spécial du ravitaillement créé par la loi du 16 octobre 1915 (I., n° 4802; an., S. de 1918, p. 496). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (I., n° 4803; an., S. de 1918, p. 871). Son rapport sur ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (I., n° 4806; an., S. de 1918, p. 873). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le Directeur général de la Banque de l'Algérie et tendant à mettre à la disposition de l'Etat une avance supplémentaire de 150 millions (I., n° 4821; an., S. de 1918, p. 903). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (I., n° 4838; an., S. de 1918, p. 914). — Son rapport sur : 1° le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles (Loi du 9 juin 1853);

2° la proposition de loi de M. Alexandre Varenne, tendant à ouvrir un crédit de 2 millions 500.000 francs destiné à assurer la liquidation des pensions en souffrance des agents et sous-agents de l'Administration des postes et des télégraphes (I., n° 4841; an., S. de 1918, p. 922). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'Exercice 1919 (I., n° 4844; an., S. de 1918, p. 923). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi relative à l'application de la loi du 27 mai 1918 sur l'évaluation des biens immobiliers en matière de succession (I., n° 4869; an., S. de 1918, p. 936). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi relatif à l'assurance et à la réassurance par l'Etat des risques de bombardement (I., n° 4906; an., S. de 1918 (1), p. 800). — Son rapport supplémentaire sur : le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine [Matériel de l'Administration centrale du Ministère de l'Armement] (I., n° 4907; an., S. de 1918 (1), p. 1682). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 4957; an., S. de 1918, p. 1062). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au quatrième trimestre de l'Exercice 1918 (I., n° 4974; an., S. de 1918, p. 1085). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (I., n° 4991; an., S. de 1918, p. 1570). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (I., n° 4993; an., S. de 1918, p. 1133). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 250.000 francs pour achat d'un immeuble consulaire à Genève (I., n° 5020; an., S. de 1918, p. 1198). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils

(1) Ce document n'a pas été publié.

de l'Exercice 1918 (I., n° 5022 ; an., S. de 1918, p. 1324). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le Directeur général de la Banque de l'Algérie et tendant à mettre à la disposition de l'État une avance supplémentaire de 100 millions (I., n° 5039 ; an., S. de 1918, p. 1219). — Son rapport sur le projet de loi tendant à relever le taux des allocations prévu par la loi du 5 août 1914 modifiée par les lois des 31 mars et 4 août 1917 (I., n° 5120 ; an., S. de 1918, p. 1669). — Son rapport sur le projet de loi tendant à accorder une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux personnels civils de l'État et un supplément du temps de guerre pour charges de famille aux personnels civils et militaires et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires alloués sur l'Exercice 1918 pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 5121 ; an., S. de 1918, p. 1725). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant modification de la loi du 28 décembre 1888 sur l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (I., n° 5138 ; an., S. de 1918, p. 1736). — Son rapport sur le projet de loi autorisant le Ministre des Finances à faire, sur les ressources de la trésorerie, des avances aux gouvernements alliés ou amis (I., n° 5172 ; an., S. de 1918, p. 1908). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser l'Algérie à demander à la Banque de l'Algérie une avance de 15 millions sur le montant des valeurs constituant le placement des fonds libres de la colonie (I., n° 5178 ; an., S. de 1918, p. 1806). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (I., n° 5252 ; an., S. de 1918, p. 1826). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déterminer les voies et moyens d'exécution de la loi du 9 avril 1918 et portant ouverture aux Ministres de la Guerre et de la Marine de crédits sur l'Exercice 1918 (I., n° 5289 ; an., S. de 1918, p. 1843). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire de 1 million de francs à l'occasion des voyages en France des souverains et chefs d'Etat étrangers (I., n° 5309 ; an., S. de 1918, p. 1861). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le

projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1918, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties (I., n° 5310 ; an., S. de 1918, p. 1861). — Son 2^e rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine [Art. 6 disjoint. — Service des poudres et salpêtres] (I., n° 5330 ; an., S. de 1918, p. 1935) (1). — Son rapport sur le projet de loi tendant à accorder, suivant certaines modalités, une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux officiers et sous-officiers à solde mensuelle des armées de terre et de mer et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires alloués, sur l'Exercice 1918, pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 5332 ; an., S. de 1918, p. 2017). — Son rapport sur : 1^o la proposition de résolution de M. Deguise et plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une commission chargée d'étudier les questions relatives aux régions libérées ; 2^o la proposition de résolution de MM. Daniel-Vincent et Léon Pasqual, tendant à instituer une commission extraparlamentaire de 33 membres chargée de contrôler la réorganisation administrative et économique des départements libérés (I., n° 5387 ; an., S. de 1918, p. 147). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (I., n° 5393 ; an., S. de 1918, p. 2066). — Second rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déterminer les voies et moyens d'exécution de la loi du 9 avril 1918 et portant ouverture aux Ministres de la Guerre et de la Marine, de crédits sur l'Exercice 1918 [Pécule aux familles des soldats morts pour la patrie] (I., n° 5424 ; an., S. de 1918, p. 2100). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (I., n° 5460 ; an., S. de 1918, p. 2116). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 5461 ; an., S. de 1918, p. 2161). — Son rapport sur le projet de loi

(1) Ce document n'a pas été publié.

portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au premier trimestre de 1919 (I., n° 5462; an., S. de 1918, p. 2862). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, février et mars 1919; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics (I., n° 5463; an., S. de 1918, p. 2151). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 5493; an., S. de 1918, p. 2927). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au premier trimestre de 1919 (I., n° 5494; an., S. de 1918, p. 2928). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, février et mars 1919; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics (I., n° 5502; an., S. de 1918, p. 2930). — Son rapport sur le projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires, ouverts au titre de l'Exercice 1918, pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 5629; an., S. de 1919, p. 384). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (I., n° 5630; an., S. de 1919, p. 608). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser des engagements de dépenses au titre de divers Ministères (1) (I., n° 5645; an., S. de 1919, p. 800). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (I., n° 5719; an., S. de 1919, p. 829). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant création, au Ministère du Blocus et des Régions libérées, d'un office pour la reconstitution des immeubles détruits par faits de guerre et ouverture de

crédits additionnels aux crédits de l'Exercice 1919 pour les opérations et le fonctionnement de cet office; 2° le projet de loi tendant à faciliter l'organisation des services généraux de main-d'œuvre pour la reconstruction des immeubles détruits dans les régions libérées (I., n° 5731; an., S. de 1919, p. 845). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (I., n° 5771; an., S. de 1919, p. 895). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1919, en vue de l'attribution d'indemnités spéciales aux fonctionnaires des régions libérées (I., n° 5796; an., S. de 1919, p. 918). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 5842; an., S. de 1919, p. 955). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919, de crédits provisoires applicables aux mois d'avril, de mai et de juin 1919; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics (I., n° 5843; an., S. de 1919, p. 978); son rapport supplémentaire (I., n° 5892; an., S. de 1919, p. 1067). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au deuxième trimestre de 1919 (I., n° 5844; an., S. de 1919, p. 341); son rapport supplémentaire (I., n° 5893; an., S. de 1919, p. 1070); son second rapport supplémentaire (I., n° 5903; an., S. de 1919, p. 1086). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture et annulation des crédits sur l'Exercice 1918, au titre du budget ordinaire des services civils; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918, au titre des dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 5853; an., S. de 1919, p. 997). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime de l'alcool (I., n° 5854; an., S. de 1919, p. 1010). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au deuxième trimestre

(1) Ce document n'a pas été publié.

de 1919 (Chapitres B et B bis (disjoints) du budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : protection des monuments historiques endommagés par faits de guerre) (I., n° 5896 ; an., S. de 1919, p. 1075). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires et annulation de crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (I., n° 5919 ; an., S. de 1919, p. 1102). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 5922 ; an., de 1919, p. 1104). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant : 1° ouverture au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 de crédits provisoires applicables aux mois d'avril, de mai et de juin 1919 ; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics (I., n° 5927 ; an., S. de 1919, p. 1109). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au deuxième trimestre de 1919 (I., n° 5931 ; an., S. de 1919, p. 1110). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant : 1° ouverture et annulation de crédits, sur l'Exercice 1918, au titre du budget ordinaire des services civils ; 2° ouverture et annulation de crédits, sur l'Exercice 1918, au titre des dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 5933 ; an., S. de 1919, p. 1112). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier trimestre de 1919, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'Etat (I., n° 5950 ; an., S. de 1919, p. 1125). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et d'élever le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (I., n° 6041 ; an., S. de 1919, p. 1273) ; son rapport supplémentaire (I., n° 6111 ; an., S. de 1919, p. 1354). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à autoriser l'Algérie à demander à la Banque de l'Algérie une avance de 15 millions sur le montant des valeurs constituant le placement des fonds

de la colonie, momentanément sans emploi (I., n° 6042 ; an., S. de 1919, p. 1273). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit extraordinaire de 5.300.000 francs pour « assistance aux Français rapatriés en Russie » (I., n° 6102 ; an., S. de 1919, p. 1329). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (I., n° 6193 ; an., S. de 1919, p. 1635). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Rapport général] (I., n° 6158 ; an., S. de 1919, p. 1416). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels, sur l'Exercice 1919, en vue de l'attribution aux personnels civils de l'Etat d'avances exceptionnelles de traitement (I., n° 6165 ; an., S. de 1919, p. 1561). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Camille Reboul tendant à faire bénéficier les familles des militaires disparus au cours de la guerre des avantages consentis aux familles des militaires décédés par la loi du 29 décembre 1918 ; 2° les amendements de M. Aristide Jobert et plusieurs de ses collègues au projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils ; 3° l'amendement de MM. Adrien Pressemane et Ferdinand Morin (Indre-et-Loire) au projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au deuxième trimestre de 1919 [Réfécule aux familles des militaires disparus] (I., n° 6235 ; an., S. de 1919, p. 1708). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 6318 ; an., S. de 1919, p. 1831). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils applicables au deuxième trimestre de 1919 (I., n° 6319 ; an., S. de 1919, p. 322). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture et annulation de crédits, sur l'Exercice 1918, au titre du budget ordinaire des services civils ; 2° ouverture de crédits, sur l'Exercice 1918, au titre des dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 6346 ; an., S. de 1919

p. 1940). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture au budget ordinaire des services civils, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 ; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics (I., n° 6373 ; an., S. de 1919, p. 1988). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (I., n° 6382 ; an., S. de 1919, p. 1998) ; son rapport supplémentaire [Création d'un emploi de directeur à l'Administration des Beaux-Arts] (I., n° 6517 ; an., S. de 1919, p. 2105). — Son rapport sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1918 à l'Exercice 1919 [Article 71 de la loi de finances du 27 février 1912] (I., n° 6383 ; an., S. de 1919, p. 2001). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 6413 ; an., S. de 1919, p. 2015). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au troisième trimestre de 1919 (I., n° 6414 ; an., S. de 1919, p. 2016). — Son avis, présenté au nom de la Commission du Budget, sur le projet de loi ayant pour objet d'exonérer les intérêts des emprunts contractés par les monts-de-piété et les intérêts des prêts sur gages consentis par ces établissements de l'impôt sur le revenu institué par les lois des 29 juin 1872, 29 mars 1914 et 31 juillet 1917 (I., n° 6416 ; an., S. de 1919, p. 2017). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918, au titre du budget ordinaire des services civils ; 2° ouverture de crédits sur l'Exercice 1918 au titre des dépenses exceptionnelles des services civils ; 3° annulation de crédits au titre du budget annexe du Service des poudres et salpêtres (I., n° 6426 ; an., S. de 1919, p. 2022). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1919, en vue de l'attribution aux personnels civils de l'Etat de nouvelles avances exceptionnelles de traitement (I., n° 6478 ; an., S. de 1919, p. 2074). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exer-

cice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (I., n° 6520 ; an., S. de 1919, p. 2112). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux contributions directes (Impositions départementales et communales) de l'Exercice 1920 (I., n° 6533 ; an., S. de 1919, p. 2149). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 de crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 ; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics (I., n° 6572 ; an., S. de 1919, p. 2255). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'engagement de dépenses au titre du compte spécial « Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion » (I., n° 6601 ; an., S. de 1919, p. 2282). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (I., n° 6615 ; an., S. de 1919, p. 2291) -- Son rapport : 1° sur la proposition de loi de M. Camille Reboul tendant à faire bénéficier les familles des militaires disparus au cours de la guerre, des avantages consentis aux familles des militaires décédés, par la loi du 29 décembre 1918 ; 2° les amendements de M. Aristide Jobert et plusieurs de ses collègues au projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils ; 3° l'amendement de MM. Adrien Pressemane et Ferdinand Morin (Indre-et-Loire) au projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au deuxième trimestre de 1919 [Pécule aux familles des militaires disparus] (I., n° 6659 ; an., S. de 1919, p. 2317). — Son rapport sur le projet de loi tendant à l'ouverture de crédits additionnels aux Ministres des Finances, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et des Régions libérées pour l'extension ou la réinstallation de services de leur Département (I., n° 6660 ; an., S. de 1919, p. 2331). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (I., n° 6685 ; an., S. de 1919, p. 2394). — Son rapport sur le

projet de loi, modifié par le Sénat, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (I., n° 6713; an., S. de 1919, p. 2427). Son rapport sur ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (I., n° 6734; an. S. de 1919, p. 2511). — Son avis présenté au nom de la Commission du Budget sur l'amendement de MM. Honnorat et Landry au projet de loi portant : 1° ouverture au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 de crédits provisoires applicables aux mois d'avril, de mai et de juin 1919; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics [Protection des femmes allaitant leurs enfants] (I., n° 6758; an., S. de 1919, p. 2542). — Son rapport sur : 1° le projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales; 2° le projet de loi instituant le monopole d'achat et d'importation des huiles raffinées et des essences de pétrole; 3° le projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales (Relèvement des droits de mutation à titre gratuit. — Limitation de la vocation héréditaire. — Taxes sur les accroissements de revenus. — Dispositions concernant le recouvrement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre) (I., n° 6769; an., S. de 1919, p. 2547); son rapport supplémentaire (I., n° 7110; an., S. de 1919, p. 3080). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils; 2° annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (I., n° 6908; an., S. de 1919, p. 2712). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au quatrième trimestre de 1919 (I., n° 6909; an., S. de 1919, p. 2745). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [n° 5575] (I., n° 6952; an., S. de 1919, p. 4111). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministère des Affaires étrangères, d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage du Président de la République en Angleterre (I., n° 6955; an., S. de 1919, p. 2887). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le

Sénat, portant : 1° ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils; 2° annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (I., n° 6978; an., S. de 1919, p. 2910). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au quatrième trimestre de 1919 (I., n° 6979; an., S. de 1919, p. 2910). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1919 et concernant les indemnités de résidence et de séjour et les avantages accessoires attribués aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (I., n° 6983; an., S. de 1919, p. 2911). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à l'ouverture de crédits au Ministère des Finances, sur l'Exercice 1919, pour l'extension ou la réinstallation de services de son Département (I., n° 6989; an., S. de 1919, p. 2917). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant : 1° ouverture de crédits sur l'Exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils; 2° ouverture de crédits sur l'Exercice 1919, au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils, en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat (I., n° 6990; an., S. de 1919, p. 2918); son rapport supplémentaire (I., n° 7005; an., S. de 1919, p. 2937). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils; 2° ouverture de crédits sur l'Exercice 1919, au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 7050; an., S. de 1919, p. 2997). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 12, titre III, de la loi du 4 août 1917 et à accorder le bénéfice de la loi du 5 août 1914, c'est-à-dire le cumul de leur traitement civil et de leur solde militaire aux fonctionnaires titulaires de leur emploi au moment de leur appel sous les drapeaux, avant la guerre ou au cours de la guerre, et le bénéfice de la rétroactivité pécuniaire pour le traitement civil non perçu depuis la date de leur passage dans la réserve de l'armée active (I., n° 7071; an.,

S. de 1919, p. 3039). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à ouvrir un crédit d'un million de francs pour participation de l'Etat à la souscription d'un monument de l'intervention américaine dans la guerre (I., n° 7072; an., S. de 1919, p. 3040). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1919 au titre du budget ordinaire des services civils et concernant les indemnités de résidence et de séjour et les avantages accessoires du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (Services de l'Instruction publique) et des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (I., n° 7098; an., S. de 1919, p. 3064). — Son rapport sur le projet de loi autorisant le Ministre des Finances à faire, sur les ressources de la Trésorerie, des avances aux Gouvernements alliés ou amis (I., n° 7115; an., S. de 1919, p. 3083). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'engagement de dépenses au titre du compte spécial « Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion » (I., n° 7116; an., S. de 1919, p. 3087). — Son rapport sur le projet de loi tendant à réprimer la fonte des monnaies d'or et d'argent (I., n° 7198; an., S. de 1919, p. 3172). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits, au Ministère des Affaires étrangères, pour l'organisation des services français en Allemagne, pour le fonctionnement de la Société des Nations et des commissions d'exécution du traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919 (I., n° 7199; an., S. de 1919, p. 3174). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture sur l'Exercice 1919, au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit supplémentaire de 36.850 francs au titre de la 2^e section : Beaux-Arts (I., n° 7200; an., S. de 1919, p. 3174). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, tendant à l'ouverture de crédits additionnels aux Ministres des Finances, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et des Régions libérées, pour l'extension ou la réinstallation de services de leur Département (I., n° 7201; an., S. de 1919, p. 3175). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant : 1^o ouverture et annulation de

crédits sur l'Exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils; 2^o ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919, au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils (I., n° 7202; an., S. de 1919, p. 3175). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, en addition aux crédits alloués au titre du budget ordinaire de l'Exercice 1919 d'un crédit de 33.000 francs, en vue de la préparation d'une exposition internationale des arts décoratifs modernes prévue pour 1922 (I., n° 7203; an., S. de 1919, p. 3175). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi autorisant les travaux d'établissement par l'Etat d'un réseau de transport d'énergie électrique à haute tension dans les régions libérées et fixant les règles éventuelles d'exploitation de ce réseau (I., n° 7233; an., S. de 1919, p. 3186). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, autorisant l'engagement de dépenses au titre du compte spécial « Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion » (I., n° 7238; an., S. de 1919, p. 3188). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Deguise par la 2^e circonscription de Saint-Quentin [Aisne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 7). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur un projet de résolution concernant la nomination d'une Commission des crédits (p. 185); demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 185). — Donne lecture, en le déposant, d'un second rapport sur les divers projets de résolution concernant la composition des grandes Commissions (p. 192); demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 193); prend part à cette discussion (p. 193). — Son rapport sur le projet de résolution tendant à la nomination d'une Commission des mines et d'une Commission des pensions (p. 197); demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 198). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (A., S. de 1915, t. unique, p. 68); prend part à la discussion de ces propositions (p. 69, 71, 72, 74, 92, 93, 95). — Prend part à la discussion d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1916 (*Son amendement relatif aux familles des mobilisés établis à l'étranger*, A., S. de 1916,

t. unique, p. 1243, 1246). — Donne l'avis de la Commission du règlement sur la proposition de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1489). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (Discussion générale : *Sa déclaration au nom des représentants des régions envahies*, p. 1892 et suiv. ; *Son amendement à l'article 2*, p. 1938 ; *Ses observations concernant les bateliers fluviaux*, p. 1946 ; *Amendement de M. Gardey au 6^e alinéa de l'article 5*, p. 1980 ; *Son amendement au deuxième paragraphe de l'article 6*, p. 1998 ; *Son amendement additionnel à cet article*, p. 2007 et suiv. ; *Ses observations sur le paragraphe 6 de l'article 7*, p. 2046 ; *Son amendement au paragraphe premier de l'article 8*, déposé de concert avec M. Ceccaldi, p. 2054 ; *Son amendement additionnel*, ibid. ; *Son amendement au dernier paragraphe de l'article 8*, p. 2055 ; *Ses observations concernant : le mode de discussion de l'article 9*, p. 2057 ; *cet article*, ibid. ; *Amendement de M. Durre au paragraphe 3^e du nouvel article 9 de la Commission*, p. 2126 ; *Son amendement au paragraphe 4^e*, p. 2127 et suiv. ; *Amendement de M. Stern au paragraphe 4^e*, p. 2130 ; *Son amendement au paragraphe 2 de l'article 10*, p. 2169 et suiv. ; *Amendement de M. Forgeot tendant à la suppression du dernier paragraphe de cet article*, p. 2181 et suiv. ; *Ses observations relatives à l'article 11*, p. 2356 et suiv. ; *Son amendement à l'article 11*, p. 2369 et suiv. ; *Son amendement à l'article 15*, p. 2374 ; *Ses observations sur l'article 19*, p. 2416 ; *Son amendement transactionnel devenu l'article 50*, A., S. de 1917, t. unique, p. 45 ; *Ses observations sur l'article 52, devenu 51*, p. 46 ; *Son amendement au paragraphe 7 de cet article*, p. 48 ; *le retire*, ibid. ; *Son amendement à l'article 55 devenu 52*, p. 50 ; *Amendement de M. Lefas à cet article*, p. 51 ; *Ses observations concernant : l'article 55 devenu 54*, p. 52 ; *l'article 57 devenu 56*, ibid. ; *Son amendement au 5^e de cet article*, ibid. ; *Son article 45 bis nouveau*, p. 88 ; *Ses observations sur l'article 47*, p. 90 ; *Son amendement tendant à la suppression de l'article 48 nouveau*, ibid. ; *Son amendement à l'article 49 nouveau*, p. 91 ; *Ses observations sur l'article 51*, p. 97, 98) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 3044, 3065, 3075, 3096, 3140, 3147, 3171 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 29, 42, 54, 61, 69, 77, 85, 89, 99, 114, 139, 184, 233, 265, 305) ; de ce projet de loi modifié une

seconde fois par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1637, 1651, 1676, 1698). — Son opposition à l'inscription sans débat du projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet de développer les services de l'Office national du commerce extérieur (A., S. de 1917, t. unique, p. 536). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la renaissance des régions qui ont été victimes de l'invasion (p. 2173, 2183) ; d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2296). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur général*, dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Sa rectification relative à certains chapitres*, p. 2508 ; *Allocation de cherté de vie à certaines catégories de fonctionnaires*, p. 2513 ; *Prime fixe d'alimentation des hommes de troupe*, ibid. ; *Blanchissage du linge de corps des hommes de troupe du front, éclairage des soldats, transport gratuit des colis envoyés aux soldats*, p. 2516 ; *Frais de voyage et de déplacement du Président de la République*, p. 2520 ; *Subventions aux œuvres locales combattant la tuberculose*, p. 2521 ; *Petit personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances*, p. 2525 ; *Mobilier des écoles*, p. 2527 ; *Installation d'un poste de télégraphie sans fil à grande puissance dans la basse Loire*, p. 2532 ; *Rectifications des chiffres figurant à l'article premier*, p. 2538 ; *Article nouveau de M. Lamy concernant certaines locations verbales et baux échus postérieurement à la loi du 4 août 1914*, p. 2542 ; *Règlement de comptes des exercices non réglés*, p. 2556 ; *Veuves de militaires ayant opté pour le régime de la pension*, p. 2561 ; *Mise en régie intéressée des établissements travaillant pour la guerre*, p. 2562 ; *Taux de l'intérêt payé par la Caisse nationale d'épargne*, p. 2570). — Dépose et lit son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 2640). — Est entendu, comme *Rapporteur général de la Commission du budget*, dans la discussion du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2894, 2901). — Est entendu : comme *Rapporteur général*, dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*Discussion générale*, p. 3357 et suiv. ; *Disjonction de certains crédits*, p. 3368) ; donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3894). — Est entendu : sur la demande de discussion immé-

diat de la proposition de loi tendant à transporter le commencement de l'année budgétaire du 1^{er} janvier au 1^{er} avril (A., S. de 1917, t. unique, p. 3421); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles civiles] (*Amendement relatif au Service de santé*, p. 3501); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Motion préjudicielle tendant au renvoi de la discussion*, p. 3508; *Receveurs et contrôleurs des contributions indirectes*, p. 3512; *Ses observations concernant les crédits portés à l'article premier*, p. 3520; *Traitement du grand chancelier de la Légion d'honneur*, p. 3520; *Déclarations faites en cas de mutations par décès*, p. 3561; *Article additionnel concernant le régime des bouilleurs de cru*, p. 3652); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3895 et suiv.); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 3910 et suiv.). — En qualité de *Rapporteur général de la Commission du budget* : donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (A., S. de 1918, t. unique, p. 77) : prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 575. Légion d'honneur : *Amendement tendant à réduire le supplément à la dotation*, p. 659. Finances : *Frais de mission du Président de la République*, p. 663. Instruction publique : *Suppléments départementaux*, p. 768; *Indemnités de bombardement ou de zone de feu*, p. 770. Loi de finances : *Impôt sur la publicité insérée dans les journaux*, p. 1139; *Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, p. 1154; *Impôt sur les transports par chemins de fer*, p. 1176; *Impôt sur les transports de marchandises par chemins de fer*, p. 1178; *Exemption de la taxe exceptionnelle de guerre*, p. 1181); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1621). — Prend part en qualité de *Rapporteur général* à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 597); d'un projet de loi tendant au relèvement de suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 735 et suiv.); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Envoi gratuit de*

colis par le bureau central militaire, A., S. de 1918, t. unique, p. 830; *Blanchisseries militaires*, p. 831; *Allocations aux familles des militaires condamnés par les conseils de guerre*, p. 831; *Rectifications aux chiffres de l'article premier*, p. 832). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi concernant l'exportation des capitaux et l'importation des titres (p. 1085); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 1090). — Donne lecture de son rapport sur un projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 1171, 1476); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 1478). — Prend part, en qualité de *Rapporteur général* à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1550 et suiv.); Son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1661); Son rapport sur ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1667). — Est entendu, comme *Rapporteur général*, dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1565 et suiv.); son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1663). — Prend part, en cette même qualité, à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1592, 1613); d'un projet et d'une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit destiné à la liquidation des pensions des agents et sous-agents des postes et télégraphes (*Disposition additionnelle visant certains agents des postes et télégraphes*, p. 1788). — Prend part, en qualité de *Rapporteur général* de la Commission du budget, à la discussion : d'un projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1919 (p. 1826); d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (p. 1827); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2162); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Discussion générale*, p. 2185; *Fixation du régime des réfugiés*, p. 2187; *Indemnité représen-*

tative de vivres aux officiers marinières, quartiers-mâtres et marins détachés à Paris, A., S. de 1918, t. unique, p. 2188; *Section photographique et cinématographique de l'armée*, p. 2189); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2198); du projet de loi tendant au relèvement des prix de vente des poudres de chasse (p. 2228). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant le Livre jaune relatif à l'alliance franco-russe (p. 2232); des interpellations sur l'interprétation du statut des réfugiés (p. 2335). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la non application de la loi qui garantit un pécule minimum de 1.000 francs aux familles des soldats morts pour la France (p. 2599); dans la discussion de cette interpellation (p. 2723). — Est entendu, comme *Rapporteur général*, dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (*Relèvement de la solde des caporaux et soldats*, p. 2601 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi accordant une indemnité aux personnels civils de l'Etat (p. 2654); du projet de loi tendant à relever le taux des allocations (p. 2657); d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (p. 2821). — Demande, comme *Rapporteur*, le renvoi aux Commissions du projet de loi déterminant les voies et moyens d'exécution de la loi du 9 avril 1918 relative au pécule aux familles des soldats morts pour la patrie (p. 2871); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 3209). — Est entendu, comme *Rapporteur général*, dans la discussion : d'un projet de loi concernant la bibliothèque de l'Arsenal (p. 3207); du projet de loi tendant à accorder une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux officiers et sous-officiers à solde mensuelle (p. 3208); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 3247). Dépôt et donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3435). — Est entendu, comme *Rapporteur général*, dans la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918

[Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Crédits relatifs à l'application de la loi sur les loyers*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3267; *Subventions aux communes ayant eu des dépenses exceptionnelles occasionnées par la guerre*, p. 3270; *Solde des prisonniers de guerre*, p. 3271; *Renvoi aux dépôts d'ouvriers mobilisés dans les usines de guerre*, p. 3279; *Restaurants coopératifs de Rochefort et de Lorient*, p. 3288); donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3447); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Rectifications introduites dans l'économie des crédits*, p. 3375); donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3434). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Conservateurs, employés et commis des hypothèques*, p. 3377). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 3463). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 12). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 222); d'un projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (p. 726). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 878). — Prend part, en qualité de *Rapporteur général de la Commission du budget*, à la discussion : du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Enseignement primaire supérieur*, p. 1109; *Traitements des fonctionnaires de l'enseignement primaire de Bordeaux, Lyon, Marseille et Paris*, p. 1112; *Transports vers les régions libérées*, p. 1115); du projet de loi relatif à l'attribution d'indemnités spéciales aux fonctionnaires des régions libérées (p. 1170); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 1173; *Monts-de-piété et caisses de crédit municipal*, p. 1176; *Organisation de la radiotélégraphie aux colonies*, p. 1181; *Indemnité d'habillement aux militaires détachés à la terre*, p. 1184

Rengagements de six mois dans l'armée, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1187; *Carnet de pécule des soldats décédés ou disparus*, p. 1196). — Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1477). — Prend part, comme *Rapporteur général*, à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Amendement tendant à n'accorder qu'un douzième*, p. 1332; *Amendements concernant : les intérêts à payer à la Banque de France et à la Banque d'Algérie*, p. 1336; *la compression des services des ministères*, p. 1337; *la publicité dans les journaux, revues, etc.*, p. 1387); donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1490). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'Exercice 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1401). — Prend part comme *Rapporteur général* à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 1406; *Prisonniers civils rapatriés*, p. 1423; *Réquisition du Nord-Sud et du Métro*, p. 1434; *Ses observations concernant les modifications apportées aux chiffres de l'article premier*, p. 1463; *Habitations à bon marché*, p. 1466); dépose et lit son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1498). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 (p. 1499). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi autorisant certaines nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 1529). — Soulève un incident au sujet du retard apporté par le Gouvernement dans le transfert du Sénat à la Chambre du projet de loi sur les dommages de guerre (p. 1546). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'Office national du commerce extérieur, aux attachés et agents commerciaux (p. 1719); d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour la protection des monuments historiques endommagés par faits de guerre (p. 2065). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2106). — Prend part, comme *Rapporteur général de la Commission du budget*, à la discussion d'un projet de loi portant création d'un office de reconstruction des immeubles

détruits par faits de guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2120). — Son rapport verbal sur le projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2143); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 2145). — Est entendu, comme *Rapporteur général de la Commission du budget*, dans la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils [Exercice 1919] (*Discussion générale*, p. 2480 et suiv.; *Avances au budget annexe des poudres, pour bâtiments et outillages*, p. 2489; *Solde des troupes aux colonies*, p. 2493; *Communes ayant à assurer la prophylaxie des maladies vénériennes*, p. 2495); donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 2721). — Est entendu comme *Rapporteur général* dans la discussion des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles de services civils] (*Solde des militaires des colonies*, p. 2543; *Suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2568); donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 2722); prend part à la discussion des conclusions (p. 2723). — Est entendu comme *Rapporteur général* dans la discussion : des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Organisation de maisons d'étudiants*, p. 2631; *Remise de frais d'études aux étudiants de certains pays amis*, p. 2632; *Fabrication de la chaussure nationale*, p. 2634; *Prix des tabacs*, p. 2636); d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels provisoires civils sur l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2641); d'un projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1918 à l'Exercice 1919 (*Œuvres françaises au Maroc*, p. 2645). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 (p. 2727); est entendu dans la discussion des conclusions (p. 2728). — Prend part, en qualité de *Rapporteur général*, à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Instruction publique : *Discussion générale*, p. 2732; *Expansion universitaire et scientifique à l'étranger*, p. 2739 et suiv. Beaux-Arts : *Discussion générale*, p. 2871 et suiv.; *Acquisition du palais de Jacques-Cœur, à Bourges*, p. 2873; *Impôt sur le revenu*, p. 2876; *Dépenses ouvertes au titre des dépenses exceptionnelles*, p. 2878). — Son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat

(A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3560). — Son rapport sur ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 3592). — Est entendu, comme *Rapporteur général*, dans la discussion : du projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et élevant le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 2998, 3009 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1919 pour avances exceptionnelles de traitement aux personnels civils de l'Etat (p. 3049). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus, au titre civil, au cours de la guerre (p. 3103 et suiv.); dans la discussion de ce projet de loi (p. 316 et suiv., 3140 et suiv., 3229 et suiv., 3346 et suiv.). — Prend part, en qualité de *Rapporteur général*, à la discussion : du projet de loi relatif aux contributions directes de l'Exercice 1920 (p. 3362 et suiv.); des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3399). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 (p. 3439); est entendu dans la discussion des conclusions (p. 3440 et suiv.). — Est entendu au cours de la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3773, 4016, 4047). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur général*, dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4188 et suiv.); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 au titre du budget ordinaire des services civils et au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles et des services civils (*Discussion générale*, p. 4478). — Est entendu sur une question posée au Ministre des Régions libérées concernant l'installation dans certaines localités de camps de travailleurs exotiques (p. 4787). — Donne lecture, en qualité de *Rapporteur général de la Commission du budget*, de l'avis de cette Commission concernant le projet de loi relatif à l'énergie électrique dans les régions libérées (p. 4790). — Est entendu, comme *Rapporteur général*, dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux petits commerçants, industriels, fabricants et artisans

démobilisés (p. 4795). — Donne lecture : de son rapport concernant un projet de loi relatif à la reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion (p. 4796); du rapport de M. Aubriot concernant le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits pour l'aéronautique militaire aux colonies (p. 4800). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 806, 2650; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1814, 1854, 2429, 4433). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2431; A., S. de 1917, t. unique, p. 130).

MARINGER (M.), *Directeur de la Sécurité générale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 372); du projet de loi tendant à instituer la police d'État dans les communes de Toulon et de la Seyne (p. 1672).

MARRAUD (M.), *Chargé de la direction du service général des pensions au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du : projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1306); de la proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (p. 1732); prend part à cette discussion (p. 1833 et suiv.). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans les cas de blessures reçues de maladies, contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (A., S. de 1917, t. unique, p. 373); prend part à cette discussion (p. 3249). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant à relever le taux des pensions militaires pour infirmités en cas de cécité absolue ou d'amputation de deux membres (p. 1430); du projet de loi relatif à la déchéance du droit à pension de veuve, en matière de pensions militaires de la guerre et de la marine (p. 3082); de la pro-

position de loi ayant pour objet d'étendre aux prisonniers morts en captivité le bénéfice de l'article premier de la loi du 2 juillet 1915 (A., S. de 1918, t. unique, p. 54).

MARROU (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Clermont-Ferrand [Puy-de-Dôme]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission du commerce (A., S. de 1917, t. unique, p. 185) ; de la Commission de comptabilité (F. n° 397 ; J. O. de 1918, p. 925). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1916, un crédit extraordinaire de 1.000.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle et des orages dans le département du Puy-de-Dôme, et particulièrement dans l'arrondissement de Clermont-Ferrand (I., n° 2353 ; an., S. de 1916, p. 1127. — Sa proposition de loi concernant l'attribution de la croix de guerre (I., n° 2540 ; an., S. de 1916, p. 1862) (1). = Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917. (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2566). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1419 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1977 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968).

MARTIN (M. EDMOND), *Directeur de l'administration des monnaies et médailles*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508) ; du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3284).

MARTIN (M. LOUIS), *Directeur général des contributions indirectes, puis Sous-Gouverneur du Crédit foncier de France*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914

(A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508) ; du projet de loi relatif à l'interdiction de la vente en gros et au détail ainsi que de la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires (A., S. de 1915, t. unique, p. 81) ; du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 81) ; prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 209, 271). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement*, pour la discussion du projet de loi portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1916 et autorisant la fourniture par l'Etat des dénaturants (A., S. de 1915, t. unique, p. 712) ; du projet de loi portant addition à l'article 4 de la loi du 23 janvier 1873 tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme (p. 1036) ; du projet de loi fixant les indemnités à accorder en conséquence de la prohibition de l'absinthe et des liqueurs similaires (p. 1224) ; du projet de loi ayant pour objet, pendant la durée des hostilités, d'apporter des restrictions à la vente et à la consommation de l'alcool et des boissons alcooliques (p. 1228) ; de la proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 16 mars 1915 concernant la fabrication, la vente et la circulation de l'absinthe (p. 1318) ; du projet de loi portant réforme du contentieux des contributions indirectes (p. 1333) ; du projet de loi sur le régime de l'alcool (p. 1334) ; de la proposition de loi concernant l'attribution des recettes buralistes et des bureaux de tabac (p. 1729) ; du projet de loi tendant à proroger le délai imparti aux marchands de vins en gros de Paris pour le transfert de leur commerce en dehors de cette ville (A., S. de 1916, t. unique, p. 141) ; de la proposition de loi tendant à modifier la loi du 28 décembre 1910 concernant certains briquets automatiques (p. 314) ; du projet de loi portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1917 (p. 438) ; du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (p. 1141) ; prend part à cette discussion (p. 1323, 1337 et suiv.). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant à suspendre, jusqu'à la fin des hostilités, les effets de l'article 59 de la loi de finances du 25 février 1901 [Suppression de l'allocation accordée aux dénaturateurs] (p. 1243) ; du projet de loi relatif aux crédits

(1) Ce document n'a pas été publié.

provisaires applicables au premier trimestre de 1917 (A., S. de 1916, t. unique, p. 2556) ; prend part à cette discussion (p. 2766). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant imposition de la saccharine et des autres substances édulcorantes artificielles (A., S. de 1917, t. unique, p. 606) ; du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 606) ; prend part à cette discussion (p. 3684, 3719). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (p. 773) ; du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (A., S. de 1918, t. unique, p. 76). — Est entendu dans la discussion : des projets et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (p. 714, 2693, 2727). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 810) ; prend part à cette discussion (p. 1159, 1177, 1636). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi ayant pour objet le relèvement des tarifs de certaines taxes et le remaniement de divers impôts (p. 888) ; du projet de loi ayant pour objet de réprimer certaines fraudes commises par des usagers des chemins de fer (p. 1507) ; du projet de loi tendant au relèvement des prix de vente des poudres de chasse (p. 2227) ; des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2630) ; du projet de loi ayant pour objet d'accroître, par des mesures fiscales, les produits de divers services publics, de limiter les fraudes, de remanier divers impôts existants et d'instituer des des impôts sur la dépense et une taxe annuelle sur les capitaux recueillis à titre gratuit (p. 1763) ; du projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 16 de la loi du 30 décembre 1916 [Taxe sur les spécialités pharmaceutiques] (p. 1926) ; du projet de loi tendant à modifier et à compléter l'article 15 de la loi du 30 décembre 1916 en ce qui concerne les boissons gazéifiées et les produits destinés à la préparation des eaux minérales artificielles (*ibid.*) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (p. 2495) ; du projet de loi tendant à proroger

le délai imparti aux marchands de vin en gros de Paris pour le transfert de leur commerce en dehors de cette ville (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2860) ; du projet de loi tendant à améliorer la circulation des monnaies d'argent (p. 3260) ; du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3284) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 applicables aux services civils (p. 3452).

MAS (M. le général), *Directeur des troupes coloniales au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion d'une proposition de loi concernant les officiers, fonctionnaires de l'intendance et officiers de santé des troupes coloniales (A., S. de 1917, t. unique, p. 2917).

MASSE (M. PIERRE), *Député de l'arrondissement de Lodève [Hérault], Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre (Contentieux et Pensions).*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission des boissons (F., n° 11 ; J. O. de 1914, p. 5370) ; de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289) ; de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236) ; de la Commission des comptes définitifs de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 3130) ; de la Commission de la législation civile et criminelle ; de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). = Sa proposition de loi sur le recrutement d'une armée indigène (I., n° 1246 ; an., S. de 1915, p. 943). — Sa proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en gage des titres de pensions et aux avances sur pensions en cours de trimestre (I., n° 1714 ; an., S. de 1916, p. 63). — Sa proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (I., n° 1761 ; an., S. de 1916, p. 139). — Sa proposition de loi concernant l'indemnité accordée aux juges d'instruction remplaçant un de leurs collègues mobilisés (I., n° 1933 ; an., S. de 1916, p. 416). — Sa propo-

sition de loi ayant pour but de rendre la loi du 18 octobre 1917, concernant l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités de l'Etat, applicable aux gratifiés de la guerre et de la marine (I., n° 4394; an., S. de 1918, p. 290). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents civils de l'Etat qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exercice de ce service (I., n° 500; an., S. de 1915, p. 4). — Son avis, présenté au nom de la Commission des boissons, sur le projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (I., n° 586; an., S. de 1915, p. 88). — Son rapport sommaire, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Betoulle et plusieurs de ses collègues, concernant les militaires du service actif, ainsi que ceux rappelés sous les drapeaux à l'occasion de la mobilisation générale, et qui ont été réformés n° 2 (I., n° 818; an., S. de 1915, p. 463). — Son rapport sur la proposition de loi étendant aux veuves et aux orphelins des militaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 30 décembre 1913 le bénéfice des allocations pour charges de famille (I., n° 867; an., S. de 1915, p. 351). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au paiement, pendant la durée des hostilités, de l'indemnité annuelle pour charges de famille instituée par l'article 2 de la loi du 30 décembre 1913 (I., n° 1272; an., S. de 1915, p. 954). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur le projet de loi ayant pour objet : 1° l'institution à l'Administration centrale du Ministère de la Guerre d'un service général des pensions, secours et renseignements aux familles des militaires; 2° la création d'emplois à l'Administration centrale du Ministère des Finances; 3° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (I., n° 1678; an., S. de 1916, p. 45). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'extension de l'allocation pour charges de famille aux militaires de carrière de tous grades, de la réserve et de l'armée territoriale (I., n° 1924; an., S. de 1916, p. 414). — Son rapport sur la proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (I., n° 2248; an., S. de 1916, p. 1265). — Son rapport sur le projet de loi et

les diverses propositions de loi sur les pensions des armées de terre et de mer (I., n° 2383; an., S. de 1916, p. 1934); son rapport supplémentaire (I.; n° 3631; an., S. de 1917, p. 1301). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en gage des titres de pensions et aux avances sur pensions en cours de trimestre (I., n° 2384; an., S. de 1916, p. 555). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (I., n° 2509; an., S. de 1916, p. 1457). — Son rapport sur la proposition de loi relative au paiement des frais d'hospitalisation des mobilisés dans les asiles (I., n° 2870; an., S. de 1917, p. 81). — Son rapport sur le projet de loi tendant à relever le taux des pensions militaires pour infirmités, en cas de cécité absolue ou d'amputation de deux membres (I., n° 3386; an., S. de 1917, p. 826); son rapport supplémentaire (I., n° 3491; an., S. de 1917, p. 896). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour but de rendre la loi du 18 octobre 1917, concernant l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités de l'Etat, applicable aux gratifiés de la guerre et de la marine (I., n° 4445; an., S. de 1918, p. 393). — Son rapport sur le projet de loi relatif au renouvellement, pour une période de trois années, du service général des pensions, secours, renseignements aux familles, de l'état civil et des successions militaires (I., n° 6374; an., S. de 1919, p. 1988) (1). — Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Alfred Cibiel par la 1^{re} circonscription de Villefranche [Aveyron] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 12). — Prend part, comme *Rapporteur* de la Commission des boissons, à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Contre-projet de M. François Fournier*, A., S. de 1915, t. unique, p. 183; *Amendement de M. Léon Perrier tendant à la suppression de l'article 6*, p. 217; *Amendement de M. Lefas à l'article 6*, p. 223; *Disposition additionnelle de M. Levasseur au même article*, p. 240; *Suppression du paragraphe 2 de l'article 11*, p. 243; *Amendement de M. Perrier au paragraphe 4 de cet article*, p. 247; *Disposition additionnelle de M. Ernest Lafont à l'article 11*, p. 247; *Amendement de M. Paisant à l'article 12*, p. 273). — Est entendu, comme *Rapporteur*,

(1) Ce document n'a pas été publié.

sur la discussion immédiate d'une proposition de loi concernant les militaires réformés n° 2 (A. S. de 1915, t. unique, p. 460). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Son amendement à l'article 8*, p. 554). — Est entendu, comme *Rapporteur*, sur la proposition de loi étendant aux veuves et aux orphelins des militaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 30 décembre 1913 le bénéfice des allocations pour charges de famille (p. 674). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1340). — Donne lecture de l'avis de la Commission des pensions sur le projet de loi ayant pour objet : 1° l'institution à l'Administration centrale du Ministère de la Guerre d'un service général de renseignements, pensions et secours aux familles des militaires ; 2° la création d'emplois à l'Administration centrale du Ministère des Finances ; 3° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (A., S. de 1916, t. unique, p. 40). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (p. 109). — Ses rapports sur des pétitions (p. 351, 1511, 2273, 2531). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (p. 1830 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement relatif aux allocations à attribuer à certains militaires réformés n° 2*, p. 2662). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement additionnel à l'article 5 visant les attributions des commissions spéciales de réforme*, A., S. de 1917, t. unique, p. 237). — Ses rapports sur des pétitions (p. 580, 1530, 2915). — Est entendu dans la discussion des interpellations sur le ravitaillement (p. 592 et suiv.). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en gage des titres de pensions (p. 1422). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1520, 1918, 2833). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant les pupilles de la Nation (Dispositions générales : *Observations sur l'article premier*, p. 1962 ; *Ses observations sur l'article 3*, p. 1966).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Minis-*

tère de la Guerre (Contentieux et Pensions) [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7230). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur l'amnistie militaire (A., S. de 1917, t. unique, p. 2654) ; d'une proposition de résolution relative au fonctionnement de la justice militaire (p. 2665) ; d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de terre (p. 2826). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion : d'une interpellation relative à l'application des lois sur la presse (p. 2892) ; de diverses interpellations concernant l'échange des prisonniers de guerre ou leur internement en Suisse (*ibid.*).

En qualité de *Député* : Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3215 ; *Article 2 modifié par la Commission*, p. 3261 ; *Amendement de M. Gabriel Maunoury, repris par M. Voilin, au paragraphe 6 de cet article*, p. 3268 ; *Amendement de M. Jobert au même paragraphe*, p. 3269 ; *Amendement de M. Puech au paragraphe 7*, p. 3274 ; *Amendement de M. Bonnevay au même paragraphe*, p. 3276 ; *Paragraphe 8, modifié par la Commission*, p. 3314 ; *Amendement de M. Goude à l'article 5 et relatif à la classification des infirmités*, p. 3323 ; *Ses observations concernant les hommes victimes de noyades, d'éboulements, d'asphyxie par les gaz*, p. 3341 ; *Amendement de M. Goude au paragraphe 3 de l'article 9*, p. 3465. Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chap. II. Fixation de la pension : *Amendements tendant à la fusion des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 13*, p. 3737, 3746. — Titre IV. Voies de recours : *Sous-amendement de M. Merlin à l'amendement de M. Durre concernant l'article 21*, A., S. de 1918, t. unique, p. 133). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur l'organisation du matériel de transport des denrées alimentaires et spécialement du matériel des wagons-réservoirs (p. 1863). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 316, 3099). — Son opposition au vote sans débat de la proposition de loi modifiant des articles du Code de procédure civile relatifs à la conciliation (p. 2264). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2858 et suiv.) ; du projet de loi renforçant le personnel

du tribunal de première instance de la Seine (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3467 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 350; A., S. de 1916, t. unique, p. 228; A., S. de 1917, t. unique, p. 3820; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3241). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 534, 682, 1388; A., S. de 1916, t. unique, p. 568; A., S. de 1917, t. unique, p. 891; A., S. de 1918, t. unique, p. 1955; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 183, 4197).

MATHIS (M. EDMOND), *Député de la 2^e circonscription de Lure [Haute-Saône]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du suffrage universel (*ibid.*).

MATHIS (M. MARC), *Député de l'arrondissement de Mirecourt [Vosges], Questeur de la Chambre*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). = Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau, sur les élections : de M. Couesnon, par l'arrondissement de Château-Thierry [Aisne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 6); de M. Ringuier, par la 1^{re} circonscription de Saint-Quentin [Aisne] (*ibid.*). = Est élu *Questeur de la Chambre des Députés* (p. 113; A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 1186). — Est élu *Questeur de la Chambre des Députés* (A., S. de 1916, t. unique, p. 3; A., S. de 1917, t. unique, p. 3). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 406, 439; A., S. de 1915, t. unique, p. 1786; A., S. de 1916, t. unique, p. 2256; A., S. de 1917, t. unique, p. 280). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1419; A., S. de 1917, t. unique, p. 130, 771). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 1420).

MATTER (M. PAUL), *Directeur du contentieux et de la justice militaire*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508); du projet et de la proposition de loi tendant à réserver des emplois aux militaires et marins réformés n° 1 ou retraités, par suite de blessures ou d'infirmités contractées au service pendant la guerre actuelle (A., S. de 1915, t. unique, p. 1484); prend part à cette discussion (p. 1602 et suiv.). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* dans la discussion : d'une proposition de loi relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre (p. 1802); prend part à cette discussion (p. 1816 et suiv.). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* dans la discussion : du projet de loi établissant un droit de licence obligatoire en faveur de l'Etat sur les inventions brevetées intéressant la défense nationale (p. 1802); du projet de loi ayant pour objet : 1° l'institution, à l'Administration centrale du Ministère de la Guerre, d'un service général des pensions, secours et renseignements aux familles des militaires; 2° la création d'emplois à l'Administration centrale du Ministère des Finances; 3° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1802); du projet de loi relatif à la répression de l'insoumission et de la désertion (p. 1802); du projet de loi concernant les lieux de sépulture à établir pour les soldats des armées françaises et alliées décédés pendant la guerre (p. 1953). — Est entendu, en qualité de *Commissaire du Gouvernement*, dans la discussion du projet de loi concernant l'institution à l'Administration centrale du Ministère de la Guerre d'un service général des pensions, secours et renseignements aux familles des militaires et la création d'emplois à l'Administration centrale du Ministère des Finances (A., S. de 1916, t. unique, p. 41). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi complétant, en ce qui concerne les omis, les dispositions de la loi du 21 mars 1905 (p. 161); de la proposition de loi tendant à faciliter la répression des actes imputables aux fournisseurs de l'armée et à garantir la réparation des dommages causés à l'Etat, aux soldats et aux autres citoyens (p. 189); de la proposition de loi tendant à attribuer certains emplois civils dépendant de l'Adminis-

tration coloniale aux anciens militaires indigènes blessés en campagne et libérés (A., S. de 1916, t. unique, p. 475); des propositions de loi concernant les blessés ou mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail (p. 523); d'une proposition de loi tendant à la meilleure utilisation, pour la défense nationale, des exclus et des hommes des groupes spéciaux (p. 542); de la proposition de résolution ayant pour objet de faire respecter la liberté individuelle des citoyens français (p. 831); de la proposition de résolution tendant à l'application des articles 38 et 71, paragraphe premier, du Code de justice militaire pour l'armée de terre du 9 juin 1857 [Création des conseils de revision aux armées] (p. 1054); du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 1932); du projet de loi fixant des sanctions aux interdictions en matière de vente et de circulation de l'alcool dans une zone déterminée et pendant la durée des hostilités (p. 1956); de la proposition de loi tendant à encourager les engagements volontaires des condamnés à l'emprisonnement (p. 2043); d'une interpellation sur des engagements militaires frauduleux révélés à l'occasion de l'arrestation du sieur Rochette (p. 2156); de la proposition de loi tendant à modifier l'article 71 du Code de justice militaire pour l'armée de terre [Recours en revision aux armées] (p. 1081); de la proposition de loi tendant à modifier divers articles des Codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (p. 1571); de la proposition de résolution relative aux condamnations prononcées par les conseils de guerre antérieurement à la loi du 27 avril 1916 (p. 1701); de la proposition de loi tendant à organiser l'emploi de la main-d'œuvre pénale pour les travaux concernant la défense nationale (p. 1847); de la proposition de loi d'amnistie militaire (A., S. de 1917, t. unique, p. 32); de la proposition de loi tendant à accorder l'amnistie à diverses catégories de personnes condamnées par les conseils de guerre (p. 56); de la proposition de loi relative à la procédure de la mise en liberté provisoire (p. 540); de la proposition de loi concernant une certaine catégorie d'omis appartenant à des classes mobilisées et mobilisables (p. 855); de la proposition de loi tendant à modifier divers articles des Codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (p. 1360); de la proposition de loi tendant à compléter le Code de justice militaire pour l'armée de terre en y introduisant des

sanctions contre les chefs de corps et les officiers généraux coupables de fautes professionnelles commises volontairement, par négligence ou impéritie (*ibid.*); du projet et des propositions de loi concernant les réquisitions civiles (A., S. de 1917, t. unique, p. 1870); de la proposition de loi tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les crimes et délits militaires (*ibid.*); d'une proposition de loi et de propositions de résolution concernant les tribunaux militaires (p. 2008). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution relative au fonctionnement de la justice militaire (p. 2584).

MAUCLÈRE (M. le contrôleur général), *Directeur général des fabrications des poudres et explosifs*. — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de l'interpellation sur la situation actuelle de l'usine Vandier, à la Pallice (A., S. de 1916, t. unique, p. 1124); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (A., S. de 1918, t. unique, p. 2820).

MAUGER (M.), *Député de la 2^e circonscription de Saint-Amand-Montrond [Cher]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Membre de diverses Commissions (F. n° 7, J. O. de 1914, p. 5126; F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5961; F. n° 35; J. O. de 1914, p. 307); de la Commission du règlement (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 2156); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 289); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236). — Sa proposition de résolution tendant à charger la Commission d'assurance et de prévoyance sociales d'étudier toutes les mesures prises par le Gouvernement pour sauvegarder l'intérêt et l'avenir des familles nombreuses pendant la guerre (I., n° 1691; an., S. de 1916, p. 50). — Sa proposition de loi concernant les mutilés de la guerre employés dans l'agriculture victimes d'accidents du travail (I., n° 4171;

an., S. de 1917, p. 2245). — Sa proposition de résolution tendant à ce que le Gouvernement ne puisse modifier le tarif du quart de place actuellement en vigueur pour les militaires et marins voyageant isolément (I., n° 4556; an., S. de 1918, p. 505). — Sa proposition de loi tendant à admettre au bénéfice des lois des 18 octobre 1917, 23 et 30 avril 1918 et 23 février 1919 les petits retraités de l'Etat qui n'ont pas encore touché les allocations temporaires prévues par les lois précitées (I., n° 7156; an., S. de 1919, p. 3157). — Son rapport ayant pour objet de compléter le rapport de la précédente législature, repris le 5 juin 1914, sur : 1° le projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail; 2° la proposition de loi de M. Paul Beauregard (Seine) sur la responsabilité des accidents agricoles (I., n° 718; an., S. de 1915, p. 247); son rapport supplémentaire (I., n° 817; an., S. de 1915, p. 299). — Son rapport sur la proposition de loi relative aux œuvres qui font appel à la générosité publique (I., n° 1573; an., S. de 1915, p. 1391); son rapport supplémentaire (I., n° 1653; an., S. de 1916, p. 4). — Son rapport sur les propositions de résolution ayant pour objet de modifier l'article 14 du Règlement de la Chambre (I., n° 1912; an., S. de 1916, p. 406). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi modifiant la loi du 31 mars 1905 concernant les responsabilités des accidents du travail (I., n° 2641; an., S. de 1916, p. 1603). — Son avis, présenté au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, sur la proposition de loi de M. Louis Lajarrige et plusieurs de ses collègues, tendant à ouvrir un crédit de 5 millions de francs au Ministre de l'Intérieur à titre de subvention au Comité de la Journée nationale des orphelins de la guerre (I., n° 3067; an., S. de 1917, p. 255). — Son rapport sur le projet de loi maintenant, pour une nouvelle période de cinq ans, les taux fixés pour les contributions au fonds de garantie des exploitants non patentés, en matière d'accidents du travail (I., n° 3803; an., S. de 1917, p. 1331). — Son rapport sur le projet de loi tendant à affecter toutes rentes nouvelles sur l'Etat français aux mêmes placements que les rentes 3 0/0 et 5 0/0 perpétuelles, en ce qui concerne les entreprises d'assurances de toute nature, de capitalisation et d'épargne (I., n° 3980; an., S. de 1917, p. 1727). — Son rapport sur le

projet de loi portant approbation de la convention signée à Paris, le 9 août 1917, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail (I., n° 4400; an., S. de 1918, p. 294). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 30 mai 1916 relative aux œuvres qui font appel à la générosité publique (I., n° 4402; an., S. de 1918, p. 295). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 8 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902, sur les accidents du travail (I., n° 6103; an., S. de 1919, p. 1339). — Son rapport sur la proposition de loi concernant les mutilés de la guerre employés dans l'agriculture victimes d'accidents du travail (I., n° 6297; an., S. de 1919, p. 1787). — Son rapport sur : 1° le projet de loi; 2° la proposition de loi de M. Henry Paté, concernant la liste des professions soumises à la taxe instituée pour la constitution du fonds de garantie en matière d'accidents du travail, d'après le taux réduit applicable aux exploitations commerciales (I., n° 6348; an., S. de 1919, p. 1942). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 14 juillet 1913 relative à l'assistance aux familles nombreuses (I., n° 6776; an., S. de 1919, p. 2595). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant le paragraphe premier de l'article unique de la loi du 25 décembre 1915 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (I., n° 6949; an., S. de 1919, p. 2883). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 9 avril 1918 relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et les victimes civiles de la guerre, et d'élever à 20.000 francs le maximum de la valeur des immeubles à acquérir à l'aide des prêts consentis en exécution de ladite loi (I., n° 7167; an., S. de 1919, p. 3162). — Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections : de M. Ghesquière (Henri) par la 2^e circonscription de Lille [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 54); de M. Dansette (Jules), par la 4^e circonscription de Lille [Nord] (p. 54). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Intérieur : *Son amendement relatif à l'assistance des femmes en couches*, p. 533; *Receveurs de l'enregistrement*,

A., S. O. de 1914, t. 2, p. 647; *Reclassement des fonctionnaires de l'enseignement primaire*, p. 654); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (Intérieur: *Son amendement relatif à l'assistance aux femmes en couches*, p. 834. Travail et prévoyance sociale: *Allocations viagères et bonifications des assurés obligatoires et facultatifs*, p. 837); de ce projet de loi, modifié une troisième fois par le Sénat (Intérieur: *Son amendement relatif à l'assistance aux femmes en couches*, p. 880; *le retire*, p. 880; Travail et prévoyance sociale: *Retire son amendement relatif aux allocations viagères et aux bonifications des assurés obligatoires et facultatifs*, p. 880). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le service des pensions civiles [Loi du 9 juin 1853] (p. 872). — Est entendu, comme *Rapporteur*, sur une motion d'ajournement de la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (A., S. de 1915, t. unique, p. 336); prend part à la discussion de ce projet et de cette proposition de loi (*Discussion générale*, p. 342; *Contre-projet de MM. Turmel et Jobert*, p. 382, 385, 388; *Contre-projet de M. Jobert*, p. 410; *Contre-projet de M. Tournan*, p. 412, 435; *Amendement de M. Paul Laffont au paragraphe premier de l'article premier*, p. 445; *Amendement de M. Beauregard au même paragraphe*, p. 446; *Amendement de M. Tournan au paragraphe 2 de l'article premier*, p. 516; *Amendement de M. Queuille au même paragraphe*, p. 527; *Nouveau texte de la Commission pour le paragraphe 2 de l'article premier*, p. 536 et suiv.; *Amendements de M. Beauregard: au paragraphe 3 de l'article premier*, p. 544; *au paragraphe 2 de l'article 5*, p. 547; *Amendement de M. Lefas tendant à supprimer le paragraphe 2 de l'article 6*, p. 552; *Disposition additionnelle de M. Beauregard à l'article 8*, p. 554; *Observations relatives à l'article 10*, p. 574; *Disposition additionnelle de M. Tournan à l'article 10*, p. 581; *Article nouveau présenté par M. Barthe à la suite de l'article 13*, p. 622; *Amendement de M. Beauregard à l'article 14*, p. 624; *Amendement de M. Lairolle à l'article 14*, p. 625; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 630). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Son amendement*, p. 923); de la proposition de loi tendant à autoriser l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (p. 975); du projet de loi, modifié une se-

conde fois par le Sénat, concernant l'achat et la vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 1459); d'une proposition de loi sur les allocations aux familles des mobilisés et les cas de recours devant la Commission supérieure des allocations (p. 1470 et suiv.). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1487). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi affectant les rentes sur l'Etat français 5 0/0 nouvelles aux mêmes placements que les rentes 30/0 perpétuelles (p. 1588). — Prend part à la discussion: d'un projet de loi concernant les emplois civils à réserver aux militaires et marins mutilés de la guerre (p. 1604); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1767, 1773); du projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus du Budget de l'Algérie pour 1916 (p. 1956). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (A., S. de 1916, t. unique, p. 343); d'une proposition de résolution concernant les hommes mis en sursis d'appel comme manœuvres (p. 363); d'une interpellation sur la crise des transports (p. 696); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Son amendement au premier alinéa de l'article premier*, p. 737; *Ses observations concernant les permissions agricoles*, p. 1155; *Disposition additionnelle de M. Paisant*, p. 1158; *Son article additionnel*, p. 1179). — Est entendu dans la discussion: des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais. *Amendement de M. J.-L. Breton à l'article 14*, p. 829 et suiv.; *Son article 14 bis présenté de concert avec M. J.-L. Breton*, p. 841); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (Exonérations et délais: *Amendement de M. Levasseur tendant à la suppression du dernier paragraphe de l'article 12* (A., S. de 1917, t. unique, p. 1626; *Amendement de M. Lerolle au dernier paragraphe de l'article 14*, p. 1632; *Ses amendements à l'article 15*, p. 1634); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 490); du projet de loi concernant les franchises postales concédées aux troupes en campagne (A., S. de 1916, t. unique, p. 1012); des projet et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la

guerre (*Amendement de M. Pressemâne à l'article 5*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1110). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1275; *Ses observations concernant certains condamnés des conseils de guerre*, p. 1350). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1304, 1509, 2083, 2858). — Est entendu, comme *Vice-Président* de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, dans la discussion d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, protégeant les bénéficiaires des polices d'assurance sur la vie à ordre ou au porteur, des bons de capitalisation et d'épargne, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés (p. 1391). — Est entendu sur le point de savoir à quelle Commission doit être renvoyé le projet de loi instituant les pupilles de la nation (p. 1452). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au recensement des grains et farines (*Ses amendements à l'article premier*, p. 1632; à *l'article 5*, p. 1633); d'une interpellation sur les sursis en faveur des entrepreneurs de battage et des conducteurs de machines à battre (p. 1749); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1775 et suiv.); des interpellations sur la crise des transports (p. 2337 et suiv.; *Son addition à l'ordre du jour de M. Rabier*, p. 2351); d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2448). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2566; *Assistance aux femmes en couches*, p. 2660; *Ses observations sur l'article 43 visant les employés du fisc qui outrepasseraient leurs droits*, p. 2817). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'attribution, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (p. 2838 et suiv.); du projet concernant la mise en culture des terres abandonnées (p. 2856); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 2891). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions pour les travaux de labours et d'ensemencement (A., S. de 1917, t. unique, p. 72 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Retire un amendement concernant les engagements spé-*

ciaux, p. 252); des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (A., S. de 1917, t. unique, p. 467); d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions à titre de subvention au comité des orphelins de la guerre (p. 516); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant les agissements de certaines grandes compagnies de chemins de fer au sujet du paiement de l'indemnité de cherté de vie (p. 517). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Ses observations sur l'article 2*, p. 557). — Ses rapports sur des pétitions (p. 579, 1217). — Est entendu : pour un rappel au Règlement (p. 671); dans la discussion d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 745); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat, (p. 2064; *Sa motion tendant à ce qu'il soit procédé à une seconde délibération*, p. 2112). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Orphelins nécessiteux de la guerre*, p. 830; *Admission à la retraite de certains membres de l'Université*, p. 834 et suiv.; *Augmentation des allocations et majorations*, p. 843 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 964). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la cherté et la rareté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 1012 et suiv.); d'un projet de loi relatif à l'imposition de la saccharine et des autres substances édulcorantes artificielles (p. 1062); du projet de loi relatif à la fabrication de la farine de froment et aux pénalités qui la concernent (p. 1071); du projet de loi tendant à accorder aux personnels civils de l'État des allocations temporaires de cherté de vie (p. 1077). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture d'un crédit en vue du recensement de la population civile (p. 1122); du projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits en vue d'accorder aux personnels civils de l'État des allocations de cherté de vie (p. 1164). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1322 et suiv.); des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1381; d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1393 et suiv.). — Prend part à la

discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (Impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole: *Ses observations sur l'article 21*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1887). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (*Discussion générale*, p. 1958. Dispositions générales: *Observations relatives à l'article premier*, p. 1962; Dispositions complémentaires: *Ses observations sur l'article 53*, p. 2025). — Prend part à la discussion: de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile, p. 1946); des interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs des vieilles classes ainsi que des propositions de résolution et d'une proposition de loi sur le même objet (p. 2271, 2326); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2303; *Son amendement relatif aux allocations*, p. 2315). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2462). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Ses amendements concernant: des indemnités de trousseau et de livres à des élèves reçus aux écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, des créations de bourses dans les cours complémentaires; les frais de suppléances d'instituteurs et d'institutrices; le reclassement*, p. 2526; *Écoles nationales professionnelles*, p. 2528). — Est entendu dans la discussion: des interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2638, 2722, 2743, 2768); d'une proposition de résolution concernant le cheptel de Madagascar (p. 2952, 2959); d'un projet de loi relatif au budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1918 (p. 3092). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à affecter toutes rentes nouvelles sur l'État français aux mêmes placements que les rentes 3 0/0 et 5 0/0 perpétuelles, en ce qui concerne les entreprises d'assurances de toute nature, de capitalisation et d'épargne (p. 3129). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite

de la guerre actuelle (Titre I^{er}. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins: *Amendement de M. Goude au paragraphe 7 de l'article 2 modifié par la Commission*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3271; *Son amendement au paragraphe 8 modifié par la Commission*, p. 3316; *Art. 12 nouveau relatif à la veuve qui se remarie*, p. 3723. Titre III. Droits des ascendants. *Ses observations sur l'article 18*, A. S. de 1918, t. unique, p. 6; *Son amendement à cet article*, ibid. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi. *Son amendement à l'article 29*, p. 208; *Ses observations concernant l'article 42*, p. 233; *Article nouveau concernant la rééducation professionnelle des mutilés*, p. 273); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 2975, 3032, 3106, 3198, 3238 et suiv.); de ce projet de loi modifié à nouveau par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 335, 357, 465, 497, 852, 856, 915, 921). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à modifier plusieurs articles du Code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire (A., S. de 1917, t. unique, p. 3389). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant l'indemnité de trousseau et de livres aux écoles normales*, p. 3512; *Déclarations faites en cas de mutations par décès*, p. 3566; *Impôts sur les paiements et les dépenses*, p. 3600, 3634; *Constatation de la perception de la taxe*, p. 3642). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3682); du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3810). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918, t. unique, p. 48). — Est nommé membre du conseil supérieur de l'Office national des pupilles de la nation (p. 426). — Prend part à la discussion: d'interpellations sur la relève des vieilles classes de la territoriale encore aux armées (p. 258); des projets de loi relatifs à l'attribution de suppléments d'allocation aux personnels du réseau de l'État et des grandes compagnies de chemins de fer (p. 311). — Est entendu dans la discussion: d'une interpellation

concernant la production de la chaussure nationale (A., S. de 1918, t. unique, p. 513); de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 541, 549). — Ses rapports sur des pétitions (p. 568, 923, 1522, 1805, 2116). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Finances : *Ses observations concernant les fonctionnaires de l'enregistrement*, p. 678. Agriculture : *Ses observations relatives à l'écorçage des bois*, p. 688. Intérieur : *Ses observations concernant l'inspection médicale des écoles*, p. 700. Affaires étrangères : *Ses observations concernant des subventions à des œuvres non autorisées ou non encore soumises à la loi*, p. 704. Instruction publique : *Ses observations relatives : à l'accession des instituteurs à la première classe, à leur reclassement pour les années 1914, 1915, 1916; aux suppléants départementaux*, p. 768; *Situation des élèves-maîtres sortis de l'école normale et non titularisés*, p. 770; *Situation faite, à Paris, à un instituteur venu des régions envahies*, p. 782. Beaux-Arts : *Situation des enfants fréquentant les cours de l'Opéra*, p. 822. Loi de Finances : *Droit sur les sucres, la saccharine et autres matières édulcorantes artificielles*, p. 1182; *Allocations mensuelles aux vieillards infirmes et incurables secourus à domicile*, p. 1184; *Allocation journalière accordée aux victimes civiles de la guerre*, p. 1188; *Application à l'Algérie et aux colonies de la loi sur les pupilles de la nation*, p. 1189; *Promotion à la première classe des instituteurs et institutrices*, *ibid.*; *Élèves-maîtres admis avant le 1^{er} janvier 1914 dans les écoles normales*, *ibid.*); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1632). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 740); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Agrandissement du polygone de Bourges*, p. 831). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (*Son amendement*, p. 935); du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1065); d'un projet de loi relatif à la mise en culture des terres abandonnées (p. 1084); du projet de loi étendant, en vue de l'application de la loi du

9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents (A., S. de 1918, t. unique, p. 1272). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1294); d'une proposition de loi tendant à la création d'une Commission de contrôle des essences et carburants pour automobiles (p. 1500); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1572); d'interpellations relatives au ravitaillement de la population civile (p. 2093); d'une proposition de résolution tendant à organiser la fabrication des fourrages mélassés (p. 2450); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre*, p. 2469); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3038). — Intervient dans la discussion : d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2493); d'une interpellation sur la division de la France en régions administratives (p. 2583). — Est entendu dans la discussion : du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2685); d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2839); d'interpellations relatives aux questions de démobilisation (p. 3014); du projet de loi concernant le pécule aux familles des soldats morts pour la patrie (p. 3211); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Utilisation des voies navigables*, p. 3284; *Liquidation des stocks de guerre*, p. 3292). — Prend part à la discussion : de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Prime de démobilisation aux combattants*, p. 3356; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 3370); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Traitements du personnel enseignant*, p. 3380); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3415, 3427); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à l'application, aux membres de l'enseignement mobilisés, des lois du 5 août 1914 et

4 août 1917 (A., S. de 1918, t. unique, p. 3462). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 161, 829, 2000, 3098, 3601, 4326). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 214); du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 407); du projet de loi relatif au maintien, à titre définitif, des travaux publics exécutés pendant la guerre (p. 453); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 480, 486); d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 584). — Est entendu dans la discussion : des propositions de loi relatives à la protection de la propriété commerciale (p. 964); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnité d'habillement aux militaires détachés à la terre*, p. 1185; *Carnet de pécule des soldats décédés ou disparus*, p. 1196); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Chaussure nationale et vêtement national*, p. 1478). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Fonctionnaires des finances mobilisés dans les services des postes aux armées; Fabrication des machines pour le cuir et la chaussure*, p. 1348; *Paiement des amendes et frais de jugement dus antérieurement à la guerre par les mobilisés*, p. 1392; *Secours aux femmes allaitant leurs enfants*, p. 1393). [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Œuvres d'assistance aux prisonniers de guerre et aux autres militaires diverses*, p. 1463); d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1573). — Prend part à la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1822); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la liquidation des stocks (p. 1828); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'échange des monnaies allemandes (p. 1903); d'une interpellation sur la liquidation des pensions militaires (p. 2028); du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2153). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2215); d'une interpellation sur la grève du personnel des raffineries (p. 2236); d'une proposition de loi concernant la durée du travail dans les usines

(*Seconde délibération*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2305); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Frais d'administration des services de reconstitution des régions libérées*, p. 2494). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations concernant l'application de la loi des pensions (p. 2509, 2865 et suiv.); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Utilisation des cadavres d'animaux*, p. 2612; *Sociétés et unions de sociétés coopératives de consommation*, p. 2615; *Attribution d'une allocation aux petits retraités de la loi des retraites ouvrières*, p. 2647; *Œuvres d'assistance maternelle et de protection des enfants du premier âge*, p. 2666. Instruction publique : *Discussion générale*, p. 2670; *Renseignements météorologiques agricoles*, p. 2742; *Indemnités de trousseaux et fournitures scolaires*, p. 2744; *Bourses des cours complémentaires*, 2746; *Congés aux instituteurs tuberculeux*, p. 2750; *Enseignement cinématographique*, p. 2764; *Pupilles de la nation*, p. 2772; *Conservateurs des hypothèques*, p. 2788. Reconstitution industrielle : *Discussion générale*, p. 2794; *Acquisition du palais de Jacques-Cœur à Bourges*, p. 2873 et suiv.). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Organisation de maisons d'étudiants*, p. 2631; *Fabrication de la chaussure nationale*, p. 2632); d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels provisoires civils sur l'Exercice 1919 (*Achat de l'hôtel Jacques-Cœur à Bourges*, p. 2642). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2797). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 100.000.000 de francs en faveur des petits commerçants, artisans démobilisés (p. 3070); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 4792); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3084 et suiv.; 3162, 3189, 3205 et suiv.); d'interpellations sur la vie chère (p. 3128); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3387); du projet de loi renforçant le personnel du tribunal de première instance de la Seine (p. 3468); d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles en 1919 (p. 3625); du projet de loi relatif à la con-

cession, aux commis d'enregistrement et d'hypothèques, de certaines garanties de stabilité (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3625); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture (p. 3904, 3945); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3957, 4276); des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4144); parle sur le procès-verbal de la 1^{re} séance du 2 octobre (p. 4267). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Budget ordinaire des services civils; dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Titularisation des commis d'enregistrement et des hypothèques*, p. 4485; *Pupilles de la nation*, p. 4488); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4733 et suiv.); du projet de loi concernant l'énergie électrique dans les régions libérées (p. 4790); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France (p. 4798). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (p. 4814). — Soulève un incident au sujet du projet de loi, étendant le bénéfice de la législation du travail aux ouvriers agricoles, non discuté encore par le Sénat (p. 4819).

MAUNOURY (M. GABRIEL), *Député de la 1^{re} circonscription de Chartres [Eure-et-Loir]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi relative à la fixation de la gratification ou de la pension dans les blessures de guerre crânio-encéphaliques (I., n° 4893; an., S. de 1918, p. 950). = Son rapport sur la proposition de résolution tendant à l'interdiction des boissons alcooliques (I., n° 3425; an., S. de 1917, p. 852). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour but d'assurer, après la guerre, la gratuité des frais médicaux ou chirurgicaux aux militaires réformés pour maladies ou blessures survenues ou aggravées pendant leur présence sous les drapeaux (I., n° 3740; an., S. de 1917, p. 1251). — Son rapport sur l'amendement de M. Lefas

et plusieurs de ses collègues au projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons [Création d'asiles pour buveurs] (I., n° 4651; an., S. de 1918, p. 578). = Prend part à la discussion d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2091 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*; A., S. de 1917, t. unique, p. 3228. Titre I. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins; *Son amendement au paragraphe 6 de l'article 2 modifié par la Commission*, p. 3266; *retrait*, p. 3268; Titre IV. Voies de recours. *Son amendement à l'article 22*; A., S. de 1918, t. unique, p. 196; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 283); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3111, 3189). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1917, t. unique, p. 3667). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2920). = Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 2243).

MAUNOURY (M. MAURICE), *Député de la 2^e circonscription de Chartres [Eure-et-Loir], Ministre des Colonies*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2188). — Sa proposition de résolution tendant à ériger, au Panthéon, un monument en l'honneur du soldat français (I., n° 5240; an., S. de 1918, p. 1823). = Son rapport sur le projet de loi modifiant les conditions d'obtention du grade d'officier dans la réserve de l'armée de mer par les anciens élèves libres de l'École d'application du génie maritime (I., n° 5858; an., S. de 1919, p. 1012). — Son rapport sur le projet de loi fixant la durée des réadmissions et des rengagements dans l'armée de mer (I., n° 5894; an., S. de 1919, p. 1072). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet l'intégration du corps

des armuriers de la marine dans le corps des équipages de la flotte (I., n° 6387; an., S. de 1919, p. 2705). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant les conditions d'obtention du grade d'officier dans la réserve de l'armée de mer par les anciens élèves libres de l'école d'application du génie maritime (I., n° 6449; an., S. de 1919, p. 2058). — Ses rapports, au nom du 5^e Bureau, sur les élections: de M. Deyris par l'arrondissement de Saint-Sever [Landes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 39); de M. Treignier par la 1^{re} circonscription de Blois [Loir-et-Cher] (p. 39).

Est nommé *Ministre des Colonies* [Décret du 9 juin 1914] (J. O., p. 5110).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 303). — Son opposition au vote sans débat d'une proposition de résolution tendant à organiser la fabrication des fourrages mélassés pour le ravitaillement de la cavalerie agricole et du cheptel français (p. 2287); prend part à la discussion de cette proposition de résolution (*Son texte additionnel*, p. 2442). — Est entendu dans la discussion: du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2684); du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéficiaires] (p. 2911). — Prend part à la discussion: du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 527); des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 1012); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la protection des appellations d'origine (p. 1940). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2399). — Prend part à la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3140 et suiv.). — S'excuse de son absence

(A., S. de 1917, t. unique, p. 3233, 3910; A. S. de 1918, t. unique, p. 169, 195, 1039, 3265; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 183, 609, 1494, 1533, 1811, 1854). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1853; A., S. de 1918, t. unique, p. 1442, 2347; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3201, 4327).

MAURIAL (M. le colonel), *Chef du 2^e bureau de la direction du Génie au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif à l'approbation de la convention passée le 30 juin 1915 entre l'Etat et la Chambre de commerce de Bône en vue de la cession par l'Etat, à cette chambre de commerce, des terrains et bâtiments de la manutention militaire de cette place (A., S. de 1918, t. unique, p. 1220).

MAURICE BINDER (M.), *Député de la 2^e circonscription du VIII^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre: de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi tendant à élever, sur une des places publiques de Paris, un monument à la mémoire des combattants de la grande guerre (I., n° 7247, an., S. de 1919, p. 3407). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les catastrophes survenues à Paris, le 15 juin 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 198); est entendu sur la fixation de la date de cette interpellation (p. 199); la développe (p. 329, 340). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 872). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi relatif à l'amnistie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4622); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux petits commerçants, industriels, fabricants et artisans démobilisés (p. 4792). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique (p. 101, 150, 196, 250). — Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 1360).

MAURICE BLOCH (M.), *Président de la Commission exécutive des assurances contre les risques maritimes de guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant conversion en loi, des décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914 [Partie concernant les décrets relatifs à la garantie de l'Etat en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime] (A., S. de 1915, t. unique, (p. 104).

MAURICE DAMOUR (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Mont-de-Marsan [Landes].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, (p. 100). = Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (p. 288); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de (paix p. 2717). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la création d'une Commission centrale de contrôle (I., n° 3635; an., S. de 1917, p. 1124). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à décider que la Chambre ne tiendra pas séance le 4 juillet 1918, jour anniversaire de l'Indépendance des États-Unis (I., n° 4793; an., S. de 1918, p. 863). — Sa proposition, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la création d'une Commission de la paix (I., n° 5570; an., S. de 1919, p. 109). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit d'un million de francs pour participation de l'État à la souscription du monument de l'intervention américaine dans la guerre (I., n° 6891; an., S. de 1919, p. 2707). = Ses rapports, au nom du 10^e Bureau, sur les élections : de M. de Pomereu, par la 2^e circonscription de Rouen [Seine-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 80); de M. Guiraud, par

l'arrondissement de Lavour [Tarn] (p. 85). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'organisation et le fonctionnement des bureaux de contrôle des passeports à l'étranger (A., S. de 1917, t. unique, p. 1802); transforme cette interpellation en question (p. 1803). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution tendant à la création d'une Commission centrale de contrôle (p. 2594); est entendu dans cette discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Affaires étrangères. *Organisation et fonctionnement des services diplomatiques et consulaires*, A., S. de 1918, t. unique, p. 772). — Ses rapports sur des pétitions (p. 924, 2380, 2875). — Parle sur une proposition tendant à rendre un hommage solennel au Président Wilson (p. 2748). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1034, 1500, 1527, 1978). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 1545). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de la paix (p. 2155). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 1493).

MAURICE SPRONCK (M.), *Député de la 2^e circonscription du VII^e arrondissement de Paris [Seine].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membres : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission des programmes électoraux (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289). = Sa proposition de loi suspendant, pendant la durée de la guerre, l'article 904 du Code civil en faveur des mineurs mobilisés et donnant à ceux-ci la liberté testamentaire accordée par la loi aux majeurs de 21 ans (I., n° 839; an., S. de 1915, p. 337). = Son rapport au nom de la Commission chargée de réunir et de publier les programmes électoraux présentés par les députés élus le 26 avril et le 10 mai 1914 (I., n° 287; an., S. O. de 1914, p. 1260 (1) et n° 287 aunexe, p. 510). — Son

(1) Ce document n'a pas été publié.

rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, ayant pour objet d'approuver un avenant passé entre le département des Bouches-du-Rhône et la Compagnie des chemins de fer de la Camargue pour la modification des conditions d'exploitation du réseau de chemins de fer d'intérêt local concédé à ladite compagnie par la loi du 25 juin 1889 (I., n° 498; an., S. de 1915, p. 3). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'incorporer au réseau d'intérêt général la ligne de chemin de fer d'intérêt local de Mostaganem à La Macta (I., n° 594; an., S. de 1915, p. 154). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique une modification du tracé du raccordement prévu entre la gare centrale dite de « La Touche » du réseau des tramways à vapeur du département d'Ille-et-Vilaine, à Rennes, et le réseau des chemins de fer de l'État (I., n° 873; an., S. O. de 1915, p. 360). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant aux conventions qui régissent la concession des voies ferrées d'intérêt local de Nîmes à Arles-Trinquetaille et de Bouillargues à Saint-Gilles (I., n° 2339; an., S. de 1916, p. 1087). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'incorporer au réseau d'intérêt général la ligne de chemin d'intérêt local d'Aïn-Béida à Khenchela (I., n° 3533; an., S. de 1917, p. 982). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver la résiliation de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Nemours à Marnia, avec embranchement vers Nedromah (I., n° 3823; an., S. de 1917, p. 1343). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (I., n° 4443; an., S. de 1918, p. 389). — Son avis, présenté au nom de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication, sur le projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1919, en vue du règlement transactionnel des litiges relatifs à l'exécution des transports militaires sur les grands réseaux de chemins de fer (I., n° 6647; an., S. de 1919, p. 2310). — Son rapport sur le projet de loi tendant à instituer un régime provisoire d'exploitation des voies de navigation intérieure (I., n° 6864; an., S. de 1919, p. 2678). — Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections: de M. Georges Leygues, par l'arrondissement

de Villeneuve-sur-Lot [Lot-et-Garonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 44); de M. Albin Rozet, par l'arrondissement de Vassy [Haute-Marne] (p. 48). — Prend part à la discussion: de l'élection de M. Ignace, par la 2^e circonscription du 11^e arrondissement de Paris (p. 121, 123); d'un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (p. 385). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi incorporant au réseau général, la ligne de Mostaganem à La Macta (A., S. de 1915, t. unique, p. 106). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (*Ses observations concernant les chefs et sous-chefs de bureau du Ministère de la Guerre*, p. 893); du projet de loi concernant des ajournements d'élection et des prorogations de pouvoirs électifs (A., S. de 1916, t. unique, p. 754). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi concernant le relèvement des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (A., S. de 1918, t. unique, p. 993, 1006, 1031). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission des travaux publics*, dans la discussion du projet de loi concernant le règlement transactionnel des litiges relatif aux transports militaires sur les grands réseaux (A., S. O. de 1919, t. unique, 3524).

MAURIER (M. le colonel), *Chef du 4^e bureau de l'état-major de l'armée au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant approbation de la convention du 30 novembre 1917 passée entre le Ministre de la Guerre et les grands réseaux de chemins de fer en vue de la participation de l'État à des dépenses d'achat de matériel roulant (A., S. de 1918, t. unique, p. 1080).

MAURIN (M. le général), *Directeur de l'artillerie au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les

dépenses exceptionnelles des services civils (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2374); des crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils pour le deuxième semestre de 1919 (*ibid.*).

MAYÉRAS (M.), *Député de la 3^e circonscription de Sceaux [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot, p. 2133); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de résolution tendant à relever le taux du prêt des soldats et la solde des sous-officiers et des officiers subalternes (I., n° 4208; an., S. de 1918, p. 26). = Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 252); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1222). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins (p. 729); de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 928). — Développe son interpellation, présentée de concert avec M. Pierre Laval, sur la fourniture du gaz aux communes de la banlieue parisienne (p. 1054; *son ordre du jour motivé*, p. 1057). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à réglementer l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 1098). — Est entendu sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 1511). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif au traitement du gaz d'éclairage en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs (p. 1594, 1595). — Prend part à la discussion des projets et propositions

de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 427. Dispositions générales. *Disposition additionnelle de M. Lauche au paragraphe 2 de l'article 51*, p. 982 et suiv.). — Intervient dans la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées. (*Disposition additionnelle de M. Paisant à l'article premier*, p. 1157). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Indemnités de service des officiers*, p. 1355); d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1916 (*Ses observations relatives au Bulletin des Armées*, p. 1720); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Solde de l'armée*, p. 1796; *Prisonniers de guerre internés en Suisse*, p. 1804). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la crise des transports (p. 2192); dans la discussion du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2393 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxe de guerre*, p. 2804). — Intervient dans la discussion du projet de loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française (p. 2871). — Son opposition à l'inscription sans débat du projet de loi tendant à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1917 et à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires (A., S. de 1917, t. unique, p. 148). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Sa disposition additionnelle concernant le délai d'incorporation*, p. 295; *la retire*, *ibid.*). — Est entendu sur l'ordre du jour pur et simple demandé à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur l'aéronautique militaire (p. 705). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les buts de la guerre (p. 1176); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1180). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Solde des officiers de la zone des armées*, p. 1451). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations sur les opérations militaires et le service de

santé (A., S. de 1917, t. unique, p. 1455); dans la discussion des ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de ces interpellations en Comité secret (p. 1732). — Intervient dans la discussion : de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1947); d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2360; *Son ordre du jour motivé*, p. 2366). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Recrutement des écoles d'arts et métiers*, p. 2528; *Perception des contributions*, p. 2530; *Circulation des piquettes*, p. 2545). — Est entendu dans la discussion : de propositions de loi sur l'amnistie militaire (p. 2659); de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (2768); d'une interpellation sur le personnel et l'action diplomatiques (*Son ordre du jour motivé*, p. 2796). — Demande à interpellier le Gouvernement sur une déclaration faite par le Ministre des Affaires étrangères le 12 octobre 1917 et sur sa politique extérieure (p. 2802); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*); sa demande de réunion de la Chambre en Comité secret (*ibid.*). — Prend part à la discussion des interpellations sur les déclarations du Gouvernement et sur sa politique générale (p. 3036). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la conduite et les buts de la guerre (p. 3054); développe cette interpellation (p. 3063). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'ajournement des élections (p. 3688, 3699); du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (p. 3828, 3839). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la conduite de la guerre, sur les buts de guerre de la France et de ses alliés et les moyens qu'il compte employer pour aboutir rapidement à la paix générale juste et durable (A., S. de 1918, t. unique, p. 7); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 27; *Son ordre du jour motivé*, p. 44). — Est entendu : pour un fait personnel (p. 104); dans la discussion d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée « La part du combattant » (p. 106). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet d'une déclaration faite par M. le Président du Conseil à une délégation du groupe des Députés de la Seine (p. 866); est entendu sur la fixation de la date de la discus-

sion (A., S. de 1918, t. unique, p. 884). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1065). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1120, 2064, 2522). — Est entendu : dans la discussion d'une interpellation sur le décret du 5 juin 1918 abrogeant celui du 14 avril 1918 concernant le règlement sur le service intérieur des corps de troupes (p. 1814); pour un rappel au Règlement (p. 1758, 2028); dans la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2029). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la disparition des pommes de terre à dater du jour où elles ont été taxées et sur la mauvaise qualité du pain (p. 2062). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1918 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Délégations de soldes*, p. 2195); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2196, 2200). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la grève de la couture (p. 2260); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative au rapatriement des prisonniers, des otages et des habitants des régions libérées (p. 2507). — Demande à interpellier sur le sens précis et concret que le Gouvernement donne à la réponse du Président Wilson du 23 octobre au secrétaire d'État allemand Solf (p. 2559); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la démobilisation (p. 2762); développe cette interpellation (p. 2775; *Son ordre du jour motivé*, p. 2778). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendements concernant : la démobilisation et la conclusion de la paix*, p. 3348; *la prime de démobilisation aux combattants*, p. 3357; *Amendement de M. Brizon tendant à réduire de 5 milliards le crédit du chapitre premier*, p. 3360; *Son amendement concernant les crédits de l'aviation*, p. 3361); du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (p. 3444, 3451). —

Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 147); d'une interpellation sur le consortium des métaux (p. 294); du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 419, 421); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnité d'habillement aux militaires détachés à la terre*, p. 1183). — Soulève un incident au sujet d'une demande d'interpellation qu'il a adressée au Ministre des Affaires étrangères (p. 1219). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du recrutement de volontaires pour la Pologne, la Bohême et la région d'Arkhangel (p. 1238); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 1276; *Non utilisation des manufactures de l'État*, p. 1346; *Impôt sur le revenu*, p. 1369; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1394; [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des exercices civils] *Entretien des troupes d'occupation en pays ennemis*, p. 1464). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1796). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la suspension de la démobilisation et sur l'envoi de soldats français en Russie (p. 1830); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 1844). — Demande l'ajournement d'une proposition de résolution tendant à assurer à la France les réparations qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne (p. 1932). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la façon dont est exercée la censure (p. 1953, 1960). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur les événements du 1^{er} mai (p. 1968). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant les perquisitions opérées chez M. Schœller, secrétaire général de l'Office national de la Presse (p. 2282). — Est entendu pour un fait personnel (p. 2328, 2352). — Intervient dans la discussion d'inter-

pellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2343). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels provisoires civils sur l'Exercice 1919 (*Application à l'Imprimerie nationale de la journée de huit heures*, p. 2642); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Bonifications versées par l'État en faveur des assurés obligatoires*, p. 2647. *Instruction publique. Discussion générale*, p. 2735); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la réforme de la loi électorale (p. 2928 et suiv.); de plusieurs propositions de loi relatives à la levée de l'état de siège et à l'abrogation de la censure (p. 2967); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3176, 3214); du projet de loi portant fixation de l'ordre des diverses élections (p. 4588); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4622). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2603). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2, 146, 1872; A., S. de 1917, t. unique, p. 508, 1494; A., S. de 1918, t. unique, p. 443, 2877; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4376).

MAZOYER (M.), *Directeur de l'exploitation postale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509); de la proposition de loi tendant à accorder la gratuité complète pour les envois postaux aux militaires mobilisés (A., S. de 1915, t. unique p. 457); de la proposition de loi tendant à l'extension, au profit des pupilles de l'Assistance publique, des dispositions de la loi du 22 juin 1915 sur la gratuité d'envoi des paquets postaux (A., S. de 1915, t. unique p. 1124); d'un projet de loi étendant à certaines familles belges réfugiées en France le bénéfice de la gratuité de l'envoi de paquets postaux (A., S. de 1916, t. unique, p. 252); du projet de loi tendant à apporter certaines modifications dans l'exercice des franchises postales concédées aux troupes en campagne (p. 1020); de la proposition de loi tendant à accorder à tous les mobilisés la gratuité pour la réexpédition de paquets postaux (p. 1224).

MÉLIN (M. PIERRE), *Député de la 1^{re} circonscription de Valenciennes [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de diverses commissions (F., n° 35, J. O. de 1915, p. 307); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Magniaudé, par l'arrondissement de Soissons [Aisne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 7). — Prend part à la discussion de la proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915, portant création de la croix de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1128).

MÉLINE (M. JULES), *Sénateur, Ministre de l'Agriculture*.

Est nommé *Ministre de l'Agriculture* [Décret du 29 octobre 1915] J. O., p. 7813). — Répond à une question concernant une décision relative aux grandes chasses parisiennes (A., S. de 1915, t. unique, p. 1576). — Intervient dans une question sur les sucres (p. 1650). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1684, 1686, 1767, 1770, 1771). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution relative au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (A., S. de 1916, t. unique, p. 105 et suiv.); d'une proposition de résolution concernant les engrais minéraux nécessaires à l'agriculture (p. 386 et suiv.); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 587; *Discussion générale*, p. 634 et suiv.; *Motion tendant à une nouvelle étude du projet*, p. 663; *Contre-projet de MM. Jobert et Turmel*, p. 666; *Ses observations concernant l'article 1^{er}*, p. 703; *Amendements à cet article présentés* : par M. Louis Tissier, p. 713; par M. Paisant, p. 727; par MM. Connevoit et Deshayes, p. 733 et suiv.; par M. Compère-Morel, p. 734 et suiv.; *Amendement de M. Mauget au 1^{er} alinéa de l'article 1^{er}*, p. 737; *Texte additionnel à ce même alinéa présenté par M. Lefas*, p. 738; *Amendement de MM. Patureau-Baronnet et Cosnier aux paragraphes 2 et 3 de l'article 1^{er}*, p. 1150 et suiv., *Dispositions*

additionnelles : de M. Rouzic, p. 1154; de M. Lefas, p. 1155; *Observations concernant les réquisitions*, p. 1156; *Dispositions additionnelles de M. de Gailhard-Bancel* (ibid.); *Dispositions additionnelles de M. Paisant*, p. 1157 et suiv.; de M. Reboul, p. 1160; de MM. Connevoit et Deshayes, p. 1162; *Observations concernant l'article 2*, p. 1172; *Amendement de M. Paisant à l'article 3*, p. 1175 et suiv.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1845). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la taxation de l'avoine, du seigle, de l'orge, du son et des issues (p. 779 et suiv.); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la taxation des denrées et substances (p. 1003). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Amendement de M. Jovelet concernant les paragraphes c et d de l'article 2*, p. 1008 et suiv.; *Amendement de M. Brizon à l'article 4 bis*, p. 1113; *Amendement de MM. Jobert et Turmel au paragraphe 2 de l'article 6*, p. 1132 et suiv.; *Amendement de M. Pressemann à l'article 8*, p. 1139). — Est entendu : dans la discussion d'une interpellation sur les sursis en faveur des entrepreneurs de battage et des conducteurs de machines à battre (p. 1748); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à la cession, au Ministre de l'Agriculture, de 50.000 tonnes de sucre pour la fabrication de vins de sucre (p. 1846). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2150 et suiv.; p. 2220 et suiv.); d'une proposition de résolution concernant la sélection des graines de betteraves (p. 2242). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à fixer des prix maxima de vente des vins (p. 2434).

MENGIN (M. le général), *Directeur de l'Artillerie au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant : 1° à ouvrir au Ministre de la Guerre des crédits sur les Exercices 1913 et 1914; 2° à autoriser le Ministre de la Marine à engager des dépenses non renouvelables; 3° à fixer les règles finan-

cières applicables à ces dépenses (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508); du Budget de l'Exercice 1914 (p. 508).

MÉQUILLET (M.), *Député de l'arrondissement de Lunéville [Meurthe-et-Moselle]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi tendant à l'établissement d'une indemnité spéciale de cherté de vie pour les fonctionnaires et employés civils de l'État dans l'arrondissement de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) (I., n° 156; an., S. O. de 1914, p. 1891). = Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 2848). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant les rapatriés et réfugiés des pays envahis (p. 3411). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'interprétation du statut des réfugiés (A., S. de 1918, t. unique, p. 2341); d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3012); des crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3258). — Parle sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 18). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la Guerre (p. 143, 236, 314). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1704). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2832; A., S. de 1917, t. unique, p. 1). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1919, t. unique, p. 3465).

MERLIN (M.), *Député de la 2^e circonscription de Roanne [Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682);

de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (p. 1575); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission du budget (p. 2707); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455). = Sa proposition de loi tendant à autoriser les hommes des classes 1887 à 1914, exemptés, réformés ou dispensés, à contracter un engagement dans l'armée auxiliaire pour la durée de la guerre (I., n° 620; an., S. de 1915, p. 168). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les conditions d'aménagement et d'armement des bateaux réquisitionnés pour le transport des troupes et l'évacuation des malades et blessés (I., n° 1376; an., S. de 1915, p. 1053). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les réquisitions immobilières et les fournitures de guerre (I., n° 1601; an., S. de 1915, p. 1420). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 1 million de francs pour venir en aide aux victimes de la grêle et des orages dans l'arrondissement de Roanne (rive droite de la Loire) (I., n° 2460; an., S. de 1916, p. 1325). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier les arrêtés administratifs qui ont limité l'éclairage à Paris et dans les départements (I., n° 2720; an., S. de 1916, p. 1717). — Sa proposition de loi concernant le relèvement des allocations militaires (I., n° 2723; an., S. de 1916, p. 1721). — Sa proposition de loi tendant à la création d'une caisse nationale d'allocations et de prêts en faveur des troupes combattantes (I., n° 3037; an., S. de 1917, p. 260). — Sa proposition de loi tendant à la création d'une « chaire de clinique de la tuberculose et de prophylaxie sociale » dans les facultés de médecine (I., n° 4365; an., S. de 1918, p. 530). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à organiser un système de ristourne pour le lait destiné à l'alimentation des enfants, des malades et des vieillards (I., n° 5474; an., S. de 1918, p. 24). — Sa proposition de loi tendant à l'organisation d'une caisse de prêts en faveur des militaires démobilisés (I., n° 5686; an., S. de

1919, p. 721). — Sa proposition de loi tendant à organiser la protection efficace de la maternité et de l'enfance (I., n° 5991; an., S. de 1919, p. 2189). — Sa proposition de loi tendant à compléter et à coordonner les différents textes relatifs à l'assistance des tuberculeux et à la prophylaxie de la tuberculose (I., n° 6136; an., S. de 1919, p. 1401). — Sa proposition de résolution tendant à assurer aux ouvriers et employés français le bénéfice des lois d'assurances sociales en vigueur en Alsace-Lorraine (I., n° 7094; an., S. de 1919, p. 3053). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. unique, p. 133); du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Discussion générale*, p. 162). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 783); de la proposition de loi relative à l'incinération en temps de guerre (*Son amendement*, p. 849); du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'Etat de la Guerre (p. 1264). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur la distribution de vêtements chauds, de linge et sur le mode de couchage des soldats (p. 1973). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Amendement de M. Puech à l'article 5 bis*, A., S. de 1916, t. unique, p. 281; *Son article additionnel au projet de loi*, p. 306). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (p. 755 et suiv.); de la proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (p. 1130). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1210 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement concernant l'assistance aux militaires tuberculeux*, p. 1351); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Réquisition générale des usines, mines et moyens de transport*, p. 1843). — Est entendu dans la discussion d'interpellations relatives à l'utilisation des effectifs militaires

(A., S. de 1916, t. unique, p. 2033 et suiv.) — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Spécialités pharmaceutiques*, p. 2778; *Officiers, sous-officiers, soldats en sursis d'appel ou mobilisés à l'intérieur pour concourir à l'industrie de guerre*, p. 2816). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le régime des usines de guerre et la situation du personnel militaire mobilisé à l'intérieur, dans ces usines (A., S. de 1917, t. unique, p. 132); demande la jonction de cette interpellation à la discussion de la proposition de loi de M. Mistral sur le même objet (p. 430); la développe (p. 442 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les commissions spéciales de réforme*, p. 234, 235; *Ses observations sur l'article 5 relatif aux attributions de ces commissions*, p. 235; *Son texte additionnel à cet article*, p. 237; *le retire*, *ibid.*; *Sa disposition additionnelle concernant la mise à la disposition des médecins des instruments techniques et moyens d'observation indispensables*, p. 238; *le retire*, *ibid.*); de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Son amendement à l'article premier*, p. 523; *le retire*, *ibid.*; *Sa disposition additionnelle à l'article 16*, p. 1097). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2450; *Sa disposition additionnelle à l'article 10*, p. 2474; *le retire*, p. 2477); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre I. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Amendement de M. Bonnefoy au paragraphe 7 de l'article 2, modifié par la Commission*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3277. — Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chap. II. Fixation de la pension; *Ses amendements à l'article 15*, p. 3734, 3741. — Titre IV. Voies de recours; *Son sous-amendement à l'amendement de M. Durre concernant l'article 21*, A., S. de 1918, t. unique, p. 128); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 676). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [*Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils*]

(*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3497). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Intérieur : *Son amendement relatif à l'assistance des femmes en couches*, A., S. de 1918, t. unique, p. 692; *Son amendement relatif à la protection de la maternité et de l'enfance*, p. 698; *Œuvres de préservation antituberculeuses*, p. 701); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 21 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 909); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1592); d'une interpellation sur l'organisation du matériel de transport des denrées alimentaires et spécialement du matériel des wagons-réservoirs (p. 1864); d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2484; *Son ordre du jour motivé*, p. 2498); d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2837; *Son ordre du jour motivé*, p. 2840). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Commandes de matériel de chemins de fer*, p. 3279); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3310). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 38); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 545); la répartition du sucre et la question de la vie chère (p. 3246; *Son ordre du jour motivé*, p. 3254); de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 762); d'une proposition de loi tendant à instituer des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose (p. 896). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Ses observations concernant le maintien du centre d'optique et de l'atelier de thermomètres aux magasins généraux de Vanves, ainsi que la continuation de la lutte contre les maladies évitables*, p. 1460). — Prend part à la discussion : d'une proposition

de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1995); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Instruction publique : *Discussion générale*, p. 2734; *Œuvres complémentaires de l'école*). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer un minimum d'alimentation à ceux que la hausse constante des prix met dans l'impossibilité de vivre (p. 3604). — Est entendu au cours de la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4271). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1066; A., S. de 1916, t. unique, p. 1080; A., S. de 1917, t. unique, p. 130, 2654; A., S. de 1918, t. unique, p. 222; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1563, 1717, 2279). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1294; A., S. de 1916, t. unique, p. 98; A., S. de 1917, t. unique, p. 1836; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2311, 2897).

MESNARD (M.), Député de l'arrondissement de Lesparre [Gironde].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Son rapport, au nom du 7^e bureau, sur l'élection de M. Paisant par la 1^{re} circonscription de Senlis [Oise] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 56). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 433).

MESSIMY (M.), Député de l'arrondissement de Trévoix [Ain], Ministre de la Guerre.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). — Sa proposition de résolution tendant à la création de grands camps d'instruction dans la zone des armées (A., n° 6469; an., S. de 1919, p. 2068). — Est élu *Vice-président provisoire* (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 3). — Lettre par laquelle il donne sa démission de *Vice-président provisoire* (p. 96).

Est nommé *Ministre de la Guerre* [Décret du 13 juin 1914] (J. O., p. 5234). — Est

entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux dépenses non renouvelables de la guerre et de la marine (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 526, 528). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Guerre : *Indemnités aux familles des militaires décédés à la suite d'accidents*, p. 537). — Est entendu sur un projet de résolution concernant l'organisation du contrôle des dépenses prévu par l'article 13 de la loi tendant à ouvrir des crédits exceptionnels pour la guerre et la marine (p. 877). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 1706). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 1517; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 163, 2267, 2993, 3290).

MÉTIN (M. ALBERT), *Député de la 2^e circonscription de Besançon [Doubs], Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, puis Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances, puis Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (p. 288); de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Sa proposition de loi appliquant aux pétroles, essences et huiles minérales le régime institué pour l'achat et la vente en gros de l'alcool d'industrie (I., n° 4368; an., S. de 1918, p. 247). — Sa proposition de loi tendant à l'institution d'un impôt sur la richesse acquise, complémentaire à l'impôt sur le revenu, avec exemptions à la base et déductions pour charges de famille (I., n° 4371; an., S. de 1918, p. 251). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables en vue de subvenir aux dépenses extraordinaires de la défense nationale et aux dépenses d'occupation au Maroc (I., n° 111; an., S. O. de 1914, p. 1862). — Son rapport sur : 1° le projet de loi modifiant la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires à ouvrir par décrets pour la défense nationale; 2° le projet de loi portant augmentation de la faculté d'émission des banques de France et de l'Algérie, établissant à titre provisoire le cours forcé de

leurs billets et approuvant des conventions passées avec ces établissements; 3° le projet de loi relatif au cumul de la solde militaire avec les traitements civils dans le cas de mobilisation; 4° le projet de loi tendant à accorder, pendant la durée de la guerre, des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux; 5° le projet de loi portant interprétation des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910 relatives à la prorogation des échéances des valeurs négociables (I., n° 431; an., S. O. de 1914, p. 2111). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1915 (I., n° 437 et annexe; an., 2° S. E. de 1914, p. 2162, et annexe, p. 2168). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 (I., n° 438 et annexe; an., 2° S. E. de 1914, p. 2170); Son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (I., n° 799; an., S. O. de 1915, p. 297). — Son rapport sur le projet de loi portant conversion en lois de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914 (I., n° 527; an., S. de 1915, p. 47). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'émission d'obligations à court terme (I., n° 543; an., S. de 1915, p. 69). — Son rapport sur le projet de loi tendant à élever à 3 milliards de francs la limite d'émission des bons du Trésor (I., n° 544; an., S. de 1915, t. 70). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant conversion en lois de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914 (I., n° 625; an., S. de 1915, p. 170). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (I., n° 643; an., S. de 1915, p. 180). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1915, en vue d'assurer le fonctionnement du service de ravitaillement pour l'alimentation de la population civile (I., n° 666; an., S. de 1915, p. 198). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1915, pour le remboursement des droits payés par les débiteurs sur les absinthes actuellement en leur possession et pour le rachat des stocks de plantes d'absinthe détenus par les cultivateurs (I., n° 667; an.,

S. de 1915, p. 198). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'élever la limite d'émission des bons du Trésor (I., n° 726 ; an., S. de 1915, p. 255). — Son rapport sur le projet de loi concernant les avances aux pays alliés ou amis (I., n° 727 ; an., S. de 1915, p. 255). — Son rapport sur le projet de loi concernant les avances faites ou à faire aux Chambres de commerce (I., n° 728 ; an., S. de 1915, p. 256). — Son rapport sur le projet de loi prorogeant les dates de clôture de l'Exercice 1914 en ce qui concerne l'exécution des services de la guerre et de la marine (I., n° 729 ; an., S. de 1915, p. 256). — Son rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 au titre du Budget général ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 au titre des budgets annexes ; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial : « Occupation militaire du Maroc » (I., n° 751 ; an., S. de 1915, p. 271). — Son second rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 au titre du Budget général ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits ; sur l'Exercice 1914, au titre des budgets annexes ; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial : « Occupation militaire du Maroc » [*Crédits applicables à la guerre, à la marine et au compte spécial : « Occupation militaire du Maroc »*] (I., n° 784 ; an., S. de 1915, p. 381). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1916 et autorisant la fourniture, par l'État, des dénaturants (I., n° 813 ; an., S. de 1915, p. 299). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blés pour le ravitaillement de la population civile (I., n° 815 ; an., S. de 1915, p. 463) (1). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1915, pour le Sous-Secrétariat de la Marine marchande (I., n° 866 ; an., S. de 1915, p. 351). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'augmenter la limite d'émission des bons ordinaires du Trésor et des bons de la défense nationale (I., n° 897 ; an., S. de

1915, p. 365). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blés et autres marchandises pour le ravitaillement de la population civile ; 2° le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'Exercice 1915, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires, pour avances en vue d'achats de blés destinés aux besoins de la population civile (I., n° 946 ; an., S. de 1915, p. 473). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France (I., n° 966 ; an., S. de 1915, p. 564). — Son rapport sur le projet de loi portant annulation de crédits sur le Budget général de l'Exercice 1914, en ce qui concerne le Département de la Guerre (I., n° 967 ; an., S. de 1915, p. 565). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier semestre 1915 pour le Sous-Secrétariat d'État du Ministère de la Guerre (I., n° 1009 ; an., S. de 1915, p. 580). — Son rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre du Budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires ; 2° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre des budgets annexes, de crédits additionnels aux crédits provisoires ; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898 (I., n° 1021 ; an., S. de 1915, p. 601). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'Exercice 1915, des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 ; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics (I., n° 1023 ; an., S. de 1915, p. 638). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914, au titre du Budget général (I., n° 1058 ; an., S. de 1915, p. 930). — Son rapport sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1914 à l'Exercice 1915 [Article 71 de la loi de finances du 27 février 1912] (I., n° 1060 ; an., S. de 1915, p. 694). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes des Télégraphes, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, pour procéder à des opérations d'achat et de

(1) Ce document n'a pas été publié.

vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile (I., n° 1079 ; an., S. de 1915, p. 751). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits applicables aux services de la guerre et de la marine (I., n° 1137 ; an., S. de 1915, p. 810). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'augmenter la limite d'émission des bons ordinaires du Trésor et de la défense nationale (I., n° 1138 ; an., S. de 1915, p. 816). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915 pour deux Sous-Secrétariats d'État au Ministère de la Guerre (I., n° 1139 ; an., S. de 1915, p. 821). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'Exercice 1916 (I., n° 1140 ; an., S. de 1915, p. 816). — Son second rapport sur le projet de loi concernant : 2° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre du Budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires ; 2° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre des Budgets annexes, de crédits additionnels aux crédits provisoires ; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898 [Ministère de la Guerre. — Chapitre 39 bis : Subvention pour l'administration des territoires occupés] (I., n° 1146 ; an., S. de 1915, p. 824). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant : 1° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre du Budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires ; 2° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre des budgets annexes, de crédits additionnels aux crédits provisoires ; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898 (I., n° 1202 ; an., S. de 1915, p. 855). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant modification de la loi du 5 avril 1910-27 février 1912 sur les retraites ouvrières et paysannes (I., n° 1216 ; an., S. de 1915, p. 858). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'Exercice 1915, des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics (I., n° 1275 ; an., S. de 1915, p. 967). — Son rapport sur le projet de loi portant autorisation d'emprunt aux États-Unis (I., n° 1331 ; an., S. de 1915, p. 1022). — Son rapport sur le projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile (I., n° 1338 ; an., S. de 1915, p. 1028). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 5 août 1914, qui complète celle du 14 décembre 1879, sur les crédits supplémentaires et extraordinaires (I., n° 1341 ; an., S. de 1915, p. 1034). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le directeur général de la Banque de l'Algérie (I., n° 1378 ; an., S. de 1915, p. 1053). — Son rapport sur le projet de loi portant autorisation d'acquitter, sur les crédits de l'exercice courant, les dépenses de réquisitions militaires afférentes à l'Exercice 1914 qui n'ont pu être payées avant la clôture dudit exercice (I., n° 1379 ; an., S. de 1915, p. 1055). — Son rapport sur deux projets de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre du Budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires (I., n° 1380 ; an., S. de 1915, p. 1096). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables en vue de subvenir aux dépenses extraordinaires de la défense nationale et aux dépenses d'occupation du Maroc (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 224) ; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 226). — Prend part à cette discussion (*Motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 240 ; *Contre-projet de M. J. Stern*, p. 244 ; *Disposition additionnelle relative au taux de l'impôt*, p. 247 ; *Amendement de M. Piou relatif au service des intérêts et à la prime d'amortissement*, p. 250). — Est élu : membre du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 213) ; membre du Conseil supérieur des retraites ouvrières (p. 458). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Travail et prévoyance sociale : *Allocations viagères et bonifications des assurés obligatoires et facultatifs*, p. 550). — Adresse, au Ministre du Travail, une question concernant l'application de la loi des retraites ouvrières et paysannes (p. 589, 591, 593). — Son rapport, au nom de la Commission du

budget, sur : 1° le projet de loi relatif aux crédits supplémentaires et extraordinaires à ouvrir par décrets pour la défense nationale ; 2° le projet de loi augmentant la faculté d'émission des Banques de France et d'Algérie, établissant provisoirement le cours forcé de leurs billets et approuvant les conventions passées avec ces banques ; 3° le projet de loi relatif au cumul de la solde avec le traitement civil ; 4° le projet de loi sur les allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien est appelé ; 5° le projet de loi sur la prorogation des échéances (A., 1^{re} S. E. de 1914, t. 2, p. 911). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur général*, sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915 (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 935, 937). — Est entendu, comme *Rapporteur général de la Commission du budget*, dans la discussion du projet de loi relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents civils de l'État qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exécution de ce service (A., S. de 1915, t. unique, p. 19). — En cette même qualité : donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi autorisant l'émission d'obligations à court terme (p. 31) ; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 32) ; prend part à cette discussion (p. 36). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi tendant à élever à 3 milliards 500 millions la limite d'émission des bons du Trésor (p. 36) ; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 37). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi portant conversion en lois de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914 (p. 101). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi portant conversion en loi, d'un décret relatif au paiement du montant des réquisitions de navires (p. 105) ; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 106). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1915, en vue d'assurer le fonctionnement du service de ravitaillement pour l'alimentation de la population civile (p. 170) ; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (*ibid.*). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport

sur le projet de loi concernant le remboursement des droits payés sur les absinthes (A., S. de 1915, t. unique, p. 177, 178) ; demande la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 179). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 206). — Prend part, comme *Rapporteur général de la Commission du budget*, à la discussion du projet de loi prorogeant les dates de clôture de l'Exercice 1914, en ce qui concerne la guerre et la marine (p. 356). — Dépose et donne lecture de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la régularisation de décrets au titre du Budget général de l'Exercice 1914 et des Budgets annexes ; demande la discussion immédiate (p. 448). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur un projet de loi concernant la limite d'émission des bons du Trésor et de la Défense nationale (p. 562). — Dépose et lit son rapport sur les projets de loi concernant des achats de blé pour le ravitaillement de la population civile (p. 664) ; prend part à la discussion des conclusions (p. 672). — Est entendu, comme *Rapporteurs de la Commission du budget*, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (p. 892 et suiv. ; *Amendement de M. Louis Andrieux concernant les indemnités aux fabricants d'absinthe*, p. 895 et suiv.). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 (p. 898). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1914 à l'Exercice 1915 (p. 904). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 910 et suiv.) ; du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits applicables aux services de la Guerre et de la Marine (*Surveillance des glaces et épaves dans l'Atlantique*, p. 1083). — Donne lecture de son deuxième rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires sur l'Exercice 1915 [Subventions pour l'administration des territoires occupés] (p. 1084). — Prend part, comme *Rapporteur général*, à la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1916 (p. 1111). — Demande le renvoi de la discussion, à la prochaine séance, du projet de loi, modifié par le Sénat,

concernant le ravitaillement en blé et farine de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 1116); est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (p. 1125 et suiv.; *Contre-projet de M. Compère-Morel*, p. 1157; *Engagements de dépenses pour les achats à l'étranger*, p. 1164; *Pénalités*, p. 1164; *Taux de blutage*, p. 1185; *Taxation du pain*, p. 1191; *Infractions*, ibid.); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1454 et suiv.). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires votés pour le premier semestre de 1915 (p. 1202). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant modifications de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes (p. 1228). — Est entendu, comme *Rapporteur général*, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1339 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à maintenir à la disposition du Ministre de la Guerre les hommes de la classe 1888 (p. 1374). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [Relèvement de la solde des soldats] (p. 1376). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur un projet de loi portant autorisation d'emprunt aux Etats-Unis (p. 1388).

Est nommé *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813). — Donne lecture, en le déposant, d'un projet de loi affectant les rentes sur l'Etat français 5 0/0 nouvelles aux mêmes placements que les rentes 3 0/0 perpétuelles (p. 1588). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi concernant la constitution de rentes viagères à la Caisse des retraites pour la vieillesse (p. 1808). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail (A., S. de 1916, t. unique, p. 612, 613); de la proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre (p. 870 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Création d'un emploi de chef de division à l'Administration centrale du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale*, p. 1362). — Est entendu sur le renvoi de la discussion du projet de loi concernant les caisses

d'épargne (A., S. de 1916, t. unique, p. 1420); prend part à la discussion de ce projet de loi, p. 1477). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur le fonctionnement du Trésor et Postes, les colis postaux et la correspondance des soldats des pays envahis (p. 1474).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances* [Décret du 14 décembre 1916] (J. O., p. 10800). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits applicables au premier trimestre de 1917 (*Observations présentées sur l'article 1^{er}*, p. 2698; *Concessions minières inexploitées*, p. 2726; *Taxe sur les annonces et réclames insérées dans les journaux*, p. 2733; *Réduction du droit de fabrication sur les bières*, p. 2751; *Amendement de M. Aldy tendant à réduire les taxes sur les boissons hygiéniques*, p. 2754 et suiv.; *Taxes sur les denrées coloniales*, p. 2769; *Taxe sur les thés*, p. 2770; *Taxes sur les eaux minérales*, p. 2776; *Amendement de M. Barthe relatif aux spécialités pharmaceutiques*, p. 2780; *Taxe sur les sucres*, p. 2782; *Taxe de guerre*, p. 2803 et suiv.; *Amendement de M. Bedouce y relatif*, p. 2807; *Amendement de M. Ringuier*, p. 2810).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions, à titre de subvention, au Comité des orphelins de la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 516).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2255). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 799; *Exonération de la contribution personnelle-mobilière pour certaines catégories de mobilisés*, p. 839); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la constatation de l'état des lieux susceptible de donner ouverture à la réparation des dommages de guerre (p. 1617). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Amendement de M. Réville à l'article 14 concernant les grands magasins*, p. 1879; *Impôt sur les revenus des créances, dépôts et cautionnements* : *Amendement de M. Caillaux à l'article 42*, p. 1896); de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée

avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (A., S. de 1917, t. unique, p. 2033).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères* (Service du blocus) [Décret du 17 août 1917] (J. O., p. 6492).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères* (Service du blocus) [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7230).

En qualité de *Député*, Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Discussion générale*, A., S. de 1918, t. unique, p. 607; Instruction publique, *Répartition du crédit concernant les orphelins de la guerre*, p. 653). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 843; A., S. de 1917, t. unique, p. 3753; A., S. de 1918, t. unique, p. 1825). — Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 668, 1170, 1476, 2040). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 2070).

MEUNIER (M. PAUL), [Aube], voir **PAUL MEUNIER** (M.).

MEUNIER-SURCOUF (M.), [Côtes-du-Nord], voir **CHARLES MEUNIER** (M.).

MICHAUX (M.), *Directeur des chemins de fer par intérim*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 348); du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 803); du projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention provisoire passée entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et la Compagnie des chemins de fer du sud de la France (p. 880); du projet de loi concernant l'attribution des suppléments d'allocations au personnel des grandes compagnies de chemins de fer (p. 958); du projet de loi portant modification de la loi du 28 décembre 1888 sur l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (p. 2566).

MIGNOT-BOZÉRIAN (M.), *Député de l'arrondissement de Châteaudun [Eure-et-Loir], Secrétaire de la Chambre*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi ayant pour objet l'attribution à tous chefs de familles nombreuses d'une rente proportionnelle au nombre des enfants à partir du quatrième et jusqu'à ce que les enfants au nom desquels la rente sera établie aient treize ans révolus (L., n° 2535; an., S. de 1916, p. 1468). = Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de MM. Patureau-Baronnet et Cosnier, tendant à la mise en sursis d'appel, pendant la durée de la fenaison et de la moisson, des réservistes de l'armée territoriale du service auxiliaire qui exercent des professions agricoles; 2° la proposition de résolution de M. Paul Laffont (Ariège) et plusieurs de ses collègues, invitant le Gouvernement à dresser la liste des agriculteurs classés dans les services auxiliaires ou déclarés inaptes à faire campagne et à les mettre en sursis d'appel (L., n° 2166; an., S. de 1916, p. 763). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. Breaier tendant à retarder jusqu'au 14 août l'incorporation des exemptés et ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916 et 1917 pris « bons » par les derniers conseils de revision; 2° la proposition de résolution de MM. Bélinguier et Paul Laffont (Ariège) ayant pour objet de retarder jusqu'au 1^{er} septembre, dans l'intérêt de l'agriculture, l'appel sous les drapeaux des exemptés et ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916 et 1917 déclarés aptes au service par les conseils de guerre (L., n° 2357; an., S. de 1916, p. 1090). — Son rapport supplémentaire sur : 1° la proposition de résolution de M. Brenier tendant à retarder jusqu'au 14 août l'incorporation des exemptés et ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916 et 1917 pris « bons » par les derniers conseils de revision; 2° la proposition de résolution de MM. Bélinguier et Paul Laffont (Ariège) ayant pour objet de retarder jusqu'au 1^{er} septembre, dans l'intérêt de l'agriculture, l'appel sous les drapeaux des exemptés et ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916 et 1917 déclarés aptes au service par les conseils de revision; 3° la proposition de résolution de MM. Laurent Bougère, Ferdinand Bougère et de Monti de Rezé, tendant à accorder d'office

un sursis d'arrivée d'un mois aux exemptés et ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916 et 1917, agriculteurs ou viticulteurs ou exerçant des professions connexes à l'agriculture et à la viticulture, qui ont été déclarés bons par les conseils de revision de mai et juin derniers (I., n° 2388; an., S. de 1916, p. 1164). — Son rapport sur : les travaux de la Commission de l'armée, pendant la guerre 1914-1918 [Services automobiles] (I., n° 7260; an., S. de 1919, p. 2445). = Intervient dans la discussion d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2446). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 3). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations relatives à la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 461; *Son ordre du jour motivé présenté de concert avec MM. Pacaud et Connevot à la suite de la discussion de ces interpellations*, p. 472). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le ravitaillement en charbon de la région parisienne par camions automobiles (p. 601); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 560); d'une interpellation sur l'état de désorganisation des services automobiles à la suite du décret du 18 janvier 1918 (p. 1821, 1856; *Son ordre du jour motivé*, p. 1860). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Est entendu dans la discussion des propositions de loi relatives au vote par correspondance (p. 4460). = S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 635, 1459, 2692). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 397; A., S. de 1916, t. unique p. 998, 2685; A., S. de 1917, t. unique, p. 771, 2408; A., S. de 1918, t. unique, p. 2404, 3265; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1705, 3374).

MILHAUD (M. ALBERT), *Chef du cabinet du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement*, pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 521).

MILLERAND (M.), *Député de la 4^e circonscription du XII^e arrondissement de Paris [Seine], Ministre de la Guerre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130); de la Commission de la marine marchande (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). = Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. de Bourry par l'arrondissement de Louviers [Eure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 25).

Est nommé *Ministre de la Guerre* [Décret du 28 août 1914] (J. O., p. 7698). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à instituer une croix dite « croix de guerre » (A., S. de 1915, t. unique, p. 90); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1916 (p. 329); de la proposition de résolution tendant à assurer aux blessés, des sorties au grand air (p. 458); du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917 (p. 470 et suiv.). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables (*Discussion générale*, p. 804; *Ses observations relatives à l'économie de la proposition*, p. 912; *Articles de la proposition de loi et amendements*, p. 921 et suiv.); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 1237 et suiv.); de la proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre (p. 849). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne faire aucune nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur en dehors de la zone des armées (p. 851). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (*Aide aux prisonniers de guerre*, p. 894); de la proposition de loi tendant à soumettre aux obligations militaires les Sénégalais des communes de plein exercice (p. 992). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution relative à l'exercice immédiat de la réquisition générale par les Ministères de la Guerre, de la

Marine et des colonies (A., S. O. de 1915, t. 2, p. 1067). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1207 et suiv.); du projet de loi concernant la création ou l'agrandissement de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées alliées (p. 1232); du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats de la Guerre (p. 1267); du projet de loi tendant à maintenir à la disposition du Ministre de la Guerre, jusqu'à la cessation des hostilités, les hommes de la classe 1888 (p. 1374 et suiv.). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [Relèvement de la solde des soldats] (p. 1375 et suiv.). — Est entendu dans la discussion de la proposition de résolution concernant l'affectation spéciale en temps de guerre des hommes inobilisés, pères de familles nombreuses (p. 1469).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion des interpellations concernant les marchés de la Guerre (p. 1849). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (A., S. de 1916, t. unique, p. 2545 et suiv.). — Prend part à la discussion des interpellations sur les déclarations du Gouvernement et sur sa politique générale (A., S. de 1917, t. unique, p. 3033).

En qualité de *Commissaire général de la République à Strasbourg*, est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4174); est entendu dans la discussion de ce projet de loi (p. 4219, 4284, 4331). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 188; A., S. de 1917, t. unique, p. 2374). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 561; A., S. de 1916, t. unique, p. 75; A., S. de 1917, t. unique, p. 6, 623, 1726, 3212; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 325, 1237).

MILLEVOYE (M.), *Député de la 2^e circonscription du XVI^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 182).

— Demande à interpellier le Gouvernement sur l'organisation et le développement des camps d'instruction (p. 185). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris le 15 juin 1914 (p. 340). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Discussion générale*, p. 615). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant les décrets de naturalisation (A., S. de 1915, t. unique, p. 45, 50). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur la nomination de deux Sous-Secrétaires d'Etat au Ministère de la Guerre (p. 1004); du projet de loi concernant les troupes auxiliaires marocaines (p. 1662); d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Aéronautique militaire, ouverture et annulation de crédits pour la nomination de Ministres d'Etat et la suppression de Sous-Secrétaires d'Etat (p. 1778). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (A., S. de 1916, t. unique, p. 114); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Assistance aux militaires tuberculeux*, p. 1352); des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Ses observations sur l'article 4 du nouveau texte de la Commission*, p. 1591); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1762); du projet de loi sur la dénaturalisation (p. 1921 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2582, 2583). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'affaire des carbures (A., S. de 1917, t. unique, p. 297); prend part à la discussion des interpellations relatives à cette affaire (p. 352, 360). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur l'inégalité des soldes et salaires octroyés aux mobilisés (p. 430 et suiv.); d'une interpellation sur le ravitaillement des coopératives de la zone des armées (p. 546). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'une interpellation relative à l'organisation de l'aéronautique militaire (p. 550). — Intervient dans la discussion sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret,

des interpellations sur l'aéronautique militaire (A., S. de 1917, t. unique, p. 705). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 720 et suiv.); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2109); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Allocations aux Femmes de mobilisés*, p. 1444). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'application intégrale des programmes d'artillerie (p. 2289). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le personnel et l'action diplomatiques (p. 2787). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, p. 3142. Titre I^{er}. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Amendement de M. Goude à l'article 2*, p. 3247, 3249; *Amendement de M. Puech au paragraphe 7 de l'article 2 modifié par la Commission*, p. 3275. — Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chap. I^{er}. Des droits à la pension : *Observations concernant le paragraphe 2 de l'article 9*, p. 3459. Chap. II. Fixation de la pension : *Amendements concernant l'article 15*, p. 3749). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Amendement relatif à la création de divers monopoles d'Etat*, p. 3562). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 435); des interpellations sur la réorganisation économique du pays (p. 872). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 188, 2593; A., S. de 1918, t. unique, p. 126). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 978).

MILLIAUX (M.), *Député de l'arrondissement d'Auxerre [Yonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. ? p. 104). = Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation;

de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Ses rapports, au nom du 5^e Bureau, sur les élections : de M. Damour par la 1^{re} circonscription de Mont-de-Marsan [Landes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 38); de M. Bouyssou (Léo) par la 2^e circonscription de Mont-de-Marsan [Landes] (p. 39); de M. Legros par la 2^e circonscription de Blois [Loir-et-Cher] p. 216). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur l'exercice du contrôle militaire dans l'usine Guilliet d'Auxerre [Yonne] (A., S. de 1916, t. unique, p. 366); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Ses observations relatives au privilège des bouilleurs de cru*, p. 1313; *Explique son vote ainsi que celui de plusieurs de ses collègues sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1365).

MIRMAN (M.), *Directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522).

MISTRAL (M.), *Député de la 2^e circonscription de Grenoble [Isère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission des marchés (p. 2026); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2636); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2717). = Sa proposition de loi tendant à limiter les profits des fournisseurs de la Guerre et de la Marine par la revision des marchés et par le remboursement à l'État des bénéfices supérieurs au 10 0/0 (I., n° 887; an., S. de 1915, p. 382). — Sa proposition de loi tendant à orga-

niser la production de guerre par la réquisition des mines et des établissements industriels et par la réglementation de l'appel et de l'emploi de la main-d'œuvre militaire (I., n° 1187; an., S. de 1915, p. 850). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à compléter l'article premier de la loi du 16 mars 1915 concernant la fabrication, la vente et la circulation de l'absinthe (I., n° 1206; an., S. de 1915, p. 855). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à enrayer l'augmentation du coût de la vie par la fixation de tarifs maxima et par le contrôle de la vente des denrées et produits de première nécessité (I., n° 1366; an., S. de 1915, p. 1045). — Sa proposition de loi tendant à étendre aux ouvriers d'État, gardiens de batterie et adjudants d'administration du génie le bénéfice de la loi du 7 avril 1917 et du décret du 3 mai 1917, relatifs aux allocations temporaires de cherté de vie (I., n° 3651; an., S. de 1917, p. 1133). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver l'avenant en date du 19 décembre 1914 au traité intervenu, le 28 décembre 1907, entre la ville de Paris et la Compagnie d'Orléans, pour régler les conditions de construction et d'exploitation d'une voie ferrée de raccordement entre l'entrepôt général du quai Saint-Bernard, à Paris, et la voie ferrée de la Compagnie (I., n° 681; an., S. de 1915, p. 213). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, sur le recrutement de la magistrature coloniale et les garanties conférées aux magistrats coloniaux (I., n° 985; an., S. de 1915, p. 509). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la fixation des dates d'échéance des pensions (I., n° 1396; an., S. de 1915, p. 1084). — Son rapport sur le projet de loi tendant à faire bénéficier les familles belges, réfugiées en France et ayant à l'armée des fils ou proches parents d'un rang inférieur à celui d'officier, des dispositions de la loi du 22 juin 1915 sur la gratuité d'envoi de paquets postaux (I., n° 1739; an., S. de 1916, p. 118). — Son rapport sur la proposition de loi concernant les chemins de fer d'intérêt local et les tramways (I., n° 2659; an., S. de 1916, p. 1626). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser les militaires russes et serbes combattant avec les troupes françaises à recevoir gratuitement, une fois par mois, un paquet postal

recommandé (I., n° 2941; an., S. de 1917, p. 52). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Marchés de mitrailleuses et accessoires. — Fournitures Hotchkiss] (I., n° 4072 et annexe, an., S. de 1917, p. 2184 et annexe, p. 2913). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Marchés d'affûts-trépiéds pour mitrailleuse modèle 1907] (I., n° 4500; an., S. de 1918, p. 448). — Son rapport sur le rôle et la situation de la métallurgie en France [Aluminium] (1) (I., n° 6566; an., S. de 1919, p. 147). — Son rapport sur un marché de 200.000 fusils 1907-1915 conclu par le Service des Forges avec la Société d'entreprises électriques et le Syndicat stéphanois de l'armement devenus Société Industrielle d'Armement à Saint-Etienne (I., n° 7107; an., S. de 1919, p. 3069). — Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. Briquet par la 1^{re} circonscription d'Arras [Pas-de-Calais] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 57). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son amendement au paragraphe 5 de l'article 6*, A., S. de 1915, t. unique, p. 224). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Son amendement*, p. 920; *le retire*, p. 921); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 1240). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1633, 1634, 1771). — Prend part à la discussion des interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1942, 1943, 1944, 1945). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 215 et suiv.; *Article premier : Établissement de la contribution*, p. 234; *Sa disposition additionnelle à cet article*, p. 243, 244). — Est entendu dans la discussion : des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Amendement de MM. Lévassour et Aubriot à l'article 14*, p. 825 et suiv., de ce

(1) Ce document n'a pas été publié.

projet de loi, modifié par le Sénat (*Son amendement à l'article 14*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1629; *Son amendement au paragraphe 15 de cet article*, p. 1631); du projet de loi concernant les franchises postales concédées aux troupes en campagne (A., S. de 1916, t. unique, p. 1012; *Ses amendements à l'article premier*, p. 1013). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1204 et suiv.); d'une interpellation sur les réquisitions de vins (p. 1858); d'une proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2232); du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918 (p. 2459). — Est entendu : sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2542 et suiv.); dans la discussion de diverses interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2642). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement à l'article 5 concernant l'impôt sur le revenu*, p. 2714; *Officiers, sous-officiers, soldats en sursis d'appel ou mobilisés à l'intérieur pour concourir à une industrie de guerre*, p. 2816). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 10, 601, 625, 3441). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (p. 121). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les pères de familles nombreuses*, p. 259); de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (*Contre-projet de M. Jobert*, p. 496; *Ses observations sur l'article 6*, p. 564; *Son amendement à l'article 8*, p. 568 et suiv.; *Retire un amendement à l'article 9*, p. 570; *Ses amendements : à l'article 10*, p. 1094; *à l'article 13*, p. 1095; *Sa disposition additionnelle à ce dernier article*, p. 1096; *Motion tendant au renvoi de la proposition à la Commission*, p. 1108). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1048, 1069). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, d'une interpellation sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre

à l'égard des délégués à la conférence de Stockholm (A., S. de 1917, t. unique, p. 1350). — Prend part à la discussion ; des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2358); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Son amendement concernant l'allocation de cherté de vie à certaines catégories de fonctionnaires*, p. 2512; *le retire*, p. 2513; *Personnel auxiliaire des trésoreries générales, des recettes ou autres fonctionnaires ou assimilés du Ministère des Finances*, p. 2526; *Son amendement relatif à la mise en régie intéressée des établissements travaillant pour la guerre*, p. 2562; *retrait*, p. 2563). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique vis-à-vis de la Russie (p. 3310); développe cette interpellation (p. 3782). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (p. 3841); du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (A., S. de 1918, t. unique, p. 1107); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1614). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Sa demande de scrutin public à la tribune sur une disposition additionnelle relative à la cessation ou à la modification du privilège*, p. 1758); du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2023); du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéfices] (*Discussion générale*, p. 2893). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3159). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur la situation financière de la France et l'établissement, dès 1919, d'un budget normal et équilibré (A., S. O., de 1919, t. unique, p. 939, 1031); du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1040); des projet et propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 1750, 2214). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1795); du projet de loi, modifié par le Sénat,

Concernant l'échange des monnaies allemandes (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1903); d'une proposition de résolution tendant à assurer à la France les indemnités qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne (p. 1932). — Est entendu dans la discussion des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 (*Cession de matériel à des gouvernements étrangers*, p. 2603). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Affaires étrangères : *Discussion générale*, p. 2832); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels, sur l'Exercice 1919, pour nouvelles avances exceptionnelles de traitement aux personnels civils de l'État (p. 3049); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3735, 3954); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4002). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les grèves de Vienne [Isère] (p. 4163); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4605).

MOIZARD (M. le sous-intendant militaire), *Sous-Directeur au Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : 1° du projet de loi portant ouverture et annulation sur les Exercices 1915 et 1916 de crédits concernant les services de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1244); 2° du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*ibid.*); de la proposition de résolution concernant le paiement des produits réquisitionnés aux cultivateurs (p. 1701).

MOLLE (M.), *Député de la 3^e circonscription de Montpellier [Hérault].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 289). = Sa proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 77 du Code pénal (I., n° 629 et annexe; an., S. O. de 1915, p. 175, et annexe, p. 176). — Sa proposition de loi portant amélioration de pensions inscrites au Grand Livre de la dette publique [Retraites des douanes] (I., n° 3882; an., S. de 1917, p. 1440). — Sa proposition de loi concernant l'extension aux retraités de la Caisse des invalides de la marine de la loi du 18 octobre 1917 portant attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités de l'État (I., n° 4346; an., S. de 1918, p. 225). = Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. Groussau, par la 9^e circonscription de Lille [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); prend part à la discussion des conclusions de ce rapport (p. 365, 367). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internationale de San-Francisco (p. 493). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 76); du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Sa disposition additionnelle à l'article premier*, p. 243; *la retire*, *ibid.*; *Son sous-amendement concernant une disposition additionnelle de M. Mistral à cet article*, *ibid.*). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Briquet à l'article 9 devenu article 8*, p. 2050). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la mise à la disposition des ports maritimes, de wagons et autres moyens de transport (p. 2191); développe cette interpellation (p. 2298 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la réforme du régime des entrepôts (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 402 et suiv.). — Demander à interpeller le Gouvernement sur le décret portant interdiction des importations étrangères (p. 922). = Son

décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2259).

MONESTIER (M.), *Député de l'arrondissement de Florac [Lozère], Vice-président de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (p. 288). = Son avis sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à créer, le plus rapidement possible, en particulier dans le Massif central, des usines hydro-électriques (I., n° 3024; an., S. de 1917, p. 161). = Son rapport sur les propositions de résolution : 1° de M. Albert Thomas et plusieurs de ses collègues, tendant à ériger un buste de Jean Jaurès dans une salle intérieure du Palais-Bourbon; 2° de M. Paul-Meunier et plusieurs de ses collègues, tendant à placer au Palais-Bourbon le buste de Jean Jaurès, du statuaire Gabriel Pech; 3° de M. Denys Cochin et plusieurs de ses collègues, tendant à placer un buste d'Albert de Mun dans une des salles du palais de la Chambre des Députés; 4° de M. Bokanowski, tendant à ériger dans une salle du Palais-Bourbon le buste d'Abel-Ferry, Député des Vosges, mort sur le champ de bataille dans l'exercice de ses fonctions de délégué de la Commission de l'armée (I., n° 6099 et 6099 rectifié; an., S. de 1919, p. 1327). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 113). — Préside : la séance du 8 juillet (p. 486); la 1^{re} séance du 12 juillet (p. 701). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Préside la séance du 12 février (p. 130). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1916, t. unique (p. 3). — Préside la séance du 10 mars (p. 479); ses observations concernant le règlement de l'ordre du jour (p. 495 et suiv.). — Préside : la séance du 13 avril (p. 839); la séance du 25 octobre (p. 2139); la séance du 27 novembre (p. 2508). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 2). — Préside : la séance du 17 janvier (p. 55); la séance du 7 mars (A., S. de 1917, t. unique, p. 581); la 2^e séance

du 1^{er} août (p. 2288); la séance du 12 novembre (p. 3005); la séance du 12 décembre (p. 3337); la 1^{re} séance du 20 décembre (p. 3479); la 3^e séance du 21 décembre (p. 3587); la 1^{re} séance du 24 décembre (p. 3669); la 1^{re} séance du 27 décembre (p. 3753); la 1^{re} séance du 28 décembre (p. 3802). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Préside : une partie de la séance du 24 janvier (p. 136); la séance du 20 février (p. 443); la séance du 13 mars (p. 827); la 1^{re} séance du 28 mars (p. 1039); la 1^{re} séance du 30 mars (p. 1129); la séance du 16 mai (p. 1345); la 1^{re} séance du 18 décembre (p. 3057); la 1^{re} séance du 26 décembre (p. 3187). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Préside : la 2^e séance du 18 janvier (p. 59); la séance du 29 janvier (p. 231); la 1^{re} séance du 11 février (p. 435); la 1^{re} séance du 13 février (p. 509); la 2^e séance du 19 février (p. 625); son allocution concernant l'attentat dont a été victime M. Georges Clemenceau, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (ibid.). — Préside : la 1^{re} séance du 26 février (p. 739); la 2^e séance du 3 mars (p. 875); la 1^{re} séance du 14 mars (p. 1039); la 2^e séance du 19 mars (p. 1139); la 1^{re} séance du 26 mars (p. 1289); la 2^e séance du 17 avril (p. 1825); la séance du 23 mai (p. 2119); la 1^{re} séance du 11 juin (p. 2297); la 1^{re} séance du 20 juin (p. 2476); la 1^{re} séance du 27 juin (p. 2676); la 1^{re} séance du 4 juillet (p. 2887); la 1^{re} séance du 11 juillet (p. 3061); la 1^{re} séance du 17 juillet (p. 3183); la 1^{re} séance du 25 juillet (p. 3345). = Ses rapports, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Veber (Adrien) par la 1^{re} circonscription de Saint-Denis [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 75); de M. Laval par la 2^e circonscription de Saint-Denis [Seine] (p. 76). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins (*Son amendement à l'article premier*, A. S. de 1915, t. unique, p. 728 et suiv.; *Ses observations sur l'article 3*, p. 739; *Son amendement à l'article 4*, p. 743 et suiv.; *Son amendement à l'article 7*, p. 750; *Ses observations concernant l'article 11*, p. 751 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins

de fer du Sud de la France (A., S. de 1918, t. unique, p. 1230). — Prend part à la discussion : de diverses propositions de loi relatives à une prime de démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 792); d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (p. 2047); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2224). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1794, 2650; A., S. de 1917, t. unique, p. 1349; A., S. de 1918, t. unique, p. 509, 2070).

MONMERQUÉ (M.), *Directeur par intérim des ports maritimes.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1239); du projet et de la proposition de loi concernant le port de Marseille et l'étang de Berre (p. 219); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2375); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2446); des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 2630).

MONPLANET (M. DE), *Député de l'arrondissement de Montmorillon [Vienne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre ; de la Commission de la législation fiscale; de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des comptes définitifs (A., S. de 1915, t. unique, p. 27). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'accroître, par des mesures fiscales, les produits de l'exploitation de divers services publics, de limiter les fraudes, de remanier divers impôts existants et d'instituer des impôts sur la dépense et une taxe annuelle sur les ca-

pitaux recueillis à titre gratuit [Art. 67 et 68. — Droit de statistique.] (I., n° 4492; an., S. de 1918, p. 444.) = Son opposition à l'inscription sans débats de la proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (A., S. de 1915, t. unique, p. 982). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (Impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole : *Ses observations : sur l'article 19*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1887; *sur l'ensemble de la loi*, p. 1899). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations relatives aux affaires Bolo Pacha et du *Bonnet Rouge* (p. 2704); d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de terre (p. 2831); du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Allocations*, p. 3515; *Taxe sur les successions*, p. 3551; *Son amendement concernant les titres ou valeurs remis aux héritiers moins de six mois avant le décès du de cujus*, p. 3568; *Constatation de la perception de la taxe sur les paiements et dépenses*, p. 3642; *Déclaration des ventes*, p. 3643). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéfices] (A., S. de 1918, t. unique, p. 2958). — Prend part à la discussion : de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 764); de plusieurs interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2866). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 386, 439; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1319, 1333, 3183).

MONS (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Tulle [Corrèze].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98) = Président du 11^e Bureau (F. n° 21, J. O. de 1914, p. 5961). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de la législation fiscale; de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289);

de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission de comptabilité (F., n° 3 et 7; J. O. de 1918, p. 925). — Sa proposition de loi tendant à instituer une médaille dite du « Mérite civil » (I., n° 598; an., S. O. de 1915, p. 157). — Sa proposition de loi tendant à la vente de liqueurs spiritueuses à consommer sur place avant 9 heures du matin (I., n° 713; an., S. de 1915, p. 246). — Sa proposition de loi tendant à créer des caisses départementales des invalides de la guerre et à rendre l'Hôtel des Invalides de Paris à sa destination primitive (I., n° 907; an., S. de 1915, p. 407). — Sa proposition de loi tendant à maintenir leur emploi antérieur aux hommes mobilisés et à attribuer des fonctions civiles aux combattants des armées de terre et de mer (I., n° 908; an., S. de 1915, p. 407). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 500.000 francs pour venir en aide, dans le département de la Corrèze, aux victimes d'un violent orage (I., n° 3613; an., S. de 1917, p. 1069). — Sa proposition de loi relative à l'admission d'office au bénéfice de l'assistance médicale gratuite des anciens militaires non titulaires de pension (I., n° 5587; an., S. de 1919, p. 121). — Sa proposition de loi ayant pour objet de dispenser les mutilés et réformés de la guerre titulaires d'une pension, ainsi que leurs employeurs, des versements obligatoires prescrits par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières (I., n° 5627; an., S. de 1919, p. 383). — Sa proposition de résolution tendant à perpétuer le souvenir des soldats tombés au cours de la guerre (I., n° 6024 rectifié; an., S. de 1919, p. 1216). — Sa proposition de loi tendant à l'augmentation graduelle des pensions des armées de terre et de mer (I., n° 6874; an., S. de 1919, p. 2688). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Marché de 200.000 fusils, 1907-1915, passé avec la Société française d'entreprises électriques et le Syndicat stéphanois de l'armement national] (1) (I., n° 3720; an., S. de 1917, p. 800). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Manufacture d'armes de Tulle] (I., n° 3721; an. S. de 1917, p. 1313); son deuxième rapport (I., n° 4843; an., S. de 1918, p. 923); son troisième

rapport (I., n° 6196; an., S. de 1919, p. 1636). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur la proposition de loi de M. Maurice Viollette ayant pour but d'assurer, après la guerre, la gratuité des frais médicaux ou chirurgicaux aux militaires réformés pour maladies ou blessures survenues ou aggravées pendant leur présence sous les drapeaux (I., n° 3854; an., S. de 1917, p. 1407). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi relative à l'application de la loi du 27 mai 1918 sur l'évaluation des biens immobiliers en matière de succession (I., n° 4856; an., S. de 1918, p. 930). — Son rapport supplémentaire sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi relative à l'application de la loi du 27 mai 1918 sur l'évaluation des biens immobiliers en matière de succession (I., n° 4870; an., S. de 1918, p. 940). — Son rapport sur les marchés passés par le service des poudres avec la Société des forces motrices et usines de l'Arve (I., n° 7067; an., S. de 1919, p. 3031). — Ses rapports, au nom du 1^{er} bureau, sur les élections : de M. Delcassé, par l'arrondissement de Foix [Ariège] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 10); de M. le général Pedoya, par l'arrondissement de Pamiers [Ariège] (p. 10). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement concernant la publicité commerciale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2731). — Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 443).

MONTAIGU (M. le comte HUBERT DE),
Député de la 2^e circonscription de Saint-Nazaire
[Loire-Inférieure].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 [Art. 2 concernant les hommes de la classe 1888] (I., n° 1305; an., S. de 1915, p. 984). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'armée, sur la proposition de loi de M. l'amiral Bienaimé et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de modifier la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer et

(1) Ce document n'a pas été publié.

portant modification de la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime (I., n° 1329; an., S. de 1915, p. 1021). — Son rapport sur le projet de loi relatif au corps des interprètes militaires (I., n° 1756; an., S. de 1916, p. 128). — Son rapport sur : 1° le projet de loi relatif à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupe et des officiers combattants dans une arme autre que leur arme d'origine; 2° le projet de loi tendant à modifier l'article premier du décret du 12 novembre 1914 relatif à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active, ratifié par la loi du 30 mars 1915; 3° la proposition de loi de M. Ceccaldi et plusieurs de ses collègues, tendant à renforcer les cadres de l'armée et à utiliser dans les unités combattantes tous les officiers et hommes affectés à des services sédentaires; 4° la proposition de loi de MM. J. Noulens et Abel Gardéy, tendant à assurer le renforcement des cadres des unités combattantes par une meilleure utilisation des officiers des services; la proposition de loi de MM. Arthur Levasseur, Paul Aubriot et Jules Cabrol, tendant à restituer à leur arme d'origine les officiers des armes combattantes versés dans les services administratifs et à remplacer par des « officiers auxiliaires » les officiers aptes à faire campagne actuellement immobilisés dans les services sédentaires (I., n° 1921; an., S. de 1916, p. 505); son rapport supplémentaire sur ces projets et propositions (I., n° 2358; an., S. de 1916, p. 1145). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. Jean Durand (Aude) et plusieurs de ses collègues invitant le Gouvernement, au cas où la classe 1888 serait appelée en partie, à n'appeler les agriculteurs qu'en dernier lieu; 2° la proposition de résolution de M. Henri Connevot et plusieurs de ses collègues, tendant à suspendre, pendant la période des travaux agricoles, les appels des agriculteurs mobilisables non encore convoqués et à la délivrance des congés à ceux présents sous les drapeaux (I., n° 1973; an., S. de 1916, p. 569). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à procéder, dans le plus bref délai possible, à la révision de tous les suris d'appel (I., n° 2266; an., S. de 1916, p. 942). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif : 1° à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes et des officiers combattants dans une arme autre que dans leur arme d'origine; 2° à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active (I.,

n° 2580; an., S. de 1916, p. 1502); son rapport supplémentaire (I., n° 2685; an., S. de 1916, p. 1643); son second rapport supplémentaire (I., n° 2767; an., S. de 1916, p. 422). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'ancienneté des officiers de réserve admis dans l'armée active antérieurement au 21 décembre 1916 (I., n° 3596; an., S. de 1917, p. 1053). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion des projets de loi relatifs à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes, des officiers combattant dans une arme autre que leur arme d'origine et des officiers de réserve dans l'armée active (A., S. de 1916, t. unique, p. 1580). — Est entendu, en cette même qualité, au sujet de l'ajournement de la discussion des propositions de loi tendant à renforcer les cadres de l'armée (p. 1694). — Prend part à la discussion d'un projet de loi modifiant les dispositions relatives à l'admission des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant une position spéciale pour les colonels (*Ses amendements*, p. 1841 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Son amendement*, A., S. O. de 1917, t. unique, p. 721; *Sa disposition additionnelle*, p. 743; *Articles de la proposition de loi*, p. 747 et suiv.; *Ses observations sur l'ensemble*, p. 761 et suiv.); du projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le statut des officiers généraux, colonels et fonctionnaires de grades correspondants (p. 1148). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 561; A., S. O. de 1917, t. unique, p. 1360).

MONTI DE REZÉ (M. DE), *Député de la 1^{re} circonscription de Laval [Mayenne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission des mines, (p. 289); de la Commission de l'Administration générale (A., S. de 1917, t. unique, p. 2009). — Sa proposition de résolution concernant les permissions agricoles (I., n° 3499; an., S. de 1917, p. 907). — Sa proposition de résolution concernant le paiement des céréales réquisitionnées (1) (I.,

(1) Ce document n'a pas été publié.

n° 5617 ; an., S. de 1919, p. 1682). = Son rapport, au nom du 6^e Bureau, sur l'élection de M. de Hercé par la 1^{re} circonscription de Mayenne [Mayenne] (A., S. O. de 1914, t. 2, 49). — Prend part à la discussion du projet loi modifiant les dispositions relatives à l'admission des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels une position spéciale (*Son amendement*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1842 ; *le retire*, *ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (*Son amendement au paragraphe 3 de l'article 22*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2021 ; *retrait*, p. 2022) ; de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2077) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Veuves de militaires ayant opté pour le régime de la pension*, p. 2361). — Prend part à la discussion de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 557). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 627). — Son rapport sur une pétition (p. 1981). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1294, 1858 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 1558, 2252 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 854, 2775).

MONTIGNY (M.), *Directeur du personnel et du matériel au Ministère des Finances.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508).

MONTJOU (M. DE), *Député de la 1^{re} circonscription de Poitiers [Vienne].*

Son élection est validée (A., O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 289) ; de la Commission de revi-

sion des lois constitutionnelles (F. n° 244 ; J. O. de 1916, p. 10942). = Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. Robert par la 1^{re} circonscription de Montbrison [Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 39). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 790 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 1242).

MONZIE (M. DE), *Député de l'arrondissement de Cahors [Lot], Sous-Secrétaire d'État des Transports et de la Marine marchande.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Sa proposition de loi tendant à l'organisation du crédit hypothécaire maritime (I., n° 902 ; an., S. O. de 1915, p. 404). — Sa proposition de loi tendant à organiser la liquidation des engagements en cours sur le marché financier de Paris (I., n° 1134 ; an., S. de 1915, p. 807). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la désignation de conseillers des affaires musulmanes (I., n° 1451 ; an., S. de 1915, p. 1273). — Sa proposition de loi tendant à la modification de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention (I., n° 1832 ; an., S. de 1916, p. 317). — Sa proposition de résolution concernant l'institution d'un brevet international (I., n° 1875 ; an., S. de 1916, p. 342). — Sa proposition de résolution tendant à la modification des règlements ou usages en vertu desquels la croix de la Légion d'honneur ne peut être conférée à un militaire décédé (I., n° 2531 ; an., S. de 1916, p. 1468). — Sa proposition de loi tendant à l'institution d'une régie intéressée pour l'importation des cafés verts en France (I., n° 2842 ; an., S. de 1916, p. 1856). — Sa proposition de loi concernant la titularisation des admissibles aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (I., n° 3354 ; an., S. de 1917, p. 764). — Sa proposition de résolution concernant l'utilisation immédiate du canal du Midi (I., n° 4698 ; an., S. de 1918, p. 645). — Sa proposition de loi tendant à l'organisation du statut régional des voies navigables (I., n° 5530 ; an., S. de 1919, p. 2153). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant l'institution d'un brevet international (I., n° 5734 ; an., S. de 1919, p. 853). — Sa proposition de résolution tendant à

la suppression des restrictions réglementaires sur le marché des valeurs et à l'élaboration d'un nouveau statut financier (I. n° 5830 ; an., S. de 1919, p. 949). — Sa proposition de loi relative à la limitation des droits d'octroi sur les coquillages (I., n° 6139 ; an., S. de 1919, p. 1406). — Sa proposition de loi tendant à la cession de charbon à prix réduits à l'industrie française des transports maritimes (I., n° 6350 ; an., S. de 1919, p. 1944). — Intervient dans la discussion des projets de résolution concernant les grandes Commissions (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 195). — Prend part à la discussion de l'élection de M. de Castelnau par l'arrondissement de Saint-Affrique [Aveyron] (p. 353, 355, 357, 360). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Discussion générale*, p. 607). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs immobilières dépossédés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (A., S. de 1915, t. unique, p. 374, 376). — Prend part à la discussion concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé un projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 595). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétaire d'État de la Marine marchande (p. 602) ; d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des employés et ouvriers (*Amendement de M. Ribeyre à l'article 62*, p. 695) ; d'une proposition de loi tendant à l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (p. 977 et suiv.). — Dépose une proposition de loi tendant à organiser la liquidation des engagements en cours sur le marché financier de Paris et en demande le renvoi à une Commission spéciale (p. 1075 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le décret relatif à la liquidation des opérations restées en suspens à la Bourse de Paris (p. 1295) ; développe cette interpellation (p. 1320 et suiv. ; *Son ordre du jour motivé*, p. 1333). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1751, 1754). — Retire sa proposition de

résolution tendant à la désignation de conseillers des affaires musulmanes (A., S. de 1915, t. unique, p. 1822). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre ; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (A., S. de 1916, t. unique, p. 256 et suiv.). — Adresse, au Ministre de la Guerre, une question relative à la réquisition des vins dans la 17^e région (p. 322). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi concernant le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (p. 501 et suiv.) ; de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Contre-projet de M. Briquet*, p. 1551) ; d'une proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Discussion générale*, p. 1652 et suiv. ; *Amendement de M. André Hesse à l'article premier*, p. 1658 et suiv. ; *Disposition additionnelle de M. Viollette à cet article*, p. 1675 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la reconstitution de la flotte marchande et la création d'un crédit hypothécaire maritime (p. 1661) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*) ; développe cette interpellation et prend part à la discussion de diverses autres interpellations sur la marine marchande (p. 2471 et suiv. ; p. 2490 et suiv. ; p. 2518 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant acceptation définitive de la donation consentie à l'Etat par M. Auguste Rodin (p. 1715 et suiv.) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Usines hydrauliques*, p. 1808 et suiv.) ; des interpellations relatives à l'utilisation des effectifs militaires (p. 2204 et suiv.). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion d'une interpellation relative à la politique du Gouvernement en Grèce (p. 2632) ; sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2643). — Son amendement additionnel à l'article 7 du projet de loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française (p. 2879). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des vœux émis par la Chambre de commerce de Lyon le 1^{er} février 1917 et sur la politique économique par laquelle il entend répondre à la guerre sous-marine (A., S. de 1917, t. unique, p. 423) ; est entendu sur la

fixation de la date de la discussion (p. 423, 424, 552); développe cette interpellation (A., S. de 1917, t. unique, p. 607 et suiv., p. 649 et suiv.). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (p. 1167). — Est entendu: sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, d'une interpellation sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre à l'égard des délégués à la Conférence de Stockholm (p. 1350 et suiv.); dans la discussion des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1364 et suiv.). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la marine marchande (p. 1579 et suiv.).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat des Transports maritimes et de la Marine marchande au Ministère des Travaux publics et des Transports* [Décret du 4 juillet 1917] (J. O., p. 5147). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant l'achat de navires à l'étranger (p. 2188, 2197).

Est nommé *Sous Secrétaire d'Etat des Transports maritimes et de la Marine marchande au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7230).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et Marine marchande] (p. 3872, 3876). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et Marine marchande] (A., S. de 1918, t. unique, p. 589): d'une interpellation sur l'organisation du matériel de transport des denrées alimentaires et spécialement du matériel des wagons-réservoirs (p. 1863). — Demande à interpeller le Gouvernement sur son programme de reconstitution économique et maritime (p. 2808). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendement relatif aux crédits concernant l'aviation*, p. 3363). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 412). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi ayant pour objet la concession aux commis d'enregistrement et d'hypothèques de certaines garanties

de stabilité (p. 706). — Est entendu dans la discussion d'interpellations concernant la démobilisation des usines (p. 815). — Demande l'ordre du jour pur et simple à la suite de la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1029). — Prend part à la discussion: des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant les prix des tabacs indigènes*, p. 1375): d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1823); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1882). — Est entendu: dans la discussion du projet de loi tendant à ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et à élever le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 1910, 3001). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la politique dont il entend user avec le Saint-Siège (p. 1984). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1998). — Prend part à la discussion: du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2467. Affaires étrangères, *discussion générale*, p. 2828 et suiv.); d'interpellations sur la répartition du sucre et la question de la vie chère (p. 3252). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la date à laquelle le Ministre des Finances compte émettre un emprunt nécessaire et sur l'ensemble de sa politique financière (p. 3282); développe cette interpellation (p. 3290 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 3331). — Prend part à la discussion: du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3756, 4006, 4263); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3954). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 1401, 1476, 1793, 2373, 2772). — Obtient des congés (A., S. O. de 1916, t. unique, p. 1080; A., S. de 1918, t. unique, p. 1745, 2080).

MORAIN (M.), *Directeur du personnel au Ministère de l'Intérieur*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 522).

MORDRELLE (M. LE GÉNÉRAL), *Directeur, Chef des services militaires au Ministère des Colonies.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914* (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 509).

MOREL (M. PAUL), *Député de l'arrondissement de Vesoul [Haute-Saône], Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, puis Sous-Secrétaire d'Etat de la Liquidation des stocks.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de la législation fiscale (p. 289); de la Commission du budget (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). = Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi sur les mesures à prendre et les dépenses à engager pour assurer le rétablissement des voies ferrées dans leur situation d'avant-guerre (L., n° 5476; an., S. de 1918, p. 2158). = Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur les élections : de M. Reboul par la 2^e circonscription de Montpellier [Hérault] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 32); de M. Louis Deschamps par la 1^{re} circonscription de Rennes [Ille-et-Vilaine] (p. 33); de M. de Kernier par l'arrondissement de Vitré [Ille-et-Vilaine] (p. 34). — Est élu membre du Conseil supérieur des retraites ouvrières (A., S. O. de 1914, t. 2 (p. 458). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914 modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu; détermination du revenu imposable*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 731; *Son amendement concernant les éléments d'appréciation*, p. 762; *Amendement de M. de Gailhard-Bancel relatif à l'article 19*, p. 763; *Son amendement relatif à la taxation après décès du redevable*, p. 793). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1915 (p. 861). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Amendement de M. Paul-Meunier à l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, A., S. de 1916, t. unique,

p. 1336; *Son amendement au même article*, p. 1339 et suiv.).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7230).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur les successions*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3547; *Son amendement y relatif*, p. 3548; *Son amendement concernant les parents collatéraux au delà du quatrième degré*, p. 3553, 3559; *Titres et valeurs remis aux héritiers moins de six mois avant le décès du de cujus*, p. 3570; *Impôts sur les paiements et dépenses*, p. 3638; *Son amendement concernant la déclaration des ventes*, p. 3645). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (*Ses amendements*, A., S. de 1918, t. unique p. 934); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1324); d'interpellations concernant la crise des transports (p. 2148); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre*, p. 2470); du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (*Relèvement de la solde des caporaux et soldats*, p. 2602). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3016). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, dans la discussion du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant-guerre (p. 3410 et suiv.). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la démobilisation et les sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 214).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances, chargé de la liquidation des stocks* [Décret du 6 février 1919] (J. O., p. 1400). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggra-

vées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 465, 534, 591, 666, 859; *Seconde délibération*, p. 1078); du projet de loi relatif au fonctionnement de l'Office de liquidation des stocks (p. 665). — Répond à une question relative au payement des contributions par les démobilisés (p. 896). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Ministère des Finances] (*Vérification des perceptions, diminution du nombre des percepteurs*, p. 955; *Suppression de bureaux d'enregistrement*, *ibid.*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1295, 1324, 1535, 2654, 2660). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôt sur le revenu*, p. 1369). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1803). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la liquidation des stocks (p. 1826); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2421, 2461); des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3385); du projet de loi portant ratification de l'accord intervenu avec les Etats-Unis d'Amérique pour la cession des stocks américains (p. 4475). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1872). = Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 1).

MOREL (M. VICTOR), *Député de l'arrondissement de Montreuil [Pas-de-Calais]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission du travail; de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. de 1917, t. unique, p. 185); de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi tendant à faire attribuer aux départements sinistrés l'aide de l'Etat pour la réalisation de leurs travaux prévus avant la guerre (I., n° 5507; an., S. de 1918, p. 2931). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'intensification de la culture des céréales panifiables par une augmentation de l'attribution en nature réservée aux producteurs (I.,

n° 5045; an., S. de 1918, p. 800) (1). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'intensification de la culture de l'avoine par une augmentation de l'attribution réservée aux producteurs pour la nourriture des chevaux et mulets affectés à l'exploitation agricole (I., n° 5046; an., S. de 1918, p. 800) (1). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture (I., n° 6681; an., S. de 1919, p. 2353). = Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion : de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3905, 3934.) = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1915, t. unique, p. 773, 841).

MORIN (M. FERDINAND), *Député de la 2^e circonscription de Tours [Indre-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Secrétaire du 7^e Bureau (F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857. = Membre : de diverses Commissions (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370; F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 avril 1831 relative aux pensions à attribuer aux veuves de militaires appelés sous les drapeaux par le décret de mobilisation du 2 août 1914 (I., n° 845; an., S. O. de 1915, p. 339). — Sa proposition de résolution concernant le vin fourni aux soldats à titre remboursable (I., n° 3794; an., S. de 1917, p. 959). = Son annexe au rapport sur la proposition de loi tendant à appliquer aux réformés n° 1 et à tous les bénéficiaires de pensions et de ratifications de réforme le bénéfice du droit d'option reconnu aux veuves par la loi du 9 avril 1915 (I., n° 4552; an., S. de 1918, p. 504). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires sur la proposition de loi de M. Jules Nadi et plusieurs de ses collègues, tendant à appliquer aux réformés n° 1 et à tous les bénéficiaires de pensions et de gratifications de

(1) Ce document a pas été publié.

réforme le bénéfice du droit d'option reconnu aux veuves par la loi du 9 avril 1915 (I., n° 5216 ; an., S. de 1918, p. 1818). — Son rapport sur le projet de loi tendant à améliorer et à unifier les régimes de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat (I., n° 6778 ; an., S. de 1919, p. 2597). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1915, t. unique, p. 1063). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la crise des transports (A., S. de 1916, t. unique, p. 679) ; du projet de loi concernant l'attribution, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (*Son amendement*, p. 2847 ; *le retire*, p. 2848). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Augmentation des salaires des cheminots*, A., S. de 1917, t. unique, p. 819 et suiv.) ; de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Son amendement*, p. 2050) ; du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Son amendement concernant le taux de la pension ou de la gratification*, p. 3428). — Titre III : Droit des ascendants, *Son amendement au paragraphe 2 de l'article 19*, A., S. de 1918, t. unique, p. 88. — Titre V : Dispositions diverses concernant l'application de la loi, *Son article additionnel concernant les pensionnaires résidant à l'étranger*, p. 275) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 354, 538, 599, 669, 922). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 923). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Allocation aux mobilisés sans famille* (A., S. de 1917, t. unique, p. 3516). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur les réquisitions opérées par l'intendance (A., S. de 1918, t. unique, p. 1871) ; du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (*Sa disposition additionnelle*, p. 2025) ; d'interpellations relatives au ravitaillement de la population civile (p. 2089) ; du projet de loi tendant à réta-

blir les voies ferrées dans leur situation d'avant-guerre (p. 3415, 3439) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'échange des monnaies allemandes (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1903). — Ses rapports sur des pétitions (p. 3098). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi améliorant les régimes de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat (p. 3845). — Prend part à la discussion des crédits applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4153).

MORIN (M. J.-B.), *Député de l'arrondissement de Sancerre [Cher]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission du règlement (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 2156) ; de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026). — Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour objet de compléter l'article 135 du Règlement de la Chambre [Répartition des places dans la salle des séances] (I., n° 78 ; an., S. O. de 1914, p. 1855). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Marchés passés par la sous-intendance B du camp retranché de Paris avec divers fournisseurs] (I., n° 3259 ; an., S. de 1917, p. 602). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Achats de sabots-galoches en fibrite] (I., n° 4163 ; an., S. de 1917, p. 2241). — Son rapport au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. Delory par la 3^e circonscription de Lille [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 54). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de résolution complétant l'article 135 du Règlement de la Chambre [Répartition des sièges dans la salle des séances] (*Discussion générale*, p. 268). — Est entendu dans la discussion de l'élection de M. Groussau par la 3^e circonscription de Lille [Nord] (p. 361, 363. *Sa motion tendant à une enquête parlementaire*, p. 365). — Adresse une question au Ministre de la Guerre sur sa récente circulaire relative aux recommandations (A., S. de 1915, t. unique, p. 133). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes,

des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (A., S. de 1917, t. unique, p. 747). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 3071). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations concernant les questions de démobilisation (A., S. de 1918, t. unique, p. 3014). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1584). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 302, 2556; A., S. de 1917, t. unique, p. 1092, 1586; A., S. de 1918, t. unique, p. 1; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3539).

MOURIER (M.), *Député de la 1^{re} circonscription d'Alais [Gard], Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Guerre (Administration générale de l'armée), puis Sous-Secrétaire d'État du service de santé militaire.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (p. 289); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459); de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 500.000 francs destiné à venir en aide aux viticulteurs de l'arrondissement d'Alais [Gard] (I., n° 66; an., S. O. de 1914, p. 1831). — Sa proposition de résolution sur le remplacement des professionnels (tailleurs, cordonniers, selliers) présents dans les dépôts par des réservistes de l'armée territoriale de même spécialité (I., n° 1689; an., S. de 1916, p. 49). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la situation des hommes mis en sursis comme manœuvres et au titre de professions diverses (I., n° 1750; an., S. de 1916, p. 123). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à procéder dans le plus bref délai possible à la revision de tous les

sursis d'appel (I., n° 2023; an., S. de 1916, p. 617). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés, officiers, sous-officiers, caporaux et soldats, appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (I., n° 2879; an., S. de 1917, p. 20). — Sa proposition de loi attribuant la solde mensuelle aux sous-officiers provenant des récupérés ou exemptés qui ont accompli depuis la mobilisation deux ou trois ans de présence effective sous les drapeaux (I., n° 4206; an., S. de 1918, p. 25). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée (I., n° 3600; an., S. de 1917, p. 1059). = Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur les élections : de M. Bergeon par la 1^{re} circonscription de Marseille [Bouches-du-Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 13); de M. Cadenat par la 2^e circonscription de Marseille [Bouches-du-Rhône] (p. 13); de M. Joseph Thierry par la 3^e circonscription de Marseille [Bouches-du-Rhône] (p. 13); de M. Chevillon par la 4^e circonscription de Marseille [Bouches-du-Rhône] (p. 14); de M. Bouge par la 5^e circonscription de Marseille [Bouches-du-Rhône] (p. 15). — Adresse au Ministre de la Guerre une question relative à la réquisition des vins (A., S. de 1916, t. unique, p. 122). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate de sa proposition de résolution concernant la situation des hommes mis en sursis d'appel comme manœuvres (p. 303); prend part à cette discussion (p. 354 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Ses observations concernant l'appel de la classe 1888*, p. 710). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application de la résolution votée le 24 juillet concernant la revision de tous les sursis d'appel (p. 1692); développe cette interpellation (p. 2025 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1772 et suiv.). — Son addition à l'ordre du jour présenté par M. Guiraud à la suite de la discussion d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (p. 2104). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur l'utilisation des effectifs militaires (p. 2205). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le recensement de la

classe 1918 (A., S. de 1916, t. unique, p. 2458). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises ou à prendre pour intensifier le recrutement indigène dans l'Afrique du Nord (p. 2508). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (A., S. de 1917, t. unique, p. 710 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1919).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre (Administration générale de l'armée)* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O. n° 7229). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Blanchissage du linge de corps des hommes de troupe au front, éclairage des soldats, transport gratuit des colis envoyés aux soldats*, p. 2516; *Amendement concernant le Bulletin des armées*, p. 2522; *Commissaires militaires des gares*, p. 2523; *Instituteurs placés dans le service auxiliaire à la suite de maladies contractées ou aggravées dans le service*, p. 2524; *Ouverture de lettres adressées aux parlementaires*, p. 2536; *Indemnité représentative de vivres aux permissionnaires*, p. 2536; *Étudiants vétérinaires mobilisés*, p. 2538; *Allocations*, 2566). — Demande l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi sur l'amnistie militaire (p. 2585). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution relative aux permissions agricoles et aux sursis spéciaux à accorder aux hommes des régions libérées (p. 2587). — Demande l'ajournement de la discussion d'une proposition de résolution relative au fonctionnement de la justice militaire (p. 2590). — Demande le renvoi à une autre séance de la suite de la discussion d'une proposition de résolution concernant la nomination d'une Commission chargée d'étudier les événements survenus du 4 août au 20 décembre 1914 (p. 2592). — Demande le renvoi à la Commission du règlement d'une proposition de résolution concernant la création d'une Commission centrale de contrôle (p. 2596). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions des viticulteurs et des agriculteurs (p. 2598, 2601).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat du service de santé militaire* [Décret du 5 février 1918] (J. O., p. 1380). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (A., S. de 1918,

t. unique, p. 2000) ; des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3312; *Démobilisation des médecins et infirmières*, p. 3365; *Dentistes militaires*, p. 3367). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 888). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Paiement du salaire du personnel civil du service de santé*, p. 1458). — Répond à une question concernant les hôpitaux de Lens (p. 2042). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations concernant l'application de la loi des pensions (p. 2697 et suiv.) ; du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3143). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 372, 2694; A., S. O. de 1917, t. unique, p. 789, 1532). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 856; A., S. de 1918, t. unique, p. 60).

MOUSTIER (M. le marquis DE), *Député de l'arrondissement de Baume [Doubs]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'agriculture (A., S. de 1915, t. unique, p. 27) ; de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur, « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455) ; de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les élections : de M. Mando, par l'arrondissement de Loudéac [Côtes-du-Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 21) ; de M. Chavoix, par la 2^e circonscription de Périgueux [Dordogne] (p. 23) ; de M. Bertrand (Lucien), par l'arrondissement de

Nyons [Drôme] (p. 24). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 1706, 2482; A., S. de 1918, t. unique, p. 621). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 456; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 370, 1563, 3493).

MOUTET (M.), *Député de la 6^e circonscription de Lyon [Rhône]*.

Son élection est validée (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 934). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission des affaires extérieures (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur, « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). = Sa proposition de loi concernant les professeurs, chefs de travaux, titulaires ou stagiaires et vétérinaires diplômés des écoles vétérinaires nationales (I., n° 2005; an., S. de 1916, p. 595). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, sur les obligations militaires des nationaux des pays alliés résidant en France (I., n° 3737; an., S. de 1917, p. 1250). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de garantir leur emploi aux mobilisés (I., n° 3756; an., S. de 1917, p. 1317). — Sa proposition de résolution en faveur de l'égalisation de traitement entre les instituteurs indigènes et les instituteurs français de nos écoles d'Algérie (I., n° 5004; an., S. de 1918, p. 1194). — Sa proposition de loi tendant à l'application de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes à l'Algérie et aux colonies françaises (I., n° 5774; an., S. de 1919, p. 899). — Sa proposition de résolution tendant à transformer les enseignements complémentaires d'otorhinolaryngologie et d'urologie de la Faculté de médecine de l'Université de Lyon en chaires magistrales (I., n° 6162; an., S. de 1919, p. 1324). = Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des subs-

tances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne (I., n° 1387; an., S. de 1916, p. 346). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rechercher et à faire connaître les complices de l'aventurier Goldsoll (I., n° 4036; an., S. de 1917, p. 1830). — Son rapport sur les propositions de loi concernant l'accession des indigènes aux droits civils et politiques (I., n° 4383; an., S. de 1918, p. 314). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant le recrutement de l'inspection des colonies (I., n° 4481; an., S. de 1918, p. 431). — Son rapport sur le projet de loi sur l'accession des indigènes musulmans algériens aux droits politiques (I., n° 4920; an., S. de 1918, p. 1304). — Son rapport sur la proposition de loi concernant les nominations aux fonctions de conseiller-rapporteur et de conseiller-rapporteur adjoint près le conseil de gouvernement de l'Algérie (I., n° 5934; an., S. de 1919, p. 1113). = Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1915, t. unique, p. 616). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'État de la Guerre (p. 1248); d'une proposition de loi relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre (p. 1821). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et loyers pendant la guerre (*Contre-projet de M. Lauche*, A., S. de 1916, t. unique, p. 453. Exonérations et délais : *Amendement de M. Ernest Lafont à l'article 25 réservé*, p. 1048 et suiv.). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi concernant le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (p. 505). — Ses rapports sur des pétitions (p. 608, 1165, 1509, 1850, 2272). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'émission des valeurs mobilières pendant la durée des hostilités (*Son amendement*, p. 1085 et suiv.); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses (p. 1416 et suiv.); soulève un incident au sujet d'une lettre produite par le rapporteur de cette proposition de loi (p. 1428). — Est entendu dans la discussion de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Contre-projet de M. Briquet*, p. 1548 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation générale de l'Indochine (p. 1732).

Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (*Son amendement concernant la production de la preuve*, p. 1835 et suiv.) ; des interpellations sur l'utilisation des effectifs militaires (p. 2208). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1917, t. unique, p. 334, 1217, 1338, 1529, 2772). — Intervient dans la discussion de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 615, 658 et suiv.). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Son amendement*, p. 2055 ; *Ses observations*, p. 2110) ; des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2363). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le recrutement des ouvriers chinois (p. 2374). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Étudiants vétérinaires mobilisés*, p. 2538 ; *Envoi en France d'employés de chemins de fer américains*, p. 2576). — Sa question au Ministre des Travaux publics concernant l'arrivée en France de techniciens américains pour l'exploitation des chemins de fer (p. 2578). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et aux mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'œuvre de justice (p. 2699). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le personnel et l'action diplomatiques (p. 2786). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les directions qu'il entend donner à la politique extérieure de la France (p. 2860) ; développe cette interpellation (p. 2863). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenu par suite de la guerre actuelle (Titre I^{er}. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Amendement de M. Goude à l'article 2*, p. 3244, 3250 ; *Article 2 modifié par la Commission*, p. 3258 ; *Son amendement au paragraphe premier*, p. 3266 ; *Ses observations sur le paragraphe 2*, ibid. ; *Amendement de M. Gabriel Maunoury au paragraphe 6*, p. 3267 ; *Amendement de M. Goude au paragraphe 7*, p. 3272 ;

Amendement de M. Bonnefoy au même paragraphe, A., S. de 1917, t. unique, p. 3278 ; *Paragraphe 8 modifié par la Commission*, p. 3313 ; *Son amendement à ce paragraphe*, p. 3315 ; *Son amendement à l'article 5 concernant la concession de la gratification*, p. 3316. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Son article nouveau concernant les militaires indigènes des possessions françaises et colonies*, A., S. de 1918, t. unique, p. 237 ; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 282) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 909). — Demande à interpellier sur les négociations poursuivies entre les Gouvernements alliés à l'insu des Parlements (A., S. de 1917, t. unique, p. 3311) ; développe cette interpellation (p. 3774). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de résolution concernant l'aventurier Goldsoll (p. 3378). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 3441). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'insuffisance de l'approvisionnement en farine de la région lyonnaise (A., S. de 1918, t. unique, p. 7) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 8, 144). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le régime de censure politique appliqué aux journaux républicains de province (p. 9). — Est entendu pour un fait personnel (p. 46). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire assurer par la justice militaire le respect des règles du droit au bénéfice de tous les inculpés (p. 59). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée : « La part du combattant » (p. 113). — Ses rapports sur des pétitions (p. 119, 264, 1238, 2076, 2501, 2743, 3184). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à la liaison maritime entre la France et l'Algérie (p. 155). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (p. 144) ; prend part à cette discussion (p. 175). — Demande une modification à l'ordre du jour (p. 170). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux avances à faire aux Gouvernements alliés ou amis (p. 224). — Est entendu dans la discussion d'interpellations sur le fonctionnement de la justice militaire (p. 343). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif

aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 376, 434, 444). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les garanties de justice réservées aux accusés devant les conseils de guerre (p. 1437). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2008); dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie (*Discussion générale*, p. 2100, 2140, 2234; *Sa motion préjudicielle*, p. 2266; *la retire*, p. 2267; *Ses amendements*, p. 2274 et suiv., 2348 et suiv.; *Ses observations sur l'article 2*, 2256). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2168); du projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de Français (p. 2513; *Ses amendements*, p. 2521 et suiv., 2531). — Est entendu sur le renvoi de la discussion du projet de loi sur l'accession des indigènes musulmans algériens aux droits politiques (p. 2561). — Prend part à la discussion : du projet de loi accordant une indemnité aux personnels civils de l'Etat (p. 2655); du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2680); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3250). — Parle sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 19). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 1251); propositions faites en 1917 par des éléments populaires de Hongrie d'organiser dans ce pays une insurrection tendant à faire la paix séparée, p. 1314 et suiv.). — Est entendu : sur le procès-verbal de la 2^e séance du 26 mars 1919 (p. 1329); dans la discussion d'interpellations sur les récents événements de la Russie et de la mer Noire (p. 2341). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Agriculture et Ravitaillement : *Discussion générale*, p. 2608. Finances : *Discussion générale*, p. 2780 et suiv.); du projet de loi concernant le règlement transactionnel des litiges relatifs aux transports militaires sur les grands réseaux (p. 3523); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3726); du projet de loi portant approbation du Traité

de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3987); de propositions de résolution tendant à la publication des Comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4499).

MOULTON (M.), *Directeur de l'Imprimerie nationale*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires pour l'aménagement de nouveaux ateliers dans les bâtiments de la rue de la Convention (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 439); du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3284); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2790).

MUN (M. le comte ALBERT DE), *Député de la 2^e circonscription de Morlaix [Finistère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (p. 288). — Ses rapports, au nom du 9^e Bureau, sur les élections : de M. Henry-Paté par la 1^{re} circonscription du 11^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 72); de M. Millerand par la 1^{re} circonscription du 12^e arrondissement de Paris [Seine] (p. 79). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 924).

MUN (M. BERTRAND DE), *Député de la 1^{re} circonscription de Reims [Marne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 120). — Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A. S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission de la

législation fiscale (A., S. O. de 1918, t. unique, p. 2791); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273); des traités de paix (p. 2838). = Son rapport au nom de la Commission des régions libérées chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à laisser en l'état actuel un groupe de ruines des régions dévastées en vue d'y organiser le culte du souvenir par des caravanes scolaires (I., n° 6291; an., S. de 1919, p. 1786). = Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. Taudière (Henry) par l'arrondissement de Bressuire [Deux-Sèvres] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 83). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 1294); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les

faits de la guerre (p. 3084, 3176; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 75, 101, 150, 242 et suiv.); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1639, 1656, 1682); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la protection des appellations d'origine (p. 1942); d'interpellations relatives à l'aggravation de la crise des transports (p. 2015); d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour la protection des monuments historiques endommagés par faits de guerre (p. 2065); d'un projet de loi portant création d'un office de reconstruction des immeubles détruits par faits de guerre (p. 2122). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1811). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302; A., S. de 1916, t. unique, p. 38, 1428, 2650; A., S. de 1917, t. unique, p. 440, 1532).

N

NADAUD (M.), *Directeur du personnel et du matériel au Ministère des Finances.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2790); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 450); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3037).

NADI (M. JULES), *Député de la 2^e circonscription de Valence [Drôme].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1916, t. unique, p. 168); de la Commission des comptes définitifs (p. 2467); de la Commission des décrets (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10962). — Sa proposition de loi réglant la situation militaire des pères de familles nombreuses (I., n° 617; an., S. de 1915, p. 167). — Sa proposition de loi concernant les membres de l'enseignement primaire, primaire supérieur, secondaire et supérieur appartenant à l'armée auxiliaire ou classés comme inaptes et faisant partie de l'armée territoriale et de sa réserve (I., n° 618; an., S. O. de 1915, p. 167). — Sa proposition de loi

tendant à étendre aux ascendants (père, mère, grand-père, grand-mère) dont ils étaient les soutiens, le droit à la pension attribuée aux veuves et aux orphelins des militaires frappés à l'ennemi (I., n° 619; an., S. O. de 1915, p. 168). — Sa proposition de loi autorisant la création d'un timbre spécial de la Croix-Rouge à 0 fr. 05 destiné à la correspondance militaire (I., n° 1169; an., S. de 1915, p. 837). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 43 et 57 de la loi du 13 mars 1875 relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (I., n° 1255; an., S. de 1915, p. 948). — Sa proposition de loi relative à la réglementation des contrats d'assurance-vie dont les titulaires sont morts à l'ennemi, ou morts ou mutilés à la suite de blessures de guerre, ou décédés sous les drapeaux par suite de maladie ou d'accident, ainsi qu'au paiement des primes dues par les mobilisés à la fin des moratoires (I., n° 1775; an., S. de 1916, p. 149). — Sa proposition de résolution concernant l'application de la loi du 5 août 1914 [Allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien est appelé ou rappelé sous les drapeaux], présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1776; an., S. de 1916, p. 149). — Sa proposition de résolution tendant à attribuer la haute paye aux mobilisés appartenant aux vieilles classes de la réserve de l'armée territoriale non encore appelées et qui seraient dégagées de toute obligation militaire sans l'état de guerre (I., n° 1881; an., S. de 1916, p. 344). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la mise à la disposition de l'agriculture de la main-d'œuvre militaire (I., n° 1983; an., S. de 1916, p. 578). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de

300.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle dans l'arrondissement de Valence [Drôme] (1^{re} et 2^e circonscriptions) (I., n° 2327; an., S. de 1916, p. 1082). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant au vote d'une adresse à l'armée révolutionnaire de Russie (I., n° 3509; an., S. de 1917, p. 910). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le choix et la nomination des gradés par une commission de classement général, à partir du grade le plus inférieur (I., n° 3647; an., S. de 1917, p. 1132). — Sa proposition de résolution concernant l'octroi d'une permission de quinze jours tous les quatre mois aux soldats, caporaux, brigadiers, sous-officiers et officiers de la zone des armées (I., n° 3648; an., S. de 1917, p. 1133). — Sa proposition de résolution ayant pour objet de modifier les conditions d'attribution de la Légion d'honneur aux officiers de complément combattants (I., n° 3656; an., S. de 1917, p. 1136). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la modification immédiate du régime du blé, du pain et des autres céréales (I., n° 3685; an. S. de 1917, p. 1148). — Sa proposition de loi tendant à la création de taxes de timbre et d'enregistrement et au remaniement des taxes existantes (1) (I., n° 3748; an., S. de 1917, p. 1682). — Sa proposition de loi concernant le renvoi à l'arrière des soldats, caporaux, brigadiers et sous-officiers non commissionnés des armées et ayant trois années de front dans les unités combattantes, et la remise à ces militaires de la croix de guerre ou de la médaille militaire (I., n° 3766; an., S. de 1917, p. 1319). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, un crédit de 1.000.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs et habitants des communes de la 2^e circonscription de l'arrondissement de Valence (Drôme), victimes du cyclone des 9 et 10 août 1917 (I., n° 3856; an., S. de 1917, p. 1408). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à procéder à l'expertise immédiate des fabriques d'absinthe et liqueurs similaires (I., n° 3952; an., S. de 1917, p. 1675). — Sa proposition de loi concernant l'inscription, dans un livre d'or déposé au Panthéon, des noms de

tous les soldats, caporaux, sous-officiers et officiers des armées de terre et de mer morts pour la France (I., n° 4074; an., S. de 1917, p. 1978). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant au maintien des allocations aux foyers des réformés n° 1, lorsque ceux-ci justifieront se trouver dans l'impossibilité physique de travailler et tant que la nouvelle législation sur les pensions ne sera pas entrée en application (I., n° 4205; an., S. de 1918, p. 25). — Sa proposition de loi tendant à appliquer aux réformés n° 1 et à tous les bénéficiaires de pensions et de gratifications de réforme le bénéfice du droit d'option reconnu aux veuves par la loi du 9 avril 1915 (I., n° 4504; an., S. de 1918, p. 450). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 août 1917 (I., n° 4581; an., S. de 1918, p. 530). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à exonérer les mobilisés des impôts de la cote personnelle et mobilière (I., n° 4582; an., S. de 1918, p. 513). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder la haute paye d'ancienneté aux engagés volontaires pour la durée de la guerre (I., n° 4583; an., S. de 1918, p. 534). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant au paiement immédiat, avec rappel, du supplément de solde aux sous-officiers à solde mensuelle (I., n° 4584; an., S. de 1918, p. 534). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder, lors du décès de leur femme, une permission exceptionnelle de quinze jours à tous les mobilisés : officiers, sous-officiers, caporaux et hommes de troupe (I., n° 4585; an., S. de 1918, p. 534). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le relèvement de la solde des sous-officiers à solde journalière (I., n° 4586; an., S. de 1918, p. 535). — Sa proposition, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder à tous les mobilisés sans famille, l'allocation mensuelle prévue par la loi du 29 septembre 1917 (I., n° 4587; an., S. de 1918, p. 535). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 4 août 1917 visant le paiement de leur traitement aux agents de l'Etat en fonctions au moment de la mobilisation (I., n° 4596; an., S. de 1918, p. 542). — Sa proposition de loi tendant

(1) Ce document n'a pas été publié.

à l'institution du monopole des assurances par l'Etat (I., n° 5027 ; an., S. de 1918, p. 1267). — Sa proposition de résolution tendant au renvoi dans leur foyer des R. A. T. évacués du front pour maladie contractée ou aggravée dans le service et versés dans le service auxiliaire (I., n° 5036 ; an., S. de 1918, p. 1200). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 avril 1918 et à accorder le bénéfice de l'allocation supplémentaire de 20 francs par mois aux réformés n° 1 de la guerre, célibataires ou veufs sans enfants, et quel que soit le degré d'invalidité du réformé n° 1 (I., n° 5037 ; an., S. de 1918, p. 1200). — Sa proposition de résolution tendant à maintenir ou à accorder les majorations aux enfants des mobilisés ayant dépassé l'âge de seize ans, lorsque ceux-ci se trouvent infirmes et, par suite, incapables de travailler (I., n° 5043 ; an., S. de 1918, p. 1221). — Sa proposition de résolution tendant à l'attribution d'une allocation spéciale aux familles qui ont des mobilisés prisonniers en Allemagne (I., n° 5044 ; an., S. de 1918, p. 1221). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 12, titre III, de la loi du 4 août 1917 et à accorder le bénéfice de la loi du 5 août 1914, c'est-à-dire le cumul de leur traitement civil et de leur solde militaire, aux fonctionnaires titulaires de leur emploi au moment de leur appel sous les drapeaux, avant la guerre ou au cours de la guerre, et le bénéfice de la rétroactivité pécuniaire pour le traitement civil non perçu depuis la date de leur passage dans la réserve de l'armée active (I., n° 5146 ; an., S. de 1918, p. 1767). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à obtenir la libération des engagés spéciaux et des engagés pour la durée de la guerre avec, comme extrême limite, la date de la signature de la paix (I., n° 5523 ; an., S. de 1919, p. 3). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer aux militaires démobilisés de la réserve de l'armée territoriale ou autres le bénéfice matériel de leur permission de détente (I., n° 5524 ; an., S. de 1919, p. 946). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1913 sur l'assistance aux familles nombreuses (I., n° 5525 ; an., S. de 1919, p. 946). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à demander à la Conférence de la Paix que le

montant des indemnités dues aux victimes de la guerre, à titre de réparation des dommages causés aux personnes, soit imposé aux Empires centraux avant tout autre versement (I., n° 5776 ; an., S. de 1919, p. 902). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 juillet 1917, en ce qui concerne l'impôt cédulaire sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères (1) (I., n° 5818, an., S. de 1919, p. 1682). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la création, par le Gouvernement, d'une caisse d'aide nationale pour favoriser, dans leurs débuts, les représentants du commerce français à l'étranger (I., n° 6871 ; an., S. de 1919, p. 2687). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'attribution, pendant la durée des hostilités, d'allocations pour cherté de vie aux personnels civils de l'État (I., n° 3042 ; an., S. de 1917, p. 261). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à élever les tarifs des indemnités de cherté de vie allouées aux fonctionnaires de l'État en exécution du décret du 3 mai 1917 (I., n° 3445 ; an., S. de 1917, p. 859). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les veuves et à tous les orphelins des fonctionnaires civils, agents, sous-agents et ouvriers de l'État, décédés sous les drapeaux au cours de la guerre, le bénéfice de la loi du 4 août 1917 instituant des suppléments temporaires de traitements pour cherté de vie et des allocations temporaires pour charges de famille (I., n° 4316 ; an., S. de 1918, p. 173) ; son rapport supplémentaire (I., n° 4444 ; an., S. de 1918, p. 393). — Est entendu dans la discussion du projet et de la proposition de loi concernant les accidents agricoles (A., S. de 1915, t. unique, p. 628). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 792, 914 ; retire un amendement, p. 919) ; d'une proposition de résolution concernant l'affectation spéciale, en temps de guerre, des hommes mobilisés pères de familles nombreuses (p. 1467). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le moratorium des loyers et l'exercice de la saisie-gagerie sur les biens des mobilisés (A., S. de 1916, t. unique, p. 13). — Prend part à

(1) Ce document n'a pas été publié.

la discussion : d'une proposition de résolution concernant la solde des troupes (p. 213); d'une interpellation sur l'utilisation de la main-d'œuvre militaire dans les établissements travaillant pour la défense nationale (p. 379); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 532). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur le fonctionnement du Trésor et Postes, les colis postaux et la correspondance des soldats des pays envahis (p. 1466 et suiv. *Son ordre du jour motivé*, p. 1474); des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son amendement à l'art. 5 relatif à la nomination des délégués*, p. 1595 et suiv.); d'une interpellation sur l'interdiction de l'envoi de pain aux prisonniers de guerre (p. 1738). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'affectation des employés des P. T. T. des classes 1902, 1903, 1904 aux services télégraphiques et postaux des armées (p. 2192). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1917 (*Assistance aux femmes en couches*, p. 2660; *Son amendement relatif à la solde des officiers des affaires indigènes*, p. 2667; *Taxe sur les domestiques*, p. 2729; *Son article additionnel concernant les envois de tabac aux mobilisés de la zone des armées*, p. 2783; *Son amendement relatif aux surtaxes sur les télégrammes*, p. 2786; *le retire*, *ibid.*). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 2862). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 115 et suiv.). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les exemptés de la visite*, p. 254; *le retire*, *ibid.*); sur la fixation de la date de la discussion de son interpellation sur l'affectation des employés des postes, télégraphes et téléphones des classes 1902, 1903 et 1904 (p. 553); développe cette interpellation (p. 584 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 589). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Sa disposition additionnelle*, p. 874; *le retire*, p. 875). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des prisonniers français (p. 967). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à

accorder aux personnels civils de l'État des indemnités de cherté de vie (A., S. de 1917, t. unique, p. 1077); du projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits en vue d'accorder aux personnels civils de l'État des allocations de cherté de vie (p. 1163); de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats, appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Seconde délibération*, p. 2123). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions militaires (p. 2255). — Est nommé membre du Comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne (p. 2808). — Son rapport sur une pétition (p. 2858). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant l'attribution de la croix de guerre (p. 2961). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur l'attribution des permissions au front français et au front d'Orient (A., S. de 1918, t. unique, p. 250); d'une interpellation concernant la production de la chaussure nationale (p. 513). — Ses rapports sur des pétitions (p. 923). — Est nommé membre du Comité consultatif des assurances sur la vie et des entreprises de capitalisation (p. 2528). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la libération des vieilles classes (p. 2778). — Est entendu dans la discussion d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3012). — Est entendu sur une demande de transformation en interpellation d'une question relative aux militaires démobilisables condamnés par les conseils de guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 28). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 584, 612); d'une interpellation sur le décret et l'instruction relatifs à l'application du pécule aux familles des combattants morts pour la patrie (p. 658); de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 765, 783). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Cartoucherie de Valence*, p. 1348; *Son amendement concernant les impôts dus par les mobilisés*, p. 1358; *Son amendement relatif à l'impôt sur le revenu*, p. 1365); d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1569); des

crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 [*Fabrication de la chaussure nationale*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2632]. — Est entendu dans la discussion d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2706 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 820; A., S. de 1916, t. unique, p. 2611; A., S. de 1917, t. unique, p. 2374). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 163; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968).

NAIL (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Lorient [Morbihan], Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine, puis Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande, puis Ministre de la Justice.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de la marine (p. 288); de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés (I., n° 296; an., S. O. de 1914, p. 2064). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la subdivision des conservations d'hypothèques à Paris (1) (I., n° 592; an., S. de 1915, p. 1238). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à attribuer les recettes buralistes et les bureaux de tabac aux militaires blessés en campagne et aux veuves d'officiers ou de soldats morts au service de la patrie (I., n° 864; an., S. de 1915, p. 350). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur la proposition de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 523); prend part à la discussion des conclusions de ce rapport (p. 523). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, à la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (*Article additionnel de la Commission du budget relatif aux indemnités*, A., S. de 1915, t. unique, p. 137; *le retire*, p. 140, 142).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Marine* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813). — Retire un projet de loi modifiant le décret-loi du 12 décembre 1806 sur le pilotage (p. 1810). — Est entendu dans la

discussion : d'une interpellation sur la crise des frets (A., S. de 1916, t. unique, p. 623 et suiv.); d'une proposition de résolution tendant à réquisitionner la totalité de la flotte marchande française (p. 1438 et suiv.). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la reconstitution de la flotte marchande et la création d'un crédit hypothécaire maritime (p. 1662); dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Bateaux de pêche désarmés depuis la mobilisation*, p. 1805). — Prend part à la discussion de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2481, 2495 et suiv.; p. 2513 et suiv.).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande* au Ministère des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement [Décret du 14 décembre 1916] (J. O., p. 10800). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française (*Discussion générale*, p. 2873; *Amendement additionnel de M. de Monzie à l'article 7*, p. 2879). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Article nouveau proposé par la Commission concernant les bateaux armés à la petite pêche*, A., S. de 1917, t. unique, p. 135). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 575); dans la discussion du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 674 et suiv.).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2256). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 802 et suiv.). — Demande la discussion immédiate du projet de loi, modifié par le Sénat, instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 1165); prend part à cette discussion (p. 1167). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la marine marchande (p. 1565 et suiv.).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion d'une interpellation concernant l'achat de navires à l'étranger (p. 2187).

Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9178). — Est entendu sur la fixation de la date de la nomination d'une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusa-

(1) Ce document n'a pas été publié.

tion un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3097). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918, t. unique, p. 48, 260). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 313, 352, 400, 458, 491). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur l'application de la loi du 19 août 1916 relative aux baux ruraux (p. 325); dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Justice : *Commis-greffiers des tribunaux de première instance*, p. 658. Légion d'honneur : *Amendement tendant à réduire le supplément à la dotation*, p. 659). — Donne lecture d'un projet de loi autorisant la modification temporaire du ressort des cours et tribunaux et en demande la discussion immédiate (p. 1283). — Est entendu : sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à empêcher la violation de la loi sur les modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 1346); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les saisies-gageries ordonnées au mépris de la loi sur les loyers (p. 1351); sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à prévenir l'espionnage (p. 1367). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat (p. 1482). — Est entendu : sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi ayant pour objet de rendre applicable à tous les baux et locations verbales la loi du 9 mars 1918 (p. 1496); sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant l'effet des congés en matière de loyers (p. 1672). — Demande une séance spéciale pour la discussion du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers (p. 1708); prend part à cette discussion (p. 1728 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (p. 2305 et suiv.); d'un projet de loi concernant la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et des entreprises industrielles (p. 2384 ; *Seconde délibération*, p. 2411); d'un projet de loi concernant

l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du Budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Attachés de la chancellerie et des parquets des cours d'appel*, A., S. de 1918, t. unique, p. 2476). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de Français (p. 2515, 2533); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Augmentation des traitements des magistrats*, p. 3376). — Dépose un projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 [Répression de la spéculation] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 351); en donne lecture et demande la discussion immédiate (*ibid.*); prend part à cette discussion (p. 393, 411). — Répond à une question concernant l'application de la loi des loyers (p. 845). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1018, 1040, 1093, 1127, 1159, 1205). — Répond à une question concernant une délibération du Conseil municipal de Lyon (p. 1104); prend part à la discussion de cette question transformée en interpellation (p. 1106). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant les conditions dans lesquelles a été nommé procureur de la République à Saint-Etienne le procureur de la République de Lyon (p. 1885). — Demande l'ajournement de la discussion de plusieurs propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2098, 2110). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2435, 2678 et suiv.); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Procès-verbal dressé par un garde-chasse contre M. Paunier, conseiller municipal de Soucy [Yonne]*, p. 2775 ; *Création de nouveaux cantons judiciaires dans la ville de Lyon*, *ibid.* ; *Indemnité accordée aux membres des jurys criminels*, *ibid.* ; *Réinstallation de la cour d'assises de Douai*, p. 2776 ; *Revision des tarifs des officiers ministériels*, *ibid.* ; *Petit personnel de l'Office de législation étrangère*, *ibid.*). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus, au titre civil, au cours de la guerre (p. 3111); dans la discussion de ce projet de loi (p. 3115, 3140 et suiv.);

3263, 3348 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2383). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3404); du projet de loi renforçant temporairement le personnel du tribunal de première instance de la Seine (p. 3467 et suiv.); du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (p. 3472 et suiv.); du projet de loi sur les frais de justice criminelle (p. 3876); du projet de loi concernant la date de la cessation des hostilités (p. 4381 et suiv.); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4694 et suiv.; 4731, 4765); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 4821). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi relatif à l'exercice du droit de vote des réfugiés (p. 4756). — Est entendu au cours de la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par faits de guerre ou situés dans les localités évacuées ou envahies (p. 4770); du projet de loi fixant la date de cessation des hostilités (p. 4823).

NAVARRÉ (M.), *Député de la 2^e circonscription du 15^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914 t. 2, p. 103). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 303). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder une majoration supplémentaire de 0 fr. 25 par enfant aux femmes bénéficiant des allocations prévues par la loi du 5 août 1914 (I., n° 2127; an., S. de 1916, p. 686). — Sa proposition de loi tendant à déterminer exactement les quantités de céréales et de pommes de terre disponibles pour la consommation nationale (I., n° 3977; an., S. de 1917, p. 1726). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution concernant les conditions d'aménagement et d'armement des bateaux réquisitionnés pour le transport des

troupes et l'évacuation des malades et blessés (I., n° 1698; an., S. de 1916, p. 54). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes (I., n° 3876; an., S. de 1917, p. 1435). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à la création d'un Ministère de la Santé publique (I., n° 5131; an., S. de 1918, p. 1793). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris le 15 juin 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 335). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 842 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'État de la Guerre (p. 1245, 1256). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les causes de l'explosion de la rue de Tolbiac (p. 1588); développe cette interpellation (p. 1768 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, à l'éclairage et au chauffage (p. 1742). — Intervient dans la discussion : d'une interpellation sur l'explosion d'un dépôt de munitions survenue à Saint-Denis le 4 mars 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 494); d'une interpellation sur les causes de l'explosion de la Pâlice (p. 1230 et suiv.). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue rue de Tolbiac le 20 octobre 1915 (p. 1400 et suiv.). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion du projet de loi concernant l'adduction à Paris des eaux des sources de la Voulzie, du Durteint et du Dragon (p. 1698); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 1909 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement à l'article 50*, A., S. de 1917, t. unique, p. 92 et suiv.; *Ses observations sur le nouvel article 50 proposé par la Commission*, p. 133). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 1004 et suiv.); du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1031 et suiv.); du projet de loi portant imposition de la saccharine et des autres substances édulcorantes artifi-

cielles (A., S. de 1917, t. unique, p. 1062). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises pour assurer la soudure de la récolte en blé de 1917 avec les récoltes précédentes (p. 1193); développe cette interpellation (p. 1304 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 1331). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'organisation et le fonctionnement du service de santé lors de la dernière offensive (p. 1262). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur le service de santé (p. 1746). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2639). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le ravitaillement en farine et en pommes de terre (p. 2946); développe cette interpellation (p. 2984). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (p. 3831). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée « La part du combattant » (*Son addition à l'ordre du jour motivé présenté par M. Paisant* (A., S. de 1918, t. unique, p. 112). — Est entendu sur une demande d'ajournement de la discussion d'une interpellation concernant un militaire ayant pu exercer impunément et illégalement les fonctions de médecin militaire (p. 246). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 324). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à organiser la production du blé (p. 634); d'interpellations sur la catastrophe de la Courneuve (p. 889); du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1296); de la proposition de loi modifiant la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (A. S. O. de 1919, t. unique, p. 3497); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3757). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 1968).

NECTOUX (M.), Député de la 6^e circonscription de Sceaux [Seine].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission des

postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du suffrage universel (p. 289); de la Commission des dommages de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 2467). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'amélioration et à l'extension de l'outillage téléphonique à Paris et dans les départements (I., n° 1342; an., S. de 1915, p. 1425). — Son rapport sur le projet de loi portant prorogation de la convention signée le 15 octobre 1890 avec la Grande Compagnie des télégraphes du Nord pour l'exploitation de communications sous-marines entre Calais et Fanoë (I., n° 1688; an., S. de 1916, p. 49). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux franchises postales des troupes en pays étrangers (1) (I., n° 6485; an., S. de 1919, p. 2081). — Ses rapports, au nom du 8^e Bureau, sur les élections : de M. Voillot, par la 10^e circonscription de Lyon [Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 64); de M. Bonneville par la 2^e circonscription de Villefranche [Rhône] (p. 109). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Juridiction et procédure. *Son amendement à l'article 52*, A., S. de 1916, t. unique, p. 921; *le retire*, p. 922; *Retire un amendement à l'article 59*, p. 947). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (*Contre-projet de M. Jobert*, A., S. de 1917, t. unique, p. 495; *Ses observations sur l'article 6*, p. 562, 564). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi fixant les affectations, aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Ses amendements*, p. 740 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnité de vol des aviateurs*, A. S. de 1918, t. unique, p. 2198); du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2684); d'interpellations sur les mesures à prendre pour assurer dans toute l'industrie nationale le passage de l'état de guerre à l'état de paix (p. 3130). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1049); de la proposition de loi,

(1) Ce document n'a pas été publié.

modifiée par le Sénat, relative à l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels (p. 3226); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4419).

NÉREL (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Perpignan [Pyrénées-Orientales]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi tendant à venir en aide aux habitants du département des Pyrénées-Orientales victimes de l'inondation du 26 octobre 1913 (I., n° 1401; an., S. de 1915, p. 1088). = Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi ayant pour objet de suspendre, pendant la durée de la guerre, les droits d'entrée sur les fontes, fers et aciers (I., n° 2893; an., S. de 1917, p. 32). = Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur l'élection de M. Peyret par la 9^e circonscription de Lyon [Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 64). — Prend part à la discussion : de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Contre-projet de M. Bourély*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1544 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Mode de perception des taxes sur les boissons hygiéniques*, p. 2765). — Prend part à la discussion : du projet et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 913 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 2577); d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien

Ministre de l'Intérieur (*Sa motion préjudicielle*, p. 3148, 3154).

NEYRET (M.), *Député de la 3^e circonscription de Saint-Étienne [Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des mines (*ibid.*). = Sa proposition de résolution concernant les permissions accordées aux blessés (I., n° 2919; an., S. de 1917, p. 45). = Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Le Cherpy, par l'arrondissement de Falaise [Calvados] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 14). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Manufacture de Saint-Étienne*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1348). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 350; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1793).

NIBELLE (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Rouen [Seine-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de la Commission des programmes électoraux (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine marchande (*ibid.*); de la Commission de l'administration générale (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission des travaux publics (p. 2791). = Sa proposition de loi relative à l'abrogation de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 instituant une taxe sur les objets de luxe et à son remplacement par une taxe sur le chiffre d'affaires (I., n° 4730; an., S. de 1918, p. 754). — Sa proposition de résolution tendant à la création de timbres-poste français commémoratifs de la victoire (I., n° 6398; an., S. de 1919, p. 2005). = Son rapport sur le projet de loi modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril 1906 et l'article 15 de la loi du 7 avril

1902 sur la marine marchande (I., n° 2320 ; an., S. de 1916, p. 1080). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre (I., n° 3481 ; an., S. de 1917, p. 890). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre (I., n° 3934 ; S. de 1917, p. 1646). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi ayant pour but de remplacer, pendant la durée de la guerre, les lois et règlements concernant actuellement le sauvetage des épaves (I., n° 3991 ; an., S. de 1917, p. 1731). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine marchande, sur la proposition de loi de M. Charles Chaumet et plusieurs de ses collègues, concernant l'attribution de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire avec traitement au personnel de la marine marchande (I., n° 4270 ; an., S. de 1918, p. 131). — Son rapport sur la proposition de loi relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés (I., n° 4436 ; an., S. de 1918, p. 380). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Maurice Braibant tendant à compléter la loi du 19 avril 1918, relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés ; 2° la proposition de loi de M. Jovelet ayant pour objet de compléter l'article 5 de la loi du 19 avril 1918, relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés (I., n° 5096 ; an., S. de 1918, p. 1563). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la concession aux commis d'enregistrement et d'hypothèques de certaines garanties de stabilité (I., n° 5656 ; an., S. de 1919, p. 495). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant la recherche et l'organisation rationnelle de champs d'aviation sur l'ensemble du territoire (I., n° 6782 ; an., S. de 1919, p. 2399). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention passée le 24 février 1910, avec la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, et relative à la concession du chemin de fer de Monéteau à Saint-Florentin (I., n° 7023 ; an., S. de 1919, p. 2953). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la prorogation de la loi du 19 avril 1918 relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés (I., n° 7138 ; an., S. de 1919, p. 3120). — Ses rapports, au nom du 9^e Bureau, sur les élections : de M. Aubriot, par la 1^{re} circonscription du 15^e arrondissement de Paris [Seine]

(A., S. O. de 1914, t. 2, p. 73) ; de M. Millevoye, par la 2^e circonscription du 16^e arrondissement de Paris (*ibid.*) ; de M. Levasseur, par la 2^e circonscription du 13^e arrondissement de Paris (p. 115). — Prend part, en qualité de *Rapporteur de la Commission de l'administration générale*, à la discussion d'une proposition de résolution tendant à établir une carte de poudre de chasse (A., S. de 1917, t. unique, p. 2971). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion de la proposition de loi relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés (A., S. de 1918, t. unique, p. 1221). Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 1242) ; prend part à sa discussion (p. 1244). — Son rapport sur une pétition (p. 1693). — Demande, en qualité de *Rapporteur de la Commission d'administration générale*, le retrait provisoire de l'ordre du jour du projet de loi relatif à la concession aux commis d'enregistrement et d'hypothèques de certaines garanties de stabilité (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3625). — Est entendu dans la discussion : 1° du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés ; 2° de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 4435). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 701 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 394 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 438 ; A., S. O., de 1919, t. unique, p. 751, 2267). — Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 699).

NOËL (M.), *Député de l'arrondissement de Verdun [Meuse]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192) ; de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289) ; de la Commission des réparations des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1682) ; de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamna-

tion prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). — Sa proposition de résolution concernant la constatation des dommages de guerre (I., n° 3714; an., S. de 1917, p. 1162). — Sa proposition de résolution concernant les municipalités des régions libérées (I., n° 5337; an., S. de 1918, p. 17). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant modification de l'article 9 de la loi du 20 mars 1880 sur le service d'état-major, modifié par la loi du 18 février 1901 et des tableaux annexés à la loi du 28 avril 1900, modifiant, en ce qui concerne les officiers d'administration des services de l'intendance et de santé, les lois des 16 mars 1882 et 1^{er} juillet 1889 sur l'administration de l'armée (I., n° 1623; an., S. de 1915, p. 1439). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi concernant la solde des troupes (I., n° 1725; an., S. de 1916, p. 67). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi modifiant la limite d'âge des colonels et des officiers généraux (I., n° 1938; an., S. de 1916, p. 514). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi relatif aux pensions à accorder aux ouvriers d'Etat de première classe de l'artillerie et du génie, aux gardiens de batterie et aux adjudants d'administration du génie (I., n° 2041; an., S. de 1916, p. 718). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Pierre Deyris et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer un diplôme à remettre aux familles des officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer morts pour la patrie depuis le début des hostilités (I., n° 2053; an., S. de 1916, p. 632). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution de MM. Henry Paté et Petitjean invitant le Gouvernement à accorder d'urgence un insigne spécial aux militaires de tous grades mis hors cadres, ou réformés, ou versés dans le service auxiliaire pour blessures de guerre ou maladie contractée au service (I., n° 2417; an., S. de 1916, p. 1172). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi modifiant les dispositions actuelles relatives au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels une position spéciale (I., n° 2528; an., S. de 1916, p. 1468). — Son avis présenté, au nom de la Commission

du budget, sur la proposition de loi de MM. Henry Paté, Jules-Louis Breton et Albert Thiéry (Meuse), invitant le Gouvernement à donner aux chimistes militaires, pendant la durée de la guerre, l'équivalence entre les grades universitaires et diplômes d'ingénieurs chimistes et les grades militaires (I., n° 2604; an., S. de 1916, p. 1556). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, relatif : 1° à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes et des officiers combattants dans une arme autre que dans leur arme d'origine; 2° à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active (I., n° 2704; an., S. de 1916, p. 1655). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution de M. Durafour et plusieurs de ses collègues, tendant à étendre aux caporaux, caporaux-fourriers et soldats le bénéfice de la haute paye (I., n° 3045; an., S. de 1917, p. 224). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre de la Guerre, d'un crédit de 60.040.000 francs, sur l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires ouverts par la loi du 30 décembre 1916, en vue d'assurer la constitution de fonds destinés à être versés aux militaires mobilisés lors de leur retour dans leurs foyers (I., n° 3142; an., S. de 1917, p. 397). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre de la Guerre, de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 (I., n° 4437; an., S. de 1918, p. 381). — Son rapport sur : 1° le projet de loi tendant à attribuer aux mobilisés une indemnité de sortie de campagne; 2° les propositions de loi : de M. Drivet et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder une prime de retour à tous les soldats, caporaux, sous-officiers des armées de terre et de mer, à leur libération; de M. Camille Blaisot, tendant à allouer à tous les mobilisés, lors de leur démobilisation, une indemnité de retour de campagne; de M. Edouard Pouzet, tendant à accorder aux militaires et marins de la grande guerre (1914-1919) de tous grades, appelés ou rappelés, une rente nationale pour services exceptionnels rendus à la patrie; de M. Camille Reboul, tendant à accorder à chaque soldat, au moment de sa démobilisation, la propriété entière de tous ses vêtements militaires : uniforme, linge de corps, coiffures et

chaussures, et à lui solder son livret de pécule au taux de 1.000 francs ; de M. Peyroux et plusieurs de ses collègues, tendant à faire attribuer une pension de 50 francs annuelle et viagère, à tout combattant ou assimilé, officier, sous-officier ou soldat qui, au cours de la guerre 1914-1918, aura été décoré de la croix de guerre ; de M. Joseph Deçais, tendant à attribuer à tout mobilisé un titre de rente compensatoire de l'impossibilité où il a été mis de faire œuvre de prévoyance ; de M. Louis Puech et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder une prime de démobilisation à tous les officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer au moment de leur libération ; de M. Frédéric Brunet (Seine), ayant pour objet d'assurer aux mobilisés une indemnité lors de leur renvoi dans leurs foyers ; — et son avis sur les propositions de loi : de M. Fernand Merlin et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une caisse nationale d'allocations et de prêts en faveur des troupes combattantes ; de M. Charles Leboucq, tendant à attribuer au combattant une indemnité de sortie de campagne ; de M. Landry et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une caisse nationale de prêts aux officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer ; de M. Henri Connevot, tendant à l'allocation d'une indemnité de rentrée aux mobilisés ; de M. Maurice Barrès et plusieurs de ses collègues, tendant à allouer, sous forme de police d'assurance, une prime à tous les combattants et mobilisés ; de M. Pressemane et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une prime de démobilisation (I., n° 5383 ; an., S. de 1919, p. 119). — Son second avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1° la proposition de loi de M. Fernand Merlin et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une caisse nationale d'allocations et de prêts en faveur des troupes combattantes ; 2° la proposition de loi de M. Charles Leboucq, tendant à attribuer au combattant une indemnité de sortie de campagne ; 3° la proposition de loi de M. Landry et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une caisse nationale de prêts aux officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer ; 4° la proposition de loi de M. Henri Connevot, tendant à l'allocation d'une indemnité de rentrée aux mobilisés ; 5° la proposition de loi de M. Maurice Barrès et plusieurs de ses collègues, tendant à allouer, sous forme de

police d'assurance, une prime à tous les combattants et mobilisés ; 6° la proposition de loi de M. Pressemane et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une prime de démobilisation (I., n° 5748 ; an., S. de 1919, p. 868). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 11 avril 1914 créant pour les officiers la position dite « en réserve spéciale » (I., n° 5814 ; an., S. de 1919, p. 936). — Son rapport sur : 1° le projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 21 de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre ; 2° la proposition de loi de M. Ringuier ayant pour objet de compléter l'article 27 de la loi du 17 avril 1919 sur les dommages de guerre (I., n° 7124 ; an., S. de 1919, p. 3096). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 923). — Donne lecture de l'avis de la Commission du budget sur le projet de loi concernant les officiers d'administration des services d'état-major, d'intendance et de santé (p. 2028 et suiv.). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission du budget*, à la discussion : d'une proposition de résolution concernant la solde des troupes (A., S. de 1916, t. unique, p. 211) ; d'un projet de loi tendant à modifier la limite d'âge des colonels et des officiers généraux (*Discussion générale*, p. 751 et suiv.). — Est entendu : sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant les permissions des militaires de l'armée d'Orient (p. 1652) ; dans la discussion d'un projet de loi modifiant les dispositions relatives à l'admission des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels une position spéciale (*Son amendement*, p. 1844) ; du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Laval relatif aux zoniers*, p. 1947 ; *Amendement de M. Gardley au 6° alinéa de l'article 5*, p. 1988 ; *Ses amendements : au paragraphe 2 de l'article 7*, p. 2045 ; *au paragraphe 4*, ibid. ; *aux paragraphes 9 et 10*, p. 2046 ; *au paragraphe 2 de l'article 8*, p. 2054 ; *Son amendement au paragraphe 2 de l'article 10*, p. 2169 ; *Son amendement additionnel à cet article*, p. 2183 ; *le retire*, p. 2184) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat A. S. de 1918, t. unique, p. 3077,

3163 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 72, 115, 197, 306, 313) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1656, 1700). — Son opposition à l'inscription sans débats d'une proposition de résolution concernant les chimistes militaires (A. S. de 1916, t. unique (p. 2081). — Son opposition à l'inscription sans débats d'un projet de loi, modifié par le Sénat, relatif : 1° à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes et des officiers combattants dans une arme autre que dans leur arme d'origine ; 2° à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active (p. 2086). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la mise en culture des terres abandonnées (p. 2892). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 116) ; d'une interpellation sur l'inégalité des soldes et salaires octroyés aux mobilisés (p. 433) ; d'une proposition de loi fixant les affectations, aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 723 ; *Son amendement*, p. 725) ; de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (*Ses observations*, p. 2031). — Est entendu dans la discussion d'interpellations, de propositions de résolution et d'une proposition de loi concernant les vieilles classes (p. 2330). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Son article nouveau 25 bis*, A., S. de 1918, t. unique, p. 226). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 902, 931). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'interprétation du statut des réfugiés (p. 2330) ; d'un projet de loi portant création d'un office de reconstitution des immeubles détruits par faits de guerre (A. S., O. de 1919, t. unique, p. 2122). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 2735, 2801 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 76, 269, 2130 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2267, 3223, 3345). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique,

p. 163 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1506 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1937).

NOGUÈS (M.), *Député de l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre [Hautes-Pyrénées]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1916, un crédit extraordinaire de 1.700.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle et des orages dans l'arrondissement de Tarbes (Hautes-Pyrénées) (I., n° 2370 ; an., S. de 1916 p. 1151). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre ; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (A., S. de 1916, t. unique, p. 234). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1917, t. unique, p. 1530).

NOGUÈS (M.), *l'intendant général, Directeur du service général des pensions, secours, renseignements aux familles, de l'état civil et des successions militaires au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : de la proposition de loi tendant à appliquer aux réformés n° 1 et à tous les bénéficiaires de pensions et gratifications de réforme, le bénéfice du droit d'option reconnu aux veuves par la loi du 9 avril 1915 (A., S. de 1918, t. unique, p. 1289) ; du projet de loi portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord (p. 2208) ; du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 2877).

NORÈS (M.), *Sous-directeur du contrôle au Ministère des Colonies*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509).

NORTIER (M.), *Député de la 6^e circonscription de Saint-Denis [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 924).

NOUHAUD (M.), *Député de l'arrondissement de Saint-Yrieix [Haute-Vienne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de résolution concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 1639 ; an., S. de 1915, p. 22). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la rééducation professionnelle agricole des blessés et mutilés de la guerre et à l'application des lois sur les habitations à bon marché, la petite propriété et le crédit agricole (I., n° 1693 ; an., S. de 1916, p. 52). — Sa proposition de loi tendant à instituer une allocation spéciale en faveur des mobilisés sans foyer, sans famille et sans ressources le jour de leur libération, à la cessation des hostilités (I., n° 2638 ; an., S. de 1916, p. 1602). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à apporter plus de méthode dans l'attribution des permissions agricoles, de façon à les rendre plus fécondes dans le résultat (I., n° 2810 ; an., S. de 1916, p. 1806). — Sa proposition de loi tendant à accorder aux cultivateurs producteurs de pommes de terre une prime de 0 fr. 50 par hectolitre (I., n° 2833 ; an., S. de 1916, p. 1854). — Sa proposition de résolution concernant les sursis d'appel des vétérinaires mobilisés (I., n° 3919 ; an., S. de 1917, p. 1508). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à attribuer une permission agricole de vingt-cinq jours aux R. A. T. agriculteurs appartenant aux classes 1892 et 1893 et ayant un fils également agriculteur mobilisé, en vue de faciliter les semailles

(I., n° 4960 ; an., S. de 1918, p. 1053). — Sa proposition de résolution tendant à créer dans toutes les écoles et salles de mairie de France, un musée rappelant le souvenir des luttes soutenues par la nation française et les heures vécues pendant les années 1914-1918 (I., n° 5187 ; an., S. de 1918, p. 1778). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (A., S. de 1915, t. unique, p. 967) ; d'une proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1215). — Prend part à la discussion : des projet et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Ses observations concernant l'article 4 bis*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1115) ; de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2304 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Spécialités pharmaceutiques*, p. 2777 et suiv. ; *Son amendement concernant les produits spécialisés de parfumerie*, p. 2781). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les permissions pour les travaux de labours et d'ensemencement (A., S. de 1917, t. unique, p. 76 et suiv.) ; d'une proposition de loi fixant les affectations, aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Ses amendements*, p. 725 et suiv.) ; de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 2031). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyers par l'état de guerre (*Exonérations et délais* ; *Son amendement au paragraphe 14 de l'article 14*, p. 1631). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Son amendement concernant les soldats sans famille*, p. 2517 ; *le retire*, *ibid.*) ; de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2757). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2772). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre I. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins ; *Amendement de M. Goude à l'article 2*, p. 3249 ; *Retire un amendement au*

paragraphe 8 de l'article 2 modifié par la Commission, A., S. de 1917, t. unique, p. 3316; *Son amendement à l'article 6*, p. 3329. Titre II. Des droits des veuves et des enfants. Chapitre premier. Des droits à la pension; *Son amendement au paragraphe 3 de l'article 9*, p. 3466. Titre III. Droits des ascendants; *Son amendement au paragraphe 2 de l'article 18*, p. 3766. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi; *Son amendement à l'article 29*, A., S. de 1918, t. unique, p. 208; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 341, 348, 456). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3362). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 290); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Finances : *Receveurs d'enregistrement de province*, p. 807; *Transformation des recettes des contributions indirectes en recettes à automobiles*, p. 810. Loi de Finances : *Impôt sur la publicité insérée dans les journaux*, p. 1138; *Droit de timbre concernant les colis postaux*, p. 1180. — Prend part à la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Son amendement concernant le crédit agricole*, p. 1930; *retrait*, *ibid.*); d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2494). — Son rapport sur une pétition (p. 2713). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la création d'un livre d'or des municipalités françaises (p. 2967); d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique p. 619). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant la publicité insérée dans les journaux, revues, etc.*, p. 1384); de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1736); d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1821). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2149); des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Fabrication de la chaussure*

nationale, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2635); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture (p. 3909). = S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 1026).

NOULENS (M.), *Député de l'arrondissement de Mirande [Gers], Ministre des Finances.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission du budget (p. 1382); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission de revision des loi constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). = Sa proposition de loi tendant à assurer le renforcement des cadres des unités combattantes par une meilleure utilisation des officiers des services (I., n° 1464; an., S. de 1915, p. 1227).

Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 13 juin 1914] (J. O., p. 5234). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissable (*Discussion générale*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 228, 230, 239; *Motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 237; *Contre-projet de M. Jacques Stern*, p. 244; *Équilibre du Budget de 1915*, p. 245, 246; *Dépenses de l'emprunt*, p. 249; *Amendement de M. Piou concernant le service des intérêts et la prime d'amortissement*, p. 251; *Amendement de M. Albert Thomas relatif au service des intérêts et au remboursement des obligations*, p. 251). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914 (p. 325, 327). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Intérieur : *Assistance aux femmes en couches*, p. 534. Guerre : *Secours aux familles des militaires décédés à la suite d'accidents*, p. 539. Travail et prévoyance sociale : *Retraites des ouvriers mineurs*, p. 549. Loi de Finances : *Discussion générale*, p. 609, 611, 613; *Taxe frappant les roullottiers*, p. 619; *Salaires bruts des conservateurs d'hypothèques*, p. 646; *Receveurs de l'enregistrement*, p. 647; *Remaniement des conservations d'hypothèques*, p. 647;

Suppression de l'impôt de la licence, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 648; *Licence des liqueurs alcooliques supportant une surtaxe*, p. 675; *Motion tendant à la disjonction des articles concernant l'impôt général sur le revenu*, p. 676, 688; *Contre-projet de M. Tardieu visant ces articles*, p. 708; *Amendement de M. Jaurès concernant l'article 12*, p. 716; *Article 12, modifié par la Commission, relatif à l'établissement de l'impôt*, p. 731; *Amendements concernant : les réductions d'impôts*, p. 737; *la déclaration*, p. 739, 743; *la rectification de la déclaration*, p. 757; *la vérification des déclarations*, p. 759; *l'imposition du contribuable taxé d'office*, p. 764, 766, 768, 770, 772; *la taxation après décès du redevable*, p. 788; *la délivrance des extraits des rôles*, p. 794); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (*Guerre : Réparations pécuniaires des dommages causés aux familles par le décès de leurs enfants morts des suites des épidémies et autres maladies*, p. 835. Travail et prévoyance sociale : *Allocations viagères et bonifications des assurés obligatoires et facultatifs*, p. 837); de ce projet de loi, modifié une troisième fois par le Sénat (*Loi de Finances : Taxe représentative des droits de cession des fonds de commerce*, p. 882; *Impôt général sur le revenu, contrôle au décès du redevable*, p. 883); de ce projet de loi, modifié une quatrième fois par le Sénat (*Loi de Finances : Taxe sur les roulotteurs*, p. 885; *Impôt général sur le revenu, contrôle au décès du redevable*, p. 886); de ce projet de loi, modifié une cinquième fois par le Sénat (*Discussion générale*, p. 888. *Loi de Finances : Taxe sur les roulotteurs*, *ibid.*). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur l'application de la loi réglementant la fabrication et la vente des briquets (p. 654); dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1914 (*Subvention à la Compagnie des messageries maritimes*, p. 672; *Retraites des ouvriers mineurs*, p. 672); sur l'urgence : d'une proposition de résolution concernant la réorganisation des services administratifs de la France (p. 690); d'une proposition de résolution relative au dégrèvement des cotes personnelle-mobilière et des portes et fenêtres (p. 844). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de

l'Exercice 1915 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 845, 847, 853, 855).

En qualité de Député : intervient dans la discussion du projet de loi autorisant l'émission d'obligations à court terme (A., S. de 1915, t. unique, p. 33). — Prend part à la discussion du projet de loi ratifiant un décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (*Son amendement*, p. 319; *retrait*, *ibid.*). — Est entendu : au cours d'un incident soulevé par M. Accambray à propos de l'exercice du haut commandement (A., S. de 1916, t. unique, p. 538); sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2546). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission de l'armée*, à la discussion : du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 873 et suiv.); de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1102). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit en vue du recensement de la population civile (p. 1124).

Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement* [Décret du 20 juillet 1919] (J. O., p. 7529). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3267 et suiv.). — Répond à des questions concernant : l'exploitation des forêts domaniales de l'État (p. 3539); la réquisition des maïs (p. 3951); la répartition des sucres de vendanges (p. 4478). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture (p. 3914, 3934); des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4161, 4190); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Budget ordinaire des services civils : dépenses militaires et dépenses exceptionnelles] (*Observations concernant les pupilles de la nation*, p. 4488; *Distillation des cidres*, *ibid.*). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 373, 636, 2063; A., S. de 1917, t. unique, p. 946, 1237). — Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 481, 1430).

O

OGIER (M.), *Directeur du contrôle et de la comptabilité au Ministère de l'Intérieur.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522) ; de la proposition de loi relative aux œuvres qui font appel à la générosité publique (A., S. de 1913, t. unique, p. 2025) ; des interpellations concernant la situation des réfugiés et des rapatriés (A., S. de 1917, t. unique, p. 3284) ; prend part à cette discussion (p. 3399). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 372) ; prend part à cette discussion (p. 697). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés (p. 1220) ; du projet de loi tendant à relever le taux des allocations (p. 2653) ; du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2357).

OSSOLA (M.), *Député de la 4^{re} circonscription de Grasse [Alpes-Maritimes].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 124). — Membre : de la Commission des programmes électoraux (F. n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126) ; de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du travail (A., S. de 1915, t. unique, p. 27) ; de la Commission des marchés (p. 2026) ; de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 2467) ; de la Commission de l'en-

seignement (A., S. de 1917, p. 2707) ; de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). — Sa proposition de loi tendant à prélever après la guerre, au profit du Trésor, une part des bénéfices, commissions et rémunérations de toutes sortes réalisés par tous industriels, commerçants ou intermédiaires ayant participé, à un titre quelconqué, aux fournitures de l'armée pendant la durée des hostilités (I., n° 1082 ; an., S. O. de 1915, p. 700). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les permissions agricoles (I., n° 1929 ; an., S. de 1916, p. 415). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la libération des maires et adjoints (I., n° 5403 ; an., S. de 1918, p. 2091). — Sa proposition de loi tendant à l'octroi d'indemnités de licenciement aux militaires français démobilisés (I., n° 5644 ; an., S. de 1919, p. 480). — Sa proposition de résolution tendant à provoquer d'urgence une réglementation garantissant la prorogation des baux ruraux (I., n° 6132 ; an., S. de 1919, p. 1399). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la visite, par les commissions spéciales de réforme, des exemptés et réformés (I., n° 2934 ; an., S. de 1917, p. 52). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de MM. Georges Bureau et Adrien Dariae, tendant à créer une médaille spéciale dite « Médaille d'Orient » ; 2° la proposition de résolution de M. le lieutenant-colonel Girod, ayant pour objet l'attribution de la médaille coloniale aux personnels engagés en Orient (I., n° 3873 ; an., S. de 1917, p. 18). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à attribuer la médaille mili-

taire à tous les réformés n° 1 (I., n° 4203 ; an., S. de 1918, p. 24). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à admettre aux promotions de la Légion d'honneur les officiers du service de santé qui auront rendu des services exceptionnels (I., n° 4933 ; an., S. de 1918, p. 1037). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à modifier l'article 49 de la loi du 21 mars 1905 concernant les commissions de réforme (I., n° 6070 ; an., S. de 1919, p. 1306). — Son rapport sur le projet de loi tendant à instituer une médaille dite « Médaille commémorative française de la grande guerre » (I., n° 6709 ; an., S. de 1919, p. 2426) ; son rapport supplémentaire (I., n° 6900 ; an., S. de 1919, p. 2711). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger la loi du 10 avril 1917 modifiant, pendant la durée de la guerre, le statut des officiers généraux, colonels et fonctionnaires de grades correspondants, tel qu'il résulte des lois des 19 mai 1834, 13 mars 1875 et 16 février 1912, et de la décision impériale du 29 juin 1863 (I., n° 7223 ; an., S. de 1919, p. 3183). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. Lebey (André) par la 1^{re} circonscription de Versailles [Seine-et-Oise] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 470). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (A., S. de 1916, t. unique, p. 2545). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 210 ; *Contre-projet de M. Deguise*, p. 215 ; *Contre-projet de M. Denais*, p. 216 ; *Amendement de M. Peyroux à l'article premier*, p. 219 ; *Amendements concernant les conseils de revision*, p. 221 et suiv. ; *Amendements relatifs aux commissions spéciales de réforme*, p. 230 ; *Texte additionnel concernant les hommes qui demandent à être examinés en dehors de la rue des autres hommes*, p. 238 ; *Amendements relatifs : aux engagements spéciaux*, p. 240, 242 ; *aux instituteurs*, p. 256). — Son rapport sur une pétition (p. 1643). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique de guerre (p. 3054) ; développe cette

interpellation (A., S. de 1917, t. unique, p. 3062). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2028). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 494) ; de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 794) ; de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la réforme électorale (p. 2887) ; des projets et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2984). — Est entendu sur la demande d'ajournement de la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus, au titre civil, au cours de la guerre (p. 3107, 3142). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 20 juin 1919 (p. 3958). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif au statut des officiers généraux, colonels et fonctionnaires de grades correspondants (p. 4803). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 1066 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 866, 1306).

OUTREY (M. ERNEST) [*Cochinchine*],
Voir : **ERNEST OUTREY** (M.).

OZIL (M. le général), *Directeur du matériel chimique de guerre au Sous-Secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de résolution et de la proposition de loi concernant les ingénieurs chimistes militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 2320).

P

PACAUD (M.), *Député de la 4^e circonscription des Sables-d'Olonne [Vendée]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 451). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. de 1915, t. unique, p. 1575) ; de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1916, t. unique, p. 1459) ; de la Commission de la marine marchande (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707) ; de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur M. Malvy (F. n° 367 ; J. O., de 1917, p. 9455) ; de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 303) ; de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot ; de la Commission du budget (A., O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi portant modification de la loi du 5 août 1914 relative aux allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux (I., n° 509 ; an., S. de 1915, p. 18). — Sa proposition de loi tendant à mettre à la charge de l'État les dommages subis par les bateaux de pêche du fait des engins de guerre (I., n° 2095 ; an., S. de 1916, p. 660). — Sa proposition de loi tendant à faire assurer par l'État, pendant la durée de la guerre, la réparation et l'entretien des bateaux de pêche désarmés dans les ports par suite de la mobilisation (1) (I., n° 2518 ; an., S.

de 1916, p. 1463). — Sa proposition de résolution concernant les agriculteurs des classes 1888 et 1889 (I., n° 2914 ; an., S. de 1917, p. 83). — Sa proposition de loi tendant à rendre hommage aux morts pour la patrie (I., n° 5174 ; an., S. de 1918, p. 1776). — Sa proposition de résolution tendant à réserver des tribunes aux mutilés de la guerre pour les fêtes de la victoire (I., n° 6472 ; an., S. de 1919, p. 2070). — Sa proposition de résolution concernant la commémoration des héros morts pour la patrie (I., n° 6569 ; an., S. de 1919, p. 2254). = Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur la proposition de loi de M. Pierre Rameil tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires (I., n° 1951 ; an., S. de 1916, p. 525). — Son rapport sur le projet de loi tendant à rétablir l'égalité entre les membres des divers ordres d'enseignement au point de vue du calcul des années devant entrer en compte pour la liquidation de leur pension de retraite (I., n° 2195 ; an., S. de 1916, p. 879). — Son avis, présenté au nom de la Commission des pensions civiles et militaires, sur la proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (I., n° 2499 ; an., S. de 1916, p. 1451). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de remplacer, pendant la durée de la guerre, les lois et règlements concernant actuellement le sauvetage des épaves (I., n° 4153 ; an., S. de 1917, p. 674). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet l'attribution d'une allocation temporaire aux inscrits maritimes (et aux veuves d'inscrits) pensionnés de la Caisse des invalides de la marine ou de la Caisse nationale de prévoyance au profit des

(1) Ce document n'a pas été publié.

marins français (I., n° 4308; an., S. de 1918, p. 170). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Paul Bourély par la 1^{re} circonscription de Privas [Ardèche] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 106). — Intervient dans la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (A., S. de 1916, t. unique, p. 577, 646). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et mutilés de la guerre (p. 870); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Salaires des cantonniers*, p. 1802; *Bateaux de pêche désarmés depuis la mobilisation*, p. 1805). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la mauvaise application des circulaires ministérielles (p. 2533). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxe sur le prix des places des spectacles*, p. 2742; *Amendement de M. Bedouce relatif à la taxe de guerre*, p. 2808). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'attribution, aux agents de chemins de fer, d'allocations complémentaires (p. 2841). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les circonstances qui ont précédé et suivi la perte du *Suffren* (p. 2884); développe cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe de 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 115). — Est entendu dans la discussion : du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Article nouveau présenté par la Commission concernant les bateaux armés à la petite pêche*, p. 134, 135); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A. S., O. de 1919, t. unique, p. 251). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les conseils de réforme*, A. S. de 1917, t. unique, p. 231 et suiv.; *Sa disposition additionnelle*, p. 235; *Son amendement relatif aux engagés spéciaux*, p. 253). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la mise en sursis de tous les agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 460); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 461); développe cette interpellation (p. 463 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 472; *Se rallie à l'ordre du jour de M. Jean Durand*, p. 474). —

Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Augmentation des salaires des cheminots*, A., S. de 1917, t. unique, p. 820); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Son amendement*, p. 876). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises par le service de santé pour l'offensive du 16 avril 1917 (p. 1177); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1454). — Est entendu dans la discussion : des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1231, 1255); d'interpellations sur la marine marchande (p. 1575); d'une proposition de résolution sur le relèvement des salaires et la mise en sursis des ouvriers mineurs (p. 1688). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en comité secret, des interpellations sur le service de santé (p. 1746); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1749). — Prend part à la discussion de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1944). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'insuffisance des quantités de pain prévues par le décret du 3 août 1917, pour l'alimentation de la population civile (p. 2410). — Est entendu sur une motion d'ajournement de la discussion d'un projet de loi tendant à autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 2977). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre I^{er}. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Paragraphe 8 de l'article 2, modifié par la Commission*, p. 3312; *Observations relatives au « certificat d'origine »*, p. 3343; *au paragraphe premier de l'article 5 (nouveau) concernant le taux des pensions d'invalidité*, p. 3427; *Amendement de M. Betoulle concernant la base de fixation des pensions ou gratifications*, p. 3435. Titre II. Des droits des veuves et des enfants. Chap. 1^{er}. Des droits à la pension : *Ses observations sur le dernier paragraphe de l'article 9*, p. 3467; *Amendement tendant à la suppression de l'article 12 relatif aux veuves qui se remarient*, p. 3468. Chap. 2. Fixation de la pension : *Amendement concernant l'article 15*, p. 3750. Titre V. Dispositions

diverses relatives à l'application de la loi : *Amendement de M. Jobert concernant les infirmières*, A., S. de 1918, t. unique, p. 230 ; *Sa disposition additionnelle à l'article 54*, p. 231 ; *Ses observations sur l'article 57*, p. 232 ; *Son article nouveau concernant le tarif des honoraires et des médicaments des réformés inscrits à l'assistance médicale gratuite*, p. 239) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3116, 3215, 3235 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 329, 356, 454, 464, 498, 530, 595, 669, 863, 887, 908, 917). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Situation de certains instituteurs*, A. S. de 1917, t. unique, p. 3519). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 174). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour secours aux victimes de diverses explosions (p. 882) ; du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 1104). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1268). — Intervient dans la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1324). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (*Son article nouveau*, p. 2024). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le stockage des blés de la récolte de 1918 dans les greniers de l'État (p. 2072) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2072) ; développe cette interpellation (p. 2084 et suiv. *Son ordre du jour motivé*, p. 2096 ; *se rallie à l'ordre du jour présenté par M. Guichard*, *ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Épaves restant sur les côtes de l'Atlantique*, p. 3288) ; du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des dépenses civiles] (*Crédits des transports maritimes*, p. 3383). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 224). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'État (p. 375) ; d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 547) ; d'interpellations concernant le fonctionnement

de la démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 609 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 621). — Est entendu dans la discussion : d'un projet de loi tendant à l'ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (p. 721) ; de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 783) ; d'une interpellation sur la liquidation des pensions militaires (p. 2029). — Intervient dans la discussion relative à la fixation de la date de la nomination de la Commission de la paix (p. 2537). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Agriculture et ravitaillement *Discussion générale*, p. 2610) ; d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2702 et suiv. *Son ordre du jour motivé*, p. 2838 et suiv.) ; de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la réforme électorale (p. 2893). — Est entendu sur la fixation de la date d'une interpellation relative à la grève des cheminots du réseau breton (p. 3339). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'achat de jeunes chevaux (p. 3677). — Adresse une question au Ministre de la Guerre relative aux exhumations et transfert des morts de la guerre (p. 3998). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les indemnités de résidence attribuées aux fonctionnaires, agents et ouvriers civils de l'État (p. 4253). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 2025 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 1884, 2252 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 2946, 3893 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2715). — Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 1506 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 953, 1312).

PAIN (M.), *Député de l'arrondissement de Cieray [Vienne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie ; de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture sur l'Exercice 1915 de crédits additionnels aux crédits provisoires (A., S. de 1915, t. unique, p. 909). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole

pendant la guerre (*Motion tendant au renvoi à la Commission*, A., S. de 1916, t. unique, p. 575 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements; *Ses observations sur l'article 58*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1894). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 517, 549). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 118; A., S. de 1915, t. unique, p. 250; A., S. de 1916, t. unique, p. 677; A., S. de 1918, t. unique, p. 1977; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1793).

PAINLEVÉ (M.), *Député de la 1^{re} circonscription du 5^e arrondissement de Paris [Seine]. Ministre de l'Instruction publique, puis Ministre de la Guerre, puis Président du Conseil, Ministre de la Guerre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission de l'armée; de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). = Sa déclaration au nom du Gouvernement (I., n° 3752; an., S. de 1917, p. 1254). = En qualité de *Député*, demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique de défense nationale (A., S. de 1915, p. 1419); développe cette interpellation (p. 1419 et suiv.).

Est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 939 et suiv.). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi prorogeant les élections au Conseil supérieur de l'Instruction publique et aux conseils académiques (p. 1022). — Dépose en demandant la discussion immédiate un projet de loi, adopté par le Sénat, ayant pour objet d'avancer l'heure légale (p. 1217). — Dépose en demandant la discussion immédiate un projet de loi, modifié

par le Sénat, concernant les frais d'exemption d'externat libre (p. 1683).

Est nommé *Ministre de la Guerre* [Décret du 20 mai 1917] (J. O., p. 2254). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 804 et suiv.); du projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le statut des officiers généraux, colonels et fonctionnaires de grades correspondants (p. 1144). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de différentes interpellations relatives à la politique militaire (p. 1181, 1454). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Solde des officiers de la zone des armées*, p. 1449). — Répond : à une question de M. René Renoult concernant les permissions et la relève de l'armée d'Orient (p. 1495); à une question de M. Deguise relative aux permissions et à la relève de l'armée d'Orient ainsi qu'aux permissions pour deux destinations (p. 1497); à une question de M. Jean Durand concernant la mobilisation à la terre, des vieilles classes (p. 1499). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion : d'une interpellation sur les conditions de vie de certains régiments (p. 1502); d'une interpellation sur le régime des permissions (p. 1503); des interpellations sur l'offensive du 16 avril 1917 (p. 1637). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution sur le relèvement des salaires et la mise en sursis des ouvriers mineurs (p. 1687). — Est entendu : sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1713, 1723); dans la discussion : d'interpellations relatives à l'alimentation des troupes (p. 2243); d'une interpellation concernant les permissions des soldats (p. 2245; *Ses déclarations relatives aux vieilles classes*, p. 2248 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux permissions militaires (p. 2257 et suiv.); des interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs des vieilles classes ainsi que des propositions de résolution et d'une proposition de loi sur le même objet (p. 2274, 2281, 2325).

Est nommé *Président du Conseil, Ministre de la Guerre* [Décrets du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7228). — Son allocution à propos du retour de M. Basly, Député du Pas-de-Calais,

des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 2408). — Sa déclaration au nom du Gouvernement (p. 2409). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (p. 2411); dans la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2435). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur l'amnistie militaire (p. 2661); d'une proposition de résolution relative à la nomination d'une Commission chargée d'étudier les événements survenus depuis le 24 août jusqu'au 20 décembre 1914 (p. 2666). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant l'affaire Bolo pacha et les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'œuvre de la justice dans le calme et la sérénité nécessaires (p. 2681, 2689, 2693, 2700). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations : sur une déclaration faite par le Ministre des Affaires étrangères le 22 octobre 1917 et sur la politique extérieure du Gouvernement; sur l'action que le Gouvernement entend mener pour déjouer les manœuvres diplomatiques de l'Allemagne (p. 2802); sur l'ingérence du Gouvernement dans une instruction secrète et encore pendante (p. 2805). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2845); d'interpellations relatives à la politique extérieure du Gouvernement (p. 2860, 2868, 2878). — Sa communication au nom du Gouvernement concernant la situation diplomatique et militaire (p. 3027). — Prend part à la discussion des interpellations sur les déclarations du Gouvernement et sur sa politique générale (p. 3034). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion : d'une interpellation concernant une accusation calomnieuse lancée contre un officier membre du Parlement (p. 3038); des interpellations concernant les affaires en cours (p. 3041).

En qualité de *Député*, est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats du procès Bolo (A., S. de 1918, t. unique, p. 510); prend part à cette discussion (p. 782). — Intervient dans la discussion : d'interpellations concernant la démobilisation des usines et le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 364); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de

l'Instruction publique (p. 3190 et suiv., 3209); de propositions de résolution tendant à la publication des Comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4503 et suiv.); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4743 et suiv.). — Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 2676).

PAISANT (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Senlis [Oise]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des décrets (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10962); de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre deux membres de la Chambre, MM. Cailiaux, Loustalot (F. n° 378; J. O. de 1917, p. 10179); de la Commission de la législation civile (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130). — Sa proposition de loi tendant à accorder les allocations de la loi du 4 août 1914 aux familles des victimes civiles de la guerre (I., n° 528; an., S. de 1915, p. 56). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les travaux agricoles (I., n° 1193; an., S. de 1915, p. 853). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à réprimer le trafic de la monnaie de cuivre, de nickel et de billon (I., n° 1415; an., S. de 1915, p. 1233). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'unification du prix des produits agricoles et à la réglementation des réquisitions (I., n° 1780; an., S. de 1916, p. 151). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faire délivrer des acomptes réguliers et uniformes sur le montant des indemnités dues en raison des dommages de guerre (I., n° 2133; an., S. de 1916, p. 691). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à réglementer les réquisitions agricoles (I., n° 2550; an., S. de

1916, p. 1482). — Sa proposition de résolution concernant les condamnés militaires aptes au service armé (I., n° 2643; an., S. de 1916, p. 210). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant l'avancement des officiers d'administration affectés provisoirement à une arme combattante (I., n° 2686; an., S. de 1916, p. 210). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à publier au *Journal officiel* le nom des évacués des régions libérées (I., n° 3181; an., S. de 1917, p. 415). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet : le consentement d'avances aux détenteurs de bons communaux des régions libérées ; l'hospitalisation des malades évacués de ces mêmes régions ; le placement des vieillards, orphelins et familles incapables de travailler ; les facilités, pour les rapatriés, de résider dans les familles assurant leur existence et enfin l'avance de fonds aux communes privées de ressources (I., n° 3237; an., S. de 1917, p. 591). — Sa proposition de résolution concernant le rétablissement des communications télégraphiques et téléphoniques dans les zones où elles ont été supprimées (I., n° 5345; an., S. de 1918, p. 1947). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la fixation du prix de vente de l'alcool (I., n° 6278; an., S. de 1919, p. 1779). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à réserver des places aux maires des régions libérées pour le 14 juillet (I., n° 6468; an., S. de 1919, p. 2068). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet le transfert solennel au Panthéon d'un soldat anonyme français tombé pour sa patrie (I., n° 6889; an., S. de 1919, p. 2706). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à accorder les allocations de la loi du 4 août 1914 aux familles des victimes civiles de la guerre (I., n° 584; an., S. de 1915, p. 88). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à substituer la responsabilité de l'Etat à celle des patrons dans les accidents du travail causés par les hostilités (I., n° 691; an., S. de 1915, p. 231). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 août 1914 sur les allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les dra-

peaux (I., n° 1697; an., S. de 1916, p. 53). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à accorder une allocation journalière aux victimes civiles de la guerre (I., n° 2078; an., S. de 1916, p. 645). — Son rapport supplémentaire sur la demande de discussion immédiate et sur le fond : 1° de la proposition de loi de M. Amédée Peyroux et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi du 5 août 1914 sur les allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux ; 2° de la proposition de loi de MM. Bouveri et Théo Bretin tendant à augmenter l'allocation principale et les majorations de 0 fr. 25 aux familles des mobilisés ; 3° de la proposition de loi de M. Navarre et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder une majoration supplémentaire de 0 fr. 25 par enfant aux femmes bénéficiant des allocations prévues par la loi du 5 août 1914 (I., n° 2717; an., S. de 1916, p. 1715); son deuxième rapport supplémentaire (I., n° 2904; an., S. de 1917, p. 40). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à procéder, dans le plus bref délai possible, à la mise en exploitation des tourbières par voie de réquisition (I., n° 3288; an., S. de 1917, p. 636). — Son rapport sur le projet de loi tendant à réprimer les opérations de spéculation et d'accaparement sur les charbons (I., n° 3440; an., S. de 1917, p. 858); son rapport supplémentaire (I., n° 3636; an., S. de 1917, p. 1125). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à compléter la loi du 19 mars 1917 concernant la procédure pour la liquidation des successions (I., n° 4085; an., S. de 1917, p. 1960). — Son rapport sur deux demandes en autorisation de poursuites contre deux membres de la Chambre [MM. Loustalot et Caillaux] (I., n° 4088; an., S. de 1917, p. 1681). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à assurer le bénéfice de la loi du 9 avril 1898 aux ouvriers victimes, au cours de leur travail en usine, d'accidents résultant de faits de guerre (I., n° 4377; an., S. de 1918, p. 263). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à assurer le bénéfice des allocations et majorations de la loi du 5 août 1914 aux familles des militaires non officiers à traitement mensuel (I., n° 4409; an., S. de 1918, p. 305). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet le relèvement des tarifs de certaines taxes et le remaniement de divers impôts [Art. 2. Majoration de la taxe des biens de mainmorte]

(I., n° 4431 ; an., S. de 1918, p. 372). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser des avances à des tiers victimes de calamités publiques (I., n° 4533 ; an., S. de 1918, p. 493). — Son rapport sur le projet de loi établissant l'autorisation préalable de l'Etat pour toutes les opérations d'assurances et de réassurances de risques de bombardement (I., n° 4535 ; an., S. de 1918, p. 494). — Son rapport sur le projet de loi étendant, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents (I., n° 4628 ; an., S. de 1918, p. 568). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi tendant à prévenir l'espionnage (I., n° 4668 ; an., S. de 1918, p. 630). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits ou de contraventions qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat (I., n° 4719 ; an., S. de 1918, p. 669). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'assurance et à la réassurance par l'Etat des risques de bombardement (I., n° 4817 ; an., S. de 1918, p. 897). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Fernand Merlin et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une caisse nationale d'allocations et de prêts en faveur des troupes combattantes ; 2° la proposition de loi de M. Charles Leboucq tendant à attribuer au combattant une indemnité de sortie de campagne ; 3° la proposition de loi de M. Landry et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une caisse nationale de prêts aux officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer ; 4° la proposition de loi de M. Henri Connevot, tendant à l'allocation d'une indemnité de rentrée aux mobilisés ; 5° la proposition de loi de M. Maurice Barrès et plusieurs de ses collègues, tendant à allouer, sous forme de police d'assurance, une prime à tous les combattants et mobilisés ; 6° la proposition de loi de M. Pressemane et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une prime de démobilisation (I., n° 5466 ; an., S. de 1918, p. 2155) ; son rapport supplémentaire (I., n° 5721 ; an., S. de 1919, p. 839). — Son avis présenté, au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet la protection des appellations d'origine (I., n° 6060 ; an., S. de 1919, p. 1303). — Son rapport sur la

demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution de M. Durafour et plusieurs de ses collègues, tendant au paiement immédiat de la prime de démobilisation (I., n° 6120 ; an., S. de 1919, p. 2063). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi relative à l'établissement d'une contribution spéciale sur les bénéfices réalisés par certains propriétaires d'immeubles, à Paris, à l'occasion de la Fête de la victoire (I., n° 6484 ; an., S. de 1919, p. 2080). — Son rapport sur la proposition de loi visant l'attribution d'une allocation temporaire : 1° aux bénéficiaires de secours de l'Etat ; 2° aux bénéficiaires des retraites ouvrières et paysannes ; 3° aux assistés au titre de vieillards, infirmes ou incurables (I., n° 6918 ; an., S. de 1919, p. 2859). — Son rapport sur la proposition de loi de MM. Guernier et André Hesse tendant à prévenir les retards apportés au paiement de l'indemnité de démobilisation et des primes annexées (1) (I., n° 6934 ; an., S. de 1919, p. 2872). — Sa proposition de loi en faveur des vieux fonctionnaires combattants (I., n° 7109 ; an., S. de 1919, p. 3074). — Son 2° rapport sur : 1° le projet de loi, adopté par le Sénat, réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par faits de guerre ou situés dans les localités évacuées ou envahies ; 2° la proposition de loi de M. Inghels et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 en ce qui concerne les baux à loyers dans les régions envahies (I., n° 7177 ; an., S. de 1919, p. 3088). — Son rapport, au nom du 9° Bureau, sur l'élection de M. Tournade par la 2° circonscription du 10° arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 71). — Prend part à la discussion du projet de loi, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Travaux publics : *Application de l'attelage automatique sur certaines lignes du réseau de l'Etat*, p. 556) — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion de la proposition de loi tendant à accorder des allocations aux familles des victimes civiles de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 110). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 209, 211, 221, 237, 241 ; *Sa disposition additionnelle à l'article 11*, p. 252 ; *Son amende-*

(1) Ce document n'a pas été publié.

ment ou paragraphe 5 de l'article 12, p. 272). — Est entendu : sur une motion d'ajournement de la discussion des projet et propositions de loi concernant les accidents agricoles (p. 332) ; au cours de la discussion de ce projet et de cette proposition (*Contre-projet de M. Paul Beauregard*, p. 405 ; *Amendement de M. Tournan au paragraphe 2 de l'article premier*, p. 518 et suiv. ; *Amendement de M. Beauregard au paragraphe premier de l'article 5*, p. 546). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales*, à la discussion de la proposition de loi tendant à substituer la responsabilité de l'Etat à celle des patrons dans les accidents du travail causés par les hostilités (p. 486). — Intervient dans la discussion : de la question concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé un projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 595) ; des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (p. 737). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (p. 1132 et suiv. ; *Retire un article additionnel à l'article premier*, p. 1163). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à maintenir à la disposition du Ministre de la Guerre, les hommes de la classe 1888 (p. 1374) ; du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Discussion générale*, p. 1991 et suiv. ; *Son contre-projet*, p. 2066, 2067). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion des interpellations concernant l'accès des militaires dans les cafés, restaurants et débits de boissons (A., S. de 1916, t. unique, p. 160). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant la solde des troupes (p. 212) ; d'une proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (p. 334 et suiv.) ; du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Discussion générale*, p. 649 ; *Son amendement à l'article premier*, p. 722 et suiv. ; *en demande le renvoi à la Commission*, p. 728 ; *le retire*, p. 729 ; *Reprend, comme addition au premier alinéa, le paragraphe 2 de cet amendement*, p. 738 ; *Sa disposition additionnelle à l'article premier*, p. 1157 ; *Retire son amendement à l'article 3 pour se rallier à un amendement de M. F. David*, p. 1173 ; *Son amendement à l'article 2*, p. 1174 et suiv.).

— Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à accorder une allocation journalière aux victimes civiles de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1022 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue rue de Tolbiac, le 20 octobre 1915 (p. 1397 et suiv.) ; des interpellations relatives aux sursis et permissions concernant la main-d'œuvre agricole (p. 1683). — Demande comme *Rapporteur* l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 août 1914 sur les allocations aux familles nécessiteuses (p. 1694 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement tendant à la suppression des paragraphes 5 et 4 de l'article 6*, p. 1998 et suiv., *le retire*, p. 2003 ; *Son amendement au nouvel article 9 de la Commission*, p. 2121 ; *le retire*, *ibid.* ; *Amendement de M. Raoul Péret à l'article 12*, p. 2367) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (A. S. de 1918, t. unique, p. 3167 ; A. S., O. de 1919, t. unique, p. 32, 43, 62) ; de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1682). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Amendement de M. Levasseur concernant les enfants des femmes travaillant dans les usines*, A. S. de 1916, t. unique, p. 2658). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 118 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 120) ; du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Retire un amendement à l'article 3*, p. 268). — Son addition à l'ordre du jour motivé, présenté par M. Pacaud, à la suite de la discussion des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 472 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le régime des réquisitions (p. 582). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Augmentation des allocations aux familles des mobilisés*, p. 831 et suiv.). Demande à interpellier le Gouvernement sur le régime des réquisitions dans la zone des armées

(A., S. de 1917; t. unique, p. 1063). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1065). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures prises pour conjurer la crise du fret (p. 1176); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1239). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le ravitaillement en combustibles de la population civile (p. 1865); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*); la développe (p. 1927). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2042). — Prend part à la discussion d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2313). — Est entendu sur la fixation de la date de son interpellation sur le régime des réquisitions (p. 2401). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif aux allocations*, p. 2564); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Article 2*, modifié par la Commission, p. 3262). — Est entendu au sujet de la communication anticipée d'un de ses rapports (p. 3529). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion des conclusions de la Commission chargée d'examiner des demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3611). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918, t. unique, p. 167, 1283, 2872). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (p. 179). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 457). — Est entendu dans la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 562); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 944). — Donne lecture de ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser des avances à des tiers victimes de calamités publiques (p. 978); sur le projet de loi établissant l'autorisation préalable de l'Etat pour toutes les

opérations d'assurances et de réassurances de risques de bombardement (A., S. de 1918; t. unique, p. 979). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Amendement de M. Bouffandeau concernant l'impôt sur le revenu*, p. 1116; *Ses amendements relatifs à l'allocation journalière accordée aux victimes civiles de la guerre*, p. 1187). — Son rapport verbal sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser des avances à des tiers victimes de calamités publiques (p. 1163). — Est entendu, comme *Rapporteur* de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, dans la discussion du projet de loi étendant, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents (p. 1272). — En qualité de *Rapporteur* de la Commission de la législation civile et criminelle, demande le renvoi à une séance ultérieure de la discussion d'une proposition de loi tendant à prévenir l'espionnage (p. 1273). — Prend part à la discussion : des projet et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Amendement de M. Delpierre à l'article 6*, p. 1280; *Amendement de M. Delpierre à l'article 7, tendant à établir dans certains cas une taxe supplémentaire sur les alcools de bouche*, p. 2850); d'une interpellation sur la réquisition du bétail dans les campagnes (p. 1309); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1331). — Est entendu, comme *Rapporteur*, sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à prévenir l'espionnage (p. 1366). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1569). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet des secours à accorder pour permettre la reprise de la vie économique dans les communes réoccupées (p. 2008). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2024). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le ravitaillement normal en vins de la population civile (p. 2080); développe cette interpellation (p. 2085 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'interprétation du statut des réfugiés (p. 2331; *Son addition à l'ordre du jour motivé présenté par M. Ringuier*, p. 2341); d'une interpellation sur

les mesures à prendre pour atténuer la cherté de la vie (A., S. de 1918, t. unique, p. 2374). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le ravitaillement en charbon du département de l'Oise (p. 2996). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 20, 2796). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 409); d'interpellations concernant le fonctionnement de la démobilisation (p. 583). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 761, 782 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet du vote, par le Sénat, de l'indemnité de démobilisation (p. 1196); retire cette demande (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1570); d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1787). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1929, 1938); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1952). — Prend part à la discussion d'interpellations : sur la liquidation des pensions militaires (p. 2033); sur le retard apporté dans le paiement de la prime de démobilisation (p. 2078). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2112); dans la discussion des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 (*Suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2562). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur la proposition de loi relative à l'établissement d'une contribution spéciale à l'occasion de la Fête de la victoire (p. 3014); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4698, 4728 et suiv.). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par faits de guerre ou situés dans les localités évacuées ou envahies (p. 4769). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 625). — Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 1).

PAMS (M.), Sénateur, Ministre de l'Intérieur.

Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9178). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif au budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3092). — Intervient dans la discussion de demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3615). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'ajournement des élections (p. 3700). — Prend part à la discussion : d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée : « La part du combattant » (A., S. de 1918, t. unique, p. 108); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Finances: *Frais de maison du Président de la République*, p. 663. Intérieur: *Relèvement de la natalité*, p. 697). — Dépose, en demandant la discussion immédiate, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour secours aux victimes de diverses explosions (p. 881). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les conditions d'évacuation des populations à nouveau envahies (p. 960). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative aux mesures prises pour éviter aux habitants de l'Aisne une nouvelle captivité (p. 1437). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution concernant la célébration, en France, de la fête nationale des États-Unis (p. 1648). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi concernant le fonds de subvention aux départements pour l'Exercice 1919 (p. 2030). — Parle dans la discussion d'une interpellation sur la division de la France en régions économiques (p. 2581). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Solde des prisonniers de guerre*, p. 3270); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 3431); dans la discussion du projet de loi relatif à la révision des listes électorales (p. 3444 et suiv., 3450 et suiv.). — Demande la discussion immédiate d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à l'application, aux membres de l'enregistrement mobilisés, des lois des 5 août 1914 et 4 août 1917

(A., S. de 1918, t. unique, p. 3462). — Répond à une question concernant une délibération du Conseil municipal de Lyon (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1104); prend part à la discussion de cette question transformée en interpellation (p. 1105). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1858); sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations concernant la nomination d'évêques, le maintien de la censure et la concentration de troupes à l'occasion du 1^{er} mai (p. 1952); sur la fixation de la date de la discussion de plusieurs interpellations concernant les événements du 1^{er} mai (p. 1960); au cours de la discussion de ces interpellations (p. 1966, 1973). — Est entendu sur la demande d'ajournement de la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus, au titre civil, au cours de la guerre (p. 3108, 3147). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3189); d'une interpellation relative aux mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser les brimades, les délits et les crimes dont les citoyens ou sujets français de couleur sont depuis quelque temps victimes sur le territoire français (p. 3364); de crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3396); de la proposition de loi relative à la modification de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (p. 3496). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion : d'une interpellation relative aux mesures prises par le Gouvernement pour circonscrire les incendies dans le Var (p. 3693); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés et de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4008, 4400, 4454 et suiv.). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant le suffrage féminin (p. 4379 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : de propositions de loi relatives au vote par correspondance (p. 4456 et suiv.); du

projet de loi portant fixation de l'ordre des diverses élections (p. 4579).

PARDIEU (M. DE), *Directeur des haras.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 569); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1238); du Budget de 1919 (p. 2375).

PARVY (M.), *Député de l'arrondissement de Rochechouart [Haute-Vienne].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1918, t. unique, p. 2678). = Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de supprimer le couchage à la paille dans les établissements agricoles (I., n° 5648; an., S. de 1919, p. 800). = Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur les élections : de M. Jean Durand, par l'arrondissement de Castelnaudary [Aude] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 11); de M. Bonnail, par l'arrondissement de Limoux [Aude] (p. 12); de M. Aldy, par la 1^{re} circonscription de Narbonne [Aude] (*ibid.*); de M. Sarraut (Albert), par la 2^e circonscription de Narbonne [Aude] (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Impôt sur les transports par chemins de fer*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1172); d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1835).

PASQUAL (M.), *Député de la 1^{re} circonscription d'Avonnes [Nord].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (p. 289);

de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux prisonniers morts en captivité le bénéfice de l'article premier de la loi du 2 juillet 1915 (I., n° 2905; an., S. de 1917, p. 40). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 avril 1916 relative au recrutement de l'intendance pendant la durée des hostilités (I., n° 3308; an., S. de 1917, p. 692). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'étendre le bénéfice de la loi du 22 frimaire an VII (§ 4, n° 1; § 6, nos 1 et 2; § 8, n° 1), modifiée par les lois du 18 mai 1850 (art. 10), du 8 avril 1816 (art. 53) et du 21 avril 1832 (art. 33), aux donations entre vifs consenties hors mariage au profit de conjoints ayant, depuis le début des hostilités, contracté mariage dans la partie non envahie du territoire et dont le domicile ou la résidence habituelle se trouvait, au moment de leur union, en pays occupé par l'ennemi (I., n° 3909; an., S. de 1917, p. 1506). — Sa proposition de loi ayant pour objet de décider que, par modification à l'article 4, paragraphe premier, de la loi du 31 mars 1905 sur les accidents du travail, les frais médicaux et pharmaceutiques seront, dans tous les cas et quelle que soit l'incapacité occasionnée par l'accident, à la charge du chef d'entreprise (I., n° 4761; an., S. de 1918, p. 798). — Sa proposition de résolution concernant les prisonniers de guerre et les prisonniers civils (I., n° 5074; an., S. de 1918, p. 1263). — Sa proposition de résolution tendant à décider que les otages français emmenés en Allemagne sont cités à l'ordre de la nation (I., n° 5723; an., S. de 1919, p. 840). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à prendre les sanctions qui s'imposent pour faire cesser les gaspillages de matières premières qui font partout défaut et notamment en régions libérées (I., n° 6592; an., S. de 1919, p. 2270). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de conférer la médaille militaire aux militaires décédés qui ont été proposés pour cette décoration antérieurement au décès (I., n° 2613; an., S. de 1916, p. 1518). — Son rapport sur le projet de loi sur l'extension de l'occupation temporaire à l'exécution des travaux de reconstitution dans les régions libérées (I., n° 6832; an., S. de 1919, p. 2640). — Prend part à la discussion de l'élection de M. Groussau par la 9^e circonscription de Lille [Nord] (A., S. O. de

1914, t. 2, p. 367). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1915 de crédits additionnels aux crédits provisoires [Entretien des prisonniers de guerre] (A., S. de 1915, t. unique, p. 1739). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Ses observations concernant les prisonniers de guerre*, A., S. de 1916, t. unique, p. 311). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (p. 759). — Prend part à la discussion de la proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (p. 1124 et suiv.; *Son amendement à l'article 5*, p. 1131). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des congés accordés aux sanitaires rapatriés d'Allemagne en octobre dernier (p. 2486). — Est entendu pour une rectification au procès-verbal de la séance du 7 décembre 1916 (p. 2556). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de son interpellation relative au logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 7); développe cette interpellation (p. 13 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 30). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les prisonniers civils ou militaires évadés, échangés ou rapatriés d'Allemagne*, p. 264). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le régime des représailles auquel sont soumis les prisonniers de guerre français envoyés sur le front (p. 847, 947); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 947). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Subventions aux œuvres de secours aux prisonniers de guerre*, p. 2539). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du rapatriement ou de l'échange de certains prisonniers de guerre valides (p. 2621); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2892, 3192). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle

(A., S. de 1917, t. unique, p. 3229. Titre IV. Voies de recours : *Sous-amendement de M. Merlin à l'amendement de M. Durre concernant l'article 21*. A., S., de 1918, t. unique, p. 134); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 349, 861). — Est entendu dans la discussion d'interpellations relatives aux réfugiés et rapatriés des pays envahis (A., S. de 1917, t. unique, p. 340). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations concernant le rapatriement des prisonniers de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 8); développe sous interpellation sur ce sujet (p. 18; *Son ordre du jour motivé*, p. 27). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à l'interprétation du statut des réfugiés (p. 2326). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le rapatriement des prisonniers, des otages et des habitants des régions libérées (p. 2506); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2507). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2681). — Est entendu dans la discussion : du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Finances : *Douaniers des régions envahies*, p. 809); d'une proposition de loi concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et des faillis (*Son amendement*, p. 2416). — Son allocation concernant la délivrance de la ville de Lille (p. 2424). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Personnel de l'administration des douanes*, p. 2470; *Comptables rédacteurs des directions des douanes*, p. 2474). — Intervient dans la discussion ; d'une interpellation sur l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2485); d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2827); d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la création d'un Livre d'or des municipalités françaises (p. 2965); d'interpellations concernant la démobilisation (p. 3008); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 3257). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 3152; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 313); du projet de loi portant ouverture et annula-

tion de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Solde des prisonniers de guerre*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3268); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1657); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 515); du projet de loi tendant à l'ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (p. 729); d'une interpellation sur la politique agricole du Gouvernement (p. 2191). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet du matériel textile commandé par les industriels sinistrés aux constructeurs anglais (p. 2400). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2453; *Réinstallation de la cour d'assises de Douai*, p. 2775); d'une interpellation sur les réparations dues aux victimes civiles de la guerre (p. 2511); des crédits provisoires applicables au deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 2320; *Suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2564); des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3392). — Obtient des congés (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1418, 1957).

PASQUET (M.), *Directeur de la comptabilité*, puis *Secrétaire général au Ministère du Commerce, des Postes et Télégraphes*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509); de la proposition de loi tendant à instituer la création d'un service des chèques postaux (A., S. de 1916, t. unique, p. 1827); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (p. 2694); prend part à cette discussion (p. 2785). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 646); prend part à cette discussion (p. 771). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 978); du projet de loi por-

tant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2518); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2541).

PATÉ (M. HENRY) [Seine], voir **HENRY PATÉ** (M.).

PATUREAU-BARONNET (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Châteauroux [Indre]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes (p. 289). — Sa proposition de loi tendant à modifier le point de départ du droit aux allocations dues aux familles des mobilisés (I., n° 889; an., S. O. de 1915, p. 383). — Sa proposition de loi tendant à assurer aux autorités civiles le droit de réquisition pour les travaux agricoles (I., n° 944; an., S. O. de 1915, p. 472). — Sa proposition de loi relative à une répartition plus juste des classes mobilisées (I., n° 1294; an., S. de 1915, p. 981). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à payer en monnaie grecque la solde des soldats, caporaux et sergents du corps expéditionnaire d'Orient et du corps expéditionnaire des Dardanelles (I., n° 1549; an., S. de 1915, p. 1265). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la mise en sursis d'appel, pendant la durée de la fenaison et de la moisson, des réservistes de l'armée territoriale du service auxiliaire qui exercent des professions agricoles (I., n° 2126; an., S. de 1916, p. 686). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder la solde et l'indemnité représentative de vivres aux militaires envoyés en congé de convalescence à la suite d'accidents survenus ou de maladies contractées dans le service de l'intérieur (I., n° 2281; an., S. de 1916, p. 1028). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à affecter à la dernière classe mobilisable l'aîné des familles d'au moins six

enfants mineurs dont le père est mort ou incapable de venir en aide aux siens (I., n° 2408; an., S. de 1916, p. 1168). — Sa proposition de loi tendant à réaliser une affectation à la fois rationnelle et équitable du personnel mobilisé dans les établissements travaillant pour la guerre (I., n° 3113; an., S. de 1917, p. 355). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit spécial de 4 millions de francs pour venir en aide aux agriculteurs du département de l'Indre éprouvés par la grêle et les orages des 15 et 20 juillet 1918 (I., n° 4916; an., S. de 1918, p. 956). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la démobilisation des plus vieilles classes de l'armée (I., n° 5259; an., S. de 1918, p. 1832). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à charger la Commission des postes et télégraphes d'étudier le fonctionnement de la poste aux armées (I., n° 945; an., S. de 1915, p. 473). — Son rapport sur le fonctionnement du service postal militaire en Orient (I., n° 1707; an., S. de 1916, p. 255). — Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. Auriol (Vincent) par l'arrondissement de Muret [Haute-Garonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 29). — Est entendu sur la demande d'ajournement de sa proposition de loi tendant à payer en monnaie grecque la solde des soldats, caporaux et sergents du corps expéditionnaire d'Orient (A., S. de 1916, t. unique, p. 101); retire cette proposition de loi (p. 102). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre (p. 870); des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Son amendement à l'article 25*, p. 1064); de ce projet de loi modifié par le Sénat (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1390). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Son amendement aux paragraphes 2 et 3 de l'article premier*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1146 et suiv.). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1219); dans la discussion d'une interpellation sur le fonctionnement du trésor et postes, les colis postaux et la correspondance des soldats des pays envahis (p. 1473). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la mise en sursis des R. A. T. du service auxiliaire d'origine agricole (p. 1677); développe cette interpellation

(A., S. de 1916, t. unique, p. 1677 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (*Son amendement*, p. 1838) ; d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (p. 2102) ; d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2154, 2221 et suiv.) ; d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2444 et suiv.) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la mise en culture des terres abandonnées (p. 2891). — Est entendu : sur la date de la discussion d'une proposition de résolution relative aux permissions à accorder aux cultivateurs mobilisés pour les travaux de labour et d'ensemencement (A., S. de 1917, t. unique, p. 31) ; au cours de la discussion de cette proposition de résolution (p. 64 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant la date d'appel des cultivateurs*, p. 286 ; *le retire*, *ibid.*) ; de la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 755 et suiv. ; *Son amendement*, p. 757) ; de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (*Ses amendements*, p. 2065, 2088) ; du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1038, 1069) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Son amendement concernant une indemnité de vivres aux militaires convalescents de la zone de l'intérieur*, p. 1445 ; *Son amendement tendant à accorder l'indemnité de vie chère aux fonctionnaires et ouvriers de l'Etat, temporaires, auxiliaires ou intérimaires*, p. 1466). — Demande à interpellé le Gouvernement sur le renvoi des agriculteurs de la classe 1889 et en particulier des cantonniers (p. 1500) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1906) ; la développe (p. 2267). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux permissions militaires (p. 2256) ; d'une proposition de résolution concernant les permissions des viticulteurs et des agriculteurs (p. 2600). — Demande à interpellé le Gouvernement sur la relève des ouvriers des vieilles classes susceptibles d'être affectés aux usines travaillant pour la défense nationale

(A., S. de 1917, t. unique, p. 2797). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3137. Titre I. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Article 2 modifié par la Commission*, p. 3257 ; *Son amendement à l'article 3 tendant à l'organisation des recours contentieux*, p. 3326) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 493). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 3441) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Situation des retraités proportionnels*, p. 3517 ; *Fermeture des musées de Paris*, p. 3520). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1910 (p. 3838). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la relève des vieilles classes de la territoriale encore aux armées (A., S. de 1918, t. unique, p. 255) ; du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Discussion générale*, p. 2465 ; *Répartition des allumettes*, p. 2475) ; du projet de loi tendant à relever le taux des allocations (p. 2658) ; d'interpellations concernant la libération des vieilles classes (p. 2777). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Agriculteurs victimes de sinistres et de cyclones*, p. 3291 ; *Démobilisation des cheminots*, p. 3292). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Pupilles de la nation*, p. 3392 ; *Son amendement concernant un relèvement d'allocations aux ascendants*, p. 3396) ; d'interpellations relatives aux pensions militaires (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2698 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 126, 865, 1496 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 405). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1442 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 880, 1695, 2040 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4343).

PAUL CONSTANS (M.), *Député de la 2^e circonscription de Montluçon [Allier]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). — Membre: de diverses Commissions (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5326) (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 5370); de la Commission du règlement (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du travail (A., S. de 1918, t. unique, p. 27). — Sa proposition de loi tendant à l'adoption nationale des enfants orphelins des victimes de la guerre (L., n° 852; an., S. O. de 1915, p. 342). — Sa proposition de loi tendant à la création d'un Ministère de la santé publique (L., n° 853; an., S. de 1915, p. 342). — Sa proposition de loi tendant à réduire, pendant la durée des hostilités, les droits de douane sur la morue (L., n° 2037; an., S. de 1916, p. 624). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'encourager la maternité et de favoriser les naissances (L., n° 2481; an., S. de 1916, p. 1428). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les plans d'extension et d'aménagement des villes (L., n° 4396; an., S. de 1918, p. 291). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la démobilisation rapide des classes 1890 à 1897 (L., n° 5242; an., S. de 1918, p. 1824). — Sa proposition de résolution concernant la démobilisation des chasseurs forestiers (L., n° 5823; an., S. de 1919, p. 2325). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux militaires des armées, les conditions suffisantes d'alimentation (L., n° 6236; an., S. de 1919, p. 1720). — Son rapport sur le projet de loi tendant à faciliter l'exécution des travaux publics pendant la durée des hostilités (L., n° 589; an., S. O. de 1915, p. 151). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet le classement des routes nationales en Algérie (L., n° 591; an., S. O. de 1915, p. 153). — Son rapport sur le projet de loi concernant les moyens propres à permettre en Algérie l'expropriation pour cause d'utilité publique pendant la durée des hostilités (L., n° 1120; an., S. de 1915, p. 804). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de rétr-

cession des tramways départementaux de Tarn-et-Garonne et de modifier le maximum du capital d'établissement du réseau (L., n° 3453; an., S. de 1917, p. 883). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant l'allaitement maternel dans les établissements industriels et commerciaux (L., n° 3749; an., S. de 1917, p. 1252). — Ses rapports, au nom du 8^e Bureau, sur les élections; de M. Garat, par la 1^{re} circonscription de Bayonne [Basses-Pyrénées] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 601); de M. Guichenné, par la 2^e circonscription de Bayonne [Basses-Pyrénées] (p. 60); de M. Ybar-négaray, par l'arrondissement de Mauléon [Basses-Pyrénées] (p. 60); de M. Barthou, par l'arrondissement d'Oloron [Basses-Pyrénées] (p. 60); de M. Béard (Léon), par l'arrondissement d'Orthez [Basses-Pyrénées] (p. 61); de M. d'Iriart d'Etchepare, par la 1^{re} circonscription de Pau [Basses-Pyrénées] (p. 61). — Son rapport supplémentaire sur l'élection de M. Ybar-négaray par l'arrondissement de Mauléon [Basses-Pyrénées] (p. 139). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris le 15 juin 1914 (p. 332). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances: *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 651). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi portant classement de routes nationales en Algérie (A., S. de 1915, t. unique, p. 107). — Prend part à la discussion de la proposition de loi ayant pour objet la restitution des droits perçus sur les absinthes (p. 143). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi tendant à faciliter l'exécution des travaux publics pendant la durée des hostilités (p. 205). — Est entendu: dans la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 271, 279, 280); sur une motion d'ajournement de la discussion des projet et propositions de loi concernant les accidents agricoles (p. 335). — Prend part à la discussion: des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins (p. 720); de la proposition de résolution concernant le battage des grains (p. 1208). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1413). — Prend part à la discussion: du projet de loi re-

latif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (A., S. de 1915, t. unique, p. 1550); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1692, 1695); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (p. 1994, 1996, 1997, 1998). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Ses observations concernant le dédouanement de marchandises à destination de l'intendance militaire*, A., S. de 1916, t. unique, p. 559). — Est entendu : pour un rappel au Règlement (p. 1272); sur le point de savoir à quelle Commission doit être renvoyé le projet de loi instituant les pupilles de la nation (p. 1452). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Contre-projet de M. Bénazet*, p. 1565); d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1916 (*Ses observations concernant le Bulletin des Armées*, p. 1720). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 7, 500, 1918); dans la discussion d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions de francs à titre de subvention au Comité des orphelins de la guerre (p. 515); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Remplaçants des instituteurs mobilisés*, p. 832); dans la discussion du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1039; p. 1065 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les mesures prises par le Ministre du Ravitaillement relativement aux objets de première nécessité et aux denrées alimentaires (p. 1183). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Amendement de M. Réville à l'article 14, concernant les grands magasins*, p. 1881). — Prend part à la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (*Discussion générale*, p. 1915); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2321); d'interpellations sur la politique

générale du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 2364). — Dépose et donne lecture d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant l'allaitement maternel dans les établissements industriels et commerciaux (p. 2399). — Retire une demande d'interpellation concernant les droits de l'Etat sur les richesses nationales (p. 2401). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Son amendement concernant des œuvres locales antituberculeuses*, p. 2520); d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de terre (p. 2831); des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2922); des interpellations relatives au ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 2999). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (p. 3681). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Travail et prévoyance sociale : *Subvention à la Caisse des retraites des ouvriers mineurs*, A., S. de 1918, t. unique, p. 617. Instruction publique : *Son amendement relatif à l'application de la loi instituant des pupilles de la nation*, p. 652; *retrait*, p. 653. Finances : *Situation des contrôleurs des contributions indirectes*, p. 678. Intérieur : *Relèvement de la natalité*, p. 698. *Son amendement relatif aux œuvres de préservation antituberculeuse*, p. 700. Loi de Finances : *Allocations mensuelles aux vieillards, infirmes et incurables secourus à domicile*, p. 1185). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à organiser la production du blé (p. 630); d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 753); de sa proposition de résolution concernant les plans d'extension et d'aménagement des villes (p. 843). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1069); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1339); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Amendement concernant le règlement des effets par chèque postal*, p. 1929). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet

du ravitaillement du département de l'Allier (A., S. de 1918, t. unique, p. 1992); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2073); développe cette interpellation (p. 2080). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2299). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (2498); dans la discussion du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3413). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 288). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 601, 1894); dans la discussion d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 644). — Prend part à la discussion : de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 796); d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1004, 1021); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 (Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils) (*Services commis à l'égard du soldat Voulet*, p. 1177). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1838); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1878); d'une interpellation sur la liquidation des pensions militaires (p. 2030). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2108). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2194); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Encouragement à la natalité par subventions aux départements et aux communes*, p. 2666); de crédits applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4159); d'une proposition de loi sur divers amendements à la loi électorale (p. 4527). — Demande à transformer en interpellation une question relative à la mise en culture des terres abandonnées (p. 4615), retire cette demande (*ibid.*). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2540; A., S. de 1918, t. unique, p. 6; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 26).

PAULET (M. GEORGES), *Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement*

pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 521); du projet de loi portant création d'un livret d'assurances sociales et modification de la législation de la caisse nationale d'assurance en cas de décès (A., S. de 1915, t. unique, p. 709).

PAUL LAFFONT (M.), *Député de l'arrondissement de Saint-Girons [Ariège].*

Son élection est validée (A., S. de 1915, t. unique, p. 7). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 1586); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 94559); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 août 1914 concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 898 et annexe; an., S. de 1915, p. 366 et annexe p. 434). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à dresser la liste des agriculteurs classés dans les services auxiliaires ou déclarés inaptes à faire campagne et à les mettre en sursis d'appel (I., n° 2001; an., S. de 1916, p. 591). — Sa proposition de loi sur la taxation du vin (I., n° 2105; an., S. de 1916, p. 665). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour assurer dans de meilleures conditions l'alimentation des troupes en campagne, soit en relevant le taux des rations en nature ou des primes d'alimentation, soit en accordant des allocations ou des secours aux ordinaires (I., n° 2167; an., S. de 1916, p. 763). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'Intérieur sur l'Exercice 1916 un crédit extraordinaire de 600.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle et des orages dans l'arrondissement de Saint-Girons (Ariège) (I., n° 2294; an., S. de 1916, p. 1063). — Sa proposition de résolution tendant à accorder une pension de retraite aux courriers auxiliaires, gardiens d'entrepôts et chargeurs auxiliaires des postes et télégraphes (I., n° 2395; an., S. de 1916, p. 1167). — Sa proposition de résolution invitant le Gou-

vernement à accorder des dégrèvements d'impôt aux hôteliers, commerçants et industriels des stations balnéaires, thermales et climatiques qui ont été éprouvés par les circonstances résultant de la guerre (I., n° 2994 ; an., S. de 1917, p. 133). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à élever le tarif des indemnités de cherté de vie allouées aux fonctionnaires de l'Etat en exécution du décret du 3 mai 1917 (I., n° 3395 ; an., S. de 1917, p. 812). — Sa proposition de loi portant dérogation pour la durée de la guerre à la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers (I., n° 3501 ; an., S. de 1917, p. 907). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à assurer l'application des décisions ministérielles relatives au détachement à la terre, des agriculteurs des vieilles classes (I., n° 4014 ; an., S. de 1917, p. 1743). — Sa proposition de résolution sur le relèvement des indemnités pour charges de famille allouées aux fonctionnaires et agents civils de l'Etat (I., n° 4577 ; an., S. de 1918, p. 528). — Sa proposition de loi tendant à distribuer à tous les départements de la France le matériel de guerre pris à l'ennemi (I., n° 5207 ; an., S. de 1918, p. 1812). — Sa proposition de loi tendant à la création au Ministère de la Guerre d'une direction de la gendarmerie (I., n° 6189 ; an., S. de 1919, p. 1627). — Son rapport sur les propositions de résolution et la proposition de loi concernant les agriculteurs appartenant aux vieilles classes (I., n° 3654 ; an., S. de 1917, p. 1134). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'ajourner le point de départ de l'application des résultats des revisions périodiques des évaluations foncières prévues par la loi du 29 mars 1914 (I., n° 4704 ; an., S. de 1918, p. 650). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à attribuer une permission agricole de vingt-cinq jours aux R. A. T. agriculteurs appartenant aux classes 1892 et 1893 et ayant un fils également agriculteur mobilisé en vue de faciliter les semailles (I., n° 5136 ; an., S. de 1918, p. 1735). — Son avis présenté au nom de la Commission de l'armée sur le projet de loi ayant pour objet de déterminer les voies et moyens d'exécution de la loi du 9 avril 1918 et portant ouverture, aux Ministres de la Guerre et de la Marine, de crédits sur l'Exercice 1918 (I., n° 5291 ; an., S. de 1918, p. 1855). — Son rapport sur le

projet de loi, modifié une troisième fois par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (I., n° 6731 ; an., S. de 1919, p. 2513). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à la création au Ministère de la Guerre d'une direction de la gendarmerie (I., n° 6740 ; an., S. de 1919, p. 2517). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement des actes d'avances sur titres (I., n° 6759 ; an., S. de 1919, p. 2542). — Son rapport sur le projet de loi tendant à la création, au Ministère de la Guerre (Direction de la cavalerie), d'une sous-direction de la gendarmerie (I., n° 6917 ; an., S. de 1919, p. 2859). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger les effets de la loi du 29 juillet 1916 [Suppression de l'allocation accordée aux dénatrateurs] (I., n° 7075 ; an., S. de 1919, p. 3042). — Ses rapports au nom du 5^e Bureau sur les élections : de M. Pichery par l'arrondissement de Romorantin [Loir-et-Cher] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 39) ; de M. Berger par l'arrondissement de Vendôme [Loir-et-Cher] (p. 39) ; de M. Drivet par la 2^e circonscription de Montbrison [Loire] (p. 39). — Prend part à la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Contre-projet de MM. Turmel et Jobert*, A., S. de 1915, t. unique, p. 384 ; *Reprend un amendement de M. de Gailhard-Bancel au paragraphe premier de l'article premier*, p. 445). — Est entendu : sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant les propriétaires de rente française dépossédés par des faits de guerre (p. 960) ; dans la discussion du projet de loi concernant l'achat et la vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile (p. 1453 et suiv.). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1916, t. unique, p. 1). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'état de l'aviation militaire (p. 8) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 9 et suiv., p. 58). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 579 et suiv. ; *Disposition additionnelle de M. Paisant à l'article premier*, p. 1158 ; *Ses observations concernant l'article 5 modifié*, p. 1179) ; du projet de loi sur la taxation des beurres et fromages (p. 1006 et suiv.) ; des projet et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de mé-tayage par suite de la guerre (*Amendement de*

M. Pressemane à l'article 3, A., S. de 1916, t. unique, p. 1109). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution tendant à la mise en sursis d'appel de militaires, pendant la durée de la fenaison et de la moisson (*Sa disposition additionnelle*, p. 1232) ; du projet de loi portant ouverture et annulation, sur les Exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre (*Ses observations concernant l'alimentation de la troupe*, p. 1261 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'exécution des mesures adoptées en vue de satisfaire aux besoins de main-d'œuvre agricole (p. 1677) ; développe cette interpellation (p. 1680). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Prestations*, p. 1803) ; de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2339 et suiv.) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2560) ; *Son amendement relatif à la taxe sur le prix des placés des spectacles*, p. 2734, 2740, 2771 ; *Son amendement relatif à la taxe de guerre*, p. 2809). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du ravitaillement en blé de certains départements du Midi (A., S. de 1917, t. unique, p. 455) ; développe cette interpellation (p. 624 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (p. 467 et suiv.) ; de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Son amendement à l'article 4*, p. 560 ; *Motion tendant au renvoi de la proposition à la Commission*, p. 1107) ; d'une interpellation sur l'affectation des employés des postes, télégraphes et téléphones des classes 1902, 1903, 1904 (p. 585 et suiv.) ; d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Son amendement*, p. 743) ; de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (*Son amendement*, p. 2065). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Services automobiles*, p. 829). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur la relève et les permissions de l'armée d'Orient (p. 981). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1066) ; des ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur le service de santé

(A., S. de 1917, t. unique, p. 1751). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la mise en sursis d'appel des cultivateurs des classes R. A. T. de 1890 à 1895 (p. 1872). — Adresse au Ministre des Travaux publics une question sur la mise en sursis d'appel des mineurs appartenant aux jeunes classes (p. 2154). — Est entendu, comme *Rapporteur* de la Commission de l'armée, dans la discussion des interpellations des propositions de résolution et d'une proposition de loi sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs des vieilles classes (p. 2266, 2283, 2325). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2439). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Commissaires militaires des gares*, p. 2523) ; de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2736). — Ses rapports sur des pétitions (p. 3146). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant la procédure à suivre devant la Haute-Cour de justice (p. 3859). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le rapatriement des prisonniers de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 20) ; des projets de loi relatifs à l'attribution de suppléments d'allocations aux personnels du réseau de l'Etat et des grandes compagnies de chemins de fer (p. 309) ; d'interpellations sur le fonctionnement de la justice militaire (p. 338). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des dépenses civiles de l'Exercice 1918 (Postes et télégraphes : *Courriers auxiliaires, garçons d'entrepôts et chargeurs auxiliaires*, p. 655). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi tendant au relèvement des suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 736) ; d'une interpellation sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats de l'affaire Bolo (p. 785). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le décret du 27 mars 1918 relatif aux indemnités pour cherté de vie et pour charges de famille allouées aux fonctionnaires et agents civils de l'Etat (p. 1110) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*) ; retire cette interpellation (p. 1242). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives : au ravitaillement (p. 1325) ; à la crise des transports (p. 2135). — Est entendu dans la discussion

d'une proposition de résolution tendant à organiser la fabrication des fourrages mélassés (A., S. de 1918, t. unique, p. 2451). — Prend part à la discussion : d'une interpellation relative à la non-application de la loi qui garantit un pécule de 1.000 francs aux familles des soldats morts pour la patrie (p. 2723); d'interpellations concernant la libération des vieilles classes (p. 2773). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2782); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2823; *Son ordre du jour motivé*, p. 2839). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi ayant pour but de déterminer les voies et moyens d'exécution de la loi du 9 avril 1918 [Pécule] (*Sa disposition additionnelle à l'article premier*, p. 2871); du projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. de 1918, t. unique, p. 3027; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 666, 675); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 3413). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le fonctionnement de la démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 449); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 572, 613). — Est entendu dans la discussion : de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 796); d'interpellations concernant la démobilisation des usines (p. 811); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Attribution du vêtement du démobilisé ou de l'indemnité représentative*, p. 1177; *Son amendement y relatif*, p. 1180; *Paiement des réquisitions*, p. 1191). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1798). — Est entendu : sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de la paix (p. 2158); dans la discussion d'interpellations relatives à l'application de la loi des pensions (p. 2501, 2699 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux locations verbales

contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2690); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Finances : *Discussion générale*, p. 2777 et suiv.); du projet de loi relatif à la revision des soldes militaires (p. 3426, 3447, 3455). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi, modifié pour la troisième fois par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 3590); est entendu dans la discussion des conclusions de ce rapport (p. 3591, 3596). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement des actes d'avances sur titres (p. 3748). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre pour donner aux usines de la Société métallurgique de l'Ariège du charbon et des moyens de transport (p. 3796); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des Chambres d'agriculture (p. 3913, 3938); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits, sur l'Exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils et au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils (*Son amendement tendant à augmenter de 4.600 francs le crédit demandé au chapitre 52*, p. 4480); du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1919 (p. 4693). — Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 1767; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957).

PAUL-MEUNIER (M.), *Député de l'arrondissement de Bar-sur-Seine [Aube]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126) (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation, (p. 289); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F. n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission des marchés

(A., S. de 1917, t. unique, p. 3130). — Sa proposition de loi relative à l'amnistie (I., n° 311; an., S. O. de 1914, p. 2024). — Sa proposition de loi tendant à réprimer les mauvais traitements envers les animaux (I., n° 380; an., S. O. de 1914, p. 2047). — Sa proposition de loi tendant à prévenir les abus de la vivisection (I., n° 381; an., S. O. de 1914, p. 259) (1). — Sa proposition de loi tendant à modifier divers articles de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux (I., n° 382; an., S. O. de 1914, p. 259) (1). — Sa proposition de loi tendant à modifier divers articles de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (I., n° 383; an., S. O. de 1914, p. 259) (1). — Sa proposition de loi relative au recrutement régional (I., n° 485; an., S. E. de 1914, p. 259) (1). — Sa proposition de loi relative aux conventions maritimes de la Méditerranée (I., n° 486; an., S. E. de 1914, p. 259) (1). — Sa proposition de loi tendant à lever l'état de siège politique déclaré par la loi du 5 août 1914 (I., n° 720; an., S. O. de 1915, p. 250). — Sa proposition de loi tendant à modifier le tableau B annexé à la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, en ce qui concerne les maires et adjoints appartenant à l'armée territoriale (I., n° 736; an., S. O. de 1915, p. 263). — Sa proposition de loi tendant à l'application à la Ville de Paris de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (I., n° 737; an., S. O. de 1915, p. 263). — Sa proposition de résolution tendant à assurer aux militaires blessés des sorties régulières au grand air (I., n° 764 et annexe, p. 278; an., S. O. de 1915, p. 278). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 169 de la loi municipale du 5 avril 1884 [Création des syndicats de communes] (I., n° 765; an., S. O. de 1915, p. 278). — Sa proposition de loi tendant à modifier, en cas de mobilisation générale, les formalités légales : 1° pour l'autorisation des femmes mariées à l'effet de contracter ou d'ester en justice; 2° pour l'exercice de la puissance paternelle; 3° pour l'émancipation des enfants (I., n° 767; an., S. O. de 1915, p. 281). — Sa proposition de loi tendant à accorder la gratuité complète pour les envois postaux aux militaires mobilisés (I., n° 768; an., S. O. de 1915, p. 281). — Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 79 de la loi

du 5 avril 1884 concernant l'élection des maires et des adjoints (I., n° 903; an., S. O. de 1915, p. 403). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 75 de la loi municipale du 3 avril 1884 [création de postes d'adjoints spéciaux] (I., n° 927; an., S. O. de 1915, p. 467). — Sa proposition de loi portant modification des articles 3 et 41 de la loi du 10 août 1871, relative aux conseils généraux, et des articles 142, 143 et 150 de la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, en vue de simplifier et diminuer la tutelle administrative (I., n° 1040; an., S. O. de 1915, p. 676). — Sa proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code civil afin de simplifier les formalités relatives au mariage (I., n° 1185; an., S. de 1915, p. 259) (1). — Sa proposition de loi concernant : 1° l'affectation militaire des professeurs et des agrégés des facultés de médecine; 2° le régime disciplinaire des blessés et malades de l'armée soignés dans les hôpitaux militaires et les formations sanitaires (I., n° 1302; an., S. de 1915, p. 259) (1). — Sa proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 5 août 1914, qui complète celle du 14 décembre 1879, sur les crédits supplémentaires et extraordinaires (I., n° 1305; an., de 1915, p. 983). — Sa proposition de loi relative à la création des hôpitaux et hospices publics (I., n° 1345; an., S. de 1915, p. 1035). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative au régime de la Presse en temps de guerre (I., n° 1355; an., S. de 1915, p. 1043). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre (I., n° 1395; an., S. de 1915, p. 1126). — Sa proposition de résolution relative au fonctionnement des tribunaux militaires (I., n° 1551; an., S. de 1915, p. 1365). — Sa proposition de loi relative à la réforme de la magistrature (I., n° 1553; an., S. de 1915, p. 1365). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative au fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance en cas de mobilisation générale (I., n° 1851; an., S. de 1916, p. 328). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à la liberté d'opinion en temps de guerre (I.,

(1) Ce document n'a pas été publié.

(1) Ce document n'a pas été publié.

n° 1893 ; an., S. de 1916, p. 377). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à modifier et à préciser d'urgence ses décrets relatifs au moratorium judiciaire (I., n° 1906 ; an., S. de 1916, p. 209) (1). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier l'article 71 du Code de justice militaire pour l'armée de terre [Recours en revision aux armées] (I., n° 2002 ; an., S. de 1916, p. 592). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'application des articles 38 et 71, paragraphe premier, du Code de justice militaire pour l'armée de terre du 9 juin 1855 [Création des conseils de revision aux armées] (I., n° 2059 ; an., S. de 1916, p. 634). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier divers articles des Codes de justice militaire pour l'armée de mer et pour l'armée de terre (I., n° 2299 ; an., S. de 1916, p. 1063). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative aux condamnations prononcées par les conseils de guerre antérieurement à la loi du 27 avril 1916 (I., n° 2423 ; an., S. de 1916, p. 1174). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à compléter l'article 445 du Code d'instruction criminelle (I., n° 2667 ; an., S. de 1916, p. 1629). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative au régime de la presse en temps de guerre (I., n° 2691 ; an., S. de 1916, p. 1174). — Sa proposition de résolution tendant à la revision des lois constitutionnelles (I., n° 2789 ; an., S. de 1916, p. 1799). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder l'amnistie à diverses catégories de personnes condamnées par les conseils de guerre (I., n° 2843 ; an., S. de 1916, p. 1823). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à la procédure de la mise en liberté provisoire (I., n° 2958 ; an., S. de 1917, p. 113). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à la réhabilitation des condamnés et aux effets des jugements par contumace (I., n° 3066 ; an., S. de 1917, p. 254). — Sa proposition de loi, présentée avec demande

de discussion immédiate, relative à l'admission des officiers de complément dans l'armée active (I., n° 3132 ; an., S. de 1917, p. 394). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier divers articles des Codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (I., n° 3337 ; an., S. de 1917, p. 708). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative au fonctionnement de la justice militaire (I., n° 3572 ; an., S. de 1917, p. 1012). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (I., n° 3681 ; an., S. de 1917, p. 1146). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier l'article 150 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 180 du Code de justice militaire pour l'armée de mer (I., n° 4079 ; an., S. de 1917, p. 2306). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faciliter la réhabilitation des condamnés militaires (I., n° 4397 ; an., S. de 1918, p. 291). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'abrogation de l'article 10 du Code d'instruction criminelle (I., n° 4408 ; an., S. de 1918, p. 305). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier divers articles du Code d'instruction criminelle et du Code de justice militaire pour instituer, en faveur des inculpés et accusés, la loi de pardon (I., n° 4420 ; an., S. de 1918, p. 1721). — Sa proposition de résolution relative au contrôle postal et télégraphique (I., n° 4783 ; an., S. de 1918, p. 851). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à organiser la défense près les tribunaux militaires aux armées (I., n° 4784 ; an., S. de 1918, p. 851). — Sa proposition de loi tendant à interpréter les dispositions de l'article 8 de la loi du 9 août 1849, sur l'état de siège, modifié par la loi du 27 avril 1916 (1) (I., n° 4794 ; an., S. de 1918, p. 1682). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier et à compléter la loi du 5 août 1914 qui réprime les indiscrétions de la

(1) Ce document n'a pas été publié.

(1) Ce document n'a pas été publié.

presse en temps de guerre (I., n° 4795 ; an., S. de 1918, p. 1272) (1). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier l'article 31 de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire (I., n° 5129 et annexe ; an., S. de 1918, p. 1732, et annexe p. 1733). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la revision des lois constitutionnelles (I., n° 5143 ; an., S. de 1918, p. 1793). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, sur les garanties de la liberté individuelle (I., n° 5213 ; an., S. de 1918, p. 1813). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à compléter l'article 14 de la loi municipale du 5 avril 1884 et à régler le fonctionnement des municipalités (I., n° 5444 ; an., S. de 1918, p. 2107). — Sa proposition de loi relative à l'amnistie des condamnations militaires (I., n° 5867 ; an., S. de 1919, p. 1019). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à placer au Palais-Bourbon le buste de Jean Jaurès du statuaire Gabriel Pech (I., n° 5998 ; an., S. de 1919, p. 1202). — Sa proposition de loi concernant la situation des avocats généraux et celle des juges d'instruction (I., n° 6054 ; an., S. de 1919, p. 1300) (1). — Sa proposition de résolution concernant les mutilés et le service de santé militaire (1) (I., n° 6056 ; an., S. de 1919, p. 1683). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (I., n° 6228 ; an., S. de 1919, p. 1685). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la revue des troupes du 14 juillet (I., n° 6492 ; an., S. de 1919, p. 2085). — Son rapport sur : 1° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, pendant la durée de la guerre, les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice et à l'exercice de la puissance paternelle ; 2° la proposition de loi de M. Paul-Meunier, tendant à modifier, en cas de mobilisation générale, les formalités légales : 1° pour l'autorisation des femmes mariées à l'effet de contracter ou d'ester en justice ; 2° pour l'exercice de la puissance paternelle ; 3° pour l'émancipation des enfants (I., n° 926 ; an., S. de 1915,

p. 512) ; son rapport supplémentaire sur le même objet (I., n° 1006 ; an., S. de 1915, p. 573) ; son deuxième rapport supplémentaire (I., n° 1055 ; an., S. de 1915, p. 686). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 160 de la loi municipale du 5 avril 1884 [Création des syndicats de communes] (I., n° 1018 ; an., S. de 1915, p. 597) ; son rapport supplémentaire (I., n° 1135 ; an., S. de 1915, p. 808) ; son 2° rapport supplémentaire (I., n° 1195 ; an., S. de 1915, p. 853) ; son 3° rapport supplémentaire sur la même proposition de loi (I., n° 1288 ; an., S. de 1915, p. 1010). — Son avis présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle sur : 1° le projet de loi portant addition à l'article 4 de la loi du 23 janvier 1873 tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme ; 2° l'amendement de M. Aristide Jobert au projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons, tendant à modifier l'article 6 de ladite loi du 23 janvier 1873 (I., n° 1105 ; an., S. de 1915, p. 742). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à lever l'état de siège politique déclaré par la loi du 5 août 1914 (I., n° 1359 ; an., S. de 1915, p. 1259) ; son rapport supplémentaire (I., n° 6246 ; an., S. de 1919, p. 1731). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre (I., n° 1398 ; an., S. de 1915, p. 1126) ; son rapport supplémentaire (I., n° 1519 ; an., S. de 1915, p. 1349) ; son rapport sur cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (I., n° 2072 ; an., S. de 1916, p. 638). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (I., n° 1399 ; an., S. de 1915, p. 1128) ; son rapport supplémentaire (I., n° 1520, et annexé p. 1409 ; an., S. de 1915, p. 1351) ; son second rapport supplémentaire (I., n° 2923 ; an., S. de 1917, p. 68). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'application, à la Ville de Paris, de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (I., n° 1488 ; an., S. de 1915, p. 1354). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet l'application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion de certaines dispositions de la

(1) Ce document n'a pas été publié.

loi du 10 août 1871 sur l'organisation des Conseils généraux (I., n° 2088; an., S. de 1916, p. 718). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à modifier l'article 71 du Code de justice militaire pour l'armée de terre [Recours en révision aux armées] (I., n° 2199; an., S. de 1916, p. 881). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (I., n° 2439; an., S. de 1916, p. 1309); son rapport supplémentaire (I., n° 2523; an., S. de 1916, p. 1465). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution relative aux condamnations prononcées par les conseils de guerre antérieurement à la loi du 27 avril 1916 (I., n° 2522; an., S. de 1916, p. 1464). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant la censure (I., n° 2614; an., S. de 1916, p. 2591). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à compléter l'article 445 du Code d'instruction criminelle (I., n° 2803; an., S. de 1916, p. 1804). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à accorder l'amnistie à diverses catégories de personnes condamnées par les conseils de guerre (I., n° 2927; an., S. de 1917, p. 47). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Paul-Meunier relative à la procédure de la mise en liberté provisoire; 2° la proposition de loi de M. Paul-Meunier relative à la réhabilitation des condamnés et aux effets des jugements par contumace (I., n° 3131; an., S. de 1917, p. 390); son rapport supplémentaire (I., n° 3197; an., S. de 1917, p. 425); son second rapport supplémentaire (I., n° 3227; an., S. de 1917, p. 440). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de MM. Bracke, Pierre Renaudel et Théo Bretin tendant à introduire les militaires non gradés dans les tribunaux militaires; 2° la proposition de loi de M. Paul-Meunier tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer; 3° la proposition de résolution de MM. André Hesse, Pierre Rameil et Abrami concernant la composition des conseils de guerre (I., n° 3590; an., S. de 1917, p. 1051). — Son rapport sur le

projet de loi modifiant la composition des conseils de guerre maritimes (I., n° 3606; an., S. de 1917, p. 1065). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution concernant l'interdiction de relations avec des sujets de pays ennemis (I., n° 3642; an., S. de 1917, p. 1127). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution relative au fonctionnement de la justice militaire (I., n° 3643; an., S. de 1917, p. 1127). — Son rapport sur les propositions de loi : 1° de MM. Jean Hennessy et Le Cherpy tendant à compléter le Code de justice militaire pour l'armée de terre en y introduisant les sanctions contre les chefs de corps et les officiers généraux coupables de fautes professionnelles commises volontairement, par négligence ou impéritie; 2° de M. l'amiral Bienaimé et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de compléter le Code de justice militaire pour l'armée de terre; 3° de M. Paul-Meunier tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer; 4° de M. Albert-Favre (Charente-Inférieure) tendant à modifier et à compléter le Code de justice militaire en édictant des sanctions contre les officiers généraux et chefs de corps reconnus coupables de fautes lourdes dans l'exercice de leur commandement (I., n° 3723; an., S. de 1917, p. 852). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (I., n° 3724; an., S. de 1917, p. 1164). — Son rapport sur : 1° les propositions de loi de MM. Aristide Jobert, Turmel et Jean Bon tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les crimes et délits militaires; 2° de MM. Giray, Ferdinand Morin (Indre-et-Loire) et Berthon, sur l'amnistie militaire (I., n° 3734; an., S. de 1917, p. 1250). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à modifier la loi du 5 avril 1884, complétée par la loi du 22 mars 1890, sur les syndicats de communes (I., n° 3918; an., S. de 1917, p. 1506). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes à ordonner des restrictions dans la consommation, en temps de guerre, du papier et des matières entrant dans sa fabrication (I., n° 4032; an., S. de 1917, p. 2610). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par

le Sénat, tendant à modifier plusieurs articles du Code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire (I., n° 4071; an., S. de 1917, p. 1975). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Maurice Barrès] (I., n° 4435; an., S. de 1918, p. 375). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 150 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 180 du Code de justice militaire pour l'armée de mer (I., n° 4520; an., S. de 1918, p. 476). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (I., n° 4597; an., S. de 1918, p. 542). — Son rapport sur l'amendement de MM. Bracke, Renaudel et Théo-Bretin à la proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de terre [Composition des conseils de guerre] (I., n° 4641; an., S. de 1918, p. 740). — Son rapport supplémentaire sur: 1° la proposition de loi tendant à modifier l'article 150 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 180 du Code de justice militaire pour l'armée de mer; 2° le projet de loi relatif à la modification de deux articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et l'armée de mer (I., n° 4654; an., S. de 1918, p. 611); son 2° rapport supplémentaire (I., n° 4718; an., S. de 1918, p. 670). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la consommation du papier en temps de guerre (I., n° 4837; an., S. de 1918, p. 914). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par les militaires en état de désertion (I., n° 4901; an., S. de 1918, p. 1266). — Son rapport supplémentaire sur: 1° les propositions de loi de MM. Jean Hennessy et Le Chery tendant à compléter le Code de justice militaire pour l'armée de terre en y introduisant les sanctions contre les chefs de corps et les officiers généraux coupables de fautes professionnelles commises volontairement, par négligence ou impéritie; de M. l'amiral Bienaimé et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de compléter le Code de justice militaire pour l'armée de terre; de M. Paul-Meunier tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer; de M. Albert-Favre (Charente-Inférieure) tendant à modifier et à compléter le

Code de justice militaire en édictant des sanctions contre les officiers généraux et chefs de corps reconnus coupables de fautes lourdes dans l'exercice de leur commandement; de M. Louis Deschamps et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de créer, pendant la guerre et pendant l'année qui suivra la fin des hostilités, une cour de justice militaire chargée de statuer sur les fautes commises dans l'exercice de leur commandement ou de leurs fonctions par les officiers, chefs de corps ou de services ayant rang ou faisant fonctions d'officiers généraux; 2° le projet de loi complétant les dispositions du Code de justice militaire pour l'armée de terre, en ce qui concerne les fautes commises par les officiers généraux dans l'exercice de leur commandement aux armées (I., n° 4914; an., S. de 1918, p. 1035). — Son rapport sur la proposition de loi sur le commerce de la presse (I., n° 4978; an., S. de 1918, p. 1242). — Son rapport sur: 1° la proposition de loi tendant à faciliter la réhabilitation des condamnés militaires; 2° le projet de loi interprétant et complétant les dispositions des articles 621 et 628 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne les condamnés qui ont été l'objet d'une citation à l'ordre du jour (I., n° 5029; an., S. de 1918, p. 1189); son rapport supplémentaire (I., n° 5055; an., S. de 1918, p. 1245). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant les articles 150, 156 n° 4, 157 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, 180, 182, 226 du Code de justice militaire pour l'armée de mer (I., n° 5030; an., S. de 1918, p. 1199). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à la création d'offices publics d'approvisionnement (I., n° 5180; an., S. de 1918, p. 1997); son rapport supplémentaire (I., n° 6055; an., S. de 1919, p. 1300). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code d'instruction criminelle et du Code de justice militaire pour instituer, en faveur des inculpés et accusés, la loi de pardon (I., n° 5268; an., S. de 1918, p. 1999). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Ernest Outrey] (I., n° 5269; an., S. de 1918, p. 1926). — Son rapport sur la proposition de loi sur les garanties de la liberté individuelle (I., n° 5318; an., S. de 1918, p. 2145). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'organisation des conseils de guerre aux armées siégeant sur le territoire d'Alsace-Lorraine

(I., n° 5443; an., S. de 1918, p. 2150). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 14 de la loi municipale du 5 avril 1884 et à régler le fonctionnement des municipalités (I., n° 5473; an., S. de 1918, p. 2158). — Son rapport sur : 1° le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et modifiant le paragraphe cinquième de l'article 621, le deuxième et le troisième paragraphe de l'article 628 du Code d'instruction criminelle; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des faillis, même banqueroutiers, et des liquidés judiciaires, et la réinscription sur la liste électorale, en temps de guerre, des faillis non condamnés pour banqueroute simple ou frauduleuse, et modifiant l'article premier de la loi du 23 mars 1908 et l'article premier de la loi du 5 août 1916 (I., n° 5647; an., S. de 1919, p. 487); son rapport supplémentaire (I., n° 5764; an., S. de 1919, p. 893). — Son rapport sur les marchés de benzine dénitrochloré (I., n° 5660; an., S. de 1919, p. 630). — Son rapport sur les marchés passés par le 12^e régiment d'artillerie à Vincennes avec son ancien maître-tailleur, mobilisé audit corps (I., n° 5661; an., S. de 1919, p. 632). — Son rapport sur l'amendement de M. Emmanuel Brousse (Pyénées-Orientales) au projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et modifiant le paragraphe cinquième de l'article 621, le deuxième et le troisième paragraphe de l'article 628 du Code d'instruction criminelle (I., n° 5765 et annexe; an., S. de 1919, p. 893). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire la lumière sur les conditions dans lesquelles est mort Almercyda (I., n° 5835; an., S. de 1919, p. 953). — Son rapport sur : 1° les propositions de loi : *a*) de M. Ernest Lafont (Loire) et plusieurs de ses collègues, sur l'amnistie; *b*) de M. Louis Marin, sur l'amnistie en faveur de certaines catégories de condamnés militaires; *c*) de MM. Louis Puech et Talon, tendant à accorder une amnistie aux mobilisés de terre et de mer pour les délits et contraventions par eux commis, soit avant le 1^{er} août 1914, soit postérieurement et jusqu'à la

date de leur démobilisation; *d*) de M. Paul-Meunier, relative à l'amnistie des condamnations militaires; 2° le projet de loi d'amnistie (I., n° 5965; an., S. de 1919, p. 1165); son rapport supplémentaire (I., n° 6368; an., S. de 1919, p. 1979); son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 6674; an., S. de 1919, p. 2339); son 3^e rapport supplémentaire (I., n° 7031; an., S. de 1919, p. 2961). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Faits reprochés à l'attaché d'intendance Jourdain] (I., n° 5988; an., S. de 1919, p. 1194). — Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Marché de fusils Lehman-Charley] (I., n° 5989; an., S. de 1919, p. 1195). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, sur le projet de loi fixant pour l'année 1919 le délai dans lequel doivent être réunies les conditions d'inscription sur les listes électorales (I., n° 6151; an., S. de 1919, p. 1414). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, sur le projet de loi tendant : 1° à ajourner les élections partielles départementales et communales; 2° à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la deuxième série (I., n° 6188; an., S. de 1919, p. 1627). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (I., n° 6518; an., S. de 1919, p. 2105). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des conseils de guerre en temps de paix et revision du Code de justice militaire pour l'armée de terre (I., n° 6530; an., S. de 1919, p. 2137). — Son rapport sur l'installation d'une scierie militaire à Saint-Parres-les-Vaudes [Aube] (I., n° 6531; an., S. de 1919, p. 2147). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, sur le projet de loi relatif à l'inscription sur les listes électorales des militaires disparus (I., n° 6762; an., S. de 1919, p. 2544). — Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections : de M. Dérangère, par l'arrondissement de Château-Chinon [Nièvre] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 52); de M. Roblin, par la 2^e circonscription de Nevers [Nièvre] (p. 52). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les abus de pouvoir commis par un juge d'instruction (p. 146). — Ses rapports sur des pétitions

(A., S. de 1915, t. unique, p. 59). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (p. 94) ; de la proposition de loi tendant à modifier les articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse (p. 155). — Son rapport sur une pétition (p. 175). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, une proposition de loi tendant à faire lever l'état de siège politique déclaré par la loi du 5 août 1914 (p. 260) ; développe les motifs de l'urgence (p. 286) ; retire la demande d'urgence (p. 292). — Prend part à la discussion : de sa proposition de résolution tendant à assurer aux militaires blessés des sorties au grand air (p. 458) ; de la proposition de loi tendant à autoriser la gratuité des envois postaux aux militaires mobilisés (*Son contre-projet*, p. 463 et suiv. ; *Son article additionnel*, p. 468). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion : du projet et de la proposition de loi modifiant, pendant la durée de la guerre, les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice, à l'exercice de la puissance paternelle et à l'émancipation des enfants (p. 950) ; d'une proposition de loi concernant la tutelle et l'administration provisoire des successions (p. 953). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant modification des lois relatives aux conseils généraux et à l'organisation municipale (*Son amendement*, p. 1106 ; *Sa disposition additionnelle*, p. 1109). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique (p. 1311). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de loi relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre (p. 1813, p. 1814 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2014). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion de la proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 62, 84 et suiv.). — Ses oppositions à l'inscription sans débat du projet de loi tendant à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires (p. 350, 589) ; est entendu dans la discussion de ce projet de loi (p. 754). — Dépose et donne lecture de son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre (p. 924) ; est en-

tendu sur l'ensemble de la loi (A., S. de 1916, t. unique, p. 927). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion de sa proposition de résolution tendant à l'application des articles 38 et 74, paragraphe premier, du Code de justice militaire pour l'armée de terre du 9 juin 1857 [Création des conseils de revision aux armées] (p. 1146) ; dans la discussion de cette proposition de résolution (p. 1196 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement à l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1335 et suiv. ; *Ses observations concernant les pénalités*, p. 1347 ; *Son amendement y relatif*, p. 1349 ; *le retire*, p. 1350). — Demande l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire (p. 1683) ; est entendu sur une demande d'ajournement de la discussion de cette proposition de loi (p. 1693). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le respect des droits des blessés (p. 1692) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2079) ; développe cette interpellation (p. 2086 et suiv. ; *Son ordre du jour motivé*, p. 2103). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de loi relative à la création des syndicats de communes (p. 1696). — Demande l'ajournement de la discussion de la proposition de loi tendant à lever l'état de siège politique déclaré par la loi du 5 août 1914 (p. 1698). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1821). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (p. 1875 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les réquisitions prises par le parquet contre un juge d'instruction du tribunal de la Seine (A., S. de 1917, t. unique, p. 7) ; développe cette interpellation (p. 344 et suiv. ; *Son ordre du jour motivé*, p. 360 et suiv.). — Demande, comme *Rapporteur*, la promulgation d'urgence de la loi tendant à compléter l'article 445 du Code d'instruction criminelle (p. 31). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur l'affaire des « carbures » (p. 38). — Demande, comme *Rapporteur*, la discussion immédiate de la proposition de loi tendant à accorder l'amnistie à diverses catégories de personnes condamnées par les

conseils de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 154 et suiv.). — Est entendu, comme *Rapporteur*, sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la suppression de la censure politique (p. 158 et suiv.). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de résolution relative à l'amnistie des condamnations prononcées par les conseils de guerre (p. 373 et suiv.; *Sa disposition additionnelle*, p. 376 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le statut des officiers généraux, colonels et fonctionnaires de grades correspondants (p. 1143). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'exercice du droit de grâce et le fonctionnement de la justice militaire (p. 1168); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1181). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1218, 2043). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à organiser pour les femmes le repos du samedi dans les industries du vêtement (p. 1262; *Son amendement à l'article premier*, p. 1265 et suiv.). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1486); sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1719; *Son addition à l'ordre du jour de M. René Renoult*, p. 1745); sur une demande de mise à l'ordre du jour de la discussion du rapport sur diverses propositions de revision de la Constitution (p. 2146). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de loi modifiant la composition des conseils de guerre maritimes (p. 2163). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les sanctions que comporte l'arrêt de la Cour de cassation qui a proclamé l'innocence du soldat Bourret condamné à mort par un conseil de guerre (p. 2410). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la création d'une Commission centrale de contrôle (p. 2597). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion : de propositions de loi sur l'amnistie militaire (p. 2661); d'une proposition de résolution relative au fonctionnement de la justice militaire (p. 2663). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion : d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (p. 2818); d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour

l'armée de terre (A., S. de 1917, t. unique, p. 2827). — Dépose et lit son rapport sur une proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à modifier la loi du 5 avril 1884 sur les syndicats de communes (p. 2978). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (*Son paragraphe additionnel*, p. 3186). — Dépose et lit son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier plusieurs articles du Code d'instruction criminelle et des Codes de justice militaire (p. 3388); prend part à la discussion des conclusions de ce rapport (p. 3390). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant la procédure à suivre devant le Sénat constitué en Cour de justice (p. 3852). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de loi tendant à faciliter la réhabilitation des condamnés militaires (A., S. de 1918, t. unique, p. 845). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'un projet de loi relatif à la consommation, en temps de guerre, du papier et des matières entrant dans sa fabrication (p. 1222). — Son opposition à l'inscription sans débat du projet de loi concernant les infractions relatives à la vente, à la circulation, à l'emploi du pétrole et de l'essence, ainsi qu'à la circulation des véhicules automobiles (p. 1439). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat (p. 1482). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et des faillis (p. 2412). — Est entendu dans la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendement concernant la non-intervention en Russie*, p. 3354). — Prend part, comme *Rapporteur* de la Commission de l'administration générale, à la discussion du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (p. 3441, 3450). — Est entendu, comme *Rapporteur* : sur la mise à l'ordre du jour d'une proposition de loi relative à l'amnistie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1886); sur l'ajournement de la discussion des propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2100). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à fixer à huit heures par

jour la durée du travail des personnes employées sur un navire affecté à la navigation maritime (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2553). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion de plusieurs propositions de loi relatives à la levée de l'état de siège et à l'abrogation de la censure (p. 2959). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 3216). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion : de la proposition de loi relative à la modification de l'organisation municipale (p. 3496 et suiv.); du projet de loi tendant à fixer l'ordre et les dates des élections du Sénat, de la Chambre des Députés, aux conseils d'arrondissement et aux conseils municipaux (p. 4569); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4624). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 701, 889; A., S. de 1915, t. unique, p. 62, 302, 677, 1493; A., S. de 1916, t. unique, p. 1826; A., S. de 1917, t. unique, p. 867, 2860, 3071; A., S. de 1918, t. unique, p. 245, 484, 978, 1101, 1399; A., S. de 1919, t. unique, p. 6, 1937).

PAUL PROUST (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Chambéry [Savoie]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 289). — Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau, sur les élections : de M. Aristide Briand par la 1^{re} circonscription de Saint-Etienne [Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 40); de M. Neyret par la 3^e circonscription de Saint-Etienne [Loire] (p. 40). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 505, 507). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 924).

PAUL-SIMON (M.), *Député de la 2^e circonscription de Brest [Finistère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Secrétaire : du 7^e Bureau (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); du 5^e Bureau (F. n° 35; J. O. de 1915, p. 307). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle

(A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (p. 289); de la Commission de la marine de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 2009). — Son rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre (I., n° 3990; an., S. de 1917, p. 1731). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, ayant pour objet de compléter l'article 45 du Code civil, à l'effet de hâter la constitution des dossiers relatifs aux pensions (I., n° 4253; an., S. de 1918, p. 113). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Pierre Goujon par la 1^{re} circonscription de Bourg [Ain] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 5). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1917, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la cherté et la rareté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 1002). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1918, t. unique, p. 1). — Ses rapports sur des pétitions (p. 924, 1694). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Son amendement concernant l'impôt sur le revenu*, p. 1112). — *Secrétaire d'âge* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 636, 1952; A., S. de 1916, t. unique, p. 1428; A., S. de 1917, t. unique, p. 338; A., S. de 1918, t. unique, p. 4674; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2267).

PAYS (M.), *Député de la 8^e circonscription de Lyon [Rhône], Secrétaire de la Chambre*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 35; J. O. de 1915, p. 307; F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission du travail; de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1^o d'approuver un avenant passé entre le département de la Loire et la Société des chemins de fer du Centre, à l'effet de modifier le sectionnement du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Germain-Laval à Balbigny et à Régnay; 2^o de fixer de nouveaux maxima pour la subvention de l'Etat afférente à chaque section de ladite ligne (I., n° 965; an., S. de 1915, p. 491). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet

de déclarer d'utilité publique une modification du tracé du chemin de fer d'intérêt local de Morlaix à la limite du département vers Plestin, avec embranchement sur Plougasnou, ainsi que le prolongement de cet embranchement jusqu'à Trégastel et le raccordement de la ligne au port de Morlaix (I., n° 1036; an., S. de 1915, p. 669). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de deux nouvelles traversées des Vosges (lignes de Saint-Dié à Saales et de Saint-Maurice à Wesserling) (I., n° 6886; an., S. de 1919, p. 2704). — Son avis, au nom de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication, sur le projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (I., n° 7042; an., S. de 1919, p. 2988). — Ses rapports, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Desrousseaux, dit Bracke, par la 1^{re} circonscription du 14^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 73); de M. Poirier de Narçay par la 2^e circonscription du 14^e arrondissement de Paris (p. 73). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Sa disposition additionnelle à l'article premier*, A., S. de 1916, t. unique, n. 242, 243); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Amendement de M. Compère-Morel à l'article premier*, p. 736). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1316 et suiv.). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Reconstitution industrielle : *Discussion générale*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2793); du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4656). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 169; A., S. de 1918, t. unique, p. 3206; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1793). — Obtient des congés (A., S. de 1916,

t. unique, p. 2452; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1865).

PÉAN (M.), *Directeur des affaires civiles et du sceau*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : des projet et propositions de loi concernant le moratorium des loyers (A., S. de 1916, t. unique, p. 17); du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (p. 1873); du projet de loi relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 304); du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers (p. 1727).

PÉCHADRE (M.), *Député de l'arrondissement d'Épernay [Marne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Secrétaire du 3^e Bureau (F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des mines (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). — Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. Combrouze par la 1^{re} circonscription de Libourne [Gironde] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 31). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers (*Son article additionnel*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1739; *retrait*, *ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 243, 248); d'une proposition de loi relative aux locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2684 et suiv.). — Parle sur le procès-verbal (p. 3289). — Est entendu pour un fait personnel (p. 4702). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4632). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 790).

1283, 1294; A., S. de 1916, t. unique, p. 372, 2256, 2540, 2627; A., S. de 1918, t. unique, p. 509, 1695, 2513, 2528). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1558, 1751; A., S. de 1917, t. unique, p. 540, 1796, 2122, 3420; A., S. de 1918, t. unique, p. 1783; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 435, 953, 2267).

PEDOYA (M. le général), *Député de l'arrondissement de Pamiers [Ariège]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine (*ibid.*). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'organisation d'une inspection permanente du service du recrutement, de la mobilisation et des réquisitions (I., n° 188; an., S. O. de 1914, p. 1914). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets réglant diverses mesures d'organisation militaire (I., n° 477; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2188). — Adresse au Ministre de la Guerre une question sur la situation du matériel de guerre (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 873). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi portant ratification de décrets relatifs à l'organisation militaire (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 944); demande, en qualité de *Président* de la Commission de l'armée, la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate (p. 944); prend part à cette discussion (p. 945). — Est entendu, comme *Président* de la Commission de l'armée : sur une proposition de loi relative au passage des pères de six enfants dans la dernière classe de la réserve de l'armée territoriale (A., S. de 1915, t. unique, p. 109); dans la discussion du projet de loi relatif à l'appel, sous les drapeaux, de la classe 1916 (p. 329); dans la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la révision de la classe 1917 (p. 473). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à instituer une croix dite « croix de guerre » (p. 489); de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1915, t. unique, p. 783, 834 et suiv., 919); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 1236). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [Relèvement de la solde des soldats] (p. 1377). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le relè-

vement de la solde des brigadiers, caporaux et soldats (A., S. de 1915, t. unique, p. 1382); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (p. 1728). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur la distribution des vêtements chauds, du linge et le mode de couchage des soldats (p. 1969, 1971). — Est entendu, comme *Président* de la Commission de l'armée : sur l'ajournement au 3 février 1916 de la discussion d'une proposition de loi relative au séjour dans les états-majors (A., S. de 1916, t. unique, p. 102); sur la demande d'ajournement de la discussion d'une interpellation concernant la venue de zeppelins sur Paris dans les soirées des 29 et 30 janvier 1916 (p. 149); sur la proposition de résolution tendant à l'organisation d'un concours d'admission à l'École militaire de Saint-Cyr en 1916 (p. 192); dans la discussion du projet de loi modifiant la limite d'âge des colonels et des officiers généraux (*Motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 753). — Est entendu, en cette même qualité, dans la discussion de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1501, 1547 et suiv.; *Demande le renvoi à la Commission du contre-projet de M. Benazet et de divers autres contre-projets*, p. 1566). — Demande l'ajournement de la discussion des conclusions de la Commission de la législation civile sur une proposition de loi tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire (p. 1693). — Demande l'ajournement de la discussion : des propositions de loi tendant à renforcer les cadres de l'armée (p. 1694); d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier et de régler pour le temps de guerre les indemnités allouées aux militaires (p. 1724). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la révision de la classe 1918 (p. 2453). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de l'interpellation sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats de l'affaire Bolo (A., S. de 1918, t. unique, p. 793). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3309). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 1, 1968; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3101). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 422, 1870, 2469 A., S. de 1918, t. unique, p. 2070).

PÉRET (M. RAOUL), *Député de la 2^e circonscription de Poitiers [Vienna], Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, puis Vice-Président de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192) ; de la Commission du commerce et de l'industrie (p. 289) ; de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 4 mars 1898 sur l'Office national du commerce extérieur (I., n° 796 ; an., S. O. de 1915, p. 283). — Sa proposition de résolution tendant à ajouter à l'article 30 du Règlement un paragraphe relatif à la publication au *Journal officiel* d'un procès-verbal sommaire des travaux des Commissions (I., n° 888 ; an., S. de 1915, p. 365). — Sa proposition de loi concernant la rectification des actes de l'état civil (I., n° 1278 ; an., S. de 1915, p. 956). — Sa proposition de loi ayant pour objet de faciliter la création d'associations d'obligataires dans les sociétés par actions (I., n° 3179 ; an., S. de 1917, p. 369). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser l'Algérie à émettre des bons qui seront escomptés par la Banque de l'Algérie pour parer au déficit de l'Exercice 1915 (I., n° 1418 ; an., S. de 1915, p. 1236). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt en rentes 5 0/0 (I., n° 1427 ; an., S. de 1915, p. 1241). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits applicables aux services de la Guerre et de la Marine (I., n° 1435 ; an., S. de 1915, p. 1244). — Son second rapport sur deux projets de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre du budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires [Ministère de la Guerre] (I., n° 1463 ; an., S. de 1915, p. 1283). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles [Loi du 9 juin 1853] (I., n° 1463 ; an., S. de 1915, p. 1297). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires pour le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Aéronautique militaire au Ministère de la Guerre ; 2° le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits, sur l'Exercice 1915, par suite de la nomination de Ministres d'Etat et de la suppression de Sous-Secrétaires

d'Etat (I., n° 1483 ; an., S. de 1915, p. 1318). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur : 1° le projet de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage ; 2° la proposition de loi de M. Mahieu, concernant la taxation des denrées alimentaires de première nécessité ; 3° la proposition de loi de M. Mistral et plusieurs de ses collègues, tendant à enrayer l'augmentation du coût de la vie par la fixation de tarifs maxima et par le contrôle de la vente des denrées et produits de première nécessité ; 4° la proposition de loi de MM. Aristide Jobert et Turmel, ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement, les préfets et les communes à taxer le prix de tous les objets et denrées de première nécessité (I., n° 1490 ; an., S. de 1915, p. 1331). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi fixant diverses mesures destinées à parer à l'insuffisance éventuelle des recettes du budget général et des budgets annexes des chemins de fer de l'Afrique occidentale française (I., n° 1508 ; an., S. de 1915, p. 1339). — Son rapport sur : 1° le projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre du Budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires ; 2° le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1915 pour les dépenses d'installation et de fonctionnement du Sous-Secrétariat d'Etat de l'aéronautique militaire [Dépenses d'installation et de fonctionnement des quatre Sous-Secrétariats d'Etat du Ministère de la Guerre] (I., n° 1517 ; an., S. de 1915, p. 1345). — Son rapport sur le projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du Budget général et au titre des budgets annexes de l'Exercice 1915 (I., n° 1542 ; an., S. de 1915, p. 1362). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'Exercice 1916, des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 ; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics (I., n° 1560 ; an., S. de 1915, p. 1402). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1916 (I., n° 1576 ; an., S. de 1915, p. 1402). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture de crédits au titre du Budget général de

l'Exercice 1915 (I., n° 1619; an., S. de 1915, p. 1434). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation de crédits, au titre du Budget général de l'Exercice 1915, par suite de la nomination de Ministres d'Etat et de la suppression de Sous-Secrétariats d'Etat (I., n° 1620; an., S. de 1915, p. 1436). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant : 1° ouverture, sur l'Exercice 1916, des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics (I., n° 1629; an., S. de 1915, p. 1442). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits au Ministre de la Guerre, au titre du Budget général de l'Exercice 1915 (I., n° 1643; an., S. de 1915, p. 1458). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1° l'institution, à l'Administration centrale du Ministère de la Guerre, d'un Service général des pensions, secours et renseignements aux familles des militaires; 2° la création d'emplois à l'Administration centrale du Ministère des Finances; 3° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (I., n° 1670 et annexe, p. 28; an., S. de 1916, p. 22). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (I., n° 1671; an., S. de 1916, p. 28). — Son rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1916, au titre du Budget général; 2° l'établissement d'une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés pendant la guerre; 3° certaines dispositions d'ordre fiscal relatives à la législation des patentes et aux déclarations en matière de mutations par décès (I., n° 1724; an., S. de 1916, p. 99); son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (I., n° 2228; an., S. de 1916, p. 917). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à faire bénéficier les familles belges, réfugiées en France et ayant à l'armée des fils ou proches parents d'un rang inférieur à celui d'officier, des dispositions de la loi du 22 juin 1915 sur la gratuité d'envoi de paquets postaux (I., n° 1803; an., S. de 1916, p. 202). — Son rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1915, au titre du budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur

l'Exercice 1916, au titre du budget général; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits sur les Exercices 1915 et 1916, au titre des budgets annexes (I., n° 1815; an., S. de 1916, p. 207); son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (I., n° 1982; an., S. de 1916, p. 578). — Son 2° rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [Imprimerie nationale. Exercice clos 1913] (I., n° 1816; an., S. de 1916, p. 232). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi tendant à apporter certaines modifications dans l'exercice des franchises postales concédées aux troupes en campagne (I., n° 1817; an., S. de 1916, p. 232). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle, pour l'année 1917 (I., n° 1878; an., S. de 1916, p. 342). — Son rapport sur les projets de loi, modifiés par le Sénat, portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1915, au titre du Budget général : le 1^{er}, pour le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Aéronautique militaire; le 2^e, pour un Sous-Secrétariat d'Etat au Ministère de la Guerre; le 3^e, pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre Sous-Secrétariats d'Etat au Ministère de la Guerre; le 4^e, pour deux Sous-Secrétariats d'Etat au Ministère de la Guerre (I., n° 1880; an., S. de 1916, p. 343). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'Exercice 1916, des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics (I., n° 1898; an., S. de 1916, p. 379). — Son rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1915, au titre du Budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1915 au titre des budgets annexes (I., n° 1907; an., S. de 1916, p. 395). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Mistral et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser la production de guerre par la réquisition des mines et des établissements industriels et par la réglementation de l'appel et de l'emploi de la main-d'œuvre militaire (I., n° 1917; an., S. de 1916, p. 410); son second avis, présenté au nom de la même Commission, sur la même proposition de loi (I., n° 3002; an., S. de 1917, p. 136). — Son rapport sur le projet de loi ouvrant au compte

spécial institué par la loi du 16 octobre 1915, une seconde section destinée à retracer les opérations afférentes aux réquisitions de denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (I., n° 1972 ; an., S. de 1916, p. 568). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur : 1° la proposition de loi de M. Eugène Laurent (Nièvre) et plusieurs de ses collègues, tendant à élargir la loi du 22 juin 1915 relative à l'envoi gratuit de colis aux militaires ; 2° la proposition de loi de MM. Amiard, Louis Deshayes et Camille Picard, tendant à accorder aux familles bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914, ainsi qu'à celles comptant au moins quatre enfants vivants, la gratuité pour l'envoi par poste, une fois par mois, à chacun de leurs membres mobilisés (mari, père, fils ou frère), d'un paquet recommandé dont le poids ne devra pas excéder un kilogramme (I., n° 2025 ; an., S. de 1916, p. 618). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé : « Avances remboursables consenties à divers industriels pour les besoins de la défense nationale » (I., n° 2076 ; an., S. de 1916, p. 641). — Son avis présenté, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la taxation des denrées et substances (I., n° 2089 ; an., S. de 1916, p. 653). — Son rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1916, au titre du Budget général ; 2° l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1916, au titre des budgets annexes (I., n° 2158 ; an., S. de 1916, p. 737). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur les Exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre (I., n° 2177 ; an., S. de 1916, p. 765). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'Exercice 1916, des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 ; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics (I., n° 2194 ; an., S. de 1916, p. 779) ; son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (I., n° 2271 ; an., S. de 1916, p. 951). — Son rapport sur le projet de loi relatif : 1° à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur l'Exercice 1915 ; 2° au report de crédits de l'Exercice 1915 à l'Exercice 1916 (I., n° 2208 ; an., S. de 1916, p. 886). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits applicables aux services de la marine (I., n° 2293 ; an., S. de 1916, p. 1059). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1917 (I., n° 2351 ; an., S. de 1916, p. 1090). — Son rapport sur le projet de loi portant autorisation d'avances aux Gouvernements alliés ou amis (I., n° 2411 ; an., S. de 1916, p. 1169). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 5 0/0 (I., n° 2452 ; an., S. de 1916, p. 1322). — Son rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'Exercice 1916, au titre du Budget général ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'Exercice 1916, au titre des Budgets annexes (I., n° 2462 ; an., S. de 1916, p. 1325). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'Exercice 1916, des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 ; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics (I., n° 2463 ; an., S. de 1916, p. 1344). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1916 pour la garantie de l'emprunt marocain de 1914 (I., n° 2464 ; an., S. de 1916, p. 1420). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet et les propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (I., n° 2507 ; an., S. de 1916, p. 1454). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1916, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties (I., n° 2674 ; an., S. de 1916, p. 1633). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1915, de crédits concernant les services de la Guerre et de la Marine (I., n° 2682 ; an., S. de 1916, p. 1638). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'Exercice 1917, des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 ; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics (I., n° 2701 ; an., S. de 1916, p. 1659) ; son rapport supplémentaire (I., n° 2773 ; an., S. de 1916, p. 1751). — Son rapport sur le projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du Budget général et au titre des budgets annexes de l'Exercice 1916 (I., n° 2703 ;

an., S. de 1916, p. 1654). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux déclarations en matière de mutations par décès (I., n° 2739; an., S. de 1916, p. 1742). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1916 (I., n° 2799; an., S. de 1916, p. 1790). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à autoriser l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé : « Avances remboursables consenties à divers industriels pour les besoins de la défense nationale » (I., n° 2852; an., S. de 1917, p. 6). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant annulation et ouverture de crédits, sur l'Exercice 1916, par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement; 2° le projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (I., n° 2932; an., S. de 1917, p. 75). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant autorisation d'avances aux Gouvernements alliés ou amis (I., n° 2949; an., S. de 1917, p. 90). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1° le projet de loi portant prolongation des délais de déclaration pour l'impôt général sur le revenu; 2° la proposition de loi de M. Maurice Dutreil tendant à augmenter, en 1917, le délai imparti aux contribuables pour la déclaration de leur revenu (I., n° 2964; an., S. de 1917, p. 121). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée par le Ministre des Finances et la Banque de France (I., n° 3007; an., S. de 1917, p. 138). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 10 février 1915 relative à l'émission d'obligations à court terme (I., n° 3008; an., S. de 1917, p. 139). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'Exercice 1917, au titre du Budget général (I., n° 3049; an., S. de 1917, p. 169). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (I., n° 3051; an., S. de 1917, p. 248). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'Exercice 1917, des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics (I., n° 3096; an., S. de 1917, p. 334). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi concernant l'application de

l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1916 [Contribution extraordinaire sur les bénéfices réalisés pendant la guerre] (I., n° 3123; an., S. de 1917, p. 372). — Son rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'Exercice 1916, au titre du Budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'Exercice 1916, au titre des budgets annexes (I., n° 3126; an., S. de 1917, p. 378). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre de crédits spéciaux d'exercices clos (I., n° 3127; an., S. de 1917, p. 387). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1° le projet de loi tendant à instituer, en faveur des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, des allocations pour charges de famille; 2° la proposition de loi de M. Jules-Louis Breton et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser les indemnités familiales prévues par la loi du 30 décembre 1913 et à instituer de nouvelles mesures favorables aux familles nombreuses (I., n° 3150; an., S. de 1917, p. 400). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Frédéric Brunet [Seine], ayant pour objet d'accorder aux sociétés coopératives de consommation un fonds de dotation de 2 millions de francs (I., n° 3201; an., S. de 1917, p. 420). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture de crédits, sur l'Exercice 1917, au titre du Budget du Ministère de l'Intérieur (I., n° 3202; an., S. de 1917, p. 426). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (I., n° 3203; an., S. de 1917, p. 428). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant : 1° ouverture, sur l'Exercice 1917, des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics (I., n° 3208; an., S. de 1917, p. 431). — Son rapport sur ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (I., n° 3219; an., S. de 1917, p. 437). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, en vue d'accorder aux personnels civils de l'Etat des allocations temporaires de cherté de vie (I., n° 3222; an., S. de 1917, p. 439). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant imposition de la saccharine et des autres substances édulcorantes artificielles (I., n° 3234; an., S. de

1917, p. 444). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, au titre du Budget de l'Exercice 1917, d'un crédit de 5.672.878 francs, pour subventions extraordinaires aux départements envahis (I., n° 3239; an., S. de 1917, p. 455). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, en vue d'accorder, aux personnels civils de l'Etat, des allocations temporaires de cherté de vie et des indemnités pour charges de famille (I., n° 3254; an., S. de 1917, p. 448). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture de crédits pour l'Exercice 1917, au titre du budget du Ministère de l'Intérieur, en vue du recensement de la population (I., n° 3256; an., S. de 1917, p. 601). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, en vue d'accorder aux personnels civils de l'Etat des allocations temporaires de cherté de vie et des indemnités pour charges de famille (I., n° 3280; an., S. de 1917, p. 634). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, au titre du budget du Ministère de l'Intérieur (I., n° 3282; an., S. de 1917, p. 635). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (I., n° 3284; an., S. de 1917, p. 635). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, portant suppression de la contribution des patentes et imposition de plusieurs catégories de revenus ; 2° le projet de loi portant suppression des contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres (I., n° 3323; an., S. de 1917, p. 699). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution de M. Ceccaldi ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à proroger le privilège des banques de l'Indochine et de l'Afrique occidentale française (I., n° 3326; an., S. de 1917, p. 703). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (I., n° 3336; an., S. de 1917, p. 712). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver les conventions intervenues entre le Ministre des Travaux publics et des transports et la Société générale des chemins de fer écono-

miques, la Compagnie des chemins de fer départementaux, la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France, pour l'attribution d'allocations complémentaires aux agents des lignes d'intérêt général concédées à ces trois compagnies (I., n° 3379; an., S. de 1917, p. 782). — Son rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture sur l'Exercice 1917 de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics (I., n° 3380; an., S. de 1917, p. 783). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1916 (I., n° 3408; an., S. de 1917, p. 836). — Son rapport sur le projet de loi relatif au report de crédits sur l'Exercice 1916 à l'Exercice 1917 [Article 71 de la loi de finances du 27 février 1912] (I., n° 3409; an., S. de 1917, p. 839). — Son rapport sur le projet de loi tendant à l'ouverture de crédits supplémentaires sur les Exercices 1916 et 1917, au titre des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat (I., n° 3422; an., S. de 1917, p. 848). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'ouverture de crédits extraordinaires pour l'inscription de pensions civiles au titre des Exercices périmés 1910 et 1911 (I., n° 3442; an., S. de 1917, p. 859). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (I., n° 3477; an., S. de 1917, p. 888). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant : 1° ouverture sur l'Exercice 1917 de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics (I., n° 3503; an., S. de 1917, p. 908). — Son rapport sur le projet de loi portant autorisation d'avances à des Gouvernements alliés ou amis (I., n° 3548; an., S. de 1917, p. 997). — Son rapport sur le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles [Loi du 9 juin 1853] (I., n° 3549; an., S. de 1917, p. 997). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1916 de crédits concernant les services de la Guerre, de l'Armement et de la Marine (I., n° 3585; an., S. de 1917, p. 1041). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels, au titre de l'Exercice 1917, en vue d'accorder aux fonctionnaires et agents de l'Etat des suppléments temporaires de traitement et

des compléments d'indemnités pour charges de famille (I., n° 3628; an., S. de 1917, p. 1072). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (I., n° 3629; an., S. de 1917, p. 1073). — Son avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi tendant à instituer un répertoire des opérations de change (I., n° 3630; an., S. de 1917, p. 1115). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au troisième trimestre de l'Exercice 1917 (I., n° 3706; an., S. de 1917, p. 1152). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'Exercice 1918 (I., n° 3715; an., S. de 1917, p. 1163). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, une proposition de résolution concernant l'étude, par la Commission du commerce et de l'industrie, des conditions actuelles de notre commerce d'exportation (A., S. de 1915, t. unique, p. 130). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Disposition additionnelle de M. Lecasseur à l'article 6*, p. 239). — Est entendu, comme *Président* de la Commission du commerce, dans la discussion : du projet de loi ratifiant un décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (p. 307, 316); du projet de loi relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie [Brevets d'invention] (p. 369). — Prend part, comme *Président de la Commission*, à la discussion de la proposition de loi relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce et à la création de chèques spéciaux (A., S. de 1915, t. unique, p. 1020). — Est entendu, comme *Rapporteur général* de la Commission du budget, dans la discussion d'un projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1584). — En cette même qualité : donne connaissance de l'avis de la Commission du budget sur le projet de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1631); prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat d'Etat de l'aéronautique militaire, ouverture et annulation de crédits pour la nomination des Ministres d'Etat et la suppression de Sous-Secrétaires

d'Etat (A., S. de 1915, t. unique, p. 1779); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1874, 1883, 1890; *Envoi de vêtements neufs aux prisonniers de guerre en Allemagne*, p. 1896; *Garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer*, p. 1900); donne lecture en le déposant, de son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 2033 et suiv.) — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus du budget de l'Algérie pour 1916 (p. 1956). — Est entendu, comme *Rapporteur général* de la Commission du budget, sur l'ordre de discussion du projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits; 2° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 3° certaines dispositions relatives aux patentes (A., S. de 1916, t. unique, p. 192.) — Prend part, en cette même qualité, à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Article premier. Institution de la contribution*, p. 231; *Amendement de M. Lamy*, p. 237; *Amendement de M. Puech*, p. 238; *Amendement de M. Lairolle*, p. 240; *Dispositions additionnelles : de M. Pays*, p. 243; *de M. Sibille*, p. 244; *Article 2. Calcul de la contribution*, p. 255 et suiv.; *Amendement de M. Landry : au paragraphe premier de cet article*, p. 259; à l'alinéa 6°, p. 294; à l'alinéa 7°, p. 266; *Dispositions additionnelles : de M. Louis Dubois*, p. 269; *de M. Gilbert Laurent*, p. 270; *Article 3. Calcul du bénéfice*, p. 279; *Amendement de M. Puech à l'article 3 bis*, p. 280; *Amendement de M. Jules Delahaye relatif au calcul du bénéfice normal moyen*, p. 282; *Amendement de M. Renard au 5° paragraphe de l'article 4*, p. 285; *Amendement de M. L. Andrieu au paragraphe 1 de l'article 5*, p. 286; *Article 8*, p. 287; *Amendement de M. Édouard Andrieu à l'article 10*, p. 290; *Amendement de M. Landry au même article*, p. 291; *Amendement de M. Gilbert Laurent*, p. 292; *Disposition additionnelle de M. de Dion à l'article 11*, p. 293; *Ses rectifications concernant l'article 11*, p. 304); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1381). — Présente au nom de la Commission du budget un avis sur le projet de loi étendant à certaines familles belges réfugiées en France, le bénéfice de la gratuité d'envoi de paquets

postaux (A., S. de 1916, t. unique, p. 252). — Prend part, en qualité de *Rapporteur général* de la Commission du budget, à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 534; *Amendement relatif aux appareils orthopédiques perfectionnés à donner aux mutilés*, p. 556; *Amendements concernant: les secours aux réformés ou aux soldats en instance de réforme pour tuberculose*, ibid.; *la création d'un diplôme pour la famille des morts pour la patrie*, p. 557; *les rations alloués aux soldats, sous-officiers et officiers*, p. 559). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi ouvrant au compte spécial institué par la loi du 16 octobre 1915, une seconde section destinée à retracer les opérations afférentes aux réquisitions de denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 650). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur les Exercices 1915 et 1916 (p. 667). — Prend part, en qualité de *Rapporteur général* de la Commission du budget, à la discussion d'un projet de loi concernant les franchises postales concédées aux troupes en campagne (p. 1010). — En qualité de *Rapporteur général* de la Commission du budget, dépose et lit son rapport sur un projet de loi portant restriction du droit d'admission de valeurs mobilières pendant la durée des hostilités (p. 1082). — Est entendu, en cette même qualité, dans la discussion: d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1916 (p. 1245, 1246); d'un projet de loi portant ouverture et annulation sur les Exercices 1915 et 1916 de crédits concernant les services de la guerre (p. 1250 et suiv.). — Prend part, en qualité de *Rapporteur général* de la Commission du budget, à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Ses observations concernant: l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1307, 1311; *les genièvres*, p. 1322; *Amendement de M. Magniaudé relatif au droit de consommation sur l'alcool*, p. 1323; *Amendement de M. Bretin concernant l'alcool d'industrie*, p. 1325; *Amendement de M. Jobert à l'article 5*, p. 1334; *Association de distillations*, p. 1338; *Amendement de M. Paul-Morel*, p. 1341; *Amendement de M. Bouveri concernant l'application du régime de l'alcool à la Corse*,

A., S. de 1916, t. unique, p. 1345; *Taxation des eaux minérales*, p. 1350; *Amendement relatif à l'assistance aux militaires tuberculeux*, p. 1352; *Prisonniers français en Suisse*, ibid.; *Entretien des prisonniers de guerre internés en Allemagne*, p. 1353; *Indemnités de service des officiers*, p. 1355; *Ses observations concernant les augmentations à inscrire à l'article premier*, p. 1356; *Amendement relatif au dégrèvement des contributions foncière et des portes et fenêtres*, p. 1358); dépose et lit son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1384); prend part à la discussion des conclusions (p. 1387 et suiv.). — Est entendu, comme *Rapporteur général* de la Commission du budget, dans la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilés de l'Exercice 1917 (*Amendement de M. Aristide Jobert concernant les familles nombreuses*, p. 1568 et suiv.). — Prend part, comme *Président de la Commission*, à la discussion de la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Amendement de M. André Hesse à l'article premier*, p. 1657 et suiv.; *Addition d'un article 8 à la proposition primitive*, p. 1669; *Amendement de M. Delaroue à l'article premier*, p. 1669; *Dispositions additionnelles de M. Viollette*, p. 1674 et suiv.). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion: du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rente 5 0/0 (p. 1709); d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1916 au titre du budget général et des budgets annexes (p. 1719). — Prend part, en cette qualité, à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Amendement concernant les subventions aux fédérations départementales s'occupant des prisonniers de guerre*, p. 1788; *Amendement relatif au perfectionnement des appareils orthopédiques*, p. 1796 et suiv.; *Modification aux crédits inscrits au chapitre premier*, p. 1805; *Usines hydrauliques*, p. 1807 et suiv.; *Réquisition générale des usines, mines et moyens de transport*, p. 1812). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement à l'article 12*, p. 2367; *Son article 15 bis nouveau*, p. 2368). — Est entendu sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 2549). — Prend part en qualité de *Rapporteur général*, à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917

(*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2585 et suiv. ; *Amendement de M. Levasseur relatif aux enfants des femmes travaillant dans les usines*, p. 2657 ; *Amendement de M. Deyris tendant à augmenter de 4.000 francs, les crédits inscrits à l'article premier*, p. 2662 ; *Sa rectification du chiffre des crédits inscrits à l'article premier*, p. 2697 ; *Motion tendant à la disjonction des articles 5 à 26 relatifs à certaines dispositions fiscales*, p. 2704 ; *Amendement de M. Voilin à l'article 5 relatif à l'impôt sur le revenu*, p. 2709 ; *Amendement de M. Honnorat à ce même article*, p. 2710 ; *Amendement de M. Mistral y relatif*, p. 2715 ; *Modification de l'article 17 de la loi relative à l'impôt sur le revenu*, p. 2716 ; *Billards, cercles, gardes-chasses*, p. 2725 ; *Compartiments de coffres-forts*, p. 2726 ; *Amendement de M. Bedouce relatif aux taxes communales*, p. 2727 ; *Taxe sur les domestiques*, p. 2728 ; *Taxe sur les pianos*, p. 2729 ; *Taxe sur le prix des places des spectacles*, p. 2741, 2772 ; *Suppression des articles 12 et 18 relatifs aux boissons hygiéniques et aux sucres*, p. 2743 et suiv. ; *Amendement de M. Aldy tendant à la réduction des taxes sur les boissons hygiéniques*, p. 2752 et suiv. ; *Droits sur les raisins secs*, p. 2756 ; *Sa motion tendant à la disjonction des taxes sur les eaux minérales et les spécialités pharmaceutiques*, p. 2764 ; *Amendements relatifs aux taxes sur les eaux minérales*, p. 2776 ; *Diamants taillés et pierres fines*, p. 2776 ; *Spécialités pharmaceutiques*, p. 2778 ; *Taxe sur les sucres*, p. 2781 et suiv. ; *Taxe de guerre*, p. 2804 ; *Amendement de M. Bedouce y relatif*, p. 2807 ; *Amendement de M. Paul Laffont à cet article*, p. 2809 ; *Mobilisés employés dans les usines travaillant pour la défense nationale*, p. 2814). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur général* de la Commission du budget, dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1916 (p. 2800). — Donne l'avis de la Commission du budget : sur le projet de loi ayant pour objet l'attribution aux agents des chemins de fer d'allocations complémentaires (p. 2833) ; sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la mise en culture des terres abandonnées (p. 2893). — Donne, en qualité de *Rapporteur général* de la Commission du budget, l'avis de cette Commission sur un projet de loi concernant la garantie de l'Etat en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime [Coques] (A., S. de 1917, t. unique, p. 147). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi ratifiant une con-

vention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (A., S. de 1917, t. unique, p. 393). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi modifiant la loi relative à l'émission d'obligations à court terme (p. 394). — Donne, en qualité de *Rapporteur général*, l'avis de la Commission du budget sur le projet de loi concernant la garantie de l'Etat en matière d'assurance contre les risques maritime de la guerre [Cargaisons] (p. 394). — Prend part, en qualité de *Rapporteur général*, à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*Ses observations relatives à l'inscription de certains crédits*, p. 518 ; *Frais de police de l'agglomération lyonnaise*, p. 520). — Est entendu, comme *Rapporteur général* de la Commission du budget, dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Perte au change subie par les agents consulaires et diplomatiques*, p. 817 ; *Augmentation des salaires des cheminots*, p. 820 ; *Haute paye et indemnités de tranchées*, p. 822 ; *Services automobiles*, p. 827 et suiv. ; *Son exposé relatif aux crédits inscrits à l'article premier*, p. 834 ; *Taxe sur les ventes de bijoux, pièces d'orfèvrerie, objets d'art, etc.*, p. 835 ; *Taxe des cartes postales*, p. 837 ; *Postes supplémentaires téléphoniques*, p. 838 ; *Amendement relatif à certaines dettes contractées par les communes*, p. 839 ; *Augmentation des allocations aux familles des mobilisés et des réfugiés*, p. 841). — Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 955) ; prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 959). — Donne lecture de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1006). — Donne l'avis de la Commission du budget sur le projet de loi portant imposition de la saccharine et des autres substances édulcorantes artificielles (p. 1060). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à accorder aux personnels civils de l'Etat, des allocations temporaires de cherté de vie (p. 1077). — Donne lecture en le déposant de son rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit en vue du recensement de la population civile (p. 1122) ; prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 1123). — Donne lecture : de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits en vue d'accorder aux personnels civils de l'Etat des allocations de cherté de vie (p. 1162) ; de son rapport sur le projet de loi, modifié par

le Sénat, concernant la reconstitution des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 1164); de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (*ibid.*). — Prend part, comme *Rapporteur général*, à la discussion d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1389 et suiv.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1649). — Est entendu, comme *Rapporteur général*, dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Crédits affectés aux offices départementaux*, p. 1439; *Allocation supplémentaire aux familles qui ont des soldats prisonniers en Allemagne*, p. 1440; *Allocations aux femmes de mobilisés*, p. 1441; *Dispositions additionnelles relatives à une allocation supplémentaire de 0 fr. 25 aux familles des prisonniers en Allemagne*, p. 1465; *Indemnité de vie chère aux fonctionnaires et ouvriers de l'Etat temporaires, auxiliaires ou intérimaires*, p. 1470; *Paiement de la taxe assimilée sur les voitures par les propriétaires d'automobiles*, p. 1474; *Emissions faites par la banque de la Guadeloupe*, p. 1475; *Attribution du 20 0/0 de la taxe de séjour à l'Office national de tourisme*, p. 1479; *Stations où le produit net de la taxe de séjour sera inférieur à 20.000 fr.*, p. 1480). — Dépose et lit son rapport sur ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1691). — Est entendu, comme *Rapporteur général*, dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Institution d'une taxe civique*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1838); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de l'Exercice 1917 (p. 2290); d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2293 et suiv.).

Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7228). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2458, 2477). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur l'application des décrets moratoires aux réfugiés (p. 2463); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les

circonstances qui ont accompagné la mort du détenu Miguel Almereyda (*ibid.*). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha (A., S. de 1917, t. unique, p. 2698; *ordres du jour motivés*, p. 2702). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations sur la politique intérieure du Gouvernement (p. 2949).

En qualité de *Député* est entendu comme *Président* de la Commission du budget : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 3440); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 3484, 3501); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Motion préjudicielle tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 3508; *Frais de tournée et de bureaux des inspecteurs et des contrôleurs*, p. 3518; *Impôt sur les bénéfices de guerre*, p. 3524; *Taxe sur les successions*, p. 3544, 3551; *Parents collatéraux au delà du quatrième degré*, p. 3554; *Expropriation pour cause d'utilité publique*, p. 3566; *Rétroactivité en matière fiscale et en matière pénale en ce qui touche les déclarations de successions*, p. 3567; *Taxe sur les paiements et les dépenses*, p. 3634; *Constatation de la perception de la taxe*, p. 3642); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3895); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 3916). — Prend part, en qualité de *Président* de la Commission du budget, à la discussion : du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (A., S. de 1918, t. unique, p. 78); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*Motion tendant à l'ajournement de la discussion*, p. 573; *Report de la discussion générale avant l'examen de la Loi de Finances*, p. 579; Caisse nationale d'épargne : *Intérêts à servir aux déposants*, p. 648, 804. Intérieur : *Assistance aux femmes en couches*, p. 692; *Familles nombreuses et veuves privées de ressources*, p. 693; *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*, p. 697; *Relèvement de la natalité*, *ibid.*; *Protection de la maternité et de l'enfance*, p. 699; *Œuvres de préservation antituberculeuse*, p. 701. Finances : *Employés des manufactures de tabacs*, p. 811. Beaux-Arts : *Action artistique à l'étranger*, p. 822. Loi de Finances : *Constructions neuves*, p. 1093; *Réductions pour charges de famille en*

ce qui touche l'impôt sur le revenu, A., S. de 1918, t. unique, p. 1095; Amendement de M. Honnorat concernant l'impôt sur le revenu, p. 1112; Amendements: de M. Magniaudé, p. 1114; de M. Bouffandeau, p. 1116; Associations sportives civiles, militaires ou scolaires, p. 1130; Dispositions sur les fraudes fiscales, p. 1135; Paiement des frais de succession, p. 1136; Impôt sur la publicité insérée dans les journaux, p. 1140; Droits de circulation sur les boissons hygiéniques, p. 1156; Impôt sur les transports par chemins de fer, p. 1173; Exonération des droits de timbre en ce qui touche les villes et établissements publics, p. 1183; Allocation mensuelle aux vieillards, infirmes et incurables, p. 1184; Attributions des conseils généraux des colonies, p. 1190; Observations concernant la discussion d'articles disjointes, p. 1191; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1615); du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 596); d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 749); du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1046). — Est entendu: sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1120, 2173); dans la discussion du projet de loi concernant les mesures contre les fraudes fiscales (p. 1133; Évaluation des propriétés bâties et non bâties en matière de droits de transmission, p. 1135). — Est entendu, comme Président de la Commission du budget, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services publics] (p. 1550); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1573). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (Renvoi pour examen, des amendements, à une Commission spéciale, p. 1686; Amendements relatifs à la durée de la prorogation du privilège, p. 1723; Amendement limitant à quinze ans la prorogation du privilège, p. 1751; Amendements: de M. Vincent-Auriol relatifs aux bénéficiaires de guerre, p. 1790; de M. Barthe concernant la suppression du paragraphe 3 de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, p. 1887; de M. Bedouce relatif à la création

d'une monnaie fiduciaire internationale, A., S. de 1918, t. unique, p. 1957; Ses observations sur l'ensemble du projet de loi, 1980). — Prend part à la discussion d'un projet de loi et d'une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit destiné à la liquidation des pensions des agents et sous-agents des postes et des télégraphes (p. 1786). — Est entendu, comme Président de la Commission du budget, dans la discussion: du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2158 et suiv.); d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2186 et suiv.); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque d'Algérie (p. 2284, 2356); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (Traitements du personnel de la Cour des comptes, p. 2466; Personnel de l'enregistrement des douanes et du timbre, p. 2468; Personnel de l'Administration des douanes, p. 2472; Crédits concernant le Ministère du travail, p. 2476). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la non-application de la loi qui garantit un pécule minimum de 1.000 francs aux familles des soldats morts pour la France (p. 2600). — Prend part, en qualité de Président de la Commission du budget, à la discussion: du projet de loi portant ouverture aux Ministères de la Guerre, de la Marine et des Colonies, de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (Suppression de l'article 2; Augmentations de solde des officiers et sous-officiers, p. 2602, 2610); du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 3226); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (Motion tendant à l'ajournement de la discussion, p. 3245; Discussion générale, p. 3259; Office national des pupilles de la nation, p. 3392; Relèvement d'allocations aux ascendants, p. 3393; Médailles militaires, p. 3395). — Prend part, en cette même qualité, à la discussion: du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (Solde des

prisonniers de guerre, A., S. de 1918, t. unique, p. 3270; *Observations relatives à certains agents du Ministère de la Marine*, p. 3285; *Primes de rendement au personnel technique de la marine*, p. 3287; des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Ses observations concernant : la continuation de la discussion*, p. 3344; *Amendements relatifs : à la reprise de la vie locale dans les communes libérées*, p. 3344; *aux réfugiés dépossédés des appartements séquestrés*, p. 3355; *à une prime de démobilisation aux combattants*, p. 3357; *à la démobilisation des officiers de complément*, p. 3365). — Est entendu, en qualité de *Président* de la Commission du budget, dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Ses observations concernant les chapitres disjointes*, p. 3374). — Est entendu, en qualité de *Président* de la Commission du budget, dans la discussion d'un projet de loi concernant la ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 881). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France et l'établissement, dès 1919, d'un budget normal et équilibré (p. 930, 1002, 1033). — Prend part, en qualité de *Président* de la Commission du budget, à la discussion du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Enseignement primaire supérieur*, p. 1110; *Petite propriété et maisons à bon marché*, p. 1112). — Est entendu, comme *Président* de la Commission du budget, dans la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Suppression du crédit relatif à la solde de l'armée*, p. 1182; *Indemnité d'habillement aux militaires détachés à la terre*, p. 1183; *Indemnité d'ordonnances des officiers de marine*, p. 1189); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Amendement tendant à n'accorder qu'un douzième*, p. 1133; *Habitations à bon marché*, p. 1340; *Impôts dus par les mobilisés*, p. 1359; *Impôt sur le revenu*, p. 1366; *Taxe sur le luxe*, p. 1388; *Taxe sur les paiements*, p. 1392; *Secours aux femmes allaitant leur enfant*, p. 1392; *Modification au 2^e alinéa de l'article 1525 du*

Code civil, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1393); de ce dernier projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1491). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Création de frigorifiques pour les produits de la pêche*, p. 1429; *Construction d'un câble téléphonique entre Paris, l'Alsace et la Lorraine, Poste de T. S. F. de la Croix-d'Hins*, p. 1433; *Réorganisation des régions libérées*, p. 1456; *Désarmement d'un certain nombre de vieux bâtiments de la marine*, *ibid.*; *Rétablissement de crédits concernant des matières nécessaires à la flotte*, p. 1458); du projet de loi tendant à ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et à élever le chiffre maximum de l'émission des billets de cet établissement (p. 1912, 3006). — Est entendu, en qualité de *Président* de la Commission du budget : sur la demande d'ajournement de la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2414); au cours de cette discussion (*Discussion générale*, p. 2464. *Sociétés et unions de sociétés coopératives de consommation*, p. 2615; *Création et fonctionnement de maisons d'étudiants*, p. 2738; *Pupilles de la nation*, p. 2741; *Ajournement de la discussion du budget des postes et télégraphes*, p. 2777; *Impôt sur le revenu*, p. 2875 et suiv.; *Relèvement des valeurs locatives des maisons d'habitations à bon marché*, p. 2879). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Avances au budget annexe des poudres, pour bâtiments et outillages*, p. 2489); des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Éducation physique de la jeunesse*, p. 2534; *Commissariat aux essences et combustibles*, p. 2545; *Suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2549; *Paiement des réquisitions opérées en août 1914 dans les régions envahies au début des hostilités*, p. 2571; *Prime d'habillement accordée aux démobilisés*, p. 2582; *Remonte*, p. 2596; *Approvisionnements de la flotte*, p. 2599; *Ses observations relatives à une rectification du chiffre concernant l'article premier*, p. 2600; *Entretien des troupes d'occupation en pays ennemis*, p. 2602). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordi-

naire des services civils] (*Organisation de maisons d'étudiants*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2631); d'un projet de loi portant ouverture de crédits additionnels provisoires civils sur l'Exercice 1919 (*Achat de l'hôtel Jacques-Cœur à Bourges*, p. 2642); d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 au titre du budget ordinaire des services civils et ouverture de crédits sur l'Exercice 1918 au titre des dépenses exceptionnelles des services civils (p. 2643 et suiv.). — Est entendu, comme *Président* de la Commission du budget, dans la discussion : du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3080 et suiv., 3161 et suiv., 3184 et suiv., 3206 et suiv.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 4185); du projet de loi relatif à la revision des soldes militaires (p. 3431); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État (p. 3576 et suiv.); du projet de loi accordant des subventions et des avances aux communes atteintes par des événements de guerre (p. 3622 et suiv.). — Est élu *Vice-Président* de la Chambre (p. 3652). — Préside : la 1^{re} séance du 5 septembre 1919 (p. 3747); la 1^{re} séance du 10 septembre (p. 3803); la 1^{re} séance du 17 septembre 1919 (p. 3933); la 1^{re} séance du 4 octobre (p. 4327); la 1^{re} séance du 8 octobre (p. 4395); la 2^e séance du 8 octobre (p. 4411); la 1^{re} séance du 15 octobre (p. 4551); la 1^{re} séance du 18 octobre (p. 4723); la fin de la 2^e séance du 18 octobre (p. 4763). — Est entendu, comme *Président* de la Commission du budget, dans la discussion : 1^o du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2^o de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de votes et de circulaires, aux élections législatives (p. 3869). — Est entendu, comme *Président* de la Commission du budget, dans la discussion : des crédits applicables au premier trimestre de 1919 (p. 4111 et suiv., 4146 et suiv.); du projet de loi portant amélioration des

traitements des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'État (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4248 et suiv.); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 au titre du budget ordinaire des services civils et au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils (*Amendement de M. Paul-Laffont tendant à augmenter le crédit demandé au chapitre 52 [Ministère des Pensions]*, p. 4481, *Amendement relatif aux directeurs de l'enseignement au Ministère de l'Instruction publique*, p. 4491); du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1919 (p. 4689). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 644; A., S. de 1916, t. unique, p. 1872; A., S. de 1917, t. unique, p. 3354). = Obtient un congé (A., S. de 1918, t. unique, p. 1288).

PERETTI DE LA ROCCA (M. DE),
Sous-Directeur des affaires d'Afrique au Ministère des Affaires étrangères.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement chérifien à augmenter le montant de l'emprunt autorisé par la loi du 16 mars 1914 pour exécution de travaux publics et remboursement du passif maghzen (A., S. de 1916, t. unique, p. 229).

PÉRIER (M. AMANS), *Député de la 2^e circonscription de Fontenay-le-Comte [Vendée]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. 2, p. 136).

PÉRIER (M. GERMAIN) [Saône-et-Loire],
voir **GERMAIN PÉRIER** (M.).

PÉRONNET (M. CHARLES) [Allier],
voir **CHARLES PÉRONNET** (M.).

PERREAU-PRADIER (M. PIERRE),
*Député de l'arrondissement de Tonnerre [Yonne],
Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Secrétaire du 11^e Bureau (F.,

n° 3 ; J. O. de 1914, p. 4961) ; Président du 1^{er} Bureau (F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; Secrétaire du 11^e Bureau (F., n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126 ; F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961 ; F., n° 35 ; J. O. de 1915, p. 307 ; F., n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission des boissons (F., n° 11 ; J. O. de 1914, p. 5370) ; de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des comptes définitifs et des économies (*ibid.*) ; de la Commission des pensions civiles et militaires (*ibid.*) ; de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236). = Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 14 mars 1915 [Droit à pensions des fonctionnaires civils de l'État qui accomplissent en temps de guerre un service militaire, et de leurs veuves ou orphelins, dans les cas de blessures ou de décès résultant de l'exécution de ce service] (I., n° 1004 ; an., S. de 1915, p. 572). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 15 avril 1885 [Droit à pension des veuves et orphelins de militaires] (I., n° 1113 ; an., S. de 1915, p. 920). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 21 juin 1865 [Présidence des conseils de préfecture] (I., n° 1475 ; an., S. de 1915, p. 1298). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 767 et 1094 du Code civil [Droits du conjoint survivant] (I., n° 1476 ; an., S. de 1915, p. 1302). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 16, paragraphe 2, de la loi du 31 décembre 1913 [Conservation des objets ayant un intérêt historique ou artistique] (I., n° 1651 ; an., S. de 1916, p. 2). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 15 janvier 1916 [Droit à pension des fonctionnaires, employés et agents du service colonial et des services locaux des colonies et pays de protectorat français relevant du Ministère des Colonies qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exercice de ce service] (I., n° 1856 ; an., S. de 1916, p. 333). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à examiner les modifications à apporter au régime douanier colonial en vue de favoriser dans l'avenir le

commerce français au détriment du commerce des puissances en guerre avec la France (I., n° 2068 ; an., S. de 1916, p. 637). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à encourager la création d'instituts coloniaux et d'une fédération des instituts coloniaux (I., n° 2069 ; an., S. de 1916, p. 637). — Sa proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1917 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913 et 1914 (I., n° 2209 ; an., S. de 1916, p. 891). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 32 de la loi du 9 juin 1853 [Pensions des préfets et sous-préfets] (I., n° 2560 ; an., S. de 1916, p. 1485). — Sa proposition de loi tendant à suspendre, pendant la durée de la guerre, l'application de l'article 3 de la loi du 21 juin 1865 [Conseils de préfecture] (I., n° 2792 ; an., S. de 1916, p. 1787). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 24 avril 1916 relative au recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités (I., n° 3102 ; an., S. de 1917, p. 350). — Sa proposition de résolution tendant à suspendre, pendant la durée des hostilités, l'application du premier paragraphe de l'article 80 du Règlement de la Chambre concernant le quorum nécessaire pour la validation des votes (I., n° 3151 ; an., S. de 1917, p. 401). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 12 de la loi du 1^{er} juillet 1916 [Contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels et supplémentaires réalisés pendant la guerre] (I., n° 3299 ; an., S. de 1917, p. 687). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que le pain distribué aux militaires le soit dans le délai le plus court possible (I., n° 3625 ; an., S. de 1917, p. 980). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à charger l'intendance de la surveillance de l'alimentation du soldat et à créer des écoles de cuisiniers militaires (I., n° 3626 ; an., S. de 1917, p. 1115). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à modifier les moyens de trésorerie employés aux armées (I., n° 3755 ; an., S. de 1917, p. 1255). — Sa proposition de loi ayant pour objet de faire bénéficier l'épouse, en cas de séparation de corps ou de divorce, d'une partie de la pension civile, militaire ou à forme militaire du mari, quand le jugement est rendu aux torts de ce dernier (I.,

n° 4192; an., S. de 1918, p. 14). — Sa proposition de loi ayant pour objet la réorganisation de la justice administrative [Conseils de préfecture] (I., n° 4324; an., S. de 1918, p. 189). — Sa proposition de résolution tendant à créer une grande Commission permanente des beaux-arts (I., n° 4419; an., S. de 1918, p. 366). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à créer un comité de propagande coloniale (I., n° 4865; an., S. de 1918, p. 934). — Sa proposition de loi tendant à étendre aux travailleurs coloniaux originaires de la Tunisie et du Maroc le bénéfice de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, même si ces travailleurs coloniaux demandent à jouir de leur pension dans leur pays d'origine (I., n° 5068; an., S. de 1918, p. 1788). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'exempter des droits de timbre et d'enregistrement les conventions amiables, authentiques ou sous-seings privés, entre propriétaires et locataires et relatives au règlement des loyers (I., n° 5608; an., S. de 1919, p. 219). — Sa proposition de résolution tendant à un nouveau décompte des annuités dans les propositions pour l'obtention de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire (I., n° 5904; an., S. de 1919, p. 1087). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à modifier le décret du 11 novembre 1871 [Durée du séjour à Rome des pensionnaires de la Villa Médicis] (I., n° 6168; an., S. de 1919, t. 1600). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1915 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 (I., n° 496; an., S. de 1915, p. 3). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents du service colonial et des services locaux des colonies et pays de protectorat français relevant du Ministère des Colonies qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exercice de ce service (I., n° 955; an., S. de 1915, p. 524). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents du service colonial et des services locaux des colonies qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exercice de ce service (I., n° 1114; an., S. de 1915, p. 804). — Son rapport sur : 1° le projet de loi tendant à

proroger jusqu'au 31 décembre 1916 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 et de 1913; 2° la proposition de loi de M. Paul Ribeyre, tendant à proroger d'un an les délais d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1913 et de 1914 (I., n° 1605; an., S. de 1915, p. 1422). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger le délai imparti aux marchands de vins en gros de Paris pour le transfert de leur commerce en dehors de cette ville (I., n° 1994; an., S. de 1916, p. 587). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 21 juin 1865 [Présidence des conseils de préfecture] (I., n° 2112; an., S. de 1916, p. 667). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1916 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913 et 1914 (I., n° 2559; an., S. de 1916, p. 1486). — Son rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1913 [Protectorats du Maroc et de la Tunisie] (I., n° 2693; an., S. de 1916, p. 1823). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à suspendre, pendant la durée de la guerre, l'application de l'article 3 de la loi du 21 juin 1865 [Conseils de préfecture] (I., n° 2887; an., S. de 1917, p. 24). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1918 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913, 1914 et 1915 (I., n° 3893; an., S. de 1917, p. 1445). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger le délai imparti aux marchands de vins en gros de Paris pour le transfert de leur commerce en dehors de cette ville (I., n° 3924; an., S. de 1917, p. 1603). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du Protectorat du Maroc pour l'Exercice 1915 (I., n° 3946; an., S. de 1917, p. 1672). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion, des lois du 8 janvier 1905 et du 16 avril 1914, modifiant divers articles de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, et à la modification, en tant qu'elles s'appliquent aux colonies, de certaines dispositions de l'article 133 de la même loi du 5 avril 1884 (I., n° 4313; an., S. de 1918,

p. 172). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser l'accèsion des commis d'enregistrement et d'hypothèques et des agents du cadre auxiliaire de l'administration de l'enregistrement aux bureaux de 6^e classe (I., n^o 4342; an., S. de 1918, p. 217). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour objet la reconstitution des djemaas de douars dans les communes de plein exercice (I., n^o 4860; an., S. de 1918, p. 934). — Son rapport sur le projet de loi tendant à la constitution de commissions communales chargées temporairement de régler certaines affaires des communes envahies (I., n^o 5084; an., S. de 1918, p. 1852). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, sur la proposition de loi de M. Pierre Perreau-Pradier ayant pour objet de modifier l'article 32 de la loi du 9 juin 1853 (Pensions des préfets et sous-préfets (I., n^o 5114; an., S. de 1918, p. 1668). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1919 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913, 1914, 1915 et 1916 (I., n^o 5440; an., S. de 1918, p. 2107). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du Protectorat du Maroc pour l'Exercice 1916 (I., n^o 5441; an., S. de 1918, p. 13). — Son rapport sur le projet de loi tendant à l'institution de syndicats obligatoires pour la défense contre les sauterelles en Algérie (I., n^o 5865; an., S. de 1919, p. 1019). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier la législation algérienne relative à la lutte contre le phylloxera (I., n^o 6218; an., S. de 1919, p. 1671). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1912) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat (I., n^o 6875; an., S. de 1919, p. 2689). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1913) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat (I., n^o 6876; an., S. de 1919, p. 2848). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1914) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat (I., n^o 6877; an., S. de 1919, p. 2848). — Son rapport sur le projet de

loi ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du Protectorat du Maroc pour l'Exercice 1917 (I., n^o 6878; an., S. de 1919, p. 2693). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger l'application de la loi du 15 juillet 1914 réglementant le régime de l'indigénat en Algérie (I., n^o 6957; an., S. de 1919, p. 2887). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger, jusqu'au 31 décembre 1921, le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917 et 1918 (I., n^o 6958; an., S. de 1919, p. 2888). — Son rapport, au nom du 11^e Bureau, sur l'élection de M. Godet par l'arrondissement de Châtellerauld [Vienne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 88). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1915, t. unique, p. 617, 1732). — Est élu *Secrétaire* de la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (p. 1047). — Son rapport sur une pétition (p. 1304). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement tendant à la jonction des paragraphes 4 et 5 de l'article 3 concernant le régime des alcools*, p. 1324); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les bénéfices de guerre (p. 1381). — Est élu *Secrétaire* de la Chambre (A., S. de 1917, t. unique, p. 3). — Ses rapports sur des pétitions (p. 334, 1344). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 761). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Son sous-amendement relatif à une taxe sur les ventes de bijoux, pièces d'orfèvrerie, objets d'art, etc.*, p. 837). — Lettre par laquelle il décline les fonctions de Secrétaire (A., S. de 1918, t. unique, p. 2). — Ses rapports sur des pétitions (p. 465, 1473); (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 828, 1628). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 394; A., S. de 1916, t. unique, p. 17, 1462; A., S. de 1917, t. unique, p. 280; A., S. de 1918, t. unique, p. 3187; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1357,

1401). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 2408; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 707).

PERRIER (M. LÉON), *Député de la 5^e circonscription de Grenoble [Isère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur, « M. Malvy » (F. n° 367; J. O. de 1917, t. unique, p. 9455); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, sur la taxation du charbon (I., n° 1148; an., S. de 1915, p. 824). — Sa proposition de loi sur la création d'un « certificat d'autorisation » pour les reproducteurs bovins (I., n° 2480; an., S. de 1916, p. 1428). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, modifiant la loi du 31 mars 1905 concernant les responsabilités des accidents du travail (I., n° 2565; an., S. de 1916, p. 1486). — Sa proposition de loi sur l'hospitalisation des filles-mères (I., n° 4416; an., S. de 1918, p. 365). — Sa proposition de loi modifiant le régime des enfants assistés (I., n° 4728; an., S. de 1918, p. 753). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, sur la vente des fruits et la fabrication des liqueurs de fruits (I., n° 6152; an., S. de 1919, p. 1414). — Sa proposition de loi créant un Office national des mines et déterminant la participation de l'Etat aux bénéfices des anciennes concessions minières (I., n° 6701; an., S. de 1919, p. 2416). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à créer une Commission extraparlamentaire pour l'étude de l'organisation des relations intellectuelles de la France avec l'étranger (I., n° 6870; an., S. de 1919, p. 2687). = Son avis présenté, au nom de la Commission de l'agriculture, sur : 1° la proposition de résolution de M. Jean Durand (Aude) et plusieurs de ses collègues, invitant le

Gouvernement, au cas où la classe 1888 serait appelée en partie, à n'appeler les agriculteurs qu'en dernier lieu ; 2° la proposition de résolution de M. Henry Connevoit et plusieurs de ses collègues, tendant à suspendre, pendant la période des travaux agricoles, les appels des agriculteurs mobilisables non encore convoqués et à la délivrance de congés à ceux présents sous les drapeaux (I., n° 1974; an., S. de 1916, p. 569). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. Pichery et plusieurs de ses collègues, tendant à une répartition normale de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre entre les départements où leur emploi est autorisé par l'autorité militaire ; 2° la proposition de résolution de M. Jules Nadi, concernant la mise à la disposition de l'agriculture de la main-d'œuvre militaire ; 3° la proposition de résolution de M. Edouard Barthe et plusieurs de ses collègues, concernant l'organisation de la main-d'œuvre agricole complémentaire pour les besoins de la viticulture (I., n° 2047; an., S. de 1916, p. 259) (1). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution de M. de Gailhard-Bancel et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer aux cultivateurs le charbon qui leur est indispensable pour le battage des céréales (I., n° 2418; an., S. de 1916, p. 1173). — Son rapport sur le projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Loup, département des Alpes-Maritimes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (I., n° 2482; an., S. de 1916, p. 1429). — Son rapport sur le projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Escoutay, département de l'Ardèche, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (I., n° 2483; an., S. de 1916, p. 1429). — Son rapport sur le projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Allier, département de la Haute-Loire, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (I., n° 2484; an., S. de 1916, p. 1429). — Son rapport sur le projet de loi déclarant d'utilité pu-

(1) Ce document n'a pas été publié.

blique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Agly inférieure, département des Pyrénées-Orientales, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (I., n° 2485; an., S. de 1916, p. 1429). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. de Gailhard-Bancel et plusieurs de ses collègues, concernant le paiement des produits réquisitionnés aux cultivateurs; 2° la proposition de loi de MM. André Paisant, Lugol et Delpierre, tendant à réglementer les réquisitions agricoles (I., n° 3101; an., S. de 1917, p. 347). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet de loi autorisant l'emploi de la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles pour la préparation de certains produits de consommation (I., n° 3108; an., S. de 1917, p. 353). — Son rapport sur le projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre complémentaire de l'Arc-Supérieur (Savoie), en exécution de la loi du 16 août 1913, qui a modifié et complété celle du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (I., n° 3110; an., S. de 1917, p. 354). — Son rapport sur le projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le deuxième périmètre complémentaire de la Haute-Isère (Savoie), en exécution de la loi du 16 août 1913, qui a modifié et complété celle du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (I., n° 3352; an., S. de 1917, p. 712). — Son rapport sur la proposition de résolution relative à la domanialisation du personnel forestier communal (I., n° 3513; an., S. de 1917, p. 960). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Léon Perrier (Isère) sur la création d'un « certificat d'autorisation » pour les reproducteurs bovins; 2° le projet de loi relatif au choix et à la surveillance des taureaux employés à la reproduction (I., n° 3875; an., S. de 1917, p. 1414); son rapport supplémentaire (I., n° 6842; an., S. de 1919, p. 2647). — Son rapport sur le projet de loi modifiant la loi du 21 avril 1810 sur les mines en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices (I., n° 4928; an., S. de 1918, p. 1318). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet de loi portant ratification : 1° du décret du

13 mai 1918, modifiant l'article 12 du décret du 12 février 1918 en ce qui concerne la consommation du fromage à pâte dure dans les hôtels et restaurants, les jours où la consommation de la viande est interdite; 2° du décret du 4 juin 1918, autorisant pendant les jours sans viande, dans les établissements d'alimentation, la consommation de certains produits interdits par le décret du 12 février 1918 (I., n° 5059; an., S. de 1918, p. 1246). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet de loi portant ratification du décret du 16 juillet 1918, abrogeant le décret du 26 avril 1918, réglementant la vente et la consommation de la viande, et les décrets des 13 mai et 14 juin 1918 autorisant, pendant les jours sans viande, dans les établissements d'alimentation, la consommation de certains produits interdits (I., n° 5060; an., S. de 1918, p. 1246). — Son rapport sur le projet et les propositions de loi relatifs à l'utilisation de l'énergie électrique (I., n° 5561 et annexe; an., S. de 1919, p. 188, et annexe, p. 382). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la compétence des gardes forestiers en matière de constatation de délits de chasse (I., n° 6512; an., S. de 1919, p. 2095). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la domanialisation des présposés forestiers communaux (I., n° 6600; an., S. de 1919, p. 2274). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant la loi du 21 avril 1810 sur les mines en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices (I., n° 6698; an., S. de 1919, p. 2410). — Son rapport sur le projet de loi portant modification de l'article 134 de la loi forestière relative à l'Algérie, du 21 février 1903 (I., n° 6699; an., S. de 1919, p. 2415). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'énergie hydraulique, sur le projet de loi autorisant la création de réseaux de transport d'énergie électrique à haute tension et modifiant la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie (I., n° 6700; an., S. de 1919, p. 2416). — Son avis: sur la proposition de loi de M. Louis Marin et plusieurs de ses collègues, tendant à la réorganisation du service forestier (1) (I., n° 6702; an., S. de 1919, p. 2419). — Son rapport sur le projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière

(1) Ce document n'a pas été publié.

suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (I., n° 6719; an., S. de 1919, p. 2439). — Son avis, présenté au nom de la Commission des mines sur le projet de loi investissant de la personnalité civile les écoles de maîtres-mineurs d'Alais et de Douai (I., n° 7122; an., S. de 1919, p. 3095). — Son avis, présenté au nom de la Commission des mines, sur le projet de loi portant ouverture d'un compte de trésorerie pour l'exploitation provisoire des houillères de la Sarre (I., n° 7143; an., S. de 1919, p. 3123). = Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. Delelis-Fanien par la 1^{re} circonscription de Béthune [Pas-de-Calais] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 57); de M. Basly par la 2^e circonscription de Béthune [Pas-de-Calais] (p. 58). = Est élu membre du Conseil d'administration de la caisse des recherches scientifiques (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 395). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son amendement tendant à la suppression de l'article 6*, A., S. de 1915, t. unique, p. 214, 218; *Son amendement au § 5 de l'article 6*, p. 236; *Suppression du § 2 de l'article 11*, p. 244; *Son amendement au § 4 de cet article*, p. 246); du projet de loi relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie [brevets d'invention] (p. 366, 369). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les marchés passés avec la Société « La Morue française » (p. 1926); développe cette interpellation (p. 1626, 1927 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (p. 1984). — Prend part à la discussion : des projet et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Son texte additionnel à l'article 6*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1118; *Amendement de M. M. Jobertet Turmel au § 2 de l'article 6*, p. 1133); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Amendement de M. Charles Benoist tendant à la suppression du § 1^{er} de l'article 5 concernant le régime de l'alcool*, p. 1314 et suiv.; *Ses observations relatives à une transaction entre les bouilleurs, le Ministre des Finances et la Commission du budget*, p. 1324; *Amendement*

de M. Paul Morel à l'article 5, A., S. de 1915, t. unique, p. 1341); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Usines hydrauliques*, p. 1807 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement relatif aux écoles pratiques de commerce et d'industrie*, p. 2663). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le régime des réquisitions (A., S. de 1917, t. unique, p. 582). — Est entendu au sujet du mode de discussion des interpellations sur la question du charbon (p. 1194). — Retire, en qualité de *Président* de la Commission des mines, une proposition de résolution sur le relèvement des salaires et la mise en sursis d'ouvriers mineurs (p. 1689). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur le service de santé (p. 1745); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1751). = Prend part à la discussion : de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1938; *Son ordre du jour motivé*, p. 1948); de plusieurs interpellations relatives à la concession de mines de sel (p. 2398); *Demande l'ordre du jour pur et simple*, p. 2399). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'état actuel du problème du charbon et les demandes de concessions en cours (p. 2603); développe cette interpellation (p. 2905, 2939; *Son ordre du jour motivé*, p. 2940). — Est entendu sur la date de la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2816). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée : « La part du combattant » (A., S. de 1918, t. unique, p. 112). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le programme de réquisition des établissements d'enseignement public par les services de santé français et alliés (p. 1668). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2149). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéficiaires] (*Discussion générale*, p. 2879; *Contre-projet de M. Margaine*, p. 2896; *Amendement de M. Cazassus à l'article premier*, p. 2899; *Dispositions additionnelles de M. Cabrol à cet article*, p. 2900; *Amendement*

de M. Cazassus au § 3, A., S. de 1918, t. unique, p. 2901; Article 1 bis nouveau présenté par M. Cabrol, p. 2902; Observations présentées sur l'article 2, p. 2914; Amendement de M. F. Bougère créant un article 1 ter, ibid.; Amendement concernant l'article 2, p. 2916 et suiv.; cet article 2 devenu article 5, p. 2952; Amendement de M. Cabrol à l'article 4, p. 2984; Articles additionnels au projet de loi, p. 2994; Ses observations sur l'ensemble du projet de loi, p. 3996). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la modification et la majoration des tarifs spéciaux P. V. intérieurs et la suppression des tarifs spéciaux P. V. d'exportation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 7). — Présente, comme *Rapporteur* du projet de loi sur l'utilisation de l'énergie hydraulique, une note en réponse à une note de M. F. Bougère (p. 1236); prend part en cette même qualité à la discussion de ce projet de loi (p. 1743, 2182, 2210, 2214, 2252 et suiv.; p. 2754 et suiv.; p. 2842 et suiv.; p. 2939 et suiv.; p. 2980 et suiv.; 3022 et suiv.). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1819, 1821); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2019, 2056, 2225, 2261). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la grève du personnel des raffineries (p. 2240, 2242). — Prend part comme *Président* de la Commission des mines, à la discussion d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2242, 2274; *Seconde délibération*, p. 2297). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les améliorations de traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3170 et suiv.; 3188 et suiv.); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3825); du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (p. 4334). — Est entendu comme *Rapporteur* dans la discussion du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (4354 et suiv.; 4602 et suiv.; 4652 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 2641; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 163, 1957). — Obtient des congés (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 435, 4683).

PETIT (M.), *Inspecteur des finances*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2167).

PETITJEAN (M.), *Député de la 2^e circonscription du 12^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10962); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission du travail (p. 2708). — Sa proposition de loi relative à la création d'une Caisse nationale d'avances à l'industrie (I., n° 771; an., S. O. de 1915, p. 281). — Sa proposition de loi accordant la gratuité d'exhumation des corps des héros morts pour la patrie (I., n° 948; an., S. de 1915, p. 638). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'affecter un crédit de 500.000 francs au dégagement gratuit du Mont-de-Piété des objets de première nécessité, tels que : linge de corps, effets, literie, etc., jusqu'à concurrence de la somme de 30 francs par personne, en faveur des emprunteurs à gages, à condition que les intéressés opèrent pour leur propre compte et à l'exclusion des marchands de reconnaissances ou trafiquants de même espèce (I., n° 1334; an., S. de 1915, p. 1089). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à charger la Commission du commerce et de l'industrie d'étudier les mesures propres à faciliter la reprise de l'activité économique dans les régions qui ont été momentanément envahies où qui se trouvent à proximité de la ligne de combat (I., n° 1781; an., S. de 1916, p. 152). — Sa proposition de loi tendant à l'utilisation du gibier pour le ravitaillement de la population civile, afin de combattre la cherté de la vie (I., n° 2235; an., S. de 1916, p. 958). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'atténuer la crise du charbon par une meilleure répartition du combustible (I., n° 2953; an., S. de 1917, p. 91). — Sa proposition de résolution tendant à organiser sur des bases rationnelles et égales

pour tous le régime des permissions (I., n° 3455 ; an., S. de 1917, p. 883). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'assurer le bénéfice de la retraite proportionnelle aux mutilés de la guerre non repris par leurs employeurs (I., n° 3850 ; an., S. de 1917, p. 1559). — Sa proposition de résolution tendant à perpétuer le souvenir de Guynemer et de nos gloires nationales, ainsi que les événements mémorables de la guerre par les timbres postaux (I., n° 3931 ; an., S. de 1917, p. 1631). — Sa proposition de résolution tendant à la création de nouveaux timbres-poste français (I., n° 4075 ; an., S. de 1917, p. 1978). — Sa proposition de résolution tendant à créer, au Ministère de la Guerre, un office national de placement destiné à assurer dès aujourd'hui aux travailleurs mobilisés un emploi pour le lendemain de la guerre (I., n° 4314 ; an., S. de 1918, p. 172). — Sa proposition de résolution tendant à l'application de mesures destinées à assurer une distribution ininterrompue des charbons et à réaliser une économie de fret (I., n° 4369 ; an., S. de 1918, p. 250). — Sa proposition de loi tendant à autoriser les monts-de-piété (caisses de crédit municipal) à consentir des avances sur créances nouvelles délivrées par l'État (I., n° 5554 ; an., S. de 1919, p. 92). — Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1910 portant institution des retraites ouvrières et paysannes, modifiée par les lois des 27 février 1912, 27 décembre 1912, 17 août 1915 et 20 décembre 1918 (I., n° 5760 ; an., S. de 1919, p. 886). — Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 14 de la loi du 15 juillet 1914, modifiée par les lois postérieures (impôt sur les salaires), et les articles 23, 27 et 31 de la loi du 31 juillet 1917 portant établissement d'un impôt sur diverses catégories de salaires (I., n° 6264 ; an., S. de 1919, p. 1771). — Sa proposition de loi portant à cinq francs par jour le taux moyen des retraites ouvrières et paysannes (I., n° 6550 ; an., S. de 1919, p. 2168). — Sa proposition de loi tendant à faire baisser immédiatement le prix de la vie par la suppression des intermédiaires inutiles (I., n° 6850 ; an., S. de 1919, p. 2656). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la régularisation : 1° du décret du 11 novembre 1914 relatif à l'ajournement, jusqu'après la cessation des hostilités, des élections des membres des tribunaux de commerce de France ; 2° du décret du 9 janvier 1915 relatif à l'ajour-

nement, jusqu'après la cessation des hostilités, des élections des membres des tribunaux de commerce d'Algérie (I., n° 655 ; an., S. O. de 1915, p. 193). — Son rapport, au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, sur les mesures propres à faciliter la reprise de l'activité économique dans les régions qui ont été momentanément envahies ou qui se trouvent à proximité de la ligne de combat (I., n° 1966 ; an., S. de 1916, p. 538). — Son avis présenté, au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, sur le projet de loi relatif au recensement industriel (I., n° 3612 ; an., S. de 1917, p. 1066). — Son rapport sur le projet de loi tendant à réglementer la déclaration et le contrôle des métaux (I., n° 5028 ; an., S. de 1918, p. 1213). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. Paul Bignon, par la 1^{re} circonscription de Dieppe [Seine-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 78). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris le 15 juin 1914 (p. 339). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi portant régularisation des décrets relatifs à l'ajournement des élections des membres des tribunaux de commerce de France et d'Algérie (A., S. de 1915, t. unique, p. 261). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les permissions militaires (*Son amendement*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2256) ; de plusieurs interpellations relatives à la concession des mines de sel (p. 2393). — Prend part à la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Son amendement relatif aux monts-de-piété*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1903). — Parle sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 20). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives à la protection de la propriété commerciale (p. 778) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Monts-de-piété et caisses de crédit municipal*, p. 1175). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 135 ; A., S. de 1915, t. unique, p. 820 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 169). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1184, 1691 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 418).

PEYRET (M JEAN), *Député de la 9^e circonscription de Lyon [Rhône]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 35 ; J. O. de 1915, p. 307) ; de la Commission des boissons (F., n° 11 ; J. O. de 1914, p. 5370) ; de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la commission du travail (A., S. de 1918, t. unique, p. 2791). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. Ancel par la 2^e circonscription du Havre [Seine-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 79). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur le luxe*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1383). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 150) — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 773 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 333, 1381 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4033).

PEYROUX (M.), *Député de la 5^e circonscription de Rouen [Seine-Inférieure], Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126) ; de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288 ; de la Commission de l'hygiène publique, p. 289). — Sa proposition de loi tendant à exclure du bénéfice de la pension de retraite les militaires blessés ayant refusé de se soumettre à une intervention chirurgicale (I., n° 505 ; an., S. O. de 1915, p. 16). — Sa proposition de loi tendant à rendre la vaccination et la revaccination antivarioliques obligatoires à tous les âges (I., n° 628 ; an., S. O. de 1915, p. 174). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne faire aucune promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur, au titre militaire, en dehors de la zone des armées (I., n° 880 ; an., S. de 1915, p. 363). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier la loi du 5 août 1914 sur les allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou

rappelé sous les drapeaux (I., n° 1449 ; an., de 1915, p. 1272). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à décerner la croix de l'ordre national de la Légion d'honneur aux mères de famille de douze enfants et plus (I., n° 2455 ; an., S. de 1916, p. 1323). — Sa proposition de loi tendant à assurer une pension annuelle viagère, à titre de récompense nationale, aux pères et mères de familles nombreuses (I., n° 2458 ; an., S. de 1916, p. 1324). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faire décerner la croix de guerre aux officiers, sous-officiers et soldats ayant vingt-quatre mois de présence en première ligne (I., n° 3174 ; an., S. de 1917, p. 414). — Sa proposition de loi tendant à augmenter la quantité et la qualité de la natalité française (I., n° 3910 ; an., S. de 1917, p. 1593). — Sa proposition de résolution relative à la création d'une médaille de l'Adriatique 1914-1915 (I., n° 4360 an., S. de 1918, p. 243). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à faire attribuer une pension de 50 francs, annuelle et viagère, à tout combattant ou assimilé, officier, sous-officier ou soldat qui, au cours de la guerre 1914-1918, aura été décoré de la croix de guerre (I., n° 5239 ; an., S. de 1918, p. 1823). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'élection des sénateurs par le suffrage universel direct (I., n° 6145, an., S. de 1919, p. 1412). — Sa proposition de loi tendant à donner le droit au quart de place sur tous les chemins de fer français aux réformés de la guerre 1914-1918 (I., n° 6265 ; an., S. de 1919, p. 1728). — Sa proposition de loi tendant à donner le droit au quart de place sur tous les chemins de fer français, aux familles des soldats enterrés au champ d'honneur, se rendant sur leurs tombes (I., n° 6273 ; an., S. de 1919, p. 1776). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la destruction du monument commémoratif allemand érigé sur la colline du Niederwald (I., n° 6377 ; an., S. de 1919, p. 1995). — Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Dutreil par la 2^e circonscription de Laval [Mayenne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 49) ; de M. de Wendel par la 2^e circonscription de Briey [Meurthe-et-Moselle] (p. 49). — Est élu *Secrétaire de la*

Chambre (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 113). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Taxe frappant les roulotteurs*, p. 624 ; *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 641). — Est élu *Secrétaire de la Chambre des Députés* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion du projet de loi de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917 (*Son amendement*, p. 477). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant les accidents agricoles (p. 569). — Est entendu : sur sa demande de discussion immédiate concernant sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne faire aucune nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur en dehors de la zone des armées (p. 849 et suiv.) ; dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat d'Etat de la Guerre (p. 856). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Son amendement*, p. 919 ; *le retire*, p. 920 ; *Article 6*, p. 924) ; de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 1235 et suiv.). — Ses rapports sur des pétitions (p. 935). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'Etat de la Guerre (p. 124 et suiv.). — Est entendu : sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 1510) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Discussion générale*, p. 1709, 1710, 1711). — Demande à interpellier le Gouvernement sur certains abus de pouvoirs de l'autorité militaire, à l'intérieur, et l'application de l'article 4 de la loi du 17 août 1915 (p. 1975) ; développe cette interpellation (p. 1975). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2090). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la suppression de la censure politique (A., S. de 1917, t. unique, p. 157). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son contre-projet*, p. 216 ; *le retire*, p. 217 ; *Ses amendements à l'article premier*, p. 218, 219, 220 ; *Son amendement relatif aux exemptés de la visite*, p. 250 ; *retrait*, p. 251). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet des décrets contradictoires sur le ravitaillement

de l'arrière et notamment en ce qui concerne la viande et le charbon (A., S. O. de 1917, t. unique, p. 1176) ; développe cette interpellation (p. 1200 et suiv.) ; est entendu dans la discussion d'autres interpellations sur le ravitaillement (p. 1275, 1287 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 1332). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Allocations supplémentaires aux familles qui ont des soldats prisonniers en Allemagne*, p. 1440 ; *Solde des officiers de la zone des armées*, p. 1450). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'administration en Afrique occidentale et le recrutement colonial (p. 1798) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Crédits du service de santé*, p. 2563). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'attitude de la censure dans l'affaire Bolo pacha (p. 2681). — Intervient dans la discussion d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et aux mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'œuvre de la justice (p. 2684, 2697). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de l'application des lois sur la presse (p. 2891) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2892). — Est entendu dans la discussion : de sa proposition de résolution sur l'attribution de la croix de guerre (p. 2960) ; du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, p. 3113). Titre I^{er}. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Son amendement à l'article 10 concernant le délai de présomption accordé aux militaires morts après leur renvoi définitif dans leurs foyers*, p. 3339 ; *Observations relatives au « certificat d'origine »*, p. 3343. Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chap. 1^{er}. Des droits à la pension : *Observations concernant le paragraphe 2 de l'article 9*, p. 3458. Titre IV. Voies de recours. *Son amendement à l'article 22*, A., S. de 1918, t. unique, p. 198) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3031, 3106 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 860, 887). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. O. de 1918,

t. unique, p. 178). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises pour assurer la défense de Paris contre le bombardement par avions ennemis (p. 270); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation financière et administrative en Afrique occidentale française (p. 419); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 493). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 589); du budget ordinaire des dépenses civiles de l'Exercice 1918 (*Ses observations concernant le vote du budget des colonies*, p. 657. Intérieur. *Œuvres de préservation de l'enfance contre la tuberculose*, p. 695). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du service de santé militaire (p. 2073). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Vêtement national*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1480); du projet de loi ouvrant un crédit de 100 millions en faveur des petits commerçants, artisans démobilisés (p. 3064); du projet de loi autorisant des promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil, au cours de la guerre (p. 3109, 3141); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3754, 3803 t. suiv., 3864, 3970 et suiv., 4363 et suiv., 4401 et suiv., 4434 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 111, 1415, 1428; A., S. de 1916, t. unique, p. 2. — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 188, 2577; A., S. de 1917, t. unique, p. 422).

PEYTRAL (M.), *Sénateur, Ministre de l'Intérieur.*

Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 9 juin 1914] (J. O. p. 5110).

PEYTRAL (M. VICTOR); *Député de l'arrondissement de Gap [Hautes-Alpes], Secrétaire de la Chambre puis Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Secrétaire du 1^{er} Bureau (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission du Règlement (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation; de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique, p. 917); de la Commission de la réorganisation économique (p. 2236); de la Commission de l'administration générale; de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442); de la Commission de la législation civile (p. 2678). — Sa proposition de loi relative au renouvellement des baux et des contrats (I., n° 569; an., S. O. de 1915, p. 81). — Sa proposition de loi ayant pour objet la réforme de la magistrature (I., n° 1397; an., S. de 1915, p. 1085). — Sa proposition de loi ayant pour objet la réforme administrative (I., n° 3552; an., S. de 1917, p. 999). — Son rapport sur le projet de loi tendant à assurer, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils municipaux (I., n° 670; an., S. O. de 1915, p. 205). — Son rapport sur le projet de loi concernant les achats de matériel pour le service du département de la Seine et de la Ville de Paris (I., n° 2837; an., S. de 1916, p. 2911). — Son rapport sur le projet de loi réglant le mode de répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (I., n° 3652; an., S. de 1917, p. 1241). — Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Méquillet, par l'arrondissement de Lunéville [Meurthe-et-Moselle] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 49); de M. Le Rouzic, par la 3^e circonscription de Lorient [Morbihan] (p. 108). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (p. 113). — Est élu *Secrétaire de la Chambre des Députés* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi tendant à assurer, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils municipaux (p. 268). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation du charbon

p. 2046-2047). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1916, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son amendement à l'article 5 relatif à la nomination des délégués*, p. 1595). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Réforme judiciaire*, A., S. de 1917, t. unique, p. 831).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7230). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Allocations*, p. 2564). — En qualité de *Député*, prend part à la discussion : d'interpellations concernant les réfugiés et rapatriés des pays envahis (p. 3407); du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Allocations*, p. 3514; *Son amendement concernant la rétroactivité en matière fiscale et en matière pénale pour les successions*, p. 3566; *Impôts sur les paiements et les dépenses*, p. 3601; *retire un amendement y relatif*, p. 3634; *Taxe sur les établissements de luxe ou de premier ordre*, p. 3650). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions directes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et les boissons hygiéniques (p. 3671); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre III. Droits des ascendants : *Amendement de M. Queuille à l'article 18*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3757; *Autre amendement concernant cet article*, p. 3763; *Son amendement à l'article 19*, A., S. de 1918, t. unique, p. 87). — Est entendu dans la discussion de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 534). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la division de la France en régions économiques (p. 1764); développe cette interpellation (p. 2429, 2582). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2014). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur les dispositions à prendre pour remédier à l'État de la Marine marchande pendant et après la guerre (p. 2031). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annu-

lation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Subventions aux communes ayant eu des dépenses exceptionnelles occasionnées par la guerre*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3267); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3424). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi relatifs à l'utilisation de l'énergie hydraulique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1607, 1749, 2211, 2255 et suiv., 2756 et suiv., 2943, 2983, 3021 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 853; A., S. de 1918, t. unique, p. 926). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 397; A., S. de 1915, t. unique, p. 373, 904, 1442, 1878; A., S. de 1916, t. unique, p. 527; A., S. de 1917, t. unique, p. 556, 2154; A., S. de 1918, t. unique, p. 646, 1242; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 347, 1937, 1957).

PEZET (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Montpellier* [Hérault].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289).

PHILBOIS (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Troyes* [Aube].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Son rapport sur le projet de loi tendant à distraire de la commune de Noirmoutier [Vendée] les sections de l'Epine et de la Guérinière pour les ériger en communes distinctes (S. de 1915, fasc., n° 178). — Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à publier au *Journal Officiel* le nom des évacués des régions libérées (I., n° 3287, an., S. de 1917, p. 636). = Son rapport sur une pétition (A., S. de 1915, t. unique, p. 4385). — Prend part à la

discussion : des interpellations sur : la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (A., S. de 1917, t. unique, p. 467) ; le ravitaillement des coopératives de la zone des armées (p. 542 et suiv.) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Allocations aux femmes de mobilisés*, p. 1442). — Est entendu dans la discussion des interpellations sur l'alimentation des troupes (p. 2243). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 226) ; d'une interpellation sur la situation financière de la France et l'établissement, dès 1919, d'un budget normal et équilibré (p. 939) ; du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2149). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 3052).

PICANON (M.), *Inspecteur général des colonies, directeur du contrôle.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509).

PICARD (M. CAMILLE), *Député de l'arrondissement de Neufchâteau [Vosges], Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des postes et des télégraphes, (p. 289). = Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à renforcer la législation actuelle pour réprimer le commerce et l'accaparement des espèces et monnaies nationales (I., n° 1429 ; an., S. de 1915, p. 1242). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder à tous les mobilisés la gratuité pour la réexpédition à leur famille ou à leur correspondant, pendant les mois de juin et de novembre, de linge et sous-vêtements par paquets postaux d'un kilogramme au maximum (I., n° 2131 ; an., S. de 1916, p. 690). = Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi de

MM. Paul-Meunier, Victor Dalbiez et Georges Ponsot, tendant à accorder la gratuité complète pour les envois postaux aux militaires mobilisés (I., n° 812 ; an., S. de 1915, p. 299). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à accorder la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914 (I., n° 995 ; an., S. de 1915, p. 527). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1915 et du 1^{er} janvier 1916, l'envoi gratuit par poste, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies et à l'étranger, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme (I., n° 1596 ; an., S. de 1915, p. 1418). — Son rapport sur : 1^o la proposition de loi de M. Eugène Laurent (Nièvre) et plusieurs de ses collègues, tendant à élargir la loi du 22 juin 1915 relative à l'envoi gratuit de colis aux militaires ; 2^o la proposition de loi de MM. Amiard, Louis Deshayes et Camille Picard, tendant à accorder aux familles bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914, ainsi qu'à celles comptant au moins quatre enfants vivants, la gratuité pour l'envoi par poste, une fois par mois, à chacun de leurs membres mobilisés (mari, père, fils ou frère), d'un paquet recommandé dont le poids ne devra pas excéder un kilogramme (I., n° 1946 ; an., S. de 1916, p. 519). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à accorder à tous les mobilisés la gratuité pour la réexpédition à leur famille ou à leur correspondant, pendant les mois de juin et de novembre, de linge et sous-vêtements par paquets postaux d'un kilogramme au maximum (I., n° 2144 ; an., S. de 1916, p. 724). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1916 et du 1^{er} janvier 1917, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer (I., n° 2634 ; an., S. de 1916, p. 1595). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1917 et du 1^{er} janvier 1918, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protec-

torat et à l'étranger, ou en service à la mer (I., n° 3955; an., S. de 1917, p. 1664). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1918 et du 1^{er} janvier 1919, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer (I., n° 5273; an., S. de 1918, p. 1839). — Son rapport sur le projet de loi portant déclassement de la place de Longwy (I., n° 6781; an., S. O. de 1919, p. 2599). — Son rapport sur : 1^o le projet de loi portant déclassement des enceintes fortifiées de Brest, Toulon, Belfort, Verdun et Sidi-bel-Abbès; 2^o le projet de loi portant déclassement de l'enceinte de Bône (front de terre); 3^o le projet de loi autorisant le déclassement d'une partie des remparts de Philippeville (I., n° 7069; an., S. de 1919, p. 3037). = Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Marcel Sembat par la 1^{re} circonscription du 18^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 74). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi tendant à autoriser la gratuité des envois postaux aux militaires mobilisés (A., S. de 1915, t. unique, p. 464 et suiv.). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond d'une proposition de loi concernant un envoi gratuit, par poste, à destination des militaires et marins (p. 1953); prend part à la discussion de cette proposition de loi (p. 1953 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'application des plans directeurs de la défense de Verdun à la date du 20 février dernier (A., S. de 1916, t. unique, p. 1284). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Gardey au sixième alinéa de l'article 5*, p. 1986). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2540). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (A., S. de 1917, t. unique, p. 474; *Son amendement à l'ordre du jour de M. Jean Durand*, *ibid.*); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 870; *Son amendement additionnel*, p. 882; *retrait*, *ibid.*). — Est élu

Secrétaire de la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats de l'affaire Bolo (p. 782). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1734); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Médailles d'honneur des eaux et forêts*, p. 2613); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4170, 4273); du projet de loi portant déclassement de diverses enceintes fortifiées (p. 4681). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 2).

PICHERY (M.), *Député de l'arrondissement de Romorantin [Loir-et-Cher]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines (p. 289); de la Commission des dommages de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 2467); de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130). = Sa proposition de loi relative aux incompatibilités parlementaires (I., n° 39; an., S. O. de 1914, p. 1833). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à une répartition normale de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre entre les départements où leur emploi est autorisé par l'autorité militaire (I., n° 1964; an., S. de 1916, p. 537). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1917, un crédit extraordinaire de 600.000 francs, pour venir en aide aux agriculteurs et viticulteurs de l'arrondissement de Romorantin (Loir-et-Cher), victimes de la grêle (I., n° 3569; an., S. de 1917, p. 1012). = Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1407). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637; A., S. de 1915, t. unique, p. 456, 820; A.,

S. O. de 1919, t. unique, p. 2041, 2083). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 106, 1060; A., S. de 1918, t. unique, p. 418).

PICHON (M. STÉPHEN), *Sénateur, Ministre des Affaires étrangères.*

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9178). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la politique du Gouvernement vis-à-vis de la Russie (p. 3792); du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, concernant les crédits provisoires du premier trimestre 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Observations relatives à la conduite diplomatique de la guerre*, p. 3918). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 36); du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 594). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Affaires étrangères : *Observations relatives à la lecture, faite au cours d'une cérémonie commémorative, d'un document diplomatique*, p. 703; *Organisation et fonctionnement des services diplomatiques et consulaires*, p. 774; *Nomination d'une Commission extra-parlementaire chargée d'étudier ces questions*, p. 775; *Publication d'une lettre de l'ancien tsar de Russie au Président de la République*, p. 716; *Publication du traité d'alliance franco-russe*, *ibid.*). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant le Livre Jaune relatif à l'alliance franco-russe (p. 2232). — Son allocution relative à l'armistice accordé à l'Autriche (p. 2555). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le sens précis et concret que le Gouvernement donne à la réponse du Président Wilson du 23 octobre au Secrétaire d'Etat allemand Solf (p. 2558). — Son allocution relative à la rentrée des souverains belges à Bruxelles (p. 2760). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations concernant les directions de la politique de paix du Gouvernement et de la politique des alliés en Russie (p. 2937). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annula-

tion de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Utilisation du Rhin et de l'Escaut pour le ravitaillement*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3276); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 (Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3328). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations concernant la Conférence de la paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 16). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 1245, 1279, 1281, 1306); [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Intervention française en Russie*, p. 1452). — Est entendu sur une demande de mise à l'ordre du jour d'une proposition de résolution concernant le désarmement de l'Allemagne (p. 1526). — Son allocution relative à la communication faite à la Chambre, d'une adresse de la Diète polonaise (p. 1578). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1779); au cours de la discussion de cette interpellation (p. 1780 et suiv.). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'évacuation d'Odessa et la politique diplomatique, militaire et navale du Gouvernement en Orient (p. 2317, 2383). — Parle sur une demande d'interpellation relative à un complot qui aurait été préparé entre certains membres de la Chambre et le ministère allemand (p. 2499). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 (*Mission française en Palestine, en Syrie et en Arménie*, p. 2543); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Affaires étrangères. *Discussion générale : Question relative à la reprise des relations avec le Vatican*, p. 2833 et suiv.); de plusieurs propositions de loi relatives à la levée de l'état de siège et à l'abrogation de la censure (p. 2968); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4095); des crédits applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4155 et suiv.); d'une proposition de résolution tendant à interpréter l'article 124 du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4391).

PICQUENARD (M.), *Chef du cabinet du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, Sous-Directeur du travail.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1244); du projet de loi concernant les crédits applicables au premier trimestre de 1917 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. de 1917, t. unique, p. 3479); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 308); de la proposition de loi relative à l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 685); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 3223); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1238); des propositions de loi sur l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre (p. 1259); du projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1794); de la proposition de loi concernant la durée du travail dans les mines (p. 2267); prend part à cette discussion (p. 2268). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2425); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2542).

PIERANGELI (M.), *Député de l'arrondissement de Bastia [Corse].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307) (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission des postes et des télégraphes; de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 299); de la Commission de la législation civile (A., S. de 1916, t. unique, p. 2467). = Sa proposition de loi tendant à modifier l'organisation du service des améliorations agricoles (I., n° 3891; an., S. de 1917, p. 1444). = Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 2 et 8 et à compléter les dispositions transitoires de la loi du 14 juillet 1908, concer-

nant les pensions de la Caisse des Invalides de la Marine (I., n° 1470; an., S. de 1915, p. 1290). = Ses rapports, au nom du 11^e Bureau sur les élections : de M. Albert Grodet par la Guyane (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 93); de M. Ernest Outrey par la Cochinchine française (p. 562). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Ses observations concernant le régime douanier de la Corse* A., S. de 1916, t. unique, p. 1387). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2084). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1918, t. unique, p. 267).

PIERRE GOUJON (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Bourg [Ain].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission du travail; de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections : de M. Lefebvre (François) par la 3^e circonscription de Valenciennes [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 55); de M. Butin par l'arrondissement de Compiègne [Oise). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 266). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 923).

PIERRE RAMEIL (M.), *Député de l'arrondissement de Céret [Pyrénées-Orientales].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Secrétaire du 10^e Bureau (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (*ibid.*); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130). = Sa proposition de loi sur les loyers (I., n° 624; an., S. de 1915, p. 170). — Sa proposition de loi sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère (I., n° 906; an., S. de 1915, p. 405). — Sa propo-

sition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à établir une taxe spéciale sur les hommes réformés, des services auxiliaires non affectés ou en sursis d'appel, sur les fonctionnaires mobilisés dans leur emploi et les ouvriers rappelés du front pour travailler aux commandes de l'État (I., n° 1064; an., S. de 1915, p. 690). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion, tendant à accorder une majoration supplémentaire aux femmes en état de grossesse bénéficiant déjà des allocations prévues par la loi du 5 août 1914 (I., n° 1458; an., S. de 1915, p. 1281). — Sa proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1474 rectifié; an., S. de 1915, p. 1297 et annexe p. 1318). — Sa proposition de loi tendant à établir la réversibilité aux veuves, de la pension attribuée aux soldats aveugles (I., n° 1914; an., S. de 1916, p. 407). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à encourager les engagements volontaires des condamnés à l'emprisonnement (I., n° 2473; an., S. de 1916, p. 1425). — Sa proposition de loi tendant à faciliter l'éducation des enfants des familles nombreuses (I., n° 2632; an., S. de 1916, p. 1568). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les étudiants appartenant à la classe 1918 à prendre des inscriptions cumulatives leur permettant de subir leurs examens de fin d'année à une session spéciale qui aura lieu avant leur incorporation (I., n° 3010; an., S. de 1917, p. 439). — Sa proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre en sursis d'appel tous les instituteurs R. A. T. du service armé des classes 1893-1894-1895-1896 (I., n° 3880; an., S. de 1917, p. 1415). — Sa proposition de loi tendant à accorder une pension aux combattants de la guerre actuelle (I., n° 4792; an., S. de 1918, p. 862). — Sa proposition de loi tendant à accorder un supplément de solde aux officiers, sous-officiers et soldats qui remplissent un emploi supérieur à celui de leur grade (I., n° 4981; an., S. de 1918, p. 1126). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à autoriser les étudiants mobilisés à prendre les inscriptions cumulatives qui leur permettront de subir les examens dans

les plus brefs délais possibles; 2° à prendre les mesures réparatrices qui s'imposent en faveur des jeunes gens dont les hostilités ont interrompu les études (I., n° 5224; an., S. de 1918, p. 1816). — Sa proposition de résolution concernant la création d'un enseignement autonome, technique et pratique, de l'appareillage et de la rééducation dans les facultés de médecine (I., n° 5632; an., S. O. de 1919, p. 475). — Sa proposition de loi pour le droit intégral du peuple à l'instruction (I., n° 6905; an., S. O. de 1919, p. 2713, 2717). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant l'institution d'une commission extraparlamentaire spécialement chargée d'étudier les moyens de généraliser l'application du cinématographe dans les différentes branches de l'enseignement (I., n° 1611; an., S. de 1915, p. 1428). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 85 du Livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale concernant les bureaux de placement et offices départementaux (I., n° 3189; an., S. de 1917, p. 418 et rectifié p. 1166). — Son rapport sur les propositions de loi tendant à organiser le placement des ouvriers, employés et domestiques et l'organisation du marché du travail (I., n° 3917; an., S. de 1917, p. 1859); son rapport supplémentaire (I., n° 5952; an., S. O. de 1919, p. 1162). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'avancement des instituteurs mobilisés (I., n° 4711; an., S. de 1918, p. 651). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Ganault, par la 1^{re} circonscription de Laon [Aisne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 6). — Prend part à la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Contre-projet de MM. Turmel et Jobert, A.*, S. de 1915, t. unique, p. 386; *Amendement de M. Tournan au paragraphe 2 de l'article premier*, p. 520; *Son amendement*, p. 525). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le fonctionnement de la censure des écrits périodiques durant ces deux derniers jours (p. 1484); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 1485); développe cette interpellation (p. 1496). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1687). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi accordant une majoration d'allocation aux

femmes en état de grossesse (A., S. de 1916, t. unique, p. 191); d'une proposition de résolution concernant les hommes mis en sursis d'appel comme manœuvres (p. 363); de la proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre (p. 866). — Son rapport sur une pétition (p. 1166). — Intervient dans la discussion de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2524). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2569 et suiv.; *Taxe de guerre*, p. 2803 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 116 et suiv.). — Est entendu : sur les ordres du jour motivés présentés à la suite du Comité secret relatif aux affaires de Grèce (p. 174); dans la discussion d'une interpellation relative aux permissions militaires (p. 2253). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Subventions aux œuvres locales combattant la tuberculose*, p. 2521); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, p. 3121; *Amendement de M. Henry Paté relatif au taux des pensions d'invalidité*, p. 3429); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 2944, 2978, 3021, 3212, 3239; *Seconde délibération*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1079). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Beaux-Arts : *Discussion générale*, A., S. de 1918, t. unique, p. 816; *Création d'un théâtre d'art populaire*, p. 819. Loi de Finances : *Son amendement concernant les associations sportives civiles, militaires ou scolaires*, p. 1129; *Droits de circulation sur les boissons hygiéniques*, p. 1154); d'une proposition de loi tendant à faciliter la réhabilitation des condamnés militaires (p. 847); d'une proposition de loi tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat (p. 1483). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur les dispositions à prendre pour remédier à

l'état de la marine marchande pendant et après la guerre et sur les modalités de la réquisition de la flotte française (A. S. de 1918, t. unique, p. 2064). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et des faillis (p. 2414); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (p. 2459); d'une interpellation sur le rapatriement des prisonniers de guerre (p. 2826). — Son rapport sur une pétition (p. 2874). — Prend part à la discussion : de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 756); du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Reorganisation de l'enseignement national*, p. 1110); d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1568); d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1820); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1943); d'une interpellation sur la liquidation des pensions militaires (p. 2027); d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour la protection des monuments historiques endommagés par faits de guerre (p. 2067). — Parle sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission de la paix (p. 2159). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative au décret du 21 janvier 1919 autorisant l'importation des mistelles (p. 2168). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Instruction publique : *Discussion générale*, p. 2668, 2731 et suiv.); d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2697 et suiv.); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3229, 3351 et suiv.); d'interpellations concernant les services maritimes postaux entre la métropole et l'Afrique du Nord (p. 3546); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3649); de la proposition de résolution concernant la réparation des dommages de guerre et la répartition des charges entre les puissances alliées et associées (p. 4321); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4697).

PIERRE-ROBERT (M.), *Député de la 4^e circonscription de Montbrison [Loire]. Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 35 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des postes et des télégraphes (p. 289) ; de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la constitution d'équipes militaires pour les travaux agricoles et à la mise en sursis temporaire de certains spécialistes (I., n° 986 ; an., S. O. de 1916, p. 509). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 500.000 francs au Ministre de l'Intérieur pour venir en aide à diverses communes de l'arrondissement de Montbrison (Loire), victimes d'un orage de grêle (I., n° 3443 ; an., S. de 1917, p. 859). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la mise à la disposition de la commission militaire des mines, des ouvriers mobilisés des carrières de pierre, dans les mêmes conditions de classe et de durée de travail que les mineurs de houille, des mines métalliques et des ouvriers des carrières d'ardoise (I., n° 3695 ; an., S. de 1917, p. 1151). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à déterminer des affectations spéciales au profit des jeunes gens de la classe 1919 appartenant à des familles éprouvées par la guerre (I., n° 4563 ; an., S. de 1918, p. 510). — Sa proposition de résolution tendant à doubler la durée des permissions agricoles, tant aux armées que dans la zone de l'intérieur, et à les accorder à tous les agriculteurs actuellement mobilisés (I., n° 5452 ; an., S. de 1918, p. 2862). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit de 300.000 francs pour venir en aide à diverses communes de l'arrondissement de Montbrison (Loire), victimes d'orages de grêle en 1918 (I., n° 5483 ; an., S. de 1918, p. 2187). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond d'une proposition de résolution tendant à assurer les mesures nécessaires pour le battage des grains (I., n° 1200 ; an., S.

de 1915, p. 854). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution concernant le cheptel de Madagascar (I., n° 3867 ; an., S. de 1917, p. 1412). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'accorder des facilités de crédit particulières aux agriculteurs des départements envahis (I., n° 4154 ; an., S. de 1917, p. 1975) ; son rapport supplémentaire (I., n° 5666 ; an., S. de 1919, p. 651) ; son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 5905 ; an., S. de 1919, p. 1088). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie sur diverses marchandises (I., n° 4609 ; an., S. de 1918, p. 558). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi de M. Émile-Dumas (Cher) et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de supprimer le couchage à la paille dans les établissements agricoles (I., n° 6711 ; an., S. de 1919, p. 2426). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 9 avril 1918 sur l'acquisition de la petite propriété rurale (I., n° 6847 ; an., S. de 1919, p. 2653). — Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur l'élection de M. Dalbiez par la 2^e circonscription de Perpignan [Pyrénées-Orientales] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 62). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond d'une proposition de résolution concernant le battage des grains (A., S. de 1915, t. unique, p. 1216). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de résolution concernant le cheptel de Madagascar (A., S. de 1917, t. unique, p. 2957). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (A., S. de 1918, t. unique, p. 1107). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1473). — *Secrétaire d'âge de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (p. 3). — Prend part à la discussion : de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 798) ; du projet de loi concernant l'amélioration des traitements et salaires du personnel des postes et télégraphes (p. 3588 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2654 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 529). — Obtient des congés (A.,

S. de 1915, t. unique p. 1419; A., S. de 1916, t. unique, p. 1414; A., S. de 1917, t. unique, p. 368; A., S. de 1918, t. unique, p. 371; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2061).

PION (M.), *Directeur du personnel et du matériel au Ministère des Finances*, puis *Directeur de la Dette inscrite*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, en vue de nouvelles installations rendues nécessaires par l'extension des services du Ministère des Finances (A., S. de 1917, t. unique, p. 3053); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3284); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2790); du projet de loi portant modification à la législation des pensions civiles et militaires (p. 2864); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer, en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (*ibid.*); du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (*ibid.*); du projet de loi portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 3159); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 450); du projet de loi modifiant le mode de payement des arrérages des pensions inscrites au Grand Livre de la dette viagère (p. 782); du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires d'inscription de pensions civiles au titre des fonds communs des veuves et orphelins pour les Exercices 1914 et 1915 (p. 2098); du projet de loi de crédits pour l'inscription de pensions civiles en 1919 (p. 2476); du projet de loi de crédits supplémentaires pour l'inscription des pensions civiles en 1919 (p. 3621).

PIOU (M. JACQUES), *Député de l'arrondissement de Mende [Lozère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Président du 7^e Bureau (F., n° 3; J. O. de 1914, p. 4161); Président du 4^e Bureau (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5161). = Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission des affaires étrangères (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission des traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 0/0 amortissables (*Son amendement concernant le service des intérêts et la prime d'amortissement*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 250). — Est entendu dans la discussion des interpellations sur la constitution du cabinet, la censure et les déclarations du Gouvernement (A., S. de 1915, t. unique, p. 1508). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au sulfate de cuivre nécessaire à l'agriculture (A., S. de 1916, p. 112); des projet et propositions de loi concernant les baux et loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, p. 440). — Est entendu dans la discussion de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1492). — Prend part à la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (Des organismes destinés à assurer la protection des pupilles de la nation. *Son amendement à l'article 12*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1985); d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3152). — Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4268). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637; A., S. de 1916, t. unique, p. 2627). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 2232; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968).

PLANCHE (M.), *Député de l'arrondissement de Briançon [Hautes-Alpes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des éco-

nomies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026). = Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Marchés de blés d'Australie passés avec la maison Louis Dreyfus et C^{ie}] (I., n° 5142; an., S. de 1918, p. 1801). = Ses rapports au nom du 4^e Bureau sur les élections : de M. Compère-Morel par l'arrondissement d'Uzès [Gard] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 28); de M. Louis Bernard par l'arrondissement du Vigan [Gard] (p. 29). — Est nommé membre du Conseil supérieur du travail (A., S. de 1915, t. unique, p. 302). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Publication des prix de revient des matériels et fournitures fabriqués par l'Etat*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2538). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1754). = Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 126, 1252; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 875, 1957, 1983).

PLICHON (M. JEAN), *Député de la 2^e circonscription d'Hazebrouck [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission des mines (p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des marchés (p. 2026); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission des régions libérées (p. 1273). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir, au Ministre de l'Agriculture, un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour venir en aide aux cultivateurs de l'arrondissement d'Hazebrouck (Nord), éprouvés par l'orage (I., n° 126; an., S. O. de 1914, p. 1870). — Sa proposition de loi tendant à modifier le tarif général des douanes, article 630 *quater* [BeCS destinés à l'éclairage à l'acétylène] (I., n° 209; an., S. O. de 1914, p. 1932). — Sa proposition de loi relative à l'importation et au prix de vente du maïs destiné à la nourriture du bétail (I., n° 2574; an., S. de 1916, p. 1488). = Prend part à la discussion du projet de loi por-

tant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (*Ses observations sur l'ensemble*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 802). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'émission des valeurs mobilières pendant la durée des hostilités (A., S. de 1916, t. unique, p. 1084). — Prend part à la discussion des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2524; *Suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2565). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 23, 302, 1294; A., S. de 1916, t. unique, p. 1486; A., S. de 1917, t. unique, p. 3955; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968).

PLISSONNIER (M.), *Député de la 2^e circonscription de Vienne [Isère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 500.000 francs pour venir en aide aux habitants de la commune de Sablons, arrondissement de Vienne (Isère), victime des inondations (I., n° 5590; an., S. de 1919, p. 121). = Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, sur l'organisation de l'enseignement professionnel public de l'agriculture (I., n° 4813; an., S. de 1918, p. 876). — Son avis, présenté, au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris, à l'annexion de la zone militaire et au desserrement du casernement et portant approbation des conventions intervenues à cet effet entre l'État et la Ville de Paris (I., n° 5798; an., S. de 1919, p. 920). = Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (A., S. de 1915, t. unique, p. 1687). — Prend part à la discussion d'un projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 1655). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à organiser

la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 477); d'une proposition de résolution tendant à organiser la fabrication des fourrages mélassés (p. 2444); des projet et propositions de loi concernant le régime de l'alcool (*Amendement de M. Delpierre à l'article 7 tendant à établir, dans certains cas, une taxe supplémentaire sur les alcools de bouche*, p. 2849). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3014). — Prend part à la discussion d'interpellations concernant la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 437, 414). — Adresse au Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement une question relative au ravitaillement en sucre du département de l'Isère (p. 475). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1135); d'interpellations sur l'aggravation de la crise des transports (p. 1706); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3229). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255; A., S. de 1918, t. unique, p. 1252). = Obtient des congés (A., S. de 1913, t. unique, p. 350; A., S. de 1918, t. unique, p. 802, 1968).

POINCARÉ (M. RAYMOND), *Président de la République.*

Son message aux Chambres au sujet de l'agression dont la France est victime de la part de l'Allemagne (I., n° 412; an., 1^{re} S. E. de 1914, p. 2107; A., 1^{re} S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 907). — Son message relatif à l'anniversaire de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France (I., n° 1167; an., S. de 1915, p. 836; A., S. de 1915, t. unique, p. 1123).

POIRIER DE NARÇAY (M.), *Député de la 2^e circonscription du XIV^e arrondissement de Paris [Seine].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de la Commission de

la législation fiscale (A., S. de 1915, t. unique, p. 637); de la Commission de l'enseignement (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). = Sa proposition de loi relative à la suppression du privilège des bouilleurs de cru (I., n° 1197; an., S. de 1915, p. 853). — Sa proposition de résolution ayant pour objet les mesures à prendre contre les insoumis et réfractaires étrangers appartenant à des pays alliés (I., n° 2644; an., S. de 1916, p. 1603). = Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. Tardieu (André), par la 4^e circonscription de Versailles [Seine-et-Oise] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 83). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 180). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (*Discussion générale*, p. 235). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre étrangère (p. 300). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de finances : *Son amendement concernant l'impôt général sur le revenu [imposition du contribuable taxé d'office]*, p. 779, 781). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi concernant les décrets de naturalisation (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 63; *le retire*, p. 65; *Son second amendement*, *ibid.*; *retrait*, *ibid.*); de ce projet de loi, modifié par le Sénat, p. 497). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (*Son amendement à l'article 5*, p. 749); de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 795 et suiv.); de la proposition de loi tendant à autoriser l'acquisition et l'introduction de bétail sur pied (*Son amendement*, p. 981); d'un projet de loi relatif au traitement du gaz d'éclairage en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs (p. 1593). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauf-

fage et à l'éclairage (A., S. de 1915, t. unique, p. 1632, 1633, 1688, 1695, 1750, 1758, 1763, 1766, 1768); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Son amendement*, p. 1725); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (p. 2044, 2084). — Prend part à la discussion : des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonération et délais. *Ses observations sur l'article 16*, A., S. de 1916, t. unique, p. 842 et suiv.; *Amendement de M. Lugol à l'article 25*, p. 1057 et suiv.); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 452). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur le fonctionnement du Trésor et Postes, les colis postaux et la correspondance des soldats des pays envahis (A., S. de 1916, t. unique, p. 1472); du projet de loi concernant les travaux à exécuter par la Ville de Paris pour le captage des eaux de la Voulzie; du Durieint et du Dragon (p. 1914 et suiv.); du projet de loi sur la dénaturalisation (*Son amendement*, p. 1922; *le retire*, *ibid.*); d'interpellations sur l'utilisation des effectifs militaires (p. 2035 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 2206). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxe sur le prix des places des spectacles*, p. 2771). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement visant les sujets des nations alliées dont les classes ont été appelées dans leurs pays respectifs*, A., S. de 1917, t. unique, p. 267 et suiv.; *Son explication de vote*, p. 296). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Son amendement*, p. 746; *le retire*, *ibid.*; *Ses observations*, p. 748); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 883); des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1314 et suiv.); de plusieurs interpellations sur le ravitaillement du pays (p. 2724). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'augmentation constante du prix de la vie (p. 1289); développe cette interpellation et prend part à la discussion d'autres interpellations relatives au ravitaillement (p. 1306, 1330; *Son ordre du jour motivé*, p. 1341). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2488). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 2549).

POMEREU (M. le marquis DE), *Député de la 2^e circonscription de Rouen [Seine-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Président du 7^e Bureau (F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126; F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370; F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961; F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307; F., n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (p. 289). — Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Lauche par la 3^e circonscription du 11^e arrondissement de Paris (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 72). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Assistance aux militaires tuberculeux*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1352). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1146; A., S. de 1918, t. unique, p. 1). — Obtient un congé (A., S. de 1915, t. unique, p. 1786).

PONCET (M. HENRI) [Saône-et-Loire], voir **HENRI PONCET** (M.).

PONCET (M. PAUL), *Député de la 1^{re} circonscription de Sceaux [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2 p. 288); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 94559). — Sa proposition de loi tendant à la suppression de tous frais en faveur des petites successions des militaires décédés au cours ou des suites de la guerre de 1914-1915 (I., n° 685; an., S. de 1915, p. 228). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les militaires de la garde républicaine restés dans le camp retranché de Paris (I., n° 1980; an. S. de 1916, p. 577). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à supprimer les exercices inutiles aux soldats et à leur assu-

rer une nourriture suffisante (I., n° 5505 ; an., S. de 1918, p. 2930). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Ministre de la Guerre à appliquer aux militaires de l'armée de terre, les prescriptions de la circulaire prise par le Ministre de la Marine, accordant aux marins des classes 1907 et 1908, et sur leur demande, des permissions renouvelables de quinze jours (I., n° 6279 ; an., S. de 1919, p. 1779). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite de faits de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1811). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Campagne menée par certains journaux contre le général commandant l'armée d'Orient*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1813 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Sa disposition additionnelle concernant les militaires de la gendarmerie et les sapeurs-pompiers de Paris*, A., S. de 1917, t. unique, p. 293 ; *le retire*, p. 294) ; d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 720, 743 ; *Son article additionnel*, p. 759 ; *le retire*, p. 760) ; de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (*Ses amendements*, p. 2059 ; *Ses observations*, p. 2106). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les décisions à prendre pour assurer à certains régiments territoriaux d'infanterie, un repos prolongé à l'arrière (p. 1176) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1503, 1798) ; la développe (p. 2268). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 1744). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2456, 2479). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre au sujet des journaux qui ont reçu des subsides de l'inculpé Bolo (p. 2681) ; développe cette interpellation (p. 2694). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le personnel et l'action diplomatiques (p. 2792) ; du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la

guerre actuelle (*Amendement de M. Betoulle concernant la base de fixation des pensions et gratifications*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3439) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 925). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des dépenses civiles] (*Allocations*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3517). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le fonctionnement de l'œuvre de guerre intitulée « La part du combattant » (A., S. de 1918, t. unique, p. 7) ; développe cette interpellation (p. 98 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le régime de censure politique appliquée aux journaux républicains de province (p. 10). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la circulaire concernant l'observation des marques extérieures de respect (p. 794). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 942). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1055, 1065). — Demande à interpellier le Gouvernement sur « l'état de désorganisation des services automobiles » (p. 1526) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1538, 1702, 1764) ; développe cette interpellation (p. 1817, 1859). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement*, p. 1593). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2010) ; sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2428). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2489) ; du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (*Relèvement de la solde des caporaux et soldats*, p. 2603) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Matériel mis à la disposition des régions libérées*, p. 3294) ; du projet de loi concernant la revision des listes

électorales (A., S. de 1918, t. unique, p. 3458). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 44, 1254). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 224). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 423). — Est entendu : pour un fait personnel (p. 649); dans la discussion de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 766, 784). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnité d'habillement aux militaires détachés à la terre*, p. 1183). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Démobilisation des classes 1907 et plus jeunes*, p. 1437); des crédits provisoires, modifiés par le Sénat, applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe de luxe*, p. 1497); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1521, 1579, 1619, 1879, 1883). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur les événements du 1^{er} mai (p. 1965). — Demande à interpellier le Gouvernement sur certaines déclarations faites par M. le Président du Conseil et sur la démobilisation (p. 2651); développe cette interpellation (p. 2906). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Affaires étrangères : *Discussion générale*, p. 2830). — Demande à interpellier le Gouvernement : sur la nécessité de lever l'état de siège et de supprimer la censure (p. 3282); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); sur les entraves apportées à l'inscription, sur les listes électorales, des démobilisés par certains juges de paix ou greffiers de justice de paix (p. 3501); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*).

PONSOT (M. GEORGES), *Député de l'arrondissement de Dôle [Jura]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission de

l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation; de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'enseignement (A., S. de 1915, t. unique, p. 637). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir, au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1919, un crédit extraordinaire de 1 million de francs pour venir en aide aux cultivateurs du canton de Gendrey, arrondissement de Dôle [Jura], victimes de la grêle (I., n° 6863; an., S. de 1919, p. 2678). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 350, 677; A., S. de 1917, t. unique, p. 789, 854). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 163; A., S. de 1918, t. unique, p. 668; A., S. O. de 1919, t. 1, p. 6, 1237, 2023, 2311, 3889).

PORTEU (M. ANDRÉ), *Député de l'arrondissement de Montfort [Ille-et-Vilaine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes (p. 289). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit d'un million de francs pour venir en aide aux victimes de la tempête et de la grêle dans l'arrondissement de Montfort-sur-Meu [Ille-et-Vilaine] (I., n° 6689; an., S. de 1919, p. 2391). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi concernant les allocations à attribuer aux réfugiés évacués et rapatriés des départements envahis (I., n° 1485; an., S. de 1915, p. 1318). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la culture des terres abandonnées (*Disposition additionnelle de M. Reboul à l'article premier*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1160); d'une interpellation concernant une convention relative à des gisements pétrolifères situés dans la province d'Oran (p. 2265). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les engagés spéciaux*, A., S. de 1917, t. unique, p. 252 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (Dispositions générales : *Son amendement à l'article 4*, p. 1966; *le retire*, *ibid.*). — Ses rapports sur des péti-

tions (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2002). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 150). = Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 699).

POTTEVIN (M.), *Député de l'arrondissement de Castelsarrasin [Tarn-et-Garonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (p. 289); de la Commission de la marine de guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1575); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à la formation des contingents destinés à l'armée d'Orient (I., n° 3368; an., S. de 1917, p. 779). — Sa proposition de loi relative à l'organisation de l'enseignement des sciences appliquées (I., n° 4899; an., S. de 1918, p. 1094). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à organiser des enseignements techniques en rapport avec les besoins spéciaux de l'après guerre immédiate (I., n° 5048; an., S. de 1918, p. 1243). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à établir une organisation permanente pour le développement des recherches scientifiques, industrielles et agricoles (I., n° 5049; an., S. de 1918, p. 1243). — Sa proposition de loi visant l'organisation des services départementaux d'hygiène publique (I., n° 5604; an., S. de 1919, p. 216). = Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, modifiant la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, en ce qui concerne l'expropriation pour cause d'insalubrité (I., n° 855; an., S. O. de 1915, p. 343, et annexe, p. 481). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à organiser un enseignement pratique de recherches bactériologiques (I., n° 3744; an., S. de 1917, p. 1252). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la création d'un Office national des recherches scientifiques, industrielles et agricoles et des inventions (I., n° 6369; an., S. de 1919, p. 1981). = Ses rapports, au nom du

1^{er} Bureau, sur les élections : de M. Félix Poullan par la 3^e circonscription de Nice [Alpes-Maritimes] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 9); de M. Duclaux-Monteil par l'arrondissement de Largentière [Ardèche] (p. 106). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre étrangère (p. 306). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Guerre : *Indemnités aux familles des militaires décédés à la suite d'accidents*, p. 538). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. unique, p. 123). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Discussion générale*, p. 168; *Son amendement à l'article premier*, p. 211; *Amendement de M. E. Laurent à l'article 3*, p. 212; *Article 4*, p. 213; *Amendement de M. Perrier tendant à la suppression de l'article 6*, p. 218; *Sa disposition additionnelle à l'article 11*, p. 248, 249; *Article additionnel de M. Lavoinne*, p. 275; *Article additionnel de M. Ernest Lafont*, p. 278; *Article additionnel de M. Doizy*, p. 279); du projet de loi modifié par le Sénat, (p. 1219). — Est entendu : sur une motion d'ajournement de la discussion des projet et propositions de loi concernant les accidents agricoles (p. 334); dans la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie [Brevets d'invention] (p. 360). — Prend part à la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Contre-projet de M. Tournan*, p. 411, 431, 438, 440; *Son contre-projet*, p. 440). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins (*Discussion générale*, p. 727; *Son amendement à l'article premier*, p. 730; *Son amendement à l'article 4*, p. 747; *Retire un article additionnel*, p. 751; *Amendement de M. Brunet à l'article 11*, *ibid.*; *Ses observations sur cet article*, p. 753). — Est entendu sur la discussion immédiate d'une proposition de loi concernant les mobilisés dont les familles sont assistées ou restées dans les régions envahies (p. 822). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1062). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la

population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 1190); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1688); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Discussion générale*, p. 1711, 1712). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de l'interpellation sur le moratorium des loyers (A., S. de 1916, t. unique, p. 27). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la guerre sous-marine (A., S. de 1917, t. unique, p. 1221). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 2881). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'organisation de l'enseignement technique (A., S. de 1918, t. unique, p. 779); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 780). — Intervient dans la discussion d'une proposition de résolution concernant les plans d'extension et d'aménagement des villes (p. 844). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Amendement de M. Lairolle au dernier alinéa de l'article 4*, p. 1263). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1804). — Prend part à la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1816); d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2200). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la démobilisation (p. 2915). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255; A., S. de 1916, t. unique, p. 58, 302, 934, 2064; A., S. de 1917, t. unique, p. 1706, 2428).

POULAIN (M.), [Ardennes], voir **ALBERT-POULAIN** (M.).

POULLAN (M.), *Député de la 3^e circonscription de Nice [Alpes-Maritimes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Paul Beauregard par la 1^{re} circonscription du 16^e arrondissement de Paris

[Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 73). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2540). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 371).

POUZET (M.), *Député de l'arrondissement de Rochefort [Charente-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de la Marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs (A., S. de 1915, t. unique, p. 637); de la Commission de la marine marchande (A. S. de 1918, t. unique, p. 803). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit de 500.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs des communes de l'arrondissement de Rochefort-sur-Mer [Charente-Inférieure], victimes d'un orage de grêle qui a anéanti les récoltes (I, n° 3545; an., S. de 1917, p. 992). — Sa proposition de résolution invitant le Ministre de la Marine à réorganiser le personnel des écrivains administratifs des ports et établissements maritimes (I., n° 3641; an., S. de 1917, p. 1126). — Sa proposition de loi tendant à accorder aux militaires et marins de la grande guerre de tous grades, appelés ou rappelés, une rente nationale pour services exceptionnels rendus à la patrie (I., n° 106; an., S. de 1918, p. 1806). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la charge de l'État 75 0/0 des frais de transport des dépouilles mortelles des militaires morts pour la France (I., n° 5428; an., S. de 1918, p. 2102). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la charge de l'Etat 75 0/0 des frais de transport par voie ferrée, des personnes désireuses de se rendre sur les lieux où sont inhumés leurs parents morts pour la France (I., n° 5429; an., S. de 1918, p. 2102). = Son rapport sur le projet de loi concernant la police maritime (I., n° 1421; an., S. de 1915, p. 1239). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Ministre de la Marine à réorganiser le personnel des écrivains administratifs des ports et établissements maritimes (I., n° 4398; an., S. de 1918, p. 291). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine de guerre, sur la proposition de loi ayant pour objet de mettre à la

charge de l'Etat les surprimés de guerre établies par le décret du 7 septembre 1914 pour les assurances collectives au décès contractées à la Caisse nationale d'assurance au décès par les mutualités militaires des armées de terre et de mer (I., n° 4538; an., S. de 1918, p. 494). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1915, t. unique, p. 776). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier le cadre du corps de contrôle de l'administration de la marine (A., S. de 1917, t. unique, p. 313). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la réquisition des apprentis des arsenaux et établissements maritimes ainsi que sur l'arrestation d'un secrétaire du syndicat (p. 854). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Commissaires auxiliaires de la marine*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3287. *Restaurants corporatifs de Rochefort et de Lorient*, p. 3288). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant les écrivains de la marine* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1193). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2452). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 769, 1706).

PRAT (M.), *Député de la 3^e circonscription de Versailles [Seine-et-Oise]; Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de la Commission du travail ; de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 5 août 1879 relative à la nomination des membres renouvelables des commissions administratives des hospices et hôpitaux et des bureaux de bienfaisance (I., n° 697; an., S. O. de 1915, p. 233). — Sa proposition de loi tendant à réglementer les mesures de défense nationale ; 1° envers les étrangers établis en France ; 2° envers les com-

merçants de nationalité étrangère (I., n° 1235; an., S. de 1915, p. 935). — Sa proposition de loi tendant à accorder un supplément de pension aux officiers retraités des armées de terre et de mer ainsi qu'aux veuves des officiers (I., n° 1921; an., S. de 1916, p. 411). — Sa proposition de loi tendant à assurer aux médecins et pharmaciens de la réserve de l'armée territoriale, dans la hiérarchie du service de santé militaire, un grade correspondant aux titres scientifiques (I., n° 2781; an., S. de 1916, p. 1784). — Sa proposition de résolution concernant le droit pour les délégués neutres de visiter régulièrement tous les camps de prisonniers existant soit en Allemagne, soit en pays envahi (I., n° 3136; an., S. de 1917, p. 395). — Sa proposition de loi tendant à permettre aux retraités de l'Etat, titulaires de pensions de 1.200 francs et au-dessous, de toucher mensuellement leurs arrérages aux caisses publiques (I., n° 3669; an., S. de 1917, p. 779). — Sa proposition de résolution tendant à libérer les maires des communes qui ont été envahies par l'ennemi ou qui ont eu à souffrir des bombardements (I., n° 5226; an., S. de 1918, p. 1820). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à aménager le musée Rodin de façon à permettre d'y recevoir et d'y loger nos hôtes éminents (I., n° 5231; an., S. de 1918, p. 1821). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à libérer, en même temps que les classes 1887, 1888 et 1889, les portions des classes 1890, 1891 et 1892 enrégimentées avant la date fixée pour l'ensemble de chaque classe (I., n° 5302; an., S. de 1918, p. 1859). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à libérer immédiatement les militaires ayant perdu trois frères sous les drapeaux (I., n° 6609; an., S. de 1919, p. 2290). = Son rapport sur le projet de loi portant prorogation des pouvoirs des membres du conseil supérieur de l'instruction publique (I., n° 2051; an., S. de 1916, p. 631). = Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur les élections : de M. Chaigne par l'arrondissement de la Réole [Gironde] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 32); de M. Pezet par la 1^{re} circonscription de Montpellier [Hérault] (p. 32). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à instituer une croix dite « croix de guerre » (A., S. de 1915, t. unique, p. 89). — Est entendu dans la discussion

de la proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 849). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, p. 873). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Motion tendant au renvoi à la Commission*, A., S. de 1916, t. unique, p. 578 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la catastrophe de Massy-Palaiseau (A., S. de 1917, t. unique, p. 556); demande que cette interpellation soit maintenue à l'ordre du jour (p. 923); la développe (p. 1154). — Prend part à la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (Des organismes destinés à assurer la protection des pupilles de la nation; *Son amendement à l'article 9*, p. 1980); d'une proposition de résolution concernant le droit de vote aux camps de prisonniers en Allemagne ou dans les pays envahis (p. 2236); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (p. 3220). — Prend part à la discussion des interpellations sur le rapatriement des prisonniers de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 21). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Adresse, au Ministre de la Guerre, une question concernant les militaires portés comme disparus (p. 2430). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant amélioration des traitements des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat (p. 4250). — S'excuse de son absence (A. S. de 1917, t. unique, p. 209).

PRESSEMANE (M.), *Député de la 2^e circonscription de Limoges [Haute-Vienne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Secrétaire du 10^e Bureau (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (p. 289). — Sa proposition de loi tendant à assurer l'emploi obligatoire des

mutilés de guerre (I., n° 1337; an., S. de 1915, p. 1027). — Sa proposition de loi tendant à accorder la gratuité des frais médicaux et pharmaceutiques aux militaires réformés (I., n° 1703; an., S. de 1916, p. 55). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner les instructions nécessaires précisant que les sociétés coopératives de consommation ne sont pas visées par la loi sur les bénéficiaires de guerre (I., n° 2714; an., S. de 1916, p. 1657). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 1.000.000 francs pour secours aux victimes des orages de grêle dans le département de la Haute-Vienne (I., n° 3773; an., S. de 1917, p. 1290). — Sa proposition de loi tendant à la création d'une prime de démobilisation (I., n° 5361; an., S. de 1918, p. 1955). — Sa proposition de loi tendant à accorder une prime de démobilisation aux militaires du service actif (I., n° 6031; an., S. de 1919, p. 1228). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 200.000 francs en vue d'accorder des secours exceptionnels aux victimes d'orage dans la Haute-Vienne (I., n° 6507; an., S. de 1919, p. 2091). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à subordonner l'exercice du droit de vote à l'accomplissement du service militaire (I., n° 787; an., S. O. de 1915, p. 294). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 871); des projet et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Son amendement à l'article premier*, p. 1094; *le retire*, *ibid.*; *Son amendement à l'article 2*, p. 1104; *Sa motion tendant à réserver le paragraphe b de cet article*, p. 1105; *Son amendement à l'article 3*, p. 1109, 1110; *Ses observations relatives à l'article 4 bis*, p. 1117; *Son amendement à l'article 8*, p. 1137 et suiv.; *Retire une disposition additionnelle*, A., S. de 1917, t. unique, p. 383). — Est entendu : dans la discussion : d'une interpellation relative à l'interdiction d'envoi de pain aux prisonniers de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1737); dans la discussion d'une proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (p. 1834 et suiv.); sur la demande d'ajournement de la discussion d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2142). — Prend part à la discussion du

projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Amendement de M. Paul Laffont relatif à la taxe de guerre*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2809). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les buts de guerre énumérés dans la réponse des alliés à la note de M. Wilson (A., S. de 1917, t. unique, p. 108); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur l'inégalité des soldes et salaires octroyés aux mobilisés (p. 432). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Son amendement*, p. 879 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1707); est entendu dans la discussion des autres ordres du jour motivés présentés (p. 1732). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Son amendement relatif à la prime fixe d'alimentation des hommes de troupe*, p. 2513; *Secours aux soldats sans famille*, p. 2518). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre I^{er}. — Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Amendement de M. Goude à l'article 2*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3248; *Article 2 modifié par la Commission*, p. 3257; *Son amendement à l'article 3 relatif à la fixation du taux de la pension ou de la gratification*, p. 3319. Titre II. — Du droit des veuves et des enfants. Chapitre IV. Droits des ayants cause des militaires ou marins disparus : *Sa motion tendant à réserver le paragraphe premier de l'article 17*, p. 3351; *Ses observations sur le paragraphe premier de l'article 3 nouveau concernant le taux des pensions d'invalidité*, p. 3425; *Son amendement y relatif*, p. 3429; *Son article additionnel relatif à l'allocation d'une indemnité de réapprentissage*, p. 3457. — Chapitre premier du titre II. Des droits à la pension : *Son amendement au paragraphe 3 de l'article 9*, p. 3462; *le retire*, p. 3465. — Titre III. Droits des ascendants : *Son amendement au paragraphe 2 de l'article 18*, p. 3766; *Son amendement tendant à*

la suppression du paragraphe 3 de la nouvelle rédaction de l'article 18, A., S. de 1918, t. unique, p. 83. — Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Son article nouveau concernant la rééducation professionnelle*, p. 237; *Texte de la Commission en remplacement de cet article*, p. 272; *Ses amendements à ce texte*, p. 274 et suiv.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 921). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3357). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée : « La part du combattant » (A., S. de 1918, t. unique, p. 104); d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 750); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 933); du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 1107). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la non-application de la loi qui garantit un pécule minimum de 1.000 francs aux familles des soldats morts pour la France (p. 2599); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 2719; *Son ordre du jour motivé*, p. 2726). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi tendant à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail (p. 2679). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2688). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 20); dans la discussion de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 766, 782, 794). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Affaires étrangères : *Discussion générale*, p. 2832). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2860 et suiv.); d'un projet de loi portant ouverture de crédits en faveur des petits commerçants, artisans démobilisés (p. 3065); d'interpellations relatives à la vie chère (p. 3126); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3957).

PRÉVOT (M.), [Haute-Garonne], Voir **ELLEN PRÉVOT (M.)**.

PRIVAT-DESCHANEL (M.), *Directeur général de la comptabilité publique, chargé des fonctions de secrétaire général du Ministère des Finances.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 224); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1913 au titre du Budget général et des budgets annexes (p. 307); du projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1913 à l'Exercice 1914 (p. 308); du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés (p. 308); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914 (p. 308); du projet de loi concernant l'ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires pour l'aménagement de nouveaux ateliers dans les bâtiments de la rue de la Convention (p. 439); du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508); du projet de loi relatif aux dépenses non renouvelables de la guerre et de la marine (p. 521); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 626); du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1915 (p. 626). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1914 (*Subvention à la Compagnie des Messageries maritimes*, p. 672). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915 (A., 2^e S. E. de 1917, t. 2, p. 927); du projet de loi concernant : 1^o la régularisation de décrets au titre du Budget général de l'Exercice 1914 et des budgets annexes; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'Exercice 1914, au titre du Budget général; 3^o l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'Exercice 1914, au titre des budgets annexes (n^{os} 434-438 et annexe, p. 928); du projet de loi portant conversion en lois de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914 (p. 928); du

projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (A., S. de 1915, t. unique, p. 150); du projet de loi prorogeant les dates de clôture de l'Exercice 1914 en ce qui concerne l'exécution des services de la guerre et de la marine (p. 350); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 aux titres du Budget général et des budgets annexes, ainsi que l'ouverture de crédits au titre du compte spécial « occupation militaire du Maroc » (p. 351); du projet de loi concernant : 1^o l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre du Budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires; 2^o l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre des budgets annexes, de crédits additionnels aux crédits provisoires; 3^o l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898 (p. 678); du projet de loi portant annulation de crédits sur le Budget général de l'Exercice 1914, en ce qui concerne le Département de la Guerre (p. 760); du projet de loi (n^o 993) concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1914 (p. 838); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (p. 874); du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1916 (*ibid.*); du projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1914 à l'Exercice 1915 (p. 904); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits applicables aux services de la guerre et de la marine (p. 1082); du projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre du budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1333); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1334); du projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, au titre du Budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1484); d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1914, de crédits applicables aux services de la guerre et de la marine (p. 1550); d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 1550); du projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Aéronautique militaire, ouverture et annulation de crédits pour la nomination de Ministres d'Etat et la suppression de Sous-Secrétaires d'Etat (p. 1764); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de cré-

dits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (A., S. de 1915, t. unique, p. 1803); du projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du Budget général et au titre des budgets annexes de l'Exercice 1915 (p. 1858); du projet de loi relatif à la fixation des dates d'échéance des pensions (p. 1628); de la proposition de loi tendant à dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'occasion des successions des militaires, des marins et des civils décédés par suite des faits de guerre (p. 1648); du projet de loi concernant l'installation du service des émissions de la défense nationale (p. 1649); du projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1915, au titre du budget annexe des monnaies et médailles (p. 1649); du projet de loi ayant pour objet : 1° l'institution, à l'Administration centrale de la guerre, d'un service général des pensions, secours et renseignements aux familles des militaires; 2° la création d'emplois à l'Administration centrale du Ministère des Finances; 3° l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1858); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du Budget général sur les Exercices 1915 et 1916; l'ouverture et l'annulation de crédits sur les Exercices 1915 et 1916, au titre des budgets annexes (A., S. de 1916, t. unique, p. 225); du projet de loi autorisant le Gouvernement chérifien à augmenter le montant d'un emprunt (p. 313); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au second trimestre de 1916 (*ibid.*); du projet de loi ayant pour objet d'assurer le règlement des réquisitions arriérées (p. 438); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1915, aux titres du budget général et des budgets annexes (p. 523); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (p. 1141); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1916 aux titres du Budget général et des budgets annexes (*ibid.*); du projet de loi relatif : 1° à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur l'Exercice 1915; 2° au report de crédits de l'Exercice 1915 à l'Exercice 1916 (p. 1243); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur les Exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture, sur

l'Exercice 1915, de crédits applicables aux services de la marine (A., S. 1916, t. unique, p. 1486); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'Exercice 1916, au titre du Budget général et des budgets annexes (p. 1707); est entendu dans cette discussion (p. 1720). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (p. 1707); du projet de loi tendant à instituer, en faveur des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, des allocations pour charges de famille (p. 1768); de la proposition de loi relative aux secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1915, de crédits concernant les services de la guerre et de la marine (p. 2399); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1917, des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*ibid.*); du projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du Budget général et au titre des budgets annexes de l'Exercice 1916 (p. 2486); du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 2646); du projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1916 (*ibid.*); du projet de loi concernant l'attribution d'allocations complémentaires aux agents des grandes compagnies de chemins de fer et aux agents du réseau de l'Etat (p. 2670); du projet de loi tendant à autoriser l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé : « Avances remboursables consenties à divers industriels pour les besoins de la défense nationale » (p. 2883); des projets de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1916, par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 99); de la proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables (p. 185); du projet de loi relatif à l'attribution, pendant la durée de la guerre, d'allocations pour cherté de vie aux personnels civils de l'Etat (p. 185); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1917 pour procéder à des opérations d'achat et de cession de marchandises pour la reconstitution industrielle des régions envahies (p. 185); du projet de loi portant ou-

verture au Ministre de la Guerre de crédits spéciaux d'exercices clos (A., S. de 1917, t. unique, p. 386); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 au titre du Budget général (p. 392); des propositions de loi relatives aux allocations (p. 440); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (p. 460); du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 60.400.000 francs sur l'Exercice 1917 en vue d'assurer la constitution de fonds destinés à être versés aux militaires mobilisés lors de leur retour dans leurs foyers (p. 606); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au second trimestre de 1917 (p. 773); prend part à cette discussion (p. 798). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant à l'ouverture de crédits supplémentaires sur les Exercices 1916 et 1917 au titre des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat (p. 85); du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, en vue d'accorder aux personnels civils de l'Etat des allocations temporaires de cherté de vie (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (*ibid.*); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1360); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*ibid.*); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1916 (p. 1420); du projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1916 à l'Exercice 1917 (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits au Ministre de l'Agriculture pour procéder à des opérations d'achat et de cession en vue de la reconstitution agricole des régions envahies (p. 1420); du projet de loi portant ouverture de crédits au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes pour procéder à des opérations d'achat et de cession en vue de la reconstitution industrielle des régions envahies (*ibid.*); de la proposition de loi concernant l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités de l'Etat (p. 1515); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1916, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (p. 1926); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels, au titre de l'Exercice 1917, en vue d'accorder aux fonc-

tionnaires et agents de l'Etat des suppléments temporaires de traitement et des compléments d'indemnités pour charges de famille (*ibid.*); du projet de loi ayant pour objet d'autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (*ibid.*); du projet de loi approuvant une convention passée entre l'Etat et le Crédit foncier de France pour l'organisation de crédits hypothécaires maritimes (p. 1978); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*ibid.*); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (p. 2470); prend part à cette discussion (p. 2559). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (p. 2512, 2756); du projet de loi tendant à instituer au Ministère des Finances un service chargé de centraliser la comptabilité des indemnités pour la répartition des dommages de la guerre (p. 2757); du projet de loi relatif au compte spécial du ravitaillement créé par la loi du 16 octobre 1915 (p. 2918); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3053); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer (p. 3082); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils applicables au premier trimestre de 1918 (p. 3128); du projet de loi portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1916, de crédits concernant les services de la guerre et de la marine (*ibid.*); du projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3284); du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 par la suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (p. 3452); du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (*ibid.*); du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre 1918 applicables aux services civils (*ibid.*); du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 1288); du projet de loi portant ouverture de crédits au titre de l'Exercice 1917 en vue de la réinstallation de divers services (p. 1418); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exer-

cice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 1506); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*ibid.*); du projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1917 à l'Exercice 1918 (*ibid.*); du projet de loi ayant pour objet de déterminer les voies et moyens d'exécution de la loi du 9 avril 1918 et portant ouverture aux Ministres de la Guerre et de la Marine de crédits sur l'Exercice 1918 (*ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant fixation du Budget des services civils de l'Exercice 1917 (p. 1627). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement de la marine (p. 1784); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 2071); du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (*ibid.*); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2156); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au quatrième trimestre de 1918 (*ibid.*); du projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1918 et relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'État (p. 2227); d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires alloués sur l'Exercice 1918 pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils [Indemnités exceptionnelles du temps de guerre] (p. 2228); du projet de loi portant modification de la loi du 28 décembre 1888 sur l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (p. 2441); du projet de loi modifiant le mode de paiement des arrérages des

pensions inscrites au Grand-Livre de la dette viagère (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442); du projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1912 (*ibid.*); du projet de loi tendant à relever le taux des allocations (p. 2598); du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 2695); du projet de loi concernant le service des émissions de la défense nationale (p. 2738); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2790); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1917, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (*ibid.*); du projet de loi relatif à la création d'un office pour la reconstitution des immeubles détruits par les faits de guerre (p. 2844); du projet de loi tendant à accorder une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux officiers et sous-officiers à solde mensuelle des armées de terre et de mer (*ibid.*); du projet de loi tendant à accorder une allocation supplémentaire aux ouvriers mineurs retraités (*ibid.*); du projet de loi tendant à autoriser l'attribution d'avances aux industriels titulaires de marchés ayant pour objet la reconstitution des régions libérées (*ibid.*); du projet de loi tendant à autoriser des engagements de dépenses au titre de divers ministères (p. 2878); de la proposition de résolution tendant au paiement des bons des pays envahis (p. 2933); du projet de loi de crédits applicables au développement de la flotte de pêche et à l'organisation de la pêche maritime (*ibid.*); du projet de loi relatif au rétablissement de voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (*ibid.*); du projet de loi sur la situation des sociétés de crédit immobilier et de leurs emprunteurs, ainsi que sur la situation des sociétés d'habitations à bon marché et de leurs locataires acquéreurs (*ibid.*); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 (p. 3158); du projet de loi ayant pour objet la réorganisation des services de l'Office national du commerce extérieur, la modification du statut des attachés commerciaux et la création d'agents commerciaux (*ibid.*); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*ibid.*); du projet de loi concernant l'échange des bons de monnaie des régions libérées (p. 3231); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils]

(*ibid.*); du projet de loi tendant à attribuer aux mobilisés une indemnité de sortie de campagne (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 7); du projet de loi relatif au fonctionnement de liquidation des stocks (p. 138); du projet de loi tendant à accorder des subventions et des avances aux communes directement atteintes par des événements de guerre pour leur permettre d'équilibrer leurs budgets (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 256). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'échange des bons de monnaie des régions libérées (p. 257). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 326); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 450); du projet de loi portant ouverture, au Ministère des Colonies, de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918, pour procéder à la constitution de stocks de bois provenant des colonies françaises (p. 521); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 664); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 782); du projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1919, en vue de l'attribution d'indemnités spéciales aux fonctionnaires des régions libérées (p. 906). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère des Finances] (p. 954). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1009); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 aux titres du budget ordinaire des services civils et au titre des dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1102); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits, au Ministère de l'agri-

culture et du Ravitaillement, pour la première section de son ministère (*ibid.*); du projet de loi autorisant l'engagement de dépenses au titre du compte spécial : « Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion » (p. 1622); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier trimestre de 1919 au titre du budget annexe des chemins de fer de l'Etat (p. 1718); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels en vue du paiement d'acomptes sur les relèvements ultérieurs de traitements aux personnels des postes et télégraphes (p. 1856); du projet de loi concernant l'attribution aux personnels civils de l'Etat d'avances exceptionnelles de traitements (p. 1959); du projet de loi concernant les crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2280); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*ibid.*); du projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales (p. 2334); du projet de loi concernant la réorganisation de la manufacture de tabacs de Lille et les magasins de tabacs en feuilles du Nord et du Pas-de-Calais (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2374); du projet de loi relatif au report de crédits de l'Exercice 1918 à l'Exercice 1919 (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 (*ibid.*); des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919 (Budget ordinaire des services civils] (p. 2630). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2787, 2878). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires, au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 en vue de l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (p. 2994); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 en vue de l'amélioration des traitements des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des

Postes et des Télégraphes (*ibid.*); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1919 en vue de l'attribution aux personnels civils de l'Etat de nouvelles avances exceptionnelles de traitement (p. 3128); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 3050). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine (*ibid.*).

PROTARD (M. le général), *Inspecteur technique des travaux du génie.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris et à l'annexion de la zone militaire (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 571).

PUECH (M. LOUIS), *Député du 3^e arrondissement de Paris [Seine].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914; t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du commerce et de l'industrie (p. 289); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O., p. 10942); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 4, § 5, et 36, § 6, de la loi du 5 avril 1910, modifiée par la loi du 27 février 1912, concernant les retraites ouvrières et paysannes (I., n° 235; an., S. O. de 1914, p. 1941). — Sa proposition de loi relative aux pensions à accorder aux personnes accomplissant, en temps de guerre, un service militaire et atteintes, au cours ou à l'occasion de ce service, dans leur santé ou dans leur capacité de travail, de blessures, d'infirmités ou de maladies — et, en cas de mort, à leurs veuves et à leurs enfants (I., n° 514; an., S. O. de 1915,

p. 33). — Sa proposition de loi tendant à ajouter un paragraphe à l'article 1358 du Code civil (I., n° 2342; an., S. de 1916, p. 1414). — Sa proposition de loi concernant les baux à date d'expiration fixe et les baux à durée déterminée (I., n° 4959; an., S. de 1918, p. 1077). — Sa proposition de loi tendant à accorder une prime de démobilisation à tous les officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer au moment de leur libération (I., n° 5326; an., S. de 1918, p. 1945). — Sa proposition de loi tendant à accorder une amnistie aux mobilisés de terre et de mer pour les délits et contraventions par eux commis, soit avant le 1^{er} août 1914, soit postérieurement et jusqu'à la date de leur démobilisation (I., n° 5404; an., S. de 1918, p. 2091). — Sa proposition de résolution tendant à compléter la résolution du 27 mai 1919 pour la nomination d'une Commission de 60 membres chargée d'examiner les conditions de la paix (I., n° 6400; an., S. de 1919, p. 2006). = Son avis, présenté au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'Exercice 1916, au titre du budget général; 2° l'établissement d'une contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre; 3° certaines dispositions d'ordre fiscal relatives à la législation des patentes et aux déclarations en matière de mutations par décès [Titre II. Contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés pendant la guerre] (I., n° 1754; an., S. de 1916, p. 126). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond d'une proposition de résolution tendant à charger la Commission du commerce et de l'industrie d'étudier les mesures propres à faciliter la reprise de l'activité économique dans les régions qui ont été momentanément envahies ou qui se trouvent à proximité de la ligne de combat (I., n° 1787; an., S. de 1916, p. 155). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Georges Berry, tendant à modifier la loi du 30 juin 1915 sur les enfants assistés; 2° la proposition de loi de M. Henri Galli et plusieurs de ses collègues, relative à l'éducation et à l'instruction des orphelins de la guerre assurés aux frais de la nation; 3° la proposition de M. Paul Constans [Allier] et plusieurs de ses collègues, tendant à l'adoption nationale des enfants orphelins victimes de la guerre (I., n° 2389; an., S. de 1916, p. 278). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission chargée

d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation, pour crimes commis dans l'exercice de ses fonctions, un ancien Ministre de l'Intérieur (I., n° 3969; an., S. de 1917, p. 779). — Son rapport sur le projet de loi tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur séjour dans les régions envahies, les assurés de la loi des retraites ouvrières et paysannes, ainsi que les ouvriers mineurs mobilisés ou restés en pays envahis (I., n° 4353; an., S. de 1918, p. 233). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier les articles 10 (§ 5) et 36 (§ 6, 1^o) de la loi du 5 avril 1910 modifiée, sur les retraites ouvrières et paysannes, et l'article 4 (avant-dernier paragraphe) de la loi du 25 février 1914, modifiant la loi du 29 juin 1894 et créant une caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs [Art. 1^{er} et 2 disjoints] (I., n° 4810; an., S. de 1918, p. 875). — Son rapport sur le projet de loi portant modification des articles 11, 16 et 23 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes (I., n° 5874; an., S. de 1919, p. 1028). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la réorganisation des cadres de l'Administration centrale du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande (section : Commerce et Industrie) (I., n° 6431; an., S. de 1919, p. 2024); son rapport supplémentaire (I., n° 7055; an., S. de 1919, p. 3024). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles, le 28 juin 1919 [Partie X. Clauses économiques] (I., n° 6670; an., S. de 1919, p. 445). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à établir une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et des représentants de commerce (I., n° 6815; an., S. de 1919, p. 2623). — Son rapport sur le projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif à la cessation des hostilités (I., n° 7258; an., S. de 1919, p. 3411). — Son rapport, au nom du 6^e Bureau, sur l'élection de M. Fringant, par l'arrondissement de Toul [Meurthe-et-Moselle] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 50). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique générale (p. 146); développe cette interpellation (p. 146, 148). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris, le 15 juin 1914 (p. 332). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Taxe repré-*

sentative des droits de cession des fonds de commerce, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 623; *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 642). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. unique, p. 137). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Discussion générale*, p. 166; *Amendement de M. Durandy à l'article 1^{er}*, p. 211; *Amendement de la Commission des boissons à l'article 6*, p. 225; *Suppression du § 2 de l'article 11*, p. 244; *Ses observations concernant le § 3 de ce même article*, p. 246; *Sa disposition additionnelle à l'article 11*, p. 248; *Article additionnel 12 bis présenté par M. Sibille*, p. 274; *Article additionnel de M. Lavoigne*, p. 275; *Article additionnel de M. Durandy*, p. 277); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Son amendement à l'article 10*, p. 1219 et suiv.; *Son amendement aux nouvelles propositions de la Commission*, p. 1299; *Son amendement à l'article 11*, p. 1300). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (p. 266, 377); du projet de loi ratifiant un décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (p. 312, 313). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant la zone de servitude des cimetières dans les villes (p. 768). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la nomination de deux Sous-Secrétaires d'État au Ministère de la Guerre (p. 1004). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce et à la création de chèques spéciaux (p. 1024); de la proposition de résolution concernant les propriétaires de rente française dépossédés par des faits de guerre (p. 1041); du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à réglementer l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 1099); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (p. 1150; *Article additionnel de M. Maurice Long*, p. 1174 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au droit à la compensation d'armement des navires construits à l'étranger (p. 1398 et suiv.); du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des

militaires et marins (A., S. de 1915, t. unique, p. 1517 et suiv., p. 1540, 1603); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1578); d'un projet de loi concernant les emplois civils à réserver aux militaires et marins mutilés de la guerre (p. 1603). — Est entendu dans la discussion : du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1748, 1770); des propositions de loi concernant la légitimation des enfants et les mariages par procuration (p. 1793, 1794); d'une proposition de résolution concernant le régime douanier entre le canton de Genève et le département de la Haute-Savoie (p. 1959). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le moratorium des loyers et l'exercice de la saisie-gagerie sur les biens des mobilisés (A., S. de 1916, t. unique, p. 20); prend part à cette discussion (p. 28). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les circulaires relatives à l'accès des militaires dans les cafés, restaurants et débits de boissons (p. 157, 159). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfiques de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, p. 197 et suiv., p. 215 et suiv.; *Son amendement à l'article 1^{er}, présenté au nom de la Commission du commerce*, p. 237; *Ses observations, en qualité de Rapporteur de cette Commission, sur le premier paragraphe de l'article 2 relatif au calcul de la contribution*, p. 259; *Amendement de M. Landry à l'alinéa 7^o de cet article*, p. 266, 267; *Disposition additionnelle de M. Gilbert-Laurent à cet article*, p. 270; *Son amendement à l'article 3 bis*, p. 280; *Ses observations sur l'article 4*, p. 284; *Amendement de M. Édouard Andrieu à l'article 10*, p. 290; *Son amendement à l'article 11*, p. 293; *Ses observations sur cet article*, p. 294). — Est entendu dans la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais. *Ses observations sur l'article 12*, p. 782 et suiv.; *Son amendement à cet article*, p. 792; *Motion tendant à réserver la discussion de l'article 16*, p. 876; *Amendement de M. Jobert à l'article 19*, p. 879 et suiv.; *Son amendement à l'article 20*, p. 883; *Son amendement à l'article 21*, p. 885; *le retire*, *ibid.*; *Amendement de M. Sibille tendant à la suppression de l'article 25*,

A., S. de 1916, t. unique, p. 890; *Amendement de M. Lafferre à l'article 24*, p. 907; *Son article nouveau présenté à la suite de l'article 24*, p. 909; *le retire*, *ibid.*; *Juridiction et procédure. Ses observations concernant l'article 29*, p. 910 et suiv.; *Amendement de M. Levasseur à l'article 45*, p. 950 et suiv.; *Son amendement au même article*, p. 952; *Dispositions générales. Article 50 bis nouveau présenté par M. Levasseur*, p. 974 et suiv.; *Sa disposition additionnelle à l'article 22 réservé*, p. 1041; *Amendement de M. Lairolle à l'article 25 réservé*, p. 1046); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1543 et suiv. Résolutions : *Ses amendements aux articles 4, 5, 6, 10*, p. 1591, 1592; *Ses observations sur l'article 11*, p. 1593. Exonérations et délais : *Amendement de M. Varenne à l'article 12*, p. 1596 et suiv.; *Ses observations concernant l'article 14*, p. 1601; *Amendement de M. Levasseur tendant à la suppression du dernier paragraphe de l'article 12*, p. 1623; *Observations relatives au dernier paragraphe de l'article 14*, p. 1632. Art. 27, 28, 29 réservés : *Son amendement tendant à la disjonction de l'article 27*, p. 1764); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 350, 388, 421, 431, 449, 488). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1130); d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur les Exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre (p. 1251); d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue, le 20 octobre 1915, rue de Tolbiac (p. 1394 et suiv.); d'une proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Discussion générale*, p. 1655; *Amendement de M. André Hesse à l'article premier*, p. 1659; *Disposition additionnelle de M. Viollette à cet article*, p. 1672. *En qualité de Président de la Commission*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1909). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la création des syndicats de communes (A., S. de 1916, t. unique, p. 1696); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Amendement concernant les subventions aux fédérations départementales s'occupant des prisonniers de guerre*, p. 1788); de la proposition de loi relative aux

secours réguliers à attribuer aux militaires réformés n° 2 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1833) ; du projet de loi concernant les travaux à exécuter par la ville de Paris pour le captage des eaux de la Voulzie, du Durteint et du Dragon (p. 1908 et suiv.) ; du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Lebrun au paragraphe premier de l'article 2*, p. 1941 ; *Application au paragraphe 5 de l'article 3*, p. 1951 ; *Amendement de M. Paisant tendant à la suppression des paragraphes 3 et 4 de l'article 6*, p. 2003 ; *Son amendement au paragraphe 5 de l'article 7*, p. 2045 ; *Observations concernant : le paragraphe 7 de cet article*, p. 2046 ; *l'article 9*, p. 2068 et suiv. ; *Amendement de M. Ceccaldi au nouvel article 9 présenté par la Commission*, p. 2120 ; *Amendement de M. E. Lafont à l'article 10*, p. 2165 et suiv.) de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1704). — Intervient dans la discussion : des interpellations relatives à l'utilisation des effectifs militaires (A., S. de 1916, t. unique, p. 2201) ; d'une interpellation concernant une convention relative à des gisements pétrolifères situés dans la province d'Oran (p. 2267). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2387, 2404 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique p. 288 ; *Demande l'ordre du jour pur et simple*, p. 207) ; d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions à titre de subvention au Comité des orphelins de la guerre (p. 516) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Haute paye et indemnité de tranchées*, p. 823) ; du projet et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (p. 930). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le décret du 22 mars 1917 relatif aux prohibitions de transport et de diverses marchandises de provenance étrangère (p. 1028) ; développe cette interpellation (p. 1113). — Est entendu : sur la transformation en interpellation d'une question relative au décret du 22 mars 1917 prohibant l'importation de toutes les marchandises d'origine ou de provenance étrangère (p. 1028) ; dans la discussion de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1103) ; dans la discussion de diverses interpellations

relatives au ravitaillement (A., S. de 1917, t. unique, p. 1299 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 1332). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet du décret du 14 juin 1917 sur le gaz (p. 1462) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1463) ; développe cette interpellation (p. 1507). — Prend part, comme *Rapporteur de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales*, à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (Dispositions générales : *Observations relatives à l'article premier*, p. 1959 ; *Amendement de M. Lamy à l'article premier*, p. 1964, 1965). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre pour le maintien et le développement de la vie économique (p. 2428). — Intervient dans la discussion d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et aux mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'œuvre de la justice (p. 2686). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2844). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2857). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations relatives au ravitaillement (p. 2947). — Donne lecture de son rapport sur une proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3098). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3130. Titre I^{er}. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Amendement de M. Goude à l'article 2*, p. 3246, 3248 ; *Article 2 modifié par la Commission*, p. 3259 ; *Son amendement au paragraphe 6*, p. 3266 ; *Amendement de M. Jobert au même paragraphe*, p. 3270 ; *Son amendement au paragraphe 7*, p. 3273 ; *paragraphe 8 modifié par la Commission*, p. 3313 ; *Ses observations sur le paragraphe premier de l'article 5 nouveau concernant le taux des pensions d'invalidité*, p. 3426 ; *Amendement tendant à prendre pour base le taux maximum prévu pour l'invalidité totale*, p. 3435. Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chap. II. Fixation de la pension : *Son amendement concernant les*

paragraphe 2 et 3 de l'article 15, p. 3734, 3755. Titre IV. Voies de recours : *Sous-amendement de M. Merlin à l'amendement de M. Durre concernant l'article 24*, A., S. de 1918, t. unique, p. 134 ; *Ses observations sur l'ensemble de la loi présentées au nom du groupe radical-socialiste*, p. 279) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3026, 3224, 3236 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 337, 501, 504, 914). — Est entendu, comme *Président* de la Commission du commerce, sur une motion tendant à modifier une précédente décision de la Chambre concernant le renvoi aux Commissions compétentes du projet de loi relatif au privilège de la Banque de France (A., S. de 1917, t. unique, p. 3375). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant la procédure à suivre devant la Haute Cour de justice (p. 3857, 3859). — Est nommé membre du Conseil supérieur de l'Office national des pupilles de la nation (A., S. de 1918, t. unique, p. 126). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 502, 1283). — Sa motion tendant à ce que la Chambre ne tienne pas séance le vendredi 1^{er} mars 1918, après midi, pour permettre au Gouvernement et aux Députés d'assister, à la Sorbonne, à la commémoration du 47^e anniversaire de la protestation des Députés d'Alsace-Lorraine à l'Assemblée de Bordeaux (p. 640). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant la production sucrière des colonies (p. 802). — Donne l'avis de la Commission du commerce et de l'industrie sur le projet de loi concernant l'exportation des capitaux et l'importation des titres (p. 1087). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1295). — Est entendu, en qualité de *Président* de la Commission du commerce : sur la question préalable opposée à la discussion du projet de loi sur le renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1356) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Discussion générale*, p. 1375, 1445 ; *Amendement limitant à quinze ans la prorogation du privilège*, p. 1753 ; *Amendement de M. Vincent-Auriol relatif aux bénéfices de guerre*, p. 1795 ; *Amendement tendant à la suppression du paragraphe 3 de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1892 ; *Sa motion tendant à réserver l'examen de l'amendement de M. Bohanowski relatif au superdividende*, p. 1902). — Prend part à la

discussion : d'une interpellation sur l'organisation des consortiums (A., S. de 1918, t. unique, p. 1650 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 1667) ; du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyer (p. 1732). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur le décret du 5 juin 1918 abrogeant celui du 14 avril 1918 relatif au règlement sur le service intérieur des corps de troupes (p. 1817) ; d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (*Amendement de M. Cazassus*, p. 2305 ; *Amendement de M. Émile Bender*, p. 2307 ; *Ses observations sur le paragraphe 2 de l'article 2*, p. 2314 ; *Amendement de M. Cazassus modifiant ce paragraphe*, p. 2915 ; *Ses dispositions additionnelles*, p. 2317) ; du projet de loi relatif à l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (p. 2629) ; d'un projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2741, 2753, 2795) ; d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3012). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils (*Ouvriers mobilisés dans les usines*, p. 3283)]. — Demande à interpellier le Gouvernement sur la démobilisation et les sursis (p. 3301) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Amendement concernant la démobilisation*, p. 3346). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 12). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux (p. 170). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 217) ; du projet de loi portant fixation des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 [Répression de la spéculation] (p. 398). — Est entendu, comme *Président* de la Commission du commerce et de l'industrie, dans la discussion des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 708, 744, 772, 884, 873, 957, 962, 985, 1010). — Prend part à la discussion de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 755). — Prend part à la discussion des crédits provisoires

applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôts dus par les mobilisés*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1361; *Taxe sur le luxe*, p. 1382); de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1737); d'une proposition de résolution sur le rétablissement de la liberté commerciale (p. 1920); d'une proposition de loi relative aux locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2687 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de l'interpellation relative à l'envahissement des produits manufacturés allemands (p. 3322). — Est entendu dans la discussion du projet de loi renforçant le personnel du tribunal de première instance de la Seine (p. 3469). — Est entendu, comme *Rapporteur des clauses économiques*, dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3814 et suiv., 3921). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 4002, 4365); du projet de loi relatif à la date de la cessation des hostilités (p. 4385); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4729 et suiv., 4768); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 4821). — Est entendu, en qualité de *Président de la Commission*, dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux petits commerçants, industriels, fabricants et artisans démobilisés (p. 4792); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France (p. 4798). — Est nommé membre de la Commission de liquidation des biens séquestrés (p. 4814). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi fixant la date de cessation des hostilités (p. 4822). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 406; A., S. de 1915, t. unique, p. 456, 2025; A., S. de 1917, t. unique, p. 238, 605; A., S. de 1918, t. unique, p. 333, 451, 668, 880, 1004, 1101, 2100, 3449; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1, 1438, 1930, 1937, 2209, 2231, 2297, 2355,

2819, 2887, 3101). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1558; A., S. de 1918, t. unique, p. 2291).

PUGLIESI-CONTI (M. DOMINIQUE), *Député de l'arrondissement d'Ajaccio [Corse]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre: de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). — Sa proposition de loi tendant à obtenir une participation de l'Etat dans les dépenses incombant aux communes pour le règlement des traitements des secrétaires et des employés de mairies (I., n° 6703; an., S. de 1919, p. 2419).

PUGLIESI-CONTI (M. PAUL), *Député de la 1^{re} circonscription du 17^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre: de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes (p. 289). — Sa proposition de loi sur la protection du travail national (I., n° 1420; an., S. de 1915, p. 1237). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant la procédure du Comité secret (I., n° 2217; an., S. de 1916, p. 917). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à établir la gratuité des procurations nécessaires aux blessés de guerre atteints de mutilations ou d'infirmités les mettant dans l'impossibilité de signer (I., n° 2311; an., S. de 1916, p. 1071). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à réprimer toute affiliation et toute négociation d'ordre politique, diplomatique, militaire, social ou économique, en dehors des autorités constituées, soit avec un sujet de puissance ennemie, soit avec une association comprenant des nationaux ennemis (I., n° 3340; an., S. de 1917, p. 760). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant l'interdiction de relations avec des sujets de pays ennemis (I., n° 3618; an., S. de 1917, p. 1069). — Sa proposition de loi tendant à majorer le montant du droit perçu sur les passe-

ports délivrés en France et à taxer les visas accordés aux passeports par les autorités françaises (I., n° 3770 ; an., S. de 1917, p. 1320). — Sa proposition de résolution, présentée avec demandé de discussion immédiate, tendant à renouveler au petit personnel de la Chambre un témoignage d'estime et de confiance (I., n° 3806 ; an., S. de 1917, p. 1333). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter la Commission du règlement à établir les garanties et les sanctions nécessaires à la sauvegarde du secret des délibérations confidentielles des Commissions parlementaires et de la Chambre (I., n° 5066 ; an., S. de 1918, p. 1261). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à présenter un projet de loi ordonnant le transfert au Panthéon des cendres de Paul Déroulède (I., n° 5184 ; an., S. de 1918, p. 1806). — Sa proposition de résolution tendant à modifier la couleur du ruban de la médaille des combattants de 1870-1871 (I., n° 5379 ; an., S. de 1918, p. 2040). = Son rapport sur : les propositions de loi : 1° de M. Henry Paté sur le délai-congé en ce qui concerne les concierges ; 2° de MM. Arthur Groussier et Paul Pugliesi-Conti (Seine), relative aux contrats qui tiennent à la fois du louage de services et du bail à loyer (I., n° 6931 ; an., S. de 1919, p. 2871). = Son rapport au nom du 3^e Bureau sur l'élection de M. Maurice Maunoury par la 2^e circonscription de Chartres [Eure-et-Loir] (A., S. O. de 1914 ; t. 2, p. 26). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre étrangère (p. 234) ; développe les motifs de l'urgence (p. 295, 297, 300, 306). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'Etat de la Guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1248). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (p. 1430 et suiv.) ; la censure est prononcée contre lui (p. 1434). — Demande la parole pour un rappel au Règlement (A., S. de 1916, t. unique, p. 1289). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le respect des droits des blessés (p. 2088). — Demande le Comité secret pour la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918 (p. 2458). — Demande à interpellier le Gouver-

nement sur des faits de nature à compromettre l'ordre public et la sécurité nationale (A., S. de 1916, t. unique, p. 2503). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique générale (A., S. de 1917, t. unique, p. 2348) ; développe cette interpellation (p. 2356 ; *Son ordre du jour motivé*, p. 2362). — Est entendu : pour un fait personnel (p. 2444) ; sur sa proposition de résolution concernant le petit personnel de la Chambre (p. 2680). — Prend part à la discussion : d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée « La part du combattant » (A., S. de 1918, t. unique, p. 99, 105 et suiv.) ; du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1979). — Est entendu : pour un fait personnel (A., S. O. de 1919 ; t. unique, p. 648, 2329, 2352) ; dans la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1881). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2344). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 406, 439 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 209 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 509). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 67 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 347).

PUINEUF (M. le colonel DE), *Député de l'arrondissement de Bressuire [Deux-Sèvres]*.

Son élection est validée (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 934). = Membre : de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. de 1915, t. unique, p. 942) ; de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 917). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 500.000 francs au Ministre de l'Intérieur, pour venir en aide aux habitants de l'arrondissement de Bressuire (Deux-Sèvres), victimes de l'ouragan de grêle qui, le 13 mai 1917, a causé à tous les immeubles d'énormes dégâts (I., n° 3338 ; an., S. de 1917, p. 704). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 2.500.000 francs au Ministre de l'Agriculture, pour venir en aide aux agriculteurs et viticulteurs de quatorze communes de l'arrondissement de Bressuire (Deux-Sèvres), victimes, le 13 mai 1917, d'un orage de grêle qui a anéanti leurs vignes et détruit leurs récoltes (I., n° 3339 ; an., S. de 1917, p. 709). = Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet

de permettre la titularisation des officiers qui se sont engagés volontairement pour la durée de la guerre (I., n° 3678 ; an., S. de 1917, p. 1145). — Son rapport sur le projet de loi tendant à approuver la convention passée entre l'Etat et la Chambre de commerce de Bône, au sujet de la cession, par l'Etat à cette Chambre de commerce, des terrains et bâtiments militaires de la manutention militaire de la place (I., n° 4512 ; an., S. de 1918, p. 457). = Son rapport sur une pétition (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3100). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 1388 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 568, 1306 ; A., S. de 1917, t. unique,

p. 36, 1951 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968, 3187).

PUJOL (M. le lieutenant-colonel), *Sous-directeur du service automobile au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion d'une interpellation sur « l'état de désorganisation des services automobiles, à la suite du décret du 18 janvier 1918 » (A., S. de 1918, t. unique, p. 1708) ; prend part à cette discussion (p. 1859).

Q

QUEUILLE (M.), *Député de l'arrondissement d'Ussel [Corrèze], Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Secrétaire : du 5^e Bureau (F. n° 3; J. O. de 1914, p. 4964); du 3^e Bureau (F. n° 35; J. O. de 1915, p. 307); du 9^e Bureau (F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857). = Membre : de la Commission de la législation fiscale; de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission de l'administration générale (p. 3071). = Sa proposition de loi sur le fonctionnement, après la guerre, des cours d'appel et tribunaux de première instance (I., n° 675; an., S. de 1915, p. 212). — Sa proposition de loi tendant à organiser une caisse de secours, grâce à une surtaxe imposée à ceux qui n'auront pas servi pendant la guerre (I., n° 973; an., S. de 1915, p. 495). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à utiliser la main-d'œuvre féminine, en remplacement du plus grand nombre possible de militaires, dans les bureaux d'état-major, les organisations de l'Intendance et les formations sanitaires (I., n° 1528; an., S. de 1915, p. 806). — Sa proposition de loi relative à la résiliation des contrats d'assurances dont les titulaires sont morts à l'ennemi ou décédés à la suite de blessures ou maladies contractées en service (I., n° 1640; an., S. de 1915, p. 22). — Sa proposition de loi tendant à donner aux mutilés de la guerre les moyens d'acquérir une propriété rurale (I., n° 1740; an., S. de 1916, p. 118). — Sa proposition de loi modifiant le régime des bureaux de tabac et tendant à attribuer les trois quarts de leurs revenus aux veuves

et orphelins de militaires et civils morts au service de la patrie depuis le 1^{er} août 1914 (I., n° 1839; an., S. de 1916, p. 323). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à diminuer le nombre des officiers en service dans la zone de l'intérieur (I., n° 2230; an., S. de 1916, p. 910). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires (I., n° 2495; an., S. de 1916, p. 1450). — Sa proposition de loi relative au paiement des frais d'hospitalisation des mobilisés dans les asiles (I., n° 2496; an., S. de 1916, p. 1450). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à utiliser plus largement pour les travaux de la zone des armées la main-d'œuvre coloniale (I., n° 2766; an., S. de 1916, p. 1750). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à créer le plus rapidement possible, en particulier dans le massif central, des usines hydroélectriques (I., n° 2791; an., S. de 1916, p. 1800). — Sa proposition de résolution tendant à ce que les frères mobilisés de militaires disparus depuis un an obtiennent les mêmes faveurs que celles accordées aux frères des tués à l'ennemi (I., n° 3312; an., S. de 1917, p. 694). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à tenir compte de la classe pour fixer les conditions du rappel des anciens mineurs (I., n° 3594; an., S. de 1917, p. 1053). — Sa proposition de loi relative à l'avancement des instituteurs mobilisés (I., n° 4186; an., S. de 1918, p. 8). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la réquisition des stocks de pétrole et à assurer leur équitable répartition (I., n° 4188; an., S. de 1918, p. 8). — Sa proposition de loi ayant pour objet de faciliter aux réformés de guerre la reprise du travail et

l'accession au petit patronat (I., n° 4197 ; an., S. de 1918, p. 17). — Sa proposition de loi tendant à améliorer, pour les pensionnés de la guerre, les conditions du crédit agricole (I., n° 4674 ; an., S. de 1918, p. 632). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à rendre applicable à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat la loi du 2 janvier 1918, concernant la rééducation professionnelle et l'Office national des mutilés et réformés de la guerre (I., n° 5984 ; an., S. de 1919, p. 1189). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 9 avril 1918 sur l'acquisition de la petite propriété rurale (I., n° 6284 ; an., S. de 1919, p. 1782). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation fiscale, sur la proposition de résolution concernant les propriétaires de rente française dépossédés par des faits de guerre (I., n° 1107 ; an., S. de 1915, p. 743). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1915, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties (I., n° 1404 ; an., S. de 1915, p. 1088). — Son rapport sur le projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1916, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties (I., n° 2660 ; an., S. de 1916, p. 1610). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la création d'un corps auxiliaire agricole (I., n° 4685 ; an., S. de 1918, p. 636). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant création de stations hydrominérales, climatiques et de tourisme, établissant des taxes spéciales dans lesdites stations et réglementant l'Office national du tourisme (I., n° 6522 ; an., S. de 1919, p. 2115). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris le 15 juin 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 340). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les accidents agricoles (*Contre-projet de M. Tournan*, A., S. de 1915, t. 1, p. 436). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifiant les dispositions des articles 244 et 252 du Code civil relatives à la transcription des jugements et arrêts en matière de divorce (*Son amendement*, p. 490 ; *Amendement de M. Tournan au paragraphe 2 de l'article premier*, p. 521 ; *Son amendement au même paragraphe*, p. 525 ; *Nouveau texte de la Commission pour le para-*

graphe 2 de l'article premier, A., S. de 1915, t. 1, p. 539 et suiv. ; *Sa disposition additionnelle à l'article 8*, p. 566). — Est entendu, comme *Rapporteur* de la Commission de la législation fiscale, dans la discussion d'une proposition de résolution concernant les propriétaires de rente française dépossédés par des faits de guerre (p. 1043). — Son opposition à l'inscription, sans débats, d'une proposition de résolution et d'une proposition de loi relatives à l'attribution des recettes buralistes et des bureaux de tabac (A., S. de 1916, t. unique, p. 272). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre : 1° pour reconstituer les ressources forestières de la France ; 2° pour enrayer l'exode rural (p. 1749). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2410) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2618). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Ses amendements*, A., S. de 1917, t. unique, p. 723 et suiv. ; p. 744) ; de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2056) ; de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1946). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chap. I^{er}. Des droits à la pension : *Son article nouveau concernant la veuve qui se remarie*, p. 3471, 3722. Titre III. Droits des ascendants : *Son amendement à l'article 18*, p. 3757 ; *le retire*, p. 3758 ; *Paragraphe additionnel présenté par M. Jean Bon à l'article 18*, A., S. de 1918, t. unique, p. 66. Titre IV. Voies de recours : *Sous-amendement de M. Merlin à l'amendement de M. Durre concernant l'article 24*, p. 134. Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Sa disposition additionnelle à l'article 28*, p. 206) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3190) ; de ce projet de loi modifié à nouveau par le Sénat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 535, 588). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1918, t. unique, p. 1). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes

civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 291); d'interpellations relatives au ravitaillement de la population civile (p. 2093); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre*, p. 2469). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 273, 306); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 1751); d'une proposition de loi tendant à instituer des sanatoriums destinés spécialement au traitement de la tuberculose pulmonaire (p. 903); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère des Finances] (*Suppression de certains bureaux d'enregistrement*, p. 955). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de

1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant l'Office des mutilés et des réformés de la guerre*, p. 1335); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2214, 2249, 2754 et suiv.; p. 2843 et suiv.; p. 2942, 3025); d'interpellations concernant l'application de la loi des pensions (p. 2509); d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture (p. 3934).

QUILLET (M. le lieutenant-colonel), *Chef du 2^e bureau de la direction du génie au Ministère de la Guerre*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant approbation de l'acte administratif passé entre l'État et la ville de Lyon au sujet de la cession, par le Département de la Guerre, de l'usufruit de la caserne de Perrache (A., S. de 1915, t. unique, p. 1879).

R

RABIER (M. FERNAND), *Député de la 1^{re} circonscription d'Orléans [Loiret]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission de comptabilité (F. n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); (F., n° 397; J. O. de 1918, p. 925); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communications (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de réorganisation économique (A. S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (p. 2717). — Sa proposition de résolution tendant à charger la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communications de procéder à une étude de routes et chemins (I., n° 1849; an., S. de 1916, p. 327). — Sa proposition de résolution concernant l'exhibition des films cinématographiques (I., n° 3488; an., S. de 1917, p. 896). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit pour indemniser les cultivateurs du département du Loiret des dommages causés par un ouragan (I., n° 6580; an., S. de 1919, p. 2260). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, concernant l'ouverture d'un crédit applicable à l'indemnité des Députés pour l'Exercice 1914 (I., n° 117; an., S. O. de 1914, p. 1869). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur le règlement définitif des comptes de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1913 (I., n° 213; an., S. O. de 1914, p. 1933). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur la

fixation des dépenses de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1915 (I., n° 473; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2186). — Son rapport sur le règlement définitif des comptes de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1914 (I., n° 954; an., S. de 1915, p. 484). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur le règlement définitif des comptes de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1915 (I., n° 2223; an., S. de 1916, p. 901). — Son rapport sur le règlement définitif des comptes de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1916 (I., n° 3599; an., S. de 1917, p. 1055). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur la fixation des dépenses de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1918 (I., n° 4046; an., S. de 1917, p. 1845). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1918 [Suppléments temporaires de traitements pour cherté de vie et pour charges de famille] (I., n° 4478; an., S. de 1918, p. 429). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur le règlement définitif des comptes de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1917 (I., n° 4771; an., S. de 1918, p. 841). — Son rapport concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1918 [Suppléments temporaires de traitement pour cherté de vie et pour charges de famille] (I., n° 5413; an., de 1918, p. 2096). — Son rapport sur la fixation des dépenses de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1919 (I., n° 5414; an., S. de 1918, p. 2094). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dé-

penses administratives de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1918 (I., n° 5915; an., S. de 1919, p. 1102). — Son rapport concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1919 (I., n° 5966; an., S. de 1919, p. 1166). — Son rapport tendant à compléter l'article 23 de la résolution de la Chambre des Députés du 23 décembre 1904 sur la Caisse de pensions pour les anciens Députés, leurs veuves et leurs orphelins mineurs (I., n° 6007; an., S. de 1919, p. 1207). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité tendant à augmenter le budget de la Chambre des Députés, pour l'Exercice 1919, d'une somme de 162.000 francs, en exécution de la loi du 14 juin 1919 sur les avances exceptionnelles de traitement aux personnels civils de l'Etat (I., n° 6320; an., S. de 1919, p. 1865). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur le règlement définitif des comptes de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1918 (I., n° 6321; an., S. de 1919, p. 1860). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, tendant à augmenter le budget de la Chambre des Députés, pour l'Exercice 1919, d'une somme de 65.000 francs, en exécution de la loi du 26 juillet 1919 sur les avances exceptionnelles de traitement aux personnels civils de l'Etat (I., n° 6575; an., S. de 1919, p. 2259). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1919 (I., n° 6854; an., S. de 1919, p. 2658). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, tendant à augmenter le budget de la Chambre des Députés, pour l'Exercice 1919, d'une somme de 550.000 francs, en vue d'améliorer les traitements du personnel de l'Assemblée (I., n° 6972; an., S. de 1919, p. 2901). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1919 (I., n° 7145; an., S. de 1919, p. 3126). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, chargée d'examiner la proposition de résolution de M. Barabant et plusieurs de ses collègues, tendant à introduire dans le règlement de la Caisse des retraites des Députés une modification dont bénéficieraient les Députés élus pour la première fois en 1914

(I., n° 7185; an., S. de 1919, p. 3169). — Son rapport, au nom de la Commission de comptabilité, tendant à augmenter le budget de la Chambre des Députés, pour l'Exercice 1919, d'une somme de 192.000 francs, affectée à des indemnités de résidence pour le personnel de l'Assemblée (I., n° 7240; an., S. de 1919, p. 3191). — Dépose et lit son rapport sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1915 (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 934). — Demande, comme *Président de la Commission*, la déclaration de l'urgence : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux chemins de fer de Don à Fromelles et d'Hondschoote à Bray-Dunes (A., S. de 1915, t. unique, p. 82); du projet de loi déclarant d'utilité publique le prolongement, dans les Ardennes, de la ligne vicinale belge de Bouillon à Corbion (*ibid.*); du projet de loi déclarant d'utilité publique diverses modifications au tramway de Caen à Falaise (*ibid.*); du projet de loi déclarant d'utilité publique, l'établissement en Algérie, du chemin de fer d'intérêt général d'Oumache à Tolga (p. 107). — Est entendu sur l'ajournement du projet de loi tendant à faciliter l'exécution des travaux publics pendant la durée des hostilités (p. 108, 153). — Demande, comme *Président de la Commission*, la déclaration de l'urgence du projet de loi concernant le raccordement entre l'entrepôt général du quai Saint-Bernard, à Paris et la ligne d'Orléans (p. 261). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1413); dans la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, concernant l'achat et la vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile (p. 1453); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1893; *Ses observations relatives à la crise des transports*, p. 1902). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Avances aux sociétés de production d'énergie électrique*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1390, 1391); des propositions de loi concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son amendement à l'article 5 relatif à la nomination des délégués*, p. 1595); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Usines hydrauliques*, p. 1807 et suiv.). — Son rapport sur une pétition (p. 1852).

— Est entendu comme *Président de la Commission des Travaux publics* dans la discussion du projet de loi concernant les travaux à exécuter par la ville de Paris pour le captage des eaux de la Voulzie, du Durteint et du Dragon (A., S. de 1916, t. unique, p. 1917). — Est entendu : sur le renvoi, au lendemain, de la suite de la discussion de diverses interpellations relatives à la crise des transports (p. 2294) ; au cours de la discussion de ces interpellations (p. 2309 et suiv. ; *Son ordre du jour motivé*, p. 2346). — Prend part, en qualité de *Président* de la Commission des travaux publics, à la discussion du projet de loi concernant l'attrition, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (p. 2834 et suiv. ; *Amen- dement de M. Bedouce*, p. 2844). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique, p. 204, 207). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Attribution de 20 0/0 de la taxe de séjour à l'Office national du tourisme*, p. 1478). — Est entendu, comme *Président* de la Commission de comptabilité, dans la discussion du projet de résolution portant règlement définitif des comptes de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1916 (p. 2086). — Prend part, comme *Président* de la Commission des travaux publics et des chemins de fer, à la discussion d'une motion d'ajournement du projet de loi tendant à autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 2975). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1918, t. unique, p. 2522, 2688). — Prend part, comme *Président* de la Commission des travaux publics, à la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 995, 1002, 1044, 1053, 1055) ; de la proposition de loi concernant le tarif du quart de place actuellement en vigueur pour les militaires et marins voyageant isolément (p. 1058) ; du projet de loi relatif à une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du sud de la France (p. 1230). — Est entendu dans la discussion d'interpellations relatives à la consommation de la viande (p. 1313). — Prend part, en qualité de *Président* de la Commission des travaux publics, à la discussion d'un projet de loi, adopté par le

Sénat, modifiant la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2536). — En cette même qualité : demande pour la Commission les pouvoirs nécessaires pour procéder à une enquête sur les causes de la crise des transports au point de vue spécial de l'exploitation des voies ferrées (p. 2545). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Employés des chemins de fer économiques et départementaux*, p. 3389) ; du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant la guerre (p. 3411) ; du projet de loi concernant la revision des listes électorales (p. 3458). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1034, 1767, 2056, 2796, 3016). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôts dus par les mobilisés*, p. 1375) ; d'interpellations relatives à la crise des transports (p. 1557). — Est entendu, comme *Président* de la Commission des travaux publics, dans la discussion des projet et propositions de loi relatifs à l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 1606, 2213, 2257, 3031). — Prend part, comme *Président* de la Commission de comptabilité, à la discussion d'une proposition de loi concernant les dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'Exercice 1919 (p. 1650). — Est entendu, comme *Président* de la Commission des travaux publics, sur le projet de loi relatif au régime de l'alcool (p. 3508). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 841 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 75, 591, 655 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 653, 891, 1026, 1060, 1796, 2624, 3711 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 418, 3265 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1983, 2721, 3381). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 628 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1783, 1991 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1937).

RABOUIN (M.), *Député de l'arrondissement de Baugé [Maine-et-Loire]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission de la législation fiscale ; de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des mines

(A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). — Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. Laurent (Gilbert), par la 1^{re} circonscription de Roanne [Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 40). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1054, 2401; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2920). — Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2577; A., S. de 1917, t. unique, p. 1977, 3851; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1237, 1717).

RAFFIN-DUGENS (M.), Député de la 1^{re} circonscription de Grenoble [Isère].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur l'élection de M. Bureau (Georges), par la 3^e circonscription du Havre [Seine-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 79). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 832 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (p. 897); des interpellations sur la constitution du Cabinet, la censure et les déclarations du Gouvernement (p. 1509); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (p. 1727); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1888); d'une interpellation sur la distribution de vêtements chauds, de linge, et le mode de couchage des soldats (p. 1974). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les mesures prises ou à prendre au profit de la défense du pays et pour conduire la guerre à sa fin la plus rapide et la meilleure possible (A., S. de 1916, t. unique, p. 135); dans la discussion d'une proposition de résolution concernant les hommes mis en sursis d'appel comme manœuvres (p. 361). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 531 et suiv.; *Incident soulevé par M. Accambray à propos de l'exercice du haut commandement*, p. 537 et suiv.; *Son amendement*

tendant à la réduction des indemnités accordées à certains officiers supérieurs et généraux, p. 557; *le retire*, p. 558). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant certaines mesures prises par la censure (p. 1068); pour un rappel au Règlement (p. 1072, 1141). — Demande à interpellier le Gouvernement « sur les discours qui, ces temps derniers, ont été prononcés au nom de la France » (p. 1170); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Est entendu sur l'ordre du jour motivé, présenté par M. Sibille, comme sanction à la discussion de certaines interpellations en Comité secret (p. 1296). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Amendement de M. Jobert à l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1333; *Amendement de M. Bouveri, concernant l'application du régime de l'alcool à la Corse*, p. 1346). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 1767 et suiv.). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1783 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs des classes 1888 et 1889 (A., S. de 1917, t. unique, p. 464 et suiv.); d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 747; *Son amendement*, p. 752; *le retire*, *ibid.*); de cette proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2032); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 872; *Son amendement*, p. 881 et suiv.). — Est entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1708, 1742). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2358). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Frais de voyage et de déplacement du Président de la République*, p. 2520; *Allocations*, p. 2566; *Son amendement relatif à la mise à la retraite des employés des chemins de fer*, p. 2571; *Dépenses secrètes du Ministère des Affaires étrangères*, p. 2577); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de bless-

sures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (A., S. de 1917, t. unique, p. 3120). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôts sur les paiements et les dépenses*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3592). — Est entendu dans la discussion de demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3632). — Prend part à la discussion du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Instruction publique. *Maîtres surveillants des lycées*, A., S. de 1918, t. unique, p. 651; Intérieur. *Familles nombreuses et veuves privées de ressources*, p. 694). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative aux déclarations faites par le Président du Conseil à une délégation du groupe des Députés de la Seine (p. 884); dans la discussion du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 1109); dans la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1335). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Discussion générale*, p. 1537; *Amendements tendant : à la suppression du paragraphe 5 de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917*, p. 1893; *à ce qu'aucun régent ne puisse être administrateur de sociétés étrangères*, p. 1971); du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2002); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2169); d'une interpellation sur les mesures à prendre pour atténuer la cherté de la vie (p. 2368). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2426). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (p. 2463); d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à rendre un hommage national aux armées, au président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch (p. 2668). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 18); sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2111); dans la discussion du projet de

loi autorisant le versement de coupons russes en libération de la moitié du prix de souscription des obligations à émettre par application de la loi du 16 février 1917 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2127). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2146); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2214); d'interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2365); du projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 3030); du projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1919, pour nouvelles avances exceptionnelles de traitement aux personnels civils de l'État (p. 3044, 3056); du projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 (p. 3441); du projet de loi relatif à la revision des soldes militaires (p. 3446).

RAGALLY (M.), *Député de l'arrondissement de Gray [Haute-Saône]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Obtient un congé (A., S. de 1915, t. unique, p. 23). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 236).

RAGHEBOOM (M.), *Député de la 5^e circonscription de Lille [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Son rapport, au nom du 11^e Bureau, sur l'élection de M. Parvy, par l'arrondissement de Rochechouart [Haute-Vienne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 90). — Son allocution en remerciement de celle prononcée par M. le Président de la Chambre à l'occasion de son retour à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2141). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3098), de ce projet de loi modifié à nouveau par le Sénat, (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1633); du projet

de loi modifié par le Sénat tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en services (A., S. de 1918, t. unique, p. 3108). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux sociétés constituées en vue de faciliter le logement des familles nombreuses (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 660); d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1823); d'une proposition de loi concernant la durée du travail dans les mines (*Seconde délibération*, p. 2307). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Remise en état des routes*, p. 2805 et suiv.); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3145 et suiv., 3354); des crédits applicables au quatrième trimestre de 1919 (p. 4145). — Obtient un congé (A., S. de 1915, t. unique, p. 484).

RAIBERTI (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Nice [Alpes-Maritimes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2838). — Sa proposition de loi sur l'organisation et les cadres de l'armée, portant modification de la loi du 24 juillet 1873 relative à l'organisation générale de l'armée, de la loi du 13 mars 1875 relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale, ainsi que des lois successives qui les ont modifiées (I., n° 244; an., S. de 1914, p. 1948). — Sa proposition de loi modifiant la législation des pensions d'ancienneté en ce qui concerne les officiers retraités ayant repris du service et promu à un grade supérieur au cours de la guerre (I., n° 6724; an., S. de 1919, p. 2438). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à créer, pour les mutilés de la guerre, un cadre de secrétaires archivistes chargés d'un service nouveau du chiffre au Département des Affaires étrangères et un cadre complémentaire au Service des

archives (I., n° 4012; an., S. de 1917, p. 1777). — Son rapport sur la proposition de résolution relative à l'emploi et au contrôle des fonds de propagande du Ministère des Affaires étrangères (I., n° 4084; an., S. de 1917, p. 2030). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Affaires étrangères] (I., n° 4108; an., S. de 1917, p. 1969). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (1) [Affaires étrangères] (I., n° 5411; an., S. de 1918, p. 1605). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire de 1 million de francs à l'occasion des voyages en France de souverains et chefs d'Etat étrangers (I., n° 5745; an., S. de 1919, p. 867). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue de la transformation en ambassades des légations de la République française en Belgique et au Brésil (I., n° 6338; an., S. de 1919, p. 1873). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Affaires étrangères] (I., n° 6339; an., S. de 1919, p. 1873). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage du Président de la République en Belgique (I., n° 6495; an., S. de 1915, p. 2086). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 750.000 francs pour achat d'immeubles diplomatiques à Bucarest et à Santa-Fé de Bogota (I., n° 6922; an., S. de 1919, p. 148). — Est entendu comme *Vice-Président* de la Commission du budget sur une motion tendant à modifier une précédente décision de la Chambre concernant le renvoi aux Commissions compétentes, du projet de loi relatif au privilège de la Banque de France (A., S. de 1917, t. unique, p. 3376). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Affaires étrangères] (*en qualité de Rapporteur. Réorganisation des services diplomatiques consulaires*, A., S. de 1918, t. unique, p. 775). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire à l'occasion du

(4) Ce document n'a pas été publié.

voyage du Président de la République en Belgique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3123). — Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3610).

RAJON (M. CLAUDE), [Isère], voir **CLAUDE RAJON (M.)**.

RAMEIL (M. PIERRE), [Pyrénées-Orientales], voir **PIERRE RAMEIL (M.)**.

RAULINE (M. MARCEL), *Député de l'arrondissement de Saint-Lô [Manche]; Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 289). = Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. Durafour par la 2^e circonscription de Saint-Etienne [Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 40). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (p. 113). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1916, t. unique, p. 3). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 620, 1836). = Obtient un congé (A., S. de 1915, t. unique, p. 1388). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 276).

RAVISA (M.), *Député de l'arrondissement de Montélimar [Drôme].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S., de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du suffrage universel (A., S. de 1917, t. unique, p. 2708); de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. de 1918, t. unique, p. 2791). = Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1915, t. unique, p. 420, 421, 422). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi

concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (A., S. de 1916, t. unique, p. 2240); du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2401). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 29). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 178).

RAYNAUD (M. MAURICE), *Député de l'arrondissement de Ruffec [Charente]; Ministre des Colonies.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission d'hygiène publique (A., S. de 1915, t. unique, p. 942); de la Commission des marchés (p. 2026); de la Commission de la législation civile (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de résolution tendant à envoyer une adresse à la Douma (I., n° 1191; an., S. de 1915, p. 852). — Sa proposition de loi ayant pour but d'établir des sanctions pénales contre les fonctionnaires de tous ordres coupables de défaillances de nature à compromettre la défense nationale ou à nuire à la prompte exécution des actes qui relèvent de leurs fonctions (I., n° 2765; an., S. de 1916, p. 1775). — Sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir le désarmement de l'Allemagne (I., n° 5846; an., S. de 1919, p. 994). — Sa proposition de loi tendant à activer l'enlèvement des marchandises dans les gares, docks et sur quais, ou consignées dans des Magasins généraux, et à conjurer ainsi, dans une certaine mesure, la crise des transports (I., n° 6503; an., S. de 1919, p. 2089). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 13 avril 1910 sur les stations hydrominérales et climatiques, en ce qui concerne la nomination des membres des chambres d'industrie prévus par ladite loi et le fonctionnement de ces chambres pendant la durée des hostilités (I., n° 3739; an., S. de 1917, p. 1561). — Son rapport sur l'amendement de M. Lachaud au projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au premier trimestre de 1918 [Prix de la journée d'hospitalisation

dans les hôpitaux administrés par les sociétés de Croix-Rouge] (I., n° 4288; an., S. de 1918, p. 146). — Son rapport sur le fonctionnement du contrôle télégraphique en ce qui concerne la maison Louis Dreyfus (I., n° 5749; an., S. de 1919, p. 870). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de renforcer temporairement le personnel du tribunal de première instance et des justices de paix de la Seine et du Ministère de la Justice en vue de l'application des lois de guerre (I., n° 6482; an., S. de 1919, p. 2078); son rapport supplémentaire (I., n° 6602; an., S. de 1919, p. 2284). — Son rapport sur : 1° le projet de loi sur la vente des marchandises en souffrance dans les gares et leurs dépendances, ainsi que dans les ports maritimes et de la navigation intérieure; 2° la proposition de loi de M. Maurice Raynaud et plusieurs de ses collègues tendant à activer l'enlèvement des marchandises dans les gares, docks et sur quais, ou consignées dans des Magasins généraux, et à conjurer ainsi, dans une certaine mesure, la crise des transports (I., n° 6637; an., S. de 1919, p. 2305). — Son rapport sur le projet de loi sur les frais de justice criminelle (I., n° 6704; an., S. de 1919, p. 2419). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet de renforcer temporairement le personnel du tribunal de première instance et des justices de paix de la Seine et du Ministère de la Justice en vue de l'application des lois de guerre (I., n° 6916; an., S. de 1919, p. 2858).

Est nommé *Ministre des Colonies* [Décret du 13 juin 1914] (J. O., p. 5234).

En qualité de *Député* : Dépose une proposition de résolution tendant à envoyer une adresse à la Douma d'Empire (A., S. de 1915, t. unique, p. 1165); en demande la discussion immédiate (*ibid.*); en donne lecture (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1542). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue le 20 octobre 1915 rue de Tolbiac (A., S. de 1916, t. unique, p. 1402). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Solde des troupes obligées de subir des pertes au change*, A., S. de 1917, t. unique, p. 817); du projet de loi portant ou-

verture d'un crédit en vue du recensement de la population civile (p. 1123). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyer (A., S. de 1918, t. unique, p. 1728); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Amendement concernant la redevance sur les produits de l'escompte*, p. 1885). — Demande une rectification à l'ordre du jour en faveur de sa proposition de résolution concernant le désarmement de l'Allemagne (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1525). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1760); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1946); des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1919 (*Réduction des soldes de l'armée*, p. 2583); du projet de loi renforçant temporairement le personnel du tribunal de première instance de la Seine (p. 3467 et suiv.); du projet de loi concernant l'amélioration des traitements et salaires du personnel des postes et télégraphes (p. 3589). — Est entendu comme *Rapporteur* de la Commission de la législation civile et criminelle, dans la discussion du projet de loi sur les frais de justice criminelle (p. 3876). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2677). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique p. 534, 820).

REBOUL (M.), *Député de la 2^e circonscription de Montpellier [Hérault]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. de 1918, t. unique-p. 2442). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit extraordinaire de 100.000 francs, pour indemniser les viticulteurs de la 2^e circonscription de Montpellier [Hérault], victimes de la gelée et de plusieurs orages de grêle (I., n° 178; an., S. O.

de 1914, p. 1895). — Sa proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 466 ; an., 2° S. E. de 1914, p. 2184). — Sa proposition de loi tendant à autoriser l'ouverture de la chasse (I., n° 1541 ; an., S. de 1915, p. 1362). — Sa proposition de loi tendant à placer dans les unités combattantes tous les hommes au-dessous de 35 ans appartenant au service armé qui sont actuellement dans les formations de l'arrière et dans toutes celles qui sont le moins exposées au danger (I., n° 2405 ; an., S. de 1916, p. 1168). — Sa proposition de loi tendant à continuer le paiement des majorations aux enfants des mobilisés jusqu'à l'âge de 17 ans (I., n° 2596 ; an., S. de 1916, p. 1512). — Sa proposition de loi tendant à soumettre à une visite médicale spéciale tous les hommes R. A. T. appartenant au service armé (I., n° 3359 ; an., S. de 1917, p. 775). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit de 2.000.000 francs pour indemniser les vigneron des communes de Lunel-Viel, Saint-Just, Saint-Brès, Valergues et Vêrargues [Hérault], victimes d'un orage de grêle (I., n° 3627 rectifié, p. 1241 ; an., S. de 1917, p. 1124). — Sa proposition de loi ayant pour objet de faciliter le regroupement de la propriété rurale (I., n° 4148 ; an., S. de 1917, p. 2175). — Sa proposition de loi tendant à établir la dépense minimum journalière nécessaire à chaque individu et à chaque famille pour pouvoir se nourrir, se vêtir et se loger convenablement (I., n° 4340 ; an., S. de 1918, p. 217). — Sa proposition de résolution concernant la mise en sursis immédiate des pères de famille mobilisés avec deux de leurs fils (I., n° 5071 ; an., S. de 1918, p. 1262). — Sa proposition de loi tendant à accorder à chaque soldat, au moment de sa démobilisation, la propriété entière de tous ses vêtements militaires : uniforme, linge de corps, coiffures et chaussures, et à lui solder son livret de pécule au taux de 1.000 francs (I., n° 5235 ; an., S. de 1918, p. 1822). — Sa proposition de loi tendant à doter d'une pension de retraite, à l'âge de 60 ans, les hommes indigents mobilisés pendant la guerre 1914-1918 (I., n° 5732 ; an., S. de 1919, p. 852). — Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les familles des militaires disparus au cours de la guerre des avantages consentis aux familles des militaires décédés par la loi du 29 décembre 1918 (I., n° 5768 ; an., S. de

1919, p. 894). — Sa proposition de loi tendant à exonérer des intérêts moratoires les démobilisés dont les affaires ont complètement été arrêtées pendant le temps de leur mobilisation (I., n° 5857 ; an., S. de 1919, p. 1013). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 2.000.000 francs pour indemniser les vigneron des communes des cantons de Lunel, de Castries et de Mauguio [Hérault], victimes de la gelée (I., n° 6097 ; an., S. de 1919, p. 1327). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 21 mars 1918 fixant les infractions relatives à la vente, à la circulation, à l'emploi du pétrole et de l'essence, ainsi qu'à la circulation des véhicules automobiles (I., n° 4676 ; an., S. de 1918, p. 633). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 4 octobre 1918 réglementant la vente au détail des combustibles (I., n° 5270 ; an., S. de 1918, p. 1838). — Son rapport sur le projet de loi ratifiant le décret du 24 décembre 1918 réglementant la vente, la circulation et l'emploi du pétrole et de l'essence, ainsi que la circulation des véhicules automobiles (I., n° 5684 ; an., S. de 1919, p. 721). — Son rapport sur la proposition de loi portant modification à la loi du 30 juin 1881, modifiée par la loi du 28 mars 1907, en ce qui concerne les réunions sur la voie publique (I., n° 6920 ; an., S. de 1919, p. 2860). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant un envoi gratuit, par poste, aux militaires et marins (A., S. de 1915, t. unique, p. 1955). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 644 et suiv. ; *Sa disposition additionnelle, déposée de concert avec M. Barthe, à l'article premier*, p. 1159 ; *la retire ainsi qu'un autre amendement au même article*, p. 1161) ; d'une proposition de résolution tendant à élever à 50 centilitres la ration de vin des militaires dans la zone des armées (p. 1685). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation concernant une convention relative à des gisements pétrolifères situés dans la province d'Oran (p. 2266). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la mise en culture des terres abandonnées (p. 2892). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les conditions dans lesquelles sont obligés de voyager les soldats permissionnaires (A., S. de

1917, t. unique, p. 58). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les permissions pour les travaux de labour et d'ensemencement (p. 68 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (*Son amendement concernant l'allocation des femmes qui ont leur mari mobilisé et aussi un ou deux enfants*, p. 1438); de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'armée active (*Son amendement*, p. 2111). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur la situation des rapatriés et réfugiés des pays envahis (p. 3296 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Primes aux agents du fisc*, p. 3641). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le régime de censure politique appliqué aux journaux républicains de province (A., S. de 1918, t. unique, p. 10); du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 78); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1333, 2093); du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (*Son article additionnel*, p. 2025). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2428); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2873); dans la discussion d'interpellations relatives aux questions de démobilisation (p. 3013). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 346, 829). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant l'impôt sur le revenu*, p. 1365; *Poursuites contre les salariés contribuables; publication des rôles de l'impôt cédulaire sur les salaires pour l'année 1919*, p. 1392); de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1759); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Budget ordinaire des services civils; dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Ses observations concernant la distillation des cidres* (p. 4488). = Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 670).

REGARD (M.), *Conseiller d'Etat en service extraordinaire; Directeur général de la comptabilité publique.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi concernant les indemnités de résidence et de séjour et les avantages accessoires attribués aux fonctionnaires agents et ouvriers des services civils de l'Etat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3890).

RÉGNIER (M. le colonel), *Directeur de l'aéronautique.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion des interpellations concernant l'aéronautique (A., S. de 1917, t. unique, p. 540).

RÉGNIER (M. GEORGES), *Chef du bureau du personnel, du matériel et de la comptabilité au Ministère du Travail.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 521); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1244); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. de 1917, t. unique, p. 3479); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 308); des crédits provisoires du 2^e trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1238); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2425); des crédits provisoires du 2^e semestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 2542).

REILLE-SOULT (M. RENÉ), DUC DE DALMATIE, *Député de la 2^e circonscription de Castres [Tarn].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Secrétaire du 4^e Bureau (F.,

n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126 ; F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (p. 289). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1916, un crédit extraordinaire de 500.000 francs, pour venir en aide aux victimes de la grêle et des orages dans l'arrondissement de Castres [Tarn] (I., n° 2352 ; an., S. de 1916, p. 1127). = *Secrétaire d'âge* (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 1). — Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Emile-Dumas par la 1^{re} circonscription de Saint-Amand-Montrond [Cher] (A., S. de 1914, t. 2, p. 18). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1915, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (*Solde des officiers de la zone des armées*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1451). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 998, 2110, 2862 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1494). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 1559).

RENARD (M.), *Député de l'arrondissement de Clamecy [Nièvre], Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192) ; de la Commission de la législation fiscale (p. 289) ; de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236) ; de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur, « M. Malvy » (F. n° 367 ; J. O. de 1917, p. 9455) ; de la Commission du travail (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130) ; de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803) ; de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (p. 2133) ; de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968) ; de la Commission chargée

d'examiner les divers traités de paix (p. 2717). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'établir une taxe spéciale et unique sur les bénéfices nets réalisés sur les fournitures de guerre (I., n° 1335 ; an., S. de 1915, p. 1024). = Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation fiscale, sur les articles 12, 19, 21 et 22 du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, portant fixation du Budget général des dépenses et des recettes de l'Exercice 1914, relatifs à l'impôt sur le revenu (I., n° 326 ; an., S. O. de 1914, p. 2033). — Son rapport sur le projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1915, au titre du Budget annexe des monnaies et médailles (I., n° 1481 ; an., S. de 1915, p. 1302). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour le service des poudres (I., n° 1575 ; an., S. de 1915, p. 1402). — Son rapport sur le projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1915, au titre du budget annexe des monnaies et médailles (I., n° 1865 ; an., S. de 1916, p. 336). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'Exercice 1915, de crédits supplémentaires pour le service des poudres (I., n° 1989 ; an., S. de 1916, p. 583). — Son rapport sur le projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1916, au titre du budget annexe des monnaies et médailles (I., n° 2179 ; an., S. de 1916, p. 776). — Son rapport sur le projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1916, au titre du budget annexe des monnaies et médailles (I., n° 2180 ; an., S. de 1916, p. 776). — Son rapport sur le projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1916, au titre du budget annexe des monnaies et médailles (I., n° 2415 ; an., S. de 1916, p. 1171). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, en vue de la reprise des frappes de monnaies de nickel (I., n° 2919 ; an., S. de 1916, p. 1173). — Son rapport sur le projet de loi concernant la régularisation du décret du 3 février 1917 portant ouverture de crédits, sur l'Exercice 1917, au titre du

Budget annexe des monnaies et médailles (I., n° 3194; an., S. de 1917, p. 424). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la frappe de monnaie de billon en bronze de nickel (I., n° 3637; an., S. de 1917, p. 1925). — Son rapport sur le projet de loi tendant au relèvement des prix de vente des poudres de chasse (I., n° 5013; an., S. de 1918, p. 1726). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à mettre fin aux réquisitions militaires des produits agricoles sur le territoire français (I., n° 6252; an., S. de 1919, p. 1740). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'exonérer les intérêts des emprunts contractés par les monts-de-piété et les intérêts des prêts sur gages consentis par ces établissements de l'impôt sur le revenu institué par les lois des 29 juin 1872, 29 mars 1914 et 31 juillet 1917 (I., n° 6349; an., S. de 1919, p. 1943). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation fiscale, sur le projet de loi ayant pour objet d'accorder certaines immunités fiscales aux sociétés civiles de mines dont l'exploitation est située dans les régions envahies ou dévastées par l'ennemi et qui désiraient se transformer en sociétés anonymes (I., n° 6363; an., S. de 1919, p. 1973). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 [Partie XIII. Travail] (I., n° 6673; an., S. de 1919, p. 463). — Son rapport, au nom du 11^e Bureau, sur l'élection de M. Trouin (César) par la 1^{re} circonscription d'Oran [Algérie] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 93). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances: *Impôt sur le revenu*, en qualité de *Président de la Commission de la législation fiscale*, p. 680, 761). — Demande le renvoi à la Commission de la législation fiscale du projet de loi concernant le régime de l'alcool (A., S. de 1915, t. unique, p. 1288). — Est entendu, comme *Président* de cette Commission, dans la discussion d'une proposition de loi concernant les pièces produites à l'occasion des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés à la suite de faits de guerre (p. 1665, 1812). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les douzièmes provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Impôt sur le revenu*, p. 2039, 2040, 2041). — Prend part à

la discussion: du projet de loi concernant: 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Article premier. Amendement de M. Aubriot*, A., S. de 1916, t. unique, p. 236; *Amendement de M. Landry au 7^o de l'article 2*, p. 267; *Son amendement au troisième paragraphe de l'article 4*, p. 284, 285; *Amendements de M. Edouard Andrieu: à l'article 10*, p. 288 et suiv.; *à l'article 11*, p. 293); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 555); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Sa motion présentée de concert avec M. Tournan tendant à la disjonction de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1276, 1281; *Amendement de M. Bretin relatif à l'alcool d'industrie*, p. 1325). — Prend part, comme *Président* de la Commission de la législation fiscale, au projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2589 et suiv.; *Suppression des contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres*, p. 2700). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 1103). — Est entendu, comme *Président* de la Commission de la législation fiscale, dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1812 et suiv.; *Amendement de M. Vincent Auriol concernant l'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales*, p. 1854; *Impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole: Observations concernant les exploitations par métayage*, p. 1887).

Est nommé *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7229). — Est entendu: sur la mise à l'ordre du jour d'une proposition de loi concernant les allocations aux mobilisés de retour dans leurs foyers (p. 2911); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur les successions*, p. 3546; *Taxe de 10 0/0 sur les objets de luxe*, p. 3646; *Taxe sur les établissements de luxe ou*

de premier ordre, A., S. de 1917, t. unique, p. 3648); dans la discussion du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et les boissons hygiéniques (p. 3679).

En qualité de *Député* : Prend part à la discussion : d'interpellations relatives au ravitaillement (A., S. de 1918, t. unique, p. 1320; *Son ordre du jour motivé*, p. 1341); du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2026). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 214); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 484, 543); d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1003); du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1016); d'interpellations sur la vie chère (p. 3137, 3248; *Son ordre du jour motivé*, p. 3254). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 163; A., S. de 1918, t. unique, p. 1767, 3231).

RENAUDEL (M.), *Député de la 3^e circonscription de Toulon [Var]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 168); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 94559); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de résolution tendant à déclarer qu'il y a lieu à revision des lois constitutionnelles (I., n° 2774; an., S. de 1916, p. 1781). — Sa proposition de résolution sur la crise du papier (1) (I., n° 3747; an., S. de 1917, p. 1252). — Sa proposition de loi relative à la création d'une direction de l'artillerie d'assaut au Ministère de

la Guerre (I., n° 4696; an., S. de 1918, p. 645). — Sa proposition de résolution tendant à inviter la Commission des affaires extérieures à faire connaître à la Chambre son rapport sur les tractations « Charles I^{er}-Sixte de Bourbon » et « Armand Revertera » (I., n° 5069; an., S. de 1918, p. 1262). — Sa proposition de loi sur l'application généralisée à l'industrie et au commerce de la journée de huit heures et de la semaine anglaise (I., n° 5600; an., S. de 1919, p. 145). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 10 millions de francs pour indemniser les vigneronns du département du Var, victimes de la gelée (I., n° 6209; an., S. de 1919, p. 1668). — Sa proposition de loi relative à une première adaptation militaire de la France au pacte de la Société des Nations (I., n° 6745; an., S. de 1919, p. 2521). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à porter à 20 fr. la prime mensuelle de 15 francs allouée aux militaires prisonniers pendant la durée de leur captivité (I., n° 6821; an., S. de 1919, p. 2629). = Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de diverses propositions de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 1025; an., S. de 1915, p. 651); son rapport supplémentaire [Contre-projets et amendements déposés] (I., n° 1204; an., S. de 1915, p. 861); son second rapport supplémentaire (I., n° 1277; an., S. de 1915, p. 955). — Son rapport sur l'amendement de M. Galpin à la proposition de loi sur les allocations aux familles des mobilisés et concernant les cas de recours devant la Commission supérieure des allocations (I., n° 1348; an., S. de 1915, p. 1036). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 1524; an., S. de 1915, p. 1354). = Ses rapports au nom du 8^e Bureau sur l'élection de M. Rognon par la 4^e circonscription de Lyon [Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 63); de M. Manus par la 5^e circonscription de Lyon [Rhône] (p. 63). — Intervient dans la discussion d'un projet de résolution concernant l'organisation et le déploiement des cortèges et manifestations dans les bois et forêts de l'Etat de la banlieue de Paris (p. 503). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Travaux publics : *Application de l'atelage automa-*

(1) Ce document n'a pas été publié.

tique sur certaines lignes du réseau de l'État, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 556). — Prend part à la discussion : concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé le projet de loi sur la réparation des dommages causés par faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 596); de la proposition de loi tendant à suspendre la totalité du droit de douane sur le papier journal et les pâtes de cellulose (p. 645 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, p. 867; *Article 6*, p. 926); d'une interpellation sur la nomination de deux Sous-Secrétaires d'Etat au Ministère de la Guerre (p. 1004); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1412 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (p. 1430 et suiv.; *Sa motion tendant à ce que la Chambre se forme en Comité secret*, p. 1432). — Est entendu sur le renvoi de la séance au lendemain (p. 1486). — Demande à interpellier le Gouvernement sur ses déclarations (p. 1495); développe cette interpellation (p. 1499). — Est entendu : sur l'amendement de M. Jules Delahaye à l'ordre du jour motivé présenté par M. Sibille comme sanction à la discussion de certaines interpellations en Comité secret (A., S. de 1916, t. unique, p. 1295); dans la discussion de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1503, 1525; *Contre-projet de M. Briquet*, p. 1550 et suiv.; *Contre-projet de M. Bénazet*, p. 1565; *Nouveau texte de la Commission*, p. 1582; *Contre-projet de M. Dubois*, p. 1585 et suiv.; *Ses observations sur l'article 5 relatif à la nomination des délégués*, p. 1594, 1599). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la révision de la classe 1918 (p. 2454 et suiv.). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures prises et à prendre pour la réorganisation du haut commandement (p. 2466). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2541); est entendu sur l'ensemble des ordres du jour présentés à la suite de cette discussion (p. 2546 et suiv.). — Est entendu : sur la fixation de la prochaine séance (p. 2548); sur l'ajournement de la discussion d'une interpellation relative à la politique du Gouvernement en Grèce (p. 2632); sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi

autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (A., S. de 1916, t. unique, p. 2677 et suiv.). — Sa déclaration au nom du parti socialiste concernant le vote des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (p. 2817). — Prend part à la discussion des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique, p. 203). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 626, 3440). — Demande la reprise des Comités secrets (p. 703). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la conduite et les moyens de nos opérations militaires (p. 1176). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les répercussions de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre et de la révolution russe sur notre politique extérieure et sur la conduite diplomatique de la guerre (p. 1176); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1180). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, d'une interpellation sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre à l'égard des délégués à la conférence de Stockholm (p. 1350); est entendu sur cet ordre du jour (p. 1353). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1407 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Sa déclaration sur l'ensemble, au nom du parti socialiste*, p. 1481). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1708); est entendu au sujet de cet ordre du jour (p. 1731). — Demande la mise à l'ordre du jour de la discussion du rapport sur les diverses propositions de révision de la Constitution (p. 2140). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique générale (p. 2317); développe cette interpellation (p. 2350; *Son ordre du jour motivé*, p. 2362). — Intervient dans la discussion de diverses interpellations : sur la politique générale du Gouvernement (p. 2433, 2441); sur l'affaire Bolo pacha et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'œuvre de la justice (p. 2683); sur le personnel et l'action diplomatiques (p. 2796). — Est entendu sur l'ordre du jour pur et simple demandé à la suite de la discussion, en Comité secret, d'interpellations relatives à une déclaration faite par le Ministre des Affaires étrangères, le 12 octobre 1917 et à la politique extérieure du Gouvernement ainsi

qu'à l'action que le Gouvernement entend mener pour déjouer les manœuvres diplomatiques de l'Allemagne (A., S. de 1917, t. unique, p. 2803). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2847); d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 2864, 2875); des interpellations sur les déclarations du Gouvernement et sur sa politique générale (p. 3034). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 3040). — Parle : sur la fixation de la date de la discussion des interpellations sur les affaires en cours (p. 3043); sur la fixation de la date de la nomination d'une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3096). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (p. 3719). — Sa rectification au procès-verbal de la séance du 28 novembre (p. 3191). — Est entendu : dans la discussion d'interpellations relatives aux réfugiés et rapatriés des pays envahis (p. 3396); pour un rappel au Règlement relativement à la communication anticipée d'un rapport (p. 3528). — Prend part à la discussion : de demandes en autorisation de poursuites contre deux Députés [MM. Caillaux et Loustalot] (p. 3629); du projet de loi relatif à l'ajournement des élections (p. 3699). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (p. 3842); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant la procédure à suivre devant la Haute-Cour de justice (p. 3858). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des dépenses civiles] (*Sa déclaration, au nom du groupe socialiste, sur la conduite diplomatique de la guerre*, p. 3917). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le régime de censure politique appliqué aux journaux républicains de province (A., S. de 1918, t. unique, p. 11); d'interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre (p. 41). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les conséquences de la relève des internes, externes et préparateurs pharmaciens faite dans les hôpitaux de Paris (p. 98); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion : d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée « La part

du combattant » (A., S. de 1918, t. unique, p. 108, 112); d'interpellations concernant la relève des vieilles classes de la territoriale encore aux armées (p. 259). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 261, 1960, 2064). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le fonctionnement de la justice militaire (p. 270); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*); développe cette interpellation (p. 335; *Son ordre du jour motivé*, p. 344). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 595); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Affaires étrangères. *Publication du traité d'alliance franco-russe*, p. 776). — Est entendu : dans la discussion d'une interpellation sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats de l'affaire Bolo (p. 787; *Demande l'ordre du jour pur et simple*, p. 1793); sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur la situation politique générale et militaire (p. 1467); dans la discussion d'une demande en autorisation de poursuites contre un membre de la Chambre [M. Turmel] (p. 1698); dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1984). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 1996, 2030). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le sens précis et concret que le Gouvernement donne à la réponse du président Wilson du 29 octobre au Secrétaire d'Etat allemand Solf (p. 2558). — Demande à interpellier le Gouvernement sur ses déclarations relatives à l'armistice accordée à l'Autriche (p. 2559); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à rendre un hommage national aux armées au Président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch (p. 2666); pour un fait personnel (p. 2689). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suspension de la loi du 10 août 1917 [Loi Mourier] (p. 2719); du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 3218). — Est entendu dans la discussion du

projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Motion tendant à l'ajournement de la discussion*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3245). — Est entendu dans la discussion de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Son amendement concernant la démobilisation et la conclusion de la paix*, p. 3345; *Amendement de M. Brizon tendant à réduire de 5 milliards le crédit du chapitre premier*, p. 3359; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 3370); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Ses observations concernant certaines dépenses d'impression*, p. 3375; *Traitements du personnel enseignant*, p. 3379; *Crédits des transports maritimes*, p. 3383; *Recouvrement de l'impôt sur le revenu*, p. 3390); du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (p. 3445, 3455). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la composition et les pouvoirs de la délégation de la France à la Conférence de la paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 7); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 13); retire cette interpellation (p. 20). — Intervient dans la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (p. 216, 219; *Son ordre du jour motivé*, p. 222). — Intervient dans la discussion d'interpellations concernant la démobilisation des usines et le consortium des métaux (p. 565). — Son allocution concernant l'attentat dont a été victime M. Georges Clemenceau, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (p. 626). — Est entendu pour un fait personnel (p. 663). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1034, 2796, 3219). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Rengagements de six mois dans l'armée*, p. 1187); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1224, 1883); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 2929). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation militaire de nos troupes en Russie (p. 1238). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Discussion générale*, p. 1286; *Publicité dans les journaux, revues, etc.*, p. 1386);

des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Démobilisation des classes 1907 et plus jeunes*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1438; *Son amendement concernant l'intervention en Russie*, p. 1442). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1781; *Ses observations relatives à une demande de scrutin concernant la clôture de la discussion*, p. 1788; *Son ordre du jour motivé*, p. 1794). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur les événements du 1^{er} mai (p. 1972). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la politique qu'il entend suivre à l'égard de la classe ouvrière (p. 2034); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2152); d'une interpellation sur les perquisitions opérées chez M. Schœller secrétaire général de l'Office national de la presse (p. 2288); d'interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2344). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures qu'il y a lieu de prendre pour amener la fin de la grève des chantiers de construction navale (p. 2957); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion: de plusieurs propositions de loi relatives à la levée de l'Etat de siège et à l'abrogation de la censure (p. 2971); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3147, 3356); du projet de loi concernant l'amélioration de traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3206). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises pour circonscrire les incendies dans le Var (p. 3693); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part à la discussion: 1^o du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2^o de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires

aux élections législatives (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3727, 3809, 4263, 4436); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4134, 4164); de la proposition de résolution tendant à ouvrir des négociations diplomatiques en vue d'assurer le désarmement de l'Allemagne (*son article additionnel*, p. 4317 et suiv.); de propositions de résolution concernant la publication des Comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4512). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 15 octobre (p. 4617). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4663, 4749).

RENÉ RENOULT (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Lure [Haute-Saône]. — Ministre des Travaux publics, puis Vice-Président de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre de la Commission de l'administration générale (A., S. de 1915, t. unique, p. 637); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 682); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 998); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour objet de rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch (I., n° 5183; an., S. de 1918, p. 1777). — Son rapport sur l'amendement de MM. Bracke et Pierre Renaudel à la proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour objet de rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch [Hommage solennel au Président Wilson] (I., n° 5211; an., S. de 1918, p. 1812). — Intervient dans la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 156).

Est nommé *Ministre des Travaux publics* [Décret du 13 juin 1914] (J. O., p. 5234). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les catastrophes survenues à Paris, le 15 juin 1914 (p. 199, 201); au cours de la discussion de cette interpellation (p. 333, 339). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général

de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Travaux publics : *Application de l'attelage automatique sur certaines lignes du réseau de l'État*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 552, 554; *Accidents survenus à Paris, le 15 juin 1914*, p. 576; *Retraites des petits cheminots, réglementation du travail sur les grands réseaux, statut professionnel, indemnités et salaires*, p. 577). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur l'homologation du tarif G. V. 118, relatif au transport des journaux (p. 655).

Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1915, t. unique, p. 1076). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1916, t. unique, p. 3). — Préside : la séance du 4 avril (p. 699); la séance du 19 octobre (p. 2064); la séance du 11 décembre (p. 2593). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation de dommages causés par les faits de la guerre (Discussion générale. *Sa déclaration au nom du parti radical-socialiste*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1895). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 2). — Préside les séances : du 31 mai (p. 1303); du 13 juillet (p. 1795); du 29 septembre (p. 2623). — Adresse au Ministre de la Guerre une question concernant les permissions et la relève pour l'armée d'Orient (A., S. de 1917, t. unique, p. 1494 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1707). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Discussion générale*, p. 1828). — Prend part, en qualité de *Président* de la Commission de l'armée, à la discussion : de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2048, 2109); d'interpellations, de propositions de résolution et d'une proposition de loi concernant les vieilles classes (p. 2336). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 2850). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Préside : la 1^{re} séance du 21 février (p. 467); la 1^{re} séance du 29 mars

(A., S. de 1918, t. unique, p. 1079); la séance du 24 mai (p. 1399); les séances du 11 juillet (p. 1745, 1763); la séance du 23 juillet (p. 1875); la séance du 27 septembre (p. 2243); la 2^e séance du 7 novembre (p. 2598); la séance du 5 décembre (p. 2895); la 1^{re} séance du 17 décembre (p. 3021); la 1^{re} séance du 27 décembre (p. 3231). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée « La part du combattant » (A., S. de 1918, t. unique, p. 111). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations sur la situation politique générale et militaire (p. 1465). — Est entendu : en qualité de *Président* de la Commission de l'armée, dans la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2006, 2025); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2065). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de loi ayant pour but de rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch (p. 2664). — Son rapport, en qualité de *Président* et de *Rapporteur* de la Commission de l'armée, sur une proposition tendant à rendre un hommage solennel au Président Wilson (p. 2716). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). — Préside : la 1^{re} séance du 18 janvier (p. 47); la séance du 1^{er} février (p. 305); la 2^e séance du 6 février (p. 387); la 1^{re} séance du 12 février (p. 475); la 1^{re} séance du 14 février (p. 543); la 1^{re} séance du 18 février (p. 571); la 1^{re} séance du 5 mars (p. 871); la 1^{re} séance du 12 mars (p. 983); la 1^{re} séance du 20 mars (p. 1157); la 1^{re} séance du 28 mars (p. 1357); la 1^{re} séance du 10 avril (p. 1631); la 1^{re} séance du 16 avril (p. 1777); la 1^{re} séance du 10 juin (p. 2267); la 1^{re} séance du 25 juin (p. 2579); une partie de la 2^e séance du 26 juin (p. 2670); la 1^{re} séance du 2 juillet (p. 2801); la 1^{re} séance du 9 juillet (p. 2977); la 1^{re} séance du 18 juillet (p. 3223); la 1^{re} séance du 22 juillet (p. 3263); la séance du 6 août (p. 3493); la séance du 4 septembre (p. 3719); la séance du 19 septembre (p. 3097); la 1^{re} séance du 1^{er} octobre (p. 4123); la 1^{re} séance du 3 octobre (p. 4283); la 1^{re} séance du 17 octobre (p. 4651). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Intervention française en Russie*, A., S. O. de 1919, t. unique,

p. 1454); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles, le 28 juin 1919 (p. 4201). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4473). = Obtient un congé (A., S. de 1916, t. unique, p. 1080).

REVAULT (M.), *Député de l'arrondissement de Montmédy [Meuse]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 289); de la Commission des dommages de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 185, 3311); de la Commission de la réorganisation économique (p. 2236); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi portant interdiction de nommer à titre définitif des titulaires aux emplois de l'État devenus vacants par suite du décès de l'occupant (I., n° 652; an., S. O. de 1915, p. 182). — Sa proposition de loi tendant à ce que, dès la fin des hostilités, il soit placé, sur la façade de chaque mairie, une plaque commémorative, sur laquelle seront gravés les noms des habitants de la commune morts au champ d'honneur (I., n° 917; an., S. O. de 1915, p. 415). — Sa proposition de loi concernant les allocations à attribuer aux réfugiés, évacués et rapatriés des départements envahis (I., n° 1020; an., S. O. de 1915, p. 650). — Sa proposition de loi concernant les réquisitions de bétail appartenant à des cultivateurs des pays envahis (1) (I., n° 4692; an., S. de 1918, p. 2917). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les cultivateurs sinistrés des régions dévastées (I., n° 6266; an., S. de 1919, p. 1774). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, sur l'organisation du tourisme dans les régions libérées (I., n° 6585; an., S. de 1919, p. 1862). — Sa proposition de loi tendant à autoriser l'achat par l'État d'un tiers des produits provenant des exploitations remises en culture au moyen d'avances consenties par application de la loi du 4 mai 1918 (I., n° 6779; an., S. de 1919, p. 2598). = Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la propo-

(1) Ce document n'a pas été publié.

sition de résolution ayant pour objet d'assurer le contrôle efficace de toutes les dépenses publiques (I., n° 1546; an., S. de 1915, p. 1363). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi concernant les cultivateurs sinistrés des régions dévastées (I., n° 6289; an., S. de 1919, p. 1785). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Louis Marin au paragraphe 2 de l'article 10*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2172; *Son amendement à l'article 15*, p. 2378; *son article additionnel relatif au commerce de l'hôtellerie*, A., S. de 1917, t. unique, p. 136); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 3083; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 29, 78). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (A., S. de 1916, t. unique, p. 2540). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les travaux du Comité interministériel pour la reconstitution des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 1831); développe cette interpellation (p. 2133; *Son ordre du jour motivé*, p. 2182). — Prend part à la discussion de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (*Son contre-projet*, A., S. de 1918, t. unique, p. 534; *Ses observations*, *ibid.*, p. 551, 625). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la situation des habitants des pays récemment libérés (p. 2869). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant création d'un Office de reconstitution des immeubles détruits par les faits de guerre (*Sa motion d'ajournement*, p. 2120). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les responsabilités de celui-ci dans la situation des régions libérées (p. 3201); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 3202). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 820; A., S. de 1915, t. unique, p. 6; A., S. de 1917, t. unique, p. 13, 2860). — Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 1459, 1476).

RÉVILLE (M. MARC), *Député de l'arrondissement de Montbéliard [Doubs]*. — *Ministre au Commerce, des Postes et Télégraphes*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de diverses Commis-

sions (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission du commerce et de l'industrie (p. 289); de la Commission de révision des lois constitutionnelles (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2838). — Sa proposition de loi relative : 1° à la fixation de la prorogation de l'échéance des effets de commerce souscrits avant le 2 août 1914; 2° à la création de chèques spéciaux pour faciliter le crédit commercial et industriel (I., n° 508; an., S. de 1915, p. 17). — Sa proposition de résolution tendant à charger la Commission des douanes d'étudier les divers tarifs douaniers; ainsi que les conventions commerciales et les traités de commerce existant tant en France qu'à l'étranger (I., n° 1177; an., S. de 1915, p. 841). — Sa proposition de loi donnant droit à pension aux enfants naturels reconnus par leur père décédé sous les drapeaux, mais n'ayant pu être légitimés avant ce décès (I., n° 1256; an., S. de 1915, p. 948). — Sa proposition de loi concernant la réouverture, après la guerre, de débits appartenant à des mobilisés (I., n° 2313; an., S. de 1916, p. 1071). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à préparer la mise à la disposition des agriculteurs français de 25.000 motoculteurs pour le lendemain de la guerre (I., n° 3401; an., S. de 1917, p. 828). — Sa proposition de loi relative à l'établissement d'une taxe personnelle aux étrangers exerçant en France un commerce ou une industrie et à leurs collaborateurs (I., n° 3431; an., S. de 1917, p. 854). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à ordonner le renvoi dans leurs foyers, en sursis illimité, des hommes de la réserve de l'armée territoriale, mobilisés au début des hostilités, avant l'appel général de leur classe (I., n° 5247; an., S. de 1918, p. 1826). — Sa proposition de loi ayant pour objet la création de sociétés à responsabilité limitée (I., n° 5591; an., S. de 1919, p. 121). — Sa proposition de loi tendant à organiser à Paris, en 1922, une Exposition internationale des arts décoratifs modernes (1) (I., n° 6355; an.,

(1) Ce document n'a pas été publié.

S. de 1919, p. 1960). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'organisation à Paris, en 1922, d'une Exposition internationale des arts décoratifs modernes (I., n° 6442; an., S. de 1919, p. 2055). — Sa proposition de loi créant un impôt de 0 fr. 05 par franc sur toutes les ventes consenties en France, devant procurer une ressource annuelle de vingt milliards et permettre la suppression immédiate des cédules personnelle-mobilière et commerciale (I., n° 7093; an., S. de 1919, p. 3052). — Son rapport sur la proposition de loi relative : 1° à la fixation de la prorogation de l'échéance des effets de commerce souscrits avant le 2 août 1914; 2° à la création de chèques spéciaux pour faciliter le crédit commercial et industriel (I., n° 745; an., S. de 1915, p. 269); son premier rapport supplémentaire sur la même proposition de loi (I., n° 816; an., S. de 1915, p. 299); son second rapport supplémentaire (I., n° 911; an., S. de 1915, p. 411). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de M. Lugol concernant les réquisitions de blé (I., n° 1109; an., S. de 1915, p. 745). — Son avis, présenté au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile (I., n° 1153; an., S. de 1915, p. 828). — Son avis, présenté au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, modifié de nouveau par le Sénat, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile (I., n° 1347; an., S. de 1915, p. 1036). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à excepter du privilège du moratorium des débiteurs étrangers (I., n° 1443;

an., S. de 1915, p. 1266). — Son rapport supplémentaire (2°) sur : 1° le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'Office national du commerce extérieur; 2° le projet de loi réorganisant les services de l'Office national du commerce extérieur modifiant les statuts des attachés commerciaux et créant des agents commerciaux; 3° la proposition de loi tendant à organiser rationnellement le commerce d'exportation et à modifier la loi du 4 mars 1898 sur l'Office national du commerce extérieur (I., n° 5455; an., S. de 1918, p. 165); son troisième rapport supplémentaire (I., n° 5985; an., S. de 1919, p. 1191). — Son rapport, sur le projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, ayant pour objet la réorganisation des services de l'Office national du commerce extérieur, la modification du statut des attachés commerciaux et la création d'agents commerciaux (I., n° 6470; an., S. de 1919, p. 2068). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à l'organisation, en 1922, d'une Exposition internationale des arts décoratifs modernes (I., n° 6471; S. de 1919, p. 2070). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce (I., n° 6682; an., S. de 1919, p. 2383). — Son rapport, au nom du 4° Bureau, sur l'élection de M. Ribet par la 2° circonscription de Saint-Gaudens [Haute-Garonne] (A., S. Q. de 1914, t. 2, p. 29).

Est nommé *Ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes* [Décret du 9 juin 1914] (J. O., p. 5110).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Taxe représentative des droits de cession des fonds de commerce*, p. 622); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (Loi de Finances : *Taxe représentative des droits de cession des fonds de commerce*, p. 839). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur l'application de la loi réglementant la fabrication et la vente des briquets (p. 654). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à ajourner les opérations de revision

des listes électorales pour 1915 (*Son amendement relatif aux élections consulaires*, A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 946). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de nouveaux débits de boissons (*Son amendement à l'article 12*, A., S. de 1915, t. unique, p. 273; *le retire*, *ibid.*; *Article additionnel de M. Ernest Lafont*, p. 278). — Est entendu, comme *Président* de la Commission des douanes : dans la discussion du projet de loi relatif aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisiennes (p. 604); sur la fixation de la date de la discussion d'une proposition de loi tendant à la suspension totale des droits de douane sur le papier journal et les pâtes de cellulose (p. 621); dans la discussion de cette proposition de loi (p. 644 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrest sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (p. 706 et suiv.); de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, p. 785). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi concernant la prorogation des échéances des effets de commerce et la création de chèques spéciaux (p. 955); prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion de cette proposition de loi (p. 996, 1014 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques (*Son amendement*, p. 1075); du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à réglementer l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son amendement tendant à introduire un article 8 bis nouveau*, p. 1306 et suiv.); de propositions de résolution concernant la Commission du budget et les grandes Commissions (p. 1655); de la proposition de loi tendant à dispenser du timbre et de l'enregistrement, les pièces produites à l'occasion des successions des militaires et marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre (p. 1663). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 15 décembre 1915 (p. 1878). — Prend part, comme *Président* de la Commission des douanes, à la discussion d'une proposition de résolution concernant le régime douanier entre le canton de Genève et le département de la Haute-Savoie (p. 1960, 1962). — Prend part à la dis-

cussion d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1916 (*Ses observations relatives au Bulletin des armées*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1720). — Est entendu dans la discussion des interpellations relatives à l'utilisation des effectifs militaires (p. 1963, 2192). — Intervient dans la discussion de diverses interpellations relatives à la marine marchande (p. 2518). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Reconstruction d'écoles pratiques de commerce et d'industrie*, p. 2663). — Prend part, comme *Président* de la Commission des douanes, à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la réforme du régime des entrepôts (*Discussion générale* A., S. de 1917, t. unique, p. 410, 901 et suiv.; *Contre-projet de M. Chaumet*, p. 924 et suiv.; *Amendement de M. Bouge à l'article 6*, p. 938; *Motion tendant au renvoi à la Commission*, *ibid.*). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de loi sur la réquisition des usines (p. 411); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 762); dans la discussion des interpellations sur le décret du 22 mars 1917 relatif aux prohibitions d'importations de toutes les marchandises étrangères (p. 1121). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Son amendement concernant l'institution d'une taxe civique*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1837; *retrait*, p. 1838; *Son amendement à l'article 14 concernant les grands magasins*, p. 1878). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les formalités vexatoires imposées aux populations du Doubs séjournant dans la partie non avancée de la zone des armées (p. 2410). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 (*Affirmation sous serment relative aux déclarations de succession*, p. 3565; *Son amendement concernant l'institution d'une taxe de 40 0/0 sur le paiement des marchandises de luxe*, p. 3645). — Prend part, en qualité de *Président* de la Commission des douanes, à la discussion du projet de loi tendant à la saisie, à défaut de production de l'autorisation réglementaire, des marchandises

prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916 (A., S. de 1918, t. unique, 675 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Agriculture : *Domianialisation des préposés communaux*, p. 685. Finances : *Situation des douaniers*, p. 810) ; du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Amendements relatifs : à la fondation d'une banque française d'exportation*, p. 1913 ; à *l'escompte des effets ayant pour origine l'exportation de marchandises produites en France*, p. 1914). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations concernant les questions de démobilisation (p. 3017) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 3199) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Ren-voi aux dépôts, d'ouvriers mobilisés dans les usines de guerre*, p. 3279). — Intervient dans la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 214). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 352). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1265, 1540). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'Office du commerce extérieur, aux attachés et agents commerciaux (p. 1721). — Prend part, comme *Président* de la Commission des douanes, à la discussion d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à revenir le plus promptement possible à la liberté commerciale (p. 1801). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Création d'emplois à la direction générale des domaines*, p. 2786 et suiv.). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 904, 1982 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 418 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3265). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 500, 1826 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 6, 3036, 3803 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 1049 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1401, 1830, 2668).

REYNOUARD (M.), *Député de l'arrondissement d'Issoire [Puy-de-Dôme]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des comptes définitifs (A., S. de 1917, t. unique, p. 3071). = Ses rapports, au nom du 9^e Bureau, sur les élections : de M. Dubois (Louis), par la 7^e circonscription de Saint-Denis [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 77) ; de M. Voilin, par la 8^e circonscription de Saint-Denis [Seine] (p. 77). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1915, t. unique, p. 618). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les affectations des hommes de la classe 1889 et leur maintien sous les drapeaux (A., S. de 1917, t. unique, p. 113 et suiv. ; *Son ordre du jour motivé*, p. 119). = S'excuse de son absence (A. S. de 1915, t. unique, p. 350 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 130). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1082, 1442 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 500 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 184, 2408 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 2155).

RIBET (M.), *Député de la 2^e circonscription de Saint-Gaudens [Haute-Garonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du suffrage universel (p. 289). = Obtient un congé (A., S. de 1915, t. unique, p. 1493). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1080).

RIBEYRE (M.), *Député de la 1^{re} circonscription du Puy [Haute-Loire]*. — *Secrétaire de la Chambre*.

Son élection est validé (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Secrétaire du 2^e Bureau (F., n° 3 ; J. O. de 1914, p. 4961) ; Secrétaire du 9^e Bureau (F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; Secrétaire du 4^e Bureau (F., n° 35 ; J. O. de 1915, p. 307). = Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie ; de la Commission

des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de l'enseignement (A., S. de 1916, p. 2467); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 1042); de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre deux membres de la Chambre « MM. Caillaux et Loustalot » (F., n° 3783; J. O. de 1917, p. 10179); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Sa proposition de loi tendant à proroger d'un an les délais d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1913 et de 1914 (I., n° 546; an., S. de 1915, p. 71). — Sa proposition de loi tendant à permettre aux déposants des caisses d'épargne de participer à la souscription des obligations de la défense nationale (I., n° 658; an., S. de 1915, p. 194). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à payer en monnaie grecque, sans perte au change, les mandats postaux, égaux ou inférieurs à 20 francs, adressés à nos troupes de terre et de mer en Orient et à porter de trois à six mois le délai de péremption de tous les mandats postaux à destination des mêmes troupes (I., n° 1012; an., S. de 1915, p. 1424). — Sa proposition de loi ayant pour but de faciliter le remembrement de la propriété foncière (I., n° 2840; an., S. de 1916, p. 1911). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à allouer aux secrétaires de mairie des indemnités de cherté de vie et à faire supporter par l'Etat une partie des charges qui incomberont ainsi aux communes (I., n° 4643; an., S. de 1918, p. 571). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à payer en monnaie grecque, sans perte au change, les mandats postaux, égaux ou inférieurs à 20 francs, adressés à nos troupes de terre et de mer en Orient et à porter de trois à six mois le délai de péremption de tous les mandats postaux à destination des mêmes troupes (I., n° 1637; an., S. de 1915, p. 1456). — Son rapport sur le projet et les propositions de loi concernant les marques collectives de fabrique et de commerce (I., n° 3135; an., S. de 1917, p. 531). — Son rapport sur le projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie et approuvant la modification des statuts de cette banque (I., n° 4434; an., S. de

1918, p. 580). — Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. le baron Gérard par l'arrondissement de Bayeux [Calvados] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 14). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (p. 113). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu*, p. 789; *Sa disposition additionnelle relative à la taxation après décès du redevable*, p. 793). — Est élu *Secrétaire de la Chambre des Députés* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1915 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 (p. 18). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (p. 693; *Son amendement à l'article 62*, p. 694 et suiv.; *Article 61*, p. 706); d'une proposition de loi tendant à autoriser l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied (p. 972 et suiv.); du projet et de la proposition de loi tendant à proroger, jusqu'au 31 décembre 1916, le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 et de 1913 (p. 2032, 2033). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1916, t. unique, p. 1). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (p. 3). — Prend part à la discussion : de l'interpellation sur le moratorium des loyers (p. 27); d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue rue de Tolbiac le 20 octobre 1915 (p. 1402); d'une interpellation sur les réquisitions de vins (p. 1859 et suiv.); d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont données les permissions aux hommes du front (p. 1864 et suiv.); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2562 et suiv., p. 2583; *Article 5. Impôt sur le revenu*, p. 2711; *Taxes communales*, p. 2727). — *Secrétaire d'âge* (A., S. de 1917, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les permissions pour les travaux de labours et d'ensemencements (p. 75); du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les hommes non admis à contracter un engagement volontaire*, p. 265; *le retire*, p. 266); de la proposition de

loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (A., S. de 1917, t. unique, p. 738; *Son amendement*, p. 739; *Ses observations*, p. 748); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 2051, 2095); du projet et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (p. 934). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Juridiction et procédure. *Amendement de M. Levasséur à l'article 37*, p. 1667; *Son amendement à cet article*, p. 1670). — Est entendu pour un rappel au Règlement (p. 2054). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Lavage des effets militaires*, p. 2315); d'une proposition de résolution concernant les permissions agricoles et les sursis spéciaux à accorder aux hommes des régions libérées (p. 2590). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique générale (p. 2815); développe cette interpellation (p. 2839). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution concernant l'attribution de la croix de guerre (p. 2962). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire assurer par la justice militaire le respect des règles du droit au bénéfice de tous les inculpés (A., S. de 1918, t. unique, p. 59). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur le fonctionnement de la justice militaire (p. 344). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 359, 410). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant la production de la chaussure nationale (p. 516); du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (p. 1295); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1559). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2009). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie (*Discussion générale*, p. 2232, 2262; *Motion préjudicielle de M. Moutet*, p. 2275; *Amendements du même Député*,

p. 2348 et suiv.; *Observations concernant l'article 2*, A., S. de 1918, t. unique, p. 2408; *Amendement de M. Barthe*, p. 2409). — Est entendu dans la discussion d'interpellations concernant la démobilisation (p. 3009). — *Secrétaire d'âge* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 119). — Est entendu : pour un rappel au Règlement (p. 397); dans la discussion de propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 990). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1573); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1614). — Prend part à la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1833); du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1925); d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2192); d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2703 et suiv.); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2845); des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 (p. 3399). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'insuffisance des mesures prises pour lutter contre la vie chère (p. 3604); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 3874). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 350; A., S. de 1916, t. unique, p. 1224, 1932, 2110; A., S. de 1918, t. unique, p. 880, 2505; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2023). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 986, 1228, 1442; A., S. de 1916, t. unique, p. 121, 1414; A., S. de 1917, t. unique, p. 338; A., S. de 1918, t. unique, p. 1671; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2083).

RIBOT (M.), *Sénateur, Président du Conseil, Ministre de la Justice*, puis *Ministre des Finances*, puis *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, puis *Ministre des Affaires étrangères*.

Est nommé *Ministre de la Justice, Président du Conseil* [Décrets du 9 juin 1914] (J. O., p. 5110). — Sa déclaration, au nom du Gouvernement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 145; I., n° 65; an., S. O. de 1914, p. 1851). — Prend

part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 154, 156, 158, 163).

Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7698). — Prend part à la discussion : du projet de loi autorisant l'émission d'obligations à court terme (A., S. de 1915, t. unique, p. 34, 35, 36); du projet de loi portant conversion en lois, de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914 (p. 104); du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (p. 125, 135; *Articles additionnels concernant les indemnités*, p. 139, 142, 143). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (p. 265, 376); du projet de loi ayant pour objet d'élever la limite d'émission des bons du Trésor (p. 352); du projet de loi concernant les avances aux pays alliés ou amis (p. 355); du projet de loi prorogeant les dates de clôture de l'Exercice 1914 en ce qui concerne la Guerre et la Marine (p. 356). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant la limite d'émission des bons du Trésor et de la Défense nationale (A., S. de 1915, t. unique, p. 562). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi concernant les mobilisés dont les familles sont assistées ou restées dans les régions envahies (p. 823). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (p. 882). — Est entendu : sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant les propriétaires de rente française dépossédés par des faits de guerre (p. 961); au cours de la discussion de cette proposition de résolution (p. 1049); dans la discussion de la proposition de loi relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce et à la création de chèques spéciaux (p. 1021, 1026 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant modification aux lois relatives aux conseils généraux et à l'organisation municipale (p. 1108); du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1916 (p. 1112); d'une interpellation relative à la liquidation des opérations restées en suspens à la Bourse de Paris (p. 1327 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (A., S. de 1915,

t. unique, p. 1357 et suiv.); du projet de loi concernant le relèvement de la solde des brigadiers, caporaux et soldats (p. 1382). — Dépose un projet de loi portant autorisation d'emprunt aux Etats-Unis, en donne lecture, en demandant la discussion immédiate (p. 1388); prend part à sa discussion (p. 1389). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au droit à la compensation d'armement des navires construits à l'étranger (p. 1401).

Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7812). — Prend part à la discussion d'un projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt en rentes 5 0/0 (p. 1562); d'un projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1583). — Est entendu dans la discussion : du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1771); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1887, 1891, 1892; *Paiement des impôts*, p. 1907; *Impôt sur le revenu*, p. 1908, 1909). — Sa communication relative aux résultats de la souscription à l'emprunt 5 0/0 (A., S. de 1916, t. unique, p. 8). — Est entendu : dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (p. 42); sur l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi tendant à payer en monnaie grecque la solde des soldats, caporaux et sergents du corps expéditionnaire d'Orient (p. 102); dans la discussion d'une interpellation sur l'organisation du travail à l'Imprimerie nationale (p. 139). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1916 [Rentes 5 0/0] (p. 194). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, p. 225; *Amendement de M. Aubriot à l'article premier relatif à l'établissement de la contribution*, p. 236; *Amendement de M. Lairolle au même article*, p. 240, 242; *Disposition additionnelle de M. Mistral*, p. 244; *Article 2 : Calcul de la contribution*, p. 258, 259; *Amendements de M. Landry : aux alinéas 1° et 2°*, p. 261; *à l'alinéa 8°*, p. 268; *Amendement de M. Sixte-Quenin au paragraphe 7*, p. 266;

*Amendements de M. Edouard Andrieu : à l'article 10, A., S. de 1916, t. unique, p. 288 et suiv. ; à l'article 11, p. 293 ; Disposition additionnelle de M. de Dion à l'article 14, p. 305 ; Article additionnel au projet de loi présenté par M. Merlin, p. 307 ; Ses observations sur l'ensemble de la loi, p. 313). — Ses explications, en présentant le projet de loi ayant pour objet d'assurer le règlement des réquisitions arriérées (p. 354). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 530 et suiv., p. 552 et suiv.) ; des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Observations concernant l'article 14 ter nouveau*, p. 1039 et suiv. ; *Amendement de M. Lairolle à l'article 25*, p. 1044 et suiv. ; *Amendement de M. Ernest Lafont au même article*, p. 1049 ; *Amendement de M. Lugol à l'article 25*, p. 1057 et suiv.). — Dépose un projet de loi portant restriction du droit d'émission de valeurs mobilières pendant la durée des hostilités ; demande la discussion immédiate et donne lecture de l'exposé des motifs (p. 1082) ; prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 1082 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1274 et suiv. ; *Motion tendant à la disjonction de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1278 et suiv. ; *Amendements : de M. Charles Benoist tendant à la suppression du paragraphe premier de cet article*, p. 1319 et suiv. ; *de M. Lefas relatif aux genièvres*, p. 1324 ; *Amendement de M. Paul-Meunier tendant à la suppression du paragraphe 4*, p. 1336 et suiv. ; *Associations de distillation*, p. 1338 ; *Amendement de M. Paul Morel*, p. 1342 ; *Observations relatives au privilège de la Corse*, *ibid.* ; *Amendement de M. Camuzet*, p. 1343 ; *Amendement de M. Bouveri concernant l'application du régime de l'alcool à la Corse*, p. 1344 et suiv. ; *Dépenses secrètes du Ministère des Affaires étrangères*, p. 1353, 1355 ; *Ses observations à propos des explications de vote sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1365) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 1386 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1917 (*Amendement de M. Jobert concernant les familles nombreuses*, p. 1368) ; d'une proposition de résolution rela-*

tive aux marchés à livrer contractés avant la guerre (*Disposition additionnelle de M. Viollette à l'article premier*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1671). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 5 0/0 (p. 1708 et suiv.) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Utilisation des bons de la défense nationale comme moyen de payement*, p. 1799 et suiv. ; *Prestations*, p. 1804). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Paisant tendant à la suppression des paragraphes 3 et 4 de l'article 6*, p. 2002 ; *Amendement de M. Louis Marin au paragraphe 2 de l'article 10*, p. 2172 ; *Observations concernant l'article 50*, A., S. de 1917, t. unique, p. 42). — Donne connaissance à la Chambre des résultats d'ensemble de la souscription au deuxième emprunt de la Défense nationale (A., S. de 1916, t. unique, p. 2254). — Est entendu sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 2548). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2568, 2594, 2597 et suiv. ; *Assistance aux femmes en couches*, p. 2660 ; *Traitement des maladies vénériennes*, p. 2661 ; *Amendements relatifs à la censure*, p. 2664 ; *Observations relatives à l'article premier*, p. 2697 ; *Suppression des contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres*, p. 2700 ; *Motion tendant à la disjonction des articles 5 à 26 relatifs à certaines dispositions fiscales*, p. 2705 ; *Amendement de M. Voilin à l'article 5 concernant l'impôt sur le revenu*, p. 2710 ; *Amendement de M. Tournan au même article*, p. 2712 ; *Modification de l'article 17 de la loi relative à l'impôt sur le revenu*, p. 2715 ; *Concessions minières inexploitées*, p. 2726 ; *Taxes communales*, p. 2728 ; *Amendement de M. Magniaudé tendant à la suppression de l'article 12 relatif aux boissons hygiéniques*, p. 2744 et suiv. ; *Amendement de M. Bedouce relatif aux denrées coloniales*, p. 2767 ; *Taxe sur les thés*, p. 2770 ; *Amendement de M. Bedouce relatif à la taxe de guerre*, p. 2808 ; *Article nouveau de M. Ernest Lafont concernant l'alcool*, p. 2812 ; *Mobilisés employés dans les usines travaillant pour la défense nationale*, p. 2815 et suiv. ; *Observations sur l'article 43 visant les employés du fisc qui outrepasseraient leurs droits*, p. 2817).

Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 12 décembre 1916] (J. O., p. 10736). — Est entendu sur la demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. de 1916, t. unique p. 2654). — Dépose un projet de loi autorisant le Gouvernement, jusqu'à la cessation des hostilités, à prendre toutes les mesures commandées par les nécessités de la défense nationale (p. 2669). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'Exercice 1916 (p. 2801). — Demande la discussion immédiate du projet de loi portant prorogation des pouvoirs des membres des conseils départementaux de l'enseignement primaire (p. 2819). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant autorisation d'avances aux Gouvernements alliés ou amis (A., S. de 1917, t. unique, p. 315). — Donne lecture, en le déposant, d'un projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France (p. 393); en demande la discussion immédiate (*ibid.*). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi modifiant la loi relative à l'émission d'obligations à court terme (p. 394). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (*Discussion générale*, p. 453, 491). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*Frais de police de l'agglomération lyonnaise*, p. 520).

Est nommé *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* [Décrets du 20 mars 1917] (J. O., p. 2254). — Sa déclaration au nom du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 772; L., n° 3147; an., S. de 1917, p. 399). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 778 et suiv.). — Est entendu : sur la proposition de résolution tendant à envoyer une adresse aux populations libérées de l'ennemi (p. 785); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Censure*, p. 831; *Reproduction, dans certains journaux, du Journal officiel*, p. 834; *Fonds secrets du Ministère des Affaires étrangères*, p. 836); de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 961). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 872); au sujet de la mort de MM. Briquet et Tailliandier,

Députés du Pas-de-Calais (p. 946); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative au régime de représailles exercé sur nos prisonniers envoyés sur le front français (A., S. de 1917, t. unique, p. 947); sur la transformation en interpellation d'une question relative à la rareté et à la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 954). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1047 et suiv.). — Sa communication, au nom du Gouvernement, relative à l'entrée en guerre des Etats-Unis d'Amérique (p. 1140). — Est entendu sur le mode de discussion de différentes interpellations (p. 4177). — Sa motion relative à la discussion des interpellations sur la guerre sous-marine (p. 1220). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre à l'égard des délégués à la Conférence internationale de Stockholm (*Sa déclaration au nom du Gouvernement*, p. 1346; *Ses observations sur la demande d'affichage de cette déclaration*, p. 1347); parle sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, d'une partie de cette interpellation (p. 1352 et suiv.). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1383, 1522); sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1411). — Sa communication, au nom du Gouvernement, sur l'action des alliés en Grèce (p. 1433). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Services de l'aéronautique militaire et maritime*, p. 1448); des interpellations sur le décret du 13 juin 1917 relatif au gaz (p. 1513); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les raisons qui ont fait confier au Sous-Secrétaire d'Etat des Fabrications de guerre, une partie essentielle des attributions du Ministre du Ravitaillement général et des Transports (p. 1533). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la marine marchande (p. 1577 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : des ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1729, 1739); d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des Alsaciens-Lorrains (p. 1797). — Répond à une question de M. Maurice Damour sur l'organisa-

on et le fonctionnement des bureaux de contrôle des passeports à l'étranger (p. 1806). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Amen- dement de M. Vincent Auriol concernant l'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1859). — Est entendu : sur une demande de mise à l'ordre du jour de la discussion du rapport sur diverses propositions de revision de la Constitution (p. 2144) ; sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 2147, 2184). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant l'achat de navires à l'étranger (p. 2211). — Répond à une question relative au séjour, dans les ports espagnols, de sous-marins allemands (p. 2234 ; *Sa déclaration au cours de cette réponse concernant certaines allégations avancées par le chancelier d'Allemagne*, p. 2235). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2353).

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7228). — Intervient dans la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2419, 2439) ; d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et aux mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'œuvre de la justice (p. 2686) ; d'une interpellation sur le personnel et l'action diplomatique (p. 2790).

RICAUD (M.), *Directeur général des manufactures de l'État*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement*, pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508) ; du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 1141) ; du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (p. 2556) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (A. S. de 1917, t. unique, p. 2470) ; du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 3284) ; du projet de loi

concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 applicables aux services civils (p. 3452) ; du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (A., S. de 1918, t. unique, p. 76) ; du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (*ibid.*) ; est entendu dans cette discussion (p. 681). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 2456) ; est entendu dans cette discussion (p. 2476). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2790) ; du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2140) ; du projet de loi relatif à la réorganisation de la manufacture des tabacs de Lille et aux magasins de tabacs en feuilles du Nord et du Pas-de-Calais (p. 2334) ; du projet de loi concernant la manufacture d'allumettes de Tré-lazé (p. 2374) ; des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 2630). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Services des tabacs*, p. 2790).

RICHARD (M.), *Directeur de la Sûreté générale*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522) ; du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 82) ; du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme (p. 960).

RIGAL (M.), *Député de l'arrondissement d'Aurillac [Cantal]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du suffrage universel (p. 289) ; de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1918, t. unique p. 2678). = Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2041).

RINGUIER (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Saint-Quentin [Aisne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F. n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission des Régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi ayant pour objet de suspendre la totalité du droit de douane sur le papier journal et les pâtes de cellulose jusqu'à la fin des hostilités (I., n° 884; an., S. de 1915, p. 363). — Sa proposition de loi tendant au rattachement à la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge des omis appartenant à des classes mobilisés et mobilisables et ayant régularisé leur situation militaire antérieurement à la promulgation de la loi d'amnistie du 31 juillet 1913 (I., n° 2764; an., S. de 1916, p. 1775). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la libération, avec le premier échelon de démobilisation, de tous les soldats des classes de réserve active qui, le 2 août 1914, avaient leur domicile dans la région qui a été envahie (I., n° 6434; an., S. de 1919, p. 2040). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à mettre à la disposition du Ministère des Régions libérées les biens meubles ayant une utilité industrielle, agricole, professionnelle ou domestique, provenant de la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (I., n° 6743; an., S. de 1919, p. 2519). — Sa proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 27 de la loi du 17 avril 1919 sur les dommages de guerre (I., n° 6911; an., S. de 1919, p. 2849). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à interdire la distillation des vins (I., n° 6965; an., S. de 1919, p. 2892). = Son avis, présenté au nom de la Commission des douanes, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la popula-

tion civile (I., n° 1160; an., S. de 1915, p. 832). = Ses rapports, au nom du 8^e Bureau, sur les élections : de M. Borrel (Antoine), par l'arrondissement de Moutiers [Savoie] (A., S. O. de 1914, p. 68); de M. Deléglise par l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne [Savoie] (p. 68). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi concernant les accidents agricoles (*Contre-projet de M. Turmel et Sobert*, A., S. de 1915, t. unique, p. 389; *Articles du projet de loi*, p. 624). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de réduire les droits d'entrée sur diverses marchandises (p. 604); de la proposition de loi tendant à la suspension totale des droits de douane sur le papier journal et les pâtes de cellulose (p. 654); du projet de loi concernant des achats de blé pour le ravitaillement de la population civile (p. 667 et suiv.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Comité consultatif*, p. 1163; *Taxation de la farine*, p. 1164; *Article additionnel de M. Maurice Long*, p. 1172 et suiv.; *Sous-amendement de M. Chaumet à cet article additionnel*, p. 1175 et suiv.); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1460); d'un projet de loi concernant l'ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires (p. 1587). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1767). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les franchises postales concédées aux troupes en campagne (A., S. de 1916, t. unique, p. 1009); de la proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (p. 1128). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1916 (p. 2229 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxe de guerre*, p. 2803; *Son amendement y relatif*, p. 2810). — Est entendu dans la discussion : du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Navarre à l'article 50*, A., S. de 1917, t. unique, p. 93); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 3167; A., S. O. de 1919, t. unique,

p. 68, 99, 131, 250, 315); de ce projet de loi modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1655, 1705); d'une proposition de résolution tendant à assurer aux populations des campagnes le bénéfice du fonctionnement du bureau central militaire (A., S. de 1917, t. unique, p. 381); d'une interpellation sur l'affectation des employés des postes, télégraphes et téléphones des classes 1902, 1903 et 1904 (p. 584 et suiv.); des interpellations relatives au ravitaillement (p. 611, 639 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 759); d'une interpellation sur la cherté et la rareté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 1003 et suiv.); du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1030 et suiv.; p. 1067). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant la renaissance des régions qui ont été victimes de l'invasion (p. 2131). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Aide aux soldats sans famille*, p. 2517); des interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2631); d'interpellation relatives aux réfugiés et rapatriés des pays envahis (p. 3400, 3404). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le paiement de l'arriéré des allocations militaires qui reste dû aux femmes des mobilisés rapatriés (A., S. de 1918, t. unique, p. 486). — Adresse au Ministre de l'Intérieur une question relative au paiement de l'arriéré des allocations aux femmes de mobilisés retour des pays envahis (p. 899). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2251; *Son ordre du jour motivé*, p. 2340); d'une proposition de résolution tendant à organiser la fabrication des fourrages mélassés (p. 2450). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Matériel mis à la disposition des Régions libérées*, p. 3274, 3295); du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3423); du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (p. 3443); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 485, 553). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles

des services civils] (*Prisonniers civils rapatriés*, A., S. de 1918, t. unique, p. 1423); de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1759); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 (*Attribution d'allocations aux habitants évacués par l'ennemi dans le Nord de la France et en Belgique*, p. 2570; *Attribution d'indemnités aux agents locaux des régions libérées*, p. 2573); du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (p. 3484); du projet de loi relatif à l'achat de jeunes chevaux (p. 3677); des propositions de loi relatives au vote par correspondance (p. 4458). — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la démobilisation (p. 2909); du projet de loi relatif à la revision des listes électorales (p. 4193). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2483, 2555; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2841). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 682; A., S. de 1918, t. unique, p. 169, 1506, 1783; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2279).

ROBERT (M. PIERRE), [Loire]. — Voir **PIERRE-ROBERT (M.)**.

ROBERT SURCOUF (M.), *Député de la 2^e circonscription de Saint-Malo [Ille-et-Vilaine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2694; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3265). — Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 510; A., S. de 1915, t. unique, p. 302, 1294, 1464, 1764; A., S. de 1916, t. unique, p. 6, 1414, 1971; A., S. de 1917, t. unique, p. 1586, 3669; A., S. de 1918, t. unique, p. 958; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957).

ROBIC (M.), *Député de la 2^e circonscription de Pontivy [Morbihan]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre de la Commission de

la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Son rapport, au nom du 11^e Bureau, sur l'élection de M. Jobert par l'arrondissement de Sens [Yonne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 92). — Prend part à la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la Nation (Dispositions générales : *Son amendement à l'article 6*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1967); d'interpellations, de propositions de résolution et d'une proposition de loi concernant les vieilles classes (p. 2326); d'une proposition de résolution concernant les permissions des viticulteurs et des agriculteurs (p. 2600). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant la production de la chaussure nationale (A., S. de 1918, t. unique, p. 526); de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 553); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 932); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1325). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 561, 880, 1574; A., S. de 1916, t. unique, p. 568; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1125).

ROBLIN (M.), *Député de la 2^e circonscription de Nevers* [Nièvre].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du commerce et de l'industrie (p. 289); de la Commission des pensions civiles et militaires (*ibid.*). = S'excuse de son absence (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 922). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 188).

ROCH (M.), *Député de la 5^e circonscription de Nantes* [Loire-Inférieure].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission des Jouanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission du travail (p. 288). = Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections : de

M. Lamendin, par la 3^e circonscription de Béthune [Pas-de-Calais] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 58); de M. Cadot, par la 4^e circonscription de Béthune [Pas-de-Calais] (p. 58); de M. Sorriaux, par la 5^e circonscription de Béthune [Pas-de-Calais] (p. 58).

ROCHE (M. JULES), *Député de la 2^e circonscription de Tournon* [Ardèche].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Président du 10^e Bureau (F. n^o 41; J. O. de 1915, p. 857). = Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192). = Sa proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dont ils sont dépossédés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (I., n^o 554; an., S. de 1915, p. 72). — Sa proposition de loi tendant à modifier le point de départ fixé par la loi de finances du 29 mars 1914 pour les délais de réclamations des communes et des propriétaires au sujet de l'impôt sur la propriété non bâtie (I., n^o 690; an., S. de 1915, p. 224). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à appliquer à la protection de la rente française la loi du 4 avril 1915 sur les valeurs mobilières compromises par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (I., n^o 984; an., S. O. de 1915, p. 507). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les propriétaires de rente française dépossédés par des faits de guerre (I., n^o 1039; an., S. de 1915, p. 672). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi de finances du 8 avril 1910 [Évaluation du revenu de la propriété non bâtie] (I., n^o 1214; an., S. de 1915, p. 908). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à excepter du privilège du moratorium des débiteurs étrangers (I., n^o 1424; an., S. de 1915, p. 1240). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet la modification de l'article 93 du Code civil par l'établissement d'un « Livre d'or de la guerre de 1914 déclarée par l'Allemagne à la France » (I., n^o 2129; an., S. de 1916, p. 687). — Sa proposition de loi, présentée

avec demande de discussion immédiate, tendant à remplacer le mot inexact de « guerre » appliqué aux événements survenus depuis le mois d'août 1914 par les mots : « invasion allemande » (I., n° 2850 ; an., S. de 1917, p. 3). — Sa proposition de loi tendant à l'application, dans l'ordre politique et militaire, de la loi du 4 avril 1915 interdisant aux Français toutes relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie (I., n° 3616 ; an., S. de 1917, p. 1068). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour but d'étendre aux sommes ou valeurs trouvées sur les corps des soldats tombés sur le champ de bataille l'exemption d'impôts successoraux prévue par la loi de finances du 26 décembre 1914 (I., n° 4289 ; an., S. de 1918, p. 147). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'étendre aux bons et obligations de la défense nationale dont les propriétaires sont dépossédés par suite de faits de guerre les lois et arrêtés ministériels protégeant, dans les mêmes circonstances, les valeurs mobilières et les titres de rente française (I., n° 4691 ; an., S. de 1918, p. 643). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, modifiant la loi du 20 janvier 1919 sur les marchandises d'origine ou de provenance étrangère (I., n° 5747 ; an., S. de 1919, p. 868). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à obtenir l'application des engagements assurant à la France les indemnités qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne en violation des ses obligations et de ses engagements (I., n° 5986 ; an., S. de 1919, p. 1191). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dont ils sont dépossédés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (I., n° 650 et annexe ; an., S. O. de 1915, p. 187 et annexe, p. 259). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier le point de départ fixé par la loi du 29 mars 1914 pour les délais de réclamations des communes et des propriétaires au sujet de l'impôt sur la propriété non bâtie (I., n° 725 ; an., S. O. de 1915, p. 254). — Son rapport, sur la demande de discussion immédiate, et sur le fond de la proposition de résolution concernant les propriétaires de rente française dépossédés par des faits de guerre (I., n° 1065 ; an., S. de 1915, p. 691). — Son rapport sur le projet

de loi, adopté par le Sénat, relatif à la publication au *Bulletin officiel des oppositions* des numéros des titres au porteur de rente sur l'Etat déclarés perdus ou volés à la suite de faits de guerre (I., n° 3003 ; an., S. de 1917, p. 137). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux bons et obligations de la défense nationale dont les propriétaires sont dépossédés par suite de faits de guerre les lois et arrêtés ministériels protégeant, dans les mêmes circonstances, les valeurs mobilières et les titres de rente française (I., n° 4731 ; an., S. de 1918, p. 755). — Son rapport, sur la demande de discussion immédiate, et sur le fond de la proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux bons et obligations de la défense nationale dont les propriétaires sont dépossédés par suite de faits de guerre les lois et arrêtés ministériels protégeant, dans les mêmes circonstances, les valeurs mobilières et les titres de rente française (I., n° 4715 ; an., S. de 1918, p. 668). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi ayant pour objet d'ajourner le point de départ de l'application des résultats des revisions périodiques des évaluations foncières prévues par la loi du 29 mars 1914 (I., n° 4762 ; an., S. de 1918, p. 798). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, ayant pour objet d'ajourner le point de départ de l'application des résultats des revisions périodiques des évaluations foncières prévues par la loi du 29 mars 1914 (I., n° 4884 ; an., S. de 1918, p. 946). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant les intérêts des valeurs amorties depuis le début de la guerre (I., n° 5218 ; an., S. de 1918, p. 1815). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à étudier la coopération que la richesse immobilière peut apporter au crédit public et aux besoins de la Trésorerie (I., n° 6463 ; an., S. de 1919, p. 2055). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à l'émission d'une loterie nationale dont le produit servira au paiement immédiat des indemnités dues pour dommages de guerre aux populations des départements libérés (I., n° 7105 ; an., S. de 1919, p. 3069). — Son rapport, au nom du 2^e Bureau sur l'élection de M. Weiller (Lazare) par la 2^e circonscription d'Angoulême [Cha-

rente] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 15). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (p. 245, 247; *Son article additionnel concernant la taxe de l'impôt*, p. 247). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Taxe frappant les roulotiers*, p. 621; *Ses observations concernant la lecture des articles supprimés par le Sénat*, p. 644; *Impôt général sur le revenu; Valeurs mobilières déposées ou existant à l'étranger*, p. 796; *Ses observations relatives : à la présentation du budget*, p. 799; *à l'ensemble de ce budget*, p. 800, 802); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu; contrôle au décès du redevable*, p. 840; *Suppression de la saisine*, p. 842). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1915 (p. 845, 847). — Prend part à la discussion des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (A., S. de 1915, t. unique, p. 91, 92). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence d'une proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (p. 262); prend part à la discussion de cette proposition de loi (p. 266, 375, 376. — Est entendu sur l'urgence d'une proposition de loi tendant à faire lever l'état de siège politique déclaré par la loi du 5 août 1914 (p. 291). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion de la proposition de loi tendant à modifier le point de départ fixé par la loi du 29 mars 1914 pour les délais de réclamation des communes et des propriétaires au sujet de l'impôt sur la propriété non bâtie (p. 351). — Intervient dans la discussion concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé un projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 595). — Est entendu sur la discussion immédiate de sa proposition de résolution concernant les propriétaires de rente française dépossédés par des faits de guerre (p. 960); prend part, en qualité de *Rapporteur* de la Commission du budget, à la discussion de cette proposition de résolution (p. 1043, 1052). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1916 (p. 4143); du

projet de loi relatif au ravitaillement en blé et en farine de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 1151, 1193). — Est entendu sur le renvoi de la séance au lendemain (p. 1485); dans la discussion des interpellations concernant la constitution du Cabinet, la censure et les déclarations du Gouvernement (p. 1506). — Est élu Membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire (p. 1654). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Ses observations relatives à la manière de présenter les écritures budgétaires et à la situation financière*, p. 1897, 1898, 1899). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 66); des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Ses observations relatives : à l'article 14 ter nouveau*, p. 1038; *au paragraphe 5 de l'article 25 réservé*, p. 1062 et suiv.; *Sa motion tendant à la suppression de ce paragraphe*, p. 1064). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet de la protection des rentes françaises et autres fonds d'Etat dont les propriétaires légitimes sont dépossédés par suite des faits de guerre (p. 1972); retire cette demande d'interpellation (p. 2022). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Ses observations concernant l'article 11*, p. 2359). — Est entendu sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2682). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif à la publication au *Bulletin officiel des oppositions* des numéros des titres au porteur de rente sur l'Etat déclarés perdus ou volés à la suite de faits de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 424). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (Des organismes destinés à assurer la protection des pupilles de la nation. *Son amendement à l'article 15*, p. 1995). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de la discussion du rapport sur diverses propositions de révision de la Constitution (p. 2145); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Ouverture d'un compte spécial pour cessions de*

matériel à des Gouvernements étrangers (A., S. de 1917, t. unique, p. 2560). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet du remplacement des lois constitutionnelles de 1875 (p. 2584). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement tendant à la disjonction des articles 40 et suivants*, p. 3536). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant l'exemption d'impôts successoraux pour les sommes et valeurs trouvées sur les soldats tombés sur le champ de bataille (A., S. de 1918, t. unique, p. 1183). — Adresse une question au Ministre des Finances au sujet de la proposition de loi ayant pour objet de protéger les bons et obligations de la défense nationale dont les propriétaires sont actuellement dépossédés (p. 1527). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 20 juin 1918 (p. 1544). — Est nommé Membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire (p. 2870). — Prend part à la discussion : de sa proposition de résolution tendant à assurer à la France les indemnités qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1930, 1932) ; du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés et de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3838, 3871) ; du projet de loi relatif à la date de cessation des hostilités (p. 4383) ; du projet de loi portant fixation de l'ordre des diverses élections (p. 4575). — S'excuse de son absence (A., S. de 1917, t. unique, p. 2408, 2835, 2858). — Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 3688).

ROCHEREAU (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de la Roche-sur-Yon [Vendée]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'attribution des allocations militaires en Vendée (A., S. de 1916, t. unique, p. 1826). — De-

mande à interpellier le Gouvernement sur l'attribution du charbon dans certains départements de l'Ouest (A., S. de 1917, t. unique, p. 2410). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1349, 1419, 1614, 2122, 3711 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1357, 2083, 3493).

RODEN (M.), *Député de l'arrondissement de Saint-Pol [Pas-de-Calais] ; Sous-Secrétaire d'Etat du Travail et de la Prévoyance sociale*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287) ; de la Commission des mines (p. 289) ; de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682) ; de la Commission des mines (A., S. de 1917, t. unique, p. 3071). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative aux retraites des ouvriers mineurs (A., S. O. de 1914, t. 1, p. 1230, 1232, 1235, 1247, 1251, 1259). — Prend part, en qualité de *Président* de la Commission des mines, à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 2050 et suiv. ; *Répartition des combustibles*, p. 2072, 2073, 2076). — Sa lettre relative à une enquête faite par la Commission des mines (A., S. de 1916, t. unique, p. 606). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant une convention relative à des gisements pétrolifères situés dans la province d'Oran (p. 2226 ; *demande l'ordre du jour pur et simple* *ibid.*). — Est entendu, comme *Président* de la Commission des mines, dans la discussion du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2398). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 2642).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat du Travail et de la Prévoyance sociale* au Ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes [Décret du 14 décembre 1916] (J. O., p. 10800).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de

la guerre (*Amendement de M. Briquet à l'article 44 devenu 45*, A., S. de 1917, t. unique, p. 84; *Amendement de M. Margaine au même article*, p. 86 et suiv.).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2256). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit en vue du recensement de la population civile (p. 1123). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 899).

ROGNON (M.), *Député de la 4^e circonscription de Lyon [Rhône]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 7, J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'armée (p. 288); de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F. n° 367, J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission des douanes (A., S. de 1918, t. unique, p. 803). — Sa proposition de loi tendant à réglementer le service des employés subalternes des Administrations de l'Etat et à modifier leurs traitements (I., n° 332; an., S. de 1914, p. 2034). — Sa proposition de loi tendant à régler la question des loyers pendant la guerre (I., n° 502; an., S. de 1915, p. 182). — Sa proposition de loi tendant à accorder une pension aux veuves, orphelins et ascendants des militaires tués à l'ennemi ou morts des suites d'un accident ou d'une maladie survenue en cours de service commandé (I., n° 882; an., S. O. de 1915, p. 363). — Sa proposition de loi tendant à parer à l'insuffisance probable de la récolte viticole de 1915 (I., n° 1307; an., S. de 1915, p. 856). — Sa proposition de loi tendant à autoriser, par le Ministre de la Justice, la réquisition et la mise en valeur des établissements industriels appartenant à des sujets des pays ennemis et mis sous séquestre (I., n° 2021; an., S. de 1916, p. 717). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 6 juillet 1912 concernant les aides-majors (I., n° 2022; an., S. de 1916, p. 617). — Sa proposition de

tion des immeubles nécessaires à la construction des établissements industriels (I., n° 2204; an., S. de 1916, p. 885). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 755 du Code civil en ce qui concerne les droits de l'Etat sur donations entre vifs ou testamentaires (I., n° 2205; an., S. de 1916, p. 885). — Sa proposition de loi modifiant le tarif du droit proportionnel des consentements à mainslevées totales d'hypothèques (I., n° 2206; an., S. de 1916, p. 886). — Sa proposition de loi ayant pour objet la réorganisation administrative de la France (I., n° 2620; an., S. de 1916, p. 1621). — Sa proposition de résolution tendant à la modification de la décision ministérielle du 9 janvier 1916 relative au recrutement des officiers d'administration de complément du Service de santé et de l'Intendance (I., n° 2954; an., S. de 1917, p. 105). — Sa proposition de loi portant élévation et graduation du droit de timbre de quit-tance pour les sommes supérieures à 3.000 fr. (I., n° 3029; an., S. de 1917, p. 217). — Sa proposition de loi tendant à réglementer l'avancement des magistrats dans les cours et tribunaux (I., n° 3030; an., S. de 1917, p. 259). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'assurer la valeur artistique des reconstructions et d'établir les mesures indispensables contre l'incompétence et la spéculation (I., n° 3031; an., S. de 1917, p. 218). — Sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la solde des soldats, caporaux, brigadiers et sous-officiers à solde journalière (I., n° 4590; an., S. de 1918, p. 536). — Sa proposition de loi concernant le relèvement de la solde des sous-officiers à solde journalière, des caporaux, brigadiers et assimilés, soldats et marins (I., n° 4662; an., S. de 1918, p. 613). — Sa proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1918, modifiée par les lois des 31 mars 1905 et 5 mars 1917, sur la responsabilité des accidents du travail (I., n° 5162; an., S. de 1918, p. 1799). — Sa proposition de loi concernant les Français militaires, marins et civils disparus dans les zones d'opérations militaires et navales, du 2 août 1914 au jour de la cessation des hostilités, tel qu'il sera fixé par décret (I., n° 5322; an., S. de 1918, p. 1943). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 3 millions de francs pour secourir les victimes des inondations de la ville de Lyon et des communes riveraines du Rhône et de la Saône dans le département du

Rhône (I., n° 5564; an., S. de 1919, p. 107). — Sa proposition de loi portant modification de la loi du 29 juin 1872 relativement à la détermination du revenu des sociétés en commandite et à la majoration du taux de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières visées par ladite loi (I., n° 6271; an., S. de 1919, p. 1775). — Sa proposition de loi portant modification de la loi du 23 février 1919 relative au relèvement de l'indemnité temporaire allouée aux petits retraités de l'Etat et assimilés (I., n° 6272; an., S. de 1919, p. 1776). — Sa proposition de loi autorisant la prorogation des baux ruraux en faveur des fermiers ou métayers mobilisés (I., n° 6636; an., S. de 1919, p. 2305). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux pensions civiles et aux retraites ouvrières et paysannes, le régime des majorations d'ancienneté pour campagne, établi pour les pensions militaires (I., n° 6651; an., S. de 1919, p. 2314). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi : d'Argenteuil [Seine-et-Oise] (S. O. de 1915; Fasc., n° 46); de Berrien [Finistère] (Fasc., n° 47); de Bezons [Seine-et-Oise] (Fasc., n° 48); de Cadenet [Vaucluse] (Fasc., n° 49); de Châteaurenard [Bouches-du-Rhône] (Fasc., n° 50); de Crest [Drôme] (Fasc., n° 51); de Dinard-Saint-Enogat [Ille-et-Vilaine] (Fasc., n° 52); de Kerlouan [Finistère] (Fasc., n° 53); de la Mothe-Saint-Héray [Deux-Sèvres] (Fasc., n° 54); de Loos [Nord] (Fasc., n° 55); de Ploudalmézeau [Finistère] (Fasc., n° 56); de Ploudaniel [Finistère] (Fasc., n° 57). — Ses rapports sur les projets de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Plouzané [Finistère] (Fasc., n° 58); la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi : de Seclin [Nord] (Fasc., n° 59); de Tarare [Rhône] (Fasc., n° 60); de Vaison [Vaucluse] (Fasc., n° 61); du Vigan [Gard] (Fasc., n° 62); de Villiers-sur-Marne [Seine-et-Oise] (Fasc., n° 63). — Son rapport sur le projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la Côte-Saint-André [Isère] (S. O. de 1915; Fasc., n° 121). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Betoulle et plusieurs de ses collègues, concernant les militaires du service actif, ainsi que ceux rappelés sous les drapeaux à l'occasion de la mobilisation générale, et qui ont été réformés n° 2 (I., n° 809; an., S. O. de 1915, p. 297). — Son rapport sur la demande

de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à soumettre aux obligations militaires prévues par les lois de 1905 et de 1913, les Sénégalais des communes de plein exercice de la colonie (I., n° 1015; an., S. O. de 1915, p. 297). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de loi tendant à soumettre aux obligations militaires prévues par les lois de 1905 et de 1913, les Sénégalais des communes de plein exercice de la colonie (I., n° 1080; an., S. O. de 1915, p. 700). — Son rapport sur la proposition de loi tendant au relèvement de la solde des soldats, caporaux, caporaux-fourriers et sergents (I., n° 1231; an., S. de 1915, p. 925). — Son rapport supplémentaire sur les propositions de loi : 1° de M. Durafour et plusieurs de ses collègues, tendant au relèvement de la solde des soldats, caporaux, caporaux-fourriers et sergents; 2° de M. Albert Tailhandier et plusieurs de ses collègues, tendant à attribuer des allocations supplémentaires spéciales aux troupes de la zone des opérations; 3° de MM. Henry Fougère et Camille Blaisot, tendant à majorer de 0 fr. 20 la solde des soldats, caporaux et sergents dans la zone des armées (I., n° 1296; an., S. de 1915, p. 982). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission des marchés de la guerre (I., n° 1297; an., S. de 1915, p. 982). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution concernant l'affectation spéciale en temps de guerre des hommes mobilisés pères de familles nombreuses (I., n° 1364; an., S. de 1915, p. 1044). — Son rapport sur le projet de loi portant modification de l'article 9 de la loi du 20 mars 1880 sur le service d'état-major, modifié par la loi du 18 février 1901 et des tableaux annexés à la loi du 28 avril 1900, modifiant, en ce qui concerne les officiers d'administration des services de l'intendance et de santé, les lois des 16 mars 1882 et 1^{er} juillet 1889 sur l'administration de l'armée (I., n° 1610; an., S. de 1915, p. 1423). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi concernant la solde des troupes (I., n° 1641; an., S. de 1915, p. 1457). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la convocation devant une commission de réforme, dans les colonies de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, des hommes qui, appartenant

par leur âge à une classe encore soumise à des obligations militaires, ont été réformés, ajournés, exemptés ou classés dans le service auxiliaire par les conseils de revision ou les commissions de réformé (I., n° 1646 ; an., S. de 1915, p. 1459). — Son rapport sur le projet de loi relatif au recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités (I., n° 1667 ; an., S. de 1916, p. 19). — Son rapport sur la demande de discussion et sur le fond de la proposition de résolution concernant la réglementation des permissions dans la zone des armées (I., n° 1748 ; an., S. de 1916, p. 122). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à utiliser la main-d'œuvre féminine, en remplacement du plus grand nombre possible de militaires, dans les bureaux d'état-major, les organisations de l'intendance et les formations sanitaires (I., n° 1749 ; an., S. de 1916, p. 122). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités (I., n° 2080 ; an., S. de 1916, p. 650). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi de M. Diagne et plusieurs de ses collègues, étendant aux descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal les dispositions de la loi militaire du 19 octobre 1915 (I., n° 2161 ; an., S. de 1916, p. 761). — Son rapport sur : 1° le projet de loi relatif au recrutement des officiers d'administration du cadre actif de l'intendance pendant la durée des hostilités ; 2° la proposition de loi de M. Laurent Eynac tendant à modifier, pendant la durée des hostilités, le mode de recrutement des officiers d'administration du cadre actif des services de l'intendance et de santé (I., n° 2735 ; an., S. de 1916, p. 1737). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à étendre aux caporaux, caporaux-fourriers et soldats le bénéfice de la haute paye (I., n° 2738 ; an., S. de 1916, p. 1741). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 24 avril 1916 relative au recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités (I., n° 3500 ; an., S. de 1917, p. 907). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à réaliser la réorganisation du service de l'intendance (I., n° 3598 ; an., S. de 1917, p. 1055). — Son rapport sur : 1° le projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du

24 avril 1916 sur le recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités ; 2° la proposition de loi de M. Léon Pasqual tendant à modifier la loi du 24 avril 1916 relative au recrutement de l'intendance pendant la durée des hostilités (I., n° 3701 ; an., S. de 1917, p. 1245). — Son rapport sur la proposition de loi relative à la fixation, pour les officiers d'infanterie et d'artillerie coloniales, les fonctionnaires de l'intendance et les officiers du corps de santé des troupes coloniales, d'une péréquation de grades égale à celle des officiers des troupes métropolitaines des armées et services correspondants (I., n° 3702 ; an., S. de 1917, p. 1245) ; Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 4099 rectifié ; an., S. de 1917, p. 2037). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à augmenter la solde journalière des militaires du corps expéditionnaire de Salonique et du Maroc (I., n° 3703 ; an., S. de 1917, p. 1246). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à accorder la solde et l'indemnité représentative de vivres aux militaires envoyés en congé de convalescence à la suite d'accidents survenus ou de maladies contractées dans le service de l'intérieur (I., n° 3704 ; an., S. de 1917, p. 1247) ; Son rapport supplémentaire (I., n° 4178 ; an., S. de 1918, p. 4). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à autoriser les indigènes et sujets français de l'Algérie, du Maroc et des colonies françaises à contracter un engagement volontaire, en temps de paix comme en temps de guerre, dans les corps français de l'armée métropolitaine et coloniale et dans l'armée de mer (I., n° 3727 ; an., S. de 1917, p. 1249). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à étendre le bénéfice de l'indemnité de combat aux troupes combattantes ou non combattantes qui accomplissent leur service sous le feu de l'ennemi (I., n° 3860 ; an., S. de 1917, p. 1411). — Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à modifier les moyens de trésorerie employés aux armées (I., n° 4020 ; an., S. de 1917, p. 1778). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à relever l'indemnité accordée aux engagés spéciaux et aux militaires isolés (I., n° 4021 ; an., S. de 1917, p. 1779). — Son rapport sur le projet de loi complétant la loi du 10 août 1917 relative au recrutement des officiers d'administration du cadre actif de l'intendance et du service de santé pendant la durée

des hostilités (I., n° 4100 ; an., S. de 1917, p. 2037). — Son rapport sur le projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 11 avril 1911 créant pour les officiers la position dite « en réserve spéciale » (I., n° 4101 ; an., S. de 1917, p. 2037). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à une meilleure utilisation des contingents militaires fournis par la colonie de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (I., n° 4177 ; an., S. de 1918, p. 4). — Son rapport sur une proposition de loi concernant les réfugiés des pays envahis (I., n° 4343 ; an. S. de 1918, p. 218). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à compléter la loi du 21 décembre 1916 relative à l'admission des officiers d'administration dans une arme autre que leur d'origine (I., n° 4344 ; an., S. de 1918, p. 218). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à organiser rationnellement la réquisition et l'exploitation des wagons-réservoirs (I., n° 4348 ; an., S. de 1918, p. 225). — Son rapport sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à allouer la solde et l'indemnité de vivres aux militaires des armées bénéficiant de permissions exceptionnelles à l'occasion de la naissance d'un enfant (I., n° 4374 ; an., S. de 1918, p. 273). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'armée, sur la proposition de loi de M. Ernest Lairolle ayant pour objet de mettre à la charge de l'État les surprimes de guerre établies par le décret du 7 septembre 1914 pour les assurances collectives au décès contractées à la Caisse nationale d'assurance au décès par les mutualités militaires des armées de terre et de mer (I., n° 4414 ; an., S. de 1918, p. 363). — Son rapport sur le projet de loi portant réorganisation du corps des gardiens de batterie (I., n° 4417 ; an., S. de 1918, p. 365). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'armée, sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 21 mars 1917 (I., n° 4441 ; an., S. de 1918, p. 389). — Son rapport sur la proposition de loi concernant le relèvement de la solde des sous-officiers à solde journalière, des caporaux, brigadiers et assimilés, soldats et marins (I., n° 4777 ; an., S. de 1918, p. 848). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, complétant la loi du 10 août 1917 relative au recrutement des officiers d'administration du cadre actif de l'intendance et du service de santé pendant la durée des hostilités (I., n° 5105 ; an., S. de 1918, p. 1663). — Son

avis, présenté au nom de la Commission de l'armée, sur le projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (I., n° 5111 ; an., S. de 1918, p. 1666). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 11 avril 1911 créant pour les officiers la position dite « en réserve spéciale » (I., n° 5382 ; an., S. de 1919, p. 118). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'armée, sur : 1° le projet de loi tendant à attribuer aux mobilisés une indemnité de sortie de campagne ; 2° les propositions de loi : de M. Drivet et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder une prime de retour à tous les soldats, caporaux, sous-officiers, des armées de terre et de mer, à leur libération ; de M. Camille Blaisot, tendant à allouer à tous les mobilisés, lors de leur démobilisation, une indemnité de retour de campagne ; de M. Edouard Pouzet, tendant à accorder aux militaires et marins de la grande guerre (1914-1919) de tous grades, appelés ou rappelés, une rente nationale pour services exceptionnels rendus à la Patrie ; de M. Camille Reboul, tendant à accorder à chaque soldat, au moment de sa démobilisation, la propriété entière de tous ses vêtements militaires : uniforme, linge de corps, coiffures et chaussures, et à lui solder son livret de pécule au taux de 1.000 francs ; de M. Peyroux et plusieurs de ses collègues, tendant à faire attribuer une pension de 50 francs, annuelle et viagère, à tout combattant ou assimilé, officier, sous-officier ou soldat, qui, au cours de la guerre 1914-1918, aura été décoré de la croix de guerre ; de M. Joseph Denais, tendant à attribuer à tout mobilisé un titre de rente compensatoire de l'impossibilité où il a été mis de faire œuvre de prévoyance ; de M. Louis Puech et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder une prime de démobilisation à tous les officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer au moment de leur libération ; de M. Frédéric Brunet [Seine], ayant pour objet d'assurer aux mobilisés une indemnité lors de leur renvoi dans leurs foyers ; de M. Fernand Merlin et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une caisse nationale d'allocations et de prêts en faveur des troupes combattantes ; de M. Charles Leboucq, tendant à attribuer au combattant une indemnité de sortie de campagne ; de M. Landry et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une caisse natio-

nale de prêts aux officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer ; de M. Henri Connevoit, tendant à l'allocation d'une indemnité de rentrée aux mobilisés ; de M. Maurice Barrès et plusieurs de ses collègues, tendant à allouer, sous forme de police d'assurance, une prime à tous les combattants et mobilisés ; de M. Pressemane et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une prime de démobilisation (I., n° 5697 ; an., S. de 1919, p. 809) ; son deuxième avis, présenté au nom de la même Commission, sur le même projet et les mêmes propositions de loi (I., n° 5733 ; an., S. de 1919, p. 853). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'armée, sur le projet de loi portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord (I., n° 5816 ; an., S. de 1919, p. 937). — Son rapport sur le projet de loi portant déclassement d'ouvrages de fortification de Lyon (I., n° 6930 ; an., S. de 1919, p. 1110). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (A., S. de 1916, t. unique, p. 744). — Est entendu, comme *Rapporteur* de la Commission de l'armée, dans la discussion de la proposition de loi tendant à soumettre aux obligations militaires les Sénégalais des communes de plein exercice (p. 949 et suiv.). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [Relèvement de la solde des soldats] (p. 1375 et suiv.). — Donne lecture de son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant l'affectation spéciale, en temps de guerre, des hommes mobilisés pères de familles nombreuses (p. 1464). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1742) ; du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1886). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de résolution concernant la solde des troupes (p. 212). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'un projet de loi relatif au recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités (p. 403 et suiv. ; *Amendement de*

M. Eynac à l'article 2, A., S. de 1916, t. unique, p. 406 et suiv. ; *Ensemble du projet de loi*, p. 410). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les organisations et méthodes utilisées pour assurer la défense nationale (p. 1239). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les visites auxquelles sont soumises certaines catégories d'auxiliaires maintenus auxiliaires en application de la loi du 17 août 1915 (p. 1692) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 1700) ; développe cette interpellation (p. 1956 et suiv., 2196 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2077). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation sur l'inégalité des soldes et salaires octroyés aux mobilisés (A., S. de 1917, t. unique, p. 432) ; d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 724, 757) ; de cette proposition de loi modifiée par le Sénat, (p. 2032) ; du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*Son amendement additionnel*, p. 875 et suiv.) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1917 (p. 964) ; du projet de loi tendant à accorder aux personnels civils de l'Etat des allocations temporaires de cherté de vie (p. 1084). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer, dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Son contre-projet*, p. 3234 ; *Retrait*, p. 3235) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (A., S. de 1918, t. unique, p. 2974, 3192, 3225, 3233 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 534, 858). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le recensement, la revision et l'appel de la classe 1919 (A., S. de 1917, t. unique, p. 3829). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 184) ; du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 21 mars 1917 [Indemnité de combat ; constitution du pécule] (p. 904, 935). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi concernant la réorganisation du corps des gardiens de batterie (p. 1221). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le décret

du 5 juin 1918 abrogeant celui du 14 avril 1918 concernant le règlement sur le service intérieur des corps de troupes (A., S. de 1918, t. unique, p. 1813). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives à la libération des vieilles classes (p. 2427). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (*Relèvement de la solde des caporaux et soldats*, p. 2604; *Augmentations de soldes accordées aux officiers et sous-officiers*, p. 2612); d'interpellations concernant : la crise de la vie chère (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 550; le fonctionnement de la démobilisation (p. 611). — Est entendu, comme *Rapporteur* de la Commission de l'armée, dans la discussion de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 762, 786). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1092). — Demande à transformer en interpellation une question concernant une délibération du Conseil municipal de Lyon (p. 1104); développe cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion : d'interpellations concernant l'application de la loi des pensions (p. 2504); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [*Création de nouveaux cantons judiciaires dans la ville de Lyon*, p. 2775]. — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la démobilisation (p. 2913). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3354); du projet de loi relatif à la revision des soldes militaires (p. 3450); du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (p. 3487).

ROHAN (M. le duc DE), *Député de l'arrondissement de Ploërmel [Morbihan]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). — Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (*ibid.*). — Ses rapports, au nom

du 2^e Bureau, sur les élections : de M. Pouzet (Edouard), par l'arrondissement de Rochefort [Charente-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 17); de M. André Hesse, par l'arrondissement de la Rochelle [Charente-Inférieure] (p. 17); de M. Coyard, par l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély [Charente-Inférieure] (p. 17). — Obtient un congé (A., S. de 1915, t. unique, p. 302). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1486).

ROMAZOTTI (M.), *Directeur central des constructions navales*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif aux dépenses non renouvelables de la guerre et de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522).

RONTIN (M.), *Député de l'arrondissement de Nérac [Lot-et-Garonne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du suffrage universel (*ibid.*); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour venir en aide aux victimes de la grêle et de l'orage dans l'arrondissement de Nérac [Lot-et-Garonne] (L., n^o 373; an., S. O. de 1914, p. 2045). — Sa proposition de loi tendant à organiser la production intensive du blé sur les terres laissées sans culture dans la zone de l'intérieur et des armées (L., n^o 3966; an., S. de 1917, p. 1587). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats, appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2096). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'application des décrets relatifs à la taxation des céréales et du pain et à l'organisation du contrôle de la meunerie (p. 2410); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (p. 2411); la développe (A., S.

de 1917; t. unique, p. 2608, 2762). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son amendement concernant les receveurs et contrôleurs des contributions indirectes*, p. 3511). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 468, 473, 540, 549, 632); du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1067); d'un projet de loi sur les encouragements à la culture mécanique (p. 1084). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2862; A., S. de 1917, t. unique, p. 2801; A., S. de 1918, t. unique, p. 17, 308, 1671). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 2440).

ROQUES (M. le général), *Ministre de la Guerre*.

Est nommé *Ministre de la Guerre* [Décret du 16 mars 1916] (J. O., p. 2101). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation relative à la loi portant convocation devant les commissions de réforme, des exemptés, des ajournés et des réformés des vieilles colonies (A., S. de 1916, t. unique, p. 602); du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Ses observations concernant la main-d'œuvre militaire appliquée à l'agriculture*, p. 708 et suiv.; *Amendement de M. de Chappedelaine à l'article premier*, p. 731). — Son allocution relative au décès du lieutenant-colonel Driant, Député de Meurthe-et-Moselle (p. 746). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifiant la limite d'âge des colonels et des officiers généraux (*Discussion générale*, p. 749 et suiv.). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution relative aux nominations d'officiers à titre temporaire (p. 1021). — Prend part à la discussion de la proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre (p. 1127 et suiv.). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, un projet de loi relatif aux funérailles du général Gallieni, ancien Ministre de la Guerre (p. 1184). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre, par la réquisition

des mines et des établissements industriels (A., S. de 1916, t. unique, p. 1185). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la création des conseils de révision aux armées (p. 1197 et suiv.); des interpellations relatives aux sursis et permissions concernant la main-d'œuvre agricole (p. 1681 et suiv.); d'une interpellation sur les sursis en faveur des entrepreneurs de battage et des conducteurs de machines à battre (p. 1747 et suiv.); du projet de loi modifiant les dispositions relatives au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels une position spéciale (p. 1840 et suiv.); d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont données les permissions aux hommes du front (p. 1866 et suiv.); d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer (p. 1877 et suiv.). — Répond à une question relative à une réglementation de la circulation dans la zone des armées (p. 2191). — Est entendu dans la discussion des interpellations relatives à l'utilisation des effectifs militaires (p. 2196 et suiv.).

ROUGER (M.) [Gard]. Voir **HUBERT ROUGER** (M.).

ROULLEAUX-DUGAGE (M.), *Député de l'arrondissement de Domfront [Orne], Secrétaire de la Chambre*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de loi tendant à une meilleure organisation du suffrage universel (I., n° 2618; an., S. de 1916, p. 1593). — Sa proposition de loi tendant à assurer le logement aux familles nombreuses par un dégrèvement proportionnel d'impôts accordé aux propriétaires des immeubles habités par elles (I., n° 4147; an., S. de 1917, p. 2174). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les mesures de représailles qu'il y a lieu de prendre envers

l'ennemi (I., n° 4970 ; an., S. de 1918, p. 1081). — Sa proposition de résolution tendant à la mise en sursis immédiate des mobilisés originaires des villes et régions envahies (I., n° 5208 ; an., S. de 1918, p. 1812). — Sa proposition de résolution tendant à accorder des permissions spéciales aux combattants mobilisés depuis le début des hostilités (I., n° 5209 ; an., S. de 1918, p. 1812). — Sa proposition de résolution tendant à attribuer à chaque chef-lieu d'arrondissement de France des trophées d'armes prises à l'ennemi (I., n° 5277 ; an., S. de 1918, p. 1840). — Sa proposition de résolution tendant à faire rembourser par l'ennemi les frais engagés par les familles des prisonniers français en Allemagne pour leur nourriture et leur entretien (I., n° 5327 ; an., S. de 1918, p. 1945). — Sa proposition de loi tendant à rendre le vote obligatoire (I., n° 6549 ; an., S. de 1919, p. 2167). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux saisies et ventes effectuées en pays ennemis, dans les territoires occupés par l'ennemi et en Alsace-Lorraine (I., n° 3210 ; an., S. de 1917, p. 432). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention franco-belge du 26 avril 1918 relative à la protection contre les actes des autorités ennemies des biens et intérêts privés des ressortissants de l'un des deux pays dans l'autre (I., n° 5061 ; an., S. de 1918, p. 1246). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la publication des procès-verbaux des comités secrets tenus de 1914 à 1918 (I., n° 5662 ; an., S. de 1919, p. 633). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Son amendement, concernant l'impôt général sur le revenu, relatif aux personnes à la charge du contribuable*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 731). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le fonctionnement des services de l'Administration des postes, télégraphes et téléphones (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 7). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1517) ; d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (p. 2051). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 512, 1294, 1517 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 55, 230).

ROUVIER (M. le général), *Directeur de l'infanterie*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508).

ROUX (M.), *Directeur des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes au Ministère de l'Agriculture*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et en farine de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 1146) ; de la proposition de loi ayant pour objet de créer, au Ministère de l'Agriculture, un office central des produits chimiques agricoles (A., S. de 1918, t. unique, p. 530) ; du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (p. 569) ; des crédits provisoires du 2^e trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1238) ; du projet de loi ayant pour objet la protection des appellations d'origine (p. 1937) ; prend part à cette discussion (p. 1947). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de 1919 (p. 2375).

ROUX-COSTADEAU (M.), *Député de la 4^e circonscription de Valence [Drôme]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 35 ; J. O. de 1915, p. 307) ; de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, portant modification de l'article 4 de la loi du 30 mars 1917 [Registre de commerce] (I., n° 6171 ; an., S. de 1919, p. 1601). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à l'émission des valeurs mobilières pendant la durée des hostilités (A., S. de 1916, t. unique, p. 1085). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 (*Disjonction de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1279 ; *Ses observations rela-*

tives au privilège des bouilleurs de cru, A., S. de 1916, t. unique, p. 1313); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1757 et suiv.). — Demande à être entendu sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2546). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2580 et suiv.; *la parole lui est retirée*, p. 2584). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1917 (*Ses observations sur l'ensemble du projet de loi* (A., S. de 1917, t. unique, p. 1483). — Prend part à la discussion du projet de loi portant désignation des marchandises, denrées, fournitures et objets quelconques soumis à la taxe de 10 0/0 par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 (A., S. de 1918, t. unique, p. 730). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxe sur le luxe*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1379); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1919, en vue de l'attribution aux personnels civils de l'Etat de nouvelles avances exceptionnelles de traitement (p. 3048); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3838).

ROY (M. HENRI) [Loiret]. — Voir **HENRI ROY (M.)**.

ROZET (M. ALBIN), *Député de l'arrondissement de Vassy [Haute-Marne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). — Sa proposition de loi ayant pour objet de faciliter

aux militaires et anciens militaires indigènes originaires de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc l'accession à la qualité de citoyens français (I., n° 820; an., S. O. de 1915, p. 302). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, réglementant le régime de l'indigénat en Algérie (I., n° 351; an., S. O. de 1914, p. 2070). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à envoyer une adresse à la Douma (I., n° 1192; an., S. de 1915, p. 852). — Son rapport, au nom du 6^e Bureau, sur l'élection de M. Maginot par l'arrondissement de Barle-Duc [Meuse] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 50). — Donne lecture, en le déposant, de son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, réglementant le régime de l'indigénat en Algérie (p. 657). — Donne lecture de son rapport sur une proposition de résolution tendant à envoyer une adresse à la Douma d'Empire (A., S. de 1915, t. unique, p. 1165). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1385, 1492). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 1294).

ROZIER (M. ARTHUR), *Député de la 2^e circonscription du 19^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation; de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 303). — Sa proposition de résolution tendant à réserver les tribunes établies pour le défilé de la victoire aux blessés, mutilés, veuves et orphelins de guerre, pères et mères de soldats morts pour la Patrie (I., n° 1919; an., S. de 1919, p. 411). — Son rapport ayant pour objet de modifier le rapport de la précédente législature sur la proposition de M. Failliot tendant à modifier la loi du 25 juillet 1891 relative au Mont-de-Piété de Paris (I., n° 1821; an., S. de 1916, p. 237). — Son rapport sur le projet de loi tendant à déroger, en faveur des habitations à bon marché, à l'avant-dernier alinéa de l'article 3 de la loi

du 10 juillet 1894, relative à l'assainissement de Paris et de la Seine (I., n° 3141 ; an., S. de 1917, p. 396). — Ses rapports sur : le projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer quinze centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit à diverses dépenses d'intérêt départemental (S. de 1917 ; Fasc., n° 467) ; le projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer onze centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, pour divers services d'assistance (Fasc., n° 468). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la Ville de Paris à s'imposer, pendant cinq ans, à partir de 1918, soixante centimes additionnels au principal des quatre contributions directes (S. de 1918 ; Fasc., n° 534). — Son rapport ayant pour objet de modifier le rapport de la précédente législature, repris le 2 juillet 1914, sur le projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris, à l'annexion de la zone militaire et au desserrement du casernement et portant approbation des conventions intervenues à cet effet entre l'État et la Ville de Paris (I., n° 5688 ; an., S. de 1919, p. 722). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit au paiement de dépenses annuelles et permanentes et à placer certains fonds en bons du Trésor ou de la Défense nationale (S. de 1919 ; Fasc., n° 548). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la Ville de Paris : 1° à emprunter une somme de un milliard cinq cents millions de francs ; 2° à proroger jusqu'au 31 décembre 1980 la totalité des impositions extraordinaires de soixante et quarante centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont la perception jusqu'au 31 décembre 1922 et 31 décembre 1923 a été autorisée par les lois des 29 mars et 30 octobre 1918 (S. de 1919 ; Fasc., n° 549). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, relatif au régime des jeux (1) (I., n° 6483 ; an., S. de 1919, p. 2080). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Ceccaldi (Pascal) par la 1^{re} circonscription de Vervins [Aisne] (A., S. O. de 1914, t. 2,

p. 7). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Sa disposition additionnelle à l'article 11*, A., S. de 1915, t. 1, p. 247). — Prend part, en qualité de *Vice-Président* de la Commission de l'administration générale, à la discussion : des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins (p. 724 et suiv. ; 734 et suiv.) ; du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1916 (p. 1110) ; d'un projet de loi relatif au traitement du gaz d'éclairage, en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs (p. 1594). — Intervient dans la discussion des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Exonérations et délais : *Reprend un amendement de M. Denais à l'article 12*, A., S. de 1916, t. unique, p. 791 ; *Ses observations relatives à l'article 15*, p. 830 ; *Article 14 bis, présenté par MM. J.-L. Breton et Mauger*, p. 841 ; *Son sous-amendement à cet article*, p. 842), de ce projet de loi modifié par la Sénat (Juridiction et procédure : *Amendement de M. Levasseur à l'article 59*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1666). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 944). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (A., S. de 1917, t. unique, p. 1018). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1067). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats, appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2032) ; des interpellations concernant la renaissance des régions qui ont été victimes de l'invasion (p. 2165). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission*, à la discussion du projet de loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2458, 2475). — Son rapport sur une pétition (p. 3666). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la division de la France en régions économiques (A., S. de 1918, t. unique, p. 2583).

(1) Ce document n'a pas été publié.

— Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1014, 1042, 1096, 1126, 1152, 1161, 1204). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2095). — Est nommé membre de la Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes (p. 2488). —

Prend part, en qualité de *Président de la Commission*, à la proposition de loi modifiant la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (p. 3498 et suiv.). — Demande le renvoi à la Commission d'administration générale du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (p. 3530). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1319).

[Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.]

[Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.]

S

SABIN (M.), *Député de l'arrondissement de Gaillac [Tarn]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287). = Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 2.000.000 francs au Ministre de l'Agriculture pour venir en aide aux agriculteurs et viticulteurs victimes des orages de grêle dans l'arrondissement de Gaillac [Tarn] (L., n° 3794 ; an., S. de 1917, p. 1326). = Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2018). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant le fonctionnement de la démolition (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 581).

SAGOURIN (M.), *Directeur de l'agriculture.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition et du projet de loi concernant la mise en culture des terres abandonnées (A., S. de 1916, t. unique, p. 2832) ; du projet de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 373) ; du projet de loi relatif aux encouragements à la culture du blé (p. 708) ; du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 569) ; du projet et des propositions de loi concernant l'alcool (p. 707) ; du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (A., S. O. de 1919,

t. unique, p. 1009) ; de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1238).

SALAUN (M. le capitaine de vaisseau), *Chef du cabinet du Ministre de la Marine.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif aux dépenses non recouvrables de la guerre et de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522).

SALEMBIER (M.), *Député de la 2^e circonscription de Boulogne [Pas-de-Calais]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 112). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 7 ; J. O. 1914, p. 5126) ; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = S'excuse de son absence (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 922). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 23, 302, 512). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2333).

SARRAUT (M. ALBERT), *Député de la 2^e circonscription de Narbonne [Aude], Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98).

Est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [Décret du 3 août 1914] (J. O. p. 7101) — [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7698).

Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1532; A., S. de 1916, t. unique, p. 1377; A., S. de 1917, t. unique, p. 310).

SARRAZIN (M.), *Député de l'arrondissement de Sarlat [Dordogne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation; de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 500.000 francs destiné à venir en aide aux victimes d'un cyclone qui a sévi dans l'arrondissement de Sarlat [Dordogne] (I., n° 3758; an., S. de 1917, p. 1255). = Son rapport sur la proposition de résolution concernant les autorisations d'ouverture ou de reprise des jeux dans les casinos et établissements ouverts au public (I., n° 5821; an., S. de 1919, p. 945). = Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur les élections : de M. Babaud-Lacroze par l'arrondissement de Confolens [Charente] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 16); de M. Raynard par l'arrondissement de Ruffec [Charente] (p. 16). — Son rapport sur une pétition (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3100). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, t. 2, p. 406; A., S. de 1915, t. unique, p. 350, 986, 1294; A., S. de 1916, t. unique, p. 438, 1190, 2431; A., S. de 1917, t. unique, p. 280, 440, 854, 1762; A., S. de 1918, t. unique, p. 269, 2227, 3089; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 653). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1971; A., S. de 1917, t. unique, p. 1419, 2860; A., S. de 1918, t. unique, p. 54, 1170, 1442; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957).

SAUMANDE (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Périgueux [Dordogne], Questeur de la Chambre*.

Son élection est validée (A., S., O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la

Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la marine de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission de la marine marchande (A., S. de 1918, t. unique, p. 126). = Ses rapports, au nom du 8^e Bureau, sur les élections : de M. Schneider par la 1^{re} circonscription de Belfort [Haut-Rhin] (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 62); de M. Viellard (Louis) par la 2^e circonscription de Belfort [Haut-Rhin] (p. 63). — Est élu *Questeur de la Chambre* (p. 113). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. de 1916, t. unique, p. 3). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 3). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. de 1918, t. unique, p. 3). — Est élu *Questeur de la Chambre* (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 284; A., S. de 1915, t. unique, p. 327, 620, 841, 1878; A., S. de 1916, t. unique, p. 839, 2431, 2724; A., S. de 1917, t. unique, p. 250, 440, 2586; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1170, 1357, 1811, 2083, 3121). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255; A., S. de 1916, t. unique, p. 146, 2452; A., S. de 1917, t. unique, p. 1026, 2855; A., S. de 1918, t. unique, p. 54, 2070, 2425; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 113, 2949).

SCHMIDT (M.), *Député de la 2^e circonscription de Saint-Dié [Vosges]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission des boissons (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682). = Sa proposition de loi tendant à élever la surtaxe des apéritifs (I., n° 262; an., S. O. de 1914, p. 2060). — Sa proposition de loi tendant à l'interdiction de la fabrication et de la vente de l'absinthe (I., n° 263; an., S. O. de 1914, p. 2061). — Sa proposition de loi tendant à la protection contre

la poussière et les mouches des aliments destinés à être mangés crus (I., n° 330; an., S. O. de 1914, p. 2068). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à l'interdiction des boissons alcooliques (I., n° 3383; an., S. de 1917, p. 795). — Son rapport sur : 1° le projet de loi relatif à l'interdiction de la vente en gros et au détail, ainsi que de la circulation, de l'absinthe et des liqueurs similaires; 2° la proposition de loi de M. Henri Schmidt tendant à l'interdiction de la fabrication et de la vente de l'absinthe (I., n° 533; an., S. de 1915, p. 58). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet la restitution des droits perçus sur les absinthes contre justification de l'exportation de ces spiritueux (I., n° 605; an., S. de 1915, p. 160). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Edouard Vaillant et plusieurs de ses collègues, relative à la fabrication et à la vente de la liqueur ou boisson d'absinthe, des liqueurs, apéritifs et vins aromatisés; 2° la proposition de loi de M. Edouard Vaillant et plusieurs de ses collègues, relative à la fabrication, à la circulation et à la vente des liqueurs, apéritifs et vins aromatisés; 3° l'amendement de M. César Trouin au projet de loi relatif à l'interdiction de la vente en gros et au détail, ainsi que de la circulation, de l'absinthe et des liqueurs similaires (I., n° 1053; an., S. de 1915, p. 930). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet, pendant la durée des hostilités et pour des considérations de défense nationale, d'apporter des restrictions à la vente et à la consommation de l'alcool et des boissons alcooliques (I., n° 1165; an., S. de 1915, p. 835); son rapport supplémentaire (I., n° 1211; an., S. de 1915, p. 907). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi de M. Mistral et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article premier de la loi du 16 mars 1915 concernant la fabrication, la vente et la circulation de l'absinthe (I., n° 1239; an., S. de 1915, p. 939). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'hygiène publique, sur : 1° le projet de loi sur le régime de l'alcool; 2° la proposition de loi de M. Edouard Barthe attribuant à l'Etat le monopole de la fabrication de l'alcool; 3° la proposition de loi de M. Emmanuel Brousse tendant à instituer le monopole de l'alcool d'industrie en faveur de l'Etat et à réglementer

la consommation des boissons alcooliques (I., n° 2301; an., S. de 1916, p. 1066). — Son rapport sur le projet de loi fixant des sanctions aux interdictions en matière de vente et de circulation de l'alcool dans une zone déterminée et pendant la durée des hostilités (I., n° 2544; an., S. de 1916, p. 1477); son rapport supplémentaire (I., n° 2577; an., S. de 1916, p. 1488). — Son avis présenté, au nom de la Commission de l'hygiène publique, sur le projet de loi relatif aux mesures à prendre pour protéger contre l'alcoolisme les ouvriers et employés occupés dans les établissements soumis au Code du travail (I., n° 2806; an., S. de 1916, p. 1805). — Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur l'élection de M. de Mackau par l'arrondissement d'Argentan [Orne] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 57). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 642). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. unique, p. 112); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 121, 123, 132, 134, 136; *Articles additionnels concernant les indemnités*, p. 138, 140). — Est entendu, en cette même qualité, dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet la restitution des droits perçus sur les absinthes (p. 143, 144). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Contre-projet de M. Sibille*, p. 188; *Son addition à l'article 10*, p. 243; *Article additionnel de M. Lavoinnie*, p. 276). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (*Son amendement à l'article 4*, A., S. de 1915, t. unique, p. 743; *Son amendement à l'article 5*, p. 748); du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique (*Son addition à l'amendement de M. Sibille relatif à l'article 4*, p. 1303; *Ses amendements : à l'article 8*, p. 1305; *à l'article 11*, p. 1310 et suiv.). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les circulaires relatives à l'accès des militaires dans les cafés, restaurants et débits de boissons (A., S. de 1916, t. unique, p. 159; *Son ordre du jour motivé*, p. 160). — Prend part à la discussion du projet de loi

portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Disjonction de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1281; *Son amendement au paragraphe premier de cet article*, p. 1322; *Le retire*, *ibid.*; *Amendement de M. Paul Morel au paragraphe 4*, p. 1341); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Spécialités pharmaceutiques*, p. 2780). — Ses rapports sur des pétitions (p. 2858). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 228, 2252, 2540; A., S. de 1917, t. unique, p. 1702, 3420; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 6):

SCHMIDT (M.), *Directeur, Chef du service des colonies de l'Océan Indien.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509).

SCHNEIDER (M. CHARLES), *Député de la 1^{re} circonscription de Belfort [Haut-Rhin, territoire de Belfort].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre: de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., 2° S. E. de 1914, t. 2, p. 924).

SCHWEISGUTH (M.), *Directeur général des finances d'Alsace et de Lorraine.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion: du projet de loi concernant l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 691); du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange de ces monnaies (p. 1899).

SEMBAT (M. MARCEL), *Député de la 1^{re} circonscription du 18^e arrondissement de Paris [Seine], Ministre des Travaux publics.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre: de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission des postes et des télégraphes (p. 289); de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur, « M. Malvy » (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de résolution tendant à la distribution aux Chambres du texte complet du traité préparé par la conférence de la paix (I., n° 6144; an., S. de 1919, p. 1408). = Prend part à la discussion: des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 159, 161); du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (p. 250). — Demande à interpellier le Gouvernement sur ses intentions en matière financière (p. 307). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances: *Discussion générale*, p. 603; *Impôt général sur le revenu*, p. 715; *Amendement relatif à la rectification de la déclaration*, p. 759; *Imposition du contribuable taxé d'office*, p. 764, 770; *Taxation après décès du redevable*, p. 786, 788, 792); de ce projet de loi, modifié une cinquième fois par le Sénat (*Discussion générale*, p. 888).

Est nommé *Ministre des Travaux publics* [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7698). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1915, t. unique, p. 915, 927).

Est nommé *Ministre des Travaux publics* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1872 et suiv.; *Garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer*, p. 1900; *Crise des*

transports, p. 1903, 1904, 1905, 1906); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Discussion générale*, p. 1977, 2009 et suiv.; *Contre-projet de M. Paisant*, p. 2068, 2069; *Répartition des combustibles*, p. 2073, 2074, 2076, 2078; *Fixation des prix*, p. 2079, 2080, 2081; *Dispositions générales*, p. 2081, 2082, 2083, 2084). — Répond à une question relative aux communications par voie ferrée entre Paris, Rouen et le Havre (A., S. de 1916, t. unique, p. 570). — Est entendu dans la discussion: d'une interpellation relative à la crise des frets (p. 629); d'une interpellation sur la crise des transports (p. 694 et suiv.); du projet de loi concernant les franchises postales concédées aux troupes en campagne (p. 1012; *Amendements à l'article premier, présentés: par M. Mistral*, p. 1013; *par M. Goust*, p. 1014). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant l'approvisionnement en charbons français des usines fournissant aux communes le gaz, l'eau et l'électricité (p. 1027). — Est entendu: sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à l'amélioration des salaires des agents des compagnies de chemins de fer (p. 1527); sur l'ajournement de la discussion du projet de loi concernant l'adduction à Paris des eaux des sources de la Voulzie, du Durteint et du Dragon (p. 1698); dans la discussion de ce projet de loi (p. 1917 et suiv.); sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant la mise en exploitation des mines de houille (p. 1725). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Augmentation du salaire des cantonniers*, p. 1801 et suiv.; *Usines hydrauliques*, p. 1807 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant une convention relative à des gisements pétrolifères situés dans la province d'Oran (p. 2253, 2257); prend part à la discussion de cette interpellation (p. 2260 et suiv.). — Prend part à la discussion: de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2281 et suiv., 2315, 2329 et suiv.); du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2387 et suiv., 2405 et suiv.).

En qualité de *Député*, prend part à la discussion des interpellations sur le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique, p. 198

et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 627). — Prend part à la discussion: de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 653 et suiv.); des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1411); du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Attribution de 20 0/0 de la taxe de séjour à l'Office national de tourisme*, p. 1478); des ordres du jour motivés, présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1729). — Intervient dans la discussion d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha (p. 2696). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2905). — Parle sur la fixation de la date de la discussion des interpellations sur les affaires en cours (p. 3043). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant la mise en accusation d'un ancien Ministre de l'Intérieur (*Sa motion préjudicielle*, p. 3149; *Sa seconde motion préjudicielle*, p. 3157). — Est entendu: dans la discussion d'interpellations concernant la politique du Gouvernement vis-à-vis de la Russie (p. 3790); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (A., S. de 1918, t. unique, p. 794); sur le renvoi de la prochaine séance au mardi 4 juin 1918 (p. 1453); sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur la situation politique générale et militaire (p. 1468). — Prend part à la discussion: d'une interpellation sur une concession de terrains pétrolifères en Algérie (p. 2221); d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2489). — Est entendu: sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions relatives à l'amnistie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2104); sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de la paix (p. 2157); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à la politique ouvrière du Gouvernement (p. 2246, 2376). — Prend part à la discussion: des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 (*Suppression du Ministère des Régions libérées*, p. 2402); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Affaires étrangères: *Discussion générale*, p. 2836 et suiv.; *Enseignement populaire de la musique*,

p. 2872); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3730, 3926); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3833, 4454); du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (p. 4300, 4329); de la proposition de résolution tendant à l'ouverture de négociations diplomatiques en vue d'obtenir le désarmement de l'Allemagne (p. 4319); de la proposition de loi relative à la Caisse nationale des retraités pour la vieillesse (p. 4521); d'une proposition de loi sur divers amendements à la loi électorale (p. 4523); du projet de loi tendant à rendre applicable au territoire de Belfort la loi du 12 juillet 1919 relative à l'élection des Députés (p. 4726).

SERGEANT (M. CHARLES), *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.*

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances* [Décret du 17 novembre 1917] (J. O., p. 9218). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Motion tendant à surseoir à la discussion*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3509; *Impôts sur les bénéfices de guerre*, p. 3526; *Taxe sur les successions*, p. 3542). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 300); des projet et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (Titre I^{er}. Monopole de l'alcool industriel. *Contre-projet de M. Siegfried*, p. 852). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 935). — Donne lecture, en le déposant, d'un projet de loi tendant au relèvement du prix de vente des poudres de chasse; en demande la discussion immédiate (p. 2228); prend part à la discussion de ce projet de loi (*ibid.*). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi relatif au service des émissions de la défense nationale (p. 2738). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolu-

tion concernant le paiement des bons des pays envahis (A., S. de 1918, t. unique, p. 2942). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 723). — Dépose, avec demande de discussion immédiate, un projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation sur l'Exercice 1919 de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1477). — Dépose, en demandant la discussion immédiate, un projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1498). — Dépose, en demandant la discussion immédiate, un projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 (p. 1499). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2147). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Participation de l'État aux dépenses de collèges*, p. 2880); du projet de loi relatif aux contributions directes de l'Exercice 1920 (p. 3362); du projet de loi sur le régime de l'alcool (p. 3508). — Dépose, sur le Bureau de la Chambre, le projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 3531); est entendu dans la discussion de ce projet de loi (*ibid.*).

SERRE (M.), *Député de l'arrondissement d'Avignon [Vaucluse].*

Son élection est validée (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de la Commission du travail; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236); de la Commission du budget (p. 2707). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit extraordinaire de 200.000 francs, pour venir en aide aux cultivateurs victimes de la grêle dans l'arrondissement d'Avignon [Vaucluse] (I., n° 172; an., S. O. de 1914, p. 1895).

— Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 1 million de francs pour secours aux victimes des inondations du Rhône dans le département de Vaucluse (I., n° 3677; an., S. de 1917, p. 1145). — Sa proposition de résolution tendant à faciliter, aux agriculteurs mobilisés, l'acquisition des chevaux réformés ou inutilisés aux armées (I., n° 5431; an., S. de 1918, p. 2102). — Sa proposition de résolution tendant à faire comprendre le temps passé au service militaire dans le décompte des années de service nécessaires aux employés des chemins de fer pour l'obtention de la retraite (I., n° 5559; an., S. de 1919, p. 102). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit de 2.000.000 francs pour venir en aide aux agriculteurs des arrondissements d'Avignon et d'Orange [Vaucluse], victimes des inondations (I., n° 5584; an., S. de 1919, p. 124). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 800.000 francs pour venir en aide aux habitants de diverses communes des arrondissements d'Avignon et d'Orange [Vaucluse], victimes des inondations (I., n° 5585 an., S. de 1919, p. 121). — Sa proposition de résolution tendant à faciliter l'accès de l'enseignement aux mutilés munis du brevet simple et à les faire débiter comme instituteurs stagiaires (I., n° 6388; an., S. de 1919, p. 2003). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet la modification des articles 110 et suivants du Code de commerce, concernant la lettre de change (I., n° 1992; an., S. de 1916, p. 584). — Son avis, présenté au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, sur le projet et la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (I., n° 2292; an., S. de 1916, p. 1058). — Son rapport sur le projet de loi tendant à la création d'un registre de commerce (I., n° 2946; an., S. de 1917, p. 242). — Son rapport sur le projet de loi concernant la régularisation du décret du 25 juin 1917 portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917, au titre du budget annexe des monnaies et médailles (I., n° 4027; an., S. de 1917, p. 1796). — Son avis, présenté au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, sur le projet de loi tendant à rendre obligatoire la vérification et le contrôle des thermomètres destinés à l'usage médical (I., n° 4076; an., S. de 1917, p. 1980). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de

l'Exercice 1918 [Monnaies et médailles] (I., n° 4114; an., S. de 1917, p. 2490). — Son rapport sur le projet de loi tendant à améliorer la circulation des monnaies d'argent (I., n° 4290; an., S. de 1918, p. 147). — Son rapport sur le projet de loi concernant la régularisation du décret du 27 juillet 1918 portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1918 au titre du budget annexe des monnaies et médailles (I., n° 5389; an., S. de 1918, p. 2069). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Budget annexe des monnaies et médailles] (I., n° 6386; an., S. de 1919, p. 2002). — Son rapport sur la proposition de loi relatif à la frappe de monnaies de billon en bronze de nickel (I., n° 6693; an., S. de 1919, p. 2124). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 14 juillet 1913 relative à l'assistance aux familles nombreuses (I., n° 6880; an., S. de 1919, p. 2701). — Ses rapports, au nom du 7^e Bureau, sur les élections: de M. Ragheboom par la 5^e circonscription de Lille [Nord] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 55); de M. Dubled (Gustave) par la 6^e circonscription de Lille [Nord] (p. 55). — Prend part à la discussion du projet de loi complétant la loi du 16 octobre 1915 relative au ravitaillement de la population civile en blé et en farine (A., S. de 1916, t. unique, p. 968). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi portant attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (*Discussion générale*, p. 2153). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement à l'article premier*, A., S. de 1917, t. unique, p. 220; *retrait*, *ibid*); des interpellations sur le ravitaillement (p. 590); du projet et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (*Discussion générale*, p. 400, 902 et suiv.; *Ses amendements à l'article 6*, p. 936 et suiv.). — Prend part à la discussion: du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1754, 2852, 2978 et suiv., 3028); d'un projet de loi portant ouverture de crédits en faveur des petits commerçants, artisans démobilisés (p. 3065 et suiv.); du projet de loi relatif à la frappe de monnaies de billon en bronze de nickel (p. 3783); en qualité de *Rapporteur* de la Commission du

budget, du projet de loi tendant à améliorer et à unifier les régimes de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3845). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à la réorganisation des chambres d'agriculture (p. 3936). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1853). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 302; A., S. de 1917, t. unique, p. 2196, 2946; A., S. de 1918, t. unique, p. 97, 1049, 1671; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 387, 1019, 2267, 3263).

SEYDOUX (M.), *Député de la 2^e circonscription de Cambrai [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 213). — Président du 2^e Bureau (F. n° 35; J. O., de 1915, p. 307). — Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des mines, (p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 303). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux engagements, depuis le 1^{er} août 1914, dans l'armée française, au titre de la légion étrangère, des sujets non naturalisés appartenant à des nations en état de guerre avec la France et ses alliés (I., n° 1164; an., S. de 1915, p. 834). — Son rapport sur le projet de loi autorisant temporairement l'admission dans l'armée active des médecins et pharmaciens aides-majors de réserve (I., n° 1257; an., S. de 1915, p. 831). — Son rapport, sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi, tendant à permettre de titulariser dans l'armée active, avec leur grade, les anciens élèves de l'École centrale des arts et manufacturés et de l'École nationale supérieure des mines officiers de réserve (I., n° 1545; an., S. de 1915, p. 1363). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à organiser la récupération complète, sur le front des armées et à l'intérieur, de tous les déchets utilisables et objets mis au rebut par les troupes (I., n° 1899; an., S. de 1916, p. 389). — Son rapport sur : 1^o le projet de loi sur le recrute-

ment des sous-agents techniques des poudres pendant la durée des hostilités; 2^o la proposition de loi de M. Amiard sur le recrutement des agents techniques des poudres pendant la durée des hostilités (I., n° 2038 an., S. de 1916, p. 625). — Son rapport sur le projet de loi portant modification de l'article 18 de la loi du 25 mars 1914 relative à la création d'un corps d'ingénieurs militaires et de corps d'agents et de sous-agents militaires des poudres (I., n° 2039; an., S. de 1916, p. 625). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 6 juillet 1912 concernant les aides-majors (I., n° 2996; an., S. de 1917, p. 133). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (A., S. de 1917, t. unique, p. 1707). — S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. 1, p. 81, 1066, 1415; A., S. de 1917, t. unique, p. 2489; A. S. de 1918, t. unique, p. 76). — Obtient des congés (A., S. 1917, t. unique, p. 1811). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2259).

SIBILLE (M. MAURICE), *Député de la 2^e circonscription de Nantes [Loire-Inférieure]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Président du 9^e Bureau (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5965). — Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des douanes (A., S. de 1915, t. unique, p. 637); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre deux membres de la Chambre « MM. Caillaux, Loustalot » (F. n° 378; J. O. de 1917, p. 10179); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot, (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa proposition de loi relative au régime des admissions temporaires et autres importations de marchandises ou objets en franchise de droits et à charge d'exportation (I.

n° 4155; an., S. de 1917, p. 2176). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 33 de la loi du 31 juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local (I., n° 1804; an., S. de 1916, p. 202). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier les dates de mise en vigueur des dispositions financières stipulées aux articles 10, 15 et 16 de la convention annexée au décret du 20 juillet 1907, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement du tramway d'Aucenis à Erbray et du raccordement de la Grenouillère à la place des Terrasses, à Châteaubriant (I., n° 1897; an., S. de 1916, p. 379). — Son rapport sommaire, sur la demande de discussion immédiate, de la proposition de loi tendant à réduire, pendant la durée des hostilités, les droits de douane sur la morue (I., n° 2134; an., S. de 1916, p. 691). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à réduire, pendant la durée des hostilités, les droits de douane sur la morue (I., n° 2268; an., S. de 1916, p. 942). — Son rapport sur la proposition de loi relative au régime des admissions temporaires et autres importations de marchandises ou objets en franchise de droits et à charge d'exportation (I., n° 5708; an., S. de 1919, p. 815). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 [Partie XII. — Ports, voies d'eau et voies ferrées] (I., n° 6672; an., S. de 1919, p. 453). — Ses rapports, au nom du 8^e Bureau, sur les élections : de M. Goude par la 2^e circonscription de Lyon [Rhône] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 63); de M. Marietton par la 6^e circonscription de Lyon [Rhône] (p. 64). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Son contre-projet*, A., S. de 1915, t. unique, p. 183, 184, 187, 189; *Article premier*, p. 208; *Amendement de M. Léon Perrier tendant à la suppression de l'article 6*, p. 216, 218; *Amendement de la Commission des boissons à l'article 6*, p. 226; *Disposition additionnelle de M. Lorient au paragraphe premier de l'article 8*, p. 243; *Suppression du paragraphe 2 de l'article 11*, p. 245; *Sa disposition additionnelle à l'article 13*, p. 273; *la retire*, p. 274; *Son article additionnel 12 bis*, ibid.; *Sa motion tendant à la disjonction des nouveaux textes groupés sous le titre III*, p. 280). — Prend part à la discussion : des propositions de loi concernant les plans d'extension d'aménagement et d'embellissement

des villes, la revision et l'extension des routés et chemins (A., S. de 1915, t. unique, p. 721 et suiv.; *Son amendement à l'article 7*, p. 749; *Ses observations sur l'article 8*, p. 750); d'une proposition de loi, adopté par le Sénat, concernant la zone de servitude des cimetières dans les villes (*Son amendement*, p. 769). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de loi tendant à soumettre aux obligations militaires les Sénégalais des communes de plein exercice (p. 950); du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à réglementer l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 1086; *Son amendement concernant la récidive*, p. 1094; *Son amendement au premier paragraphe de l'article 2*, p. 1096; *Privation du droit de vote et d'éligibilité*, p. 1098; *Son addition relative à la déchéance paternelle*, p. 1099; *Son amendement à l'article 4*, p. 1301 et suiv.; *Son amendement à l'article 5*, p. 1303; *à l'article 7*, p. 1304; *Son amendement à l'article 8 relatif à la vente à crédit des liqueurs alcooliques*, ibid.; *Amendement de M. Jobert au même article*, ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (*Son amendement concernant les blés et farines embarqués avant le 5 août 1915*, p. 1175; *Pénalités*, p. 1193); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Ses observations sur la rédaction de l'article premier*, p. 1217; *Son amendement à l'article 5*, ibid.; *Amendement de M. Puech à l'article 10*, p. 1221). — Demande le renvoi à la Commission de la législation civile et criminelle d'une proposition de loi concernant la fabrication, la vente et la circulation de l'absinthe (p. 1319). — Est entendu sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 1510). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1548, 1618 et suiv.); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1682, 1750); d'une proposition de loi relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre (p. 1819); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Fixation des prix*, p. 2080; *Dispositions générales*, p. 2082). —

Prend part part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfiques de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Amendement de M. Lairolle à l'article premier*, A., S. de 1916, t. unique, p. 241; *Sa disposition additionnelle à cet article*, p. 244; *la retire*, p. 245; *Son amendement au premier alinéa de l'article 2 relatif au calcul de la contribution*, p. 258). — Prend part à la discussion : des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Ses amendements à l'article 6*, p. 471 et suiv.; *Ses observations relatives à l'article 9*, p. 473; *Son amendement à l'article 10*, *ibid.* Exonérations et délai: *Son amendement tendant à la suppression de l'article 25*, p. 887. Juridiction et procédure; *Amendement de M. Levasseur à l'article 45*, p. 949; *Son amendement à l'article 50*, p. 970); des projet et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Ses observations concernant : l'article 2*, p. 1104; *l'article 4 bis*, p. 1114 et suiv.; *l'article 7*, p. 1136). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1238 et suiv.). — Son ordre du jour motivé, présenté de concert avec MM. Paul Beauregard, l'amiral Bienaimé et autres Députés, à la suite de la discussion d'interpellations en Comité secret (p. 1294). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Nouveau texte de la Commission*, p. 1581; *Contre-projet de M. Dubois*, p. 1583 et suiv.); de la proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Amendement de M. André Hesse à l'article premier*, p. 1659; *Son amendement*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1909); du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (A. S. de 1916, t. unique, p. 2395). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2570 et suiv.); du projet de loi concernant l'attribution, aux agents des chemins de fer, d'allocations complémentaires (*Amendement de M. Bedouce*, p. 2845). — Prend part à la discussion : du projet et de la proposition de loi relatifs à la réforme du régime des entrepôts (*Son amendement*, A., S. de 1917, t. unique, p. 930; *retrait*,

p. 931; *Son amendement à l'article premier*, *ibid.*; *Son article 2 bis nouveau*, *ibid.*); du projet de loi tendant à accorder aux personnels civils de l'Etat des allocations temporaires de cherté de vie (p. 1084). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus [Impôt sur les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères] (*Ses observations sur l'article 24*, p. 1890). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant le ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1946). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2964). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Taxes sur les successions*, p. 3559; *Affirmation sous serment*, p. 3564; *Ses observations visant les références aux anciennes lois*, p. 3639; *Ses amendements concernant la taxe de 10 0/0 en payement des objets de luxe*, p. 3646, 3647); du projet de loi tendant à la constitution d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et à la suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (*Son amendement*, p. 3718). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (A., S. de 1918, t. unique, p. 549); du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 993, 1063); du projet de loi concernant l'exportation des capitaux et l'importation des titres (p. 1088); du projet de loi relatif à une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France (p. 1227). — Son rapport sur une pétition (p. 1805). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et entreprises industrielles (p. 2391). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget des services civils de l'Exercice 1918 (*Payement de l'impôt sur le revenu pour l'Exercice 1918*, p. 2466); d'un projet de loi, adopté

par le Sénat, modifiant la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (A., S. de 1918, t. unique, p. 2536). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 août 1916 [Répression de la spéculation] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 339, 414, 416); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels (p. 686 et suiv.); des propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 706, 747, 833, 872, 960, 990); d'une proposition de loi tendant à instituer des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose pulmonaire (p. 900); du projet de loi concernant le déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1161, 1203). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1733, 1759). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1804). — Prend part à la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1816, 1833); d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2272); d'une interpellation sur la grève du personnel des raffineries (p. 2239); du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2259). — Est entendu dans la discussion : des crédits provisoires du mois de juillet 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Organisation de maisons d'étudiants*, p. 2631); d'une proposition de loi relative aux locations verbales contractées entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 (p. 2678); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3665); est entendu dans la discussion de ce projet de loi en qualité de *Rapporteur des ports, voies d'eau et voies ferrées* (p. 3846 et suiv.); du projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement des actes d'avances sur titres (p. 3749); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3755, 4418); du projet de loi concernant les chemins de fer du Sud de la France (p. 3902, 4034); de propositions de résolution tendant à la publication des comités secrets tenus de 1914 à 1918 (p. 4496); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4729). — Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 1262).

SIBUET (M.), Député de l'arrondissement d'Albertville [Savoie].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Membre de la Commission des comptes définitifs (A., S. de 1917, t. unique, p. 1586). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 820; A., S. de 1916, t. unique, p. 1612; A., S. de 1917, t. unique, p. 556, 2483; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 449).

SIEGFRIED (M.), Député de la 4^o circonscription du Havre [Seine-Inférieure].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). — Président du 9^e Bureau (F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857). — Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des douanes (A., S. de 1918, t. unique, p. 2442). — Sa proposition de loi concernant la réparation des dégâts de la guerre (I., n° 719; an., S. de 1915, p. 249). — Sa proposition de loi relative au règlement de la succession des victimes de la guerre (I., n° 943; an., S. de 1915, p. 471). — Sa proposition de loi tendant à faciliter l'application aux mutilés et blessés pensionnés, et aux veuves et enfants pensionnés des militaires tués à l'ennemi ou morts des suites de leurs blessures ou de maladies contractées au cours des hostilités, des lois sur les habitations à bon marché, la petite propriété, les petites exploitations rurales et le crédit immobilier (I., n° 1958; an., S. de 1916, p. 529). — Sa proposition de loi concernant la reconstitution des propriétés foncières entre les habitants des communes ravagées par la guerre (I., n° 3158; an., S. de 1917, p. 403). — Ses allocutions en qualité de Président d'âge (I., n° 4173; an., S. de 1918, p. 1; I., n° 5515, an., S. O. de 1919, p. 1). — Sa proposition de loi ayant pour objet le développement des affaires françaises à l'étranger, par la création d'une société d'expansion commerciale (I., n° 4642; an., S. de 1918, p. 570). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (I., n° 557 et annexe, p. 146; an., S. de 1915, p. 77). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons

(I., n° 1155; an., S. de 1915, p. 830). — Donne connaissance d'un avis de la Commission du budget sur le projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 156); prend part, comme *Rapporteur* de la Commission d'hygiène, à la discussion de ce projet de loi (*Motion d'ajournement de M. Dansette*, p. 158; *Demande la déclaration de l'urgence*, p. 159; *Contre-projet de M. François-Fournier*, p. 183; *Contre-projet de M. Sibille*, p. 189; *Son rapport verbal sur ce contre-projet*, p. 208; *Suppression du 7^e alinéa de l'article premier*, p. 210; *Amendement de M. Durandy*, p. 211; *Amendement de M. Eugène Laurent*, p. 212; *Article 4*, p. 213; *Amendement de M. Ernest Lafont à cet article*, p. 214; *Amendement de M. Léon Perrier tendant à la suppression de l'article 6*, p. 215; *Amendement de M. Lefas à cet article*, p. 221; *Amendement de M. Mistral au paragraphe 3 de l'article 6*, p. 225; *Amendement de M. Léon Perrier au même paragraphe*, p. 237; *Suppression du paragraphe 2 de l'article 11*, p. 244; *Disposition additionnelle de M. Ernest Lafont à cet article*, p. 247; *Disposition additionnelle de MM. Rozier, Aubriot et autres Députés à l'article 11*, p. 249; *Disposition additionnelle de M. Paisant au même article*, p. 253; *Article additionnel 12 bis présenté par M. Sibille*, p. 274; *Disjonction des nouveaux textes groupés sous le titre III*, p. 280; *Article additionnel de M. Jobert*, p. 282). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ratifiant un décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (*Son amendement*, p. 316, 318; *le retire*, p. 319; *Son second amendement*, p. 320). — Prend part à la discussion des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes (*Ses amendements à l'article 2*, p. 734; *Son amendement à l'article 4*, p. 744; *Ses amendements à l'article 7*, p. 750). — Est entendu, comme *Rapporteur* de la Commission de l'hygiène publique, dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Amendement de M. Puech à l'article 10*, p. 1220; *Son rapport verbal sur cet amendement*, p. 1299). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1476 et suiv.). — Intervient dans la discussion des interpellations sur les

marchés de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1933). — Est entendu dans la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Discussion générale*, p. 2042 et suiv.; *Répartition des combustibles*, p. 2070, 2071). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations concernant les circulaires relatives à l'accès des militaires dans les cafés-restaurants et débits de boissons (A., S. de 1916, t. unique, p. 160). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Son amendement relatif à la perception des taxes sur les denrées coloniales*, p. 2770). — Est entendu dans la discussion des interpellations relatives aux affaires dites « des carbures » (A., S. de 1917, t. unique, p. 363). — Adresse une question au Ministre du Commerce sur le décret du 22 mars 1917 prohibant l'importation de toutes les marchandises d'origine ou de provenance étrangère (p. 1026 et suiv.); prend part à la discussion de cette question transformée en interpellation (p. 1120; *Son ordre du jour motivé*, p. 1121). — Est nommé membre de la Commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (p. 1494). — *Président, doyen d'âge*. Préside, en cette qualité, la séance du 8 janvier 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 1). — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 2). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 498); des projet et des propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Son contre-projet*, p. 848). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1538). — *Président, doyen d'âge*. Préside, en cette qualité, la séance du 14 janvier (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1). — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 2). — Annonce à la Chambre le décès de M. Turmel, Député des Côtes-du-Nord (*ibid.*). — Son allocution en annonçant à la Chambre le décès de M. Dreyt, Député des Hautes-Pyrénées (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1133); d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (p. 1994). — Est nommé

membre de la Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2188). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant le suffrage des femmes (p. 4380). — Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3121).

SIMIAND (M.), *Chef du cabinet du Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi sur le régime des productions de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 482).

SIMON (M. HENRY), *Député de la 1^{re} circonscription de Castres [Tarn], Ministre des Colonies.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 204). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 11 ; J. O. de 1914, p. 5370 ; F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies ; de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du budget (A., S. de 1915, t. unique, p. 1575). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation du protocole additionnel à la Convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 13 novembre 1908, signé à Berne, le 20 mars 1914, par les plénipotentiaires des dix-huits États participant à cette union internationale (I., n° 1019 ; an., S. de 1915, p. 600). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à compenser, en faveur des agents du Département des Affaires étrangères, les pertes au change subies hors de France pendant la guerre (I., n° 3881 ; an., S. de 1917, p. 1418).

Est nommé *Ministre des Colonies* [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9179). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la situation financière et administrative en Afrique occidentale française (A., S. de 1918, t. unique, p. 419). — Prend

part à la discussion du budget ordinaire des dépenses civiles de l'Exercice 1918 (Colonies : *Adhésion des colonies et pays de protectorat français à l'Institut international agricole de Rome ; culture du coton dans les colonies françaises*, p. 656). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le développement de la production du sucre aux Antilles et à la Réunion et sur les relations de ces colonies avec la métropole (p. 802). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1550) ; du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1571) ; du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (Article additionnel concernant l'extension de l'émission et de la circulation des billets de la Banque de la France au domaine colonial de la France, p. 1959). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 3051). — Demande la discussion immédiate du projet de loi concernant la prorogation pour un an du privilège des banques coloniales (p. 3102). — Prend part à la discussion : du projet de loi relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'État (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 373) ; du projet de loi portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion (p. 378) ; de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 784). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Administration des services civils de l'Indochine*, p. 1345 ; *Originaires de l'Inde habitant l'Indochine*, ibid. ; *Naturalisation des Annamites*, p. 1346) ; du projet de loi portant affectation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 2960) ; d'une proposition de résolution tendant à interpréter l'article 24 du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4344). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 428, 2797).

SIMON (M. PAUL) [Finistère]. — Voir **PAUL SIMON (M.)**.

SIMONET (M. LOUIS), *Député de la 1^{re} circonscription d'Épinal [Vosges]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du suffrage universel (p. 289); de la Commission de l'armée (A., S. de 1916, t. unique, p. 168); de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707); de la Commission du travail (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi concernant les patentés des camps retranchés et des places fortes (I., n° 2201; an., S. de 1916, p. 883). = Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons (A., S. de 1915, t. unique, p. 1074, 1075). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1413); dans la discussion d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (p. 1436). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations sur l'aviation militaire (A., S. de 1916, t. unique, p. 59). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 531); des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Dispositions générales : *Ses observations sur l'article 55*, p. 1030). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Sa motion tendant à la suppression des boissons alcooliques de la buvette de la Chambre*, p. 1283; *Ses observations concernant le privilège des bouilleurs de cru*, p. 1311 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1775); du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Garden au 6^e alinéa de l'article 5*, p. 1988; *Observations concernant l'article 9*, p. 2074); de ce projet de loi modifié par le Sénat, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 247). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxe sur les distinctions honorifiques et décorations obtenues au titre civil*,

A., S. de 1916, t. unique, p. 2731; *Taxe de guerre*, p. 2807). — Prend part à la discussion : de diverses interpellations sur le ravitaillement (A., S. de 1917, t. unique, p. 610); de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1110); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Allocations aux femmes de mobilisés*, p. 1442); de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes, des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'armée active (p. 2091); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2304). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution tendant à établir une poudre de chasse (p. 2972). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (A., S. de 1918, t. unique, p. 317). — Est entendu dans la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Instruction publique : *Maîtres surveillants des lycées*, p. 650); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 911; *Ses amendements*, p. 931, 937). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1561); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 1569); d'une interpellation sur l'organisation du matériel de transport des denrées alimentaires et spécialement du matériel des wagons-réservoirs (p. 1862); du projet de loi tendant à la création d'une école nationale professionnelle à Épinal (p. 2063); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Indemnités de vol aux aviateurs*, p. 2198); du projet de loi tendant au relèvement des prix de vente des poudres de chasse (p. 2228); d'une interpellation sur les mesures à prendre pour atténuer la cherté de la vie (p. 2369). — Prend part à la

discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 495); d'une proposition de résolution concernant les étudiants mobilisés (p. 1573); de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1759). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1812); d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2271); d'une proposition de loi relative à l'établissement d'une contribution spéciale à l'occasion des fêtes de la victoire (p. 3015); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels pour l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (p. 3057, 3079 et suiv. ; 3167 et suiv. ; 3215); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 4176); du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3148, 3232). Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 3219). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, instituant un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 3545); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés et de la proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (p. 3170, 4443). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 368; A., S. de 1918, t. unique, p. 54, 2505, 2864; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3381).

SIMONIN (M. le médecin-inspecteur), *Adjoint technique au Sous-Secrétaire d'Etat du Service de santé militaire.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée (A., S. de 1917, t. unique, p. 2154).

SIMYAN (M.), *Député de la 2^e circonscription de Mâcon [Saône-et-Loire].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). — Président du 5^e Bureau (F. n° 3, J. O. de 1914; p. 4961); président du 8^e Bureau (F. n° 21, J. O. de 1914, p. 5965). — Membre : de la Commission des boissons (F. n° 11, J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192); de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (p. 288); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur « M. Malvy » (F. n° 367, J. O. de 1917, p. 9455). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internationale de San Francisco (L., n° 195; an., S. de 1914, p. 1917). — Son rapport sur le projet de loi portant acceptation définitive de la donation consentie à l'Etat par M. Auguste Rodin (L., n° 2432; an., S. de 1916, p. 1305). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, d'un crédit de 10.813 francs en vue de la création d'un musée Rodin (L., n° 2433; an., S. de 1916, p. 1308). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant acceptation définitive des donations consenties à l'Etat par M. Auguste Rodin (L., n° 2763; an., S. de 1916, p. 1750). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Beaux-Arts] (L., n° 4123; an., S. de 1918, p. 2507). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Beaux-Arts] (L., n° 6402; an., S. de 1919, p. 2006). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts, sur : 1^o le projet de loi relatif à l'enseignement technique, industriel et commercial, et les diverses propositions de loi ayant le même objet; 2^o la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial (L., n° 6435; an., S. de 1919, p. 2040). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts, sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements du personnel scienti-

fique et enseignant au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [Services de l'Instruction publique] (I., n° 6440; an., S. de 1919, p. 2042). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (*Discussion générale*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 237). — Est entendu, comme *Rapporteur* de la Commission des crédits, dans la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internationale de San Francisco (p. 496, 500). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de finances : *Conserveurs des hypothèques*, p. 647; *Son sous-amendement relatif à la suppression de l'impôt de la licence*, p. 651, 653). — Est entendu, comme *Président* de la Commission des boissons, dans la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Contre-projet de M. Sibille*, A., S. de 1915, t. unique, p. 189; *Alinéa 4^e de l'article premier*, p. 209; *Amendement de M. Léon Perrier tendant à la suppression de l'article 6*, p. 219; *Amendement de M. Lefas à cet article*, p. 224). — Demande le renvoi à la Commission des boissons du projet de loi concernant le régime de l'alcool (p. 1288). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les marchés de la guerre (p. 1533); développe cette interpellation (p. 1837 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 1946 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de la nomination de la Commission des marchés (p. 1974). — Lettre par laquelle, en sa qualité de *Président* de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts, il demande les pouvoirs d'enquête pour cette Commission (A., S. de 1916, t. unique, p. 228). — Prend part, en cette même qualité, à la discussion d'une proposition de loi tendant à avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre (*Contre-projet de M. l'amiral Bienaimé*, p. 942 et suiv.). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (p. 1596). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi portant acceptation définitive de la donation consentie à l'Etat par M. Auguste Rodin (p. 1712 et suiv.). — Est entendu sur la demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 2656). — Lettre par laquelle, en qualité de *Président* de la Commission des marchés, il demande les pouvoirs

d'enquête pour cette Commission (A., S. de 1916, t. unique, p. 2656). — Est entendu sur la nomination de la Commission chargée de l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2676 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxe sur le prix des places des spectacles*, p. 2742). — Lettre par laquelle, en qualité de *Président* de la Commission des marchés, il demande que les dispositions de la loi du 23 mars 1914 soient applicables à l'enquête entreprise par cette Commission (p. 2863). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. de 1917, t. unique, p. 7, 1919). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Son amendement modifiant les taxes sur les théâtres*, p. 836). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'interpellations concernant la politique du Gouvernement vis-à-vis de la Russie (p. 3799). — Est nommé membre du Conseil supérieur de l'Office national des pupilles de la nation (A., S. de 1918, t. unique, p. 126). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Beaux-Arts, en qualité de *Rapporteur*, *Suppression du bureau des théâtres*, p. 820); du projet de loi relatif à la consommation, en temps de guerre, du papier et des matières entrant dans sa fabrication (p. 1224). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le consortium des métaux et la mobilisation des usines (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 823). — Est nommé membre : de la Commission spéciale de la reconstitution des édifices civils ou culturels endommagés par les opérations militaires (p. 2154); du Comité de surveillance et de contrôle de la liquidation des stocks (p. 2311). — Son rapport verbal sur le projet de loi concernant les fêtes de la victoire (p. 2712); prend part à la discussion des conclusions (p. 2714). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3083 et suiv., 3168 et suiv., 3185 et suiv., 3208 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement (p. 3276). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit en vue de la préparation d'une ex-

position internationale des arts décoratifs modernes, prévue pour 1922 (p. 4800). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 118; A., S. O. de 1916, t. unique, p. 2862; A., S. de 1917, t. unique, p. 230, 2512, 2555; A., S. de 1918, t. unique, p. 1968). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 612; A., S. de 1917, t. unique, p. 250, 481, 2584, 2855; A., S. de 1918, t. unique, p. 371, 843, 1269, 1600; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 405, 871, 1983, 2476, 2726).

SIREYJOL (M.), *Député de l'arrondissement de Nontron [Dordogne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 35; J. O. de 1915, p. 307); de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 289); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968); de la Commission des mines (*ibid.*). = Son rapport, au nom du 11^e Bureau, sur l'élection de M. Paul Bluysen, par l'Inde française (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 274). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1917 (*Secours aux soldats sans famille*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2517). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 350, 512, 620; A., S. de 1916, t. unique, p. 1306, 2800; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2023).

SIXTE-QUENIN (M.), *Député de l'arrondissement d'Arles [Bouches-du-Rhône]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du suffrage universel (*ibid.*); de la Commission de l'administration générale (A., S. de 1915, t. unique, p. 637). = Sa proposition de loi relative à l'amnistie (I., n° 179; an., S. O. de 1914, p. 1895). — Sa proposition de loi tendant à

fixer les conditions d'application du décret du 29 août 1914 relatif à la prorogation des échéances et au retrait des dépôts-espèces dans les banques et les établissements de crédit (I., n° 1150; an., S. de 1915, p. 826). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à une meilleure utilisation des hommes mobilisés (I., n° 1818; an., S. de 1916, p. 233). — Sa proposition de loi organisant la déclaration, la réquisition et la répartition des denrées et du charbon (I., n° 3309; an., S. de 1917, p. 692). — Sa proposition de loi ayant pour but l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités des chemins de fer d'intérêt général (I., n° 4381; an., S. de 1918, p. 272). = Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de fixer à 50/0, pendant la durée de la guerre, le taux maximum de l'intérêt des prêts sur titres consentis avant la mobilisation (I., n° 2926; an., S. de 1917, t. 47). = Ses rapports, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection : de M. Galichet, dit Galli, par la 2^e circonscription du 4^e arrondissement de Paris, [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 70); de M. Painlevé, par la 1^{re} circonscription du 5^e arrondissement de Paris (*ibid.*). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence, une proposition de loi relative à l'amnistie (p. 351); développe les motifs de l'urgence (*ibid.*). — Dépose, en demandant la déclaration de l'urgence et la discussion immédiate, un projet de résolution concernant des mesures de grâce à prendre envers certains citoyens (p. 820); développe les motifs de l'urgence (p. 821); le retire (p. 836). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi concernant la prorogation des échéances des effets de commerce (A., S. de 1915, t. unique, p. 954, 955); au cours de la discussion de cette proposition de loi (p. 1234). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéficiaires de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Amendement de M. Landry à l'alinéa 8^o de l'article 2*, p. 268; *Son amendement au paragraphe 7*, *ibid.*); du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les élèves ecclésiastiques*, A., S. de 1917, t. unique, p. 289 et suiv.). — Est entendu pour un fait personnel (p. 297). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 4^e trimestre 1917 (*Son*

article nouveau relatif à la retraite des employés des chemins de fer, A., S. de 1917, t. unique, p. 2572) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Son article additionnel concernant certains employés de chemins de fer*, p. 3654).

SORRIAUX (M.), *Député de la 5^e circonscription de Béthune [Pas-de-Calais]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Obtient un congé (A., S. de 1915, t. unique, p. 484). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2070).

SOUBIGOU (M.), *Député de la 3^e circonscription de Brest [Finistère]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126) ; de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Planche (Gilbert), par l'arrondissement de Briançon [Hautes-Alpes] (p. 105). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 169). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 924).

STÉEG (M.), *Sénateur, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, puis Ministre de l'Intérieur*.

Est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2254). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (A., S. de 1917, t. unique, p. 862) ; du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (Dispositions générales : *Observations concernant l'article premier*, p. 1956 ; *Amendement de M. Lamy à l'article premier*, p. 1966 ; *Amendement de*

M. Porteu à l'article 4, A., S. de 1917, t. unique, p. 1967. Des mesures juridiques de protection prises en faveur des pupilles de la nation : *Amendement de M. Jules Delahaye au paragraphe 3 de l'article 22*, p. 2020 ; *Dispositions complémentaires* ; *Amendement de M. Lerolle à l'article 28*, p. 2024 ; *Observations relatives à l'article 33*, p. 2025).

Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 12 septembre 1917] (J. O., p. 7228). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons (p. 2455, 2474) ; du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Fonctionnaires appartenant aux régions envahies depuis 1914*, p. 2522 ; *Indemnité de trousseau et de livres à certains élèves des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices* ; *Création de bourses dans les cours complémentaires* ; *Frais de suppléance d'instituteurs et d'institutrices* ; *Reclassement*, p. 2546).

STERN (M. JACQUES), *Député de l'arrondissement de Castellane [Basses-Alpes]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Secrétaire du 11^e Bureau (F. n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des pensions civiles et militaires, p. 289) ; de la Commission des douanes (A., S. de 1915, t. unique, p. 637) ; de la Commission des marchés (p. 2026) ; de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130) ; de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 40.000 francs, pour venir en aide aux victimes de la grêle dans l'arrondissement de Castellane [Basses-Alpes] (I., n° 316 ; an., S. O. de 1914, p. 2024). — Sa proposition de loi tendant à la création d'une Caisse nationale de crédit mobilier (I., n° 503 ; an., S. de 1915, p. 14). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à instituer, entre les puissances

alliées une Société financière des nations, qui répartirait entre elles, proportionnellement à leurs populations et à leurs forces de contribution respectives, les charges fiscales qui couvriront les dépenses occasionnées par la guerre (I., n° 5344; an., S. de 1918, p. 2015.) — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à organiser une loterie nationale au profit des anciens combattants (I., n° 6593; an., S. de 1919, p. 2270). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation fiscale, sur le projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France [Dispositions relatives aux bénéficiaires de la guerre] (I., n° 4648; an., S. de 1918, p. 575). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à instituer entre les puissances alliées une Société financière des nations, qui répartirait entre elles, proportionnellement à leurs populations et à leurs forces de contribution respectives, les charges fiscales qui couvriront les dépenses occasionnées par la guerre (I., n° 5616; an., S. de 1919, p. 466). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation fiscale, sur la proposition de résolution de M. Vincent Auriol et plusieurs de ses collègues, concernant la réparation, par priorité, des dommages de guerre et la répartition des charges entre les puissances alliées et associées (I., n° 7011; an., S. de 1919, p. 2939). — Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau, sur les élections : de M. Albert-Poulain par la 2^e circonscription de Mézières [Ardennes] (A., S. de 1914, t. 2, p. 10); de M. Demoulin par l'arrondissement de Rocroi [Ardennes] (p. 106); de M. Charpentier par l'arrondissement de Sedan [Ardennes] (p. 107). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 0/0 amortissables (*Son contre-projet*, p. 241, 243; *retrait*, p. 244). — Est entendu sur l'urgence d'une proposition de loi portant établissement de l'impôt automatique sur le revenu par l'extension du timbre proportionnel aux paiements de toute nature supérieurs à 10 francs (p. 657). — Son article additionnel au projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915 (*Création d'une Caisse nationale de crédit mobilier*, A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, de 1914, p. 937). — Prend part à la discussion : du projet de loi autorisant l'émission d'obligations à court terme (*Son amendement*, A., S. de 1915, t. unique, p. 3235; *retrait*, p. 36); du projet

de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 246, 249, 250). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre dans les territoires occupés par l'ennemi (p. 264). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (p. 883); de la proposition de loi relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce et à la création de chèques spéciaux (p. 1021, 1029); d'une interpellation relative à la liquidation des opérations restées en suspens à la Bourse de Paris (p. 1324). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Amendement de M. Louis Dubois au 6^e de l'article 2*, A., S. de 1916, t. unique, p. 265; *Son amendement relatif au taux de la contribution*, p. 287; *le retire*, *ibid.*). — Intervient dans la discussion : d'un projet de loi concernant le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba (p. 518 et suiv.); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Motion tendant à la disjonction de l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1277). — Est entendu dans la discussion des projets et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement au paragraphe 4^e du nouvel article 9 de la Commission*, p. 2130 et suiv.). — Prend part à la discussion des interpellations sur la crise des transports (p. 2312). — Sa motion tendant à ce que la Chambre siège le mardi matin 28 novembre pour continuer la discussion du projet de loi sur l'augmentation de la flotte de charge française (p. 2525). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Art. 5, impôt sur le revenu*, p. 2708). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le décret du 22 mars 1917 relatif aux prohibitions d'importation de diverses marchandises d'origine ou de provenance étrangère (A., S. de 1917, t. unique, p. 1114); du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (p. 2895); du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services

civils] (*Taxe sur les successions*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3549). — Prend part à la discussion : d'une interpellation relative à l'œuvre de guerre intitulée : « La part du combattant » (*Son addition à l'ordre du jour motivé présenté par M. Faisant* (A., S. de 1918, t. unique, p. 112); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Impôt sur le revenu*, p. 1097). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Discussion générale*, p. 1409. *Amendement de M. Vincent Aurriol concernant les bénéfices de guerre*, p. 1775). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur l'organisation des consortiums (p. 1654); du projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 2973); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Utilisation du Rhin et de l'Escaut pour le ravitaillement*, p. 3275); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Discussion générale*, p. 3297). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1006, 1026); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Amendement tendant à n'accorder qu'un douzième*, p. 1335); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1493); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1662). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et à élever le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 1911). — Prend part à la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2456); d'interpellations relatives à la situation financière de la France (p. 3324). — Sa motion tendant à l'application de l'article 31 du Règlement (p. 3699). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 2984; A., S. de 1918, t. unique, p. 1783; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1933, 2726).

SUMIEN (M.), *Chef du service du contrôle des assurances privées, pendant la mobilisation, au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi et de la proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (A., S. de 1915, t. unique, p. 236); du projet de loi portant régularisation des décrets relatifs : 1° aux sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises contre les accidents du travail et d'assurances sur la vie; 2° à la situation, au regard de la loi des retraites ouvrières et paysannes, des assurés mobilisés (p. 259); de la proposition de loi tendant à substituer la responsabilité de l'État à celle des patrons dans les accidents du travail causés par les hostilités (p. 484); des propositions de loi concernant les mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail (A., S. de 1916, t. unique, p. 528); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (p. 1244); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à protéger les bénéficiaires des polices d'assurances sur la vie, à ordre ou au porteur, des bons de capitalisation et d'épargne dont les titres ont été égarés, détruits ou volés (p. 1377); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la résiliation des contrats d'assurances dont les titulaires sont morts à l'ennemi ou à la suite de blessures ou maladies contractées en service (p. 1827); d'une proposition de loi modifiant la loi du 31 mars 1905 concernant les responsabilités des accidents du travail (p. 2242); de la proposition de loi relative à la réglementation des contrats d'assurance-vie dont les titulaires sont morts à l'ennemi, ou morts ou mutilés à la suite de blessures de guerre ou décédés sous les drapeaux par suite de maladie ou d'accidents, ainsi qu'au payement des primes par les mobilisés à la fin des moratoires (A., S. de 1917, t. unique, p. 184); du projet de loi modifiant la loi relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation (p. 1237); du projet de loi portant résiliation des traités de réassurance conclus avec des sociétés ennemies (p. 1532); du projet de loi, maintenant pour une nouvelle période de cinq ans, les taux fixés pour les contributions au fonds de garantie des exploitants non patentés, en matière

d'accidents du travail (p. 2815); du projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 308); du projet de loi éten-
dant en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents (p. 1271); du projet de loi sur les réparations à accor-
der aux victimes civiles de la guerre (p. 1289); du projet de loi relatif à l'assurance et à la réassu-
rance par l'Etat des risques de bombardement (p. 2016); d'une proposition de loi tendant à

modifier l'article 2 de la loi sur les accidents du travail (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2140).

SUSANE (M.), *Sous-Directeur à la Direc-
tion générale de la Comptabilité publique.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi portant fixation du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3537).

T

TAILLIANDIER (M. ALBERT), *Député de la 2^e circonscription d'Arras [Pas-de-Calais]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Secrétaire du 6^e Bureau (F. n° 21; J. O. de 1914, p. 5961). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission des postes et des télégraphes (p. 289); de la Commission de réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des décrets (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'Exercice 1914, un crédit extraordinaire de 100.000 francs, pour venir en aide aux cultivateurs de l'arrondissement d'Arras [Pas-de-Calais], éprouvés par les orages (I., n° 364; an., S. O. de 1914, p. 2044). — Sa proposition de loi concernant les dégâts et dommages occasionnés, dans les départements envahis totalement ou partiellement par l'ennemi, par les logements ou cantonnements des troupes françaises ou alliées (I., n° 641; an., S. de 1915, p. 180). — Sa proposition de loi tendant à attribuer des allocations supplémentaires spéciales aux troupes de la zone des opérations (I., n° 682; an., S. de 1915, p. 213). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à augmenter la solde journalière des sergents-majors et maréchaux des logis chefs (I., n° 1498; an., S. de 1915, p. 1335). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur l'élection de M. Noël par l'arrondissement de Verdun [Meuse] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 50); de M. Robic par la 2^e circonscription de Pontivy [Morbihan] (p. 51); de M. le marquis de l'Estourbeillon par la 1^{re} circonscription de Vannes

[Morbihan] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 51). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [Relevement de la solde des soldats] (A., S. de 1915, t. unique, p. 1375). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1882, 1883, 1884); sur sa proposition de loi tendant à [augmenter la solde journalière des sergents-majors et maréchaux des logis chefs (p. 1914)]. — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Prisonniers français en Suisse*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1352); des projets de loi relatifs à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes, des officiers combattant dans une arme autre que leur arme d'origine et des officiers de réserve dans l'armée active (p. 1580); du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la Guerre (*Son amendement à l'article premier*, p. 1932; *Observations de M. Lefas sur la rédaction de l'article 2*, p. 1945; *Ses observations sur l'article 6*, p. 1994 et suiv.; *Son amendement au paragraphe 3 de cet article*, p. 2004; *Retire un amendement additionnel à cet article*, ibid.; *Amendement additionnel de M. Louis Marin à l'article 6*, p. 2014; *Amendement de M. Forgeot tendant à la suppression du dernier paragraphe de l'article 10*, p. 2179 et suiv.; *Retire son amendement additionnel à cet article*, p. 2183; *Ses amendements : à l'article 21*, p. 2416 et suiv.; *à l'article 26*, p. 2421). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le logement des réfugiés des régions envahies (A., S. de 1917, t. unique, p. 26 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la

réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement à l'article 32 devenu 31*, A., S. de 1917, t. unique, p. 46; *Son amendement à l'article 33 devenu 32*, p. 49; *le retire*, p. 50). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 2). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1917, t. unique, p. 946).

TALON (M.), *Député de l'arrondissement d'Espalion [Aveyron]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 120). = Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du travail (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); de la Commission des marchés (A., S. de 1917, t. unique, p. 3130); de la Commission centrale de contrôle (A., S. de 1918, p. 803); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser les hospices civils de Lyon à contracter un emprunt de 2 millions de francs (S. de 1916; Fasc. n° 335). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser l'Algérie à contracter un emprunt de 17 millions de francs pour l'acquisition de cargos destinés au ravitaillement en combustible des chemins de fer algériens de l'Etat (I., n° 3901; an., S. de 1917, p. 1593). = Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 1190). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1916, t. unique, p. 2858). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1917, t. unique, p. 2857).

TARBOURIECH (M.), *Directeur du personnel au Ministère du Commerce, des Postes et Télégraphes*, puis *Directeur de la Caisse nationale d'épargne*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2630; 2696).

TARDIEU (M. ANDRÉ), *Député de la 4^e circonscription de Versailles [Seine-et-Oise], Ministre des Régions libérées*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 75 du Règlement de la Chambre (I., n° 2979; an., S. de 1917, p. 126). = Son rapport sur la demande de discussion et sur le fond : 1° de la proposition de résolution de MM. Léon Accambray et Albert-Favre concernant l'organisation des relations, pendant la guerre, des pouvoirs publics avec le commandement militaire; 2° de la proposition de résolution de M. Jean Hennessy tendant à la création du contrôle aux armées et dans la zone de l'intérieur (I., n° 2319; an., S. de 1916, p. 1076); son rapport supplémentaire sur ces propositions (I., n° 2356; S. de 1916, p. 1144); son second rapport supplémentaire (I., n° 2422; an., S. de 1916, p. 1173). = Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Son contre-projet visant les articles relatifs à l'impôt sur le revenu*, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 702, 704, 706, 708; *Imposition du contribuable taxé d'office*, p. 708; *Ses observations sur l'ensemble*, p. 802). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion de propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (A., S. de 1915, t. unique, p. 1517 et suiv.; *Contre-projet de M. Accambray*, p. 1541; *Contre-projet de M. Bourély*, p. 1545 et suiv.; *Contre-projet de M. Briquet*, p. 1549 et suiv.; *Contre-projet de M. Benazet*, p. 1561 et suiv.; *Nouveau texte présenté par la Commission*, p. 1581; *Contre-projet de M. Dubois*, p. 1583 et suiv.; *Amendement de M. Accambray à l'article 2*, p. 1589; *Amendement de Emile Constant à l'article 3*, p. 1589 et suiv.; *Observations relatives à l'article 4*, p. 1590 et suiv.; *Amendement de M. Cels à l'article 4*, p. 1591; *Amendement de M. Bracke relatif à la nomination des délégués*, p. 1593; *Amendement de M. Varenne au même article*, p. 1594; *Amendements de M. Victor Peytral*, p. 1595; *de M. Nadi*, p. 1596; *de M. F. David*, *ibid.*; *de M. Deyris*, p. 1597, *concernant le même article*; *Ses observations concernant : la rédaction de cet article*, p. 1599; *un amendement de M. Delahaye*

relatif aux Députés mobilisés, p. 1600; *sa motion tendant à ce que la Chambre procède à une seconde délibération*, *ibid.*; *Seconde délibération. Contre-projet de M. Chaumet*, A., S. de 1915, t. unique, p. 1648). — Est entendu dans la discussion de diverses interpellations concernant la crise des transports (p. 2350). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations en Comité secret (p. 2540). — Demande à interpellier le Gouvernement sur son rôle dans la direction de la guerre et les mesures qu'exige la préparation de la victoire (p. 2630); développe cette interpellation (p. 2633 et suiv.). — Est entendu sur la méthode de discussion des interpellations déposées à la suite de la communication du Gouvernement (p. 2632). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre en vue du blocus de l'Allemagne en 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 940); développe cette interpellation (p. 970 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 975). — Est nommé, en qualité de *Commissaire général aux affaires de guerre franco-américaines*, *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de l'interpellation sur l'organisation des consortiums (A., S. de 1918, t. unique, p. 1600); prend part à cette discussion (p. 1658). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de l'interpellation sur les mesures à prendre concernant la marine marchande pendant et après la guerre (p. 1992); prend part à la discussion de cette interpellation et de l'interpellation sur les modalités de la réquisition de la flotte française (p. 2052 et 2057). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2738); prend part à cette discussion (p. 2750). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3604); du projet de loi portant approbation des traités conclus à Versailles le 28 juin 1919 entre la France et les États-Unis d'Amérique et entre la France et la Grande-Bretagne concernant l'aide à donner à la France en cas d'agression allemande non provoquée (*ibid.*); prend part à la discussion de ces projets de loi (p. 3678 et suiv., 3711, 3881, 4093). — Est entendu, en qualité de *Commissaire du Gouvernement*, dans la discussion de la proposition de loi tendant à l'ouverture de négociations

diplomatiques en vue d'assurer le désarmement de l'Allemagne (p. 4312).

Est nommé *Ministre des Régions libérées* [Décret du 6 novembre 1919] (J. O., p. 12454).

S'excuse de son absence (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 922; A., S. de 1915, t. unique, p. 2; A., S. de 1916, t. unique, p. 1872, 2724) = Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 302; A., S. de 1915, t. unique, p. 130, 440, 789, 1174, 3753).

TARDY (M.), *Chef de service du crédit, de la coopération et de la mutualité agricoles.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (A., S. de 1918, t. unique, p. 1876); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1238); du Budget de 1919 (p. 2375).

TAUDIÈRE (M.), *Député de l'arrondissement de Bressuire [Deux-Sèvres].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Son décès est annoncé à la Chambre (p. 103).

TEISSIER (M. PIERRE), *Médecin-major affecté au cabinet du Sous-Secrétaire d'Etat du Service de santé.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (A., S. de 1917, t. unique, p. 1978).

TENOT (M.), *Directeur de l'enseignement technique au Ministère du Commerce.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial (A., S. de 1916,

t. unique, p. 1415). — Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 730); des crédits provisoires du deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2518); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (p. 2557).

TERNOIS (M.), *Député de la 1^{re} circonscription d'Abbeville [Somme]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de la Commission du règlement (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 2156); de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission de la législation civile et criminelle (p. 2442); de la Commission du suffrage universel (p. 2678); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi ayant pour objet de conférer la médaille militaire aux militaires décédés qui ont été proposés pour cette décoration antérieurement au décès (I., n° 2456; an., S. de 1917, p. 1480). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'autoriser les communes à accepter les legs et donations à charge d'entretien des sépultures dans les cimetières (I., n° 3912; an., S. de 1917, p. 1506). — Ses rapports, au nom du 2^e Bureau, sur les élections : de M. Vidalin par la 2^e circonscription de Tulle [Corrèze] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 18); de M. Queuille par l'arrondissement d'Ussel (p. 19). — Prend part à la discussion de diverses interpellations sur la crise des transports (A., S. de 1916, t. unique, p. 2339). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Reconstitution industrielle. *Discussion générale*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2791). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 701). — Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 163).

THÉVENY (M.), *Député de l'arrondissement d'Arcis-sur-Aube [Aube]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 144). — Président du 4^e Bureau (F., n° 21, J. O. de 1914, p. 5961). — Membre : de diverses Commissions (F., n° 21; J. O. de 1914, p. 5961); de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission de l'hygiène publique (p. 289); de la Commission de l'agriculture (A., S. de 1916, t. unique, p. 998). — Sa proposition de loi tendant à l'intensification de la production agricole pendant la guerre (I., n° 4380; an., S. de 1918, p. 271). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'intensification de la production agricole pendant et après la guerre (I., n° 4486; an., S. de 1918, p. 435). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à créer, au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, des emplois de chef de bureau (I., n° 4611; an., S. de 1918, p. 559). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de loi tendant à l'intensification de la production agricole pendant et après la guerre (I., n° 4887; an., S. de 1918, p. 947). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à l'intensification de la production agricole pendant et après la guerre (I., n° 5495; an., S. de 1918, p. 2928). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 248). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1688, 1744). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les engrais minéraux nécessaires à l'agriculture (A., S. de 1916, t. unique, p. 386); du projet de loi relatif à la mise en culture des terres abandonnées (*Discussion générale*, p. 639; *Ses observations concernant l'article 2*, p. 1171; *Amendement de M. F. David à l'article 2*, p. 1173; *Amendement de M. Paisant à l'article 3*, p. 1175). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la taxation de l'avoine, de l'orge, du seigle, du son et des issues (p. 780); des projet et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Amendement de MM. Jobert et Turmel*

au paragraphe 2 de l'article 6, A., S. de 1916, t. unique, p. 1133); d'une interpellation sur les sursis en faveur des entrepreneurs de battage et des conducteurs de machines à battre (p. 1747). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 1784). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2225); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Spécialités pharmaceutiques*, p. 2778). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la taxation du prix de l'orge (A., S. de 1917, t. unique, p. 423); développe cette interpellation (p. 550 et suiv.); *Son ordre du jour motivé*, p. 656). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1035 et suiv.); du projet de loi relatif à la fabrication de la farine de froment et aux pénalités qui la concernent (p. 1072); du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1653); d'une proposition de résolution concernant le relèvement des salaires et la mise en sursis des ouvriers mineurs (p. 1687). — Intervient dans la discussion des ordres du jour motivés, présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1739). — Prend part à la discussion : de plusieurs interpellations relatives à la concession de mines de sel (p. 2389); d'une proposition de résolution concernant les permissions agricoles et les sursis spéciaux à accorder aux hommes des régions libérées (p. 2590); de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2746). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 187). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 475, 626); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Agriculture : *Son amendement relatif à la décentralisation des services agricoles*, p. 682). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920 (p. 2018, 2024); d'une interpellation sur les mesures à prendre pour atténuer la cherté de la vie (A., S.

de 1918, t. unique, p. 2369); d'interpellations concernant la démobilisation (p. 3008). — Dépose et lit son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à l'intensification de la production agricole (p. 3436). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la protection des appellations d'origine (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1942); d'une interpellation sur la grève du personnel des raffineries (p. 2233); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture (p. 3904, 3936). — Sa question au Ministre de l'Agriculture au sujet de l'obtention d'engrais (p. 4412).

THIERRY (M. JOSEPH), *Député de la 3^e circonscription de Marseille [Bouches-du-Rhône], Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance au Ministère de la Guerre, puis Ministre des Finances.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission de la marine (p. 288); de la Commission de réparation des dommages causés par la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682). — Sa proposition de loi ayant pour objet de compléter les articles 96 et 101 du Code civil sur les actes de l'état civil (I., n° 470; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2185). = Ses rapports, au nom du 11^e Bureau, sur les élections : de M. Tissier, par l'arrondissement d'Apt [Vaucluse] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 87); de M. Serre, par l'arrondissement d'Avignon [Vaucluse] (*ibid.*); de M. Guichard, par l'arrondissement de Carpentras [Vaucluse] (*ibid.*); de M. Blanc, par l'arrondissement d'Orange [Vaucluse] (*ibid.*); de M. de Fontaines, par la 1^{re} circonscription de Fontenay-le-Comte [Vendée] (p. 88). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internationale de San-Francisco (p. 499). — Est élu membre du Comité consultatif des assurances sur la vie et des entreprises de capitalisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 626). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de Finances : *Impôt général sur le revenu; Son amendement relatif à la recti-*

fication des déclarations, A., S. O. de 1914, t. 2, p. 757, 759; *Retire un amendement concernant les éléments d'application*, p. 762; *Valeurs mobilières existant ou déposées à l'étranger*, p. 797; *Ses observations sur l'ensemble du budget*, p. 803).

— Est entendu sur un projet de résolution concernant l'organisation du contrôle des dépenses prévu par l'article 13 de la loi tendant à ouvrir des crédits exceptionnels pour la guerre et la marine (p. 878). — Est entendu dans la discussion concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé un projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 591). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (p. 780).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance au Ministère de la Guerre* [Décret du 1^{er} juillet 1915] (J. O., p. 4462). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (*Contre-projet de M. Compère-Morel*, p. 1161). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance au Ministère de la Guerre* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7813). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires [Entretien des prisonniers de guerre] (A., S. de 1915, t. unique, p. 1738); du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 (*Réquisition des vins*, p. 1906). — Est entendu dans la discussion des interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1941, 1942, 1945). — Répond à une question concernant la réquisition des vins (A., S. de 1916, t. unique, p. 123). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le ravitaillement en vivres et en fourrages dans la zone de l'armée et dans celle de l'intérieur (p. 167). — Répond à une question de M. de Monzie sur la réquisition des vins dans la 17^e région (p. 323). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (p. 335 et suiv.); d'une proposition de résolution tendant à l'unification du prix des produits agricoles et à la réglementation des réquisitions (p. 347); d'un projet de loi relatif au recrutement de l'intendance pendant la durée des hostilités (A., S. de 1916,

p. 404 et suiv.; *Amendement de M. Fynac à l'article 2*, p. 407 et suiv.); du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, p. 549 et suiv.; *Amendement concernant les indemnités accordées à certains officiers supérieurs ou généraux*, p. 558); du projet de loi portant ouverture et annulation, sur les exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre (*Alimentation de la troupe*, p. 1262 et suiv.). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Ravitaillement en fourrages*, p. 1351; *Indemnités de service des officiers*, p. 1355); du projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la constitution d'un fonds de secours aux victimes de l'explosion survenue le 20 octobre 1915, rue de Tolbiac (p. 1395 et suiv.); des projets de loi relatif à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes, des officiers combattant dans une arme autre que leur arme d'origine et des officiers de réserve dans l'armée active (p. 1581); d'une proposition de loi relative aux marchés à livrer, conclus avant la guerre (*Amendement de M. Hesse à l'article premier*, p. 1659). — Demande la discussion immédiate d'une proposition de résolution tendant à élever à 50 centilitres la ration de vin des militaires en service dans la zone des armées (p. 1684); prend part à cette discussion (p. 1684 et suiv.). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion de propositions de loi tendant au renforcement des cadres de l'armée (p. 1694); sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier et de régler pour le temps de guerre les indemnités allouées aux militaires (p. 1722 et suiv.); dans la discussion d'une interpellation sur l'interdiction de l'envoi de pain aux prisonniers de guerre (p. 1739 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Amendement concernant les fédérations départementales s'occupant des prisonniers de guerre*, p. 1787 et suiv.; *Amendement concernant la solde de l'armée*, p. 1797; *Prisonniers de guerre internés en Suisse*; *Conditions du travail des ouvrières à domicile*, p. 1805); d'une interpellation sur les réquisitions de vins (p. 1855 et suiv.). — Répond à une question sur

la crise du transport des vins (A., S. de 1916, t. unique, p. 2024). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2565 et suiv., 2613 et suiv.).

En qualité de *Député*, est entendu : sur les ordres du jour motivés, présentés à la suite de la discussion des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (A., S. de 1917, t. unique, p. 204) ; dans la discussion du projet de loi instituant l'assurance obligatoire pour les navires français (p. 679 et suiv. ; *Son amendement*, p. 691).

Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2254). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Perte au change subie par les agents consulaires et diplomatiques*, p. 817 ; *Petit personnel du Ministère des Colonies*, p. 818 ; *Augmentation des salaires des cheminots, haute paye et indemnité de tranchée, aviation*, p. 819 et suiv. ; *Admission à la retraite de certains membres de l'enseignement*, p. 835 ; *Modifications au régime des successions*, *ibid.* ; *Taxe des cartes postales*, p. 837 ; *Allocations aux familles des militaires mobilisés*, p. 840 ; *Augmentation des allocations aux familles des mobilisés et des réfugiés*, p. 842 et suiv. ; *Ressources nouvelles à créer*, p. 847) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 960 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à accorder aux personnels civils de l'Etat des allocations temporaires de cherté de vie (p. 1076). — Dépose un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1917 en vue d'accorder aux personnels civils de l'Etat des allocations temporaires pour cherté de vie (p. 1092). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture d'un crédit en vue du recensement de la population civile (p. 1122 et suiv.) ; d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1390) ; du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 1437 et suiv. ; *Allocations des femmes qui ont leur mari et aussi un ou deux enfants mobilisés*, p. 1439 ; *Crédits affectés aux offices départementaux s'occupant des prisonniers français en Allemagne*, *ibid.* ; *Allocation supplémentaire aux familles qui ont des soldats prisonniers en Allemagne*, p. 1440 ; *Allocation aux femmes de mobilisés*, A., S. de

1917, t. unique, p. 1443 ; *Indemnité de vivres aux militaires convalescents de la zone de l'intérieur*, p. 1446 ; *Disposition additionnelle relative à une allocation supplémentaire de 25 centimes aux familles des prisonniers en Allemagne*, p. 1466 ; *Indemnité de vie chère aux fonctionnaires et ouvriers de l'Etat, temporaires, auxiliaires ou intérimaires*, p. 1467 ; *Traitements des fonctionnaires mobilisés*, p. 1471 ; *Agents de police auxiliaires, secrétaires de conseils de prud'hommes*, p. 1472 ; *Attribution de 20 0/0 de la taxe de séjour perçue par les stations hydro-minérales et climatiques, à l'Office national de tourisme*, p. 1477 ; *Observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1485) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1694). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution concernant le salaire minimum des agents des administrations publiques (p. 1535). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Art. 27, 28, 29 réservés : *Amendement de M. Levasseur à l'article 29*, p. 1779) ; du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Amendement de M. Réville tendant à l'institution d'une taxe civique*, p. 1842 ; *Amendement de M. Vincent Auriant concernant l'impôt sur les professions industrielles et commerciales*, p. 1856 ; *Observations relatives à l'article 14 concernant les grands magasins*, p. 1877 ; *Amendement relatif aux grands établissements de crédit*, p. 1880 ; *Amendement concernant les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation*, p. 1886. Impôt sur les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères : *Amendement de M. E. Lafont à l'article 23*, p. 1889. Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales : *Observations relatives au respect du secret professionnel*, p. 1894. Dispositions diverses ; *Article additionnel relatif aux habitations à bon marché*, p. 1898). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à la mise en sursis d'appel des cultivateurs appartenant aux classes R. A. T. de 1890 à 1895 (p. 1871) ; dans la discussion d'un projet de loi portant autorisation d'avances à des gouvernements alliés ou amis (p. 1907). — Prend part à la discussion

d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2300 et suiv.). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 2676 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 392, 2801). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. de 1918, t. unique, p. 2208).

THIERRY-CAZES (M.), *Député de l'arrondissement de Lectoure [Gers]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre : de diverses commissions (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126 ; F., n° 35, J. O. de 1915, p. 307) ; de la Commission de l'armée ; de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du suffrage universel (A., S. de 1915, t. unique, p. 637). = Sa proposition de loi tendant à fixer le prix du blé à 50 francs le quintal métrique pour la récolte de 1918 (I., n° 3433 ; an., S. de 1917, p. 855). = Son rapport sur la proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à modifier l'organisation des coopératives militaires (I., n° 3713 ; an., S. de 1917, p. 1162). = Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique générale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 171) ; développe cette interpellation (p. 171). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la question du ravitaillement et de l'alimentation, tant dans la zone des armées que dans la zone de l'intérieur (A., S. de 1916, t. unique, p. 2486). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le ravitaillement des coopératives dans la zone des armées (A., S. de 1917, t. unique, p. 546). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la mise en sursis des réservistes de l'armée territoriale, classe 1892 comprise (p. 2428). — Sa motion tendant à la disjonction d'une interpellation de M. Cosnier sur la question des vieilles classes (p. 3056). — Prend part à la discussion de la proposition relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1142, 1884). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du paiement de la prime de démobilisation (p. 2034) ; développe cette interpellation (p. 2075). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la fixation de l'ordre des diverses élections (p. 4571).

THIERRY-DELANOUE (M.), *Député de l'arrondissement de Bar-sur-Aube [Aube]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre de la Commission de l'hygiène publique (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Dumesnil (Gaston), par la 1^{re} circonscription d'Angers [Maine-et-Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 48) ; de M. Ferdinand Bougère, par la 2^e circonscription d'Angers [Maine-et-Loire] (p. 45) ; de M. Raboin, par l'arrondissement de Baugé [Maine-et-Loire] (p. 45) ; de M. le duc de Blacas, par la 2^e circonscription de Cholet [Maine-et-Loire] (p. 46) ; de M. Thiéry, par l'arrondissement de Commercy [Meuse] (p. 50) ; de M. Lamy, par la 2^e circonscription de Lorient [Morbihan] (p. 51) ; de M. le duc de Rohan, par l'arrondissement de Ploërmel [Morbihan] (p. 51). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Ses observations relatives au privilège des bouilleurs de cru*, A., S. de 1916, t. unique, p. 1313). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la protection des appellations d'origine (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1142).

THIÉRY (M. ALBERT), *Député de l'arrondissement de Commercy [Meuse]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'hygiène publique (p. 289) ; de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 11 avril 1831 sur les droits à la pension pour ancienneté de service (I., n° 2898 ; an., S. de 1917, p. 34). — Sa proposition de résolution tendant à donner momentanément, en échange des sommes ou valeurs que les habitants des pays envahis ont dû avancer aux communes frappées d'un impôt de guerre par les Allemands, pendant la durée de l'occupation, des bons de la Défense nationale portant intérêt du jour où ces sommes ou valeurs ont été versées entre les mains des collecteurs (I., n° 5378 ; an., S. de 1918, p. 2017).

= Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les élections : de M. Gruet (Paul), par la 2^e circonscription de Dijon [Côte-d'Or] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 20); de M. Sarrazin, par l'arrondissement de Sarlat [Dordogne] (p. 23). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur, pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil, au cours de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3354, 3558); au cours de la deuxième délibération de ce projet de loi (p. 4463). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 456; A., S. de 1917, t. unique, p. 1796). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 228; A., S. de 1916, t. unique, p. 38, 2694; A., S. de 1917, t. unique, p. 169, 1951, 2680; A., S. de 1918, t. unique, p. 126).

THIVRIER (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Montluçon [Allier]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 97). = Membre : de la Commission de l'hygiène publique; de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Lauraine, par la 1^{re} circonscription de Saintes [Charente-Inférieure] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 17). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de finances : *Suppression de l'impôt de la licence*, p. 651). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1193; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3381).

THOMAS (M.) [Seine]. Voir **ALBERT THOMAS** (M.).

THOMSON (M.), *Député de la 2^e circonscription de Constantine [Algérie], Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission

de revision des lois constitutionnelles (F., n° 44; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission des affaires extérieures (A., S. de 1917, t. unique, p. 334); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). = Son rapport sur les propositions de résolution tendant à la revision des lois constitutionnelles (I., n° 3407; an., S. de 1917, p. 821). — Son rapport sur les propositions de résolution tendant à la revision des lois constitutionnelles (I., n° 5685; an., S. de 1919, p. 721).

Est nommé *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes* [Décret du 13 juin 1914] (J. O., p. 5234). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internationale de San Francisco (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 494, 496, 498). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Postes et Télégraphes : *Répartition des indemnités complémentaires du traitement accordées aux fonctionnaires des différentes administrations de l'Etat*, p. 546).

Est nommé *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes* [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7698). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1915 (*Elections consulaires*, A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 946). — Prend part à la discussion : du projet de loi ratifiant un décret relatif aux relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (A., S. de 1915, t. unique, p. 311, 312, 318, 320); du projet de loi relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie [Brevets d'invention] (p. 365, 367, 370); de la proposition de loi tendant à accorder la gratuité des envois postaux aux militaires mobilisés (p. 465 et suiv.). — Demande la discussion immédiate d'un projet de loi concernant le budget de l'Ecole centrale (p. 535). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisienne (p. 603); du projet de loi portant ratification du décret ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de réduire les droits d'entrée sur diverses marchandises (p. 604). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une proposition de loi tendant à la

suppression totale des droits de douane sur le papier journal et les pâtes de cellulose (A., S. de 1915, t. unique, p. 620); au cours de la discussion de cette proposition de loi (p. 647 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant des achats de blé pour le ravitaillement de la population civile (p. 667 et suiv.). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi concernant la prorogation des échéances des effets de commerce (p. 954); au cours de la discussion de cette proposition de loi (p. 1018). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (*Contre-projet de M. Compère-Morel*, p. 1153; *Article additionnel de M. Maurice Long*, p. 1171 et suiv.; *Panification au moyen de la farine de riz*, p. 1189; *Consommation familiale*, p. 1192; *Ensemble de la loi*, p. 1195); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1455 et suiv.).

En qualité de *Député*, intervient dans la discussion de diverses interpellations relatives à la marine marchande (A., S. de 1916, t. unique, p. 2524). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la guerre sous-marine (A., S. de 1917, t. unique, p. 1364). — Est entendu sur une demande de mise à l'ordre du jour de son rapport sur diverses propositions de revision de la Constitution (p. 2141). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation relative à la liaison maritime entre la France et l'Algérie (A., S. de 1918, t. unique, p. 153; *Son ordre du jour motivé*, p. 165); du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1959). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2008). — Prend part à la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie (*Motion préjudicielle de M. Moutet*, p. 2267). — Est entendu sur le renvoi de la discussion du projet de loi sur l'accession des indigènes musulmans algériens aux droits politiques (p. 2561); prend part à cette discussion (p. 2587). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1667, 1880). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion de diverses propositions de loi relatives à l'amnistie (p. 2112). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur les services maritimes pos-

taux entre la métropole et l'Afrique du Nord (p. 3545); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4736).

TIRMAN (M.), *Commissaire général du Gouvernement à l'Exposition universelle et internationale de San Francisco*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internationale de San Francisco en 1915 (A., S. de 1915, t. unique, p. 434).

TISSIER (M.), *Député de l'arrondissement d'Apt [Vaucluse]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). — Membre : de la Commission de l'agriculture; de la Commission de la marine (A. S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur [M. Malvy] (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 1 million de francs pour secours aux sinistrés des inondations de la Durance (I., n° 3508; an., S. de 1917, p. 1066). — Sa proposition de résolution tendant à la création d'un office des fabrications agricoles (I., n° 3843; an., S. de 1917, p. 1388). — Sa proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet de créer au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement un office central des produits chimiques agricoles (I., n° 4693; an., S. de 1918, p. 644). — Sa proposition de résolution concernant les permissions agricoles (I., n° 5478; an., S. de 1918, p. 2159). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, sur la taxation de l'avoine, du seigle, de l'orge, des sons et des issues (I., n° 2006; an., S. de 1916, p. 596). — Son rapport sur la discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution concernant l'organisation de la guerre sous-marine offensive et défensive (I., n° 3001; an., S. de 1917, p. 304). — Son rapport sur la

proposition de résolution de M. Bernard Augé concernant les permissions agricoles (I., n° 3634; an., S. de 1917, p. 1116). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de créer au Ministère de l'Agriculture un office central des produits chimiques agricoles (I., n° 4135; an., S. de 1917, p. 2165). — Son rapport sur le projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi du 20 juin 1918 instituant un office central des produits chimiques agricoles (I., n° 6688; an., S. de 1919, p. 2404). — Son rapport sur le projet de loi relatif à un échange de terrains forestiers entre l'Etat et M. Labro (S. de 1919; Fasc. n° 557). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 179); du projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internationale de San-Francisco (p. 497). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié une cinquième fois par le Sénat (Loi de Finances : *Son amendement relatif à l'impôt général sur le revenu*, p. 889; *le retire*, *ibid.*). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'utilisation de la main-d'œuvre militaire dans les établissements travaillant pour la défense nationale (A., S. de 1916, t. unique, p. 294); développe cette interpellation (p. 372 et suiv.; *Son ordre du jour motivé*, p. 380; *le retire*, p. 381). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Son article additionnel au projet de loi*, p. 309). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Sa motion tendant à une nouvelle étude du projet*, p. 663; *Contre-projet de MM. Jobert et Turmel*, p. 664; *Son amendement à l'article premier*, p. 710 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (p. 762 et suiv.). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la taxation de l'avoine, de l'orge, du seigle, du son et des issues (p. 780 et suiv.). — Est entendu : sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion de certaines

interpellations en Comité secret (A., S. de 1916, t. unique, p. 1295); dans la discussion des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Ses observations sur l'article 4*, p. 1590). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi modifiant les dispositions relatives à l'admission des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels une position spéciale (p. 1841 et suiv.); d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont données les permissions aux hommes du front (p. 1868); du projet et des propositions de loi concernant la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement au paragraphe 3 de l'article 5*, p. 1949 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant une convention relative à des gisements pétrolières situés dans la province d'Oran (p. 2264 et suiv.); d'une interpellation concernant les permissions agricoles aux R. A. T. des classes 1889, 1890, 1891 et 1892 de la zone des armées (p. 2446). — Est entendu : pour un rappel au Règlement (p. 2597); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2604 et suiv.; *Taxe sur les pianos*, p. 2730; *Ses observations sur l'article 45 visant les employés du fisc qui outrepasseraient leurs droits*, p. 2817). — Adresse au Ministre des Travaux publics et des Transports une question relative aux conditions dans lesquelles le commerce d'exportation et d'importation pourra s'exercer (A., S. de 1917, t. unique, p. 56 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs appartenant aux classes 1888 et 1889 (p. 473); des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1367 et suiv., 1412). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le maintien d'un monopole de fait des sels industriels (p. 2147); développe cette interpellation (p. 2379). — Est entendu dans la discussion de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2740; *Son ordre du jour motivé*, p. 2749). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 2882); des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement (p. 2939); du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de

blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre premier. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Amendement de M. Goude au paragraphe 7 de l'article 2, modifié par la Commission* (A., S. de 1917, t. unique, p. 3272.)—Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi : *Disposition additionnelle de M. Queuille à l'article 28*, A., S. de 1918, t. unique, p. 207; *Amendement de M. Lamy à l'article 30*, p. 213; *Article nouveau concernant les infirmières militaires et bénévoles*, p. 214); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3219 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 461, 671, 919). — Prend part à la discussion des interpellations sur les déclarations du Gouvernement et sur sa politique générale (A., S. de 1917, t. unique, p. 3034). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi relative à la création d'un office central des produits chimiques agricoles (A., S. de 1918, t. unique, p. 635). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Agriculture. *Ses observations concernant les écorces de tanneries*, p. 686; Loi de Finances. *Impôt sur les transports par chemins de fer*, p. 1177). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1024); du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux de la classe 1919 (p. 1105); de diverses interpellations relatives à la crise des transports (p. 2145); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch (p. 2667). — Est entendu : pour un fait personnel (p. 2873); dans la discussion du projet de loi tendant à rétablir les voies ferrées dans leur situation d'avant guerre (p. 3419). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 117, 241). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations concernant la démobilisation des usines et le consortium des métaux (p. 694, 820). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1033, 2062). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (p. 1489); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électo-

rale (A., S. O., de 1919, t. unique, p. 1611). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels au budget annexe des chemins de fer de l'Etat (p. 1731); d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1782); d'une proposition de résolution sur le rétablissement de la liberté commerciale (p. 1921). — Est entendu : sur la demande de discussion immédiate du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine (p. 1923); dans la discussion du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2145). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi concernant l'utilisation de l'énergie hydraulique (p. 2251, 2762); de diverses interpellations sur les récents événements de Russie et de la mer Noire (p. 2367). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2445; *Création et fonctionnement de maisons d'étudiants*, p. 2738; *Expansion universitaire et scientifique à l'étranger*, p. 2739); du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 2655); d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2711 et suiv.); à la vie chère (p. 3132, 3259). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2796). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique (p. 3210 et suiv.); du projet de loi concernant la revision des soldes militaires (p. 3427, 3453); du projet de loi concernant la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre (p. 3472); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4272); du projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes (p. 4561); du projet de loi portant fixation de l'ordre des élections (p. 4587); du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4626, 4695, 4752, 4762). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919; t. unique, p. 1507, 1957). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 350, 1786; A., S. de

1916, t. unique, p. 2452; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1139).

TISSIER (M. THÉODORE), *Chargé de la direction des services du Cabinet du Ministre de la Justice.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation de sujets de puissances devenues ennemies (A., S. de 1915, t. unique, p. 27); du projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 77 du Code pénal (p. 151); du projet de loi ratifiant le décret, en date du 27 septembre 1914, relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (p. 151); du projet de loi complétant les articles 621 et 628 du Code d'instruction criminelle sur la réhabilitation des condamnés (p. 351); du projet de loi concernant le fonctionnement des justices de paix pendant la guerre (*ibid.*); du projet de loi ayant pour objet de permettre, en temps de guerre, le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux (p. 457); du projet de loi modifiant les dispositions des articles 244 et 252 du Code civil, relatives à la transcription des jugements et arrêts en matière de divorce (*ibid.*); du projet de loi ordonnant la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies (p. 484).

TOURNADE (M.), *Député de la 2^e circonscription du 10^e arrondissement de Paris [Seine].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication; de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission de l'armée (p. 2442). = Sa proposition de loi sur le vote obligatoire (I., n° 63; an., S. O. de 1914, p. 1850). — Sa proposition de loi ayant pour but de permettre la nomination dans la Légion

d'honneur des officiers proposés avant leur radiation et renvoyés dans leurs foyers comme atteints par la limite d'âge (I., n° 4329; an., S. de 1918, p. 196). — Sa proposition de loi ayant pour objet le rattachement au Ministère du Commerce de la Direction générale des douanes (I., n° 4588; an., S. de 1918, p. 535). — Sa proposition de résolution ayant pour but d'augmenter la retraite des officiers de terre et de mer retraités depuis plus de vingt-cinq ans (I., n° 5358; an., S. de 1918, p. 1952). = Prend part à la discussion d'une proposition de résolution complétant l'article 135 du Règlement de la Chambre [Répartition des sièges dans la salle des séances] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 272). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre étrangère (p. 302, 307). — Prend part à la discussion : d'un projet de résolution concernant la représentation proportionnelle (p. 383); de l'élection de M. Boussenot par la 2^e circonscription de la Réunion (p. 487); du projet de loi relatif à la participation de la France à l'exposition universelle et internationale de San-Francisco (p. 498). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 507); dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (p. 830). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (A., S. de 1917, t. unique, p. 2824). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant l'attribution de la croix de guerre (p. 2962); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 3361); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à modifier plusieurs articles du Code d'instruction criminelle et des Codes de justice militaire (p. 3390). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (Titre II. Des droits des veuves et des enfants. Chap. II. Fixation de la pension : *Amendements concernant l'article 13*, p. 3743). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 3887). — Demande à interpeller le

Gouvernement au sujet d'un militaire qui a pu exercer impunément et illégalement les fonctions de médecin militaire (A., S. de 1918, t. unique, p. 7); est entendu : sur la fixation de la date de la discussion (p. 8); sur une demande d'ajournement de cette discussion (p. 246). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le régime de censure politique appliqué aux journaux républicains de province (p. 12); d'interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre (p. 43). — Est entendu : sur une demande de modification de l'ordre du jour (p. 171); dans la discussion d'une interpellation sur l'attribution des permissions au front français et au front d'Orient (p. 254); dans la discussion du projet de loi tendant à améliorer la circulation des monnaies d'argent (p. 485). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la saisie, à défaut de production de l'autorisation réglementaire, des marchandises prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916 (p. 672); d'un projet de loi tendant à relever les suppléments temporaires de certains traitements et de certaines soldes (p. 738); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 936); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Loi de Finances : *Impôt sur les transports par chemins de fer*, p. 1175; *Impôt sur les transports par eau*, p. 1179). — Est entendu dans la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1328, 2088). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires du troisième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (p. 1613). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre pour activer les expéditions de marchandises (p. 1992); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2073); développe cette interpellation (p. 2118; *Son ordre du jour motivé*, p. 2149). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2064). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre (p. 2688, 2646); du projet de loi relatif à la réquisition de la flotte marchande (p. 2800); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Solde des prisonniers de guerre*, p. 3272). —

Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur les accidents de chemins de fer survenus près de Châteauroux et à Meung-sur-Loire et sur l'aggravation de la crise des transports (A., S. de 1918, t. unique, p. 1548, 1708, 2004); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1761); d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1819). — Prend part à la discussion : du projet de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Crise des transports*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1113); des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Employés et ouvriers de l'Administration du timbre envoyés en province*, p. 1342; *Taxe sur le luxe*, p. 1389). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Achat et construction de navires*, p. 1430). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 2439). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1464, 1517; A., S. de 1916, t. unique, p. 2540; A., S. de 1917, t. unique, p. 1586; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 84, 2023).

TOURNAN (M.), Député de l'arrondissement de Lombes [Gers].

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission de la législation fiscale (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236). — Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 5 août 1914 relative aux allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé sous les drapeaux (I., n° 634; an., S. de 1915, p. 178). — Sa proposition de résolution tendant à établir la publicité des débats dans les Commissions (I., n° 896; an., S. de 1915, p. 549). — Sa proposition de loi tendant à établir, pour la durée de la guerre, une contribution extraordinaire sur le revenu (I., n° 1096; an., S. de 1915, p. 798). — Sa proposition de loi tendant à la création d'un Office national de la production industrielle (I., n° 2295; an., S. de 1916, p. 1473). — Sa proposition de loi réglant le mode de répartition

du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (I., n° 4247; an., S. de 1917, p. 110). — Sa proposition de loi tendant à instituer la progressivité des amendes suivant le revenu des délinquants (I., n° 4297; an., S. de 1918, p. 161). — Sa proposition de loi tendant à réformer l'article 419 du Code pénal en vue d'assurer la sécurité aux coalitions licites (I., n° 4687; an., S. de 1918, p. 641). — Sa proposition de loi tendant à attribuer à tous les chefs de famille français des allocations en raison du nombre des enfants à charge (I., n° 5601; an., S. de 1919, p. 605). — Sa proposition de résolution tendant à la suppression des titres au porteur (I., n° 5794; an., S. de 1919, p. 917). — Sa proposition de loi tendant à favoriser la construction de matériel agricole (I., n° 6257; an., S. de 1919, p. 1760). — Sa proposition de loi relative à la création d'un office national du crédit agricole (I., n° 6705; an., S. de 1919, p. 2420). — Son rapport sur : 1° le projet de loi sur le régime de l'alcool; 2° la proposition de loi attribuant à l'État le monopole de la fabrication de l'alcool; 3° la proposition de loi tendant à instituer le monopole de l'alcool d'industrie en faveur de l'État et à réglementer la consommation des boissons alcooliques (I., n° 2034; an., S. de 1916, p. 795); son rapport supplémentaire (I., n° 3387; an., S. de 1917, p. 796); son deuxième rapport supplémentaire (I., n° 4387; an., S. de 1918, p. 284). — Son rapport sur le projet de loi tendant à suspendre, jusqu'à la fin des hostilités, les effets de l'article 59 de la loi de finances du 25 février 1901 (suppression de l'allocation accordée aux dénaturateurs) (I., n° 2282; an., S. de 1916, p. 1028). — Son rapport sur le projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (I., n° 3582; an., S. de 1917, p. 1033), son rapport supplémentaire (I., n° 4037; an., S. de 1917, p. 1830). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter l'article 15 de la loi du 30 décembre 1916, en ce qui concerne les boissons gazéifiées et les produits destinés à la préparation des eaux minérales artificielles (I., n° 3967; an., S. de 1917, p. 1713). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier et à compléter l'article 15 de la loi du 30 décembre 1916, en ce qui concerne les boissons gazéifiées

(I., n° 4532; an., S. de 1918, p. 492). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à instituer le progressivité des amendes suivant le revenu des délinquants (I., n° 5655; an., S. de 1919, p. 493). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (I., n° 5738; an., S. de 1919, p. 860); son rapport supplémentaire (I., n° 6282; an., S. de 1919, p. 1781). — Son rapport sur la proposition de résolution relative à la vente des fruits et à la fabrication des liqueurs de fruits (I., n° 6216; an., S. de 1919, p. 1671). — Son rapport sur le projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (I., n° 6693; an., S. de 1919, p. 2408). — Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Desplas, par la 2^e circonscription du V^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 70). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre étrangère (p. 305). — Prend part à la discussion des projet et proposition de loi concernant les accidents agricoles (*Son contre-projet*, A., S. de 1915, t. unique, p. 411 et suiv., p. 432, 434, 440; *Son amendement au paragraphe premier de l'article premier*, p. 445, 450; *Amendement de M. Paul Beauregard au même paragraphe*, p. 448; *Son amendement au paragraphe 2 de l'article premier*, p. 514 et suiv.; *se rallie à un amendement de M. Pierre Rameil*, p. 525; *Nouveau texte de la Commission pour le paragraphe 2 de l'article premier*, p. 537 et suiv.; *Son amendement portant suppression du paragraphe 3*, p. 541; *Amendement de M. Lefas, tendant à supprimer le paragraphe 2 de l'article 6*, p. 552; *Sa disposition additionnelle à cet article*, *ibid.*; *Ses observations concernant l'article 10*, p. 574; *Sa disposition additionnelle à cet article*, p. 579 et suiv.; *Son amendement à l'article 12*, p. 621; *retrait*, *ibid.*; *Ses observations sur l'ensemble de la loi*, p. 629). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 201). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916. (*Sa motion présentée de concert avec M. Renard, tendant à la disjonction de l'article 5 relatif au régime de*

l'alcool, A., S. de 1916, t. unique, p. 1276 et suiv.; *Amendement de M. Charles Benoist tendant à la suppression du paragraphe premier de cet article*, p. 1319; *Ses observations concernant les associations de distillation*, p. 1337 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement additionnel à l'article 6*, p. 2004; *Son amendement à l'article 46 nouveau A.*, S. de 1917, t. unique, p. 89); de ce projet de loi modifié par le Sénat (A. S. de 1918, t. unique, p. 3166; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 34). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Ses observations sur l'article 5*, A., S. de 1916, t. unique, p. 2705; *Son amendement à cet article concernant l'impôt sur le revenu*, p. 2711; le retire, p. 2713). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques (A., S. de 1917, t. unique, p. 3672, 3675, 3683, 3713, 3720). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion des projet et propositions de loi concernant le monopole de l'alcool (*Discussion générale*, A., S. de 1918, t. unique, p. 710; Titre I^{er}. Monopole de l'alcool industriel. *Contre-projet de M. Siegfried*, p. 851; *Amendement de M. Ernest Lafont à l'article premier*, p. 856; *Amendement de M. Barthe à cet article*, p. 963; *Observations de M. Lairolle sur cet article*, p. 965; *Amendement de M. Jobert*, p. 968; *Observations concernant l'article 2*, p. 1253; *Amendement de M. Bretin à l'article 3*, p. 1255; *Amendements à l'article 4*, présentés par : *M. de La Trémoille*, p. 1258; *par M. Lairolle*, p. 1259; *Observations relatives à la nomination du président du conseil d'administration*, p. 1261; *Amendement de M. Lairolle au dernier alinéa de l'article*, p. 1263; *Amendement de M. Barthe au paragraphe 2 de l'article 5*, p. 1264; *Sa rectification au texte de l'article 4*, p. 1273; *Amendement de M. Barthe à l'article 6*, p. 1277; *Amendement de M. Delpierre au même article*, p. 1280; *Sa rectification matérielle concernant l'article 4, précédemment adopté*, p. 2696; *Nouvel amendement de M. Barthe à l'article 6, concernant l'achat et la fixation du prix d'achat de l'alcool*, p. 2697; *Amendement de M. Bouveri, concernant les grains*

panifiables, A., S. de 1918, t. unique, p. 2702; *Amendement de M. Lanuel à l'article 7, relatif à l'alcool d'industrie à livrer à la consommation de bouche*, p. 2705; *Texte présenté par la Commission en remplacement des amendements de MM. Barthe et Bouveri relatifs à l'alcool de grains*, p. 2727; *Amendements de M. Barthe à l'article 7, concernant le prix de vente de l'alcool dénaturé*, p. 2728; *Des impôts à établir sur les pétroles et essences importés et fabriqués dans les raffineries françaises*, p. 2729; *Amendement de M. Jovelet relatif au prix de l'alcool livré à la consommation de bouche*, *ibid.*; *Amendement de M. Jobert sur le même sujet*, p. 2730; *Amendement de M. Ernest Flandin tendant à porter ce prix à 250 francs*, p. 2850; *Amendement de M. Delpierre tendant à établir, dans certains cas, une taxe supplémentaire sur les alcools de bouche*, p. 2851; *Sous-amendement de M. Barthe et de M. Lauraine à cet amendement*, p. 2857; *Sa motion tendant à la reprise de la discussion*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3506; *demande la réunion des neuf premiers articles du projet sous le titre : Projet de loi instituant le monopole de l'alcool industriel*, p. 3508). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1283, 2687, 2733); dans la discussion du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (*Amendement concernant la redevance sur les produits de l'escompte*, p. 1882; *Ses observations : sur la nouvelle rédaction de l'article 3, présentée par la Commission et concernant le crédit agricole*, p. 1978; *sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1985). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Droits de sortie sur les alcools des colonies*, p. 3396); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 3448). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 août 1916 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 423). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1254, 3506). — Est entendu, comme *Rapporteur*, sur l'ajournement de la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1262); prend part à la discussion de ce projet de loi (p. 1293, 1298, 1323, 1534, 1600, 2654, 3541, 3625). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture de crédits au Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement

(A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1374). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique agraire (p. 1706); développe cette interpellation (p. 2129, 2196, 2202; *Son ordre du jour motivé*, p. 2203). — Parle sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations relatives au paiement de la prime de démobilisation (p. 2034). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 3331). = Obtient un congé (A., S. de 1917, t. unique, p. 460).

TREIGNIER (M. EUGÈNE), *Député de la 1^{re} circonscription de Blois [Loir-et-Cher]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission des boissons (F., n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des comptes définitifs et des économies (p. 289). = Sa proposition de loi tendant à instituer des distinctions honorifiques dites de la « défense nationale » (I., n° 2649; an., S. de 1916, p. 1608). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à étendre le bénéfice de l'indemnité de combat aux troupes combattantes ou non combattantes qui accomplissent leur service sous le feu de l'ennemi (I., n° 3827; an., S. de 1917, p. 1347). = Son rapport sur le projet de loi relatif à la nomination, par anticipation, au grade de sous-lieutenant, des aspirants élèves à l'École spéciale militaire entrés à cette école en 1913 (I., n° 301; an., S. O. de 1914, p. 2020). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1916 (I., n° 721; an., S. O. de 1915, p. 253). — Son rapport sur le projet de loi relatif au recensement et à la révision de la classe 1917 (I., n° 722; an., S. O. de 1915, p. 253). — Son rapport supplémentaire sur le même projet de loi (I., n° 810; an., S. O. de 1915, p. 297). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons (I., n° 1108; an., S. O. de 1915, p. 744). — Son rapport sur le projet de loi relatif au traitement du gaz d'éclairage, en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs (I., n° 1430; an., S. de 1915, p. 1242). = Est

entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la révision de la classe 1917 (A., S. de 1915, t. unique, p. 473 et suiv.). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons (A., S. de 1915, t. unique, p. 1070). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de résolution concernant les hommes mis en sursis d'appel comme manœuvres (A., S. de 1916, t. unique, p. 355 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2568 et suiv.). — Lettre par laquelle, en qualité de *Président de la Commission des comptes définitifs et des économies*, il demande les pouvoirs d'enquête pour cette Commission (p. 2653); est entendu sur cette demande (p. 2653 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution concernant les permissions des viticulteurs et des agriculteurs (A., S. de 1917, t. unique, p. 2600). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 637). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1276; A., S. de 1917, t. unique, p. 130). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3917).

TREIGNIER (M. GASTON) [*Creuse*]. Voir **GASTON TREIGNIER** (M.).

TROTÉ (M.), *Inspecteur général de l'hydraulique agricole*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du projet de loi relatif à l'utilisation de l'énergie électrique (A. S. O. de 1919, t. unique, p. 1170, 1743).

TROUIN (M. CÉSAR), *Député de la 1^{re} circonscription d'Oran [Algérie]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du commerce et de l'industrie (p. 289). = Son rapport sur le

projet de loi modifiant l'article premier de la loi du 11 avril 1906 sur le remorquage (I., n° 2279; an., S. de 1916, p. 1027); son rapport supplémentaire (I., n° 2857; an., S. de 1917, p. 8). — Son rapport sur le projet de loi autorisant des dérogations aux lois qui régissent la navigation sous pavillon français (I., n° 2906; an., S. de 1917, p. 41). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 10 avril 1913 portant conversion en lois des décrets des 13 août, 10 octobre et 12 novembre 1914 relatifs à la garantie de l'État en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime (I., n° 2907; an., S. de 1917, p. 41). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la garantie de l'État en matière d'assurance contre les risques maritimes de la guerre (I., n° 3004; an., S. de 1917, p. 138). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine de guerre, sur la proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (I., n° 3847; an., S. de 1917, p. 1388). — Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur les élections : de M. Goude par la 1^{re} circonscription de Brest [Finistère] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 27); de M. Louppe par la 1^{re} circonscription de Châteaulin [Finistère] (p. 137). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (*Son amendement concernant les amers et les bitters*, A., S. de 1915, t. unique, p. 134, 135, 136); du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 239; *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 2 de l'article 11*, p. 244; *le retire*, p. 246). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la perception des droits produits et revenus du budget de l'Algérie pour 1916, (p. 1956); d'une proposition de résolution concernant le régime douanier entre le canton de Genève et le département de la Haute-Savoie (p. 1960). — Demande l'ordre du jour pur et simple à la suite de la discussion des interpellations concernant les circulaires relatives à l'accès des militaires dans les cafés, restaurants et débits de boissons (A., S. de 1916, t. unique, p. 160). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Amendement de M. Jules Delahaye à l'article 3 bis*,

A., S. de 1916, t. unique, p. 283). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la taxation de l'avoine, de l'orge, du seigle, du son et des issues (p. 780); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Ses observations sur l'article 5 relatif au régime de l'alcool*, p. 1337; *Amendement de M. Camuzet à cet article*, p. 1343); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Ses observations sur l'article premier*, p. 2697). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi autorisant des dérogations aux lois qui régissent la navigation sous pavillon français (A., S. de 1917, t. unique, p. 154). — Son amendement à l'ordre du jour motivé de M. Jean Durand présenté à la suite de la discussion des interpellations sur la mise en sursis des agriculteurs appartenant aux classes 1888 et 1889 (p. 474). — Sa question au Ministre de la Marine sur le naufrage de la *Medjerda* (p. 1220). — Est entendu dans la discussion : des interpellations relatives à la guerre sous-marine (p. 1240 et suiv., p. 1413); du projet de loi sur l'organisation du repos du samedi pour les ouvrières du vêtement (p. 1269); d'interpellations sur la marine marchande (p. 1565 et suiv.); d'une interpellation concernant l'achat de navires à l'étranger (p. 2216); d'une interpellation relative à l'alimentation des troupes (p. 2240); d'une proposition de résolution concernant les permissions agricoles et les sursis spéciaux à accorder aux hommes des régions libérées (p. 2910). — Est entendu, comme *Rapporteur de la Commission de la marine de guerre*, dans la discussion d'une proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer (p. 2819 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 [Transports maritimes et marine marchande] (p. 3876). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats de l'affaire Bolo (A., S. de 1918, t. unique, p. 782). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant une demande de concession de terrains pétroliers en Algérie (p. 2073). — Intervient dans la discussion d'un projet de loi relatif à la réquisition de

la flotte marchande (A., S. de 1918, t. unique, p. 2742). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'impellations visant les questions de démobilisation (p. 2987). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A. S. O. de 1919, t. unique, p. 2002). — Son rapport sur une pétition (p. 2096). = S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 121, 699). = Obtient un congé (A., S. de 1915, t. unique, p. 1628). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3459).

TROUSSAINT (M. le médecin inspecteur), *Directeur du service de santé au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi tendant : 1° à ouvrir au Ministre de la Guerre des crédits sur les Exercices 1913 et 1914 ; 2° à autoriser le Ministre de la Marine à engager des dépenses non renouvelables ; 3° à déterminer les règles financières applicables à ces dépenses (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 508) ; du budget de l'Exercice 1914 (p. 508).

TURMEL (M.), *Député de la 2^e circonscription de Guingamp [Côtes-du-Nord].*

Son élection est validée (p. 417). = Membre : de la Commission des mines (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Sa proposition de loi concernant les baux à ferme (I., n° 275 ; an., S. de 1914, p. 1984). — Sa proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission des marchés de la guerre, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1267 ; an., S. de 1915, p. 953). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à la nomination d'une Commission parlementaire chargée de faire une enquête sur l'utilisation des hommes actuellement sous les drapeaux (I., n° 1497 ; an., S. de 1915, p. 1299). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à libérer les pères de famille qui ont un fils incorporé (I., n° 2173 ; an., S. de 1916, p. 765). — Sa proposition de résolution sur les congés à accorder, par roulement, aux troupes combattantes (I., n° 1106 ; an., S. de

1915, p. 227) (1). = Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Thierry-Delanoue par l'arrondissement de Bar-sur-Aube [Aube] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 11) ; de M. Théveny par l'arrondissement d'Arcis-sur-Aube [Aube], (p. 113). Son rapport supplémentaire sur cette dernière élection (p. 137). — Prend part à la discussion de son élection par la 2^e circonscription de Guingamp [Côtes-du-Nord] (p. 417). — Prend part à la discussion des projet et propositions de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (*Son contre-projet*, A., S. de 1915, t. unique, p. 377, 384, 388 ; *Son amendement au paragraphe premier de l'article premier*, p. 441). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à autoriser l'acquisition et l'introduction de bétail étranger sur pied, p. 976). — Est entendu : sur la discussion immédiate de sa proposition de résolution relative à l'exercice immédiat de la réquisition générale par les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies (p. 1066) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux successions ouvertes pendant la guerre et spécialement aux successions des militaires et marins (p. 1541, 1567, 1607, 1608). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1679, 1680, 1691, 1694, 1742) ; du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Sa motion préjudicielle*, p. 1704 ; *la retire*, p. 1709). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le moratorium des loyers et l'exercice de la saisie gagerie sur les biens des mobilisés (A., S. de 1916, t. unique, p. 13, 19). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées (*Son contre-projet déposé de concert avec M. Aristide Jobert*, p. 656 et suiv.). — Prend part à la discussion : des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre. (Exonérations et délais. *Ses observations sur l'article 12*, p. 791 ; *Son texte additionnel à l'article 17*, p. 877 ; *Texte additionnel de M. Caffort à l'article 21*, p. 886 ; Juridiction et procédure. *Amendement de M. Levasseur à l'article 13*, p. 951 ; *Amendement de M. Lamy à l'article 43*,

(1) Ce document n'a pas été publié.

A., S. 1916, t. unique, p. 955; Dispositions générales. *Art. 50 bis nouveau de M. Levasseur*, p. 975 et suiv.); des projet et propositions de loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayage par suite de la guerre (*Amendement de M. Jovelet à l'article 2*, p. 1104; *Son amendement à l'article 2*, p. 1106 et suiv.; *Amendement de M. Jovelet concernant les paragraphes c et d de cet article*, p. 1108 et suiv.; *Ses observations concernant l'article 4 bis*, p. 1116; *Son texte additionnel à cet article*, p. 1117; *Son amendement au paragraphe 2 de l'article 6 présenté de concert avec M. Jobert*, p. 1131 et suiv.; *Son texte additionnel au même article*, p. 1134; *Son article 7 bis*, p. 1136). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 (*Son amendement relatif à l'établissement d'une contribution de guerre sur certains contribuables*, p. 1358); du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'Exercice 1917 (*Amendement de M. Jobert concernant les familles nombreuses*, p. 1569); d'une proposition de résolution tendant à élever à 50 centilitres la ration de vin des militaires dans la zone des armées (p. 1685); d'une proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2229). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxe de guerre*, p. 2804). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement à l'article 50*, A., S. de 1917, t. unique, p. 95; *le retire*, *ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Sa disposition additionnelle concernant la date d'application de la loi*, p. 295); du projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement (*Amendement relatif au Ministère de l'Agriculture*, p. 325). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de

loi concernant la résiliation des baux à ferme et de métayages par suite de la guerre (*Son amendement à l'article 16*, A., S. de 1917, t. unique, p. 833). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur l'inégalité des soldes et salaires octroyés aux mobilisés (p. 431). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le ravitaillement en sucre de certaines régions de la France (p. 441). — Son opposition à l'inscription, sans débat, du projet de loi tendant à modifier la loi du 5 août 1914 sur la prorogation des échéances des valeurs négociables en ce qui concerne l'exception de mobilisation (p. 468). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (p. 747); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Son amendement concernant l'augmentation de salaire aux cheminots, la haute paye et l'indemnité de tranchée, l'aviation*, p. 818 et suiv.; *retire la partie de cet amendement relative à l'aviation*, p. 824); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 959 et suiv.); de diverses interpellations relatives aux explosions survenues dans diverses usines travaillant pour le Ministère de la Guerre (p. 1161); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la constatation de l'état des lieux susceptible de donner ouverture à la réparation des dommages de guerre (p. 1616). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Exonérations et délais; *Amendement de M. Levasseur tendant à supprimer le dernier paragraphe de l'article 12*, p. 1623, Juridiction et procédure. *Amendement de M. Levasseur à l'article 59*, p. 1666); d'un projet de loi, modifié par le Sénat, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1651); — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1708). — Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2.)

demande en autorisation de mensuels 18/9/1917 J 3765 an Sd 17 p 1277
 Rapport de M. Pierre LAVAL 20/9/1917 J 3775 an Sd 17 p 1320
 Adoption des conclusions J. C. communis 20/9/1917 A Sd 17 p 3213 2462

immédiat demande en autorisation de mensuels 18/4/1918 J 4600 Sd 18 p 548
 Rapport de M. André HESSE 18/4/1918 J 4748 an Sd 1918 p 788
 Adoption des conclusions de la commission 5/7/1918 A Sd 18 p 1696

V

VAILLANT (M.), *Député de la 2^e circonscription du 20^e arrondissement de Paris [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. de 1914, t. 2, p. 103). — Président : du 1^{er} Bureau (F., n° 3 ; J. O. de 1914, p. 4961) ; du 3^e Bureau (F., n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; du 2^e Bureau (F., n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857). — Membre : de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission de l'hygiène publique (p. 289) ; de la Commission de l'armée (A., S. de 1915, t. unique, p. 27). — Sa proposition de loi pour l'abrogation de la loi du 7 août 1913 fixant la durée du service dans l'armée active et pour la mise en vigueur, avec application au 1^{er} octobre 1915, de la loi du 21 mars 1905 réduisant à deux ans la durée du service dans l'armée active (I., n° 57 ; an., S. O. de 1914, p. 1849). — Sa proposition de loi relative à la fabrication et à la vente de la liqueur ou boisson d'absinthe, des liqueurs, apéritifs et vins aromatisés (I., n° 67 ; an., S. O. de 1914, p. 1851). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'assurer aux travailleurs un repos hebdomadaire nécessaire, par l'institution de la « semaine anglaise » (I., n° 68 ; an., S. O. de 1914, p. 1852). — Sa proposition de loi tendant à la suppression des tueries particulières par l'établissement, dans le délai de cinq ans, d'abattoirs publics aux frais communs des communes, des départements et de l'Etat (I., n° 69 ; an., S. O. de 1914, p. 1853). — Sa proposition de loi pour l'institution d'une assurance nationale des victimes de la guerre (I., n° 536 ; an., S. de 1915, p. 61). — Sa proposition de loi relative à la fabrication, à la circulation et à la vente des liqueurs, apéritifs et vins aromatisés (I., n° 777 ; an., S. O. de 1915, n. 286). — Prend part, en qualité de *Vice-Pré-*

sident de la Commission de l'hygiène, à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (*Motion d'ajournement de M. Dansette*, A., S. de 1915, t. unique, p. 157 ; *Discussion générale*, p. 161 ; *Contre-projet de M. François-Fournier*, p. 180 ; *Alinéa 4^e de l'article premier*, p. 209 ; *Suppression du paragraphe 2 de l'article 11*, p. 244 ; *Article additionnel de M. Jobert*, p. 283). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917 (p. 473). — Prend part à la discussion : concernant la Commission à laquelle devra être renvoyé le projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (p. 594) ; des propositions de loi concernant les plans d'extension, d'aménagement et d'embellissement des villes, la revision et l'extension des routes et chemins (p. 729) ; du projet de loi tendant à réprimer l'ivresse publique (p. 1306) ; du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Son amendement*, p. 1725, 1726). — Son décès est annoncé à la Chambre (p. 1952).

VALETTE (M.), *Député de la 2^e circonscription d'Alais [Gard]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre : de la Commission des comptes définitifs et des économies (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289) ; de la Commission des mines (*ibid.*). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier les dispositions de la loi du 25 février 1914 portant création d'une caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs (I., n° 2951 ; an., S. de 1917, p. 2010). — Sa proposition de résolution, présentée avec de-

mande de discussion immédiate, sur le relèvement des salaires et la mise en sursis d'ouvriers mineurs (I., n° 3420; an., S. de 1917, p. 848). — Sa proposition de loi concernant la nationalisation des fonctions des contremaîtres et des maîtresses d'atelier des écoles pratiques d'industrie (I., n° 6611; an., S. de 1919, p. 2281). = Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution sur le relèvement des salaires et la mise en sursis d'ouvriers mineurs (I., n° 3435; an., S. de 1917, p. 857). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à l'organisation de commissions mixtes ouvrières et patronales dans les bassins miniers de houilles, métalliques et ardoisières (I., n° 4026; an., S. de 1917, p. 1796); son rapport supplémentaire (I., n° 4265; an., S. de 1918, p. 128); son 2^e rapport supplémentaire (I., n° 6292; an., S. de 1919, p. 1786). = Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur l'élection de M. Gouyon, par la 2^e circonscription de Brive [Corrèze] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 18). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 830; *Son amendement*, p. 927); du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Discussion générale*, p. 1987 et suiv.; *Répartition des combustibles*, p. 2074; *Dispositions générales*, p. 2083). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (A., S. de 1916, t. unique, p. 2406 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la discussion d'une interpellation relative au ravitaillement en charbon de la population parisienne (A., S. de 1917, t. unique, p. 133); prend part à la discussion des interpellations concernant le ravitaillement en charbon (p. 193 et suiv.). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi sur le régime des productions de guerre (*Amendement relatif aux mines*, p. 529). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 799); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 872); d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1327); des interpellations sur le décret du 13 juin 1917 relatif à l'emploi du gaz (p. 1511). — Est entendu, comme *Rapporteur*: sur l'ajournement de la discussion

d'une proposition de résolution concernant le relèvement et la mise en sursis d'ouvriers mineurs (A., S. de 1917, t. unique, p. 1587); au cours de la discussion de cette proposition de résolution (p. 1684). — Prend part à la discussion: de plusieurs interpellations relatives au ravitaillement en charbon de la population civile (p. 1948); du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (*Dispositions générales: Observations sur l'article premier*, p. 1962); de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2030). — Demande à transformer en interpellation une question relative à la mise en sursis d'appel des ouvriers mineurs (p. 2155). — Demande la discussion d'une proposition de résolution tendant à l'allocation d'une indemnité de cherté de vie aux ouvrières fileuses en soie (p. 3382); prend part à la discussion de cette proposition (*ibid.*); la retire (p. 3383). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0 (A., S. de 1918, t. unique, p. 2167); d'un projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'Exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (*Majoration des retraites aux ouvriers mineurs*, p. 2191); du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Majoration temporaire des retraites des ouvriers mineurs*, p. 2199); d'une interpellation concernant une concession de terrains pétrolières en Algérie (p. 2224); d'un projet de loi tendant à la répression des rémunérations occultes versées par les fournisseurs aux employés des maisons de commerce et des entreprises industrielles (p. 2387); du projet de loi modifiant la loi de 1810 sur les mines [Durée des concessions et participation de l'Etat aux bénéficiaires] (*Discussion générale*, p. 2893; *Ses amendements: à l'article premier*, p. 2901; *à l'article 2*, p. 2917, 2921; *à cet article devenu article 3*, p. 2953; *autres amendements à cet article*, p. 2957; *Son article additionnel au projet de loi*, p. 2992). — Est entendu dans la discussion: des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles

dés services civils] (*Prime de démobilisation aux combattants*, A., S. de 1918, t. unique, p. 3356; *Amendement de M. Brizon tendant à réduire de 5 milliards le crédit du chapitre premier*, p. 3360); du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des dépenses civiles] (*Personnel de l'enseignement technique*, p. 3382; *Subvention à la caisse autonome des ouvriers mineurs*, p. 3384). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Prisonniers civils rapatriés*, A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1424; *Son amendement concernant la mise en sursis des ouvriers mineurs des classes 1913, 1914, 1915 et 1916*, p. 1459; *Retraite d'invalidité des ouvriers mineurs*, p. 1462); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1621, 1873); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 2922 et suiv.); d'une proposition et d'un projet de loi sur la journée de huit heures (p. 1818). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines (p. 2242, 2269; *Deuxième délibération*, p. 2298); de cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (p. 2479). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les mesures à prendre pour donner une solution au conflit minier (p. 2355); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2411). — Adresse au Ministre du Travail une question relative à un conflit existant à l'usine de Danmarie, à Alais (p. 3075). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant de l'instruction publique (p. 3079 et suiv.; 3208, 3215); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3726, 3809, 3833); de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture (p. 3906).

VALIÈRE (M.), *Député de l'arrondissement de Bellac [Haute-Vienne]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts (A., S. O.

de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission de la réorganisation économique (A., S. de 1917, t. unique, p. 2236). = Sa proposition de loi ayant pour objet de préciser la situation militaire des pères de quatre et cinq enfants et des veufs pères de trois enfants au moins (I., n° 1162; an., S. de 1915, p. 833). — Sa proposition de loi tendant à autoriser l'acquisition par l'Etat de viandes frigorifiées pour les besoins de l'armée et de la population civile (I., n° 1328; an., S. de 1915, p. 1020). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant l'application de la loi du 17 août 1915 (I., n° 1708; an., S. de 1916, p. 145). — Sa proposition de résolution tendant à accorder des permissions spéciales aux conseillers généraux et aux conseillers d'arrondissement (I., n° 3148; an., S. de 1917, p. 399). — Sa proposition de loi tendant à la réorganisation économique (I., n° 3253; an., S. de 1917, p. 447). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les allocations aux familles des mobilisés (I., n° 3692; an., S. de 1917, p. 1243). — Sa proposition de résolution tendant à ce que des vêtements soient accordés aux mobilisés renvoyés dans leurs foyers (I., n° 5191; an., S. de 1918, p. 1808). — Sa proposition de loi tendant à assurer la répartition de la plus-value des terres entre les propriétaires et les fermiers, colons, métayers et ouvriers agricoles (I., n° 5859; an., S. de 1919, p. 1013). — Sa proposition de loi portant ouverture d'un crédit d'un milliard de francs en vue de la réorganisation de l'agriculture française (I., n° 6777; an., S. de 1919, p. 2595). = Son rapport sur les marchés conclus par l'Etat depuis le début de la guerre [Marché de ferrures passé avec M. d'Hebray de Pouzols par le Service des forges] (I., n° 6219; an., S. de 1919, p. 2591). = Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. Ribeyre par la 1^{re} circonscription du Puy [Haute-Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 41). — Est entendu : sur une motion d'ajournement de la discussion des projet et propositions de loi concernant les accidents agricoles (A., S. de 1915, t. unique, p. 334); dans la discussion de ces projet et propositions (*Contre-projet de MM. Turmel et Jobert*, p. 389; *Articles de la loi*, p. 630); de la proposition de résolution concernant l'affectation spéciale, en temps de guerre, des hommes mobilisés pères

de familles nombreuses (A., S. de 1915, t. unique, p. 1468); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Son article additionnel*, p. 1726; *le retire*, p. 1727). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1916, de crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 546 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les visites illégales auxquelles sont soumis les soldats du service auxiliaire (p. 1692); développe cette interpellation (p. 1961 et suiv.). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Augmentation de salaire en faveur des cantonniers*, p. 1801 et suiv.); des interpellations sur l'utilisation des effectifs militaires (p. 2209). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Discussion générale*, p. 2607 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Ses amendements concernant: les hommes devant être dispensés de la visite*, A., S. de 1917, t. unique, p. 255; *Sa disposition additionnelle présentée de concert avec M. Vincent Auriol*, p. 292 et suiv.). — Est entendu: sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de loi sur l'organisation, de la production de guerre (p. 410); dans la discussion de cette proposition de loi (p. 445 et suiv.; *Ses articles additionnels*, p. 1099 et suiv.). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 5 millions de francs à titre de subvention au Comité des orphelins de la guerre (p. 516); du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (p. 871; *Son amendement*, p. 873; *le retire*, p. 874); d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 1394). — Sa motion tendant à la nomination d'une Commission spéciale pour l'examen de sa proposition de loi tendant à la réorganisation économique (p. 1920). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la Nation (Dispositions générales: *Observations concernant l'article premier*, p. 1961); des interpellations sur la mise en sursis d'appel des agriculteurs des vieilles classes (p. 2281); d'un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (p. 2314; *Son amendement relatif aux allocations*, p. 2315); du projet de loi

concernant les crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917 (*Allocations*, A., S. de 1917, t. unique, p. 2564); d'interpellations relatives aux affaires Bolo pacha et du *Bonnet Rouge* (p. 2707). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3224; *Sa motion tendant au renvoi du projet à la Commission*, p. 3265; *le retire*, p. 3266; *Article 2 modifié par la Commission*, p. 3272; *Amendement de M. Moutet à l'article 5 relatif à la concession de la gratification*, p. 3319; *Amendement de M. Goude à l'article 5 et relatif à la classification des infirmités*, p. 3324; *Observations concernant l'article 12 relatif à la veuve qui se remarie*, p. 3347; *Sa motion tendant au renvoi de cet article à la Commission*, p. 3348. Titre II. Du droit des veuves et des enfants. Chap. 1^{er}. Des droits à la pension: *Ses observations sur le paragraphe 2 de l'article 9*, p. 3457; *Son amendement concernant ce paragraphe*, p. 3459; *Article 12 nouveau concernant la veuve qui se remarie*, p. 3725. Titre III. Droits des ascendants: *Amendement de M. Queuille à l'article 18*, p. 3758; *Amendement de M. Ernest Lafont au même article*, p. 3760; *Amendement de M. Betoulle*, p. 3764; *Son amendement tendant à la suppression des paragraphes 1^o, 2^o et 3^o de cet article*, *ibid.* Titre V. Dispositions diverses relatives à l'application de la loi: *Son amendement à l'article 29*, A., S. de 1918, t. unique, p. 209; *Ses observations sur l'article 32*, p. 215; *Sa motion tendant au renvoi de cet article à la Commission*, p. 217); de ce projet de loi modifié par la Commission (p. 3029, 3113). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la réorganisation économique du pays (A., S. de 1918, t. unique, p. 98); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 98, 802); développe cette interpellation (p. 870). — Prend part à la discussion: d'une interpellation concernant la production de la chaussure nationale (p. 522); d'une interpellation sur la division de la France en régions économiques (p. 2566); d'interpellations sur la libération des vieilles classes (p. 2779). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de l'attribution d'un costume civil ou d'une indemnité aux démobilisés (p. 3461). — Est entendu: sur le règlement de l'ordre du jour (A., S. O. de 1919,

t. unique, p. 3218); dans la discussion des propositions de loi relatives au vote par correspondance (p. 4460).

VANDAME (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Lille [Nord]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 395). — Membre : de diverses Commissions (F. n° 7; J. O. de 1914, p. 5126); de la Commission de la comptabilité (F. n° 11, J. O. de 1914, p. 8370); de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de la législation fiscale (p. 289); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de contrôle de l'approvisionnement, de la répartition et de la consommation des essences et carburants pour automobiles dans les zones des armées et de l'intérieur (I., n° 3976; an., S. de 1917, p. 1726). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'armée, sur la proposition de résolution de M. André Honnorat et plusieurs de ses collègues invitant le Gouvernement à organiser, au profit et avec le concours des officiers et soldats convalescents, un enseignement réciproque des diverses langues des pays alliés (I., n° 4284; an., S. de 1918, p. 145). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la nomination, dans le corps des ingénieurs militaires des poudres, des élèves sortis de l'École polytechnique en 1914 et classés dans le service des poudres (I., n° 4446; an., S. de 1918, p. 393); son rapport supplémentaire (I., n° 4823; an., S. de 1918, p. 909). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à retarder d'un an par enfant la classe des mobilisés pères de famille (I., n° 4447; an., S. de 1918, p. 394). — Son rapport sur le projet de loi modifiant et complétant la loi du 25 mars 1914 relative à la création d'un corps d'ingénieurs militaires et de corps d'agents et de sous-agents militaires des poudres, en ce qui concerne le recrutement des ingénieurs pendant les hostilités et la création de cadres de complément (I., n° 4791; an., S. de 1918, p. 857). — Son rapport sommaire sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution rela-

tive à la publication du compte rendu sténographique du Comité secret du 29 juin 1917 (I., n° 4888; an., S. de 1918, p. 947). — Son rapport sur : 1° le projet de loi portant ratification : 1° du décret du 11 août 1918 relatif au transport sur route des céréales; 2° du décret du 15 août 1918 réglementant l'industrie brassicole et les industries et commerces annexes; 3° du décret du 14 août 1918 réglementant le commerce des haricots; 4° du décret du 29 août 1918 réglementant la vente du lait et des produits dérivés du lait; 2° le projet de loi portant ratification du décret du 26 novembre 1918 modifiant le décret du 15 août 1918 relatif à l'industrie brassicole et les industries et commerces annexes [Décrets des 15 août et 26 novembre 1918, réglementant l'industrie brassicole et les industries et commerces annexes] (I., n° 5479; an., S. de 1918, p. 2924). — Ses rapports, au nom du 9^e Bureau, sur les élections : de M. Walter par la 3^e circonscription de Saint-Denis [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 76); de M. Bokanowski par la 4^e circonscription de Saint-Denis [Seine] (p. 76). — Est entendu dans la discussion de son élection par la 1^{re} circonscription de Lille [Nord] (391, 394). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1917, t. unique, p. 3145, 3666; A., S. de 1918, t. unique, p. 267, 923, 1267, 1473, 1693, 1805, 2076, 2380, 2874, 3185). — Son opposition à l'inscription sans débats du projet de loi concernant les infractions relatives à la vente, à la circulation, à l'emploi du pétrole et de l'essence, ainsi qu'à la circulation des véhicules automobiles (p. 1439). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de loi tendant à la création d'une commission de contrôle des essences et carburants pour automobiles (p. 1498). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur une concession de terrains pétrolières en Algérie (p. 2223). — Son allocution relative à la délivrance de la ville de Lille (p. 2424). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du remboursement des bons de ville dans les régions libérées (p. 2820). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3149). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 38, 43, 84, 259); du projet de loi concernant l'échange des bons de

monnaie des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 256); de diverses propositions de loi relatives à une indemnité de démobilisation (p. 768); de propositions de loi concernant la protection de la propriété commerciale (p. 832, 835, 871); du projet de crédits additionnels au Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Enseignement primaire supérieur*, p. 1108). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1628, 1981, 2096, 3097, 3601, 4325). — Prend part à la discussion : du projet de loi autorisant le versement de coupons russes en libération de la moitié du prix de souscription des obligations à émettre par application de la loi du 16 février 1917 (p. 2127); du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Discussion générale*, p. 2455); de plusieurs propositions de loi relatives à la levée de l'état de siège et à l'abrogation de la censure (p. 2964); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés (p. 3806); du projet de loi réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par faits de guerre (p. 4462). = S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 521). = Obtient des congés (A. S. de 1915, t. unique, p. 327; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 47).

VARENNE (M. ALEXANDRE), *Député de la 2^e circonscription de Riom [Puy-de-Dôme]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 101). = Membre : de la Commission de la législation fiscale; de la Commission du suffrage universel (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission du budget (A., S. de 1915, t. unique, p. 942); de la Commission de la législation fiscale (A., S. de 1916, t. unique, p. 168); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien Ministre de l'Intérieur [M. Malvy] (F., n° 367; J. O. de 1917, p. 9455); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à inviter le Gouvernement à fournir à la Chambre des

Députés des explications sur les rapports qui lui ont été communiqués par les Commissions de l'armée et du budget en ce qui touche l'Administration de la guerre (1) (I., n° 1240; an., S. de 1915, p. 940). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 2.500.000 francs destiné à assurer la liquidation des pensions en souffrance des agents et sous-agents de l'Administration des postes et télégraphes (I., n° 4725; an., S. de 1918, p. 697). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives (I., n° 6406; an., S. de 1919, p. 2014). — Sa proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 2.500.000 francs destiné à assurer la liquidation des pensions des agents et sous-agents de l'Administration des postes et des télégraphes (I., n° 6545; an., S. de 1919, p. 2165). = Son rapport sur le projet de loi tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1915; 2° à ajourner les élections législatives, départementales et communales (I., n° 478; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2188). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger les pouvoirs des sénateurs appartenant à la série B (I., n° 483; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2189). — Son rapport sur la proposition de loi relative aux droits politiques des naturalisés et fils de naturalisés (I., n° 786; an., S. de 1915, p. 294). — Son rapport sur le projet de loi tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1916; 2° à proroger les pouvoirs des conseils municipaux; 3° à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissements appartenant à la première série; 4° à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires (I., n° 1736; an., S. de 1916, p. 263). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1916; 2° à proroger les pouvoirs des conseils municipaux; 3° à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la première série; 4° à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires (I., n° 1859; an., S. de 1916, p. 324); son second

(1) Cette proposition a été renvoyée à la Commission de l'armée, avec avis de la Commission du budget, les deux Commissions étant exceptionnellement réunies pour délibérer en commun (Décision de la Chambre du 6 août 1915).

rapport supplémentaire (I., n° 1986 ; an., S. de 1916, p. 580). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement général de l'Algérie à contracter un emprunt de 20 millions applicable à des travaux de chemins de fer sur les réseaux rachetés de Bône-Guelma, de l'Est-Algérien et du Groupe oranais (I., n° 2579 ; an., S. de 1916, p. 1512). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'Exercice 1917 (I., n° 2737 ; an., S. de 1916, p. 1739). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour but de ramener à 0 fr. 10 et à 0 fr. 05 la taxe intérieure sur les cartes postales (I., n° 3583 ; an., S. de 1917, p. 1039). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur l'amendement de M. Lefas au projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1917 des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917, ayant pour objet l'abrogation de l'article 6 de la loi du 29 novembre 1850 en ce qui concerne les télégrammes ordinaires (I., n° 3584 ; an., S. de 1917, p. 1040). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (I., n° 4130 ; an., S. de 1917, p. 2219). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande. — 2^e section : Postes et Télégraphes] (I., n° 4131 ; an., S. de 1917, p. 2248). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution de MM. Amiard, Goust et Franklin-Bouillon, tendant à l'assimilation aux facteurs de la Seine des facteurs suburbains en résidence dans le département de Seine-et-Oise (I., n° 4634 ; an., S. de 1918, p. 602). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de MM. Louis Amiard, Louis Deshayes et Camille Picard, tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1918 et du 1^{er} janvier 1919, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer (I., n° 5335 ; an., S. de 1918, p. 1865). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des ser-

vices civils de l'Exercice 1919 [Postes et Télégraphes] (I., n° 5689 ; an., S. de 1919, p. 735) ; son rapport supplémentaire (I., n° 6254 ; an., S. de 1919, p. 1741). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution de M. Paul Laffont (Ariège) tendant à accorder une pension de retraite aux courriers auxiliaires, gardiens d'entrepôts et chargeurs auxiliaires des postes et télégraphes (I., n° 5779 ; an., S. de 1919, p. 905). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Chemins de fer de l'État] (I., n° 5961 ; an., S. de 1919, p. 1133) ; son rapport supplémentaire (I., n° 6237 ; an., S. de 1919, p. 1206). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels en vue du paiement d'acomptes sur les relèvements ultérieurs de traitements aux personnels des Postes et des Télégraphes (I., n° 6023 ; an., S. de 1919, p. 1216). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Amiard, ayant pour objet d'apporter certaines modifications à la loi du 7 janvier 1918 portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux (I., n° 6118 ; an., S. de 1919, p. 1393). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1919, de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue d'améliorer les traitements et salaires du personnel des postes et des télégraphes et de la Caisse nationale d'épargne (I., n° 6686 ; an., S. de 1919, p. 2403). — Son rapport sur le projet de loi exemptant du droit de statistique les colis postaux expédiés en transit (I., n° 6760 ; an., S. de 1919, p. 2543). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de fixer le maximum des dépenses matérielles et frais d'émission des obligations créées pour les besoins des chemins de fer de l'État (I., n° 6770 ; an., S. de 1919, p. 2547). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1919 en vue d'améliorer les traitements et salaires du personnel des postes et des télégraphes et de la Caisse nationale d'épargne (I., n° 6986 ; an., S. de 1919, p. 2916). — Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Constans (Paul) par la 2^e circonscription de Montluçon [Allier] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 8). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi tendant à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1915 (A., 2^e S. E.

de 1914, t. 2 de 1914, p. 945); prend part à la discussion des conclusions de ce rapport (p. 946). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Sénateurs (p. 947). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats de la Guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 1271, 1283). — Est entendu : sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 1489) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (*Motion préjudicielle de M. Vincent Auriol*, p. 1709). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime de la Presse en temps de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 90). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi tendant à ajourner les élections législatives, départementales et consulaires (p. 754 et suiv.). — Prend part à la discussion des propositions de résolution concernant l'organisation du contrôle aux armées (*Son amendement à l'article 5, relatif à la nomination des délégués*, p. 1594). — Est entendu sur la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures de défense nationale (p. 2682 et suiv.). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite du Comité secret sur les affaires de Grèce (A., S. de 1917, t. unique, p. 170) ; le retire pour se rallier à l'ordre du jour de M. Bedouce (p. 174). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés (*Son amendement concernant les hommes des classes les plus anciennes*, p. 283 ; *le retire*, p. 284). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la circulaire du Ministre de la Guerre relative à la suppression des permissions de vingt-quatre heures pour certains militaires (p. 411) ; développe cette interpellation (p. 411 et suiv. ; *son ordre du jour motivé*, p. 414 ; *le retire*, p. 415 ; *son ordre du jour modifié*, *ibid.*). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'interpellations sur l'organisation de l'aéronautique militaire (p. 550). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 627) ; dans la discussion de diverses interpellations sur le ravitaillement (p. 661). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Exonérations et délais : *Son amendement à l'article 12*, p. 1595 et suiv.). — Est

entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, et établissement d'un impôt sur diverses catégories de revenus (*Discussion générale*, A., S. de 1917, t. unique, p. 1828) ; de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (p. 2100). — Prend part à la discussion des interpellations sur les déclarations du Gouvernement et sa politique générale (p. 3038). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique générale (p. 3054) ; développe cette interpellation (p. 3057). — Donne lecture de l'avis de la Commission du budget sur une proposition de loi autorisant l'envoi gratuit d'un paquet aux militaires et marins en campagne, à l'occasion de Noël 1917 et du 1^{er} janvier 1918 (p. 3104). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires du premier trimestre de 1918 [Budget ordinaire des services civils] (*Amendement concernant les bénéfices de guerre*, p. 3523 ; *Taxe sur les successions*, p. 3541 ; *Amendements relatifs aux parents collatéraux au delà du quatrième degré*, p. 3554 ; *Impôts sur les paiements et les dépenses*, p. 3575 ; *Taxe sur les établissements de luxe ou de premier ordre*, p. 3649) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 3913). — Prend part, comme Président de la Commission, à la discussion du projet de loi relatif à l'ajournement des élections (p. 3692, 3697, 3701). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire assurer par la justice militaire le respect des règles du droit au bénéfice de tous les inculpés (A., S. de 1918, t. unique, p. 60) ; du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Finances : *Rappel des fonctionnaires mobilisés dans d'autres ministères*, p. 805) ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1633). — Est entendu, comme *Président* de la Commission de la législation fiscale, dans la discussion des projet et propositions de loi concernant le régime de l'alcool (Titre I^{er}. Monopole de l'alcool industriel . *Contre-projet de M. Siegfried*, p. 848 ; *Amendement de MM. Jobert et Lauche à l'article 4*, p. 1261 ; *Nouvel amendement de M. Barthé à*

l'article 6 relatif au prix d'achat et à l'achat de l'alcool, A., S. de 1919, t. unique, p. 2697). — Est entendu, comme *Président de la Commission*, dans la discussion d'une proposition de loi concernant les revisions périodiques des évaluations foncières (p. 1675). — Intervient dans la discussion d'une interpellation concernant l'épidémie de grippe qui sévit dans le pays (p. 2487). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil Georges Clemenceau et au maréchal Foch (p. 2665). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2733). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 212); d'une interpellation sur la situation financière de la France (p. 1002, 1023, 1026). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1034, 1197, 1254, 1500, 1560, 1767, 1805, 3645). — Demande, comme *Président* de la Commission du suffrage universel, la discussion immédiate de la proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1080); prend part à cette discussion (p. 1234, 1517, 1585, 1611, 1619, 1660, 1734, 1760, 1767, 1779, 1857, 1870, 1875); à la discussion de cette proposition, modifiée par le Sénat (p. 2892, 2923 et suiv.). — Est entendu, comme *Président de la Commission*, sur l'ajournement de la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, sur le nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1262, 1294, 1323); au cours de la discussion de ce projet de loi (p. 2663). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Budget ordinaire des services civils] (*Impôts dus par les mobilisés*, p. 1630; *Impôt sur le revenu*, p. 1366; *Taxe sur le luxe*, p. 1378; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 1395); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 1492). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour faire connaître au Parlement les conditions de la paix (p. 1779). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'un projet de loi accordant des avances exceptionnelles de traitements aux agents, sous-agents et ouvriers des P. T. T. (p. 1843). — Est entendu, comme *Président* de la Commission du suffrage universel, dans la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de

vote dans certaines élections (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2037, 2049; *Contre-projet de M. J. Bon*, p. 2091). — Prend part, comme *Président* de la Commission de la législation fiscale, dans la discussion du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2150). — Est entendu dans la discussion du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Attribution d'une allocation aux accidentés du travail*, p. 2647; Postes et Télégraphes : *Amendement de M. Pierre-Étienne Flandin*, p. 2802). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2795 et suiv.); dans la discussion du projet de loi ratifiant une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et élevant le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement (p. 3009). — Prend part, en qualité de *Président de la Commission*, à la discussion : des projet et proposition de loi tendant : 1° à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés; 2° à assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires, aux élections législatives; sur la demande de renvoi à la Commission (p. 3719 et suiv.); dans la discussion de ce projet de loi (p. 3753 et suiv., 3805 et suiv., 3832 et suiv., 3864 et suiv., 3970 et suiv., 4005, 4259 et suiv., 4367 et suiv., 4397 et suiv., 4420 et suiv., 4434 et suiv.); de propositions de loi relatives au vote par correspondance (p. 4457 et suiv.); d'une proposition de loi sur divers amendements à la loi électorale (p. 4524 et suiv.). — Est entendu, comme *Président de la Commission*, dans la discussion : du projet de loi portant fixation de l'ordre des diverses élections (p. 4573); de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant l'envoi et la distribution des bulletins de vote et circulaires électorales (p. 4657). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 2932). — Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 1808; A., S. de 1918, t. unique, p. 1079, 2070).

VASSELLE (M.), *Directeur du service de l'Indo-Chine*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509).

VEBER (M. ADRIEN), *Député de la 1^{re} circonscription de Saint-Denis [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de la Commission des crédits (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 192) ; de la Commission de la réforme judiciaire et de législation civile et criminelle (p. 288). = Sa proposition de loi relative à la municipalisation des services publics (I., n° 309 ; an., S. O. de 1914, p. 2020). — Sa proposition de loi tendant à protéger les héritages des soldats décédés pendant la guerre et des civils mis à mort par l'ennemi (I., n° 626 ; an., an., S. de 1915, p. 171). — Sa proposition de loi concernant les ventes mobilières après décès des militaires et civils morts pour la patrie (I., n° 686 ; an., S. de 1915, p. 229). — Sa proposition de résolution tendant à la nomination d'autant de Commissions permanents et de contrôle qu'il y a de Ministères et de Sous-Secrétariats d'Etat (I., n° 1558 ; an., S. de 1915, p. 1367). — Sa proposition de loi tendant à l'application d'un impôt aux pierres fines (I., n° 2769 ; an., S. de 1916, p. 1778). — Sa proposition de loi relative au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions militaires (I., n° 3429 ; an., S. de 1917, p. 854). — Sa proposition de loi tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 8 de la loi du 12 avril 1906 concernant les habitations à bon marché (I., n° 3849 ; an., S. de 1917, p. 1406). — Sa proposition de loi tendant à étendre le privilège des ouvriers et des commis aux artistes dramatiques et lyriques (I., n° 4505 an., S. de 1918, p. 451). = Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, ayant pour objet de permettre, en temps de guerre, le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux (I., n° 797 ; an., S. de 1915, p. 295). — Son rapport sur le projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions militaires et marins (I., n° 1180 et annexe ; an., S. de 1915, p. 843). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à allouer une indemnité aux greffiers et commis-greffiers intérimaires des tribunaux pendant la durée de la guerre (I., n° 1353 ; an., S. de 1915, p. 1038). — Son rapport sur le projet de loi concernant l'application de l'article 29 de la loi du 19 juillet 1889, modifiée par la loi du 25 juillet 1903 (I., n° 2646 ; an., S. de 1916, p. 1604). — Son

rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, portant dérogation temporaire à l'article 815 du Code civil, ainsi qu'à diverses dispositions concernant la procédure pour la liquidation des successions (I., n° 3084 ; an., S. de 1917, p. 286). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (I., n° 3209 ; an., S. de 1917, p. 431). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de résolution de MM. André Honnorat et Alexandre Varenne, invitant le Gouvernement à procéder au classement et à la centralisation de tous les périodiques français et étrangers, ainsi que tous les extraits et traductions de ces périodiques pouvant servir à l'histoire de la guerre (I., n° 3570 ; an., S. de 1917, p. 1012). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à fixer, pour les jugements de séparation de corps qui n'ont pu acquérir force de chose jugée par suite de la guerre, le point de départ du délai de trois ans prévu par l'article 310 du Code civil pour leur conversion en divorce (I., n° 3586 ; an., S. de 1917, p. 1049). — Son rapport sur la proposition de loi relative au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions militaires (I., n° 3617 ; an., S. de 1917, p. 1068). — Son rapport sur la proposition de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 [Instruction publique et beaux-arts — 1^{re} section. Instruction publique] (I., n° 4122 ; an., S. de 1917, p. 2333). — Son rapport sur le projet de loi autorisant le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à acquérir les immeubles sis aux numéros 20, 22 et 24 du boulevard Morland et aux numéros 5, 7 et 9 de la rue de Sully en vue de réaliser l'isolement de la bibliothèque de l'Arsenal (I., n° 4152 ; an., S. de 1917, p. 2176). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Bouffandeau tendant à modifier l'article 112 de la loi de finances du 13 juillet 1911, qui a fixé les traitements et indemnités des directeurs et directrices d'écoles normales (I. n° 5217 ; an., S. de 1918, p. 1815). — Son rapport sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 [Instruction publique] (I., n° 5342 ; an., S. de 1912, p. 2932). — Son rapport sur le projet de loi portant ouver-

ture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918, d'un crédit de 647.500 francs, en vue du dégagement de la Bibliothèque de l' Arsenal (I., n° 5433 ; an., S. de 1918, p. 2103). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 1^{er}, 55, 57, 58, 61 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, modifiée par la loi du 1^{er} août 1893, et l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations, pour déterminer la nationalité des actionnaires et des administrateurs de sociétés et des dirigeants d'associations (I., n° 5451 ; an., S. de 1918, p. 2858). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. de Monzie et plusieurs de ses collègues, concernant la titularisation des admissibles aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin (I., n° 5671 ; an., S. de 1919, p. 658). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [Services de l'Instruction publique] (I., n° 6353 ; an., S. de 1919, p. 1946). — Son avis, présenté au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (I., n° 6928 ; an., S. de 1919, p. 2869). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant ouverture de crédits additionnels au budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [Services de l'Instruction publique] (I., n° 6967 ; an., S. de 1919, p. 2895). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1919, au titre du Budget ordinaire des services civils ; 2^o ouverture de crédits, sur l'Exercice 1919, au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils [Instruction publique. — Chapitre 154 bis : construction de bâtiments, mise en état et installations scientifiques de locaux à l'usage des universités] (I., n° 7058 ; an., S. de 1919, p. 3026). — Son 2^e rapport supplémentaire sur le projet de loi précédent et sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit, sur l'Exercice 1919, pour l'acquisition d'un ter-

rain destiné à l'agrandissement de la Faculté de médecine de Paris (I., n° 7139 ; an., S. de 1919, p. 3121). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi relatif au mariage par procuration des militaires et marins sous les drapeaux (A., S. de 1915, t. unique, p. 469). — Demande, comme *Rapporteur*, la discussion d'un projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1476) ; prend part à cette discussion (p. 1477, 1518 et suiv., 1537 et suiv., 1564, 1605, 1607). — Est entendu : sur la fixation de la date de la prochaine séance (p. 1510) ; sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1511). — Ses rapports sur des pétitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 268, 1268, 1693). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 450, 493). — Est entendu dans la discussion du Budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Instruction publique, en qualité de *Rapporteur* : *Office national et offices départementaux des pupilles de la Nation*, p. 652 ; *Application de la loi instituant des pupilles de la Nation*, *ibid.*). — Est entendu, comme *Vice-Président* de la Commission de la législation civile et criminelle, sur la demande de discussion immédiate d'un projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 [Répression de la spéculation] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 352). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1044, 1095, 1128, 1130, 1163, 1204). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels pour l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (p. 3053, 3057, 3080 et suiv., 3161 et suiv., 3184 et suiv., 3205 et suiv.) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 4177 et suiv.). — Prend part, comme *Rapporteur* de la Commission du budget, à la discussion du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (p. 4218, 4287). — S'excuse de son absence (A., S. de 1916, t. unique, p. 1872). — Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 184 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 283, 1957).

VÉRAND (M. le général), *Inspecteur général des prisonniers de guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de résolution concernant la répartition de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 739).

VERLOT (M.), *Député de la 1^{re} circonscription de Saint-Dié [Vosges].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission du commerce et de l'industrie (p. 289); de la Commission des dommages causés par les faits de la guerre (A., S. de 1915, t. unique, p. 682); de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi relative à la création d'une taxe d'apprentissage (I., n° 3172; an., S. de 1917, p. 413). — Sa proposition de loi relative à l'organisation de l'apprentissage (I., n° 3944; an., S. de 1917, p. 1659). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 9 avril 1918 relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et les victimes civiles de la guerre, et d'élever à 20.000 francs le maximum de la valeur des immeubles à acquérir à l'aide des prêts consentis en exécution de ladite loi (I., n° 7007; an., S. de 1919, p. 2938). = Son rapport sur le projet de loi portant modification de l'article 46 de la loi de finances du 31 décembre 1907 relatif à l'inspection de l'enseignement technique (I., n° 3171; an., S. de 1917, p. 412). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour but la création d'une école nationale professionnelle d'industrie et de commerce à Epinal (I., n° 4902; an., S. de 1918, p. 953). — Son rapport sur : 1° le rapport de la précédente législature (repris le 5 juin 1914 conformément au dernier paragraphe de l'article 36 du Règlement) sur le projet de loi relatif à l'enseignement technique, industriel et commercial et les diverses propositions de loi ayant le même objet; 2° la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial (I.,

n° 4968; an., S. de 1918, p. 1744). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux récompenses à décerner dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion des expositions de Lyon, de San-Francisco et San-Diego et de Casablanca (I., n° 5902; an., S. de 1919, p. 1085). — Son rapport sur la proposition de loi de MM. Constant Verlot et Carré-Bonvalet relative à la création d'une taxe d'apprentissage (1) (I., n° 6655; an., S. de 1919, p. 2316). — Son rapport sur la proposition de loi concernant la nationalisation des fonctions des contremaitres et des maîtresses d'atelier des écoles pratiques d'industrie (I., n° 7033; an., S. de 1919, p. 2983). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Louis Marin par la 1^{re} circonscription de Nancy [Meurthe-et-Moselle] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 49); de M. Revault (Louis) par l'arrondissement de Montmédy [Meuse] (p. 50); de M. Nail par la 1^{re} circonscription de Lorient [Morbihan] (p. 51). — Son ordre du jour motivé, présenté à la suite de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A., S. de 1917, t. unique, p. 3071). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'un projet de loi tendant à la création d'une école nationale professionnelle à Epinal (A., S. de 1918, t. unique, p. 2063). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'interprétation du statut des réfugiés (p. 2323); du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (p. 3212). — Son opposition au vote sans débat d'un projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre civil (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 870). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 27; A., S. de 1916, t. unique, p. 1242, 1306, 2694, 2800; A., S. de 1917, t. unique, p. 771, 2449, 2815, 2946, 3649; A., S. de 1918; t. unique, p. 269, 1381, 2431, 3105; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1170, 1951, 1983). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 1377; A., S. de 1917, t. unique, p. 138, 1360, 2323, 2449, 3127; A., S. de 1918, t. unique, p. 668, 2692; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 435).

(1) Ce document n'a pas été publié.

VICTOR BORET (M.), *Député de l'arrondissement de Loudun [Vienne]. — Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission de l'agriculture (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes (p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission du budget (A., S. de 1917, t. unique, p. 2707). = Sa proposition de loi tendant au paiement, à domicile, des allocations (I., n° 2821; an., S. de 1916, p. 1817). = Son rapport sur la proposition de loi tendant à édicter, pour la campagne 1915-1916, un prix maximum du blé, même lorsque le Gouvernement n'usera pas du droit de réquisition (I., n° 1143; an., S. de 1915, p. 823). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile (I., n° 1161; an., S. de 1915, p. 832). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, modifié de nouveau par le Sénat, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'Exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile (I., n° 1339; an., S. de 1915, p. 1034). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse et concernant la durée des permis de chasse (I., n° 1716; an., S. de 1916, p. 63). — Son rapport supplémentaire (I., n° 1963; an., S. de 1916, p. 537). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (I., n° 1718; an., S. de 1916, p. 63). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond d'une proposition de résolution tendant à l'uni-

fication du prix des produits agricoles et à la réglementation des réquisitions (I., n° 1809; an., S. de 1916, p. 205). — Son rapport sur le projet de loi complétant la loi du 16 octobre 1915 relative au ravitaillement de la population civile en blé et en farine (I., n° 2075; an., S. de 1916, p. 641). — Sa proposition de loi tendant : 1° à la réorganisation des services du ravitaillement civil et militaire; 2° au recensement des ressources alimentaires nationales; 3° à l'institution de mesures générales contre la crise de la vie chère (I., n° 2193; an., S. de 1916, p. 877). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à interdire la vente du pain frais et établissant la suppression du travail de nuit dans les boulangeries (I., n° 2310; an., S. de 1916, p. 1071). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi de M. Victor Boret et plusieurs de ses collègues, tendant : 1° à la réorganisation des services du ravitaillement civil et militaire; 2° au recensement des ressources alimentaires nationales; 3° à l'institution de mesures générales contre la crise de la vie chère (I., n° 2377; an., S. de 1916, p. 1152); son rapport supplémentaire (I., n° 2429; an., S. de 1916, p. 1505). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi ayant pour objet la taxation du blé (I., n° 2378; an., S. de 1916, p. 1153). — Son rapport sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution concernant la sélection des betteraves (I., n° 2602; an., S. de 1916, p. 1555). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'importation et au prix de vente du maïs destiné à la nourriture du bétail (I., n° 2612; an., S. de 1916, p. 1559). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la fabrication de la farine de froment et aux sanctions pénales applicables en cas d'inobservation des dispositions réglementant la vente et la consommation des denrées alimentaires (I., n° 3021; an., S. de 1917, p. 227). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la taxation du blé (I., n° 3196; an., S. de 1917, p. 424). — Son rapport sur : 1° la proposition de résolution de M. Duboys Fresney, tendant à encourager le développement en France, de la culture du blé et à porter à 50 francs le prix du quintal métrique de cette céréale; 2° la proposition de loi de MM. Thierry-Cazes, Tournan et Abel Lefèvre [Eure], tendant à fixer le prix du

blé à 50 francs le quintal métrique pour la récolte de 1917 et un minimum de 55 francs pour la récolte de 1918 (I., n° 3529 ; an., S. de 1917, p. 984). — Son rapport sur les marchés conclus par l'État depuis le début de la guerre [Marchés Lucien Baumann et grands moulins de Corbeil. — Marchés Léon Collin] (I., n° 3530 ; an., S. de 1917, p. 1212). — Son rapport sur la proposition de résolution tendant à autoriser les agriculteurs des départements de la zone des armées, dont les blés ont été gelés au cours de l'hiver, à conserver, sur les stocks qu'ils détiennent encore, les quantités nécessaires à l'ensemencement de leurs terres, à concurrence de 150 kilos par hectare (I., n° 3602 ; an., S. de 1917, p. 1064). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à fixer le prix du blé à 50 francs le quintal métrique pendant les six premiers mois qui suivront la récolte de 1917 et à instituer un tarif décroissant pendant les périodes trimestrielles suivantes (I., n° 3603 ; an., S. de 1917, p. 1064). — Son rapport sommaire, sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution tendant à la modification immédiate du régime du pain, du blé et des autres céréales (I., n° 3716 ; an., S. de 1917, p. 1164). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant des achats de blé pour le ravitaillement de la population civile (A., S. de 1915, t. unique, p. 678). Est entendu, comme *Rapporteur* de la Commission de l'agriculture, dans la discussion ; de ce projet de loi, modifié par le Sénat (*Contre-projet de M. Compère-Morel*, p. 1157 et suiv. ; *Son amendement*, p. 1177 et suiv.) ; de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1451 et suiv.). — Intervient dans la discussion des interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1942). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le ravitaillement en vivres et en fourrages dans la zone de l'armée et dans celle de l'intérieur (A., S. de 1916, t. unique, p. 167) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion de la proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (p. 327 et suiv.). — Est entendu dans la discussion ; d'un projet de loi relatif au recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités (p. 402 et suiv.) ; du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la taxation de

l'avoine, du seigle, de l'orge, du son et des issues (A., S. de 1916, t. unique, p. 777). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion : du projet de loi complétant la loi du 16 octobre 1915, relative au ravitaillement de la population civile en blé et en farine (p. 968) ; d'une proposition de loi relative au recensement des grains et farines (*Amendement de M. Mauger à l'article premier*, p. 1632, à *l'article 3*, *ibid.* ; *Amendement de M. Dariac à l'article 4*, p. 1634 ; *Observations relatives aux déclarations*, *ibid.* ; *Motion de M. Laurent Bougère tendant à la suppression de l'article*, p. 1635. *Motion de M. G.-L. Dumesnil tendant au renvoi du projet à la Commission*, p. 1635 et suiv.). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2234 et suiv.). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion d'une proposition de résolution concernant la sélection des graines de betteraves (p. 2241). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2347). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations relatives au ravitaillement (A., S. de 1917, t. unique, p. 553) ; prend part à cette discussion (p. 625, 633 et suiv.). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion ; du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1029 et suiv. ; p. 1063 et suiv.) ; du projet de loi relatif à la fabrication de la farine de froment et aux sanctions pénales qui la concernent (p. 1070). — Son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion des interpellations relatives au ravitaillement (p. 1332). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le ravitaillement normal du pays en pain de qualité saine et nutritive (p. 2401). — Demande à interpellier le Gouvernement au sujet du ravitaillement normal du pays, notamment en pain de qualité saine et nutritive (p. 2410) ; demande la jonction aux interpellations sur la politique générale (p. 2411) ; développe cette interpellation (p. 2435). — Demande à interpellier le Gouvernement sur sa politique en matière de ravitaillement (p. 2444) ; développe cette interpellation (p. 2604, 2715). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 3002).

Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du*

Ravitaillement [Décret du 16 novembre 1917] (J. O., p. 9179). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'Exercice 1917 (*Ses observations concernant la disjonction de certains crédits*, p. 3369); du projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national (p. 3809 et suiv.). — Prend part à la discussion d'interpellations : sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 179); sur le nouveau régime des céréales, des farines et du pain (décret du 30 novembre 1917); la répartition des avoines; les mesures prises pour assurer aux viticulteurs le soufre qui leur est nécessaire (p. 191). — Est entendu dans la discussion : de propositions de loi tendant à organiser la production du blé (p. 478, 536, 549, 562, 626); d'une proposition de loi autorisant relative à la création d'un Office central de produits chimiques agricoles (p. 637). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (Agriculture : *Préposés sédentaires des forêts*, p. 685; *Déboisement des forêts des Landes, de Gascogne*, ibid.); de ce projet de loi, modifié par le Sénat, (p. 1630). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur la répartition des blés et farines en Charente-Inférieure (p. 890). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à l'ouverture de crédits au titre des Exercices 1917 et 1918 pour l'extension des services du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement [Sous-Secrétariat d'État du Ravitaillement] (p. 962); d'un projet de loi sur les encouragements à la culture mécanique (p. 1084). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1305 et suiv.; 1320 et suiv.); d'une proposition de loi tendant à la création d'une Commission de contrôle des essences et carburants pour automobiles (p. 1500); d'une interpellation sur l'organisation du matériel de transport des denrées alimentaires et spécialement du matériel des wagons-réservoirs (p. 1865); d'une interpellation sur les réquisitions opérées par l'intendance (p. 1871); sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations concernant le ravitaillement de la population civile (p. 2073); prend part à la discussion de ces interpellations (p. 2089 et suiv.). — Est entendu dans la discussion d'interpellations sur

la crise des transports (A.; S. de 1918, t. unique, p. 2128, 2135). — Répond à une question relative à la perception de certaines sommes dont le versement est imposé aux agriculteurs mobilisés à la terre (p. 2366). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant la cherté de la vie (p. 2367); au cours de la discussion de cette interpellation (p. 2372). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à organiser la fabrication des fourrages mélassés (p. 2449); du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1918 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Agriculteurs victimes de sinistres et de cyclones* (p. 3291). — Demande la discussion immédiate de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à l'intensification de la production agricole (p. 3436). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 [Répression de la spéculation] (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 394, 417); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 438, 483, 635 et suiv.). — Répond à une question concernant le ravitaillement en sucre du département de l'Isère (p. 476). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris (p. 1129, 1215). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement (p. 1374); d'un projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la constitution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (p. 1537). — Est entendu sur la fixation de la date de la fixation : d'une interpellation concernant l'approvisionnement, en malt, des brasseries des régions libérées (p. 2803); d'une interpellation sur le décret du 21 janvier 1919 autorisant l'importation des mistelles (p. 2167). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la politique agraire du Gouvernement (p. 2195). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant la grève du personnel des raffineries (p. 2205); au cours de la discussion de cette interpellation (p. 2233, 2238). — Prend part à la discussion : des crédits provisoires du deuxième semestre de 1919 (*Réquisition, p. 2585; Distillation des figes, dattes, caroubes et fruits secs de toutes origines*, p. 2604); du bud

get ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Agriculture et ravitaillement : *Discussion générale*, p. 2608 ; *Ecoles d'agriculture : de Rennes*, p. 2611 ; *de Douai*, *ibid.* ; *Utilisation des cadavres d'animaux*, p. 2612 ; *Gardes forestiers communaux*, p. 2613 ; *Médaille d'honneur des eaux et forêts*, *ibid.*). — Est entendu dans la discussion : de plusieurs interpellations relatives à la vie chère (p. 3132, 3250) ; du projet de loi autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre (p. 3150, 3228). — Sa réponse à une question relative à la mise en culture des terres abandonnées (p. 4612). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 456, 484). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 1, 6, 670, 2085, 2801).

VIDAL (M.), *Contrôleur adjoint de l'Administration de l'armée.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion d'une interpellation sur la situation de soldats ou gradés, aptes au service armé, occupant des fonctions dans les services de l'arrière (A., S. de 1916, t. unique, p. 1955).

VIDALIN (M.), *Député de la 2^e circonscription de Tulle [Corrèze].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de l'hygiène publique ; de la Commission des pensions civiles et militaires (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289). = Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection de M. Roche (Jules), par la 2^e circonscription de Tournon [Ardèche] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 106). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (*Son amendement*, p. 752). = S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 1968 ; A. S. O. de 1919, t. unique, p. 1951, 1957). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique,

p. 2408 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 6, 484, 1600, 1807, 3265 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2373).

VIELLARD (M. LOUIS), *Député de la 2^e circonscription de Belfort [Haut-Rhin, Territoire de Belfort].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 11 ; J. O. de 1914, p. 5370 ; F. n° 21 ; J. O. de 1914, p. 5961) ; de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission du commerce et de l'industrie (p. 289) ; de la Commission des régions libérées (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). = Sa proposition de loi tendant à assurer aux héritiers présents le droit de se faire envoyer en possession de l'héritage d'un militaire décédé (I., n° 2152 ; an., S. de 1916, p. 733). — Sa proposition de loi concernant le capital-actions des sociétés anonymes et en commandite (I., n° 3754 ; an., S. de 1917, p. 1255). — Sa proposition de résolution tendant à dispenser, sous certaines conditions, les étudiants munis de la première partie du baccalauréat, de la deuxième partie de cet examen, pour l'accession au grade de licencié en droit ou de docteur en médecine (I., n° 4690 ; an., S. de 1918, p. 642). — Sa proposition de loi tendant à la suppression des sous-préfets (I., n° 4953 ; an., S. de 1918, p. 1059). — Sa proposition de résolution tendant à exonérer des droits d'examen les étudiants mobilisés (I., n° 5529 ; an., S. de 1919, p. 8). = Ses rapports, au nom du 1^{er} Bureau, sur l'élection : de M. Paul-Meunier par l'arrondissement de Bar-sur-Seine [Aube] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 11) ; de M. Bachimont par l'arrondissement de Nogent-sur-Seine [Aube] (p. 11) ; de M. Philbois par la 1^{re} circonscription de Troyes [Aube] (p. 11). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1619, 1880) ; du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4273) ; du projet de loi tendant à rendre applicable au territoire de Belfort, la loi du 12 juillet 1919 relative à l'élection des Députés (p. 4726). = Obtient des congés (A., S. de 1915, t. unique, p. 373, 1483 ; A., S. de 1916, t. unique, p. 2252 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1, 280, 3212)

VIGNE (M. OCTAVE), *Député de l'arrondissement de Brignoles [Var]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 104). = Membre : de la Commission des boissons (F. n° 11; J. O. de 1914, p. 5370); de la Commission de l'agriculture; de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Sa proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 10 millions de francs pour indemniser les agriculteurs du département du Var, victimes des gelées d'avril dernier (I., n° 6180; an., S. de 1919, p. 1624). — Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions (I., n° 6405; an., S. de 1919, p. 2013). = Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur l'élection de M. Fayolle par l'arrondissement de Brioude [Haute-Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 41). = S'excuse de son absence (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2 de 1914, p. 922).

VILGRAIN (M. ERNEST), *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement (Ravitaillement)*.

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement (Ravitaillement)* [Décret du 17 novembre 1917] (J. O., p. 9218).

VILLAULT-DUCHESNOIS (M.), *Député de l'arrondissement de Valognes [Manche]*,

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). = Membre : de la Commission du travail; de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission du commerce et de l'industrie (A., S. de 1915, t. unique, p. 637). = Sa proposition de loi tendant à établir une taxe de 1 0/0 sur tous les paiements (1) (I., n° 5940; an., S. de 1919, p. 1683). = S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique, p. 1901; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 543, 1793). = Obtient des congés (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 186; A., S. de 1917, t. unique, p. 814; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1899).

VINCENT (M. DANIEL) [Nord]. Voir **DANIEL-VINCENT** (M.).

VINCENT (M. E.), *Député de l'arrondissement de Châtillon-sur-Seine [Côte-d'Or]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de diverses Commissions (F. n° 11; J. O. de 1914, p. 5370; F. n° 41; J. O. de 1915, p. 857); de la Commission de la marine (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission de l'hygiène publique (p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026). = Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative à la domanialisation du personnel forestier communal (I., n° 3457; an., S. de 1917, p. 884). = Son rapport sur le projet de loi autorisant l'emploi de la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles pour la préparation de certains produits de consommation (I., n° 3080; an., S. de 1917, p. 283); son rapport supplémentaire (I., n° 3129; an., S. de 1917, p. 389). — Son rapport sur le projet de loi sur le régime des établissements dangereux, insalubres et incommodes, travaillant pour la Défense nationale pendant la durée des hostilités (I., n° 5144; an., S. de 1918, p. 1746); son rapport supplémentaire (I., n° 5365; an., S. de 1918, p. 1956). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à instituer un diplôme spécial aux préparateurs en pharmacie (I., n° 5598; an., S. de 1919, p. 125). — Son rapport ayant pour objet de modifier le rapport de la précédente législature, repris le 23 juin 1914, sur les propositions de loi : 1^o de M. Mille et de MM. Barthe et Gaston Lalanne, sur l'exercice de la pharmacie; 2^o de MM. Amédée Peyroux et Lefebvre du Prey, tendant à réglementer la vente des spécialités pharmaceutiques (I., n° 5664; an., S. de 1919, p. 634). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur l'élection de M. Lebrun par la 1^{re} circonscription de Briey [Meurthe-et-Moselle] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 49); de M. Chaulin-Servinière par la 2^e circonscription de Mayenne [Mayenne] (p. 108). = S'excuse de son absence (A., S. de 1915, t. unique, p. 1255; A., S. de 1918, t. unique, p. 290). = Obtient des congés (A., S. de 1916, t. unique, p. 720; A., S. de 1917, t. unique, p. 82, 1283, 2483, 3081, 3255; A., S. de 1918, t. unique, p. 1242, 1381, 1875; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 587, 2311).

(1) Ce document n'a pas été publié.

VILLEROY (M.), *Directeur de l'exploitation télégraphique.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2630, 2696).

VINEL (M.), le sous-intendant militaire), *Sous-Directeur de l'Intendance au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités (A., S. de 1916, t. unique, p. 58); de la proposition de résolution concernant l'utilisation des ouvriers boulangers mobilisés (p. 142); de la proposition de résolution concernant le rétablissement du contrôle mobile colonial (p. 1118); des projets et des propositions de loi concernant l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes et des officiers combattants dans une arme autre que leur armé d'origine (p. 1184); de la proposition de résolution tendant à accorder la solde et l'indemnité représentative de vivres aux militaires envoyés en congé de convalescence à la suite d'accidents survenus ou de maladies contractées dans le service de l'intérieur (p. 1572); de la proposition de loi ayant pour objet de modifier et de régler, pour le temps de guerre, les indemnités allouées aux militaires (p. 1707); de la proposition de loi relative au cumul de la solde militaire avec les traitements civils (A., S. de 1917, t. unique, p. 184); 1° du projet de loi modifiant la loi du 24 avril 1916 sur le recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités; 2° de la proposition de loi visant le même but (p. 2680).

VIOLLETTE (M.), *Député de l'arrondissement de Dreux [Eure-et-Loir]. Vice-Président de la Chambre, puis Ministre du Ravitaillement général et des Transports maritimes.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). = Membre: de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de

la Commission de l'armée (A., S. de 1916' t. unique, p. 998); de la Commission des décrets (F., n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre deux membres de la Chambre: « MM. Caillaux, Loustalot » (F., n° 373; J. O. de 1917, p. 10179); de la Commission de la législation civile et criminelle (A., S. de 1918, t. unique, p. 126); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la condamnation prononcée contre M. Malvy, Député du Lot (A., S. de 1918, t. unique, p. 2133); de la Commission d'enquête sur la métallurgie (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 968). = Sa proposition de loi ayant pour objet d'interpréter l'article 2 de la loi du 5 août 1914 en matière hypothécaire (I., n° 531; an., S. de 1915, p. 57). — Sa proposition de loi déterminant les conditions dans lesquelles les départements et les communes de France, d'Algérie et des colonies pourront s'imposer extraordinairement au profit des départements et des communes des régions envahies et du royaume de Belgique (I., n° 532; an., S. de 1915, p. 57). — Sa proposition de loi accordant aux mobilisés le droit de renoncer en toute matière au bénéfice des suspensions de délais prononcées par le décret du 10 août 1914 (I., n° 760; an., S. de 1915, p. 278). — Sa proposition de loi tendant à l'utilisation exclusive, dans la zone des armées, des sous-officiers et des hommes de l'armée active et de sa réserve et à l'organisation de tours de départ dans les dépôts de l'armée de terre comme dans les dépôts de l'armée coloniale (I., n° 857; an., S. de 1915, p. 348). — Sa proposition de loi relative au Conseil supérieur de la guerre en temps de guerre (1) (I., n° 858; an., S. de 1915, p. 382). — Sa proposition de loi tendant à donner aux préfets le droit de réquisition des blés pour le ravitaillement civil (I., n° 859; an., S. de 1915, p. 348). — Sa proposition de loi relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypothécaire (I., n° 949; an., S. de 1915, p. 476). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à édicter, pour la campagne 1915-1916, un prix maximum du blé, même lorsque le

(1) Ce document n'a pas été publié.

Gouvernement n'usera pas du droit de réquisition (I., n° 1121; an., S. de 1915, p. 748). — Sa proposition de loi relative à la construction d'une usine de brome en France (I., n° 1176; an., S. de 1915, p. 840). — Sa proposition de loi sur la naturalisation des indigènes (I., n° 1286; an., S. de 1915, p. 1008). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à compléter l'article 12 du Règlement de la Chambre en vue d'augmenter, pendant la durée de la guerre, le nombre des membres des Commissions du budget, de l'armée, de la marine et des affaires extérieures (I., n° 1340; an., S. de 1915, p. 1034). — Sa proposition de loi déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage (I., n° 1403; an., S. de 1915, p. 1134). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 59 du Code de procédure civile (I., n° 1414; an., S. de 1915, p. 1232). — Sa proposition de résolution concernant l'application de la loi du 4 avril 1915 ayant pour objet de donner des sanctions pénales à l'interdiction faite aux Français d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie, spécialement en ce qui concerne la frontière franco-suisse (I., n° 1471; an., S. de 1915, p. 1290). — Sa proposition de loi, relative au séjour dans les états-majors, présentée avec demande de discussion immédiate (I., n° 1511; an., S. de 1915, p. 1340). — Sa proposition de loi relative à l'avancement des officiers à titre provisoire (I., n° 1512; an., S. de 1915, p. 1341). — Sa proposition de loi tendant à assurer le logement des familles chargées d'enfants (I., n° 1535; an., S. de 1915, p. 1359). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 [Vagabondage spécial] (I., n° 1536; an., S. de 1915, p. 1359). — Sa proposition de loi tendant à créer un office national pour le placement des réformés de la guerre (I., n° 1537; an., S. de 1915, p. 1360). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, déterminant les conditions de nomination aux grades de colonel et de général de brigade (I., n° 1684; an., S. de 1916, p. 47). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code civil (I., n° 1686; an., S. de 1916, p. 48). — Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 20 de la loi du

24 juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés (I., n° 1687; an., S. de 1916, p. 48). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, ayant pour objet d'assurer aux commandants des unités supérieures des armées de terre et de mer le droit de présenter, dans certains cas, des observations devant le Conseil de la défense nationale (I., n° 1892; an., S. de 1916, p. 376). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, relative aux nominations d'officier à titre temporaire (I., n° 1977; an., S. de 1916, p. 576). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant les hommes des classes 1887 et 1888 qui sont encore présents sous les drapeaux (I., n° 2600; an., S. de 1916, p. 1516). — Sa proposition de loi relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypothécaire et modifiant les articles 2148, 2150, 2152, 2153 et 2108 du Code civil (I., n° 2800; an., S. de 1916, p. 1777). — Sa proposition de loi tendant à la modification de certains articles de la loi du 11 avril 1908 (I., n° 3043; an., S. de 1917, p. 223). — Sa proposition de loi ayant pour but d'assurer, après la guerre, la gratuité des frais médicaux et chirurgicaux aux militaires réformés pour maladies ou blessures survenues ou aggravées pendant leur séjour sous les drapeaux (I., n° 3138; an., S. de 1917, p. 396). — Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 148 du Code civil (I., n° 4350; an., S. de 1918, p. 232). — Sa proposition de loi modifiant l'article 457 du Code de procédure et restreignant l'effet suspensif de l'appel aux appels interjetés dans les délais légaux (I., n° 4508; an., S. de 1918, p. 452). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à interpréter l'article premier et l'article 2 de la loi du 10 avril 1917 (I., n° 4649; an. S. de 1918, p. 575). — Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 2148 du Code civil (I., n° 4666; an., S. de 1918, p. 630). — Sa proposition de loi tendant à faciliter l'ouverture de pavillons d'enfants et de pouponnières dans les hôpitaux cantonaux (I., n° 5780; an., S. de 1919, p. 905). — Sa proposition de loi modifiant le point de départ du délai de viduité pour les femmes de militaires décédés, mais dont l'acte de décès aura dû être différé par suite d'une déclaration de disparition (I., n° 5916; an., S. de 1919, p. 1102). — Sa proposition de résolution, pré-

sentée avec demande de discussion immédiate, tendant à interpréter l'article 124 du traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (I., n° 7003 ; an., S. de 1919, p. 2936). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, portant modification des articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse (I., n° 606 ; an., S. de 1915, p. 160). — Son rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'interpréter l'article 2 de la loi du 5 août 1914 en matière hypothécaire (I., n° 671 ; an., S. de 1915, p. 206). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur : 1° le projet de loi fixant les conditions d'application du décret du 27 septembre 1914, relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, aux brevets d'invention intéressant les ressortissants de ces deux pays ; 2° la proposition de loi de MM. André Honnorat et Adrien Dariac tendant à limiter le bénéfice des mesures prises depuis le début de la guerre en faveur de la propriété industrielle aux ressortissants des pays étrangers qui assurent à nos nationaux un traitement de réciprocité (I., n° 743 ; an., S. de 1915, p. 268). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les paragraphes 4 et 5 de l'article 2 et l'article 3 de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription en matière hypothécaire (I., n° 754 ; an., S. de 1915, p. 272). — Son rapport sur le projet de loi modifiant les dispositions des articles 244 et 252 du Code civil relatives à la transcription des jugements et arrêts en matière de divorce (I., n° 755 ; an., S. de 1915, p. 275) ; son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 822 ; an., S. O. de 1915, p. 304). — Son rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière et à la réforme du régime hypothécaire [Première partie : Révision de la loi du 23 mars 1855] (I., n° 978 et annexe ; an., S. O. de 1915, p. 513). — Son rapport sur la proposition de loi relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypothécaire (I., n° 987 ; an., S. O. de 1915, p. 510). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la reprise après la guerre des délais de prescriptions et autres en matière civile, commerciale et administrative (I., n° 988 ; an., S. O. de 1915, p. 526). — Son rapport sur le projet de loi concernant les actions en divorce et en séparation

de corps à intenter par les citoyens présents sous les drapeaux (I., n° 1361 ; an., S. de 1915, p. 1038). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à étendre le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés, en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine (I., n° 1425 ; an., S. de 1915, p. 1240). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 59 du Code de procédure civile (I., n° 1453 ; an., S. de 1915, p. 1274). — Son rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Maurice Viollette déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage ; 2° la proposition de loi de M. Lefas concernant les mariages par procuration, dont la célébration est nulle ou empêchée au dernier moment par le décès de l'un des futurs conjoints (I., n° 1459 ; an., S. de 1915, p. 1281) ; son rapport supplémentaire (I., n° 1525 ; an., S. de 1915, p. 1355). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, concernant la légitimation des enfants adultérins (I., n° 1571 ; an., S. de 1915, p. 1390). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à faciliter le mariage des mineurs de trente ans dont les ascendants sont demeurés en territoire occupé par l'ennemi (I., n° 1891 ; an., S. de 1916, p. 376) ; son rapport sur cette proposition de loi, modifiée par le Sénat (I., n° 2262 ; an., S. de 1916, p. 940). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés (I., n° 1896 ; an., S. de 1916, p. 379). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les actions en divorce et en séparation de corps intéressant les mobilisés (I., n° 1919 ; an., S. de 1916, p. 411). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet la répression : 1° des crimes et délits commis à l'aide d'armes ; 2° du vagabondage spécial (I., n° 1978 ; an., S. de 1916, p. 576) ; son rapport supplémentaire sur cette proposition de loi (I., n° 2273 ; an., S. de 1916, p. 956). — Son rapport sur la proposition de loi relative à l'administration provisoire des biens des militaires disparus et à la tutelle provisoire de leurs enfants (I., n° 2261 ; an., S. de 1916, p. 940). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, déterminant les conditions dans

lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage (I., n° 2263; an., S. de 1916, p. 941). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, tendant à aggraver les pénalités en matière de vagabondage spécial (I., n° 2748; an., S. de 1916, p. 1746). — Son rapport sur le projet de loi autorisant le Gouvernement, jusqu'à la cessation des hostilités, à prendre toutes mesures commandées par les nécessités de la défense nationale (I., n° 2836; an., S. de 1916, p. 1858). — Son rapport sur le projet de loi portant modification et codification de la loi du 2 avril 1914 sur la garantie des cautionnements des ouvriers et employés (I., n° 2956; an., S. de 1917, p. 109). — Son rapport sur la proposition de loi relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypothécaire et modifiant les articles 2148, 2150, 2153 et 2108 du Code civil (I., n° 2957; an., S. de 1917, p. 132). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée pour la seconde fois par le Sénat, déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage (I., n° 3023; an., S. de 1917, p. 161). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier, au profit des enfants des militaires ou marins tués à l'ennemi ou morts de leurs blessures ou de maladies contractées dans le service, les dispositions de l'article 742 du Code civil concernant la représentation des collatéraux aux successions (I., n° 3073; an., S. de 1917, p. 281). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet de modifier certains articles du Code civil relatifs à la tutelle des femmes et à leur admission dans les conseils de famille (I., n° 3074; an., S. de 1917, p. 256). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à la modification de certains articles de la loi du 11 avril 1908 [Prostitution des mineurs] (I., n° 3120; an., S. de 1917, p. 367); son rapport supplémentaire (I., n° 5826; an., S. de 1919, p. 947). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypo-

thécaire et modifiant les articles 2148, 2150, 2152, 2153 et 2108 du Code civil (I., n° 4267; an., S. de 1918, p. 129). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet d'étendre les pouvoirs des juges d'instruction en matière d'accaparement et de spéculation illicite (Art. 419 du Code pénal et 10 de la loi du 20 avril 1916) (I., n° 4331; an., S. de 1918, p. 197). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 148 du Code civil (I., n° 4454; an., S. de 1918, p. 407). — Son rapport sur le projet de loi portant extension, dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, de la loi du 3 juillet 1915 qui a modifié, pendant la durée de la guerre, les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice et à l'exercice de la puissance paternelle (I., n° 4665; an., S. de 1918, p. 630). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 2148 du Code civil (I., n° 4699; an., S. de 1918, p. 646). — Son rapport fait au nom de la Commission chargée de l'examen des pièces concernant la condamnation de M. Malvy, membre de la Chambre des Députés (I., n° 5088; an., S. de 1918, p. 1643). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à étendre le privilège des ouvriers et des commis, aux artistes dramatiques (I., n° 5097; an., S. de 1918, p. 1651). — Son rapport sur la proposition de loi modifiant l'article 457 du Code de procédure et restreignant l'effet suspensif de l'appel, aux appels interjetés dans les délais légaux (I., n° 5101; an., S. de 1918, p. 1568). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, sur le projet de loi tendant à rendre applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion la loi du 20 mars 1917 relative à la tutelle des femmes et leur admission dans les conseils de famille, et la loi du 3 avril 1917, maintenant l'usufruit légal au profit du conjoint survivant en cas de nouveau mariage (I., n° 5119; an., S. de 1918, p. 1725). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour objet de faciliter les donations au profit des œuvres d'assistance publique et privée et de celles ayant plus spécialement pour objet le développement de la natalité, la protection de l'enfance et des orphelins de la guerre (I., n° 5620; an., S. de 1919, p. 630). — Son rapport sur le projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril

1916 (I., n° 5651; an., S. de 1919, p. 492). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à réglementer la vente, la détention et le port des armes (I., n° 5825; an., S. de 1919, p. 946). — Son rapport sur la proposition de loi relative à la reconnaissance des enfants naturels (I., n° 5827; an., S. de 1919, p. 947). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 295 du Code civil (I., n° 5841; an., S. de 1919, p. 977). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à fixer, pour les jugements de séparation de corps qui n'ont pu acquérir force de chose jugée par suite de la guerre, le point de départ du délai de trois ans prévu par l'article 310 du Code civil pour conversion en divorce (I., n° 6025; an., S. de 1919, p. 1216). — Procès-verbaux de la Commission d'enquête sur le rôle et la situation de la métallurgie en France [Défense du bassin de Briey : 1^{re} partie] (I., n° 6026 annexe; an., S. O. de 1919, p. 225, 2566). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant les dispositions des articles 244 et 252 du Code civil relatives à la transcription des jugements et arrêts en matière de divorce (I., n° 6204; an., S. de 1919, p. 1664). — Son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour but de compléter l'article 80 du Code d'instruction criminelle (I., n° 6205; an., S. O. de 1919, p. 1665). — Procès-verbaux de la Commission d'enquête sur le rôle et la situation de la métallurgie en France [Plomb et zinc] (I., n° 6553 annexe; an., S. O. de 1919, p. 2170). — Procès-verbaux de la Commission d'enquête sur le rôle et la situation de la métallurgie en France [Aluminium] (I., n° 6566 annexe; an., S. O. de 1919, p. 147). — Son rapport sur la proposition de loi, modifiée une seconde fois par le Sénat, portant modification des articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881 (I., n° 6732; an., S. O. de 1919, p. 2513). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 284). — Préside la première partie de la séance du 11 juillet (p. 636). — Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur l'élection de M. Pomaret dit Nadi par la 2^e circonscription de Valence [Drôme] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 25). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1915, t. unique, p. 3). — Prend part à la discussion des propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de la Chambre des Députés (*Sa disposition additionnelle relative au règlement de l'ordre du jour,*

A., S. de 1915, t. unique, p. 75). — Demande comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence de la proposition de loi portant modification des articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse (p. 154); prend part à la discussion de cette proposition de loi (p. 155). — Demande, comme *Rapporteur*, la déclaration de l'urgence d'une proposition de loi ayant pour objet d'interpréter la loi du 5 août 1914 en matière hypothécaire (p. 260); prend part à la discussion de cette proposition de loi (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons (p. 280). — Prend part, comme *Rapporteur*, à la discussion du projet de loi modifiant les dispositions des articles 244 et 252 du Code civil relatives à la transcription des jugements et arrêts en matière de divorce (p. 490). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés (*Ses amendements aux articles : 65, A., S. de 1915, t. unique, p. 699; 70 a, p. 703; 70 b, p. 703; 75 b, p. 705; Article 61, p. 707*). — Est entendu dans la discussion du projet et de la proposition de loi modifiant, pendant la durée de la guerre, les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice, à l'exercice de la puissance paternelle et à l'émancipation des enfants (p. 951 et suiv.). — Est entendu sur le renvoi de la discussion, à la prochaine séance, du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au ravitaillement en blé et farine de la population civile (p. 1117); prend part à cette discussion (*Contre-projet de M. Compère-Morel, p. 1157*). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1548, 1610, 1611 et suiv.); de diverses propositions de résolution concernant la Commission du budget et les grandes Commissions (p. 1657); du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1694). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion des propositions de loi concernant la légitimation des enfants et les mariages par procuration (p. 1792 et suiv.). — Son opposition à l'inscription sans débats d'une proposition de résolution concernant un amendement tendant à compléter l'article 28 du Règlement

(A., S. de 1915, t. unique, p. 2056). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1916, t. unique, p. 3). — Préside les séances : du 24 mars (p. 612); du 19 avril (p. 966); du 19 septembre (p. 1750). — Ses observations relatives à une demande de rappel au Règlement formulée par M. Raffin-Dugens (p. 1767). — Préside les séances : du 11 novembre (p. 2297); du 23 décembre (p. 2832). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion, au 3 février 1916, de sa proposition de loi relative au séjour dans les états-majors (A., S. de 1916, t. unique, p. 102); sur sa demande de discussion immédiate de cette proposition de loi (p. 169). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi concernant les réquisitions d'avoine chez les cultivateurs (p. 340). — Développe les motifs pour lesquels il demande la discussion immédiate de sa proposition de loi déterminant les conditions de nomination aux grades de colonel et de général de brigade (p. 395 et suiv.). — Est entendu au cours d'un incident soulevé par M. Accambroy lors de la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1916 (p. 538). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la limite d'âge des colonels et des officiers généraux (*Sa motion tendant au renvoi à la Commission*, p. 752). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de résolution relative aux nominations d'officier à titre temporaire (p. 1020); retire cette demande (p. 1022). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'insuffisance de certains approvisionnements et l'insuffisance de manœuvres dans certains établissements (p. 1578); est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation (*ibid.*). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux marchés à livrer conclus avant la guerre (*Sa disposition additionnelle à l'article premier*, p. 1670 et suiv.). — Ses rapports sur des pétitions (p. 1852, 2084). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi concernant l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 (p. 2217 et suiv.). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'état de certaines fabrications (p. 2461). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la politique générale du nouveau Cabinet (p. 2630); développe cette interpellation (p. 2638 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Ses*

amendements concernant l'article 12 relatif aux taxes sur les denrées coloniales, p. 2770). — Est élu *Vice-Président de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 2). — Préside les séances : du 24 janvier (p. 152); du 19 mars (p. 769).

Est nommé *Ministre du Ravitaillement général et des Transports maritimes* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2255). — Donne sa démission de *Vice-Président de la Chambre* (p. 847). — Répond à une question de M. Marcel Cachin sur la rareté et la cherté de certaines denrées alimentaires dans les grandes villes (p. 949 et suiv.). — Est entendu : dans la discussion de cette question transformée en interpellation (p. 1007 et suiv.); dans la discussion du projet de loi relatif à la taxation du blé (p. 1032 et suiv., 1064 et suiv.); dans la discussion du projet de loi relatif à la fabrication de la farine de froment et aux pénalités qui la concernent (p. 1074). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les mesures prises par le Ministre du Ravitaillement relativement aux objets de première nécessité et aux denrées alimentaires (p. 1183 et suiv.). — Est entendu : sur le mode de discussion des interpellations relatives à la question du charbon (p. 1194); dans la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1207 et suiv., 1272 et suiv., 1287 et suiv., 1305 et suiv.); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation de M. de Chappedelaine concernant la représentation de la France à l'étranger (p. 1304); sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations relatives au décret du 13 juin 1917 sur le gaz (p. 1462); dans la discussion de ces dernières interpellations (p. 1509 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 (*Paiement de la taxe assimilée sur les voitures, par les propriétaires d'automobiles*, p. 1473); d'interpellations sur la marine marchande (p. 1572 et suiv.).

En qualité de *Député* : est entendu dans la discussion d'interpellations concernant : le ravitaillement du pays (p. 2611, 2759); le ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 3019). — Son rapport sur une pétition (A., S. de 1918, t. unique, p. 1239). — Intervient dans la discussion d'interpellations relatives au ravitaillement (p. 1327). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur la situation politique générale et militaire (p. 1466). — Prend part à la discussion d'une

proposition de résolution tendant à organiser la fabrication des fourrages mélassés (A., S. de 1918, t. unique, p. 2450). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant la convention d'armistice signée le 11 novembre avec l'Allemagne (p. 3037). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives à la démobilisation et aux sursis (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 221). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion du projet de loi portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 (p. 387, 406). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant conversion en crédits définitifs, des crédits provisoires ouverts au titre de l'Exercice 1918, pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils (p. 556); d'interpellations concernant la crise de la vie chère (p. 648). — Prend part à la discussion des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Intervention française en Russie*, p. 1450). — Demande à interpellier le Gouvernement sur l'évacuation précipitée d'Odessa (p. 2119); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 2120); développe cette interpellation (p. 2290). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations relatives aux pensions militaires (p. 2707); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Participation de l'Etat aux dépenses des collègues*, p. 2880); du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4273); de la proposition de résolution tendant à interpréter l'article 124 du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4344). — S'excuse de son absence (A., S. de 1918, t. unique p. 169; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1957). — Obtient des congés (A., S. de 1918, t. unique, p. 1968, 2505).

VIVIANI (M. RENÉ), *Député de l'arrondissement de Bourgueuf [Creuse], Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, puis Président du Conseil des Ministres, puis Ministre de la Justice, puis Ministre de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, puis Ministre de la Justice.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 99). — Membre de la Commission chargée d'examiner les divers traités de paix

(A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2717). — Sa déclaration lue au nom du Conseil des Ministres (I., n° 80; an., S. O. de 1914, p. 1855). — Sa déclaration lue au nom du Conseil des Ministres (I., n° 432 bis; an., 2^e S. E. de 1914, p. 2114).

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil* [Décrets du 13 juin 1914] (J. O., p. 5233, 5234). — Sa déclaration au nom du Gouvernement (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 170). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 175, 177, 181, 183). — Est entendu sur l'urgence d'un projet de résolution concernant les employeurs de main-d'œuvre étrangère (p. 306). — Son allocution relative à l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche et de la duchesse, sa femme (p. 350). — Est entendu sur l'urgence : d'une proposition de loi relative à l'amnistie (p. 352); d'une proposition de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés (p. 252). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur l'action politique et militaire de la France au Maroc (p. 378); sur l'urgence d'une proposition de loi relative à la représentation proportionnelle (p. 380). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages du Président de la République en Russie, en Suède et en Norvège (p. 445). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations sur l'application de la loi de huit heures dans les mines (p. 451). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour (p. 558). — Répond à une question de M. le général Pedoya sur la situation du matériel de guerre (p. 873). — Donne lecture d'un message de M. le Président de la République au sujet de l'agression dont la France est l'objet de la part de l'Allemagne (A., 1^{re} S. E. de 1914, t. 2, p. 907). — Sa communication au nom du Gouvernement sur les événements qui ont motivé la guerre avec ce pays (p. 907, 909). — Son allocution en annonçant le vote définitif par la Chambre et le Sénat des projets de loi relatifs à la défense nationale (p. 915).

Est nommé *Président du Conseil des Ministres* [Décret du 26 août 1914] (J. O., p. 7697). — Son rapport au Président de la République tendant à la clôture de la 1^{re} session extraordinaire de 1914 (1) (J. O., du 4 septembre 1914,

(1) Le décret de clôture de cette session figure à la même date et à la même page du *Journal officiel*.

p. 7853). — Sa communication au nom du Gouvernement relative à la situation de la France au point de vue militaire et au point de vue financier (A., 2^e S. E. de 1914, t. 2, p. 925). — Demande que la Chambre tienne séance le mercredi 23 décembre 1914 (p. 928). — Donne lecture du décret de clôture de la 2^e session extraordinaire de 1914 (p. 948). — Demande l'ajournement à huitaine des deux projets de loi relatifs à l'absinthe et aux débits de boissons (A., S. de 1915, t. unique, p. 95). — Répond à une question de M. Ch. Chaumet relative à l'ordre du jour, adopté à Londres, par le congrès des socialistes des nations alliées (p. 152). — Est entendu : sur l'urgence d'une proposition de loi tendant à faire lever l'état de siège politique déclaré par la loi du 5 août 1914 (p. 289); dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux décrets de naturalisation (p. 503). — Son discours relatif à la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche-Hongrie (p. 678). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le Sous-Secrétariat d'Etat de la Guerre (p. 862). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 (p. 892). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à la nomination de deux Sous-Secrétaires d'Etat au Ministère de la Guerre (p. 1000); dans la discussion de cette interpellation (p. 1002). — Donne lecture du message adressé par M. le Président de la République à la Chambre, concernant l'anniversaire de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France (p. 1123). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour deux Sous-Secrétariats d'Etat de la Guerre (1) (p. 1272, 1276); d'une proposition de résolution concernant la création de conseils consultatifs économiques par région militaire (p. 1298); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 (p. 1353 et suiv.). — Sa communication, au nom du Gouvernement, sur la situation diplomatique (p. 1415). — Est entendu : dans la discussion d'une interpellation sur la politique de défense nationale du Gouvernement (p. 1420 et suiv.); sur la fixation de la date de

la discussion de diverses interpellations (p. 1484).

Est nommé *Ministre de la Justice* [Décret du 29 octobre 1915] (J. O., p. 7812). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (p. 1526, 1544, 1566, 1607). — Est entendu dans la discussion : du projet et des propositions de loi concernant la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage (p. 1643, 1755, 1756); d'une proposition de loi relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre (p. 1818, 1820 et suiv.). — Prend part à la discussion des interpellations sur les marchés de la guerre (p. 1947). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur le moratorium des loyers et l'exercice de la saisie-gagerie sur les biens des mobilisés (A., S. de 1916, t. unique, p. 18 et suiv.); prend part à cette discussion (p. 25 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies (p. 32). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à suspendre, pendant la durée de la guerre, l'application de l'article 1751 du Code civil concernant l'expulsion des locataires (p. 61). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant l'accès des militaires dans les cafés, restaurants et débits de boissons (p. 160); du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution sur les bénéficiaires de guerre; 2^o certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Article additionnel au projet de loi présenté par M. Tissier*, p. 309); des projet et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (*Discussion générale*, p. 428 et suiv.; *Contre-projet de M. Lauche*, p. 452; *Contre-projet de M. Denais*, p. 470; *Ses observations concernant l'article 5 et relatives à la présomption de décès*, p. 471; *Ses observations sur l'article 7*, p. 472. Exonérations et délais : *Amendements : de M. Puech à l'article 12*, p. 792; *de M. Levasseur à l'article 15*, p. 794 et suiv.; *de MM. Lafont, Laval et Lauche à l'article 14*, p. 812 et suiv.; *de MM. Levasseur et Aubriot à l'article 14*, p. 822 et suiv.; *Observations relatives à l'article 15*, p. 830; *Motion tendant à réserver la discussion de l'article 16*, p. 853, 877; *Disposition addi-*

(1) La Chambre a ordonné l'affichage du discours prononcé le 26 août par M. le Président du Conseil.

tionnelle de M. Turmel à l'article 17, A., S. de 1916, t. unique, p. 877; *Observations concernant l'article 18*, p. 878; *Amendement de M. Levasseur à l'article 19*, p. 882; *Amendement de M. Sibille tendant à la suppression de l'article 25*, p. 891; *Nouveau texte de M. Levasseur pour l'article 25*, p. 904; *Texte présenté par M. Lerolle pour ce même article*, p. 906; *Amendement de M. Lafferre à l'article 24*, p. 907. Juridiction et procédure : *Amendements de M. Levasseur : à l'article 29*, p. 913 et suiv.; *à l'article 30*, p. 915; *Observations concernant : l'article 30*, p. 917 et suiv.; *l'article 31*, p. 919; *Amendement de M. Levasseur à l'article 32*, p. 923; *Observations concernant l'article 37*, p. 945 et suiv.; *Amendement de M. E. Lafont à cet article*, p. 947. Dispositives générales : *Amendement de M. Lauche à l'article 51*, p. 980 et suiv.; *Observations concernant l'article 55*, p. 1031; *Article additionnel de M. Eugène Laurent*, p. 1032; *Observations concernant l'article 14 ter nouveau*, p. 1036 et suiv.). — Demande le renvoi à quinzaine de la discussion d'une interpellation sur la crise des frets (p. 475). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative aux réquisitions de bâtiments prélevés sur la marine de commerce (*ibid.*); sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre (p. 923, 927); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation concernant le respect des droits et de la dignité des réfugiés et des familles de ceux qui combattent (p. 1242). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Discussion générale*, p. 1897 et suiv.; *Observations concernant l'article 2*, p. 1938; *Amendement de M. Lebrun au paragraphe premier de l'article 2*, p. 1940 et suiv.; *Amendement de M. Tissier au paragraphe 3 de l'article 3*, p. 1949; *Application au paragraphe 3 de l'article 5*, p. 1951; *Observations concernant l'article 5*, p. 1973; *Amendement de M. Gardey au sixième alinéa de l'article 5*, p. 1988; *Paragraphe additionnel de M. Luçol à l'article 7*, p. 2047 et suiv.; *Amendement de M. Marin au paragraphe 4^e du nouvel article 9 de la Commission*, p. 2129 et suiv.; *Amendement de M. E. Lafont à l'article 10*, p. 2166 et suiv.; *Amendement de MM. Groussau et Lefebvre du Prey au paragraphe premier de l'article 10*, p. 2168; *Observations relatives au paragraphe 2*

de l'article 10, A., S. de 1916, t. unique, p. 2174; *Amendement de M. Forgeot tendant à la suppression du dernier paragraphe de l'article 10*, p. 2177 et suiv.; *Observations concernant l'article 12*, p. 2364; *Amendement de M. Lefebvre du Prey à l'article 15*, p. 2377); du projet de loi sur la dénaturation (p. 1919 et suiv.). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2077); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation relative à des engagements militaires frauduleux révélés à l'occasion de l'arrestation du sieur Rochette (p. 2078).

Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [Décret du 12 décembre 1916] (J. O., p. 10736). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les donations consenties à l'Etat par M. Auguste Rodin (p. 2652); du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Taxe sur le prix des places des spectacles*, p. 2739, 2773). — Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur les décrets qui ont nommé le général Joffre maréchal de France et d'une interpellation sur le rétablissement du maréchalat (p. 2863); sur la fixation de la date de la discussion d'une interpellation sur l'affaire dite des « carbures » (A., S. de 1917, t. unique, p. 36 et suiv.); prend part à la discussion des interpellations relatives à cette affaire (p. 349 et suiv., 362 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Amendement de M. Marin au paragraphe 7 de l'article 51*, A., S. de 1917, t. unique, p. 48; *Amendement de M. Navarre à l'article 50*, p. 93; *Article additionnel de M. Margaine*, p. 96; *Observations relatives à l'article 51*, p. 97; *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi*, p. 144 et suiv.). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de résolution relative à l'utilisation des troupes de couleur en Europe (p. 98); au cours d'un incident soulevé par M. Lacave-La Plagne à propos de l'affaire des carbures (p. 370 et suiv.); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 499).

Est nommé *Ministre de la Justice* [Décret du 20 mars 1917] (J. O., p. 2254). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Réforme judiciaire*, p. 831). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1382, 1518, 1784). — Sa communication

relative au séjour de la mission française aux États-Unis (A., S. de 1917, t. unique, p. 1435). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (*Discussion générale*, p. 1544 et suiv. Exonérations et délais : *Amendement de M. Levasseur à l'article 12*, p. 1594 ; *Amendement de M. Varenne au même article*, p. 1598 ; *Amendement additionnel de M. Laval à cet article*, p. 1627 ; *Amendement de M. Levasseur au paragraphe 6 de l'article 14*, p. 1628. Juridiction et procédure : *Amendement de M. Levasseur à l'article 59*, p. 1667 ; *Amendement de M. Ribeyre au même article*, p. 1670 ; *Amendement de M. Levasseur à l'article 45*, p. 1672. Art. 27, 28, 29 réservés : *Amendement de M. Puech tendant à la disjonction de l'article 27*, p. 1768 ; *Article additionnel de M. Jean Bon*, p. 1781). — Demande l'ajournement de la discussion d'une proposition de résolution sur le relèvement des salaires et la mise en sursis d'ouvriers mineurs (p. 1586). — Est entendu : sur les ordres du jour motivés présentés à la suite de la discussion, en Comité secret, des interpellations sur les opérations militaires (p. 1719) ; dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des pupilles de la nation (*Discussion générale*, p. 1916. Des organismes destinés à assurer la protection des pupilles de la nation : *Amendements de M. Prat à l'article 9*, p. 1982 ; *de M. Piou à l'article 12*, p. 1988 ; *de M. Jules Roche à l'article 15*, p. 1997. Des mesures juridiques de protection prises en faveur des pupilles de la nation : *Amendement de M. Groussau à l'article 21*, p. 2001 ; *Amendement de M. Jules Delahaye au paragraphe 5 de l'article 22*, p. 2021 ; *Observations concernant : l'insertion de la loi au Bulletin des armées*, p. 2022 ; *l'article 25*, p. 2023 ; *l'article 50*, p. 2025).

En qualité de *Député*, intervient dans la discussion d'interpellations relatives à l'affaire Bolo pacha et aux mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'œuvre de la justice (A., S. de 1917, t. unique, p. 2687). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur les responsabilités gouvernementales et les compromissions révélées par les débats de l'affaire Bolo (A., S. de 1918, t. unique, p. 790). — Intervient dans la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 170, 297). — Est

entendu dans la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans certaines élections (*Contre-projet de M. Bon*, p. 2088). — Prend part à la discussion du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (Affaires étrangères : *Discussion générale* ; *Question du Vatican*, p. 2832). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 3668). — Est entendu, en qualité de *Président* de la Commission de la paix dans la discussion : du projet de loi portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 3924) ; de la proposition de résolution tendant à ouvrir des négociations diplomatiques en vue du désarmement de l'Allemagne (p. 4314, 4344). = Obtient des congés (A., S. de 1917, t. unique, p. 3669 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 17, 2070 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 2279, 4359).

VOILIN (M. LUCIEN), *Député de la 8^e circonscription de Saint-Denis [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales ; de la Commission de l'armée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des décrets (F., n° 244 ; J. O. de 1916, p. 10942). = Sa proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'article 60 de la loi du 21 mars 1905, modifié par la loi du 7 août 1913, aux militaires rappelés à l'activité par la mobilisation (I., n° 1304 ; an., S. de 1915, p. 1011). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à accorder le bénéfice d'une allocation journalière aux mobilisés en chômage à leur retour dans leurs foyers (I., n° 1867 ; an., S. de 1916, p. 336). — Sa proposition de loi, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables (I., n° 1874 ; an., S. de 1916, p. 341). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant à modifier l'article 12 de la loi du Règlement (I., n° 2058 ; an., S. de 1916, p. 634). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, concernant le recrutement de la main-d'œuvre militaire dans les établissements et usines travaillant pour la défense nationale (I., n° 2514 ;

an., S. de 1916, p. 1460). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, tendant au renvoi dans leurs foyers des hommes de la classe 1889 (I., n° 2515 ; an., S. de 1916, p. 1461). = Son rapport sur la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre par réquisition des mines et des établissements industriels et par la réglementation de l'appel et de l'emploi de la main-d'œuvre militaire (I., n° 1773 ; an., S. de 1916, p. 194.) ; son rapport supplémentaire (I., n° 2635 ; an., S. de 1916, p. 1596) ; son deuxième rapport supplémentaire (I., n° 3847 ; an., S. de 1917, p. 167). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant la création en vue de satisfaire aux exigences de la défense nationale, d'un registre national de la main-d'œuvre (I., n° 1943 ; an., S. de 1916, p. 517). — Son rapport sur la proposition de résolution relative à l'affichage en la mairie du lieu de leur résidence du nom des hommes mobilisés dans les usines (I., n° 1944 ; an., S. de 1916, p. 518). — Son rapport, sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables (I., n° 2097 ; an., S. de 1916, p. 1413). — Son rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, en Algérie (I., n° 6790 ; an., S. de 1919, p. 2604). — Son avis, présenté au nom de la Commission de l'armée, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la vente ou à la location de l'atelier de chargement de Montluçon (I., n° 7164 ; an., S. de 1919, p. 3159). = Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de l'absinthe (A., S. de 1915, t. unique, p. 116). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif au traitement du gaz d'éclairage en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs, (p. 1595). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur l'organisation du travail à l'Imprimerie nationale (A., S. de 1916, t. unique, p. 140) ; du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre ; 2° certaines propositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (p. 288, 308) ; d'une interpellation sur l'utilisation de la main-d'œuvre

militaire dans les établissements travaillant pour la défense nationale (A., S. de 1916, t. unique, p. 381). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 495, 767, 1219). — Prend part à la discussion des projets et propositions de loi concernant les baux et les loyers pendant la guerre (Juridiction et procédure ; *Ses observations : sur l'article 50*, p. 916 et suiv. ; *sur l'article 51*, p. 119 et suiv.). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 1236 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916 (*Réquisition générale des usines, mines et moyens de transport*, p. 1813) ; d'une interpellation sur les conditions auxquelles sont accordées les permissions aux hommes du front (p. 1863 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (*Ses observations sur l'article premier*, p. 2697 ; *Son amendement à l'article 5 relatif à l'impôt sur le revenu*, p. 2709 ; *Amendement de M. Tournan à cet article repris par M. Magniaudé*, p. 2713 ; *Taxe sur le prix des places des spectacles*, p. 2773 ; *Taxe de guerre*, p. 2805 et suiv. ; *Ses observations sur l'article 45 visant les employés du fisc qui outrepasseraient leurs droits*, p. 2817.) — Prend part à la discussion d'une interpellation sur l'inégalité des soldes et des salaires octroyés aux mobilisés (A., S. de 1917, t. unique, p. 431). — Est entendu, comme *Rapporteur*, dans la discussion de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (*Discussion générale*, p. 450 et suiv. ; *Motion de M. de Dion tendant à l'ajournement de la discussion à quarante-huit heures*, p. 482 ; *Motion de M. de Dion tendant au renvoi de la proposition à la Commission du budget*, p. 490 ; *Contre-projet de M. Jobert*, p. 494 ; *Sa motion tendant à ce que la Chambre tienne séance le mercredi 28 février 1917 pour continuer la discussion*, p. 497 ; *Amendement relatif aux mines*, p. 530 et suiv. ; *Amendement de M. de Wendel à l'article premier*, p. 532 ; *Amendement de M. de Baudry d'Asson au même article*, p. 533 ; *Observations relatives à l'article 2*, p. 534, 557 ; *à l'article 4*, p. 558 et suiv. ; *Amendement de M. Paul-Laffont à l'article 4*, p. 560 ; *Amendement de M. Jobert à l'article 5*, p. 562 ; *Amendement de*

M. Mistral à l'article 8, A., S. de 1917, t. unique, p. 569; *Observations concernant l'article 9*, p. 570 et suiv.; *Amendements de M. Mistral : à l'article 10*, p. 1094; *à l'article 13*, p. 1095; *Disposition additionnelle de M. Mistral à ce dernier article*, p. 1096; *Disposition additionnelle de M. F. Merlin à l'article 16*, p. 1098; *Articles additionnels présentés par M. Valière*, p. 1101; *Motion tendant au renvoi de la proposition à la Commission*, p. 1109). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 575, 600); dans la discussion du projet de loi concernant les crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917 (*Haute paye et indemnité de tranchées*, p. 822 et suiv.; *Son article tendant à exonérer de la contribution personnelle-mobilière les contribuables mobilisés aux armées*, p. 839); de ce projet de loi, modifié par le Sénat (p. 963); de ce projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat (p. 1006); du projet de loi portant ouverture d'un crédit en vue du recensement de la population civile (p. 1123). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Exonérations et délais; *Amendement de M. Levasseur au paragraphe 13 de l'article 14* (A., S. de 1917, t. unique, p. 1630). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active (*Ses observations*, p. 2089; *Ses amendements*, p. 2091; *Seconde délibération*, p. 2123). — Prend part à la discussion de plusieurs interpellations concernant le ravitaillement du pays (p. 2767). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la relève des jeunes gens de l'active occupés dans les usines de guerre (p. 2797). — Demande la mise à l'ordre du jour de sa proposition de loi concernant les allocations aux mobilisés de retour dans leurs foyers (p. 2910). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de diverses interpellations sur le ravitaillement en farines et en pommes de terre (p. 2947); prend part à cette discussion (p. 3018). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle

(Titre 1^{er}. Du droit à pension d'infirmité et à gratification des militaires et marins : *Reprend un amendement de M. Gabriel Mauoury au paragraphe 6 de l'article 2, modifié par la Commission*, A., S. de 1917, t. unique, p. 3268). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives aux rapatriés et réfugiés des pays envahis (p. 3400). — Demande à interpellier le Gouvernement sur le rationnement de la consommation du pain (A., S. de 1918, t. unique, p. 126); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (p. 139, 165); développe cette interpellation (p. 170; *Son ordre du jour motivé*, p. 187). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la relève des vieilles classes de la territoriale encore aux armées (p. 257). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié une seconde fois par le Sénat, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (p. 322, 360); du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 21 mars 1917 [Indemnité de combat et constitution du pécule] (p. 906; *Ses amendements*, p. 940); du projet de loi concernant le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (p. 1057). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'Exercice 1918 [Budget ordinaire des services civils] (p. 1556); d'une interpellation sur le décret du 5 juin 1918 abrogeant celui du 14 avril 1918 relatif au règlement sur le service intérieur des corps de troupes (p. 1815). — Intervient dans la discussion d'interpellations sur la façon dont est interprété le statut des réfugiés (p. 2255). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers (*Sa disposition additionnelle*, p. 2317); du projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, de crédits additionnels sur l'Exercice 1918 (*Son amendement tendant à la suppression de l'article 2*, p. 2606 et suiv.); d'une interpellation relative à la non-application de la loi qui garantit un pécule de 1.000 francs aux familles des soldats morts pour la patrie (p. 2724). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion d'interpellations visant les questions de démobilisation (p. 2936); son ordre du jour motivé présenté à la suite de la discussion de ces interpellations (p. 3014). —

Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les mesures à prendre pour assurer dans toute l'industrie nationale le passage de l'état de guerre à l'état de paix (A., S. de 1918, t. unique, p. 3127); des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1919 [Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils] (*Prime de démobilisation aux combattants*, p. 3356; *Ses articles additionnels concernant les employés et ouvriers des établissements de l'artillerie et des poudres*, p. 3369). — Prend part à la discussion : du projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 918); d'une proposition de loi relative à la réforme de la loi électorale (p. 1521); du projet de loi concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs (p. 2153). — Est entendu dans la discussion : du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1919 (*Son amendement concernant l'impôt sur le revenu*, p. 2875 et suiv.); des crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 p. 3399); du projet de loi renforçant le personnel du tribunal de première instance de la Seine (p. 3471); du projet de loi tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés et de proposition de loi de M. Alexandre Varenne et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer l'impression et la distribution gratuites, par l'Administration, de bulletins de vote et de circulaires aux élections législatives (p. 4001, 4422).

VOILLOT (M.), *Député de la 10^e circonscription de Lyon [Rhône]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 102). = Membre : de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des cultes et de la décentralisation (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026); de la Commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions (A., S. de 1918, t. unique, p. 803); de la Commission des dommages de guerre (p. 2678). = Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Ferri de Ludre, par la 2^e circonscription de Nancy [Meurthe-et-Moselle] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 49); de M. Driant, par la 3^e circonscription de Nancy [Meurthe et-Moselle] (p. 50). = Demande à interpellier le Gouvernement sur les causes de l'explosion de la poudrerie nationale de Neuville-sur-Saône (A., S. de 1917, t. unique, p. 848); développe cette interpellation, p. 1155; *Son ordre du jour motivé*, p. 1162). — Demande à interpellier le Gouvernement sur les faits résultant d'un jugement du Conseil de guerre de Lyon rendu dans une affaire de faux poinçons de réception de l'armée (p. 2670). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour secours aux victimes de diverses explosions (A., S. de 1918, t. unique, p. 882); d'interpellations relatives à la catastrophe de la Courneuve (p. 887); du projet de loi, modifié par le Sénat, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (p. 3161).

W

WALTER (M.), *Député de la 2^e circonscription de Saint-Denis [Seine]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 103). = Membre : de diverses Commissions (F., n° 7 ; J. O. de 1914, p. 5126) ; de la Commission du travail (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288). = Demande en autorisation de poursuites formulée contre ce Député (I., n° 3327 ; an., S. de 1917, p. 703). = Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur l'élection de M. Brunet (Antoine), par la 3^e circonscription du 17^e arrondissement de Paris [Seine] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 74). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'explosion d'un dépôt de munitions survenu à Saint-Denis le 4 mars 1916 (A., S. de 1916, t. unique, p. 438) ; développe cette interpellation (p. 492 et suiv. ; *Son ordre du jour motivé*, p. 494). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour secours aux victimes de diverses explosions (A., S. de 1918, t. unique, p. 884). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la catastrophe de la Courneuve (p. 885) ; est entendu dans la discussion de cette interpellation (p. 888). = Son décès est annoncé à la Chambre (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1053).

WEILLER (M. LAZARE), *Député de la 1^{re} circonscription d'Angoulême [Charente]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). = Membre : de la Commission de la législation fiscale ; de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914,

t. 2, p. 289) ; de la Commission des marchés (A., S. de 1915, t. unique, p. 2026). = Sa proposition de résolution relative à la refonte de l'Administration des postes [correspondance, télégraphe, téléphone, colis postaux] (I., n° 972 ; an., S. O. de 1915, p. 193). — Sa proposition de loi concernant la faculté pour les Alsaciens-Lorrains de franciser leur nom patronymique (I., n° 2947 ; an., S. de 1917, p. 88). — Sa proposition de résolution, présentée avec demande de discussion immédiate, invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires : 1° pour empêcher les spoliations dont sont actuellement victimes, de la part de l'Allemagne, les Alsaciens-Lorrains venus ou restés en France ; 2° pour protéger contre toutes suspicions les Alsaciens-Lorrains dont les noms à consonance germanique sont souvent mal interprétés ; 3° pour maintenir parmi les Alsaciens-Lorrains restés dans les provinces annexées et demeurés fidèles à la France la confiance dans l'avenir (I., n° 3441 ; an., S. de 1917, p. 858). — Sa proposition de loi tendant à exonérer du paiement des droits de timbre et d'enregistrement les marchés d'approvisionnement (I., n° 3793 ; an., S. de 1917, p. 1326). = Son rapport, au nom du 4^e Bureau, sur l'élection de M. Le Bail-Maignan par la 2^e circonscription de Quimper (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 137) ; prend part à la discussion des conclusions de ce rapport (p. 205). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internationale de San-Francisco (p. 499). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1914, modifié par le Sénat (Loi de finances : *Discussion générale*, p. 606). — Est entendu dans la discussion de la

proposition de loi concernant la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 869). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution sur les bénéficiaires de guerre ; 2° certaines dispositions relatives aux patentes et aux mutations par décès (*Discussion générale*, A., S. de 1916, t. unique, p. 195, 216 et suiv.). — Intervient dans la discussion de diverses interpellations sur la crise des transports (p. 2326). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des Alsaciens-Lorrains (A., S. de 1917, t. unique, p. 1796). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 4213 et suiv.). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 3265).

WEISS (M.), *Directeur des mines, des distributions d'énergie électrique et de l'aéronautique au Ministère des Travaux publics.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion : du Budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 522) ; du projet et de la proposition de loi concernant la vente, la répartition et la taxation du charbon (A., S. de 1915, t. unique, p. 1953) ; du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (A., S. de 1916, t. unique, p. 2383).

WENDEL (M. DE), *Député de la 2^e circonscription de Briey [Meurthe-et-Moselle].*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 100). — Membre : des diverses Commissions (F., n° 41 ; J. O. de 1915, p. 857) ; de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288) ; de la Commission des mines (p. 289) ; de la Commission des dommages de guerre (A., S. de 1917, t. unique, p. 1586) ; de la Commission de la réorganisation économique (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1273). — Sa proposition de loi sur la vente et la répartition des charbons (I., n° 3357 ; an., S. de 1917, p. 767). — Sa propo-

sition de résolution tendant à autoriser les militaires originaires des régions envahies à venir passer leur permission à Paris, lorsque des parents ou amis s'offrent à les recevoir (I., n° 3666 ; an., S. de 1917, p. 1142). — Sa proposition de loi ayant pour objet de modifier exceptionnellement, en faveur des victimes d'accidents survenus pendant l'occupation allemande, le mode de détermination du salaire de base prévu par l'article 10 de la loi du 9 avril 1898 pour le calcul des rentes (I., n° 7158 ; an., S. de 1919, p. 3158). — Ses rapports, au nom du 6^e Bureau, sur les élections : de M. Becays, par l'arrondissement de Figeac [Lot] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 44) ; de M. Rontin, par l'arrondissement de Nérac [Lot-et-Garonne] (p. 44). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi concernant la vente et la taxation des charbons (*Discussion générale*, A., S. de 1915, t. unique, p. 1984 et suiv. ; *Répartition des combustibles*, p. 2072, 2073 ; *Fixation des prix*, p. 2079). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (A., S. de 1916, t. unique, p. 1234 et suiv.) ; du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques (p. 2405 et suiv.). — Est entendu dans la discussion du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (*Son amendement au 6^e alinéa de l'article 31*, A., S. de 1917, t. unique, p. 47 ; *le retire*, p. 48) ; de ce projet de loi modifié par le Sénat (p. 3151). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre (p. 449 et suiv. ; *Son amendement à l'article premier*, p. 531) ; des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du Gouvernement, p. 2934). — Est entendu pour un fait personnel (p. 1357). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France (p. 1435). — Est entendu au cours de la discussion d'une interpellation sur le consortium des métaux (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 169 et suiv., 288, 291 et suiv.). — Est nommé membre du Comité consultatif des mines (p. 4226). — S'excuse de son absence (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 294 ; A., S. de 1917, t. unique, p. 1026, 1559 ; A., S. de 1918, t. unique, p. 2347 ; A., S. O. de 1919, t. unique, p. 1319). — Obtient un congé (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 807).

WILDERMUTH (M. le lieutenant-colonel), *Attaché au 1^{er} bureau de l'état-major de l'armée au Ministère de la Guerre.*

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi du 17 août 1915 assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (A., S. de 1917, t. unique, p. 3356).

WILLIAM BERTRAND (M.), *Député de l'arrondissement de Marennnes [Charente-Inférieure]. — Secrétaire de la Chambre.*

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 98). — Membre : de la Commission de la marine marchande (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 288); de la Commission des postes et des télégraphes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 289); de la Commission de revision des lois constitutionnelles (F. n° 244; J. O. de 1916, p. 10942); de la Commission du suffrage universel (A., S. de 1917, t. unique, p. 3071). — Sa proposition de loi ayant pour objet d'accorder des indemnités aux propriétaires de bateaux de pêche qui ont subi des pertes de matériel du fait de la mobilisation (I., n° 2549; an., S. de 1916, p. 1481). — Sa proposition de loi tendant à compléter et à modifier les désignations du tarif n° 1 annexé à la loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine (I., n° 3899; an., S. de 1917, p. 1500). — Sa proposition de loi ayant pour objet l'attribution d'une allocation temporaire aux inscrits maritimes (et aux veuves d'inscrits) pensionnés de la Caisse des invalides de la marine ou de la Caisse nationale de prévoyance au profit des marins français (I., n° 3922; an., S. de 1917, p. 1509). — Sa proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture un crédit de 130.000 francs. pour venir en aide aux agriculteurs de la commune de Saint-Just (Charente-Inférieure), victimes de la grêle (I., n° 4956; an., S. de 1918, p. 1052). — Son rapport sur le projet de loi prorogeant les dispositions de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande, en ce qui concerne les primes à la construction des navires (I., n° 921; an., S. O. de 1915, p. 432). — Son avis, présenté au nom de la Commission de

la marine marchande, sur le projet de loi concernant les services de l'Etat susceptibles de faire bénéficier les inscrits maritimes d'un supplément de pension sur la Caisse des invalides de la marine (I., n° 1624; an., S. de 1915, p. 1440). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine marchande, sur le projet de loi tendant à modifier le cadre du contrôle de l'Administration de la marine (I., n° 2539 rectifié; an., S. de 1916, p. 1471). — Son rapport sur la proposition de résolution concernant les services postaux entre la France, la Corse et l'Afrique du Nord (I., n° 3948; an., S. de 1917, p. 1661). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine marchande, sur la proposition de loi de M. William Bertrand ayant pour objet l'attribution d'une allocation temporaire aux inscrits maritimes (et aux veuves d'inscrits) pensionnés de la Caisse des invalides de la marine ou de la Caisse nationale de prévoyance au profit des marins français (I., n° 4312; an., S. de 1918, p. 172). — Son rapport sur le projet de loi autorisant la nomination au grade d'administrateur de l'Inscription maritime des agents ou commis de l'Inscription maritime qui, ayant obtenu au concours d'accès à ce grade, le nombre de points nécessaires pour l'admissibilité, ont effectivement exercé les fonctions d'administrateur et ont joui, en fait, des différentes prérogatives et soldes attachées à ce grade (I., n° 5014; an., S. de 1918, p. 1196). — Son avis, présenté au nom de la Commission de la marine marchande, tendant à compléter et à modifier les désignations du tarif n° 1 annexé à la loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine (I., n° 5812; an., S. de 1919, p. 935). — Son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 5 de la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des Députés (I., n° 6255; an., S. de 1919, p. 1759). — Son rapport sur le projet de loi autorisant la nomination au grade d'administrateur de l'Inscription maritime des candidats (licenciés en droit; etc., agents et commis de l'Inscription maritime) qui, ayant obtenu, soit au concours d'accès direct au grade d'administrateur de 2^e classe, soit au concours d'entrée à l'école d'administration de l'Inscription maritime, le nombre de points nécessaires pour l'admissibilité, ont, depuis lors, effectivement exercé les fonctions d'administrateur et ont joui, à ce titre, des différentes prérogatives et soldes attachées à ces fonctions

(L., n° 6380; an., S. de 1919, p. 1995). = Ses rapports, au nom du 5^e Bureau, sur les élections : de M. Lafont (Ernest) par la 4^e circonscription de Saint-Etienne [Loire] (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 41); de M. Eynac par la 2^e circonscription du Puy [Haute-Loire] (p. 138). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins (A., S. de 1915, t. unique, p. 1622, 1623); du projet de loi relatif à

l'appel sous les drapeaux de la classe 1917 (p. 1727). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A., S. de 1917, t. unique, p. 3. — Prend part à la discussion de plusieurs interpellations relatives à la concession de mines de sel (p. 2389). — Est élu *Secrétaire de la Chambre* (A. S. de 1918, t. unique, p. 3). — Demande à interpellier le Gouvernement sur la répartition des blés et farines en Charente-Inférieure (p. 891); est entendu sur la fixation de la date de la discussion (*ibid.*).

Y

YBARNÉGARAY (M.), *Député de l'arrondissement de Mauléon [Basses-Pyrénées]*.

Son élection est validée (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 144). — Membre : de la Commission des douanes (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 287); de la Commission des pensions civiles et militaires (p. 289). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les opérations offensives du 16 avril 1917 (A., S. de 1917, t. unique, p. 1176). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la conduite générale de la guerre et la coopération des armées alliées (p. 2707). — Prend part à la discussion : de diverses propositions de loi relatives à une prime de démobilisation (A., S. O. de 1919, t. unique, p. 788); du projet de loi

portant approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 (p. 4236). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance du 15 octobre (p. 4618); dans la discussion du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 4623, 4761).

YOU (M.), *Directeur, Chef du Service de l'Afrique équatoriale et occidentale*.

Est nommé *Commissaire du Gouvernement* pour la discussion du budget de l'Exercice 1914 (A., S. O. de 1914, t. 2, p. 509); du budget ordinaire des services civils de l'Exercice 1918 (A., S. de 1918, t. unique, p. 866).